

Université d'Artois,
UFR Histoire-Géographie, Département de Géographie,
Unité de recherche « Dynamique des Réseaux et Territoires ».

Thèse de doctorat

**L'ANTIMONDE CARIBEEN,
ENTRE LES AMERIQUES ET LE MONDE**

Sous la direction de Mr. François TAGLIONI,
Professeur des Universités, Université de la Réunion

Présentée et soutenue publiquement par **Romain CRUSE**, le 2 décembre 2009 à Arras
devant un jury composé de :

- Mme Nathalie Bernardie-Tahir, Professeur à l'Université de Limoges
- Mr. Alain Musset, Directeur d'études à l'EHESS
- Mr. Jean-Pierre. Renard, Professeur à l'Université d'Artois
- Mr. Stéphane Rosière, Professeur à l'université de Reims Champagne-Ardennes
- Mr. François Taglioni, Professeur à l'Université de la Réunion

Université d'Artois,
UFR Histoire-Géographie, Département de Géographie,
Unité de recherche « Dynamique des Réseaux et Territoires ».

Thèse de doctorat

L'ANTIMONDE CARIBEEN, ENTRE LES AMERIQUES ET LE MONDE

Sous la direction de Mr. François TAGLIONI,
Professeur des Universités, Université de la Réunion

Présentée et soutenue publiquement par **Romain CRUSE**, le 2 décembre 2009 à Arras
devant un jury composé de :

- Mme Nathalie Bernardie-Tahir, Professeur à l'Université de Limoges
- Mr. Alain Musset, Directeur d'études à l'EHESS
- Mr. Jean-Pierre. Renard, Professeur à l'Université d'Artois
- Mr. Stéphane Rosière, Professeur à l'université de Reims Champagne-Ardennes
- Mr. François Taglioni, Professeur à l'Université de la Réunion

Partie 1 : Cadre Théorique

Chapitre 1 : l'Antimonde de Roger Brunet: approche conceptuelle et critique

1. Introduction
2. Le « anti » de l'antimonde
3. Le concept d'antimonde selon Roger Brunet
 - 1.2.1. Antimondes, îles et frontières : l'espace de l'antimonde
 - 1.2.2. L'antimonde à différents niveaux d'analyse
 - 1.2.3. Typologie des espaces de l'antimonde
 - L'antimonde dans les sciences sociale
 - 1.4.1. De l'informalité à l'antimonde
 - 1.4.2. L'étude des économies illégales
 - 1.4.3. Dans la Géographie Française
 - Les dialectiques géographiques disponibles pour l'analyse du partage inégal : Sous-développé, périphérique, Sud ou antimonde ?
 - 1.3.3. L'espace centre/périphérie de l'analyse « radicale »
 - 1.3.4. L'école (néo)coloniale : du couple sauvage/civilisé à la dialectique développé/sous-développé
 - 1.3.5. La fracture nord/sud chez Yves Lacoste
 - 1.3.6. L'antimonde de l'école Brunet

Critique du concept d'antimonde

Conclusion: de l'importance relative des mots

Chapitre 2 : De quelques espaces-types de l'antimonde caribéen et de leur intégration à l'échelle mondiale.

- 4.3. Introduction
- 4.4. Espaces de la dérogation fiscale, industrielle, commerciale et maritime : l'espace de l'extraterritorialité
 - 4.4.1. Historique de la dérogation
 - 4.4.2. Pavillons de complaisance
 - 4.4.3. Zones franches
 - 4.4.4. Paradis fiscaux
- 4.4. De la territorialisation de l'espace des drogues illicites
 - 8.2.2. Cannabis
 - 8.2.3. Cocaïne

- 8.2.4. Géopolitique des drogues illicites
- 8.2.5. Des plantes à drogues aux monopoles des drogues de synthèse
- 8.2.6. Conclusion : complexité du trafic de drogues illicites et amorçages d'autres antimondes

8.2. Antimondes carcéraux

8.3. Bidonvilles et ghettoïsation socio-ethnique

- 8.2.3. Légitimité contre illégalité
- 8.2.4. Extension spatialement
- 8.2.5. Description
- 8.2.6. Bidonvilles caribéens : des villages surpeuplés au cœur des capitales
- 2.5.5 Bilan : Bidonvilles et revenus moyens

- Conclusion: Des espaces liés

Chapitre 3 : Trois pistes vers les sources de l'antimonde caribéen

3.1 Introduction

3.2 Antimondes, méditerranées et presqu'isthme caribéen

3.2.1 Méditerranées et antimondes

3.2.2 L'arrière-cour maritime des Etats Unis et le presqu'isthme antillais

3.3 L'explication économique-historique : l'échec des prétendus avantages comparatifs hérités du modèle colonial

3.3.1 Aux origines de la théorie des avantages comparatifs : un nouveau système économique globalisant pour le bénéfice du centre ou de la périphérie ?

3.3.2 Spécialisations caribéennes

3.4 L'explication géopolitique : l'extension de l'empire néolibéral et l'«économicide » lié

3.4.1 Géographie du néolibéralisme ?

3.4.2 Comment la conception de l'espace néolibérale s'est elle imposée à la Caraïbe : de la plantocratie à la « *corporatocratie* » antillaise

3.4.3 La Caraïbe dans son ensemble régional: le cas particulier d'une périphérie proche

3.4.4 De la gestion politique de l'espace néolibérale aux antimondes

3.4.5 Les chimères de la domination : justifications de l'organisation de l'espace néolibérale

3.4.6 Bilan : Les conséquences concrètes du néolibéralisme dans la région Caraïbe

3.5 Conclusion : Démêler l'enchevêtrement obscur des réseaux de l'antimonde

Partie 2 : Études de cas

Chapitre 4 : Espaces ethniques et politiques des drogues illicites et de l'économie du crime à « Trinbago »

4.1 Introduction

4.2 Les fondations du trafic

4.2.1. Une tête de pont entre les Amériques et l'Europe

4.2.2. Un terreau inégalitaire hérité et préservé

4.2.3. L'application d'un néolibéralisme catalyseur des inégalités héritées

4.2.4. Sécuritarisme libéral d'une inefficacité patente, corruption, et anachronismes coloniaux

4.2.5. Racines multiples, diasporas et anti-nationalisme

4.3 Cartellisation du trafic de drogues illicites, implication de l'Etat et répression discriminatoire

4.3.1 Historique des drogues illicites à Trinidad

4.3.2 La cartellisation ethnique du paysage criminel tribagonien au profit de l'élite « blanche ».

4.3.3 La colline du calvaire noir de Laventille, pivot majeur de la géopolitique des drogues illicites à Trinidad

4.3.4 La criminalisation de la ganja

4.3.5 Le *Jamaat Al Muslimeen* à l'assaut de la narco-démocratie : 1985-1990

4.3.6 Gestion de l'arrière-cour au niveau du robinet à pétrole : la politique des Etats Unis à Trinbago.

4.4 Conclusion

Chapitre 5 : Frictions entre les espaces informels et la territorialisation erratique de l'Etat jamaïcain

5.1. Introduction

5.2. De la géographie politique à la géopolitique de Kingston : politricks, posses et communauté-garnisons

5.2.1. Un de mi-siècle de « communauté-garnisons »

5.2.2. Une circonscription électorale contre du riz au pois : aux racines de la politique clientéliste du « Pork Barrel » à Kingston

5.2.3. Ganja, armement des gangs locaux et CIA

5.2.4 Les années Seaga : exportation de la violence et du trafic de drogues illicites des posses

5.2.5 1980 – 2000 : Cocaïne, crack autonomisation des gangs et déportés : l'après Green Bay

5.3. « *Chant Down Babylon* » : le Dancehall jamaïcain, espace économique informel et contre-culture populaire

- 5.3.1 Origines du Dancehall jamaïcain : du Mento des esclaves aux sound system des travailleurs exploités de la Jamaïque coloniale
- 5.3.2 « Rebel Music – People Riddim », le Dancehall de la Jamaïque indépendante sur la ligne de front : espaces juxtaposés et anti-nationalisme du reggae des Ras (1970's)
- 5.3.3 Géopolitique de l'espace sonore : le Dancehall de l'ère Seaga
- 5.3.4 Poids économique et culturel du Dancehall Jamaïcain

5.4. Conclusion

Chapitre 6 : Frontières, fracture et Antimondes en Dominique, sur le Maroni et dans les Grenadines

6.1 Introduction

6.2 A St Laurent du Maroni, sur les rives de la « méditerranée » Guyanaise

6.3 Les villages péri insulaires dominicains dans la toile de l'Antimonde des petites Antilles, l'exemple de la baie de Cashacrou

6.3.1 Un antimonde anticolonial : une île refuge

6.3.2 Les turbulences géopolitiques de l' « indépendance » dominicaine : genèse d'un nouvel Antimonde

6.3.3 Les villages péri insulaires de la baie de Cashacrou

6.4 De la déterritorialisation fiscale à la gangrène territoriale : St Vincent et les Grenadines face aux investissements étrangers

6.4.1 Drogues illicites

6.4.2 Îles Privées

6.5. Conclusion

Avant-propos

Cet essai est le produit de quatre années que j'ai passé dans la région de la même manière que le journaliste politique R. Kapuscinski a sillonné l'Afrique, « évitant les itinéraires officiels, les palais, les hommes importants et la grande politique ». J'ai traversé la Colombie depuis la région cocaïère disputée de Tumaco, à la frontière de l'Équateur, jusqu'à la Guajira colombiano-venezuelienne, et visité Maracaïbo et Caracas en 2005. J'ai vécu dans l'étrange corridor proto-urbain de Trinidad, à Tunapuna, pendant plus d'une année, et minutieusement exploré la côte sauvage de l'île, ainsi que les îlots qui la relie au Venezuela avec mes amis pêcheurs de Blanchisseuse. J'ai vécu aussi à plusieurs reprises dans une communauté de pêcheurs à Soufrière et partagé une chambre avec des migrants haïtiens à Scott's Head, en Dominique. Depuis 2008, je m suis installé dans la capitale jamaïcaine surchauffée, et enfin dans la communauté de 7 Miles, à Bull Bay. En Jamaïque j'ai exploré minutieusement la capitale et la complexité de l'enchevêtrement de la culture, de la politique et de la violence qui caractérisent l'île. J'ai voyagé aussi, au gré des rencontres, et rapidement sillonné les routes de terre rouge du Suriname et la magnifique Guyane Française. Des bateaux en tous genre m'ont conduit à Tobago, dans les Grenadines, à St Vincent, en Dominique et à Ste Lucie. Ma recherche sincère de simplicité m'a conduit à partager la vie des pêcheurs de Bottom Town, de Soufrière, de 7 Miles, etc. Entre les parties de dominos ils m'ont ouvert leur univers de la survie fait de moins en moins de poissons et de plus en plus de petits trafics, tout en me permettant de comprendre ce que mes recherches m'avaient permis de supposer, à savoir qu'il existe dans les capitales des trafics illicites protégés, et dans les petits villages une survie sévèrement réprimée, de même qu'il existe d'un côté l'univers doré des classes aisées et des touristes, et, de l'autre, la misère verte et exubérante des classes pauvres. J'ai appris durant ces quatre années un nombre incroyable de manières de mélanger l'anglais, le français et d'autres langues étrangères à ma connaissance avec des héritages africains et des expressions poétiques forgées dans le processus du *limbo* qui symbolise la survie des Antillais, jusqu'à pouvoir passer pour un Trinidadien à Trinidad, pour un Jamaïcain en Dominique et pour un Dominicain en Jamaïque...

Mes recherches bibliographiques m'ont conduit dans des lieux antinomiques, véritables *antimondes* de mes nouveaux lieux de vie. J'ai tout d'abord épuisé la bibliothèque de l'Université de Montpellier, puis approfondi mes connaissances des paradis fiscaux à la bibliothèque de l'Université de Genève et de la Caraïbe Anglophone à l'Université de Londres. Puis, durant ses trois dernières années, j'ai patiemment pris connaissance des nombreux ouvrages disponibles à la bibliothèque de l'étrangement dénommée « Université des Indes Occidentales » à Ste Augustine, Trinidad, et à

Mona, Jamaïque, ainsi que dans les petites bibliothèques municipales de Roseau (Dominique) et de Kingstown (St Vincent). Dans le même temps, j'ai semé sur ma route d'encombrantes piles d'ouvrages récents qui n'ont pas tous pu me suivre dans mes déplacements aériens. Internet fut enfin une ressource précieuse.

A l'heure où je m'appête à imprimer cet essai, je tiens à remercier aussi brièvement que possible, mais très chaleureusement, toutes les personnes qui m'ont aidé et soutenu durant ces trois années. Un grand merci tout d'abord à ma maman pour son soutien financier indispensable durant ces longues années universitaires ainsi que pour tout ce qu'elle m'a appris, par ses actes autant que par ses mots. Je n'aurais pas pu faire cette thèse sans son aide. Un très grand merci également à mon ami et directeur François Taglioni qui a dirigé avec patience, gentillesse et des conseils avisés, mes recherches depuis mon mémoire de maîtrise à la Réunion. En bon géographe il a su trouver la bonne distance en laissant libre cours à mes projet tout en canalisant mes idées, et en orientant mes thèmes de recherche. Je l'en remercie vivement. Merci également un Jean-Christophe Gay avec qui nous avons en grande partie élaboré ce thème de recherche lors de mon Master II à l'université de Montpellier. Merci enfin aux professeurs qui m'ont initié et intéressé à la Géographie lors de mes premières années à l'Université de Nantes. Je pense particulièrement à Christophe Grenier et Christian Prioul.

Un grand merci aussi bien sûr à Alain Labrousse, Daurius Figueira et Mark Figueiroa pour leur aide précieuse et leurs bons conseils dans leurs domaine de recherches respectifs. Merci à toute l'équipe du laboratoire de cartographie SIG de l'*University of the West Indies* (UWI) de Mona, Kingston, pour leur aide à la cartographie de la géographie politique et criminelle de Kingston. Merci à l'équipe du département de Géographie de l'UWI (Mona), et particulièrement à Kevon Rhiney, pour leur accueil et leurs conseils. Merci également à l'équipe du département de sociologie dirigé par A. Harriot pour m'avoir permis de me familiariser avec l'enseignement universitaire, et à tous les élèves de Master à qui j'ai pu enseigner avec plaisir des notions de Géographie et de Géopolitique Caribéenne. Merci au département de criminologie de l'UWI (St Augustine).

Merci aux relecteurs et relectrices de ce long travail pour avoir patiemment déminé le terrain orthographique.

Merci à toute ma famille pour leur soutien. Merci en particulier à mon père pour avoir relu ce travail en y apportant ses précieuses remarques. Merci à mes frères pour leur soutien financier quand la situation était critique...

Merci enfin à ma grande famille d'adoption avec qui j'ai vécu des moments exceptionnels durant ces trois dernières années. Je tiens particulièrement à remercier la famille Drelon/Vallart qui m'a accueilli comme un fils en Guyane, aux Ward chez qui j'ai vécu à Tunapuna, Trinidad, et à Nelly Stharre et Govan Wiggan qui m'ont littéralement intégré à leur famille durant de longs mois de disette à Kingston, et m'ont introduit dans l'univers de la musique jamaïcaine. Merci à la famille Thomas chez qui j'ai passé des moments fantastiques à regarder passer les baleines et pêcher le thon au lever du soleil dans la magnifique baie de Soufrière, en Dominique. Merci à Damien Folcher qui m'a gentiment hébergé lors de mes nombreuses escales en Martinique, et de même à Urania Joseph pour son accueil à Ste Lucie, ainsi qu'à Tony et Cheramy Warren pour leur accueil à St Vincent et à Canouan. Merci particulièrement à Cheramy pour m'avoir introduit dans son univers de travail impitoyable du *Raffles Resort* à Canouan. Merci à David Saint et à sa famille pour leur accueil chaleureux à Genève. Merci à mes *bredren* Oba Simba et Christopher 'Mamba' Rose avec qui j'ai partagé cette dernière année à Bull Bay. Merci à Wondoni, Rico, David, Abubakar, Romain, Stency, Kevin, Julien et à la longue liste de mes amis que je ne peux citer ici et qui m'ont soutenu d'une manière ou d'une autre durant cette thèse.

Merci bien sur à Prissyliia...

Introduction

*« Ma bouche sera la bouche des malheurs
qui n'ont point de bouche,
ma voix, la liberté de celles qui s'affaissent
au cachot du désespoir.
Et venant je me dirais à moi-même :
Et surtout mon corps aussi bien que mon âme,
gardez vous de vous croiser les bras
en l'attitude stérile du spectateur,
car la vie n'est pas un spectacle,
car une mer de douleur n'est pas un proscenium,
un homme qui crie n'est pas un ours qui danse. »*
Aimé Césaire, *Cahier d'un retour au pays natal*.

*« Je soupçonnais que toute domination germe
et se développe à l'intérieur même de ce que l'on est.
Qu'insidieuse, elle neutralise les expressions
les plus intimes des peuples dominés.
Que toute résistance devrait se situer résolument là,
en face d'elle, et désertier les illusions des vieux modes de bataille.
Il me fallait alors interroger mon écriture, longer ses dynamiques,
suspecter les conditions de son jaillissement
et déceler l'influence qu'exerce sur elle la domination-qui-ne-se-voit-plus.
Mais comment ? »*
Patrick Chamoiseau, *Ecrire en pays dominé* .

Les physiciens sont en permanence confrontés à la complexité incommensurable de notre monde dans lequel *« chaque grain de matière est composé de milliards de milliards de constituants »* et où chaque progrès de la compréhension nous met en présence *« d'autres types d'organisation (ou de désordre) que nous ne savons pas encore appréhender »* (Brézin, E., cité dans Aspect, A., et alii, 2004). De même, nous autres géographes, sommes en permanence confrontés à un espace qui se présente comme un oignon, et dont la description, l'analyse et la typologie de chaque peau nous permet d'accéder à la couche suivante. Après la grande période de la cartographie du Monde est venue l'époque de la catégorisation des grands écotypes, des paysages, des « genres de vie », etc. Puis, dans une période plus récente, les chercheurs se sont intéressés à la géographie du système économique à travers le processus de mondialisation qui l'anime, ainsi qu'à la

géographie culturelle et à la géographie politique qui se rattachent aussi, d'une manière ou d'une autre, au processus de globalisation. Comme c'est souvent le cas, les espaces accessibles ont été les premiers analysés, cartographiés, expliqués et enseignés. Plus notre connaissance de l'espace avançait en la matière, plus nous prenions conscience de la lacune de notre savoir, à mesure que nous découvrons de véritables trous noirs. Les espaces de l'antimonde représentent à l'heure actuelle une de ces lacunes qu'il convient d'analyser, en gardant toujours à l'esprit que chaque nouvelle « couche » d'espace à laquelle nous accédons révèle en palimpseste une nouvelle dimension que nous ignorons. Nulle autre finalité dans cette introduction aux espaces de l'Antimonde donc, que de poser une modeste pierre à l'imposant édifice de la connaissance géographique.

Nous présentons ici une liste d'évènements que nous nous proposons de relier grâce au concept d'antimonde telle qu'il fut proposé par Roger Brunet. Nous pensons en effet que les études traditionnelles basées sur les indicateurs classiques, l'économie formelle et ses espaces, ne permettent pas de décrire et d'analyser des espaces dont la caractéristique première est la dissimulation, l'exclusion, le secret et une hiérarchisation opaque. L'objectif est double : une meilleure compréhension du fonctionnement des espaces de l'antimonde d'un côté – et derrière eux une meilleure compréhension géographique du Monde dans son ensemble-, de l'autre une meilleure compréhension de l'espace circum-caribéen.

- En 1969, François Duvalier constitutionalise en Haïti la peine de mort - déjà effective - pour toute personne lisant, écrivant, écoutant, regardant (ou suspecté comme tel) de la « *propagande communiste ou anarchiste* ». Sa force paramilitaire de « *makouts* », dont on soupçonne que les effectifs soient plus importants que ceux de l'armée, se charge de s'assurer avec zèle de l'exécution de cette loi (Galéano, R., 1988). De l'autre côté de la frontière terrestre, R. Trujillo s'assure un pouvoir tout aussi dictatorial par les mêmes méthodes et lorsque les Etats-Unis écrasent la révolte populaire de 1965, on ne recense pas même cinquante « communistes » survivants parmi les huit millions d'habitants de la République Dominicaine, pour justifier une telle intervention (Blum, W., 1986). Plus au Sud-est, en Dominique, le premier ministre fasciste, Patrick John, impose en 1974 le « *Prohibited and Unlawful Societies and Association Act* » qui légalise l'assassinat de toute personne suspectée d'appartenir à la mouvance des « autosuffisants » (communautés de marrons, rastas, opposants, etc.) avant que Eugénia Charles, très proche du gouvernement Reagan, ne fasse adopter en 1984 le *Security Act* et le *Treason Act* qui permettent à la police

dominicaine d'enfermer toute personne *susceptible* de commettre un crime et interdisent syndicalisme et opposition « antipatriotique » (antilibérale...).

- Trois de ces quatre chefs d'Etat (Duvalier, Trujillo, Charles) arrivèrent au pouvoir et y restèrent grâce à l'appui financier et/ou militaire des États-Unis.
- En Octobre 1991, puis en février 2004, après un siècle de soutien inconditionnel aux pires tortionnaires militaires et civils, le gouvernement des États-Unis et les élites locales financent et arment le renversement du gouvernement démocratique de Jean Bertrand Aristide, en appuyant des groupes paramilitaires (Farmer, P., 2006, Chin et *alii*, 2004).
- Le 26 Août 1988, le prix Nobel de littérature Derek Walcott, écrit dans un article du *St Lucia Star* que vendre une partie des Pitons (patrimoine mondial de l'UNESCO et site sacré Arawak) de l'île à l'industrie touristique, reviendrait à installer un casino au Vatican ou un *fast food* à Stonehenge, sous prétexte de créer quelques emplois. Vendre les Pitons à l'industrie touristique reviendrait selon lui pour les St-Luciens à « *prostituer leur terre mère* ». En octobre 1992, un complexe ouvre finalement ses portes dans les Pitons. Le nom choisi pour l'établissement rappelle d'ailleurs la continuité des pratiques dans l'île, et plus largement dans la région : « *la plantation jalousie*¹ » ! En 2008, d'après le gouvernement de l'île, près de 250 000 personnes visitèrent Ste Lucie et ses 170 000 habitants reconvertis en serveurs, travailleurs domestiques, animateurs. La même année, plus de 400 000 personnes supplémentaires y firent une escale de moins de 24 heures...
- Au mois de septembre 2000, la police colombienne découvre en banlieue de Bogota (Colombie), un sous-marin en construction. Long de plus de trente mètres, l'engin aurait été capable de transporter plus de 200 tonnes de cocaïne (BBC News, 7 décembre 2007²). Entre 2005 et 2007 la marine colombienne intercepte trois engins similaires dans ses eaux territoriales (France – Guyane, 1^{er} Août 2007).
- En 1993, plusieurs millions de dollars sont découverts dans les compartiments secrets de machines à sous, exportées des Îles Vierges vers Aruba (Patullo, P., 2003)

¹ <http://www.thejalousieplantation.com/content/87.htm>

² <http://news.bbc.co.uk/2/hi/americas/915059.stm>

- Le 26 mars 2008 deux policiers en patrouille dans la communauté de Johns Lane (Kingston, Jamaïque) repèrent un jeune vendeur de crack (plus probablement de ganja) assis au coin de la ruelle qui donne son nom au quartier. Le jeune Sheldon « Gritty » Williams avale ses sachets en apercevant le véhicule et les officiers frustrés ripostent en l'abattant d'une balle dans la tête. Selon les témoignages des voisins, les officiers dispersent ensuite des cartouches sur le sol et déclarent qu'ils ont été pris sous le feu d'un des gangs qui abondent cette partie de la ville. Comme de coutume, les habitants barrent la route en signe de protestation avec des palettes, troncs et barricades de pneus. Le même jour trois policiers en uniforme (gilet pare-balle, casque, M16, etc.) font irruption dans une maison des beaux quartiers de Montego Bay, à l'autre extrémité de l'île, et dérobent une importante somme d'argent au couple habitant la résidence (Thursday Star, 27 mars 2008, Jamaica Observer, 28 mars 2008).

- Le 20 Décembre 2004, la DEA et la police dominicaine interceptent un camion chargé de 1387 kilogrammes de cocaïne en Banlieue de Santo Domingo (République Dominicaine). Dans le camion et son escorte sont arrêtés L. Terrero, haut gradé de la police, et Q. Paulino Castillo, ancien capitaine de l'armée et proche du président Meija à qui il a fourni plusieurs millions de dollars (RD\$) pour sa campagne électorale (Daily News Online, 20 Décembre 2004). Escortant le chargement, l'ancien haut gradé militaire conduisait une des berlines appartenant au vice-président du Sénat...

- En 1998 une foule de paysans « vincy » (St Vincent) manifeste devant les bureaux du premier ministre à Kingstown contre l'opération « *weed heater* » menée par les *marines* des Etats-Unis pour détruire les champs de ganja de l'île. La vente de ganja représente annuellement 40 millions de dollars pour l'archipel le plus pauvre des Petites Antilles, plus que la principale culture légale de bananes (Brana-Schute, G., 2003).

- En mai 2007 les Gardes Côtes des Îles Turk and Caicos (GB) repêchent 61 cadavres de migrants clandestins haïtiens partiellement dévorés par les requins. Les 78 survivants racontent que leur embarcation de fortune, chargée de près de 160 personnes au total, fut tirée par les gardes côtes vers le large pour prévenir leur arrivée sur le territoire national. Dans la manœuvre l'embarcation aurait chaviré... (Fox News, 9 Mai 2007)

- Les zones franches industrielles situées à proximité de l'aéroport *Las Americas*, à Santo Domingo (République Dominicaine), offrent aux centaines de milliers d'employés locaux des salaires mensuels de 130 US\$ en moyenne, soit un tiers du revenu équivalent - selon le gouvernement Dominicain - au seuil de pauvreté. Les syndicats y sont interdits et les heures supplémentaires régulières, obligatoires et non payées (Stevens, G., 2007). La prostitution de complément explose parmi les classes de travailleuses pauvres créées par ces enclaves à proximité immédiate des gigantesques complexes touristiques de la République (Kempado, K., 1999).
- Chaque jour dans l'île de la Jamaïque, la compagnie d'électricité privée – en situation de monopole - JPS détruit 55 connexions pirates au réseau électrique en incluant dimanches et jours fériés (Jamaica Observer, 30 mars 2008). En Jamaïque comme en République Dominicaine et ailleurs dans la région, la privatisation de l'énergie s'est traduite par une ségrégation de l'accès à la ressource et par la multiplication de ces connexions pirates, mais aussi des accidents tragiques qui leur sont liés. Dans les vastes espaces pauvres les coupures sont omniprésentes.
- En Colombie, les groupes d'assassins paramilitaires liés au gouvernement Uribe gèrent de plus en plus ouvertement (en outre du trafic de cocaïne et d'héroïne) des réseaux d'esclavage moderne (Hylton, F., 2007). De même dans les *Bateyes* de République Dominicaine les travailleurs haïtiens, dont certains sont kidnappés par l'armée dans les régions frontalières, connaissent toujours les conditions de travail des champs de canne du XIX^e siècle (Cruse, R., 2007).
- A la fin du mois de décembre 2007, un petit voleur dérobe une des chèvres qui errent librement dans le ghetto de Papine à la recherche de nourriture parmi les ordures qui s'entassent dans ces communautés abandonnées des services publics. Une foule armée de pierres et de coutelas part à la recherche des coupables et trois cadavres sont retrouvés par la police le lendemain matin. Les trois jeunes hommes auraient été aperçus la veille avec une chèvre à bord de leur voiture (Rapports des médias jamaïcains résumés sur le site du Département d'Etat Américain 2007³).

³ <http://www.state.gov/g/drl/rls/hrrpt/2007/100645.htm>

La question qui se pose à la lecture de ces événements apparemment sans lien, est la suivante : quoi de commun entre d'un côté des espaces du squat dans lesquels les voleurs de chèvres subissent la justice populaire, où on pirate l'électricité et où des policiers corrompus abattent des jeunes adultes – ainsi que des femmes et des enfants - en toute impunité, et de l'autre les réseaux du blanchiment d'argent des mafias internationales ? Quoi de commun encore entre des Etats de nature aussi parasitaire qu'autoritaire - soutenus par une puissance étrangère-, et des réseaux de trafiquants de drogues illicites ? Quel rapport entre des zones franches industrielles et des enclaves touristiques recyclant et recréant de nouvelles formes de pauvreté, et les réseaux de la prostitution ? Qu'est ce qui relie les embarcations de fortune des clandestins haïtiens et les géants des mers, battant pavillon de complaisance, et vomissant leur bile dorée et rougeoyante de riches visiteurs dans les modestes capitales des petites Antilles ? Quels sont les liens entre la *(s)élection* étasunienne du président haïtien et l'esclavage moderne ? Qu'est ce qui relie par ailleurs la sur-représentation des jeunes hommes noirs dans les prisons trinitadiennes et les 68 000 sociétés et 500 banques enregistrées dans le paradis fiscal des Îles Cayman ?

On peut se poser la question de savoir, si la notion d'antimonde elle-même serait d'une quelconque utilité pour comprendre ces espaces, ces territoires et ces réseaux, leurs articulations, leurs causes, leurs mode de fonctionnement, leur organisation, etc. Cette question appelle un préalable, c'est la validité même de ce regroupement d'espaces que certains jugent hasardeux, d'autres mal nommé.

La géographicité d'un tel sujet a elle même été remise en question. Car on peut s'interroger sur le caractère géographique d'un tel projet. N'appartiendrait-il pas plutôt aux sociologues, aux chercheurs en sciences politiques, ou même aux journalistes de s'intéresser à ces problématiques ? L'analyse des causes et des conséquences de la répartition spatiale de phénomènes, quels qu'ils soient, apparaît pourtant comme un questionnement évident pour tout géographe. Il n'est d'ailleurs ici question que d'appropriation de l'espace, d'organisation des territorialités, d'analyses de systèmes réticulaires, etc. Par ailleurs nous ne concevons pas la géographie de manière figée comme une science étudiant la Terre (*Geo*) ; ni même de manière plus dynamique comme l'étude scientifique de « *la production et l'organisation de l'espace* » (Brunet, R., et alii, 1992), ou encore le rapport des hommes à cet espace – « *la dimension spatiale du social* » (Lévy, J., et Lussaut, M., 2003)⁴. Plus précisément nous concevons la géographie comme une *méthodologie* scientifique. Cette méthodologie – tous les auteurs s'accordent sur ce point - s'appuie sur « *un savoir et un*

⁴ la Géographie physique peut après tout, très bien s'intéresser à des espaces n'appartenant pas ou presque à l'écoumène, ce qui ne veut pas dire qu'ils ne soient pas territorialisés, mais là repose un autre débat.

raisonnement [propres] qui servent à penser les complexités de l'espace terrestre à différents niveaux d'analyse spatiale et dans leurs interactions (...) en tenant compte des (...) intersections de multiples ensemble spatiaux de différents ordres de grandeur » (Lacoste, Y., 2008). La géographie apparaît ainsi davantage comme une *démarche scientifique* que comme une science attachée à un objet particulier, une méthodologie adossée au vaste réservoir de connaissance des sciences humaines (et des sciences physiques), permettant d'étudier des phénomènes complexes, quels qu'ils soient, en prenant comme porte d'entrée leur définition précise et leur répartition spatiale, leurs interactions entre eux et avec l'extérieur, à différentes échelles et entre les différentes échelles, et en utilisant donc la méthode comparative. La géographie se positionne ainsi vis à vis des sciences humaines plus ou moins de la même manière que Levy-Strauss positionne l'anthropologie vis à vis de l'ethnographie (l'étude sur le terrain des mœurs et des coutumes de populations) et de l'ethnologie (l'analyse de ces données). Elle est le point de rencontre des informations collectées par des spécialistes plus pointus dans différents domaines (par exemple ici en économie, en sociologie, en sciences politiques, en criminologie, etc.), où s'élabore des schémas locaux et généraux d'organisation de l'espace, à l'exemple du célèbre modèle centre-périphérie.

En ce sens, tout sujet est potentiellement géographique, pour peu qu'il soit analysé à travers cette démarche méthodologique aux vertus à la fois compréhensives et heuristiques. Comme il l'est d'ailleurs précisé dans le dictionnaire de Géographie de Levy et Lussaut (2003) à l'article homonyme (p.398), la géographicités *« concerne chaque chose localisée, chaque phénomène perçu et mesuré à travers, entre autres, le caractère de localisation »*.

Ce projet est de toute évidence tout aussi géopolitique. Car étudier la partie obscure du système-Monde qu'est l'antimonde, nous ramène très souvent à la définition de la géopolitique de John Agnew, avec comme problématique centrale l'appropriation de l'espace, puis le contrôle du territoire, et avec pour mode d'action fondamental l'usage de la violence (Article de John Agnew dans Lévy, J., Lussault, M., 2003). L'espace est bel et bien l'enjeu, fondement du géopolitique selon Stéphane Rosière (Rosière, S., 2007), comme peuvent le montrer à la fois la territorialisation de l'espace de la cocaïne en Colombie – territorialisation disputée entre groupes violents aux objectifs en apparence antinomiques – (Cf. Chapitre 3), ou encore l'espace du vote homogène dans les bidonvilles de Kingston (Cf. Chapitre 5). Cependant, comme ces exemples en attestent, on sort des deux échelles de la géopolitique qui se cantonnerait selon John Agnew à la relation régionale entre États, ou mondiale entre empires. Nous restons cependant dans l'acceptation d'Yves Lacoste qui fait de la Géopolitique l'étude des *« rivalités de pouvoirs sur des territoires »* (Lacoste, Y., 2003)

C'est dans ce sens que nous emploierons ici le terme polysémique et polémique de « géopolitique » à différentes échelles, en descendant jusqu'aux affrontements géopolitiques entre groupes

concurrents pour la territorialisation des ghettos de Kingston ou des points de vente du crack à Port-of-Spain, ou encore des espaces de production de la coca en Colombie. Nous serons ainsi amenés à parler, notamment, de « *géopolitique de l'espace sonore* » (Chapitre 5) lorsque l'enjeu principal sera plus ou moins directement la lutte pour le contrôle de l'espace (physique, économique et culturel) apparaissant en palimpseste de cet « espace auditif », tout comme nous parlerons de « *géopolitique des drogues illicites* » à Trinidad (Chapitre 4), lorsque le trafic est instrumentalisé par certaines « castes » pour asseoir une domination de l'espace, au détriment d'autres populations, luttant elles aussi pour leur droit à leur espace national.

Pourquoi ce choix de terrain liant des territoires aussi divers, en apparence, que la Colombie et St Kitts ou Canouan par exemple ? Parce que d'une part Colombie, Venezuela et Guyanes sont naturellement tournés vers la Caraïbe. C'est évident pour le Venezuela et les Guyanes dont les capitales sont directement branchées sur le bassin (même si les Guyanes sont légèrement décalées vers l'Est) mais ça l'est aussi de la Colombie, dont les trois ports principaux sont ouverts sur la Caraïbe, alors que le côté Pacifique fut abandonnée aux afrocolombiens, amérindiens, et aux trafiquants de cocaïne. Parce que, d'autre part, ne pas étudier côte à côte l'histoire de Colombie et celle de Haïti, ou de Cuba par exemple, c'est passer à côté de l'histoire commune de la re-colonisation par les Etats-Unis après la mise en déroute des empires européens dans la région, selon la doctrine de l' « expansion pour la sécurité » (J.Q. Adams), dont l'Histoire n'a généralement gardé que la doctrine Monroe. En ce qui concerne la géographie des drogues illicites, séparer la Colombie de la région Caraïbe reviendrait à étudier un bassin versant, sans se soucier des sources... Se priver d'un tel rapprochement d'espaces reviendrait à perdre de vue un emboîtement d'échelle révélateur, une complémentarité, une organisation. Ceci ne veut pas dire, loin de là, que les espaces insulaires de la Caraïbe ne possèdent pas eux mêmes leurs particularités, souvent liées plus à la fracture et à la division qu'à l'insularité.

Prendre l'angle d'attaque – et l'angle d'observation - de l'Antimonde facilite un choix. Celui d'étudier l'Histoire, et la Géographie, par l'angle antinomique de celui de l'histoire officielle. C'est le choix de l'historien uruguayen E. Galéano (Galéano, E., 1978) ou des historiens étasuniens H. Zinn (Zinn, H., 2005) ou encore E. Hobsbawm (Hobsbawm, E., 2000 ; Hobsbawm, E., 1985), de Noam Chomsky (Chomsky, N., 2004, 2006, etc.) en géopolitique (qui n'est par ailleurs pas sa spécialité universitaire) et du docteur Paul Farmer sur Haïti en particulier (Farmer, P., 2006), pour ne citer que quelques un de ceux qui ont choisi de démontrer « *l'impossibilité de la neutralité* » (Zinn,H., 2006).

Cet angle d'attaque vise à déconstruire les mythes relayés par l'Histoire officielle et des géographies de tradition coloniale, en se basant non plus sur les événements relatés par les puissants, les gouvernants et leurs portes paroles, mais en s'appuyant sur une base populaire, en partant de ceux d'« en bas », comme le dit la mauvaise métaphore sociale. La Géographie contemporaine française s'attache désormais elle aussi à ses approches comme le prouve, parmi d'autres, la parution récente de l'ouvrage collectif « *Coopération et intégration : perspectives panaméricaines* » (Taglioni, F., Théodat, J.-M., (Dir.), 2008) qui se donne l'ambition de comprendre la question de l'intégration panaméricaine « *non pas du point de vue statique et institutionnel, mais par le bas, à partir du terrain*⁵ ».

L'étude de l'Antimonde permet d'analyser le Monde, non plus à travers le haut de la pyramide sociale, mais par le biais de l'étude de « marges majoritaires » : les habitants des bidonvilles, travailleurs exploités des zones franches et autres esclaves modernes des *bateyes*, les prisonniers, *hustlers*, *congaceiros*⁶, et autres gangs de « bandits sociaux » selon la définition qu'en donne E. Hobsbawm, les révolutionnaires des forêts colombiennes et les *cocaleros*, les prostituées courant derrière le mythe de la Gloria et les *doctors* jamaïcains, les *rent-a-dread*, les employés des enclaves touristiques, les femmes de marché et « commerçantes à la valise », et les milliers de fourmis des secteurs informels, etc. Cette étude s'intéresse à leur rapport au Monde, à leurs résistances et à leurs faiblesses, mais surtout à leur façon d'organiser l'espace. L'étude de l'antimonde s'intéresse aussi aux enclaves de luxe, les paradis fiscaux, casinos, etc., mais ce n'est que pour mieux comprendre les mécanismes qui poussent les masses vers des activités et des espaces de survie, qu'ils soient sociaux, économiques, militaires et/ou culturels.

C'est dans ce cadre que s'insère l'analyse culturelle prônée par Wilson Harris, l'analyse des formes d'arts populaires, mais aussi de leur instrumentalisation comme nous l'avons fait dans le cas de la Jamaïque (dancehall, reggae, dub poetry, etc.), et de Trinidad (Calypso, Soca). Car « *il est grand temps* », écrit le romancier guyanais dans son analyse dans la danse caribéenne Limbo⁷, « *de relier art et histoire, pour enfin dépasser le pessimisme paralysant découlant des effets dévastateurs de l'impérialisme, en montrant le potentiel créatif du peuple caribéen* ». Car leur libération, continue J.E. Chaberlin, « *n'est pas enracinée dans des lois ou dans des institutions, mais dans leur imagination et dans leur détermination à être libre...* »

⁵ <http://www.prodig.cnrs.fr/spip.php?article985>

⁶ Bandits sociaux brésiliens.

⁷ Le limbo est une danse au cours de laquelle le participant est amené à passer sous une barre horizontale sans la toucher. Le terme dérive de l'anglais caribéen « *Limba* » (se courber), dérivant lui-même de l'anglais britannique « *Limber* » (souple). Pour l'écrivain trinitarien E. Lovelace comme pour H. Wilson, le limbo est une métaphore du passage du milieu, et désormais de la survie des Antillais.

Cet angle, reconnaissons le honnêtement, se marie avec une inclinaison. Comme il ressort aussi de l'*Essai sur les mœurs* de Voltaire par exemple, cette thèse transpire à la fois d'un rejet pour tous les colons, les maîtres de toutes espèces, et d'une certaine admiration pour les marrons et pour les pirates, anciens et modernes. Cette admiration n'est cependant pas naïve et passive, l'étude montrant régulièrement que les flibustiers pillaient les colons avec les encouragements d'empires concurrents, et que certains groupes de marrons s'empressèrent de reproduire des sociétés esclavagistes.

L'étude de l'Antimonde implique aussi d'ancrer un point de vue. Comme on le verra dans le premier chapitre, « *la partie du Monde mal connue* », le « *néгатif du Monde* », « *la société 'normale'* » (descriptifs de l'Antimonde pour Roger Brunet, Cf. Brunet et *alii*, 1992) ne sont pas les mêmes référents selon le lieu et le milieu de naissance et de vie. Adopter la nation d'antimonde ne revient pas à adopter le positionnement de Roger Brunet vis-à-vis du système-Monde, mais effectivement à décrire une réalité mal connue des géographes contemporains. Bien entendu, quel que soit le point de vue, s'interroger sur la nature de l'antimonde amène à s'interroger sur la nature du Monde qui l'a créé et qui l'entretient. Après avoir défini le concept (chapitre 1) et analysé quelques unes de ses manifestations spatiales les plus caractéristiques dans la région (chapitre 2), Nous tenterons de mettre en lumière les complexes causalités de l'Antimonde (Chapitre 3). Étudier ainsi l'Antimonde nous est d'autant plus utile que cela nous révèle son négatif, le Monde, et nous aide à comprendre le système homonyme. Ceci est d'autant plus vrai dans des régions comme le pourtour de la méditerranée américaine où il nous faut comprendre l'espace de Nations en lutte contre leurs Etats – dont la nature parasitaire et le système de caste sont les principales caractéristiques -, où des îlots de richesse démesurée côtoie une profonde mer de misère, et où les indicateurs classiques sont donc au mieux inefficaces. D'où la pertinence de cette approche pour mieux comprendre la région circum-caribéenne.

Les études de cas présentées couvriront l'espace des drogues illicites à Trinidad et Tobago (Chap. 4), l'espace politique, les bidonvilles et l'espace sonore de Kingston (Chap. 5), et les « espaces de la fracture » que sont la Baie de Cashacrou en Dominique, St Laurent du Maroni en Guyane, et les Grenadines à St Vincent (Chap. 6).

Partie 1 : Approche conceptuelle et critique

Chapitre 1. L'Antimonde de Roger Brunet : approche conceptuelle et critique

*« Les espaces hors-la-loi, hors la loi commune du moins, sont innombrables.
Mais la Géographie de ces « trous noirs » est par essence mal connue.
C'est vers eux qu'il faudrait envoyer les explorateurs nouveaux,
C'est là que la Géographie a encore des terres à découvrir :
Mais des terres mobiles, qui se recréent sans cesse. »*
Roger Brunet, 1992⁸

*« Ce fut seulement lorsque me vint à l'esprit que le voleur du trésor
ne devait pas nécessairement être un gredin endurci,
qu'il pouvait même être un homme de caractère,
acteur et peut être victime des vicissitudes d'une révolution,
ce fut seulement alors que j'eus la première vision d'un contrée crépusculaire
qui devait devenir la province de Sulaco,
avec sa haute sierra ombrageuse et son campo brumeux
comme témoins muets des événements
découlant des passions d'hommes aux courtes vues
dans le bien et dans le mal. »*
Conrad, J., *Nostramo*

1.1. Introduction

La notion d'antimonde est indissociable de son concepteur, le géographe français Roger Brunet, et du courant géographique qu'il représente. Brunet utilise pour la première fois cette notion en 1981 pour regrouper les espaces reposant sur la dissimulation et la séparation du « Monde » : *« l'antimonde est un espace d'aliénation »* (Brunet, R., 1992 ; Brunet, R., 1998). L'antimonde de Brunet se compose donc des lieux « coupés/abrités » du Monde. Ainsi, ceux désignés par les dérivés étymologiques de la racine latine « *cas* ». Considérons le château (*cas/telum*), « *abrité des armes de jet* » : L'antimonde est dans ce sens étymologique une protection contre un Monde hostile, autrement dit un casque protecteur (*Cassis*). C'est du moins ce que nous dit l'étymologie. Mais, d'une part, la population percevra plus probablement le château comme une source d'exploitation que comme une protection ; et, d'autre part, le stratège Machiavel a depuis fort longtemps souligné les limites militaires du retranchement défensif dans un château forteresse qui se transforme rapidement en prison, par ailleurs haut lieu de l'antimonde de Roger Brunet, en cas de siège...

⁸ Les mots de la Géographie.

La maison (*casa*) est dans le même sens un « abri » et une « coupure » du reste du monde, c'est d'ailleurs une des premières limites du concept : où s'arrête alors l'antimonde ? Hors des lieux connus ? Hors des lieux accessibles ? Hors des lieux pratiqués ? Le principe même de propriété privée crée une foule d'espaces « coupés » de la majorité du Monde au profit d'un individu, d'une famille, d'un groupe, etc.

Pour être plus précis Roger Brunet place donc le regard de l'observateur en définissant les espaces « coupés » comme étant :

« - *Les arcanes et les lieux secrets (lieux du pouvoir suprême inaccessibles, bases secrètes...)*

- *Les lieux d'exception (la zone franche, le paradis fiscal...)*
- *Les lieux de la triche et de l'illégal, qui regroupent les constructions illégales, les espaces de l'informel et des activités grises ou noires, les lieux du parasitisme.*
- *Les lieux de punition et de rétention (bagnes, prisons...)*
- *Les espaces de sécession (les maquis) »*

Mais, précise-t-il immédiatement pour donner une cohérence à son objet, bien « *plus que par la variété des formes qu'il peut prendre, l'antimonde se caractérise par l'interaction de ses structures* » (Brunet, R., 1998) et par la multiplicité des passes qui le relie au Monde (formel) (Brunet, R., 1992). L'antimonde de Brunet est donc un arbre dont les branches ramifiées convergent vers un tronc commun qui les relie et les maintient ensemble. C'est la conceptualisation française - aucun chercheur étranger n'emploie une notion semblable, on parlera d'espaces souterrains pour les trafics illicites, ou d'espace de l'exclusion, des périphéries - du concept plus superficiel et culturellement marqué de « monde souterrain » hérité des auteurs anglo-saxons et de leur tradition culturelle chrétienne (le monde souterrain est le monde du diable, de l'enfer chrétien, etc.).

Le concept peut séduire par le dualisme simplificateur (mais, espère Roger Brunet, pas réducteur...) de ses antinomies : au Monde et à l'antimonde on peut faire correspondre l'ombre et la lumière, le connu et le secret, l'informel et le formel, et pourquoi pas le Ying et le Yang, la matière et l'antimatière, etc. Hasard plus malheureux, certains ne manqueront pas d'y associer le dualisme chrétien du bien et du mal...

Le poids de l'antimonde, estime l'artisan principal de la dernière Géographie Universelle en date, est de 10% de l'activité des pays riches, 40% de celle du Tiers Monde (Brunet, R., 1992). Dès 2000, Jacques Charman, pour la banque Mondiale, estime pourtant que, dans les pays du Tiers

Monde, les seules économies informelles – un espace de l’antimonde parmi d’autres - représentent entre 45% (Afrique du Nord) et 75% (Afrique Subsaharienne) des emplois non agricoles en Afrique, et plus ou moins 25% du PNB de ces pays (Charman, J., 2000). Pour sa part, la Banque Inter Américaine de Développement n’estime plus la contribution du secteur « formel » qu’à 39% des revenus jamaïcains (IDB, 2006) quand bien même cette sphère « formelle » est maintenue sous une perfusion constante de narcodollars en voie d’intégration de la sphère formelle (Figueira, D., 2004). L’essentiel des pseudos « miracles » économiques Dominicain et « Tribagonien⁹ » reposent d’ailleurs en partie sur cette « *mer de narcodollars* », base instable sur laquelle sont érigées la grande majorité des économies caribéennes. D’après Alain Labrousse, entre 60 et 80% de la population haïtienne erre dans l’espace informel (Labrousse, A., 2003), ce qui correspond plus ou moins aux 80% de « pauvres » (moins de un dollar par jour) estimés par la CIA (CIA World Factbook, 2008) tandis que les envois d’argent des émigrés représentent le double du budget de l’Etat (IDB, 2006¹⁰) ! Selon l’économiste trinitéenne S. Sookram l’« économie cachée¹¹ » avoisinerait les 100% de l’activité du Guyana hors secteur public ! (Sookram, S., 2005) Alejandro Portes, Manuel Castel et Laurent Benton ont montré, dans le premier ouvrage de référence sur le sujet, l’étendue de l’économie informelle dans l’hétérogénéité qui la caractérise, des périphéries les plus lointaines aux cœurs des centres de l’économie mondiale (Portes, A., Castells, M., Benton, L., 1989). A l’économie informelle s’ajoute par ailleurs l’économie de la dérogation : les îles Caïmans représentent par exemple un assemblage archipélagique d’îlots plats sur lesquels toute forme de vie serait impossible (ces îles ne comptent pas une seule source d’eau douce et dépendent ainsi des importations, tout comme dans le secteur alimentaire) sans les revenus générés par deux autres antimondes : le tourisme d’enclave et l’*offshore* fiscal. Dans la plus petite république du monde, le paradis fiscal de Nauru, 90% de la population est au chômage... D’après les Nations Unies, les bidonvilles, espaces emblématiques de l’antimonde de Roger Brunet, absorbent plus de 90% de la population de nombreux pays africains et plus de la moitié des habitants de la majorité des habitants du Tiers Monde. A Kingston, en Jamaïque, deux habitants sur trois sont parqués dans la ceinture de « ghettos¹² » qui s’étend d’Est en Ouest avec des poches isolées en croissance rapide, y compris autour des quartiers riches (Cf. Chapitre 6). Autant corriger certaines erreurs dès le départ : ce que Roger Brunet décrit comme un phénomène marginal est en réalité l’espace dominant dans de

⁹ Contraction entre Trinidad et Tobago désignant dans le langage courant les habitants de l’archipel.

¹⁰ <http://www.iadb.org/NEWS/articledetail.cfm?artid=3637&language=En>

¹¹ S Sookram emploie le terme d’ « économie cachée » (*hidden economy*) avec une définition semblable à celle de l’économie informelle.

¹² Le terme localement employé renvoie à une ghettoïsation doublement ethnique et économique.

nombreux espaces périphériques, sans oublier que les antimondes s'immiscent au cœur des centres de l'économie mondiale, jusqu'à poser les fondations de la *City* londonienne par exemple.

L'Anti - Monde est un Monde autre, une « hétérotopie » (Foucault, M., 2001) si on le considère du point de vue occidental, ici résistant, là résigné, souvent sans alternative. Ce n'est certainement pas une « utopie¹³ », l'îlot idyllique de Thomas More (More, T., 1516) : L'antimonde est peut être un « paradis » pour les plus fortunés qui les créent et les entretiennent (paradis fiscaux, touristiques, législatifs, etc.) mais c'est avant tout un « *tombeau des libertés* » (Brunet, R., 1992) pour les « *naufragés du développement* » (Latouche, S., 1995) qui y errent sans échappatoire. En Occident, on peut certainement voir dans l'antimonde une manifestation de la « *contre productivité* » d'Ivan Illitch¹⁴ (Illitch, I., 2004) : la production logique d'institutions monopolistiques ayant atteint un stade trop élevé, qui s'érigent alors en obstacle à leur bon fonctionnement (une sorte de déséconomie d'échelle), c'est-à-dire au bon fonctionnement de la société démocratique. C'est sans doute ce qui amènera Illitch à s'interroger parmi les premiers sur l'« *après développement* », donnant naissance au concept de « *décroissance volontaire* » apparu avec le club de Rome (Illitch, I., 2005) aujourd'hui diffusé en France par le courant de la « *décroissance*¹⁵ ».

De l'autre côté de la barrière Nord / Sud, partout où sont passées les vagues dévastatrices de l'« ajustement structurel » faisant suite à la véritable escroquerie organisée de l'endettement¹⁶ (Cf. Chapitre 3), la majorité des jeunes Etats se sont rapidement vu déshabillés et délestés de leurs pouvoirs, peinant à assurer une véritable territorialisation de leur espace national, rapidement réduits à un rôle de pantins sécuritaires articulés depuis l'étranger, et souvent à celui de parasite vivant des rentes assurées par leur économie formelle. Le monopole contreproductif est ici celui des entreprises dites multinationales. Les emplois de cette sphère, distribués au compte-gouttes par les industriels multinationaux et par l'élite locale, ne génèrent que des revenus trop maigres pour faire face au coût de la vie réelle (superficiellement élevé par le tourisme international autour des méditerranées) et sont trop rares pour nourrir, au sens propre comme sens figuré, l'ensemble de la

¹³ Du négatif « U » devant le lieu « Topos », un lieu de rêve en quelques sortes.

¹⁴ Philosophe autrichien spécialisé dans la remise en question de la société industrielle. Fervent détracteur de l'automobile, il a par exemple calculé qu'en mettant en rapport le nombre d'heure passé dans leur voiture et le nombre de kilomètres parcourus chaque année la vitesse moyenne du bolide s'élevait dans les années 1970 à... 6km/h !

¹⁵ Cf. www.décroissance.org; www.décroissance.info; etc.

¹⁶ La dette mondiale, rappelons le, fait les comptes économiques des Etats à partir de leur indépendance. L'hémorragie d'hommes, de matières premières et précieuses des quatre siècles de colonisation n'entre donc pas en compte. Seuls les prêts effectués, à partir du « *country boom* » des années 1960, par les anciennes métropoles vers leurs ex dépendances modelées pour un rôle de vassal (monocultures/productions tournée vers l'exportation) sont donc pris en compte.

population. Quand les géants de la bauxite américains payent leurs extractions moins de un dollar (US) par tonne au gouvernement jamaïcain (Rousseau, P., 1986), le géant bananier Chiquita rétribue la Colombie trois centimes de dollar par caisse de banane exportée (Perez, B., 2007a) ! Lors de la nationalisation du pétrole bolivien, les revenus pétroliers ont été multipliés par cinq (de 300 millions de dollars par an à plus de 1,6 milliards de dollars) ce qui a permis de réduire la dette par habitant de plus de la moitié (de 500US\$ à 200US\$) en seulement un an (Perez, B., 2007b.)... Lourdeurs administratives et allègements de personnels pour rembourser (les intérêts de) la dette ne contribuent pas non plus à l'épanouissement du secteur formel. D'où cette marée humaine déferlant dans ce que les économistes occidentaux ont nommé, en référence à leur modèle, le secteur « informel ». La plupart des lieux qui abritent cette activité sont des espaces de la petite exception, celle de l'absence de taxes formelles - mais bien souvent les taxes sont ici collectées de manières informelles par les représentants de l'Etat sous-payés, sous forme d'extorsion -, de la non inscription, etc. Les plus entreprenants des « naufragés » (Latouche, S., 1995¹⁷) s'investissent, faute de pouvoir investir quelques capitaux, dans le trafic de drogues illicites autour des trois grandes mers méditerranées liées à leurs espaces de production et de transit de ces substances illégales : le triangle d'or débouchant (entre autres) sur la mer de Chine, le croissant d'or légèrement décalé mais tourné vers la mer Méditerranée, et l'intersection continentale Nord andine ouverte sur la mer des Caraïbes et l'Atlantique via le vaste réseau hydrographique du bassin amazonien.

Cette sphère illégale émerge dans le monde formel à travers les espaces dérogatoires attachés à l'orogénèse volcanique des espaces insulaires proches : la tectonique a fait surgir l'arc antillais, la globalisation économique poussée par les firmes privées et les Etats du Nord Atlantique a contribué à la poursuite de banques *off-shores* rapidement exploitées par les dirigeants de firmes illégales. Là se mélangent les fonds des trafics en tous genres et ceux des « évadés » fiscaux. On peine alors de plus en plus à saisir la nuance entre le Monde et son référent antinomique, l'antimonde...

1.3. Le « anti » de l'antimonde.

Le grand Robert définit succinctement le préfixe grec « *anti* » comme signifiant « *contre* ». Le dictionnaire Français Grec de A. Bailly nous donne un premier sens plus éclairant quant à notre

¹⁷ Serge Latouche, économiste enseignant à la Sorbonne, est sans doute le plus célèbre auteur français ayant prolongé l'œuvre de Ivan Illitch.

concept : « *en face de* ». Ce dictionnaire précise que le préfixe a ultérieurement évolué vers un sens plus proche de « *à l'encontre de* », « *contre* ».

Le dictionnaire étymologique de la langue grecque apporte un élément supplémentaire en rapportant que le préfixe « *anti* » est « *le préverbe et la préposition usuelle qui a triomphé de « anta »* », dont le sens premier est « *en face de* ».

Chez Homère et dans la langue attique¹⁸, « *anti* » était employé pour signifier « *au lieu de* », avec une idée de « *valant* », et en composition il est utilisé pour signifier « *en face de* », « *contre* », « *en échange de* »...

Le préfixe « *anti* » peut donc être considéré à la fois comme un « *contre* » conflictuel, opposé, et comme un « *contre* » qui a valeur d'équivalence. En allant plus loin il a même une signification de contrepoids qui nous intéresse particulièrement dans le cadre du concept d'antimonde, signification que l'on retrouve dans le grec « *antitypos* », littéralement « *qui rebondit sur* », par analogie « *qui se répercute sur* », « *qui réfléchit* », « *en contrecoup* ». Chez Homère, on trouve même le verbe dérivé « *antiao* » qui signifie « *aller au-devant de* ». Les dérives du grec l'ont étendu jusqu'à l'idée de « *rencontrer* », « *s'opposer* », « *se valoir* »... Le concept d'antimonde apparaît dès lors dans un sens moins réduit de « *contre monde* », un monde en face de son Autre, dans un sens agressif ou pacifique, un monde valant son Autre dont il serait la conséquence, le contrecoup. En face de son Autre, l'antimonde est doté d'un sens actif.

Le trésor informatisé de la langue française (TLFI) nous apporte quelques précisions supplémentaires qui enrichissent le potentiel du concept.

Dans son sens premier, la particule « *anti* » signifie « *qui est contre la notion désignée par la base* »:

- « *qui est hostile au système d'idées ou d'opinion caractérisé par l'adjectif de base* », sens que l'on retrouve dans de nombreuses constructions comme « *antibonapartiste* », « *anti capitaliste* », « *anti mystique* »...
- « *qui combat la maladie, le phénomène pathologique caractérisé par l'adjectif de base (...)* », le composé devient donc « *le remède, la substance qui combat la pathologie* ». On retrouve cet emploi dans « *anti bactérien* », « *anti cancéreux* », « *anti infectieux* »...
- « *qui annihile les effets de, protège contre*¹⁹ », substantivé il devient « *dispositif, arme qui annihile les effets de, qui protège contre, (...), qui permet de lutter contre* ». On le retrouve

¹⁸ Variante du grec parlé par les habitants de la région d'Athènes.

¹⁹ On retrouve ici la particule protectrice « *cas* » du château et du casque.

ainsi dans « anti atomique », « anti solaire », « anti-sous-marin » « antirides », « antigang »...

Dans son sens second, le composé permet d'exprimer « *le contraire de la notion exprimée par la base* » :

- « *substance symétrique de la substance désignée par la base et annihilant ses effets* », comme dans « anti-hormone », « antisérum »...
- « *œuvre littéraire qui nie les règles du genre désigné par la base* » : « anti-drame », « antiroman »...
- On le retrouve dans le champ de la géographie dans « antiméridien », « *ou méridien opposé à 180° à un méridien donné* » (l'antiméridien de Greenwich par exemple).
- En physique nucléaire, l'« antimatière » est la « *matière dans laquelle chaque particule serait remplacée par l'antiparticule correspondante.* »
- En mathématiques et en physique il est employé dans « antihoraire » ou encore « anti trigonométrique » pour signifier un sens contraire.

Loin du sens réducteur qu'on lui attribue habituellement, la particule grecque « anti » est porteuse de sens : elle ne se contente pas de marquer une opposition, active ou passive, elle apporte l'idée de lutte face à une pathologie, de symétrie, d'équilibre en quelque sorte.

L'antimonde n'est donc pas l'antéchrist. Le concept ne représente pas une diabolisation des secteurs qu'il décrit, il n'annonce pas la fin des temps mais celle d'un mythe : le mythe du « développement » sur lequel nous reviendrons largement dans les chapitres suivants. Le concept n'est pas connoté de manière particulièrement positive ou négative. A la manière dont il est employé par Homère, le « *anti* » de *antimonde* renvoie d'ailleurs à l'idée de valeur égale, un « *altermonde* » en quelques sortes, une hétérotopie donc. On peut le concevoir comme un monde faisant face à son homologue (dans le sens scientifique du terme²⁰) qu'il soit hostile (au système d'idées et d'opinions véhiculées par son Autre) comme dans le cas de l'antimonde des espaces de la sécession, ou pas : L'antimonde des FARC-EP dans le premier cas et l'antimonde des groupes (tout aussi) paramilitaires conservateurs dans le second qui s'étendent aujourd'hui pour former un véritable para-Etat (Hilton, F., 2006). Dans le premier cas on comprendra aisément les facilités avec lesquelles les acteurs qui animent l'antimonde nieront les règles établies : ils s'agitent en effet

²⁰ « *Se dit d'éléments qui se correspondent à l'intérieur d'ensembles différents, mais liés par une relation* », Le Robert Méthodique, Ed 1989.

pour en créer de nouvelles, aux *antipodes* des règles établies. Les FARC se créent par exemple en 1966, dans l'optique du parti socialiste colombien né quatre décennies plus tôt, pour protéger les paysans colombiens des abus de la part des propriétaires terriens et des militaires du gouvernement, à une époque où, selon les dires mêmes du ministre de la défense colombien, le Général Luis Carlos Camacho Leyva, les simples protestations sociales pour l'amélioration des conditions de vie sont « *la branche désarmée de la subversion* » ! (cité dans Hilton, F., 2006) Le territoire d'action des FARC s'agrandit à la fin des années 1970 pour lutter contre les menaces de mort (mises en exécution par le bras paramilitaire de l'armée) adressées à tous les syndicalistes, politiciens de l'opposition, étudiants, activistes pour les droits de l'Homme, etc., trop critiques à l'égard du gouvernement. Dans le même temps, les dérives du groupe de guérilla (exécution sommaires, kidnapping, etc.) sont régulièrement rappelées par les groupes de surveillance du respect des droits de l'Homme... (Geoff, S., 2004)

Ces considérations peuvent varier au gré de l'échelle sociale de l'organisation établie dans l'antimonde : les groupes mafieux (colombiens, syriens, britanniques, chinois, etc.) qui planifient et contrôlent le trafic de cocaïne n'ont aucun intérêt à remettre en question le dogme de la guerre à la drogue lancée par l'administration Reagan (et amplifié sous les Bush père et fils), car leurs profits sont proportionnels à l'investissement des forces répressives dans la lutte contre le trafic. Les Amérindiens/ « Amérafricains²¹ » qui plantent la coca dans les plaines côtières de Tumaco et dans l'intérieur amazonien colombien y verraient au contraire un moyen de se prémunir contre les abus des *guerrilleros* et des *paramilitares* afin de s'assurer un revenu fixe et décent pour cette activité. Le schéma est le même chez les planteurs de Ganja de la Jamaïque, du Belize, de St Vincent, etc., chez qui la consommation de la plante, à l'instar de la coca chez les Amérindiens, est régulée et intégrée culturellement. Entre les deux extrémités, les petits vendeurs de crack sont les véritables naufragés : quoiqu'il advienne, leur situation reste dramatique. Qu'on légalise leur activité, et une foule de classes moyennes (l'équivalent des buralistes et des patrons de bars français, des employés de *coffee shop* en Hollande, etc.) les évinceraient, en les repoussant vers une nouvelle spécialisation dans un secteur illicite. Qu'on les laisse dans le *statu quo* actuel et ils continueront de s'entretuer pour les points de vente d'une activité dont ils ne contrôlent, et ne récupèrent, que les miettes. Sans même évoquer les questions de santé publique, les questions morales, etc. A *Bottom Town*, village de tôle érigée sur les canaux d'évacuation des eaux usées de Kingstown²², les vendeurs de crack se

²¹Nous proposons ici ce néologisme pour décrire les populations des Amériques d'origine africaine et possédant encore aujourd'hui à la fois de forts liens communautaires et un hermétisme culturel et physique marqué (voulu ou au contraire par rejet du reste de la population). Ces populations, à distinguer des « afro-américains » et de la diaspora africaine des Amériques, seconde catégorie dans laquelle ils s'inscrivent, sont particulièrement présentes dans les espaces ruraux en Colombie, au Surinam et dans les espaces ruraux et proto-urbains du Brésil, du Belize, etc..

²² Capitale de St Vincent, plaque tournante du crack et du cannabis des petites Antilles.

plaignent en sentant l'odeur acre de leur produit consommé discrètement dans l'ombre du dédale de rouille : « *les jeunes ne comprennent pas que le crack est fait pour être vendu, pas pour être fumé* »...

L'antimonde peut aussi être perçu comme une réponse à l'état pathologique du monde, pris dans le sens du monde de référence qui se dit développé, le monde riche d'argent et de dettes, le monde « occidental » et limité spatialement, une sorte de réponse immunitaire naturelle et normale, annihilant et protégeant contre les effets pervers du vase communicant qui lie pays dits « développés » et « sous développés ». C'est dans ce sens un remède, un antidote, mais aussi un espace symétrique, occupant les trous noirs laissés vacants par le Monde dominant. En réalité, l'observation montre que la pathologie n'est jamais traitée à la racine, on repousse simplement le problème en apaisant quelques symptômes...

Ce concept ne devrait pas être connoté négativement. C'est ce qu'explique Roger Brunet.

1.4. Le concept d'antimonde selon Roger Brunet

Roger Brunet propose le concept d'antimonde pour désigner le résidu qui n'apparaît pas dans les comptes officiels, résidu qui prend une place croissante et écrasante dans l'économie monde.

Selon lui, l'antimonde est cette « *partie du monde mal connue [...] qui se présente à la fois comme [son] négatif (...) et comme son double indispensable [...] tout à la fois la négation et la préparation du monde* » (Brunet, 1992). Il s'agit d'un espace souterrain, dont la territorialisation est complexement géopolitique, articulé ou non par le rejet du « Monde », et généralement animé par des trafics en marge de la légalité. Il est méconnu car inconnu des statistiques officielles, oublié des recensements... C'est le résidu des calculs complexes, la partie inexpliquée, « *le sel de la recherche* » selon Brunet, le lieu des dernières grandes découvertes de notre espace fini. Sans doute le fait qu'il soit situé aux antipodes du monde des chercheurs participe-t-il d'ailleurs à cet « oubli ». D'ailleurs son étude est compliquée par la rareté des données, leur inaccessibilité, parfois la dangerosité. Dans ce domaine la géographie se fait plus qu'ailleurs avec ses pieds, avec ses oreilles...

1.3.1. Antimondes, îles et frontières : l'espace de l'antimonde

Ce monde parallèle a son propre espace, « *il lui arrive même localement d'effacer l'autre* » écrit Roger Brunet. Cet espace se compose de pôles et de flux qui symbolisent des interactions, mais aussi bien surs d'individus (Brunet, R et ali., 1992). Là encore le raisonnement est simpliste et général : la majorité des acteurs du secteur informel sont en effet marginaux par contrainte plus que par volonté. Les vendeurs de rue de Kingston, de Boca Chica, de Tamatave ou de Jakarta ne rejettent pas plus le système qu'ils ne sont eux mêmes rejetés du système. Plus exactement ils sont marginalisés par le système, c'est-à-dire mis en périphérie dans un système de dépendance. Les prostituées des côtes touristiques caribéennes et sud-est asiatiques ne parasitent pas le système, au contraire, elles créent une niche économique à forte percolation et de nombreuses activités liées se développent dans leur entourage, nourrissant la population ignorée par les retombées du tourisme qui se concentrent entre les mains de l'élite locale et des investisseurs étrangers.

Selon Brunet, l'antimonde est présent en marge du monde, dès les proches banlieues des centres urbains européens, au cœur même de la ville type nord-américaine. Ces deux espaces constituent d'ailleurs un exemple type d'interface entre Monde et antimonde. Ils servent bien souvent, au cœur même du premier, de relais, d'intermédiaire aux agents du second. C'est souvent là qu'arrivent drogues illicites et produits volés pour être revendus, redistribués offrant au marginaux un moyen d'émancipation pour les uns, refermant le cercle vicieux de la coupure pour les autres.

Il existe d'autres espaces caractéristiques de la région frontalière entre mondes légaux et illégaux. Le paradis fiscal, légal sur le plan international, abritant néanmoins les opérations financières les plus frauduleuses, appartient clairement à ce monde ambigu et sa localisation reflète bien souvent ce caractère. Les paradis fiscaux forment une « *ceinture dorée* » au Sud des grands pôles de la triade (Brunet, R., 1986), des îles caribéennes au détroit de Malacca, en passant par les principautés du Sud de l'Europe. Leur localisation (Cf. Chapitre 2) n'est, non pas déterminée, mais optimisée par la proximité des centres de la Triade et de leurs projections temporaires (espaces touristiques), et toujours près de des grands centres de production des drogues illicites.

La Suisse, Monaco, Andorre, et bien d'autres, sont autant d'îlots abrités des vagues d'impositions des Etats européens. Les Etats-Unis possèdent leurs confettis dérogatoires dans les Antilles et dans le Pacifique, le Japon en mer de Chine. Les trois pôles de la triade disposent ainsi de leur propre flotte de satellites fiscaux, sur des orbites proches mais abritées. Ces orbites comprennent, coïncidence fortuite de la géopolitique internationale, des Etats créés artificiellement par « pure philanthropie libertaire » (Panama, Libéria, etc.), et une part prépondérante d'anciens comptoirs insulaires qui demeurent sous divers statuts de dépendance : les Bermudes sont un

territoire d'outre-mer britannique, les Samoa appartiennent au Commonwealth (40% des Etats du Commonwealth sont des paradis fiscaux !), Aruba est partie intégrante du royaume des Pays-Bas, et les îles Vierges sont pour moitié un territoire étasunien, pour moitié un territoire britannique... Le statut de DOM n'étant visiblement pas assez équivoque, les îles huppées de St Martin et St Barthélemy se sont prononcés en 2003 en faveur d'un nouveau statut intermédiaire de *collectivité* d'outre mer (Taglioni, F., 2007) leur permettant de préserver leurs avantages fiscaux usurpés, tout en continuant de bénéficier de la redistribution nationale par les compensations régionales (octroi de mer, etc.) (Cf. Chapitre 2) ! Tous sont de petits espaces, le plus grand d'entre eux étant la Suisse et ses quarante mille kilomètres carrés (et le plus petit étant la République de Nauru, 21 km²), rattachés par des liens plus ou moins tacites aux anciens empires.

La bourgeoisie coloniale s'est ainsi conservée quelques dépendances au statut suffisamment flou pour abriter ses richesses à l'intérieur du territoire national, mais paradoxalement... hors de l'espace fiscal. A partir des années 1980, les grandes firmes vont s'appuyer sur ces vides législatifs organisés, pour délocaliser leurs sièges sociaux et des filiales fictives, masquer leurs profits, et ainsi éviter l'imposition sur le revenu. D'après les études de la journaliste Lucy Komisar, ces manipulations permettent aux entreprises les plus prospères de ne payer aucun impôt sur le revenu, comme ce fut le cas pour Microsoft en 1999, voir même de récupérer des compensations fiscales (en 1998 : Texaco, Chevron, Colgate-Palmolive, etc.)²³ !

Ce nouveau marché qui repose entièrement sur un espace virtuel réticulaire, le « cyber espace », permet aux petits territoires insulaires de s'affranchir de leur relatif enclavement physique, et il n'est ainsi pas étonnant que les années 1990 soient marquées par une reconversion massive d'îles et d'archipels à la recherche de diversification économique vers ce secteur financier. Profitant du silence général qui pèse sur ces espaces élitistes, les barons de la drogue y installent rapidement leurs comptes en banque, leurs sociétés de façade et parfois même leurs résidences secondaires. C'est le cas de Carlos Lehder qui achète l'île Norman (Bahamas) pour le compte du cartel de Medellin au début des années 1980, après avoir « invité » la population locale à partir. Aristocratie internationale et riches entrepreneurs sont ainsi les clients très influents de ces « clubs fiscaux », représentant le sommet des pyramides hautement inégalitaires des sphères légales et illégales de l'économie néolibérale. Les uns s'y réfugient pour contourner les règles de la solidarité fiscale et pour laisser le soin des dépenses publiques aux résidents moins fortunés, les autres y transforment leurs fonds suspects en investissements au-dessus de tout soupçon.

Le blanchiment d'argent qui s'y opère devient problématique principalement dans la mesure où il attire l'œil sur ces espaces abrités de la bourgeoisie internationale. Et on comprend alors aisément

²³ <http://thekomisarscoop.com/>

toutes les difficultés auxquelles seront confrontées les enquêteurs du Groupement d'Action Financière Internationale (GAFI) puis leurs successeurs pour dénoncer ces « machines à laver » de l'espace financier sans remettre en cause leur existence et leur légalité internationale : en haut lieu, il n'est de l'intérêt de personne qu'on puisse aisément connaître l'origine des fonds qui s'y abritent...

Spécialisé dans un autre domaine, l'exploitation de la main d'œuvre locale au coût économique et social le plus avantageux pour les firmes transnationales, la zone franche est aussi clairement une activité frontalière. Aussi légale que le paradis fiscal, mais aussi douteuse éthiquement, elle se situe aussi bien souvent dans cette zone intermédiaire du monde entre le Nord développé et le Sud profond : Amérique centrale, Caraïbes, Mer de Chine...

La caractéristique majeure de ces interfaces de connexion entre Monde et antimonde est cette localisation frontalière, physique et géoéconomique.

A défaut de partager le gâteau avec les pays les plus riches, on s'assure toujours de ramasser quelques miettes du festin, en espérant, ou en vendant, un utopique transfert de technologie... Mais pour Brunet les zones franches « *impulsent, expérimentent, permettant d'exploiter des ressources humaines lointaines mais bon marché* » ! (Brunet, R., 1986) Elles expérimentent, légalement, des modes de travail et de gestion inhabituels, ce que l'auteur considère comme une avancée. Encore une fois tout est sans doute question de perception et ces enclaves perméables au droit du travail ramènent les employés locaux au rôle de cobayes humains sur lesquels on expérimenterait des tests de laboratoire : cadences infernales, salaires indécents (inférieurs au coût de la vie locale, Cf. Potter et alii, 2004), heures supplémentaires obligatoires et non rémunérées, pressions physiques et morales, etc). En Haïti les zones franches présentées comme une « aide » par les investisseurs étrangers fournissent à la population un salaire égal au seuil de pauvreté, 37US\$ par mois, collaborant à la création d'une masse de travailleurs pauvres. On entre alors pleinement dans ce que l'économiste Jacques Charmes nomme le travail indécent bien qu'on s'écarte légèrement du travail informel (Charmes, J., 2000). On est pourtant loin de la « formalité » et certains auteurs parlent alors à juste titre d'informalisation du marché du travail (Itzigsohn, J., 2000). D'ailleurs, Roger Brunet lui-même, concède que ces zones sont liberticides : vigiles, miradors, barbelés forment l'archétype paysager de ces espaces de décadence du néo-libéralisme. Elles sont à l'époque contemporaine ce qu'étaient les « concessions » de l'ère coloniale, et se situent d'ailleurs volontiers dans le même espace physique. Les auteurs caribéens de la région anglophones sont plus rapides que les européens à les décrire comme un avatar néocolonialiste (voir par exemple l'étude de St Kitts menée par S. Morrin, 2005). Ils voient dans les zones franches l'évolution de la concession...

Les îles paradis de la dérogation sont aussi bien souvent des îles « paradis » de l'industrie touristique. Le géographe français Jean-Christophe Gay a montré comment ces espaces fonctionnent l'un pour l'autre (Gay, J.-Ch., 2006), avec, comme base commune, stabilité politique et sécurité pour les ressortissants étrangers. Dans les Antilles par exemple, le tourisme a entraîné la mise en place d'infrastructures de communication, la mise à disposition de logements et d'équipements destinés au confort des classes aisées internationales : golfs, casinos, hôtels cotés, etc. L'exonération d'impôts des paradis fiscaux stimule en retour la construction d'hôtels et attire les « évadés » fiscaux et leurs familles. Accordant judicieusement les désirs d'évasion physique et financière, le bassin Caribéen est ainsi devenu, par effet de situation, la première destination touristique mondiale hors triade (UNWTO, 2007, Cruse, R., 2007). Dans le numéro 57 de la revue « *Géographie et Cultures* » (Cruse, R., 2006) nous avons tenté d'interroger les liens entre insularité et antimondes que Roger Brunet décrète (Brunet, R, Dolfus, O, 1990) : nous y avons rappelé que si les îles présentent un « cahier des charges » très favorable au développement des antimondes les plus variés (petitesse des structures de contrôle et territorialisations parfois inachevées, difficultés économiques et sociales liées aux déséconomies d'échelles, petitesse des populations, difficultés de reconversion après le façonnement colonial d'espaces de monocultures, etc.) (Gay, J.-Ch., 2006), raccrocher les éléments géographiques « îles » à l'antimonde relève d'un mythe déterministe ancré dans l'inconscient collectif. Les îles de Calypso, d'Ithaque et de Cyclopie dans la mythologie Grecque, îles dangereuses, repères d'Atlantes, de Dieux et de Déesses (D. Pajaud ; Lorenz, J., 2002), fantasme d'espace continental miniature pour planifier la cité idéale de Platon et l'Utopie de Thomas More (Gély, S., 2002). Îles prisons des insularophobes comme Michel Tournier (Tournier, M., 1972) et des bagnards des îles du Salut. Îles au goût d'anarchie libertaire de Joel Bonnemaison (Bonnemaison, J., 1991) Îles volcaniques coincées entre le feu de l'enfer (le volcan) et l'ancre de la mer (Cruse, R., 2006 ; Corbin, A., 1988), « *derniers bastions de terre ferme* » des cartes médiévales (Lecoq, D., 1997).

Bien plus que l'insularité, qui n'est qu'un des facteurs de localisation d'activités appartenant à l'antimonde, compte la situation géoéconomique. Les îles repères de l'antimonde sont les îles des grandes méditerranées, situées sur la ligne économique de fracture Nord / Sud, en périphérie directe des centres-marchés de l'économie mondiale. Nous avons alors appelé ces méditerranées les grands « *espaces isthmes* » (Cruse, R., 2006) pour souligner leur rôle de liaison plus que de coupure. Car dans ces espaces intercontinentaux la mer doit être avant tout appréhendée comme une « *surface de transport* » (Gay, J.-Ch., 1995, *Les discontinuités spatiales*, Paris, Economica, Coll Geo poche, 112p.) et non comme un facteur « *tomogène*²⁴ » (Gay, J.-Ch., 1999).

²⁴ Néologisme proposé par Jean-Christophe Gay, de *tomo* : section, coupe, et *gene* : qui engendre.

Au-delà de cet « antimonde frontalier » des économies illégales, on plonge dans les profondeurs méridionales des économies franchement illégales, celles des trafics d'hommes et de femmes, de drogues illicites, d'armes...

C'est le monde du commerce des dérivés d'opiacés (opium, héroïne) dans le « triangle d'or » de la péninsule Sud-est Asiatique et dans le « croissant d'or », à cheval sur l'Iran, le Pakistan et l'Afghanistan. Dans un cas comme dans l'autre, ce sont encore les régions frontalières qui sont exploitées, mais cette fois-ci entre des Etats périphériques. La frontière-marge revient alors au centre des enjeux géopolitiques... C'est le cas aussi en Amérique du Sud où les trafiquants des dérivés de la coca (cocaïne, *bazuko*, crack) exploitent les marges amazoniennes de la Bolivie, du Pérou, de l'Equateur, du Brésil et plus encore de la Colombie. Toutes les grandes zones de production de drogues illicites au monde exploitent les frontières d'Etats du Sud à la territorialisation bancale, comme le Yucatan du Mexique côtoyant le plus caribéen des Etats centre américains, le Belize ; là où la limite et sa surveillance sont rendues délicates par les conditions physiques, des montagnes afghanes à la forêt ombrophile amazonienne ou birmane, et le plus souvent sur fond de guérillas ethniques/religieuses/politiques. Là sont en effet les derniers brasiers incandescents de la « guerre froide », car les résistances y sont plus qu'ailleurs appuyées par l'argent tiré de la production de drogues illicites. Si les espaces de productions sont principalement continentaux, les îles des méditerranées sont souvent utilisées comme producteurs secondaires (dans le cas du cannabis) et zones de transit privilégiées.

1.3. 2. L'antimonde à différents niveaux d'analyse:

On peut analyser l'antimonde à différentes échelles, du local (marqué souvent par la simplicité d'un petit *business* illégal) au global (caractérisé par l'interconnexion de structures lourdes et de réseaux complexes).

Ainsi le bidonville est une projection « proto-urbaine ²⁵ » de l'antimonde sur un espace restreint : c'est un quartier construit illégalement sans possession de la terre et avec les moyens disponibles par ceux qui n'ont rien, pas même un toit. C'est la terre d'asile des déracinés, chassés de

²⁵Nous décrivons dans cet essai les bidonvilles comme des espaces mi-ruraux (habitudes, populations, occupations, rareté des services publics, niveau de vie, etc.), mi-urbains (densités, etc), en fait ni complètement ruraux ni complètement urbains. Sur l'échelle de l'évolution spatiale occidentale, qui veut qu'en espace rural soit amené à se « développer » de manière linéaire par des étapes qui l'emmènent du stade village à celui de ville, puis de métropole, le bidonville se trouve quelque part entre le rural et l'urbain, plus complètement rural mais pas encore complètement urbain, et en ce sens « proto-urbain ».

leurs terres par la force ou par un rêve urbain qui tourne souvent au cauchemar, et débouche, par un réveil brutal, sur les pentes inhospitalières qui encerclent les grands centres urbains des pays périphériques. A défaut de protection sociale et économique, ces délaissés n'ont plus que leur imagination et leurs bras pour organiser leurs vies, leur survie plus exactement, et la territorialisation d'un espace qui avait été laissé de côté car jugé impropre à l'habitat. Cet espace appartient à l'antimonde d'interface, l'antimonde frontalier, traité de « parasite », se nourrissant des restes qu'abandonnent les résidents de l'autre monde en échange de services en tous genres. L'urbanisme moderne tente de les masquer derrière des toponymies trompe l'œil. La « *Cité Soley* » de Port-au-Prince est construite sur une décharge et un demi-million d'habitants y vivent sans système d'évacuation des eaux. Les « Jardins de Tivoli » (*Tivoli Gardens*) et les « Jardins Olympiques » (*Olympic Gardens*) connaissent la difficile loi de la jungle urbaine jamaïcaine. La colline de Laventille, en périphérie de Port-of-Spain, n'a rien de bucolique, etc. Les habitants ont d'ailleurs une autre vision des choses et ils renomment leurs quartiers par des analogies plus proches de l'insalubrité qui marquent leur réalité spatiale : le « tas de merde » (le *Dungle*) construit sur la décharge publique de Kingston ouest, « la jungle de béton » (*Concrete Jungle* à la place de *Arnett Gardens*, Kingston Ouest) ou encore le « *cul de la ville* » (*Bottom Town*) au débouché des égouts de Kingstown (St Vincent)...

A une échelle plus fine on peut étudier la symbiose qui règne entre certains types d'activités dans une rue ou dans un quartier : devant l'enseigne légale d'un *fast food* de la « vieille route » (*Old Road*) de Tunapuna (Trinidad) un vendeur de « DVD pirates » opère sept jours sur sept. Muni de sa « *Dead box* » (appellation locale ironique pour les boîtes de poulet frit de l'enseigne de *fast food*) et de sa réserve des DVD copiés, le client est convié à finir ses achats au « *weed block* », à l'angle de la rue de St Vincent (*St Vincent Street*), ou à la « *crack house* » une centaine de mètres plus bas, avant de s'asseoir sur le siège arrière d'une vieille américaine reconvertie en taxi informel. C'est un schéma classique des capitales caribéennes agrémenté à volonté en vendeurs informels de boissons et nourriture, de disques audio piratés, prostituées, etc. La symbiose peut aussi s'effectuer en terme de rotation temporelle. Dans la capitale Port-of-Spain, « *La Promenade* » est, le jour, l'artère commerçante légale caractérisée par les « *malls* » vendant des vêtements, les « *internet cafés* », et les enseignes d'alimentation (bien que bon nombre de ces façades servent déjà au blanchiment à grande échelles des revenus du trafic de cocaïne), et la nuit, le plus grand centre d'activités informelles de la capitale. Les dernières enseignes à peu près licites ouvertes sont les « clubs » devant lesquels s'entassent les stands informels vendant nourriture cuisinée (*Jerk Chicken*, *Corn Soup*, etc.), boissons, mais aussi les vendeurs mobiles de CD et DVD pirates, de Ganja, de crack, les

prostituées, etc. La station de police mobile qui surplombe l'avenue ferme, en fin d'après midi, marquant le temps du relais de l'économie formelle à l'économie informelle et illicite. Les travailleurs en costume/tailleur cèdent la place aux habitants de la nuit dans leurs larges uniformes inspirés des prisons américaines, etc.

Les études menées sous la direction de Kempado (Kempado, H., 1999) dans la Caraïbe montrent que de véritables organisations souterraines se développent aussi autour de la prostitution : des chauffeurs de taxi informels contactés par les agents de sécurité des hôtels font le lien entre la sphère aseptisée du tourisme d'enclave vers la sphère illégale de la prostitution, en échange d'un pourcentage sur les passes. Les prostituées servent elles-mêmes d'intermédiaires vers les petits vendeurs de drogues illicites ou inversement, voir vers les guides informels, etc.

La grande force du commerce informel à cette échelle est sa flexibilité et son adaptabilité. A la fin du mois d'août 2008, lorsque les inondations provoquées par la tempête tropicale « Gustave » emportent avec elles le pont de la Rivière de l'espoir (Hope River), reliant les périphéries de Harbour View et de Bull Bay à la capitale jamaïcaine Kingston, il faudra une semaine au gouvernement pour installer un pont provisoire, tandis qu'en quelques heures seulement les « *hustlers* » avaient organisé un système improvisé de transport de marchandise à travers la rivière, à dos de porteurs. Les jeunes hommes du quartier proposent leurs services pour porter femmes, enfants et personnes âgées d'une rive à l'autre en échange de 100 JA\$ (un euro). Rapidement, ce point de congestion attire une foule de vendeurs informels de boissons, de fruits et légumes, de Ganja (appellation locale du cannabis) et les plus astucieux vont jusqu'à vendre eau et savon, sur les rives, en criant à qui veut les entendre le nom des bactéries charriées par la rivière... Après une semaine, un pont provisoire est aménagé et la fin du cycle s'amorce. Porteurs et marchands disparaissent rapidement du paysage et réorganisent spatialement ou structurellement leur petite activité.

L'antimonde de l'économie informelle s'imisce dans tous les secteurs d'activité, en proportion croissante de la pauvreté de l'habitat. On notera, par exemple, les systèmes d'épargnes/prêts réservés aux populations exclues du système bancaire par leur niveau de vie précaire. Dans un « bloc » quelconque d'une ville caribéenne, une dizaine de voisins, plus généralement de voisines, décident de se réunir une fois par semaine et de mettre à chaque rencontre dans une cagnotte commune l'équivalent de 10, 20, ou 30 euros. Lors de chaque rencontre, un des participants repart avec la cagnotte, ce qui lui permet de faire face à des dépenses exceptionnelles (hôpital, rentrée scolaire, achat d'électroménager, etc.) ou à un investissement (électroménager, etc.) sans passer par le système bancaire et sans payer d'intérêt.

A une échelle plus petite, on peut analyser des régions entières qui appartiennent à l'antimonde : ces espaces fonctionnent de manière autonome, « *ils ont leurs villes et même leurs capitales, leurs aéroports et leurs routes, leurs filières de production, voire leur relations internationales. Les uns sont des espaces « libérés », les autres sont les espaces du crime et de la drogue. Ils tiennent des villes, des îles, des pays et des gouvernements* » (Brunet, R. 1992). C'est le cas du Medellín des années 1980, marqué par les légendaires *capos* de la cocaïne (famille Ochoa, Carlos Lehder, Pablo Escobar, etc.) et par la mainmise sur la mairie, puis sur le conseil régional d'un certain Alvaro Uribe (Steinsleger, J., 2006). Ce système a connu sa création avec le trafic de voitures et de *marijuana*, sur un terreau provincial favorable, labouré par de profondes inégalités socio économiques (Gootenberg, 1999). Puis il connut son apogée avec l'arrivée de la coca péruvienne à la fin des années 1970, et enfin son déclin et sa disparition sous le gouvernement Pastrana, dans les années 1990, sa reformation et un nouveau printemps quelques années plus tard, etc. Car, les systèmes qui animent l'antimonde vivent et meurent comme tous les systèmes, au rythme de la répression, des changements d'appuis et de soutiens, des évolutions de la demande, etc. On peut donc suivre leurs évolutions, spatiales et temporelles, de leur naissance à leur démantèlement, ou plus exactement leur réorganisation : la chute du cartel de Medellín marque la montée en puissance du Cartel de Cali, dont la chute elle-même amènera une foule d'organisations à recréer le cartel de la Vallée du Nord. Quand la DEA mène la gigantesque opération « Millennium²⁶ » en 2000, on retombe sur des groupes organisés opérant dans ces deux villes colombiennes (Meyzonnier, P., 2000)...

Il est notable, rappelle Roger Brunet, que ce sont les réglementations qui créent l'antimonde. Ainsi en fut-il des bars clandestins créés aux Etats-Unis par (ou en réponse à) la prohibition. Cette prohibition sera aussi à l'origine de la complaisance et des enclaves touristiques que sont les bateaux de croisière, dont le décollage sera propulsé par la possibilité d'offrir de l'alcool à bord. Ainsi en est-il de la situation paradoxale du cannabis en Europe, rarement légalisée, parfois tolérée, majoritairement illégale. Son commerce relève des réglementations officielles aux Pays-Bas, mais des acteurs de l'antimonde en France. Les services douaniers circulent allègrement entre ces deux mondes avec une législation qui les autorise à participer légalement à l'antimonde... illégal²⁷ ! (Escohotado, A., 1996) Pire, aux Etats-Unis, après que le gouvernement ait pratiqué des campagnes

²⁶ Comme les gangs jamaïcains, les « *cow boys* » de la DEA s'inspirent d'Hollywood pour leurs opérations comme celle-ci qui porte le nom du vaisseau spatial du film « La guerre des étoiles »...

²⁷ Escohotado note à ce propos que la France possède une des législations douanières les plus ambivalente au monde en terme de surveillance du trafic : les douaniers français sont autorisés à acheter, transporter et vendre des drogues illicites durant l'exercice de leur fonction ! Cette loi permis, entre autres, de relâcher six agents de douanes à Dijon et à Lyon, alors qu'ils avaient été condamnés en 1991 pour avoir acheté, transporté et vendu plus d'une demi tonne de cannabis...

d'aspersion des champs de marijuana du Mexique puis, par « effet ballon » (Cf. Chapitre 2), de la Jamaïque, de la Colombie, du Belize, de St Vincent et de Trinidad, au prix de dégradations environnementales sévères, d'empoisonnement des cultures et des sources, et d'un effondrement de l'économie rurale locale, le pays est non seulement devenu, de manière souterraine, le premier producteur du Monde mais des régions comme la Californie sont désormais en bonne voie de légaliser complètement production, vente et consommation (Chap. 2).

Ainsi en est-il du commerce illégal de la cocaïne dont les bases furent aménagées par les laboratoires pharmaceutiques germaniques (Friman, R., H., 1996, Gootenberg, P., 1999, Cf. Chapitre 2), alors que la rentabilité même du trafic de drogues illégales, plus largement, avait été historiquement démontrée par la guerre de l'opium britannique puis la connexion militaire franco-américaine, mère spirituelle et physique, de l'organisation sud-est asiatique du « triangle d'Or » (Mc Coy, A., 1972).

Car l'antimonde sert parfois le Monde et ses contradictions, quand la CIA se finance sur le trafic de drogues illicites pour mener des opérations clandestines pour le compte de son gouvernement, par exemple, autour des trois grands centres de production mondiaux (au Nicaragua, en Afghanistan ou encore au Vietnam) (Epstein, J. 1990 ; Jeffreys-Jones, R., 1989 ; Scott P. et Marshall J. 1991, Cockburn, A.,).

1.3.7. Typologie des espaces de l'antimonde

Pour Roger Brunet, qui considère à tort l'antimonde comme un phénomène relativement marginal, cet espace représente de manière imagée, le territoire des interlopes (*interlopers*), ces bateaux qui se faufilent entre les cargos dans les grands ports pour acheter une partie de la marchandise à bon prix et la revendre à terre, en dehors des routes et des normes du commerce légal et réglementé. Il appartient à l'espace souterrain, celui des « *infra lieux* » et des économies non régulières. Il s'agit avant tout du monde de l'informel ou secteur quaternaire. (Latouche, S., 1989)

C'est aussi le monde de la nuit, nuit durant laquelle les esclaves redeviennent des hommes, recouvrent leurs titres africains, ceux d'un autre monde, et vivent leur vraie vie, celle dont ils ont été spoliés (Sala-Molins, L., 1987). Pendant que les maîtres dorment tout est permis ou presque, à condition de respecter la discrétion, à défaut de la loi. C'est alors le Monde de la résistance sous des formes physiques ou culturelles comme le montre par exemple la longue évolution du Dancehall jamaïcain depuis la période esclavagiste (Stolzoff, N., 2003).

C'est pendant la même nuit que les touristes redistribuent les richesses, si inégalement réparties, derrière la porte miteuse d'hôtels de passes plus ou moins licites. Car la nuit est le monde des défouloirs dans l'antimonde : « *les lieux particuliers mais publics du sexe, de l'argent et du jeu* ». Casinos, « boîtes », bars (Brunet, R., 1992)... Ne perdons pas de vue cependant que, si des réseaux de prostitutions sont destinés aux riches touristes et aux « routards » qui trouveront dans leur guide toutes les adresses en vogue, les fortunes locales ont leur propres réseaux, les modestes travailleurs leurs propres adresses.

C'est le cas aussi des espaces du jeu : les visiteurs en manque de divertissements pourront côtoyer les notables de la région dans les casinos si utiles aux blanchisseurs d'argent, tandis que les amateurs de jeu au budget plus modeste se contenteront de paris sur les coqs, de quelques cartes posées sur un carton retourné dans la rue, de lotos clandestins tenus par les diasporas chinoises. Chacun de ces espaces ne doit pas sa localisation au hasard.

Les espaces du sexe, par exemple, sont toujours bien placés entre port, marché et espaces touristiques, souvent aux portes de la ville, interface entre le monde urbain du client et bien souvent le monde rural de la victime (Brunet, R., 1992). L'étude de détail montre des facteurs d'attraction différentielle selon la clientèle visée. A Cayenne (Guyane française), les prostituées « anglaises²⁸ » se regroupent autour des artères périphériques et du marché, à proximité de la caserne militaire. Les prostituées brésiliennes travaillent en symbiose avec les bars clandestins brésiliens de Chicago, à l'Ouest du marché, toujours dans la zone la plus pauvre de la préfecture. Les clients sont ici, rarement les militaires, et plus fréquemment, les travailleurs locaux du quartier pauvre de Chicago. Les femmes se présentent dans des appareils brillants par leur légèreté et leur suggestivité car les policiers font moins de descentes dans le quartier qu'ailleurs, et on est prévenu de leur passage. Les prostituées (brésiliennes, « anglaises » et locales) visant une clientèle touristique et locale huppée se concentrent plus discrètement le long de la rue Général de Gaulle, où s'alignent les bars et les hôtels fréquentés par les « métropolitains ». Certains d'entre ces établissements licites sont connus comme espaces de rencontre entre fonctionnaires métropolitains fraîchement débarqués et femmes locales, au bout d'une chaîne reliant les espaces de rencontre dans leur dégradé de formalité et d'informalité.

Généralement ce monde demeure périphérique, jamais loin du centre mais à distance homéopathique : la banlieue en périphérie de la ville par exemple, les forêts en marge des centres urbains (Marty, P., 2000), la Méditerranée en marge du centre européen (Bernardie-Tahir, N., 2004) ou la Caraïbe en marge des Etats-Unis (Cruse, R., 2006). Du local au global, l'antimonde s'immisce

²⁸ Qualificatif désignant, en Guyane française, les populations anglophones d'origine lucienne (St Lucie), surinamiennes, et guyaniennes (Guyana).

en périphérie car il est nécessaire à la survie des exclus en tous genres, à tous les niveaux d'analyse. Il « *sert mais ne saurait être vu* » (Brunet, R., 1992) d'où ce positionnement et cette visibilité ambivalente. Aux Etats-Unis, il s'invite d'ailleurs au centre des métropoles plus que dans les banlieues résidentielles huppées, bien que les centres soient désormais rachetés par les investisseurs immobiliers donnant une nouvelle valeur à Brooklyn et Little Haïti, respectivement à New York et Miami, participant à l'exclusion des populations pauvres de ces espaces. C'est ici que le couple Monde/antimonde prend l'ascendant sur son homologue centre/périphérie pour décrire certaines réalités spatiales. Tous ces espaces sont relativement connus des forces de répression et peuvent être, selon les interprétations locales des législations nationales, l'objet d'une répression sévère (l'orpaillage clandestin en Guyane française), de taxations informelles délimitant les zones sur lesquelles on ferme les yeux (la prostitution en général, les trafics de drogues illicites) d'un laxisme forcé (enfermer les jamaïcains consommant de la Ganja reviendrait à édifier une île-prison) ou jugé plus « sain » (les autorités militaires des Etats-Unis jugent utiles les défouloirs sexuels pour leurs troupes d'après les études de Truong en Asie du Sud-est, etc.). D'un côté, l'antimonde est perçu comme utile au Monde mais ne saurait être affiché au grand jour. De l'autre il est jugé comme dérangeant et se doit d'être banni. Généralement, les situations sont plus complexes et des agences d'Etat peuvent entrer en concurrence quand à la définition des secteurs utiles et des secteurs à bannir. La CIA et la DEA en sont les exemples les plus caricaturaux. D'où un dégradé de visibilité et d'opacité, une adaptation des distances au centre, etc.

Parmi les espaces dissimulés, on trouve « *les espaces qui se cachent ; ceux des grands et ceux des déviants* ». Car « *il ne faut pas trop montrer au peuple comme on vit au château. Il ne faut pas [non plus] lui laisser voir les anormaux. Il y perdrait le moral sinon toute morale.* » (Brunet, R., 1998). Aux deux bouts de la chaîne sont, d'un côté, les bagnes et les camps militaires, (les îles du salut au large de Kourou et Guantanamo à Cuba par exemple), et de l'autre côté, les espaces de la « *privatopia* », du ghetto touristique (style « *club Med* » ou des nombreuses « *gated communities* » de la géographie de la peur, jusqu'à l'île privée pour millionnaire à Moustique, à Petit Cayman, etc.) Ces espaces fonctionnent sur la dérogation à la loi commune grâce à une extraterritorialité paradoxale : la planète est entièrement territorialisée par l'ensemble d'Etats qui l'habitent jusqu'au plus profond des océans, les dernières exceptions augurant d'ailleurs de futures tensions géopolitiques sous le Pôle Nord par exemple²⁹.

²⁹ En Août 2007 des chercheurs russes ont planté le drapeau national quatre milles mètre sous le pôle espérant s'attribuer ainsi les réserves pétrolières du sous sol, convoitées simultanément par le Norvège, le Canada et les Etats-Unis.

Les plus petites îles des Antilles sont souvent l'objet de rivalités territoriales entre agents étatiques (l'Etat de St Vincent et les Grenadines, l'Etat des Bahamas, etc.) et des agents économiques privés (le banquier suisse Raffles à Canouan, le groupe d'investisseurs de la *Mustique Company* à Moustique, des compagnies croisiéristes rachetant des Cayes des Bahamas, etc.) La double territorialisation de ces espaces crée souvent paradoxalement du « hors territoire ». Ceci est particulièrement vrai des territorialisations multiples de la région surinamienne comme le Maroni où un Etat faible et corrompu territorialise, avec ses moyens et ses ambitions, un espace autrement approprié et dirigé par des autorités locales comme les chefs de clan noirs marron. Mais la norme est plus à la « vente » bradée par des Etats de certaines régions de leur territoire (physiques ou virtuelles) à des acteurs économiques privés. Dès lors apparaissent les véritables zones « *offshore* » qui ne dépendent plus réellement d'un pouvoir étatique, mais de pouvoirs privés. Tel est la « liberté » néo libérale poussée à son paroxysme... De véritables frontières s'imposent alors pour couper ces zones, virtuelles ou physiques, de l'espace auquel elles se greffent : les entreprises sont « invitées » à investir ces espaces « aterritoriaux » à condition d'accepter de ne pas travailler avec la clientèle locale... qui y est pourtant employée ! La comparaison avec « la ventes de charmes » est tentante et se dessine alors une géographie étatique de la « prostitution territoriale », la vente d'une partie du corps physique national contre des « faveurs » (en terme d'emplois et d'utopiques transferts technologiques).

On déporte dans les bagnes et les camps ceux qu'on ne veut pas voir dans le Monde : opposants politiques, vagabonds, petits criminels et tous les résistants menaçant, par leurs actes ou simplement par leur mode de vie, l'ordre établi.

Dans les espaces fermés du luxe ostentatoire, le « centre » visible et fortuné vient se ressourcer dans l'anonymat et l'ombre de la périphérie d'un centre projeté au cœur de la périphérie plus exactement, si possible à proximité d'un centre de niveau inférieur, là même où il peut, paradoxe paradisiaque, échapper aux contraintes législatives et fiscales de son pays d'origine, sans pour autant se soustraire aux avantages qu'il en tire (en terme de sécurité, d'infrastructures, de réseaux de santé, etc.).

Parfois les limites entre le monde et l'antimonde sont moins nettes, comme dans le cas des zones franches qui appartiennent pourtant certainement à celui de l'ombre, par les dérogations accordées : on sait y oublier les règles dans un espace clos pour attirer des investisseurs mais « *le résultat est catastrophique sur le plan social et jamais fameux sur le plan économique* » (Brunet, R., 1992³⁰). Le pavillon de complaisance appartient au même groupe.

Et la région sur laquelle portera notre intérêt, la méditerranée américaine, réunit un ensemble remarquable de conditions favorables car « *les gigantesques flux de capitaux et de marchandises*

³⁰ Depuis 1986 et son atlas sur les zones franches, R. Brunet semble avoir changé de regard sur les zones franches...

que génère le système économique et financier américain nourrissent de nombreux espaces et échanges hors la loi commune qui vivent en symbiose avec lui » (Bégot, M., Buléon, P., Roth, P., 2000).

L'étude de l'antimonde s'applique enfin aux maquis, les conflits de l'ombre dont les enjeux sont généralement gardés aussi obscurs que possible aux yeux des citoyens du monde par une presse reléguée au rôle d'agence de communication au service des Etats et de leurs armées.

C'est le cas des conflits africains notamment, conflits que les belligérants disent volontiers ethniques ou « tribaux », pour faire oublier les acteurs qui animent les marionnettes afin de se placer judicieusement sur l'échiquier international des matières premières précieuses. On pense évidemment ici à la dramatique caricature du Congo et particulièrement du Katanga au cœur de rivalités géopolitiques internationales dramatiques localement, du Soudan et de son Darfour, du Golfe de Guinée, etc.

Ces batailles entre les anciennes métropoles en Afrique trouvent un écho en Amérique du Sud. Car si les étasuniens dénomment parfois leur pays natal comme ils appellent leur continent, c'est qu'après plus de deux siècles d'interventionnisme étroit dans les affaires centre et sud américaines, armés d'un « *big stick* » voyant ou de la redoutable arme de marketing de la coopération Nord – Sud, selon les turbulences qui agitent le contexte international, les Etats-Unis se sont imposés comme la métropole d'une Amérique du Sud qui s'émancipe difficilement. Comme ailleurs dans l'antimonde, rien n'est cependant figé et on assiste actuellement sans aucun doute au début d'un processus d'émancipation appuyé sur le Venezuela, l'Equateur, la Bolivie, l'Uruguay, le Panama, etc.

Cette émancipation est souvent le fait de forces de l'ombre, sorties tout droit de l'antimonde dans lequel les législations (néo)coloniales les repoussent : sandinistes au Nicaragua, « sans terres » du Brésil et généraux révolutionnaires vénézuéliens, Tupamaros uruguayens, Quechuas et Aymaras de l'Altiplano et des contreforts des Andes... Les FARC colombiennes en sont sans doute l'exemple le plus frappant, grâce à une médiatisation caricaturale qui cache la dramatique paramilitarisation de l'Etat par des groupuscules d'extrême droite pour se concentrer sur la « menace » d'un groupe communiste finalement relativement marginal (Chapitre 3) . Sa répression est, elle aussi, ancrée dans l'antimonde pour des raisons de discrétion, comme le montrent, au milieu d'une foule d'exemples, les contras du Nicaragua, les militaires putschistes du Général Pinochet au Chili, les mouvements d'opposition libéraux comme le parti de Seaga en Jamaïque, les groupes « paramilitaires » colombiens, etc. Le point commun entre tous ces groupes est qu'ils seront armés, conseillés et appuyés par la CIA, à l'abri du regard des médias internationaux (Mc Coy, A., 1972,

Volkman, E., Cummings, J., 1977, Cockburn, A., St Clair, J., 1998, Blum, W., 2005, etc.). Dès lors, ce sont les médias d'« information » qui se chargent de délimiter les limites mouvantes de l'antimonde en éclairant partiellement et temporairement l'actualité, en relation avec les intérêts stratégiques de leurs dirigeants. Dans ces sphères sensibles, les médias, et derrière eux ceux qui les animent (industriels, Etats, etc.) sont donc les premiers outils servant à la fabrication de l'antimonde.

En conclusion il est particulièrement difficile de définir de manière concise l'antimonde de Roger Brunet et plus encore d'en donner une typologie complète. La figure n°1 montre un exemple de typologie simplificatrice que l'on pourrait par exemple proposer.

FIG N°1 : TYPOLOGIE SIMPLIFICATRICE DES ESPACES DE L'ANTIMONDE DE ROGER BRUNET.

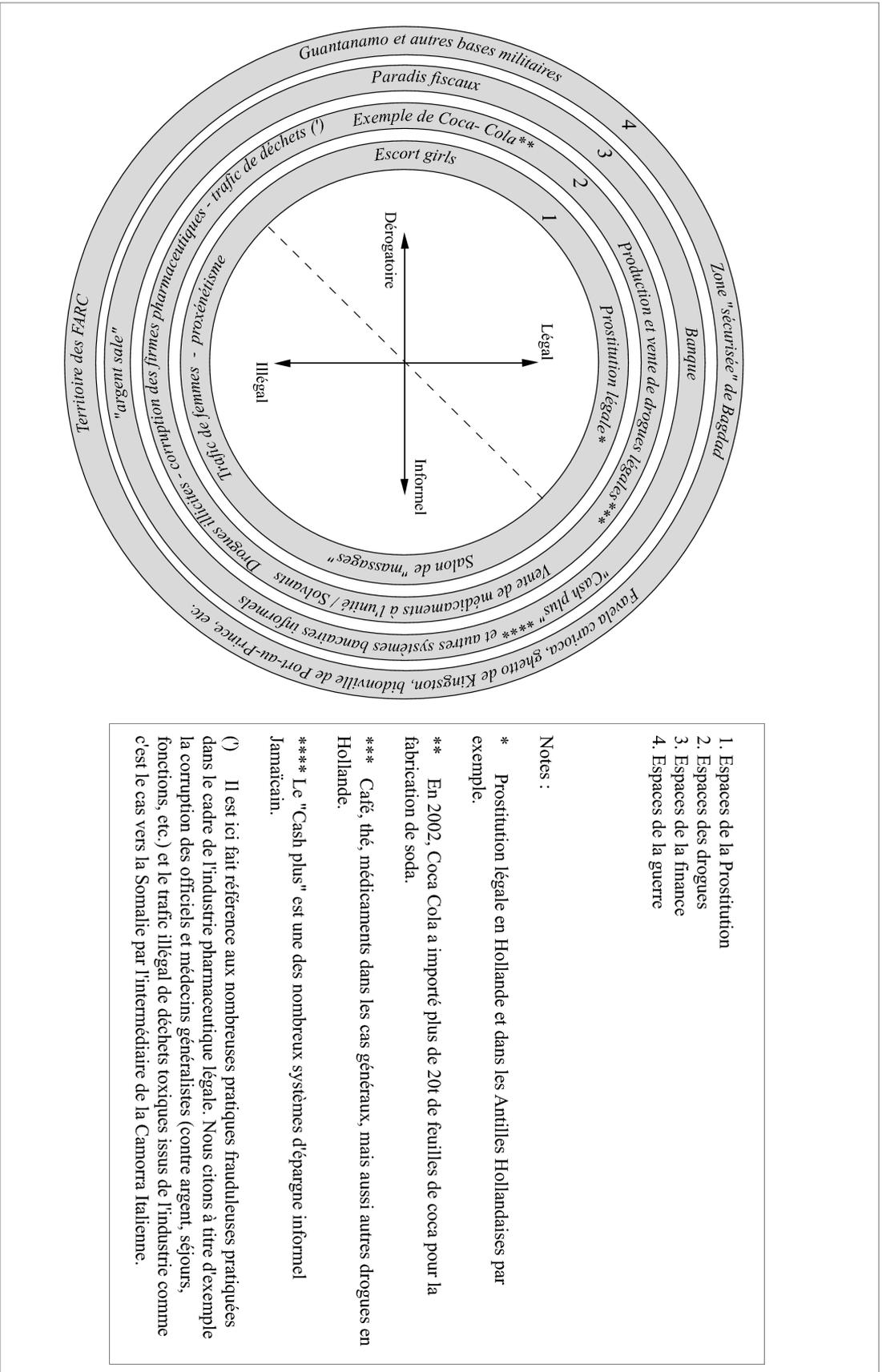
Légal	Dérogatoire	Informel	Illégal
Prisons	Pavillons de complaisance	Espaces du squat	Espaces des drogues illicites
Enclaves touristiques ("club", bateau de croisière, etc.)	Paradis fiscaux	Espaces de l'économie informelle.	Espaces de la prostitution
"Boîtes" de nuit	Zones franches commerciales, industrielles, etc.		Espaces de la guérilla
Casinos			Espaces des migrations clandestines

Cependant toute typologie de la sorte est vouée à pêcher par ses manques : comme nous l'avons noté en ouverture les lieux de l'antimonde sont avant tout une question de point de vue et même si l'on adopte le point de vue de Roger Brunet leur statut peut évoluer dans l'espace (cf. l'espace du cannabis en Hollande, l'utilisation de morphine dans le cadre hospitalier, etc.) et dans le temps (cf. L'espace de la production et de la consommation d'alcool aux Etats-Unis, la guérilla des Tupamaros qui s'impose finalement par les urnes en Uruguay, etc.). De plus les activités étiquetées du sceau de l'antimonde de Roger Brunet se présentent le plus souvent sous forme d'un dégradé de légalité illustré par le schéma suivant. Monde et antimondes animent des espaces communs et beaucoup

d'activités usent des deux sphères. C'est ainsi que la prostitution peut par exemple être légale, comme l'illustrent les vitrines hollandaises, tolérée à travers des salons de massage, autorisée de manière dérogatoire pour les hommes politiques et responsables de grandes entreprises (« *call girls* »), illégale mais tolérée par la police en raison d'arrangements sexuels ou financiers, ou bien totalement illégale et punie en tant que telle. De même en est-il de l'espace des drogues où les législations nationales et les arrangements locaux déterminent la géographie de la licéité, de la disponibilité, du risque et du prix. Rares sont en fait les secteurs qui échappent à cette règle qu'on parle de la finance, de la construction, de l'industrie, etc.

Ces observations nous rappellent que l'antimonde de Roger Brunet n'est pas un concept au sens propre, c'est à dire « *le seul objet qui coïncide parfaitement avec sa détermination, qui soit tout entier ce qu'il est et rien d'autre* » (Lévy, Lussault, 2003), mais tout au plus une conceptualisation, un essai de concept. « *Nous devons toujours nous rappeler ce fait : l'intellect construit des modèles de la Réalité, jamais la Réalité elle-même. Voilà justement notre problème : nous sommes piégés sans fin par nos constructions mentales que nous prenons pour la réalité* » (Senzaki, N., 2005). Il est ainsi important de toujours garder à l'esprit, et les difficultés de dresser une typologie parfaite le soulignent, que l'antimonde est un appui utile dans une démarche compréhensive et heuristique. Ni plus, ni moins qu'un outil dont cet essai s'attache à montrer les intérêts évidents et les limites.

FIG N°2 : LA COMPLEXITE DE L'ANTIMONDE DANS SES RAPPORTS A LA LOI.



- 1. Espaces de la Prostitution
- 2. Espaces des drogues
- 3. Espaces de la finance
- 4. Espaces de la guerre

Notes :

* Prostitution légale en Hollande et dans les Antilles Hollandaises par exemple.

** En 2002, Coca Cola a importé plus de 20t de feuilles de coca pour la fabrication de soda.

*** Café, thé, médicaments dans les cas généraux, mais aussi autres drogues en Hollande.

**** Le "Cash plus" est une des nombreux systèmes d'épargne informel Jamaïcain.

(1) Il est ici fait référence aux nombreuses pratiques frauduleuses pratiquées dans le cadre de l'industrie pharmaceutique légale. Nous citons à titre d'exemple la corruption des officiels et médecins généralistes (contre argent, séjours, fonctions, etc.) et le trafic illégal de déchets toxiques issus de l'industrie comme c'est le cas vers la Somalie par l'intermédiaire de la Camorra Italienne.

1.5. L'antimonde dans les sciences sociales

1.4.1. De l'informalité à l'antimonde.

Depuis sa première apparition en 1981 et jusqu'à une période très récente, le concept d'antimonde a été assez largement ignoré, pour ne pas dire méprisé par les géographes français situés hors de la sphère brunésienne. Des trois dictionnaires de Géographie humaine en date, seul celui de l'équipe RECLUS a, autour de R. Brunet, accordé une entrée (et quelle entrée !) au concept. Roger Brunet peine d'ailleurs à en donner une définition concise (Brunet, R., 1992). C'est une des plus longues entrées de « son » dictionnaire, ce qui souligne les difficultés à circonscrire l'objet de manière exhaustive. L'antimonde est un objet géographique complexe et, Roger Brunet le souligne, son objet demeure largement inconnu des chercheurs.

Le dictionnaire géopolitique d'Yves Lacoste n'aborde le terme d'antimonde que brièvement dans l'entrée « Système monde », un autre concept de la mouvance brunésienne écrit-il, concepts tous deux critiqués pour leur simplification de la réalité que l'auteur juge trompeuse (Lacoste, Y., 2003), cristallisant l'animosité intellectuelle de longue date entre les deux auteurs. Yves Lacoste accorde par contre une entrée succincte à l'« informel » qu'il définit brièvement comme l'ensemble des activités absentes des comptabilités nationales, « *des chiffonniers aux prostituées en passant par les trafiquants de drogues illicites* ». C'est, selon Lacoste, l'une des activités qui fait circuler le plus de capitaux d'un bout à l'autre de l'échelle sociale, permettant aux populations urbaines des « *pays en voie de développement* » de survivre au jour le jour malgré un chômage massif. Il précise enfin que le secteur informel concerne aussi les transferts de fonds douteux vers les paradis fiscaux (Lacoste, Y., 2003), ce qui est envisageable, bien que la plupart des économistes distinguent ces deux sphères représentant les deux extrémités opposées de l'échelle sociale de l'antimonde brunésien. L'informel de Lacoste correspond donc assez bien à l'antimonde illégal de Brunet, et Lacoste n'aborde pas les critiques adressées au concept d'économie informelle qui correspondent pourtant en tous points à celles qu'il adresse à l'antimonde de Roger Brunet, notamment lorsqu'il s'agit de conceptualiser un espace distinct de l'espace de référence (économie formelle / informelle)

...

Dans leur Dictionnaire de l'Espace des sociétés Lévy et Lussaut n'accordent pas d'entrée à l'« antimonde », qu'ils considèrent sans doute comme appartenant au « *vocabulaire de Roger Brunet* ». Mais une large définition délimite le « secteur informel » (Lévy, J., Lussault, M., (Dir.), 2003), comprenant un historique de la notion, une distanciation avec l'« *économie souterraine* », et les

intérêts et les débats suscités par le terme. D'après l'auteur de l'article, le concept naît simultanément au Ghana sous la plume de Keith Hart (Hart, K., 1973) et au Kenya dans les rapports du Programme Mondial de l'Emploi (International Labour Office, 1972). La première définition fait référence à une « *facilité d'entrée, l'utilisation de ressources locales, l'emploi d'une main d'œuvre familiale et formée sur le tas, la petite échelle des activités et des technologies à forte intensité de travail* ». Si les économistes s'emparent immédiatement du concept, les géographes ne sont pas en reste et le célèbre géographe brésilien Milton Santos écrit dès 1975 une thèse sur « *l'Espace partagé : les deux circuits de l'économie urbaine des pays sous-développés* » (Santos, M., 1975). Le secteur informel est alors compris comme la transposition du secteur « traditionnel » (secteur primaire des milieux ruraux) sur les espaces ruraux, vectorisé par l'exode rural : c'est l'ensemble des activités entreprises en ville par les migrants ruraux dans l'impossibilité de trouver une activité « formelle ». Rapidement, on étendit cependant l'activité à l'artisanat et aux micro-entreprises. L'ambivalence du concept réside dans le fait que les sociologues ont très tôt dénoncés son dualisme illusoire, « *car toutes les unités et tous les agents économiques sont susceptibles d'avoir des comportements informels, simultanément ou successivement à des comportements ou des activités « formelles* » » (Lévy, J., Lussault, M., (Dir.), 2003).

Isoler un secteur informel reviendrait donc, selon ses détracteurs, à nier les relations qui lient les deux sphères économiques : c'est la transposition économique du débat qui anime les géographes sur l'isolement d'un espace de l'antimonde. Les économistes y voient par contre un moyen de mieux comptabiliser l'activité économique et c'est dans cet esprit que le secteur informel a été intégré à la population active par la 15^e Conférence Internationale des Statisticiens du Travail en 1993 (Bureau International du Travail, 1993), caractérisé par au moins un de ces critères : non enregistrement de l'unité, non enregistrement des salariés, taille en nombre d'emplois inférieure à cinq.

L'économie souterraine est par opposition l'économie illégale, alors que l'économie informelle peut simplement révéler le manque de capacité de l'Etat à faire appliquer ses propres réglementations, souvent inadaptées. L'économie informelle, bien qu'imbriquée à cette dernière, n'est pas souterraine mais « au clair de lune » (« *moonlighting* », équivalent britannique choisit en premier lieu pour désigner le plus marqué « *travail au noir* »), ou au contraire « en plein soleil » (terme Swahili « *Jua Kali* ») selon ses concepteurs Kenyans.

La définition de ce secteur a permis une vaste collecte de données : il a été estimé que ce secteur correspond déjà en 1990 à 75% de l'emploi non agricole en Afrique Subsaharienne, 65% en Asie, 55% en Amérique Latine et 45% en Afrique du Nord (d'où son envergure si on lui ajoute « l'agriculture informelle ») ! Sa participation au PNB est proche de 25% dans ces différentes

régions, 40% du PIB non agricole (Charmes, J., 2000). Il a un caractère dynamique et il s'accroît logiquement en période de crise économique (ce qui permet de mesurer l'ampleur des crises économiques par son intermédiaire) et se résorbe en période prospère : il est donc par analogie à l'économie ce que la zone humide et les marais sont à l'hydrologie, un espace tampon. L'espace souterrain n'a par contre pas d'entrée propre dans le dictionnaire de Lévy et Lussault, comme dans le dictionnaire de Lacoste, c'est simplement l'espace de l'économie illégale, qui ne mérite apparemment pas d'intérêt majeur...

Là s'arrête la définition du dictionnaire de Lévy et Lussault mais le concept de secteur informel qui, comme l'article le note à juste titre, est originaire d'Afrique, arrive ensuite en Amérique Latine derrière les études sur le concept de marginalité menées par Kay et Quijano notamment, reliant marginalité économique et spatiale des banlieues pauvres des villes d'Amérique Latine (Kay, C., 1989 ; Quijano, A., 1974). Il permet d'y compléter les lacunes liées à la non prise en compte des liens entre ce qu'on nomme alors l'« économie marginale » et le reste de l'économie urbaine. Toutes les recherches qui s'en suivent montrent dès lors la liaison entre les soit disant « marginaux » et l'économie urbaine grâce au nouveau concept d'économie informelle. (Lomnitz, L., 1975 ; Perlman, J., 1976 ; Portes, A., 1983)

Rapidement le secteur informel devient un objet d'études fouillées dans le sous-continent connu pour ses taux d'urbanisation record. La plupart des études mises en avant par l'*International Labor Office* (ILO) et l'*Economic Commission for Latin America and the Caribbean* (ECLAC) soulignent dans un premier temps les limites du modèle de développement industriel adopté par les Etats locaux en montrant que le secteur informel est la conséquence directe de la non absorption de la main-d'œuvre locale par l'industrie. (Mezzera, J., 1987 ; Mezzera, J., 1992 ; Tokman, V., 1989) Tokman décrit le *secteur* informel comme un segment de l'économie urbaine composé de petites entreprises caractérisées par la simplicité des technologies utilisées et par un très faible apport de capital et de très faibles profits. Dès 1994 Juan Pablo Perez Sainz (Sainz Perez, J., P., 1994) propose de redéfinir plus précisément les contours du *secteur* informel en raison de l'extension du néolibéralisme qui a, selon lui, brisé l'association entre petites firmes, faibles productivités et simples technologies. L'ajustement structurel imposé par les fer de lance néo-libéraux et la croissance imposée des secteurs d'exportations agricoles, du tourisme et des zones franches d'assemblage ont contribué, toujours d'après Perez Sainz, à effacer les différences entre conditions de travail des *secteurs* formels et informels, créant une « *néoinformalité* ». Le secteur informel se divise selon lui, en Amérique Latine principalement, entre les économies de survie et le sous traitement « au noir » pour le secteur formel.

Ces analyses mettent l'accent sur le positionnement particulier de l'Amérique Latine dans un rôle industriel dépendant, créant une informalité, puis une « néoinformalité », par manque de répercussion en terme de créations d'emplois.

L'étude du chantre d'un libéralisme prétendument égalitaire, Hernando de Soto, basée sur le cas péruvien, apporte une pierre supplémentaire à l'édifice empirique de la connaissance en terme de *secteur* informel : le poids d'un « Etat mercantile » (De Soto, H., 1989), caractérisé par la concentration depuis l'époque coloniale du pouvoir politique *par et pour* le compte des élites économiques locales et la régulation du travail dont l'objectif principal demeure de couper aux migrants ruraux l'accès aux échelons élevés de l'échelle sociale. Ces petits entrepreneurs, arrivant en ville à la recherche d'alternatives économiques, avec un grand potentiel créatif et une forte motivation, sont bloqués dans leur processus industriels par les régulations étatiques qui les repoussent vers les marges de la légalité pour exercer. Toute l'analyse néo-utilitariste de De Soto repose sur la critique de l'interventionnisme de l'Etat et un prêche pour l'ouverture complète aux lois du marché... Les pauvres acteurs du secteur informel sont pour lui les entrepreneurs dynamiques, les véritables forces du marché, et leur informalité, une rébellion contre la coercition de l'Etat.

A l'opposé, l'analyse structuraliste marxiste de Portes (Portes, A. et Walton, J., 1981) réfute le concept de *secteur* informel. Pour Alejandro Portes, il existe une *économie* informelle caractérisée par sa dépendance, en sous-traitance, à l'économie formelle, et cette économie informelle transcende les secteurs. L'économie informelle est partie intégrante d'un même système économique la liant étroitement à l'économie formelle. Allant plus loin dans son analyse, et prolongeant ainsi celle de Perez Sainz, Portes rappelle qu'en outre, de nombreux secteurs de l'économie formelle sont plongés dans l'informalité en raison du non respect courant des droits des salariés prévus par la loi. Pour Portes, plus les législations du travail sont contraignantes, plus les entreprises les contournent en sous traitant à des acteurs informels (Portes, A., 1994)... Lançant le débat dont est l'objet l'ouvrage collectif édité par Alejandro Portes, Manuel Castells et Lauren Benton (Portes, A., Castells, M., Benton, L., 1989), Alejandro Portes affirme que l'économie informelle favorise l'accumulation du capital lié à la baisse du coût du travail car les entreprises sont libres d'embaucher des travailleurs bon marché au noir et ainsi de faire pression sur leurs propres salaires pour diminuer le coût du travail. Dans son optique, l'économie informelle est profitable à une élite économique, ce qui rejoint l'analyse pourtant diamétralement opposée de Hernando de Soto. L'analyse des cas haïtien, trinitéen, jamaïcain, dominicain et autres, développés en seconde partie, vont dans le même sens.

De cette économie émerge, selon Alejandro Portes, deux classes distinctes, -une petite bourgeoisie informelle et un prolétariat informel, qui font écho aux classes de travailleurs du système formel et aux classes dominantes (Portes, A., Itzigsohn, J., 1997), -et trois types d'activités informelles, à savoir les activités de subsistance directe, les productions subordonnées à des firmes formelles et les petites entreprises informelles. (Portes, A., Schauffler, R., 1993)

Enfin, José Itzigsohn, apporte, à ce vaste tableau d'étude, le rôle de l'Etat en terme de promotion d'un modèle de développement limité par l'intégration de la région en tant que périphérie dépendante du système Monde, développant à bon escient la pauvreté... (Itzigsohn, J., 2000). Non seulement l'économie informelle profite aux élites économiques, mais elle est en plus promue par les élites politiques ce qui ne fait que souligner leur collusion.

Itzigsohn conserve de Alejandro Portes la meilleure définition du *secteur* informel en date, à savoir le champ des activités qui évitent les régulations de l'Etat, et utilise abondamment l'œuvre de De Soto, pour sa critique de l'« Etat mercantile », bien plus que pour son admiration de l'économie de marché. Reprenant Alejandro Portes, il constate que la mise en application des régulations du travail est impossible dans le contexte sud américain car la fragile « petite bourgeoisie informelle » aux profits extrêmement limités dépend justement de la non application de ces réglementations. Appliquer la loi, écrit J. Itzigsohn, reviendrait donc à supprimer plus d'emplois qu'à en créer... D'où la complexité du problème.

Mais aucun de ces chercheurs n'aborde, à ce sujet, les taxes informelles auxquelles sont soumises les petits commerçants informels, les taxes qui amortissent les fins de mois de policiers eux aussi victimes d'une économie formelle rachitique et de la baisse des dépenses publiques imposée par le FMI. C'est pourtant la règle dans le milieu informel : le loto clandestin de Trinidad est « protégé » par des officiers qui récupèrent une part des gains (Chapitre 5), de la même manière que les commerces légaux sont « protégés » par les gangs. Les *Sound System* jamaïcains atomisent la loi sur le trouble de l'ordre public en distribuant des largesses aux patrouilles des JDF (Chapitre 6) tandis que l'Etat dominicain récupère 400US\$ sur chaque entrée « illégale » de migrants haïtiens (Chapitre 8)... Les liens entre économie formelle et informelle dépassent donc largement le cadre théorique établi par ces chercheurs puisque l'économie informelle, plus qu'un simple sous-traitant du secteur formel, est aussi soumise à des taxes aléatoires et sans plafonds fixés des agents de l'Etat... Et la limite disparaît de plus avec ce que José Itzigsohn nomme l'informalisation de l'économie formelle, notamment dans sa forme la plus caricaturale, dans les zones franches industrielles, où la protection des travailleurs est équivalente à celle du secteur informel. En réalité, depuis fort longtemps, de nombreux chercheurs ont souligné le fait que, décrire l'économie selon un dualisme formel / informel, peut être trompeur car « toute situation concrète possède en commun l'existence

d'activités économiques qui enfreignent ou contournent les régulations étatiques » (Portes, A., Catsells, M., Benton, L., 1989). Si le concept d'économie informel appelle à l'esprit petits étals et vendeurs ambulants, la vaste majorité de ce secteur économique se compose d'activités menées par des entreprises exerçant par ailleurs dans le cadre formel. C'est ainsi que Bryan Roberts refuse par exemple de faire une distinction nette entre ces deux activités dans le cadre de son étude basée sur la ville mexicaine de Guadalajara, car « le dualisme économique n'est qu'une tendance. Dans la pratique, la plupart des entreprises, petites et grandes, opèrent à la fois de manière formelle et de manière informelle selon le produit et le service, le climat économique, et la demande du marché » (Roberts, B., 1989)

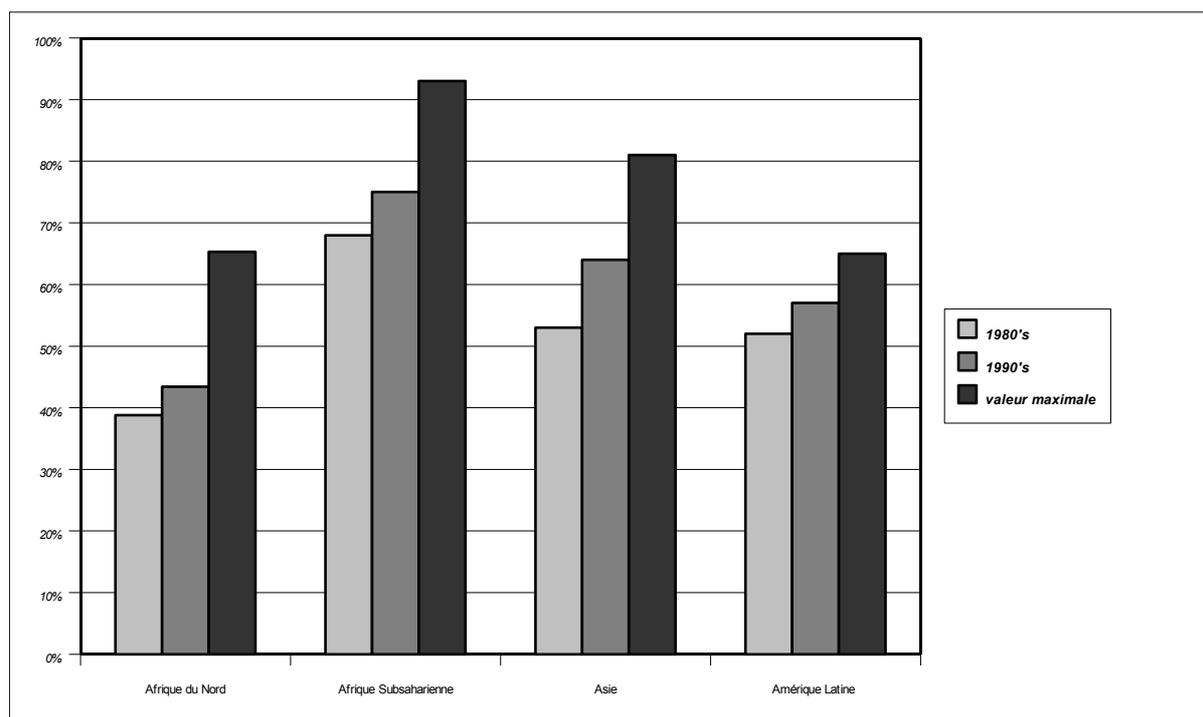
Perez Sainz dresse, prenant en compte ces analyses, une typologie des activités informelles. Il distingue les « économies de pauvreté », équivalent urbain de l'agriculture vivrière consistant en une activité caractérisée par un très faible capital d'investissement et de très faibles profits, la sous-traitance informelle (fabrication informelle de vêtements pour des firmes formelles, etc.) qui se rapproche des rivages de l'industrie de zone franche, et l'agglomération de petits commerces informels autour d'une niche économique. Ce dernier type demeure très rare en Amérique Latine où la meilleure (et peut-être la seule) illustration en est le village d'Otavalo situé sur la route panaméricaine à quelques centaines de kilomètres au Sud de Quito (Equateur) (Perez Sainz, J.,P.). Steven Gregory reprend cette typologie sans y apporter de modification majeure. Seul José Itzigsohn approfondit ce domaine en distinguant quant à lui les activités de l'économie informelle selon les liens qui relient les différents acteurs du secteur. Il différencie les rapports de type « coopérative » (rares) dans lesquels une multitude d'acteurs informels se livrent à une « compétition coopérative » (en s'échangeant les informations sur la production), les rapports de type horizontaux où des acteurs informels remplissent une « niche » économique de manière plus ou moins stable selon le rapport entre offre et demande (les études montrent que dans le secteur informels, en raison de la relative facilité de création d'entreprise, l'offre devient rapidement extrêmement compétitive avec la multiplication excessive du nombre d'acteurs engagés dans le processus), et, enfin, les rapports de type verticaux dans lesquels une firme mère passe des contrats auprès de sous-traitants informels. Ces deux typologies se complètent relativement harmonieusement pour décrire ensemble le vaste secteur informel.

Il est notable enfin qu'il existe d'autres recherches traitant de l'économie informelle, mais sous d'autres appellations : D. Giles (Giles, D., 1999) et S. Sookram (Sookram, S., 2005) étudient par exemple l'« économie cachée » (*Hidden economy*), Schneider, Bajada et Ensto s'intéressent à l'« économie de l'ombre » (*Shadow economy*) (Schneider, F., Ensto, D., 2003 ; Schneider, F.

Bajada, C., 2003), Pissarides et Weber à l' « économie noire » (*Black economy*) (Pissarides, C., et Weber, G., 1989) et K. Ott et Smith à l' « économie souterraine » (*Underground economy*) (Ott, K., 2002 ; Smith, 2002). L'ensemble de ces recherches s'appuient cependant sur une définition commune autour des activités en principe déclarables mais en pratique non déclarées.

En France, les économistes Jacques Charmes et Serge Latouche sont les deux principaux artisans de l'étude du monde informel. Jacques Charmes montre les liens entre les tendances économiques d'auto-emploi (hors secteur agricole) et celles de l'économie informelle dans le Tiers Monde, soulignant que les valeurs sont, dans les deux cas, deux à trois fois plus fortes dans le Tiers Monde (Charmes, J., 2004)

Fig n°3: Part de la population active engagée dans une activité informelle dans le Tiers Monde.



Sources : Jacques Charmes, 2004.

D'après l'étude de Jacques Charmes, après une croissance fulgurante dans les années 1980 où il devient la règle majoritaire partout sauf en Asie (39%), l'extension de l'espace informel ralentit depuis le début des années 1990 pour englober globalement entre 43 et 75% des populations actives des pays du Tiers Monde (Sookroma parle de 14 à 69%, ce qui semble sous-estimé), avec des pics jusqu'à 93% au Bénin ! Serge Latouche rattache ces chiffres aux études critiques sur le concept de « développement » menées notamment par Gilbert Rist en Suisse et décrit ces employés de l'espace informel comme les « naufragés du développement » (Latouche, S. 1991), qui pousseront l'économiste vers le courant de la « décroissance ». Cette analyse est cependant contestée par les études anglophones de Steven Gregory ou de José Itzigsohn par exemple, qui y voient une simplification outrancière de la réalité, masquant la volonté d'une partie de la population de ne pas travailler dans le secteur formel pour échapper à des taxes jugées prédatrices. Itzigsohn illustre son point de vue par la description des industriels informels produisant vêtements, chaussures et produits d'artisanat en République Dominicaine et au Costa Rica. Mais l'analyse de Serge Latouche dépasse ces contradictions : les « naufragés du développement » sont les victimes, passives ou actives, du caractère néocolonial des politiques « développementalistes » menées depuis le début des années 1980 selon le bon vieux principe de la « bonne action - bonne affaire » (Latouche, S.,

1991) qui relie ce que Gilbert Rist nomme le colonialisme de premier type (période dite « coloniale ») au colonialisme de second type (période contemporaine, des « indépendances » à nos jours) (Rist, G., 1994). Il faut pousser jusqu'aux extrêmes des études anti-impérialistes menées derrière l'universitaire caribéen Herb Ado pour trouver des études aussi critiques dans le monde anglophone, bien que de nombreuses publications basées sur des travaux de terrain en Amérique Latine / Centrale / Caraïbe rejoignent ce courant depuis le début des années 2000 (Cf. Chapitre 3).

1.4.2. L'étude des économies illégales

Rare sont les géographes qui s'intéresseront aux économies illégales avant le tournant du millénaire. Deux exceptions notables en la matière pourtant :

- l'espace et l'économie des drogues illicites, sur lesquels, depuis les années 1980, il existe une littérature abondante dérivant des recherches de référence de Alfred Mc Coy sur le commerce d'opiacées dans le triangle d'or (Mc Coy, A., 1972) et d'une multitude de recherches sur le trafic de cocaïne en Colombie et dans l'Amazonie péruvienne et bolivienne. Plusieurs auteurs ont depuis les années 1970 spécialement décrit le rôle de l'agence des renseignements des Etats Unis (CIA) dans ce contexte (Agee, P., 1975; Blum, W., 1986 ; Renelagh, J., 1986). Les auteurs de référence sur les drogues illicites sont en France Alain Labrousse (1991, 1992, 1996, 2000, 2003, 2004a., 2004b.), Alain Delpirou (2000) et Pierre-Arnaud Chouvy (2002, *Les territoires de l'Opium*, Olizane, 544p.); Alexander Mc Coy (1972, 2003), Paul Gootenberg (1999), I. Griffith (1999), Courtwright (2002), Figueira (1996, 2000, 2002, 2004, 2006), notamment chez les anglo-saxons, et Escobedo, F. (1999) Thoun, A Reyes et Uribe chez les hispanophones. Si certains utilisent la notion de « monde souterrain », aucun ne se réfère à cet espace sous la dénomination de Roger Brunet. En réalité, la plupart de ces spécialistes approuvent ce que Yves Lacoste pose noir sur blanc dans *son* dictionnaire de Géographie : « *pourquoi appeler antimonde , des réseaux et des systèmes financiers qui font tout à fait partie des circuits et des contradictions de la mondialisation économique et financière ?* » (Lacoste, Y., 2003) En effet, l'étude de la géonarcotique et de la géopolitique des drogues amène à s'interroger sur la validité de ce modèle dualiste : le rôle clef de la CIA dans le trafic de produits rendus illicites par son propre gouvernement en est une illustration. C'est le débat identique au débat pour/contre le secteur informel dans les années 1980/1990, transposé à l'espace de cette économie et des autres sphères concernées (économies illégales et dérogatoires).

On peut dresser une typologie méthodologique de ces études influençant fortement les résultats. P. Meyzonier (2003) en France et I. Griffith (1999) aux Etats-Unis proposent, par exemple, des études basées sur les données et interviews fournies par les services répressifs concernés. Leur production est appuyée par de nombreux chiffres et citations mais sont souvent très loin du terrain et truffées de mythes, préjugés et erreurs flagrantes. Ils proposent des études marquées d'un puritanisme qui correspond à celui des agences de répression. Le Trinitéen Daurius Figueira et les colombiens Uribe, Thoum et Reyes proposent au contraire des études de terrain détaillées prenant en compte l'implication des autorités dans les trafics de drogues illicites et leur dissimulation. McCoy et Gootenberg chez les anglo-saxons, Alain Labrousse en France, intègrent l'économie et l'espace des drogues illicites au vaste champ politique et géopolitique international. E. Escotado ajoute une profondeur historique au débat en liant chaque société humaine à l'utilisation d'une pharmacopée dont la régulation génère conflits et trafics.

- Un ouvrage pionnier de J.F. Couvrat et N. Pless (Couvrat, J.,F., Pless, N., 1989) intitulé *La face cachée de l'économie mondiale* s'intéresse au tournant de la dernière décennie du XX siècle au trou béant des comptes de l'économie formelle : « *En 1987, près de 50 milliards de dollars de marchandises ne sont arrivées nulle part. La même année 80 milliards de fret maritime, de dividendes, d'intérêts, (...) ont été versés à des bénéficiaires inconnus (...). Il suffit de lire les statistiques mondiales : les sommes exportées ne correspondent pas aux sommes importées, même sur le papier* », rappelant le vieil adage de Keynes : « *le seul document chiffré ne souffrant pas d'approximations est l'annuaire téléphonique* »... « *Sur les vingt dernières années (Cf. 1960 - 1980) mille milliards de dollars (...) ont été versés à l'occasion de transactions internationales sans que personne ne déclare les avoir reçus !* ». L'objectif de cet essai est de mettre au jour la montagne illicite née de ces fuites de capitaux à travers l'étude relativement détaillée (mais datant) des pavillons de complaisance, des paradis fiscaux, de l'économie des drogues illicites et autres trafics illégaux, ainsi que de l'ensemble des opérations financières frauduleuses qui concourent à la pharaonique dette mondiale. C'est une véritable étude économique de l'antimonde qui ignore pourtant complètement la notion de Brunet qui n'a pas alors encore été réellement définie. Les auteurs l'appellent *la face cachée de l'économie mondiale*, repoussant ainsi dans la pénombre les espaces associés.

Hors du champ de la géographie mais avec des passerelles évidentes, plusieurs études récentes d'économistes ont porté sur ces économies dissimulées. On retiendra surtout, outre les ouvrages

traitant de l'économie informelle cités plus haut, un ouvrage surmédiatisé des économistes et sociologues diplômés de Cambridge S. Levitt et S. Dubner traitant de même de « la face cachée » de l'économie, avec un souci évident de vulgarisation (Levitt, S., D., Dubner, S., J., 2005). Le souci de rester « grand public » explique l'intérêt pour des sujets aussi variés que les combats de Sumo au Japon, les agents immobiliers, vendeurs de *donuts*, etc, ainsi que des problématiques « *catchy* ». L'étude est généralement centrée sur les motivations qui devraient, selon les auteurs, demeurer au centre de la pensée économique. L'étude la plus intéressante, à notre point de vue, demeure celle menée par Sudhir Venkatesh au sein du gang des *Black Disciples* à Chicago, problématisée autour de la question suivante : si les (petits) dealers de drogues (illicites) gagnent autant d'argent qu'on le croit, pourquoi la plupart d'entre eux vivent-ils encore chez leurs parents ? Grâce à l'étude minutieuse des carnets de compte d'un leader du gang, et une étude de terrain de plusieurs mois, l'auteur montre qu'un gang de la drogue fonctionne aux Etats-Unis « *comme un Mac Donald* » avec une grille des salaires qui s'étend comme suit :

Le revenu total de 18 000 US\$ par mois est réparti entre le leader (8 500\$ par mois, soit 66\$/h), trois officiers (2 100\$ divisé par trois, soit 700\$, 7\$/h), et une cinquantaine de « soldats » de rue (7 400\$ divisé par 50, 3\$/h). Globalement le leader partage les bénéfices en deux parts égales (8 500 et 9 500\$), l'une pour lui, l'autre pour ses cinquante trois employés qui s'exposent en outre aux risques d'arrestation ! Un vendeur de crack dans la rue et un employé de *Wall Mart* ou de *Mac Donald* ont donc beaucoup en commun d'après l'auteur, l'entreprise des drogues illicites marchant comme une entreprise capitaliste classique. En moyenne, sur quatre ans de travail, un vendeur de rue des *black disciples* sera arrêté 5,9 fois, blessé 2,4 fois et aura une « chance » sur quatre de mourir ! Non seulement le vendeur de crack ne gagne pas le salaire minimum, mais son travail est 50 fois plus susceptible de le tuer que le plus dangereux des travaux licites recensés par le bureau des statistiques du travail. (Les coupeurs de bois ont une chance sur deux cents de mourir pendant l'exercice de leur profession.) Reste à connaître les motivations de ces employés d'un genre particulier...

Selon l'auteur de l'étude, il faut analyser ce phénomène comme celui qui pousse les jeunes adultes à rechercher désespérément à devenir acteur de cinéma ou sportif de haut niveau : comme dans ces domaines, la pyramide de l'économie des drogues illicites possède une base très large sur laquelle repose, au sens propre comme au sens figuré, un sommet très étroit mais extrêmement voyant. « Stars » d'Hollywood, des plus grandes équipes de basket-ball et leaders de gangs s'affichent dans un luxe ostentatoire mais, là comme ailleurs, beaucoup d'appelés pour peu d'élus. « *Gagner beaucoup d'argent dans le crack est donc aussi peu probable que de devenir une star de cinéma à Hollywood.* » Mais dans un quartier de Chicago où 56% des enfants vivent sous le seuil de pauvreté

(contre 18% à l'échelle nationale), à 78% dans des foyers monoparentaux, et dont seulement 5% des adultes possèdent un « *degree* » (Deug) d'Université, on comprend aisément qu'il y ait rapidement plus de « soldats » potentiels que de coins de rue. Cette demande fait logiquement baisser les salaires car l'économiste rappelle que quatre facteurs sont déterminants en la matière :

- le nombre de personnes prêtes à faire le travail
- la qualification/le talent nécessaire pour le travail
- l'intérêt du travail
- la demande à laquelle répond le travail

C'est ce qui explique que la prostituée moyenne gagne, toujours selon l'auteur, plus que l'architecte moyen, car peu de petites filles rêvent de devenir prostituées alors que la demande est soutenue en la matière. La vente de crack et les professions glamour (cinéma, musique, sport, etc.) obéissent à une logique inverse et l'utopique réussite en la matière pousse des foules de jeunes à accepter des emplois sous-payés en attendant... Géographiquement, le crack s'installe aux Etats-Unis dans les centres des métropoles, en compensation des fermetures d'usines qui fournirent de l'emploi aux masses pauvres durant les quatre décennies suivant la seconde guerre mondiale.

Par ailleurs, les auteurs du livre montrent quelques connexions géographiques intéressantes en traitant des conséquences des politiques répressives aux Etats-Unis. Ils rappellent par exemple que si le crack est né dans une cuisine³¹ caribéenne (vraisemblablement aux Bahamas ou à Trinidad), c'est l'émigré nicaraguayen Oscar Danilo Blandon qui établit, sous couvert de la lutte des contras pour la CIA, la connexion entre les « cartels » colombiens et les gangs des métropoles des Etats-Unis. De même, ils notent que si les gangs sont aux Etats-Unis aussi vieux que les villes, et qu'ils ont proliférés durant les années « laxistes » (1960-70), la période répressive qui a débuté au début 1980 a permis la mise en relation (en prison !) des gangs noirs et mexicains.

Mais les dealers de drogues, les prostituées et autres agents des économies informelles et illégales ne sont pas les seuls à déroger aux lois, car « *tricher est un acte économique primordial : obtenir plus en payant moins* » ! En 1987, la loi américaine changea par exemple en ce qui concerne la déclaration de revenus déterminant le niveau de taxes à payer à l'Etat. Au lieu d'avoir à déclarer simplement le nom des enfants à charge, les contribuables devaient désormais donner leur numéro de sécurité sociale. Sept millions d'enfants américains disparurent immédiatement, dans ce que Levitt appelle le plus grand kidnapping de l'histoire !

Last but not least, les auteurs présentent une conclusion intéressante ridiculisant le « sécuritarisme » ambiant : si nous n'avons jamais eu aussi peur du crime, les taux d'homicides en

³¹ Le crack est obtenu en chauffant un mélange de cocaïne, de *baking soda* et d'eau, jusqu'à obtention d'un bruit de craquement.

temps de paix sont pourtant les plus faibles de l'Histoire ! Ces taux ont diminué trente sept fois en Allemagne et cinquante six fois en Italie du XIVe siècle au début des années 2000, avec une chute particulièrement marquée au XVIe siècle. En Grande Bretagne le taux d'homicide avait été divisé par 23 entre le XIVe et le début du XXe siècle, il a depuis stagné...

1.4.3. Dans la Géographie française

Très peu de chercheurs se sont donc intéressés à la notion proposée par Roger Brunet bien que de nombreux économistes, sociologues et géographes s'attachent désormais à l'analyse des économies dissimulées. Il faudra attendre l'étude de Marty (2000) pour un historique du concept, et celles de M. Desse et T. Hartog (2003) puis de Nathalie Bernardie-Tahir (2004) (de manière peu surprenante ces études sont parues dans le revue Mappemonde créée par Roger Brunet...) pour une réutilisation du concept appliquée à l'échelle des méditerranées. Et ce n'est finalement qu'en 2006 qu'une revue de géographie française autre que Mappemonde lui accordera une réflexion, soit un décalage d'une dizaine d'années par rapport au courant américain qui s'intéresse aux géographies des « marges » (Harvey, D., Sibley, D., 1995 ; Cresswell, T., 1996).

Michel Desse et Thierry Hartog ont analysé les espaces dérogatoires qui dérivent logiquement de l'histoire et de la localisation géoéconomique (mais aussi géonarcotique) du bassin caribéen, espaces qu'ils rangent sous l'appellation d' « *antimonde légal* » et qu'ils qualifient de double jeu (le chercheur *Tribagonien* D. Figueira parle dans ce sens d' « *Etats Janus* ») (Desse, M., et Hartog, T., 2003) Sont alors décrits des terreaux favorables où « *les avantages du positionnement ont croisé les indulgences du législateurs* », de petits espaces insulaires pris dans la « mâchoire » américaine et formant autant d'interfaces sur le croisement des axes maritimes et continentaux. On recycle la théorie de la localisation spatiale des zones franches et paradis fiscaux de Roger Brunet et on évoque les dérogations légalisées qui sont les plus grands paradoxes du néolibéralisme créateur d'antimonde. Les auteurs rappellent par exemple très rapidement que c'est l'anonymat nécessaire aux grandes fortunes (l'opacité géographique) et autres « évadés » fiscaux abrités derrière des cartes anonymes aux Bahamas, à Antigua ou aux Cayman, qui a ouvert la porte des paradis fiscaux aux trafiquants de drogues illicites et aux mafias internationales. Sur les zones franches, les auteurs s'accordent au (premier) diapason de R. Brunet (Brunet, R., 1986) : « *leur légalisation aide le système monde à s'entretenir* »...

Nathalie Bernardie-Tahir n'accorde que peu d'importance à la notion d'antimonde dont elle se sert pour décrire la réalité des trafics illicites sur la ligne de fracture Nord/Sud que représente la Méditerranée et, plus particulièrement, à travers une de ses « portes » : l'île de Malte (Bernardie-Tahir, N., 2004). Face à la difficulté de rassemblement d'informations sur les trafics illicites qui résistent à ce que Marty nomme les « *modes officiels d'établissement de la connaissance géographique* » (Marty, 2000), l'auteur étudie les « affaires » qui constituent, selon elle, la partie émergée de l'iceberg. Bien que très superficiellement, l'auteur s'attache à l'épaisseur temporelle de cette synapse de l'antimonde en remontant aux années 1980 (!) où se croisent à Malte armes envoyées de Lybie pour l'IRA et cocaïne colombienne circulant entre la Sicile et la Lybie. N. Bernardie-Tahir souligne le rôle des ports des espaces insulaires rattachés au complexe espace réticulaire de l'antimonde en s'attardant sur le cas du port franc de Marsaxlokk : cocaïne colombienne et ecstasy hollandaise sont chargées/déchargées sur des bateaux au départ de la *Guajira* vénézuélienne faisant escale à Hambourg, puis Malte, à destination de Naples... On se trouve alors en présence d'un espace de contournement (comparable aux ports chiliens puis africains par où transite actuellement une partie de la cocaïne colombienne pour contourner les systèmes répressifs centrés sur certains espaces caribéens). Ces espaces de contournement, qui sont avant tout des espaces de transit, ne sont valables que durant une période limitée, aussi longtemps qu'ils demeurent hors d'atteinte de la répression, hors des livres de saisies, etc. C'est pourquoi ces espaces de contournement sont extrêmement volatiles. Outre sa position géographique pure, localisation optimale sur la route des migrants clandestins et située sur le canal circumterrestre sur lequel se concentre la circulation maritime internationale des produits licites et illicites, l'antimonde maltais s'est nourri de l'embargo aérien sur la Libye : le Monde crée l'antimonde en déplaçant des problèmes sans les résoudre... Au croisement de cet espace-temps, Malte prend un rôle interlope qui pose problème quand à son intégration à l'Union Européenne : synapse des drogues illicites et des migrations clandestines, Malte appartient aussi à la chaîne des paradis fiscaux insulaires des méditerranées et l'ombre qui plane au dessus de l'île en fait un des points de contacts les plus efficaces entre mafias russe et sicilienne... N. Bernardie-Tahir approche dans son analyse de l'économie de l'île un point intéressant : dans le contexte de libéralisation poussé qui multiplie les dérogations, les limites entre licites et illicites sont de plus en plus floues, notamment dans les îles qui font de ces trafics leur fond de commerce. D'où ce glissement de « *small is beautiful* » à « *small is fishy* » (suspect) : les îles sont avant tout des interfaces.

Dans le numéro 57 de la revue *Géographie et Culture* titre : *antimondes : Espaces en marge, espaces invisibles*, le ton est donné d'entrée par Myriam Houssay-Holzschuch : « *La réalité sociale*

que nous étudions se déploie entre la règle et l'écart, et l'un des choix que nous sommes amenés à faire est celui entre l'étude du « normal », du majoritaire, du centre, ou celui de « l'anormal »/anomal, de l'exceptionnel, de la marge. » (Houssay-Holzschuch, M., 2006) En une phrase introductive, les antimondes sont rejetés vers une marginalité exceptionnelle, ils seraient selon l'auteur l'expression du minoritaire, de l'anormal (entre guillemets dans le texte). Entre ethnocentrisme et « éconocentrisme », on oublie d'un revers de la main que l'économie informelle, premier secteur de l'antimonde, compte parmi les tout premiers secteurs d'activité dans le Tiers Monde, espace qui couvre dans ses diversités, rappelons-le, l'essentiel de la surface planétaire. C'est dans cet esprit qu'est conçu le numéro, avec une succession d'articles se focalisant sur des espaces anomaux et marginaux : la prison, les camps de déplacés, les grottes, les îles, etc. D'où des comparaisons avec l'« hétérotopie » de Michel Foucault (Foucault, M., 2001) ou la « dystopie » de Appadurai (dans Low, S., et Lawrence - Zuniga, D., 2003). Le glissement s'opère ici insidieusement entre le caractère égal que donne la signification grecque de la particule « *anti* » à l'antimonde (qu'on retrouve dans l'*hétérotopie*), au caractère négatif de la particule « *dys* » : la perturbation, le mauvais fonctionnement qu'on retrouve dans la dysenterie (inflammation du gros intestin) ou la dysorthographe (trouble dans l'acquisition des règles orthographiques³²). Du monde « autre », on glisse au monde « perturbé », du remède (l'*anti* qui relie antimonde à antidote), on passe à la pathologie (le « *dys* » des nombreux troubles physiques de l'humain comme la dysenterie)... L'étude de la dystopie nous amènerait donc à interroger le rapport entre antimondes et substrat, et nous ramène à la question de départ : les antimondes sont-ils parasites ou épiphytes ?

Pour M. Houssay-Holzschuch, l'étude de l'antimonde n'est intéressante que dans une démarche heuristique, pour mieux comprendre l'espace qu'elle qualifie de « normal » ! On retrouve l'idée de cobaye évoquée dans les zones franches de Roger Brunet en 1986 : peu importent les espaces et les individus concernés par l'antimonde, seul compte le reflet que nous pouvons en tirer pour comprendre nos modèles propres. Etrange géographie contemporaine...

Toute aussi intéressante est la comparaison avec la plus neutre *translocality* de Appadurai (dans Low, S., et Lawrence - Zuniga, D., 2003) : les antimondes dépasseraient l'espace local, sans doute pour mieux s'intégrer à des réseaux a-territoriaux. Mais alors quelles différences avec les réseaux transnationaux de l'économie formelle ? Ceux-là mêmes qui naviguent entre Monde et antimondes (zones franches, paradis fiscaux, etc.), en s'appuyant sur le droit (les différentes formes de droits locales) et... ses lacunes. D'où les ajustements permanents des antimondes en terme de distance et de visibilité, derrière l'ambivalente « transparence géographique » (dans le cas de l'antimonde ne conviendrait-il pas plutôt de parler d'opacité géographique) de M. Houssay-Holzschuch.

³² TLF1, particule grecque « *Dys* »

Olivier Milhaud et Marie Morelle rappellent dans leur étude des prisons, que seules les stratégies spatiales des Etats et de leurs institutions créent des catégories de population valorisées / stigmatisées correspondant à un dualisme spatial similaire entre espaces de promotion / espaces de relégation (Milhaud, O., Morelle, M., 200). L'antimonde entre alors dans le cadre d'une « géographie de la contrainte » (Farge, A., 1992) et la prison, qui chevauche monde et antimonde, est justement reléguée à sa juste place, celle d'un produit ambigu d'une société tout aussi ambiguë, une « hétérotopie » qui produit paradoxalement de la délinquance : « *le délinquant est un produit d'institution* » (Foucault, M., 1975). Historiquement, les prisons sont, dès le XIIe siècle, une « *assistance de proximité* » destinée à cacher les mendiants qui entacheraient le modèle urbain, représentant un risque pour l'unité du territoire (Castel, R., 1995). Tout ce qui s'oppose au schéma urbain est dissimulé, mais avec différents degrés : les clochards sont « assistés » et cachés dans les prisons du centre ville, mais les nomades (vagabonds et étrangers) sont déportés dans les colonies... C'est la naissance du bagne des... bannis. En réalité, la prison pose la question de la légitimité du concept d'antimonde évoquée plus haut par Yves Lacoste : « *la prison est-elle un territoire à part, un antimonde, ou bien est-elle partie prenante de l'organisation des sociétés et de leur espace, c'est-à-dire appartenant au monde ?* » (Milhaud, O., Morelle, M., 2006). La réponse des auteurs est simple : l'antimonde ne s'oppose pas au monde (d'où un problème d'appellation ?), il permet de classer les espaces autant que les individus, faisant émerger des identités collectives.

Emmanuelle Bonnerandi et Xavier Richard se sont interrogés dans le même volume sur l'appartenance du phénomène migratoire marginal que représentent les migrants « demandeurs d'asile » au monde ou à l'antimonde. (Bonnerandi, E., Richard, X., 2006) En s'appuyant sur les 80% de demandes rejetées annuellement les auteurs perçoivent cette « niche » comme une « coquille procédurale » appartenant au monde mais utilisée par les agents de l'antimonde. L'augmentation des migrations d'asile en Europe occidentale est mise en rapport avec l'effondrement du bloc soviétique (et ses conséquences plus ou moins directes), et le rôle de la France comme terre d'accueil privilégiée, (entre mythe « *droit-de-l'hommiste* » et situation géographique , charnière Europe/Méditerranée/Afrique et secondairement Moyen Orient, notamment grâce à ses liaisons aériennes directes, etc.). Les auteurs dressent un intéressant profil du demandeur d'asile et plus encore des lieux d'attentes, ces bidonvilles sordides servant de têtes de pont à l'antimonde du pays d'origine : proxénétisme, bars clandestins, gérants du trafic d'hommes, prélèvement de « taxes de séjours », etc. Les profiteurs du système sont pointés du doigt comme (par ordre d'importance dans le texte) :

- 1. Les migrants malhonnêtes qui « *exploitent la niche des droits de l'homme* » (Reyniers, A., 1995, *Les populations Tziganes et leurs mouvements dans les pays d'Europe centrale et orientale et vers quelques pays de l'OCDE*, Paris, OCDE) et profitent ainsi de la solidarité économique et des droits de santé français pendant la dizaine de mois que dure la demande d'asile.
- 2. Des employeurs « *français ou étrangers* » peu scrupuleux et soucieux de réduire leurs coûts de main d'œuvre (*)
- 3. Les clients de ces entreprises qui profiteraient de la répercussion des coûts moindres (bâtiment, restauration, produits frais issus du maraîchage, etc.) (*)

Ce classement qui n'aborde pas, même superficiellement, la problématique de ceux qu'on pourrait nommer les « *réfugiés économiques* » (une partie des Haïtiens des Etats-Unis, Maliens de France, etc.), ni les rapports de cause à effet métropoles – colonies qui ont engendré ces migrations, est de plus étrangement suivi d'une assertion d'autant moins fondée qu'elle est contredite par les affirmations de la page précédente (*) : « *ce type de migration n'est pas utile pour la zone d'accueil, mais est très utile pour la zone de départ* » !

Un problème apparaît aussi avec la différenciation que font les auteurs de ces deux espaces : « *l'asile, dans sa dimension procédurale, relève par définition de ce que nous appelons ici le monde. Il est encadré et conditionné par la législation nationale et internationale.* » Or l'antimonde est lui aussi (sur)encadré et conditionné par les législations en vigueur. C'est même une de ses caractéristiques premières, qui peut apparaître paradoxale au premier abord. Plus généralement, l'antimonde est encore abordé comme un phénomène marginal, relayé à servir d'exception confirmant une règle qui reste à préciser : on sent le regard pesant d'un Français sur le problème complexe des migrations Sud/Nord.

Christel Thibault a sans nul doute fourni le travail le plus intéressant de ce numéro (Thibault, C., 2006, *Refuge et antimonde frontalier, les camps de déplacés indochinois aux frontières de la Thaïlande*, Géographie et Culture N°57, p49-70) en s'attachant à la situation de la frontière thaïlandaise, au cœur du Triangle d'or, où les camps de réfugiés sont infiltrés par des sections militaires qui échangent discrètement le soutien du régime thaïlandais (politique, militaire) contre des drogues illicites naturelles brutes qui seront transformées dans le pays. On entre alors véritablement dans l'antimonde de « *ce qui sert mais ne saurait se voir* » (Brunet, R., 1992), l'antimonde frontalier construit en « *poupée russe : ce qui est visible est susceptible de contenir quelque chose qui ne l'est pas mais qui lui ressemble, le complète et peut se révéler nécessaire à*

son fonctionnement » (Thibault, C., 2006). L'auteur rappelle, en premier lieu, le flou qui entoure la notion de réfugié politique à la frontière thaïlandaise : selon les critères internationaux définis par la convention de Genève en 1951, 96% des réfugiés de la frontière thaïlandaise sont des « déplacés », migrants internationaux sans droits, mais la Thaïlande n'a de toutes façons pas même ratifié ce traité... Ainsi le gouvernement thaïlandais peut-il s'adonner à un « *accueil ségréatif et sécuritaire* » justifié par la foule de combattants de différentes factions qui cherchent à trouver un appui de l'autre côté de la frontière : khmers rouges, karens, etc. Ensuite, la chercheuse montre comment la frontière est une marge recentrée par les événements militaires : ces zones cristallisent alors les enjeux géopolitiques régionaux et deviennent des zones de contacts privilégiées entre populations civiles, militaires et paramilitaires, d'où un peuplement soudain et généralement provisoire. La rapacité étatique comme génératrice d'antimonde de migrants est abordée dans le cas de l'armée régulière vietnamienne dont la « *prédation vivrière* » a poussé les civils vers la frontière à partir des années 1980. La présence officieuse mais visible de groupes militaires plus ou moins alliés parmi les camps de réfugiés de la frontière khméro-thaïlandaise appartient à ce que l'auteur nomme l'« *opacité observable* » de l'antimonde : c'est la limite entre le secret profond et ce qu'il est possible au chercheur d'appréhender. Saisir cette réalité géographique impose alors au chercheur de trouver la « *juste distance* ». Dans ce cas, l'auteur préconise ce qu'elle nomme le « *touch and go* » (terrain et interview extrêmement concentrés dans le temps pour réduire les risques), pour ouvrir, métaphore spatiale parlante, des « fenêtres d'observations ». Les limites de cette méthode sont soulignées : comment combler le fossé culturel et gagner la confiance de ses interlocuteurs lors d'un séjour de courte durée ? Comment restituer l'information tout en préservant ses sources, ne pas être utilisé, etc. ? En conclusion, l'auteur lie la réussite d'une étude des antimondes aux facteurs suivants : « *décloisonnement de l'information, collaboration extra scientifiques, respect des usages locaux (fussent-ils militaires) plutôt que des lois en vigueur, etc.* » (Thibault, C., 2006). C'est ce que l'auteur nomme une démarche « globalement scientifique », qui emprunte temporairement au journalisme d'investigation ou à l'agent de renseignement mais en analysant obligatoirement les données ainsi recueillies à travers le prisme de son corpus déontologique. l'antimonde peut alors doucement apparaître à la lumière... et dès lors s'affirmer comme un objet géographique « *simplement complexe* » ! Cette analyse détruit en réalité le mythe de l'antimonde, notion qui a pourtant utilement aidé à sa compréhension, pour faire apparaître la complexité du... Monde. Seul point négatif, les antimondes demeurent abordés à la manière d'objets marginaux : le pluriel utilisé (antimondes) fait d'ailleurs perdre à la notion, l'unité qui fait sa force et son poids.

Dans le même numéro, nous nous sommes intéressé aux espaces privilégiés de l'antimonde à travers l'étude des lieux marginaux que sont les « îles de l'antimonde » (Cruse, R., 2006), pour tenter de dégager, derrière le mythe insulaire, des espaces privilégiés de localisation de l'antimonde, au sens où Brunet emploie le concept. L'objectif est, à la manière de P. Marty et J. Lepart (la forêt) ou P.O. Schut (les cavernes), d'explorer les origines du lien imaginaire qui lie l'antimonde de Roger Brunet aux espaces insulaires : l'espace insulaire apparaîtrait en effet aux yeux d'un grand nombre de « continentaux » comme « *un défouloir du monde, l'espace type de l'antimonde* » (Brunet, R., Dolfus, O., , 1990). L'étude met en lumière les associations imaginaires entre îles « éloignées », îles « prison/refuge » (L'île de Michel Tournier, l'île du diable au milieu des îles du salut en Guyane Française, etc.,) et îles « repère mythique » (des Atlantes, etc.), îles « lieux nus » de Joël Bonnemaïson où la coupure spatiale est accompagnée d'une coupure temporelle, et où se tient un goût prononcé pour « l'anarchie libertaire » (Bonnemaïson, J., 1991). On se rappelle alors le symbolisme de l'île entourée d'une mer remplissant le « grand abîme » de la Genèse, et menacée en permanence par le feu qui sort des entrailles de la Terre (l'Univers du Diable dans la tradition judéo-chrétienne) à travers le volcan dont a émergé la « bonne île » de J. Bonnemaïson...

En terme de localisation des antimondes dérogatoires, cette étude ne présente pas d'apports notables par rapport à « l' Atlas des zones franches et paradis fiscaux » de Roger Brunet (Brunet, R., 1986), si ce n'est une actualisation, prouvant s'il le fallait, la validité du modèle que nous complétons de nouveaux facteurs de localisation dans la recherche actuelle (Cf. Chapitre 2). Comme Nathalie Bernardie-Tahir, nous avons aussi tenté d'apporter l'éclairage d'un cas particulier appartenant à un méditerranée, à savoir l'espace des drogues illicites en Jamaïque. L'antimonde y apparaît comme le refuge des populations oubliées par une économie formelle monopolisée par l'élite héritière de la plantocratie.

L'article de P. Marty et J. Lepart, géographes du centre d'écologie fonctionnelle et évolutive, reprend la notion d'antimonde pour décrire l'évolution des rapports de l'Homme, et du monde, à la nature qu'ils érigent en antinomiques (Marty, P., Lepart, J., 2006). Pour ce faire, les chercheurs rappellent que la définition de R. Brunet est empreinte de signes métaphoriques renvoyant soit à la jungle, soit aux « bois d'amour ». Ils en déduisent que le Monde, au sens écumène, est une véritable antinature et par conséquent la nature, un antimonde, « *ou plus exactement un antonyme du Monde* ». Or le texte rappelle que « *la nature nous fabrique autant que nous la fabriquons* », d'où la métaphore biblique de la Genèse par exemple, et que plusieurs civilisations semblent s'être écroulées pour ne pas avoir su gérer leur rapport à l'environnement. C'est d'ailleurs le thème central du dernier ouvrage en date (critiqué pour de nombreuses

approximations) de Jared Diamond (Diamond, J., 2006). Etymologiquement, la forêt dérive de « *sylva forestis* », l'antimonde « *soustrait à l'usage général dont le roi se réserve la jouissance*³³ ». Le mot « *foresta* » signifie aussi « *dehors* », « *extérieur à la société humaine* » (et qui tient à le rester ?), c'est le lieu où les moines se retirent, là où vivent des personnages en opposition avec le mode de vie dominant : les « indiens », les trappeurs, les ermites, et même les brigands qui tendent des pièges dans l'imaginaire collectif... C'est aussi l'arrière-cuisine du monde et donc « *son double indispensable* » (Brunet, R., 1992) : c'est là qu'on récolte le bois, produit le charbon, la chaux, les briques, qu'on élève les porcs, etc. Rapidement elle devient un lieu exploité dont on attend un rendement, qu'on entoure donc par des réglementations, etc.

Dans le même ordre d'esprit, Pierre-Olaf Schut analyse les comparaisons entre antimonde et monde souterrain qu'ils nomment les « *ténébreuses analogies* » (Schut, P.-O., 2006) : L'Antimonde appartient en effet d'après Roger Brunet aux « *espaces de l'ombre* » (Brunet, R., 1992), ce que P. Marty nomme le « *côté obscur de l'espace* » (Marty, P., 2000). S'il tient à son obscurité, l'Antimonde a aussi ses prisons souterraines : « *les ateliers clandestins de travailleurs immigrés, prisonniers des caves de Paris, de Londres, de Berlin, des lieux à tous les points de vue souterrains* » (Brunet, R., 1992). Ainsi, comme nous avons tenté de le faire avec le fait insulaire, (Cruse, R., 2006), Schut plonge aux origines du mythe des cavernes, la grotte mytique, interface entre le monde des vivants, le monde de Dieu, et le monde des enfers, celui du diable dans la tradition chrétienne. Certes les ténèbres imaginaires seront éprouvées par la culture de la rationalité qui émerge à la Renaissance, puis par le tourisme romantique des aristocrates et les « *ombres qui cachaient le diable apparaissent bientôt comme une feuille blanche sur laquelle l'imaginaire couche sa toile* », mais bientôt les paléontologues se regroupent dans les grottes où on trouve les plus grandes concentrations d'ossements fossiles. Car les « *grands prédateurs ont trouvé, dans les excavations, des abris vers lesquels ils acheminaient leurs proies* ». Même tirées de la mythologie et « éclairées » par la science héritière des « Lumières », les grottes apparaissent comme les abris des prédateurs... Puis les grottes, qui servaient à renforcer la foi des adeptes (en les effrayant par les ténèbres des abîmes pour les ramener dans la lumière de Dieu), deviennent le premier lieu d'affrontement avec les scientifiques : on y découvre les traces d'ancêtres humains qui remettraient en cause le texte de la Genèse. De l'ombre des grottes jaillit alors la lumière scientifique... L'antimonde le Monde dit R. Brunet (Brunet, R., 1992), et en réalité le monde interprète l'antimonde pour servir ses intérêts. Pour P.O. Schut, la naissance puis la démocratisation de la spéléologie signent la disparition de l'antimonde des cavernes : l'antimonde change de lieux de

³³ TLF1

prédilection sur le temps moyen au sens de Braudel (Braudel, F., 1949). L'intérêt majeur de ce texte est de montrer que l'antimonde relève d'un mythe : celui de la méconnaissance, de l'obscurantisme serait-on tenté de dire dans le cas des grottes. Mais ceci ne contredit finalement pas la notion de R. Brunet : « *l'antimonde est la partie du Monde mal connue et qui cherche à le rester* » (Brunet, R., 1992)

Perrine Michon envisage l'enceinte londonienne de Canary Wharf, dans le dernier article de la revue, comme une *gated community* transposée du domaine de l'habitat au travail. L'objectif est similaire : on recrée un environnement physiquement similaire à un environnement urbain classique (de luxe dans le cas de Canary Wharf), mais l'homogénéité est de mise. Seuls les « *black coats* » travaillant dans les banques et autres bureaux rattachés à la finance internationale sont tolérés dans cet espace entièrement aseptisé, que l'auteur décrit comme un Monde privé d'antimonde (Michon, P., 2006). Pourtant, et plutôt paradoxalement, l'auteur ne suggère pas une seule fois que le monde de la haute finance puisse être un antimonde, au sens qu'en donne R. Brunet : des banques d'affaires comme *Lehmann brothers* ont pourtant pour objectif l'« optimisation fiscale » de leurs clients (et la leur...), c'est-à-dire trouver parmi la panoplie de paradis dérogatoires existant dans le Monde, la chaîne la plus appropriée pour éviter les taxations. Ce véritable moteur de l'antimonde participe activement à l'évasion fiscale, et recycle ainsi inévitablement des quantités astronomiques d'« argent sale » malgré des règles d'« éthique » strictes. C'est un Monde totalement improductif et pourtant celui qui génère les salaires les plus élevés au Monde. C'est donc un antimonde parasite du Monde, le catalyseur du système de concentrations spatiale/personnelle des capitaux à l'échelle mondiale. *Canary Wharf* est ainsi, contrairement à ce qu'affirme P. Michon, l'un des plus grands centres de l'antimonde financier à l'échelle internationale, un antimonde légal qui fonctionne donc effectivement sur l'hyper visibilité décrite par l'auteur. Nul besoin en effet de cacher les activités qui se pratiquent ici... si ce n'est par l'anonymat et le secret des transactions. L'hyper visibilité justement décrite par l'auteur doit donc ici être considérée comme un leurre, un nuage de fumée extrêmement visible dont l'opacité de façade cache pourtant très efficacement les activités qui s'y pratiquent... C'est la main visible du magicien, celle qui s'agite pour masquer la seconde... Ce n'est donc absolument pas « *un monde dont la logique est d'empêcher le développement d'antimondes, sous quelque forme que ce soit* » (Michon, P., 2006). Les « *poupées russes emboîtées* » (Idem) que représentent les différents systèmes de sécurité privés de cet « îlot » (le groupe de sécurité de l'ensemble et les systèmes de sécurité de chaque établissement) sont entièrement dédiées à la lutte contre les antimondes informels et illégaux, en premier lieu les mendiants, espions industriels et « terroristes » potentiels,

mais aussi et surtout à la préservation de l'antimonde légal... Ces « espaces publics » (*public open spaces*) sont surveillés jour et nuit pour rester circonscrits au public... des « *black coats* ». *Canary Wharf* n'est donc absolument pas « *un monde sans antimonde* » (Idem), c'est un antimonde au sens de Roger Brunet, l'antimonde des nantis, au même titre que toutes les *gated communities* et autres îles privées, qui symbolisent la « *privatopia* » - et la géographie de la peur / de l'exclusion-. C'est le château de R. Brunet, il ne faut pas que le peuple sache comment on y vit, « *il y perdrait le moral sinon toute morale* » (Brunet, R., 1992).

Les études menées par les géographes français sur le concept d'antimonde se sont donc globalement orientées dans trois directions :

- l'analyse d'espaces réticulaires de l'antimonde comme les réseaux de trafics de migrants, d'armes et de drogues illicites à Malte (Bernardie-Tahir, N., 2004), les réseaux dérogatoires dans le bassin Caraïbe (Desse, M., et Hartog, T., 2003) et les espaces du trafic de drogues illicites en Jamaïque (Cruse, R., 2006), mais aussi l'espace paramilitaire des frontières du triangle d'or sur lequel vient s'imbriquer la géopolitique des drogues illicites (Thibault, C., 2006). Ces études définissent un antimonde légal et un antimonde illégal qui fonctionnent en symbiose comme le montre leur coexistence dans le bassin Caraïbe (Cruse, R., 2007). Dans ce sens, ces analyses s'orientent vers le vaste courant littéraire traitant déjà de l'espace des drogues illicites et de ses relations géopolitiques avec la sphère légale de l'économie.
- L'analyse plus fragile d'espaces jugés comme frontaliers entre Monde et antimonde. C'est le cas de la prison dans l'analyse qu'en font O. Milhaud et M. Morelle (2006) et de l'espace des demandeurs d'asile de la très discutée analyse de E. Bonnerandi et X. Richard (2006).
- La réflexion sur les archétypes de l'antimonde suggérés par Roger Brunet à travers les champs lexicaux employés de manière préférentielle pour décrire l'espace de l'antimonde : les correspondances avec le souterrain, l'obscurité, les caves, etc. (Schut, P.-O., 2006), la jungle (Lepart, J., Marty, P., 2006), et l'affirmation de l'appartenance déterministe des îles à l'antimonde dans la Géographie Universelle (Cruse, R., 2006). Ces associations soulèvent des interrogations sur l'altérité de l'antimonde qui amèneront les critiques les plus constructives au concept.

Car l'essentiel des critiques formulées par les détracteurs de la notion se sont limitées, à l'image des flèches de Y. Lacoste (Lacoste, Y., 2003), à une reprise des arguments des sociologues rejetant l'étude d'un secteur « informel » au nom d'un dualisme jugé trop simplificateur. Or, si ces antinomies ramènent à des partages simplistes, les études menées dans les vingt années suivant

l'apparition du « secteur informel » dans la littérature montrent l'intérêt heuristique de la notion. De vastes pans de l'activité économique des pays du Tiers Monde sont désormais mieux connus et des estimations fiables permettent de la délimiter en nombre de personnes impliquées et en valeur marchande.

Malheureusement, les premières études concernant l'espace associé à cette économie « parallèle » ne se sont que trop rarement appuyées, de manière empirique, sur ces travaux existant depuis les années 1970/80. L'espace de l'économie informelle, la plus importante facette (en nombre de personnes impliquées) de ce que Brunet nomme l'antimonde, n'a été que très rarement abordé. Ceci implique des manques importants dans la réflexion sur le concept : M. Houssay-Holzschuch y voit, par compilation des travaux existants, un espace « *marginal* » et « *anormal* », qui serait en quelque sorte un prisme pour mieux comprendre le « *centre* » et le « *normal* ». C'est alors qu'il devient logiquement l'objet de mythes ethnocentristes et econocentristes, voir parfois presque xénophobes. Pour A. Reyniers (1995) par exemple, les migrants « *exploitent la niche des droits de l'Homme* » quand bien même ils ne sont absolument pas utiles aux pays d'accueil selon Emmanuelle Bonerandi et Xavier Richard (2006). Mais ces migrants ne sont-ils pas les travailleurs les plus exploités du Système Monde ? Le rôle des Haïtiens dans le secteur de la construction en est une illustration parfaite dans le bassin caraïbe, tout comme celui des éboueurs africains de la ville de Paris. Certes ces migrants sont indispensables à leur économie nationale, leurs envois d'argent participant à hauteur de près de 30% du PNB en Haïti par exemple (c'est-à-dire deux fois le budget de l'Etat !) (IDB, 2006), mais, derrière le rejet raciste, ils sont acceptés et même demandés par les entrepreneurs locaux en Dominique, en Guadeloupe, en Guyane, etc., car ils représentent une main d'œuvre corvéable et en situation « *offshore* » par rapport au droit du travail local. Comme nous le développerons dans la seconde partie, la République Dominicaine est sans doute le pays qui illustre le mieux l'hypocrisie internationale en terme de migrations clandestines puisque les Haïtiens qui y sont rejetés sur des critères prétendument raciaux (leur couleur, leur culture, etc.), accusés de « voler » le travail des autochtones par des politiciens locaux clientélistes, mais sont en réalité amenés de force depuis la frontière sur la commande des entrepreneurs dominicains... (Ferguson, 2003 ; Cruse, R., 2008) Ils représentent, avec la marée de narco dollars qui inonde la partie orientale de l'île, la pierre d'angle du prétendu « miracle économique ». Cet antimonde exploité est en quelque sorte le garant du confort dans lequel se vautre l'autre Monde, celui que les Nord Américains nomment outrageusement le « Premier Monde » (« *First World* »). La thèse d'un antimonde marginal et anormal rejoint celle des partisans du progrès généralisé et ainsi le mythe du « développement ». C'est une remise en cause du modèle fondateur du « développement » de A.W. Lewis qui stipulait que l'offre illimitée de main d'œuvre (bon marché) liée à l'exode rural

entraînerait inmanquablement le développement (Lewis, A.W., 1954), modèle dépassé et largement décrié (Todaro M., 1969 ; Fields G., 1975) qui continue pourtant d'alimenter le mythe économique utilisé pour faire accepter les zones franches industrielles aux pays « en voie d'un utopique développement ». Mais l'ampleur de la population mondiale vivant dans l'espace que R. Brunet nomme l'antimonde est énorme (en croissance) et concerne en réalité, au moins partiellement, la majorité des habitants de la planète. Cette valeur ne peut être qu'approchée dans les différents espaces caractéristiques de l'antimonde, et nous en proposons ici une estimation très approximative basée sur les chiffres relatifs de Jacques Charmes (Charmes, J., 2000) pour la Banque Mondiale (pourcentages de la population travaillant dans le secteur informel), mis en rapport avec les relevés de population mondiale des Nations Unies (www.un.org/esa/population/publications/sixbillion/sixbilpart1.pdf) et du département d'Etat des Etats-Unis (www.census.gov/cgi-bin/ipd/idbagg) pour 1999. On obtient les sous totaux suivants pour les populations vivant de l'économie informelle (urbaine) et de sa contrepartie en terme d'emplois agricoles dans le Tiers Monde :

- 478,8 millions d'Africains vivant au sud du Sahara (75% des 638,4 millions d'habitants de l'Afrique subsaharienne)
- 64,5 millions d'Africains vivant au nord du Sahara (45% des Africains du Nord)
- 281 millions de Sud-Américains (55% de 511 millions de Sud-Américains)
- 2 milliards et 362 millions habitants d'Asie (65% de 3,634 milliards)

Au total, en excluant de ce décompte l'Europe occidentale et l'Europe de l'Est, la Russie et le Moyen Orient, les États-Unis, le Canada et le Japon, 3,186 milliards habitants de la planète survivent de l'économie informelle ou de sa contrepartie rurale en terme de petits emplois agricoles. Ce chiffre correspond pourtant déjà à plus de 53% de la population mondiale ! Nous n'y avons pas agrégé les millions de travailleurs de l'espace « souterrain » animant l'économie illégale ni les travailleurs informels des ensembles exclus du décompte, précisés ci-dessus... On peut donc avancer sans grands risques que 60 à 70% de la population mondiale vit actuellement dans l'espace méconnu ou inconnu de ce que Roger Brunet nomme l'antimonde ! Cette méconnaissance est un revers cuisant pour la géographie économique qui prétendait couvrir la planète, à la manière de nos satellites modernes.

Le concept d'économie informelle, rappelle Jacques Charmes (Charmes, J., 2004) fut inventé par les chercheurs de la banque mondiale pour expliquer pourquoi et comment l'absence de création d'emplois dans le secteur « moderne » n'avait pas provoqué en Afrique une augmentation

insoutenable du chômage. Or les géographes n'ont aucun concept correspondant à l'espace associé à cette économie et peu d'études sur cette « marge majoritaire ». D'où l'intérêt de la notion d'antimonde dont l'espace couvre, entre autre, les espaces de l'économie informelle.

Les études des géographes français posent aussi la question de la « visibilité paradoxale » de l'antimonde (Houssay-Holzschuch, M., 2006) ainsi que celle de sa distance par rapport au Monde. L'étude de *Canary Wharf* montre que la centralité et l'hyper visibilité peuvent servir à dissimuler l'antimonde de la même manière que la distance au centre et l'ombre qui règne sur les régions frontalières de la Thaïlande dans le camp de l'antimonde paramilitaire du Triangle d'or (Thibault, C., 2006). L'antimonde se développe dans des espaces paradoxaux où l'hyper visibilité est masquante et l'opacité observable. A ce propos, C. Thibault (2006) a judicieusement noté les ambiguïtés de la recherche sur les antimondes : plus l'analyse passe outre l'opacité, plus on s'aperçoit que l'espace en question n'est pas un antimonde mais simplement un espace complexe appartenant au Monde. Ceci rejoint la critique de Yves Lacoste (2003). Mais au sens de la chercheuse, la notion conserve une valeur heuristique. Les bases de la géographie de l'antimonde restent donc encore à définir : quels sont par exemple les facteurs d'attraction et les facteurs répulsifs des différentes activités ? Brunet a montré très tôt que les méditerranées attiraient les espaces dérogatoires. Reste aussi à préciser les intérêts et les limites de la notion, le radeau n'a plus d'utilité une fois la rivière traversée dit le proverbe chinois. Le concept d'antimonde doit être utilisé dans ce sens comme un outil de compréhension et non comme une fin en soi. Comme l'outil que représente le concept de secteur informel, il doit être utilisé pour mieux comprendre les immenses zones d'ombre des sciences humaines, et ainsi décrypter la complexité du réel qui porte en vérité dans chacun de ses éléments du formel et de l'informel, du Monde et de l'antimonde.

Les chercheurs qui se sont spécialisés dans la facette de l'espace des drogues illicites, apportent aussi les notions de territoire « flottant » de Fabrizio Maccaglia (Maccaglia, F., 2005) ou celle de territoire « mouvant » qui implique l'idée d'appropriation de l'espace sans cesse remise en question. Car le territoire des trafiquants flotte autant sur les législations en vigueur qu'il se forme et se reforme au gré des évolutions dans la répression, dans le cycle sans fin de l'amélioration de l'arme et du blindage. La géographie économique avait en ce domaine précédé la géonarcotique par l'étude du territoire réticulaire, ouvrant des entreprises multinationales puis transnationales bien que les facteurs de localisation et les contraintes spatiales soient différentes.

Une lacune importante de la recherche en la matière réside sans aucun doute dans l'étude de l'utilité et de l'utilisation réciproque des deux sphères l'une pour l'autre. La mise en relation de M.

Houssay-Holzschuch (2006) de l'antimonde avec la « dystopie » de Appadurai amène aussi à s'interroger sur la signification du développement du « travail indécent » (Charmes, J., 2000, 2004) et de l'exploitation paroxysmique de populations périphériques (à différentes échelles) que permet l'opacité spatiale de l'antimonde.

Aucune recherche n'a tenté d'établir l'espace mondial de l'antimonde. L'Atlas Géopolitique des drogues illicites de Alain Labrousse (2003) jette pourtant des fondations solides à une telle entreprise de par sa démarche dépassant largement le trafic de drogues illicites.

1.6. Les dialectiques géographiques disponibles pour l'analyse du partage inégal : sous-développé, périphérique, sud ou antimonde ?

Le premier géographe français à s'être intéressé aux rapports spatiaux de domination (colonialisme, impérialisme, etc.) est sans aucun doute le fondateur de la Géographie française moderne et « *géographe anarchiste* » (Lacoste, Y., 1981, Herodote N°22) Elysée Reclus (Boino, P., 1998). Pendant que Vidal de la Blache faisait entrer la Géographie française à l'Université de la Sorbonne en lui ôtant tout caractère critique (la Géographie de Vidal de la Blache se limite aux paysages et aux modes de vie), Reclus, lui, assumait seul le poids de sa géographie politique tournée vers ce qu'on appelle aujourd'hui la transcendance spatiale, c'est-à-dire la domination, par un petit espace, d'un espace plus grand (colonialisme). Ce mouvement, rappelle Jacques Lévy, est contraire à l'énergie démocratique et autonome, et donc à l'auto-organisation chère à E. Reclus (Lévy, J., Lussaut, M., 2003).

Mais Reclus fut aussi le pionnier français des analyses spatialisées et/ou politiques ce qui lui vaudra d'enfanter, longtemps après sa mort, deux écoles distinctes : l'école géopolitique menée par Yves Lacoste et l'école de la Nouvelle Géographie (Française) étudiant les structures spatiales (les réseaux de villes par exemple, avec le célèbre et polémique exemple de la banane bleue) derrière R. Brunet. Mais ces deux écoles se réclamant de Reclus (Y. Lacoste produira deux numéros de sa revue Hérodote, le N°22 et le N°117, consacré à Reclus, et Brunet reprendra le sigle RECLUS pour les éditions de la Maison de la Géographie) dériveront rapidement et plutôt paradoxalement dans le « géographisme » qui caractérisait la Géographie Vidalienne (Boino, P., 1998) : L'Etat se confond parfois à la nation et dès lors ce ne sont plus, par exemple, les ouvriers qui produisent des biens mais des « régions ». Le Nord produit du charbon, mais il peut aussi exploiter le Sud selon l'échelle de référence, alors que dans la pensée de Reclus, c'est la bourgeoisie du Nord qui exploite le prolétariat du Nord, mais aussi du Sud, avec dans ce cas, l'aide de petites bourgeoisies locales (Reclus introduit les dialectiques de classes dans son analyse, contrairement à la Géographie

Vidalienne qui s'intéresse aux « peuples »). On reconnaît certes plus aisément les schématisations de R. Brunet dans ces géographismes...

1.5.1. L'espace centre/périphérie de l'analyse « radicale »

L'école marxiste de géographie radicale (*Radical Geography*), née dans les années 1970, reprendra une partie de la pensée de Reclus sans pour autant lui accorder l'approfondissement mérité, en raison des divergences animant les deux mouvements politiques distincts (communistes et anarchistes). Reclus qui n'a jamais caché ses idées politiques (il sera condamné au bague de Nouvelle Calédonie pour sa participation à la commune de Paris) croit en effet en l'évolution, pas en la révolution, et donc à l'éducation comme moteur de l'humanité (sa Géographie Universelle est conçue en petits volumes bon marché pour être accessible aux classes populaires) (Lévy, J., Lussaut, M., 2003). C'est cette école qui conceptualise le premier découpage géographique du Monde non pas en régions, mais en centres et périphéries emboîtables aux différents niveaux d'analyse. Comme dans l'analyse de Reclus, la dialectique marxiste sert à décrire « *un système spatial fondé sur la relation inégale entre deux types de lieux : ceux qui dominent ce système et en bénéficient, les centres, et ceux qui le subissent, en position périphérique* » (Lévy, J., Lussaut, M., 2003). Le concept évacue le primat donné à l'individu par Reclus, et surtout le rôle central qu'il accorde à la recherche de l'homéostasie (l'équilibre), mais il conserve la dialectique essentielle à sa réflexion, repensant la lutte des classes à différents niveaux d'analyse. Ce couple est indissociable de la notion de « Tiers Monde » (Sauvy, A., 1952, L'observateur, 15 août 1952) et les deux géographismes se renforcent mutuellement. L'analogie très juste au Tiers-Etat désignait en effet à l'origine les Etats ne se rangeant derrière aucun des deux grands blocs (soviétique, capitaliste) mais l'expression survécut difficilement à la chute du Mur de Berlin. Les critiques qui lui sont adressées sont pourtant tout aussi valables (si ce n'est plus) pour les autres couples censés décrire la fracture spatiale : « *qu'y a-t-il de commun entre un Amérindien, un Abyssin, un Afghan, un Chinois ?* » (Lévy, J., Lussaut, M., 2003). Mais la force du couple centre / périphérie tel qu'il fut développé par Immanuel Wallerstein (dans une conception dynamique géohistorique et comprenant des situations intermédiaires) puis par Alain Reynaud (avec l'inclusion des notions de distance au centre comme facteur discriminatoire, et les effets d'interactions : le centre n'est centre que parce qu'il y a une périphérie³⁴) repose sur le dynamisme de son modèle : les périphéries peuvent devenir centre et vice-versa. L'Espagne, l'Irlande, Singapour, le Japon (et à l'inverse le Portugal) sont autant

³⁴ La pensée pacifiste de Gandhi n'est sur ce point pas différente. Il conseillait aux colonisés et aux esclaves de se contenter de ne plus travailler pour leurs maîtres, à n'importe quel prix, ce qui entraînerait la chute de ces derniers sans violence directe.

d'exemples illustrant ce dynamisme qui corrobore la recherche perpétuelle d'équilibre, toute aussi dynamique, de la pensée d'Elysée Reclus : pour Reclus, la situation dialectique peut déboucher sur un équilibre relatif entre les termes en présence (l'équilibre de Proudhon), sur un renversement des forces (l'esclave devenant maître), ou sur une situation nouvelle (la situation nouvelle de Hegel) (Boino, P., 1998).

La simplicité de la métaphore géométrique centre/périphérie est équilibrée par son efficacité et sa capacité d'adaptation, ce qui en fait « *l'exemple même du modèle efficace* » (Lévy, J., Lussaut, M., 2003), si toutefois on l'applique à l'espace réticulaire où la distance euclidienne ne compte plus, ou très peu. C'est dans ce sens qu'il faut, pour moderniser le concept, considérer le centre lui-même (et pareillement la périphérie) comme un réseau et non comme une aire. Dès lors la centralité n'est plus forcément observable spatialement et on touche à la limite du concept...

Ainsi, le centre de l'économie mondiale est décrit par l'économiste japonais Ohmae Kenichi pour la première fois comme la « triade » en 1985 (Ohmae, K., 1985), ce qui permet de prendre en compte son organisation spatiale (un anneau autour de la terre plutôt qu'un centre à proprement parlé) et ses liens réticulaires (le réseau des bourses mondiales par exemple), et de manière plus précise encore comme l'Archipel Mégalopolitain Mondial (AMM) par Olivier Dolfus en 1997 (Dolfus, O., 1997). Ce dernier concept qui affine nettement l'analyse centre/périphérie, permet de saisir les centres comme un vaste archipel urbain concentrant secteurs tertiaires supérieurs et « quaternaires » (recherche, innovations, activités de direction, etc.). Le concept centre/périphérie en est d'autant actualisé (L'Europe occidentale au centre de la carte n'est plus considérée comme le seul « centre ») et renforcé, bien que la centralité devienne dès lors plus symbolique, économique en l'occurrence, que spatiale...

Ce centre composé de trois pôles principaux (eux-mêmes composés de denses réseaux multinationaux de sous-pôles) reliés au sein d'un maillage dense de relations (communications, flux monétaires, etc.) abrite lui-même, comme les périphéries rattachées de manière différentielle à ces pôles, à la fois Monde et antimonde de la conception Brunésienne ce qui rend les deux analyses spatiales complémentaires. Des espaces de la prostitution de luxe (« *escort* »), de la drogue (le stimulant qu'est la cocaïne est extrêmement présent dans l'univers des banques d'affaires par exemple) et du jeu notamment, sont intimement liés aux pôles de l'archipel mégalopolitain mondial et présents sur son territoire. Ils sont de même étroitement liés entre eux par les organisations qui les contrôlent et par des associations récurrentes (prostitution et drogues illicites, jeu et blanchiment d'argent tiré des drogues illicites, etc.). Ces espaces ramènent la périphérie au centre, faisant coexister très étroitement Monde et antimonde, voir remettant en cause la différenciation entre deux

espaces distincts, et font apparaître, sur un espace limité, l'enjeu des rapports spatiaux de dominations globaux.

Le géographe français André-Louis Sanguin a rappelé récemment à la suite de J. Gottman que « *même si le rapport centre-périphérie est nié dans certaines analyses en géographie ou dans les sciences sociales, il est [...] très clair que tout phénomène physique ou humain à l'œuvre sur toutes les catégories de territoires de la planète relève du paradigme 'centre – périphérie'* » (Sanguin, A.-L., 2007)...

1.5.2. L'école (néo)coloniale : du couple sauvage/civilisé à la dialectique développé/sous-développé

*« Prospero, tu es un grand illusionniste :
le mensonge ça te connaît.
Et tu m'as tellement menti,
Menti sur le monde, menti sur moi-même,
Que tu as fini par m'imposer
Une image de moi-même :
Un sous développé comme tu dis,
Un sous capable,
Voilà comment tu m'as obligé à me voir,
Et cette image, je la hais ! Elle est fausse !
Mais maintenant je te connais vieux cancer,
Et je me connais aussi... »*
Aimé Césaire, 1968, « *Une tempête* »

Le deuxième avantage du modèle centre/périphérie est qu'il permet une remise en question efficace de la dialectique (néo)coloniale développé/sous-développé qui correspond point pour point au couple civilisé/sauvage (paradoxalement, on en retrouve des traces jusque dans l'évolutionnisme de Reclus !). Ce modèle ne fut réellement formalisé pour la première fois que par les écrits des économistes W.A. Lewis (Lewis, W.,A., 1955) et Walt Rostow décrivant l'histoire comme une série d'étapes de croissance économique (Rostow, W., 1960), présentant la démarche occidentale comme un modèle unique et rejetant d'un revers de la main l'homéostasie naturelle des sociétés humaines intégrées environnementalement au profit du déséquilibre d'une utopique croissance continue (dans une espace clos). Sa pensée se résume dans ces quelques lignes : « *A considérer le degré de « développement » de l'économie, on peut dire de toutes les sociétés qu'elles passent par l'une des cinq phases suivantes : la société traditionnelle, les conditions préalables au décollage, le*

décollage, le progrès vers la maturité et l'ère de la consommation de masse. » Le modèle séduit les économistes car il place leur analyse au centre du rapport entre l'homme et son environnement, c'est-à-dire au centre de la géographie moderne, et, plus loin, de la compréhension du Monde. Il s'appuie pourtant sur les bien discutables arguments du célèbre entrepreneur Jean-Baptiste Say pour qui « *le bonheur d'un individu est proportionnel à la quantité de besoins qu'il peut satisfaire ; or la quantité de besoins qu'un individu peut satisfaire est elle-même proportionnelle à la quantité de produits dont il peut disposer.* » (J.-B. Say in Platteau, 1978)

Du coup, les sociétés qui obéissent à une logique différente (les populations américaines précolombiennes, les petites sociétés insulaires du Pacifique, etc.) et/ou parasitées par la société occidentale (les Africains, les comptoirs d'Asie, etc) sont repoussées au stade de « primitifs » ou de « retardés ». La théorie du développement célèbre la puissance militaire (celle des empires) comme synonyme de « développement » (Cf. Chapitre 4).

Il existe cependant des auteurs jonglant entre les deux dialectiques comme Samir Amin (Amin, S., 1970), Walter Rodney, (Rodney W., 1972) ou encore Yves Lacoste (Lacoste, Y., 1965) pour qui le sous-développement du Tiers Monde est la conséquence directe du développement du monde occidental : la première révolution industrielle européenne est indubitablement liée à la monstrueuse accumulation de capital permise par le développement des comptoirs, puis par l'application du commerce triangulaire. L'espace monde, ou « Système Monde » (Dolfus, O., Brunet, R., 2000) est donc conçue comme une vaste balance déséquilibrée dans lequel chaque prise de poids d'un côté des termes est compensé par l'allègement de l'autre. La dialectique du développement/sous-développement n'est donc utilisée que pour se réorienter vers l'analyse centre/périphérie.

Mais le « développement » a rapidement dépassé le stade de la notion limitée aux cadres universitaires, et a gagné le monde, via l'ONU, pour devenir une (anti-)philosophie diffusable, par moyens « humanitaires » au reste de la planète (le Programme des Nations Unies pour le Développement par exemple)³⁵. Dès lors, les investissements directs à l'étranger et les « dons-investissements publicitaires » des firmes transnationales se transforment en « aide au développement ». On retrouve la « bonne action – bonne affaire » (Latouche, S., 1991) qui lie intimement l'idéologie coloniale (les Etats européens ont justifié l'expansion coloniale auprès de leurs nations par l'intérêt économique de l'entreprise, et son caractère prétendument « civilisateur ») à l'idéologie développementaliste (un investissement est en économie un placement d'argent en vue d'un retour plus important, donc une « bonne affaire », mais aussi, dans le cadre des vastes programmes de « développement », une mission civilisatrice : l'apport des

³⁵ Comme nous le verrons dans le quatrième chapitre, et ce n'est pas une surprise, le concept est en réalité originaire des milieux entrepreneuriaux qui s'immiscent intimement dans les affaires politiques du Monde à partir de la conférence de Rio (1992).

lumières du « développement »). Colonialisme et développementalisme représentent deux étapes appartenant à la même idéologie de la « *solidarité intéressée* » (Latouche, S., 1991), à savoir « *comment concilier le cœur et la raison, le devoir et l'intérêt, sans quoi aucune politique n'est capable d'être populaire* » (Saraute, A., 1923, cité dans Latouche, S., 1991). D'autant plus quand on passe d'une région « sous-développée » (après tout, si la notion n'était pas aussi éconocentrique et ethnocentrique, cette métaphore naturalisante ramenant l'évolutionnisme darwinien dans le cadre des sciences humaines, ne serait pas si choquante) à un individu « sous-développé ». On retombe alors dans la description coloniale du sauvage s'opposant au civilisé... Les politiques menées au nom du « développement » représentent le comble du capitalisme libéral dont les termes ont été résumés par l'économiste (libéral) E. Halevy : « *il est de l'intérêt du loup que les moutons soient gras et nombreux* » ! (E. Halevy cité dans P. Mangin 1990)

La dialectique est profondément ethnocentrique (on a pris le modèle occidental comme référence) et éconocentrique (l'économie est considérée comme la pulsation des sociétés humaines) et efface les effets de rétroaction entre le centre et les périphéries. C'est sa force rhétorique car ce modèle se cale spatialement très bien sur l'efficace couple de la géographie radicale, qu'on conçoit dès lors, non plus comme des antagonistes ou un couple exploitant/exploité, mais comme différents stades d'évolution : le primate, l'homme des cavernes, l'homme du Tiers-Monde, l'homme « moderne » (comprendre occidental), etc. Si la dialectique Centre/Périphérie correspondait à la perception « radicale » de la fracture socio-spatiale (dite « Nord/Sud »), le couple développé/sous développé représente le stade suprême de sa perception (ou plus exactement de sa justification) capitaliste. « *Si on fait l'histoire des batailles* », écrit C. Maurel, « *le colonialisme a échoué. Il suffit de faire l'histoire des mentalités pour s'apercevoir qu'il est la plus grande réussite de tous les temps. Le plus beau fleuron du colonialisme, c'est la farce de la décolonisation.* » (Maurel, C., 1980)

Finalement Gilbert Rist, le seul économiste à avoir, à ce jour, proposé une réelle « biographie » de l'idéologie du développement dans son ouvrage « *Le développement, histoire d'une croyance occidentale* » (1996), résume le concept comme suit : « *Le développement est constitué d'un ensemble de pratiques parfois contradictoires en apparence qui, pour assurer la reproduction sociale obligent à transformer et à détruire, de façon généralisée, le milieu naturel et les rapports sociaux en vue d'une production croissante de marchandises (biens et services) destinés, à travers l'échange, à la demande solvable* » (Rist, G., 1996). On comprend que l'auteur envisage dès lors le « développement durable », apparu lors de la conférence de Rio de 1992 (première conférence internationale rassemblant à la fois les chefs des Etats les plus riches du Monde et les dirigeants des plus grandes entreprises transnationales), comme une oxymore, une « *chimère moderne censée concilier l'inconciliable* ». C'est le terme, imposé par les gérants des plus grosses entreprises du

Monde, censé faire accepter à la population du Monde un système de production dévastateur (en terme humain, puisqu'il repose sur l'échange inégal et écologique, puisque la destruction de l'environnement est son corrélaire, etc.).

1.5.3. La fracture nord/sud chez Yves Lacoste

On retrouve, dans la pensée d'Y. Lacoste, une vision centre/périphérie paradoxalement complétée par l'usage du couple développement/sous-développement. (Voir notamment sa « Géographie du sous- développement »).

Malgré le vieillissement du concept de Tiers-Monde, qui, rappelons-le, était étroitement lié à l'approche marxiste (ou radicale), et sa mauvaise interprétation par de nombreux chercheurs étrangers qui n'y ont pas vu dans le jeu de mot de A. Sauvy et l'allusion au Tiers-Etat français mais la description de trois continents en « sous-développement » (d'où l'expression américaine de « *First World* », formant une originale dialectique *First World/Third World*), Lacoste rappelle que « *toutes ces populations qui ont connu au 20^e siècle l'explosion démographique et autres contradictions du sous- développement* » peuvent être considérées « *à un degré poussé d'abstraction, comme formant un très vaste ensemble géographique et géopolitique que, pour des raisons historiques, on peut encore appeler Tiers- Monde...* »

En l'absence d'une autre formulation efficace, il préfère l'usage de la dialectique développementaliste associé au concept de Tiers-Monde à la « *très mauvaise métaphore géopolitique* » (Lacoste, Y., 2003) de la fracture « Nord/Sud ». Cette dialectique est en effet aussi creuse (aucune référence ni à un principe de rétroaction, ni à une évolution, mais plutôt à une sorte de déterminisme magnétique) qu'inefficace spatialement (Cf. Australie, Europe de l'Est, etc.). L'entrée « néocolonialisme/néo-impérialisme » dans son dictionnaire de géographie/géopolitique (entrée qui n'existe ni dans le dictionnaire de Brunet, ni dans celui de Lévy et Lussaut), qu'il définit comme « *la domination insidieuse* » des anciennes autorités coloniales et/ou de nouvelles puissances sur les anciennes colonies, prouve, s'il le fallait, que Lacoste accorde un œil attentif aux effets de rétroactions de la dialectique Centre/Périphérie, tout en se référant plus facilement au couple rival du développement.

Comme il refuse la dialectique déterministe Nord/Sud, Lacoste rejette aussi en bloc le couple Monde/antimonde de Brunet (Lacoste, Y., 2003), qu'il nomme ironiquement le « *grand chorémateur*³⁶ ». Selon Yves Lacoste, l'antimonde est une notion mal nommée (pourquoi appeler

³⁶ Les chorèmes représentent selon R. Brunet un alphabet spatial simplifié, donnant naissance à des schématisations à vocation heuristiques.

antimonde une partie intégrante du Monde ?) et surtout bien trop vaste (« *des espaces du « milieu » aux immenses espaces informels en passant par les paradis fiscaux* ») (Lacoste, Y., 2003). S'il est difficile d'objecter à sa première critique, il est plutôt bien pensé de conceptualiser un regroupement en dégradé des espaces à la fois dérogatoires, informels, et illégaux. Car, comme le dit si bien le Yijing chinois, quand on marche sur le givre la glace dure n'est pas loin³⁷... Le véritable problème posé est la limite de cet antimonde puisque les îles privées y appartiennent aussi, puis les enclaves touristiques, puis les zones franches, puis... Et on en arrive finalement à se demander (comme les sociologues réticents face à l'usage de la notion d'économie informelle) s'il n'existe pas, dans toutes les activités, une part licite et une part illicite/informelle/dérogatoire/cachée...

³⁷ Miroir Universel, ch. 1., *Les trente six stratagèmes, Traité secret de stratégie chinoise*, Ed. Française Rivages-poche 1995

1.5.4. L'antimonde de l'école Brunet

Le couple Monde/antimonde est la traduction « brunésienne » du couple Centre/Périphérie de l'école marxiste ou de la dialectique des aires développées/sous-développées. La notion s'établit sans doute en notion médiane entre les deux couples rivaux censés décrire la fracture socio-spatiale, qui ont monopolisé la géographie de la seconde partie du 20^e siècle. On retrouve le principe de rétroaction dans le couple proposé par Brunet, car il admet que l'« *antimonde sert parfois le Monde* » et qu'il est « *son double indispensable* », comblant ses « *insuffisances* » et « *ses effets pervers* » (Brunet, R., 1992.). La notion a l'avantage de préserver la complexité du phénomène, comme le prouve la longueur de la définition qu'en donne R. Brunet, mais, revers de la médaille, il perd l'efficacité de la simplification du concept marxiste. Il garde par contre l'adaptabilité diatopique qu'avaient les deux dialectiques rivales (on peut déterminer, à toutes les échelles des lieux développés/centraux/Mondes et inversement, des aires antimondes/périphériques/sous-développées).

Si elle conserve une partie du caractère critique du couple de la géographie radicale, la dialectique de Brunet est cependant bien plus édulcorée. Aucun jugement de valeur n'est attribué, en principe, au Monde, ni à l'antimonde (nous verrons cependant dans les critiques que des valeurs négatives sont sous-entendues) et dans le développement de chacune de ces sphères, Brunet voit, à la manière de Reclus, du progrès et du « régrès ». Il ne s'agit donc plus d'un couple exploité/exploitant, car Brunet a compris, et à juste titre, que l'antimonde qu'il décrit possède son lot d'exploiteurs.

Sa dialectique ne présente pas non plus les lourdeurs économiscistes de l'approche développementaliste qu'elle n'annule pourtant pas. Si Brunet ne fait pas allusion aux « pays sous-développés » dans sa définition, l'espace de l'antimonde pourrait s'accommoder de la vision néocoloniale, en croissant justement dans les zones sous-développées du « Nord » comme du « Sud », c'est-à-dire dans les banlieues (ou les centres villes de l'autre côté de l'Atlantique) des riches métropoles occidentales, comme dans le Tiers-Monde. C'est d'ailleurs ce terme qu'emploie Brunet pour préciser les lieux préférentiels de l'économie informelle (Brunet, R., 1982). S'il ne s'oppose pas à l'approche dialectique néocoloniale, le couple utilisé par Brunet ne s'oppose pas non plus au couple des radicaux. Brunet fait d'ailleurs plus volontiers référence aux périphéries (de l'approche marxiste) qui ne sont, précise-t-il pour justifier de l'intérêt de son modèle, « *pas toujours exactement sur les pourtours du pays, souvent au contraire très surveillé : le lointain, le profond, le mal maîtrisé, le révolté et l'insurgé peuvent être dans des montagnes et des forêts centrales ; et en plein cœur des jungles urbaines, ou s'isolent et s'auto gèrent des quartiers « mal*

famés » parfois de véritables ghettos. A leurs portes s'arrête la loi commune, impuissante et bafouée » (Brunet, R., 1992). Roger Brunet pose ici clairement les bases épistémologiques de son couple Monde/antimonde : il s'agit de faire passer le concept (selon lui) aréolaire Centre/Périphérie, à l'espace réticulaire auquel s'intéresse la Géographie « nouvelle ». Il s'agirait donc, selon l'auteur, d'une actualisation du concept radical, avec une prise en compte plus fine des contradictions propres à chacune des sphères de la dialectique (l'approche marxiste oublie les contradictions de la sphère périphérique, quand l'approche néocoloniale minimise celles inhérentes à la sphère « développée »).

Mais en réalité, et Roger Brunet le concède à demi mot, le concept Centre/Périphérie est encore très utile pour décrire l'antimonde qui, comme sa sphère antinomique, possède ses centres et ses périphéries, ses espaces exploitants et ses espaces exploités. Les camps de réfugiés ont leur préleveurs d'« impôts » informels (Bonnerandi, E., Richard, X., 2006), les prostituées, leurs proxénètes et autres préleveurs de taxes informelles (policiers, agents de sécurité, etc.) (Kempado, K., 1999), les vastes entreprises transnationales des drogues illicites ont leurs agriculteurs exploités (les amérindiens colombiens, péruviens, etc.) (Delpirou, A., Mackenzie, E., 2000), leurs distributeurs sous-payés assumant tous les risques (les mules afro-caribéennes par exemple) (Figueira, D., 1999, 2001, 2005), leurs banquiers et leurs richissimes gérants... Cette constatation est particulièrement stimulante pour les chercheurs géographes car les facteurs de localisation de ces centres de l'antimonde sont tout à fait différents de facteurs de localisation des centres du « Monde », dans la conception brunésienne du terme : ils occupent les « *trous noirs* » (Brunet, R., 1992), ces lacunes de l'analyse spatiale qui sont à la géographie ce que les lacunes temporelles sont à ce qui nous est présenté comme l'histoire. Comme l'écrit sur le sujet Claude Levy-Strauss, « *même une histoire qui se dit universelle n'est encore qu'une juxtaposition de quelques histoires locales, au sein desquelles (et entre lesquelles) les trous sont bien plus nombreux que les pleins... Partiale même si elle se défend de l'être, elle demeure inévitablement partielle, ce qui est encore un mode de la partialité* » (Levy Strauss, C., 1990 (ed. originale de 1962)). Si « *il serait vain de croire qu'en multipliant les collaborateurs et en intensifiant les recherches, on obtiendrait un meilleur résultat* » (Ibid), il apparaît qu'une nouvelle grille de lecture géographique comme celle proposée par le concept brunésien d'antimonde engendre une relecture de l'espace, dans son étendue spatiale et temporelle, une lecture aussi « *par le bas* » comme l'exprime le fondateur de la théologie de la Libération Gustavo Gutiérrez. « *Mais relire l'histoire signifie aussi refaire l'histoire. Cela veut dire la réparer de bas en haut. Et cela sera une histoire subversive. L'histoire, [le point de vue par lequel elle est envisagée], doit être retournée par le bas, et non par le haut* » (Gutiérrez, G., 2004). C'est dans ce sens que notre étude du concept brunésien appliquée aux territoires ouverts sur la mer

des Caraïbes part « du bas », si on peut reprendre cette mauvaise analogie sociale, pour comprendre les rouages d'un système organisé par et pour le « haut ».

1.7. Critiques du concept d'antimonde

« Finalement le diable et ses démons existent sous terre pour inciter les populations à se réfugier vers leur sauveur, Dieu. »

Schut, P.-O., 2006³⁸

Une fois analysée la signification de la particule grecque, on dépasse rapidement les premières objections au concept, objections qui associent à l'antimonde la valeur négative d'un « antéchrist » par exemple. Comme nous l'avons montré en début de chapitre, la particule « anti » peut aussi avoir valeur égale, comme dans « antinomique », voire même avoir une valeur positive, comme dans « antidote ». A ce niveau, la première objection qu'on pourrait faire au concept brunésien se trouve plus dans la définition qui en est donnée par l'auteur, et notamment par le recours au champ lexical d'un monde « souterrain » qui rappelle l'enfer de la pensée chrétienne : « tombeau », « espace de l'ombre », « trou noir », « lieux de l'ombre », « profond », « arrière-espaces des ombres », « profond », « labyrinthe des douves », « obscures », « fourmillent », « caves », « lieux à tous points de vue souterrains », « sous-sols ignobles », « mines », « carrières », « retranchées », etc. (Brunet, R., 1992). Là sont ce que P. Schut nomme les « ténébreuses analogies » (Schut, P.-O., 2006) qui rattachent le concept d'antimonde à l'enfer chrétien, lui attribuant une valeur malvenue : l'antimonde devient l'antre du Monde... Et le champ lexical de la jungle (et derrière elle de la loi qui porte son nom) n'est pas sans appuyer cet argumentaire : « forêt », « ombre », « jungle urbaine », « contrées obscures », « fourmillent », « localisation rurale profonde », « forestier », « bois d'amour », etc.

Quand le couple monde/antimonde est accolé au couple bien/mal, on dérive rapidement vers une rhétorique questionnable. On rattrape alors trop rapidement le train de la propagande primaire de l'« axe du bien »...

Preuve de cette dérive parmi d'autres, le mythe de l'« argent propre » induit par l'expression « argent sale » accolé à l'espace de l'antimonde. C'est à partir des années 1920, dans les Etats-Unis puritains, que la mafia de Chicago fait parler d'elle avec ces ses ? laveries automatiques utilisées pour justifier ses revenus tirés du commerce d'alcool prohibé. L'argent tiré d'activités non légales

³⁸ *Les usages des grottes au fil du temps. De l'antimonde à l'intégration au Monde.*, Géographie et Culture N°57, p103-122.

devient alors « sale » dans le jargon journalistique (puis universitaire) et par déduction logique sous-entendue, l'argent tiré des activités légales en devient pour sa part « propre ». Sans s'étendre sur le sujet, rappelons brièvement que les énormes investissements nécessaires au lancement de la première « révolution industrielle » (Blanqui, L.-A., 1838, *Cours d'économie industrielle*,) en Europe occidentale (19^e siècle) seront permis uniquement par l'extraordinaire extraction de richesses des colonies par la force, le commerce inéquitable, le travail forcé et la traite négrière notamment³⁹. Comme l'a brillamment montré l'ouvrage de l'économiste trinitadienne T. Stewart, les cycles technologiques suivants seront permis par un procédé d'accumulation de capital plus insidieux mais reposant toujours sur le commerce inéquitable, la force, la corruption, et le mythe des « transferts de technologies », à travers des institutions classiques (armée) et nouvelles (FMI, Banque Mondiale, etc.) (Stewart, T., 1993, Cf. Chapitre 4). Toute l'économie occidentale reposant sur ces cycles technologiques (Kondratiev), il reste difficile de concevoir l'argent généré par un tel système comme « propre ». Les entreprises symbolisant la réussite dans ce système en apportent d'ailleurs une preuve suffisante : les dessous de l'économie des « sœurs » du pétrole sont relativement bien connus. On sait moins que Shell fut par exemple associé un temps aux régimes de Hitler en Allemagne nazie⁴⁰, puis de S. Abacha au Nigéria, et des SLORC en Birmanie, sans oublier celui de l'Afrique du Sud durant l'Apartheid, pour ne citer que les plus célèbres. Shell continue d'appartenir à ce cartel très privé des « 7 sœurs du pétrole » (aujourd'hui quatre⁴¹), générant à elles seules un revenu de 84 254 millions de dollars « propres » en 2006⁴². La Colombie et l'Irak symbolisent les conséquences de l'argent « propre » lié à l'industrie pétrolière, et c'est d'ailleurs l'étude des « magouilles » dans l'industrie pétrolière que Roger Brunet dérivera vers la création du concept d'antimonde (Brunet, R., 1996).

³⁹ Des auteurs conservateurs comme le très (critiqué et très) médiatisé Olivier Pétré-Grenouilleau réfutent cependant cette approche dite « marxiste / Tiers Mondiste » développée derrière le Trinidadien Eric Williams notamment (Cf. Pétré-Grenouilleau, O., *Les traites négrières : essai d'Histoire globale*, Paris, Folio Histoire, 733p.) faisant de la traite négrière le principal moteur de la révolution industrielle européenne. Nous évoquons ici l'idée différente et difficilement réfutable selon laquelle l'ensemble du système colonial, dont la « mise en valeur » des terres des Amériques par les esclaves importés par l'Europe n'est qu'une partie, fut le moteur de cette révolution industrielle, premier cycle d'une longue série ayant donné à l'Europe occidentale, puis aux Etats-Unis et au Japon une suprématie économique déterminante. L'historien britannique Hugh Thomas qui fait généralement référence sur le sujet, et dont l'ouvrage de Pétré-Grenouilleau s'inspire fortement, va dans le même sens quand, après avoir nié (en dix lignes...) le fait que le commerce d'esclaves lui-même ait été suffisant à lancer la première révolution industrielle, il tempère cependant en montrant que le commerce d'esclaves fut un catalyseur de la mise en valeur coloniale des Amériques (Thomas, H., 1999, *The slave trade : the history of the Atlantic slave trade, 1440-1870*, Simon and Schuster, 912p.). C'est dans ce sens, et donc d'une manière différente de la thèse du « Docteur » Eric Williams que nous décrivons l'ensemble du processus colonial, dans sa première forme, comme moteur de la première révolution industrielle.

⁴⁰ Le groupe Shell a employé en Allemagne et en Autriche environ un millier de travailleurs forcés, et Hitler enverra une couronne à la mort de Deterding, haut responsable de la firme. Lepic A., 2004, *Shell, un pétrolier apatride*, www.voltairenet.org/article12931.html

⁴¹ Shell, BP, Chevron, ExxonMobil.

⁴² http://www.shell.com/home/Framework?siteId=aboutshell-en&FC2=&FC3=/aboutshell-en/html/iwgen/at_a_glance/at_a_glance_09112006.html

Le groupe Dassault, pour changer de secteur, a dégagé en 2005 un bénéfice net de 305 millions d'euros « propres », en partie grâce à ses ventes d'avions militaires Mirages et Rafales. Ceci n'empêche d'ailleurs pas le groupe de déclarer sans sourciller sur son site Internet que « *l'homme est au cœur du groupe* »⁴³ (dans le même domaine, on regardera les bénéfices « propres » des groupes Lockheed, Boeing, Raytheon, Colt, Winchester, Glock, Browning, Remington, etc.)... Les Etats-Unis, premiers producteurs mondiaux, ont reçu en 2006 des commandes équivalentes à 21 milliards de dollars⁴⁴ de cet argent « propre »...

Dans le textile, les exemples abondent, même si on aime généralement s'en prendre à P. Knight en raison (du film de Michael Moore⁴⁵ et) des contradictions flagrantes entre l'attitude du célèbre PDG et des conditions de travail dans ses entreprises Nike en Asie du Sud Est. D'après les études de E. Lormand⁴⁶, professeur de *l'University of Michigan*, ce sont des enfants qui coudront les chaussures de la marque au Pakistan jusqu'en 1996 (pour 0.60\$ par jour...). Au Vietnam, Nike ne paye pas même le salaire minimum à ses employés (45\$ par mois !) et ce, malgré une moyenne de 500 heures supplémentaires (non payées) par an (en moyenne 65 heures par semaines pour 10\$) et un harcèlement moral et sexuel couramment dénoncé, ainsi que des châtiments corporels ! En Haïti, où l'entreprise employait la main d'œuvre durant le régime militaire jusqu'à l'arrivée d'Aristide (retour démocratique qui marquera une « dégradation du climat de l'investissement »...), les employés de la firme gagnaient 0.30\$ par heure... En moyenne le travailleur fabriquant une chaussure vendue 180\$ touchera 5\$, soit 2.8% du prix de vente final. Les 175 autres dollars ne sont cependant pas perdus pour tout le monde puisque P. Knight possède aujourd'hui la 73^e fortune mondiale (en chute libre depuis l'ascendance fulgurante des fortunes obscures appartenant à un autre antimonde en Russie et dans les anciens satellites soviétiques), d'après le guide Forbes, avec environ 10.4 milliards de dollars⁴⁷...

Selon un schéma établi dans l'économie des groupes transnationaux, la répression du syndicalisme est souvent délaissée aux gouvernement locaux, au sein du paquet d' « *incentives* » censées attirer l'investissement étranger selon les bons conseils du FMI et de son concept vaste et avantageux de « zone franche » plus ou moins explicite. La collaboration des ces groupes « propres » avec les pires régimes politiques n'est plus à démontrer dans l'Allemagne d'Hitler (Shell), en (ex) Birmanie (Total⁴⁸), etc. Quand à la firme IBM, elle est aujourd'hui accusée d'avoir mis sur pied des logiciels

⁴³ <http://www.dassault-aviation.com/groupe/apropos/valeurs/>

⁴⁴ Asia Times Online, 21 Nov 2006, http://www.atimes.com/atimes/Global_Economy/HK21Dj03.html

⁴⁵ Michael Moore, 1997, « *The Big One* ».

⁴⁶ <http://www-personal.umich.edu/~lormand/poli/nike/nikelabor.htm>

⁴⁷ http://www.forbes.com/lists/2008/10/billionaires08_The-Worlds-Billionaires_Rank_3.html

⁴⁸ Total est accusé de profiter du travail de prisonniers et, dit-on, d'enfants du Burma pour la construction d'un gazoduc dont il assure l'exploitation (Bulard, M., 2008, *Le « bling bling » humanitaire frappe (aussi) la Birmanie*, Le monde Diplomatique, <http://blog.mondediplo.net/2008-05-18-Le-bling-bling-humanitaire-frappe-aussi-la> ; Voir aussi la ligne

permettant de contrôler la population noire sud africaine durant l'Apartheid (RFI 13 Mai 2008⁴⁹). Des multinationales fruitières américaines dériveront le terme de « Républiques Bananières » et les malheurs du Libéria et du Congo sont intimement liés aux profits de Firestone et de Unilever (respectivement et entre autres)... G. Beckford pousse l'analyse de ses entreprises multinationales plus loin en montrant qu'elles reproduisent le schéma de l'économie de plantation (organisation depuis la « métropole » où les profits se concentrent, etc.) dans lequel elles sont nées (Beckford, G., 1999) : ce sont les bases solidement ancrées du système colonial de second type décrit par Gilbert Rist dans son ouvrage comparant le mythe actuel de l'aide au développement à l'apport de la civilisation (ou de la lumière...) des siècles précédents (Rist, G., 1996). Le mythe de l'« argent propre » illustre les limites des simplifications dualistes trop proches du couple bien/mal, et nous n'avons pas encore abordé le fleuron néocolonial de l'industrie touristique (Cf. Chapitre 4)...

Vient ensuite le problème de la définition de l'antimonde comme monde « caché » / « dissimulé ».

Premièrement, où s'arrête l'aliénation de l'espace dans un Monde qui fait de la propriété privée un axiome fondamental ? La propriété étant, comme le pose le juriste William Blackstone, « *la domination despotique qu'un homme (...) exerce sur les choses extérieures du Monde, en totale contradiction avec le droit de tout autre individu (...)* » (Blackstone, W., 1769), l'immensité de la partie du Monde privée demeure hors d'atteinte du commun, et donc un antimonde bien relatif. Difficile alors de délimiter l'espace mouvant de l'antimonde brunésien et c'est pourquoi Roger Brunet doit en fait dans sa définition dresser une typologie des espaces qu'il considère comme aliénés.

Secondairement, étudier un « monde caché » contribue à lever le voile et ainsi faire reculer l'« obscurité », parfois l'obscurantisme, entretenu là où c'est possible. Comme le note ainsi judicieusement C. Thibault (2006), étudier l'antimonde fait disparaître le mythe d'un espace distinct, qu'il soit « parallèle » (ce qui pose des problèmes géométriques basiques lorsqu'on étudie ses zones de convergence), « souterrain » (avec une connotation négative chrétienne marquée) ou par une plus belle analogie « interlope⁵⁰ ». Le monde est un espace complexe et unique qui comporte ses zones mises en lumière et ses zones masquées, par différents procédés.

de défense de Total sur son site : http://birmanie.total.com/fr/controverse/p_4_4.htm)

⁴⁹ http://www.rfi.fr/actufr/articles/101/article_66136.asp

⁵⁰ Expression de Roger Brunet (1992), par analogie avec les « *interlopers* », petites embarcations irrégulières déchargeant les navires hors de la réglementation en vigueur.

Puis vient la principale objection, celle liée au point de référence. Le « *ghetto* », ou le « *bidonville* », expressions qui peuvent désigner un même espace ou deux espaces distincts (un ghetto n'étant pas forcément à proprement parler un bidonville et inversement⁵¹) sont l'antimonde des uns, de Roger Brunet par exemple, mais le Monde de référence d'une vaste frange de la population mondiale. (bientôt un milliard de personnes !). 99% des éthiopiens, 97% des Somaliens et 96% des habitants du Niger vivant dans des espaces que les Nations Unies définissent comme « bidonvilles » (*slums*), il est difficile de parler d'anti Monde à l'échelle nationale, et de plus en plus à l'échelle internationale dans un contexte de paupérisation⁵² et de croissance exponentielle de ces espaces proto urbains (au rythme actuel, les Nations Unies prévoient un doublement de la population des bidonvilles d'ici à 2030, passant de un sixième des humains à un tiers !) (UN-HABITAT, 2003).

De même, à l'autre bout, pour les bien plus exclusifs *gated communities* qui représentent de plus en plus la norme, le « Monde » de référence chez les fortunés des pays marqués par les inégalités économiques et la violence qu'elles génèrent immanquablement. Plus loin, le ghetto latino est l'antimonde de l'habitant du ghetto noir...

Plus généralement, le concept d'antimonde se heurte à un socio centrisme / éconocentrisme réel. Ce qui est vrai pour l'espace des bidonvilles est tout aussi vrai pour l'économie de ses habitants, et d'autres. L'économie informelle englobe jusqu'à 80 / 90% de la population dans les systèmes africains, au Guyana, en Haïti, etc. Depuis le bureau de Roger Brunet, ces espaces sont des antimondes mais ils représentent la norme, le Monde de référence, pour une part croissante de la population.

Le dub poète jamaïcain Mutabaruka illustre le problème de ce Monde de référence dans trois poèmes provocateurs dont voici des extraits :

“ You ask me if I have ever been to Prison.

Been to prison ?

Your world of murderers and thieves

Of hatred and jealousy

⁵¹ Sauf à parler de ghettoïsation sociale...

⁵² La récente polémique autour du calcul du PNB chinois par la Banque Mondiale a permis de mettre en lumière la paupérisation globale dans le Monde durant la décennie 1990 – 2000 : les 100 millions de « pauvres » (moins de un dollar par jour, ces calculs étant eux-mêmes particulièrement discutables) que la Banque Mondiale recensa en moins sur la décennie prenaient en compte 200 millions de chinois passés au delà de la ligne de pauvreté admise, contre 100 millions d'habitants du reste du Monde passées en dessous durant la même décennie... Au total, selon les nouveaux calculs de la Banque Mondiale, 300 millions de pauvres supplémentaires ont été victimes des années 1990, balayant d'un revers les discours développementalistes, le concept de Pays en voie de développement, etc. <http://www.cadtm.org/spip.php?article3017>

And... you ask me if i have ever been to prison ?

I answer

Yes

I am still there

Trying to escape... »

Mutabaruka *“You ask me”*

« Why are we measurin progress

as determined by the west

why are we still sayin yes

to all their industrial mess (...)

why are we discussing problems

with people who refuse to solve them

why are we still beggin for freedom

while lookin down the barrel of a gun

Mutabaruka *Revolt aint a revolution*

« Yu seh steal not

yu tief mi lan

sex not

yu rape mi mada

keep de sabat

we work seven days a week

yu buil a nation from de sweat off mi back

now yu wah come gimme CRACK?”

Mutabaruka, 1985, *Thievin Legacy*

Le couple prison/liberté du premier poème peut être facilement comparé au couple Monde/antimonde, remettant en question la typologie brunésienne : à partir de l'expérience coloniale et post-coloniale jamaïcaine (notamment), Mutabaruka décrit le « Monde » brunésien comme un repère de bandits, une prison, de laquelle il tente de s'échapper... Les agences de voyages ne proposent-elles d'ailleurs pas aux occidentaux de s' « évader » pour quelques jours ? Et le mot Triade ne désigne-t-il pas à la fois le centre (réticulaire) de l'économie mondiale et une puissante mafia...

Le second met l'accent sur le lien de cause à effet entre les deux pôles du couple brunésien, que la neutralité sémantique tend à évacuer (contrairement à l'expression centre/périphérie par exemple qui induit une spatialité mais aussi une domination) : pourquoi mesurer le progrès selon les critères de ceux qui imposent le « régrès », pour reprendre l'expression d'Elysée Reclus, ceux qui l'imposent par la force pour leur propre progrès (le progrès des uns étant lié au « régrès » des autres, la richesse des uns étant bâtie sur la pauvreté des autres, par effet de balancier).

Le troisième enfonce le clou et remet en question la référence à un modèle occidental (le « Monde » de référence Brunet est, rappelons-le, marqué par un éconocentrisme lié à la position du chercheur, comme nous l'avons développé en début de partie) « Janus » déclarant de bonnes intentions mais agissant tout autrement, sur le modèle de la colonisation vendue comme vecteur de progrès...

Une autre remise en question similaire peut être apportée par l'œuvre du réalisateur colombien Victor Gaviria qui décrit dans son film « Rodrigo D. – No Futuro » (1985) les tribulations d'un jeune habitant d'une *comuna* de Medellin. Ce film documentaire, construit sur des interviews, rappelle que de nombreux habitants de ces *comunas* perçoivent comme Antonio, chef de gang, d'un des quartiers, le centre ville, le « Monde » brunésien (le monde formel), comme un organisme étirant ses bras pour attraper les jeunes désœuvrés dans le filet de son organisation inégalitaire et proto-coloniale. L'anthropomorphisme dont use *Antonio* pour comparer la ville à un organisme vivant anthropophage est ici souligné par le suicide du protagoniste, habitant d'une *comuna*, qui se jette d'un des gratte-ciels du centre financier de la ville sous le regard presque indifférent du portier. Car, comme le montrent bien le film et l'interview, « descendre en ville » engendre pour les habitants de ces bidonvilles la traversée d'un espace psychologique autant que physique, l'entrée dans un monde qui les rejette et les considère comme les vecteurs d'une dégénérescence morale pathologique.

Il y a deux différences majeures soulignées par ces remarques : la différence de point de vue, et la différence d'échelle sur laquelle porte le regard. Car, comme le disent les Veda hindoues « *les choses prennent leur réalité de celui qui les perçoit* » (Shrî Bhagavatî tattva, Siddhânta, cité dans Daniélou, A., 1992), autrement dit le « monde connu » apparaît à celui qui le perçoit comme le monde réel, et il est évident que l'œil de ces trois observateurs (Brunet, Mutabaruka, Antonio) n'embrasse pas du regard la même étendue spatiale, et n'attribue pas les mêmes valeurs à cet espace. Par conséquent, l'antimonde de ces trois observateurs ne s'étendra ni sur le même espace (sur des espaces opposés en réalité), ni sur la même échelle. De nombreuses raisons expliquent ces différences, parmi lesquelles le lieu de naissance et d'apprentissage avec la culture qui le baigne, le niveau et le mode de vie ainsi que les moyens utilisés pour assurer les besoins primaires et sociaux, etc.

Nous choisissons donc d'étudier le concept d'antimonde, de manière critique, en nous servant des rapprochements qu'il peut amener à l'esprit pour mieux comprendre l'organisation d'une partie du monde mal connue des Occidentaux, sans oublier que cette partie du monde porte en retour sa propre vision des choses. Ce regard est d'ailleurs à plus d'un titre particulièrement intéressant pour le chercheur qui doit y prêter un « regard de connivence » (Sautter, G. 1985).

Notre démarche va même plus loin puisque, plus que montrer l'organisation de ce que Brunet nomme « antimonde », nous chercherons à comprendre sa création par le « Monde de référence » de ces espaces, démontant au passage le mythe du « modèle » occidental / formel / légal, etc.

Troisième point dans cette critique constructive du concept de Roger Brunet, le prétendu parasitage. Brunet énonce que (ce qu'il définit comme) l' « antimonde » parasite parfois son autre, ce qui est vrai si on admet sa définition, mais l'auteur n'envisage pas une seule fois que cela puisse aussi être le cas en sens inverse quand bien même cette étude nous amènera à constater que l'antimonde est le résultat direct d'une économie formelle bien trop souvent elle-même parasite, et que les antimondes de l'informel sont bien plus souvent d'utiles épiphytes (utiles à la société dans son ensemble en baissant les taux de chômage et passant outre l'incapacité d'un Etat désossé à assurer le bien-être de sa population, etc.). Et comme nous l'avons effleuré dans la déconstruction du mythe de l' « argent propre », il n'est pas ici seulement fait allusion aux Etats décrits comme « *Failed States* », Etats kleptocrates (Fass, S., M., 1990), Etats parasites (Dupuy, A., 1989) ou Etats prédateurs (Lundhal, M., 1983) pour n'en citer que quelques uns, mais à l'économie dominante qui crée des « antimondes » à bon escient pour développer des espaces de main d'œuvre bon marché (cf. cas haïtien chapitre 7 par exemple), des espaces financiers abrités (Cf. Chapitre 2 et 3), des réserves de minerais bon marché (Voire Guyana, Venezuela et Colombie, chapitre 3, Jamaïque chapitre 6, etc.), des « colonies de vacances » (Cazes, G., 1989, voir les études de cas sur St Vincent et la Dominique), etc.

Examinons désormais deux célèbrissimes citations appartenant à deux acteurs bien distincts, puisque le premier serait selon le concept brunésien un bon représentant, s'il en est, du « Monde », en l'occurrence le président américain T. Roosevelt, et le second de l'antimonde, la « mafioso » Al Capone :

“Speak softly and carry a big stick, you will go far”

T. Roosevelt⁵³

⁵³ Citation disponible sur le site de l'association Théodore Roosevelt : <http://www.theodoreroosevelt.org/life/quotes.htm>

“*You can get further with a kind word and a gun than just a kind word alone*”

Al Capone⁵⁴

Plus que des citations, ces devises deviendront rapidement des symboles de la politique menée par les deux personnages à tel point qu'on renommera rapidement la politique américaine dans la région caraïbe, par exemple, la politique du « *big stick* ». Il est évidemment intéressant de noter la proximité entre deux « philosophies » animant deux pôles censés être opposés. A moins que l'on ne considère comme le philosophe, linguiste et spécialiste de politiques étrangères des Etats-Unis, Noam Chomsky, huitième universitaire le plus cité de tous les temps⁵⁵, que les Etats-Unis deviennent un *Failed State*, un Etat qui ne protège pas ses citoyens, qui ne respecte pas les réglementations internationales et qui en devient, en outre, dangereux pour ses propres citoyens et le reste du Monde, un véritable « Etat-voyou ». (Chomsky, N., 2006). Au quatrième siècle avant l'ère chrétienne, Alexandre le Grand interrogea personnellement un pirate capturé par son armée et lui demanda pourquoi ce dernier cherchait à conserver sa maîtrise des mers : « *Ce que vous attendez en vous emparant de la terre entière, mais comme je le fais avec un petit bateau, je suis un voleur, alors que vous le faites avec une grande flotte, vous êtes appelé empereur* »⁵⁶...

Ainsi les limites du concept brunésien reposent principalement sur la simplification exacerbée d'une réalité complexe, simplification dont Roger Brunet est coutumier dans une optique de vulgarisation qu'on ne peut lui reprocher que dans la mesure où elle dissimule, comme l'« antimonde », des parties que l'on ne saurait voir : « *Il ne faut pas trop montrer au peuple comment on vit au château. Il ne faut pas lui laisser voir les anormaux. Il y perdrait le moral sinon toute morale* »... (Brunet, R., 1992)

Un certain econocentrisme / sociocentrisme a été noté aussi, principalement pour ce qui est de considérer les espaces informels comme appartenant à un « antimonde » (problème du monde de référence qui en devient « modèle »).

Le couple Monde / antimonde demeure cependant bien moins politiquement marqué que son homologue à relent colonial développé / sous-développé (actualisation de l'ancien civilisé / sauvage). Par ailleurs le dualisme brunésien demeure autrement plus fin que le géographisme creux et inadéquat « Nord/Sud » (aussi décliné en « suds »), et pourtant largement utilisé pour ses vertus de pseudo neutralité politique par rapport au concept conservateur, ethnocentrique et

⁵⁴ Célèbre citation disponible entre autre sur Wikipedia : http://en.wikiquote.org/wiki/Organized_crime

⁵⁵ Ce qui le place entre Freud et Hegel. Cf <http://web.mit.edu/newsoffice/1992/citation-0415.html>

⁵⁶ http://contreinfo.info/article.php3?id_article=2648

socioévolutionniste de développement ou au couple à consonance marxiste de centre/périphérie. Ce dernier conserve, dès lors qu'on l'applique à un espace réticulaire plus qu'à un espace géométrique fictif, la primauté de la pertinence géographique « *à condition d'être accompagné d'autres modèles interactifs de relations entre espaces* » (Lévy, J., Lussaut, M., 2003). C'est là que le concept brunésien trouve toute sa force dès lors que le chercheur reste conscient des limites de ce dualisme simplificateur.

1.7. Conclusion : de l'importance relative des mots

Comme le rappelle justement A. Bailly et R. Ferras, « *les concepts ne se présentent jamais isolés mais toujours en interaction, prenant leur sens au sein d'un réseau conceptuel dont la hiérarchie change avec la situation, l'éclairage que l'on veut donner, le problème que l'on pose, les hypothèses que l'on émet en un kaléidoscope recréé à chaque situation analysée* » (Bailly, A., Ferras, R., 1997). C'est ce que R. Brunet énonce simplement dans l'introduction de son dictionnaire de Géographie quand il affirme que « *les mots ne sont pas neutres. Derrière sont les idées, les concepts...* » (Brunet, R., 1992) Mais derrière la guerre des concepts, et des paradigmes qu'ils soutiennent, demeure cependant l'immense problème de cette « *misère humaine qui cherche humblement, féroce, sa place au soleil* » (Sauvy, A., 1952) et de la gigantesque fracture socio-spatiale qui coupe irrégulièrement la planète, souvent de manière plus marquée autour de ses méditerranées.

Et pendant que nous discutons sur les bancs de l'Université du terme approprié pour décrire au mieux ce fossé ethnico/socio/économique, celui-ci s'accroît : en 2007 le groupe des pays les plus riches du Monde (Etats-Unis, Royaume-Uni, Japon, Union Européenne) possède un PNB trois fois supérieur au reste de la planète. Ce groupe de pays, dont la population totale n'atteint pas 15% de la population mondiale, concentre alors près de 73% des richesses totales⁵⁷ ! Mais comme Elysée Reclus le notait déjà, il ne faut pas confondre Etat et Nation. Car dans ce groupe même d'Etats, le décile le plus aisé de la population concentre 26% des richesses (jusqu'à 30.5% aux Etats-Unis, près de 30% en Grande- Bretagne) quand le décile le plus dépourvu ne collecte pas même 3% de ces mêmes richesses (C'est pourquoi la métaphore économique de pays riches/pauvres est, elle aussi, très limitée). Au total, le décile le plus riche de ce groupe de pays, représente 1.5% de la population mondiale et concentre 19.5% des richesses totales ! (Ce qui montre la grande faiblesse de l'analyse Nord/Sud et la force de son homologue Centre/Périphérie)

⁵⁷ Calculs effectués à partir des chiffres fournis par le *World Factbook* 2007 de la CIA.

De l'autre côté de la balance, et même si on accepte les indicateurs de pauvreté de la Banque Mondiale qui décrivent comme pauvres les ménages vivant avec moins de 2.08 US\$ par jour (!), 52% de la population des « *pays en voie de développement* » (expression de la Banque Mondiale pour décrire des pays qui marcheraient vers le « développement » sans jamais y parvenir depuis un demi siècle...) vit sous ce seuil inacceptable, soit 41% de la population mondiale (2,735 milliards d'êtres humains) ! (Calculs effectués à partir des études menées pour la Banque Mondiale par Shaohua, C., Ravallion, M., 2004). L'expression même de "pays en voie de développement" (utilisée par l'école développementaliste dont la Banque Mondiale et le FMI sont les plus grands fanatiques) est remise en cause par les observations des auteurs de cette recherche : si le nombre de ménages vivant sous le seuil de 1.15US\$ par jour (1.1 milliards de personnes en 2001⁵⁸) a baissé de 200 millions depuis le début du millénaire (200 millions de chinois⁵⁹ !), la population vivant sous le seuil de 2.08US\$ par jour s'est accrue (ce qui représente, même dans les pays « pauvres » un seuil extrêmement bas) du double (Shaohua, C., Ravallion, M., 2004)! Donc, soit ces pays ne sont pas véritablement « en développement », soit le « développement » est un processus de concentration des richesses étendant la pauvreté⁶⁰ Dernière hypothèse : le développement est un mythe utilisé pour masquer l'accroissement massif des inégalités, la concentration quasi féodale des richesses, et l'extension spatiale et sociale de la pauvreté.

Dès lors on pourrait aisément se perdre en intellectualisations, voir dans l'antimonde de Brunet une application géographique de ce qu'est la chorématique à la cartographie, c'est-à-dire une simplification que les uns considèrent comme trompeuse, les autres comme d'un véritable intérêt heuristique. Et les « maîtres de conférence » se transforment alors en « maîtres de circonférence »... Sans doute serait-il plus utile en effet d'utiliser le concept de Roger Brunet pour aller aussi loin que possible dans la compréhension d'espaces largement ignorés par les sciences économiques et sociales jusqu'à une période récente, bien que majoritaire en terme de superficie comme en terme de démographie. Aussi longtemps qu'il est utile, sachons utiliser le précieux outil que représente la dialectique Monde/antimonde sans pour autant nous cacher ses limites. C'est ainsi que nous choisissons de parler d'antimonde brunésien pour inclure un point de référence et marquer notre

⁵⁸ D'après la Banque Mondiale. <http://iresearch.worldbank.org/PovcalNet/jsp/Introduction.jsp>

⁵⁹ Le PIB chinois a depuis été recompté et revu à la baisse. En réalité on compte 200 millions de chinois pauvres de plus ! Le nombre de ménages vivant sous le seuil de pauvreté n'a donc pas baissé depuis le début du millénaire, il a augmenté largement.

⁶⁰ Cette seconde possibilité sera renforcée par l'analyse des mesures d'« ajustement structurel » prises par le FMI, cherchant volontairement à accroître les inégalités pour accroître en proportion l'épargne (des ménages riches). (Cf. Le Franc, E., (Ed.), 1994, *Consequences of Structural Adjustment : a review of the Jamaican experience*, Kingston, Jamaica, Canoe Press.)

intérêt pour le regroupement d'espaces proposés sans pour autant accepter le sociocentrisme du concept.

On peut alors plus librement s'intéresser aux espaces caractéristiques de l'antimonde brunésien.

Ses « banques » sont un des exemples les plus caricaturaux. Rejetés par les institutions légales ou effrayés par l'impossibilité de préciser l'origine de leurs fonds, les individus animant l'antimonde ont recours à toutes sortes de procédés. Les jeunes habitants des ghettos urbains font ainsi couramment usage des bijoux pour placer leur argent. Car à l'origine de cet aspect le plus voyant de la mode « *bling* », on retrouve le placement des jeunes hommes pauvres qui ne peuvent déposer leur argent en sécurité ni dans une banque, qui les refuse, ni chez eux (car ils peuvent être plus ou moins nomades, les habitations de certains ghettos ne sont pas aussi hermétiques que les constructions en dur, etc.), et doivent donc conserver les rares surplus dégagés sur eux. Investir dans l'or est une technique courante en Afrique et en Amérique Latine, pour porter à son cou, à ses bras, ou à ses doigts (voir dans sa bouche !), des capitaux de réserve (Figueira, D., 2001). Les prostituées jamaïcaines ont, elles, leurs banques et leurs banquières officieuses pour placer les surplus de la saison touristique, et les redistribuer pendant la saison creuse (Campbell, S., Perkins, A., Mohamed, P., 1999). Les mères de famille se fient au « cash + ». Pour contrer les difficultés d'accès au système bancaire, les gros trafiquants de drogues illicites ont eux recours à une multitude d'intermédiaires qui ont donné à la pratique le nom de « schtroumfage » (« *Smurfing* » en anglais) (Dupuis, M., 2001). L'antimonde a aussi ses propres services de sécurité : les Massai urbains de Kibera, le plus grand bidonville de Nairobi, protègent les petits magasins la nuit, tout comme les Pigmées urbains de Kinshasa protègent les villas de luxe, armés de leur réputation guerrière et de leur aura plus ou moins mythique (et dans le cas des Pigmées de fléchettes empoisonnées). Les rues de Rocinha, *favela* de Rio de Janeiro, sont patrouillées la nuit par des adolescents armés de M16, AK-47 et de grenades d'assaut pour protéger les *bocas*, points de vente de drogues illicites, tandis que les plus jeunes se répartissent les tâches d'espionnage et de « renseignement ». A tels points que les commerçants commencent à relocaliser leurs points de vente dans ces quartiers plutôt que de subir les vols à main armés fréquents sur le front de mer huppé d'Ipanema ! C'est là qu'on apprécie le dualisme socio/spatial inhérent à l'antimonde comme à chaque cadre spatial, chacun ayant ses caractères sociopètes (qui favorise le contact) et sociofuges (qui réduit les contacts)⁶¹. Ainsi en est il des gangs des favelas / ghettos sud américains / caribéens, qui posent à leur communauté le « deal » suivant : ils prennent en charge la protection complète de la communauté

⁶¹ Le dualisme entre le caractère sociopète / sociofuge de chaque type de cadre spatial a été mis en évidence notamment par les recherches de l'anthropologue Edward T. Hall sur la proxémique, cette « dimension cachée » de l'espace fait de pratiques fonctionnelles, culturelles et relationnelles. Elles ont été développées par la suite par Armand Frémont avec le concept d' « espace vécu ».

(ce qui représente un caractère sociopète, dans un contexte de prédation étatique vectorisée par une police corrompue), en échange de quoi la communauté doit fermer les yeux ou accepter les activités illégales de ces gangs (ce qui peut représenter un facteur sociofuge). Ces acteurs proposent donc à leur communauté une re-territorialisation, soit la création, en marge directe d'un Etat perçu comme parasite, d'un territoire communautaire (lié par des liens ethniques, religieux sociaux, culturels, économiques) avec ses lois et son fonctionnement propre, ou presque. Presque car ces espaces marginaux sont toujours intimement liés au centre dont ils tentent pourtant, en apparence ou en profondeur, de se détacher. La police et les agences gouvernementales chargées de la planification des constructions sont les premiers relais entre ces deux Mondes « parallèles ».

Comme il l'a été noté plus haut, l'antimonde s'affiche souvent sous des caches voyants qui lui confèrent sa visibilité paradoxale. Les taxis informels jamaïcains se distinguent des véhicules de particuliers par leurs vitres teintées qui dissimulent les passagers aux yeux des autorités tout comme les vendeurs de DVD pirates ambulants se reconnaissent à leur large veste dans laquelle ils dissimulent leurs marchandises...

On peut aussi s'intéresser aux dérives de l'antimonde de Roger Brunet. Mises à part la corruption galopante évoquée dans le cadre des rapports entre les villes de squatteurs, ou bidonvilles (dérogation urbaine), et leurs contreparties légales, on voit aussi ces dérives dans l'explosion de la dérogation fiscale qui, à partir des années 1980, entraîne une course à l'acquisition d'espace « off shore », c'est-à-dire a-territorialisé, en principe du moins. Les petites îles deviennent alors des espaces extrêmement attractifs, au moment précis où l'importance de la distance euclidienne (et donc les facteurs limitant liés à l'insularité) est supplantée par la distance réticulaire, notamment en raison du développement des moyens de communication à distance (et de l'explosion du trafic aérien et maritime). Ainsi une ancienne plateforme pétrolière située au large du Royaume Uni est occupée en 1967 par un militaire excentrique, qui envoie aux autorités britanniques une déclaration d'indépendance signée par le « Roi de Sealand ». L'adresse de la plateforme est une boîte aux lettres autrichienne... En 1995, les « autorités » de la plateforme créent une banque et lancent sur internet une campagne de promotion de l'activité financière dans cette principauté qui ne figure sur aucune carte... et qui est aujourd'hui à vendre (Dupuis, M., C., 2000).

Si les centres de l'antimonde peuvent être hypercentraux spatialement, au cœur des métropoles occidentales, ou ultra périphériques, les marges frontalières du triangle d'or par exemple, voire en situation intermédiaire (la semi périphéricité des paradis fiscaux, en orbite proche des grands centres financiers par exemple), ses périphéries sont généralement les marges des marges : les champs de ganja, comme les champs de coca, occupent les premières hauteurs des espaces montagneux d'accès difficiles (les anti-routes de Pierre-Arnaud Chouvy). La répartition des

bénéfices, aussi inégale dans le Monde que dans l'antimonde, contribue d'ailleurs à la surmarginalisation de ces espaces : les paysans afghans reçoivent seulement entre 30 et 70 US\$ par kilo d'opium produit (Labrousse, A., 2004a.) (chaque kilo d'opium donnera 100g d'héroïne, vendue 126 US\$/gramme au détail sur le marché US en 2000, d'après UNODC 2006⁶²), tout comme les énormes bénéfices de la cocaïne ne vont ni aux « cartels colombiens » (mythe entretenu par la DEA, selon le professeur spécialisé en histoire des drogues illicites de la *Stony Brook University* de New York, Paul Gootenberg), ni moins encore aux véritables producteurs, mais aux détaillants sur les marchés occidentaux (Gootenberg, P., 2004), et notamment ses banques (officielles) qui taxent (officieusement) ce trafic (illicite) par des mesures dites « anti-blanchiment⁶³ » (Dupuis, M., C., 1998).

Ces espaces créatifs, évolutifs, mouvants, se reforment au gré des changements répressifs et des autres aléas qui influent sur l'antimonde. Les circuits de la distribution de la cocaïne se recréent sans cesse autour de la Colombie à tous les niveaux d'analyse : à l'échelle planétaire, on utilise de plus en plus les relais équatoriens, brésiliens et ouest africain, à l'échelle régionale caribéenne les Bahamas et la Jamaïque sont progressivement remplacés par Haïti, la République Dominicaine et Trinidad, etc. De même un espace urbain comme Trenchtown, au cœur de l'immense « ghetto » de Kingston-ouest a connu depuis sa création de nombreuses évolutions. Jusqu'aux années 1950, l'enclos (« Pen ») se peuple des migrants chassés des campagnes par la misère rurale et ceux-ci érigent une ville construite entièrement en matériaux de récupération. L'ère du socialisme Fabian portée en Jamaïque par Norman Manley voit la reconstruction d'un lotissement à Trenchtown et le « ghetto » ethnico-économique devient un ghetto politique réservé aux adhérents du parti. Petit à petit, le béton décrépit et au fur et à mesure que la ville haute se modernise, Trenchtown apparaît de plus en plus comme un espace défavorisé privé des services publics rudimentaires. La guerre politique y fait des ravages et le Nord (Concrete Jungle) devient une enclave PNP (parti progressiste), le Sud-est (Rema) une enclave JLP (parti conservateur) et le centre la ligne de front. Au cœur des affrontements politiques, la ligne de front se transforme en épicerie culturelle jamaïcaine et la vague du Reggae des années 1970 y naît derrière un jeune homme que les habitants du quartier décrivent comme obsédé par la Musique (Interview Ricky Tucker⁶⁴). Façonnant ses morceaux jour et nuit, Bob Marley sort du Ghetto et sort son ghetto de l'anonymat... Moins d'un demi siècle plus

⁶² Par conséquent le producteur d'opium reçoit 50 US\$ pour 100g d'héroïne produite, quand ces 100g seront revendus au détail 1260 US\$. Le producteur empoche donc seulement 4% des bénéfices de ce trafic.

⁶³ Ces mesures, comme l'obligation de déclarer l'origine des fonds pour dépôt supérieur à 10 000 US\$ aux Etats-Unis, génère une avalanche d'opérations bancaires pour contourner le système répressif (le *smurfing* par exemple), d'où une augmentation des commissions...

⁶⁴ Les Tucker sont célèbres dans le milieu de la musique jamaïcaine. Les onze frères et sœur ont grandi dans le Trenchtown des années 1960 / 1970 lors de l'explosion du Reggae derrière Bob Marley.

tard, à l'heure actuelle, des cars de touristes occidentaux déversent sporadiquement leurs flots de visiteurs à Trenchtown dans l'arrière-cour immortalisée par la chanson *No woman no cry*... Un vaste projet urbain prévoit d'ailleurs de réhabiliter la partie basse de la ville pour en faire le centre commercial en front de mer. Reste à savoir où mettre les habitants qui pour une bonne part squattent terres et/ou logements depuis plusieurs décennies.

Pour autant, il est important de ne pas tomber dans le géographisme et ainsi savoir « abandonner le radeau une fois la berge franchie » comme le dit le proverbe chinois. « *Le perfectionnement des moyens et la confusion des buts semblent caractériser notre époque* » disait Albert Einstein. Le concept d'antimonde est limité car la réalité du Monde est infinie, et plus on étudie l'antimonde, plus l'ombre recule, et jaillit alors à la lumière la complexité d'un Monde unique. Mais cette dialectique peut sans aucun doute aider la discipline à approfondir les recherches sur les espaces délaissés. « *La science [...] est faite d'erreurs, mais d'erreurs qu'il est bon de commettre, car elles mènent peu à peu à la vérité* » (Verne, J., 1863). Gageons ici que le concept brunésien puisse être une de ces erreurs utiles...

Chapitre 2 : De quelques espaces-types de l'antimonde caribéen et de leur intégration à l'échelle mondiale

*« Vous êtes dans la brume qui avance. Vous êtes ma terre.
Vous avez pris possession du vaste monde.
Vous m'entourez. Vous me parlez.
Vous êtes le monde et vous êtes moi.
Vous avez gagné car vos visages sont dans toutes les brumes,
vos voix dans toutes les saisons,
vos gémissements dans toutes les nuits »
Jean Giono, Refus d'obéissance.1937.*

2.1 Introduction

Comme le démontre la longueur de la définition non exhaustive qu'en fait Roger Brunet, l'espace qu'il définit comme l'antimonde est extrêmement vaste et les réseaux qui y sont rattachés sont tellement nombreux qu'il est même difficile d'en donner une typologie précise. Leur échelle varie du local au global et la plupart fonctionnent en réalité en échelles emboîtées, comme des systèmes multiples interdépendants les uns des autres, et des systèmes du « Monde ».

Tel est le cas de l'espace des drogues illicites qu'on peut analyser géographiquement à partir d'une rue, d'un quartier, d'une ville, d'une région, d'une île, d'un pays, d'un continent ou à l'échelle de la planète, dans la profondeur de ses relations politiques et économiques. A mesure que les échelles s'emboîtent apparaissent des acteurs et des enjeux nouveaux. Il en est de même pour la prostitution, le jeu, etc.

L'objectif de ce second chapitre vise à replacer dans un contexte plus vaste différents espaces types proéminents de l'antimonde caribéen pour montrer à la fois l'intégration de la région, son rôle, et ses particularités. Il s'agit aussi de préciser exactement les termes qui seront utilisés par la suite (zone franche, paradis fiscal, drogue, ghetto, etc.). Nous avons choisi pour ce faire les exemples d'espaces-types les plus représentatifs de l'antimonde caribéen, soit les espaces dérogatoires: (pavillons de complaisance, paradis fiscaux, zones franches), les territoires des drogues illicites, les prisons, et les espaces urbains du squat et/ou de l'habitat précaire, tous ces espaces étant ici analysés

de manière diatopique pour faire apparaître particularité, rôles et spécialisations de la région caraïbe.

2.2 Espaces de la dérogation fiscale, industrielle, commerciale et maritime : l'espace de l'extraterritorialité.

« Les dérogations aux règles, dès qu'elles ne sont plus des cas isolés (...),
sont des plus intéressantes à observer. »

Gide, 1941, *Journal*

La notion on ne peut plus paradoxale d'extraterritorialité – un dérivé de la « *fiction du Droit international*⁶⁵ » de l'exterritorialité des ambassades -, c'est-à-dire de non appartenance à un territoire donné, est indissociable de la notion de dérogation. Car au 21^e siècle les limites de l'écoumène concordant de manière de plus en plus complète avec les limites physiques d'un archipel planétaire de plus en plus insularisé, il n'existe en principe plus d'espaces vierges de toute territorialisation⁶⁶. Même les terres les plus éloignées physiquement et les plus difficiles d'accès comme l'Antarctique, revendiqué par 7 Etats⁶⁷, ou le substrat rocheux sur lequel baigne l'Océan Glacial Arctique font l'objet de rivalités géopolitiques plus ou moins virulentes selon les périodes. Le 2 août 2007, le gouvernement Russe a par exemple relancé la polémique sur la territorialisation du pôle Nord magnétique, sous lequel se concentreraient d'importantes réserves d'hydrocarbures⁶⁸... Dans un espace entièrement délimité par un réseau de normes étatiques complexes, l'extraterritorialité ne peut donc être qu'un arrangement, voulu ou subi, financier ou diplomatique, conduisant à la déterritorialisation, complète ou partielle, d'une portion donnée d'espace, et ce dans un jeu de dépendances politico-économiques. Certaines dérogations sont obtenues par la force et le fait accompli, notamment dans l'espace mouvant des drogues illicites. D'autres sont le fait d'accords régionaux et/ou nationaux et/ou internationaux. C'est à cette catégorie que se rattache l'archipel des îlots de non droit (ou plus exactement de fiction de Droit) en matière maritime (les pavillons de complaisance), fiscale (les « paradis fiscaux »), industrielle et

⁶⁵ Cf. Définition de l'exterritorialité dans le TLFi : <http://atilf.atilf.fr/dendien/scripts/tlfiv5/advanced.exe?8;s=1788184185>;

⁶⁶ La territorialisation sous-entend à la fois appartenance et appropriation.

⁶⁷ Argentine, Chili, Australie, France, Norvège, Nouvelle Zélande, Royaume-Uni.

⁶⁸ Optant pour la politique du fait accompli (ou du planté de drapeau), et sur l'hypothèse scientifique précoce selon laquelle la dorsale Lomonossov qui tapisse le fond marin du pôle serait un prolongement géologique du bloc continental Russe, un équipage a planté un drapeau national en carbone à plus de 4 500 mètres sous le pôle pour marquer ses prétentions territoriales sur cet espace aussi revendiqué par la Norvège, le Canada et les Etats-Unis. Selon la *US Geological Survey*, 25% des réserves mondiales de pétrole brut se trouveraient au Nord du Cercle polaire... (<http://www.betapolitique.fr/La-Russie-annexe-le-Pole-Nord-01394.html>)

commerciale (les « zones franches » en français, « zones libres⁶⁹ » en anglais), que la littérature sur la question tend trop souvent à analyser séparément.

2.2.1. Historique de la dérogation

Selon les règles d'une bonne logique dualiste, la dérogation naît avec la loi, et Laurent Leservoisier rappelle par exemple que les « paradis fiscaux » émergent en Europe avec la naissance de l'imposition. Dans la Grèce Antique, les marchands font par exemple des détours de 20 miles pour stocker leurs biens dans les Cyclades pour échapper aux 2% de taxes perçus sur les importations/exportation à Athènes. Entre le 16^e et le 19^e siècle, Londres s'établit comme une cité commerciale en exonérant les nouveaux arrivants d'imposition tandis que les Flandres bâtissent des ports d'envergure en limitant les restrictions. Aux Etats-Unis, au 18^e siècle, les colonies commercent prioritairement avec l'Amérique Latine pour éviter de payer les taxes requises dans le commerce avec l'Angleterre (Leservoisier, L., 1990).

L'ambassade est une des figures spatiales les plus simples de la dérogation : ses limites marquent une frontière fictive à l'intérieur du pays qui l'accueille. A l'intérieur de ses limites siège la juridiction du pays de rattachement, selon le principe de l'exterritorialité qui s'applique aussi aux sièges des Nations Unies. Dans son sens premier, l'ambassade est aussi « *une délégation extraordinaire envoyée à l'étranger avec un mandat particulier et temporaire*⁷⁰ », telles les délégations de colons et de pirates (*privateers*) chargées de piller les espaces hors de la territorialité occidentale et les concurrents dans cette entreprise, sous l'œil bienveillant et moyennant les dérogations juridiques de leurs gouvernements de rattachement. La comparaison n'est pas anodine lorsque l'on connaît le rôle des ambassades des Etats-Unis en Amérique Latine ou celles des ambassades Françaises en Afrique.

En 1944, à Bretton Wood les représentants de 44 nations du globe bâtissent un système économique international qui ne reconnaît comme acteurs que les Etats-nations. A partir de ce jour toutes les transactions individuelles sont regroupées et comptabilisées internationalement comme des échanges entre Etats, dans un schéma simple rappelant les théories classiques de l'économie de Adam Smith. Mais la même année, Keynes affirme déjà que les seuls documents chiffrés qui ne souffrent pas d'approximation sont les annuaires téléphoniques... A partir des années 1960, des interstices majeurs émergent dans le système économique international et les débits ne

⁶⁹ Les anglo-saxons parlent de « *Free Trade Zone* » (FTZ) ou de « *Export Processing Zone* » (EPZ) pour désigner ces espaces, tournés vers l'export (et non les marchés intérieurs), situés hors de la territorialité fiscale de l'Etat. On dit en Amérique Latine *maquiladoras* suivant l'exemple mexicain développé à partir des années 1965.

⁷⁰ D'après le Trésor de la Langue Française Informatisé, <http://atilf.atilf.fr/dendien/scripts/tlfiv5/advanced.exe?8;s=351010560;>

correspondent pas aux crédits. Un espace « extraterritorial » émerge hors des comptes étatiques et engloutit rapidement une part de plus en plus importante des échanges internationaux. Avec l'accroissement du prix du pétrole négocié par l'OPEP en 1973 puis en 1979, les pétrodollars inondent les marchés financiers et la situation se détériore encore. A tel point qu'en 1987, 50 milliards de dollars (US\$) biens échangés ne sont arrivés nulle part selon les registres ! Au total, entre 1970 et 1990, plus d'un trillion de dollars (mille milliards) sont sortis des comptes d'Etats sans réapparaître ailleurs ! « *Ce trou noir est un révélateur, l'économie a une face cachée. Aujourd'hui son exploration s'impose* »... (Couvrat, J., F., Pless, N., 1989)

2.2.2. Pavillons de complaisance

*« Un navire est un petit morceau de territoire national où le capitaine,
c'est bien connu, est le seul maître après Dieu.
Son seul devoir est d'appliquer la loi du pays où il a été enregistré.
Que ce pays soit sans foi ni loi, et voici un petit morceau de territoire où tout est permis.
Tout ce que décide l'armateur bien entendu.
Il doit cependant respecter les « règles de la circulation »
mais il y a peu de gendarmes en haute mer. »*

Couvrat, J., F., Pless, N. *La face cachée de l'économie Mondiale.*

C'est dans le pays modelé pour les besoins étasuniens de Panama⁷¹ (McCullough, D., 1977) qu'est née au début du 20^e siècle le principe du pavillon de complaisance, et durant les années 1920/1930 bon nombre d'armateurs américains, les « *bootleggers* », y inscrivent leurs bateaux pour contourner la prohibition sur le commerce des alcools. Rapidement les compagnies croisiéristes nord-américaines arborent le pavillon panaméen pour pouvoir offrir à leurs clients, argument de vente non négligeable en période de prohibition, du rhum. En 1939, le gouvernement des Etats-Unis légalise ce système, jusque-là au mieux informel, avec la création des registres ouverts (*open registers*), afin de pouvoir fournir des armes aux Britanniques sous pavillon panaméen. Mais les législations maritimes étant rapidement jugées trop contraignantes à Panama, les Etats-Unis encouragent un autre de leurs territoires d'Outre-Mer officieux, le Liberia, à s'ouvrir aux bénéfices de l'immatriculation de complaisance, attirant immédiatement les navires pétroliers ainsi

⁷¹ Pour faire bref, les Etats-Unis arrachèrent la région de Panama à la territorialité colombienne le 3 Novembre 1903 en s'appuyant à la fois sur un mouvement indépendantiste datant de l'époque coloniale (espagnole) et sur une solide oligarchie collaboratrice (puis à partir des années 1950 sur des généraux plus autoritaires). La constitution Panaméenne, écrite durant occupation de la marine américaine, stipule que les Etats-Unis possèdent tous les droits sur la région où sera construite le célèbre et géostratégique canal. La construction du dit canal prendra 10 ans pour s'achever en 1914.

que bon nombre d'armateurs grecs⁷². Avec la fermeture du Canal de Suez, décidée par le gouvernement Nasser en 1956, les tankers au départ du Golf Persique doivent contourner l'Afrique, découvrant alors les intérêts de la (non) législation Libérienne : le pays n'adhère alors à aucune convention maritime ! Le registre ouvert à New York voit tellement de nouvelles entrées que le Libéria, et son million d'habitants, devient la première flotte mondiale en 1966, devant la Grande Bretagne, avec actuellement trois fois plus de navires enregistrés que les Etats Unis... Surfant sur l'aubaine économique, le Liberia aurait encore retiré 18 millions de dollars de son programme maritime en 2000, et il n'est dès lors pas étonnant que d'autres dépendances plus ou moins liées à leurs métropoles de rattachement se lancent dans le commerce de pavillon : Antigua et Barbuda (CM), Les Bahamas (CM), Barbade (CM), Bélize (CM), les Bermudes (GB), Cayman (GB), les Comores, Chypre, Gibraltar (GB), la Jamaïque (CM), les Îles Marshall (EU), les Antilles Néerlandaises (PB), St Vincent et les Grenadines (CM) les îles Tonga, Vanuatu, etc. (International Transport Worker's Federation, 2007⁷³). *Last but not least*, le plus grand pays enclavé du Monde, retire plus de 200 000 dollars par an des ventes de son pavillon tricolore, depuis que près de 300 navires voguent sous la (non)juridiction des déserts mongols⁷⁴ ! Ce n'est pas non plus sur le lac Titicaca que croisent les 24 cargos arborant le pavillon bolivien, la petite enclave sud-américaine utilisant la même stratégie spatiale de désenclavement⁷⁵ par la connexion aux réseaux financiers du système monde, selon un modèle qui a particulièrement bien réussi économiquement à une autre enclave physique, la Suisse, dans un autre domaine dérogatoire...

Ces petits arrangements en haut lieu sur le code du travail, sur les normes environnementales et sur les diverses taxations, concernent au début des années 2000 la moitié du tonnage international et la majeure partie des pertes de navires en mer, incluant les responsables des marées noires comme celle provoquée par le naufrage du « Prestige » (propriété d'une société Libérienne, pavillon Bahaméen, armateur grec, affréteur Russe, équipage roumain et philippin...) en 2002 au large de l'Espagne. Devant la complexité des montages pour déroger aux droits et aux taxes internationaux, il faut des années pour retracer la chaîne des responsabilités dans ces situations, et dix années auront par exemple été nécessaires pour établir les torts dans le naufrage de « l'Amoco Cadiz » (1978). Véritables « *naufreurs de la statistique internationale* », les pavillons de complaisance permettent aux transporteurs de ne pas déclarer leurs recettes (Couvrat, J., F., Pless, N., 1986). Les deux Tiers de la planète couverts par les océans échappent ainsi largement au droit international

⁷² The Economist, *Brassed Off: How the war on terrorism could change the shape of shipping*, 16 Mai 2002. http://www.economist.com/business/displaystory.cfm?story_id=E1_TTPGVJN

⁷³ <http://www.itfglobal.org/flags-convenience/flags-convenien-183.cfm>

⁷⁴ <http://www.globalpolicy.org/nations/flags/2004/0702landlocked.htm>

⁷⁵ La Bolivie est une enclave depuis l'annexion de ses régions côtières riches en nitrates par le Chili durant la Guerre du Pacifique (1879 – 1884).

grâce à ces combines. La *International Transport Worker's Federation* note que les pavillons de complaisance donnent lieu à toutes sortes d'entorses aux réglementations. Exemples parmi d'autre, certains équipages se voient impayés ou encore débarqués dans des ports distants de leurs ports d'embarcation, etc. (cité dans Russel, W., 1999)

L'inscription est des plus simples puisque que des sociétés relais basées directement dans les principaux pôles de la Triade se chargent de l'immatriculation : on s'inscrit sur le registre bahaméen depuis la City à Londres et au Liberia en déposant son nom sur un registre à New York ou à Zurich. D'après le « *Manuel de l'Offshore* », on monte une société en 48h au Liberia⁷⁶, et pour un coût de 700US\$, pour être opérationnel sous un pavillon non regardant sur l'origine des équipages, le chargement, les trajets, etc.⁷⁷

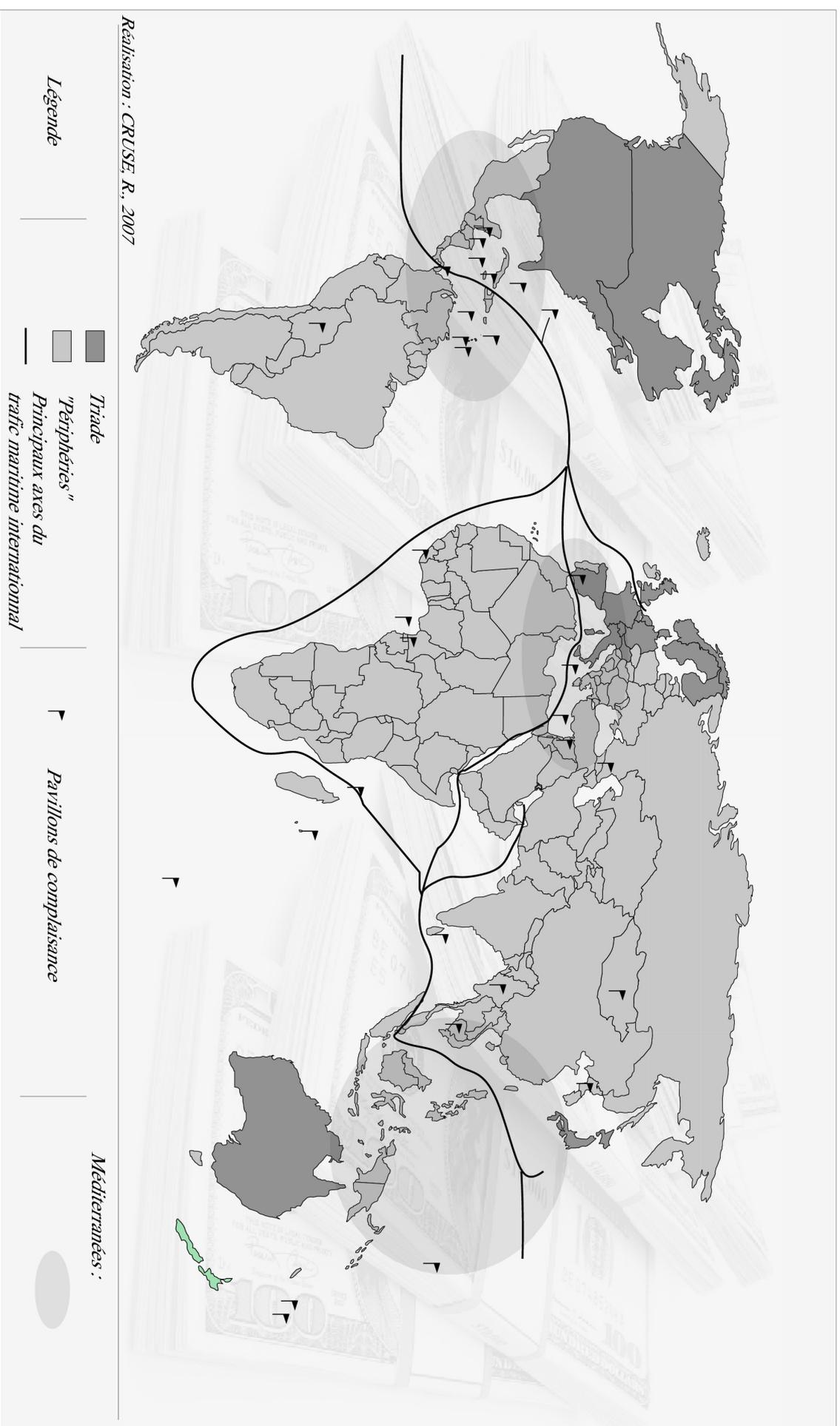
Face à la concurrence internationale, même la France (comme l'Allemagne) crée un « pavillons bis » en 1986 (Le RFI) en proposant à ses armateurs des allègements fiscaux. Les territoires français marginaux des Kerguelen (pas de population fixe) et de Wallis et Futuna (15 000 habitants) servent alors de dépendance pour faire face à la concurrence de l'archipel de pavillons de complaisance britanniques (dépendances et Commonwealth) et américains, depuis la fermeture de celui de Djibouti à l'indépendance du territoire nord-africain,

Comme on le constate à l'aide de la carte n°7, les pavillons de complaisance, surtout les plus anciens, se positionnent étroitement autour des principaux axes du commerce maritime, particulièrement dans les méditerranées eurafricaine et américaine, bien que rien ne puisse désormais justifier, autrement que symboliquement, d'avantages comparatifs de ces espaces en la matière. Les cas évoqués plus haut de la Bolivie et de la Mongolie montrent que même l'accès à la mer n'est pas un facteur limitant pour ces espaces dérogoratoires qui transcendent les limitations de l'espace physique... La proximité des pôles de la triade, qui jouait pour les premiers espaces à se spécialiser dans ce secteur, est aujourd'hui dépassé par la conception de l'espace réticulaire que sous entend l'activité et seul compte d'avoir une représentation dans l'un ou plusieurs de ces pôles.

⁷⁶ La loi impose que les bateaux immatriculés sur place appartiennent à une société Libérienne...

⁷⁷ <http://www.monsterball.nl/taxhavens/Liberia.html>

FIG N°7 : PAVILLONS DE COMPLAISANCE



Liste des pavillons de complaisance établie par la *Internation Transport Worker's Federation*⁷⁸ :

Antigua et Barbuda (CM), Bahamas (CM), Barbade (CM), Belize (CM), Bermudes (GB), Bolivie, Burma, Cambodge, Cayman (GB), Comores, Chypre, Kerguelen (RFI), Chypre, Guinée Equatoriale, Géorgie, Gibraltar (GB), Honduras, Jamaïque (CM), Liban, Libéria, Malte, Îles Marshall (US), Maurice (CM), Mongolie, Antilles Néerlandaises (PB), Corée du Nord, Panama, Sao Tome et Principe, St Vincent (CM), Sri Lanka, Tonga (CM), Vanuatu

Les pavillons de complaisance sont dans 34% des cas des dépendances britanniques (6% de Territoires d'Outre Mer et 28% d'Etats du Commonwealth) et dans 44% des dépendances soit Britanniques, soit françaises, soit néerlandaises, soit étasuniennes. Si on ajoute à cette liste les quasi colonies centres américaines, ainsi que le Liberia, on atteint le chiffre de 53%, ce qui met en lumière les rapports qui unissent ces espaces dérogatoires aux grands centres de l'économie mondiale d'où émane la demande de dérogation.

56% des pavillons de complaisance sont des îles ou des archipels, rappelant que la dérogation, qu'elle que soit sa forme, est perçue par les gouvernements locaux (généralement sous la pression d'organismes internationaux comme le FMI) comme un moyen privilégié de contourner les difficultés liées à l'insularité (étroitesse des populations et des marchés, manque de formations disponibles, crises de reconversion dans les anciennes dépendances, etc.) et à la reconversion des économies de plantation, en s'affranchissant de l'espace physique au profit de l'espace réticulaire.

⁷⁸ Quels que soient les espaces dérogatoires considérés, le recensement est délicat du fait de la variété et de la relativité des facilités offertes dans les différents espaces. Vue de France la Grande Bretagne peut être considérée comme un paradis fiscal mais les britanniques abritent leurs capitaux dans les îles Cayman, etc. De même en matière maritime, les législations nationales diffèrent et sont par conséquent toutes relativement plus ou moins « avantageuses », selon le référent de comparaison. Par conséquent nous avons choisi de prendre des références reconnues internationalement comme la fédération des travailleurs du secteur maritime dans le cas des pavillons de complaisance. Pour les paradis fiscaux nous nous sommes appuyés sur les groupes de consommateurs comme « *escape artist* » ou « *Pure Tax Haven* », les Éditions Francis Lefebvre, etc., au besoin en confrontant leurs données.

2.2.3. Zones franches

*« Dans la Rome Antique la liberté aimait s'entourer d'esclaves
Plus tendre parmi les blancs des temps modernes
La liberté préféra les reléguer dans ses îles au loin »*
René Depestre – Aphorismes et paraboles du nouveau monde

Le Bureau International du Travail (BIT) définit les zones franches d'exportation de manière très générale comme « *des zones industrielles offrant des avantages spéciaux, ayant pour vocation d'attirer des investisseurs étrangers et dans lesquelles des produits importés subissent une transformation avant d'être réexportés*⁷⁹ ».

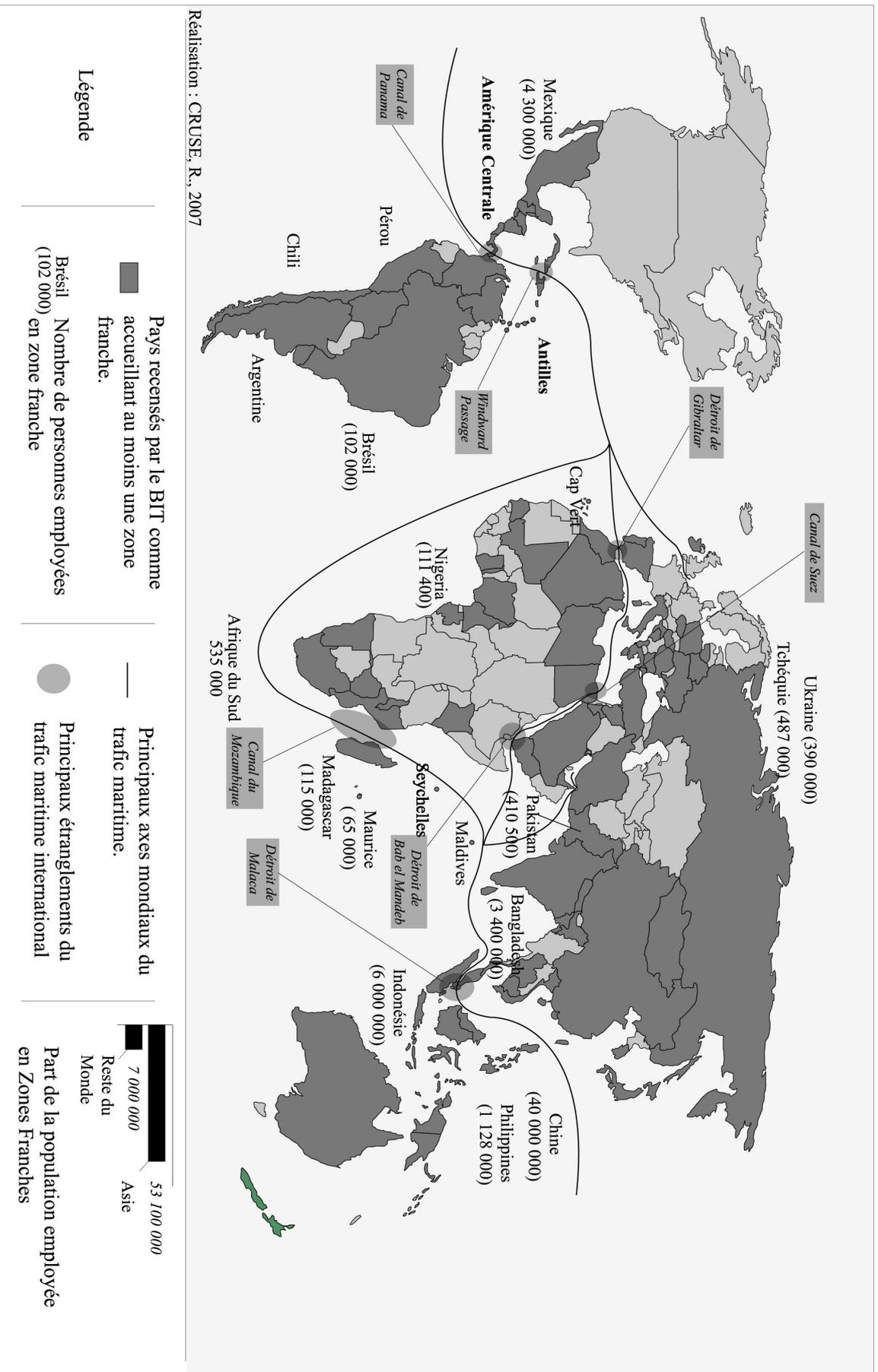
La carte n°5 permet de prendre conscience de l'étendue de ces espaces dérogatoires dont on trouve la présence sur tous les continents. Ceci ne veut pas dire que leur localisation n'obéit pas à des préférences spatiales : les zones franches telles qu'elles sont recensées par le BIT n'existent pas ou presque dans les deux pôles de la triade du Nord Atlantique à l'exception de l'Espagne, du Portugal et de l'Irlande. Le Japon se détache de ce modèle avec un nombre estimé de 200 000 employés en zone franche, chiffre qui peut paraître élevé pour un pôle de la triade, mais très faible comparé à l'environnement proche : le Japon possède 0.4% des employés de zones franches pour l'Asie, plus important employeur mondial en la matière.

L'analyse spatiale centre / périphérie apparaît particulièrement pertinente pour décrire l'implantation des zones franches en périphérie américaine (Amérique centrale et du Sud, Caraïbe), d'Europe occidentale (Europe de l'est, Afrique du Nord, etc.) et Japonaise. Les investissements étrangers dans ces espaces soulignent eux aussi le caractère périphérique de la localisation des zones franches avec une concentration au départ des trois grands pôles de la triade, et secondairement de Russie, Chine et des dragons d'Asie du Sud-est.

Enfin l'agrégation des zones franches à proximité directe des principaux axes maritimes du globe est évidente, particulièrement autour des étranglements, et apparaît de façon plus marquée encore sur la carte n°6 qui représente les zones franches, hors Asie, par nombre d'employés.

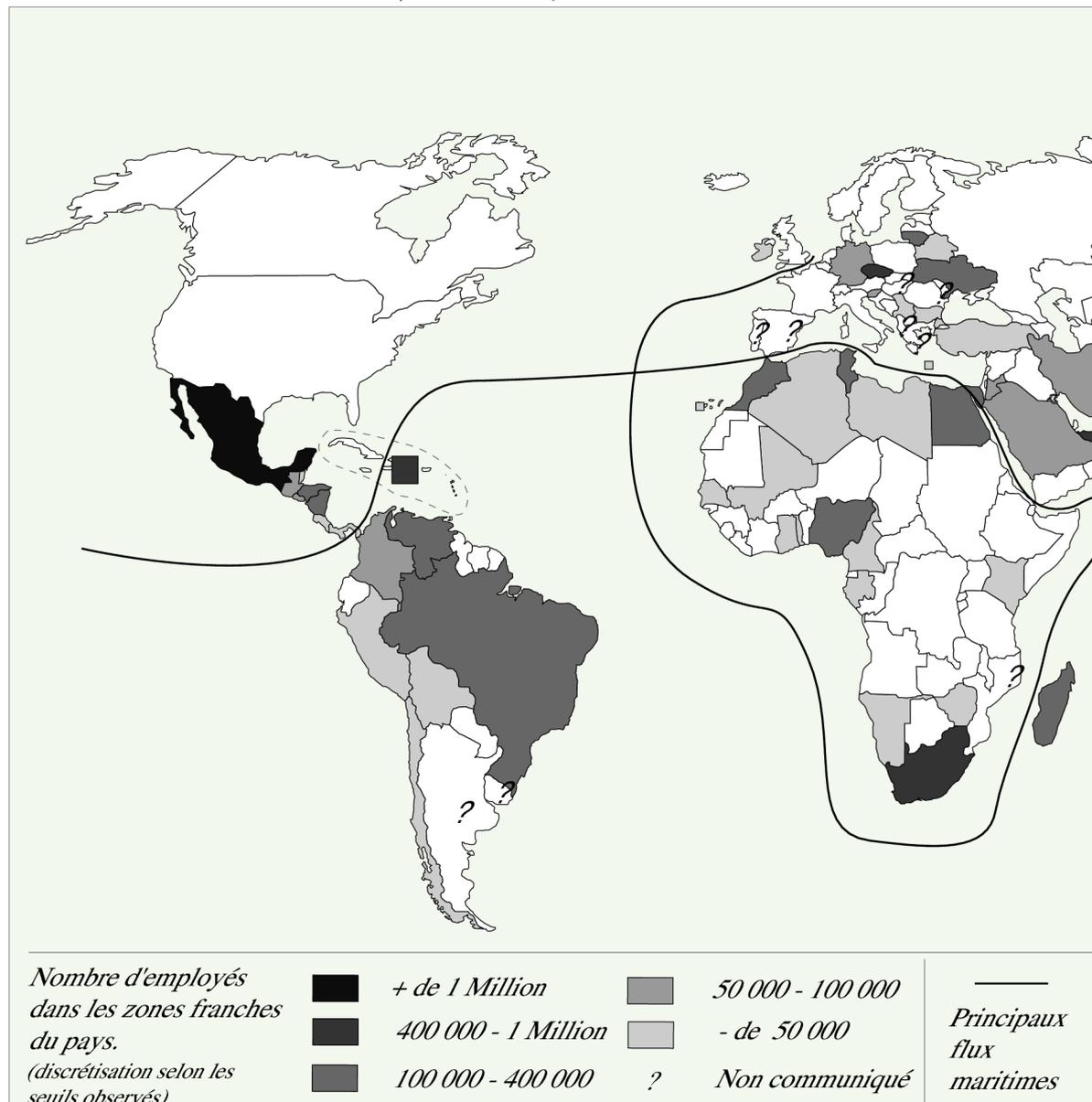
⁷⁹ <http://www.ilo.org/public/french/support/lib/resource/subject/epz.htm>

FIG N°5 : LES ZONES FRANCHES DANS LE MONDE



Sources : BIT, 2007.

FIG N°6 : ZONES FRANCHES (HORS ASIE) PAR NOMBRE D'EMPLOYES



Sources : BIT, 2007

On s'aperçoit sur cette illustration de la concentration marquée des zones franches autour du canal de Panama, du détroit de Gibraltar, du Cap Bon (Tunisie) et du Canal de Suez ainsi qu'à proximité plus ou moins directe des grands ports exportateurs (Brésil, Grèce), notamment pétrolier (Venezuela, Nigeria, Gabon, etc.) et gaziers (autour de la mer noire). Le continent africain illustre l'importance de la connectivité, les zones franches y étant concentrées dans les pays reliés directement aux axes de navigation circum-terrestre (en l'absence de voies de communication terrestres efficaces) à l'exception notable des enclaves maliennes et zimbabwéennes, et des pays à forte connectivité mais où l'instabilité limite les investissements étrangers (hors minerais et pétrole)

comme l'Angola, le Congo et la Somalie. Contrairement aux apparences l'Europe de l'Est ne présente pas un cas très différent avec la concentration des zones franches dans les pays ouverts sur la Mer noire ou sur la Mer du Nord, à proximité des énormes flux des ports Hollandais.

Le Mexique, la Tchéquie et la Pologne expriment des intérêts de localisation différents basés sur l'effet de frontière (terrestre) avec un centre de la triade.

L'Afrique du Sud avec son modèle de « développement » particulier possède ses propres zones franches exploitant une population périphérique nationale, et non (seulement) internationale (les périphéries internationales de Namibie et du Zimbabwe).

Trois facteurs de localisations majeurs s'individualisent donc pour l'implantation des zones franches : périphéricité, connectivité notamment aux axes du transport maritime international et sécurité relative de l'investissement lié au climat géopolitique. Ce dernier attribut freine par exemple l'explosion du nombre d'employés potentiels de zones franches dans des pays tenus d'une main de fer par une droite libérale pro-occidentale comme la Colombie (93 000 employés tout de même regroupés dans douze zones franches abritées par les volets sécuritaires du plan Colombie). Ce dernier exemple illustre parfaitement le décalage entre un régime adéquat et « sûr » aux yeux des investisseurs étrangers, et aux yeux de la population locale. L'exemple d'Haïti où les zones franches fermèrent massivement à la suite de la première élection démocratique du pays en fournit un second exemple (Farmer, P., 2006).

L'Europe de l'Est récupère progressivement les emplois les moins qualifiés et les moins payés que la Chine commence à perdre en raison de l'amélioration progressive des conditions de travail dans le pays (qui compterait toujours environ 40 millions d'employés en zone franche !). Des firmes comme *Addidas* ont ainsi commencer à délocaliser des usines de production depuis la Chine vers les « pays de l'Est » où les législations du travail demeurent minimales.

La zone franche est un objet géographique qui entre donc parfaitement dans le modèle d'analyse spatial centre/périphérie, avec l'exploitation, le mot n'est pas trop fort, de périphéries très proches (au sein même des pays de la Triade en banlieue des grandes agglomérations par exemple), moyennes (les périphéries de l'Union Européenne comme le Portugal ou l'Irlande, les périphéries des Etats-Unis comme le Mexique, du Japon comme la Corée du Sud) ou très éloignées, mais ayant pour point commun une accessibilité maximale, si l'on considère leurs connexions aux principaux flux maritimes internationaux⁸⁰. C'est un modèle raciste et misogyne, qui stipule que les populations périphériques (à toutes les échelles, depuis les banlieues françaises ou les *townships* sud africains

⁸⁰ Il existe comme toujours quelques exceptions confirmant la règle. On pourrait citer les cas marginaux du Zimbabwe par exemple, ou de la Mongolie (Cf. aussi pavillon de complaisance), le Népal, la Bolivie.

jusqu'aux pays dit « du Sud ») peuvent se contenter d'un salaire plus réduit, qui serait déjà bon comparé à leur environnement, et plus encore pour les femmes de ces espaces qui représentent (hors pays du Moyen Orient) la large majorité des employé(e)s de zone franche (Cf. Statistiques dans Singa Boyenge, J.-P., 2007). Ce modèle représente la quintessence économique du modèle de pseudo développement asiatique basé sur les usines d'assemblage et l'utilisation de la main d'œuvre bon marché.

Les premières « zones franches », vastes zones industrielles cerclées de barbelés et surveillées par des *mirradors*, ressemblant physiquement et fonctionnellement aux usines de production des poulets en batterie, et situées sur le front de mer à proximité du port, apparaissent à la fin des années 1920 en Argentine et en Uruguay au moment de la dépression menant au krach de 1929. Rapidement les entrepreneurs britanniques et étasuniens s'en approprient l'usage en implantant ces « exclaves » (Brunet, R., 1986) dans leurs dépendances de Hong-Kong et de la frontière mexicaine⁸¹ notamment, dans un élan colonial qui ne possède pas alors encore l'emballage de marketing de l'aide au « développement ».

Cet « emballage » prendra avec le temps, et les indépendances partielles des « Suds », la forme d'une promesse d'utopiques transferts de technologie et autres percolations économiques illusoire, sur fond de célébration de la démocratie néolibérale, en échange de l'acceptation d'un modèle de « développement » orienté vers l'exportation, qui dérivera vers le modèle d'« industrialisation par invitation » tant vanté par Sir Arthur Lewis, c'est-à-dire la modification (et non la destruction) du modèle économique de plantation⁸² (Lloyd, B., Levitt, K. et Girvan, N., 1968 ; Morris, S., 2005). Le géographe étasunien David Harvey rappelle utilement dans son ouvrage historique sur le néolibéralisme (Harvey, D., 2005) que le « développement » tel qu'il est conçu en occident au milieu du 20^e siècle consiste dans ce processus de libéralisation qui bénéficiait avant tout aux investisseurs des pays de l'Atlantique Nord à la recherches de nouveaux marchés. Gérard Duménil et Dominique Lévy ont montré comment ce processus a permis aux 0.1% des ménages les plus riches des Etats-Unis de multiplier par trois leur concentration des revenus totaux du pays (de 2% en 1978 à 6% en 1999) (Duménil, G., Lévy, D., 2004)

Les zones franches servent ainsi les intérêts des firmes multinationales occidentales qui y exploitent au plus efficacement les différentiels internationaux en terme de coûts et de législations du travail, tirant au passage ces deux normes vers le bas. Ce mouvement est d'autant plus facilité dans les espaces dirigés par la main invisible, non pas du marché mais du FMI, et/ou de dictateurs et autres

⁸¹ Les *maquiladoras*, à partir de 1965, sur la frontière des Etats-Unis.

⁸² Le modèle de développement orienté vers l'exportation s'oppose ainsi au modèle de développement basé sur l'autosuffisance, ou modèle de substitution des importations.

régimes autoritaires dont s'accommodent parfaitement les investisseurs de zones franches. Un exemple caricatural parmi tant d'autres se retrouve en Haïti où les zones franches se développèrent sur le terreau fertile de la dictature duvaliériste (Farmer, P., 2006) ou encore de l'autre côté de la frontière, en République Dominicaine où le passage de l'économie coloniale de plantation à l'économie « indépendante » tournée vers l'exportation (par invitation) fut assurée par la présence des *Marines* étasuniens⁸³ et de leurs pantins locaux Trujillo puis Balaguer. Les dictateurs, des deux côtés de la frontière de l'île d'Hispaniola, s'assurèrent de leurs bonnes relations avec les Etats-Unis, ainsi que de leurs fortunes personnelles, en introduisant des politiques économiques bradant la main d'œuvre locale aux investisseurs étrangers, sur le modèle de ce que devint progressivement le modèle de la zone franche. Le code du travail Dominicain fut par exemple élaboré sous la dictature de Trujillo, imposé et gardé au pouvoir par l'armée des Etats-Unis, et ne fut modifié que très superficiellement depuis, en 1992 (Itzigsohn, J., 2000)...

L'universitaire américain José Itzigsohn a développé de manière très détaillée le basculement de l'économie dictatoriale vers l'économie de zones franches sous l'égide d'un régime démocratique conduit par le FMI en Amérique du Sud (Itzigsohn, J., 2000). Sur un modèle commun à de nombreux pays ayant acquis une indépendance plus ou moins complète durant les années 1960, la République Dominicaine fut frappée dans la décennie suivante par la hausse du prix des importations (pétrole et produits manufacturés) et par la chute du prix des matières premières exportées orchestrée par les économies occidentales pour faire face au « choc pétrolier ». Le creusement du déficit de la balance des paiements se traduisit alors par l'explosion puis par la crise de la dette, qui sonna l'heure de l'« ajustement structurel » du FMI. Dans la Caraïbe l'organisme basé à Washington imposa de manière relativement homogène des mesures touchant trois axes principaux : le développement monopolistique du secteur touristique (la « diversification économique ») pour remplacer les productions agricoles héritées de la période coloniale (d'où l'expression « nouveau sucre »), la baisse de la valeur des monnaies locales (dévaluation) pour rendre les exportations (et le coût du travail local) attractives pour les économies occidentales, et enfin le développement de la dérogation sur la production (zones franches), le transport (pavillons de complaisance) et la finance (établissements « offshore »).

En Haïti, avant la fermeture de la filiale d'assemblage située dans les zones franches de la banlieue de Port-au-Prince, les employés des firmes de vêtement de sport n'étaient pas même en mesure de se nourrir avec le salaire versé (0,30US\$ par heure⁸⁴ !!!). Mais grâce à ces zones

⁸³ Cf. Point République Dominicaine, Chapitre 3.

⁸⁴ Ce qui représente malgré tout une nette avancée sociale à l'intérieur de la firme puisque jusqu'en 1996 des enfants Pakistanais cousaient les chaussures Nike pour 60 cents par jour (Lormand, E., 2006)...

franches une paire de chaussure facturée 180 US\$ en Amérique du Nord aura coûté 5US\$ à la fabrication (Lormand, E., 2006).

Thomas Klak a montré à travers ses études que, en raison de la stratégie de l'industrialisation par invitation développée au rythme de la libéralisation des espaces caribéens, sur le modèle inspiré par le célèbre prix Nobel d'économie A. Lewis, « *pour l'employée d'usine caribéenne type, le salaire est inférieur à la somme nécessaire pour faire face aux besoins de base* » (Klak, T., 1998a). A Ste Lucie, île natale de Arthur Lewis, premier économiste caribéen à prêcher les vertus d'un développement néolibéral (Potter, R., et alii, 2004), Klak montre comment les femmes employées en zones franches complètent ce revenu indécemment par le recours au secteur informel, un travail à la maison, une agriculture d'arrière-cour, l'achat de nourriture auprès de voisins, le support erratique du ou des père(s) de leurs enfants, et adoptent un niveau de vie rural pour minimiser le coût de la vie (Klak, T., 1998a). A ces constatations il faudrait ajouter le recours au trafic de drogues illicites par les jeunes hommes de la famille. Comme ailleurs dans la Caraïbe, un toit commun abrite en outre généralement trois générations, par pour faire face aux difficultés économiques et aux cycles de l'emploi et des revenus. Arthur Lewis fut pour sa part dûment récompensé pour son aide à la libéralisation économique de la région caraïbe dans son ensemble – les Antilles anglophones, Porto Rico, la République Dominicaine, Haïti, et désormais les Antilles Françaises qui ont mis en application avec un zèle outrancier sa théorie de l'« industrialisation par invitation » -, et reçut le prix Nobel d'économie en 1979...

En Jamaïque, les zones franches se développèrent suite à l'endettement massif de l'administration conservatrice de E. Seaga, installé au pouvoir avec l'aide de la CIA, des bailleurs de fonds étasuniens en 1980⁸⁵ et des instituts bancaires locaux, très enthousiastes à l'idée de prêter des sommes astronomiques en sachant pourtant pertinemment que les remboursements poseraient à terme un problème (Potter, R., et alii, 2004). Le retour au pouvoir du parti socialiste (PNP) en 1989 s'accompagna d'un sévère ajustement structurel qui donna naissance à quatre zones franches réparties autour des deux plus grandes villes du pays. A Montego Bay, et dans bon nombre d'espaces caribéens, on développa avec espoir une zone franche d'un genre particulier, autour des tâches de base de l'industrie informatique : l'intégration de données (prise en charge et informatisation des données de compagnies d'assurance, de physiciens, d'avocats et de compagnies aériennes principalement) (Klak, T., 1998b.). C'est ainsi que les politiques locaux présentèrent ce projet de « technopole » qui propulserait la Jamaïque sur les hauteurs de la division internationale du travail, et que furent orientés des milliers d'étudiants, et surtout d'étudiantes, vers une formation

⁸⁵ Voir les détails et références dans le point du Chapitre 3 consacré à la Jamaïque ainsi que dans le chapitre 6 consacré au pays.

dans le secteur informatique avec l'espoir d'attraper en route le train luxueux de l'industrie tertiaire. Cela aboutit finalement à la création d'une zone franche de sous-secrétaires faisant un travail d'« *arrière bureau* », où le nombre d'emplois disponibles et plus encore les niveaux des salaires sont inférieurs aux besoins des travailleurs (Potter, R., et alii, 2004). Cet échec patent n'empêchera pas les gouvernements des îles de l'Est Caribéen de succomber aux mêmes sirènes, le gouvernement de Ste-Lucie ayant par exemple décrit l'expérience jamaïcaine comme un modèle à suivre ! Dans la (feu) zone franche de Kingston, le salaire moyen dépassait péniblement les 30US\$ par semaine. C'est à cette époque que réapparut le terme « *to slave* » en remplacement du terme « *to work* » dans la première langue parlée en Jamaïque (le « *patwa* »), et que de nombreux mouvements sociaux émaillèrent le bon fonctionnement économique de la zone franche de la capitale. La firme nord-américaine *Hanes Lmt.* exploitant les lieux tenta alors de résoudre le conflit social selon un modèle qui a fait ses preuves durant la période coloniale, en important sa main d'œuvre directement d'Asie du Sud-est⁸⁶... Les émeutes qui s'en suivirent à Kingston poussèrent finalement la compagnie à se délocaliser.

C'est d'ailleurs en Asie du Sud-est, zone privilégiée d'implantation des chaînes de production des firmes multinationales, que se concentrent la majorité des 63 millions d'emplois mondiaux recensés par le BIT en zone franche (2005). La Chine en concentre à elle seule les deux tiers (40 millions plus un demi million supplémentaire pour Hong Kong, Macao et Taïwan !) et l'Asie du Sud-est les 85 % ! (Singa Boyenge, J.-P., 2007) L'industrie touristique internationale implantée dans la région caribéenne expérimente même depuis quelques années une double dérogation caractérisée par l'importation des travailleurs d'Asie du Sud-est, dans des conditions de zone franche propre à leurs pays d'origine, pour remplacer en partie la main d'œuvre antillaise jugée trop revendicatrice⁸⁷.

Pour vendre ces zones hors droit participant activement à ce que José Itzigsohn (2000) nomme l'« informalisation » du Monde du travail, les gouvernements qui protègent les intérêts des firmes multinationales recherchant des coûts de production limités au maximum (des « avantages comparatifs ») utilisent une gamme d'argument censés convaincre, si ce n'est les gouvernants des pays du Tiers Monde concernés, leurs gouvernés : la zone franche est une source d'emplois non négligeable dans le contexte de Nations frappées par de très forts taux de chômage - moyennant une réduction du salaire minimum et la répression du syndicalisme -, elle impulserait un dynamisme

⁸⁶ On verra sur le sujet l'excellent documentaire de Stéphanie Black intitulé « *Life and Debt* » ().

⁸⁷ Voir l'analyse de l'industrie touristique dans les Grenadines, Chapitre 9.

économique à la région et permettrait, disent certains économistes, des « transferts de technologie ». Ces arguments furent propagés notamment via la formation, par les Etats-Unis, de bon nombre des enfants de l'« élite » sud-américaine à l'université de Chicago avant de les renvoyer pour lutter contre les politiques socialisantes de substitution des importations – qui elles aussi ont souvent montré leurs limites -, au côté de responsables militaires formés à la tristement célèbre École des Amériques (Harvey, D., 2007). La prise du contrôle des décisions économiques par le FMI en Amérique Latine doit beaucoup à cette stratégie qui se traduit par l'augmentation de la dette publique, puis son ré-échelonnement sous conditions. Le développement des zones franches apparaîtra souvent parmi ces conditions...

Les zones franches industrielles se sont rapidement avérées être des usines d'assemblage primaire, quand il ne s'agit pas d'activités d'emballage, et les retombées qu'elles apportent à la tête de l'Etat d'accueil (par le biais des taxes, aussi faibles soient elles) sont un moyen de pression suffisant pour encourager le maintien du droit du travail à son minimum. Elles réduisent le chômage mais font exploser les classes de travailleurs pauvres (Itzigsohn, J., 2000). Le mythe du transfert de technologie, véhiculée par quelques rares exemples de zones franches de haute technologie en Asie du Sud-est, demeure un des meilleurs arguments de vente de ces zones de non droit, rappelant le mythe de *la Gloria* chez les prostituées⁸⁸ dont l'explosion en nombre a d'ailleurs été souvent attribuée à l'accroissement de ces espaces industriels dérogatoires au Mexique, en Asie du Sud-est et dans la Caraïbe : le mirage de ce proto développement industriel attire bon nombre de migrantes rurales qui se retrouvent rapidement tiraillées entre un salaire indécent et le besoin de subvenir aux besoins d'une famille désormais éclatée et éloignée, d'où l'explosion de la prostitution (Cabezas, A.,L., 1998 ; 1999 ; Ong, A., 1991).

La frontière entre l' « exclave » et le territoire soumis aux lois nationales doit de plus être particulièrement surveillée, ce qui engendre localement des surcoûts, pour éviter toute extension du phénomène au reste du territoire. La zone franche représente une pustule symptomatique d'une violente libéralisation et d'une informalisation générale des productions formelles, et son apparition

⁸⁸ Le mythe de « *la Gloria* » a été mis en évidence par les études de A., L., Cabezas en République Dominicaine comme le principal moteur motivationnel des jeunes femmes prostituées. Le principe est simple et comparable aux cas développé par l'économiste étasunien Levitt dans son ouvrage grand public *Freakeconomics* (2005) dans les domaines du cinéma, du sport et de la vente de drogue illicite : un nombre infime de personnes réussit à faire carrière dans ces métiers, légaux et illégaux, mais le succès de ces derniers est tellement voyant qu'il suffit à motiver des milliers de prétendants à effectuer les basses besognes sous payées du métier dans l'espoir d'atteindre un jour ce pallier. Pour faire simple, dans le domaine de la prostitution caribéenne ce pallier est d'après Cabezas celui de la jeune femme qui rencontre par l'intermédiaire de son travail un homme riche et étranger. Ce dernier épouse la prostituée et fait basculer son statut de la pauvreté et de l'illégalité vers la richesse et la légalité.

coïncide partout avec le développement d'une nouvelle classe de travailleurs pauvres, une explosion de la prostitution et une extension des bidonvilles (Cf. Chapitre 3).

Sans compter la répression syndicale... Philippe Revelli décrit par exemple dans le Monde Diplomatique du mois de Juin 2008 la destruction d'un piquet de grève et l'assassinat de leaders syndicaux dans la zone franche de Rosario, à Manille, laissée aux bons soins de la police privée de l'enceinte (!) et de groupes paramilitaires à la saveur tropicale colombienne (Revelli, P., 2008). Le rapprochement entre les deux quasi colonies américaines n'est d'ailleurs pas totalement fortuit.

Pourtant Roger Brunet, qui n'a sans doute jamais eu la chance de travailler dans un de ces paradis dérogatoire du néo-libéralisme, y voit un « *antimonde indispensable (...)* [permettant] *d'exploiter des ressources humaines encore bon marché mais lointaines* » (Brunet, R., 1986). De la même manière était il sans doute « indispensable » d'utiliser une main d'œuvre servile pour récolter le sucre à partir du 16^e siècle...



La toute nouvelle zone franche industrielle de Vieux Fort, face à l'aéroport international de Ste Lucie.

La zone franche se développe ici au même rythme que les complexes hôteliers de grand luxe, sur l'axe qui relie l'aéroport à ces enclaves. Les arguments de vente sont économiques (main d'œuvre bon marché, faibles coûts de transports), géostratégique (zones anglophone sous contrôle étroit, zone dépendante du dollar), et géographiques (localisation dans la même zone temps que la côte Est des Etats-Unis). On peut parler de diversification de l'économie liée au tourisme, en grande partie due aux faibles retombés (relatives) de l'activité dans l'île. On peut aussi y voir un renforcement de la prostitution territoriale : on ne vend plus désormais la main d'œuvre bon marché aux étrangers que dans les secteurs primaires (bananes) et tertiaire (tourisme), mais aussi dans le secondaire... Ste Lucie compte à l'heure actuelle six zones franchises.

La liste fournie par le BIT est bien sur incomplète et il est d'ailleurs impossible d'établir un véritable recensement de ces espaces tellement leur définition est floue. La France abrite par exemple depuis 1996⁸⁹, outre la Corse, de nombreuses « zones franches urbaines » situées en Banlieue des grandes agglomérations où l'exemption partielle de taxes, le droit du travail n'y est pas (encore) remis en question, est censée inciter les employeurs à s'implanter sur ces territoires souffrant - entre autres - d'une perception négative et de forts taux de chômage (Bondy, Clichy sous bois, Argenteuil, Trappes, Mante la Jolie en banlieue parisienne, la Paillade en banlieue de Montpellier, les quartiers Nord d'Amiens, Bourges, etc.). Le Dillon en Martinique et la quartier Saramaka de la Charbonnière à St Laurent du Maroni (Guyane) connaissent les mêmes exemptions alors qu'une campagne politique⁹⁰ milite pour l'établissement d'une « zone franche globale » dans les Antilles Françaises... La logique périphérique est identique, seule l'échelle diffère.

Si l'on effectue un zoom sur la région caraïbe, qui concentrait en 2005 un marginal demi pourcent des emplois mondiaux en zone franche, d'après le recensement de Laurence Buzenot, neuf territoires « accueilleraient » en réalité des zones franches. La République Dominicaine concentre 57% de ces emplois avec plus de 154 000 travailleurs (Buzenot, L., 2008), soit près de 4% de sa « force de travail⁹¹ ». Laurence Buzenot recense aussi Haïti avec 10 000 travailleurs employés en zone franche bien que ces chiffres évoluent considérablement d'une année sur l'autre en Haïti en raison de l'instabilité chronique, la Jamaïque où les zones franches qui ont été très mal reçues, particulièrement dans la violente capitale, ont dû se retrancher vers le Nord, Trinidad (plus de 50 000 employés !), Antigua (15 000 employés), la Barbade (8 000), et les petites enclaves de Ste Lucie (1937) et St Kitts et Nevis (1800), Montserrat et St Vincent. Dans le cas des îles les plus petites, l'enclave de la zone franche recouvre administrativement tout le territoire, se sont donc des « îles franches » : la Barbade, St Kitts, Montserrat, etc. Le BIT étend cette liste plus loin encore et il est finalement beaucoup plus simple de recenser les territoires caribéens n'accueillant pas de zones franches, à savoir les territoires français (pour lesquels on étudie actuellement le passage en zone franche globale !) St Maarten (zone franche commerciale...) et les Îles Vierges (idem)...

L'explosion du nombre de zone franches dans la région caraïbe est étroitement liée à l'expansion du néo-libéralisme de l'ère Reagan/Thatcher et débute avec le *Caribbean Basin Initiative* de 1984 et les dévaluations monétaires imposées dans le même temps par le FMI. Les Etats-Unis s'assurent

⁸⁹ En vertu du « Pacte pour la relance de la ville », puis de la « Loi pour l'égalité des chances ».

⁹⁰ La « zone franche globale » était notamment une promesse de campagne de François Bayrou durant la course à la présidentielle 2007.

⁹¹ Calcul effectué sur la base d'une « force de travail » de 4.027 millions de personnes. Chiffre fourni par le CIA World Factbook, 2008. <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/dr.html>

ainsi dans des « *sweatshops* » situés à leur porte le montage bon marché de composants électriques et électroniques ainsi que des articles de loisirs, de sport et jouets, des appareils médicaux et de l'habillement, dans un mouvement de délocalisation des étapes les moins rentables de leurs propres productions (et accessoirement les plus polluantes comme la fabrication d'objets en plastique, l'industrie pharmaceutique, l'industrie chimique, etc.). Ce mouvement est particulièrement visible dans le secteur textile où l'exonération de taxes d'entrée pour les produits « fabriqués » sur les zones franches aux Etats-Unis est conditionnée par l'achat de produits de base (fil, tissus, etc.) aux Etats-Unis (quota minimum de 75%). Ce mouvement fut facilité par le long travail au corps de l'économiste caribéen Arthur Lewis, fervent défenseur du « développement » libéral et de l'industrialisation sur invitation – dont la zone franche représente la caricature –, et par le « modèle » mis en place par les Etats-Unis dans leur colonie de Porto Rico à travers la soit disant « Opération d'Amorçage » (« *Operation Bootstrap* ») : dès 1947 les lois nationales accordèrent des exemptions de taxes de plusieurs années aux entreprises multinationales opérant dans l'île, générant dans un premier temps l'installation d'usines d'assemblages dans le secteur textile, puis de raffinerie pétrolière et autres délocalisations des industries polluantes étasuniennes (pétrochimique, pharmaceutique, etc.), suivis par un réinvestissement dans le tourisme (Potter, R., et alii, 2004). Contrepartie non négligeable, les Etats-Unis s'engageaient à maintenir à Porto Rico une main d'œuvre relativement bien qualifiée (pour la région) mais extrêmement bon marché, d'où l'inégalité de distribution des revenus d'un tel « développement » (Thomas, C., 1988). La croissance de façade générée par l'« opération d'amorçage », et les importants revenus dérivés que les classes dominant l'économie et la vie politique en tireraient, suffiront à en faire un modèle rapidement adapté de Trinidad à la Jamaïque, notamment à travers les zones franches.

La région Caraïbe, entre ses « îles franches » et ses îlots troués d'enclaves au droit du travail, devient progressivement une vaste zone franche où furent appliquées les théories de la dépendance développées par ses universitaires de la seconde moitié du vingtième siècle, corrompus par leurs carnets d'adresse, leur vie mondaine de cocktails et leur autorité doctorale (Marshall, D., 2002). Des anciennes entreprises coloniales furent même (ré)invitées au banquet de l'« industrialisation par invitation », donnant raison aux habitants qui perçurent alors le maintien de coûts et de droits du travail minimaux comme une persistance du colonialisme dans la région.

2.2.4. Paradis fiscaux

“Money is an electron somewhere on somebody’s hard drive and [...] it can bounce from here to there faster than any legal system can ever figure out where it went.”

Jack Bum, UN Consultant on Financial Corruption

Les « paradis fiscaux » sont des zones franches financières d’un genre bien particulier car n’importe quel bout de terrain découvert à marée basse peut faire l’affaire, selon la célèbre définition attribuée au professeur de droit de l’Université de New York, Harvey P. Dale. Cette définition a été depuis mise à mal par la sécession de Sealand, ancienne plate forme militaire britannique située en Mer du Nord, le 25 novembre 1968, et la création de passeports qui permettent à trois cent heureux élus de bénéficier de la non juridiction fiscale de cet espace hors sol⁹².



Incendie sur le territoire de Sealand, caricature d’ « Etat » paradis fiscal de la Manche.

Les économistes y vont tous de leur définition, généralement on ne peut plus floue⁹³, pour définir ces espaces dont les avantages sont non seulement relatifs, mais fluctuants, et P. Leservoisier résume bien la situation en affirmant qu’il existe autant de définition du paradis fiscal que de paradis fiscaux (Leservoisier, L., 1990). P. Langer en donnait déjà il y a 30 ans une définition toute britannique : « un lieu pouvant être utilisé comme refuge contre des impôts, plus particulièrement contre des impôts sur le revenu élevés et des impôts sur les successions » (Langer, P., 1979). En réalité les paradis fiscaux sont des territoires soumis à la perception géoéconomique de leurs utilisateurs. Est « refuge fiscal », pour reprendre la tournure anglo-saxonne, ou « oasis fiscale », pour reprendre la tournure germanique, tout territoire présentant à un temps T des avantages comparatifs importants en terme de fiscalité, par rapport au territoire de référence. Ces avantages

⁹² Le « gouvernement de Sealand » dispose d’un site Internet consultable à <http://www.sealandgov.org/history.html> pour des détails sur l’histoire de la plateforme paradis fiscal.

⁹³ Le rapport Gordon (US Treasury, 1981, second rapport en 1983, qui a servit de base notamment aux travaux du GAFI pour lutter contre le blanchiment de capitaux), qui fait référence en la matière aux Etats-Unis, définit par exemple les paradis fiscaux (« tax havens ») comme « tout pays considéré comme tel et qui est de ceux qui se veut tel »...

sont fluctuants car, de manière générale, les territoires nouvellement incorporés à l'archipel des paradis fiscaux (Ex. Vanuatu) tendent à proposer des législations très souples assorties de taxations minimales. Au contraire, un paradis fiscal bien établi (Ex. Bermudes, Bahamas, etc.) cherchera à relever son niveau de sécurité (en levant par exemple une partie du secret bancaire, en contrôlant plus strictement l'origine des clients, etc.) dans un processus de sélection de la clientèle pour que les riches entrepreneurs de la sphère légale ne se voient pas comparés aux trafiquants en tous genre (Dupuis, M., C., 1998).

Les paradis fiscaux sont donc des brèches dans la juridiction fiscale internationale, micro territoires où les taxations sont les plus faibles, les services offerts les plus vastes, l'accessibilité et la discrétion maximales. Les îles de la Manche sont par exemple des paradis fiscaux « purs », des véritables vides juridiques, édens financiers des généraux africains, parmi d'autres (Sany Abacha⁹⁴ avait ses comptes à Jersey par exemple), au même titre que le Liechtenstein, refuge des aristocrates, Panama, le paradis fiscal bon marché, ou les îles spécialisées des Antilles.

L'utilisation massives des paradis fiscaux (comme des zones franches et des pavillons de complaisance par ailleurs) par les grandes entreprises remontent aux balbutiements de la période dite de globalisation durant laquelle ces groupes ont de plus en plus cherché à délocaliser leurs différentes filiales, à l'échelle planétaire, en fonction des avantages comparatifs offerts par les différents espaces pour chacune des étapes clefs de la production de richesse : recherche et développement, conception, extraction de matière première, production de composants de pointe et des composants basiques (deux localisations différentes), assemblage, transport, etc. Les sièges sociaux se concentrent alors dans les grandes métropoles fournissant des avantages en terme de connectivité, de prestige, de sécurité, de formation de la main d'œuvre, etc., tandis que la comptabilité est envoyée vers les espaces les plus avantageux en terme d'imposition. Ainsi pavillons de complaisance, zones franches et paradis fiscaux sont-ils réunis dans ce vaste mouvement de délocalisation appuyé sur la division internationale du travail qu'ils contribuent à accentuer.

Et tandis que le Japon, l'Allemagne du Sud-ouest, et l'Ouest des Etats-Unis se spécialisèrent dans les technologies de pointe, l'Asie du Sud Est se transforma en entrepôt de production de composants basiques et en zone d'assemblage⁹⁵, tandis que les petits territoires représentant

⁹⁴ Dictateur nigérian au pouvoir de 1993 à 1998.

⁹⁵ Rien n'est cependant définitif. La firme Addidas a par exemple récemment annoncé le départ de ses usines d'assemblage de Chine, où les conditions de travail et les salaires s'élèvent progressivement, vers l'Europe de l'Est où la tendance est inverse.

d'anciennes dépendances se spécialisaient dans le refuge fiscal avec des statuts parfois complexes pour justifier la dérogation.

Ainsi les îles de la Manche (Guernesey, île de Man, etc.) sont des dépendances de la couronne britanniques (au même titre que Cayman, les Bermudes, les Îles Vierges Britanniques, etc.) n'appartenant pas au Royaume-Uni qui est pourtant responsable de leur défense et de leur représentation internationale (CIA, World Factbook, 2008)... Les 78 Km² de l'île de Guernesey, 65 000 habitants, servent de moins en moins à la culture des fleurs et des tomates, et de plus en plus aux services financiers dédiés aux riches entrepreneurs du Royaume Uni. Avec près de 100 sociétés d'assurance captives, ce secteur représente au total un tiers du PNB de la dépendance, le tourisme lié représentant un autre tiers (Kleinfeld, D., 2004). Les montagnes de Tariq, plus connues sous le nom de rocher de Gibraltar, constituent un contentieux entre l'Espagne et le Royaume-Unis depuis le traité d'Utrecht en 1713. Ce territoire d'Outre-mer britannique abrite non seulement une base militaire de la *Navy*, zone franche d'un quatrième type qu'on retrouve par exemple à Manta en Equateur, à Guantanamo à Cuba, etc., mais aussi et surtout un attractif espace financier dérogatoire pour les entreprises britanniques, ce qui explique que « le Roc » compte aujourd'hui plus de sociétés que d'habitants (De Brie, C., 2000) ! Le territoire ne connaît pas de taxations et on peut y créer une société pour 225 pounds britanniques en ne déclarant qu'une seule personne. Ainsi la presque-île est équipée du dernier cri en matière de réseaux en fibre optique et est reliée à Londres par des vols journaliers et à Manchester et autres villes secondaires britanniques par des vols hebdomadaires.

Les services généralement proposés par un paradis fiscal sont les suivants : on peut y créer à distance une société en n'y déclarant qu'un nombre très limité de personnes (généralement il suffit d'un directeur et éventuellement d'un secrétaire sur place, compris dans le prix d'inscription et les cotisations annuelles). Aux Îles Cook par exemple, d'après la société de services financiers en ligne *Offshore Investment*, on crée une société, sans limite minimum de capital de départ, pour 1 300 US\$ d'inscription et 300 US\$ annuels. Le prix est réduit de moitié dans l'archipel de Vanuatu et divisé par dix au Liberia, où les difficultés économiques et géopolitiques majeures poussent le gouvernement à proposer des tarifs attractifs. Dans ce dernier paradis fiscal, on peut créer une société en une heure quand la plupart des concurrents proposent une inscription dans la journée, voire dans le mois.

Pour se différencier, les prix et la rapidité ne sont pas les seuls arguments et les paradis fiscaux se spécialisent dans certains domaines (assurance, banques, etc.) avec des flexibilités, des secrets bancaires, et par conséquent des réputations internationales variables. Ainsi le blanchiment d'argent international utilise-t-il des montages complexes de sociétés écrans pour, basiquement, faire accepter de l'argent liquide dans un paradis fiscal de mauvaise réputation et le faire

progressivement transiter vers un autre « au-dessus de tout soupçon », via une foule de fausses sociétés et activités intermédiaires.

Les paradis fiscaux les plus reconnus présentent les territoires au PNB par habitant parmi les plus élevés de la planète comme la Suisse (34 000 US\$ par an et par habitant) ou les Bermudes (près de 70 000 US\$ par an et par habitant !) mais dans la plupart de ces espaces, ce secteur des services ne bénéficie en réalité qu'à une mince frange de la population. Les Bahamas et les îles Cayman⁹⁶ représentent la caricature de cet espace inégalitaire, comme l'ensemble des petites Antilles, l'Amérique centrale, et depuis peu de nombreuses îles du Pacifique. Le cas de la plus petite République du Monde, l'île de Nauru, est caricatural. L'île a été ravagée par une exploitation intensive du phosphate des compagnies britanniques et néo-zélandaises durant le siècle dernier, laissant 90% des terres inutilisables et une économie à peine plus vaillante⁹⁷ (CIA, World Factbook 2008). Finalement le premier employeur de l'île, l'État, s'est vu contraint de s'ouvrir à la dérogation fiscale pour rétablir l'équilibre des comptes... Beaucoup d'îles intertropicales ont connu depuis les années 1980, qui coïncident avec l'effondrement du prix des matières premières produites dans ces territoires dépendants, des revirements similaires soulignant les difficultés d'insertion des petits espaces insulaires dans l'économie mondialisée. L'insularité physique n'est pas synonyme d'insularité fiscale, mais une taille réduite (physique, économique, etc.), un positionnement géoéconomique intermédiaire et un statut ambigu sont autant d'atouts présents et exploités dans la plupart des îles des méditerranées.

Tous les paradis fiscaux sont des petits territoires, le plus grand étant la Suisse et ses quarante mille kilomètres carrés, et les trois quart d'entre eux sont des îles, l'ensemble formant ce que le journaliste Christian de Brie nomme l' « *archipel de la criminalité financière* » (De Brie, C., 2000). Cette métaphore renforce la stigmatisation des espaces insulaires créée par la terminologie boiteuse de l' « Offshore », rappelant les origines du phénomène : des petits territoires, des enclaves et des îles éloignées de leurs métropoles furent tout d'abord utilisés à ces fins pour la discrétion qu'offraient leurs tailles et leur éloignement.

D'après le FMI, cité par le journal Le Monde, entre 700 et 1750 milliards d'euros circuleraient ainsi entre banques, paradis fiscaux et places financières... (Le Monde, 23 Mai 2006) Les paradis fiscaux sont particulièrement recherchés pour le double usage qu'ils permettent, avec les mêmes techniques

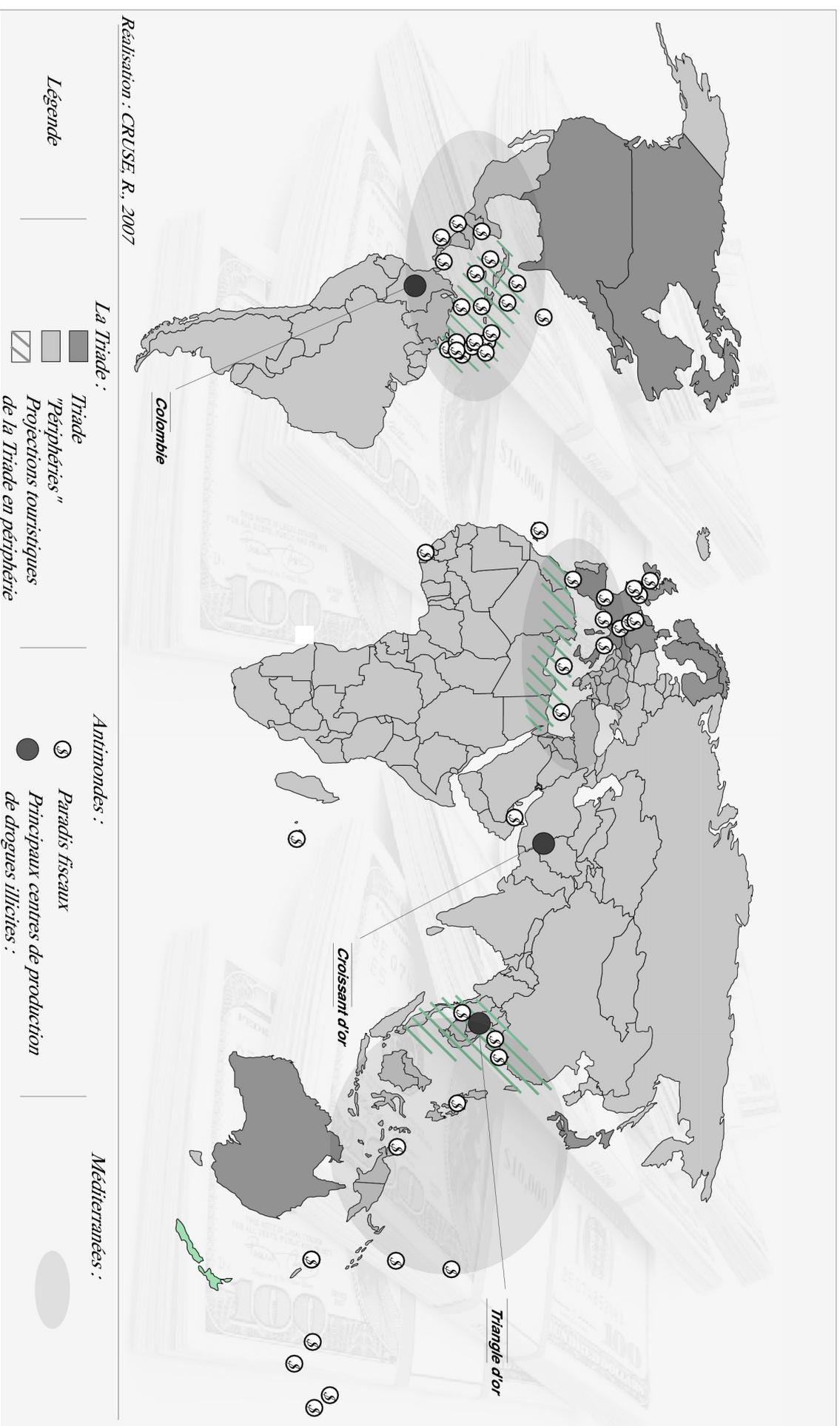
⁹⁶ Les îles Cayman qui affichent un des 10 PNB par habitant les plus riches de la planète ne possède par exemple pas un seul hôpital décent pour leur population qui doivent voyager vers la Jamaïque pour les premiers soins...

⁹⁷ Le taux de chômage est estimé à 90% tandis que le PNB par habitant ne dépasse pas 5 000 US\$ par an ! CIA World Factbook, 2008.

(placement, empilage, intégration). D'un côté ils permettent de « s'évader » fiscalement, c'est-à-dire de fuir une législation fiscale perçue comme parasitaire, de l'autre ils permettent de « légaliser » l'argent provenant d'activités illicites (Palan, R., 2006), mais aussi l'« argent noir » du sport et du Show Business, le siphonage des bénéfices des multinationales, etc. (de Brie, C., 2000)

Logiquement les métaphores du luxe ne manquent pas pour décrire la localisation de ces espaces dérogatoires (Cf. Carte 12) et si Roger Brunet parlait sobrement de « *ceinture dorée* » autour de la planète à la fin des années 1980 (Brunet, R., 1986), Christian de Brie évoque désormais une « *rivière de diamants volée qui ceinture la planète* » composée d'« *une centaine de pièces pendues au cou de l'hydre capitaliste* » (De Brie, C., 2000). Comme le montre l'illustration la logique d'implantation obéit globalement aux règles spatiales suivantes : les paradis fiscaux sont des petits espaces relativement dépendants et facilement influençables (il y a des exceptions, la Suisse notamment), situés en périphérie proche (ce qui est lié au premier point), sur les rives des grandes méditerranées qui correspondent, et cela n'est pas fortuit, aux principaux espaces touristiques de la planète. Ni trop près ni trop loin des pôles de la triade, les paradis fiscaux conservent la même distance homéopathique vis-à-vis des grands centres de production des drogues illicites (croissant et triangle d'or, Colombie).

FIG N°7 : PARADIS FISCAUX ET DEPENDANCES DANS LES MEDITERRANEEES



Sources : De Brié, C., 2000 ; UNWTO, 2007 ; Pure Taxe Haven Club (PTB) 2007 ; Escape Artist, 2007 ; Shelter Offshore, 2007.

Comme le note Jean-Christophe Gay à propos du tourisme et de la dérogation fiscale réunis dans son expression « *paradis fiscal touristique* », tous ces espaces fonctionnent en effet l'un pour l'autre et se renforcent mutuellement dans leurs spécialisations, qui répondent toutes à un « *cahier des charges* » commun : stabilité politique, bonne accessibilité, sécurité, salubrité, réseaux de télécommunications performants, etc. (Gay, J.-Ch, dans MIT, 2008). Les drogues illicites passent plus inaperçues au sein d'un important flux de passagers lié au tourisme, comme entre les Etats-Unis et Porto Rico, et les profits qu'elles génèrent sont plus facilement « *légalisés* » dans ces paradis fiscaux touristiques où le boom de la construction et le Monde du jeu représentent en outre des atouts certains pour déguiser l'origine de ces revenus.

Comme dans le cas des zones franches, la France possède ses propres dépendances fiscales pour tenter – en vain - de canaliser les fuites de capitaux, sans pour autant atteindre les niveaux de dérégulation anglo-saxons. Le statut intermédiaire de Collectivité d'Outre Mer réclamé notamment par St Barthélemy et St Martin va dans ce sens. Dans la première, 90% d'une population très aisée refuse toujours de payer l'impôt sur le revenu en s'appuyant sur une exonération temporaire accordée par le roi de Suède⁹⁸ en 1785 ! La seconde est une championne de la défiscalisation française selon Brigitte Henry⁹⁹. « *Au plus profond des diverses îlétés* », écrivait J. Bonnemaïson, « *se tient un goût de l'anarchie libertaire* » (Bonnemaïson, J., 1991). Après l'Etat, les firmes françaises : une enquête du magazine « *Alternatives Economiques* » de mars 2009 indique que, « *alors que les paradis fiscaux sont de plus en plus montrés du doigt [...] toutes les entreprises françaises du CAC 40 sont fortement présentes dans les pays offrant des services financiers de type « paradis fiscaux »* » (Chavagneux, C., Rinuy, M.-S., 2009). Les seules BNP-Paribas – dont un quart des filiales sont situées dans des paradis fiscaux -, Crédit Agricole et la Société Générale comptent à elles trois plus de 360 « *entités offshore* », dans le but de « *faire fructifier discrètement et à moindre coût fiscal le patrimoine des personnes aisées, gérer les salaires des cadres à haut revenu en dehors du regard du fisc, accompagner les stratégies internationales des multinationales qui pratiquent « l'optimisation fiscale »* » (idem).

Il n'existe cependant rien de plus relatif que le statut de « paradis fiscal » puisque compte avant tout la différence entre la régulation financière de l'espace de départ et celle de l'espace d'arrivée. Ainsi les deux français fortunés qui quittent chaque jour le territoire national pour échapper à l'imposition sur le revenu ne vont dans la majorité des cas guère plus loin que la Belgique ou la capitale

⁹⁸ St Barthélemy, premièrement colonie Suédoise, fut rétrocédé à la France en 1877 et continua de bénéficier de certaines exonérations jusqu'au début du 20^e siècle. A partir de 1922 l'imposition sur le revenu fut instituée par l'Etat français en Guadeloupe et dans ses dépendances dont St Barth et St Martin.

⁹⁹ Interview réalisée à Paris le 30 juillet 2006. Brigitte Henry est l'ancienne conseillère en lutte contre le blanchiment d'argent aux Renseignements Généraux et désormais Directeur du contrôle permanent des risques opérationnels et de la conformité (lutte anti-blanchiment) au siège de la BRED à Paris.

Britannique, qui font à leurs yeux office de paradis fiscaux... Huit des dix personnes les plus riches du Monde habitent d'ailleurs à Londres pour échapper à l'impôt sur le revenu (Chavagneux, C., 2008). Et tandis que les îles caribéennes sont régulièrement dénoncées comme des points noirs de l'économie mondiale, les filiales « offshores » des entreprises françaises se concentrent à 90% au Royaume Uni, aux Pays-Bas, en Suisse, au Luxembourg, à Singapour, en Irlande et à Hongkong (Chavagneux, C., Rinuy, M.-S., 2009)...

De même l'exemple Tunisien révèle l'ambiguïté de la terminologie de « Paradis fiscal » et le contexte plus large dans lequel il est souhaitable de replacer ce phénomène. Pour attirer les investisseurs et les industriels français recherchant des localisations meilleur marché en terme de coût du travail, le gouvernement Tunisien a récemment suspendu les taxes sur les bénéfices issus de l'exportation, créant une « oasis » fiscale à proximité immédiate de l'Europe (Ruffin, F., 2008b.). Cet exemple illustre un autre type de reconversion d'une économie maintenue en dépendance par son ancienne métropole, à mi-chemin entre paradis fiscal et zone franche. Le phénomène n'est donc depuis longtemps plus limité aux petits espaces distants (qu'on parle de distance euclidienne ou réticulaire) mais s'étend très rapidement à l'ensemble des espaces périphériques qui se concurrencent dans une vaste braderie législative, sociale et financière pour attirer des financements étrangers. De même lorsque le gouvernement du Niger marchandise les territoires touaregs à la société française Areva exploitant l'Uranium (Bednik, A., 2008) ou lorsque le gouvernement conservateur d'Alvaro Uribe vend les territoires amérindiens de l'Amazonie colombienne aux compagnies pétrolières nord-américaines comme Texaco se créent des « zones franches » à fiscalité avantageuse aux forts relents coloniaux.

Comme l'ont montré les études rassemblées par Alejandro Portes, Manuel Castells et Lauren Benton, (1989) il est vain de vouloir distinguer clairement des acteurs clairement formels d'acteurs clairement informels. De même en- est- il des paradis fiscaux et il serait vain de vouloir séparer l'argent « propre » de l' « argent sale », les centres de l'économie mondiale des paradis fiscaux, les établissements honnêtes des établissements peu scrupuleux. Pour s'en convaincre, nul besoin d'aller rechercher l'exemple ressassé de la BCCI lorsque l'on a sous les yeux celui de la BNP-Paribas. La première banque de la zone euro est accusée par exemple d'avoir versé 1.5 millions de dollars de dessous de table au gouvernement Irakien (durant l'embargo) pour récupérer une partie des fonds pétrole contre nourriture (Associated Press citée dans IQuébec, 2006). Au Gabon, sa filiale BICIG fait du pays un paradis fiscal en instaurant les comptes anonymes à numéro en 1999, permettant aux personnalités Gabonaises haut placées proches de Omar Bongo de détourner discrètement les fonds du pays (Verschave, F.-X., 2002, SURVIE, 2008). Au Congo, la compagnie est accusée de permettre à l'Etat de détourner les revenus du pétrole et d'échapper à ses créanciers grâce à

d'astucieux montages financiers (des « préfinancements ») impliquant la BNP-Paribas et la Quantic Ltd des Iles Vierges Britanniques, permettant (entre autres) au fils du président Nguesso de dépenser 50 000 dollars par mois en produits de luxe pendant que 70% des congolais vivent sous la ligne de pauvreté (Harel, X., 2006 ; Reuters, 2006 ; Harel, X., 2007). François-Xavier Verschave écrit à propos du groupe que « *le vol multiforme du pétrole, la multiplication indéfinie de la dette, moussée comme des œufs en neige par une nuée d'intermédiaires, ne peuvent se faire qu'avec la complicité des grandes banques, qui ont elles-mêmes multiplié les filiales dans les paradis fiscaux. Paribas, aujourd'hui absorbée par la BNP [(groupe public !)], a été en pointe depuis plus d'une décennie dans les montages financiers dette-hydrocarbures. Elle ne pouvait pas ne pas savoir qu'ils escroquaient les peuples détenteurs du pétrole et du gaz* » (Verschave, F.-X., 2002)...

Nous avons ici l'exemple parfait d'un groupe semi public - la BNP est née de la fusion du CNEP et de la Banque Nationale pour le Commerce et l'Industrie (BNCI) – basé dans un pôle de la triade, la France, qui utilise à bon escient des filiales abritées dans des paradis fiscaux, pour monter de complexes opérations bancaires visant à détourner les revenus du pétrole africain. Une partie importante de cette ressource a, en outre, déjà été siphonné par un autre pilier de la « Françafrique », le groupe Total (lui aussi semi public si on retrace sa filiation avec Elf), au profit des grandes familles françaises et de leurs intermédiaires tenant les « démocraties » locales (Omar Bongo, Paul Biya, Eduardo Dos Santos, etc.) (SURVIE, 2008). Les banques françaises entrent ici en jeu dans le complexe système de la « Françafrique », en aidant à maintenir au pouvoir les alliés des firmes françaises comme Total, par le préfinancement via le recourt discret aux paradis fiscaux. Comme le révélera Alfred Sirven durant le déroulement de l'affaire Elf, ces opérations permirent de financer le renouvellement du pouvoir de Dos Santos (Angola), de Paul Biya (Cameroun) et de Omar Bongo (Gabon) par exemple, en leur offrant sur un plateau des avances sur les futures « taxes » tirées des profits du pétrole exploitées par les compagnies françaises (SURVIE, 2008). D'après le rapport d'une commission d'économistes et magistrats norvégiens jusqu'à 20% des 10 000 à 12 000 milliards de dollars circulant annuellement (ces chiffres sont par ailleurs disputés) par les paradis fiscaux émanent ainsi de l'« évaporation fiscale » des pays périphériques : « *Même les estimations les plus basses aboutissent au fait que les flux sortants de capitaux illégaux sont dans les PED supérieurs aux flux entrants !* » (cité dans Mamou, Y., 2009)

L'intérêt majeur de cet exemple est de montrer que les paradis fiscaux ne sont pas les mauvais élèves périphériques de la classe financière, ils sont des fabrications volontaires qui font partie intégrante du système financier mondial construit par et pour les centres du Nord Atlantique dans une optique apparemment plus néocoloniale que post-coloniale si on se fie à l'exemple de la

Françafrique. Ceci rejoint les conclusions tirées sur les zones franches et les pavillons de complaisance...

Dans la Caraïbe qui nous intéresse dans le cadre de cette étude - tous les territoires ou presque ayant tenté, avec des réussites diverses, de se lancer dans le « capitalisme casino » - on peut dresser une géographie du paradis fiscal caribéen type : c'est un petit territoire avec une petite population, si possible sous dépendance britannique qui assure une stabilité politique conservatrice et la confiance des investisseurs (Cayman, TCI, etc.). La dépendance officielle de la Hollande, et la dépendance officieuses des Etats-Unis (Bahamas, etc.) confèrent les mêmes avantages (Potter, et alii, 2004). Il est donc particulièrement cocasse de voir les chefs d'Etats du Nord Atlantique dénoncer après la crise financière de 2008 le rôle des paradis fiscaux qu'ils créent et abritent dans leurs dépendances...

Last but not least, le symbole de l'arrivisme des leaders politiques du Monde caribéen lié à leur « capitalisme casino » est illustré par le développement du jeu en ligne dans la région, exploitant les effets de localisation (proximité du plus grand marché de jeu au Monde où ces activités sont interdites par le *Wire Wage Act* de 1961, positionnement dans un fuseau horaire proche, niveau des salaires, et attractivité pour des entrepreneurs américains attirés par une perception de la tropicalité – l'effet chemise-sandales, etc.). D'où le développement dans la région des premières enseignes de jeu en ligne dont 1400 déjà en 2001, opérées par 250 compagnies. Le système fonctionne sur le modèle législatif combiné de la zone franche et du paradis fiscal en ne chargeant qu'une taxe de départ et une taxe annuelle sur l'activité, tout en proposant une législation du travail « attractive »...

Les « *exclaves* » physiques (zones franches) et juridiques (paradis fiscaux, pavillons de complaisance) participent donc d'une même logique et, malgré des facteurs de localisation pouvant légèrement différer, se concentrent globalement sur l'axe des canaux de transport maritime circumterrestre trans-continentaux et particulièrement autour des mers méditerranées (Mer de Chine, Méditerranée, Mer des Caraïbe), c'est-à-dire dans les « espaces isthmes ». D'autres types de zones franches existent au « Sud », les « *mondes offshore* » (Servan, J., Ch., 2008) artificiels du tourisme d'enclaves, les bases militaires notamment, et cet ensemble de comptoirs modernes n'est pas sans rappeler la rapacité coloniale du 16^e siècle. Il n'est ainsi pas anodin de noter que tous ces espaces se concentrent dans d'anciennes colonies, les plus prospères conservant un statut de dépendance plus rapprochée avec leur ancienne métropole. « 95 % des paradis fiscaux sont [par exemple] d'anciens comptoirs ou colonies britanniques, français, espagnols, néerlandais, américains, restés dépendants des puissances tutélaires, et dont la souveraineté fictive sert de

cache-sexe à une criminalité financière non seulement tolérée, mais encouragée parce qu'utile et nécessaire au fonctionnement des marchés ».

Cerise sur le gâteau, tous les avantages fournis par ces espaces prétendument « Off Shore » sont réservés aux riches élites originaires des pôles de la Triade, et interdits d'accès aux habitants des territoires physiques sur lesquels ils se greffent. Ainsi tandis que les vides juridiques se multiplient dans les espaces idéalement situés, région caraïbe en tête pour cause de proximité du géant Nord-américain, les conditions économiques des populations locales stagnent... A Panama où les trois quart du PNB proviennent des services liés à une dérogation (Panama est le second pavillon de complaisance au Monde après le Libéria, un paradis fiscal réputé, et possède une vaste zone franche à Colon dans la partie orientale du Canal), les Panaméens survivent avec un PNB par habitant à peine supérieur à 8 000 US\$ par an réparti de manière si inégalitaire que l'élite des 10% de Panaméens les plus riches possèdent 43% des richesses du pays (il faut donc revoir le PNB par habitant en le divisant presque par deux, tandis que la dette représente près de 60% du PNB !) ! Les 10% les plus pauvres du pays ne possèdent pas un pourcent des richesses nationales (0,7% !) et 37% de la population continue de vivre sous la ligne de pauvreté (CIA World Factbook 2008), un panaméen sur trois appartient à la vaste diaspora internationale de bidonvilliens (UN-HABITAT, 2003).

Les espaces dérogatoires symbolisent les limites d'un système au sein duquel le développement économique profite de façon de plus en plus voyante, et de façon de plus en plus écrasante, au centile le plus riche de la population mondiale. Aux Etats-Unis, qui représentent un cas d'école de ce système que leur gouvernement (entre autres) impose au reste du Monde par différentes méthodes (Cf Chapitre 4), d'après la CIA qu'on ne soupçonnera pas de gonfler ces chiffres, le centile le plus riche de la population accapare les recettes du développement économique depuis 1975 tandis que les classes moyennes connaissent un niveau de vie stagnant (CIA, World Factbook, 2008)... C'est la période cruciale des années du début des années 1970 qui a vu le développement fulgurant de la dérogation parmi ces classes privilégiées. La désindustrialisation sévit en Europe et aux Etats-Unis (fin de cycle Kondratiev) et les Etats se tournent massivement vers l'emploi public pour maintenir le « plein emploi » (1 / 2% de chômage), ce qui alourdit fortement les taxes et les taux d'intérêts. Les grands entrepreneurs cherchent alors un remède et le trouvent d'abord dans l'évasion fiscale, puis dans le soutien des candidats néolibéraux (Standing, G., 1989)

Les Antilles comptent la plus importante densité de paradis fiscaux, pavillons de complaisance et de zones franches au Monde. Dans le domaine des zones franches par exemple, si

l'Asie représente le plus important volume d'employés, les Antilles présentent le plus important ratio avec un demi millions d'employés de zones franches pour 40 millions d'habitants. Il est donc notable dans le cas qui nous intéresse ici, la Caraïbe, que les espaces insulaires de la région représentent un vaste espace dérogatoire dans lequel les investisseurs étrangers bénéficient d'exemptions sur les taxes, sur la production industrielle, et sur le transport de ces productions industrielles, tout en fournissant une vaste main d'œuvre bon marché et privée des rares droits du travail acquis suite à l'indépendance. Localement, ce mouvement vers le bas du droit du travail provoqué par ces phénomènes est d'autant plus mal perçu que la très faible taxation et la monopolisation des revenus qui en sont tirés ne se traduisent pas en terme d'amélioration des équipements publics, hormis autour d'autres enclaves dérogatoires, celles liées au tourisme. Ceci engendre un dédoublement spatial qui n'est pas sans lien avec certaines pathologies sociales caribéennes (criminalité notamment). Ceci engendre aussi la persistance et l'accentuation d'un ressentiment marqué envers le Nord-Atlantique « blanc » que les industriels du tourisme, qui sont plus partie intégrante du problème que de la solution, ne cessent de pointer du doigt. Ce ressentiment prend souvent une tournure raciste en raison de la persistance dans ces espaces de société de plantation modifiées dirigées par les classes claires héritières plus ou moins directes de la plantocratie. C'est ainsi que l'antimonde (de la dérogation) nourrira l'antimonde (des drogues illicites par exemple en lui livrant une vaste main d'œuvre potentielle) qui nourrira en retour une fois encore l'antimonde de la dérogation (placement d'« argent sale » puis investissements de blanchiment, etc.), dans un cercle vicieux dont on voit difficilement une issue optimiste.

2.3. De la territorialisation de l'espace des drogues illicites

« Clairement, avec les drogues, nous est révélée la morale des hommes. »

Ibn Fawwaz

Une drogue est, pour reprendre la définition synthétique du TLFi, une « *substance naturelle ou fabriquée dont l'absorption produit un effet sur les organismes vivants* ». Difficile d'approcher le simple nombre des drogues naturelles tant elles sont nombreuses et, le plus souvent, anodines. Du basilic commun stimulant l'appétit au café, au thé à la coca ou au khat stimulant le système nerveux, une foule de plantes sont connues depuis des temps immémoriaux pour leurs propriétés. La perception de ces plantes évolue en outre avec l'évolution des mentalités, de la science et les errances culturelles et idéologiques. Difficile par exemple à l'heure actuelle d'imaginer que fumer du tabac fut longtemps considéré autour de la méditerranée et dans l'Amérique précolombienne comme un remède miracle contre les mauvaises toux (Van Sertima, I., 1976)...

Comme le montre par exemple la polémique autour de la présence d'éléments cancérigènes - dont une substance radioactive (le polonium 210) - dans le tabac distribué par les grandes compagnies occidentales, la frontière instaurée par les législateurs entre drogues licites et illicites ne s'appuie que rarement sur des critères de santé publique. Le caractère licite de l'alcool et des barbituriques, en plus de celui du tabac, en apportent une preuve suffisante qu'il est inutile de discuter ici. Comme nous le verrons dans ce bref exposé, cette frontière s'appuie en vérité sur des critères sociaux : chaque culture possédant sa pharmacopée et ses psychotropes récréatifs et rejetant des produits étrangers comme dangereux, et des critères géopolitiques, l'appropriation des espaces (la territorialisation donc) de production et de distribution, ainsi que des revenus tirés de ces drogues. De même que pour la perception générale de ces drogues, la frontière législative distinguant drogues légales et illégales au rythme des colonisations et décolonisations, ainsi que des processus impériaux contemporains plus complexes.

Des ouvrages historiques de référence de E. Escotado (Escotado, E., 1996) et V. Rubin (Rubin, V., 1975), et de la thèse plus controversée de Carlos Castaneda (Castaneda, C., 1972), entre autres, on retient la présence des drogues dans toutes les sociétés humaines, historiques et préhistoriques, comme en témoigne la multitude des mythes de tradition orale et écrite relatant la rencontre de l'homme et de ses substances. Des fibres de chanvre datées de 4 000 ans avant l'ère chrétienne (!) ont par exemple été identifiées en Chine, et un traité de médecine chinoise datant du

troisième millénaire avant l'ère chrétienne – il y a 5 000 ans - affirme que son usage peut établir un contact avec les esprits et soulager le corps. En Inde, l'Atharva Veda considère que la « ganja » pousse là où des larmes divines tombent du ciel et la tradition Brahmane décrit le cannabis comme une plante allongeant la durée de vie et stimulant l'agilité de l'esprit. Les principales ramifications du bouddhisme reconnaissent aussi ses vertus pour la méditation. Les égyptiens jetaient des mottes de chanvres sur des pierres chaudes dans le cadre de cérémonies religieuses et les druides gaulois le fumaient à la pipe (Escohotado, E., 1996)... En Europe, le nom de *Cannabis Sativa* apparaît pour la première fois dans la nomenclature botanique de Carl Linnaeus de 1753 (Stearn, W., 1975), et Sula Benet précise que son usage dans la magie « païenne » de la paysannerie européenne y est antérieure de 1 000 ans à sa première mention par Hérodote (qui demeure pour le Monde occidental la première référence écrite à l'usage du cannabis), remontant donc à 5 siècles au moins, avant le début de l'ère chrétienne (Benet, S. 1975). La version originale de l'ancien testament en Hébreu ferait même référence à l'usage de la fleur et de l'encens tiré du Cannabis intégrés à des usages religieux (Sula, B., 1936).

La drogue reine de l'Amérique est le tabac (appelée *Taba* en langage Arawak et Carib, dérivant du *tubbaq* arabo-africain¹⁰⁰), que les prêtres et rois fument tandis que le reste de la population boit des décoctions, mais on y consomme aussi de nombreuses plantes hallucinogènes, notamment des champignons, depuis au moins sept millénaires avant l'ère chrétienne. Des statues datées de trois siècles avant l'ère chrétienne représentent déjà des visages avec les joues élargies par le mâchage de la coca qu'on observe encore aujourd'hui dans les Andes (Escohotado, E., 1996).

Toutes les civilisations ont leurs stimulants permettant aux plus pauvres de survivre et aux riches de se divertir : Betel indien (mâché par un habitant de la planète sur dix !), thé chinois, cola africaine, khat de la corne de l'Afrique, café d'Arabie, coca Andine... De même les plantes produisant de l'alcool au contact de la salive sont quasiment infinies. Plus de deux mille ans avant l'ère chrétienne, des papyrus égyptiens recommandent déjà de ne pas fréquenter les tavernes ... tandis que 15% des traitements de la pharmacopée égyptienne contiennent justement de l'alcool.

Dans la Grèce Antique, on pose les bases de la médecine moderne en remplaçant les sacrifices humains destinés à apaiser les dieux en période d'épidémie, par des cures à bases de plantes. On nomme cette drogue *Pharmakon*, par dérive du terme *Pharmako*, le bouc émissaire. Le pas en avant est immesurable et il faudra attendre l'obscurantisme anti-scientifique créé par l'union de l'Etat et de l'Eglise au 10^e siècle en Europe, pour freiner l'avancée du progrès de la santé par l'utilisation

¹⁰⁰ Ivan Van Sertima voit dans cette proximité sémantique, ainsi que dans l'utilisation commune des pipes à fumer une preuve appuyant sa thèse du contact Afrique-Amérique précolombien (Sertima, I, V., 1976).

judicieuse de ces « drogues ». L'Etat chrétien associe rapidement les « drogues » au paganisme, à la sorcellerie...

Il faut attendre Montaigne en Europe pour repenser l'utilisation des drogues dans le prolongement Grec et pour voir réapparaître des « remèdes de sorcière », à base de plantes à drogues, sur lesquels on bâtit les fondations de la médecine moderne.

Comme le note Escobedo, la principale richesse des Amériques à l'arrivée des colons européens ne réside pas dans son sous-sol mais dans la connaissance des plantes de ses populations autochtones et H. Cortes fut par exemple si bien soigné par les Tlaxcaltecas qu'il écrivit au Roi d'Espagne pour lui faire interdire la venue de docteurs européens au Nouveau Monde ! Le traité du Dr Francisco Hernandez, bâti sur ces connaissances, fait état de l'utilisation de plus de 3 000 plantes à l'époque où les traités européens n'en mentionnaient pas 300. Face aux jardins botaniques des aztèques dans lesquels on obtient diagnostics et traitements gratuits, les européens doivent revoir leurs théories sur la sorcellerie des plantes à drogue (Escobedo, E., 1996)...

Dans l'empire Inca, les travaux publics auxquels sont asservis les pauvres consistent en grande partie dans la fabrication de pains, de coca, destinés à l'usage unique des classes dominantes. Une fois l'empire conquis, les espagnols autorisent les pauvres à consommer la plante dont ils font désormais un commerce rentable, taxé par le clergé, et ce d'autant plus que ce stimulant accroît la productivité des proto esclaves mineurs (Gootenberg, P., 1999).

De leur côté, les Portugais découvrent dans leurs comptoirs indiens et chinois qu'ils peuvent échanger l'opium de grande qualité qu'ils récoltent à peu de frais en Asie mineure, contre tissus et métaux précieux participant au renversement de la dynastie Ming par les Manchu (50 millions de morts !). En 1729 l'empereur Manchu interdit le commerce d'opium avec les européens pour limiter l'évaporation de capitaux, c'est-à-dire l'échange de soie, d'épices et d'or contre l'opium. Les anglais prennent rapidement le relais colonial et renversent l'armée chinoise. Ils insistent pour que l'opium reste prohibé mais son commerce facilité pour maximiser leurs profits. Les britanniques transforment alors l'Inde en une vaste plantation de pavot (et par débordement en un grand centre de consommation) pour alimenter la Chine où ils insistent pour que la culture demeure interdite. En 1906, 0.5% des chinois sont des consommateurs réguliers d'opium, soit près de trois millions de personnes. Le ratio atteint 5% dans l'Inde productrice...

Le 19^e siècle est celui de la découverte des principes actifs avec l'identification progressive de la morphine (1806), l'atropine (1833), la caféine (1841), la cocaïne (1860) l'héroïne (1883) et les barbituriques (1903). Les drogues cessent alors d'être perçues comme magiques et on en rationalise

rapidement leur usage médical et rapidement géopolitique : en interdisant l'usage populaire du cannabis, les gouvernements s'ouvrent des possibilités nouvelles de répression et donc de contrôle d'espaces et de populations. La prohibition de l'alcool donne naissance aux grandes mafias diasporiques présentes aux Etats-Unis. Celle de la cocaïne permet aux services secrets occidentaux d'endiguer les mouvements prônant une indépendance réelle, à partir des années 1960, regroupés derrière l'étiquette fourre tout de « communisme ».

Alors que le trafic de drogues illicites transcaribéen relie aujourd'hui les pays producteurs sud-américain, Colombie en tête, aux marchés des Etats-Unis et d'Europe, le véritable commerce illicite de drogues débuta dans la région, peu après la seconde guerre mondiale dans le sens inverse. Répondant aux pressions du gouvernement des Etats-Unis sur l'Italie, pour mettre fin à son commerce licite d'héroïne, la mafia Corse de Marseille, qui avait depuis les années 1920 développé un goût prononcé pour le proxénétisme, prit alors la tête de son commerce illicite reliant producteurs d'opium turques, transformateurs français des laboratoires de Marseille (premier laboratoire ouvert en 1951 avec l'appui décisif de la CIA) et distributeurs de la mafia Italienne de New York. La Mafia Corse, rapidement soutenue par la CIA pour lutter contre le poids pris par la CGT sur les docks de Marseille et plus largement dans le milieu ouvrier français de l'après guerre, scelle une alliance informelle avec le gouvernement de Charles de Gaulle. Marseille devient alors le plus gros producteur mondial d'héroïne, mais toute la production sert uniquement pour l'exportation (illégale) et la France ne connaît pas de débordement de production. La mafia Sicilienne, renforcée par la libération de Lucky Luciano par les services de renseignements américain et sa déportation en Italie en 1946, s'était positionné la première dans le commerce illicite d'héroïne en utilisant les producteurs morphine Libanais et en transformant le produit dans les laboratoires de Palerme, mais il semble qu'elle se concentra avec l'essor de la plaque tournante Marseillaise sur les activités de transport et de distribution (McCoy, A., 2003). On croit alors que les Corses s'appuient sur leur petit réseau diasporique pour trafiquer les 50 à 150 kilogrammes d'héroïne qu'ils produisent chaque mois (chiffre de 1965) à travers la Caraïbe. (McCoy, A., 2003) Il est plus probable que, fort de la présence de la mafia sicilienne dans les opérations et de ses liens avec les réseaux libanais, on utilise alors plutôt la diaspora Libanaise qui contrôle rapidement les docks de bon nombre d'îles des Antilles, et qui se distinguera plus tard dans le trafic illicite transcaribéen de cocaïne colombienne (Figueira, D., 2004).

Outre les Libanais, les mafias corses et siciliennes trouvent des alliés de poids dans la communauté d'exilés cubains chassés par la révolution de 1959. En effet, après la mort de Lucky

Luciano en 1962, « *Santo Trafficante Jr.* » hérite du contrôle du trafic d'héroïne aux Etats-Unis. Avant cette promotion, son territoire était la Floride, et surtout la Caraïbe où il supervisait jusque là le bon déroulement du transit de l'héroïne pour le compte de Lucky Luciano, ainsi que le blanchiment à travers une lucrative chaîne de casinos implantés dans la Havane du dictateur conservateur Batista. Si elle chasse les trafiquants de l'île, la révolution cubaine propage du même coup une vaste diaspora de trafiquants cubains à travers l'Amérique Latine et les Etats-Unis faisant des cubains une main d'œuvre de choix pour le déplacement d'héroïne européenne, et bientôt de cocaïne colombienne, dès lors que la répression de la DEA se concentrera sur la diaspora de Medellin utilisée par Pablo Escobar et son organisation. Fer de lance de la lutte contre les régimes nationalistes indépendants dans la région (Blum ; W., 2003), les exilés cubains possèdent en outre de solides appuis politiques en Floride et auprès de la CIA.

Puis la féroce lutte contre le régime socialiste de M. Manley dans la Jamaïque des années 1970 encourage la CIA a soutenir les gangs de rue jamaïcains alliés à l'opposition conservatrice, en les aidant à se financer et à s'armer grâce au transit de cocaïne. Ceux-ci acquièrent dans le désespoir et la misère noire des ghettos de Kingston un art de la guérilla urbaine et un détachement complet face à la mort, qui leur permettra rapidement de reprendre les rues des métropoles des Etats-Unis aux gangs locaux qui s'estiment rapidement victimes de « psychopathes¹⁰¹ » qu'il convient de ménager. De la longue expérience du trafic de ganja locale, ils ont tiré un savoir faire du commerce de drogues illicites et ils s'avèrent en outre de très bon commerçants, vendant deux sachets pour le prix d'un les soirs de fête et ouvrant des zones sécurisées pour la vente. La CIA et le gouvernement conservateur jamaïcains n'avaient pas prévu que les « *posses* » s'avèreraient aussi peu digne de confiance, et développeraient rapidement une lutte armée non plus pour le compte du parti politique, mais pour le territoire des drogues illicites dans les rue des Etats-Unis et pour celui du racket dans les ruelles de Kingston. La CIA n'avait pas non plus prévu que les jeunes jamaïcains provoqueraient une telle épidémie criminelle et développeraient un art du meurtre spectaculaire et une passion pour la reproduction dans la réalité, de scènes de guerre Hollywoodiennes dont ils tireront leur surnom de « *posses* », les gangs des westerns américains : Les gangs jamaïcains n'hésitent pas à tirer sur la police et envoient des doigts et des têtes par colis postaux en signe d'avertissement...

¹⁰¹ La nouvelle de Philipp Baker (*Blood Posse*, 1994) décrit avec justesse l'atmosphère de la guerre des gangs aux Etats-Unis et le rôle particulier de la diaspora jamaïcaine.

C'est le côté spectaculaire et le caractère « *Too Nuff*¹⁰² » des jamaïcains qui facilitera l'arrivée plus discrète des Trinidiens et autres « *smallies*¹⁰³ » dans le transit caribéen et la distribution au détail aux Etats-Unis. Cela d'autant plus facilement que ces communautés possèdent de solides réseaux diasporiques reliant leurs îles à New York et Miami principalement. Le gros du trafic transcaribéen est cependant rapidement monopolisé par des groupes ethniques appartenant à l'élite économique politique de ces espaces, qui gèrent discrètement et avec de sérieux réseaux de complicités étatiques les gros volumes d'import-export, grâce à leurs établissements de commerce reliant les docks des îles et des Etats-Unis.

Les deux drogues illicites les plus trafiquées dans la région sont le cannabis, issu de la pharmacopée traditionnelle de bon nombre des îles caribéennes, et la cocaïne et ses dérivés (crack) apparus à partir des années 1980 en raison du positionnement physique et réticulaire de cet espace entre régions productrices et marchés de consommation.

2.3.1. Cannabis

Le cannabis (ou localement marijuana, ganja, marimba, etc.) est une plante dont les inflorescences (et les graines) sont utilisées depuis des temps immémoriaux pour leurs qualités psycho actives (et dont les feuilles et branches ont été utilisées durant la même période pour fabriquer cordes et vêtements). Son utilisation est profondément ancrée dans la tradition brahmane indienne, dans certains cultes bouddhistes, et plus récemment dans les cultes caribéens des Ras, en raison de son action sur la réflexion et la méditation. L'*Office of Strategic Services*, ancêtre de la CIA, l'utilisa au milieu du 20^e siècle, pour cette raison, comme sérum de vérité (Cockburn, A., 1998).

Après au moins 5 000 ans d'usage, aucune intoxication fatale liée à la consommation des fleurs de cannabis n'a été à ce jour documentée en raison de l'autolimitation de l'absorption du THC par l'organisme (Walker, J., M., Huang, S., M., 2002) et par les nombreuses pertes en THC provoquées par l'inhalation sous forme de fumée. En outre les propriétés du cannabis sont utilisables en médecine, dans un cadre thérapeutique précis et sous des formes particulières, pour traiter inflammations, anxiétés, nausées, mais aussi pour limiter la croissance de cellules cancéreuses (McAllister, S., D., Christian, R., T., Horowitz, M., P., Garcia, A., Desprez, P., Y., 2007 ; BBC News, 2007). La répression extrêmement sévère du Cannabis ne s'appuyant donc sur aucune

¹⁰² Le « Nuff » jamaïcain dérive de l'anglais « enough » (assez) mais il s'emploie dans le sens de « beaucoup ». L'expression jamaïcaine « *too nuff* » décrit celui qui en fait trop, qui en rajoute.

¹⁰³ Surnom péjoratif donné par les jamaïcains aux habitants des petites îles caribéennes du Commonwealth. La Jamaïque est la plus grande et la plus peuplée de ces îles, avec une population totale globalement égale à celle de l'ensemble de ces îles.

démarche scientifique fondée¹⁰⁴, mais plutôt sur l'« *obscurantisme totalitaire du prohibitionnisme* » (Escohotado, E., 1996), ce phénomène doit à la fois être compris comme le reflet d'une psyché liée à un mythe, et comme un outil géopolitique.

Pour ce qui est de ces usages géopolitiques, un bon exemple se trouve dans le cas marocain où les autorités françaises et espagnoles ferment les yeux sur le trafic de cannabis enraciné dans la vallée du Rift, avec la bienveillance du Roi, (Chouvy, P.-A., 2008) pour garder au pouvoir le régime en place et ainsi faire barrage à la « menace » perçue des « islamistes » (Labrousse, A., 2003)

Dès la fin des années 1970, à une époque où 60% des jeunes adultes européens consomment occasionnellement de la marijuana, plusieurs études démontrèrent le caractère inoffensif d'un produit n'entraînant d'intoxications fatales (très rares¹⁰⁵) que dans le cas de l'utilisation de la forme hyper concentrée en huile, et n'engendrant ni dérives violentes, ni dépendance (Escohotado, E., 1996). Le mythe occidental de la dangereuse drogue que serait le cannabis est en réalité bâti sur des fondations datant d'au moins trois époques distinctes :

- l'acte même de fumer est un héritage arabo-africain, puis, peut-être par contact, américain, une habitude que les espagnols observaient avec crainte et dédain chez leurs esclaves et que les européens ne reproduiront que très tardivement en raison d'une barrière culturelle marquée (Sertima, V., I., 1976)
- les résistants Haschischins aux croisés représentent sans doute la plus ancienne racine de ce mythe et c'est de là qu'on doit la relation sémantique entre haschisch et crime, puisque du nom des troupes menées par le « vieil homme des montagnes » dérivera le terme « assassin » (Escohotado, E., 1996).
- Dans une période plus récente, le cannabis utilisé dans tous les grands mouvements de résistance à l'oppression coloniale britannique d'Inde à la Caraïbe en passant par l'Égypte devient un symbole subversif anticolonial au Sud, et progressiste au Nord (Laugston, R., M., Sibblies, M., 1975).

Le cannabis est en effet la plante des résistants et les colons soupçonnent qu'elle ne rende « rebelle ». Face au mécontentement anti-colonial, et avec l'engouement d'un Don Quichotte monté sur l'âne de la prohibition face à une armée de nones, les britanniques s'attaquent sévèrement au

¹⁰⁴ En l'absence de solides arguments scientifiques, le cannabis demeure interdit en vertu de la théorie bancal développée à partir des années 1950 de la « passerelle » (gateway) vers les drogues « dures ».

¹⁰⁵ 250 fois plus rares que les intoxications fatales liées à l'alcool, 270 fois que celles liées aux barbituriques et 40 fois plus rares que celles liées à l'aspirine !

cannabis dans leurs colonies indiennes, égyptiennes et caribéennes, sans approfondir les causes du mécontentement qui y grogne depuis le début du 20^e siècle.

Comme il l'a été montré dans le cas jamaïcain dès le début des années 1970, et comme la discrimination le montre encore à l'heure actuelle, à Trinidad par exemple, une sévère législation prohibitionniste permet aussi de contrôler plus étroitement les classes pauvres ouvrières et agricoles qui sont les premières consommatrices de ganja (nom local du cannabis) dans la Caraïbe. (Laugston, R., M., Sibblies, M., 1975). La *Indian Hemp Commission* britannique puis différents chercheurs jamaïcains et Nord-américains ont montré, dans la lignée des études de Rubin et Comitas (Rubin, V., 1975 ; Rubin, V., Comitas, L., 1976), à travers l'étude de plusieurs cas particuliers, le non fondé des syndromes « criminel » et « anti motivationnel » associé à tort à la plante. Melanie Creagan Dreher a par exemple montré, à partir de l'étude rigoureuse de communautés agricoles de cantons ruraux de la Jamaïque, que la consommation régulière de ganja donne aux pauvres travailleurs jamaïcains des hauteurs de l'île, une motivation comparable à celle que les mineurs de l'Altiplano trouvent dans la feuille de coca (Dreher, C., M., 1982). Ces constatations de terrain remettent en cause les nombreuses études de bureau antérieures, conduites dans l'objectif de dresser un syndrome anti-motivationnel associé à tort à l'usage de la plante, dans des cas où les symptômes observés chez des sujets consommateurs (dépression, apathie, etc.) sont d'origine sociale et ne résultent pas de l'usage de la substance. (Voire entre autres : Marcovitz, E., Myers, H.,J., 1944 ; Wilson, C., 1968 ; Smith , D., 1968 ; Maugh, T., H., 1974) Ces théories se basent sur des généralisations ethnocentriques et partiales d'études menées aux Etats-Unis sur des patients fragiles psychiquement et utilisant régulièrement différentes drogues illicites. (Escohotado, E., 1996) Dans les communautés rurales étudiées par M. Dreher en Jamaïque, où les non consommateurs de ganja représentaient alors une petite minorité de un quart à un tiers de la population, (Dreher ; M., 1982) et dans l'ensemble de la Jamaïque pauvre (rurale et urbaine) du *hustling* contemporain (qui représente en la matière un laboratoire d'expérience inégalable) les évidences suggèrent le contraire.

Scientifiquement le cannabis est une des rares plantes psychoactives qui ne puisse être clairement rangée dans une des catégories stimulant/relaxant/hallucinogène en raison de la présence combinée de THC (Tetrahydrocannabinol¹⁰⁶, hallucinogène) et de CBD (Cannabidiol¹⁰⁷, sédatif).

¹⁰⁶ Le rôle du THC est de protéger la plante des herbivores et de protéger les graines des rayons UV-B.

¹⁰⁷ Le canabidiol est utilisé en médecine pour soulager inflammations, anxiété et nausées. Les recherches les plus récentes montrent que le canabidiol représente le premier agent exogène non toxique connu pour limiter le développement de cellules cancéreuses (McAllister, S., D., Christian, R., T., Horowitz, M., P., Garcia, A., Desprez, P., Y., 2007, « *Cannabidiol as a novel inhibitor of id-1 gene expression in aggressive breast cancer cells* », Mol. Cancer Ther, California Pacific Medical Center Research Institute <http://www.ncbi.nlm.nih.gov/pubmed/18025276>).

Drogue illicite la plus consommée au Monde, les Nations Unies parlent de 4% de la population mondiale utilisant au moins annuellement du cannabis, (UNODC, 2006) et le *European Monitoring Center for Drugs and Drug Addiction* de un britannique sur cinq et d'un français sur trois¹⁰⁸ (pour au moins une consommation dans sa vie), la ganja est produite en grande quantité, et facilement, sur tous les continents et des deux cotés de la fracture Nord/Sud, représentant à l'heure actuelle une des plantes les plus largement diffusée à travers le globe (Schultes, R., Klein, W., Plowman, T., Lockwood, T., 1975). Les Etats-Unis demeurent par exemple les premiers producteurs au Monde et en consomment annuellement l'équivalent d'une valeur de 11 milliards de dollars selon l'*Office of National Drug Control Policy* (Liley, P., 2003).

Comme le montre l'illustration (Fig N°8) les saisies de cannabis se concentrent cependant sur les principaux marchés (en valeur) qui sont aussi, coïncidence en apparence paradoxale de la géographie des drogues illicites, les principaux fer de lances de la répression, c'est-à-dire le Nord Atlantique (Etats-Unis, Europe Occidentale)

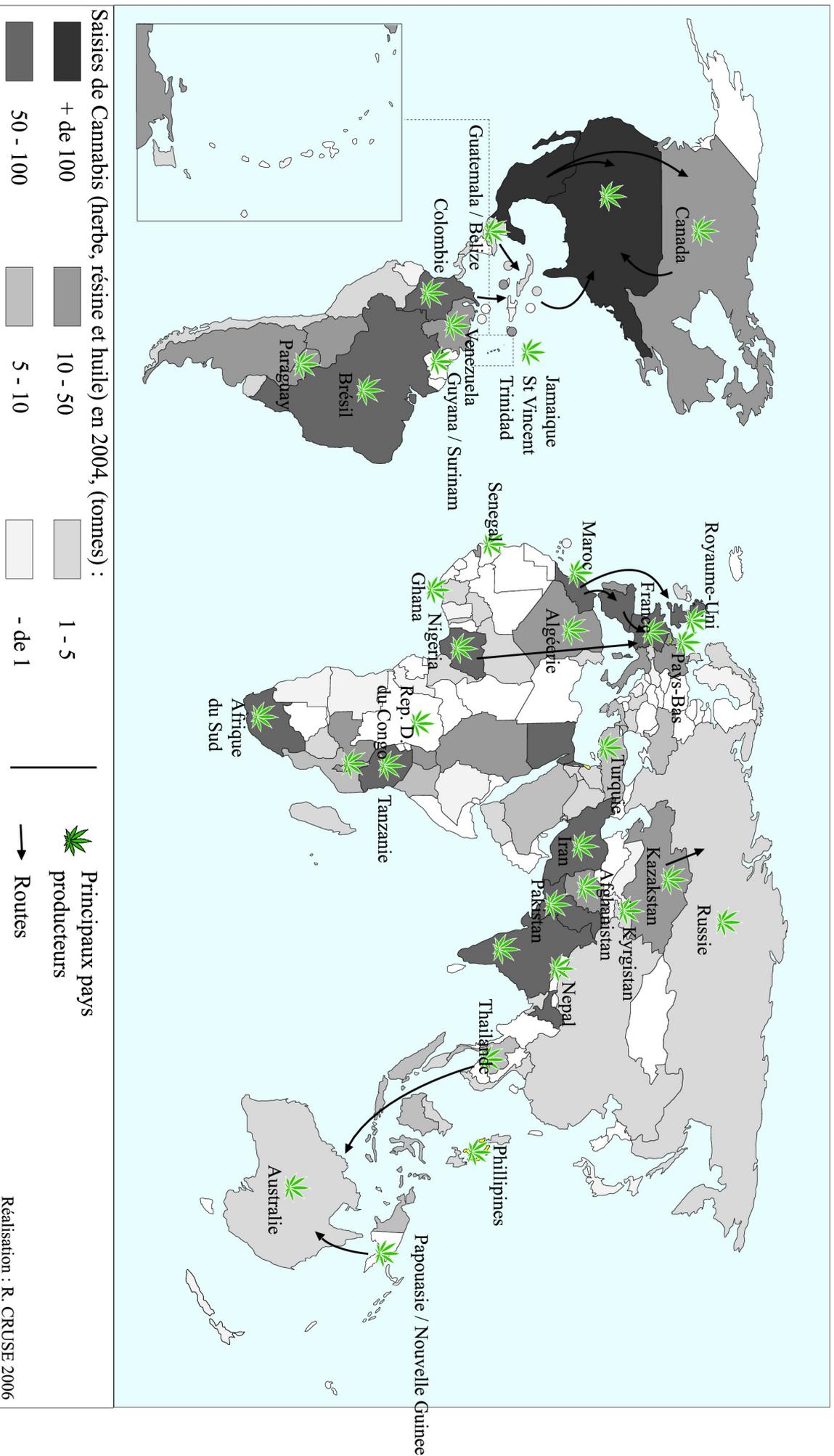
Dans la caraïbe où la plante été importée par les travailleurs indiens au 19^e siècle (1844 Trinidad et au Guyana, 1845 en Jamaïque) et commercialisée par les colons britanniques jusqu'aux premières grandes révoltes sociales du début du 20^e siècle (Laugston, R., Sibblies, M., 1975), il est notable que des espaces insulaires aussi étroits (à l'échelle mondiale) que la Jamaïque, les Îles Vierges et Trinidad apparaissent en haut de classement malgré une population aussi relativement faible. Ceci est la conséquence double de la proximité étroite avec le plus grand marché *et* centre de répression de la planète, les Etats-Unis. St Vincent trouve sa place sur la seconde marche du podium des producteurs caribéens et son absence du palmarès des saisies souligne l'implication de l'Etat dans ce commerce illicite (Figueira, D., 2006). A l'inverse, la présence de Trinidad, producteur secondaire à l'échelon régional, rappelle l'existence de politiques répressives ciblées de diversion par lesquelles on tente de masquer le laisser faire qui entoure le trafic de cocaïne des puissantes classes commerçantes en réprimant sévèrement la ganja contrôlée et consommée par les classes pauvres et noires/indiennes (Cf Chapitre 4).

Comme il l'a été montré par Laugston et Sibbles en Jamaïque, le durcissement progressif du système législatif anti-ganja suit étroitement les différentes étapes de la révolte anticoloniale ayant conduit à l'indépendance. A la fin du 19^e siècle, les Britanniques commandent une première étude basée sur la peur de la colère croissante parmi les classes pauvres jamaïcaines et la peur que la consommation ne se diffuse aux classes noires. Malgré un premier rapport décrivant la ganja comme une plante apaisante et n'entraînant pas de dépendance, la première législation répressive

¹⁰⁸ http://en.wikipedia.org/wiki/Adult_lifetime_cannabis_use_by_country

est passée en 1913 (date qui correspond au niveau international à la première vague répressive internationale menée par les Etats-Unis et scellé par le traité de la Hague de 1912) en Jamaïque suite à la révolte de Morant Bay, puis la loi est durcie en 1924 permettant d'emprisonner les usagers (et non plus seulement les planteurs). Le *Dangerous Drugs Act* date de 1942 est adopté deux ans avant que les jamaïcains n'obtiennent le suffrage universel et seulement cinq ans après l'adoption aux Etats-Unis du *Marijuana Tax Act* qui vise... les communautés pauvres de travailleurs mexicains ! (Laugston, R., Sibbles, M., 1975)

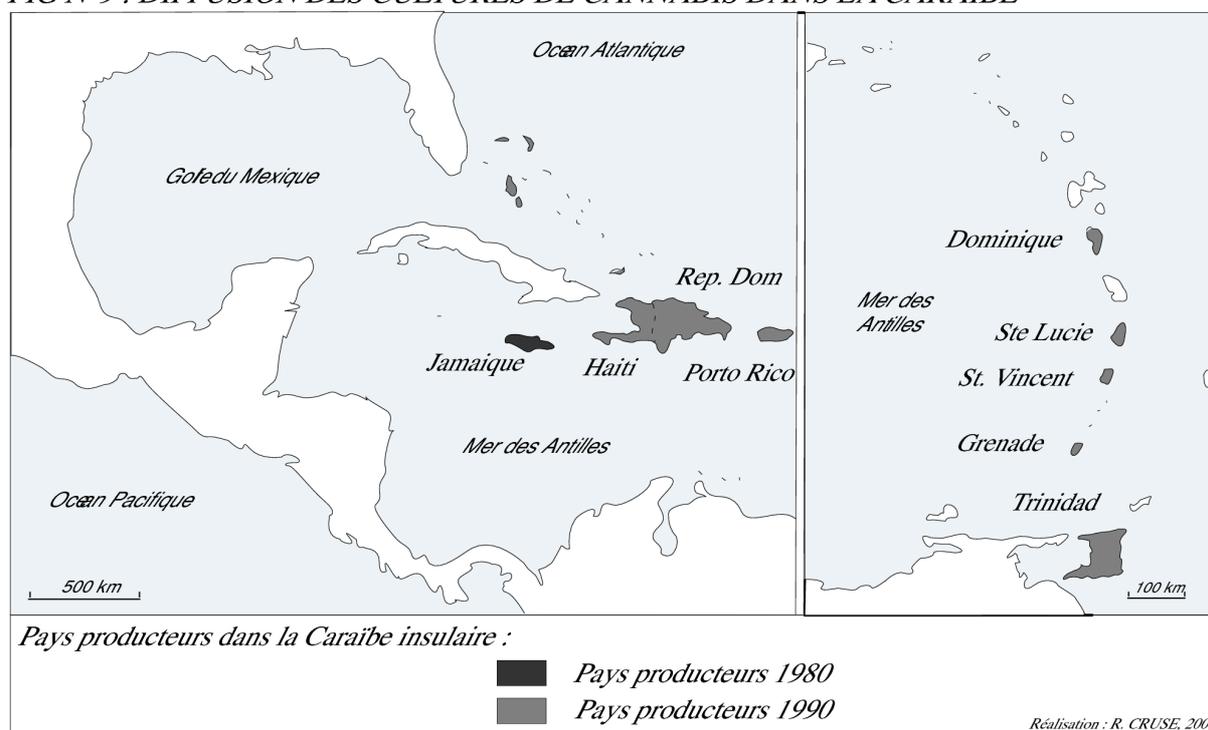
FIG N°8 : LE CANNABIS DANS LE MONDE



Sources : UNODC 2006, Chowy, P.-A., 2003

A. Klein rappelle dans sa préface au très documenté ouvrage *Caribbean Drugs* que l'origine de la législation anti drogues dans la Caraïbe, particulièrement en ce qui concerne la ganja et la Jamaïque, se trouve dans le souhait des planteurs de voir leurs « coolies » et les employés noirs travailler dur. Même si le mythe du syndrome anti-motivationnel associé à la ganja a été facilement démonté à partir des études menées en Jamaïque, l'appréhension de voir la productivité baisser dans les champs de canne fut un des premiers moteurs de la prohibition. De la même manière les pouvoirs coloniaux avaient cessé de vendre de l'alcool en Afrique à partir de 1889 (Klein, A., Day, M., Harriot, A., 2004)...

FIG N°9 : DIFFUSION DES CULTURES DE CANNABIS DANS LA CARAÏBE



Sources : I.L. Griffith, 1997

Comme le montre l'illustration n°9 les campagnes d'aspersion au pesticide Paraquat des années 1980, eurent pour conséquence directe la dispersion de la production dans des îles caribéennes, jusqu'alors restées marginales (Trinidad, St Vincent, Bahamas etc.) et non l'éradication des cultures¹⁰⁹ (Griffith, I., 1997). Elles ont été dénoncées depuis en raison de la pollution des sources et des terres agricoles, ce d'autant plus qu'elles furent pratiquées par les Etats-Unis à l'étranger, à l'époque où leur propre pays devint le premier producteur *et* le premier

¹⁰⁹ Et ce d'autant plus qu'aucune culture de substitution ne s'avéra rentable dans le contexte du commerce inéquitable qui caractérise les relations Nord/Sud et qui est d'autant plus marquée que ces espaces et leurs productions sont de petites tailles

consommateur mondial de cannabis. (Escobedo, E., 1996) A. McCoy a depuis montré dans son ouvrage de référence que les larges cultures de ganja jamaïcaines des années 1980 sont elles mêmes les conséquences directes des campagnes d'éradication menées par les Etats-Unis au Mexique et en Colombie, à la fin des années 1970. (McCoy, A., 2003) Les auteurs anglophones ayant étudiés les campagnes d'aspersion des champs de coca dans les Andes ont nommé ces transferts spatiaux des cultures, l'effet « baudruche » (« *balloon effect* »), en référence à un ballon qu'on presserait en son centre, repoussant l'air sur les marges qui s'en trouvent d'autant plus gonflées. Martin Jelsma, qui fait référence en la matière, a montré comment ce qu'il nomme « *la guerre chimique aux drogues* » en Colombie, entraîna dans un cercle vicieux la violation de droits humains primaires, la perte de crédibilité de l'Etat, l'arrêt du développement de cultures alternatives, l'extension de la guerre à de nouveaux territoires et l'accroissement du support des paysans à la guérilla, mais aussi indirectement l'accroissement de la déforestation et des déplacements de population... (Jelsma, M., 2001) La méthodologie employée par les Etats Unis a donc entraîné la dissémination des cultures de ganja à travers la région (mais aussi en Colombie le passage à l'industrie de la cocaïne), une pollution massive d'immenses régions du Mexique, du Belize, de la Jamaïque, de St Vincent, de Trinidad et de la Colombie, tout en provoquant une légitime réaction populaire contre ces mesures pratiquées avec l'aval des gouvernements locaux. Les populations Antillaises n'ont pas manqué de dénoncer – à travers les seules modes d'expression disponibles, souvent la musique et la poésie - ces campagnes tournées vers l'étranger alors que les cultures sur le sol des Etats-Unis se développaient par effet de balancier jusqu'à faire du pays le premier producteur au Monde. Un rapport de l'organisation *Drug Science* datant de décembre 2006 décrit la marijuana comme la culture la plus rentable des Etats-Unis (pour un ratio de 70% de cultures en extérieur et 30% de cultures d'intérieur), avec une valeur de plus de 35 milliards par an, soit plus que les productions combinées de maïs et de blé¹¹⁰ ! L'ironie de la situation atteint son paroxysme lorsque les représentants de l'Etat de Californie envisagent en février 2009 de légaliser – et surtout de taxer – la production, la vente et la consommation de marijuana sur le constat qu'il « *est simplement aberrant que la plus importante production agricole californienne échappent à tout contrôle et à toute taxation* » (Aaron Smith, directeur du *Marijuana Project California Policy*, cité dans le *Guardian* du 24 février 2009¹¹¹). Toutes les voix qui se sont élevées dans ce sens à travers la région Caraïbe ont invariablement été traitées comme une hérésie, y compris en Jamaïque où la consommation s'apparente à celle du vin en France ou plus encore à celle de la feuille de coca dans les Andes. Les cultivateurs sont impitoyablement privés de leurs seules ressources et envoyés en prison, pour

¹¹⁰ <http://www.drugscience.org/Archive/bcr2/exec.html>

¹¹¹ <http://www.guardian.co.uk/world/deadlineusa/2009/feb/24/california-marijuana-legalisation-legislation>

satisfaire aux exigences répressives des Etats-Unis et à leur menace permanente de désertification. Washington, que le géographisme classique assimile aux décideurs du gouvernement des Etats-Unis, apparaît dans le classement des dix premiers Etats producteurs de marijuana aux Etats-Unis. Il semblerait donc que Don Quichotte, après de nombreux assauts lancés sur des armées de nones, envisage désormais une reconversion religieuse...

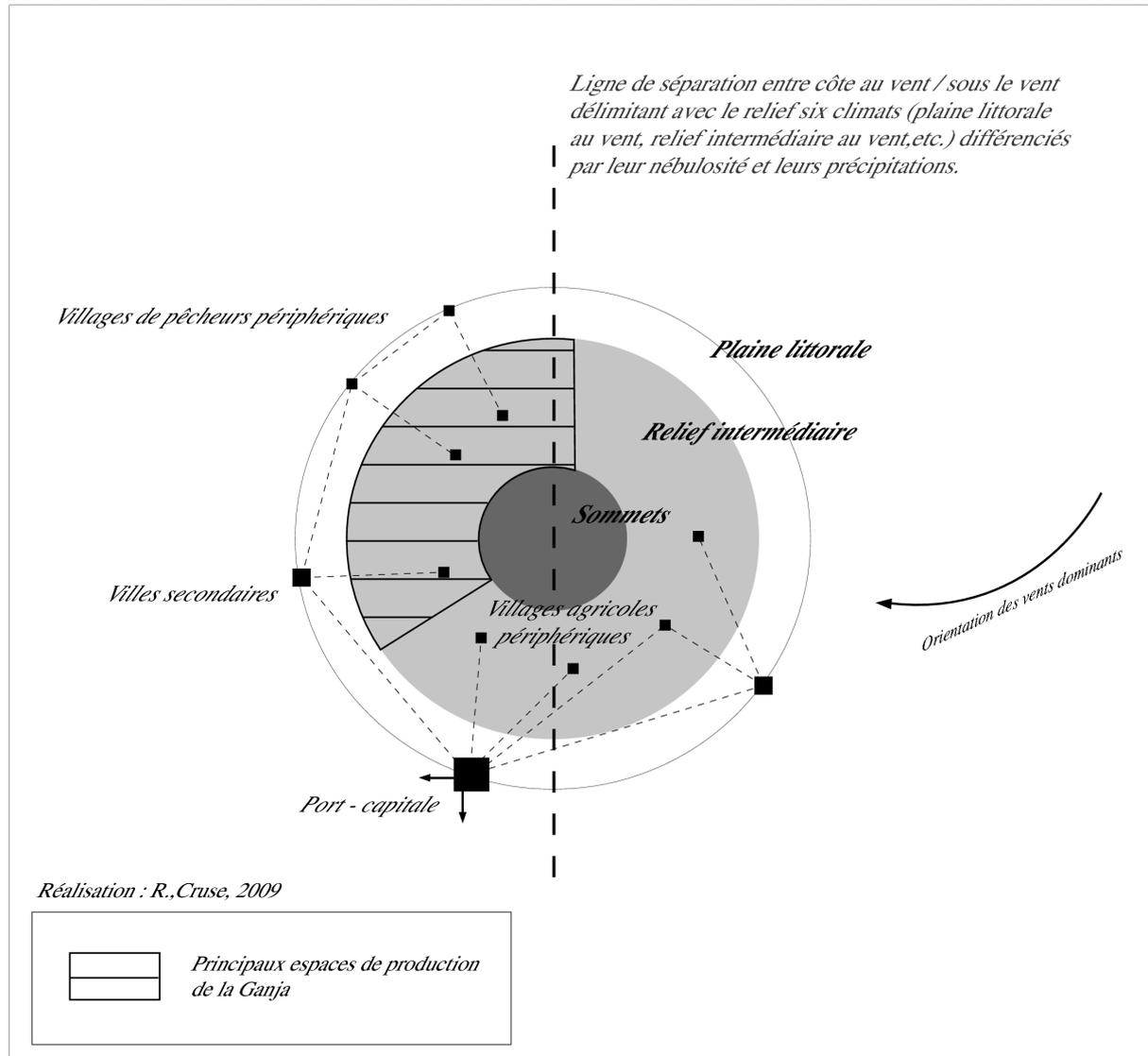
Il sera dès lors particulièrement intéressant d'analyser la réaction des Etats caribéens, habitués à l'utilisation de la criminalisation de la ganja à des fins politiques, face à la pression populaire qui ne manquera pas de se faire sentir si un Etat des Etats-Unis venait à légaliser la marijuana (autrement que pour usage médical, ce qui est déjà le cas dans 13 Etats¹¹²)...

De manière schématique, dans l'île tropicale type, la production de ganja s'organise sur les espaces les plus éloignés de la capitale (en distance réticulaire) - principal centre de répression du territoire-, des versants sous le vent qui génèrent les climats relativement secs¹¹³ les plus propices (Cf. Figure n°10). Plus précisément on retrouve généralement les plantations de ganja le long des rivières qui traversent des zones non desservies par les transports terrestres, servant doublement de point d'alimentation en eau pour la culture et d'axe de communication fonctionnant comme une anti-route (sentier). Les ports situés aux embouchures de ces rivières représentent dans le schéma idéal des centres d'export de premiers choix, mais la ganja peut partir vers le marché local, via la route ou différents réseaux ramifiés de sentiers pédestres, et pour l'étranger via des pistes aériennes clandestines dans les cas les plus perfectionnés.

¹¹² Les prévenus caribéens arrêtés en possession de grande quantité de ganja jouent d'ailleurs régulièrement sur cette corde devant les tribunaux locaux. L'exemple typique et récurrent est celui de cet homme arrêté à l'aéroport de Montego Bay au début du mois de mars, au départ pour la Grande Bretagne, en possession de près de deux kilogrammes de ganja dissimulée dans des oranges. Face à la cour l'accusant de tentative d'exportation, le prévenu déclarera souffrir de problèmes de tensions et utiliser cette ganja en infusion pour se soigner. En Août 2007 une guyanaise était arrêté sur la route reliant St Laurent (ville frontière avec le Surinam) à Cayenne avec plusieurs kilogrammes de ganja dans ses sacs. La prévenue déclarera préparer des bains avec ces herbes pour soigner ces problèmes de peau, etc.

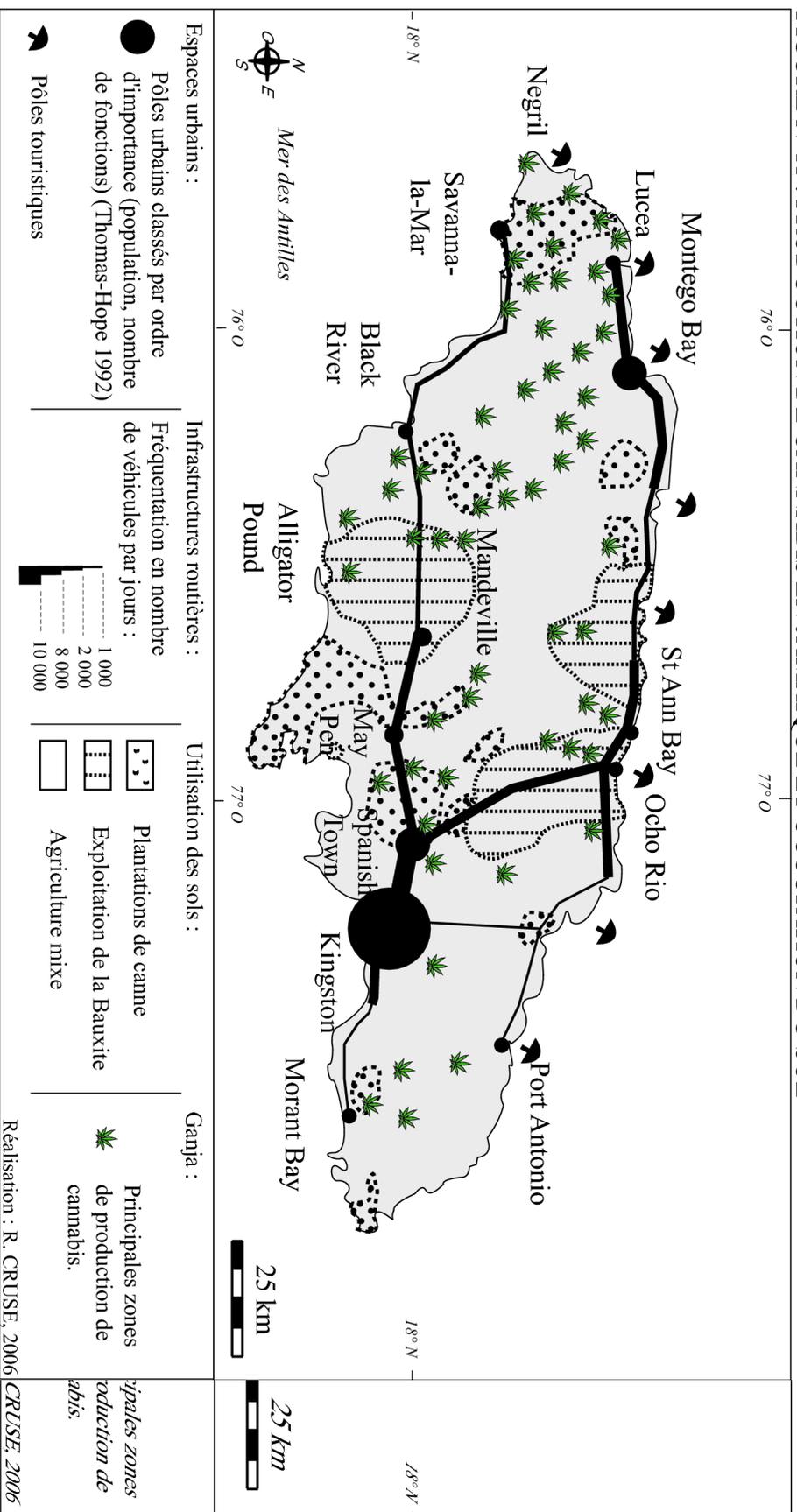
¹¹³ Les climats et micro climats humides sont problématiques, sans pour autant être une contrainte déterminante, particulièrement durant la période de floraison où l'excès d'eau entraîne un gonflement excessif d'inflorescences perdant de leur concentration en produit actif, tout en générant des problèmes de moisissure et de champignon. Durant la période de croissance l'abondance d'eau n'est pas problématique, le spectre de tolérance de la plante étant très important, ce qui est tout aussi vrai du sol qui peut être très pauvre sans altérer notablement la croissance.

FIG N°10 : CHOREME REPRESENTANT LA PRODUCTION DE GANJA DANS L'ILE TROPICALE TYPE



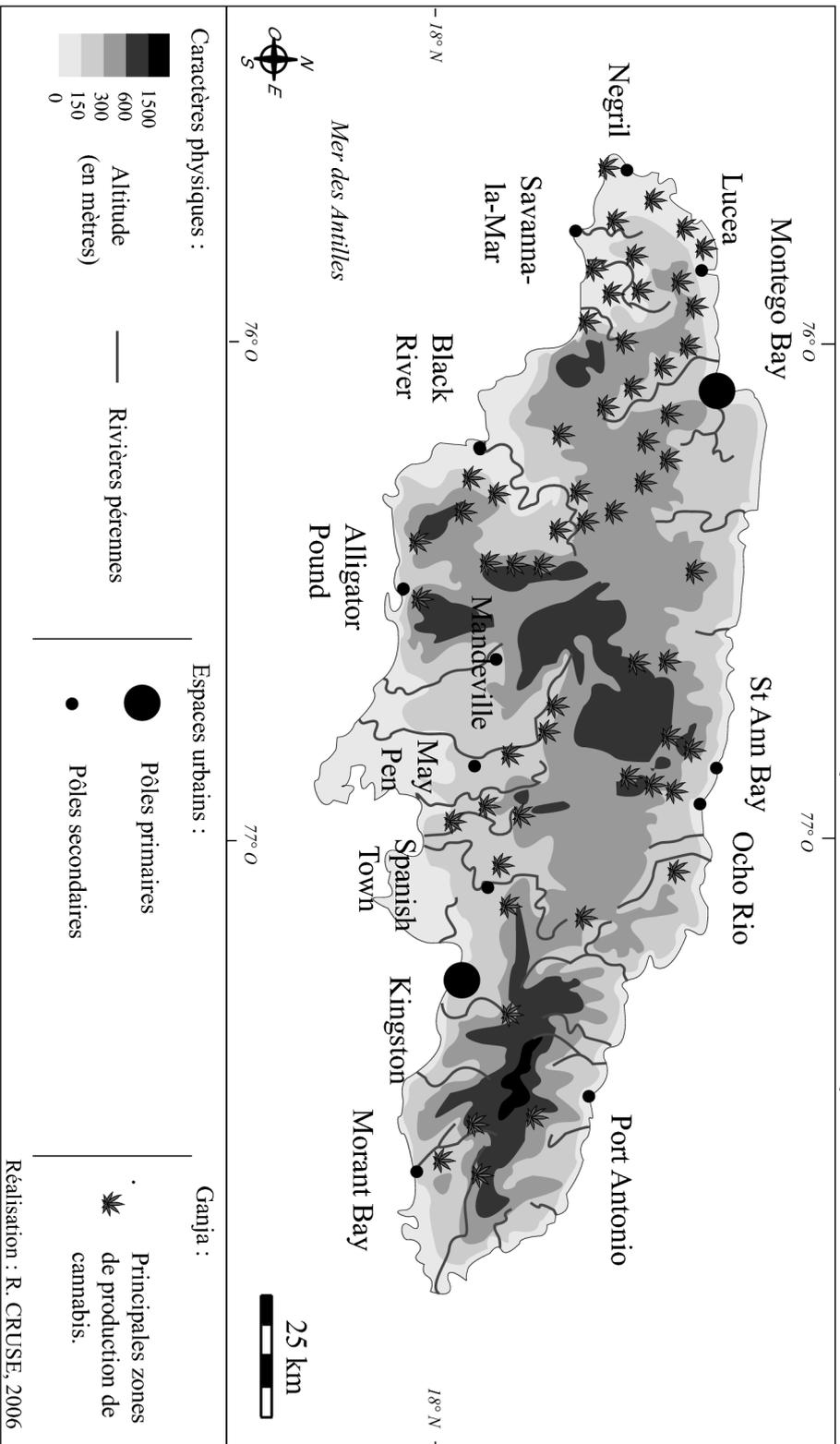
Les chorèmes demeurent des simplifications de la réalité qu'il convient de confronter aux cas particuliers comme celui de la Jamaïque (Cf. Fig. n°11 et n°12).

FIGURE N°11 : PRODUCTION DE CANNABIS EN JAMAÏQUE ET OCCUPATION DU SOL



Sources : *Jamaican Ministry of Agriculture, 1994 ; Thomas-Hope, E., 1992*

FIGURE N°12 : PRODUCTION DE CANNABIS EN JAMAÏQUE ET MILIEU PHYSIQUE



Sources : *Jamaican Ministry of Agriculture, 1994 ; Thomas-Hope, E., 1992*

Réalisation : R. CRUSE, 2006

Comme dans le modèle chorématique, c'est dans la région ultrapériphérique de Négril que pousse désormais l'essentiel de la ganja Jamaïcaine, particulièrement sur les collines situées dans l'intérieur de la région, à proximité de Négril. A quelques kilomètres de l'ancien village de pêcheurs de Négril, rapidement reconverti en champignonnière touristique, Orange Hill produit la ganja la plus réputée du pays. Pour augmenter les profits, les planteurs de la colline utilisent quantité d'engrais chimiques et les habitants de Westmorland réservent de plus en plus cette production à l'« export » vers les zones touristiques, Kingston et « *ah foreign* » (à l'étranger), consommant eux-mêmes les productions plus naturelles des collines voisines (*retreat hill*, etc.)

Dans la région, les cultures de « *high grade* » dérivées des variétés à très haut rendement en THC hollandaises et californiennes sont tellement répandues qu'on y transforme l'herbe en résine et en huile pour le marché touristique de la « *touristic belt* » qui s'étend de Négril à Ocho Rio.

De même, on peut observer les conséquences physiques de l'effet d'abris avec concentration de la majorité des cultures, sur les reliefs bas de la côte Sud-ouest sous le vent (près de 90% sur les reliefs intermédiaires), et des productions très réduites sur les hauteurs des montagnes bleues et sur la côte très humide de Port Antonio. Les hauteurs de Spanish Town représentent cependant une contradiction par rapport au modèle, en raison de la proximité immédiate de l'énorme marché local de consommations de la capitale Kingston. De même la région de St. Anne, au Nord, possède la réputation d'un centre de production secondaire situé idéalement dans un canton rural très peu peuplé mais connecté à la fois à la capitale et à la côte touristique, ce qui explique cette seconde entorse au modèle. D'autant plus que la région de St Anne est réputée pour avoir enfanté certains des plus grands « résistants » jamaïcains (Marcus Garvey, Bob Marley, etc.). Les cultures présentes à proximité de la capitale fleurissent à l'ombre des complicités policières, facilitées par le niveau exceptionnel de la corruption et de la consommation de ganja au sein des forces de police. Dans la capitale les forces de l'« ordre » ne cachent pas leur plaisir lorsqu'elles saisissent de petites quantités de ganja durant les contrôles routiniers et il n'est pas rare de voir un officier demander un « *spliff* » ou « des eaux » (*waters*, du rhum, on dit aussi « *whites* ») pour fermer les yeux sur une infraction. Un titre du chanteur Italiano-jamaïcain Albarosie intitulé *la police a volé mon herbe* (« *Babylon Thief my Herb* ») a d'ailleurs été récemment censuré des ondes par un gouvernement embarrassé... Une étude de Carl Stone menée en 1990, montre que 47% des urbains jamaïcains ont consommé de la ganja au moins une fois dans leur vie (Stone, C., 1990), une seconde étude de Douglas menée en 1997 révèle que 8% des 9-13 ans interrogés dans les écoles étudiées avaient consommé de la ganja durant le mois précédent ! (Douglas, D., G., 1997) Si la demande est élevée, les producteurs sont eux aussi enfermés dans le cercle de la criminalisation par les sévères lois anti blanchiment discriminatoires – car centrés sur les petits revenus - qui empêchent les petits

producteurs de ganja de mettre de côté un capital nécessaire au réinvestissement dans une activité légale (Klein, A., et alii, 2004).

Le cas de St Vincent (Cf. chapitre 6) correspond de manière particulièrement harmonieuse au modèle chorématique avec une production concentrée sur la côte sous le vent au Nord de Kingstown, et d'autant plus accentuée qu'on atteint les pentes du volcan. Trinidad (Cf. Carte Chapitre 5) présente plus d'anomalies vis-à-vis du modèle en raison de l'étendue de la répression et de la configuration physique inverse au modèle classique de l'île volcanique type : la configuration de Trinidad (qui n'est pas une île volcanique mais un bloc de continent sud américain « détaché » par les mouvements eustatiques) est inversée avec des plaines centrales entourées de montagnes périphériques colonisées par les planteurs de ganja au Nord et plus encore dans le Sud ultra périphérique. En Dominique (Cf Chapitre 6) l'écart au modèle s'explique par l'histoire du marronnage et de la résistance des « *dreads* » créant des espaces propices aux cultures à proximité directe de la capitale (Giraudel) et sur la côte au vent (Grand Bay). Partout l'écart au modèle de référence ne fait que souligner les particularités locales, ces exceptions confirmant la règle spatiale...

2.3.2. Cocaïne

Après la plante relaxante poussant là où tombent les larmes divines, un stimulant du système nerveux offert par la *pachamama* : la coca. Du buisson poussant comme une « mauvaise herbe » sur les espaces bas des transitions andino-amazoniennes est tiré en laboratoire le principe actif connue dans le monde entier comme cocaïne.

Si les effets physiques des deux plantes sont opposés, l'utilisation géopolitique que les artisans de la prohibition en font est plus ou moins similaire : répression des mouvements paysans, mais aussi dans le cas de la cocaïne, financement de groupes paramilitaires et de dictateurs d'extrême droite, etc.

Jusqu'au 16^e siècle, l'usage de la feuille de coca est réservé à l'élite Inca. Les colons espagnols brisent ce monopole de la consommation et autorisent les paysans à la consommer. Cet élargissement du marché de consommation permet aux espagnols d'établir un juteux commerce de la plante sacrée. cela d'autant plus que seule la mastication lente de la feuille de coca et de cailloux de chaux permet aux travailleurs de supporter les conditions de travail forcé, imposé par les colons dans les mines d'argent des hauts plateaux andins, à partir du 17^e siècle (Gootenberg, P., 1999 ; Escobedo, E., 1996). En raison de la stigmatisation ethnico-sociale qui lie l'utilisation de la

plante aux pauvres mineurs andins (par opposition aux colons espagnols de la côtes) et aussi de l'aspect (perçu comme) « inesthétique » de la mastication, la coca n'intègre pas l'aire des stimulants issus des colonies européennes, contrairement au café ou au thé, et son utilisation demeure concentrée géographiquement à l'aire andine (Courtwright, T., D., 2001) et interdite ailleurs.

En 1860, au beau milieu du siècle de la science, on identifie le principe actif de la coca, la cocaïne, et jusqu'en 1950 son commerce appartient légitimement au commerce mondial des stimulants dont l'essor correspond (de manière relativement similaire au cas andin) à la révolution industrielle et son flot de travailleurs exploités. A partir de 1885 on l'utilise comme anesthésiant et les laboratoires allemands, puis étasuniens, n'ont pas de mal à convaincre le Pérou et la Bolivie, ruinés par la guerre du Pacifique, de planter massivement la plus vieille plante domestiquée, sur les reliefs intermédiaires andins, le cocaïer. En 1900 la production mondiale de cocaïne atteint 15t par an (Gootenberg, P., 2004). Les deux tiers de la production de feuilles de coca demeurent malgré cela absorbées par les circuits andins traditionnels (Gootenberg, P., 1999).

Au tournant du 20^e siècle l'Europe et plus encore les Etats-Unis, centres stressés des révolutions industrielles où la neurasthénie (fatigue nerveuse) abonde, deviennent les premiers consommateurs mondiaux de cocaïne, succès symbolisée économiquement par la prospérité en Europe du vin Corse (contenant de la coca) Mariani, et surtout aux Etats-Unis par le boom de la boisson Coca-Cola qui associe coca américaine et kola africaine (Golden Mortimer, W., 1901). Durant la pénurie d'approvisionnement en coca de 1884-1887, les Etats-Unis envoient des ingénieurs dans les Andes pour étendre les cultures en Bolivie et améliorer les rendements au Pérou (Gootenberg, P., 1994).

A partir de 1910 cependant, les « *entrepreneurs de morale* » (Becker, H., 1985) étasuniens s'emparent efficacement du produit et lancent la guerre actuelle contre les drogues qui n'est pas sans rappeler la croisade obscurantiste anti-drogue du 10^e siècle, et qui se matérialise rapidement par le *Harrison Narcotics Tax Act* de 1914.

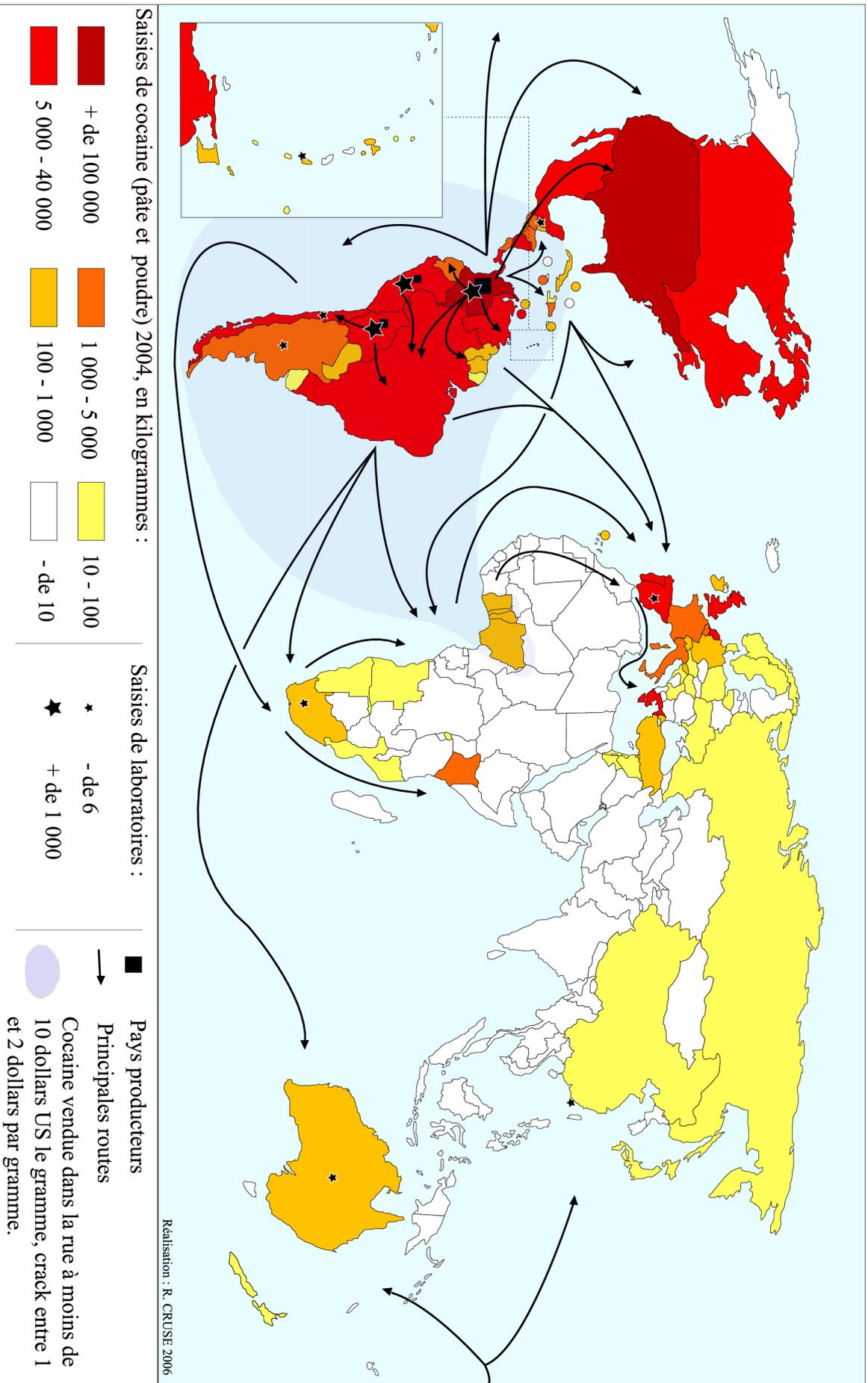
« *Ce modèle* », qui sera rapidement appliqué au reste du Monde pour des raisons géopolitiques, écrivent Pierre-Arnaud Chouvy et Laurent Laniel, « *est fondé sur le prémisses dogmatique selon lequel l'usage des stupéfiants est moralement répréhensible car lié exclusivement à la recherche de plaisir* », « *les considérations de santé publique* » s'en trouvant « *subordonnés à cette injonction axiologique produite par une culture dominante où l'éthique protestante et l'esprit du capitalisme réprouvent la jouissance du corps autant qu'ils valorisent le travail* » (Chouvy, P.-A., Laniel, L., 2004). Comme l'ont montré les études de Becker, Musto et de Epstein, les croisés de la prohibition trouvent leur force dans l'association mentale qu'ils créent entre espaces (sociaux, culturels, géographiques) marginaux et drogues illicites (Epstein, J., 1990, Musto, D., 1987). La réaction puritaine contre l'opium s'appuie d'abord aux Etats-Unis sur la crainte de la vague migratoire

chinoise. La cocaïne est associée aux violences sexuelles des ghettos noirs, la ganja à l'immigration mexicaine, l'alcool à la communauté juive, etc (Escobedo, E., 1996). La séparation arbitraires des marchés licites et illicites des drogues est ainsi étroitement liée à une lutte des classes, entre classes dominantes et classes minoritaires (Aurin, M., 2000). A un affrontement géopolitique externe aussi, envers les territoires de productions concordants avec les colonies européennes (Chouvy, P.-A., Laniel, L., 2004). L'opposition des puissances européennes, à la position prohibitionniste américaine, prend d'ailleurs fin dans les années 1950, avec la perte d'influence des métropoles sur ces territoires... (Courtwright, D., 2001). Le changement d'attitude des Etats-Unis face à la cocaïne, largement tolérée aussi longtemps qu'elle demeura un produit consommé par les classes blanches aisées, correspond à l'arrivée du crack et au changement de profil de l'utilisateur qui devient largement pauvre et noir (Lusanne, C., Desmond, D., 1991 ; Tonry, M., 1995).

Comme le note judicieusement Laurent Laniel, le régime prohibitionniste est donc particulièrement « *pharmacocentré* » et sa législation ne repose nullement sur des arguments scientifiques mais sur des bases idéologiques, morales et géopolitiques, ce qui est d'autant plus dommageable qu'elle dissimule les propriétés de ces substances, efface les usages culturels intégrés, et en rend l'utilisation d'autant plus problématique. Le sociologue K. Merton parle de « *prophétie autoproclamée* » pour souligner l'obscurantisme des pratiques prohibitives que l'*American Medical Association* décrit comme « *pseudo médicales* » et « *extrajudiciaires* » (cité dans Escobedo, E., 1996)... A la fin des années 1980, le directeur de la division pharmacologique de la World Health Organization (WHO) déclarera qu'il est impossible « *d'établir une relation entre les données biologiques et les régulations administratives* » en matière de prohibition des drogues illicites... Constatant que l'industrie pharmaceutique monopolise, grâce à la prohibition, la distribution de drogues désirées par des populations, Szasz décrit le complexe industrialo-gouvernemental comme la « *Pharmacratie* ». P. Gootenberg ironise quand à lui judicieusement sur la « *maladie américaine caractérisée par une fascination et une haine simultanées des drogues* » (Gootenberg, P., 2004) qui fait qu'aujourd'hui encore, les Etats-Unis représentent le principal centre de consommation mondiale (au moins en valeur) et le centre répressif dominant. Ces contradictions sont particulièrement bien illustrées par l'imbroglio juridique qui entoure aujourd'hui encore la production de la boisson Coca Cola aux Etats-Unis, pour laquelle la firme a fait importer en 2002, via des sociétés intermédiaires, 60t de coca bolivienne, considérée par la législation internationale (de manière particulièrement discutable) comme hallucinogène, créant une dépendance, et réduisant l'espérance de vie du consommateur, et par conséquent strictement interdite au commerce hors de la Bolivie (Leuwerck, E., 2002).

Comme le montre l'illustration n°13 les Etats-Unis et la Colombie sont les deux pays où l'on saisit le plus de cocaïne annuellement et les prises y dépassent largement les 100 tonnes (166 et 187t respectivement). Il est notable que la cocaïne (et la coca) représente pourtant un phénomène très récent en Colombie où elle n'apparaît que dans les années 1970 (Gootenberg, P., 1999) sur un terreau extrêmement inégalitaire reposant sur un vaste territoire très peu peuplé et composé de nombreuses minorités ethniques hermétiques, difficile à contrôler et soumis à des pulsions géopolitiques antérieures à la guerre froide. De plus la cocaïne y récupère rapidement les anciens réseaux de la *marimba* (nom local du Cannabis), et secondairement des émeraudes de contrebande (Meyzonier, P., 2000). Depuis les années 1980, et leurs célèbres « cartels », la Colombie a ravit la première place dans la production mondiale aux producteurs secondaires Boliviens et Péruviens, mais le nombre de laboratoires qu'on y saisit chaque année (près de 5 000 en Bolivie en 2004 !) prouve que l'activité est loin d'y être abandonnée. Entre le cœur colombien du trafic et les poumons Nord-américains et Européens, la cocaïne, et de plus en plus d'héroïne, prennent toutes les (anti-)routes imaginables, à travers le dense chevelu hydrique amazonien vers l'Atlantique (Brésil, Guyana, Surinam, etc.), par les ports périphériques de la côte Pacifique colombienne et/ou via le canal de Panama, par les ports du Nord caribéen Colombien, par la route terrestre centre-américaine contrôlée désormais en grande partie par les « cartels » mexicains, via le Venezuela, la Caraïbe, le Golfe de Guinée, l'Afrique du Sud...

FIG N°13 : LA COCAINE DANS LE MONDE



Sources : UNODC 2006

Plus on s'éloigne du continent-mère plus les saisies déclinent, à mesure qu'on entre dans les aires d'attraction des deux autres centres de production mondiaux de drogues illicites que sont le croissant d'or et le triangle d'or où la cocaïne cède la place à la plus rentable des drogues illicites issue de plante à drogue (meilleur rapport poids/profit), l'héroïne. Cette rentabilité exceptionnelle a d'ailleurs poussé les différents acteurs de la production de plantes à drogues colombiennes à se diversifier dans la culture du pavot à partir des années 1990 et la grande majorité de l'héroïne consommée désormais aux Etats-Unis est originaire du continent américain.

A l'échelle américaine, les saisies d'héroïne représentées sur l'illustration n°14 soulignent le cœur et le poumon du trafic, ainsi que les nombreuses artères intermédiaires, Brésil, Amérique Centrale, Caraïbe (dont Venezuela et Guyanes). La production de pavot en Colombie demeure cependant un phénomène récent et relativement marginal comme le montrent des saisies 100 fois inférieures à celles de cocaïne. Mais l'héroïne représente le summum en terme de profit par kilogramme déplacé parmi les drogues d'origine naturelle et sa production est en forte croissance en Colombie.

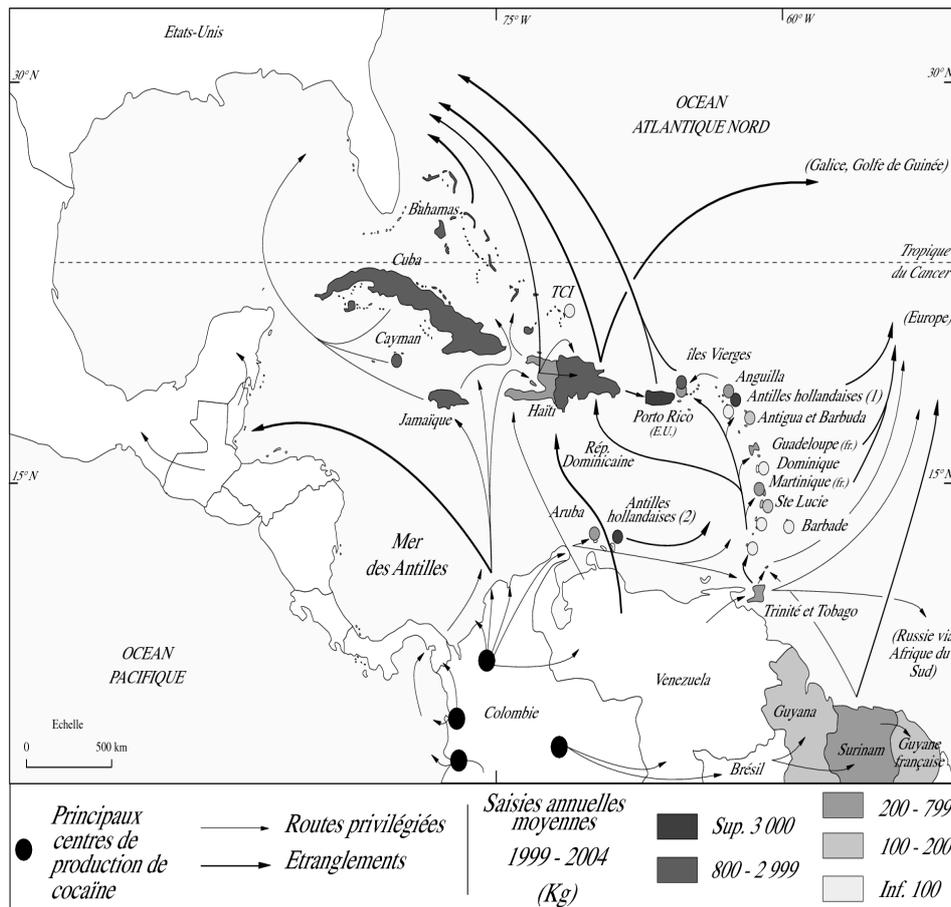
FIGURE N°14 : SAISIES D'HEROINE DANS LES AMERIQUES



Sources : UNODC 2006

Dans le bassin caraïbe (fig n°15), Le trafic de cocaïne (et de plus en plus d'héroïne) s'organise de manière verticale entre organisateurs colombiens et groupes subalternes hiérarchisés, en tête desquels on retrouve les vénézuéliens, qui disposent de pétrole bon marché et des facilités offertes par une administration gangrené par la corruption, puis les groupes syriens-caribéens qui contrôlent eux même des gangs originaires des différentes îles (Jamaïque, Trinidad, etc.), qui à leur tour font la loi dans les plus petits territoires.

FIGURE N°15 : LA COCAÏNE DANS LE BASSIN CARIBÉEN



Sources : UNODC, 2006 ; Figueira, D., 1997 ; 2006 ; 2007 (Interview) Griffith, I., L., 1997 ; Labrousse, A., 2003, DEA, 2008 ; US State Department, 2008

Cette organisation particulièrement flexible (la mafia syrienne est présente dans tous les ports caribéens...) permet de faire varier les axes du transport au gré des caprices répressifs d' « Etats Janus » (Cf. Chap. 4) et de leurs mentors occidentaux, Etats-Unis en tête. Les routes privilégiées à l'heure actuelle partent de la Guajira colombienne, de la lagune de Maracaïbo (ouverte sur les Antilles Hollandaises et objet d'une dispute frontalière avec la Colombie en raison de gisements pétroliers importants) et du delta de l'Orénoque au Venezuela, passent par Trinidad ou Haïti, la République Dominicaine, éventuellement les Îles Vierges, pour atteindre les Etats-Unis (via Porto

Rico ou non), ou l'Europe par l'Espagne, ou par le Golfe de Guinée. Il existe cependant d'innombrables variantes allant des voiliers traversant l'Atlantique depuis les pavillons de complaisance des Petites Antilles aux cargos de poisson chargés directement du Surinam pour la Hollande, sans oublier la fourmilière de mules qui empruntent toutes les combinaisons aériennes possibles pour rallier les marchés occidentaux...

Depuis l'invention du crack, géniale dans une pure optique économique capitaliste, dramatique sur le plan social et sur la santé publique, la Caraïbe, comme de nombreux autres espaces du Tiers Monde deviennent non plus seulement des espaces relais, mais de plus en plus des consommateurs par débordement des volumes transportés. Ce changement économique entraîne un bouleversement social marqué de manière particulièrement voyante par la criminalité liée, contrairement aux idées reçues, bien plus souvent au commerce qu'à la consommation elle-même. Comme l'a montré Levitt aux Etats-Unis et comme il l'est observable partout dans la caraïbe, les délits commis par des « *addicts* » en manque sont relativement insignifiant comparés aux accrochages liés au contrôle territorial des points de vente (Levitt, S., D., Dubner, S., J., 2005).

Dans la région caraïbe, la progression lente mais inexorable de la vague de violence par armes à feu marque avec une précision inégalable l'arrivée du crack jusque dans les plus petits espaces insulaires, comme St Vincent (2006 - 2007) (*The Vincentian*, 27 avril 2007). A Kingston, en Jamaïque, l'arrivée du crack entraînera la perpétuation de la violence politique (Cf. Chapitre 5), trompeusement étiquetée comme « tribale » sur le modèle africain, une fois les anciens « *posses* » (gangs) séparés de leurs employeurs. Le ghetto de August Town, situé sur les hauteurs de la ville derrière l'université et l'hôpital, se meurt aujourd'hui par exemple dans une violence où les rivalités politiques d'antan entre les différents bastions du quartiers (*Jungle 12, Vietnam, Judgement Yard*, etc.) s'effacent au profit d'une lutte territoriale, menée avec des armes de guerres (M16, Kalachnikov, etc.), héritages de l'affrontement (pseudo) « idéologique », pour le contrôle du marché du crack et de la ganja « *high grade* » des cultures locales et délocalisées sur les îles désertes des Bahamas. Le 8 avril 2008, la police ne peut pénétrer le quartier avant la fin de journée en raison d'affrontements à l'arme lourde entre gangs de Vietnam et de Jungle 12 (durant 5 heures en plein jours dans une communauté de près de 10 000 habitants !), laissant au moins deux morts et une dizaine de blessés par balles. La police, tenue à l'écart par des snipers improvisés, décrit une pluie de balle ininterrompue et des réserves de cartouches infinies... (Jamaica Observer, 9 avril 2008)

Les universitaires caribéens décrivent la double victimisation de la région déstabilisée d'un côté par les trafiquants de drogues illicites, et de l'autre par l'interventionnisme des Etats-Unis qui se nourrit

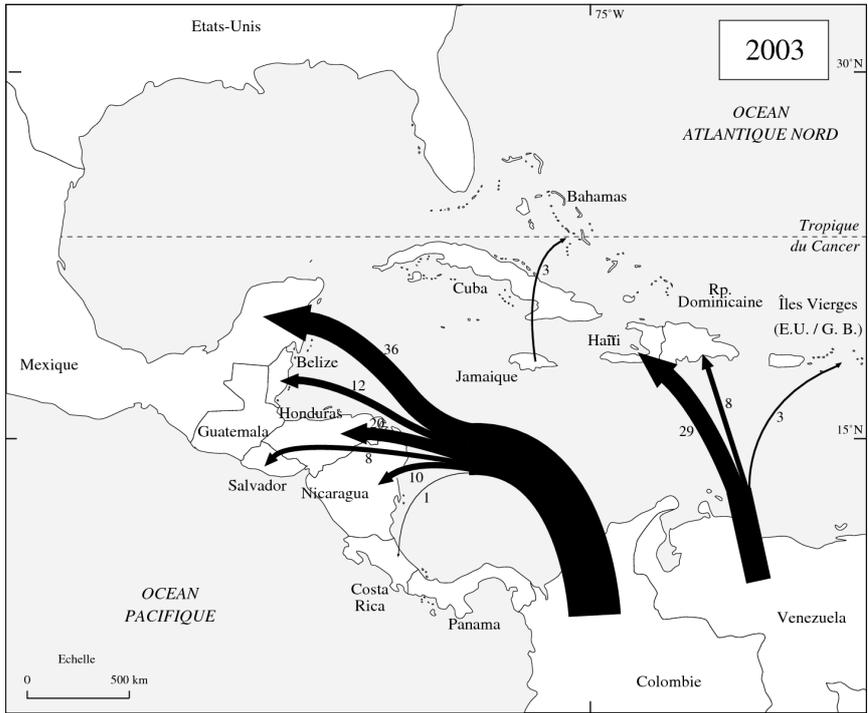
de ce genre de prétextes (Klein, A., Day, M., Harriot, A., 2004). De plus le dictat des politiques antidrogues à suivre par les Etats-Unis, sous la menace permanente de la désertification, pousse les législations caribéennes à des absurdités. Ainsi Ste Lucie, Trinidad et St Kitts se sont par exemple équipés de coûteux kits, pour détecter la consommation de drogues illicites sur les prisonniers condamnés pour consommation/trafic. Or ces îles n'offrent pas de centres de désintoxication et il est notoirement connu que les établissements caribéens sont largement alimentés en drogues illicites, souvent par des gardiens sous payés. De plus le problème d'intoxication majeur dans les îles des Antilles est lié à l'alcool, qu'on parle des conséquences directes (santé, etc.) et indirectes (violences conjugales, accidents, etc.), et les dispositifs de test (ballons, éthylotests, etc.) sont inexistantes...

L'illustration n°16 représentant les trajets préférentiels du trafic aérien de drogues illicites fournie selon l'ONDCP permet de tirer quelques constats simples des évolutions récentes du trafic de drogues illicites transcaribéen. En 2003 il existait trois axes dont deux majeurs, à savoir l'axe Colombie – Mexique via l'Amérique centrale et l'axe Venezuela – Haïti et un secondaire au départ du Venezuela vers les Îles Vierges. Au niveau caribéen on observe une stratégie de *drops* en périphérie de Porto Rico et des Bahamas, territoires à partir desquels les cargaisons repartent directement pour les Etats-Unis. La République Dominicaine est utilisée comme territoire de transit routier / maritime et comme il l'a été noté plus haut, les groupes armés dominicains se chargent du transport depuis Haïti jusqu'à Porto Rico. Le changement majeur qui apparaît en 2007 repose premièrement dans le point de départ, quasiment exclusivement le Venezuela, et l'effacement marqué de la route trans-isthmique au profit de la route directe d'Hispaniola et, nouveauté importante, les drops s'effectuent désormais majoritairement directement en République Dominicaine pour contourner l'augmentation des risques en Haïti. La Jamaïque apparaît de manière relativement stable dans ses approvisionnements vénézuéliens et ses re-distributions vers les Bahamas, en profitant de l'espace aérien et maritime cubain pour échapper le plus possible à la force de répression conjointe Etats-Unis – Bahamas – Grande Bretagne (TCI).

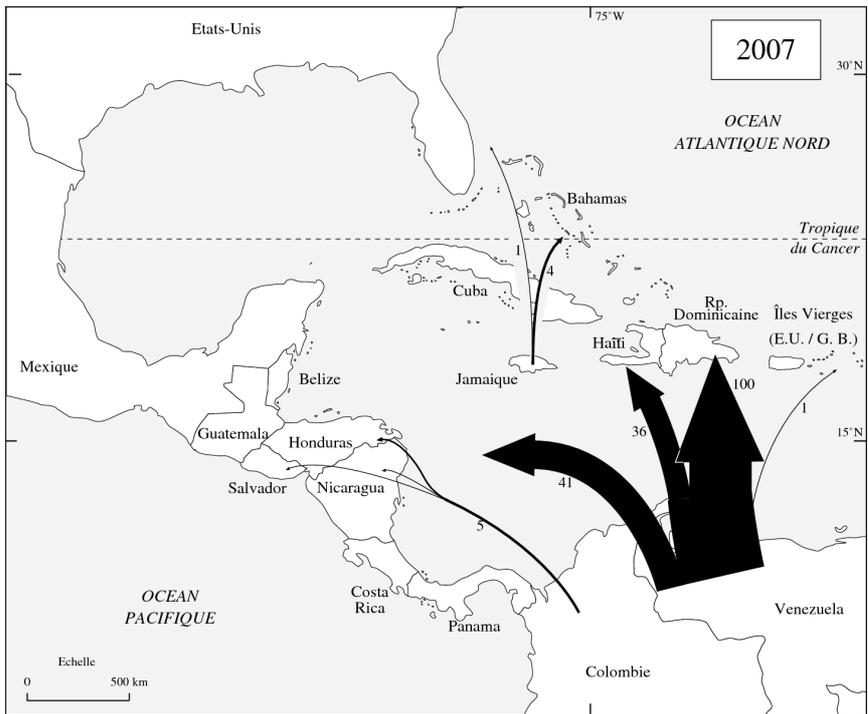
Il est par ailleurs notable que cette illustration identifie entre un envoi aérien tous les deux jours (2006, l'illustration n'est pas représentée ici) et deux tous les trois jours (2003) quand bien même le trafic maritime, qui représente la majorité de ce commerce illicite, n'est pas même mentionné (tous comme le transport aérien par mules). Cette concentration sur le trafic aérien explique l'absence visuelle de la route est-caribéenne, et notamment la plaque tournante de Trinidad, et secondairement du Guyana et du Surinam.

L'illustration de 2007 (Figure n°16) montre un léger regonflement de la route transisthmique, notamment via le Belize et le Guatemala et la réapparition d'un enregistrement pour les Îles Vierges. La Jamaïque s'individualise comme un centre d'exportation aérien sans aucune trace d'importations du même type, ce qui laisse présager soit des complicités dans la zone aéroportuaire de Kingston, soit un approvisionnement maritime. Alors que les envois directs au départ de la Colombie tendent à disparaître, la route directe Venezuela – République Dominicaine se dessine de manière de plus en plus hégémonique. De là, la voie maritime est privilégiée vers les Etats-Unis, Porto Rico, l'Europe, et de plus en plus l'étape intermédiaire de l'Afrique de l'Ouest. En Décembre 2006, on arrête en effet dans un avion en provenance du Maroc à destination d'Amsterdam, 32 mules originaires d'Afrique de l'Ouest ayant avalés des sachets de cocaïne. Derrière ces mules se trouvent de puissants groupes colombiens désormais installés confortablement en Guinée Bissau (mais aussi au Cap Vert, Togo, Benin, Ghana, Nigeria, etc.) où la cocaïne arrive tout droit de République Dominicaine (et du Brésil), contournant ainsi les puissantes barrières anti drogues britanniques et Espagnoles (concentrées sur le Nord-ouest de l'Espagne notamment). Depuis le Golf de Guinée les principales routes mènent désormais la cocaïne en Espagne et au Portugal (32 tonnes de cocaïne ont été saisies au Portugal en 2006 !), dans le port catalan de Barcelone, ou dans les ports Hollandais, via le Maroc et ses réseaux bien établis du trafic de cannabis et de clandestins africains, ce qui fait craindre une dérive à la mexicaine. Exemple récent, en Décembre 2006, 3 tonnes de cocaïne sont saisies sur un bateau rapide marocain parti de Casablanca. La traversée du Sahara s'effectue en camion ou en petit avion vers l'Afrique du Nord, sous la supervision de groupes africains, principalement originaire du Nigeria et du Ghana, ce qui montre la répétition du scénario caribéen où les colombiens embauchent sur place des gangs organisés dont la puissance en est d'autant multipliée. En Guinée Bissau deux colombiens furent arrêtés en septembre 2006 alors qu'ils supervisaient le déchargement de près d'une tonne de cocaïne mais le chef de la police fut rapidement menacé, les suspects relâchés, et les agents de la DEA tenus à l'écart... Le prochain pas est l'installation sur place de laboratoire de transformation... (Rotella, S., Kraul, C., 2007)

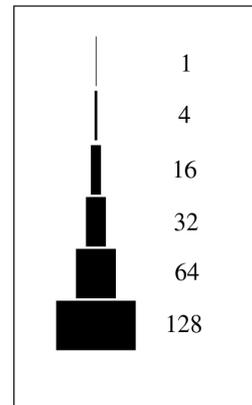
**FIG 16 : COMMUNICATION DU DEPARTEMENT D'ETAT AMERICAIN
SUR LES FLUX AERIENS PIRATES SUSPECTES
D'ETRE LIES AU TRANSPORT DE DROGUES ILLICITES**



Flux aériens non déclarés enregistrés en 2003 et 2007, et suspects par le département d'Etat Américain d'être liés au trafic de drogues illicites.



Nombre de vols clandestins enregistrés



*Sources : Département d'Etat américain 2004, 2008,
Joint interagency South Task Force 2008,
White house's office of national drugs control policy 2007*

De même l'illustration (figure n°16) montre la concentration du trafic vénézuélien dans la partie occidentale du pays, à proximité de la lagune de Maracaibo, dans une aire de plus en plus disputée par les groupes paramilitaires colombiens qui organisent aussi l'envoi aérien d'argent « liquide » vers la marge orientale de la Colombie.

Ces illustrations soulignent avant tout la flexibilité du système de transport illicite trans-caribéen en raison de la multitude des combinaisons de transport offertes. Les trafiquants colombiens, et leurs groupes vassaux hiérarchisés, adaptent en permanence leurs trajectoires aux aléas répressifs, aux possibilités de corruption, et aux barrières commerciales telles que celles formées par les « cartels » mexicains.

2.3.3. Géopolitique des drogues illicites

Si, comme nous l'avons vu, les drogues sont présentes dans toutes les sociétés humaines, et partie intégrante de la médecine, de thérapie psychique et de loisirs, le véritable problème lié à l'utilisation non intégrée culturellement de drogues particulièrement psycho actives - comme l'héroïne - demeurera longtemps un problème étasunien, étroitement lié à l'expansionnisme impérial et à la « guerre à la drogue » lancée par le pays. Les racines de ce problème s'enfoncent principalement dans l'expansionnisme américain datant de la « guerre froide » puisque se sont les GI's qui en seront les premiers vecteurs. Stationnés au Vietnam et pris dans des affrontements sans commune mesure avec ce à quoi ils s'attendaient, bon nombre de soldats consomment en effet régulièrement l'héroïne produite à partir de l'opium transformé à la frontière Birmane et trafiqué depuis Bangkok. La première ironie de cette histoire tient au fait que la CIA facilite alors ce trafic pour soutenir tous les mouvements armés anti-communistes du triangle d'or et qu'on retrouve donc encore une fois l'agence aux sources du problème des drogues illicites, comme quelques années plus tôt à Marseille. Les chinois musulmans de l'ethnie Chiu Chau supervisent l'ensemble de la production, notamment en raison de liens économiques de dépendance étroits les liant à de nombreuses populations du Triangle d'Or.

Ces trafiquants Chiu Chau reçoivent de la part de l'administration des Etats-Unis deux cadeaux successifs lorsque la Turquie interdit la culture d'opium et que la France s'active à fermer le « pipeline » d'alimentation basé à Marseille, tous deux sous pression du Département d'Etat Américain dans l'optique de la première « Guerre à la Drogue » de Nixon, puis lorsque le gouvernement des Etats-Unis rappelle au début des années 1970 ses soldats du Vietnam, introduisant dans le pays le problème de l'addiction à l'héroïne. Dès lors l'échelle du trafic change puisqu'il ne s'agit plus d'alimenter quelques milliers de soldats stationnés au Vietnam, mais de

toucher le seul marché de consommation riche de la planète, les Etats-Unis. Dès 1971 des centaines de kilogrammes d'héroïne suivent les GI américains grâce aux efforts des trafiquants Chiu Chau.

Mais fort de sa proximité, physique (frontière terrestre) et surtout réticulaire (notamment le poids de sa diaspora), c'est le Mexique qui profite rapidement de l'explosion de la consommation aux Etats-Unis, et rapidement de l'explosion du prix de l'héroïne dans les rues en raison des efforts entrepris pour fermer la route européenne, puis (temporairement) la route Sud-est asiatique. Dès 1975, 90% de l'héroïne vendue aux Etats-Unis provient du Mexique.

La réaction de l'entreprise multinationale de trafiquants Chiu Chau privés de débouchés, mais pas de production (les Etats-Unis étant peu enclin à supprimer les principaux fonds de la lutte anti-communiste de la région), fut logiquement de se tourner vers de nouveaux horizons commerciaux. Face aux sévères contrôles douaniers bloquant l'accès au Japon, les trafiquants chinois décidèrent de se tourner vers les deux marchés rentables et ouverts, l'Europe et l'Australie, où la consommation et le trafic explosèrent dès le milieu des années 1970, via les portes d'entrée des Pays Bas et de Sydney.

Les Etats-Unis continuèrent sur leur lancée tel Don Quichotte à l'assaut d'une armée de nones et consacèrent des fonds sans précédent à l'éradication de la culture d'opium, et par la même de ganja, au Mexique (Opération Condor, 1975). La part de l'héroïne mexicaine vendue aux Etats-Unis chuta à 25% tandis que celle du Cannabis passait de 75% à 4% grâce aux campagnes d'éradication manuelle de l'armée mexicaine et de l'aspersion de pesticides par les forces aériennes des Etats-Unis.

Privés des approvisionnements sud-est asiatiques et mexicains, le marché américain connut une période de pénurie marquée par une diminution drastique du nombre de personnes dépendantes. La baisse des quantités de produits disponibles fut cependant plus marquée que la baisse temporaire de la demande et les prix explosèrent avec trois conséquences directes : l'apparition parmi les territoires de production d'opium du croissant d'or, Pakistan, Afghanistan et Iran, la naissance en Colombie de la production de drogues illicites avec l'apparition du commerce de Marimba destinée à prendre la place du cannabis mexicain sur le marché américain (ainsi que le développement sans précédent des cultures de cannabis aux Etats-Unis), et le développement aux Etats-Unis de l'industrie des drogues de synthèse de substitution, amphétamine en tête.

En 1986 le programme « *Turbo Trush* » du département d'Etat des Etats-Unis permit l'éradication de la culture de Marimba colombienne, ouvrant les portes du trafic au Belize et à la Jamaïque. Dans le même temps, en Colombie, cette campagne libérera le capital et la force de travail de la marimba au moment de l'essor de la cocaïne, dont la matière première était produite au Pérou et en Bolivie puis expédiée en Colombie où elle pouvait être transformée. Medellin s'imposa rapidement en tête

de ce commerce, après que le déclin industriel ait libéré sur place une main d'œuvre importante, tout en internationalisant les réseaux de la ville grâce à la diaspora New Yorkaise partie chercher un travail aux Etats-Unis. C'est ainsi que le groupe de Pablo Escobar prend des proportions économiques sans précédent en intégrant verticalement le commerce de la cocaïne, de la transformation à la vente au détail dans les rues américaines, générant deux des plus grandes fortunes mondiales du moment, Escobar et Ochoa.

La répression de l'administration Reagan fut axée sur la production péruvienne et bolivienne, avec pour principale conséquence une meilleure intégration verticale du commerce colombien. Par « effet ballon », la production de coca fut alors de plus en plus concentrée dans le Sud de la Colombie. En ce qui concerne le transport, l'administration se focalisa sur les transporteurs caribéens et leurs réseaux de distribution en Floride. Ceci engendra d'un côté la remise sur pied des cartels Mexicains qui eurent le champ libre pour trafiquer la cocaïne colombienne vers les Etats-Unis, générant rapidement 30 milliards de dollars par an (à comparer avec les 7 milliards annuels générés par les exportations de pétrole), et de l'autre, la concentration de la répression sur les communautés caribéennes noires (Jamaïcains, puis Trinidadiens, Haïtiens, etc.), les trafiquants (clairs) cubains de la diaspora d'extrême droite de Miami étant épargnés pour des raisons géopolitiques (lutte clandestine contre le régime castriste). L'*Anti-Drug Act* de 1986 réservant les mêmes peines pour des consommateurs arrêtés avec 5 grammes de crack et les trafiquants arrêtés avec 500 grammes de cocaïne pure, les prisons américaines se remplirent rapidement d'une population noire, à tel point qu'un quart des afroaméricains de 20 à 29 ans fut bientôt en démêlé avec la justice. Georges Bush père étendit encore le domaine de la « guerre à la drogue » en appelant en renfort le Département de la Défense, privé d'action par la fin de la guerre froide. Celui-ci se jeta immédiatement dans la bataille « *faisant de la métaphore de la guerre à la drogue de Washington une réalité militaire* » (McCoy, A., 2003). Lors du sommet de Carthagène, les Etats-Unis échangent une aide bilatérale de plus de 2 milliards de dollars sur cinq ans pour les producteurs de coca contre l'autorisation aux agences des Etats-Unis, dont désormais le département de la défense (l'armée !) de se joindre aux efforts antinarcotiques locaux.

La quatrième guerre à la drogue fut lancée par l'administration de W. Clinton, première administration Démocrate à entrer en « guerre à la drogue », avec une priorité encore renforcée sur la répression. L'Omnibus Crime Bill de 1995 renforce les charges contre les personnes arrêtées en possession de drogues illicites et c'est la même administration Clinton qui approuve le Plan Colombie, un programme militaire de 1.3 milliards de dollars destiné à la destruction des cultures, si il le faut en recourant à l'aspersion de vastes régions rurales peuplées à l'insecticide Round Up (notamment), étendant toujours les cultures de cocaïers en Colombie par « effet ballon ». Face aux

critiques et aux questions sur la santé publique l'ambassadeur américain Anne Patterson décrira l'éradication manuelle « *trop dangereuse et franchement trop coûteuse* » (New York Times, 30 Juillet 2001) pour être substituée aux campagnes d'aspersion...

Depuis 2001 le Département d'Etat Américain indique plus ou moins clairement que la priorité n'est plus désormais d'éradiquer le commerce de drogues illicites en Colombie si cela entraîne un déséquilibre dans la matrice géopolitique colombienne (en faveur des FARC) (New York Times Mars 2001). Au début de l'année 2002 Georges Bush a d'ailleurs fait approuver au Congrès une modification des termes du Plan Colombie permettant de déplacer la lutte contre la drogue vers la réelle préoccupation de Washington en Colombie, la lutte contre la guérilla qui menace ses investissements...

« *Donne un poisson à un homme, il mangera un jour* », dit le célèbre proverbe chinois, « *apprends lui à pêcher et il mangera toute sa vie* ». C'est sur ce modèle que, non content d'appliquer une violence et un interventionnisme illégitime dans les affaires intérieures de dizaines de Républiques indépendantes, la CIA apprit aux pays producteurs de drogues illicites et/ou trafiquants comment utiliser le prétexte de la lutte contre les drogues illicites pour passer outre les plus basiques droits de l'homme et réprimer des minorités ethniques, et assoire des ambitions impériales d'échelle inférieure. La Russie utilisa ce prétexte pour regagner son influence perdue dans les Etats d'Asie centrale stratégiques sur le plan minier (gaz, pétrole, etc.), tandis que ces mêmes Etats d'Asie centrale en profitaient pour légitimer un durcissement de la répression (McCoy, A., 2003). Des narco Etats comme les archétypes sud-américains et sud-est asiatiques, ainsi que des Etats comme la Syrie et l'Egypte profitèrent, au moins à un moment de leur histoire, de la pseudo guerre mondiale à la drogue pour masquer le trafic d'Etat derrière la répression extrêmement sévère des petits dealers/consommateurs (Voir Chapitre 4 sur Trinidad, McCoy, A., 2003 sur l'Asie du Sud-est, Labrousse, A., 1992). Les communistes, syndicalistes, anarchistes et autres opposants politiques furent comme à l'apogée du IIIe Reich assassinés en masse, grâce au prétexte offert par la répression du trafic de drogues illicites dans toute l'Amérique du Sud, en Indonésie, etc. La Colombie de Alvaro Uribe se distingue toujours par la perpétuation de ces pratiques sous couvert d'une aide inconditionnelle des Etats-Unis, rappelant les plus belles heures du conservationnisme au Chili. La Chine et l'Iran n'étaient pas en reste pour s'attaquer de front au problème de leurs minorités ethniques (musulmanes de la province du Yunan en Chine) et de l'opposition politique (en Iran) grâce au même prétexte, tout en profitant de l'argent du trafic (Iran, affaire BCCI) ou en soutenant des Narco-Etats (Chine-Birmanie) (Labrousse, A., 1992). Les pharmacopées traditionnelles de minorités ethniques marginales servent aussi de prétexte pour réprimer des

populations difficilement contrôlables autrement par l'Etat central, tandis que ces groupes d'exclus territoriaux, repoussés sur les terres les plus ingrates, ne trouveront bien souvent d'autres sources de devises que la culture de plantes à drogues s'accommodant aisément de sols pauvres (coca, pavot, cannabis). C'est le cas des Hmong de Thaïlande, des Kachins et Pathans du Pakistan, des Ismaéliens d'Afghanistan, des amérindiens Paez et Gambinos de Colombie, des populations andines du Pérou et de Bolivie, etc. (Labrousse, A., 2002). Tout comme les jeunes afroaméricains des Guyanes et de Trinidad, ces populations fournissent des boucs émissaires idéaux à l'armée nationale, elle-même bien souvent trafiquante ou corrompue par les trafiquants de drogues illicites. Paradoxalement, ces politiques prétendument « antidrogues » contribuent à remplacer les psychotropes culturellement intégrés par des drogues légales (alcool) et/ou de synthèse qui s'avèrent rapidement destructrices (Labrousse, A., 1992). C'est pourquoi plutôt que de parler du « cancer des drogues illicites » (Lacoste, Y.,) il serait sans doute plus juste de parler de « cancer de la prohibition »...

Autour des trois centres mondiaux du trafic de drogues illicites, le triangle d'or, le croissant d'or, et la Colombie, les productions agricoles les plus rentables de la planète entretiennent donc les braises de conflits ethniques et/ou politiques ravivés par les soutiens des deux blocs durant la « guerre froide ». Les multiples groupes d'acteurs des résistances à l'expansionnisme des Etats-Unis ont par exemple trouvé, depuis l'effondrement du bloc soviétique, un palliatif dans les revenus exceptionnels qu'il est possible de tirer de ces productions. Ainsi ces groupes possèdent de véritables moyens de pression et la spirale bloquant toute reconstruction solide d'une territorialisation Etatique est d'autant plus marquée que les conditions physiques se prêtent dans les trois cas à la résistance (montagnes désertes difficiles d'accès, dense forêt ombrophile, etc.), particulièrement dans les régions périphériques de ces espaces à territorialités multiples. Les frontières sont en effet les espaces de prédilection des groupes de guérilla ne trouvant plus de soutien financier que dans le trafic de drogues illicites en Afghanistan, Tadjikistan, Arménie, Turquie, Irlande, Colombie, Pérou, Mexique, etc.

Avec des revenus de 300 à 400 millions de dollars par an tirés du trafic de drogues illicites, on comprend aisément comment un groupe comme les FARC-EP peut sophistiquer son équipement et perdurer malgré d'intenses pressions exogènes (Labrousse, A., 2003). De l'autre côté de la même médaille les groupes paramilitaires conservateurs plus ou moins directement liés à l'Etat et à ses appuis internationaux trouvent dans le même moyen une façon de lutter pour des fins diamétralement opposées. Plus qu'entretenir des résistances, les plantes à drogues aggravent les violentes spirales d'affrontements géopolitiques d'espaces déchirés.

Le commerce des drogues illicites générerait plus de 400 milliards de dollars par an au tournant du millénaire (Liley, P., 2003), soit 8% du commerce mondial (l'équivalent du commerce du pétrole !), grâce au booster commercial de la prohibition. Cette prohibition est le fruit d'un long travail de lobbying du gouvernement des Etats-Unis contre toutes les drogues dont ils ne contrôlent pas la production et qui sont associés à la pharmacopée et à l'usage intégré d'autres cultures que la culture protestante dominante. C'est ainsi que l'alcool redevient légal aux Etats-Unis en 1933 tandis que la marijuana est criminalisée dès 1937...

Concernant l'alcool, la vague prohibitive prend son essor à la fin du 19^e siècle dans les Etats-Unis puritains par la création de la « Société de Suppression du Vice » (1873) qui fait emprisonner en deux décennies plus de 5 000 personnes pour avoir écrit des « obscénités »... L'*Anti Saloon League* (1895) suit logiquement en s'attaquant au second « vice » de l'Amérique, l'alcool, et bientôt à l'ensemble des drogues non prescrites par des praticiens trop contents de pouvoir ainsi renforcer leur monopole sur les ventes... De manière non surprenante, ce mouvement législatif correspond exactement à l'époque où les Britanniques évincent les Etats-Unis des revenus du trafic d'opium en Chine (Friman, R., H., 1996)...

En 1900 le révérend W. Crafts, haut officiel de l'administration Roosevelt, propose le lancement d'une « *croisade internationale civilisatrice* » contre l'alcool et les drogues dans « *toutes les races indigènes* » (Cité dans Escohotado, E., 1996). En 1914, trois jours avant le déclenchement de la première guerre mondiale, la convention de la Hague impose, grâce au zèle des réformateurs américains, et sur le plan international, le contrôle de la préparation et de la distribution d'opium, de morphine et de cocaïne. Aux Etats-Unis il est déjà interdit de fumer du tabac dans 28 Etats et une pétition signée par 6 millions de citoyens pose les fondations de la « loi sèche » (Volstead Act, 1920)... Le sénateur Volstead rêve d'une nouvelle société débarrassée de ses pauvres et impose, par l'acte qui porte son nom, des peines de prison pour les consommateurs, vendeurs et fabricants d'alcool (sauf le vin pour la messe...). En douze ans cette loi qui ne permettra pas d'arrêter un gros trafiquant crée un demi-million de nouveaux délinquants, et tourne un tiers des agents de la prohibition en trafiquants tandis que 30 000 personnes meurent (et 100 000 gardèrent des séquelles à vie) pour avoir bu des distillations toxiques. Conséquence plus inattendue, l'industrie croisiériste nord-américaine se développe à cette époque en proposant, grâce aux immatriculations sous pavillon de complaisance, des séjours caribéens lors desquels on peut consommer à bord différents alcools... (Patullo, 2003)

Les mafias juives, irlandaises et italiennes qui naissent à cette époque, s'engraissent aussi sur le trafic et seront les premières à s'opposer à la levée de la loi en 1933. Face à l'échec de leurs

pressions, ces mafias se tournent rapidement vers les autres produits à valeur ajoutée, dopée par la prohibition sous le coup du *Harrison Act* : héroïne, puis cocaïne, etc.

De la même manière que ces mafias, les britanniques tirent alors en Chine 50 millions de dollars par an de la prohibition de l'opium et du monopole du commerce qui s'en suit (Friman, R., 1996). Les Etats-Unis perfectionneront le modèle dans une optique de guerre froide comme l'illustreront les affaires caricaturales des « contras » du Nicaragua et de l'Iranganate, ou la réorganisation du trafic d'opium (mis en place par les français en Indochine) dans le triangle d'or au profit des groupes « anticommunistes »... « Dès le début », écrit E. Escobedo, « il existe un lien évident entre ceux qui font la loi [prohibitive] et ceux qui la contournent »...

Pour permettre à la police d'intervenir à leur gré dans les quartiers mexicains des Etats-Unis, Anslinger (créateur du groupe ancêtre de la DEA) impose le *Marijuana Tax Act* en 1937 à coup de propagande criminalisante aussitôt démentie par la communauté scientifique (notamment). Comme l'explique E. Escobedo l'esprit des commissions de la Hague qui internationalisent les législations étasuniennes est de faire du commerce de l'ensemble des drogues un monopole de l'industrie pharmaceutique. Les britanniques appuient la demande Nord-américaine de répression de la marijuana sur la justification bien fondée que la plante est devenue le symbole de la lutte anti-coloniale en Inde, en Egypte et en Jamaïque... Le même Anslinger supervise le traité de Genève de 1936 poussant l'ensemble des pays du Monde à créer des services répressifs spécialisés dans la répression du trafic... Seuls l'Allemagne, grâce au poids de son lobby pharmaceutique, et le Japon, où l'Etat contrôle la filière, résistent au poids écrasant de la vague prohibitive et continuent à produire notamment de la cocaïne (Allemagne) et de l'opium / morphine (Japon) jusqu'à ce que les Etats-Unis réécrivent directement leurs lois en la matière lors de leurs défaites en 1950 (Gotaro, O., 1929). Historiquement l'Allemagne est en effet le premier et le plus important centre de production de cocaïne légale, tandis que le Japon distribue de l'opium à travers le vaste marché Chinois dès lors que l'influence coloniale britannique s'estompe à son profit, et ce jusqu'à ce que les groupes nationalistes et communistes chinois ne commencent à se tourner vers le trafic pour financer la résistance (Friman, R., H., 1996)... En 1957 les représentants des grandes mafias américaines organisent le meeting des Appalaches lors duquel le trafic de cocaïne de grande échelle est organisée entre la Colombie, le Cuba du dictateur pro américain Batista, et les Etats-Unis (Escobedo, E., 1996).

Les premiers trafiquants furent arrêtés, révélant au grand jour leurs liens avec la CIA (Anticastro) ou l'armée (Contras). Durant les deux premières années de la « guerre contre la drogue » le nombre de consommateurs occasionnels de cocaïne fut multiplié par 6 (en raison de l'interdiction

de stimulants synthétiques largement utilisés comme le LSD d'un côté et de la multiplication des interventions souterraines de la CIA pour soutenir des groupes d'extrême droite contre les gouvernements communistes / socialistes) pour atteindre deux années plus tard 42% de la population adulte du pays ! (Escohotado, E., 1996) Les gouvernements Reagan (puis Bush) aux Etats-Unis et Thatcher en Grande Bretagne accentuent le mouvement en (re)déclarant la « guerre à la drogue » (naturelle) des années 1980 et en proposant des substituts synthétiques, brevetés et monopolisés comme la méthadone (pour contrer l'addiction à l'héroïne) (Escohotado, E., 1996). La consommation continua d'augmenter malgré la hausse des prix provoquée par l'accroissement des mesures répressives et toute la chaîne liant les « cartels » colombiens aux distributeurs américano caribéens (anti-castristes cubains de Miami, *posses* jamaïcains, etc.) connue son heure de gloire, en particulier avec l'invention du crack qui révolutionna le marché de la cocaïne en l'ouvrant aux ghettos pauvres américains par l'offre d'un produit beaucoup moins cher mais entraînant une dépendance beaucoup plus forte. C'est dans ces quartiers Noirs / Latinos (où le chômage atteint alors jusqu'à 50% de la population), parmi les plus intelligents des enfants des familles les plus défavorisées (d'autant plus défavorisées que l'arrivée de Reagan correspond au plus bas niveau de salaire minimum depuis la fin de la guerre), que la répression des années Reagan, puis Bush, firent le plus de dégâts pendant que les richissimes trafiquants et leurs banquiers prospérèrent comme jamais.

2.3.4. Des plantes à drogues aux monopoles des drogues de synthèse

Du côté des usagers, la principale conséquence de la prohibition fut la substitution d'une pharmacologie naturelle contre une pharmacopée synthétique et brevetée. En terme de quantités, si la consommation de cocaïne, héroïne et cannabis diminuèrent du fait de la répression au cours de la première moitié du 20^e siècle, cette tendance fut largement contrebalancée par l'explosion de la consommation (légale et souvent sur ordonnance) de drogues synthétiques ou semi synthétiques stimulantes ou relaxantes (et par l'explosion sans précédent de la consommation de cannabis et de cocaïne à partir des années 1960). Dès 1960 les Etats-Unis consomment l'équivalent (en produit actif) de 20 000 t d'opium sous formes de barbituriques, hypnotiques, etc. et l'équivalent de 5.000t de cocaïne, de stimulants (amphétamines, etc.) sans même parler de la croissance exponentielle de la consommation de stimulant naturel licite comme la caféine. C'est pourtant à cette époque précise que les américains partent en croisade mondiale contre les drogues... non brevetées. Pendant ce

temps les lobby de l'alcool et du tabac américain arrosent Hollywood pour s'assurer la promotion de leurs produits dans l'industrie du film¹¹⁴... (Escotado, E., 1996)

C'est durant la Grande Dépression de 1930 que les pharmaciens découvrent les puissants euphorisants, stimulant du système nerveux central, que sont les amphétamines. Moins chères que la cocaïne, ces drogues de synthèse dont tout le procédé de fabrication est facilement contrôlable améliorent l'endurance, réduisent l'appétit, et les gouvernements occidentaux les perfusent à leur « chair à canon » pendant la guerre d'Espagne et la seconde guerre mondiale durant laquelle les amphétamines ont leur place dans la ration quotidienne des soldats allemands, britanniques, japonais et italiens. C'est à la même époque que les mêmes britanniques appuient la demande des Etats-Unis de réprimer sévèrement le Cannabis qui pousserait au crime...

Les effets secondaires apparaissent pourtant rapidement sur les soldats de retour de la guerre mais les Etats-Unis continuent de produire 1000t par an en 1950, soit 80 doses par an et par personnes, enfants inclus (!) et il faudra attendre les années 1970 pour voir ces drogues interdites à la vente (Escotado, E., 1996)...

A la suite des amphétamines, on découvre les barbituriques qui connaîtront rapidement un succès similaire malgré un effet diamétralement opposé : ces drogues sont les plus fortes au Monde pour provoquer une torpeur tranquillisante. Drogue de prédilection des suicidaires, les barbituriques bénéficieront de vastes campagnes de publicité poussant un grand nombre d'habitant de la planète à posséder ce produit du monopole commercial pharmaceutique des Etats-Unis sur sa table de chevet pour des nuits sans insomnies. En 1965 on y produit et vend trente pilules par an et par habitant et 135 000 habitants ne peuvent plus dormir sans... Pourtant depuis les années 1920 tous les praticiens savent qu'il n'y a pas plus addictif que les barbituriques et les études menées dans les prisons américaines de 1945 à 1948 montrent que les consommateurs devenaient obstinés, agressifs, fainéants, etc.

Un chimiste nazi découvre ensuite la méthadone, sept fois plus active encore, mais Hitler interdit la distribution à ses troupes en raison de l'accoutumance provoquée par le produit. En 1964, plus de 10t étaient consommées annuellement aux Etats-Unis et continuèrent d'être fabriquées en Europe après avoir été classées comme extrêmement dangereuses.

Les militaires américains et plus particulièrement l'*Office of Strategic Services* (OSS) se penchent quand à eux sur les « drogues de vérité » (permettant d'obtenir des informations de prisonniers et de suspects d'allégeance au communisme) : ils étudient d'abord de près, et sur financement d'un

¹¹⁴ En 1970, d'après les Nations Unies, chaque citoyen américain enfants et personnes âgées incluses, consomment chaque année 35 litres d'alcool, 1000 cigarettes et 10 kilogrammes de café... Dans le même temps 500 000 personnes sont emprisonnées en rapport à la marijuana !

docteur nazi reconverti (Dr Strughold), l'usage de la marijuana et de la mescaline pour repérer les dissidents communistes, mais délaissent vite ces substances naturelles pour le LSD 25, découverte par A. Hofmann en 1943. Quand l'OSS devient la CIA un des premiers projets de l'agence (MK-ULTRA) concerne les « agents de guerre non-conventionnels » et plus particulièrement le LSD. L'objectif est de créer un produit capable de provoquer des troubles de la mémoire et du comportement ou de faire révéler aux interrogés des informations importantes. Des milliers de soldats de l'armée US furent utilisés comme cobaye sans leur consentement, et plus encore parmi les « alliés » laotiens, cambodgiens et vietnamiens... Un lieutenant de l'armée des Etats-Unis qui s'avèrera avoir été utilisé comme cobaye se défenestrera durant un meeting avec d'autres collègues de la CIA...

Ces trois exemples cités par E. Escotado (1996) sont révélateurs des duplicités dans la lutte anti drogue occidentale. Premièrement, au moment même où les Britanniques appuient les Etats-Unis dans la criminalisation d'une marijuana à laquelle on attribue de fantasques propriétés belliqueuses, on développe dans les laboratoires des mêmes pays des drogues de synthèse capables de motiver les troupes au combat (amphétamines), et ce bien que, contrairement au cas de la marijuana, les effets néfastes de ces produits sur la santé aient été très tôt prouvés. Une fois atteint le stade de la distribution industrielle à la population, la propagande commerciale vante les vertus d'un poison pour l'organisme, un demi siècle après que les premières autopsies aient montré les ravages causés par le produit... Derrière les discours moralistes les armées aux ordres des gouvernements prétendument puritains ont très tôt cherché à développer des stimulants pour leurs soldats, des poisons destinés à tuer ou décrédibiliser l'ennemi, et des substances capables de faire parler les plus résistants des prisonniers / opposants politiques.

L'arrivée sur le marché des puissants barbituriques confirme la dégénérescence psychologique entamée durant la révolution industrielle puis accrue pendant la grande dépression, d'une société dépressive et stressée dont la population est frappée d'asthénie et souffre d'insomnies. L'arrivée des drogues de synthèse permet aux cartels pharmaceutiques de concentrer les revenus tirés du mal être d'un peuple au détriment de plantes à drogues beaucoup moins nocives, autrefois et ailleurs culturellement intégrées, et contre lesquelles la répression va croissante à mesure que se développe ses pseudo substituts de synthèse glorifiant un scientisme dont les dérives des Nazis et de l'armée du président américain Truman ont pourtant largement montré les limites.

2.3.5 Conclusion : complexité du trafic de drogues illicites et amorçages d'autres antimondes.

Les drogues illicites représentent un des commerces les plus rentables de l'économie mondiale et génèrent de nombreux mythes, sciemment véhiculés par les portes paroles médiatiques des gouvernements dominants. Au niveau de l'Etat, une des principales conséquences de l'usage de ces drogues illicites est un dédoublement schizophrénique de personnalité, dressant des doubles portraits d'Etats Janus réprimant d'un coté durement l'usage et la production des drogues illicites, ou utilisant le prétexte de cette répression pour intervenir dans différentes communautés minoritaires, et utilisant de l'autre coté les revenus pharamineux tirés de la cartellisation de ce commerce dans un agenda expansionniste.

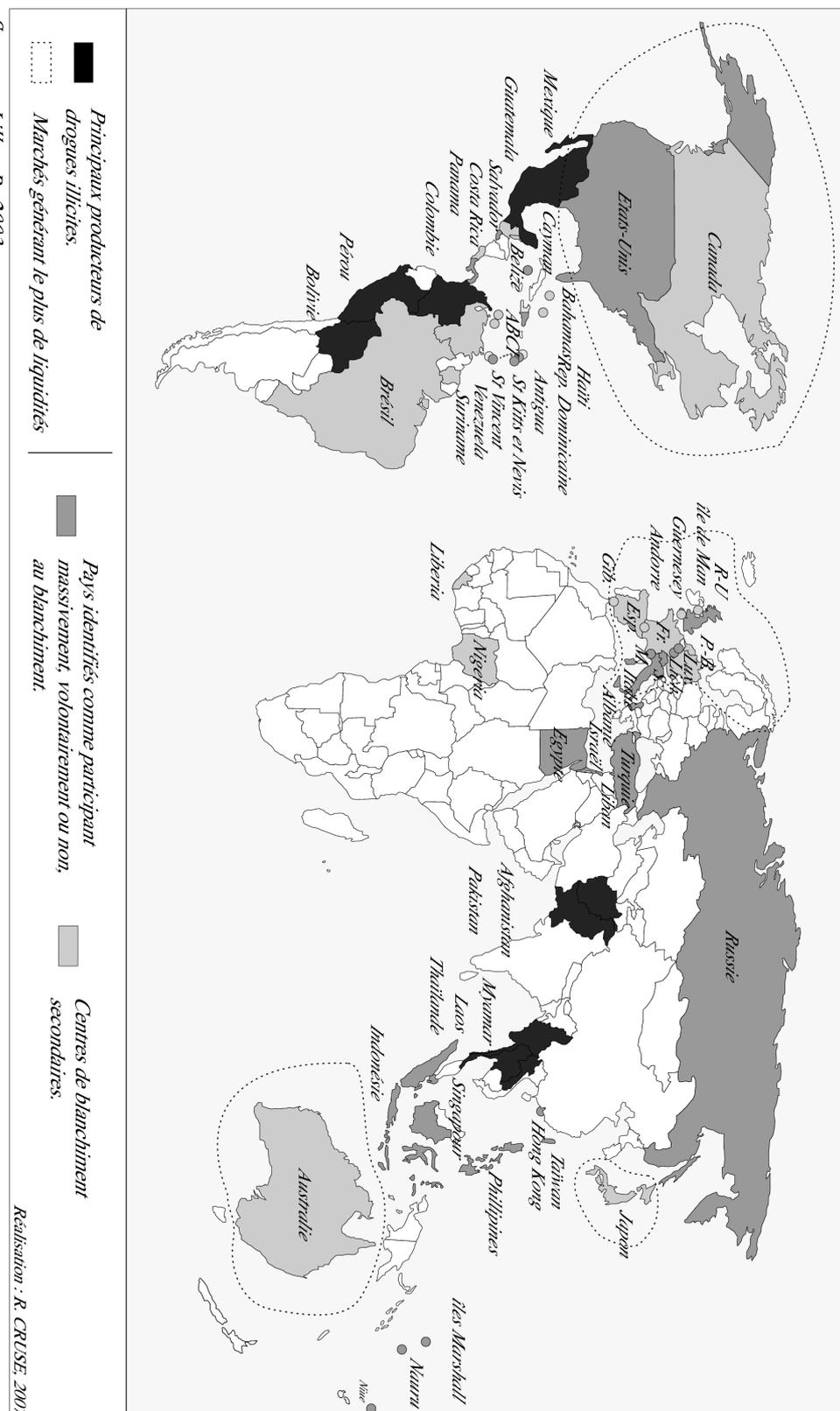
Comme le rappelle P.-A. Chouvy, le temps n'est plus aux géographismes simplificateurs faisant du « Sud » le producteur et du « Nord » le consommateur puisque les drogues de synthèse et le cannabis sont largement produits dans plusieurs pôles de la triade tandis que les habitants du Tiers Monde soulagent de plus en plus de leurs maux dans l'utilisation d'une pharmacopée traditionnelle (Khat, Coca, etc.) ou moderne (crack, solvants, etc.). D'après l'UNODC (2008), le sous-continent sud-américain compterait aujourd'hui plus de 3 millions de consommateurs de cocaïne, l'Afrique plus d'un million, etc. (Cruse, R., Figueira, D., Labrousse, A., 2008). Mais si l'on considère les sommes tirées de la vente des drogues illicites, les marchés du Nord demeurent les plus attractifs et la cocaïne atteint son prix le plus élevé en Grande Bretagne tandis que l'héroïne pointe aux Etats-Unis. Cependant les pressions économiques engendrées par les conséquences au « Sud » du commerce international de l'endettement, et des ajustements structurels correspondants aux vagues successives et cycliques de crise de la dette, ont largement contribué au développement des cultures des plantes à drogue dans le Tiers Monde, et ce d'autant plus que la demande des sociétés du Nord (mais pas seulement) ne cesse d'augmenter (James, G., A., 1997)

De même, tous les grands axes du trafic démantelés montrèrent la collaboration étroite entre armée et / ou services secrets locaux et occidentaux, et trafiquants de drogues locaux dont très peu seront arrêtés : l'héroïne arriva en Europe et aux Etats-Unis sous le couvert de la CIA agissant pour soutenir les groupes d'extrême droite du Triangle d'or dans les années 1960 ; puis le LSD pénétra les Etats-Unis , jusqu'à ce que l'Iranganate ne révèle l'implication de l'armée dans le trafic de cocaïne colombienne vers les Etats-Unis pour soutenir (notamment) les *contras* anti-sandinistes au Nicaragua... (McCoy, A., 2003) La DEA implique pour sa part directement quarante gouvernements dans le trafic international et E. Escobedo remarque en Amérique du Sud, en Thaïlande et en Malaisie que le durcissement extrême des législations anti drogue a conduit d'un coté à la création de puissants monopoles largement représentés dans les hautes sphères politiques, et de l'autre à l'explosion de la dépendance parmi la population... Sans parler de la militarisation de régimes autoritaires et de la criminalisation excessive de la consommations de drogues illicites

(Mc.Coy, A., 2003). Ceci explique que la dissidence de la communauté scientifique face à la prohibition des drogues illicites soit aussi unanime que le support qu'elle reçoit dans les milieux politiques... « *Prétendre que le commerce est géré par de simples citoyens comme Pablo escobar, des bandits pakistanais ou des tribus birmanes, revient [donc] à jeter un rideau de fumée sur la réalité* » (Escohotado, E., 1996)

Le commerce de drogues illicites n'est de plus pas un phénomène isolé mais le catalyseur de vastes systèmes économiques étalés sur un vaste dégradé licite / illicite. Le simple trafic de cocaïne colombienne générant près de 40 milliards de dollars annuellement aux Etats-Unis la seconde étape du trafic consiste par exemple à rapatrier les fonds à travers le système bancaire traditionnel, les paradis fiscaux et/ou les agences de transfert de fond. Cette étape qui consiste à se débarrasser du poids de l'argent liquide (même en billets de 100 dollars US l'argent pèse trois fois plus lourd que son équivalent en cocaïne !) en dollars US pour le transformer en revenu au dessus de tout soupçon à travers la première étape (placement, ou numérisation des fonds) d'un long processus économique, nommé blanchiment, que la mythologie criminelle associe aux blanchisseries tenues par les gangs du Chicago des années 1920. Viennent ensuite les étapes de l' « empilement » (transit des fonds par un réseau financier complexe pour en masquer l'origine réelle) et de l'investissement. Mais il existe aussi toute une gamme de stratégies consistant à maquiller l'origine de ses fonds dont le marché noir du Peso est un bon exemple : Sur les 36 milliards de dollars générés chaque année par la cocaïne colombienne sur le sol des Etats-Unis (Chiffres de 2000), 6 sont blanchis en Colombie sur le marché noir du Peso qui correspond à un arrangement entre importateurs légaux colombiens de produits manufacturés et trafiquants de drogues illicites via « brokers » intermédiaires (Liley, P., 2003)

FIG N°17 : LE BLANCHIMENT D'ARGENT DANS LE MONDE



Sources : Lilley, P., 2003.

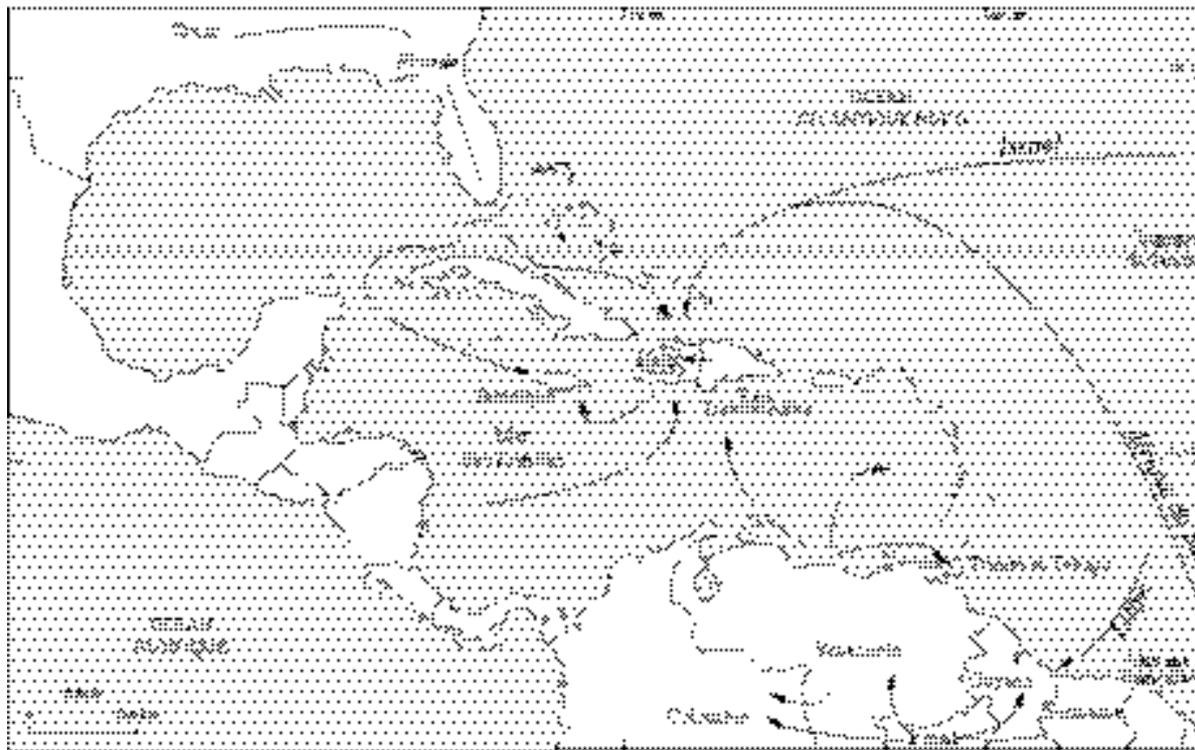
Il est intéressant de noter grâce à l'illustration n°17 que les grands centres du blanchiment ne correspondent pas toujours aux périphéries directes des centres de production (à l'exception du cas Sud américain), mais sans exception aux marchés consommateurs et à leurs flottes satellites de paradis fiscaux. Tous les grands pays mafieux sont représentés sans exception : Russie, Italie, Turquie, Brésil, Nigeria, etc.

Second produit dérivé du commerce illicite de drogues, la circulation plus ou moins clandestine d'armes destinées ici à assurer la sécurité du trafic, là à promouvoir les idéaux qu'il permet d'entretenir. Les armes proviennent généralement des Etats-Unis et de leurs alliés proches (Afrique du Sud, Israël) et le plus souvent à travers des circuits légaux, au moins au départ, utilisant la corruption des milieux militaires (Antigua, Surinam, etc.). Localement, le Venezuela représente la principale plaque tournante et les groupes Vénézuéliens vassaux des organisations colombiennes distribuent les armes par les mêmes réseaux, mais par envois séparés, que ceux empruntés par la cocaïne. L'état du territoire Haïtien et la corruption institutionnalisée en République Dominicaine voisine font de l'île d'Hispaniola la seconde plaque tournante régionale. Au Surinam comme en Haïti on échange désormais les armes contre un kilogramme de cocaïne (Mezonnier, P., 2000) ou de ganja (Figueira, D., 2006), et désormais, depuis le déclenchement de la « crise alimentaire », contre de la viande (Cruse, R., 2008)... A une échelle plus fine les armes suivent la progression logique de l'organisation hiérarchisée verticalement des trafics illicites américains et on retrouve en bout de chaîne les armes trafiquées depuis le Venezuela et la République Dominicaine dans les ghettos de Kingston-ouest, de Bottom Town, aux Bahamas, etc.

Remettant symboliquement en cause le mythe de l' « argent propre », une étude récente menée par la compagnie *Mass-Spec Analytical* a révélé que 80% des billets en circulation en Grande Bretagne portent des traces de drogues illicites, principalement de cocaïne, figure qui grimpe jusqu'à 99% dans le centre de Londres ! Chaque année 15 millions de livres sont ainsi détruites et remplacées par des billets neufs en raison de taux d'imprégnation considérée comme dangereux pour la santé publique... (Cité dans le *Observer*, 10 Novembre 2002) Sept mois seulement après leur mise en circulation (2002) les billets d'euros européens portaient quand à eux des traces de cocaïne dans 90 à 94% des cas (selon les études), avec des résultats particulièrement importants en Allemagne et en Espagne, et des recherches indépendantes menées par la *National Centre for Sensor Research* ont montré un taux de 100% pour la ville de Dublin (BBC News, 25 décembre 2006 ; *Telegraph.co.uk* 25 Juin 2003) ! Aux Etats-Unis 90% des dollars portent la trace de cocaïne... (Liley, P., 2003) Comme le conclut le brillant exposé de E. Escobedo, l'alternative n'est donc pas aujourd'hui un

Monde avec ou sans drogues, mais un monde connaissant ou ignorant leur usage propre, leurs limites et les atouts et risques réels qu’elles représentent.

FIGURE N°18 : TRAFIC D'ARMES DANS LA CARAÏBE



Sources : Piquero, D., 2006; Garza, L., 1995; Méxumet, P., 2000; Cress, R., 2003.

2.4 Antimondes carcéraux

“ Une cage partit à la recherche d'un oiseau ”

Franz Kafka

La Prison est sans conteste l'un des composants de l'antimonde les plus facilement identifiable et définissable : c'est un établissement clos conçu pour enfermer les condamnés à une peine de privation de liberté ou des prévenus en instance de jugement (TLFI, 2008). Il est clairement délimité par une série de clôtures (murs, grillages, barbelés) qui masquent totalement l'intérieur de cet espace aux yeux des étrangers qui sont cependant tous, en principe du moins, susceptibles d'y accéder en cas de comportement jugé suffisamment déviant (par rapport à la loi, à l'idéologie dominante, etc.).

Sa localisation a suivi l'évolution des villes et des moyens de transport pour passer des centres, à proximité des cours de justice, en banlieue proche (prisons modernes) et lointaine (bagnes, prisons

secrètes, prisons délocalisées et prisons flottantes pour « terroristes »), selon le type de condamné. L'île est longtemps apparue comme une implantation de choix en raison de la « clôture naturelle » que les « insularophobes » ne manquent jamais de souligner : Alcatraz (Californie) et Rock Island prison (Illinois), les îles du Salut (Guyane), Carrera (Trinidad), Robben island (Afrique du Sud), Changu (Zanzibar) etc. Cette clôture demeure cependant plus une perception de l'espace qu'une réalité, et la mer étant une surface de transport comme une autre, la plupart de ces institutions insulaires ont été abandonnées pour des localisations, dans une logique spatiale inverse, à forte connectivité (aux réseaux routiers notamment) permettant l'accès rapide de renforts en cas de problèmes (évasion, émeutes, etc.), rappelant une des règles premières de la stratégie militaire énoncée par Machiavel : l'isolement n'est pas synonyme de sécurité, bien au contraire. Historiquement, la prison naît avec un changement de mentalité quand à la punition, et l'objet du châtiment. En Europe, jusqu'au 18^e siècle on punissait en effet d'abord le corps et de manière publique : c'est le spectacle punitif dont l'objectif est de marquer le corps du condamné et les esprits de la population. La prison inverse cette tendance avec le retrait du monde (social) du condamné et la réduction des châtiments corporels aux fonctionnements propres à l'enceinte (rationnement alimentaire, coups, cachot, etc.) (Foucault, M., 1975). Une étude de type Milgram menée par l'Université de Stanford en 1971 veut même montrer que la partie de la violence liée à l'autorité des gardiens (coups, torture, etc.) est inhérente à la réaction de l'être humain face au système carcéral lui-même¹¹⁵ (Curtis Bank, W., Haney, C., Jaffe, D., Zimbardo, P., 1971).

Rusche et Kirchheimer vont plus loin dans l'analyse sociale de la prison en montrant que les différents stades de régimes punitifs correspondent à des types de sociétés distinctes : aux économies serviles correspondent des mécanismes punitifs dont le rôle est d'apporter une main d'œuvre supplémentaire, un « esclavage civil », puis aux féodalités est liée un régime de châtiment corporel maximum. Le travail obligé revient avec les économies marchandes qui ne sont pas sans rappeler, en cela entre autres, les économies serviles... (Rusche, G., Kirchheimer, O., 2003)

Le système punitif s'adapte aussi aux criminels et les grandes bandes de voleurs mal nourris du 17^e siècle deviennent rapidement de petits groupes de « *finauds* » dont le principal délit est anti-propriété. « *La criminalité des masses* », écrit Michel Foucault, « devient alors une criminalité des marges » organisé de manière plus individualiste. La violence des crimes s'adoucit donc avant les

¹¹⁵ L'étude, menée dans le prolongement de l'expérience de Milgram, mettait en scène dans une prison aménagée pour l'expérience 24 étudiants sélectionnés dans un rôle de gardiens ou de prisonniers (tirés au sort) en échange d'une rémunération de 15US\$ par jour. L'expérience dut être arrêtée après six mois en raison de débordements chez les gardiens se prenant progressivement au jeu (humiliations, restrictions sur la nourriture et le sommeil, punitions physiques etc.). Les détails de l'expérience sont disponibles sur le site <http://www.prisonexp.org>

lois et le crime baisse alors que la perception du danger lié au crime s'accroît (Foucault, M., 1975)

...

L'apparition de la prison marque aussi une nouvelle distinction de la criminalité, créant des délits punis de manière distincte : le vol, qui conduit aux tribunaux ordinaires et aux châtiments, et la fraude avec ses juridictions spéciales, ses arrangements, etc. La bourgeoisie, écrit Michel Foucault, se réserve alors « *le domaine fécond de l'illégalisme de droit* » tandis qu'on insiste pour punir sévèrement les atteintes à la propriété et le vagabondage. Sur le modèle du *Raphuis* d'Amsterdam (1596), on justifie rapidement galères et bagnes en invoquant les vertus du travail dans la reconstruction du citoyen, de la même manière que le travail forcé était supposé aider les « primitifs » (amérindiens, africains, etc.) à trouver la lumière de la civilisation... La prison devient alors un « *espace entre deux mondes* » (Foucault, M., 1975), légaux et illégaux, censé à la fois réhabiliter le prisonnier, et lui faire payer sa peine physiquement et économiquement.

Rapidement le projet dérive et on "ultrapériphérise" les bagnes pour y envoyer ceux qu'on ne souhaite pas voir, anarchistes, nomades et autres « anormaux », « mettre en valeur » des terres lointaines, torturer discrètement des opposants, etc.

Le 19^e siècle est celui de l'hygiénisme et le tout à l'égoût y côtoie le bague, décharge sociale vers des périphéries qui donnent lieu à tous les fantasmes (l' « enfer vert », etc.) : exiler est une pratique courante depuis l'Antiquité pour sauvegarder la tranquillité des puissants, perpétuée par les Rois de France durant la colonisation de l'Amérique et la période hygiéniste n'est que la perpétuation, à plus grande échelle (100 000 bagnards partiront pour Cayenne), d'un système qui a déjà fait ses preuves (Pierre, M., 2000).

Selon Z. Bauman, la mondialisation économique menée sous l'égide libérale transforme ensuite rapidement les Etats en commissaires de police chargés de la sécurité des affaires financières (on verra aussi l'étude du géographe David Harvey sur la question Harvey, D., 2005), ce qui explique que les plus zélés d'entre eux voient rapidement dans l'étalage public de prouesses répressives, le meilleur moyen d'amener le pays à la prospérité (Bauman, Z., 2002). Les investissements étrangers et les aides ne seront jamais aussi forts en Amérique Latine que durant la période des bien nommés « dictateurs de la dette » (Pinochet au Chili, les généraux argentins, Duvalier(s) en Haïti, Ubico au Guatemala, Somoza au Nicaragua, Vargas au Brésil, Trujillo en République Dominicaine, Batista à Cuba...) et le schéma se répète en Afrique, en Indonésie, etc., où l'imposition du libéralisme (ouverture des frontières, suppression des barrières douanières, etc.) s'accommodera volontiers de régimes liberticides.

La prison redevient en outre un lieu d' « esclavage civil », particulièrement aux Etats-Unis, depuis que les entreprises sont autorisées à y embaucher à moindre coût. La prison y devient aussi un commerce rentable avec la privatisation du système carcéral, chaque prisonnier devenant pour l'établissement la possibilité d'effectuer un profit entre la somme attribuée par l'Etat à l'établissement par personne incarcérée, et la somme réellement dépensée pour cette même personne pendant la durée de la peine. Ce phénomène, bien que présenté comme une nouveauté, existe en réalité aux Etats-Unis depuis 1852 et la création de la prison privée de San Quentin (Californie). Les problèmes d'administration et les détournements de fond entraînent cependant un rachat public de l'établissement (Schmallegger, F., Smykla, J., 2002) mais le phénomène se poursuit dans le Sud du pays où l'abolition de l'esclavage laissa vacant de nombreux postes dans les domaines agricoles, poussant les condamnés de droit commun vers les champs à partir de 1868, dans un mouvement similaire aux travaux forcés guyanais. Aujourd'hui près de 100 000 personnes incarcérées aux Etats-Unis sont prisonnières d'établissements privés situés dans le Sud et l'Ouest du pays (Zito, M., 2003). La punition n'est plus l'objet d'interrogations idéologiques quand au meilleur moyen de réintégrer les « déviants » ou de protéger la société, c'est désormais un objet économique susceptible de générer du profit. A tel point que deux juges ont été récemment poursuivis aux Etats-Unis pour avoir envoyé injustement en prison des centaines d'enfants et d'adolescents entre 2000 et 2007, en échange de dessous de tables s'élevant à plus de deux millions et demi de dollars. Les juges Mark Ciavarella et Michael Cohahan ont plaidé coupables et reconnus avoir passés un « *accord pour garantir la fourniture de jeunes délinquants* » auprès de la société privée d'exploitation de prisons PA Child Care (Connan, J., 2009).

Deux tendances s'imposent donc dans l'histoire contemporaine du châtiment avec un argumentaire colonial : d'un coté on s'affiche pour l'amélioration de l'âme et la protection de la société, c'est le caractère humaniste, et de l'autre, pour que le condamné paye sa peine par son travail, c'est le caractère utilitariste. Des galériens aux bagnards, puis aux travailleurs contemporains des établissements nord-américains, on retrouve ces deux tendances liées entre elles de la même manière que l'apport de la « civilisation » passa à partir du 16^e siècle comme associée à l'esclavage et la colonisation. Il faut sans doute voir dans ces développements l'alliance étroite entre capitalisme impérial et christianisme conquistador qui, alliés, développèrent une « anti-éthique de l'exploitation »...

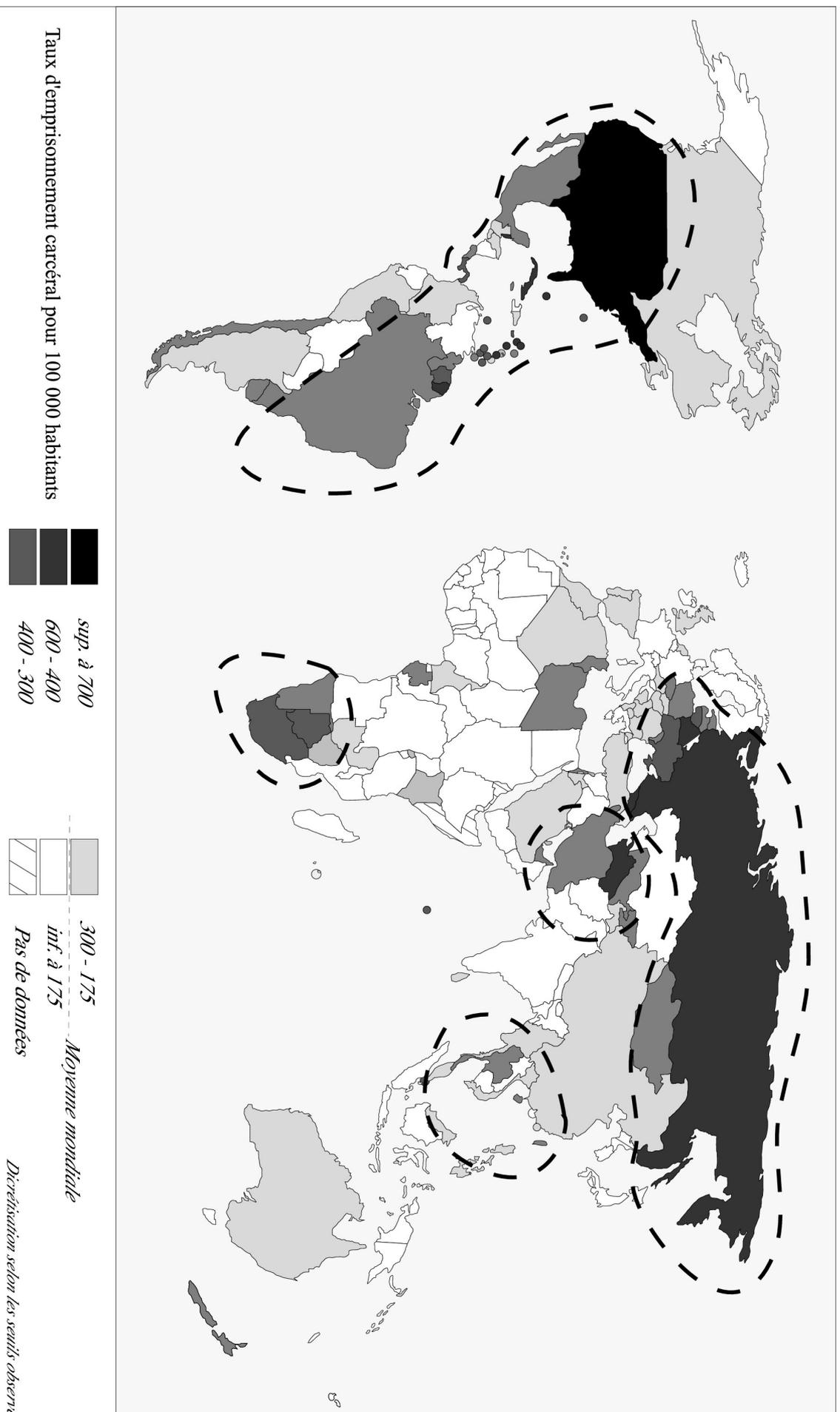
La carte n°19 qui représente les territoires dépassant la moyenne mondiale en terme d'emprisonnement montre plusieurs grands centres répressifs. Le plus important est celui des Etats-

Unis, avec un taux plus de trois fois supérieur à la moyenne mondiale, et de ses dépendances en périphérie proche. Le second correspond à l'ancien empire d'URSS aujourd'hui représenté par la Russie et ses territoires périphériques (périphéries bien disputées par la Chine, l'Europe et les Etats-Unis en raison de la présence de gisements de pétrole, de gaz, et des infrastructures destinés à transporter ces productions vers différents ports) en Europe de l'Est et en Asie Mineure. Aux trois grands centres de production des drogues illicites correspondent trois pics dans les taux d'emprisonnement autour du triangle d'or (Thaïlande notamment, les données fournies par le Myanmar étant à prendre avec réserve), du croissant d'or, et de la Colombie (là encore les chiffres avancés par le gouvernement Uribe sont à prendre avec des réserves quand on connaît les dérives du régime¹¹⁶), avec parfois de fortes proportions de prisonniers d'origines étrangères associées (un tiers en Thaïlande, 15% à la Barbade, etc.). Il est intéressant de constater que plus que les pays les plus pauvres (l'Afrique affiche des taux généralement très bas), les pays les plus inégalitaires¹¹⁷ de la planète sont aussi souvent les plus violents (en terme de taux d'homicides par habitants), et ceux où on emprisonne le plus. Plus les inégalités sont importantes donc, plus on emprisonne... les pauvres !

¹¹⁶ Une dérive récemment dénoncée par des militaires colombiens consiste en l'assassinat, par des unités militaires, de jeunes personnes marginales originaires de la capitale dont les corps sont ensuite affublés d'uniformes des FARC-EP pour présenter des chiffres allant dans le sens d'une augmentation perpétuelle des budgets militaires (Cf. Chapitre 3)

¹¹⁷ On comparera pour s'en rendre compte cette illustration avec la carte représentant le coefficient de Gini disponible sur http://en.wikipedia.org/wiki/Image:World_Map_Gini_coefficient.svg

FIG N°19 : TERRITOIRES A FORT TAUX D'EMPRISSONNEMENT DANS LE MONDE, 2007



Sources : International Center for Prison Studies, 2007

L'Afrique du Sud, le Brésil, les Etats-Unis caricaturent particulièrement ces territoires-types inégalitaires, violents à fort taux d'emprisonnement. 14 des 20 pays affichant les plus hauts taux d'homicides par habitant et par an au Monde correspondent à des Etats où on emprisonne excessivement. Le néolibéralisme s'accommode bien des taux d'incarcération très élevés puisque cinq des pays décrit par comme les « *territoires les plus libres* » du Monde figurent parmi les pays où l'on emprisonne le plus proportionnellement à la population (Singapour, Etats-Unis, Estonie, Chili, Nouvelle Zélande, Cf. Note 29). Ceci correspond à la logique liant inégalités et fort taux d'emprisonnement. Ceci n'empêchera pas Georges Bush, dont le gouvernement emprisonne un prisonnier sur quatre de la planète (!¹¹⁸) dans des établissements transformés en usines à main d'œuvre bon marché, de plaider pour la « liberté » lors de son déplacement en Chine, à l'occasion des jeux olympiques (entre autres). De l'autre côté de l'échelle on constate que les pays considérés comme « les moins libres du Monde » (Venezuela, Angola, Mali, Equateur, etc.) par les Organisation capitalistes en pointe du libéralisme économique (Heritage foundation, Wall Street Journal¹¹⁹) sont aussi ceux où l'on emprisonne le moins, à l'exception notable de Cuba, qui se rattache en ce sens bien à l'archipel ultra répressif caribéen, bien que la déstabilisation y joue un rôle bien plus important qu'ailleurs. Peu de territoires caribéens échappent en réalité au surpeuplement carcéral, bien souvent comme nous le montrerons dans l'analyse de la République de Trinidad et Tobago, en raison d'une politique du bouc émissaire dirigé vers les « *fryers* », les petits trafiquants, permettant de masquer les trafics aux main de l'élite et d'Etats corrompus.

Parmi la Triade, les pôles non anglophones se distinguent par des taux d'emprisonnement bas (Japon, Europe centrale, Europe du Nord, Italie, etc.), tout comme l'Inde et l'Indonésie (le taux français a cependant été bouleversé par l'arrivée au pouvoir de Nicolas Sarkozy en 2008). Ces derniers exemples nous rappellent que des taux d'incarcération par habitant faibles n'impliquent pas des taux de remplissages des prisons faibles (taux d'occupation respectifs de 140 et 166% !) Ces taux n'ont cependant rien d'exceptionnels si on les compare aux valeurs caribéennes : 132% en Martinique et Guyane, 162% au Surinam, 187% en Haïti et jusqu'à 302% à la Barbade (International Center for Prison Studies, 2007¹²⁰) ! Les espaces insulaires des Antilles, périphéries libérales des Etats Unies et espaces de transit des drogues illicites, possèdent les taux d'emprisonnement et les taux de remplissage les plus élevés au Monde. Quatre pays bordant la méditerranée américaine apparaissent ainsi parmi les 10 pays aux plus fort taux de meurtres par

¹¹⁸ En 2003 les Etats-Unis comptent 2,3 millions de prisonniers, soit un habitant sur 100 !

¹¹⁹ On trouvera classement, indices et méthodologie sur <http://www.heritage.org/research/features/index/faq.cfm>

¹²⁰ <http://www.prisonstudies.org/>

habitant au Monde (dans l'ordre Colombie, Jamaïque, Venezuela, Mexique) (Nation Master 2008¹²¹) et l'ensemble du bassin, à l'exception de Cuba, apparaît parmi les pays les plus inégalitaires du Monde (d'après le coefficient de Gini¹²²)...

Cette particularité n'est pas liée à l'illusoire déterminisme insulaire, et si la région caraïbe et ses 356 prisonniers pour 100 000 habitants en moyenne (!) fait monter la moyenne générale des îles et archipels au-delà de la moyenne mondiale (220 dans les îles et archipels contre 175 / 100 000 en moyenne sur les continents), les espaces insulaires et archipelagiques situés hors de la région affichent généralement des taux d'enferment inférieurs à la moyenne mondiale. Ceci est particulièrement vrai dans le Pacifique et c'est dans l'île de Nauru et dans les îles Faeroe qu'on retrouve les plus faibles taux de la planète, avec respectivement 23 et 24/ 100 000, soit 3 et 12 prisonniers au total ! Ceci pour montrer que, bien plus que l'insularité, compte encore une fois le positionnement géopolitique et géoéconomique au sein du système Monde...

Les mesures répressives contre la population locale de petits consommateurs et trafiquants furent utilisées sans discrimination dans la Caraïbe par les Etats locaux cherchant à montrer leur bonne coopération en vue de se faire certifier par le Département d'Etat américain, et ainsi continuer à recevoir l'aide financière étrangère liée. Que l'Etat lutte réellement contre le trafic de drogues illicites ou qu'il soit impliqué à tel point qu'on put parler de narco-Etat, pèse dans cette balance moins lourd que la volonté de l'Etat à afficher de bonnes relations diplomatiques avec les Etats-Unis. Comprendre les surprenants ratios de prisonniers par habitant, des pays bordant la mer des Caraïbes, passe donc par le fait de comprendre le ratio du pays où l'on emprisonne le plus au Monde, les Etats-Unis.

Après s'être maintenu autour de 100 prisonniers pour 100 000 habitants pendant plus de 50 ans, le taux d'incarcération des Etats-Unis explosa à partir du lancement de la seconde « guerre à la drogue » américaine lancée par l'administration Reagan qui, bien plus que celle lancée par son prédécesseur Nixon, comportait un important volet domestique et des peines de prison minimum pour détention de drogues illicites. Ainsi, alors qu'un consommateur arrêté en possession de cinq grammes de crack et un trafiquant en possession de 500 grammes de cocaïne pure, risquait désormais la même peine sous le coup de l'US *Anti-Drug Abuse Act* de 1986 et de 1988, le nombre de personnes arrêtées pour possession de drogues illicites passa de 569 000 en 1977 à 1 155 000 en 1988, à la fin de son mandat (McCoy, A., 2003). Ciblé sur les petits consommateurs de crack

¹²¹ http://www.nationmaster.com/graph/crime_mur_percap-crime-murders-per-capita

¹²² http://en.wikipedia.org/wiki/Image:World_Map_Gini_coefficient.svg

afroaméricains, cette politique entraîna en 1990 un quart des afroaméricains soit en prison, soit en liberté surveillée (*probation*), soit en liberté conditionnelle (*Parole*) (Fitzgerald, G., 1990).

Comment s'étonner des lors, que des Etats trafiquants comme Trinidad et Tobago reproduisent chez eux ce schéma de justice discriminatoire destiné à préserver l'intégrité, la liberté, et le commerce des élites trafiquantes au détriment de milliers de petits consommateurs afrotrinidadadiens, et indotrinadadiens, de crack mais aussi de ganja. La répression quantitative fut la meilleure arme de tels Etats pour prouver leur bonne conduite en terme de répression d'un trafic de drogues illicites organisé aux plus hauts niveaux de l'Etat (Cf. Chapitre 5). La prison de la capitale trinidadienne, Port-of-Spain, construite pour pouvoir accueillir 250 prisonniers, accueillera chaque jour en moyenne près de 1 000 prisonniers à partir de 1992, en raison de cette politique narcotique différentielle... (Griffith, I., L., 1997)

La troisième guerre à la drogue, lancée par Georges Bush 1^{er}, fut marquée par une extension du nombre de places disponibles en prisons fédérales de 85% et par l'accent mis sur le respect de la loi et la punition en cas de défaut, plutôt que sur l'éducation. C'est ainsi que le nombre de prisonniers doubla de 1981 à 1988 pour atteindre 627 400, puis 900 000 en 1988 et 1,3 millions en 1992. Au départ de Georges Bush le taux d'incarcération des Etats-Unis est de 519 pour 100 000 habitants (Mc Coy, A., 2003) ! Les Etats caribéens, dont bon nombre affichent dans le secteur des drogues illicites des profils d'Etats Janus (des narco-Etats répressifs dans certains cas comme Trinidad ou la République Dominicaine !) appliquent à la lettre la recette libérale liberticide...

2.5 Bidonvilles et ghettoïsation socio-ethnique

« L'architecture de ces quartiers est invraisemblable.

*Le plus souvent les autorités de la ville affectent aux pauvres les terrains les plus mauvais :
des marécages, ou bien des terres nues et sablonneuses.*

C'est là qu'on installe la première cabane.

A côté d'elle vient s'élever une deuxième.

Puis une troisième.

Spontanément surgit une rue.

Quand cette rue en rencontre une autre, cela forme un croisement.

Puis ces rues commencent à se séparer, tourner, se ramifier.

C'est ainsi que naît un quartier.

Mais comment se procurent-ils les matériaux ?

C'est le grand mystère.

En creusant le sol ?

En décrochant les nuages ?

Sur la tête, sur les épaules, sous les bras, ils transportent des morceaux de tôle, de planches, de contre-plaqué, de plastique, de carton, de carrosserie, de cageot, puis ils assemblent, montent, clouent, collent ces pièces en un ensemble qui tient de la cabane ou de la hutte et forme un collage multicolore improvisé. (...)

Faites de bric et de broc, ces architectures monstrueuses en papier mâché sont infiniment plus créatives, imaginatives, inventives et fantaisistes que les quartiers de Manhattan ou de La Défense à Paris.

La ville entière tient sans une brique, sans une poutre métallique, sans un mètre carré de verre ! »

Kapuscinski, R., 1998, *Ebène*.

La description passionnée que fait le journaliste polonais, R. Kapuscinski, d'un bidonville africain nous rappelle que ces espaces dégagent une certaine aura auprès des *outsiders*, émerveillés par l'ingéniosité et la solidarité (réelle ou perçue comme telle) ou au contraire irrités par l'ampleur des trafics illicites et autres déviances (la encore, réelles ou perçues) à la norme qui s'y opèrent. Dans les deux camps, très peu de ces « passionnés » ne se sont aventurés dans ces espaces précaires, marqués par une forte altérité du point de vue des classes sociales moyennes ou aisées (journalistes, universitaires, politiques, etc.), et cet espace devient ainsi, en tant que lieu inaccessible, un espace de fantasmes positifs ou négatifs, un véritable antimonde des classes aisées, mais l'espace de référence (le « monde ») d'une large frange de la population mondiale.

Dans le contexte d'une économie capitaliste néolibérale extrêmement individualiste, ces espaces font rêver par l'apparence d'une alternative, d'un anti-monde : « *le paradoxe veut que les endroits les plus apparemment inhabitables soient les seuls à être encore habités en quelque façon. [...] Les bidonvilles sont dans bien des mégalo-poles les derniers lieux vivants, vivables, et sans surprise, aussi, les lieux les plus mortels. Ils sont l'envers du décor électronique de la métropole mondiale* » ; « *cette collision de la ville et de la campagne* » ; « *au carrefour où convergent toutes les classes moyennes, dans ce milieu de la classe du milieu, qui d'exode rural en « périurbanisation », s'étire indéfiniment* » autant dans un « *amas urbanisé* » que dans « *un flux d'êtres et de choses [...] qui passe par tout un réseau de fibres optiques, de lignes TGV, de satellites, de caméras de vidéosurveillance, pour que jamais ce monde ne s'arrête de courir à sa perte* » (Comité Invisible, 2007). Le bidonville se transforme alors en utopie par son caractère anti-ville perçu, de l'extérieur, comme un anti-système, un pied de nez à la bureaucratie, un coup de pied dans la fourmilière conservatrice. Ceci correspond à une vision extérieure à cet espace informel, certains auteurs notant avec justesse que, derrière les apparences, les « *bidonvilliens* » (Servant, J.-Ch., 2006) sont souvent dans leur ensemble plus conservateurs que les habitants de la ville formelle (Neuwirth, R., 2006). D'un autre côté, et ce n'est un paradoxe qu'en apparence, c'est aussi des bidonvilles que naît la résistance contemporaine face au « *capitalisme global* » (Davis, M., 2006). Si l'on se fie aux rapports militaires, les gouvernants des Etats-Unis en sont conscients, au moins

depuis la débâcle de Mogadisco en 1993, lorsque une milice de bidonviliens infligea des pertes de plus de 50% à la plus puissante armée du Monde. Depuis 1997 le complexe militaire a digéré cet échec en y voyant une analogie urbaine des tunnels de Cu Chi (résistance Vietnamiennne), et développe pour lutter face à des insurrections de ce type, les MOU (Opérations Militaires en Terrain Urbain). D'après un officier du *Army War College* des Etats Unis « *le futur de l'art de la guerre se trouve dans les rues, égouts, immeubles, et l'étendue d'habitations qui forment les villes brisées* (« broken cities ») *du Monde* (Mjr. Peters, R., 1996). D'où le développement de techniques de guérilla et d'armements destinés à la « contre-insurrection » du troisième millénaire : la contre-insurrection proto-urbaine. Les centres villes de Los Angeles et de Detroit fournissent en la matière des terrains de jeu idéaux pour la formation de ces nouveaux bataillons (Thomas, T., 2002). Le dernier film en date de Wagner Moura (réalisateur de la Cité de Dieu) illustre la reprise de ce phénomène par les forces armées du Tiers Monde, en l'occurrence au Brésil (Elite Squad, 2008).

Comme beaucoup d'espace-types de l'antimonde, il est difficile de donner une définition précise du bidonville, et des ses bidonvilliens, ou de ce qu'on appelle « Ghetto », particulièrement dans la Caraïbe anglophone, lorsque l'unicité sociale est doublée par une homogénéité ethnique contrastant avec celle des beaux quartiers (Norton, A., 1978 ; Austin, D., 1984 ; Dodman, D., 2004 ; Howard, D., 2005). On parle aussi de *barriada* (Pérou), *communa* (Colombie), *barillo* (Venezuela), *musseques* (Angola) ou *favela* (Brésil) dans le Monde hispanique/lusitanophone, *shantytown* ou *slum* dans le Commonwealth, ou encore *kijii* (Kenya), *Johpadpatti* (Inde), *penghu* (Chine), etc., la multiplicité des appellations rappelant l'universalité du phénomène.

Ces quartiers pauvres ne sont pas endémique au Tiers Monde puisque les derniers bidonvilles auraient été éradiqués de Paris au début des années 1980 et Nicolas Sarkozy parle toujours, à bon escient, de « ghettos », avec toute la connotation ethnique qui y est rattachée, pour décrire plus ou moins judicieusement certaines « cités » de la banlieue des grandes agglomérations françaises. UN-HABITAT, dans son rapport de 2003, décrit les « bidonvilles » (*slums*) de Marseille et affiche le chiffre de 5.5% des français vivant dans ces espaces, selon sa définition (UN-HABITAT, 2003)...

La Rome Antique avait déjà ses *tuguria*, bâtisses de fortune appuyées contre les édifices publics et d'après la même étude, le Danemark compterait plus de 200 000 habitants de « bidonvilles » (5.6% de la pop), le Royaume Uni près de trois millions, l'Italie 2 millions, la France près de 2,5 millions et l'Allemagne près de 3 millions (Généralement entre 5 et 6% de la population des pays de la triade)... Les Etats-Unis, développés sur la légalisation du squat, ont leur quartiers pauvres au centre de la ville regroupant près de 13 millions d'habitants, avec là aussi un fort accent ethnique associé à la pauvreté. D'où la référence au terme de ghetto qui, à l'origine, désigne les « *quartiers où les juifs étaient tenus de résider, isolés du reste de la population et étroitement surveillés* »

(TLFI, 2008), en rappel de l'île Vénitienne sur laquelle les juifs étaient assignés à résidence. Par analogie, le ghetto est un « *quartier où vit une minorité ethnique ou religieuse quelconque, isolée volontairement ou par force du reste de la population* » (TLFI, 2008).

Le Dictionnaire de Géographie de Jacques Lévy et Michel Lussaut décrit le glissement sémantique qu'a connu, aux Etats-Unis, puis par extension en Europe, le terme de « ghetto » durant ces dernières décennies. La célèbre Ecole de sciences sociales Chicago a étendu l'utilisation aux quartiers de regroupement des minorités comme ils abondent en Amérique du Nord, et on parle même désormais des « ghettos de riches » pour désigner les *gated Communities* (Lussaut, M., Lévy, J., 2003). Les forces centrifuges diffèrent cependant dans les deux cas, la contrainte, au moins économique, primant dans le premier cas, la volonté de coupure dans le second. Dans un contexte géoéconomique associant encore étroitement ethnotypes et réussite économique, la référence au « ghetto » en sciences sociale apporte une précision supplémentaire en terme de ségrégation spatiale par rapport au terme plus neutre de « bidonville » (traduction plus ou moins littérale de l'anglais *Shanty Town*, littéralement la ville de cabanes) par exemple (on ne trouve d'ailleurs pas d'entrées pour terme bidonville dans le dictionnaire de Géographie de Lévy et Lussaut).

Du point de vue politique, l'utilisation de cette appellation n'est pas neutre, surtout en période de « crise », car elle permet de lier plus ou moins adroitement les espaces en difficulté à l'immigration (du bidonville ethnique on dérive facilement vers les minorités ethniques et donc vers l'immigration) qu'on juge alors « incontrôlée » (généralement en raison de la politique de l'opposition...) et vectorisant les maux sociaux qui frappent le pays. La principale différence entre les deux termes est l'accent mis par le terme « bidonville » sur un territoire de « pauvres » (qui ne peuvent construire qu'en matériaux de fortune), ou par le terme « ghetto » sur un regroupement « ethnique » (le territoire d'une minorité), ce qui permet d'employer le second aussi bien dans les enclaves de luxe. Le terme anglais « *slum* » est quand à lui rattaché à une connotation extrêmement négative puisque le terme est synonyme de « racket » et de « commerce criminel » en vieil anglais (Yelling, J., A., 1986). L'emploi de ce terme marque la perception lointaine de ces quartiers par une élite bourgeoise (à laquelle appartient l'UN-HABITAT) qui fantasme ces espaces inconnus comme des espaces sans foi ni loi.

En Turquie on les appelle les « *Gecekondular* »¹²³, les quartiers construits la nuit car un vide juridique de la loi turque empêche de détruire un bâtiment construit entre le couché et le levé du soleil...

¹²³ De *Gece*, la nuit, *Kondu*, construit, placé

« *Favela* », l'équivalent brésilien, désigne à l'origine un buisson épineux utilisé comme barrière de fortune dans ces quartiers nés avec l'abolition de l'esclavage. Les terminologies espagnoles sont plus neutres, voire vide de sens social (ce qui peut être volontaire), puisqu'elles se contentent de les appeler « quartiers », dérive que l'on retrouve en français pour désigner les « cités ».

En l'absence de définition satisfaisante nous définirons le bidonville comme un espace proto urbain caractérisé par un habitat et des services de type rural pauvre, mais des densités et une localisation urbaine, un bidonville pouvant être considéré comme un « ghetto » soit si on se réfère à un « ghetto social » (les pauvres étant contraints d'y habiter par nécessité économique) soit lorsque s'ajoute à la pauvreté une ségrégation ethnique. Le squat est un caractère déterminant du bidonville, et la tôle ondulée recyclée en barrière une caractéristique archétypale, tout comme la mise en culture vivrière de tous les espaces laissés en friche, aussi petits soient ils. L'inexistence des services publics pose avant tout des problèmes en terme d'alimentation en eau (robinets publics dans le meilleur des cas) et d'évacuation des eaux usées, en terme d'accès au réseau électrique et de ramassage des ordures.

A la perception extérieure de l'espace vient s'ajouter, comme chez bon nombre d'insulaires, le sentiment d'appartenance au « ghetto », sentiment plus souvent construit en contrepoids du rejet extérieur que par véritable fierté d'appartenance spatiale. Comme dans le cas des deux « *bandes de jeunes issues de l'immigration maghrébine* » suivies par la sociologue Maryse Esterle-Hedibel dans des banlieues parisiennes, cet enfermement dans un sentiment d'appartenance bâti sur le rejet de l'extérieur entraîne, lorsqu'il est poussé à des extrêmes rappelant certains nationalismes nauséabonds, un dénigrement total des étrangers à la communauté qui peut conduire à la légitimation de comportements violents à leur égard (citée dans Cruse, J.-P., 1997).

2.5.1. Légitimité contre illégalité

« *La régulation de la propriété est le point clef
autour duquel tournent toutes les révolutions* »

Aristote.

Pour réduire les difficultés de définition le journaliste R. Neuwirth se concentre, dans son ouvrage daté de 2006, sur les « *communautés de squatteurs* » en s'appuyant sur la base commune des habitants de ces « *villes de l'ombre* » : « *ils ne la possèdent pas, ils la tiennent* » ! (Neuwirth, R., 2006). De ses recherches historiques détaillées il ressort que les communautés de squatteurs

s'épanouissent dans un vide entre légitimité et illégitimité. Les 70 millions de paysans quittant chaque année les campagnes du Monde et leur misère (réelle et/ou perçue comme telle), et qui n'ont pas les moyens d'accéder ni à la propriété ni aux locations gagnées par l'inflation dans toutes les grandes capitales en raison de la pression démographique, n'ont-ils pas le droit malgré tout de trouver un logement à proximité des sources de travail ?

Ceci nous rappelle que la propriété privée, concept on ne peut plus géographique¹²⁴, n'est qu'une manière de percevoir le rapport de l'homme à l'espace, une forme de territorialisation, certes dictatoriale mais pas universelle, le juriste William Blackstone se chargeant de rappeler avant toute discussion en la matière que « *la propriété est la domination despotique qu'un homme réclame et exerce sur les choses extérieures du Monde, en totale contradiction avec le droit de tout autre individu de l'Univers* » (Blackstone, W., 1769). Pour Karl Marx, l'expropriation des masses de leur sol est le moteur du système capitaliste, créant une vaste réserve de main d'œuvre dépendante des offres de l'industrie¹²⁵ (Fine, B., Saad-Filo, A., 2003), et même l'économiste classique Adam Smith affirme que « *jusqu'ici, le gouvernement civil établit pour défendre la propriété, est en réalité utilisé pour la défense du riche contre le pauvre, du propriétaire contre le dépourvu*¹²⁶ » (cité dans Neuwirth, R., 2006)... C'est dans ce sens que Malcom X, par exemple, prône la révolution pour parvenir à la propriété de la terre, qui représente les fondations de toute indépendance. Le philosophe et prix Nobel de littérature (1950) Bertrand Russel va plus loin en affirmant que « *la propriété privée n'a pas de justification historique mis à part le pouvoir de l'épée* » (Russel, B., 1918), après que l'économiste/sociologue Français Pierre Joseph Proudhon ait déclaré, à l'attention des rentiers en tous genre, que « *la propriété c'est le vol*¹²⁷ » (Proudhon, P., J., 1840). Cependant comme Malcom X après lui, Proudhon voit la propriété, celle des travailleurs (Cf note), comme

¹²⁴ L'objet premier de la Géographie est le rapport des hommes et de leurs sociétés à l'espace.

¹²⁵ Kenneth Burke ironise sur ce processus par comparaison avec le moyen âge : « *En courbant le serf sur le sol, le féodalisme a aussi lié le sol au serf, équilibrant des « charges » avec des « droits »* ». Le capitalisme libéral au contraire empêcherait « *le seigneur d'exploiter le serf, mais aussi le serf d'exploiter la terre... du seigneur.* »

¹²⁶ On pourrait aussi citer pour aller dans ce sens Thomas Hobbes qui déclare que la propriété est indissociable d'un pouvoir reconnaissant.

¹²⁷ La philosophie économique de Proudhon est cependant plus complexe que veut le faire croire cette citation largement utilisée hors de son contexte. Pour Proudhon la société est fondée sur l'existence de réalités contradictoires. La propriété manifeste selon lui l'inégalité mais est l'objet même de la liberté... La théorie de Proudhon se résume ainsi à ce paradoxe apparent : la propriété c'est du vol, la propriété c'est la liberté. Il justifie pourtant ce paradoxe en expliquant qu'il s'adresse dans le premier cas aux propriétaires terriens oisifs, « volant » les profits des travailleurs par leurs rentes. Pour le militant (autoproclamé) anarchiste (« *l'anarchie c'est l'ordre sans le pouvoir* »), la propriété privée (pour les travailleurs) demeure la seule force qui puisse servir de contrepoids à l'Etat « *et son pouvoir insatiable* ».

indispensable¹²⁸, car être, disait le rabbin français Salomon Ben Isaac (dit « Rashi¹²⁹ »), c'est essentiellement avoir une position, une base d'opération¹³⁰. L'économiste politique américain Henry George affirme peu après Proudhon que « *le droit pour chaque homme d'utiliser la terre est aussi clair que le droit commun de respirer l'air* » (George, H., 1879). Pour John Lock, précurseur de la pensée libérale¹³¹ (Levy, J., Lussaut, M., 2003) qui rejoint alors les vues anarchistes concernant les limitations du pouvoir de l'Etat, la propriété doit être forgée par le travail et « *chaque homme a [donc] le droit à la propriété* » (Lock, J., 1690).

Au final les auteurs qui disent s'opposer au principe de propriété privée visent en général dans leurs critiques la *concentration* des propriétés privées et non pas le système de privatisation de la terre en général. Proudhon et Marx ne s'opposent à elle que quand elle est le fait de grands propriétaires terriens dépossédant les travailleurs. Au contraire les arguments des plus grands fervents fanatiques de la propriété privée trouvent leurs limites dans les bidonvilles où se massent ceux qui sont justement privés de cet accès à la terre par la concentration des richesses. C'est pourquoi certains libéraux comme l'économiste péruvien Hernando de Soto proposent de « *libérer le capital mort* » en donnant une place à ses masses dans l'économie de marché (légale). Selon lui les terres « tenues » illégalement par les squatteurs représentent 20 fois l'investissement direct étranger dans le Tiers Monde et 90 fois l'aide étrangère au Tiers Monde sur la période 1970 – 2000 !

La réponse opposée est celle fournie par le gouvernement Sud-africain, en version *light* des expulsions massives menées au Zimbabwe (durant lesquelles les bidonvilles sont rasés et les habitants transportés de force vers les campagnes et menacés de mort en cas de retour dans la capitale), qui propose de résoudre le problème des « *townships* » (bidonvilles) en les interdisant à travers le *slum act* : Pour réduire la pauvreté, le gouvernement sud africain interdit d'être pauvre... (Rivière, P., 2008)

2.5.2. Extension spatiale

Slum, semi-slum, and superslum...

¹²⁸ En ce sens Proudhon n'apporte pas d'avancées notables par rapport à la pensée de James Harrington, par exemple, pour qui la propriété est naturelle, et bonne si correctement distribuée aux « roturiers » (*commoners*). Pour Harrington, le pouvoir politique est la conséquence, et non la cause de la propriété.

¹²⁹ Commentateur de la Torah (« Père du commentaire ») du 10^e siècle réputé pour sa sagesse et sa concision (« une goutte d'encre vaut de l'or »).

¹³⁰ Le philosophe contemporain français Emmanuel Levinas affirme aussi que résider, avoir une maison, est indispensable à l'être (Levinas, E., 2003).

¹³¹ Levy et Lussaut (p554) différencie la « politique libérale », à laquelle ils rattachent John Locke, qui vise à l'établissement d'Etats de droit mais dont le pouvoir est limité au nom de la liberté de l'individu, à « l'économie libérale » et sa doctrine du primat du marché.

Ces considérations éthico-politico-philosophiques sont cependant bien lointaines des contraintes journalières du milliard de personnes, un habitant de la planète sur six d'après les estimations basses fournies par les nations Unies (UN-HABITAT 2003), jusqu'à 90% de la population en Afrique (Tanzanie, Madagascar, Niger (96% !), Sierra Léone, Somalie (97% !) Ethiopie (99,4% !!!), etc.¹³²), entre 30 et 60% de la population asiatique (37% de la population chinoise, 56% en Inde, etc.) qui survivent au jour le jour dans ces « *cités de la honte, inscrivant la négation de l'homme autour et à l'intérieur des grandes villes* » (Victor, G., 2002).

Les racines du mal contemporain des villes, et de leurs ceintures proto-urbaines, se trouvent dans les campagnes vidées de leurs habitants par les lumières de la métropole et par les politiques libérales menées sous la contrainte du FMI pendant une période marquée par la chute du prix des matières premières. La fameuse « révolution verte » a accentué la misère des petits paysans, en raison de la dépendance sévère vis-à-vis des multinationales, maîtrisant la filière des semences, des engrais et autres produits phytosanitaires qu'elle engendra... La tendance en la matière s'est inversée depuis 2005, avec une nette augmentation du prix des produits bruts mais il est souvent trop tard, les paysans ont vendu leur terre pour migrer et ceux qui restent sont dans une situation critique. L'urbanisation atteint une proportion inédite et au vu de l'imprécision des données émanant du Tiers Monde, il est plus que probable que le basculement urbain ait déjà eut lieu ... Dans la région Amérique Latine / Caraïbe on atteint même le ratio de trois quart d'urbains, avec des prévisions pour 2030 de près de 85% d'urbains ! (UN-HABITAT, 2003) Cette transition urbaine s'accompagne d'une « urbanisation de la pauvreté » concernant selon l'ECLAC¹³³ un habitant sur deux de la région... Les anciens ruraux se réveillent du rêve du développement néolibéral et ses zones franches industrielles dans les cauchemardesques ghettos que S. Laguerre caractérise par une triple marginalité politique, économique et géographique, accentuée par la marginalité de l'Etat même par rapport à une métropole distante (ou un centre d'influence) (M, S., Laguerre, 1976).

La ghettoïsation des classes pauvres dans les bidonvilles n'est pas un phénomène récent, Fernand Braudel a par exemple montré dans son étude sur la croissance du capitalisme, qu'entre 1587 et 1800 la population des taudis de cabanes de Paris augmenta de 80% (de 17 000 à 91 000, soit un passage de 8.5% de la pop totale à 23%) (Braudel, F., 1988), ce qui est nouveau c'est son

¹³² Haïti suit de près, avec près de 86% de sa population vivant dans des bidonvilles.

¹³³ Economic Commission for Latin America and the Caribbean

extension : un habitant sur 6 en 2006 (l'équivalent de la population du Monde en 1850 !), et des projections d'un tiers de la population mondiale (2 milliards de personnes) pour 2030 (Neuwirth, R., 2006, UN-HABITAT, 2003) ! Le laisser-faire, en fermant les yeux est la principale réponse politique, mais d'autres préfèrent rejeter le problème dans les campagnes : en janvier 2005 les officiels Kenyans ont expulsés 300 000 squatteurs de la capitale, en mai le Zimbabwe a suivi la tendance en expulsant 700 000 proto urbains de ses ghettos. (Neuwirth, R., 2006)

Les « bidonvilles de l'espoir » (Davis ; M., 2006) des années 1960, ceux perçus comme une première marche vers la vie urbaine, ont cédé la place aux « *megaslums* », dépassant les 200 000 habitants (Port-au-Prince, Mumbai, Istanbul, etc.) et l'augmentation dramatique du prix des terrain en ville, gonflés par une démographie urbaine exponentielle, repoussent les habitants les plus pauvres dans des périphéries toujours plus lointaines. L'inflation du prix de la terre en zone urbaine et peri-urbaine représente en outre l'épée de Damoclès pesant au dessus des communautés de squatteurs, les propriétaires légaux des espaces occupés par ces bidonville se sentant lésés d'une fortune de plus en plus importante... L'espace restant libre se réduit de plus en plus aux pentes glissantes des collines environnantes la ville, à ses plaines inondables et ses décharges dans lesquelles se tassent les squatteurs, qui représentent désormais dans les métropoles du Tiers Monde plus de la moitié de la population urbaine ! (UN-HABITAT 2006)

2.5.3. Description

Qu'on prenne comme point de départ l'occupation illégale du sol, comme R. Neuwirth, ou l'absence de services de base (eau, égouts, ramassages d'ordures, transports, etc.) comme le font les Nations Unies, on trouve des chiffres différents mais des caractéristiques communes :

A Nairobi où sont installés les quartiers de UN-HABITAT, deux tiers de la population habite les « *kijii* » insalubres, dont Kibera rendu célèbre par les affrontements faisant suite aux élections de 2008, sans eau ni sanitaires, pour 20US\$ par mois en moyenne pour une habitation. Les gérants informels des agences de location du bidonville sont ironiquement nommés les *Wabenzi*, ceux qui peuvent conduire une Mercedes (« Benz »).

A Mumbai, ville la plus riche d'Inde où on prélève 40% des impôts sur le revenu du pays, un habitant sur deux, soit six millions de personnes, vivent aujourd'hui dans des maisons de bambou avec un sol de feuilles tressées caractérisant les *Johpadpatti*. (Neuwirth, R., 2006)

A Luanda, les *musseques* « accueillent » les 30% de la population totale déplacée par la guerre menée par l'Afrique du Sud et les Etats-Unis, via le FNLA, contre le MPLA (1975 – 2002, environ un demi million de victimes !). En 1998 l'Etat angolais dépensait 1% de son PNB pour l'éducation de sa population et sa santé...

Les gangs de Bogota piochent parmi les 700 000 Bogotanos chômeurs, majoritairement des paysans sans qualification, fuyant la violence des campagnes pour le refuge précaire de la ceinture de la capitale s'étendant des bidonvilles de Ciudad Bolivar à Soacha. (Davis, M., 2006) Michael Tausig invoque l'enfer de Dante pour décrire la dangerosité extrême des deux bidonvilles de Cali dans lesquels de jeunes enfants parcourent les tas de déchets armés de revolver et de grenades de fabrication artisanales (Tausig, M., 2003), comme dans les ghettos de Kingston des années 1970 (Lee, H., 2003). Le leader d'une *comuna* de Medellin décrit la ville de brique rouge sang, comme une cité anthropophage avide de la chair des jeunes habitants des bidonvilles (Salazar, A., 1992), tout comme le réalisateur Victor Gavira dans son film « *Rodrigo D – No Futuro* » (1985).

A Rio, après plus d'un siècle d'existence, les favelas deviennent des quartiers recherchés pour leur localisation (autrefois périphérique, désormais rendue centrale par l'extension de la ville) et, encore plus paradoxalement, pour leur sécurité. Sous le contrôle étroit d'un des principaux groupes de trafiquants de drogues (4t de cocaïne et 8t de ganja passent annuellement par les favelas de Rio selon l'Etat brésilien), le *Comando Vermelho*, le *Tercero Comando* ou le *Amigos dos Amigos*, ces quartiers sont bien moins touchés par les vols et les violences que les parties de la ville laissées à la territorialisation de l'Etat et de sa police corrompue qui font l'objet de vives luttes géopolitiques entre ces groupes criminels... R. Neuwirth cite le propriétaire d'une compagnie cinématographique délocalisé dans une de ces favelas affirmant qu'il est beaucoup plus dangereux à l'heure actuelle de faire du commerce à Ipanema (quartier riche du front de mer de Rio) qu'à Rocinha (une des plus importantes favela carioca peuplée de 150 000 habitants). En échange d'un impôt informel, les commerçants sont assurés non seulement d'une sécurité optimale mais aussi du recouvrement des dettes... Le commerce illégal de drogues, générant environ 15 millions de dollars US par an dans les favelas de Rio, est protégé par de véritables armées territorialisant ces quartiers en employant, en outre, des très jeunes recrues pour observer les entrées du quartier (les *olheiros*, *vapores*,

*avioezinho*¹³⁴). Le prix des locations et sous location dans certaines favelas de Rio explosent littéralement pour atteindre les prix des quartiers légaux, et un cinquième des cariocas vivent dans ces communautés illégales...

Globalement, ces quartiers ont pour caractéristique commune une construction non planifiée (ou mal planifiée) répondant à une demande pressante de migrants (étrangers ou nationaux) qui représentent souvent une ou plusieurs minorités ethniques et toujours les couches les plus dépourvues de la population. Chassées par la violence et/ou par la misère des campagnes et/ou directement appelés par un secteur industriel précaire, ces nouveaux arrivants ont souvent une perception de l'urbanité décalée et peu de qualifications pour répondre aux demandes de travail local. Ainsi bon nombre reproduisent les habitudes rurales du petit commerce de marché et autres services informels de survie, tandis que l'ensemble tend à ressembler à une campagne surpeuplée, un espace urbain par sa démographie, rural par les services qu'il propose. Comme dans les campagnes, l'eau courante arrive rarement jusqu'au lieu de vie et l'électricité, quand elle est présente, peine parfois à alimenter une ampoule. Les systèmes d'évacuation des eaux usées rudimentaires qui fonctionnent en campagne deviennent des nids bactériologiques dans ce milieu surpeuplé et le plus souvent les chemins d'accès servent aussi de déversoirs publics, comme dans les villes moyenâgeuses... Les « *toilettes volantes* », appelées avec humour « *missiles scuds* », répondent au manque de sanitaires criant dans ces espaces privés de services publics¹³⁵ et recyclent originalement les sacs plastiques qu'on appelle désormais « sacs à scandales » (*scandal bags*) dans les bidonvilles de Kingston (Jamaïque). Les femmes sont les plus touchées par ce manque (pour l'hygiène, la sécurité, etc.) et les enfants les premières victimes des épidémies causées par les eaux usées stagnantes autour des habitations (et parfois dans les habitations durant les fortes pluies qui font remonter le niveau des eaux !)...

Ces problèmes sont accentués par les densités explosives de ces espaces en croissance exponentielle (1 milliard d'habitants en 2005, doublement prévu autour de 2030 d'après UN-HABITAT¹³⁶) : à Nairobi la moitié de la population vit sur moins de 18% du territoire (Vasagar, J.,

¹³⁴ Littéralement les observateurs, les bateaux à vapeurs et les petits avions espions : les premiers donnent l'alerte en cas de descente de police, les seconds acheminent les clients potentiels vers les *bocas*, les bouches du commerce illicite, les derniers, de très jeunes enfants, parcourent simplement le quartier en jouant et rapporte ce qui s'y passe.

¹³⁵ Des études menés dans certains bidonvilles ont montré des taux de sanitaires par habitants de l'ordre de 11/100 à Shanghai (Chine), 1/3 000 dans les bidonvilles de Delhi (Inde) (Davis, M., 2006), 1/40 000 à Kibera (Nairobi, Kenya) (Salmon, K., 2002), etc. Cette situation crée des conflits d'usage sur les espaces publics entre habitants des bidonvilles et classes moyennes environnantes au point que trois habitants d'un bidonville de Delhi furent abattus en 1998 pour avoir déféqués dans un jardin public ! (Roy, A., 2000)

¹³⁶ La prévision pour 2030 est de ¼ des habitants de la planète vivant dans des bidonvilles ! Les chiffres individuels des grandes villes du Tiers Monde font état d'un caractère plus explosif que la moyenne puisque 85% de la croissance de la

2004) et les densités exceptionnelles d'habitants par kilomètres carrés doivent en outre être associées au fait que les bidonvilles sont des villes basses... A Dhaka 70% de la population vit sur 20% du territoire urbain (Mahmud, S., Duyar-Kienast, U., 2001), tout comme à Santo Domingo (République Dominicaine) (Morel, E., Mejia, M., 1998), Bombay représente le cas extrême avec plusieurs millions d'habitants des bidonvilles regroupés sur moins de 2% de l'espace urbain ! La situation est particulièrement dramatique en Afrique, et plus encore en Afrique anglophone où la colonisation s'est accompagnée d'un urbanisme ségrégué dont les classes régnautes se sont souvent contentées de reconvertir à leur profit cet « apartheidisation ». La compartimentation s'accompagne désormais d'une floraison des barbelés, grilles, agences de sécurité, chargés de maintenir ensemble les privilèges criants de populations de plus en plus limitées démographiquement face aux masses pauvres qui constituent plus des deux tiers des villes du Tiers Monde. Les beaux quartiers de Johannesburg, Rio ou de Caracas se transforment en véritables forteresses en état de siège (les hommes d'affaires brésiliens ont abandonnés les déplacements en voiture au profit de l'hélicoptère...) et leurs habitants vivent dans une peur constante, retranchés derrière barbelés, corridors patrouillés par gardes armés et maîtres chiens, immortalisés par des circuits de vidéosurveillance...

Le pouvoir allant vers l'argent, les commerçants de drogues illicites, proxénètes et autres entrepreneurs de l'illicite qui fleurissent dans les bidonvilles sur la marge extérieure de la territorialité de l'Etat font souvent la loi – au moins partiellement -, avec ou non une idéologie politique sous jacente. Ainsi les chimères des bidonvilles de Port-au-Prince ont-elles largement soutenues Aristide ce qui leur value une guerre non déclarée de la part des trafiquants de drogues protégés par l'armée et du MINUSTAH des Nations Unies qui contrôle toujours l'entrée du quartier de 300 000 habitants avec ses blindés (Croix Rouge, 2007). A Kingston la situation est plus contrastée avec un patchwork d'enclaves strictement dédiées à l'un des deux partis. A Port-of-Spain, en raison du cloisonnement ethnico-politique l'appartenance aux gangs de quartier est plus directement liés aux connections avec les différents « cartels » de la cocaïne, etc. Il existe cependant de nombreuses variantes et des bidonvilles s'organisent particulièrement bien dans les pays à longue tradition d'habitat proto urbain comme au Brésil, et de manière plus formelle en Turquie par exemple. Le « *Gecekondu* » de Sultanbeyli regroupe ainsi 300 000 habitants, un maire, ses agents de travaux publics et même un service de bus.

population du Kenya aurait été absorbée par les bidonvilles de Nairobi, 80% des migrants ruraux atteignant chaque année Delhi se dirigent directement vers ses ghettos qui auront en 2015 selon toute vraisemblance une population de 10 millions d'habitants ! La population de squatters de Karachi double tous les dix ans tandis que les bidonvilles indiens gonflent 250 fois plus vite que la population totale du pays. Les prévisions font état d'un doublement de la population des bidonvilles africains tous les quinze ans, etc. (Hasan, A., 1996 ; Davis, M., 2006)

Le bidonville occupe deux espace-types distincts (Fig 20), soit le centre ville délaissé (ghetto américain par exemple) soit la périphérie, et de plus en plus dans le Tiers Monde une partie des deux, dans un rapport conflictuel avec les tentatives de réaménagement urbaines de centres villes commerciaux et de périphéries résidentielles. Le modèle périphérique est bien représenté sur les trois continents, la localisation ne devenant centrale qu'avec l'extension spatiale de la ville (ex de *Little Haiti* à Miami, etc.). Les espaces du squat, centraux ou périphériques, ont en commun leur caractère répulsif en raison de l'histoire économique (abandon du centre industriel), de la proximité d'importants centres polluants (décharges, usines, etc.) et plus généralement en raison de caractères physiques les rendant impropres à la construction... légale. La plaine inondable (la plaine de Liguanea à Kingston par exemple) et les pentes abruptes sont ainsi deux espaces types de l'implantation d'un bidonville, les « rives » des égouts à ciel ouvert, les pourtours des cimetières, etc. A la Paz, plus haute capitale du Monde, l'altitude se couple par exemple à la pente (ainsi qu'au vent et au froid) pour rendre particulièrement difficiles les conditions de (sur)vie des « minorités¹³⁷ » ethniques Aymara et Quechua sur « El Alto » où les ruelles grises, poussiéreuses et inclinées s'arparent en reprenant régulièrement son souffle.

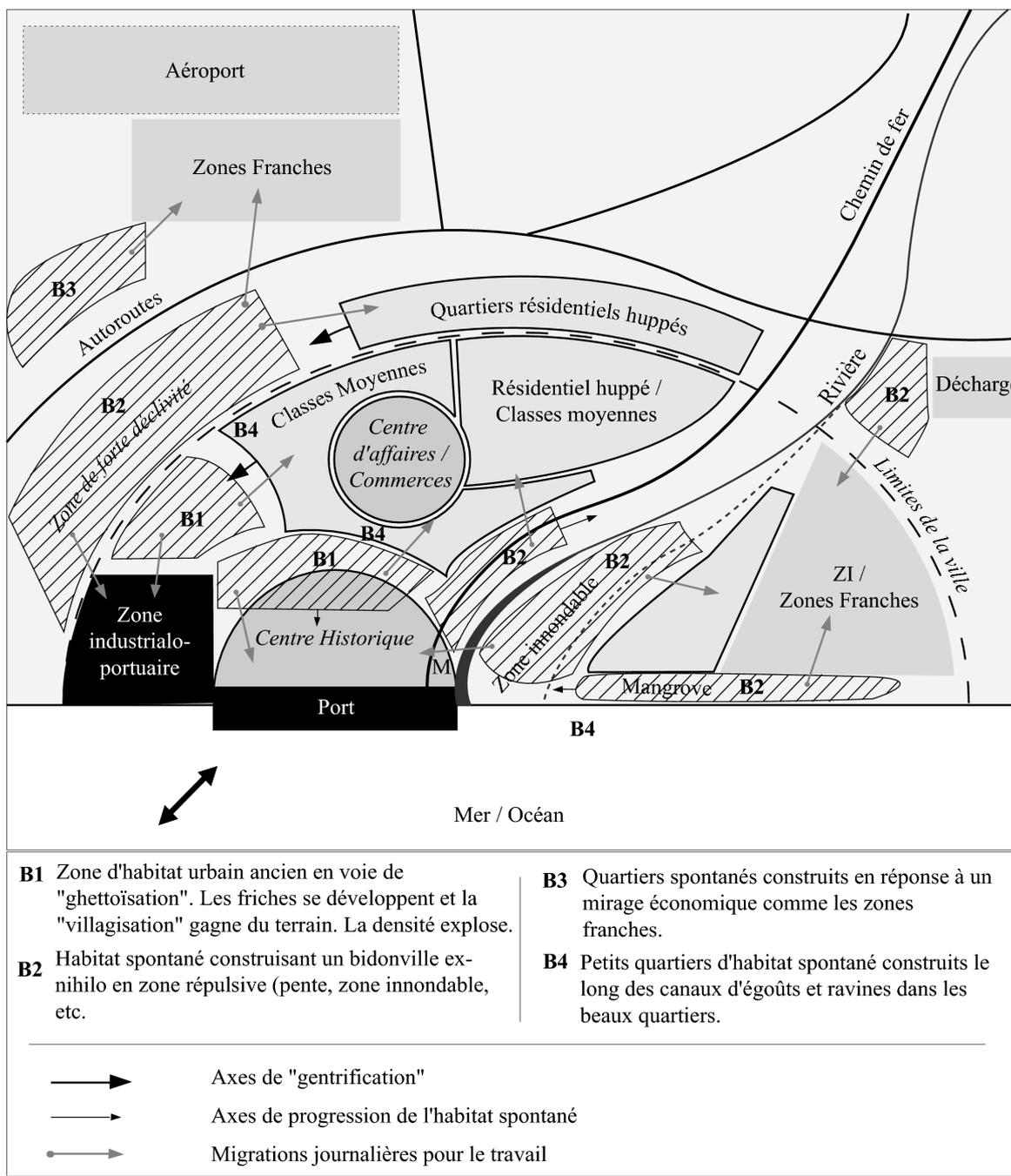
Caracas possède à la fois une vaste ceinture de *comunas* sur les pentes qui entourent la capitale Vénézuelienne, et un centre ville en dégradation dont les immeubles décrépits, le surpeuplement et la violence n'ont rien à leurs envier. Il existe cependant un gradient de pauvreté entre centre ville pauvre en voie de ghettoïsation sociale, et bidonvilles périphériques abandonnés à leurs sorts jusqu'à la arrivée au pouvoir de Chavez. Port-au-Prince compte à la fois des bidonvilles centraux (Cité soley) et une vaste ceinture périphérique qui représente un réservoir de main d'œuvre servile convoité par les multinationales Étasuniennes qui y établissent leurs zones franches à chaque fois que les conditions politiques le permettent.

A Kingston les bidonvilles essaient désormais jusque dans la « ville haute » (*uptown*), créant des niches de pauvreté et de violence nommées les « *uptown ghettos* » (Gullyside, Grant's Pen, Standpipe, August Town, etc.), là où les facteurs répulsifs comme les égouts laissent des terres vacantes à l'urbanisation spontanée. Il reste de plus quelques résidus d'urbanisation « sauvage » sur les collines alentours, premier site historique d'implantation des squatters, là où les agents immobiliers n'ont pas (encore) réussi à récupérer la terre pour y construire des quartiers de luxe, comme c'est le cas sur les collines qui bordent au Nord et à l'Est l'Université et l'Hôpital au dessus

¹³⁷ Les Quechua et Aymara ne sont minoritaires qu'économiquement parlant, car ils représentent ensemble 55% de la population contre 30% de métisses (andins/blancs) et 15% de blancs.

de Mona (August Town). Cet enchevêtrement de quartiers riches et pauvres propres à Kingston, avec un paysage urbain pouvant changer du tout au tout en un coin de rue, bouleverse la géopolitique locale et attise les tensions, les murs portant les traces de ces changements sous formes d'impacts de balles et de tags délimitant les aires d'influences des partis rivaux. Le quartier résidentiel de Havendale est ainsi clairement JLP tandis que le bidonville de *Gullyside* qui le flanque le long du réseau d'eaux usées à ciel ouvert affiche fièrement en rouge ses orientations PNP... Jusqu'à ce que le JLP au pouvoir ne s'achète les faveurs de la partie orientale du quartier en y goudronnant la route et implantant une école (Cassava Piece High School) et un centre de Police. A Caracas la division est plus nette avec les murs du centre ville et des périphéries pauvres arborant massivement des messages de soutien à Chavez, tandis que les murs des commerces de luxe des espaces résidentiels intermédiaires voient des inscriptions appelant au départ du président..

FIG N°20 : CHOREME : L'HABITAT SPONTANÉ DANS UNE VILLE DU TIERS MONDE



2.5.4. Bidonvilles caribéens : des villages surpeuplés au cœur des capitales

Dans la caraïbe un « ghetto » est un « village urbain » gonflé par l'exode rural depuis le début du 20^e siècle, à l'exception des villes d'esclaves affranchis ayant évolués vers le statut socio-urbain de ghetto (August Town à Kingston, Belair à Port-au-Prince, etc.). Soit il est la conséquence de ce que Colin Clarke nomme à Kingston l'« urbanisation sans industrialisation » (Clarke, C., 1966), soit il est la conséquence d'une industrialisation par invitation poussée à son paroxysme et créatrice de classes de travailleurs pauvres, comme on le note avec le développement des zones franches polarisant les bidonvilles de Port au Prince (Farmer, P., 2006) et de Santo Domingo notamment (Itzigsohn, J., 2000).

Sa localisation et ses densités sont urbaines, mais les services qu'il offre (où plutôt qu'il n'offre pas) et le mode de vie sont typiquement ruraux. Sur le modèle africain, la ville formelle a échoué dans son offre d'emplois et de services à sa population, à l'image d'une vitrine garnie masquant un magasin vide, et les habitants sont réduits à « villagiser » cette chimère d'urbanité en y réintroduisant les cultures de subsistance, l'entraide rurale et une multitude d'églises fournissant une nourriture plus ou moins spirituelles à des foules affamées. (Davis, M., 2006b.).

Il est notable que la région Caraïbienne, comme tant d'autres dans les pays non occidentaux, partaient avec un avantage pour le développement de communautés urbaines autonomes : Premièrement les Antillais bâtissent traditionnellement par une rotation de « coups de main » : lorsque l'argent nécessaire à l'accumulation des matériaux nécessaires aux premiers travaux est réuni, on fait appel aux voisins et amis qui viendront donner leur week-end à la construction, en échange de la nourriture et de l'hospitalité. On construisait traditionnellement en matériaux légers en raisons de la monopolisation des terres par les planteurs, pour pouvoir littéralement déplacer la maison rapidement en cas de besoin, phénomène qui s'observe toujours dans les îles du Commonwealth. Il n'est que de tradition récente, dans les cas où une redistribution des terres a eu lieu, de construire des fondations en ciment pour les habitants les plus pauvres. On reconnaît donc ici à la fois une construction potentiellement modulable (agrandissable verticalement ou horizontalement) en cas de rentrées d'argent et d'agrandissement de la famille, et déplaçable, ainsi qu'une préférence autant économique que sociale pour l'auto construction qui limite les coûts et solidifie les rapports sociaux au sein des communautés, tout en garantissant une « *architecture*

fonctionnelle » (*architecture that works*) (Turner, 1968). De toute évidence ces bases facilitent le déploiement de quartiers informels comme les bidonvilles quand un facteur supplémentaire entre en jeu : multiplication des sources de travail à proximité de la capitale, ou au contraire effondrement des revenus agricoles en zones rurales, etc.

2.5.4.1. *Castries*

C'est ainsi que se forma la communauté de squatteurs de Conway durant les années 1940 en raison de la concentration des emplois autour du port et du centre commercial adjacent. Le propriétaire original, collectant de plus en plus difficilement ses loyers dans la zone avec l'accroissement démographique lié à l'exode rural dans les années 1940 et 1950, choisit de revendre le terrain à l'Etat au début des années 1960.

Cependant la croissance démographique engendra une lutte pour l'espace de plus en plus marquée dans la petite baie de Castries encerclée des pentes abruptes du volcan, et l'apparition du tourisme dans les années 1980 poussa le gouvernement à mettre en place de nouvelles facilités portuaires, des commerces, ainsi que le siège du gouvernement, en lieu et place de la communauté. En 1986 la portion Ouest fut rasée et on fit déplacer à la hâte les habitants – et leurs maisons - à plus de trois kilomètres du centre ville, dans le quartier Cicéron, en échange d'une prime de 1 000 EC\$ (plus ou moins 300 euros) (Potter, R., et alii, 2004).

Comme il le fut montré par R., Potter, l'objectif non avoué était en réalité de rendre les alentours du terminal croisiéristes « accueillant » pour les touristes, limiter le « harcèlement », et ainsi les revenus que les habitants de la capitale les plus nécessiteux pourrait toucher de l'activité (Potter, R., 2001). Au final, Castries est aujourd'hui une ville scindée en deux parties, un centre artificiel surfait composé d'un marché touristique et du terminal de croisière, et une périphérie sud s'étendant à proximité de l'aéroport où la véritable culture de l'île, et de ses habitants les plus chaleureux, demeurent parqués dans la poussière des ruelles où la terre battue dispute aux restes de revêtements en dur, les innombrables trous creusés par les précipitations.

2.5.4.2. *Kingston*

Kingston *downtown* ressemble dans une échelle toute autre à un vaste village comme on en rencontre dans toutes les campagnes antillaises, à la différence près de sa densité : les hommes en

débardeurs jouent aux dominos en fin de journée devant les enceintes massives d'un *Sound System* ancré devant un Rhum shop, et dont les vibrations lourdes font trembler les verres sur la table et les encadrements du Christ « protégeant » les entrées des appartements environnants. Des femmes se lavent les cheveux au robinet public ou se font tresser dans la rue et des jeunes hommes torse nu et en claquettes partagent un *spliff* ou sirotent une *red stripe*, assis sur un muret envahi par les mauvaises herbes, en commentant les derniers « clash » du Dancehall ou les dernières nouvelles du journal à scandale Xtra News. Des radios jouent les derniers « *slacks* » dans les arrière-cours tenues par de jeunes hommes originaires de la campagne, venus chercher en ville de quoi nourrir femme(s) et enfants pendant que des dizaines de très jeunes garçons se poursuivent dans le dédale d'arrière-cours et de ruelles armés de revolvers factices taillés dans des morceaux de bois. A certains coins de rue, un Don contrôlant le point de vente local de ganja installe une télévision et un lecteur de DVD grâce à une connexion pirate sur un poteau électrique ressemblant à un centre de connexion artisanal, et jeunes hommes et femmes s'attroupent en fin de journée devant les derniers films américains et jamaïcains en date. Des petites parcelles cultivées recouvrent progressivement des ruines, et chèvres, cochons et autres animaux de cour errent librement dans les rues. Des adultes, jeunes et moins jeunes, vont et viennent sur des bicyclettes artisanales sans frein, transportant occasionnellement une conjointe assise en travers sur la barre, pendant que des bébés déambulent en couche-culotte. Une charrette tirée par un âne se faufile dans les arrières rues, entre les épaves de voiture et autres objets divers (troncs, pierres, réfrigérateur ou gazinière usagé, etc.) entassés pour barrer l'accès des ruelles à la circulation aux « étrangers » à la communauté, pour éviter les « *drive by shootings* » et autres dérivés de près d'un siècle de violence politique. L'économie primaire (pêche, agriculture, etc.) occupe une place prédominante pour un espace géographiquement urbain (ce que l'on remarque dans des toponymies comme *Cassava Piece*, *Jungle*, *Callallo Meadows*¹³⁸, etc. à Kingston, *Lime tree grove* à Spanish Town, etc.).

Le claquement des armes automatiques, de jour comme de nuit, marque la pulsation du tribalisme politique, des affrontements armés entre jeunes hommes de quartiers voisins et/ou entre gangs armés légaux (policiers, « *squadies* », etc.) et illégaux (*posses*), ou souligne l'engouement de quelques cow-boys locaux pour un titre joué par un *Sound System* environnant. Sur les murs sont projetées les références culturelles à travers des portraits peints représentant les héros nationaux comme Paul Bogle et Marcus Garvey et le moins formel Bob Marley, des hommes politiques tenants les garnisons (Cf Chapitre 6) comme E. Seaga à Tivoli et Denham Town, et des leaders de quartiers (Jim Brown, Jah Youth, etc.) que les balles de la police n'ont pas suffi à effacer de la

¹³⁸ « *La prairie de calaloo* ». Le Calaloo peut correspondre soit aux épinards soit aux feuilles de Taro (*dasheen*).

mémoire collective. Comme dans les campagnes, les voleurs sont particulièrement mal perçus et des graffitis suggestifs annoncent les peines encourues en cas de lynchage public (au minimum bras et jambes cassés). C'est ainsi que ces communautés sont les plus sûres de la ville entre les règlements de compte récurrents, présentés à la télévision nationale sous le visuel de matelas tachés de sangs et troués d'impacts de balles, ou de cadavre gisant dans une marre de sang au coin de la rue.

Les femmes de marché vendant quelques produits agricoles ou autres sur des petits étalages de bois et les hommes poussant des chariots recyclant des poteaux et des palettes (« *karts* ») finissent de donner au tableau une touche rurale que seule la densité vient contredire. La différence entre le ghetto et le village, qu'on appelle tous deux « communautés » en Jamaïcain, est parfois difficile à cerner et ce d'autant plus qu'on approche des grandes villes.

On observe généralement ces quartiers, d'abord autour des capitales et des grands villes, principalement Kingston, Spanish Town et Montego Bay, mais aussi dans les petites bourgades proches de ces pôles urbains, sur les terrains laissés vacant par l'urbanisation formelle coloniale et post coloniale en raison de leurs caractéristiques physiques : pentes abruptes menacées par les mouvements de terrain, plaines inondables, décharge, égout, etc. Rapidement ils colonisent aussi les centres villes à partir du début du 20^e siècle avec l'accroissement de l'exode rural, puis les campagnes d'ajustement structurel imposées par le FMI. Très souvent ils sont construits à cheval sur des « *gullys* », canaux d'évacuation des eaux usées de la ville formelle située en amont, qui donnent leur nom aux habitants du quartier : les « *gullymen* ». La toponymie reflète ces caractéristiques : *Dungle*¹³⁹ (Kingston, Jamaïque), *Bottom Town*¹⁴⁰ (Kingstown, St Vincent) *Waterhouse* et *McGreggor Gully* (Kingston, Jamaïque), *Gullyside* (Port of Spain, Trinidad ; Kingston, Jamaïque) pour l'écoulement, et les nombreux « jardins » (*Beetham Gardens*, *Tivoli Gardens*, etc.) pour la localisation (autrefois) périphérique et (donc) rurale (Cf Cartes chap. 4 et 5). La violence qui y règne est imagée par des toponymies comme *Concrete Jungle*¹⁴¹, *Jungle 12*, *Vietnam*¹⁴² ou *Tel Aviv* (Kingston), *Gaza* (Portmore), *John John*¹⁴³ (Port of Spain) par exemple. La

¹³⁹ Litt. « *Le tas de merde* », construit directement sur une décharge !

¹⁴⁰ Litt « *le cul de la ville* », métaphore rappelant que le petit bidonvilles est construit à cheval sur l'embouchure du réseau d'eaux usées de la ville.

¹⁴¹ La jungle de béton, où règne la loi du même nom.

¹⁴² Jungle 12 et Vietnam appartiennent à l'ensemble plus large de August Town.

¹⁴³ John John, ou Johny, Johnny too bad, etc., est un personnage mythique et ambiguë de la caraïbe anglophone représenté à l'écran par Jimmy Cliff dans le film *Harder They Come* (Perry Hantzell, 1972), première production de l'histoire cinématographique jamaïcaine. Il est à la fois violent et hors la loi (commune), un « *rude boy* » typique, à la fois robin des bois dans l'âme, ou « *shotta* » dans le parlé courant. Il représente une figure mythique de la violence « juste » des opprimés pour obtenir « leur part du gâteau » (Jimmy Cliff, 1972 *Harder they come*)

ghettoïisation (ethnique et sociale) est soulignée par des appellations comme *Soweto* ou *Angola* (August Town), *Africa* (Spanish Town, etc.) qu'on retrouve dans les Ghettos de Kingston, rappelant que les pauvres jamaïcains qui se tassent dans les bidonvilles sont les habitants les plus noirs du pays, descendants directs des esclaves affranchis. Plus loin dans le regroupement minoritaire « *Judgement Yard* » est une enclave se réclamant d'une branche « rasta » (gravitant autour du célèbre Singjay Sizzla Kalonji) situé au cœur du ghetto d'August Town (créé au mois d'août pour les esclaves affranchis, le nom rappelant donc l'origine ethnique des habitants). Aux ségrégations sociales et ethniques s'ajoutent les ségrégations politiques rappelées en Jamaïque par des toponymies de « *kaana* » (*corner* – coins de rue)¹⁴⁴ comme *Moscow* (Waterhouse) ou *Cubans* (Gullyside) à Kingston, ou *Russia* à Westmorland. Les préférences musicales finissent de diviser ce tableau extrêmement complexe, les graffitis délimitant les aires d'influence (mouvantes) des artistes vedette des clash du Dancehall (typiquement « *Gaza wi seh*¹⁴⁵ » ; « *Gully God*¹⁴⁶ » ; « *Warning, no Gaza man*¹⁴⁷ » ; « *Gaza man suck pussy*¹⁴⁸ », etc.)

Ces localisations changent avec le temps, la démographie et l'évolution de la perception de l'espace. Ainsi les premiers bidonvilles de Kingston se concentrent-ils sur les collines périphériques qui forment l'introduction aux Montagnes Bleues (*Blue Mountains*). Mais la chaleur étouffante de la ville basse a finit par rendre attractif ces espaces ventés et l'élite se les est progressivement approprié, repoussant les plus pauvres dans la plaine inondable de la vallée de Liguanea qui subit, en alternance, poussière levée par le vent sec et chaud et inondations torrentielles et coulées de boue... Seuls subsistent sur les hauteurs les dernières enclaves de pauvreté de August Town, ghetto créé pour les anciens esclaves lors de l'abolition, et Wareika. Chaque crise économique, chaque cyclone, etc., amène son flux de réfugiés quittant leurs campagnes à la hâte et progressivement ces migrants peuplent l'artère qui relie Kingston au « pays », la route de Spanish Town (Lee, H., 1999). Partie du Marché, cette proto urbanisation gagne progressivement l'Ouest de la plaine au point que la création d'une conurbation reliant Kingston à Spanish Town soit envisageable dans un avenir

¹⁴⁴ Le « *corner* » (coin de rue entre artère principale et ruelle incluant en réalité tous les habitants de la ruelle) est l'unité spatiale de référence pour les habitants du Ghetto : Pour un outsider un individu vit dans le ghettode August Town, mais un habitant du même quartier se décrit comme appartenant à la communauté de *Judgement Yard*, de *Vietnam*, *Jungle 12*, etc., selon le *corner* fréquenté. L'appartenance à ses « coins » implique généralement une appartenance politique commune.

¹⁴⁵ Affirmation d'un attachement à l'artiste Vybz Kartel originaire du ghetto de Gaza, à Portmore.

¹⁴⁶ Le « *Gully God* » est Mavado, principal concurrent de Vybz Cartel sur la scène du clash jamaïcain.

¹⁴⁷ Rappel des graffitis politiques qui tapissent les garnisons politiques du centre ville dans lesquels les partisans du parti opposé sont prévenus du danger de mort qu'ils encourent en traversant la communauté. On ne compte pour l'instant (Mars 2009) qu'un mort dans cette improbable guerre de fans, mais bon nombre de violences mineures se produisent chaque jour autour de cette opposition canalisant la violence latente liée au désespoir économique profond.

¹⁴⁸ Insulte courante du langage jamaïcain stigmatisant – très paradoxalement – des comportements sexuels jugés comme déviants, ici la pratique du sexe oral.

prochain, avec en son centre, le ciment proto urbain de ces quartiers de bois, tôle et carton. Plutôt que de détruire, le gouvernement aménage ou reconstruit en dur quand cela est possible, le plus souvent pour créer des enclaves pour ses supporters...

S'il est difficile de définir spatialement un espace type du ghetto (le centre ville, la périphérie mal raccordée, les alentours des *gullys*, les friches, etc.), il est plus facile d'en dresser son architecture. Celle-ci peut être de trois types à Kingston, variété due au clientélisme politique différentiel (souligné par l'appellation locale de « garnison¹⁴⁹ ») contribuant sporadiquement à l'amélioration temporaire de l'habitat populaire durant les périodes électorales disputées (1971, 1976, 1981, 2007) :

- des lotissements résidentiels vieillissants composés de maisons individuelles avec cours, chaque maison individuelle étant re-découpée en une multitude de chambres individuelles généralement occupées par une famille complète, et de petits immeubles de moins de trois étages construits autour de cuisines et sanitaires communs, l'ensemble étant relié par un réseau routier en dur, dégradé (Ex. Trenchtown le long de Colie Smith Drive).
- Des quartiers de petites barres d'immeubles de quelques étages (3 en général) construits en U autour d'une vaste cour, quartiers portant les stigmates de l'âge et du manque d'entretien (Ex. Tivoli Gardens, l'entrée de Concrete Jungle, etc.)
- Plus généralement de vastes villages proto-urbains de bois et de tôles, les « ghetto de zinc » (zinc ghettos), dont les chemins en terre sont ouverts vers un axe routier en dur dégradé et qui représentent l'archétype paysager du ghetto. Depuis les hauteurs de la ville, ou bien lorsqu'on arrive en avion, on distingue à peine l'emprise humaine à l'ombre des manguiers et des arbres à ackee et l'ensemble ressemble alors plus à une forêt claire qu'à un véritable village. Des foules vivent pourtant dans ces espaces proto urbains extrêmement denses situés hors d'atteinte ou presque de la territorialité de l'Etat (seul l'armée pénètre ces espaces en escadron de plusieurs jeeps, surmontés d'armes automatiques lourdes, escortant une unité centrale chargée de dizaines de soldats...). (Ex. Waterhouse, Olympic Gardens, et le cœur de Allman Town, etc.)

La plupart des ghettos se positionnent en réalité en porte-à-faux par rapport à ces modèles. Le ghetto de Gullyside (Nord de Kingston) se divise par exemple depuis 2007, en un quartier de troisième type (allée centrale en terre battue, maisons en bois sous tôles, multitude de sentiers secondaires, etc.), Gullyside « *proper* », et un quartier rénové, Cassava Piece, au travers duquel

¹⁴⁹ Les habitants qui s'approprient ses territoires parlent indifféremment de leur « ghetto » ou de leur « garnison » (*garrison*).

passer une route goudronnée neuve construite par le (parti politique) JLP pour briser l'hégémonie de son rival (PNP) dans cette circonscription (on compte aussi dans cette partie une école, un centre de police, un terrain de football, etc.)... D'autres parmi les ghettos de Kingston possèdent un centre de premier type (maisons individuelles en dur, découpées en chambres, cour, etc.) et une périphérie de troisième type reliée à ce centre (où se trouvera alors la limite de la territorialité rachitique de l'Etat, symbolisée par le passage de bus, et plus rarement de patrouilles de police, escortées ou non par les « *squadies*¹⁵⁰ » l'armée selon les quartiers et les périodes). La vaste communauté de Mountain View, dans l'Est de Kingston, se compose par exemple de lotissements en dur le long de la route menant vers l'aéroport et l'Est de l'île tandis que les hauteurs sont colonisées par l'habitat précaire. Bull Bay connaît le même processus proto urbain sur l'étroite bande littorale plus à l'Est...

En l'absence de rues officiellement dénommées, la localisation de l'espace du ghetto se découpe en échelles emboîtées : la ville s'organise d'abord en zones (uptown, downtown, Kingston Ouest, Kingston Central, Kingston est, etc.) dont le nom évoque un type d'habitat, un statut économique dominant, l'état général des infrastructures, un niveau de criminalité, etc. (il existe des exceptions comme les « uptown ghettos » de August Town, Gullyside, Grant's Pen, etc.). Ces zones se morcellent ensuite en quartiers, généralement séparés les uns des autres par les principaux axes de communications, et correspondant le plus souvent à d'anciens domaines agricoles. Ces quartiers se divisent alors en « communautés », qui peuvent porter le nom de leurs « constructeur » (le ministre du logement de l'époque par exemple), communautés qui se scindent à leurs tours soit en rues, dans le cas des espaces construits en dur, soit en « coins » (*corners*), c'est-à-dire en intersections, chacune de ces intersections, contrôlant l'accès à une ruelle et à des chemins greffés comme un réseau hydrographique, et faisant l'objet de la territorialisation d'un groupe d'acteurs d'âges et de motivations variées. Ainsi Moscou est une intersection territorialisée par un groupe (armé) partisan du parti PNP, situé dans la communauté de Waterhouse¹⁵¹, appartenant au quartier d'Olympic

¹⁵⁰ Les *squadies* sont des officiers de police beaucoup plus redoutés que les simples policiers, qui se font cracher au visage et insulter en pleine rue dans les quartiers « difficiles ». Reconnaisables à leur uniforme bleu foncé et à leur physique nettement distinct des policiers bedonnants, les *squadies* conduisent la plupart des fouilles ciblées aux abords des ghettos de la ville basse, confisquent les couteaux et coutelas que portent la majorité des jeunes hommes, et abattent les jeunes pris en possession d'armes à feu illicites. Arrogants, agressifs et beaucoup moins « arrangeants » que les policiers, les *squadies* sont très redoutés par les jeunes hommes.

¹⁵¹ Officiellement nommée Four Miles car situées à 4 miles du marché sur la route de Spanish Town.

Gardens¹⁵², partie occidentale d'une zone communément appelée Kingston-ouest bien qu'appartenant en réalité au canton voisin de St Andrew.

Il est notable qu'on trouve à l'intérieur de ces quartiers tout ce dont on peut avoir besoin (besoins basiques cependant...), hormis un emploi ou de manière informelle et illégale, notamment à travers un dense réseau d'épiceries de quartiers de type épicerie de village caribéenne¹⁵³. L'eau est généralement disponible dans la cour (robinet commun) ou bien à l'intersection où le quartier se « branche » sur le tissu urbain formel. Les connections électriques pirates se font et se défont dans un cycle sans fin (lorsque les compagnies privées se donnent la peine de débrancher les « parasites¹⁵⁴ »). Les chèvres font office d'éboueurs, dispersant sur les routes les immondices accumulés à l'intersection, ou directement jetés dans le *gully* ou sur un terrain vague faisant office de décharge informelle.

Rapidement tout un circuit économique informel s'organise, du simple étal vendant des oranges aux taxis informels (y compris des cyclistes transportant sur leurs guidons des passagers en temps de pluie pour leur éviter la boue) en passant par les coiffeurs, bars et sound system, etc. Les soirées « chaudes » de Beetham et de Tivoli (les *passa passa*) sont par exemple connues loin hors du pays et les sites de diffusion de vidéo en ligne immortalisent leurs dérives, encourageant les communautés d'exilés à « sponsoriser » danseurs et sound systems...

La configuration des lieux se prête souvent aux difficultés de territorialisation par les forces répressives. La communauté de *Seaview Gardens*, 13 360 habitants, coincée entre une zone

¹⁵² Renommé ainsi après les jeux olympiques d'Helsinki en 1962 durant lesquels plusieurs athlètes jamaïcains originaires du quartier, décrochèrent des médailles d'or : George Rhoden, McKinley, Wint, etc. Le cricquetteur Collie Smith, et le légendaire boxeur Mike McCullum sont aussi originaires du quartier. De manière générale, il est notable que les plus grands sportifs jamaïcains sont issus des ghettos de Kingston, l'exemple le plus probant reposant dans la liste des équipes de football de première division, correspondant aux ghettos criminellement les plus réputés de la capitale (Tivoli Gardens, Seaview Gardens, August Town, etc.). De même quand à la musique jamaïcaine et si la réputation de Trenchtown n'est plus à faire, le quartier d'Olympic Gardens compta entre autres dans ses rangs Half Pint, Junior Reid, Shabba Ranks, Bounty Killer.... Le dub est né dans la partie basse du quartier, à Waterhouse dans le studio de (feu) King Tubby et de son successeur King Jammy.

¹⁵³ On trouve dans ces célèbres épiceries informelles ouvertes 7 jours sur 7 (à l'exception des heures de messe), du levé du soleil à tard la nuit, une nourriture relativement variée (viande fraîche, poisson salé, pain, fruits et légumes, conserves, condiments) et vendue jusque dans les plus petites mesures (huile à la cuillère, boisson au verre, riz à la coupe, etc.), des couches pour bébés (à l'unité), des cigarettes et des feuilles à rouler (idem), (de la ganja,) de l'alcool, quelques pointures de chaussures en plastique et quelques tailles de vêtements et de sous-vêtements, des produits d'hygiène, etc. Dans les ghettos de Kingston, en raison du niveau de vie des consommateurs potentiels et de l'ingéniosité des commerçants, les prix concurrencent facilement les grands supermarchés généralement plus chers pour les produits d'alimentation... Le soir, ces épiceries peuvent généralement se transformer en bar informel, en *dancehall*, et on pose souvent quelques tables de fabrication rudimentaires mais suffisamment solides pour encaisser les assauts des lourdes mains des joueurs de dominos (il existe en Jamaïque des clubs de joueurs de dominos qui s'affrontent dans un championnat plus ou moins officiel !)...

¹⁵⁴ L'arrivée des travailleurs de la JPS (la compagnie privée gérant l'électricité dans la ville) dans les ruelles de squatteurs donne généralement lieu à une course des habitants pour sauver leurs câbles électriques en les débranchant rapidement du réseau principal, avant de se reconnecter une fois les employés repartis.

industrielle et le fond du port de Kingston-ouest, ne possède par exemple qu'une seule entrée/sortie « branchée » sur la route de Spanish Town. Il est par conséquent extrêmement facile d'empêcher l'entrée des forces de police dans le quartier en barrant la route, de tendre des embuscades, ou d'informer de l'arrivée de l'armée... De même dans la communauté voisine de Waterhouse, ville de bois sous tôle et de ruelles en terre battue de 12 000 habitants qui ne figure pas toujours sur les cartes, berceau du *dub* jamaïcain¹⁵⁵, et renommée « Moscou » en raison de son soutien massif au PNP, dans laquelle l'accès est rendu difficile par l'étranglement autour de deux accès et de l'état de délabrement de l'ensemble des infrastructures. Dans Gullyside, c'est l'état de la route et l'amoncellement des déchets qui empêchent toute incursion des voitures de police et depuis la rentrée 2008 marquée par un regain de tension, seuls les jeeps de l'armée lourdement armés pénètrent la garnison. Les cartes représentent d'ailleurs des quartiers entiers par des noms inconnus de leurs habitants qui possèdent leur propre territorialisation et la toponymie associée.

La très modeste animation touristique qui règne aujourd'hui à Trenchtown autour de la *Cultural Yard*¹⁵⁶, et dans une moindre mesure à Laventille (Port of Spain, Trinidad), rappelle que ces espaces populaires sont d'abord et avant tout des épacentres culturels où sont nés la plupart des genres musicaux contemporains caribéens. Si Bob Marley a grandi à Trenchtown (ainsi que Peter Tosh, Bunny Wailer, Johnny Osborne, Jimmy Tucker, etc. pour n'en citer que quelques uns), quartier qu'il a immortalisé dans plusieurs morceaux de musique (Trenchtown rock, No woman no cry, etc.), le reggae est né plus largement dans la vaste ceinture littorale de Kingston, entre les arrières-cours rasta de Count Ossie dans l'Est et celles de Back O'Wall où les pauvres migrants ruraux indiens et plus généralement noirs ont formé une culture syncrétique qui s'est largement exprimée à travers cette musique. De même le *steel pan* n'est pas né à Trinidad par hasard, puisque l'instrument est taillé dans les tonneaux de 55 galons qui servent à l'exportation du pétrole qui abonde dans le Golfe de Paria, mais son berceau se trouve exactement sur la colline de Laventille qui abrite le plus grand « ghetto » du pays, là même où les esclaves affranchis ont trouvé refuge en fuyant les champs de cannes à sucre du *Central*, et recomposé leur tradition musicale avec les héritages musicaux et les moyens disponibles.

2.5.4.3. Port-au-Prince

¹⁵⁵ Waterhouse est le ghetto où vécut et mourut le légendaire Osbourne « King Tubby » Ruddock et son successeur King Jammy, toujours en activité. C'est un haut lieu du dancehall jamaïcain et un des ghettos les plus violents de la capitale en raison de la proximité de communautés garnison opposées (Cf. Chapitre 6).

¹⁵⁶ Cour dans laquelle habitaient, entre autres, Bob et Rita Marley, et dans laquelle sont exposées quelques photographies, une vieille guitare, un lit et une vieille jeep leur ayant appartenus.

La situation de Port-au-Prince, en Haïti, diffère en raison notamment des particularités historiques et politiques. Si les deux partis jamaïcains en compétition ont par exemple dû avantager leurs partisans respectifs en leur créant des lieux de vie - aussi indécents soient ils devenus avec le temps - en Haïti les principaux affrontements politiques ont opposé l'élite mulâtre à l'élite noire. Par conséquent l'ensemble de la population pauvre, les classes moyennes, et les migrants ruraux ont gonflé au jour le jour l'immense bidonville qu'est devenu le centre ville (bien que là encore il faille distinguer le centre ville surpeuplé mais de construction en dure, des véritables bidonvilles plus périphériques) sans jamais connaître de véritable amélioration. Si les hauteurs de la ville ont été comme en Jamaïque, récupéré par l'élite (noire, mulâtre et « syrienne »), il demeure là aussi des héritages spatiaux du premier système d'organisation géographique ségréguée séparant un centre ville commerçant, et relativement prospère, des collines environnantes peuplées de constructions précaires. La colline de Belair abrite par exemple le plus ancien ghetto caribéen et actuellement le second plus important bidonville de la capitale haïtienne, bâti pour « stocker » la main d'œuvre servile, dont le statut évoluera progressivement jusqu'à celui (actuel) d'employés de zones franches, depuis la libéralisation sous Baby Doc (Farmer, P., 2006). Belair représentait à l'origine les deux tiers de la capitale choisie par les Français pour sa vue stratégique sur la route de la côte et celle de la plaine de Cul-de-sac. Comme pour la construction de Portmore en banlieue de Kingston, on eût à Belair à construire au détriment des champs de canne, en entassant les noirs libres, les esclaves et les « marrons urbains » (attirés par les foules de la ville parmi lesquelles ils pouvaient se dissimuler) dans la partie haute, autour des habitations d'esclaves de l'ancienne plantation. La *Rue ki monte sou Belair-a* (officiellement rue Macajou) devient rapidement la limite entre quartiers riches, et blancs, et le ghetto – bidonville gonflant rapidement. A 9h30 tous les soirs, les cloches signalent le couvre feu imposé aux habitants du ghetto pour la tranquillité de leurs riches voisins... Pendant que la partie basse s'intègre rapidement à la capitale dynamique, la partie haute, Belair a proprement parlé, devint de plus en plus marginalisée, tout comme une grande partie de la périphérie délaissée aux arrivants de l'exode rural. Belair se marginalisa d'autant plus que les noirs libres possédant un emploi, purent rapidement louer dans les arrière-cours des blancs du centre ville, abandonnant les pentes périphériques aux pauvres et aux marrons. Ces derniers utilisèrent la perception du quartier comme une coquille et s'y réfugiaient une fois vols et actes de sabotages commis dans le centre ville. Ils y redistribuaient une partie de leur butin, s'assurant par là même le soutien de la communauté (pratique qu'on retrouve dans les ghettos contemporains de Kingston). La pratique du « vaudou » se développe dans la communauté et les marrons utilisent ces occasions pour lever les adeptes contre l'oppression des planteurs français. Rapidement alors que la révolution Haïtienne se dessine et que Belair se transforme en véritable refuge pour marrons, des groupes du quartier

partent à l'assaut de la capitale et les habitants de Belair deviennent un précieux outil de pression pour divers groupes politiques (Laguerre, M., S., 1976). Cette utilisation géopolitique du bidonville se poursuivra jusqu'aux chimères de Jean Bertrand Aristide.

Les visiteurs français du 19^e et jusqu'au milieu du 20^e siècle, décrivent les lieux comme un bastion africain ethniquement et culturellement, et comme une ville que la densité rend aussi vulnérable aux incendies que la ville européenne moyenâgeuse (le trente avril 1969 un incendie affecte par exemple l'ensemble du bidonville). Durant l'occupation américaine (1915-34), le ghetto gonfle encore avec le développement des guérillas de résistance rurale et l'arrivée de nouveaux « marrons ». Les plus anciens résidents profitèrent largement de la situation pour sous louer des abris de fortune à ces nouveaux venus et le quartier se densifie démographiquement et se stratifie socialement.

Belair devient le bastion de la résistance Haïtienne et les (nombreux) "généraux-présidents" successifs gardent le quartier sous surveillance serrée (de l'extérieur...). En 1937 enfin, lorsque le Général Trujillo aux commandes du territoire voisin de République Dominicaine ordonne le massacre et la déportation des travailleurs haïtiens de République Dominicaine, des foules de réfugiés s'installent sur la colline de Belair, apportant la dernière touche migratoire au quartier.

Comme à Laventille et Trenchtown, c'est à Belair qu'on trouve pendant longtemps les meilleurs musiciens de l'île : *le bal douze et demi, le roi macaque, le roi soleil, la foudre du ciel*, etc., et le quartier représente l'épicentre culturel de la capitale haïtienne.

Le quartier se divise en *lakous* (arrière cours) familiales (à l'origine le père autorise ses enfants à construire derrière la maison; puis les enfants des enfants, autour; leurs conjoints, etc.) et culturellement distinctes (chaque cour servant un *loa* (esprit particulier), qui forment une entité spatiale propre à Haïti. La cour elle-même s'organise autour d'un temple habité par le prêtre et ses servants qui sont logés et nourris par la communauté familiale. Il existe aussi parallèlement, des cours chrétiennes comme on les retrouvent par ailleurs en Jamaïque voisine, ou à Trinidad, dans lesquelles plusieurs ménages sans liens de parentés cohabitent pour une certaine durée (migrants en provenance de la campagne, étudiants, etc.), en entretenant (de moins en moins) une solidarité plus spatiale que familiale (Laguerre, M., S. 1976).

Rapidement les masses pauvres du quartier attirent certains rapaces de l'église catholique (qui collaborera étroitement avec le régime des Duvalier), puis les vautours capitalistes Nord-américains qui implantent les premières zones franches industrielles autour du quartier, pour profiter du « gisement » de main d'œuvre bon marché potentiel. Mais l'implantation du mirage du

« développement » *made in US* attire à son tour un flux de migrants ruraux sans précédent et le quartier déborde rapidement et littéralement de monde.

Lorsque les Etats-Unis signent avec Baby Doc des accords leur permettant d'implanter sur place leurs premières zones franches d'exportation (accords qui permettent à Jean Claude Duvalier d'hériter du pouvoir familial avec le soutien financier et militaire indispensable des Etats-Unis), les campagnes se vident au profit de la zone Nord de Port au Prince, à proximité de l'aéroport Toussaint Louverture, où s'implantent ces zones de non droit. Cité soleil (*Site soley* en haïtien) est ainsi un champignon proto urbain né du mirage du développement occidental des « *sweet shop* » et usines d'assemblages qui gonflent jusqu'à compter aujourd'hui près d'un demi million habitants ! (BBC News, 15 décembre 2004) et représenter le plus pauvre des quartiers de la capitale du pays le plus pauvre des Amériques. Le quartier, originellement construit sur une décharge pour accommoder les travailleurs des zones franches, génère ses propres montagnes de déchets et d'eaux usées non évacuées et il faudra attendre près de 30 ans et le gouvernement Aristide pour y voir s'implanter les premiers centres de santé (mais aussi les premières écoles, etc.). Comme Belair, *Site Soley* représente le fief politique du mouvement Lavalas. Après le renversement d'Aristide, *Site Soley* devient le dernier centre de résistance farouche et les mal nommés « *Peacekeepers* » occupent les abords de la zone (sous prétexte des kidnappings par les chimères), barrant les entrées par des chars et des barrages militaires. A l'intérieur on n'envoie cependant que le bataillon brésilien du MINUSTAH et la police haïtienne lors de rares incursions meurtrières...

2.5.5. Bilan : Bidonvilles et revenus moyens

La carte de la part de la population totale vivant dans des bidonvilles montre, que si la corrélation évidente avec la pauvreté générale du pays peut être respectée (Haïti !), l'habitat insalubre des classes pauvres est avant tout un choix politique. Trinidad et Tobago, qui possèdent un des PNB par habitant le plus élevé de la caraïbe indépendante, est par exemple un des pays les plus touchés par le phénomène, avec un tiers de la population concernée (!), reflétant un malaise plus général en terme de redistribution des richesses aussi criant dans le secteur de la santé. La République Dominicaine et son pseudo « miracle économique » (basé à 50% sur les drogues illicites, mais aussi sur les zones franches de la banlieue de Santo Domingo et de la région frontalière, représente un second exemple allant dans ce sens (la proportion y est de 38% !), montrant l'étroite corrélation entre politiques libérales sur le long terme et habitat insalubre. A l'inverse Cuba (2%), île la plus pauvre de la région (après Haïti), affiche une proportion inférieure à

la moyenne des pays riches (entre 5 et 6%), inférieure même de trois fois à l'île française de la Guadeloupe (7%) ou encore de 7 fois à la Guyane Française (14% !), et ce d'après les chiffres des Nations Unies... Le rapport entre les PNB par habitant de Cuba et Trinidad est de 1 à 5 (3 900 contre 19 700US\$), tandis que le rapport entre la proportion totale d'habitants vivant dans des bidonvilles est inverse et de 1 à 16 (2 – 32%). Autrement dit, 5 fois plus riche, le territoire Trinidadien compte 16 fois plus d'habitants de bidonvilles que Cuba !

Les petits territoires de la caraïbe orientale représentent un patchwork hétérogène au sein duquel se détachent les îles du Commonwealth encerclant la Martinique (St Lucie et Dominique), avec des taux compris entre 10 et 15% de la population totale, et de l'autre côté Barbade, la Martinique et les petites dépendances fiscales, généralement sous les 5%.

Deux espaces s'individualisent hors de ce schéma. La Guadeloupe présente un chiffre légèrement supérieur à la moyenne nationale, mais inférieure à la moyenne des DOM (gonflée par le cas particulier Guyanais), et Anguilla et ses 41% d'habitants de « bidonvilles ». Les plus de 8 millions d'habitants des *communas* Vénézuéliennes représentent (avec l'armée) la base du soutien populaire d'Hugo Chavez qui devient, en outre, de plus en plus populaire dans les autres espaces caribéens à forte prévalence des bidonvilles en raison des ses initiatives comme *Petrocaribe* et de sa politique tournée vers les classes pauvres, qui gomme petit à petit les efforts de propagande du géant Nord américain dans la région.

2.6. Conclusion : des espaces liés.

L'analyse distincte des ces espaces particuliers à l'intérieur de la région caraïbe, permet de mettre en lumière nombre de points communs et de liens nouant étroitement les différentes branches de l'antimonde. La Caraïbe est aux sociologues/géographes étudiant la dérogation, ce que l'œuf est au biologiste étudiant les germes et les microbes : un fabuleux laboratoire miniature.

Paradis fiscaux, pavillons de complaisance et zones franches (on pourrait ajouter à cette liste les enceintes du tourisme d'enclave qui appartiennent à cet univers dérogatoires) représentent autant de négations de l'indépendance d'une région où l'économie de type plantation est toujours largement prévalente (Cf. Chapitre 3). Le rôle particulier de la région dans le commerce international des drogues illicites et dans l'utilisation géopolitique faite de ce trafic, soulignent plus précisément une double dépendance face aux puissants acteurs économiques des systèmes légaux

(Etats), illégaux (« cartels », trafiquants, etc.) et parfois intermédiaires (CIA), double (ou triple) dépendance contribuant à créer des faciès politiques d'Etats caribéens Janus, organisant ou protégeant selon les cas et les époques un trafic qu'ils répriment sévèrement et publiquement en certains lieux et en certaines occasions. Ce "deux poids deux mesures" contribue à l'explosion des taux d'incarcération régionaux en raison d'une politique du bouc émissaire (ironiquement, comme nous l'avons vu dans ce chapitre, les « drogues » furent réinventées dans la Grèce Antique pour éviter justement les boucs émissaires, au sens propre du terme, et les sacrifices humains) ciblée sur les petits employés du trafic et les indépendants, tentant de sortir du marasme économique provoqué par la cartellisation ethnique des secteurs économiques formels (et informels). Cette cartellisation économique, synonyme de concentration de pouvoir dans les mains des élites héritières de l'économie de plantation, se matérialise aussi géographiquement par le bourgeonnement des bidonvilles dans lesquels s'entassent les descendants d'esclaves, victimes résignées des mutations de cette économie de plantation. Les études traditionnelles, centrées sur les niveaux de vie moyens, peinent à prendre en compte cette réalité spatiale en raison du rideau de fumée jeté par des PNB par habitant parmi les plus élevés du « Tiers Monde ». L'omniprésence des inégalités, la cartellisation ethnique de l'économie génératrice de revenus, la survivance de l'économie de plantation projetée sur de nouveaux gisements (tourisme, drogues illicites, etc.) et l'existence de dédoublement spatiaux (espace pour étrangers / espaces pour autochtones) créant de vastes pans de territoires présentant l'illusion d'un fort niveau de vie, contribuent largement à masquer la réalité spatiale de ces espaces.

Chapitre 3 : Trois pistes vers les sources de l'antimonde caribéen

*“The pain in our shoulder comes
You say, from the damp;
and this is also
The reason
For the stain on the wall of our flat
So tell us :
Where does the damp come from ?”*
Bertolt Brecht

3.1 Introduction

Selon Roger Brunet « *la recherche des causalités est le fondement de la science* », et particulièrement de la géographie qui a souvent affaire aux causalités multiples (Brunet, R., et alii, 1992). Bien que cette affirmation soit remise en cause par les positivistes comme Auguste Comte (Lévy, J., Lussault, M., 2003), il n'en demeure pas moins impensable de s'attacher à l'analyse d'un objet complexe sans remonter l'écheveau de ses racines, soient-elles historiques, géographiques, politiques, ou de toute autre nature. « *La connaissance de l'effet* », écrit Spinoza dans son Ethique, « *dépend de la connaissance de la cause et l'enveloppe* » (Spinoza, B., (éd.) 1994).

Dans le cas de l'objet géographique qui nous intéresse aujourd'hui, nous avons décidé d'explorer trois pistes qui forment ensemble les bases d'un système de causalités multiples, aussi limité soit-il. Si lumière et ombre vont de pair, il convient en effet de rechercher les raisons de l'extension contemporaine démesurée des « espaces dissimulés » regroupés par Roger Brunet derrière l'étiquette d'Antimonde. Nous interrogerons dans cette optique à la fois le positionnement géographique de la région, les fondations d'une économie héritée (l'histoire), et l'organisation politique contemporaine qui l'anime (la géopolitique et la géographie politique).

Nous questionnerons ainsi l'importance du positionnement géographique à travers une réflexion sur les méditerranées qui relie, plus qu'elles ne séparent, centres et périphéries du système Monde. Une zone isthmique, parfaite ou imparfaite du point de vue géologique et

topographique, est elle de manière déterministe condamnée à demeurer un « *espace clef* » fixant « *la majeure partie des conflits du Monde* » (Brunet, R., et alii, 1992) et un espace-type de l'Antimonde (Brunet, R., 1986 ; Brunet, R., Dolfus, O., 1990) ?

Nous reviendrons ensuite sur le poids de l'histoire d'une région inscrite dans le sang sur le triangle négrier de la première phase de globalisation du système Monde dominé par le Nord-Atlantique. Comme le héros national jamaïcain Marcus Garvey l'a très vite posé, « *un peuple sans la connaissance de son passé (...) est comme un arbre sans racines* ». L'économie de plantation a façonné les Antilles selon les avantages comparatifs bénéficiant aux métropoles d'Europe occidentale. En sont nés des et des sociétés dépendant de leurs métropoles jusque dans leur alimentation, mis à part les esclaves qui, eux, étaient livrés à leur propre sort. D'où une société déchirée, qui peine à « prendre » et à passer à l'état de Nation, et affiche un double visage : les uns ne doivent leur survie qu'à leur rôle d'intermédiaire dans l'intégration de leur île périphérique au système Monde, tandis que le seul salut des autres semble résider dans le « recentrage » (ou la déperiphérisation), la coupure, la « démondialisation ». On comprend aisément qu'une telle société ait pu évoluer vers un modèle moderne basé sur l'inégalité, et sur le développement de mondes légaux plus ou moins illégitimes et a-éthiques, et d'antimondes illégaux et informels. Cependant, sans renier l'imposant boulet que représente l'histoire Caribéenne, on ne saurait dénigrer les jeunes sociétés locales au point de les décrire comme incapables de s'affranchir de ce passé, pour jeter vers la lumière de solides pousses se nourrissant des cendres de cet héritage.

Malheureusement pour ces populations, et comme nous le verrons dans la troisième partie, le cycle colonial s'est achevé avec la croissance d'un cycle nouveau et concurrent, instaurant une nouvelle forme de domination spatiale que nous avons nommé *corporatocratie*, en référence à l'ouvrage de l'économiste John Perkins (2004). Ce nouveau cycle, basé sur la domination réticulaire de firmes basées dans les métropoles du Nord-Atlantique, est lié par une causalité de type circulaire (A engendre B qui lui même agit sur A, etc.) à l'essor de l'idéologie néolibérale propagée par ces firmes et leurs représentants au gouvernement par des vecteurs militaires, économiques et médiatiques. Les antimondes - nombreux et variés - que nous avons observés, décrits et analysés dans la région Caribéenne sont la manifestation spatiale de cette idéologie de l'organisation de l'espace et des sociétés.

Situation, histoire et géopolitique contemporaine se conjuguent pour expliquer le faciès en dégradé d'ombres et de lumière des pourtours de la méditerranée américaine. Deux exemples en attestent.

Le premier est celui d'Haïti où les bidonvilles se sont étendus au rythme où la déforestation, le suicide programmé de l'agriculture locale, incapable de concurrencer les productions subventionnées des États-Unis, les occupations militaires programmées depuis l'étranger, et le mirage économique des zones franches déversaient les migrants ruraux dans les bidonvilles de Cité Soley, Bel Air, Kosovo, etc., comme des anciens quartiers riches du centre de Port-au-Prince et de Pétion-Ville (Farmer, P., 2004 ; 2006 ; Heintz, N., et Heintz, R., 1978 ; Clark, R., 2004 ; Victor, G., 2002 ; 2003 ; Kerns, W., Fleurimond, 2003 ; Dunkel, G., 2003 ; Trouillot, M.-R. 1986 ; 1997 ; Gage, A., 1997 ; Gaillard, R., 1982 ; Depestre, R., 2004 ; Blum, W., 2005). Bidonvilles et zones franches sont ici étroitement liés à une déforestation plus imputable aux colons français qu'aux charbonniers creusant désormais le sol à la recherche de racines (Diamond, J., 2006), à l'escroquerie organisée de la « *négritude totalitaire* » (Depestre, 2004) de François Duvalier – puis de son fils Jean Claude – vendant la main d'œuvre haïtienne aux investisseurs étrangers des États-Unis qui le maintenaient au pouvoir économiquement et militairement (Farmer, P., 2006), et à l'imposition par le FMI du « consensus de Washington » ayant privé les agriculteurs locaux de toute forme d'aide de la part de l'État. On ne peut donc passer outre l'histoire coloniale française, le génocide et l'écocide qui lui furent associés, la proximité des États Unis, qui colonisèrent militairement l'ensemble des Grandes Antilles au début du 20^e siècle pour reconvertir les colonies européennes à leur profit. On ne peut pas non plus passer outre le positionnement sur la route de la cocaïne colombienne qui fut utilisée par la « Sainte Alliance » (Trouillot, M.-R. 1986 ; 1997) et le gouvernement des États-Unis pour renverser par deux fois le gouvernement démocratique d'Aristide (Figueira, D., 2006 ; Chin, P. et alii (Eds), 2004), et l'escroquerie des gouvernements haïtiens successifs qui tentèrent pour la plupart depuis la révolution de 1802 de reconvertir l'économie de plantation à leur profit (Victor, G., 2002 ; 2003). Comme le montre le cas haïtien, contrairement à l'Afrique où les « *frontières précèdent l'État qui précède la Nation* » (Pourtier, R., 2001), dans la Caraïbe, des frontières bien souvent imposées par le milieu physique, enferment une violente lutte entre l'État et la Nation. Et ce seulement dans les situations où l'on peut réellement parler de Nation, comme une « *population unie par une histoire et une culture* » (Brunet, R., et alii, 1992), ce qui n'est certainement pas le cas dans les patchworks multiculturels du Surinam, du Guyana et de Trinidad et Tobago par exemple.

Le second exemple, à une échelle plus grande, est celui du « *ghetto* » ethnique (noir), social (pauvre) et politique (JLP) de Tivoli Gardens en centre ville de Kingston, Jamaïque. Comme tous

les ghettos de la capitale jamaïcaine, Tivoli se caractérise par le délabrement de ses habitations et de ses artères, une pauvreté chronique associée à la disparition de l'économie formelle, et une violence endémique liée au « garnisonnement » politique (on vote dans le quartier entre 99 et 102% (!) pour le *Jamaica Labor Party* (JLP) depuis la création du lotissement à la fin des années 1960) ainsi qu'aux luttes géopolitiques entre *posses* (gangs) pour le contrôle du trafic de drogues illicites vers l'étranger, ou du racket des commerces de la capitale. Tous les commerçants de l'immense marché central de Kingston, qui jouxte la « garnison¹⁵⁷ », payent par exemple une taxe informelle de 300 JA\$ par jour (plus ou moins 3 euros) pour pouvoir exercer (en échange de quoi aucun vol n'est toléré sur le marché). Les clients les plus fortunés sont, eux, taxés une centaine de dollars jamaïcains par voiture garée, en toute sécurité, devant les peintures murales qui marquent l'entrée du quartier. Voleurs et violeurs sont jugés dans le « tribunal » du quartier, situé au cœur de l'ensemble. On casse bras et jambes aux voleurs, dans les cas plus graves, une cage permet d'emprisonner les « fortes têtes », et on décharge les corps des « disparus » dans les terrains vagues environnant, particulièrement aux abords de la violente communauté-tampon¹⁵⁸ de Trench Town. Contrairement aux quartiers environnants, Tivoli ne possède pas de station de police...

Histoire, géopolitique et positionnement expliquent en partie ces développements. Premièrement Tivoli fut construit à la fin des années 1960 par le gouvernement JLP sur les ruines fumantes du bidonville de *Back O' Wall*, peuplé en son temps d'anarchistes, de rastas et de membres du parti socialiste (PNP). Tivoli fut la première garnison politique construite en Jamaïque. En échange d'un toit et d'emplois dans les travaux publics sous le règne du JLP, les jeunes hommes du quartier diffusaient l'idéologie du parti à coup de bâtons, de pierres, et rapidement de pistolets artisanaux fabriqués dans des guidons de bicyclettes. En 1972 cependant s'impose le *People National Party* (PNP) de M. Manley et les emplois se tarissent. Les riches jamaïcains blancs et les investisseurs étrangers s'inquiètent du risque de « contagion » du modèle Cubain; aidés de la CIA, ils déstabilisent le pays et y font entrer des armes de guerre pour renverser le régime. Tivoli Garden, situé à un jet de pierre du port de Kingston, et première garnison du JLP, récupère la plupart de ces armes déchargées sur les docks. Certains de ses jeunes hommes sont envoyés dans le Bronx, à New York, pour y établir les réseaux de distribution de la ganja locale, puis de la cocaïne colombienne. Le célèbre « *Shower Posse* » laisse son empreinte de sang aussi bien dans les rues de Kingston que dans les métropoles des États-Unis, et finalement à Londres. Parmi ses faits d'armes on compte deux projets avortés d'exécution du premier ministre socialiste M. Manley, et la tentative d'assassinat du chanteur engagé Bob Marley (qui s'en tire avec une balle dans le bras). A la grande

¹⁵⁷On parle indifféremment de « ghetto » ou de « garnison » pour décrire ces quartiers jamaïcains.

¹⁵⁸Le ghetto de Trenchtown est désormais un espace tampon de l'échiquier géopolitique de Kingston, séparant les garnisons JLP du sud et PNP du Nord.

époque du *posse*, l'argent afflue dans le quartier, sous forme directe et par un flux ininterrompu de barils de nourriture, de vêtements et d'électroménager en provenance de la diaspora *Tivolite*. Avec l'arrivée au pouvoir du « don des dons » conservateur du quartier E. Seaga, en 1980, la CIA se retire, et seule la cocaïne permet désormais à ces gangs d'assurer leur train de vie de milliardaires, de rembourser leurs villas à Long Island, et d'envoyer des dollars américains dans la communauté. Les membres du *Shower Posse* sont arrêtés un par un à la fin des années 1980 et jugés aux États Unis pour avoir écoulé – pour le compte des élites jamaïcaines et colombiennes¹⁵⁹, non inquiétées - quatre tonnes de ganja par mois de 1984 à 1987, et un total de plus de 10 tonnes de cocaïne sur la même période, tuant dans le processus plusieurs centaines de personnes (Gunst, L., 1995). En février 1992, l'ancien premier ministre E. Seaga est au premier rang lors de l'enterrement, dans un cercueil à 40 000 US\$, du fils du leader du Shower Posse « Jim Brown » (qu'il fait assassiner dans la foulée au moment où celui ci est réclamé par les fédéraux des États-Unis). Le rôle de l'élite économique et politique du pays ne sera jamais révélé au grand jour et les jeunes *tivolites* serviront de bouc-émissaires lors de leur procès ultra médiatisé en Amérique du Nord. L'argent ne rentre plus à Tivoli et le piège de la dette se referme sur le pays après le passage de l'administration conservatrice (1980 – 1989). Tivoli, à l'image du pays s'enfonce dans une pauvreté chronique associée à une violence endémique, suivant avec quelques distances l'effondrement du voisin Haïtien...

3.2 Antimondes, méditerranées et presque'isthme caribéen

« On les enfonçait dans l'eau car en cherchant à les sauver
on eût fait chavirer la barque. »
André Gide, *Souvenirs de la cour d'assise*.

3.2.1. Méditerranées et antimondes

De part son étymologie, le qualificatif « méditerranéen », un temps appliqué exclusivement à la Méditerranée (eurafricaine)¹⁶⁰, désigne une étendue d'eau entourée de terres (de *medius*, « qui est au milieu » et *terra*, « terre »).

Les pionniers de la Géographie moderne tels Alexander Von Humbolt et Elysée Reclus seront les premiers, au 19^e siècle, à faire un parallèle entre la mer intérieure eurafricaine et son double,

¹⁵⁹On sait par exemple que la cartel de Cali utilisait le *Shower* pour ses distributions vers la Grande-Bretagne, le nom de E. Seaga a été cité une fois au cours du procès, etc.

¹⁶⁰Avant les grandes découvertes et l'extension de la géodésie européenne on se référait uniquement à « la mer » en parlant de la Méditerranée, ou à « notre mer » (la *mare nostrum* des romains)

l'américaine, à une époque où le commerce triangulaire (notamment) fait de la seconde un prolongement de la première, tourné vers l'Europe (Taglioni, F., 2000), en « *périphérie d'une zone géostratégique exceptionnelle* » (Taglioni, F., 1997). L'émergence de l'empire américain, émancipé de sa tutelle européenne sur les bases posées par la doctrine Monroe (les colonies africaines aux Européens, l'Amérique aux Etats-Unis), l'ouverture du canal de Panama, intimement liée à cette émergence, et les deux guerres mondiales contribueront à distinguer les deux méditerranées en polarisant la seconde autour de l'« Amérique », le pays qui se donna rapidement le nom de son continent.

Le qualificatif de « méditerranée » ne peut être réduit à un caractère purement physique (la *mare closum*), comme le démontre l'exposé magistral de Fernand Braudel qui ajoute au concept l'idée de fracture culturelle (Braudel, F., 1949): ce qui ouvrira la voie aux géographes pour qui une méditerranée deviendra alors un axe de dissymétrie économique et social. Une caractéristique fondamentale des méditerranées réside par exemple dans la mosaïque qu'y forme l'assemblage inégal de systèmes culturels, politiques, économiques et démographiques hétérogènes (Taglioni, F., 2000). Yves Lacoste ajoute qu'une méditerranée est « *un ensemble maritime autour duquel se trouvent aujourd'hui un grand nombre d'Etats, entre lesquels les relations sont particulièrement nombreuses et complexes, puisque chacun d'eux, grâce à la mer, est potentiellement en contact avec tous les autres. De surcroît, au milieu de cet ensemble, des eaux internationales de plusieurs milliers de kilomètres de long font que de grandes puissances très lointaines peuvent en permanence y projeter leur marine.* » (Lacoste, Y., 2001).

Si on s'appuie un instant sur le mauvais géographisme de la fracture Nord/Sud, on s'aperçoit rapidement que les trois méditerranées observables à l'échelle de la planète¹⁶¹, soit la mer Méditerranée, le bassin Caraïbe et la mer (dite) de Chine, représentent les espaces types de cette fracture : la première sépare l'Europe occidentale de ses anciennes extensions coloniales africaines, la seconde distingue l'Amérique riche et les Amériques pauvres, tandis que la dernière lie de manière plus complexe, et moins fermée, le Japon et l'Australie (chacun sur une rive), les « dragons » d'Asie du Sud-est, la Chine et la vaste virgule pauvre qui s'étend du Burma (ancienne Birmanie) à la Papouasie-Nouvelle Guinée. En généralisant, en chorématisant, en simplifiant à l'extrême dans une démarche se souhaitant heuristique, on peut ainsi avancer sans trop de difficultés l'idée selon laquelle le géotype¹⁶² « méditerranée » séparerait un Nord riche d'un Sud

¹⁶¹ Nous pourrions considérer de nombreuses mers fermées comme des méditerranées, la mer baltique ou la mer caspienne par exemple, mais le concept méditerranéen sous-entend une étendue spatiale de plusieurs milliers de kilomètres (Lacoste, Y., 2001 ; Levy, M., Lussaut, B., 2003)

¹⁶² « *Espace unique* » incluant « *un ensemble de configurations spatiales interactives les unes avec les autres* » (Levy, M., et Lussaut, B., 2003)

pauvre, les cas eurafricains et américains se prêtant cependant bien plus volontiers au modèle. Les espaces les plus inégalitaires étant par essence ceux qui génèrent le plus de conflit (on regardera pour s'en convaincre les statistiques criminelles d'Afrique du Sud, du Brésil, de Jamaïque, de Colombie ou des Etats-Unis), les méditerranées se définissent par l'instabilité, comme le montre la définition qu'en fait le spécialiste de Géopolitique qu'est Yves Lacoste.

Et si elles séparent économiquement de vastes ensembles inégaux, les méditerranées relient avant tout ces espaces par d'incessants flux d'hommes, de marchandises et de capitaux tout comme elles relient les trois océans, et derrière eux leurs continents bordiers. Pour le dire autrement les méditerranées représentent non seulement des liens intra-régionaux (les Amériques, l'Eurafrique, etc.) mais aussi des liens inter-régionaux (liant la côte Ouest de l'Asie à la côte Est des Etats-Unis par exemple, où le Proche-Orient pétrolier à l'Europe et aux Etats-Unis, etc.). Toutes ont, d'ailleurs, leurs très convoités canaux et détroits ouverts vers les océans voisins, minuscules espaces géostratégiques pour lesquels on a découpé des territoires (Colombie/Panama), renversé des gouvernements (Egypte) ou conservé de précieuses dépendances (Gibraltar)... La méditerranée est donc par essence une zone de contact associée à un espace isthmique (l'isthme centre-américain, l'isthme de Suez) et/ou proto-isthmique (Asie du Sud-est, archipel Caribéen, Gibraltar), l'ensemble (mer méditerranée et isthme terrestre) formant un « espace isthmique » et ce d'autant plus que l'eau représente une « *surface de transport* » (Gay, J.-Ch., 1995) bien plus qu'un facteur tomogène¹⁶³ (Gay, J.-Ch, 1999)

Une fermeture politico-économique (les frontières, les différences économiques, etc.) s'oppose donc par définition, dans toute méditerranée, à une ouverture dans l'espace réticulaire des communications. Une méditerranée constitue selon François Gipouloux, qui s'attache à l'étude de la méditerranée asiatique, « *un espace multiplicateur au sein duquel les flux de capitaux, l'intensité des échanges, le réseau des infrastructures produisent des dynamiques spécifiques, qui arrachent les zones côtières à leur profondeur continentale* », et tout à la fois « *un laboratoire pour l'expérimentation de nouvelles normes sociales* » (Gipouloux, F., 2003). Comme nous l'avons montré dans le chapitre précédent les méditerranées représentent en effet une localisation de prédilection pour les zones franches et autres enclaves de non droit. De même les méditerranées ont vu naître le modèle de l'« Etat d'émigration » (Gamlén, A., 2008), une nation partiellement affranchie de ses limites territoriales par un flux incessant de migrations légales et clandestines

¹⁶³ Néologisme proposé par le géographe Jean-Christophe Gay à partir des racines grecques *tomo*, «coupe», « section », et *gène*, « qui engendre ».

répondant, par les envois d'argent de la diaspora vers le territoire de naissance, aux pressions économiques extérieures.

Par ailleurs l'« effet multiplicateur » de Gipouloux touche tous les secteurs d'activités, dont le point commun n'est pas à chercher dans le droit (productions licites et illicites s'y côtoient) mais dans un commerce inéquitable résultant de facteurs de dépendances. Roger Brunet a rapidement identifié les méditerranées comme grands centres (parmi d'autres) d'émergence de l'Antimonde (Brunet, R., 1992) et parle même dans son atlas des paradis fiscaux et des zones franches d'une « ceinture dorée » d'espaces dérogatoires correspondant aux routes de circum navigation reliant les trois méditerranées de la planète (Brunet, R., 1986).

Plusieurs faits peuvent soutenir cette analyse. Le nord des méditerranées, une partie de ce nord en tous cas (les pays de l'ancienne Yougoslavie et le nord mexicain font sans doute moins rêver les migrants...), exerce dans les esprits d'une vaste frange d'actifs des pays les plus pauvres et les plus septentrionaux, l'équivalent du rêve urbain qui précipita les ruraux du monde entier, de manière plus dramatique sans doute en Amérique Latine¹⁶⁴, vers les lumières de la ville et bien trop souvent vers le faible éclairage pirate des bidonvilles insalubres accrochés aux villes géantes de la seconde moitié du 20^e et du 21^e siècle. Perceptions de l'espace déformées et différences de niveau de vie bien réelles - la France, l'Espagne, l'Italie et la Grèce concentraient en 1997 90% du PNB de la Méditerranée, tandis que les Etats-Unis ont un PNB 15 fois supérieur à celui de l'ensemble de la méditerranée américaine ! (Taglioni, F., 2000) -, poussent des millions de travailleurs à quitter leur pays à destination d'un des pôles de la Triade, et les méditerranées se trouvent bien souvent au centre de ce voyage. Pour ne prendre que des chiffres relativement récents, plus de 5 000 travailleurs algériens et marocains ont traversé la Méditerranée depuis 2002 pour venir travailler légalement en France, tandis que plus de 130 000 marocains se tournèrent vers le marché de l'emploi espagnol depuis 2003. De même 13 000 travailleurs chinois migrèrent entre 1997 et 1999 pour aller travailler légalement de l'autre côté de la méditerranée chinoise, en Australie (ILO, 2008¹⁶⁵). Il faut ajouter à ce chiffre les milliers de migrants clandestins (l'ILO estime leur part entre 10 et 15% des travailleurs migrants dans le monde) dont les corps s'échouent régulièrement sur les plages espagnoles, portugaises, et en Floride. Plus de 800 000 Jamaïcains, presque autant de Haïtiens (IOM, 2003), autant de Dominicains, et plus de 1,2 millions de Cubains, et 3,4 millions de Portoricains (1.2% de la population des Etats-Unis !) (Census 2000 special reports, 2004¹⁶⁶) sont recensés sur la rive Nord de la méditerranée américaine, aux Etats-Unis.

¹⁶⁴ 77% des sud-américains sont déjà urbains en 2005 !

¹⁶⁵ http://www.ilo.org/global/What_we_do/Statistics/lang--en/index.htm

¹⁶⁶ <http://www.census.gov/prod/2004pubs/censr-18.pdf>

Si elles ne sont pas les seuls espaces de migrations, notamment clandestines, les méditerranées représentent néanmoins une importance synapse migratoire...

En sens inverse, les méditerranées attirent, sur leurs rives septentrionales comme méridionales la part la plus importante des près de 900 millions (chiffre 2007) de touristes annuels de la planète (World Tourism Organization, 2007). Héliotropisme et « *désir du rivage* » (Corbin, A., 1988), proximité des grands marchés, niveaux d'équipements (sanitaire, communications, etc.), connectivité, et sur les rives « sud » prix attractifs, abondance des espaces dérogoires (jeu, prostitution, paradis fiscaux, zones franches commerciales, etc.) y contribuent amplement. Les différences de niveau de vie, la xénophobie paradoxalement complémentaire d'une certaine recherche d'« exotisme », la criminalité et la peur disproportionnée qu'elle engendre, l'ignorance et la propagande de l'industrie touristique poussent la plupart de ces visiteurs vers les Antimondes des enclaves de luxe ostentatoires, fixes (clubs, resorts, hôtels, etc.) ou ambulantes (navires de croisière) qui fleurissent sous le soleil méditerranéen en concentrant les revenus de l'activité dans les mains des puissants industriels des rives méridionales.

Voisins complémentaires des enclaves touristiques, les espaces dérogoires abondent dans les méditerranées - comme nous l'avons souligné dans le chapitre précédent. Les zones franches s'y accommodent de la proximité des grands axes de circum navigation planétaires, de la présence de législations du travail « favorables », et de masses de personnes non employées, les paradis fiscaux des marchés financiers et des grands centres de production des drogues illicites.

Les drogues illicites transitent en effet elles aussi largement par les méditerranées (UNODC, 2008). L'analyse spatiale schématique mais erronée du « Sud » producteur et du « Nord » consommateur explique facilement cette récurrence, bien que Pierre-Arnaud Chouvy et Laurent Laniel aient justement souligné qu'on recense de plus en plus de consommateurs au Sud¹⁶⁷ et de producteurs au Nord¹⁶⁸ (Chouvy, P.-A., Laniel, L., 2004, Voir aussi Cruse, R., Figueira, D., Labrousse, A., 2008). Deux des trois plus grands centres mondiaux de production de drogues illicites, la Colombie et le Triangle d'or en l'occurrence, bordent deux méditerranées qui leurs ouvrent des débouchés sur de riches marchés de consommation, tandis que le troisième, le Croissant d'or, est lié à la Méditerranée par les routes continentales héritées des routes de la soie. La plupart des producteurs les plus réputés de cannabis, qu'on parle du Liban, du Maroc, de la Jamaïque ou de

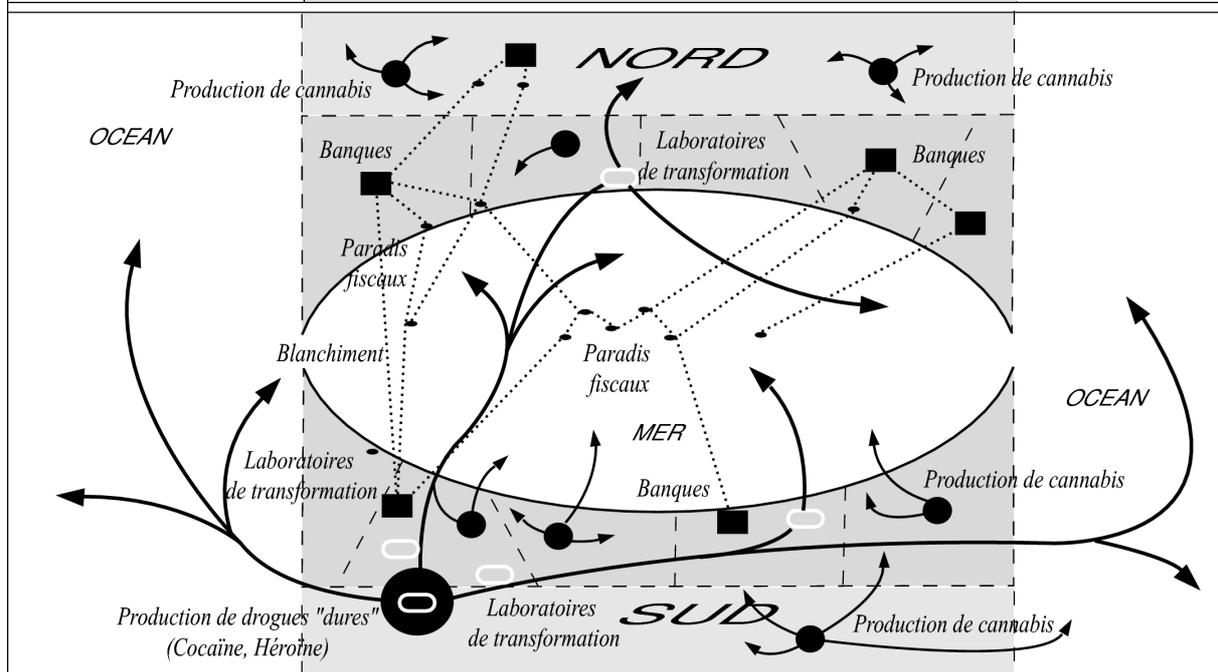
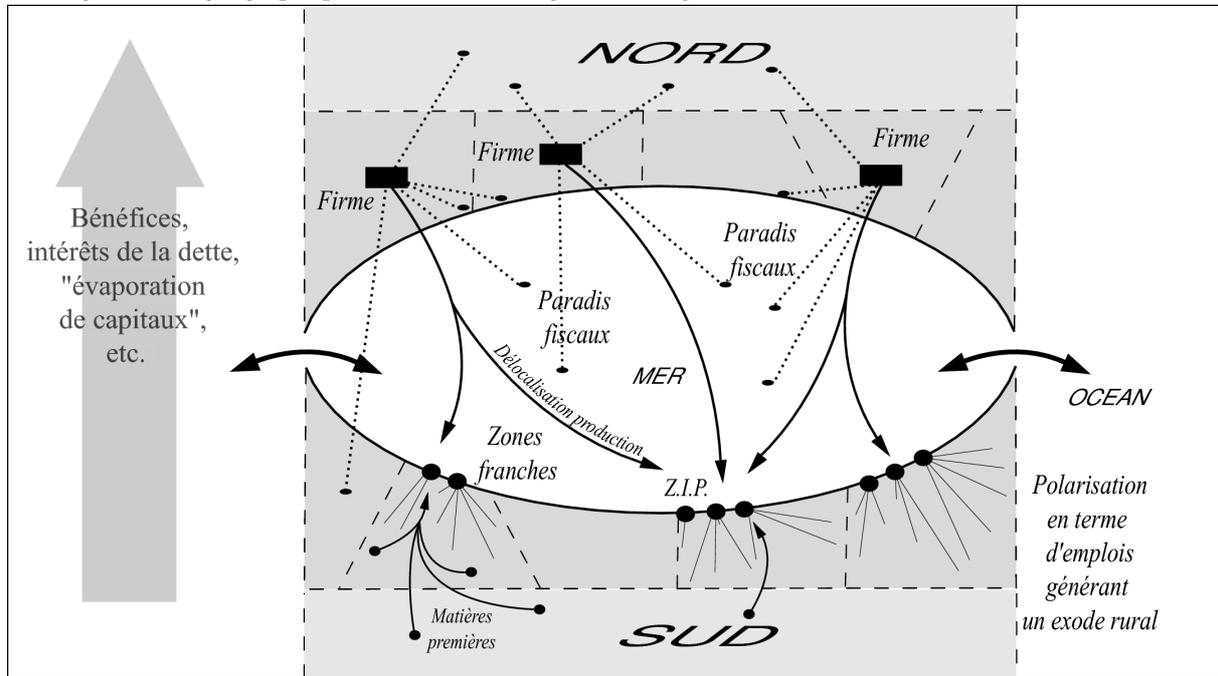
¹⁶⁷ Où il faut distinguer les usages intégrés de plantes à drogues plurimillénaires des usages récents et moins intégrés de dérivés de plantes à drogue comme le crack ou les solvants.

¹⁶⁸ Les États-Unis demeurent par exemple le principal producteur mondial de cannabis et les drogues de synthèses se fabriquent là aussi, en Hollande et ailleurs en Europe, en Asie, etc.

la Thaïlande pour n'en choisir que quatre, bordent une des méditerranées et exportent largement vers le Nord de la mer.

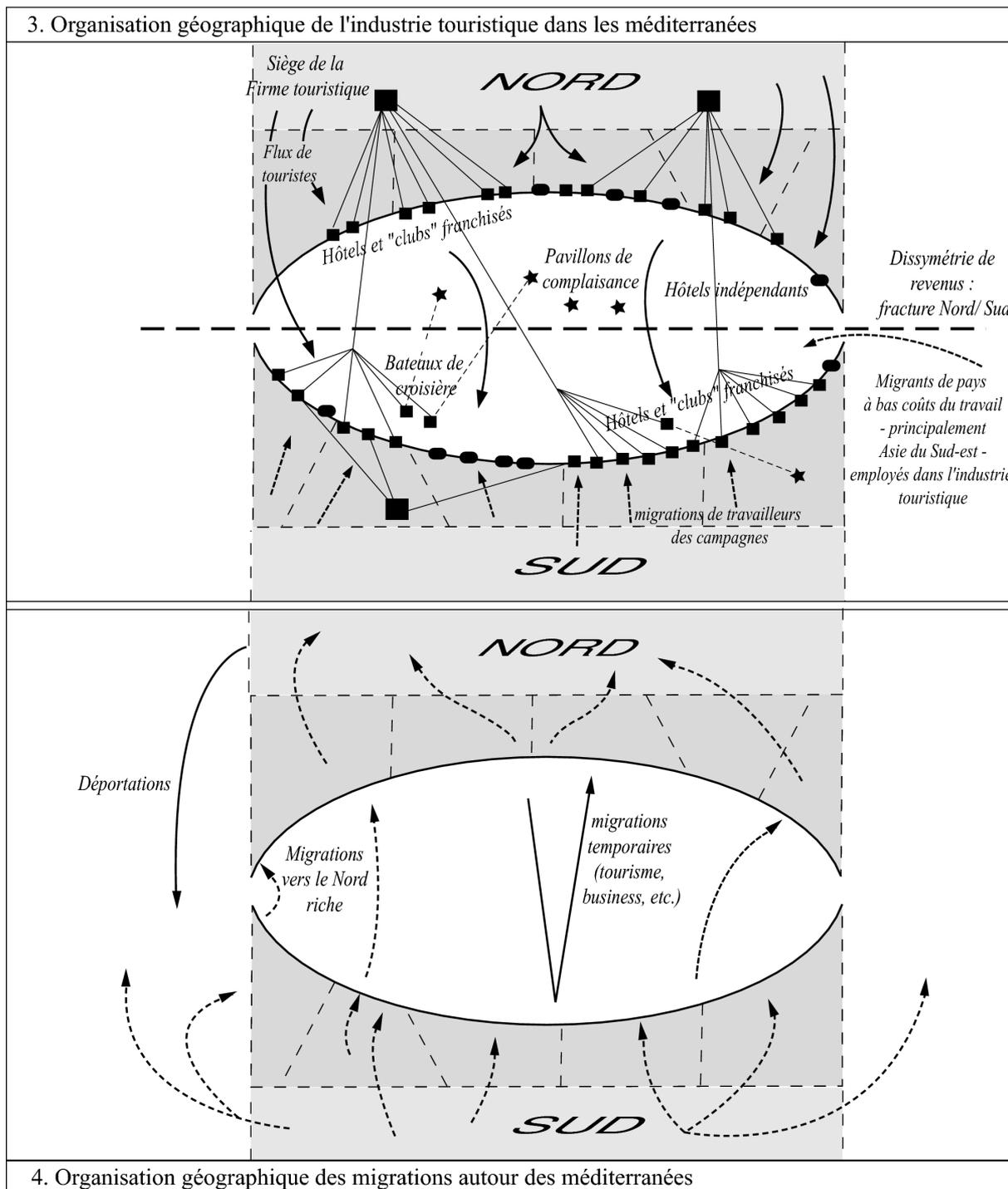
FIG N°21a. : CHOREME : LES MEDITERRANEEES

1. Organisation géographique de l'économie légale et dérogatoire dans les méditerranées



2. Organisation géographique de l'économie des drogues illicites naturelles dans les méditerranées

FIGURE N°21b : CHOREME : LES MEDITERRANEEES



Dans une représentation chorématique du Monde (Fig 21a et 21b), simplifiée à outrance, les méditerranées représentent les synapses, les isthmes maritimes reliant un Sud pauvre vendeur (de drogues illicites, de prostituées, de travailleurs clandestins, etc.) à un Nord riche et consommateur. Cette schématisation est excessive, les pays du sud des méditerranées sont des grands importateurs de produits manufacturés du Nord (mais souvent produits au Sud...) par exemple, et les méditerranées ne sont pas les seuls espaces des migrations clandestines, des drogues illicites, etc., mais elle correspond à une réalité qui ne saurait être négligée. Les drogues illicites sont produites des deux cotés des méditerranées, mais les drogues naturelles dites « dures » sont cultivées et transformées au Sud avant d'être acheminé vers le Nord. Nord et Sud doivent cependant ici être compris de manière toute relative, l'Afghanistan, la Colombie et la Birmanie ne représentent des Suds que par rapport aux grands centres de la triade. Seul l'extrême Sud-colombien est en réalité positionné sous l'Equateur. Le tourisme ne concerne pas que les rives méridionales des méditerranées. Cependant l'industrie hôtelière et croisiériste a clairement ses centres décisionnels au Nord. C'est vers là que repartent l'immense majorité des bénéfices de l'activité. C'est aussi vers le Nord riche que se dirigent les flux de migrants (l'Australie étant sur ce point une exception). La localisation des activités industrielles répond à la logique de maximisation des bénéfices par optimisation du placement des différentes branches : le centre décisionnel reste au Nord, les usines de production au Sud et les zones franches d'assemblages dans les méditerranées, à proximité des principaux axes de circum navigation. Ces zones franches littorales ainsi que les enclaves touristiques polarisent la main d'oeuvre des campagnes contribuant à l'explosion urbaine (et particulièrement proto-urbaine) des façades méridionales des méditerranées.

3.2.2. L'arrière-cour maritime des Etats-Unis et le presqu'isthme antillais

Comme toutes les zones isthmiques liées aux méditerranées le double isthme américain, composé d'un isthme parfait (l'Amérique centrale) et d'un presqu'isthme (l'arc archipélagique antillais¹⁶⁹), relie à la fois deux régions terrestres (Amérique du Nord / Amérique du Sud) et deux océans (Pacifique/Atlantique), et, derrière ces surfaces de transport maritime, l'ensemble des cinq continents qui les bordent.

La particularité de la méditerranée américaine repose sur le fait qu'elle borde la plus importante économie du monde, le PNB des États-Unis (en taux de change officiel) approchant les 14 trillions

¹⁶⁹ Considérer l'arc antillais comme un presqu'isthme s'appuie sur la continuité d'îles si proches les unes des autres qu'on peut généralement apercevoir les rivages des îles voisines, et en bout de chaîne ceux du Venezuela et de Floride. Cet arc est, certes, divisé politiquement, mais l'isthme centre américain l'est de même. Le cabotage des drogues illicites ou des migrants clandestins d'une île à l'autre, mais à destination finale des États-Unis, souligne ce rôle de pont qu'on retrouve moins en ce qui concerne les productions licites.

en 2007 (dont près de 37% de dette publique cependant), soit le double du PNB chinois (7 trillions pour 19% de dette publique), 1,6 fois les PNB combinés de la France (2,5 trillions), la Grande Bretagne (2,75 trillions) et l'Allemagne (3,2 trillions), ou encore près de trois fois le PNB japonais (5,1 trillions) (CIA, World Factbook 2008, estimations 2007)...

Plus de 14 000 navires (14 721 en 2007) passent chaque année le canal de Panama (Office of Market Research and Analysis, 2008¹⁷⁰) qui lie les deux côtes américaines, ensemble, à l'Europe et à l'Asie du Sud-est. Près de 40 navires de commerce entrent ou sortent ainsi chaque jour de la méditerranée américaine. Ce décompte ne prend pas en compte le flux incessant de tankers pétroliers et de cargo de marchandises transitant entre Tampa, la Nouvelle Orléans, Houston et les ports de Carthagène, Maracaibo, Port Cabello, Rio Haina, San Juna, Paramaribo... C'est pour cette raison, notamment, que toutes les grandes rades abritées des Grandes Antilles (en plus de la zone du canal elle-même), le Môle St Nicolas en Haïti, Guantanamo à Cuba, Kingston en Jamaïque, etc., furent l'objet d'un vif intérêt de la part des États-Unis pour le contrôle de cette artère stratégique du commerce maritime international, contribuant à la déstabilisation à long terme de ces espaces caribéens. La lutte géopolitique pour le contrôle de ces points clefs a opposé, bien avant l'ouverture du canal (1914), les États-Unis à l'Espagne (Cuba, République Dominicaine, Porto Rico), à la France (Haïti) et à la Grande Bretagne (Jamaïque), bien que de manière moins franche, avant d'opposer les États-Unis à l'ensemble de ces pays devenus indépendants (à l'exception de Porto Rico). Haïti et la République dominicaine subiront de nombreuses interventions militaires destinés à mettre en place des régimes collaborateurs, Cuba subit toujours l'occupation d'une partie de son territoire, et ce n'est pas un hasard, sur le Canal du Vent (un des principaux axes de circulation maritime vers et depuis Panama, situé entre Haïti et Cuba) et de fortes pressions viseront à établir des bases militaires à Kingston ou au Môle St Nicolas. Cet intérêt de la part des États-Unis, et la perception de cet espace par leur gouvernement, sont plus ou moins directement responsables de la situation économique et sociale de ces territoires (bien d'autres facteurs entrent en compte cependant).

De même « *les gigantesques flux de capitaux et de marchandises que génère le système économique et financier américain nourrissent de nombreux espaces et échanges hors la loi commune qui vivent en symbiose avec lui* » (Bégot, M., Buléon, P., Roth, P., 2000) : la majorité des zones franches sous-traitent à bon prix pour l'assemblage basique et la mise en cartons de produits pour les firmes nord-américaines; les paradis fiscaux abritent, entre autres, les fortunes de leurs

¹⁷⁰ <http://www.pancanal.com/eng/maritime/reports/table01.pdf>

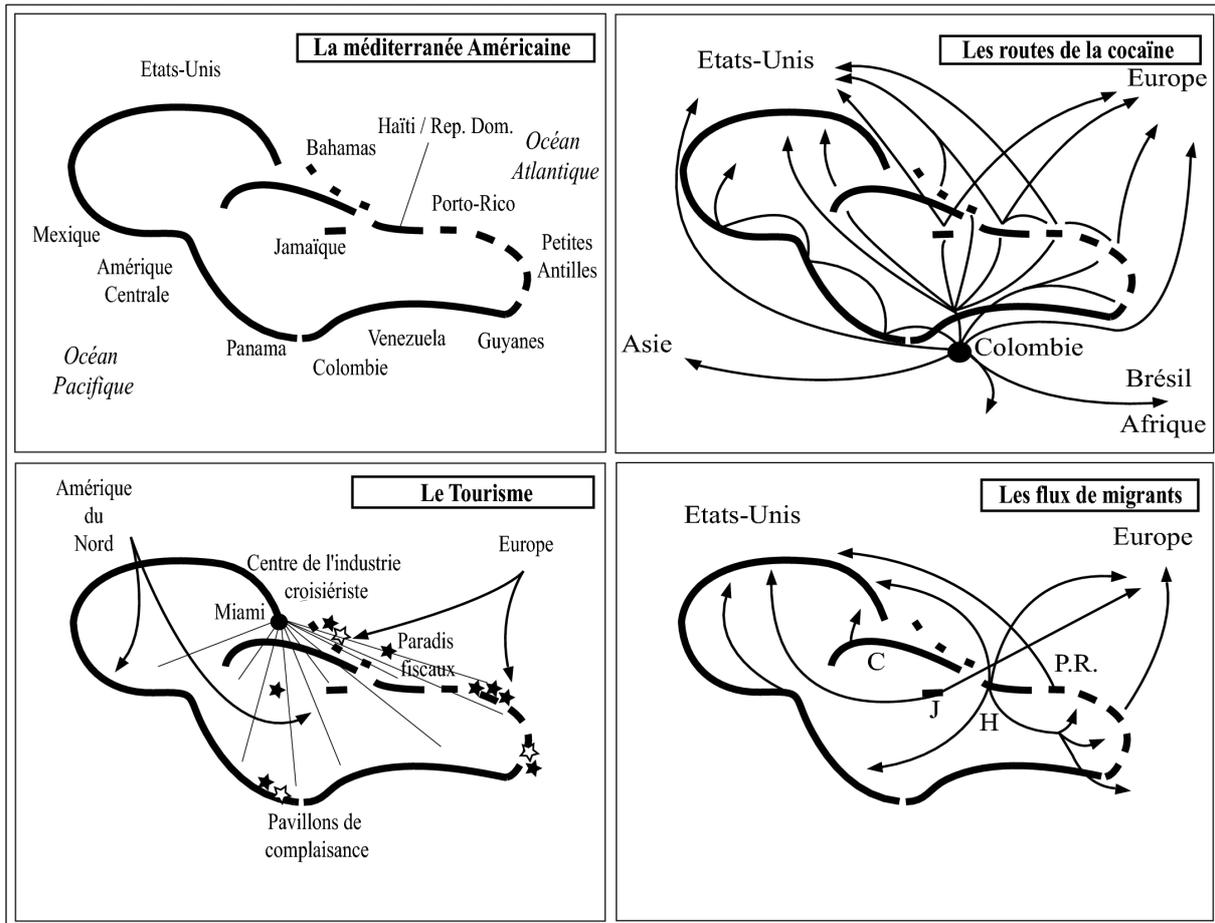
grands patrons, grands propriétaires terriens et autres « as » d'une finance totalement improductive (pour ne pas dire contre productive). Quant aux pavillons de complaisance, qui abondent, ils contribuent à la richesse des armateurs, étasuniens en tête : 162 de leurs navires sont enregistrés aux Bahamas (où ils représentent le second armateur de l'archipel après la Norvège), 115 à Panama (second armateur derrière la Grèce), 23 aux Bermudes (premier armateur), 41 aux îles Cayman (idem), etc¹⁷¹.

Sans être l'unique client, les États-Unis contribuent grandement au développement des espaces dérogatoires du fait de leur proximité et du contrôle étroit qu'ils exercent sur la région. Premiers consommateurs des drogues illicites au monde (en valeur), les États-Unis représentent en outre le principal catalyseur de ce commerce illicite transaméricain, tout comme leur économie, ou du moins la perception que s'en font les habitants des régions méridionales, génère un immense flux de migrants légaux et clandestins. Le commerce particulièrement abject du visa de séjour pour les États-Unis, chaque demande coûtant 131 US\$ depuis le premier janvier 2008¹⁷² (soit l'équivalent du salaire minimum mensuel jamaïcain et trois fois celui d'Haïti !), et pouvant être refusé mais non remboursé, génère un important flux de migrants clandestins nourri par de non moins abjects trafiquants s'engraissant sur les familles séparées et les réfugiés politiques.

¹⁷¹ http://en.wikipedia.org/wiki/Flag_of_convenience

¹⁷² <http://www.state.gov/r/pa/prs/ps/2007/dec/97384.htm>. Les prix pour les visas d'immigrants sont bien plus élevés et dépendant de plusieurs facteurs comme la qualification.

FIG N°22 : CHOREME : LA MEDITERRANEE AMERICAINE



Comme dans le modèle général décrit plus haut pour les méditerranées, le tourisme s'organise dans la région Caraïbienne autour d'un centre décisionnel basé à Miami (et secondairement à Londres), ainsi que des enclaves disséminées dans chacun des espaces caraïbéens (Cf. Fig n°22). La main d'œuvre est hiérarchisée, les plus bas postes étant « offerts » aux caraïbéens et, de plus en plus, aux migrants amenés d'Asie du Sud-est (où les mêmes firmes hôtelières possèdent d'autres branches, organisant ainsi la migration de travailleurs). Cette organisation favorise le mouvement des capitaux issus des bénéfices de l'activité depuis la région Caraïbienne vers les États-Unis et la Grande Bretagne. C'est particulièrement le cas de l'industrie croisiériste (qui prend aujourd'hui l'ascendant). Les législations du travail y sont fonction de l'immatriculation de complaisance sous un des nombreux pavillon sans droit offert par la région. Même chose pour ce qui est des conditions de travail dans la constellation de zones franches présentes dans la région (Cf. Chapitre 2), l'ensemble générant, comme dans le modèle général, le développement du proto-urbain, de l'économie informelle et de la prostitution.

Le trafic de cocaïne s'épanouit pleinement dans ce contexte, utilisant toutes les brèches offertes par une vaste surface de transport maritime connectant de nombreuses îles relais aux statuts de

dépendance variés avec les grandes métropole-marchés visés. Plusieurs (anti)routes terrestres, fluviales, aériennes et maritimes permettent de contourner en permanence l'installation de barrières.

Le modèle explicatif basé sur le positionnement méditerranéen, un positionnement intermédiaire au cœur d'un complexe espace multiplicateur, fonctionne donc correctement. Cependant il décrit beaucoup mais explique peu: manquent au moins deux béquilles, l'histoire ayant amené au développement d'espaces sur le modèle biaisé des pseudos avantages comparatifs, et le mouvement politique et géopolitique ayant soutenu cette tendance depuis les indépendances.

3.3. L'explication économique-historique : l'échec des prétendus avantages comparatifs hérités du modèle colonial.

*« History is a nightmare from which
I am trying to awake »
James Joyce.*

La base de l'argumentation économique-historique serait de montrer que les antimondes caribéens sont globalement liés à la pauvreté (bidonvilles, etc.) et aux inégalités (zones franches, etc.), qui seraient eux même la conséquence de la colonisation européenne. La conséquence de cette colonisation fut en effet de spécialiser cet espace dans des productions complémentaires des pays ayant achevé leur révolution industrielle, Grande Bretagne puis France en tête. Les agriculteurs européens ayant été transformés en cette masse d'ouvriers sur laquelle reposait la révolution industrielle, ces pays manquèrent rapidement cruellement de matières premières agricoles; les vastes périphéries de leurs empires seraient donc spécialisé dans la production, et l'échange commerçant de ces denrées.

Cette première division internationale du travail globalisée eut pour conséquence de créer, de recréer et/ou d'entretenir des antagonismes sociaux/ethniques de type castes dans les périphéries des empires européens, ce qui pourrait être considéré comme créateur d'antimondes, étant entendu que nous avons montré auparavant que les inégalités leurs sont intimement liées.

Cet argumentation, qui possède certains points forts, affiche cependant un défaut majeur. Considérée seule, elle pose en effet comme établi que les territoires caribéens n'auraient pas réussi, en un demi-siècle d'indépendance, à contrecarrer les effets du colonialisme européen en se reconvertissant dans des secteurs plus productifs: assertion contredite par la réalité d'États comme les Bahamas, dont la richesse est liée à un puissant secteur tertiaire (la majorité des espaces

caribéens sont désormais bien plus tributaires du secteur tertiaire que du secteur agricole), ou par l'exemple de Trinidad et Tobago, où un secteur tertiaire plus limité est renforcé par un puissant secteur secondaire orbitant autour des gisements pétroliers du Golfe de Paria. Cet argument apporte en outre de l'eau au moulin à de vieilles théories plus ou moins racistes qui font du Tiers Monde en général un espace ayant rejeté les « lumières » de la civilisation (européenne) pour s'enfoncer dans des problèmes dont il est incapable de se tirer seul. L'ambassade des États-Unis au Nicaragua, deuxième pays le plus pauvre des Amériques après Haïti, décrit par exemple de manière typique la situation locale comme la conjonction entre les difficultés du milieu physique et les difficultés créées par les Nicaraguayens eux mêmes¹⁷³. Ce semblant d'argumentation se contente d'omettre la colonisation étasunienne, la *United Fruit*, l'épisode des Contras et la dictature militaire formée et soutenue par les États-Unis...

Malgré cela, l'argument vaut que l'on s'y attarde ne serait ce que pour bâtir un raisonnement empirique.

3.3.1 Aux origines de la théorie des avantages comparatifs : un nouveau système économique globalisant pour le bénéfice du centre ou de la périphérie ?

La théorie des avantages comparatifs est une vieille conceptualisation économique (1815-1817), contre-intuitive mais facilement démontrable (P. Samuelson cité dans Krugman et Obstfeld, 2000). Elle est en apparence neutre, et stipule que chaque territoire aurait intérêt à se spécialiser dans les productions qu'il maîtrise le mieux, et pour lesquelles il est le plus efficace, et de les échanger sur un marché international contre des produits que sa population consomme mais ne produit pas. La conclusion principale de la théorie est qu'un territoire gagne obligatoirement à l'ouverture au commerce international, à partir du moment où il se spécialise dans une production pour laquelle il possède un avantage comparatif. Cette théorie est donc en principe l'antinomie de la « *maxime des maîtres de l'humanité : tout pour nous et rien pour les autres* » (Smith, A., 1776) Bien qu'elle porte l'empreinte de l'impérialisme européen du 19^e siècle, cette doctrine demeure le credo officiel de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), dévouée à ouvrir toutes les barrières nationales pour le bon déroulement d'une entité mythique et difficilement concevable nommée le « marché », au nom du mythe du libre échange. A tel point que le dernier prix Nobel d'économie fut décerné à Paul Krugman, pour ses travaux complétant les points creux de cette « loi » (notamment les économies d'échelle, et le « goût pour la différence ») (Delaigue, A., 2008).

¹⁷³ Cité dans Chomsky, N., 2006

Aux origines de cette théorie ouvrant la voie aux politiques « libérales », se trouvent l'économiste classique David Ricardo et la Grande Bretagne de la révolution industrielle du 19^e siècle (Ricardo, D., 1817). Alors que le secteur secondaire absorbe une part de plus en plus importante de la main d'œuvre britannique pour la fabrication de produits manufacturés, la question se pose de l'intérêt de conserver un secteur agricole puissant dans le pays. Les taxes alors imposées sur le maïs et sur l'importation d'autres céréales (*Corn Laws*), couplées à la démographie galopante du pays, source d'une forte demande, ont en effet fait fortement augmenter le prix de ces produits alimentaires de base tout en concentrant la richesse nationale dans les mains des propriétaires terriens. C'est donc dans une optique progressiste que David Ricardo et la *Anti Corn Law League* promettent une chute drastique du prix de l'alimentation avec l'imposition du libre échange, qui sera finalement adopté après que le mildiou ait ravagée les cultures de pommes de terre de l'Irlande voisine, soulignant les risques de l'isolationnisme (et déjà, accessoirement, des politiques impériales britanniques).

Cependant, être le seul pays à pratiquer le libre échange n'est pas viable (puisque les productions ne couvrent plus l'étendue des besoins et que des excédents sont produits pour l'exportation dans des secteurs particuliers); les britanniques s'attacheront donc à y convertir les pays voisins, puis des périphéries de plus en plus lointaines. Le relais a aujourd'hui été pris par les États-Unis, imposant l'ouverture des frontières à tous les pays du Monde, y compris ceux qui auraient voulu y renoncer une fois passée l'indigestion coloniale. La France signe sous Napoléon III un premier traité de libre échange avec la Grande Bretagne en 1860, puis la Belgique, l'Italie et l'Allemagne se joignent, etc. Rapidement les colonies périphériques sont intégrées au mouvement et ces espaces sont spécialisés de manière de plus en plus obtuse dans les productions complétant les lacunes des métropoles. Dans ce cas précis, l'avantage comparatif n'est pas celui de l'espace en question, mais bien celui de cette métropole.

De toute évidence le recul nous permet de concevoir les failles de cette théorie telle qu'elle est appliquée dans un cadre plus ou moins impérial, puisqu'elle stipule par exemple que le pays africain produisant de l'arachide doit acheter, avec les bénéfices de cette production, les machines agricoles nécessaires, les engrais, etc., en plus des autres biens de consommation essentiels à l'alimentation quotidienne de la population.

Des études récentes menées sur la question par le prix Nobel d'économie Paul Samuelson montrent que l'application de la théorie des avantages comparatifs et l'ouverture des barrières

nationales limitant le commerce accroissent la richesse nationale, certes, mais en en modifiant profondément sa répartition au détriment des plus démunis (Samuelson, P., Stolper, W., 1941). En prenant une vue d'ensemble faite de valeurs moyennes, tous les pays gagnent donc au libre échange et à l'application des avantages comparatifs, mais, dans le détail, rares sont ceux qui, dans chaque territoire, en profitent.

Le schéma renverse ainsi des avantages autrefois établis pour ceux qui profitaient de la rareté, notamment les paysans, qui pouvaient vendre leurs produits à des prix plus élevés que lorsqu'ils furent mis en concurrence avec les agricultures ayant achevé une révolution agricole basée sur l'usage massif de produits chimiques (pesticides, fertilisants chimiques, etc.) et de machineries (ainsi que sur les subventions de l'Etat).

De plus, le problème majeur de la théorie des avantages comparatifs est qu'elle laisse le rôle d'arbitre, neutre et impartial, aux mythiques « mains invisibles » du marché que sont en réalité les puissantes firmes multinationales qui organisent la production, le transport et la vente de ces denrées, tout en exerçant un puissant pouvoir décisionnel dans l'espace politique (Carroué, L., 2002). D'où de véritables Etats dans l'Etat portant le sceau de la Booker, de Chiquita, ou des «*Sept soeurs* » du pétrole...

L'historien Paul Bairoch analyse clairement les mécanismes trompeurs des pseudos avantages comparatifs. Ricardo a créé ce modèle dans le contexte d'une Grande Bretagne où la rareté des terres fertiles provoque une concentration de capitaux dans les mains d'un petit nombre de propriétaires terriens. C'est pourquoi il suggère à son pays de renoncer à son agriculture au profit de l'industrie, et d'échanger les produits manufacturés contre des productions agricoles ne dépendant pas d'un cartel de propriétaires terriens britanniques. C'est là que repose le principal problème : les produits manufacturés s'échangent dans une tout autre mesure que les produits agricoles. Par conséquent les métropoles spécialisées dans la production et la vente de biens manufacturés se retrouvent en position économique bien supérieure aux périphéries contraintes, par l'organisation du territoire héritée de la période coloniale, à exporter des matières premières agricoles et minières (Bairoch, P., 1974). Lorsque, à partir du 19^e siècle, la Grande Bretagne organise le commerce mondial selon les avantages comparatifs, les principaux pays concernés se trouvent dans une position de dépendance impériale. Ainsi, alors que la Grande Bretagne, premier pays à avoir achevé sa révolution agricole, avait une agriculture très performante, l'essor de la révolution industrielle la rendit dépendante à plus de deux tiers des importations de nourriture. A l'opposé, l'Inde, premier

producteur artisanal de textile au Monde, ne put faire face à la concurrence de la Grande Bretagne industrialisée et fut contrainte, sous la domination britannique, à abandonner le secteur au profit d'une agriculture de plantation (aussi au détriment de l'agriculture vivrière) puisque la métropole avait besoin de nourriture, et plus encore de coton, de jute et d'indigo (et de pavot pour vendre en Chine voisine) (Taïmoon-Steewart, 1997).

Le cas plus récent des États-Unis est encore plus criant d'inégalité puisque le premier promoteur mondial du libre échange basé sur les avantages comparatifs ne se plie pas aux règles de son propre jeu, mais subventionne largement son agriculture, au détriment des agricultures moins modernes du Tiers-monde dont les gouvernements sont fermement « invités » à regarder la chute sans intervenir. En Haïti et en Jamaïque, l'avantage comparatif semble être à l'élevage de poulet en batterie : toutes les parties recherchées des volailles sont vendues aux États-Unis pour combler les déficits de la balance des paiements, tandis que ne restent sur place que pattes et ventres, ainsi que les surplus plus ou moins périmés des productions nord-américaines invendues...

On comprend à travers ces deux exemples que les spécialisations des périphéries sont largement imposées par les centres et qu'elles accroissent le déséquilibre économique entre ces pays, et à l'intérieur des pays périphériques.

L'économiste classique Adam Smith avait d'ailleurs très tôt constaté que les « *principaux architectes* » de la politique extérieure britannique étaient « *les négociants et les industriels* » cherchant à s'assurer du bon retour de leurs investissements, quels que soient les conséquences localement (Smith, A., 1774). Woodrow Wilson ne fera donc que paraphraser, en déclarant, quelques jours avant d'arriver au pouvoir, que « *les maîtres du gouvernement des Etats-Unis sont les capitalistes et les industriels des Etats-Unis* » (Wilson cité dans Chomsky, N., 2006). C'est ce qu'affirme de manière plus littéraire John Dewey, pour qui « *la politique est l'ombre que jette les grosses entreprises sur la société* » (ibid)

Raymon Vernon propose un résumé de l'argumentation réfutant le caractère impérial du libre échange à travers sa théorie hybride intégrant les cycles Kondratiev. Selon l'économiste la diffusion vers les périphéries des productions en fin de cycle transférerait avec elle l'avantage comparatif qui lui est lié (Vernon, R., 1966). Cette théorie possède le charme de sa naïveté, notamment si on analyse superficiellement des cas exceptionnels comme l'Asie du Sud-est (avant 1994) ou le Brésil où il peut exister une production nationale de produits en fin de cycle (automobile, ordinateurs, sidérurgie, etc.). Mais elle masque que les étapes génératrices de bénéfices demeurent contrôlées

par des groupes multinationaux étrangers à ces espaces. L'explication jette en outre un voile opaque sur l'endettement – et la dépendance attachée - lié aux diffusions de fin de cycle (rachat des brevets, des moyens de production, formation, etc.) comme l'a montré Taimoon Stewart (1997). On pourrait en outre protester en rappelant que les diffusions de fin de cycle sont rarement de purs transferts de technologies mais plus généralement des délocalisations de filiales destinées à une utilisation abusive de la main d'œuvre locale, comme l'exemple très décrié du secteur textile le démontre amplement.

Paul Samuelson ajoute une pierre de taille à ce contre-argumentaire en montrant que l'apparition d'industrie concurrentielle dans les « pays émergents » entraîne la dégradation des termes de l'échange des pays riches. Il prend pour exemple la Chine qui, produisant de plus en plus elle-même les produits dont elle a besoin (ce qui fait au passage du pays le seul à l'heure actuelle à se distinguer de la stagnation économique globale), ne les importe plus des Etats-Unis et d'Europe, faisant considérablement baisser le volume des exportations de ces derniers (Samuelson, P., 2004). Ceci implique, dans un raisonnement purement économique, que les pays les plus riches, les principaux promoteurs du libre échange selon les avantages comparatifs, n'ont aucun intérêt - au contraire - à ce que les pays moins riches développent une industrie propre. Il est par contre de leur intérêt évident que ces derniers continuent à fournir des matières premières dont l'extraction est peu rentable, mais nécessaire aux complexes processus industriels qu'ils contrôlent.

Il apparaît ainsi que la mise en application de la théorie des avantages comparatifs, à l'encontre de ce qui fut préconisé par D. Ricardo, renforce la dépendance des périphéries vis à vis des centres au profit des seconds qui, gonflés par le différentiel de bénéfices tirés des produits manufacturés, monopolisent les capitaux nécessaire aux coûteuses phases de recherche-développement qui précèdent tous les cycles économiques.

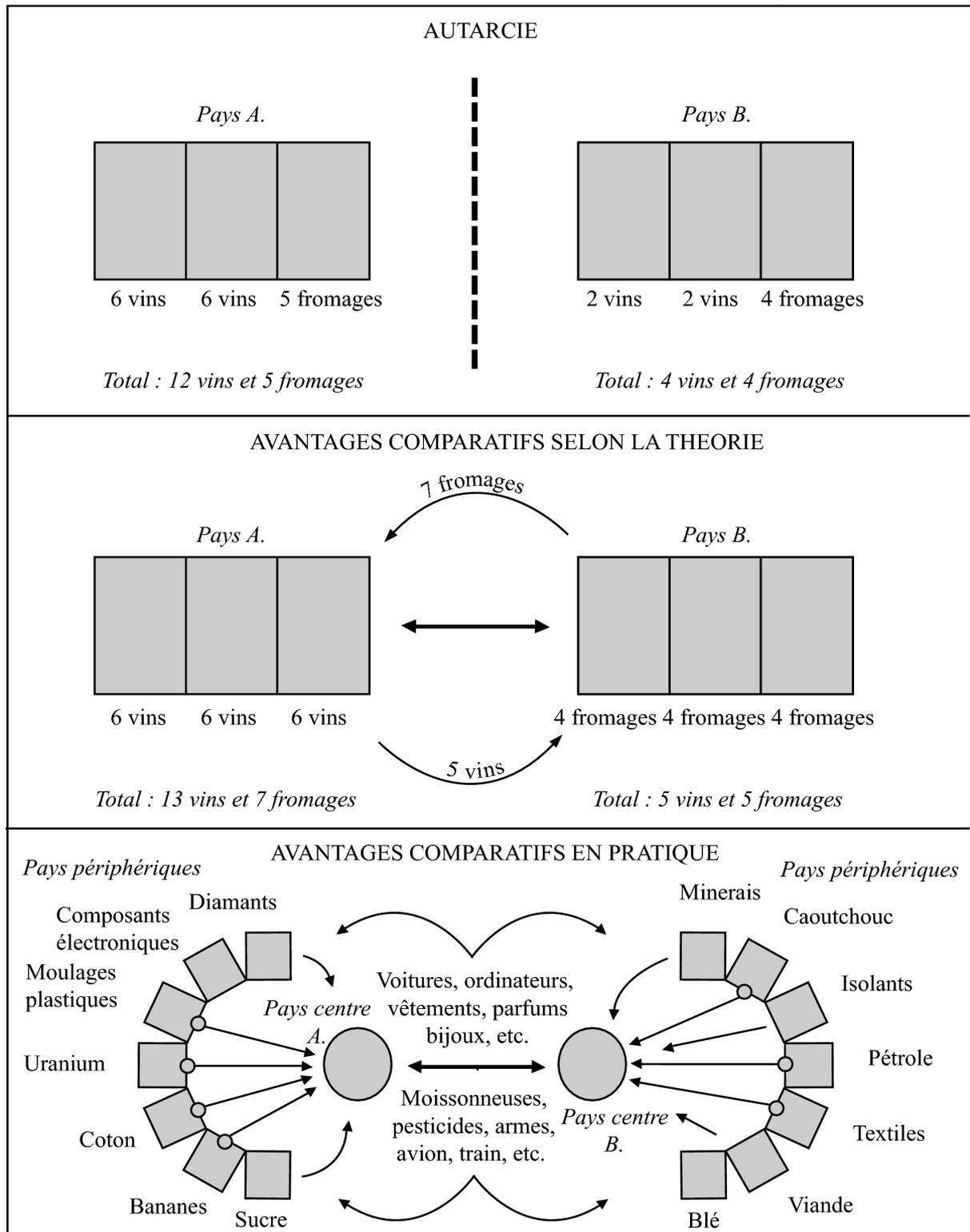
En réalité, comme souvent, le problème ne vient pas de la théorie en elle-même (Cf. deux premiers schéma de la figure n°23), mais de son application. En effet, le libre échange selon les avantages comparatifs fonctionneraient sans doute dans la cadre d'une planète fédérée en région de poids économique et d'influence égale, se spécialisant chacune dans des secteurs rentables complémentaires, bien que des déséquilibres écologiques ne manqueraient pas de se présenter (comme ils se présentent actuellement). Cependant, cette option sous entend bon nombre de postulats de départs non respectés, et difficilement respectables, dans le cadre actuel.

Premièrement, il existe une différence structurelle entre le processus de production des pays centraux et ceux des pays périphériques (et semi périphériques). Les premiers produisent des biens

à haute valeur ajoutée au cours d'un processus de fabrication intégrant les productions primaires des seconds (matières premières et production industrielles de fin de cycle Kondratiev comme l'acier, etc.). Bien souvent ces intrants sont en outre produits dans des branches des firmes opérant dans les pays centraux, ce qui réduit encore le bénéfice tiré de cet échange déjà structurellement inégal.

Deuxièmement, il existe une hiérarchisation des étapes de productions corrélée à une hiérarchisation du pouvoir économique, politique, et donc décisionnel. Ainsi, si les firmes des pays centraux fixent le prix des produits manufacturés qu'elles vendent (au centre et dans les périphéries), elles fixent aussi le prix auquel leurs filiales situées en périphéries achètent les matières premières. L'exemple de la Booker au Guyana est en la matière un cas d'école (Seecharan, C., 2005.). La position de domination des centres est telle – on se rappelle que le prix des produits agricoles est fixé sur la bourse de Chicago tandis que les « sœurs » du pétrole fixent, bien plus que l'OPEP, celui de l'« or noir » - qu'une augmentation du prix d'un intrant du processus de production est reportée directement sur les périphéries par l'augmentation du prix des produits manufacturés qu'elles consomment et qu'elles ne produisent pas, en raison de la théorie des avantages comparatifs. L'exemple le plus marquant est celui du choc pétrolier du milieu des années 1970 qui fut reporté sur les périphéries par ce processus (Taimoon Stewart, 1997).

FIG N°23 : LES AVANTAGES COMPARATIFS, DE LA THEORIE A LA PRATIQUE



Source pour les deux premiers modèles :
 Krugman, P., Obstfeld, M., 2006, *Economie Internationale*, 7e édition, Pearson Education

Le problème est donc une question de point de vue. Depuis la conceptualisation et la mise en application de la théorie, les avantages comparatifs sont des avantages pour les centres de l'économie mondialisée, c'est à dire pour les territoires qui maîtrisent « *leurs processus d'accumulation interne et leur mode d'articulation au reste du monde* » (Carroué, L., 2002)

Dans le cadre d'un système mondial ouvertement régi par l'impérialisme (impérialisme ouvert comme nous le verrons dans la troisième partie de ce chapitre, et sous-entendu par la modélisation centre/périphérie) - en réalité par une foule complexes de systèmes de domination emboîtés à des échelles différentes dans une vaste hiérarchie -, l'autoproclamé « libre échange » prend la forme d'un système économique rentable pour ceux qui possèdent le pouvoir de décider quoi produire selon les lois du libre marché, et quoi produire de manière indépendante, subventionnée et protégée. C'est ainsi que l'industrie de l'armement des États-Unis a par exemple été une nouvelle fois « *socialisée* » après l'effondrement de l'URSS, « *en violation flagrante de la doctrine du marché libre proclamée et imposée aux autres* » (Chomsky, N., 2006) : les coûts et les risques de la recherche et du développement de l'industrie de haute technologie dans l'armement furent ainsi pris par l'État, tandis que les éventuels profits étaient destinés à un secteur privé – certes représenté jusque dans les hautes sphères du dit État – donnant naissance à « *une forme de socialisme d'Etat pour les riches sur laquelle la plupart de l'économie des Etats-Unis repose, particulièrement depuis la seconde guerre mondiale* » (Chomsky, N., 2003 ; 2006). Donc, si les économies « *du Sud* » sont poussées à respecter vigoureusement leur pacte plus ou moins forcé avec les loi du « *libre marché* », pour le meilleur et plus souvent pour le pire, les économies dominantes, qui imposent cette doctrine à travers l'Organisation Mondiale du Commerce, l'OCDE ou le FMI, en sont exemptes. C'est ainsi que les États-Unis et l'Europe subventionnent leurs agricultures nationales respectives à hauteur 90 et 40 millions de dollars par an , tout en maintenant des taxes sur les importations alimentaires qui peuvent atteindre jusqu'à 430%¹⁷⁴ . Ce non respect s'avère cependant vital. C'est ce qu'a souligné la profonde crise alimentaire de 2008 durant laquelle de nombreux pays dépendants dans lesquels l'agriculture vivrière et l'agriculture nécessaire à la consommation nationale avait été abandonnée, selon les règles imposées, à une agriculture d'exportation désormais soumise à d'importante fluctuation des prix en raison du report massifs des investissements spéculatifs depuis les secteurs financiers et immobiliers vers les matières premières, ont du faire face à des graves pénuries et une flambée des prix. Comme il l'a été noté ultérieurement, et comme cette crise l'a dramatiquement souligné, le marché libre basé sur la

¹⁷⁴ Ban Ki-moon, secrétaire général des Nations Unis, cité sur RFI : http://www.rfi.fr/actufr/articles/100/article_65302.asp

théorie des avantages comparatifs rapporte beaucoup d'argent, dans tous les pays du monde, mais à une infime partie de la population, ce que corrobore l'explosion des inégalités partout constatée durant le quart de siècle néo-libéral (Harvey, D., 2005). La « *crise financière* » de 2008/2009 a d'ailleurs pour la première fois permis le dévoilement de ce système à deux vitesses dans la presse libérale, puisque le *International Herald Tribune* ira jusqu'à se faire l'écho, le 24 septembre 2008, de la colère des chefs d'État reprochant en direct aux Nations Unies à Georges Bush de renier « *sa propre médecine en proposant un renflouement des institutions financières* » (MacFarquhar, N., 2008). Ce renflouement gigantesque masque l'immense vide alloué aux pertes d'emplois liés à la même crise (le BIT parle de 20 millions de postes qui vont être supprimés dans le monde pour la seule année 2009) (cité dans Bulard, M., 2008). Lorsque la crise frappe les 1% des Étatsuniens se partageant le cinquième des revenus du pays, même le *Wall Street Journal* doit le reconnaître : « *l'intervention de l'Etat est justifiée pour défendre le système...* » (édition du 27 septembre 2008 citée dans Halimi, S., 2008). Comme le note le géographe David Harvey dans son dernier ouvrage, le néolibéralisme s'affiche alors ouvertement comme un outil politique au service de la restauration du pouvoir de classes, la restauration du pouvoir de la classe dominante, au détriment de la démocratie (Harvey, D., 2005).

Si on admet, ce qui est difficilement contestable, que ce mouvement génère une vaste concentration de capitaux, et, par effet de levier, une misère profonde à la base de la pyramide économique, il est relativement évident qu'il est créateur de nombreux antimondes, au sens brunésien. Il a été amplement montré au chapitre précédent par les corrélations spatiales mises en évidence que des inégalités creusées se répercutent par de forts taux d'homicides ainsi que de forts taux d'emprisonnement par exemple. De même l'Antimonde des guérillas, et autres espaces des bandits à vocation sociale comme décrits dans l'ouvrage de E. Hobsbawn (2000), se développent avantageusement dans les régions sillonnées par de profondes inégalités, comme le montrent la résistance colombienne, les « *chimè* » Haïtiennes, les *posses* jamaïcains, les *congaceiros* brésiliens... De même les zones franches s'implantent dans les espaces de l'inégalité, espaces où fleurissent d'ailleurs toutes les enclaves néolibérales. Il existe donc un lien clair entre l'application de la doctrine du libre marché selon les avantages comparatifs, l'explosion des inégalités, et le développement massif des formes d'antimondes que nous connaissons à l'heure actuelle.

3.3.2 *Spécialisations caribéennes*

La Caraïbe a été à travers son histoire post-colombienne façonnée et spécialisée dans tous les secteurs (primaires, secondaires, tertiaires et même aujourd'hui informel) avec un point commun cependant : la région a toujours été utilisée pour sa main d'œuvre bon marché.

Cette main d'œuvre n'a jamais été gratuite, même durant la phase esclavagiste, puisque les planteurs devaient acheter leurs esclaves, puis les loger et les habiller, etc. Aussi peu consacraient-ils à ces charges, la responsabilité économique de centaines d'esclaves, sans oublier leur coûteuse et vitale surveillance, avait un coût. Dès 1760, les économistes libéraux britanniques et les physiocrates français condamnent l'esclavage en ces termes : « *l'expérience de tous les temps et de tous les pays s'accorde pour démontrer que l'ouvrage fait par des mains libres revient définitivement à meilleur compte que celui qui est fait par des esclaves* » (Smith, A., 1776). A la lecture des ténébreuses « Lumières » (TARRIER, M., 2009) et des encyclopédies d'époque rédigées par des pontes du commerce triangulaire (SÉVILLA, J., 2003) on comprend aisément que l'argument économique ait précédé l'argument moral. D'où la mise en place au 19^e siècle d'un premier système de salariat laissant au soin des anciens esclaves leur prise en charge, en échange d'un salaire réduit pour leur travail sur les plantations. L'exode massif qui s'en suivit contraignit les colons, dans plusieurs cas, à se tourner vers une nouvelle source de main d'œuvre originaire du Sud de l'Inde.

Qu'il s'agisse de la période de la première spécialisation agricole (canne à sucre, café, indigo, coton, etc.) ou de la seconde après l'indépendance (canne à sucre, café, bananes, etc.), de la spécialisation dans un secteur secondaire dérogatoire (les zones franches) ou dans le secteur tertiaire du tourisme ou de l'« *offshore* », la Caraïbe a toujours recueilli les investissements étrangers en raison de la combinaison entre gisements exploitables et disponibilité d'une main d'œuvre bon marché (et désormais relativement bien formée). Telle est la spécialisation qui a été imposée à la région caraïbe pour les avantages comparatifs des métropoles européennes, puis des Etats-Unis.

Dans le cas des petites îles de l'Est de la Caraïbe, l'espace étant limité, les vastes territoires voués à la monoculture dévorèrent dès les débuts de la colonisation les rares replats fertiles, laissant aux paysans locaux émancipés au 19^e siècle la difficile tâche de cultiver les pentes abruptes des volcans. Ce système donna naissance à un dualisme entre vastes plantations, prospères jusqu'à l'effondrement le plus marqué du prix des matières premières agricoles (globalement, entre le premier choc pétrolier pour la canne et ses dérivés, et les années 1990 pour les bananes), et une agriculture plus ou moins vivrière « *de jardin* » à peine suffisante pour nourrir une famille et vendre quelques produits sur les marchés locaux dans les bonnes périodes, et quelques régimes de bananes aux commerçants contrôlant l'accès au port une fois l'an. Cette agriculture de jardin se caractérise par la petitesse des parcelles cultivées et des bénéfices tirés de l'activité. Certaines pratiques

reflètent cette petitesse, notamment dans l'élevage. Les Européens remarquent par exemple immédiatement que le bétail (vaches, chèvres, etc.) n'est pas laissé à paître dans des pâturages enclos, mais attaché à un piquet au sein de l'exploitation, ou au bord des routes. Cette pratique permet de produire plus de viande (ou de lait) avec une surface disponible plus réduite.

Bien que nécessaire, cette agriculture de subsistance n'est pas suffisante. Dès lors, on observe au minimum un dédoublement de l'activité, avec le boom de la construction lié à la vague touristique, ainsi que les possibilités temporaires de migrations régionales ou internationales, par exemple. Ces pratiques rappellent les « *freeters*¹⁷⁵ » européens, tout en présentant des facettes propres aux économies périphériques dépendantes (dans le recours à la migration notamment, et dans le type des emplois pratiqués). Dans le cas de La Dominique et de St Vincent par exemple, ceci débouche sur une pluriactivité incluant sans discrimination emplois formels et informels, temporaires et permanents, mais aussi de forts taux de chômage, et la spécialisation à partir des années 1980 dans la dernière culture rentable, la ganja.

Dans les Grandes Îles des Antilles du Nord, et dans une moindre mesure à Trinidad, ce dualisme, combiné au manque criant de terres disponibles pour les petits paysans, contrastant parfois comme en Jamaïque avec l'étendue des espaces fertiles en friche abandonnés par les planteurs, se couronna par un exode rural massif. Ce flux migratoire fut tourné vers l'étranger tant que cela fut possible (construction du canal de Panama, reconstruction en Grande Bretagne, etc.) puis, à défaut, vers les capitales nationales dont la caractère urbain en fut profondément bouleversé. Ces villes débordèrent littéralement sous l'arrivée de ces centaines de milliers de migrants colonisant littéralement tous les espaces disponibles, des plaines et vallées inondables aux collines soumise à des déclivités extrêmes (parfois les deux en même temps), en passant par les décharges, cimetières, bordures d'égouts à ciel ouverts, etc. Ces territoires spécialisés dans la monoculture furent incapables de fournir aux nouveaux arrivants les emplois auxquels ils aspiraient, laissant ces derniers créer l'ensemble de leur nouveau monde, de leur habitat à leur emploi, de manière toute aussi informelle ou illégale. Les Grandes Antilles seront donc les foyers de diffusion du « *hustling* » - le *hustler* est l'équivalent caribéen anglophone du *Freeter* européen -, connu du côté hispanophone comme le « *jineterismo* ». Comme l'écrit K Levitt, la première ressource de ces espaces est l'immense créativité des « *gens ordinaires* » que sont ces *hustlers*, leur sens du commerce, et leur force surhumaine pour s'arracher des entraves de la misère quotidienne et survivre dignement

¹⁷⁵ Néologisme en vogue construit sur la base anglaise « *free* » et allemande « *Arbeiter* ». Ce « *travailleur libre* » se caractérise par l'enchaînement des petits emplois qu'il pratique et par sa précarité.

malgré la persistance de la « *plantalogique* » et de l'économie de type plantation (Levitt, K., 1996). Charles Mill a nommé ce dernier processus la « *Smaddization* » à partir du jamaïcain « *smaddy* » (*somebody*) (Mill, C., 1997). Les mêmes populations qui laisseront parfois des architectes tels John Turner¹⁷⁶, par leur bon sens et leur faculté à construire intelligemment en recyclant conjointement expériences et matériaux disponibles pour créer des espaces rudimentaires mais flexibles et multifonctionnels, mettront en pratique les mêmes recettes pour créer leurs propres emplois. Bon nombre d'observateurs dériveront rapidement dans la trace de John Turner en soulignant l'inventivité des travailleurs informels, leur flexibilité, et leur capacité à répondre rapidement à la demande, etc. L'« *informalisation a géométrie variable* » (Portes, A., Castells, M., Benton, L., 1989) est alors comprise comme une réponse adaptée au manque d'offre d'emploi ou à l'inadéquation de cette offre par rapport aux aspirations populaires (refus du travail salarié par exemple et désir d'être son propre employeur dans des économies à monopolisation élitiste), ou en sens inverse au manque d'offre de produits ou à leur inadaptation aux marchés visés, souvent les plus pauvres (prix trop élevé, etc.). Saskia Sassen-Koob ne relève par exemple qu'un problème dans la formidable adaptation de l'offre à la demande créée par le secteur informel à New York : le non paiement des taxes (Sassen-Koob, S., 1989).

Cette analyse de la réalité de l'emploi informel – d'une réalité du vaste secteur informel en réalité – est juste mais partielle. Bryan Roberts remarque par exemple à propos du Mexique que les femmes sont particulièrement vulnérables aux brutalités dans ces secteurs, et les hommes victimes de pressions extrêmes qui poussent à chercher refuge dans les psychotropes les plus abondants, en tête desquels on trouve l'alcool. Cette pression sur les deux pôles du couple crée de nombreux problèmes relationnels (Roberts, B., 1989). L'analyse nettement plus récente de la situation de la République Dominicaine par J. Itzigsohn ou par S. Gregory ne diffère pas fondamentalement, si ce n'est par l'observation du glissement entre l'exploitation des femmes dans l'économie informelle et l'explosion de la prostitution de complément (Itzigsohn, J., 2000 ; Gregory, S., 2007).

Comme dans le cadre plus vaste de l'Amérique Latine, c'est l'explosion urbaine qui caractérise les Grandes Antilles: le développement massif des économies informelles y est étroitement associé.

¹⁷⁶ L'architecte John Turner connut une carrière assez originale pour mériter d'être signalée. Après avoir été un des principaux artisans du journal anarchistes britannique « Freedom » il quitta l'Angleterre en 1957 pour aller travailler au Pérou. Là, dans les immenses *Barriadas* de Lima, il fut subjugué par le génie qu'il reconnut dans les constructions des squatteurs, génie qui avait aussi été reconnu autour des villes algériennes par les autorités françaises pour la relation « organique » existant entre les constructions des bidonvilles et le site, la flexibilité des espaces pour servir diverses fonctions, etc. J. Turner consacra à partir de ses constatations une grande partie de son énergie à diffuser des recherches montrant que les bidonvilles étaient la réponse astucieuse des pauvres au système dans lequel ils vivaient, et qu'ils représentaient plus la solution que le problème. Cette longue dérive idéologique lui valut d'être choisis par les très libéraux cadres de la Banque Mondiale pour travailler au côté de Robert McNamara à la popularisation de la politique néo libérale de « laisser faire » entourant le développement exponentiel des bidonvilles...

C'est dans ce cadre qu'entrent les zones franches, des activités autrefois informelles ou illégales désormais acceptées par des lois dérogatoires, soulignant le rôle de l'Etat dans la délimitation économique. Ces zones dérogatoires vont rapidement parasiter toutes les grandes Antilles, autour des capitales où se concentrent la main d'œuvre proto urbaine avidement à la recherche de toute forme d'emploi, et aussi, dans le cas particulier de la République Dominicaine, à proximité de la frontière avec Haïti pour pouvoir récupérer, à plus bas coût encore, une main d'œuvre encore plus désespérée économiquement que celle des bidonvilles de Santo Domingo.

La spécialisation de fait est donc aujourd'hui dans les Grandes Antilles le secteur quaternaire (l'informel), en raison de la perpétuation de la plantologie qui règne toujours dans le secteur primaire (mais aussi secondaire et tertiaire), première spécialisation selon les avantages comparatifs que les firmes du Nord Atlantique pouvaient en tirer.

Georges Beckford décrit ainsi les puissantes compagnies sucrières Booker McConnell et Tale & Lyle, opérant en Jamaïque et à Trinidad à partir des années 1930 après avoir rachetés les terres de planteurs endettés, comme des groupes totalement intégrés verticalement, organisant la culture de la canne, la raffinerie du sucre, des molasses, du sirop et du rhum, puis l'exportation et la vente, allant même jusqu'à la vente au détail dans les magasins Booker de Grande Bretagne. Le profit de chaque activité est lié à l'étape suivante du processus, et le groupe peut ainsi se permettre de faire peu de bénéfices sur la culture de la canne, en produisant une matière première très bon marché malgré un fort besoin en main d'œuvre (d'où les bas salaires), pour multiplier les profits de la seconde ou de la troisième étape, profits entièrement distribués en Grande Bretagne (Beckford, G., 1999).

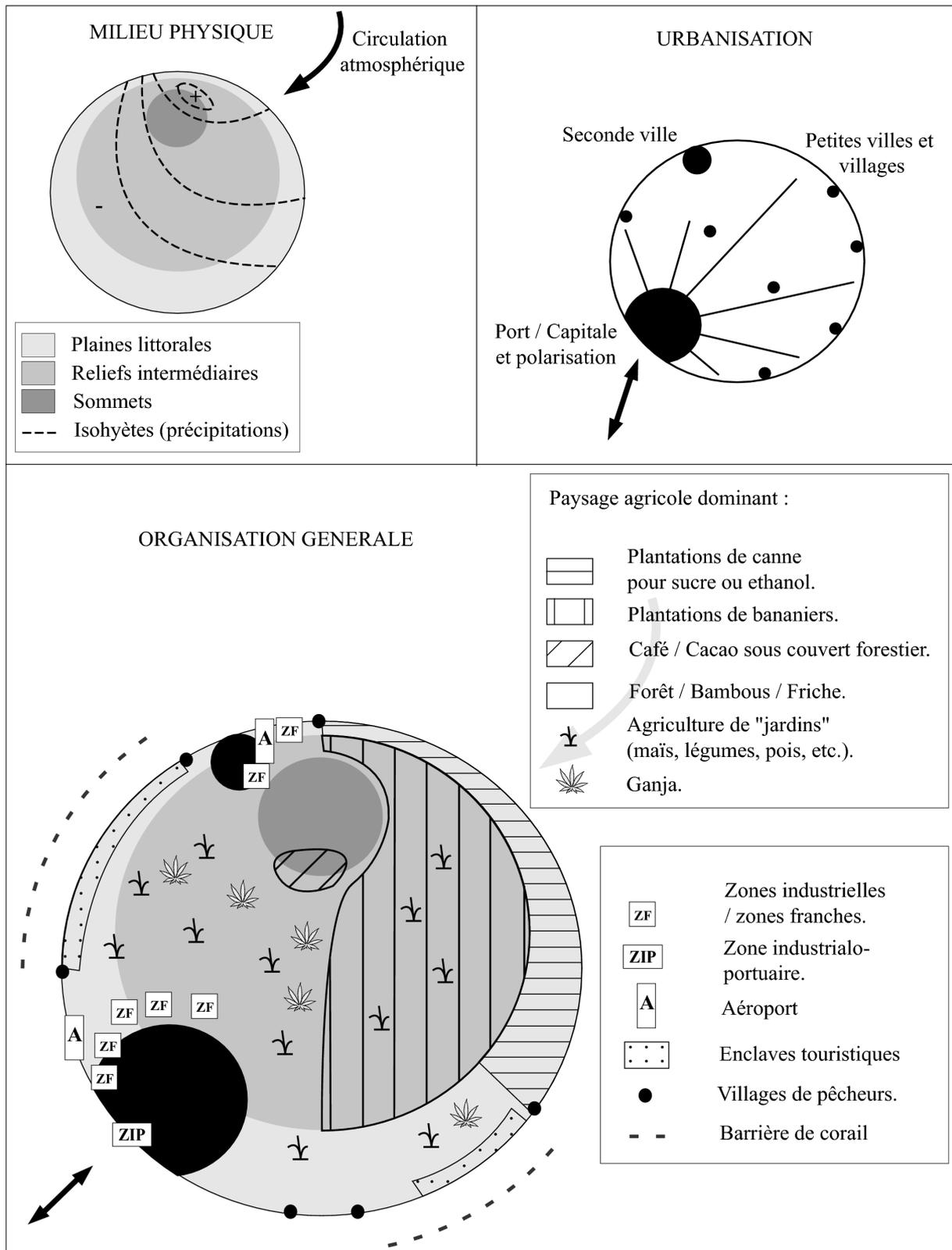
Rien dans ce schéma verticalement intégré ne surprendra un économiste spécialiste des firmes multinationales, qui continueront à opérer de la même manière avant et après les indépendances, expliquant occasionnellement des interventions militaires et souterraines des pays responsables de la protection de ces firmes.

La plus grande dispute autour de cette exploitation coloniale n'eut d'ailleurs pas lieu entre les pays caribéens et les pays d'origine de ces compagnies, mais entre métropoles possédant des compagnies similaires et concurrentielles. Alexander Bustamante, fondateur du JLP jamaïcain et du syndicat BITU qui lui précéda, menacera le pays de grève nationale en cas de nationalisation des champs de canne de Tale & Lyle... Pire, en 1969, la compagnie a pris un tel poids économique dans l'île qu'elle menaçait d'arrêter sa production de sucre (pas de rendre les terres qu'elle occupe), si le gouvernement n'acceptait pas de financer la mécanisation des pratiques et les aménagements de chargements. L'Etat jamaïcain devra donc payer pour contracter le nombre d'emplois dans les

champs de canne du pays après l'indépendance ! Ce schéma n'a rien de particulier à ces compagnies, ni aux grandes Antilles, et les cas les plus étudiés et les plus médiatisés sont ceux des Républiques bananières de la *United Fruit* en Amérique Centrale. Toutes ces compagnies deviendront non seulement plus puissantes économiquement que les Etats dans lesquelles elles opèreront, mais surtout plus puissantes politiquement. Que les terres de la *United Fruit* soient menacées de nationalisation, contre dédommagement à la valeur indiquée par la compagnie, et les Etats-Unis interviendront pour changer le gouvernement local – entité représentant vaguement les rares droits d'une population d'employés de ces firmes dans le meilleur des cas - (Blum, W., 2005). De même appelait-on la *Colonial Sugar Refining Company* « l'autre gouvernement » des îles Fidji, une des premières colonies des Etats-Unis (Beckford, G., 1999). Lorsque les Etats-Unis désireront établir une base en Afrique durant la seconde guerre mondiale, ils se tourneront directement vers le groupe Firestone pour la construction d'un aéroport au Libéria...

C'est ainsi que ces puissantes firmes présentes partout ailleurs dans la région, seront, après les colons, les responsables de la spécialisation, selon les pseudo avantages comparatifs, des territoires du Tiers Monde lors de la période charnière de l' « *indépendance* ».

FIG N°24 : CHOREME : ORGANISATION DE L'ESPACE DANS L'ILE CARIBEENE



Ces processus ont contribué à l'élaboration d'une organisation spatiale de type caribéen (Fig n°24). Sans tomber dans le déterminisme géographique, la première variable fut le sens général de circulation atmosphériques. Les colons européens établirent de manière générale leurs capitales à proximité homéopathique du croisement entre une plaine fluviale fertile et la mer (à l'exception notable de Spanish Town, capitale espagnole de la Jamaïque, soustraite à l'atteinte des pirates). De manière évidente il fallait songer à un abri pour les navires, d'où une localisation préférentielle sur la côtes Caraïbe - et non Atlantique – (ex. Port-of-Spain, Roseau/Plimouth, Castries, Fort-de-France, Kingston, Santo Domingo, etc.) ou au moins dans une rade abritée (Port-au-Prince). Les espaces de prédilection de la canne et des bananiers, les plaines côtières arrosées de la côte au vent sont généralement celles où ces cultures ont le mieux résisté à l'effondrement des cours. De l'autre côté, l'ensoleillement et la faiblesse des précipitations favorisent le développement du tourisme - qui génère désormais plus de capitaux par hectare de prise au sol. D'où la reconversion rapide, surtout à proximité des récifs coralliens où le territoire du secteur tertiaire a progressivement grignoté celui de la pêche artisanale, qui n'y subsiste que de manière lépreuse. Entre le gisement de main d'œuvre bon marché des bidonvilles de la capitale (et de la seconde ville dans les espaces les plus grands) et l'aéroport se sont développés les zones industrielles, souvent zones franches. Sur les hauteurs, les espaces les plus ingrats ont été alloués – plus ou moins légalement - aux esclaves affranchis. Ils y ont développé la petite agriculture permise par la parcellisation et la rareté de l'outillage (le coutelas demeurant l'outil unique sur bon nombre d'exploitations). La ganja pousse dans ces espaces, plus particulièrement dans les lieux combinant faibles précipitations (au moins durant la période des floraison), faible emprise territoriale, et proximité relative de débouchés, localement (capitale, zones touristiques, etc.) et internationalement (ports, pistes clandestines, etc.). - Pour les autres facteurs de localisation des cultures de ganja, Cf. Chapitre 2).

En Colombie et au Venezuela, bien que le terrain ne manque en théorie pas pour accommoder les paysans sans terre, la même « *lutte pour l'espace* » (Nettlford, 1993) qui caractérise les étroits espaces caribéens eut lieu entre les descendants des colons espagnols et les populations amérindiennes, afroaméricaines et les *metiztos*. Le latifundisme, profondément ancré, engendra dans ces espaces à la fois l'absence d'alternatives économiques décentes dans les campagnes, l'emploi se résumant à travailler dans les vastes plantations de bananes, café, etc., tenues par les grands propriétaires terriens, et de violents affrontements entre ces propriétaires terriens, via les armées qu'ils ne manquèrent jamais de constituer, et les petits paysans luttant pour une redistribution des terres. Encore une fois la spécialisation dans la monoculture agricole sur de vastes parcelles, suivie par le même phénomène dans les secteurs minier, avec l'expulsion des petits exploitants locaux par

de puissantes firmes étrangères récupérant l'expérience de la lutte menée par les latifundistes, se traduit dans les deux pays par un exode rural massif contribuant à créer des taux d'urbanisation parmi les plus élevés au Monde (74% en Colombie, 93% au Venezuela selon le World Factbook 2008 !); taux d'urbanisation d'autant plus élevés qu'on considère les vastes *comunas* comme urbains. De la même manière que dans les Grandes Antilles (où les taux sont compris en 45 et 76%), ceci se traduit par l'explosion des économies informelles, reportant souvent des activités de marché issues du monde rural dans l'espace urbain. Cependant l'immensité de ces espaces et les très faibles densités, contrastant avec les cas Antillais, permirent à la résistance contre le latifundisme de persévérer dans les vastes marges amazoniennes désertes (en Colombie le Sud principalement), et aux activités illégales de trouver un vaste espace disponible hors des territorialités étatiques ou presque (Delta de l'Orénoque au Venezuela, Choco Colombien, etc.). L'importance de ces dernières activités, notamment la production et le trafic de drogues illicites, donnera naissance à une nouvelle monoculture contrôlée étroitement par des latifundistes d'un genre nouveau – les *capos* –, bien que leur commerce soit rapidement utilisé aussi par certains groupes de résistance. Seul Haïti et ses Chimères apportent dans les Grandes Antilles une situation qui peut être comparée, bien que dans ce dernier cas la résistance ne soit plus le fait de groupes ruraux mais de gangs urbains des bidonvilles des principales agglomérations du pays (et le niveau d'organisation bien plus limité). De manière encore plus caricaturale qu'ailleurs dans la région, l'entrée dans le libre marché globalisé selon le système des avantages comparatifs ne profita dans ces deux pays qu'à une extrêmement mince frange de la population, frange qu'on pourrait sans trop de difficulté décrire comme la diaspora européenne contrôlant encore économiquement l'espace, et cela malgré les efforts déployés par Simon Bolivar.

Dans les Guyanes l'immensité n'est qu'apparente, les plaines littorales cultivables étant très minces, soumises aux caprices de la mer, à la montée saisonnière du niveau des fleuves, mais aussi aux fourmis-manioc et autres micro-prédateurs des cultures, entravant toute spécialisation agricole trop prononcée. Toute l'ingénierie hollandaise sera cependant utilisée pour mettre en culture les plaines littorales fertiles et relativement peu impaludées, qui vont en élargissant du Surinam au Guyana (Hurault, J., M., 1972). Ces plaines marécageuses situées sous le niveau de la mer diffèrent fortement du géotype de plaine littorale facilement cultivable de l'île volcanique, par exemple, chaque kilomètre carré de canne planté nécessita, en parallèle, la construction par les esclaves de 49 kilomètres de canaux de drainage et de 16 kilomètres de voies d'eau ! (Venn Commission, 1949, citée dans Seecharan, C., 2005) Au total les esclaves durent soulever et déplacer à la force des bras plus de 100 millions de tonnes de sol côtier pour que les compagnies britanniques puissent tirer les

profits faramineux dégagé du « *sucré amer* » de 5 000 km² de plantations. (Seecharan, C., 2005 ; Gibson, K., 2003). L'investissement nécessaire à une telle entreprise évinça les petits planteurs qui tombèrent tous dans la spirale de l'endettement, revendant finalement leurs parcelles à la géante compagnie Booker. Le responsable de l'entreprise Jock Campbell se retrouvera dès lors en position de gouverneur officieux de la colonie, indiquant au gouvernement britannique que penser des candidats populaires (marxistes) F. Burnham et C. Jaggan. Le Guyana fut donc spécialisé dans la production de sucre avantageant les commerçants britanniques qui contrôlaient tacitement ce territoire. L'histoire contemporaine du pays est marquée par la naissance et la domination politique d'un parti marxiste bicéphale (puis tricéphale avec la naissance du parti radical marxiste mené par Walter Rodney), à polarisation ethnique (Jagan représentant la minorité majoritaire d'origine indienne et Burnham la minorité afro-guyanienne). Les deux têtes du parti s'opposèrent violemment sur des fondements racistes (« *ethniques* »), abandonnant leur idéologie à mesure que la CIA et les élites locales prenaient place sur l'échiquier géopolitique. Cette lutte pour la territorialisation entre les représentants indoguyaniens et afro-guyaniens, s'est traduit par l'absence de véritable Nation Guyanaise, au profit d'identités (correspondants à des espaces distincts, les indoguyaniens s'établissant dans un premiers temps dans les campagnes par opposition à l'urbanité des afro-guyaniens), aux intérêts contradictoires, basées sur des critères racistes. Guyana et Surinam représentent ainsi les rares cas caribéens dans lesquels la lutte entre Etat et Nation fut relégué au second rang par une lutte pour un contrôle ethnique entre les « *minorités majoritaires* » pauvres. La victoire finale de la branche indoguyanienne – le clan Jaggan –, et derrière elle des élites commerçantes d'origine indienne, entraîna la disparition complète de l'idéologie marxiste de résistance face à l'exploitation des ressources locales par des compagnies de type Booker, notamment dans le secteur minier (bois, or, diamants, bauxite, etc.) qui explosait durant la même période. Cette victoire finit également d'enfoncer les populations afro-guyanaises, à la fois, hiérarchiquement, dans une division des tâches raciste (bien que la situation soit en la matière complexe, avec des héritages venant parfois remettre en cause ce schéma), et, spatialement, dans les bidonvilles de l'ouest de la capitale.

L'histoire contemporaine du Surinam voisin est, quant à elle, marquée par la rébellion de groupes de noirs marrons, qui refusèrent violemment de brader à des compagnies étrangères les ressources minières de leurs territoires – légalement acquis (par la force !) à travers une série d'accords passés avec les colons Hollandais au 18^e siècle - cela via l' « *armée-Etat* » du colonel Bouterse. Ce dernier, dont « *la signature politique était une inconsistance idéologique et un 'zig-zaguement' entre l'extrême gauche et le centre qui ne l'ont jamais quitté* » (Brana Shute, G., 1990), prit le pouvoir par un coup d'Etat militaire en 1980. Cette ascension par les armes semble dans un premier

temps répondre à l' « *inévitable révolution* » (Lafeber, W., 1993) qu'attend avec patience chaque territoire Sud-américain pour renverser le régime oligarchique, l'organisation de l'espace fondée sur l'inégalité de statut, la polarisation et la domination économique-ethnique, et la périphéricité hérités des colons européens. Cependant le régime de Bouterse, qui affirme établir *une société socialiste dans laquelle il y a du travail pour tous, où la justice sociale règne et dans laquelle il n'y a plus de pauvreté, d'exploitation, de racisme et d'oppression* » (Bouterse cité dans Dew, E., 1994), devient rapidement aussi autoritaire que celui de son homologue F. Burnham. Sur fond de rumeurs de l'implication de la CIA dans le pays, des opposants sont, dans un premier temps, exécutés. Puis, Bouterse, sa famille, et ses officiers, s'impliquent personnellement dans des réseaux de distribution de cocaïne brésiliens. Enfin, son gouvernement s'implique dans la réorganisation de l'exploitation du riche sous-sol et des immenses réserves de bois au profit de la nouvelle élite surinamienne. Aussi bien dans le secteur de la distribution de drogues illicites que dans celui de l'exploitation minière du pays, Bouterse entre en conflit avec les intérêts des territoires « marrons ». Il ne reconnaît pas les traités signés par les Hollandais, les noirs marrons ne reconnaissent que l'autorité coutumière de leurs « *Grand Man* ». La situation se complique avec la scission d'une partie des hauts gradés de l'armée (Bouterse employait jusque là les noirs marrons dans sa garde présidentielle pour leur force physique et leur habitude de la forêt) derrière un de ses anciens gardes du corps R. Brunswijk. Le *Jungle Commando* de Brunswijk affronte violemment l'*Echo squad* de Bouterse et les populations du Maroni (fleuve dont le nom vient de sa territorialisation par les noirs marrons) – femmes et enfants compris - subissent les représailles de l'Etat (« Guerre du Surinam »).

Sur la scène internationale Bouterse s'attirera progressivement les foudres de l'Union Européenne pour son implication personnelle dans le trafic de drogues illicites vers la Hollande (Meyzonier, P., 2000 ; Labrousse, A., 2003 ; Brana-Schute, G., 2000). Derrière le rideau de fumée créé par ces affaires à répétition, les puissantes firmes multinationales européennes et chinoises s'emparent des immenses ressources du pays (or, bauxite, bois, etc.)...

Ainsi, les espaces circum-caribéens furent entièrement façonnés selon la règle des avantages comparatifs, dans le cadre d'un système politique impérial : à partir du XVIIIème siècle, les métropoles forcèrent ces espaces dans des spécialisations liées à l'exploitation de matières premières souvent agricoles, mais aussi sylvicoles et minières.

Ces spécialisations doivent être comprises comme complémentaires des spécialisations européennes, à l'image du charbon faisant tourner la chaudière de la révolution industrielle. D'un côté, on tire les revenus d'une économie de type cueillette à grande échelle (on extrait, on ramasse

et on vend), de l'autre d'une économie industrielle créant des produits manufacturés à forte valeur ajoutée.

Dans un cas particulier comme l'Inde, les Britanniques imposeront même la culture de plantes à drogues pour approvisionner la Chine voisine - et on voit, dans ce cas, particulièrement bien le lien entre l'épisode colonial et le développement de l'Antimonde au sens brunésien. Pour le reste, il demeure difficile de lier totalement l'imposition d'avantages comparatifs localement désavantageux aux espaces périphériques et le développement des antimondes, si ce n'est à travers la chaîne logique basique qui ferait des travailleurs des périphéries des victimes d'une division internationale du travail impériale, travailleurs créant autour d'eux un Antimonde de survie leur permettant de surnager en marge du Système Monde.

Cette explication entre à coup sûr dans la matrice mais elle demeure très limitée. L'explosion de l'habitat proto urbain des bidonvilles – et des économies informelles liées - est par exemple un phénomène beaucoup plus récent qui, si il démarre quelques décennies avant les indépendances, croît réellement de manière exponentielle à partir des années 1970, 1980, avec les montés de drapeau. De même l'explosion des taux d'incarcération, autre indice marqueur de l'Antimonde, est un processus postérieur aux indépendances: il s'accroît particulièrement durant les années 1990 et 2000. Le processus colonial et l'imposition d'avantages comparatifs désavantageux pèse donc évidemment lourdement dans la balance, mais ce sont les événements postérieurs qui expliquent réellement le développement des antimondes, avec l'apparition des paradis fiscaux, la multiplication du nombre de pavillons de complaisance, l'explosion du trafic de drogues illicites, le développement massif du tourisme d'enclaves, et des stigmates les plus emblématiques de l'informalisation institutionnalisée du marché du travail que sont les zones franches.

Un point clef pour la compréhension de ce phénomène réside, comme le soulignent les études menées par Georges Beckford (Beckford, G., 1978), et leur actualisation par K Levitt (Levitt, K., 1997), dans le multinationalisme des activités des firmes. A partir du début du 20^e siècle, ces entreprises coloniales géantes vont progressivement racheter les plantations et les mines possédées par des petits exploitant ruinés pour bâtir de nouveaux empires qui façonneraient un nouveau système de domination encore et toujours basé sur les pseudo avantages comparatifs et l'échange inégal, et plus que jamais sur une intégration verticale transfrontalière. Comme le note Gilbert Rist on passe alors d'un type de colonialisme direct à un type de colonialisme indirect, et la justification usée jusqu'à la corde de l'apport de la « civilisation » évolue légèrement pour donner naissance à l'aide au « développement » (Rist, G., 1996). En effet, ces firmes, qui deviennent rapidement plus puissantes économiquement que bon nombre d'Etats périphériques dans lesquelles elles opèrent, et qui possèdent en outre un important pouvoir de lobbying auprès des gouvernements du « centre »

(là où se prennent les décisions internationales acquièrent rapidement un pouvoir immense et supra national. Pour ce faire « *ces entreprises se dotent d'un tissu dense d'organisations dans les plus grandes métropoles des pays développés (sic)* » et organisent régulièrement des forums pour maintenir la pression sur les décideurs élus (Carroué, L., 2002).

Ainsi bon nombre d'espaces types de l'Antimonde apparaîtront dans des brèches des législations internationales au fur et à mesure que ces firmes s'internationaliseront, recherchant dans ce mouvement, les meilleurs « avantages comparatifs » (encore une fois de leur point de vue, pas du point de vue local) pour leurs différentes branches et activités. Le poids économique croissant lié à cette internationalisation des activités finira par permettre à ces firmes de se réimposer sur le devant de la scène en investissant jusque dans les milieux politiques, soutenant financièrement les partis proposant le système politique le plus avantageux à leurs yeux, celui de la loi du marché, c'est-à-dire la loi des firmes contrôlant le négoce mondial, le néolibéralisme.

3.4 L'explication géopolitique : l'extension de l'empire néolibéral et l' « économicide » lié.

« On a tant rendu à César qu'il n'y en a plus que pour lui »

André Gide

Cette partie examine l'histoire politique et économique de ces trente dernières années pour dresser un parallèle entre le développement extrêmement rapide des espaces de l'Antimonde depuis les années 1970 (la date correspond à l'émergence de l'école d'économie de Chicago au sein de l'Université de Chicago et aux « éprouvettes » néolibérales du Chili de Pinochet et de l'Argentine de Videla), et avec un rythme accéléré depuis les années 1980 (Thatcher / Reagan) et 1990 (effondrement du mythe des NPI), et l'émergence d'un nouveau courant politique capitaliste extrémiste : le néolibéralisme.

Cette accélération correspond en effet peu ou prou à l'apparition du néolibéralisme, une réactualisation de la doctrine libérale qui avait entraîné un accroissement massif des inégalités et généré le désastre économique de 1929, et qui avait depuis été abandonnée dans les centres de l'économie mondiale au profit des politiques keynésiennes.

Il est notable cependant que le système de domination du système Monde, celui des centres sur les périphéries, fonctionne d'autant mieux que les États des territoires périphériques sont inexistants, impuissants ou réduits au rôle de façades étatiques fonctionnant au profit d'une petite élite locale et

d'une ou plusieurs métropoles exogènes. Depuis le début du 19^e siècle la politique extérieure des États-Unis a été entièrement tournée vers cet objectif, écrasant - si besoin dans le sang – toute tentative de développement d'un État véritablement nationaliste et indépendantiste au profit d'adeptes du prétendu « marché libre » formés par les Chicago Boys, et soutenus au pouvoir grâce au renforcement des forces armées du pays, elles aussi formées aux vertus du libéralisme économique (Blum, W., 2005). De même les anciennes métropoles européennes se sont elles jointes au mouvement durant le « *country boom* » des indépendances.

Cette évolution des pratiques de domination spatiale fait l'objet d'un débat, et plusieurs termes ont été employés pour la décrire. Les termes de « néocolonialisme » et de « néo impérialisme » sont, par exemple, vivement critiqués, à la fois par les chercheurs convaincus que les pratiques coloniales/impériales appartiennent au passé, et ont cessé avec les levées de drapeaux (pour céder la place à des conflits internes de domination), et par un nombre croissant d'analystes observant de nouvelles pratiques de domination (spatiale et économique) à l'œuvre au sein du système-monde, mais répugnant en l'emploi de ces terminologies anciennes pour décrire des modèles qu'ils jugent extrêmement différents.

Le fond du problème repose en réalité, sans doute, au moins partiellement, sur la connotation panafricaine – on doit le « néocolonialisme » à Nkrumah (Barongo, R., 1980) - et plus encore marxiste révolutionnaire du terme : dès 1965 Ernesto « Che » Guevara parlait, par exemple, de « néocolonialisme » pour décrire une domination impériale (Guevara, E., 1965). Kwame Nkrumah voit pour sa part dans le néocolonialisme « *la dernière étape de l'impérialisme* » (Nkrumah, K., 1965). « *Nous autres, qu'on appelle poliment sous développés* », déclare Che Guevara, « *sommes en fait des pays coloniaux, semi-coloniaux ou dépendants. Nos pays ont été déformés par l'impérialisme qui a développé anormalement ses branches industrielles et agricoles pour compléter son complexe économique* » (Guevara, E., 1961). Pas de « sous développement » dans la pensée guévariste, mais un « développement déformé » par l'impérialisme.

Face au flux de critiques entourant désormais ces appellations, bon nombre de chercheurs ont abandonné toute forme de recherche en la matière. Pourtant, note Emilienne Baneth-Nouailhetas dans un numéro d'Hérodote consacré au « postcolonialisme », « *s'interroger sur la place du colonial dans le monde contemporain, voilà une entreprise de pensée et de représentation qui va bien au-delà du geste nostalgique ou revendicatif, accusateur, que certains y voient* » (Baneth-Nouailhetas, E., 2006).

Comme le montrent les exemples de la « Françafrique » ou de la politique étrangère des Etats-Unis dans le cadre spatial de l'Amérique du Sud – et de la doctrine Monroe – les rapports de domination actuels se différencient des anciens modes. L'Etat métropolitain tient un rôle plus effacé, au moins en apparence - plus tout à fait de ministres des colonies (bien que la France compte encore des ministres de l'Outre Mer, de la Coopération, etc) -, au profit des acteurs privés qui occupent désormais le devant de la scène. On pourrait citer à l'appui de cet argument la *United Fruit* ou une des « sœurs » du pétrole. D'où l'expression de « *colonisation de second type* » (Rist, G., 1996). La présence de firmes (Booker, Barclay, etc.) à la fois dans le système de domination colonial et dans le système de domination actuel, ainsi que la préservation des aires d'influences privilégiées – malgré des évolutions inévitables - soulignent que l'on a affaire à une évolution, et non à une rupture de pratiques. L'historien Frederick Cooper décrit dans ce sens l'État moderne africain – on pourrait aisément extrapoler – comme le gardien de la porte (*gatekeeper*), l'entité qui se situe par analogie entre les ressources locales et la demande étrangère, et qui monnaie cette position pour perpétuer son pouvoir, notamment en bâtissant de solides systèmes de sécurité (police, armée, etc.) (Cooper, F., 2002).

Carre et Seguin voient dans les modalités prises par la domination particulière des Etats-Unis un modèle différent du système colonial classique, plutôt un modèle à rapprocher de la domination exercée par l'empire romain dans ses territoires (Carré, F., De Séguin, A., 1998). Plus précisément cette domination impériale de type romain est le fait des Etats-Unis et de leur « cercle d'amis » périphériques (Böröcz, J., Kovacs, M., (Eds) , 2001), qui produisent selon Dereck Gregory non pas un « *neo-* » mais un « *retroimperialisme [...] caractérisé par un retour violent du passé colonial* » (Gregory, D., 2004).

Peu importe en fait, du point de vue de notre étude, la terminologie adoptée. Seul compte les faits, à savoir que la domination exercée sur des territoires officiellement indépendants par des métropoles étrangères, souvent concurrentielles, et par des groupes privés étroitement liés à ces métropoles, génère une canalisation des richesses nationales bénéficiant en premier lieu aux investisseurs (les groupes privés), et ensuite à leurs intermédiaires locaux, ainsi qu'à ceux qui profitent des règles du jeu pour une ascension sociale conçue sur le modèle des crabes dans un seau. Cette concentration des richesses qui modifie sensiblement l'espace est logiquement synonyme d'inégalités, et comme nous le verrons tous les indicateurs affichent leur croissance exponentielle depuis les années 1970. Les inégalités générées créent à leur tour ce que Roger Brunet nomme l'Antimonde, comme nous l'avons montré au chapitre précédent. Ainsi les espaces de l'Antimonde – qu'on se réfère aux

espaces dérogatoires, illicites ou informels - représentent un symptôme caractéristique de la forme de domination spatiale la plus récente, quelle que soit la terminologie qu'on emploie pour la décrire. Le développement fulgurant de l'espace des bidonvilles est par exemple intimement lié à la croissance des inégalités, à l'État faible et au « laissez-faire », ainsi qu'à l'informalisation du marché du travail et à l'apparition (la réapparition) des classes de travailleurs pauvres. Ces travailleurs pauvres sont les victimes de politiques libérales, imposées par les centres de l'économie mondiale via des institutions dites « multilatérales », qui prônent qu'une baisse des salaires entraîne des créations d'emplois (invitation à la délocalisation). En renversant le point de vue, cette politique ne diffère nullement de l'intérêt des firmes multinationales cherchant à abaisser au maximum leurs coûts de production via l'implantation de chacune de leurs branches selon les avantages comparatifs revisités. On peut donc aisément voir dans ce mouvement la traduction spatiale de la domination de ces groupes privés sur des espaces laissées dans une situation de déséquilibre économique profond par plusieurs siècles de colonisation. L'économiste John Perkins, qui a travaillé en tant que consultant de la très puissante firme Etasunienne *Chas. T. Main* pendant 10 années, nomme cette domination la « *corporatocratie* » (Perkins, J., 2004). Il s'agit selon l'auteur d'un système opposé à la domination du peuple (démocratie) dans lequel le pouvoir réside dans les mains des entreprises privées, des plus puissantes d'entre elles en l'occurrence. Perkins analyse le fonctionnement de cette « *corporatocratie* » en décrivant plus ou moins comme le sociologue Doug Stokes (2005) un « *Etat impérial* » composé de représentants des puissantes firmes multinationales au sein même de l'Etat (des Etats-Unis en l'occurrence) qui orientent la politique étrangère du pays dans le sens de leurs intérêts. Le point central de l'argumentation de Perkins réside dans la (re)mise en dépendance par le prêt de sommes astronomiques destinées à couvrir les frais de la « modernisation » du pays par des firmes multinationales majoritairement originaires des Etats-Unis. Ceci trouve un écho dans les exemples développés dans son ouvrage (Indonésie, Arabie Saoudite, Equateur, Panama, etc.) et de manière particulièrement caricaturale dans la situation actuelle en Irak. Si, comme on pouvait s'y attendre, le « *best seller* » de John Perkins a été vigoureusement attaqué par le Département d'Etat des États Unis pour sa vision « *fantaisiste* » de la réalité économique (US State Department, 2006) le célèbre politologue ultra-conservateur Samuel Huntington – diplômé d'un master de l'Université de Chicago... - n'affirme rien de différent lorsqu'il regrette dans l'article « *The Erosion* » que les politiques des Etats-Unis soient désormais dénuées de tout intérêt national, sous le poids des intérêts commerciaux des firmes multinationales. Huntington parle par exemple de la diplomatie commerciale de l'administration Clinton en regrettant que « *les dictats du commercialisme aient prévalu au dessus d'autres objectifs comme les droits de l'Homme, la démocratie, les réseaux d'alliance, le maintien de la balance du pouvoir, le contrôle des exports de technologie et autres*

considérations stratégiques et politiques »... (Huntington, S., 1997). C'est la conception que Doug Stokes affiche encore en ce qui concerne la guerre froide, décrite selon lui de manière biaisée comme un affrontement Est/Ouest (contre l'ennemi imaginaire que Huntington a, de ses propres aveux, largement contribué à créer pour la cause de l' « unité nationale »), alors qu'elle fut en réalité un affrontement Nord/Sud, un affrontement centre/périphérie mené et remporté par l' « État impérial » : les firmes multinationales et leurs représentants au sein de l'État des États-Unis face aux velléités de redistribution des terres et de nationalisation (Stokes, D., 2005).

La conceptualisation politico-spatiale de la « corporatocratie » se prête particulièrement bien à la compréhension de l'Antimonde : comme nous l'avons détaillé dans le chapitre précédent à travers divers cas particuliers, paradis fiscaux et zones franches sont des espaces fonctionnant pour l'épanouissement de ce modèle de domination, le trafic de drogues illicites fournit un prétexte idéal pour écraser toutes les formes de résistance populaire locales (la production mondiale de narcotiques n'augmente-t-elle pas parallèlement à l'augmentation des sommes allouées à la lutte contre le narcotrafic ?), les bidonvilles hébergent largement les naufragés du développement des zones franches, qui augmente par ailleurs l'offre dans le secteur de la prostitution, etc.

Cette nouvelle forme de domination, vectorisée depuis le début des années 1970 par le courant politique néolibéral, s'est imposée par différentes voies et différentes modalités que nous allons détailler dans cette partie, à commencer par la poudre à canon, la domination économique, le contrôle des médias, et l'apport d'idéologies justificatrices (la lutte contre des ennemis plus ou moins facilement définissables comme le communisme, le trafic de drogues illicites ou le terrorisme et la promotion d'idées souvent toutes aussi floues comme la modernisation, le développement, la démocratie et la liberté).

3.4.1. Géographie du néolibéralisme

“Everybody steals in commerce and industry.

I've stolen a lot myself.

But I know how to steal.”

Thomas Edison.

“On that bridge I look and see

The symbol of your justice and equality

Standing tall with her torch and flames

Now I ask what are your aims

(...)

*But the eyes of liberty are watching u
To see what next u will do
The eyes of liberty are watchin u
Your justice and liberty are only for a few
The true owners of you nation
Are forced to live on a reservation
Now I see u in my land
Making all kinds of plans
Spending millions of dollars every year
To keep us all living in fear
Economical pressure is your game
Liberty reaching with her torch and flames...”*

Mutabaruka, 1980, The eyes of liberty.



Couverture de la revue *Patria Grande* datée d'avril 2002

La vision politique de l'espace et des sociétés néolibérale qui s'est progressivement imposée comme norme mondiale – en témoigne le poids décisionnel et financier du FMI ou de l'OMC par exemple – renforce la pertinence de la modélisation spatiale centre/périphérie, dans son acceptation dynamique définie par Immanuel Wallenstein et d'Alain Reynaud notamment. La matérialisation concrète de cette politique renforce en effet le transfert de richesses, horizontalement (dans l'espace physique) et verticalement (dans la hiérarchie sociale), des classes pauvres, et moyennes, vers les classes riches et plus encore très riches (Harvey, D., 2007). Les statistiques (y compris des organismes les plus conservateurs) décrivant la remontée des inégalités durant le « quart de siècle néolibéral » jusqu'aux niveaux du début du 20e siècle suffisent à en attester (CIA World Factbook,

2008¹⁷⁷ ; Alternatives économiques, 2008 ; *ILO, 2008*). Tandis que le PIB mondial passait de 3 000 à 30 000 milliards de dollars de 1950 à 2000, la part de cette somme que se partagent les 20% les plus pauvres de la planète diminuait par deux pour arriver au seuil dramatique de 1,1% ! Tandis que la moitié de l'humanité n'a pas les moyens de se nourrir, s'instruire, se soigner ou se loger, 3% des foyers mondiaux détiennent 70% de la richesse mondiale... (Carroué, L., 2002). La vision néolibérale de l'espace et du partage de ses ressources a donc entraîné une concentration géographique étroitement liée à une polarisation sociale des richesses quasi féodale.

¹⁷⁷ Il est écrit à la page « United States » que l'augmentation du revenu par habitant depuis 1975 a été accaparé aux États-Unis par les 20% les plus riches tandis que plus d'un habitant des États-Unis sur dix vit aujourd'hui sous la ligne de pauvreté (12%)

3.4.1.1. Diffusion géographique.

Cette caractéristique explique que, malgré un renvoi tacite à la notion de liberté, le système politique néolibéral tend structurellement vers l'autoritarisme et le clientélisme, et en soit par conséquent profondément antidémocratique. Sa diffusion géographique dans l'espace en atteste. Depuis son terrain d'essai dans le Chili de A. Pinochet jusqu'en Asie du Sud-est (Indonésie, Corée du Sud, etc.), et plus récemment dans les anciennes provinces de l'ex-Yougoslavie, le néolibéralisme s'est le plus souvent imposé militairement avant de se hisser par les urnes. William Blum a pu dresser 55 interventions militaires des seuls États-Unis dans ce but durant les cinquante dernières années – ce qui représente plus d'une par an – et ce bien que des oublis de taille puissent être relevés (Colombie, Irak, etc.). Tout comme lors de la « libéralisation » récente de l'Irak (les chercheurs de l'Université de Baltimore ont produit dans le prestigieuse revue médicale *The Lancet* deux études faisant état de plus de 600 000 morts dès Juin 2006¹⁷⁸ !) et de la Colombie (on parle d'un million de déplacés), quelques dommages collatéraux furent observés dans ce processus. On nommera à titre d'exemples éparses la « *solution finale* » (Blum, W., 2005) guatémaltèque et les quelques (plus ou moins) 700 000 victimes du régime de Suharto en Indonésie, au moins 30 000 victimes de la torture dans le Chili néolibéral de Pinochet et autant de disparus dans l'Argentine néolibérale de Videla, dont bon nombre seront jetés vivant depuis des avions, le « *bombardement massif* » de « *tout ce qui vole sur tout ce qui bouge*¹⁷⁹ » au Cambodge, etc. En Colombie quelques têtes de représentants syndicaux servirent de ballons de football aux groupes paramilitaires tandis que, dans les villages de mineurs, on violait et démembrait vivants hommes et femmes sur les places publiques pour imposer les règles des firmes multinationales édictées dans le code minier (écrit par les experts de la Banque Mondiale...) De leur côté, les femmes afghanes se pliaient, non sans quelques réticences, à adopter la meilleure protection solaire actuellement disponible sur le marché de Kaboul¹⁸⁰ en échange de la sécurisation de cet axe vital au Nord Atlantique du gaz naturel d'Asie centrale.

Il serait cependant malhonnête d'attribuer la diffusion complète de l'idéologie néolibérale aux pays périphériques à la voie militaire (directe ou indirecte, comme le souligne très bien l'ouvrage de W. Blum). Une autre méthodologie largement employée pour la diffusion de ce système fut en effet la

¹⁷⁸ Pour se faire une idée des diverses estimations sur le nombre de morts durant l'invasion puis l'occupation de l'Irak : <http://www.guardian.co.uk/world/2008/mar/19/iraq>

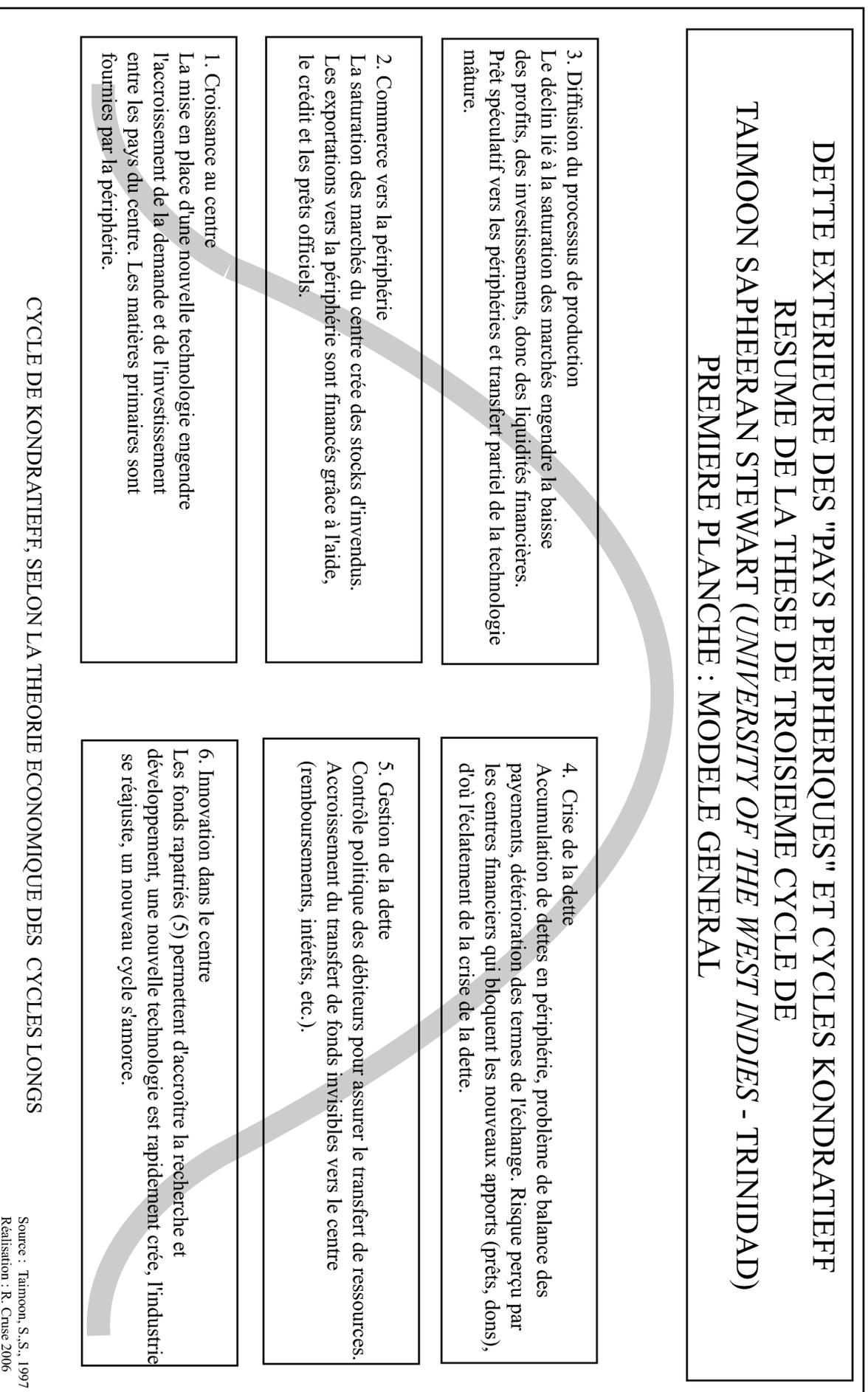
¹⁷⁹ Extrait d'une cassette de conversations entre Nixon et Kissinger rendue publique en Mai 2004 par le New York Times (Becker, E., 2004, New York Times, 27 mai 2004).

¹⁸⁰ Il est ici fait allusion au soutien accordé aux Talibans par les États-Unis durant la période soviétique.

politique de la dette : poussant délibérément les marges du système -monde à s'endetter (la dette publique de l'Amérique Latine est multipliée par 11 de 1970 à 1982), et finançant généreusement les plus violents régimes conservateurs (à crédit), les institutions de *Bretton Wood* ont saisi le prétexte des difficultés de remboursement planifiées à l'avance pour imposer le bien nommé « consensus de Washington » (Taimoon Stewart, S., 1993).

Dans sa thèse de doctorat Taimoon Stewart décrit méticuleusement l'extension voulue et contrôlée des marges commerciales (évoluant avec le temps) du monde, au profit d'un centre de l'économie mondiale, lui aussi mouvant – de Grande Bretagne en Europe Occidentale puis aux États-Unis -, à travers le mécanisme de la dette liée aux cycles Kondratiev. A chaque fin de cycle, Stewart analyse la correspondance d'une phase d'exportation des systèmes de productions et des produits dont les bénéfices s'épuisent, pour le plus grand bénéfice du centre. L'exemple le plus caricatural est l'export de la technologie du rail et de la machine à vapeur par la Grande Bretagne vers les marges de son empire au 19^e siècle : l'Inde, le Canada, mais aussi l'Argentine contractent alors à crédit, en s'endettant auprès de banques britanniques, un système ferroviaire flambant neuf que les ingénieurs britanniques vont concevoir pour servir les intérêts commerciaux de leur propre pays. En Inde le réseau est dessiné de manière à pouvoir transporter les troupes britanniques rapidement dans toutes les régions du pays (et non pas pour relier les campagnes aux villes polarisantes par exemple). En Argentine et au Canada, le réseau dessiné par les experts britanniques permettra de faciliter l'acheminement des productions agricoles depuis les vastes plaines fertiles vers les ports. De là, elles seront exportées vers la Grande Bretagne qui a reconverti ses agriculteurs en ouvriers industriels et où la pénurie alimentaire menace, d'où l'adoption de la théorie de ces avantages comparatifs biaisés (Taimoon Stewart., 1993).

FIG N°25 : LA DETTE EXTERIEURE DES PAYS PERIPHERIQUES



John Perkins (2005), qui analyse les événements dans une approche Rostowienne (toutes les sociétés passent par plusieurs stades industriels, etc.), décrit la suite des événements comme une lutte économique et militaire pour empêcher toutes les sociétés périphériques de développer leur propre révolution industrielle et, au contraire, se spécialiser dans la production des matières premières nécessaires à la production technologique des centres. Steewart (1993) développe la même analyse de manière plus fine, en montrant qu'en réalité les centres exporteront les technologies périmées lorsqu'elles attendront leurs fins de cycle, la production sidérurgique par exemple, pour assurer la concentration nécessaire de capital pour la recherche et le développement nécessaire à l'impulsion du cycle technologique suivant (Cf Figure 25).

Comme le montre cette analyse, la crise de la dette est un élément récurrent (1827, 1875, 1930, 1970/80), normal et nécessaire au système (nous n'analyserons pas ici par souci de concision les taux d'intérêts flottants et autres subtilités de l'endettement des pays périphériques). Outre l'excellente analyse historique de l'endettement, il existe aujourd'hui sur le sujet une vaste littérature géographique. Dans un premier temps cette littérature montra, à partir des années 1990, que les banques poussèrent à l'endettement (Corbridge, S., 1993) en recourant discrètement au piège des intérêts flottants (Klak, T., 1995), dont les taux augmentèrent dramatiquement sous l'administration Reagan en raison de la nouvelle politique monétariste des États-Unis destinée à combler les déficits (Reifer, T., Sudler, J., 1996), ce qui, corrélé à la crise pétrolière et la baisse du cours des matières premières, fit s'effondrer les économies caribéennes au début des années 1980 (Conway, D., 1998). Suit logiquement l'entrée en jeu du FMI qui prend à son compte toutes les dettes du pays, et les ré-échelonnet en échange d'une libéralisation économique. Cette libéralisation permet l'ouverture de toutes les barrières économiques du pays concerné, etc.

Car, contrairement aux idées reçues et aux affirmations gouvernementales, les exportations vers les « pays en développement » sont vitales pour la survie des centres. Elles s'inscrivent dans le cadre d'un commerce inégal résumé dès le XVIII^{ème} siècle par le Père Labat : les richesses immenses des pays du Tiers Monde doivent être produites sur place puis exportées pour transformation, en échange de quoi la métropole introduira sur place des objets fabriqués qui deviendront indispensables, et permettront aux compagnies en charge de réaliser tout le bénéfice (Labat, J.-B., 1728). Comme le disait si bien Omar Bongo : « *la France sans l'Afrique, c'est une voiture sans essence* » (cité dans le « Canard enchaîné », mercredi 10 juin 2009)... L'Amérique du Sud représente par exemple aujourd'hui un marché économiquement plus important que les marchés européens et japonais combinés pour les firmes des États-Unis (Stokes, D., 2005) et l'Afrique de la zone du franc CFA, contrainte d'acheter ses produits prioritairement en France par

sa monnaie héritée de la période coloniale (Monga, C., 2001), représente un débouché quasiment identique au marché des États-Unis pour les firmes françaises (SURVIE, 2008). De même, les émeutes qui se sont déclenchées au début de l'année 2009 dans les DOM antillais ont souligné que derrière les discours récurrents et paternalistes décrivant l'Outre-Mer comme une charge financière pour l'État Français – le syndrome de la « *danseuse chère à entretenir* » décortiqué par C. Taubira (Askolovitch, C., Barret, A.-L., 2009) – ces marchés captifs représentent des importants centres de bénéfices pour les grandes entreprises métropolitaines (Carrefour, Total, etc.) qui sont autorisés à y pratiquer en toute opacité des prix extrêmement élevés (Dromard, T., 2009 ; Gurrey, B., 2009).

3.4.1.2 .L'Etat néolibéral

L'État-type qui émerge du système néolibéral est nouveau et diffère structurellement de l'État colonial auquel il a plus ou moins directement succédé. Cet État, affaibli par l' « ajustement structurel », se présente sous la domination, non pas du corps électoral – comme le terme démocratie le laisserait entendre –, mais sous la coupe de groupes privés et de *lobbies* qui investissent ouvertement dans les principaux candidats (Cf. multiples sources : Bush et Enron, Elf et Chirac, Bolloré et Sarkozy, etc.). La domination de ces groupes est aussi économique dans la majorité des Tiers Monde. Pour ne citer qu'un exemple, les 6 principales compagnies étatsuniennes présentes en Colombie (Drummond Coal, ExxonMobil, Occidental Petroleum, Dole, Chiquita et Coca Cola) dégagent un revenu annuel combiné de plus de 420 milliards de dollars, soit plus que la création de richesse annuelle du pays – le PNB ppp de la Colombie est de 407 milliards en 2008 (CIA World Factbook, 2009¹⁸¹) – et équivalent à 5.5 fois le revenu annuel de l'État colombien. Plus encore que les gouvernements dont ils financent les campagnes politiques, les groupes privés géants qui forment l'armature de base de l'espace néolibéral sont structurellement antidémocratiques (on n'élit pas un directeur, etc.). La redistribution des richesses créées est elle même profondément inéquitable. Prenons par exemple les statistiques de Total - complexe montage mi-public mi-privé englobant l'ancien Elf et ses réseaux « *françafricains* » -, qui affiche en 2008 des bénéfices de 14 milliards de dollars dont seuls 4% seront redistribués aux employés de la firme. Un État fonctionnant comme une entreprise de ce type ne serait ni plus ni moins qu'un État féodal. Or, de manière plus globale, depuis le début des années 1990, la part des salaires dans le PNB français a baissé de 9.3% - soit 100 milliards d'euros. D'après la Banque des Règlements Internationaux (BRI) basée à Bâle « *la part des profits est inhabituellement élevée à présent (et la part des salaires inhabituellement basse)*. En fait, l'amplitude de cette évolution et l'éventail des pays

¹⁸¹ <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/co.html>

concernés n'ont pas de précédents dans les quarante-cinq dernières années ». (Rapport cité dans Ruffin, F., 2008). Le géographe étatsunien David Harvey décrit ce phénomène de vases communicants comme la caractéristique première du néolibéralisme : l'« *accumulation par dépossession* » (Harvey, D., 2000 ; 2007).

3.4.1.3. La ville néolibérale

Pendant que le décile gagnant de ce système se constituait des espaces financiers et législatifs abrités (les paradis fiscaux, zones franches, îles privées et autres pavillons de complaisance par exemple) les victimes gonflaient inexorablement les vastes antimondes de la pauvreté en adoptant par nécessité la métaphore du *limbo* caribéen (la flexibilité). Pendant que la dérogation gagnait le haut de l'échelle sociale, bidonvilles et informalisation du marché du travail devenaient la norme pour la base de la pyramide sociale mondiale.

De l'ouvrage exceptionnel de Mike Davis (2006) on retiendra par exemple que le néo-libéralisme, par son opposition féroce à toute stratégie nationaliste de substitution des importations a eut pour conséquence directe (entre autres) de lever toutes les barrières, économiques et militaires, qui limitaient dans les pays nouvellement indépendants l'exode rural. De même, contrairement aux empires coloniaux européens qui interdisaient fermement le développement des activités urbaines informelles dans leurs colonies pour ne donner aucune chance aux migrants ruraux, les gouvernements libéraux mettront en place des politiques d'« autorisation illégale » (c'est à dire une interdiction non appliquée systématiquement), permettant dans l'usage la pratique, mais la mettant à la merci de la prédation de forces de l'« ordre » sous payées. La conséquence directe de ces politiques fut le gonflement sans précédent, non pas réellement des villes, mais de leurs gigantesques marges (pas toujours géographiques) proto-urbaines. Certes les centre-villes ont connu dans ce processus une intense densification – et une « dégentrification »-, transformant des anciennes maisons de famille coloniale en refuge abritant jusqu'à 25 familles et 130 personnes¹⁸², mais l'extension urbaine néo-libérale a avant tout été le fait d'une extension horizontale exponentielle, le « *lent empiétement de l'ordinaire* », l'infiltration sûre des interstices et des limites de la ville (Bayat, A., 1997). Les néolibéraux colombiens ont nommé ce processus l'« urbanisation pirate » (*piratas Urbanizaciones*). Cet exode massif a fournit aux firmes multinationales une abondante main d'œuvre désespérée et prête à toutes les flexibilités dans les

¹⁸² Exemple développé par David Glasser (Glasser, D., 1988, « The growing housing crisis in Ecuador », in Patton, C., *Spontaneous Shelter : International perspectives and prospects*, Philadelphia) à partir de l'exemple de Quito, en Equateur, mais qui s'applique à de nombreuses villes du Tiers Monde, particulièrement Kingston et Port-au-Prince dans notre région d'étude.

zones franches qu'on retrouve autour des bidonvilles des capitales du Tiers Monde (Davis, M., 2006). J. Itzigshon (2000) a montré les liens directs entre ces politiques et la croissance des bidonvilles liés aux zones franches de Santo Domingo (République Dominicaine) tandis que Paul Farmer (2003) soulignait le lien entre le développement de *Cité Soley* et celui des zones franches de Port-au-Prince (Haïti), pour ne reprendre que deux exemples caribéens. Contrairement à ce que la façade touristique pourrait laisser croire, la ville-type néolibérale n'est donc pas une ville de fer et de verre dans laquelle les architectes diplômés rivalisent de projets futuristes. C'est une proto-ville de zinc, de contre-plaqué, de briques nues et des parpaings bruts désorganisée, autour de ruelles de terre battue évacuant les eaux usées, dans laquelle l'hygiène n'a rien à envier à la ville moyenâgeuse. Mais, « *étonnement, aucun écrivain ne s'est intéressé à la géographie des quartiers pauvres dans les villes du Tiers Monde durant toute la période de l'après guerre* » (Harris, R., Wahba, M., 2002)...

3.4.1.4 Modification géographique (exode rural) et structurelle (secteurs d'activité) de l'emploi par le système néolibéral

Ces « bidonvilliens » forment une main d'œuvre de choix pour certaines branches de l'économie la plus dynamique de l'ère néolibérale : la dérogation. Les zones franches fixes (zones franches industrielles, etc.) et ambulantes (cargos sous pavillons de complaisance, enclaves touristiques, etc.) se nourrissent en effet du désespoir économique de ces « *naufragés du développement* ». Les premières ont d'ailleurs largement contribué à la phase la plus récente de l'exode rural (notamment dans sa composante féminine ciblée par les zones franches du secteur textile), ajoutant une dernière touche à la surpopulation des bidonvilles, à l'éclatement des familles et, comme l'a noté José Itzigsohn dans un pays de référence - la République Dominicaine - au développement de la prostitution pour compenser les salaires inférieurs aux minimaux requis (Itzigshon, J., 2000). Cette analyse est partagée par les chercheurs ayant étudié la prostitution en Asie du Sud-est et à la frontière mexicaine (Cabezas, A., L., 1998 ; Ong, A., 1991) et plus généralement le rapport de cause à effet entre l'ajustement structurel néolibéral et le développement sans précédent de la prostitution en Asie du Sud-est, dans le bassin Caribéen et en Amérique Latine (O'Connell, J., Taylor, J., 1999 ; Mullings, B., 1999 ; Antonius-Smith, C., et alii, 1999 ; Mayorga, L., Velasquez, P., 1999 ; Red Thread Women's Development Programme (RTWDP), 1999 ; Cabezas, A., L., 1999 ; Ong, A., 1991)

3.4.1.5 Protéger la perpétuation d'un système inégalitaire à travers le développement d'un autre espace de l'antimonde : les bases militaires

Le complexe gouvernemental des États-Unis (englobant le gouvernement élu, nommé, et les firmes participant au processus décisionnel) a été le principal fer de lance de la diffusion géographique du néolibéralisme en se prévalent ouvertement, et à contrecœur (*reluctant empire*), du rôle d'« empire bienfaisant » (*benevolent empire*), c'est à dire celui d'un empire protégeant les sujets qu'il englobe sous la bannière de la démocratie et de la liberté (D'Souza, D., 2002 ; Flutsy, S., Dittmer, J., Gilbert, E., Kuus, M., 2008 ; Kagan, R., 1986 ; Boot, M., 2002 ; Mallaby, S., 2002 ; Stratfor, 2002).

Cette façade humanitaire recouvre le véritable édifice impérial étasunien de la « grande région » (*Grand Area*) – dont on trouve les traces dès la théorie de l'expansionnisme vital de J. Q. Adams et plus encore la doctrine Monroe - visant à reprendre le contrôle impérial laissé vacant ou presque par le déclin des empires européens. Ceci dans l'objectif de s'assurer de la conservation du schéma observé en 1948 par le diplomate George F. Kennan – père de la notion aux multiples usages géopolitiques de *containment* - dans un document secret aujourd'hui déclassé : *Les États-Unis « possèdent près de 50% des richesses du Monde mais seulement 6.3% de sa population (...). Notre tâche principale pour la période à venir sera d'élaborer un schéma de relations qui permettra de maintenir cette position... »* (G., F., Kennan, cité dans Stokes, D., 2005)

Le lien étroit entre néolibéralisme, concentration gigantesque de capital, accroissement massif des inégalités et problèmes de sécurité est observé de manière particulièrement lucide par les services de renseignement des États-Unis qui concèdent dans un rapport daté de Décembre 2000 que la « *globalisation de l'économie mondiale* » entraîne progressivement un « *élargissement du gouffre économique* » et un « *renforcement de la stagnation économique, de l'instabilité politique et une aliénation culturelle* », provoquant une agitation menaçante chez les dépossédés (National Intelligence Council, 2000). Le directeur de la Réserve fédérale américaine (Fed) s'inquiétait par ailleurs dans le *Financial Times* du 17 septembre 2007 que le « *découplage entre faibles progressions salariales et profits historiques des entreprises fait craindre (...)* une montée du ressentiment, aux États-Unis comme ailleurs, contre le capitalisme et la marché » (Cité dans Rufin, F., 2008). Par conséquent les budgets militaires sont décuplés, et surtout les troupes sont formées à la guerre du futur : le conflit dans la ville néolibérale, c'est à dire en environnement urbain, et plus particulièrement dans les marges, les espaces proto-urbains (Davis, M., 2006 ; Leymarie, P., 2009).

A l'aube du nouveau millénaire les États-Unis - qui produisent 60% des armes vendues dans le Monde - dépensaient dans toute l'Amérique Latine plus d'argent en aide militaire/policière qu'en aide économique et sociale, « *renforçant les forces militaires au détriment des autorités civiles [...], exacerbant les atteintes aux droits de l'Homme, générant des conflits sociaux et une instabilité politique* » (Youngers, C., Rosin, E., (Eds), 2005). L' « École des Amériques » entraîna durant la « guerre froide » 40 000 officiers sud américains (Nelson-Pallmayer, J., 1997), cet établissement représentant selon le Ministre de la Guerre Robert Patterson « *la clef de voûte (...) pour développer les idéaux et le mode de vie des États-Unis en Amérique Latine* » (Patterson, R., 1947, cité dans Stokes, D., 2005). A partir des années 1990 les États-Unis entraîneront chaque année plus de 100 000 soldats étrangers dans plus de 150 institutions aux États-Unis et dans 180 pays du Monde (Lumpe., L., 2002). Entre 1990 et 2001, des gouvernements néolibéraux tenus pour responsables de violations flagrantes des droits de l'Homme comme le Chili, le Guatemala et le Nicaragua reçurent 350 millions de dollars d'aide militaire. (Cité dans Stokes, D., 2005). Entre 2002 et 2003 le nombre de troupes Sud-Américaines entraînées par des programmes des États-Unis a augmenté de 50%, avec comme priorité la lutte contre le « *populisme radical* », nouvelle étiquette du nationalisme indépendant opposé aux intérêts économiques des États-Unis dans la région (Youngers, C., Rosin, E., (eds.), 2005 ; Isacson, A., Olson, J., Haugard, L., 2004 ; Stroke, D., 2004).

3.4.2 Comment la conception de l'espace néolibérale s'est elle imposée à la Caraïbe : de la plantocratie à la « corporatocratie » antillaise.

*“The Precise pain,
In the precise place,
In the precise amount,
for the desired effect”*

Devise de Dan Mitrione¹⁸³, ancien responsable américain
de la formation des officiers Uruguayens.

¹⁸³ “Conseillé” américain auprès de la police Uruguayenne et directeur de l' « *Office for Public Safety* » à Montevideo durant la période de lutte contre la guérilla urbaine des Tupamaros. Dan Mitrione avait, selon ses propres déclarations, fait de la torture un art scientifiquement orchestré. Il formait les policiers Uruguayens aux interrogatoires à base de chocs électriques dans une chambre de sa maison de Montevideo, sur des cobayes humains ramassés parmi les sans-abris de la capitale. Il fut assassiné en 1970 après avoir été kidnappé par les Tupamaros (Langguth, A., J., 1978, *Hidden Terrors*, New York). Lors de ses funérailles le porte-parole de la Maison Blanche Ron Ziegler déclara que Mr. Mitrione avait dévoué sa vie à la cause d'un « *progrès pacifique* » et demeurerait « *un exemple pour tous les hommes libres* » (Poelchau, Ed., 1981, *White paper, whitewash*, New York). On doit la citation à l'agent double Cubain Manuel Hevia Cosculluela, dans ses mémoires « *Pasaporte 11333 : Ocho Años con la CIA* » (1978) cité dans l'ouvrage de William Blum (2005).

« *La liberté est un cadeau de dieu (...). En tant que plus grande puissance du Monde nous avons l'obligation d'aider à [la] diffuser*¹⁸⁴. » Ces mots prononcés par Georges W. Bush le 13 avril 2004 décrivent honnêtement la doctrine Bush (Jr.), une fois traduit le terme ambigu de « liberté ». L'historien conservateur John Lewis Gladis, qui approuve globalement cette doctrine guidant les gouvernements américains depuis Wilson, en trace les origines dans la pensée géopolitique de John Quincy Adams : « *nous concevons l'expansion comme la voie de la sécurité* ». Les États-Unis ont commencé par la Floride (alors marge de la territorialité de la couronne espagnole) en 1818 et occupent toujours militairement l'Irak et l'Afghanistan à l'heure actuelle¹⁸⁵.

L'appel du pied à une implication divine rappelle que toute intervention nécessite une justification. Comme les gangs pratiquant le racket, les États-Unis invoqueront à de nombreuses reprises la protection : protection contre le communisme, contre le trafic de drogues, contre le terrorisme, etc. Comme les gangs pratiquant le racket, les États-Unis étaient bien souvent à la fois les protecteurs et les prédateurs potentiels : dealers d'opium en Asie du Sud-est, d'héroïne sur les bords de la Méditerranée, et de cocaïne autour du Nicaragua (Contras) et d'Haïti (Guy Philipe), fondateurs des groupes terroristes cubains de Miami, des FRAPH haïtiennes, etc. L'objectif, affiché on ne peut plus clairement par l'administration Bush Jr, ce qui lui vaudra les compliments de H. Kissinger¹⁸⁶ (Kissinger, H., 2002, Chicago Tribune, 11 août 2002) et les remontrances de M. Albright¹⁸⁷ : étendre la division internationale du travail néolibérale au reste du monde.

Cette « *division internationale du travail* », écrit l'historien Uruguayen Eduardo Galéano, « *fait que quelques pays se consacrent à gagner, d'autres à perdre. Notre partie du monde appelée aujourd'hui Amérique Latine, s'est prématurément consacrée à perdre depuis les temps lointains où les Européens de la Renaissance s'élançèrent sur les océans pour lui rentrer les dents dans la gorge* » (Galéano, E., 1978). N'étant ni plus ni moins « latine » que la vaste majorité de l'Amérique du Sud, la région Caraïbe mérite d'être étudiée dans l'optique du sous-continent en raison de la proximité des pratiques spatiales de domination qui y ont été conduites (occupation militaire de Cuba, Haïti et la République Dominicaine au début du 19^e siècle), et de leur glissement progressif vers le « néolibéralisme », la colonisation économique avec pas ou peu d'emprise physique et de

¹⁸⁴ www.whitehouse.gov/news/releases/2004/04/20040413-20.html

¹⁸⁵ La comparaison est intéressante dans la mesure où les justifications furent relativement similaires. Après avoir violemment expulsé les indiens Seminoles de leurs terres de Floride, les États-Unis s'offusquèrent de la violence de leurs représailles et se proposèrent d'intervenir pour mettre fin à cette atroce bain de sang.

¹⁸⁶ Henry Kissinger dont on connaît le franc parlé décrit la doctrine Bush comme « *révolutionnaire* ».

¹⁸⁷ Secrétaire d'État sous l'administration aussi expansionniste mais plus subtile de Bill Clinton.

personnel localement (les tâches étant délégués sur place à travers un rideau de dictatures soutenues économiquement et militairement, Batista, Duvalier et Trujillo pour reprendre l'exemple précédent, puis de leurs dérivés mi-démocratiques, mi-autoritaire).

Actuellement, le régime-type néolibéral caribéen se présente comme la façade démocratique d'un édifice colonial à deux étages. Il repose sur une fondation impériale (colonisation physique), la reprise en main militaire des plus importantes colonies européennes, puis un premier niveau de délégation des tâches au personnel « compétent » localement, dictature et/ou armée ou groupes paramilitaires, avant de glisser vers une phase pseudo démocratique jouant plus subtilement des ficelles de l'aide économique et militaire et de la gestion de la dette, tout en conservant le « *paradigme de l'économie de plantation* » (Beckford, G., 1999). Ce schéma d'appropriation de l'espace caribéen par les États-Unis ne fut finalement pas si différent du schéma européen si on excepte sa temporalité et la rapidité de sa première phase (occupation physique). C'est ainsi que les Français, par exemple, passeront à une colonisation de second type (délégation des tâches localement) après une très longue colonisation physique (de phase 1), puis à une colonisation de phase 3 (façade démocratique) dans la célèbre « Françafrique », les Britanniques appliquant un modèle relativement similaire dans le Commonwealth, etc. Pour le dire autrement, l'espace politique contemporain caribéen n'est que la résultante d'un long et progressif processus de sélection exogène donnant naissance à un État de type « Janus » (observation corrélée par l'étude de l'espace des drogues illicites dans la région au Chapitre 4) : un État à deux visages jonglant de manière maladroite entre les aspirations nationales exprimées par la base électorale et les intérêts extérieurs.

3.4.2.1 La phase coloniale : la reprise en main progressive des colonies européennes

La phase coloniale est relativement facile à identifier bien qu'elle n'apparaisse pas dans tous les livres d'histoire sous ce nom. Cette phase correspond pour les États-Unis peu ou prou à l'aide économique et militaire aux mouvements de résistance à la colonisation européenne, en parallèle d'un puissant lobbyisme international pour l'émancipation des colonies européennes. Le modèle expansionniste des États-Unis étant clair – affiché notamment avec la doctrine Monroe - les Européens ne seront pas dupes et perdront leurs plus importantes possessions caribéennes par la poudre à canon plutôt que par la diplomatie. Et ce d'autant plus facilement que les États-Unis pourront jouer à la fois sur la distance euclidienne et sur les violentes divisions entre empires européens concurrents. Le secrétaire d'État américain John Quincy Adams déclarait ainsi qu'il est « *impossible que les siècles passent sans voir leur annexion aux États-Unis, non pas que nous*

aspirions à cela par ambition ou par appétit d'aucune sorte, mais parce que c'est une absurdité (...) que les territoires dont les souverains se trouvent à 1500 miles au-delà des mers, à qui, en outre, ils semblent inutiles, voire encombrants, puissent continuer d'exister à côté d'une nation puissante et en pleine expansion » (Williams, E., 1970). « Il existe des lois de gravitation politique semblables à celles de la gravitation physique », et de la même manière qu'une pomme, détachée par le vent de son arbre, n'a d'autre choix que de tomber au sol, les îles de la Caraïbe (l'auteur parlait en l'occurrence de Cuba mais on peut généraliser au vu des développements ultérieurs), séparées de leurs connections respectives, devront uniquement graviter autour de l'Union Américaine. En vertu de cette même loi, cette Union se verrait dans l'impossibilité d'y renoncer (Lamrani, S., 2003). « Un temps viendrait où il suffirait de tendre la main pour recueillir le fruit mûr... » (J.Q. Adams, cité dans Williams, E., 1970)

Tout commença peu avant la révolution d'esclaves Haïtiens, lorsque les États-Unis fournirent leur aide financière et des armes aux planteurs blancs cherchant à s'émanciper de la tutelle française (Farmer, P., 2006). Puis les événements se compliquèrent avec les revendications territoriales des mulâtres cherchant à conquérir par la force le droit à la possession d'esclaves et de domaines, avant que les noirs libres ne viennent à leur tour réclamer ce même droit (Farmer, P., 2004). Haïti fut dès lors laissé de côté pour quelques années, bien que la marine des États-Unis patrouillât alors régulièrement dans les eaux haïtiennes pour y pratiquer un racket et protéger les premiers investissements du pays dans la région (Farmer, P., 2006). La première reprise coloniale fut celle de la Floride, en 1918, au détriment de l'empire Espagnol. La Floride Espagnole posait problème aux États-Unis car elle représentait un refuge pour les esclaves marrons fuyant les plantations du Sud et pour les natifs « indiens », ainsi que pour les créoles « *Black Seminoles*¹⁸⁸ ». Toute conquête nécessitant un prétexte, les États-Unis provoquèrent un des premiers « Pearl Harbor » de leur histoire en attaquant sauvagement des campements Seminoles de la région avant de s'offusquer de la riposte et d'envahir la région pour mettre fin au bain de sang, « *rappelant aux historiens qu'il ne faut pas chercher la vérité dans les explications officielles des événements* » (Weeks, W., 1996).

En 1823, le président James Monroe clarifia la situation à travers la célèbre doctrine qui porte son nom en déclarant l'Amérique chasse gardée des États-Unis (Simons, G., 2004).

Dès 1846, les États-Unis s'intéressent de près à la région isthmique et ultra périphérique colombienne (l'actuel Panama). Le 12 décembre, un traité est signé entre les deux gouvernements, garantissant l'exclusivité des droits aux États-Unis pour le transit à travers la partie isthmique du

¹⁸⁸ Noirs marron accueillis par les Séminoles en échange d'une rente annuelle sous forme de nourriture. Ces marrons adoptèrent la culture Séminole et certains devinrent à la suite de mariages des chefs tribaux.

pays, par les moyens existants et par d'éventuels futurs moyens. Le train possédé par les  tats-Unis était alors le seul moyen de transport à travers l'isthme, et la Société Française de Géographie apporta l'idée d'un canal, sans pour autant réussir à la concevoir. Ceci suffit cependant à redonner au gouvernement colombien un intérêt pour cette région ultra-périphérique du territoire national, et revenir sur les droits des  tats-Unis dans la région. T. Roosevelt réagit en déclarant que les « *li vres (Jack Rabbits) de Bogota ne devraient pas avoir le pouvoir d'empêcher indéfiniment la construction d'une des futures autoroutes de la civilisation* » et en organisant la sécession de la région, basée localement sur un vague sentiment d'appartenance nationale. Les *marines* s curis rent l'« indépendance » de Panama d'autant plus facilement que le gouvernement Colombien avait été affaibli par « la guerre de 1 000 jours » (1899 – 1902, guerre civile). La première constitution de l'histoire panaméenne donnait aux  tats-Unis « *tous les droits, pouvoirs et autorités* » dans la zone qui accueillerait quelques années plus tard le canal, « *que les Etats-Unis poss deraient* », ainsi que tous les droits indéfiniment « *pour l'usage des fleuves, rivières, et autres voies d'eau* »... (McCullough, D., 1977 ; Simons, G., 2004)

Dès 1805, Thomas Jefferson déclarait que « *la possession de l' le [de Cuba] était nécessaire pour s'assurer la défense de la Louisiane et de la Floride car elle est la clé du Golfe [du Mexique]* » (cité dans Hernandez, A., B., 2002). Cuba représentait surtout, en plus de sa position géostratégique, le troisième plus gros exportateur (en valeur) d'Amérique du Sud après le Brésil et l'Argentine. C'est pourquoi après avoir tenté en vain d'acheter la colonie aux espagnols les  tats-Unis virent d'un bon œil qu'une communauté d'expatriés dirigés par José Marti fomentent depuis Miami la révolution de 1895. Ce dernier ayant « *vécu dans le monstre* », affirmera que le but ultime de cette révolution était d'assurer l'indépendance de l' le avant qu'elle ne tombe aux mains des  tats-Unis. Cependant, en 1898, alors que l'armée espagnole avait été écrasée par les révolutionnaires, le gouvernement des  tats-Unis organisa le second « Pearl Harbor » de son histoire expansionniste, (ou en profita, comme souvent, la chose n'est pas claire...) l'explosion du bateau « Maine » dans le port de la Havane, pour occuper militairement l' le et achever les derniers bastions de résistance espagnols. Les  tats-Unis allaient dès lors se « *construire un empire aux frais de l'Espagne* » (Emily Rosenberg, citée dans Lamrani, S., 2003). Le traité de Paris mis fin aux hostilités, accordant aux  tats-Unis la possession de Porto-Rico, conquise de la même manière, et légitimant la mise en quasi protectorat de Cuba, signifiant que les investissements des entreprises étasuniennes dans le pays seraient défendues militairement en cas de nécessité.

Après avoir massivement investi dans l'agriculture de l'île bi-étatique d'Hispaniola, les États-Unis colonisèrent militairement Haïti en décembre 1915 et la République Dominicaine, dans la foulée, en 1916. « *L'étudiant en histoire Latino-américaine ne sera pas surpris que la conjonction entre une pénétration massive de capitaux étrangers et l'intrusion quasi continue de bateaux de guerre dans les eaux nationales (...) ait finalement mené à une occupation armée* (Farmer, P., 2006). Le « *protectorat virtuel* » que les États-Unis mirent en place en République Dominicaine, à Cuba et en Haïti, associés à la possession de Porto Rico et de la zone du canal de Panama, transformèrent la Caraïbe en un lac étasunien auquel la Colombie et le Venezuela allait bientôt être joints (Dulles, F., 1954). Le prétexte pour l'occupation d'Hispaniola fut une fois encore l'« instabilité », instabilité liée à l'expatriation des matières premières et du capital par les enclaves étrangères présentes dans le pays, comme le note l'historienne Brenda Plummer à propos d'Haïti (Plummer, B., 1988), mais aussi déjà à la présence de violentes dictatures collaborant avec les propriétaires étrangers (Farmer, P., 2006). Juste après que le général Vilbrun Sam ait connu la justice populaire en récompense de son œuvre dictatoriale¹⁸⁹, les *marines* débarquèrent en Haïti le 28 Juillet 1915 pour rétablir l'« ordre », notamment parmi une population qu'ils décrivent alors comme des « *animaux noirs sans pensée* » (*unthinking black animals*)¹⁹⁰. La constitution haïtienne de 1918, que F. Roosevelt déclarera avoir lui-même écrit, accorda aux États-Unis les plus importants droits qu'aucun pays d'Amérique du Sud ait alors concédé, avec notamment le contrôle politique et administratif des États-Unis, la formation d'une nouvelle Gendarmerie par les occupants, le contrôle des exportations, et en empêchant même le pays de recourir à des prêts sans l'accord de la nouvelle métropole. Même l'élite haïtienne réagit négativement à cette constitution qui, d'un côté, balayait d'un coup de baïonnette le sang des dizaines de milliers d'esclaves morts pour la constitution de Dessalines (interdisant tout contrôle étranger de la terre haïtienne) et, de l'autre, privait cette élite locale des retombées de l'exploitation directe des paysans haïtiens. Farouchement attachés à leurs valeurs démocratiques, les occupants invitèrent tous les haïtiens à un référendum sur la nouvelle constitution. Plusieurs groupes d'électeurs récompensés en nature furent amenés vers les stations de vote où on leur remis un bulletin blanc marqué d'un « oui », et la nouvelle constitution fut approuvée avec 99.9% des suffrages exprimés (représentant 5% de la population) (Gaillard, R., 1982, Farmer, P., 2006, Chomsky, N., 2006).

Dans les îles de taille moyenne des Antilles, la bataille pour la territorialisation étasunienne fut moins disputée, en raison d'intérêts économiques moins prononcés, mais pas absents.

¹⁸⁹ Le Général Sam, voyant son heure venir, venait de faire exécuter 163 des 173 prisonniers du pénitencier national. Les familles des victimes comptaient au premier rang des lyncheurs du dictateur.

¹⁹⁰ Article de la revue de géographie coloniale *National Geographic* n°38 de 1920.

Contrairement à l'empire espagnol qui abandonna ces « *îles inutiles* » (dans l'optique de la recherche du mythique Eldorado) aux Britanniques, Hollandais et Français dès que la piraterie et la concurrence se firent trop intense, les États-Unis n'abandonnèrent pas ces espaces à la domination britannique. Les mines de bauxite jamaïcaines et les potentialités minières du Guyana (or, etc.), les gisements pétroliers de Trinidad et le potentiel touristique offert ainsi que le placement géostratégique des Îles Vierges, des Bermudes et d'Antigua en firent par exemple des espaces touchés par une autre forme de colonisation militaire : l'imposition de bases militaires durant la seconde guerre mondiale (Foreign Affair Division, 1975). Tout comme dans la Colombie actuelle les États-Unis ont implantés leurs bases militaires dans les régions riches (en or, en pétrole, etc.) et disputées territorialement (par les groupes de guérilla) au nom de la lutte contre la drogue (Cuellar, R. 2005), l'empire naissant prendra prétexte de la seconde guerre mondiale et de la menace des sous-marins nazis pour s'implanter militairement dans ces territoires britanniques, se liant au passage avec les armées locales et propageant ce qu'on appelle alors encore le « mythe américain » à coup d'aide économique. Ce mouvement correspond à la reprise par la force des colonies espagnoles, la Grande Bretagne empêtrée dans la seconde guerre mondiale n'étant pas en mesure d'empêcher cette extension de l'aire d'influence de l'empire des États-Unis à ses colonies.

Ainsi l'île pétrolière de Trinidad change symboliquement de mains en 1941 lorsque les États-Unis occupent l'île pour en faire une base navale et aérienne. Cette partie de l'histoire a été largement ignorée à Trinidad, pour ne pas dire censurée, en raison de l'implication du Dr. Eric Williams, qui en plus d'être historien (anti-impérialiste !), fut premier ministre de l'île de l'indépendance en 1961 jusqu'en 1985, après avoir créé son parti au milieu des années 1950 (Cf. Chapitre 4). Les États-Unis justifient facilement cette colonisation auprès de la population : les Britanniques considéraient Trinidad comme une périphérie éloignée et délaissée appartenant au « *bidonville de l'empire* » (« *Slum of the Empire* »), eux apporteront des emplois et une aide financière, ainsi qu'un réseau électrique digne de ce nom (Harvey, R., 2007). Lloyd Braithwaite considère cette occupation comme une « révolution » à Trinidad, grâce à la modernisation ainsi « offerte » après des siècles de dénuement (Braithwaite, L., 1953). De plus la seconde guerre mondiale offre un argument imparable, les États-Unis protégeront la population d'une éventuelle attaque des Nazis. Comme le note R. Harvey, tous les militaires étasuniens ne partiront pourtant pas à la fin de la guerre...

L'occupation militaire de Trinidad fait en effet suite, et de près, à la reprise par les États-Unis des gisements pétroliers Vénézuéliens contrôlés eux aussi par les Britanniques (1928), à l'époque où s'amorce véritablement le premier cycle de Kondratiev lié au pétrole. De même les États-Unis cherchent alors à sécuriser sur toute l'envergure de « leur » méditerranée la périphérie du canal de Panama.

La Jamaïque connut l'installation d'une petite base militaire durant la seconde guerre mondiale, mais les intérêts du secteur bananier des Etats-Unis, et surtout des entreprises de la bauxite et du secteur touristique, justifiaient une intervention de la CIA durant les années 1970 pour renverser le gouvernement socialiste de M. Manley (Cf. Chapitre 5).

Au Guyana, l'occupation correspond à la prise de conscience croissante des potentiels du sous sols du pays, potentialités qui pousseront Britanniques et Étasuniens à repousser l'indépendance jusqu'au moment où se présenta un candidat adéquat en la personne de Forbes Burnham, amené au pouvoir par des manœuvres conjointes de la CIA, du gouvernement britannique et de son armée, et des compagnies minières et pétrolières des Etats-Unis implantées localement. On verra par la suite que le candidat idéal ne se prêta que peu au jeu et nourrit une soif de pouvoir personnel telle que les États-Unis devraient par la suite revenir pour imposer un politicien à l'inspiration marxiste usée par les divisions ethniques caractérisant le pays et la proximité grandissante avec les classes aisées indoguyaniennes (Blum, W., 2005, Benjamin, A., 2007 ; Seecharan, C., 2005; Gibson, K., 2003 ; Jagan, C., 1966 ; Sumesar-Rai, K., 2005 ; Majeed, H., 2005).

A l'exception de la partie occidentale des Îles Vierges, d' Antigua et de Ste Lucie, stratégiquement situées sur la ceinture abritant le canal de Panama, et du riche territoire pétrolier de Trinidad, les petits territoires de la Caraïbe orientale ne furent jamais colonisés directement par les États-Unis. Il semble qu'ils n'aient jamais considéré comme économiquement important ces petites îles calcaires sèches et ces îles volcaniques, certes arrosées, mais aux pentes abruptes et aux ceintures littorales propices à l'agriculture très réduites. Les intérêts économiques des États-Unis dans la région n'ont donc jamais été assez importants pour justifier une intervention *manu militari*. Ces confettis ont pu être un temps abandonnées aux empires d'Europe occidentale, en souvenir de leur grandeur passée dans la région. Les Îles Vierges ne seront cependant jamais « rendues » (aux Britanniques !) après l'occupation puisqu'elles devinrent un territoire caribéen bâtard, américain en principe mais dont les citoyens n'ont pas le droit de vote aux élections américaines. Sainte-Lucie gardera de l'occupation un rôle de station service militaire de la Caraïbe pour les Etats-Unis qui y installeront, dans l'Ouest, plusieurs réservoirs destinés à l'alimentation de leur marine de guerre, en échange de la construction de quelques écoles... C'est ainsi que les Etats-Unis s'assureront le contrôle militaire de toute la région Caraïbe, étant présent à proximité immédiate de chacune des îles, jusqu'aux plus petites, dans lesquelles des intérêts américains pourraient nécessiter une protection.

Le cas particulier de Grenade doit être signalé. Grenade est une des plus petites îles volcaniques de la région, productrice en petite échelle de bananes, de cacao et de noix de muscade, et terre d'accueil de la petite université de médecine de St Georges regroupant quelques centaines d'étudiants des États-Unis. Même si le *New Jewel Movement* de Maurice Bishop avait permis, comme l'avancent certains, la transformation de l'île en une importante plateforme de production de ganja, Grenade ne semblait pas en position d'attirer spécialement l'attention expansionniste des États-Unis. L'île représente en effet le second territoire caribéen le plus éloigné de ses côtes, à peine plus de 110 000 habitants à l'époque, et aucune véritable importance stratégique si ce n'est une vague proximité avec les gisements pétroliers vénézuéliens et trinitadiens, ainsi qu'une non moins vague proximité avec le canal de Panama (comme toutes les îles des Antilles et les pays d'Amérique centrale par ailleurs). Il apparaît par conséquent difficile d'expliquer rationnellement l'invasion militaire qui eut lieu le 23 octobre 1983 autrement que pour faire un exemple de ce qu'entraîneraient des dérives nationalistes dans la région. Tout les observateurs impartiaux, jusqu'à la très conservatrice Banque Mondiale, firent en effet l'éloge des résultats du gouvernement socialiste de Maurice Bishop (O'Shaughnessy, H., 1984), tandis que les représentants du gouvernement d'intérim mis en place par les États-Unis après le coup rapportèrent au Guardian que son parti avait donné une nouvelle conscience aux habitants de l'île, une confiance et une fierté nationale, malgré les difficultés rencontrées (Guardian, 12 Juin 1984, cité dans Blum, W., 2005). En outre, le gouvernement de Maurice Bishop ne déranga pas les établissements privés déjà implantés dans l'île, se contentant de développer un système de santé gratuit, des programmes d'éducation, une amélioration de la distribution d'eau, la distribution gratuite de lait pour les enfants, etc. Engagé sur les mêmes rails politiques que la Jamaïque de M. Manley (1972 – 1980), les deux hommes ayant été ouverts au socialisme des Fabiens dans l'Angleterre du milieu du siècle, le gouvernement de Maurice Bishop donna cependant la bâton pour se faire battre en se tournant vers Cuba, après l'élection de mars 1979, pour y trouver un appui face aux pressions du candidat battu Eric Gairy qui avait immédiatement trouvé à Miami toute l'expérience nécessaire aux « rééquilibrages » politiques dans la méditerranée américaine. Le tourisme chuta aussitôt à Grenade et des rumeurs circulèrent tour à tour sur les possibilités que l'île abrite une base sous marine soviétique (dans une zone d'eau peu profonde...), un aéroport militaire cubain (construit par des entreprises Britanniques et Étasuniennes¹⁹¹ avec les encouragements de la Banque Mondiale et des financements européens et canadiens !), que le gouvernement ne prête main forte aux Sandinistes,

¹⁹¹ Layne Dredging Co., basée en Floride se chargea des travaux d'agrandissement, et Plessey, basée en Grande Bretagne, du système de communication. L'aéroport fut construit et agrandi, avec des caractéristiques purement civiles, avec les encouragements de la Banque Mondiale dans un vaste plan de développement du secteur touristique qui comprenait aussi la création d'hôtels, etc. Ironie de l'histoire, les États-Unis décidèrent de modifier la structure de l'aéroport pour lui permettre d'accueillir des avions militaires après l'occupation militaire...

etc. Suite à l'échec de la tentative de déstabilisation par la CIA, échec seulement partiel puisque des dissidences au sein du NJM avaient tout de même entraîné l'assassinat du leader populaire M. Bishop, près de 10 000 marines furent envoyés dans l'île après le bombardement de tous les bâtiments importants, y compris un hôpital et la maison de l'ambassadeur de Cuba. Le plus puissant empire du Monde balaya la révolution de Grenade en une semaine, se vengeant pêle-mêle, sur une République de 100 000 habitants, de l'échec du Vietnam, de l'assassinat de soldats au Liban et de la prise d'otages d'américains en Iran. Les écoles furent « invitées » à diffuser le film (américain) « *Grenada : Return to freedom* », tandis que des hélicoptères de l'armée occupante diffusaient des messages de propagande. Après avoir, dans un premier temps, tenté une campagne destinée à briser l'aura de feu Maurice Bishop, les États-Unis, faisant face à l'extrême popularité du leader assassiné, changèrent leur fusil d'épaule en se présentant aux yeux des habitants comme les porteurs de la vengeance contre ses meurtriers (Searle, C., 1983 ; O'Shaughnessy, H., 1984 ; Blum, W., 2005). La colonisation militaire de Grenade serait la dernière de cette nature dans la région, la seconde et la troisième phase de la colonisation étant déjà solidement ancrée dans la majorité des territoires environnants.

Contrairement aux îles des Grandes Antilles, la Colombie et le Venezuela ne connurent pas de colonisation directe de la part des États-Unis, si on omet bien sûr la création de l'État de Panama abordée précédemment. Les deux pays se sont en effet émancipés grâce à leurs propres forces de la tutelle coloniale, à la manière d'Haïti ou de Cuba, sans que, comme dans ce dernier exemple, les États-Unis aient eut l'opportunité de prendre immédiatement le relais. Il est vrai que la reprise du territoire libéré et unifié sous Simon Bolivar, s'étendant du Pérou, au Sud, au Venezuela et à la Colombie, au Nord, aurait représenté pour l'empire naissant des États-Unis une tâche beaucoup plus complexe que la reprise progressive, par paliers, des Grandes Antilles autrement plus petites, désolidarisées, moins peuplées et plus proches. Cependant, les entreprises nord-américaines n'hésitèrent pas à investir massivement dans les deux pays au potentiel énergétique et minier exceptionnel, en s'appuyant sur les réussites des précédentes expériences antillaises. Dans le cas de la Colombie par exemple, les investissements furent multipliés par 100 entre 1919 et 1929 durant le règne du Général Reyer, passant de 0.6 à plus de 600 millions de dollars, ce qui montre que les capitaux américains étaient en sécurité dans la région (Simons, G., 2003). De même le Venezuela n'entrera dans la sphère d'influence des États-Unis qu'avec l'ébauche du cycle pétrolier, à la fin du premier quart du 20^e siècle, à une époque où, expérience aidant, les États-Unis avaient acquis les compétences nécessaires pour mettre en place une occupation économique sans avoir recours à une

colonisation directe. On le savait alors, la délégation des tâches s'avère, ô combien!, plus économique.

3.4.2.2 La délégation des tâches au personnel local compétent : organisation d'armées intermédiaires, naissance du « colonialisme indirect »

« Un militaire sans formation politique est un criminel potentiel ».

Thomas Sankara

En 1921, le ministre de la marine des États-Unis (*Lord of Admiralty*) informa les compagnies pétrolières nationales que « *si nous sécurisons les sources de pétrole disponible dans le monde, nous pourrons faire comme bon nous semble* » (Walter Hum Long cité dans Rutledge, I., 2005). S'en suivit un vaste mouvement d'investissement dans le secteur énergétique colombien (Simons, G., 2003), principalement dans le secteur pétrolier (Cuellar, F., 2005). Dans le même temps, juste après qu'une explosion produite dans le sous sol à proximité de Maracaibo ait révélé la présence de gigantesques réserves dans la lagune homonyme (Brossard, E., 1993), les États-Unis investirent massivement dans le gouvernement tyrannique de Juan Gomez au Venezuela, recevant en échange, en 1928, les concessions auparavant accordées aux compagnies britanniques (Rabe S., 1982 ; Chomsky, N., 2006).

En Colombie la situation ne fut cependant pas aussi simple que dans le cas du régime autoritaire de Gomez, dont s'accommodaient particulièrement bien les États-Unis pour protéger leurs intérêts économiques dans toute l'Amérique Latine (Stokes, D., 2005). En Colombie, ils rencontrèrent des difficultés majeures en raison de l'impact du développement de nombreux groupes de guérillas rurales, dans le sud du pays principalement, suite à l'extension de la *Violencia* des milieux urbains vers les campagnes après la répression du mouvement populaire. La *Violencia* marqua le début d'une longue période d'insécurité pour les investissements étrangers marquée par le développement d'une résistance farouche à la « colonisation économique » (locale et étrangère). Les groupes de guérilla vénézuéliens, qui naîtront à la même époque et pour les mêmes raisons, ne prendront jamais l'ampleur colombienne (Navaro, J., C., 1995 ; Coronel, G., 1983). Pour assurer la sécurité de leurs firmes et de leurs approvisionnements, les États-Unis investirent alors massivement dans l'aide militaire au « Front National » créé en Colombie en 1958 pour réconcilier les deux partis monopolisant traditionnellement le cadre du débat démocratique, avant de sponsoriser à hauteur de près de dix milliards de dollars (entre 1958 et 2008) le *plan Lazo* et le *Plan Colombia* destinés à éliminer toutes formes de guérillas sous prétexte de lutter contre le communisme (1950 – 1980) puis la drogue (1980 – 2000) et enfin le « narcoterrorisme » (Stokes, D., 2005 ; Hylton, F., 2006). Une équipe d'experts militaires étasuniens de retour des Philippines

fut d'abord détachée en Colombie en octobre 1959 pour analyser les modalités de l'annihilation de la guérilla. Ces experts préconisèrent et obtinrent la réorientation des objectifs de l'armée colombienne depuis la protection contre l'extérieur vers la lutte contre « l'ennemi intérieur », par la création de brigades dédiées à la contre-insurrection, la mise en place d'un réseau de renseignement, une amélioration des techniques d'entraînement (notamment des formations pour pratiquer la torture), et la création de groupes paramilitaires (Avilés, W., 2006 ; Stokes, D., 2005). Les États-Unis devaient fournir une aide militaire et la formation, et jouer un rôle général de direction des tâches, des troupes spéciales allant et venant en Colombie pour se charger des opérations et pour distribuer des manuels anti-communistes au côté de manuels présentant toute forme de résistance au système économique imposé par les États-Unis comme du communisme (CIA, 1965). La prise en main des activités militaires colombiennes se traduit rapidement par l'envoi d'un tiers des effectifs de l'armée nationale dans le sud du pays et la formation de groupes paramilitaires pour éradiquer le problème de la guérilla (*Plan Lazo*) puis l'implantation de bases militaires autour des gisements aurifères et pétrolifères (*Plan Colombia*) (Cuellar, F., 2005). Le renforcement de l'investissement des États-Unis dans l'économie colombienne (4.3 milliards annuel) ainsi que dans le secteur militaire (près de 10 milliards durant le dernier demi-siècle dont 7 milliards pour les 5 dernières années) est étroitement lié à l'accroissement de la dépendance des États-Unis vis-à-vis des marchés et bien plus encore du pétrole Colombien. Face à l'accroissement des tensions qui entourent l'exploitation par les États-Unis du pétrole du Moyen Orient, les sources d'Amérique Latine (par ordre décroissant Mexique, Venezuela et Colombie) prennent une importance capitale. L'importance vitale du pétrole colombien est renforcée par les tensions qui entourent désormais les relations diplomatiques avec le Venezuela (l'ambassadeur des États Unis fut expulsé en Décembre 2008)

Cependant, en raison de la violente dispute entre partis libéraux et conservateur en Colombie, les États-Unis durent avant tout « pacifier » la région pour assurer la sécurité de leurs investissements et des abords du canal de Panama. Dans les deux pays s'installent avec la pénétration des États-Unis dans l'économie locale des régimes à tendance autoritaires fermement attachés au pouvoir grâce à une armée équipée, formée et financée par la nouvelle métropole.

Le Cuba libéré de la tutelle Espagnole connut immédiatement le poids de la domination du voisin *Yankee*. Le traité de Paris laissa les Cubains dans un proto-protectorat sous la domination des États-Unis et ces derniers en profitèrent pour mettre au pouvoir le candidat unique Thomas Palma en février 1902. Le premier président du Cuba « indépendant » se trouvait aux États-Unis au

moment de son « élection », avait vécu durant 20 ans à Miami et possédait la double nationalité. Tout un symbole...

Dans les dix années qui suivirent, les Etats-Unis durent envoyer sur place par trois fois leurs *marines* pour calmer les ardeurs révolutionnaires des cubains et remettre au pouvoir un candidat « adéquat ». Il apparut rapidement que ce candidat devait avoir une poigne de fer sans quoi une révolution serait inévitable. Paradoxalement, le candidat idéal fut trouvé en la personne d'un militaire révolutionnaire qui renversa un énième président imposé par les États-Unis – Carlos M., Cespedes – le 5 septembre 1933 avec l'aide d'une grande partie de la population : le sergent Batista. Le 10 mars 1952, F. Batista pris le pouvoir et suspendit la constitution, serrant les derniers boulons de la « *colonie virtuelle* ». Cuba devint un paradis économique pour une minorité proche du dictateur – le quintile le plus riche de la population monopolisa rapidement 60% des richesses du pays; 8% des propriétaires terriens possédaient 71% des terres - et pour les entreprises étasuniennes qui possédaient 80% des services, mines, ranches, raffineries de pétrole, 40% de l'industrie sucrière et 50% du chemin de fer. Pour une population soumise à la terreur de la police, de l'armée et des « Tigres » (milices de Batista) rivalisant dans l'art de l'exaction et de la torture, ce fut l'enfer. Lorsque la révolution se déclencha, une habitation rurale sur deux avait un sol de terre battue, 2% avaient l'eau courante et 9% l'électricité; 22% de la population totale à peine avait un niveau d'éducation supérieur à la classe de troisième (Lamrani, S., 2003)...

Après avoir colonisé Haïti à partir de 1915, les États-Unis imposèrent, comme à Cuba, une succession de dictatures et de régimes militaires. Malgré la formation d'une nouvelle gendarmerie entraînée et contrôlée par les Etats-Unis, et mise en place principalement pour veiller à l'application de la nouvelle constitution rédigée par F. Roosevelt, aucun d'entre eux ne put institutionnaliser la terreur de manière assez drastique et systématique pour calmer les ardeurs révolutionnaires des paysans haïtiens renvoyés à la corvée et dans des champs de canne, désormais possédés par les planteurs nord-américains. Comme à Cuba, c'est encore une figure pleine de paradoxes qui sera finalement désignée comme candidat adéquat après que la « révolution noiriste » de François Duvalier l'eut hissé au pouvoir. « Papa Doc », puis son fils, officialiseront le rôle de Haïti comme réservoir de main d'œuvre des entreprises nord-américaines, notamment pour les innovantes zones franches de Port-au-Prince. De même les Duvalier vendirent « leur » main d'œuvre au voisin dominicain pour combler les déficits dans les champs de canne possédés par les planteurs états-uniens... (Gage, A., 1997)

De manière similaire, les Etats-Unis colonisèrent la République Dominicaine de 1916 à 1922. Agent de sécurité sur la côte Sud du pays, le jeune Rafael Trujillo fut embauché dans la *Guardia Nacional* en 1918 (Gregory, S., 2007). Cette armée, appelée à devenir par la suite l'Armée

Nationale dirigée par le Général R. Trujillo fut fondée, comme la gendarmerie Haïtienne, pour défendre les intérêts des États-Unis une fois les Marines repartis. Elle ne s'opposa pas au coup qui démit le Général H. Vasquez en février 1930 au profit du général Trujillo imposant un parti unique auquel les Dominicains devaient adhérer, moyennant 10% de leurs revenus mensuels, pour obtenir une carte d'identité nationale. Les États-Unis soutinrent la dictature militaire de leur Général qui veillait au bon déroulement de l'activité économique des firmes sucrières nord-américaines jusqu'à la révolution cubaine. L'« inévitable révolution » contre le régime de Batista fit craindre aux États-Unis une reproduction du phénomène partout où les mêmes conditions étaient réunies. Or aucun territoire, aucune économie, aucune société, ne ressemblait alors plus au Cuba de Batista que la République Dominicaine voisine de Trujillo, territoire qui accueillit d'ailleurs le dictateur cubain en exil. C'est alors que des conspirations furent fomentées entre les États-Unis et l'opposition locale, débouchant sur l'assassinat de Rafael Trujillo, en Mai 1961, puis l'imposition au pouvoir de son premier ministre J. Balaguer, la façade démocratique, en lieu et place du véritable président démocratiquement élu Juan Bosch. Comme cela arriva parfois, les États-Unis durent rapidement recoloniser militairement la République Dominicaine, en 1965, pour s'assurer de la transition entre le gouvernement démocratique (socialiste) de Juan Bosch et la façade démocratique représentée par J. Balaguer (Blum, W., 2005). S'ouvrit alors l'ère de la République Dominicaine néolibérale avec son « miracle économique » : une explosion du PNB moyen, qu'il conviendrait plus exactement de décrire comme un « mirage économique » en prenant en compte la réalité du développement des inégalités, de la pauvreté, de l'économie informelle, de la prostitution, et du gonflement artificiel des chiffres économiques par la croissance démesurée du trafic de drogues illicites d'État.

En Jamaïque les États-Unis investirent lourdement dans la candidature du conservateur E. Seaga qui développa durant les années 1960 et 1970 l'art du clientélisme politique dans les ghettos de la capitale, Kingston, en jouant, comme son homologue François Duvalier, de la corde de la musique traditionnelle (pratique appelée le « *kouidyay* » en Haïti), et plus encore de la peur de l'*obeah* (équivalent du vaudou).

Avec l'aide de la CIA, le parti conservateur renversa la révolution social-démocratique de M. Manley et installa au pouvoir l'américano-jamaïcain E. Seaga dans un bain de sang, en 1980, transformant définitivement la Jamaïque en une société ultra violente, corrompue, gangrenée par le crime organisé, et extrêmement inégalitaire. Les États-Unis perfusèrent immédiatement le gouvernement conservateur avec un flux massif de prêts qui plongea définitivement le pays dans la dépendance. La Jamaïque devint le pays les plus endetté au monde (dette par habitant). On put alors

véritablement basculer vers la phase de la façade démocratique, le retour du parti socialiste au pouvoir étant alors encadré par l'ajustement structurel lié à la dette...

Au Guyana, les Etats-Unis rateront le coche en s'attaquant de front au régime de Cheddi Jagan pour soutenir l'installation du régime autoritaire de Forbes Burnham (deux candidats pourtant de vague aspiration marxiste) (Benjamin, A., 2007 ; Seecharan, C., 2005). Celui-ci développera comme son voisin Bouterse, au Surinam, un régime autoritaire, marqué par l'absence de rigueur idéologique, mais relativement défavorable aux intérêts des États-Unis dans la région. Le bouillonnement révolutionnaire, la complexité des rapports inter-ethniques dominant les débats idéologiques, et les conditions physiques se prêteront particulièrement mal à la territorialisation en palimpseste par les États-Unis sur la région. Il faudra alors attendre que les régimes de Bouterse et de Burnham tombent d'eux même, par ineptie politique, dans le piège de l'endettement, pour permettre au FMI de remodeler les économies nationales au profits des firmes nord américaines. Les deux pays connaîtront donc une phase autoritaire, mais celle-ci sera caractérisée par son orientation relativement anti-impérialiste (Gibson, K., 2003 ; Sumesar-Rai, K., 2005 ; Blum, W., 2005 ; Majeed, H., 2005 ; Latin American Bureau, 1984 ; Bolan, H., I., 2004 ; Dew, E., 1994 ; Sumesar-Rai, K., 2005 ; Brana Shute, G., 1990).

De même, le Cuba castriste connaîtra le paradoxe d'un socialisme autoritaire qui transformera l'île en un pays égalitariste, une société caribéenne modèle dans les secteurs de l'éducation et de la santé, mais dans laquelle la liberté est remise en question par un régime rendu paranoïaque par un embargo officiel et une campagne officieuse de terrorisme et de sabotage. Ces dérives largement forcées par les courants géopolitiques vaudront au régime de Castro de perdre de nombreux de ses soutiens originels, y compris celui de la figure de proue de la révolution Cubaine Ernesto 'Che' Guevara qui se désolidarisera de Fidel Castro.

Les petites îles de l'est des Antilles ne présentèrent sans doute pas un intérêt économique assez fort pour justifier ni colonisation directe – hormis dans les cas des implantations de bases militaires évoqués plus haut – ni imposition de régimes militaires destinés à conserver les acquis coloniaux nord-américains. Bon nombre de ces espaces demeurèrent durant cette période sous domination hollandaise, française et britannique.

En Dominique, cependant, les États-Unis profiteront du régime autoritaire de Patrick John, qui créera, à l'indépendance, l'armée nationale, dans le but de renvoyer les paysans dans les champs de banane - au prix de violents affrontements. Patrick John restera célèbre pour son « *Dread Act* » qui

permet d'assassiner en toute légalité les habitants des communautés autosuffisantes de l'île (Cf. Chapitre 6). Sous sa poigne de fer, le nombre d'étrangers, principalement états-uniens, impliqués dans la gestion du pays, augmente paradoxalement avec l'indépendance (Honeychurch, L., 1982). Un texan du nom de Don Pierson acquiert alors même 40% des terres arables de l'île, ainsi que la seconde ville du pays, Portsmouth, sur laquelle l'accord de la *Dominica Caribbean Free Port Area* lui accorde « tous les droits sur le territoire, les personnes et les entreprises »... (Honeychurch, L., 1984). Lorsque les Dominicains se révoltent contre le régime autoritaire, en 1979, Patrick John envoie l'armée mater l'émeute. On déplore rapidement un mort et 10 blessés graves. La révolte populaire chasse finalement Patrick John au profit du socialiste Séraphin Olivier, qui assure l'intérim et participe, en 1979, au congrès tenu à Grenade dénonçant l'impérialisme des Etats-Unis dans la région Caraïbe. Face à la « menace », les États-Unis investissent massivement dans la reconstruction de l'île après le passage du dévastateur cyclone David (1979), mettant au passage au pouvoir l'ultra conservatrice Eugénia Charles, qui s'attachera à poursuivre le travail commencé par Patrick John. Ses lois sécuritaires complètent le « *Dread Act* » de John et permettent alors d'emprisonner toute personne *susceptible* de commettre un crime et toute personne « antipatriotique ». Cette façade démocratique lance le règne d'un néolibéralisme liberticide qui sera remis en question avec le retour du militant Rosie Douglas, mort d'une crise cardiaque quelques années après son arrivée au pouvoir.

A Grenade, après l'intervention militaire, les États-Unis mirent au pouvoir Herbert Blaize, en 1984. Il récolta 14 des 15 sièges au parlement durant l'élection tenue sous l'occupation. Le seul représentant de l'opposition, occupant le 15^e siège, renonça à son poste en raison de ce qu'il qualifia de trucage des élections et d'« *interférence dans le processus de vote par des forces étrangères* ». Un an plus tard le *Council on Hemispheric Affairs*¹⁹² dénonçait les agissements de la nouvelle force de police entraînée par les États-Unis, ses abus d'autorité, sa violence et les arrestations arbitraires. D'après le rapport les stations de radio critiques avaient été fermées de force et les groupes anti-insurrectionnels entraînés par les États-Unis remettaient en cause les droits civiques. Une liste de 80 livres furent interdits à l'importation, notamment les œuvres de Graham Greene, et Herbert Blaize finit par suspendre le parlement en 1981... (Blum, W., 2005)

L'imposition de régimes autoritaires assurant les intérêts des Etats-Unis n'empêchera pas des interventions ponctuelles (des retours en première phase...), marqués par la présence directe des

¹⁹² ONG basée à Washington et fondée en 1975 pour « *encourager la formulation de politiques rationnelles et constructives vis-à-vis de l'Amérique Latine* » Cf. Site de l'ONG : <http://www.coha.org/about-coha/>

Marines pour rétablir l' « ordre » en cas de dérives démocratiques trop prononcées comme en République Dominicaine en 1963, à Panama en 1989, en Haïti à de nombreuses reprises et dernièrement en 1991 et 2005, etc.

3.4.2.3 La phase des façades démocratiques

*“Is life and debt
All a wi a fret
Life and Debt
Freedom not yet*

*Caricom carry gone everything¹⁹³
Too much importin debt increase
Country deh pon lease¹⁹⁴
Politicians a fraud
De people draw bad card
Tings nuh cool
Dem teck wi fi fool
Gun shot in de street
Blood pon sheet
Sour nuh sweet”*

Mutabaruka, 2000, *Life and Debt*

Sur ces bases assurant l'emprise de la territorialisation impériale des Etats-Unis en remplacement des vieilles territorialités impériales européennes, le système néolibéral favorisant les entreprises de ces territoires distants ne pouvait que prospérer.

Différents types de gouvernements peuvent correspondre à ce que nous appelons une façade démocratique. Ainsi un gouvernement élu grâce à un financement massif permettant d'investir à la fois dans une campagne électorale d'envergure et dans des mesures clientélistes concrètes représente une façade démocratique. C'est l'exemple type du régime d'Eugénia Charles, la « *dame de fer de la Caraïbe* », qui arrive au pouvoir en Dominique en 1980 grâce au soutien financier massif des États-Unis pour la reconstruction de l'île, après le passage du cyclone dévastateur David.

¹⁹³Héritage des langues parlées dans le Golfe de Guinée, le langage jamaïcain se distingue de l'anglais par sa propension à faire appel à plusieurs verbes directement enchaînés pour préciser une action. C'est ainsi que *to carry come* signifie apporter (équivalent de *to bring* en anglais) tandis que *carry gone* signifie emmener, partir avec. D'où le jeu de mot avec le sigle du marché commun CARICOM.

¹⁹⁴En jamaïcain, *deh* est un dérivé de l'anglais « there » (là). Cependant les Jamaïcains l'utilisent aussi, comme dans certains langages africains, comme un verbe exprimant l'idée d'être.

Mais une façade démocratique peut aussi prendre la forme d'un mouvement politique authentique, progressiste, nationaliste, et relativement radical, mais contraint par des facteurs extérieurs à s'aligner sur une politique déterminée. L'exemple le plus caricatural est sans doute offert par le retour d'Aristide – ou « *Harry Steede* » comme on commence alors ironiquement à l'appeler à son retour des États-Unis - au pouvoir en Haïti en 1994 (Lemoine, M., 2004). Ce retour fut en effet conditionné par l'acceptation tacite d'appliquer la politique d'« ajustement structurel » mise en œuvre par le FMI pour rembourser les dettes accumulées suite au racket colonial au XIX^{ème} siècle, puis par la longue série de dictatures soutenues par les États-Unis (on parle de « sélections » par jeu de mots avec élections). Aristide rompra en 1996 avec cette ligne politique, après avoir été battu aux élections par René Préval, qui devint alors lui-même une parfaite façade démocratique, protégée des émeutiers par les « *Peacekeepers* » de Nations Unies après le second coup d'État contre Aristide en 2004. Il sera plébiscité par le gouvernement des États-Unis pour son rôle dans le maintien de politiques néolibérales imposées par l'ajustement structurel, et la conservation des schémas de servitude appliqués à une main d'œuvre locale embauchée dans les zones franches d'assemblages et les plantations agricoles étrangères.

Preuve de ses orientations, René Préval - qui refusera de participer au second tour de l'élection et se fera nommer président directement sous occupation des États Unis - nommera immédiatement comme premier ministre le candidat des États Unis (déjà choisi par eux comme président en 2004), le néoduvallériste Gérard Latortue (Chomsky, N., Farmer, P., Goodman, A., (Eds.) 2004 ; Amnesty International 2005 ; Corbit, K., 2006). Sans se soucier du fait que la DEA connaisse, au moins depuis 2006, les activités de ses proches comme son neveu et chef de la sécurité Youri, impliqué dans le commerce de cocaïne à grande échelle¹⁹⁵.

Une façade démocratique n'a donc pas de couleur politique propre dans la manière dont elle se présente à son peuple. Mais sa politique est conforme aux diktats représentés du FMI. En échange, la communauté internationale ferme les yeux sur ses activités illicites comme on l'a vu en Haïti, mais aussi à Trinidad (chapitre 4), St Vincent (chapitre 6) et à la Jamaïque (chapitre 5) notamment. Ceci correspond grossièrement à la troisième étape de la domination spatiale, faisant logiquement suite à la colonisation et à l'imposition de régimes autoritaires. On glisse d'un type de colonisation lourd et aréolaire (on colonise une aire, une surface) vers un type de domination subtile et réticulaire. Ce glissement vers des façades démocratiques a été rendu nécessaire par la matérialisation des « *inévitables révolutions* » (Lafeber, W., 1993) à Cuba en 1959, bien que la menace ouverte d'intervention économique et militaire (et paramilitaire) plane toujours lourdement comme le montre notamment la réaction à la « *révolution bolivarienne* » au Venezuela.

¹⁹⁵http://www.usdoj.gov/dea/pubs/news_releases.htm

Les choses demeurent cependant complexes, car les représentants des façades démocratiques, tout comme les anciens dictateurs, évoluent dans l'étroit sillon où peuvent cohabiter leurs ambitions personnelles (politiques, économiques, parfois ethniques) et les diktats des métropoles du Nord-Atlantique.

A Trinidad et en République Dominicaine, par exemple, les hauts représentants de l'Etat profitent ouvertement du pouvoir que leur confère le soutien des États-Unis - aussi longtemps qu'ils appliquent les politiques néolibérales nécessaires, d'un côté, à la sécurisation du pétrole de la Lagune de Paria, de l'autre à l'accès à la main d'œuvre bon marché des zones franches de Santo Domingo, et dans les deux cas en fournissant des marchés d'exportations aux entreprises Étasuniennes – pour instaurer un véritable trafic de cocaïne d'État aussi inégalitaire que l'économie licite. Là, on observe deux « miracles économiques » aux allures de mirage. La pauvreté est rarement aussi marquée dans la Caraïbe que dans ces deux îles dont les économistes vantent pourtant en permanence une réussite basée sur une organisation extrêmement inégalitaire (« flexible ») et sur les retombées du trafic de drogues illicites protégé. C'est ce qui explique que ces deux pays continuent d'être certifiés par le département d'État des États-Unis malgré l'implication flagrante des élites économiques et politiques du pays dans le trafic de drogues illicites (Labrousse, A., 2003 ; Figueira, D., 2004 ; Figueira, D., 2006).

Politiquement, les façades démocratiques caribéennes sont caractérisés par le système américain de la « partiarchie » ou « partitocratie » (Coppedge, M., 1995). Dans ce système, deux partis, se présentant comme antagonistes (socialiste/libéraux ; démocrates / républicains, etc.), représentent les intérêts des élites économiques et définissent les limites du débat démocratique. A ces œillères démocratiques s'ajoutent la personification du pouvoir en lieu et place du débat sur les différentes visions de l'organisation de l'espace. A Aruba par exemple Croes et Alam affirment que *« l'électeur moyen ne choisit pas une plate forme gouvernementale ou idéologique, il vote pour la personne en laquelle il peut avoir confiance, celui qui lui donnerait l'occasion de s'en sortir... Les votants demandent en retour des faveurs, le placement dans un nouveau schéma de logements, une éducation gratuite, des crédits pour s'acheter une maison, etc. »* (Croes, R., Alam, L., 1990). En outre, le débat est généralement inexistant du fait de l'alignement de tous les partis sur une ligne strictement néolibérale, conforme aux injonctions du FMI durant les 20 dernières années (bien que la situation semble en voie d'évoluer depuis la « crise » de 2008/2009).

En Jamaïque, l'époque à laquelle on taguait sur les murs du ghetto « *l'Impérialisme signifie l'exploitation de l'homme par l'homme, camarades nous (...) soutenons le gouvernement PNP* » est révolue. Désormais le choix des votants se balance entre deux partis néolibéraux (PNP / JLP) proposant différentes sauces accommodant la ligne politique dictée par le FMI, pour la rendre digeste à la population locale.

Plus caricatural encore, dans la Colombie actuelle, occupée par des effectifs de l'armée des États-Unis et une armée nationale formée, équipée et entraînée par les *Marines* pour défendre les axes stratégiques de l'économie des États Unis dans le pays, les électeurs purent choisir en 2006, plus ou moins librement, entre trois partis néolibéraux : l'ultra libéral *Primero Colombia* de Alvaro Uribe, le parti libéral colombien (qui compte encore, malgré la scission de Uribe, une très large base de députés *Uribistes*), et le parti dit « social-démocrate » mené par C. Gaviria, qui était leader du parti libéral colombien durant les élections de 2002... Uribe s'est imposé sans surprise grâce à l'appui décisif des régions tenues par les paramilitaires (*Mapping the Media in the Americas*, 2007).

Variante propre aux espaces à double « minorité majoritaire », au Guyana, au Surinam et à Trinidad et Tobago la personnification du pouvoir est liée à une lointaine origine ethnique. Ainsi à Trinidad par exemple, les électeurs indotrinitadiens et afrotrinitadiens ne choisiront pas entre deux orientations politiques, les deux partis en lice étant ouvertement néolibéraux, mais entre un premier ministre « rouge » (d'origine indienne) et un premier ministre « noir » (localement « black » ou « créole », personne d'origine africaine).

Paradoxalement, trois universitaires caribéens parlent, en 1997, puis en 2007, de la « *mort du mouvement conservateur caribéen* », en s'appuyant sur le constat de déclin des partis traditionnellement conservateurs. (Midget, D., 1997 ; Barrow-Giles, C., Joseph, S., D., 2007). Pour Barrow-Giles et Joseph, la plupart des élections menées dans la Caraïbe depuis 1990 montrent un retour des mouvements « socialistes », souvent présents au moment des indépendances, mais chassés soit directement par le gouvernement Britannique, soit par l'aide financière des Etats-Unis aux oppositions conservatrices - et/ou par les *Marines*. Les auteurs voient dans le retour du parti de Jagan au Guyana la mort du mouvement conservateur, quand bien même le parti tire la récupération de son pouvoir du vote ethnique des asiatiques au bénéfice de l'élite indienne du secteur privé guyanien. Ce succès est très étroitement lié aux bailleurs de fonds internationaux et aux Etats-Unis, qui laissent planer la menace d'une intervention militaire pour décourager toute tentative de renversement par les masses pauvres noires (Hitzen, 2003). De même en Jamaïque, où le parti conservateur JLP a, d'ailleurs, été ramené au pouvoir par les élections de 2007, les auteurs ne voient pas de politiques conservatrices dans la perpétuation de l' « apartheid » touristique sur la côte

nord¹⁹⁶, pas plus que dans les zones franches et le démembrement de ce qui reste de service public durant le long règne du parti, originellement socialiste, PNP revenu au pouvoir en 1989. Ce retour était conditionné par l'acceptation du sévère ajustement du FMI. Paradoxalement le très conservateur JLP, désormais dirigé par Bruce Golding, fera campagne en 2007 face au PNP en promettant la gratuité des soins hospitaliers, qui sera mise en application en avril 2008 dans la majorité des hôpitaux publics de l'île. Les supporteurs du JLP s'appuieront même, pendant la campagne électorale entachée d'une violence devenue coutumière dans l'île, sur le refus du PNP de proposer une éducation gratuite (Jaffe, R., Rhiney, K., Francis, C, 2009). Pareillement, malgré le surnom évocateur (« le camarade ») de son chef, la politique de l'ULP de Ralph Gonsalves, à St Vincent, ne s'oppose en rien à rien la privatisation des Grenadines, dont les habitants de l'archipel sont progressivement évincés, ni à la mainmise des puissantes compagnies touristiques européennes et nord-américaines dans le secteur touristique, ni à un trafic de cocaïne protégé par certains hauts responsables du gouvernement.

La résignation des leaders conservateurs charismatiques John Compton (Ste Lucie), James Mitchell (St Vincent), Edward Seaga (Jamaïque), et Eugénia Charles (Dominique, décédée en 2005), comme la mort de Harold St John et plus encore de l'ultralibéral John Adams (Barbade) ne sonnent donc certainement pas le glas de l'entreprise de la droite néolibérale conservatrice caribéeno-étasunienne dont l'empreinte idéologique fait sentir sur tous les régimes sécuritaires des Antilles, et dont les partis dirigent encore les deux plus importantes îles du Commonwealth. Les ouvrages universitaires eux-mêmes sont en ce sens significatifs de la vitalité de ces régimes conservateurs. Dans l'ouvrage de référence *The contemporary Caribbean* (Potter, R., Barker, D., Conway, D., Klak, T., 2004) les partis conservateurs et ultra libéraux de la Barbade sont par exemple décrits comme des modèles de « pragmatisme » « centriste », qui « choisirent de poursuivre une voie vers la modernisation moins aventureuses [que les régimes socialistes] et plus managerielles, le développement du tourisme et la diversification économique » qui font de l'île une des plus riches de la région, mais aussi une des plus inégalitaires et une des plus sécuritaires (la Barbade connaît le pire taux de remplissage des prisons de la région avec plus de 130%). La variété des points de vue des auteurs de l'ouvrage sur des sujets de même nature montre cependant que ces orientations politiques font débat.

L'étude de Joseph et Barrow-Giles a le mérite de souligner les causes de la modification (et non de la destruction) du système de plantation par les partis conservateurs qui s'imposeront de gré ou de force lors des levées de drapeau : le soutien massif des États-Unis cherchant à intégrer cet archipel à

¹⁹⁶Sur les plages de la station balnéaire de Négril, pour donner un exemple, une « police touristique » composée de jeunes hommes et femmes noires coiffés de chapeaux de type coloniaux patrouille en permanence pour empêcher les Jamaïcains d'accéder au littoral de leur île, en dehors de la minuscule et sale plage publique qui leur est encore allouée.

leur dépendances sous la doctrine du président Monroe. Les marionnettes conservatrices s'effondreront à la fin des années 1980 (à la manière du JLP jamaïcain par exemple) ou durant les années 1990 (Dominique¹⁹⁷, Ste Lucie¹⁹⁸, St Kitts et Nevis¹⁹⁹, Guyana²⁰⁰, St Vincent²⁰¹) avec l'effritement du soutien financier des États-Unis correspondant à la fin de la période du « *containment* », mais l'idéologie a imprégné jusqu'aux partis d'oppositions qui n'adopteront bientôt plus que des politiques extrêmement conservatrices, notamment sous le poids de la main invisible du FMI : soumission à l'industrie croisiériste nord américaine et plus généralement aux investisseurs étrangers, aucune remise en question d'une dette démesurée et discutable (héritage des soutiens massifs aux politiques conservatrices contreproductives localement), alignement sur la politique étrangère des États-Unis (« guerre à la drogue », « guerre au terrorisme », etc.), concessions sur la souveraineté des eaux territoriales, etc.

Parmi les petites îles de l'est caribéen, celles qui sont aujourd'hui indépendantes sont devenues des façades démocratiques pour plusieurs raisons.

La première est la dépendance vis-à-vis du marché extérieur et le pouvoir des quelques familles conservatrices – familles descendantes des colons britanniques ou familles « syriennes » - contrôlant les économies locales (généralement le port, les supermarchés, l'import-export).

Deuxièmement le poids du FMI ne peut être négligé, puisque ce sont les politiques « conseillées » par cet organisme, la Banque Mondiale, et la Banque Inter Américaine de Développement qui ont été suivies en ce qui concerne le tourisme (développement de l'industrie croisiériste et du *All Inclusive* aussi à terre) et la finance (offshore).

Par ailleurs, comme le note D. Marshall le pouvoir de taxer a toujours été considéré comme la pierre d'angle de l'État souverain (Marshall, D., 2003). T Karl rappelle par exemple que les États pétroliers comme le Nigeria et le Venezuela ont traditionnellement des faiblesses en terme de territorialisation et de contrôle de leur population en raison des revenus tirés du pétrole qui les détournent du besoin de taxer leurs citoyens. (Karl, T., L., 1995). Or les États est-caribéens ont été (re)façonnés, sur conseil du recouvreur de dettes de Washington, sur le modèle la défiscalisation, du hors taxe, et plus généralement du offshore et de la dérogation. Les États de l'est caribéen sont justement perçus comme des paradis fiscaux et résidentiels car ils n'imposent pas (ou peu) leurs résidents, particulièrement les plus riches (la taxe sur la valeur ajoutée qui s'applique à tous en même proportion étant une des seules impositions dans ces espaces). La Barbade n'impose par

¹⁹⁷ Rosie Douglas et le DLP s'imposent au tout début 2000.

¹⁹⁸ Le SLP s'impose en 1997.

¹⁹⁹ le SKNLP passe au pouvoir en 1995.

²⁰⁰ Le PPP de Jagan est élu en 1992.

²⁰¹ Ralph Gonsalves est élu en 1994.

exemple pas le capital, ni les propriétés, ni les héritages par exemple - se contentant d'un impôt sur le revenu, et de la TVA. Ne pas imposer proportionnellement à la richesse, ne pas (ou peu) taxer les propriétés et accorder de généreuses exemptions pour les investisseurs étrangers, ne pas fixer de limites au rapatriement de capital, etc., telles sont les caractéristiques majeures des politiques économique d'industrialisation par invitation dans la région. Autant de mesures particulièrement conservatrices et néolibérales, quelle que soit la couleur de l'emblème du parti au pouvoir. Il est aujourd'hui particulièrement choquant de voir les Etats ayant poussé ces petits espaces à se spécialiser dans la dérogation fiscale venir dénoncer un nouveau type d'État voyou : le « paradis fiscal ».

Les Antilles ont connu, par ailleurs, une demande interne de politiques de type néolibérale de la part des quelques réseaux familiaux – véritables clans dont l'habitat est ségrégué spatialement et qui territorialisent autrement le reste des îles, et contrôlent la vie économique et politique. Comme l'écrivain Trinidadien V.S. Naipaul, qui fut récompensé du prix Nobel de littérature pour avoir décrit son peuple comme une foule arriérée aux limitations cérébrales visibles, selon lui, au fait qu'ils ne maîtriseraient pas même leur langue natale (l'anglais d'après lui...), l'économiste Lucien Arthur Lewis fut gratifié du prix Nobel d'économie, en 1979, pour son engouement pour un « développement » tel que prôné par les pionniers occidentaux comme W. Rostow. C'est-à-dire, non pas en théorie (le concept flou de décollage économique), mais en pratique, une intégration, ou plus exactement une réintégration au système-monde en tant que périphérie dépendante. La Caraïbe devait selon Lewis jouer sur son atout, son avantage comparatif, soit sa main d'œuvre abondante et bon marché. La clef du développement se trouvait dès lors dans le capital étranger. Il suffisait de l'« inviter » en offrant aux investisseurs un espace politique attractif, avec par exemple la possibilité d'opérer leurs propres compagnies sur place et de rapatrier ensuite leurs bénéfices dans le processus qu'il est convenu d'appeler l'« industrialisation par invitation », autrement connu comme la « stratégie de Lewis ». L'industrialisation, clef du développement, ne viendrait que par « *un considérable apport de capitaux et de capitalistes étrangers et une période durant laquelle il faudrait ramper et courtiser ces gens* » (Lewis, A., 1950). Pour Lewis, ce qui est bon pour les firmes des empires d'Europe et des Etats-Unis est donc bon pour les îles de la Caraïbe. Ces principes furent appliqués, sous une forme simplifiée (Conway, D., 1998), dans toute la Caraïbe anglophone et jusqu'à Porto Rico, Haïti et en République Dominicaine (Potter, R., et *alii*, 2004). Avec un peu de retard, les Antilles Françaises ont rejoint le mouvement, puisque le gouvernement de Nicolas Sarkozy a signé un accord sur la création d'une zone franche industrielle globale suite aux grèves de 2009 (ce qui n'est pas le moindre des paradoxes..). On connaît les dérivés de cette stratégie, lorsque les politiciens locaux appliquèrent la théorie avec maint excès de zèle, sous l'œil

bienveillant des institutions internationales, allant jusqu'à créer des zones de non droit – dites « franches » en français, ou « libres » en anglais - dans lesquelles les « invités » se comportèrent rapidement en maîtres, comme cela fut finalement le cas pendant les quatre siècles de présence occidentale dans la région. L'industrie par invitation fut donc dans la Caraïbe un appel aux anciennes entreprises coloniales à reprendre pied dans la région, ce que ces dernières ne manquèrent pas de faire. Robert Potter, D. Barker, D. Conway et T. Klak (2004) notent que la stratégie de Lewis se solda par la relocalisation de facilités de production basiques de firmes multinationales étasuniennes, principalement dans des enclaves.

La Colombie représente le pays de la région où la façade démocratique est la plus mince, et de loin. Alvaro Uribe a en effet été mis au pouvoir grâce au soutien militaire des États-Unis (Stokes, D., 2005) assorti d'un soutien financier de longue date, utilisé pour changer l'image du politicien colombien (Zaharna, R., Villabos, J., 2000) – sans parler de l'argent de la cocaïne, le clan Uribe étant très impliqué depuis l'époque de Pablo Escobar (NSA Archives, 2004 ; Ospina, H., 2007 ; Hylton, F., 2006 ; RFI, 22 avril 2008²⁰² ; Lemoine, M., 2008) -, et au final avec le vote de 17.3% des Colombiens ayant eut à choisir parmi trois candidats néolibéraux (le taux de participation a été de 45%), durant des élections marquées par la mainmise et la pression croissante des groupes paramilitaires d'extrême droite très proches à la fois du président et des intérêts étasuniens dans le pays (Hylton, F., 2006 ; Mapping the Media in the Americas, 2007 ; Manuels de la CIA et de l'armée de 1970 et 1989 cités dans Stokes, D., 2005 ; Cuellar, F., R., 2005 ; Yarborough, W., 1962 ; Americas Watch, 1989).

L'exemple colombien représente un cas d'école pour comprendre cette troisième phase dite néolibérale. En Colombie et aux États-Unis, les puissantes compagnies minières, comme *Occidental Petroleum*, financèrent, des deux côtés, « leurs » candidat à la présidentielle, en l'occurrence Alvaro Uribe en Colombie, Bill Clinton puis Georges Bush aux États-Unis. Puis les investisseurs firent lobby pour la mise en place du plan Colombie qui donna la priorité aux actions militaires contre les principales menaces sur leur commerce, les groupes de guérilla. Trois bases furent construites dans les principales zones disputées par ces multinationales nord-américaines à la population locale soutenue par des groupes de guérilla. La base du Sud Bolivar est, par exemple, située à proximité d'un des plus importants gisements d'or au monde, gisement disputé entre petits orpailleurs locaux et compagnies étrangères - avec pour objectif la lutte « anti-narcotique »... En outre les compagnies étrangères embauchent des groupes paramilitaires formés par des vétérans militaires originaires des États-Unis, de Grande Bretagne ou d'Israël. *Occidental Petroleum*

²⁰² http://www.rfi.fr/actu/fr/articles/100/article_65349.asp

embauchera même des « agents de sécurité » de la société basée en Floride, *AirScan International*, pour patrouiller le long du pipeline pétrolier de Caño Limon-Coveñas. Ces paramilitaires furent équipés en hélicoptères, et en armes par le programme « anti narcotique » pour lutter en réalité contre la guérilla ELN, qui, si elle remet en cause l'exploitation étrangère des ressources colombiennes, n'est pas impliquée dans le trafic de drogues illicites. Comme se fut le cas dans de nombreux cas d'opérations similaires menées par des compagnies minières et agricoles et étrangères, l'arrivée de ces paramilitaires se traduisit par disparitions, menaces, torture, etc. (Cuellar, R., 2005 ; Stoke, D., 2005 ; Hylton, F., 2006). Tous les éléments de la colonisation indirecte de type étasunienne sont présents : un gouvernement néolibéral collaborant avec les compagnies en charge de l'extraction de richesses, une première pression exercée par l'armée locale²⁰³, formée, financée et équipée par les États-Unis, la présence discrète de militaires des États-Unis dans certains cas précis (et justifiée par des impératifs pseudo humanistes : la guerre à la drogue), et le recours à des mercenaires chargés d'assurer les basses tâches de l'occupant indirect sans pour autant impliquer l'Etat.

La tentative de coup d'Etat contre le gouvernement d'Hugo Chavez au Venezuela représente un bon exemple de la différence qui existe entre démocratie et néolibéralisme. Après avoir épuisé toutes les tactiques de propagande destinée à influencer les opinions publiques, les États-Unis y financeraient et soutiendraient militairement et diplomatiquement, comme en Haïti (1991 et 2004), une première tentative de coup d'Etat en 2002 (Powell, C., 2002 ; Vulliamy, E., 2002 ; Campbell, D., 2002). Face au soulèvement populaire, localement et plus largement en Amérique Latine, les États-Unis durent revenir à leur spécialité dans la lutte contre la démocratie, la pression économique, le financement de l'opposition (appelé « aide à la promotion de la démocratie »), etc. Le Venezuela fut dans la foulée « décertifié » par le Département d'Etat (pour sa prétendue non coopération dans le trafic de drogues illicites), tout comme la Bolivie lorsque Evo Morales renvoya l'ambassadeur des États-Unis impliqué dans une tentative de coup d'État en 2008. Les États-Unis renoncèrent cependant à couper l'aide bilatérale conditionnée par cette certification pour pouvoir continuer à promouvoir le développement d'une façade démocratique à leur avantage via USAID et *le National Endowment of Democracy*, en supportant financièrement l'opposition vénézuélienne (Chomsky, N., 2006). Comme le montre cet exemple, et l'exemple encore plus caricatural de Haïti, les trois phases de la colonisation de type étasunien s'entrecroisent selon les besoins.

Le Venezuela et Cuba représentent à l'heure actuelle les deux exceptions à la règle des façades démocratiques, Cuba n'étant pas une démocratie - ce qui ne veut pas dire que le régime ne

²⁰³ Armée locale qui n'hésite pas à bombarder sa population comme se fut le cas le 13 Décembre 1998 (17 civils morts).

soit pas soutenu par sa population, ce qui est discutable et discuté -, et le Venezuela fonctionnant de manière véritablement démocratique – ce qui ne veut pas dire absence d'opposition - avec une succession d'élections libres et des réformes importantes régulièrement discutées par référendum. Les autres Etats caribéens, les façades démocratiques, pratiquent avec quelques nuances superficielles et différentes appellations, le néolibéralisme favorable aux firmes occidentales et aux complexes groupes politico-économiques dominants localement. D'où le glissement de la plantocratie, espace régi, exploité et dominé par les planteurs, à la corporatocratie, néologisme proposé par l'économiste J. Perkins à partir de la racine britannique « *corporation* », l'entreprise, la firme. La résilience du modèle vénézuélien, jointe à la résistance de la révolution cubaine, qui affiche, malgré l'embargo, d'importantes réussites dans les secteurs de la santé et de l'éducation (partout ailleurs dans la région en crise aggravée) commencent cependant timidement à faire changer la donne.

3.4.3. La Caraïbe dans son ensemble régional : le cas particulier d'une périphérie proche ?

Les Antilles ont-elle souffert, dans leur annexion par la force à la zone d'influence des États-Unis, de leur proximité directe avec le géant nord-américain ? Cette forme basique de déterminisme géographique a pu jouer, au moins partiellement, dans l'annexion par « gravité » de la Floride, puis des îles des Grandes Antilles. Cependant, très rapidement, l'importance de la distance euclidienne a diminué et, la seule présence entre les mâchoires du continent américain, malgré tout son aspect symbolique, ne pourrait expliquer une situation propre à la région Caraïbe. Certes, tous les pays d'Amérique Centrale connurent au moins une phase d'occupation militaire (la phase 1 évoquée au point précédent) à l'exception du Costa Rica. Les pays qui ont connu les interventions les plus nombreuses sont aujourd'hui les plus pauvres (Nicaragua et Guatemala en Amérique Centrale, Haïti dans les Grandes Antilles). Cependant la méditerranée américaine fut loin d'être le seul espace intégré à l'aire de domination économique des États-Unis, et plus largement du centre de l'économie mondiale. L'ouvrage de William Blum (2005) et la longue liste d'ouvrages méticuleusement documentés de Noam Chomsky montrent, par exemple, que les États-Unis sont intervenus militairement, diplomatiquement et/ou financièrement aussi bien en Amérique du Sud, en Asie qu'en Afrique – mais aussi jusqu'en Europe occidentale - pour imposer sur place le branchement à une « économie monde » qu'ils dominent, et dont le bon fonctionnement dépend de l'intégration de périphéries et du respect des règles du commerce inégal synthétisées par la doctrine néolibérale. Selon l'un des principaux théoriciens du modèle centre/périphérie, « *le capitalisme, depuis sa naissance dans la seconde moitié du XVIe siècle, se nourrit [en effet] du différentiel de richesses*

entre un centre, où convergent les profits, et des périphéries (pas forcément géographiques) de plus en plus appauvries ». La période néolibérale a permis, sans doute seulement temporairement, de ralentir le rattrapage économique de l'Asie du Sud-est, de l'Inde et de l'Amérique Latine – « *qui constituent un défi insurmontable pour l' 'économie monde' créée par l'Occident* » - en renversant la tendance à la hausse du prix de la main d'œuvre, des matières premières et des impôts (Wallerstein, I., 2008). L'émergence économique des pays périphériques n'est pas souhaitée par le centre puisque contradictoire avec le bon fonctionnement du commerce inégal qui se développe de manière globalisée à partir des premières expéditions coloniales portugaises au XVIème siècle et trouve sa continuation dans l'application du néolibéralisme au début du XXIème siècle. C'est ce qui nous amènera, dans le point suivant, à remettre en question la doctrine du développement qui sert de façade décente aux nouvelles pratiques coloniales comme le discours sur le progrès avait servi durant l'apogée des empire européens.

Doug Stokes (2005) a montré comment la libéralisation a été imposée au continent américain à travers les accords de libre échange (bilatéralement), d'une part, et via les institutions dites internationales (on dit alors « multilatéralement ») : « *Le capital transnational possède un fort pouvoir d'imposition des politiques qui vont dans son sens auprès de gouvernements élus démocratiquement* ». Le *Free Trade of the America Act* (FTAA), basé sur le *North American Free Trade Agreement* (NAFTA) passé par le congrès US pour la Canada et le Mexique en 1993, a ainsi aidé à démanteler les barrières du commerce, à privatiser les compagnies et les industries étatiques, et à réduire les restrictions quand au déplacement de capitaux. Le FTAA fait de même avec toutes les nations des Amériques à l'exception de Cuba. C'est un modèle basé sur la domination des firmes multinationales qui favorise les investisseurs étrangers les plus influents dans la région : en 2000 le PNB des Amériques était de 11 000 milliards de dollars, dont 75% correspondant au PNB des États-Unis (le Brésil, en seconde position, ne représentant que 6.7%).

Le FTAA vint renforcer le pouvoir déjà écrasant de ces investisseurs en démontant les barrières commerciales nationales pour permettre la pénétration facile des capitaux et les exportations de substitution en provenance des États-Unis, la hausse des privatisations (et donc la part des possessions étrangères) des industries d'Etat, et le contrôle plus strict des droits de propriété intellectuelle. Le FTAA permis aussi aux firmes de s'attaquer directement aux réglementations nationales devant un tribunal. C'est ainsi que le gouvernement du Canada a été attaqué par la firme chimique US Crompton Corporation après avoir banni l'usage des pesticides

Lindane en raison de risques sur la santé. Le gouvernement du Canada doit payer 100 millions de dollars à Crompton pour compenser les manques à gagner²⁰⁴ !

Cette menace de sanctions économique mise en place grâce aux accords vendus comme du « libre échange » possède un effet « disciplinant »...

Il est intéressant de noter que les Etats-Unis propagent le « libre échange » au reste du monde sans appliquer ses lois à son propre territoire (subventions agricoles, subventions au secteur financier, aide à la recherche militaire, etc.), et qu'ils le font en connaissance de cause puisque le président William McKinley (1897 – 1901) – sous lequel furent annexés les Philippines, Porto Rico, Guam, Haïti et Cuba - déclarait déjà en 1892 que « *sous le libre échange le commerçant est le maître et le producteur l'esclave. La protection n'est rien d'autre qu'une loi de la nature, la loi de l'autodéfense, de l'auto développement...* » (McKinley, W., 1892)

Plus que les accords de libre échange qu'il demeure parfois difficile d'imposer aux populations du Tiers Monde, l'« ajustement structurel » mené par les institutions de Bretton Woods (la Banque Mondiale et le Fond Monétaire International) permet d'imposer les politiques néolibérales favorables au développement des puissantes firmes étrangères occidentales sans alternative, puisque ces institutions se positionnent comme un recouvreur de fonds. Le remboursement de la dette contractée par des dictatures militaires précédentes, et parfois durant la période coloniale, est exigé - et ne saurait être contourné. Les pays du Tiers Monde ne possédant pas les ressources naturelles suffisantes (ex. Jamaïque, St Vincent, etc.), ou ne possédant pas les réseaux nationaux permettant d'exploiter ces ressources naturelles et d'en tirer un bénéfice localement (Colombie, Bolivie, etc.) se retrouvent régulièrement dans l'obligation d'accepter la médiation du FMI, qui négocie un ré-échelonnement de la dette en échange d'une modification structurelle de l'économie. Les conditions varient mais les thèmes récurrents sont :

- II. l'« austérité » sociale, soit une baisse drastique des dépenses publiques en premier lieu dans l'éducation, la santé, etc.
- III. la concentration des activités sur l'exportation pour rétablir la balance commerciale (et rembourser la dette).
- IV. La dévaluation de la monnaie locale pour rendre ces exportations et la main d'œuvre locale attractives pour les investisseurs étrangers.

²⁰⁴ <http://www.icis.com/Articles/2002/02/11/156710/environmentalists-urge-canada-to-fight-cromptons-100-million-lawsuit-on.html>

- V. La « libéralisation » des échanges avec la suppression des barrières douanières et des restrictions sur les importations.
- VI. La lutte contre tout rôle de l'État dans le contrôle des prix et des subventions.
- VII. La privatisation des entreprises publiques.
- VIII. L'établissement d'un bon « climat de l'investissement » en sécurisant tous les mouvements de capitaux étrangers dans le pays, et notamment en autorisant les investisseurs à entreprendre sur place mais à « rapatrier » les bénéfices réalisés localement.

Il est intéressant de noter que cette modification structurelle et exogène de l'économie est aussi appelé « consensus de Washington » depuis que John Williamson a défini en 1989 ce que Washington entend par l' « ajustement structurel » (Williamson, J., 1990)... Cette appellation est en effet beaucoup plus appropriée puisque, sans entrer dans le détail, cet « ajustement » néolibéral fonctionne au double avantage du Nord-Atlantique en rétablissant le primat colonial de l'exportation bon marché de matières premières non transformées d'un côté (ainsi que de la main d'œuvre bon marché pour ceux qui entreprennent localement, etc.), et en rouvrant le marché local aux productions étrangères, notamment pour lutter contre les politiques de substitution des importations par des produits locaux. On retrouve ici les deux pendants de la colonisation (zone de production bon marché des matières premières et marché captif pour les produits manufacturés surévalués). Par ailleurs en privatisant les entreprises publiques qui se concentrent généralement dans le secteur de l'électricité, de l'eau, et de l'exploitation minière, il est entendu – et largement observé - que ces niches reviendront aux firmes les plus performantes en la matière.

Des alternatives furent tentées. De longue date, des voix se sont élevées dans les Antilles anglophones pour l'établissement d'un type de regroupement régional renforçant le poids de ces petits espaces dans les négociations commerciales et politiques. Selon la logique énoncée dans cette partie, les gouvernements à tendance néolibérale (conservateurs) ont généralement refusé de s'engager dans cette voie, préférant leur rôle d'intermédiaire direct avec les métropoles du Nord Atlantique. C'est ainsi que la Fédération des Indes Occidentales (WIF) mourut dans l'œuf en mai 1962 en raison de l'opposition du JLP jamaïcain dirigé par Bustamante.

La domination d'une vision de l'espace socialisante dans les années 1970.poussera F. Burnham (Guyana), E. Williams (Trinidad et Tobago), M. Manley (Jamaïque) et E. Barrow (Barbade) à créer la Communauté et Marché Commun de la Caraïbe (CARICOM) en 1973. Cet espace commun évolua ensuite pour regrouper 15 États membres – tous anglophones sauf Haïti et le Surinam - ainsi que 5 membres associés, composés de la flotte de dépendances britanniques. Cependant le second

coup d'Etat contre le président démocratiquement élu Jean Bertrand Aristide a montré les limites d'un tel regroupement. Les membres du CARICOM ont vivement protesté contre ce coup apparemment anachronique dans la région tant il était clair qu'il fut organisé une fois de plus par un complexe liant le gouvernement des États-Unis (et la France), l'élite économique locale et les forces (para)militaires (Lemoine, M., 2004 ; Howell, R., 2004²⁰⁵ ; Farmer, P., 2004 ; Goodman, A., Scahill, J., 2004 ; BBC News 4 mars 2004²⁰⁶), avec l'appui décisif de la République Dominicaine, qui aspire à une intégration dans la zone CARICOM. Lorsque le gouvernement Jamaïcain poussa la protestation jusqu'à organiser, au nom du CARICOM le retour d'Aristide depuis son lieu de captivité, en République Centrafricaine, vers Kingston, le « président adéquat », le néodualiste Gérard Latortue obtint le retrait d'Haïti du CARICOM tandis que l'ambassadeur des États-Unis à la Jamaïque menaçait ouvertement le gouvernement PNP de P.J. Patterson - qui chuta, pour la première fois en 17 ans, aux élections suivantes (Cf. Chapitre 5). De même la mise en place d'un passeport commun pour les membres du CARICOM, et d'une liberté de circulation pour ses membres à l'intérieur de la zone, ne protégèrent pas les migrants haïtiens (privés, par dérogation, de cette opportunité). Les résultats politiques et économiques du CARICOM sont aujourd'hui très discutés dans la région.

Plus au Sud, un effort est actuellement tenté dans une autre direction, avec la mise en place de la Banque du Sud, dont l'objectif, à terme, sera de contrer le poids économique mais surtout politique du FMI.

Pour ne donner qu'un seul exemple, la réaction des métropoles du Nord-Atlantique face à l'élection du président brésilien fut révélatrice de la limite du pouvoir qu'un État indépendant du Tiers Monde peut exercer à l'intérieur de ses propres frontières. Lula fut élu en promettant une réforme agraire pour que chaque Brésilien puisse manger trois fois par jour. Les banques étrangères tentèrent de s'opposer à sa victoire électorale : en mai 2002 Merrill Lynch, Morgan Stanley et ABN Amro prévinrent les investisseurs de leurs doutes. Les investissements chutèrent immédiatement, et avec eux la monnaie qui perdit 23% de sa valeur entre Janvier et Juin 2002. 90% de la dette du Brésil étant lié au dollar, la dette extérieure gonfla immédiatement et artificiellement de 250 milliards de dollars. En raison du nombre d'entreprises étasuniennes exerçant au Brésil, le FMI prêta 30 milliards au prédécesseur de Lula, Fernando Henrique Cardoso, en échange de quoi les réformes néolibérales (l'« ajustement ») devaient être mises en place. Six milliards fut attribués à Cardoso et le reste gardé de côté pour Lula... L'effondrement de la devise ne lui laissa d'autre choix

²⁰⁵ <http://foi.missouri.edu/newsmgmtabroad/probingusties.html>

²⁰⁶ <http://news.bbc.co.uk/2/hi/americas/3495944.stm>

que d'accepter. Ces prêts partirent directement sur le compte des Banques Étasuniennes City Bank et Fleet Boston comme remboursement de la dette et de ses intérêts flottants (Stokes, D., 2005).

Au final le Parti des travailleurs de Lula dut mettre en place les réformes néolibérales, tout comme l'ancien prêtre Jean Bertrand Aristide avait été ramené au pouvoir brièvement par l'administration Clinton sous réserve de soutenir l'ajustement structurel. En plus de favoriser les intérêts occidentaux, ces mesures discréditent les visions de l'espace véhiculées par les gouvernants .

La roue de secours militaire est continuellement graissée pour une intervention rapide en cas de « crise », grâce à la perpétuation de liens financiers entre le gouvernement des États-Unis (principalement) et la majorité des armées du Tiers Monde (180 pays en sont bénéficiaires !) à travers l'aide militaire et l'entraînement (Lobe, J., 2003). Cette « aide » augmentée, après la guerre froide, avec le déclenchement par l'administration Bush de la prétendue « guerre au terrorisme », continuant d'alimenter des institutions pourtant largement discréditées par leurs orientations politiques et leurs atteintes aux Droits de l'Homme.

Ceci souligne l'opposition croissante entre l'objectif officiel des forces armées, la défense du territoire national et des intérêts nationaux fondamentaux, et leur transformation en milices opérant pour le compte d'une bourgeoisie locale, et, derrière elles, des intérêts du gouvernement des États-Unis (et des autres « investisseurs » dans ces forces armées). On a glissé vers une armée de défense des intérêts étrangers à l'intérieur du pays. C'est ce qui explique aussi en partie que, comme le souligne l'ouvrage de Mary Kaldor, derrière la rhétorique militaire des frappes chirurgicales et des armes de précision, les guerres modernes fassent de plus en plus de victimes civiles. La proportion s'est inversée entre le début et la fin du XXème siècle; la guerre fait aujourd'hui plus de 80% de ses victimes parmi les civils ! (Kaldor, M., 1999). La libération de l'Irak s'est faite au prix de bombardements au phosphore blanc et à l'uranium appauvri sur les populations civiles (à Falloujah par exemple), tout comme celles du Viet Nam ou d'Amérique Centrale au napalm, alors que la campagne actuelle en Colombie se fait au prix de l'aspersion des populations rurales civiles et de leur environnement par un dérivé chimique extrêmement toxique du *Roundup* produit par la firme Monsanto.

Le seul fait de la menace constante de l'intervention de la première armée du monde suffit bien souvent, et l'on sait aujourd'hui, par exemple, grâce aux renseignements britanniques, que les États-Unis préparaient activement l'invasion de l'Arabie Saoudite (notamment) en 1973, suite au choc pétrolier pour restaurer un flux de pétrole bon marché. Le régime féodal saoudien ne dut son maintien au pouvoir qu'à son acceptation d'investir ses montagnes de pétrodollars sur les marchés

financiers des banques de New-York. Ces dernières ré-investirent alors massivement dans les États du Tiers Monde, dégagant des profits surdimensionnés grâce à des pratiques frauduleuses (corruption, mise au pouvoir des dictateurs de la dette, etc.) au prix de la crise de la dette qui ferait logiquement suite (Harvey, D., 2005), ainsi qu'en investissant dans un gigantesque plan de modernisation du royaume saoudien confié à des firmes nord-américaines (Perkins, J., 2004).

3.4.4 De la gestion politique de l'espace néolibérale aux antimondes.

Si, comme nous l'avons noté dans les deux premières parties de ce chapitre, les antimondes se sont développés sur un terreau historique, avec des variantes liées aux effets de position, la radicalisation du capitalisme durant le quart de siècle néolibéral a entraîné son extension à une échelle sans précédent. On retrouve donc ces espaces au croisement des trois axes géographiques, historiques et politiques.

Il serait vain de vouloir citer tous les auteurs ayant, à travers des ouvrages généraux ou des études de cas particuliers, décrit et analysé les liens entre le développement du néolibéralisme et l'extension des économies informelles. Pour la Caraïbe dans son ensemble on citera à titre d'exemples les deux ouvrages des géographes Lloyd-Evans et R. Potter (Lloyd-Evans, S, Potter, R., B., 1992 ; Lloyd-Evans, S, Potter, R., B., 2002) ainsi que l'ouvrage collectif de Potter, Barker, Conway et Klak (2004). Le néolibéralisme apparaît, dans la région, comme en dehors, comme un vaste mouvement d'informalisation du monde du travail. Du Chili de Pinochet à la France de Sarkozy en passant par la Grande Bretagne de Thatcher et le Hong Kong Britannique, l'Afrique du Sud post-Apartheid²⁰⁷, le Sud-est Asiatique de la périodes des « dragons » et les États-Unis de l'ère Reagan/Bush Jr., ainsi que dans toute l'Amérique du Sud (à l'exception cubaine), on verra la destruction méthodique des acquis sociaux et du pouvoir des syndicats, là où ils existent, la flexibilisation de la main d'œuvre.

On note aussi, avec un effet de balancier, la création d'espaces dérogatoires pour abriter des pratiques qui seraient autrement illégales en terme de droit du travail (zones franches), de fiscalité (paradis fiscaux) et de transport (pavillons de complaisance), sans oublier la création puis le maintien de vastes zones d'ombres liés à l'extraction de matières premières (corruption et/ou soutien de régimes africains pour l'exploitation pétrolière, renversement de régimes au Moyen Orient et en Amérique Latine pour l'accès aux réserves énergétiques, etc.).

²⁰⁷ Il est ici fait référence à une ère historique de racisme institutionnalisé s'arrêtant en 1994 et non pas à des pratiques discriminatoires qui ont perduré en Afrique du Sud jusqu'à nos jours.

Comme nous l'avons abordé plus haut, la croissance exponentielle de la prostitution, de ses produits dérivés de la globalisation (tourisme sexuel, etc.), et des abus liés à l'exploitation de travailleuses - et travailleurs – sexuels, est elle aussi intimement liée à cette informalisation du Monde du travail.

Une corrélation étroite entre le développement de zones franches ciblant une main d'œuvre féminine (industrie textile principalement) aux abords des capitales du Tiers Monde, le développement d'une classe de travailleurs pauvres, et le recours par effet de balancier économique, à une prostitution de complément, a été observée et analysée au moins en Amérique Centrale, dans la région Caraïbe et en Asie du Sud-est (O'Connell, J., Taylor, J., 1999 ; Mullings, B., 1999 ; Antonius-Smith, C., et alii, 1999 ; Mayorga, L., Velasquez, P., 1999 ; Red Thread Women's Development Programme (RTWDP), 1999; Cabezas, A., L., 1999 ; Ong, A., 1991).

Un lien similaire fut montré entre l'informalisation du travail, la création des zones franches et l'exode rural qu'il provoqua, ou, plus généralement, qu'il accentua en raison de politiques d'ajustement structurel touchant sévèrement les campagnes, et la croissance des bidonvilles (Davis, M., 2006).

Le dualisme entre la multiplication de minuscules îlots de luxe privés, au sens propres comme au sens figuré, et la croissance démesurée d'immenses espaces proto-urbains durant le quart de siècle néolibéral reflète la montée d'inégalités basées non pas sur le mérite mais sur le milieu de naissance, comme à la grande époque du féodalisme. D'où la croissance exponentielle des antimondes militaires, dont l'objet repose dans la sécurisation de ce système, et de leur financement.

En ce qui concerne le trafic de drogues illicites on pourrait faire appel au mêmes développements (montée des inégalités, informalisation du marché du travail, développement de classes de travailleurs pauvres, etc.) pour expliquer les raisons pour lesquelles bon nombre de « naufragés du développement » se tournent vers le petit trafic dans une optique de survie. Cependant on ne saurait rester à ce niveau d'analyse; et certains économistes ont montré les liens entre « ajustement structurel » et explosion du trafic de drogues illicites. L'économiste jamaïcain R. Bernal, qui dispose d'un cas d'étude particulièrement pertinent en la matière, explique par exemple que « *le fardeau de la dette encourage à l'indulgence face à l'industrie illégale de la drogue* » (Bernal, R., 1992). L'auteur se réfère ici au régime socialiste de M. Manley qui remboursait la dette en fermant les yeux sur le trafic de ganja durant la période de déstabilisation (1975 – 1980). Un professeur de l'*University of the West Indies* ajoute à ce propos, dans une étude sur le cas Colombien, qu'« *une amélioration concernant le trafic de drogues est impossible sans une*

réduction du soit disant ajustement structurel, qui crée un environnement fertile pour le trafic de drogues » (Pantin, D., 1989). Il est par ailleurs évident que, outre les conséquences directes de la paupérisation des populations locales sous l'effet de mesures accroissant des inégalités sociales déjà fortement prononcées et bloquant les formes de redistribution sociale (réduction des impôts et taxes, destruction du secteur public, etc.), les mesures économiques liées au consensus de Washington n'avantagent pas que les investisseurs des firmes légales Étasuniennes. La réduction des taxes douanières, la baisse des contraintes sur les mouvements de capitaux, la dérégulation du système bancaire et plus généralement l'augmentation des flux vers et depuis l'étranger bénéficient largement aux producteurs et aux trafiquants de drogues illicites. Ils utilisent en effet les mêmes réseaux que les entreprises légales, dont bon nombre servent de couverture à ces activités dans un cycle vicieux qui entraîne à terme l'augmentation des prix du foncier (blanchiment et réinvestissements), accentuant la paupérisation de la population locale.

Ce n'est donc pas un hasard si, malgré les milliards de dollars dépensés dans les « guerres à la drogue » des administrations successives des États-Unis, le trafic de drogues illicites ne se soit jamais aussi bien porté que depuis le quart de siècle néolibéral.

Au final, explique Dominic Corva, la politique prétendument antidrogues menée de manière totalement antilibérale par les États-Unis, en Amérique du Sud notamment, appartient à ces « *technique[s] libéral[es] pour identifier les populations qui doivent être gouvernées autrement* » (Corva, D., 2008). La violence utilisée sous couvert de la répression du trafic de drogues illicites est ainsi destinée à ces populations que l'État impérial ne peut dominer par la seule promotion de la liberté (Hindess, B., 2004), et ce, que l'on se rapporte à la géopolitique de la cocaïne en Colombie dans les années 2000 ou bien à la répression de la ganja dans la Jamaïque depuis les années 1930 (Cf. Chap 2).

Conséquence majeure du néolibéralisme et de ses « ajustements structurels » à répétition, pour reprendre une belle métaphore du sous-commandant Marcos citée dans un article de la prestigieuse revue *Political Geography* de Dominic Corva, nous observons un véritable « striptease » dans lequel l'État retire tout à l'exception de son « *sous-vêtement indispensable et intime qu'est la répression* ». On observe en effet en Amérique Latine la militarisation des forces de police employées de manière croissante contre les classes pauvres urbaines et rurales confondues, soit un accroissement de la capacité de l'État pour gouverner parallèle à l'affaiblissement de son pouvoir dans le rapport de force avec les firmes étrangères opérant sur son sol (Corva, D., 2008). D'où, par un effet de causalité évident, un accroissement exceptionnel de la capacité de gouvernement – totalement antidémocratique – de ces firmes, renforcé par les immenses dépenses en aide militaire par les États-Unis, qui prennent dans ce cadre toute leur signification.

Pour finir brièvement sur ce point qui pourrait faire l'objet d'une thèse à lui seul, on rappellera la corrélation étroite entre degré de libéralisation de l'économie, proximité des grands centres libéraux, et énormité des taux d'incarcération (Cf. Chap 2). Ce qui concorde avec la thèse développée par le géographe de l'Université de Washington Dominic Corva. Tout concourt à faire correspondre au développement du néolibéralisme l'explosion des espaces de l'Antimonde Brunésien liés au désengagement d'un État (affaibli dans son pouvoir décisionnel – mais renforcé dans son pouvoir répressif...) de toutes formes d'espaces publics, devenant véritablement résiduels dans la ville néolibérale où les barbelés et les murs d'enceinte poussent plus vite que les arbres, ainsi qu' au retranchement des classes moyennes et aisées dans les communautés barricadées de la géographie de la peur (Caldeira, T., 2000 ; Low, S., M., 2001 ; Mycoo, M., 2006 ; Kinlocke, R., 2008). « *L'espace public est privatisé et marchandisé, régulé et militarisé. Accrus par la peur du crime et de la violence urbaine, les espaces utilisés de manière collective sont barricadés et privatisés* » (Jaffe, R., Rhiney, K., Francis, C., 2008). Et des murs ainsi s'élèvent, abritant du regard, et soustrayant plus ou moins partiellement ces portions grandissantes à la territorialité de l'Etat pour l'ajouter à celle des groupes privés, « *particulièrement les conglomerats internationaux qui, dans certains cas, deviennent largement imperméables aux diktats gouvernementaux* ».

Les conditions de vie des populations bordant la méditerranée américaine en sont particulièrement touchées. En Haïti et en Colombie par exemple, les États-Unis et les trafiquants de drogues illicites ont montré qu'ils ne répugnaient pas à s'associer, plus ou moins officiellement et temporairement (l'alliance avec le gouvernement Uribe semble s'inscrire dans le durée, plus que celle avec Guy Philippe par exemple), pour lutter contre leurs ennemis communs, qu'ils fussent démocratiques et relativement pacifiques (Aristide) ou violents et/ou révolutionnaires (Chimères, FARC, ELN, etc.). Les trafiquants colombiens et le gouvernement des États-Unis, partageant la même idéologie d' « extrême droite » et le même idéal du « para-Etat », ont clairement signifié aux populations qu'ils ne toléreraient aucune remise en cause, aussi minimale fût-elle, des profits liés à leurs investissements respectifs dans le pays. C'est pareille alliance qui a fonctionné, à deux reprises, pour renverser le gouvernement démocratique d'Aristide en Haïti. La France a profité de la seconde opportunité pour faire savoir à son ancien esclave, dont le corps mutilé est de temps à autre exhibé par les caméras du monde entier pour rappeler les conséquences du marronnage, qu'il est de mauvais goût pour les affranchis de venir réclamer des dédommagements à leur ancien « maître ». De la même manière, le gouvernement des États-Unis a montré à l'égard de Cuba qu'il est prêt à s'allier à des groupuscules terroristes d'extrême droite cubano-américains, liés à l'ancienne

dictature de Batista pour renverser un régime qui, malgré près d'un demi siècle d'un embargo sévère, assure à sa population le troisième Indice de Développement Humain de toute la région caraïbe (seule la Barbade, 31^e du classement et les Bahamas, 49^e, devançant Cuba). Et Washington s'allie sans sourciller avec les narco-démocraties de Trinidad ou de République Dominicaine. Dans ces deux pays, les gisements miniers (pétrole de Trinidad) et touristiques (République Dominicaine), à comparer au manque cruel de ressources de Cuba (aggravé par l'embargo sur le tourisme), n'assurent pourtant à la population locale que la 59^e place du classement (Trinidad), et la 79^e place (République Dominicaine), derrière la Thaïlande et la Colombie par exemple... (Rappelons que le PNB par habitant cubain représente la moitié de celui de République Dominicaine et seulement 1/5^e de celui de Trinidad et Tobago) (CIA World Factbook 2007).

Fig 26. Indice de développement humain (2007) dans la Caraïbe

(Les lignes en italiques sont présentées à titre de comparaison)

<i>Islande</i>	0.968
Barbade 0.892	0.892
Bahamas	0.845
Cuba	0.838
St Kitts et Nevis	0.821
Trinidad et Tobago	0.814
<i>Roumanie</i>	0.813
Dominique	0.718
Ste Lucie	0.795
Venezuela	0.792
Colombie	0.791
République Dominicaine	0.779
Grenade	0.777
<i>Arménie</i>	0.775
Suriname	0.774
St Vincent et les Grenadines	0.774
Guyana	0.750
Jamaïque	0.736
<i>Territoires occupés palestiniens</i>	0.731
Haïti	0.529

Source : Nations Unies : <http://hdrstats.undp.org/indicators/1.html>

Un pays comme la Jamaïque fut un modèle de « développement humain » - si on se réfère à la définition qu'en font les Nations Unies - durant les années 1970 avec un système de santé performant, la meilleure université de la région, et la mise en place de réformes sociales prometteuses (campagnes d'éducation, électrification des campagnes, constructions de logements sociaux, etc.). Après cinq années de déstabilisation pour l'instauration d'un régime néolibéral, neuf années de règne du parti conservateur durant lesquels la dette explosa, le FMI définissant les orientations économiques et politiques à suivre dans le futur, puis le retour de l'ancien parti socialiste ayant perdu ses couleurs avec son idéologie, l'IDH de la Jamaïque plongea pour rejoindre, dans les antres du classement, celui des territoires occupés palestiniens...

Plus généralement, si l'on se réfère à la région caribéenne, l'imposition du néolibéralisme eut de nombreuses conséquences néfastes sur les sociétés locales. Elle rendit possible la conservation d'une organisation sociale raciste fondée sur l'enrichissement économique et la domination politique des classes claires, que l'auteur à succès Haïtien Garry Victor décrit avec un mépris cuisant comme les « *bâtards d'une génération de négresses violées par des colons blancs en quête de saveur exotique* » (Victor, G., 2003)

L'endettement massif, très largement lié aux intermédiaires libéraux (à l'exception notable du Guyana et du Surinam), fut synonyme de perte de souveraineté. Il entraîna l'accroissement de mesures imposant des difficultés accrues pour les classes pauvres survivant dans des conditions de misère extrêmement sévères, particulièrement dans les Grandes Antilles et en façade Sud-américaine. Pauvreté et inégalités furent accrues par la reproduction de l'économie de plantation dans le secteur secondaire, à travers l'implantation des vastes complexes de zones franches en banlieue des capitales et des principaux aéroports, ainsi que dans le secteur tertiaire, avec le développement des enclaves touristiques imitant de plus en plus le principe de la zone franche à mesure que se développent les îles privées et le tourisme de croisière (le pavillon de complaisance détermine la législation régissant le travail à bord). Une des conséquences les plus voyantes fut la création d'un vaste double système de migrations légales et clandestines de la main d'œuvre caribéenne, dont les Haïtiens, mais aussi les Guyaniens, les Jamaïcains et les Dominicains, représentent les cas les plus dramatiques. La « prostitution territoriale » des îles caribéennes organisées par les élites locales se traduit de manière plus générale par la création d'un système entièrement tourné vers le profit des investisseurs étrangers et des grandes familles locales. Ceci accroît les ressentiments, mais aussi les menaces, toujours croissantes, d'une convergence vers le vaste espace du crime organisé qui s'est développé, de même, sur le terrain favorable mis en place par les politiques néolibérales.

3.4.5 *Les chimères de la domination : justifications de l'organisation de l'espace néolibérale*

*« Et vous savez le reste.
Que 2 et 2 font 5
que la forêt miaule
que l'arbre tire les marrons du feu
et que le ciel se lisse la barbe
et cætera et cætera...
J'ai lassé la patience des missionnaires,
Insulté les bienfaiteurs de l'humanité... »
Aimé Césaire, Cahier d'un retour au pays natal.*

Dans son ouvrage traitant de ce qu'il nomme les "lois du pouvoir", bâti sur une analyse fouillée de l'histoire politique de différents continents, R. Greene énonce à l'attention des apprentis leaders : « *Vos discours, conversations et interviews initiales doivent inclure deux éléments : d'un coté la promesse de quelque chose de novateur et prometteur, et de l'autre une imprécision totale. Cette combinaison stimulera les rêves de vos auditeurs qui feront leurs propres connections et verront ce qu'ils veulent y voir. Pour rendre votre imprécision attractive, utilisez des mots de grande résonance à la signification floue.* » (Greene, R., 2000). Les porte-parole médiatiques des gouvernements occidentaux nous font subir quotidiennement ce genre de bombardement sémantique de grande résonance, mais à la signification floue, matraquage répétitif d'expressions souvent bâties de toutes pièces dans les bureaux d'agence de communication. Car « *le discours – le seul fait de parler, d'employer des mots, d'utiliser les mots des autres, (quitte à les retourner) des mots que les autres comprennent et acceptent (et, éventuellement, retournent de leur côté) -, ce fait est en lui-même une force* » (Foucault, M., 2001). « *Derrière les mots sont les concepts, les idées, les sentiments, les allusions, tout ce qui donne du sens* », ajoute Roger Brunet (Brunet, R., et alii, 1993)...

Toute appropriation d'un espace étranger trouve à se justifier. Le territoire physique et l'espace du discours s'entrecroisent autour de notions douteuses telles que l'« espace vital » (Allemagne nazie), le « *hakko ichi'u* » - littéralement la doctrine des huit coins du monde sous le même toit²⁰⁸ - (Japon du début du XXème siècle), l'« expansion pour la sécurité » (États-Unis du XIXème siècle), l'« empire bienveillant » (États Unis d'aujourd'hui), etc. Dans des rhétoriques différentes, mais comparables, autant de justifications invariablement fondées sur la légitimité de la domination d'un

²⁰⁸ Doctrine affirmant la supériorité de la « race » nipponne et par conséquent son « droit » à la domination de l'Asie.

groupe, se percevant comme supérieur, sur des groupes voisins et leurs territoires (généralement pour leur bien...).

Si on remonte aux origines de l' « économie monde », les premiers termes flous justifiant de la domination de l'Europe Occidentale furent l'apport du « progrès » et de la « civilisation ». En leurs noms les colons européens pratiqueront le pillage, le meurtre, le viol, le déplacement de population et le travail forcé, le génocide.

Or, si tout un chacun souhaite constamment progresser, le sens dans lequel on marche, vers lequel on évolue, et l'idéal fixé, diffèrent fortement entre les individus - et plus entre les peuples, les cultures, etc Diffuser spatialement le progrès demeure donc une noble cause aussi longtemps que l'on n'a pas défini ce qu'on entend par ce terme, aussi longtemps qu'on reste dans la platitude, le vague.

Il en va de même pour toutes les terminologies, tous les concepts, toutes les expressions, utilisés pour justifier l'intégration violente des périphéries au système-monde, à l'économie-monde - sous l'hégémonie des centres occidentaux, et de leur flotte de satellites.

Le néolibéralisme lui-même est une de ces appellations douteuses, greffée historiquement sur le courant politique libéral, qui lui-même a connu des significations diamétralement opposées (un parti libéral fut longtemps en Amérique du Sud un parti socialiste). Il s'enracine sur le concept de Liberté, tout aussi résonant - et aussi flou - que celui de Progrès. Les militaires contemporains diffusent spatialement cette Liberté comme les colons européens diffusèrent le progrès.

Dans le jargon moderne vibrant d'un vide à forte résonance, la palme revient cependant au concept de « développement » tel qu'il fut proposé en 1949 – c'est important deux ans après le plan Marshall en Europe-, dans la partie IV du discours du Président américain Truman, qui allait définir les orientations nouvelles de la doctrine Monroe : il faut, selon le président, « *mettre les avantages de notre avance scientifique et de notre progrès industriel au service de la de l'amélioration et de la croissance des régions sous-développées*²⁰⁹ ». En échange « *les garanties accordées à l'investisseur devront être équilibrées par des garanties protégeant les intérêts de ceux dont les ressources et le travail se trouveront engagés dans ces développements* ». « *L'expérience montre que notre commerce avec les autres pays s'accroît au fur et à mesure de leurs progrès industriels et économiques* » (Extraits du point 4 du discours de Truman prononcé le 20 janvier 1949, cité dans Rist, G., 1996).

²⁰⁹ Nous soulignons. C'est dans ce texte qu'apparaît pour la première fois le terme de sous développement, et avec lui le concept de développement (Rist, G., 1996 ; Potter, R., Binns, J., Smith, D., 2004).

C'est ainsi que Truman appelle les nations naissantes – on se trouve alors dans l'immédiat après-guerre, au moment où les dernières colonies européennes s'émancipent –, à se tourner vers les États-Unis pour assurer leur « développement », comme tous les pays du continent avaient précédemment été amenés à le faire, de force, en application de la doctrine Monroe. « *Si on définit le colonialisme comme le contrôle politique et l'administration directs d'un territoire par un État étranger, alors la doctrine Truman établit effectivement un nouveau rôle colonial – ou un rôle néocolonial – pour les États-Unis à l'intérieur des nouveaux pays indépendants qui émergeaient du processus de décolonisation* » (Potter, R., Binns, J., Smith, D., 2004). Une fois de plus on fit appel à l'humanisme et à la générosité des pays les plus « avancés » pour justifier la loi de la jungle. Dans l'économie capitaliste, sous sa face libérale ou néo-libérale, la jungle et le développement sont, rappelons-le, inextricablement liés par la métaphore naturalisante d'un organisme vivant. Celui-ci se développe – par définition, naturellement... Le progrès consisterait donc à faire croître toute société sur le modèle occidental, comme il le fut énoncé par W. Rostow dès 1960, selon un darwinsisme social prononcé duquel on tirerait rapidement la conclusion suivante : seuls les plus aptes survivent, ceux qui sont éliminés n'étant pas adaptés à leur environnement (Rist, G., 1996). Il est surprenant que ce concept-coquille, comme les gouvernements occidentaux ont si bien su en créer pour justifier leur domination, ait trouvé une telle résonance jusque dans certains milieux universitaires. Le « barbare », le « non civilisé », le « sauvage », le « sous-homme », et le « sous-développé », semblant condamnés à s'étagérer sur les barreaux de l'échelle historique du dénigrement du dominé.

Plus loin qu'au siècle des ténébreuses « Lumières » évoqué par Potter, Binns et Smith comme origine du concept de développement (2004), il faut en réalité remonter 25 siècles d'histoire occidentale jusqu'aux philosophes de l'antiquité comme Aristote. Selon ce dernier, les transformations du monde s'inscrivent dans une succession d'« âges » suivant le cycle sans fin de la croissance, de l'apogée et du déclin, tout comme les cultures qui tenaient une place de première importance dans la perception du monde. Pour Aristote chaque être possède son propre principe de « développement » (*physis*). Les convulsions de l'Empire Romain durant les premiers siècles de l'ère chrétienne entretiennent l'idée du cycle des sociétés humaines. Sur cette base se posera le raisonnement chrétien d'un Saint Augustin qui reprend la théorie des cycles d'Aristote en l'adaptant au cadre eschatologique biblique (la « fin du monde ») : on ne garde qu'un vaste cycle celui de la naissance, de l'apogée et du déclin. L'influence de St Augustin sera très forte dans la théologie, mais aussi, paradoxalement, parmi les philosophes des « Lumières » : Descartes ouvre le débat du progrès en avançant que « nous » sommes les anciens (c'est-à-dire les sages, ceux qui ont la

connaissance) car le monde est plus vieux maintenant qu'il ne l'a jamais été. Par conséquent, « nous » avons une plus grande expérience des choses. A partir de ce moment, plutôt que de se référer toujours à la sagesse des anciens – dans une optique forcément fataliste de déclin du savoir avec la mort de ces anciens - on prend conscience de la possibilité d'un progrès de la connaissance basé sur une accumulation empirique. Un basculement idéologique se produit et l'idéologie du progrès acquiert une position dominante. Au cœur de la culture occidentale s'ancre l'idée d'une histoire naturelle de l'humanité basée sur le développement de ses connaissances (Rist, G., 1996). Au XIXème siècle, enfin, on conceptualise l'évolutionnisme social, sur les bases des travaux de Darwin (d'où le « darwinisme social »). Selon des auteurs comme Jean Baptiste Say, l'humanité débute avec des hordes sauvages, passe par des civilisations inférieures (l'Inde, la Chine selon lui), pour atteindre enfin la civilisation supérieure qu'il est inutile de nommer (Say, J., B., 1843). Le secrétaire d'État W. Rostow ne fit finalement par la suite que paraphraser Jean-Baptiste Say...

Évidemment de nombreux scientifiques s'élevèrent contre cette application de l'évolutionnisme darwinien aux sociétés humaines. Ainsi Claude Levi-Strauss (Levi-Strauss, C., 1952). D'autres réfutèrent la vision d'une progression linéaire de l'histoire de la science, qui ne correspond pas à une réalité faite de révolutions et de bouleversements de paradigmes (Kuhn, T., 1962). En outre le surdéveloppement du nombrilisme culturel européen conduira à justifier les pires atrocités commises dans l'histoire de l'Humanité au nom du progrès, et au développement de théories – puis de pratiques - racistes et eugénistes, aux Etats-Unis puis en Allemagne.

Il est intéressant de noter, à ce point, que les théories de l'évolutionnisme social qui se formèrent dans l'Europe du début du XXème siècle, et qui dériveront à travers le prisme matérialiste et compétitif de la société occidentale vers des tentatives de sélection (eugénisme, racisme, etc.), se marieront très différemment, en Inde, avec plusieurs millénaires de spiritualité. La « *philosophie évolutionniste* » (Sri Aurobindo, (réédition) 2006) du Yogi Indien Sri Aurobindo décrit une évolution naturelle de l'Homme depuis un stade animal vers un stade « *divin* » - le stade actuel ne serait qu'un stade intermédiaire. Dans « *The Human Cycle* », Sri Aurobindo étend sa vision évolutionniste aux sociétés humaines. Il présente les sociétés actuelles comme situées - et bloquées -, à l'avant-dernier échelon de son échelle évolutive. Ces sociétés ont souvent dépassé le stade de l'autorité traditionnelle (celle de l'Église en Europe médiévale par exemple, celle des castes en Inde, etc.). Puis, elles ont dépassé le stade individualiste correspondant à la révolte désordonnée contre l'ancien ordre corrompu, pour se positionner dans la phase actuelle, subjective, dans laquelle les hommes ont utilisé la masse de leurs connaissances pour atteindre les profondeurs de leur être. Cependant, l'évolution sociétale est entravée par la persistance d'un individualisme (un « ego

social ») masquant le fait que l'individu et l'existence sociale ne trouvent leur vérité que dans les rapports entre individus (Sri Aurobindo, 1999).

« *N'oublions pas comment s'impose toujours une idéologie* », énonce Noam Chomsky dans une interview accordée à Daniel Mermet en août 2007. « *Pour dominer, la violence ne suffit pas, il faut une justification d'une autre nature. Ainsi, lorsqu'une personne exerce son pouvoir sur une autre – que se soit un dictateur, un colon, un bureaucrate, un mari ou un patron –, elle a besoin d'une idéologie justificatrice, toujours la même : cette domination est faite « pour le bien » du dominé. En d'autres termes, le pouvoir se présente toujours comme altruiste, désintéressé, généreux* » (Chomsky, N., 2007).

L'économiste Serge Latouche (Latouche, S., 1984 ; Latouche, S., 1989 ; Latouche, S., 1991) a été en France un des premiers universitaires à souligner le lien entre le concept de « développement », et les pratiques qui lui sont rattachées, à celui du progrès lié à la colonisation européenne. Serge Latouche considère que la caractéristique commune entre les deux pratiques est celle de la « *bonne action - bonne affaire* ». Comme l'explique par exemple le secrétaire d'État à la « coopération » (autre concept coquille similaire) Alain Joyandet : « *on veut bien aider les Africains, mais il faut que cela nous rapporte* »²¹⁰. « *Le développement n'est pas le remède à la mondialisation* », affirme Serge Latouche, « *c'est le problème*²¹¹ ... »

La principale explication à la grande résonance d'un concept aussi flou et politiquement orienté réside dans les « *capacités idéologiques* » des grandes firmes multinationales « *à présenter la défense de leurs intérêts particuliers comme étant de caractère universel* », capacités exercées lors des grands meetings célébrant le mariage des classes dirigeantes du monde politique et du monde économique (Davos, etc.). « *Tout en produisant un corpus idéologique imprégnant l'ensemble des classes dirigeantes et une grande partie des médias du monde, ces firmes tendent de plus en plus à transformer les grandes organisations internationales (FMI, Banque Mondiale, OMC, OCDE, etc.) en garantes de leurs intérêts...* » (Carroué, L., 2002).

Un autre flou sémantique à large résonance entoure le concept d'« *État en faillite* » (*Failed State*), largement utilisé par l'administration des États-Unis comme un épouvantail particulièrement adapté à la situation de pays stratégiques dans la course aux matières premières ou d'importance géopolitique majeure pour une autre raison. L'expression d'État en faillite suggère en effet, « *en miroir, un État fort, idéal à atteindre et complet opposé du premier* ». « *Dans cette pièce, le rôle*

²¹⁰ Cité dans un article de Thomas Hofnung paru dans Libération le 24 Juin 2008 : <http://www.liberation.fr/economie/010183928-on-veut-aider-les-africains-mais-il-faut-que-cela-nous-rapporte>

²¹¹ <http://citoyen.eu.org/doc/latouche.php>

des États réussis est de ramener les États en faillite sur le chemin de la réussite et d'empêcher les États fragiles de sombrer dans la faillite » (Chapaux, V., 2008). On peut, comme l'a fait Noam Chomsky dans son ouvrage « *Failed State* » (2006), et comme le suggérait Michel Foucault, reprendre et « *retourner les mots* ». Cependant, de manière générale, ce concept facilité l'entreprise néolibérale en présentant, ou en justifiant, tous les interventionnismes – militaires, humanitaires, diplomatiques et économiques - comme guidés par une bonne action : ramener les réticents sur les rails du « développement » économique ou encore de la « démocratie ». La « démocratie », bien que sa définition soit en principe plus aisée, représente une autre de ces coquilles sémantiques utilisée à des fins bien évidemment géopolitiques. Après avoir épuisé l'argument DonQuichottesque des armes de destruction massives, on se rappelle que les Etats Unis Georges Bush, élu malgré des fraudes électorales patentes en Floride, firent appel à cette terminologie pour justifier de leur invasion/occupation.

Comme on l'a vu auparavant dans ce chapitre le néolibéralisme fut aussi imposé au nom de la lutte contre des ennemis, aussi terribles que totalement flous, comme la « drogue » (pas celle vendue légalement dans les pharmacies), le « terrorisme » (des opposants), et leurs rejets narco-terroriste. De l'ouvrage de référence d' Alfred McCoy on retiendra aussi que la CIA fut créée dans l'immédiat après guerre pour lutter contre le véritable ennemi, qui ne fut pas le nazisme (ou plus exactement qui n'était pas le nazisme tant qu'Hitler ne chercha pas à étendre son empire vers l'Ouest), mais le prétendu communisme. Comme la démocratie, le « communisme ». fait l'objet d'un usage géométrie variable. Des contours particulièrement flou sont requis pour désigner, à grand renfort d'images de propagande d'un bolchevique sanguinaire représenté le couteau entre les dents, le nationalisme et les velléités de développement autocentré (au moins en partie), le protectionnisme, etc. Comme le note Doug Stokes (2005), le « *containment* » ne visa jamais autre chose qu'à écraser dans l'œuf toute forme de résistance à l'expansion de la territorialisation néolibérale exercée par les États Unis sur les anciennes colonies européennes. A l'inverse de la « démocratie », présenté comme un but à atteindre, si nécessaire par la force et contre la volonté des peuples, le « communisme » fut agité comme un épouvantail idéologique rouge sang condamnant tous les mouvements d'oppositions à la territorialisation des États-Unis à une guerre de propagande et, si nécessaire, aux arrestations, à la torture, et aux bombardements. Les chimères justifiant de la domination spatiale du Nord Atlantique sur le reste du Monde furent donc nombreuses, avec la particularité première d'être constamment réadaptées aux grandes orientations géopolitiques du moment (colonisation, guerre froide, guerre au terrorisme, etc.)

3.4.6 Conclusion : Les conséquences concrètes du néolibéralisme dans la région Caraïbe

Nous avons dans ce chapitre décrit le néolibéralisme comme une forme politique d'organisation du territoire – et finalement une forme de « re-territorialisation » - et une méthode de domination spatiale et économique. Nous avons vu que, dans un cycle historique, le néolibéralisme fait suite à la période de colonialisme qui s'effondre, en principe, à la fin des années 1960 avec les dernières indépendances. Du point de vue des grandes firmes multinationales, dont les premières naissent au début du XX^{ème} siècle (Carroué, L., 2002), le néolibéralisme constitue une idéologie politique facilitant une nouvelle forme de domination de l'espace qui n'est plus aréolaire, comme le colonialisme d'État (conquête physique du territoire, occupation, organisation de l'espace pour l'exploitation, etc.), mais réticulaire. Le néolibéralisme fonctionne en effet par enclaves, ou plus exactement par « exclaves ». Les sociétés-mères, qui demeurent intimement liées à une métropole, et, derrière elle, à un État, du Nord Atlantique (Londres, New York, etc.), ne produisent elles-mêmes rien si ce n'est des services (conceptualisation, conception, organisation, etc.). La firme fonctionne grâce à un archipel de dépendances qui sont autant d'« exclaves » localisées en fonction d'avantages comparatifs pour la firme (généralement pas pour les habitants des pays sur lesquels se greffent ces « exclaves »). L'idéologie néolibérale qui sous-tend ce système se diffuse grâce à la connivence de gouvernements eux-mêmes liés à ces entreprises par divers réseaux d'alliances (financement de campagnes, placement dans les comités de direction, réseaux occultes, etc.) et aux médias, possédés par ces mêmes firmes comme une branche de communication externe. A tel point que la conception de l'espace de l'« exclave » se répand dans le contexte général de paupérisation lié à la concentration gigantesque de capitaux permise par les politiques néolibérales. Tandis que l'espace public se réduit au rythme de la progression des PNB, se constituent des enclaves correspondant à des espaces de classe. D'un côté, les migrants ruraux et les classes pauvres sont contraints à s'approprier leurs lieux de vie dans les espaces oubliés des promoteurs immobiliers en raison d'une géographie défavorable (contraintes topographiques, hydrologiques, géologiques, problèmes liés à la proximité d'industries polluantes, de décharges, etc.). De l'autre, les nantis profitant du système s'approprient les meilleurs espaces dont ils excluent les autres classes par triage économique et relationnel. De chaque côté on ferme les portes de sa communauté, par des grilles et des agences de sécurité chez les uns, par des troncs d'arbres et des épaves de voitures surveillés par des gangs d'adolescents armés par le biais de trafics chez les autres. Entre ces deux territoires fermés évoluent, dans un espace tampon, les classes moyennes, victimes du ressentiment des classes pauvres à l'encontre des nantis abrités. Hors de ces villes, qui deviennent des

métropoles, des mégalopoles et de gigantesques conurbations au rythme décuplé de l'accroissement démographique et de l'exode rural, les campagnes sont abandonnées à la production des matières premières nécessaires aux centres, à travers les mêmes réseaux d' « exclaves ». Ces campagnes ne peuvent plus, dans la majorité des cas, subvenir aux besoins de leurs habitants. Ceci les enfonce dans une situation de dépendance accentuée face aux centres.

Toutes ces « exclaves » liés à la production de biens et de services sont autant d'antimondes contagieux. La contagion se matérialise aussi bien par la diffusion dans l'espace que par l'accroissement des antimondes qui leurs sont intimement liés : les bases militaires sur lesquelles on élabore leur protection, les extensions spatiales saisonnières de l'espace des classes nanties (clubs, *all inclusive*, îles privées, etc.), les bidonvilles faisant office de cité dortoir de leurs employés, les prisons dans lesquelles on entasse le nombre de croissant de réfractaires, etc. L'écrivain Haïtien Garry Victor, jamais à court de métaphores sinistres compare ainsi les bidonvilles haïtiens à des tumeurs cancéreuses ayant rayonné, tout d'abord sur tout le territoire haïtien, puis vers les *bateyes* de République Dominicaine et les bidonvilles haïtiens des Bahamas, de Guyane Française, de Dominique, de l'est de la Jamaïque, etc., et jusqu'à *Little Haïti* à Miami.

Les antimondes contemporains sont donc la matérialisation spatiale de l'idéologie néolibérale (ce qui ne veut pas dire que d'autres systèmes n'engendrent pas eux mêmes leurs propres antimondes comme différents objets engendreront différentes formes d'ombre). Ils découlent de l'extension spatiale et sectorielle (vers les secteurs secondaires et tertiaires de la logique de l'économie de plantation, ou « *plantalogique* » (Heron, A., T., 2003).

La situation de dépendance dans laquelle se trouve actuellement la région caraïbe marque l'aboutissement de trois périodes que nous avons détaillé dans cette partie : la colonisation physique, la relégation des tâches aux forces armées, et la façade démocratique. Plusieurs questions entourent ce glissement des termes de la domination. Il est par exemple d'actualité de se demander vers quoi la période des façades démocratiques mène la région. Les Antilles vont elles progressivement glisser dans une période caractérisée pas une plus grande indépendance vis-à-vis des États-Unis, et des anciennes métropoles, ou bien vont elles au contraire s'inscrire petit à petit la zone d'influence d'une nouvelle métropole comme la Chine, qui positionne de plus en plus de zones franches dans la région, pour profiter de la proximité de l'économie Nord-américaine?

De même dans l'économie des drogues illicites, on voit par exemple que la région caraïbe vacille désormais entre l'influence, établie de longue date, des groupes colombiens, et l'infiltration croissante de groupes mexicains concurrents qui ont déjà largement repris en main les centres de

productions boliviens et péruviens, ainsi que des réseaux d'approvisionnement vers l'Europe, notamment via l'Italie.

Le secteur touristique représente, grâce à son côté caricatural (l'accentuation des traits de l'économie de type plantation), une activité dont l'analyse est révélatrice des pratiques des firmes étrangères dans la région, et de leur impact.

La Caraïbe est la région du monde la plus directement et la plus anciennement concernée par le tourisme. L'augmentation du pouvoir des firmes multinationales dans le domaine a transformé progressivement le secteur en « un nouveau sucre », comme le montre le développement du *All Inclusive* fixe (Riu, etc.) et ambulante (compagnies croisiéristes comme Carnival, etc.). Comme les Antillais n'ont pas manqué de le remarquer, ce système permet au visiteur de régler ses dépenses directement dans son pays de départ avant de partir, et de « voyager sans son portefeuille », pour le plus grand profit des organisateurs, et au détriment des populations locales. Des observateurs plus fins, comme Polly Patullo, auront aussi remarqué, ce qui ne contredit pas le point précédent, que certains entrepreneurs locaux appartenant à l'élite traditionnelle, ceux qui possédaient les premiers hôtels (traditionnels), seront aussi particulièrement touchés par le développement des enclaves *all inclusive* comme dans le cas de la Jamaïque et de Ste Lucie, les deux espaces les plus touchés par le phénomène (Patullo, P., 2005)

Un rapport de l'OAS de 1994 ciblé sur le cas jamaïcain, berceau du tourisme *all inclusive*, résume parfaitement la situation. À travers les déclarations fiscales de 11 des 19 hôtels *all inclusive* de l'époque, le groupe observa que ces établissements sont ceux qui génèrent le plus d'argent et ceux qui contribuent le plus au PNB. Mais paradoxalement se sont aussi ceux qui entraînent la plus faible percolation économique, ceux qui importent le plus de produits et ceux qui emploient le moins pour chaque dollar de revenu (Organization of American States, 1994). Cet exemple, qui est aussi valable de la même manière en ce qui concerne le dualisme entre petites compagnies d'exploitation aurifère tenues par des Colombiens et puissantes compagnies multinationales qui reprennent progressivement par la force ces gisements (Cuellar, F., 2005), ou le dualisme entre les cultures de « jardin » dominicaines et les grandes plantations (Baker, P., 1996), et toutes formes de commerce entrant en concurrence entre des petits exploitants locaux et de puissantes entreprises, locales ou étrangères, souligne un point crucial. Dans la région, ce qui est bon pour une entreprise et pour l'État ne l'est pas forcément pour la population. Ce qui génère un PNB important ne rapporte que très peu à la population locale, bien que, et c'est le paradoxe, un grand nombre de personnes bénéficient d'emplois directs et indirects. C'est le principe de la zone franche qui apporte une abondance d'emplois, un certain poids dans le PNB, mais entraîne un accroissement de la pauvreté

avec l'explosion des classes de travailleurs pauvres, particulièrement chez les femmes, d'où ses conséquences sur la prostitution et l'informel de complément (Itzigsohn, J., 2000 ; Gregory, S., 2007 ; Safa, H., 1999 ; Hernandez, R., 2002). C'est ce qui fait que le débat sur les *all inclusives* de l'industrie croisiériste, comme sur tous les autres dualismes de l'économie des espaces caribéens, montre toujours deux visages. Le poids des satisfaits semblent toujours à première vue contrebalancer celui des déçus. Ce que souligne à chaque fois l'adoption de la préférence « du marché », c'est-à-dire des entreprises multinationales, c'est que la face correspondant aux bénéficiaires est très faible démographiquement mais très importante économiquement, tandis que la face correspondant aux déçus représente à l'inverse, une très large majorité de la population effectivement embauchée directement ou indirectement par ces firmes, mais pour un bénéfice extrêmement réduit.

Les hôtels *all inclusive*, les zones franches, les grandes firmes multinationales exploitant les ressources minières et toutes ces enclaves sont donc très rentables pour les petites classes de décideurs politiques et de commerçants qui les entourent, mais représentent une déception économique prévisible pour les populations, y compris dans des cas comme *Sandals* où la propriété du groupe est locale (jamaïcaine en l'occurrence). D'où l'affrontement géopolitique entre États et Nations notés par Trouillot dans le cas d'Haïti (Trouillot, M., R., 1990) et visible partout ailleurs dans la région caraïbe, et dont les *chimè*, les *posses* et les groupes de guérillas sont les marques les plus visibles. D'où des campagnes d' « éducation » soulignant la complicité entre milieux politiques et entreprises multinationales : les écoliers des Petites Antilles sont formés, grâce au fascicule « *Hello Tourist* », à satisfaire dès leur plus jeunes âge les besoins du touriste, tout en prévenant que celui-ci n'est pas toujours riche, pas toujours aimable et que, occasionnellement, il abuse de la boisson (Patullo, P., 2005). Les enfants dominicains apprennent à l'école la chanson suivante : « *we will always give our best, at a reasonable price, give good service, to Mr Tourist* »...

Ces enclaves représentent l'actualisation la plus récente de l'économie de plantation dont bon nombre d'universitaires caribéens ont noté la stable perpétuation, favorisée par les politiques néolibérales. Comme le montre l'exposé de Polly Patullo sur le tourisme caribéen, les politiciens et les entrepreneurs locaux et étrangers se chargent de moquer régulièrement le sentiment populaire (« *ils mordent la main qui les nourrit* » dira le responsable d'une grande chaîne croisiériste), avec, pour tout chiffre à l'appui, des moyennes (le PNB par habitant) qui ne tiennent aucunement compte de la répartition des bénéfices. Le cas d'Haïti permet en outre de constater que l'industrie touristique s'accommode parfaitement d'un régime répressif très peu soucieux des droits de l'homme et de la distribution des ressources percolant de l'activité : c'est en effet durant le règne des Duvalier que l'industrie touristique haïtienne a connu sa (seule) période d'apogée (Patullo, P.,

2005). Là est la base du néolibéralisme tel qu'il est appliqué dans la région, favorisant des PNB croissant toujours plus, paradoxalement au détriment du revenu réel de la population. Les systèmes économique s'opposant à ce mode de distribution des richesses sont d'ailleurs rayés des destinations touristiques par blocus (Cuba) ou par une propagande associée à des pressions sur les agences de voyages (Jamaïque des années 1970, Grenade de 1979 à 1983).

Comme nous l'avons vu dans cette partie, cette domination ne fonctionne plus uniquement par la force du (bien que la menace militaire pèse comme une épée de Damocles), mais par le contrôle des infrastructures et des entreprises, et, derrière elles, de ceux qui vivent des taxes sur ces entités, les États.

Globalement il a été observé dans la Caraïbe que l'industrie touristique est contrôlée sur toute la chaîne par des compagnies étrangères (pas une compagnie croisiériste caribéenne, seulement une compagnie aérienne²¹², et trois chaînes d'hôtels²¹³), que les agences de voyages européennes et nord américaines contrôlent en outre étroitement la répartition géographique des profits, que la « bulle écologique » créée représente uniquement un mirage de développement (des routes reliant les aéroports aux hôtels, des réseaux d'approvisionnement en eau correct autour des enceintes touristiques, de gigantesques aéroports internationaux à la charge du secteur public, etc.), que les gouvernements locaux attirent les investisseurs étrangers en accordant des autorisations d'importer et d'exercer sans taxes sur des périodes allant jusqu'à 35 ans, etc. (Patullo, P., 2005). L'enclave touristique est donc avant tout une zone franche touristique qui, de plus, possède un très faible coefficient de percolation²¹⁴. D'autant plus que les « *incentives packages* » comprennent bien évidemment le droit de rapatrier les profits de l'activité, énoncé en règle d'or du commerce par le FMI. Les zones franches touristiques s'inscrivent donc dans le cadre plus large d'une économie reproduisant le schéma de l'économie de plantation caractérisée par une puissante intégration verticale, une extrême concentration des profits entre les mains d'investisseurs étrangers et de rares collaborateurs locaux (avec en outre une division ethno-économique) et par la réduction structurelle des espaces caribéens au rôle de main d'œuvre bon marché. Un employé enclave touristique

²¹² La LIAT. Air Jamaica et BWIA, les deux anciennes compagnies publiques de la Jamaïque et de Trinidad sont en outre encore partiellement contrôlés par des capitaux caribéens.

²¹³ Sandals et Super Clubs en Jamaïque, Jalousie à Ste Lucie.

²¹⁴ L'indice de Fletcher permet par exemple de mesurer cette percolation, bien qu'il ne permette pas de se faire une idée de la distribution des revenus liés au tourisme à l'échelle nationale, ce qui fausse grandement la donne. Mais sans même compter ce détail, les Etats caribéens possèdent les plus faibles taux de percolation au monde : pour chaque dollar dépensé par un touriste à Antigua seul 88 cents restent dans le pays, 79 cents aux Bahamas, 65 cents aux Cayman et 58 aux îles Cayman. Ces indices montrent la dépendance du secteur touristique d'importations qui ne profitent pas aux communautés locales alors que les indicateurs devraient en principe être nettement supérieurs à 1, montrant que chaque dollar dépensé par un touriste crée localement de la richesse en encourageant l'agriculture et le développement d'activités. Les plus hauts scores enregistrés dans les Antilles demeurent très faibles avec 1.23 en Jamaïque et 1.20 en République Dominicaine. Un rapport du World Watch Institute de 2001 montre que 50 à 70% des dépenses des touristes de la région caribéenne repartent sous forme d'importations, de taxes, de profits ou de salaires.

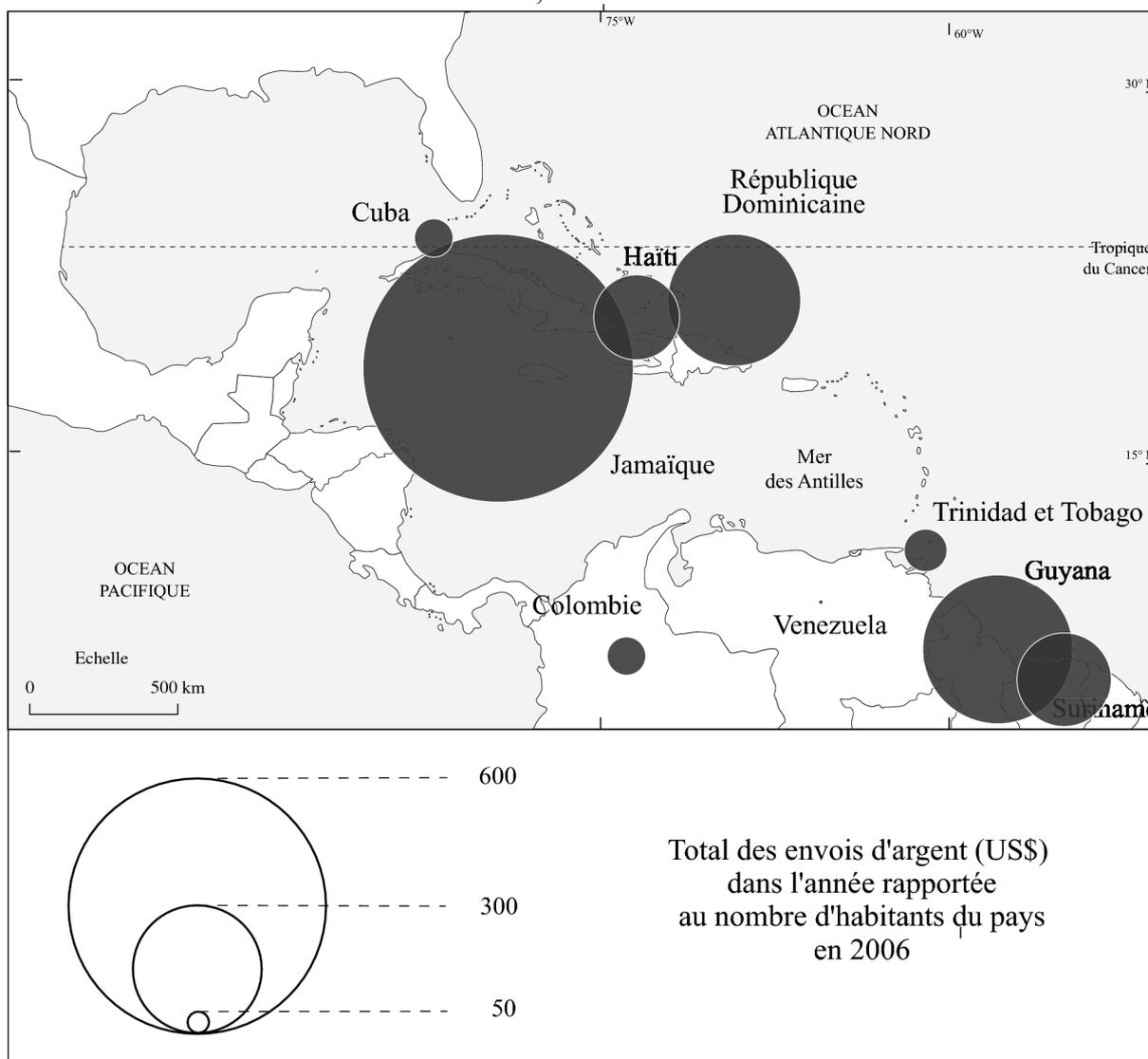
jamaïcaine gagne en moyenne 64,5US\$ par semaine (67 pour les hommes, 62 pour les femmes), soit 276 US\$ par mois quand la location d'une petite chambre à la campagne en coûtera au minimum entre un tiers et la moitié (de 6 000 à 10 000 JAS, beaucoup plus dans les régions touristiques), sans parler des factures (l'électricité, produite en brûlant du pétrole, coûte plus cher qu'en Europe !), de la nourriture, de l'éducation des enfants et de la santé. La ségrégation du secteur touristique touche en outre non seulement les employés dont le statut est encore très souvent proportionnel à la clarté de la peau, mais aussi l'ensemble des habitants qui se voient progressivement interdire l'accès à leurs plus belles plages rachetées par les « *all inclusive* ». Les plages sont dès lors patrouillées par la police touristique pour empêcher l'accès de la population locale comme en certains lieux à la Barbade et à la Jamaïque.

« *Selon le sentiment général les noirs sont encore plus marginalisés maintenant, il y a un retour du colonialisme. Parce que les blancs possèdent la terre, les commerces, les points de vente hors taxes et même maintenant les ports* » (Beckles, H. cité dans Patullo, P., 2005). Avec les vastes mouvements de privatisation poussés par le FMI lors des années 1990, la chute complète des revenus agricoles et l'informalisation du secteur secondaire (zone franches, etc.), les gouvernements caribéens - que l'historien de l'UWI H. Beckles décrit comme les nouveaux contremaîtres - sont en outre devenus extrêmement dépendants des investisseurs du secteur touristiques (près de 60% de la main d'œuvre de La Barbade est employée par le secteur touristique qui embauche au total directement et indirectement 2.4 millions de personnes à travers la Caraïbe), ces derniers jouant de cette dépendance pour obtenir des réductions drastiques de taxes et des droits nuisibles aux balances des paiements locales (notamment le droit d'importer sans taxes). Un calypso en vogue de Mighty Pep à Ste Lucie commente : « *All-inclusive tax elusives, and truth is, they are sucking up we juices, buying up every strip of beaches, every treasured spot they reach. Some put on Sandals (hotel all inclusive), exclusive vandals, it's a scandal, the way the operate, building brick walls and barricades, like a state within the state, for Lucians to enter, for lunch or dinner, we need reservations, passport and visa, and if you sell near the hotel, I wish you well, they will yell and kick you out of hell. Like an alien in we own land...* » « *Quel est le sens du progrès* », conclut le calypsonien, « *est ce vraiment un succès si nous gagnons dix milliards mais perdons la terre sur laquelle nous vivons ?* »

Rien d'étonnant alors que le premier pays caribéen des zones franches, la République Dominicaine, et le premier pays antillais du tourisme *all-inclusive*, la Jamaïque, soient aussi les premiers pays de la prostitution, avec une grande variété de pratiques locales en Jamaïque et une « exportation » industrielle de travailleuses sexuelles en République Dominicaine, les pays à la pointe de l'informel et du trafic de drogues illicites, etc. Comme le montre la carte représentant les envois d'argent de la

diaspora rapporté à la population (Fig 27), la Jamaïque et la République Dominicaine sont aussi les deux pays recevant le plus de fonds de l'étranger pour combler le déficit entre salaires et coût de la vie. Le Guyana et le Surinam, qui connaissent le même phénomène à travers le secteur minier monopolisé par les puissantes entreprises héritées de la Booker britannique, sont les suivants sur la liste. La place de Trinidad et Tobago, pays le plus riche de la Caraïbe indépendante avec un PNB moyen deux fois supérieur à la moyenne mondiale souligne encore et toujours le même phénomène, cette fois dans l'industrie pétrolière (Cf. Chapitre 4)

FIG N°27 : ENVOIS D'ARGENT PAR LA COMMUNAUTE D'EMIGRES VERS LE PAYS NATAL PAR HABITANT, 2006



Sources : Banque Interaméricaine de Développement 2007 ; CIA World Factbook 2007

Les firmes transnationales sont directement responsable de l'informalisation du marché du travail international qui débute dans la seconde moitié du XXème siècle, et qui s'accroît à partir des années 1970 et plus encore dans les années 1990. Corrélation étroite avec ce mouvement, le patrimoine des 200 personnes les plus riches de la planète double de 1994 à 1998 (Carroué, L., 2002) ! L'accentuation du pouvoir de ces firmes est lié au bouleversement politique qui touche les centres de l'économie mondiale à partir des années 1970. Auparavant régnait en effet dans ces centres un consensus social dont le principe était que, étant donné la différence de pouvoir entre salariés et entrepreneurs, l'État se doit de se poser en médiateur pour assurer plein emploi et sécurité sociale aux travailleurs (Standing, G., 1989). Fort du renversement de paradigme qui s'opère avec l'arrivée au pouvoir des bourgeoisies néolibérales, les firmes s'imposent comme les seules décideurs, l'État étant relégué au rôle d'agent de police. Le nombre de sociétés-mères est multiplié par 10 dans le quart de siècle néolibéral (63 000 en 2001). On délocalise rapidement les usines de production vers les espaces qu'on appelle les « Nouveaux Pays Industrialisés » (NPI) qui possèdent la main d'œuvre nécessaire, mais pas de syndicats, peu de droits pour les travailleurs, des salaires très faibles, et des États reproduisant le schéma des longues années de colonisation en s'installant comme agents de commission. Le nombre de filiales à l'étranger est multiplié par 30 dans la même période (820 000 en 2001) ! Le poids de ces firmes et l'intimité de leurs dirigeants avec les gouvernements locaux ancreraient le système politique néolibéral dans ces espaces (Carroué, L., 2002). Lorsque qu'un mouvement d'opposition menaçait la polarisation des firmes, tout le pouvoir du renseignement, de la lutte souterraine, et si nécessaire de l'armée de la métropole protégeant la firme seraient mis en œuvre (Blum, W., 2005). Ces délocalisations de l'après guerre, répondant à des législations plus progressives dans les pays industrialisés, vont donc rapidement étendre le néolibéralisme et l'informalisation (c'est-à-dire la casse progressive des droits du travailleurs) du marché du travail dans les colonies en période de transition vers l'indépendance, ce mouvement se déroulant à la grande époque du « *country boom* ». Par ricochet, ces délocalisations massives permettront aussi la perpétuation des mouvements néolibéraux en Grande Bretagne (Standing, G., 1989), et aux États-Unis, puis l'extension dans le reste de l'Europe occidentale. L'informalisation du monde du travail y serait dès lors présentée comme une nécessité pour lutter contre la délocalisation... Les firmes multinationales qui monopolisent aujourd'hui 2/3 du commerce international, sont les principales bénéficiaires de la mondialisation libérale (Carroué, L., 2002). Elles reproduisent aujourd'hui l'organisation internationale du travail dans sa forme coloniale – la « *plantalogique* » (Heron, A., T., 2003) - par des réseaux associant encore et toujours métropoles du Nord Atlantique et anciennes colonies, dans les mêmes schémas de dépendance.

La domination spatiale des firmes (*corporatocratie*), et sa façade pseudo démocratique néolibérale, n'est en rien une spécificité Étasunienne uniquement appliquée à la région Caraïbe, ou plus largement sud-américaine.

Les États-Unis furent une des dernières puissance impériale à entrer dans la course aux colonies, d'où bon nombre de confrontations avec des empires rivaux (reprise des colonies espagnoles, etc.), mais la première, ce qui ne veut pas dire la seule, à perfectionner une *corporatocratie* dans laquelle membres des firmes et représentants du gouvernement se confondent. Il semble à première vue que ce modèle s'impose au début du XXème siècle avec l'essor du cycle pétrolier.

Si l'Amérique Latine demeure une chasse gardée où les États-Unis opèrent de manière quasi monopolistique, si le Moyen Orient et l'Asie centrale sont en passe de le devenir, l'Afrique a été de longue date un terrain plus disputé, où se sont développés de puissants empires privés comme le groupe français Total, dont l'actionnariat est cependant Étasunien que Français (1/3 chacun). Total réalise 93% de ses profits dans le secteur pétrolier (72% dans l'extraction, 21% dans la raffinerie et la vente), la moitié des réserves de l'entreprise sont Africaine, bon nombre trouvant leur origine dans l'héritage occulte de Elf et dans les liens étroits que Total a su développer avec les modèles de régimes démocratiques que sont ceux d' Omar Bongo, Denis Sassou Nguesso, Paul Byia et Eduardo Dos Santos. Bon nombre d'ONG accusent le groupe français de payer directement à ces hommes d'État les taxes qui reviennent en principe au pays et ses habitants. Seuls 8% des employés de la firme sont africains (près de 70% sont européens) ce qui prive les populations locales à la fois des taxes, accaparées de manière informelle par l'État, et des retombées en terme de salaires, et ce d'autant plus que les postes les moins qualifiés sont attribués aux Africains²¹⁵. De manière plus générales les salariés de Total ont bénéficié d'une rétribution de 2% des revenus dégagés par la firme en 2008, et ce malgré un profit record de 14 milliards d'euros – en pleine « crise » - tandis que les actionnaires - et les nouveaux investissements - se partageaient les 98% restants... Comme Elf avant lui, confié à Total pour afficher une façade plus présentable (!), le groupe a soutenu, et continue de soutenir financièrement bon nombre de dictatures, selon le modèle néolibéral des États-Unis en Amérique du Sud. Le prix Nobel de la paix Aung San Kyi accusait par exemple ouvertement le groupe en 1996, dans les colonnes du Monde, d'être le principal financier de la dictature birmane du SLORC (Le Monde 20 juillet 1996). Pour se maintenir au pouvoir, la junte s'appuie sur le trafic d'héroïne (McCoy, A., 2003), sur le travail forcé non rémunéré, et sur l'exploitation pétrolière par Total (7% du PNB en 2004). La présence du groupe permet en outre au régime militaire de blanchir simplement ses revenus tirés du trafic illicite en amalgamant les deux

²¹⁵ Quand à l'actionnariat, l'Afrique entre dans la catégorie « autre », en compagnie de l'Asie et de l'Amérique Latine, qui représente au total 3% des actionnaires du groupe.

types de fonds, d'où les accusations planant contre Total. La firme a déjà été, en outre, condamné à 5 millions de dollars de dommages et intérêts à des Birmans pour « *complicité de nettoyage ethnique, travail forcé et blanchiment d'argent de la drogue* » (Christophe, F., cité dans SURVIE, 2008 ; Losson, C., 2007). Depuis 2006 Total a ajouté à la longue listes de dictatures africaines qu'elle soutient, au moins par son activité, le Soudan d' Al Béchir²¹⁶, tandis que les autres compagnies occidentales sont temporairement restées à distance en raison de sanctions internationales. De même en est il du soutien au Président angolais Dos Santos, dirigeant du deuxième producteur de pétrole africain depuis 30 ans, et ayant détourné plus de 4 milliards de dollars des revenus liés à cette ressource selon *Human Right Watch*, 1.7 milliards de dollars par an entre 1997 et 2004, soit un quart des ressources du pays (cité dans SURVIE, 2008). Pour maintenir au pouvoir ce précieux allié d' Elf – Total, qui auraient de « bonnes habitudes » sur la côte d'Azur d'après Nicolas Sarkozy, la France aurait armé son gouvernement tout en le faisant profiter d'importants réseaux de corruption via l'intermédiaire Pierre Falcone. Au Congo, Total trouve un allié de taille en la personne de Denis Sassou Nguesso, en poste depuis 23 ans, et détournant à son profit 17% de la manne pétrolière jusqu'en 1997 (Labrousse, A., Verschave, F.-X., 2002). Elf, puis Total, fourniront à l'État 70% de ses revenus pétroliers... Pendant que le peuple congolais lutte chaque jour pour la survie (70% sous la ligne de pauvreté, espérance de vie à 54 ans, etc.), ses dirigeants montent, avec l'aide de Total, qui a racheté une partie importante de ses exploitations à bon prix durant la dictature de Lissouba, de complexes schémas financiers impliquant des paradis fiscaux des Îles Vierges Britanniques pour extraire et se partager les milliards de dollars générés par la manne pétrolière (SURVIE, 2008). Comme on peut s'en rendre compte la colonisation économique de la France en Afrique a presque atteint le troisième stade, celui de la façade démocratique, bien qu'on puisse encore s'y permettre de sérieuses entorses au processus démocratique en raison du désintérêt général et des énormes possibilités de corruption possibles sur le continent. C'est ce qui explique en partie pourquoi bon nombre des dirigeants de l'Afrique francophone soient au pouvoir depuis les années 1980 (Bongo, Biya, Bongo, etc.). La perpétuation de leur pouvoir est assurée par le même système de la « Françafrique », cette fois grâce aux financiers du groupe comme la BNP-Paribas, qui fournira des avances (« préfinancements ») sur les revenus du pétrole à ces dirigeants lorsque l'approche des élections nécessitera des dépenses supplémentaires pour s'assurer du bon déroulement de la démocratie française. Dans le même temps la France exporte à destination de l'Afrique quasiment autant qu'elle le fait vers les États-Unis (respectivement 40 et 50 milliards de francs à convertir), à des prix très peu concurrentiels, en raison des produits dérivés du franc CFA : les pays CFA souhaitant s'approvisionner hors de la

²¹⁶ Accusé par la cour pénale internationale de génocide, crime contre l'humanité et crime de guerre.

zone ne peuvent le faire que dans la limite imposée par la Banque de France (SURVIE, 2008). La boucle est bouclée par les industriels français de l'armement qui fournissent à ces dirigeants on ne peut plus démocratiques les moyens de s'assurer un pouvoir sûr. C'est ainsi que Paul Biya recherche actuellement, après les émeutes de la faim du début de l'année 2008, à acquérir des véhicules blindés et des systèmes de missiles sol-sol auprès de la SOFEMA²¹⁷ (SURVIE, 2008). Comme le note la journaliste Delphine Fouda, commentant l'augmentation constante du budget militaire du Cameroun (142 milliards de FCA en 2006), « *un tel armement lourd n'est finalement utilisé que contre l'ennemi intérieur de Paul Biya que sont les populations camerounaises, massacrées à souhait quand elles osent revendiquer leurs droits humains* » (Fouda, D., 2008). La rupture annoncée en la matière par le Président Nicolas Sarkozy (grand ami des Bolloré, très bien implantés dans le FrancAfrique, et pour qui « *la France, économiquement, n'a pas besoin de l'Afrique*²¹⁸ ») fut selon les mots du président camerounais Paul Biya « *une rupture dans la forme et une continuité dans le fond* » (France 24, 31 octobre 2007). Il n'est par ailleurs un secret pour personne que la vague de libéralisation imposée dans les années 1990 à l'Afrique Francophone a très largement profité, grâce à la « coopération française²¹⁹ » à la Lyonnaise des eaux (Togo notamment), Bolloré (Cameroun notamment), Thomson (Congo) et à bon nombre des compagnies françaises. Les plus importants groupes français prospèrent en effet de façon monopolistique ou presque dans le « pré carré » où sont représentés les groupes LVMH, Bouygues, Thomson-CSF, CGE, Bolloré, Pinault, Seillière (Veritas), Péchiney, Lafarge, Total, Véolia, BNP Paribas, Crédit agricole, Alcatel, Accor, Gaz de France, Michelin, Alstom, Air France, les industriels de l'armement, etc. Dans le secteur du coton la société française Dagrif exerce toujours un quasi monopole en masquant la perpétuation de pratiques coloniales derrière la façade ravalée du commerce équitable (Jacquiau, C., 2007). Un tiers de la surface du Congo appartient aujourd'hui à des compagnies minières, selon le ministre congolais des mines Martin Kabwelulu, suite à la libéralisation effrénée durant le régime de Kabila fils. Son règne a vu la réécriture du code minier par la Banque Mondiale (comme en Colombie), justifiée par le remboursement de la dette contractée par le dictateur Mobutu, - 800 millions de dollars par an pour les seuls intérêts - mis au pouvoir et soutenu par les États-Unis (Braeckman, C., 2008). Rien de neuf dans ce commerce inégal dont les modalités ont été définies par le Père Labat en 1728 : « *les richesses immenses qui sont renfermées dans ce pays et demeurent presque inutiles dans les mains de ses habitants* » doivent être produites sur place puis exportées pour transformation, en échange de quoi le métropole

²¹⁷ Groupe dont le PDG est Guillaume Giscard d'Estaing.

²¹⁸ On distinguera sans doute ici une nuance entre la France et les industriels français.

²¹⁹ Alain Joyandet, secrétaire d'État à la coopération a donné la ligne de conduite dans les colonnes de Libération en affirmant « *On veut aider les Africains, mais il faut que ça nous rapporte* ». Libération 24 Juin 2008.

introduira sur place des objets fabriqués, qui deviendront indispensables, et permettront aux compagnies gérantes du commerce de réaliser tout le bénéfice... (Père Labat, 1728)

Si des sondages récents montrent que la France apparaît comme le pays « *le plus largement perçu comme ayant une influence positive dans le monde* », tandis que les États-Unis (et la Russie) sont ceux perçus comme ayant l'influence la plus négative, la différence des pratiques entre les deux empires sont de toute évidence minimes, seule jouant dès lors l'ampleur de l'action et les talents de communication²²⁰ (Program on International Policy Attitudes (PIPA), 2005, *News releases*, 6 avril 2005).

L'enchevêtrement des pratiques coloniales et des nouvelles formes de domination économiques et spatiales sont une constante, et la région Caraïbe que nous analysons dans cet essai seulement un cas d'étude parmi d'autres. Les pratiques les plus récentes ont modifié structurellement ces espaces, autrefois façonnés autour des secteurs agricoles, en reproduisant cependant le système économique – le système type plantation – dans les secteurs secondaires et tertiaires. Cette modification structurelle exogène est à l'origine de la création des espaces dérogatoires nombreux et variés ayant trouvé un optimum climacique sur le terreau de domination historique du Nord Atlantique et sous le climat néolibéral, à l'abri des grandes organisations dominées par les 15 mêmes pays dont sont originaires 4/5e des firmes transnationales (Carroué, L., 2002). La conséquence directe fut la croissance des inégalités, l'accroissement de la pauvreté, l'accroissement de la dépendance et l'affaiblissement de la souveraineté des États qui, ensemble, accentuèrent le mouvement d'informalisation du travail et de l'habitat, ainsi que, en accord avec la géographie régionale, les problèmes liés au trafic de drogues illicites, et par ricochet à la criminalité, etc.

En raison d'un différentiel économique amplifié par les représentations médiatiques d'une Amérique du Nord aux rues pavées d'or d'une part, et de l'extrême pauvreté gagnant progressivement les espaces caribéens, particulièrement dans les Grandes Antilles et sur la façade continentale, d'autre part, les migrations documentées et illégales explosèrent durant le quart de siècle néolibéral avec leur lot de tragédies et d'atteintes aux droits de l'Homme (les migrants repoussés en mer, réfugiés politiques refusés et rendus à leurs bourreaux en Haïti, etc.). Les plus souvent dénoncés furent d'invisibles « trafiquants d'êtres humains » répondant comme les trafiquants de drogues illicites locaux, parfois de manière cruelle, à une demande sur laquelle ils

²²⁰ Ce sondage fut effectué peu après le « non » du gouvernement français à la dernière guerre en Irak, contribuant sans aucun doute au résultat.

n'ont pas de prise. Moins souvent montra-t-on les gardes côtes des États-Unis empêchant les migrants haïtiens exténués d'atteindre le rivage en les menaçant de noyade, ceux des îles TCI tirant les barques bondées vers les eaux internationales pour repousser le problème, et les employeurs du secteur de la construction des Bahamas profitant allègrement de cette main d'œuvre servile. Rares furent les caméras à pénétrer dans l'enceinte de Guantanamo comme dans la prison de Krome où l'on enferma les légitimes réfugiés géopolitiques Haïtiens (Farmer, P., 2006)... Si on dénonça les « *yardies* » psychopathes des gangs « jamaïcains », rares furent les analyses expliquant le phénomène et montrant l'autre côté de la pièce: les dizaine de milliers de travailleurs jamaïcains jonglant entre trois emplois indécentes pour payer leur loyer et envoyer un baril et de l'argent à leurs enfants (cf. Chapitre 5).

Autre fait souvent passé sous silence, ces mouvements de population comblent les manques générés par les coupes dans les budgets d'éducation des pays occidentaux, États-Unis et Grande Bretagne en tête en ce qui concerne les migrations caribéennes. Ces migrations sont dans ce sens les conséquences directes des politiques néolibérales, laissant aux pays les moins riches le soin de former leur population pour n'en tirer que des envois d'argent de la diaspora, lourdement taxés. C'est ainsi que, selon le B.I.T., le Ghana et la Jamaïque forment plus de médecins pour l'étranger que pour leur propre territoire.²²¹ Ce « *brain drain* » stratifié doit en outre être considéré comme une chaîne puisque les médecins manquant en Jamaïque, malgré l'ampleur de la formation, seront par exemple recrutés au Pakistan... La moitié des 86 millions de travailleurs migrants dans le Monde sont des femmes - qui représentent la principale ressource financière de leurs foyers respectifs. Seuls 10 à 15% de ces flux seraient composés de migrants clandestins selon le B.I.T. Les migrations de travailleurs, contrairement à la façon dont elles sont présentées (« invasion », compétition pour les travaux locaux, etc.), sont largement encouragées par le système néolibéral.

Ces mouvements génèrent en 2002 plus de 80 milliards de dollars d'envois d'argent des communautés d'exilés vers leur pays d'origine. Effet de balancier: comme les multinationales ont massivement délocalisées leurs branches générant des faibles salaires vers les pays « du Sud », les citoyens de ces pays ont dû compenser en envoyant leurs travailleurs les plus performants (en terme d'éducation, de motivation, etc.) travailler dans les pays d'origine de ces firmes pour la survie de leurs familles composées de travailleurs pauvres, dont la pauvreté elle-même et née de ce mouvement. Une large partie de cette migration est encouragée par le système (loteries pour l'obtention d'une « carte verte » américaine, recrutement sur place, annonces dans les journaux, etc.) car ces travailleurs permettent de combler des postes vacants sans avoir à augmenter les

²²¹ http://www.ilo.org/global/About_the_ILO/Media_and_public_information/Press_releases/lang--en/WCMS_005197/index.htm

salaires ou améliorer les conditions de travail (et la formation), comme cela aurait du être le cas s'il avait fallu répondre aux besoins en piochant parmi la population locale. Ce mouvement rappelle en ceci l'appel à la population de travailleurs indurés d'Asie à l'abolition de l'esclavage pour tirer vers le bas salaires et conditions de travail dans les plantations. Les migrants caribéens vers les métropoles du Nord comblent désormais les postes les plus ingrats du secteur de la santé et de l'éducation, apportent aux agricultures subventionnées la main d'œuvre nécessaire à leur survie en dépit d'avantages comparatifs défavorables, fournissent une armée de domestiques, et dans le cas particulièrement abject des États-Unis, la chair à canon nécessaire à l'expansionnisme néolibéral...

A l'opposé du régime soviétique qui créait des espaces d'antimonde en rendant illégales des pratiques auparavant légales, comme le commerce artisanal (Portes, A., Castells, M., Benton, L., 1989), le régime néolibéral crée de l'antimonde en fermant les yeux, en certains lieux, sur des activités ailleurs illégales, par l'informalisation massive et le droit à la dérogation pour les riches et puissants entrepreneurs. Ailleurs, le système criminalise – à l'encontre de la doctrine libérale - des pratiques répandues dans toutes les sociétés humaines, comme la production des psychotropes, pour justifier des interventions économiques et militaires. L'action armée, la colonisation directe, l'intervention militaire temporaire et/ou le soutien financiers aux armées du monde sont par ailleurs autant de subventions faites à l'industrie de l'armement dont les ventes se partagent à 63% pour les firmes des États-Unis, et 29% pour les firmes européennes, parmi les 1 200 milliards annuels de dépenses militaires globales... (Institut International de Recherche pour la Paix (SIPRI), 2007, Rapport annuel, cité par Berber, M., 2007).

En outre, comme le montre l'énormité de la dette mondiale (54,6 trillions en décembre 2008 dont plus d'un quart – 12,6 trillions - pour les seuls États-Unis), le régime libéral représente un « économicide » masqué par le recours artificiel à la planche à billet et plus encore un « sociocide » caractérisé par l'accroissement des inégalités, de la production, du trafic et de la consommation de drogues illicites, de la criminalité, des taux d'incarcération et du nombre général de captifs, etc. - en plus d'être un écocide (déforestation, etc.)- non seulement dans les pays du Tiers Monde qui se plient, de gré ou de force, aux lois de ce système, mais aussi dans les centres de l'économie mondiale.

Dans le Tiers Monde, la Colombie est un exemple caricatural. Les réformes néolibérales arrivées avec l'« aide » imposée dans le cadre de l'Initiative Andine (imposée car liée à la lutte contre le trafic de drogues illicite, lui-même lié à la certification du Département d'État des États-Unis, etc.) furent, comme c'est généralement le cas, conditionnées par « l'ouverture économique » : la

Colombie fut poussée à baisser ses taxes douanières sur les importations entraînant un accroissement massif des flux en provenance des États-Unis, une forte croissance du chômage local par effet levier (les produits autrefois achetés sur place et désormais importés généraient des emplois) et une croissance du déficit commercial (balance entre les importations et les exportations, principalement des matières brutes comme le charbon et le pétrole dont ne restent localement qu'entre 0,4 et 8% de leur valeur réelle). Cet « économicide » renvoyant au génocide des populations amérindiennes perpétrées par les colons européens s'observe dans tous les pays du Tiers Monde avec pour conséquence directe la croissance massive de l'Antimonde brunésien, et plus particulièrement, comme bon nombre de chercheurs n'ont pas manqué de l'observer, dans les dépendances les plus proches des grands centres de l'économie mondiale, autour des méditerranées.

3.5 Conclusion : démêler l'enchevêtrement obscur des réseaux de l'antimonde

*« Cela ne peut signifier qu'une chose :
non pas qu'il n'y a pas de route pour en sortir,
mais que l'heure est venue d'abandonner toutes les vieilles routes. »*

Aimé Césaire, Lettre à Maurice Thorez.

Tout phénomène complexe repose sur des facteurs de causalité multiples et l'Antimonde, dans l'acceptation qu'en fait Roger Brunet, ne fait pas exception à la règle. Pour tenter de remonter à ses sources nous avons donc fait appel à la localisation (positionnement isthmique/méditerranéen), à l'économie sur un axe historique (théorie des avantages comparatifs et des déséquilibres qu'elle génère en pratique) et à la politique et plus exactement la géopolitique contemporaine (nouvelles formes de domination économiques vectorisées par le néolibéralisme). Nous avons plus de réticences à faire appel à l'anthropologie, même s'il y aurait sans doute à creuser dans la perception des populations locales du Système-Monde comme une Babylone biblique, ou une Rome antique oppressive dans le façonnement d'une culture syncrétique mélangeant héritages de rancœurs (anciens esclaves) et d'esprit de piraterie, face à un système dominant (la Reine d'Angleterre figure toujours sur la monnaie...) qui institutionnalise le mensonge (l'éducation faisant par exemple toujours des impasses sévères sur le principe d'autosuffisance, l'histoire des « marrons », etc., et mentant toujours sur la « découverte de l'Amérique »...).

Localisation, histoire, économie et géopolitique contemporaine produisent dans notre analyse une matrice explicative par leur complémentarité.

L'analyse des espaces de l'Antimonde repose donc sur un travail empirique de stratification de la connaissance accumulée sur la région, avec, depuis la fin des années 1990, marquant l'affaiblissement du dogme des théoriciens de la dépendance, une forte augmentation de la production intellectuelle et l'avènement d'une nouvelle génération de chercheurs remettant en cause le bien fondé et du « consensus de Washington », et de ses produits dérivés comme le tourisme d'enclaves, les zones franches, etc.

Pour ne prendre qu'un exemple soulignant la complexité des antimondes, comment comprendre le choix d'utilisation de l'espace des planteurs de ganja jamaïcains sans intégrer à la matrice analytique :

- le complexe culturel associant le mouvement de résistance à la colonisation et la plante, et au contraire sa répression et celle du mouvement ouvrier à partir des émeutes de 1938 d'un côté
- la pensée économique du prix Nobel Arthur Lewis (l'industrialisation par invitation pour le décollage économique) sur la base de laquelle furent remises en dépendance les économies caribéennes sous la domination d'une nouvelle métropole américaine.
- la politique anti-drogue DonQuichottesque menée par les Etats-Unis sur les pourtour de la méditerranée caribéenne (Cf. Chap 2)
- les affrontements politiques locaux entre les cousins éloignés des riches familles dominantes contrôlant le bipartisme²²²
- mais aussi des détails extrêmement pointus comme la crise du bâton à manioc²²³ dans la ceinture de production rurale de la tubercule en Jamaïque.

On le voit, politiques globales, influences régionales et facteurs locaux sont ici étroitement liés, et la ganja pousse sur un terreau situé à l'intersection de ces trois échelles. La proximité du premier marché de consommation au monde, accessible par des vols en avionnette au raz de l'eau pour tromper les radars de surveillance, l'importance du marché local, la demande touristique en produits

²²²Les fondateurs des deux partis jamaïcains (A. Bustamante et N. Manley) sont deux cousins issus d'une même famille de riches descendants de colons anglais.

²²³ Le bâton à Manioc est une tige de bois de plusieurs mètres de hauteur qu'on dispose en plantant le manioc pour servir de support à la partie aérienne de la plante. Traditionnellement, les agriculteurs utilisaient les branches des arbustes ayant été abattus durant le défrichage du champ de production. Le Manioc jaune jamaïcain étant exporté vers le Canada et le Grande Bretagne, en plus de pourvoir à la consommation locale, la demande en bâton à manioc s'est accrue dramatiquement, entraînant un accroissement de la déforestation, notamment dans les « *cockpit mountains* » du centre, la marchandisation du secteur, la montée des prix des bâtons et la baisse qualitative liée à la diminution des espèces arbustives résistantes traditionnellement utilisées. Par conséquent la production de manioc, une des dernières productions agricoles légale qui restait rentable, devient de plus en plus chère pour les paysans de la « ceinture du manioc », poussant à la culture de la Ganja dont la rentabilité est stable.

dérivés (huile, résine, etc.), la connexion aux plus importants réseaux du tourisme de croisière au monde et à l'incessant flux maritime transpanaméen rajoutent leur touche au tableau. De même en est-il des lois anti-blanchiment discriminatoires mises en place en Jamaïque et empêchant les petits planteurs de sécuriser leurs économies pour réinvestir ensuite dans de secteurs légaux (et ainsi changer d'activité en utilisant la ganja comme tremplin).

Malgré leur diversité apparente, tous ces facteurs ou presque se rattachent à un tronc commun : la globalisation de l' « économie monde » sur la base d'un commerce inégal entamée au XVI^{ème} siècle. Cette globalisation prit tout d'abord la forme d'une colonisation physique, puis, un siècle et demi après la naissance des premières firmes multinationales (début du XIX^{ème} siècle), se complexifia au point de créer un système de domination spatiale « plantalogique » que nous avons appelé *corporatocratie*. Au sein de ce système se croisent les influences locales, régionales et internationales, et toutes ont des répercussion sur l'espace jamaïcain. D'où le choix des paysans d'utiliser l'espace disponible pour la ganja et non pas pour planter un maïs dont le prix de vente couvre à peine le prix de revient, ou pour se diversifier dans le secteur tertiaire qui leur demeure inaccessible en raison de l'investissement nécessaire, de la formation, etc. De grandes fortunes du tourisme jamaïcain se sont, par contre, faites sur la base du commerce de ganja...

On pourrait conclure ce chapitre en paraphrasant le théâtre élisabéthain d'Aimé Césaire, et synthétiser la lutte pour l'émancipation des peuples caribéens comme la volonté « *de réussir quelque chose d'impossible contre le Sort, contre l'Histoire, contre la Nature !* » (cité dans Depestre, R., 2004). Outre le positionnement géographique au cœur d'une méditerranée divisée entre la polarisation concurrentielle de deux centres exploitants - les États-Unis et l'Europe -, les improbables « nation-patchworks » caribéennes de populations et de cultures distinctes, ces multiples « *contextes médians*²²⁴ » subissant sur place un dégradé de créolisation accentuant les divisions plus qu'il ne les combat réellement, durent dans leurs marches vers l'émancipation composer avec une économie de plantation solidement ancrée par quatre siècles d'histoire coloniale.

Cette lutte pour l'émancipation demeure avant tout une lutte pour l'espace et sa territorialisation. Elle prend dans la région la forme d'une opposition Etat/Nation doublée d'un affrontement entre « minorités minoritaires » (blancs, syro-libanais, chinois, etc.) et « minorités majoritaires » (afro et indo-caribéens) ou, dans le cas particulier du Guyana, du Surinam et de Trinidad entre les

²²⁴ Milan Kundera décrit le contexte médian comme la « marche intermédiaire entre la Nation et la Monde ». René Depestre décrit la Caraïbe comme l'intersection d'une multiplicité de ces contextes médians « *qui n'arrêtent pas de se croiser, s'interpénétrer, s'interféconder, se contrarier, avant de s'aventurer, avec une sensuelle baroque exubérance, dans le processus de créolisation qui les métisse (ou sur le métier à métisser qui les créolise)* » (cité dans Belinda, J., , Francophone Literatures : An introductory survey, Oxford University Press, 320p.).

« minorités majoritaires » elles mêmes (le cas du Surinam étant encore compliqué par la division de la minorité majoritaire afrosurinamienne).

Il faut ajouter à cette base complexe le positionnement géostratégique du Bassin Caribéen, à la fois au carrefour des Amériques (carrefour des flux légaux et illégaux d'hommes et de marchandises) et dans la mâchoire des Etats-Unis (« l'arrière-cour »), dans un contexte marqué par l'extension généralisée, depuis les années 1970, à la suite de l'expérimentation chilienne, du système néolibéral. « *Le résultat [du développement du capitalisme au milieu du 20^e siècle] est [déjà] une oligarchie privée dont l'immense pouvoir ne peut pas même être régulé par une société démocratique* », et ce d'autant plus que les représentants du peuples « *sont sélectionnés par les partis politiques, largement financés et autrement influencés par ces capitalistes privés qui séparent volontairement l'électorat de la législature. Par conséquent, ces représentants ne protègent en fait pas suffisamment les intérêts des sections pauvres de la population. De plus, dans les conditions [qui sont de plus en plus] actuelles, les capitalistes privés contrôlent inévitablement, directement ou indirectement, les principales sources d'information (presse, radio, éducation)*. Et Albert Einstein d'expliquer ainsi, de manière prémonitoire, l'apparition et le développement d'un capitalisme débridé - mais d'apparence démocratique - durant l'ère néolibérale qui suivrait, en concluant qu'il est donc extrêmement difficile dans ces conditions, « *et dans la plupart des cas impossibles, pour le citoyen individuel, d'en venir à des conclusions objectives et ainsi de faire un usage intelligent de ses droits politiques* » (Einstein, A., 1949).

C'est en effet sur ces bases que se développa la capitalisme néolibéral après la seconde guerre mondiale, en grande partie avec l'appui d'une violence d'État camouflée (CIA, etc.) au détriment des périphéries du système Monde.

Du croisement entre accessibilité (espace carrefour) et une périphéricité à la fois héritée (espaces modelés pour les « avantages comparatifs » des métropoles) et entretenue par les politiques néolibérales, à courte distance des centres – dans l'espace aréolaire et dans l'espace réticulaire -, naîtraient les espaces des antimondes de l'illégal (drogue, prostitution, migrations clandestines, etc.), de l'informel (bidonvilles, etc.) et de la dérogation (zones franches, paradis fiscaux, etc.) intimement liés les uns aux autres.

Partie 2 : Études de cas

Chapitre 4. Espaces ethniques et politiques des drogues illicites et de l'économie du crime à « Trinbago²²⁵ ».

4.1 Introduction

De la même manière que dans les espaces voisins du Suriname et du Guyana, la géopolitique des drogues illicites à Trinidad et Tobago s'intègre dans un complexe système de rivalités ethniques, hérité de la période coloniale. Ce trafic, par analogie avec un organisme végétal, se nourrit du sol sur lequel il prospère, tout en modifiant progressivement ce support par un jeu d'interrelations climaciques : les débris végétaux qui tombent de l'arbre au cours de sa croissance contribuent à la formation d'un humus favorable à son propre développement, dans un cycle vertueux. C'est grâce à la perpétuation du modèle colonial inégalitaire et autoritaire que le commerce de drogues illicites a pu s'enraciner sur le terreau Tribagonien, et, en retour, ce commerce a permis l'accentuation de la domination des prétendues « élites » sur les deux « minorités majoritaires » indo- et afro-tribagoniennes - dans un cercle cependant plus vicieux que vertueux... Le trafic de drogues illicites s'enracine donc dans un territoire caractérisé par l'inachèvement de l'émancipation des classes de travailleurs nées de la période coloniale.

Ce trafic s'ancre aussi à un espace favorable. L'Etat bi-insulaire offre en effet une localisation optimale, à l'intersection des façades caribéennes de l'Amérique du Sud, des Antilles, de l'Amérique du Nord et de l'Europe. Ceci est d'autant plus vrai que l'île de Trinidad, située au débouché de l'Orénoque vénézuélien, s'ouvre au monde grâce à un réseau de transports relativement dense, lié à son industrie pétro-chimique d'un côté, et à sa dépendance en produits agricoles de l'autre. Par ailleurs, le positionnement de la petite République à proximité immédiate du Venezuela d'Hugo Chavez en fait un espace clef du dispositif maritime des Etats-Unis, autorisés à patrouiller dans les eaux territoriales sous le prétexte de la lutte contre le narcotrafic. Le *Shiprider Agreement*, qui légalise la violation de la territorialité tribagonienne sur ses eaux nationales, fut signé en 1997 par un gouvernement lui même lourdement impliqué dans le trafic de cocaïne, en échange d'un laisser faire de quelques années.

²²⁵ Nous adopterons ici les appellations locale de « Trinbago » (contraction entre Trinidad et Tobago) et des « Trinbagoniens » (*Tribagonian*) pour désigner les habitants de la République de Trinidad et Tobago, et réserverons les appellations de « Trinidadiens » et de « Tobagoniens » aux cas particuliers où l'on ne désigne que les habitants d'une des deux îles.

Il est donc important de bien saisir la multidimensionalité et les nombreux enjeux du trafic de drogues illicites à Trinbago, et de son instrumentalisation. Ce trafic – principalement de cocaïne colombienne, et secondairement de ganja produite localement ou à St Vincent – sert les intérêts des *capos* colombiens, des « cartels » de fournisseurs vénézuéliens, de l'élite politico-économique locale, et derrière eux des Etats-Unis, dans des modalités différentes que nous discuterons dans ce chapitre. Les principales victimes sont à chercher du côté des classes de travailleurs pauvres, qui subissent de plein fouet l'extension des territoires du crack – avec les problèmes de consommation et de guerres territoriales associées. Une répression ultra sélective est centrée sur les « petites mains » du trafic et les indépendants, ainsi que sur les trafiquants et consommateurs de ganja. Cette dernière plante, largement consommée dans les deux îles, fait ici office de bouc émissaire - offrant aux forces répressives l'occasion unique d'afficher l'apparence d'une volonté de lutte contre le narcotraffic. Il est par ailleurs notable que Trinidad a connu depuis le changement de gouvernement en 2001 une vague de criminalité sans précédent. En apparence, cette criminalité liée à la réorganisation du narcotraffic semble guidée par des penchants racistes qui existent par ailleurs dans cette nation inachevée en proie à des forces centripètes énergiques (hermétisme des communautés hindou-indotrinitadiennes, notamment).

Les témoignages sur la question sont, à Trinidad et Tobago, plutôt rares, et donc précieux, car la mise au jour de la place occupée par la République sur l'échiquier géopolitique des drogues illicites est relativement récente. L'histoire écrite de qualité, inspirée par des plumes célèbres comme Eric Williams (Williams, E., 1944, et Williams, E., 1970 notamment) et C.L.R. James (James C.L.R., 1938; James, C.,L.,R., 1950) , apporte sa contribution pour la compréhension du patchwork politico-ethnique derrière lequel s'abrite le trafic. Les rares et courageux chercheurs sur la question à l'*University of the West Indies*, pour ne pas dire *le rare et téméraire* chercheur Daurius Figueira, apportent un témoignage particulièrement précieux sur l'étendue du trafic, notamment grâce à un travail de compilation des informations depuis les années 1980, appuyé par un non moins précieux travail de renseignement dans les bidonvilles de la capitale. Les journaux locaux, par leurs relevés quotidiens des opérations de police, des meurtres et des saisies, représentent aussi un atout, avec l'immense avantage de l'informatisation, à comparer aux données directement disponibles auprès des organes répressifs. La musique populaire enfin, le Calypso en particulier, fournit un témoignage majeur de l'évolution du ressentiment populaire à l'égard du déroulement de la vie politique. Sugar Aloes, qui décrit son art de calypsonien comme le rassemblement lyrique des sentiments populaires sur les problèmes sociaux, explique à ce sujet :

“I am not an exterior or interior decorator so I don’t dress up the issues I sing about. I put in melody the same comments I hear from people in society. My work is simply a compilation of national issues. Much of the information I gather from the weekly talk shows, such as Issues Live, I just give it back the way I get it. My comments are made by respected speakers and casual observers. How the people feel on social and political matters are the indicators for composing my songs” (Sugar Aloes cité dans Findlay, 1998, p.7).

L’étude du Calypso fournit un complément indispensable à l’analyse des ouvrages universitaires, l’histoire orale perçue des quartiers populaires venant enrichir l’histoire écrite.

Ce chapitre est bâti sur l’ensemble de ces témoignages, ainsi que sur les récits directs d’acteurs formels et informels de l’économie tribagonienne, côtoyés pendant une quinzaine de mois passés dans le « corridor » urbain qui s’étend de la capitale Port-of-Spain jusqu’à Arima.

4.2. Les fondations du trafic

Le trafic de drogues illicites, comme toute autre forme de commerce, repose sur la balance entre les possibilités offertes et les entraves qui limitent son développement dans l’espace sur lequel il opère, ainsi que sur les avantages offerts localement, relativement aux autres espaces voisins. Trinidad et Tobago possède, de ce point de vue, de nombreux atouts. Ils ont contribué à faire de la République une plaque tournante de ce commerce, au même titre que la République Dominicaine. Parmi ces avantages, on relèvera le positionnement géographique, la disponibilité d’une main d’œuvre suffisamment désespérée économiquement pour accepter insécurité, revenus aléatoires, etc., la mise en place depuis les années 1970 de politiques extrêmement libérales n’ayant apporté que peu de changements structurels à la société coloniale, sans oublier le développement d’un vaste secteur industriel basé sur les gisements pétrolier de la lagune de Paria, qui a connecté l’île aux réseaux maritimes orientés vers les grands pôles du Nord Atlantique, puis d’une industrie touristique basée sur la petite île sœur de Tobago qui la relie aux réseaux aériens internationaux, etc. Il est notable que le trafic de drogues illicites se nourrit aussi lui-même, ou, comme nous l’avons décrit en ouverture de chapitre, créé un terreau propre à son bon fonctionnement, en étendant la corruption parmi des agences publiques déjà notoirement inefficaces, et en développant, grâce aux besoins de blanchiment, les infrastructures nécessaires à son développement. C’est ainsi que l’aéroport international de Piarco, qui fait de Trinidad un important *hub* régional (intercaribéen et surtout reliant la Caraïbe aux Amériques), contribuant au développement d’un tourisme d’affaires et d’un important transit de drogues illicites via l’emploi de « mules », fut largement financé par les revenus tirés du trafic de drogues illicites. *Last but not least*, la population de Trinidad, véritable

« nation patchwork », se compose d'un assemblage de nombreux fragments diasporiques (indiens, chinois, japonais, etc.) étroitement reliés au reste du monde.

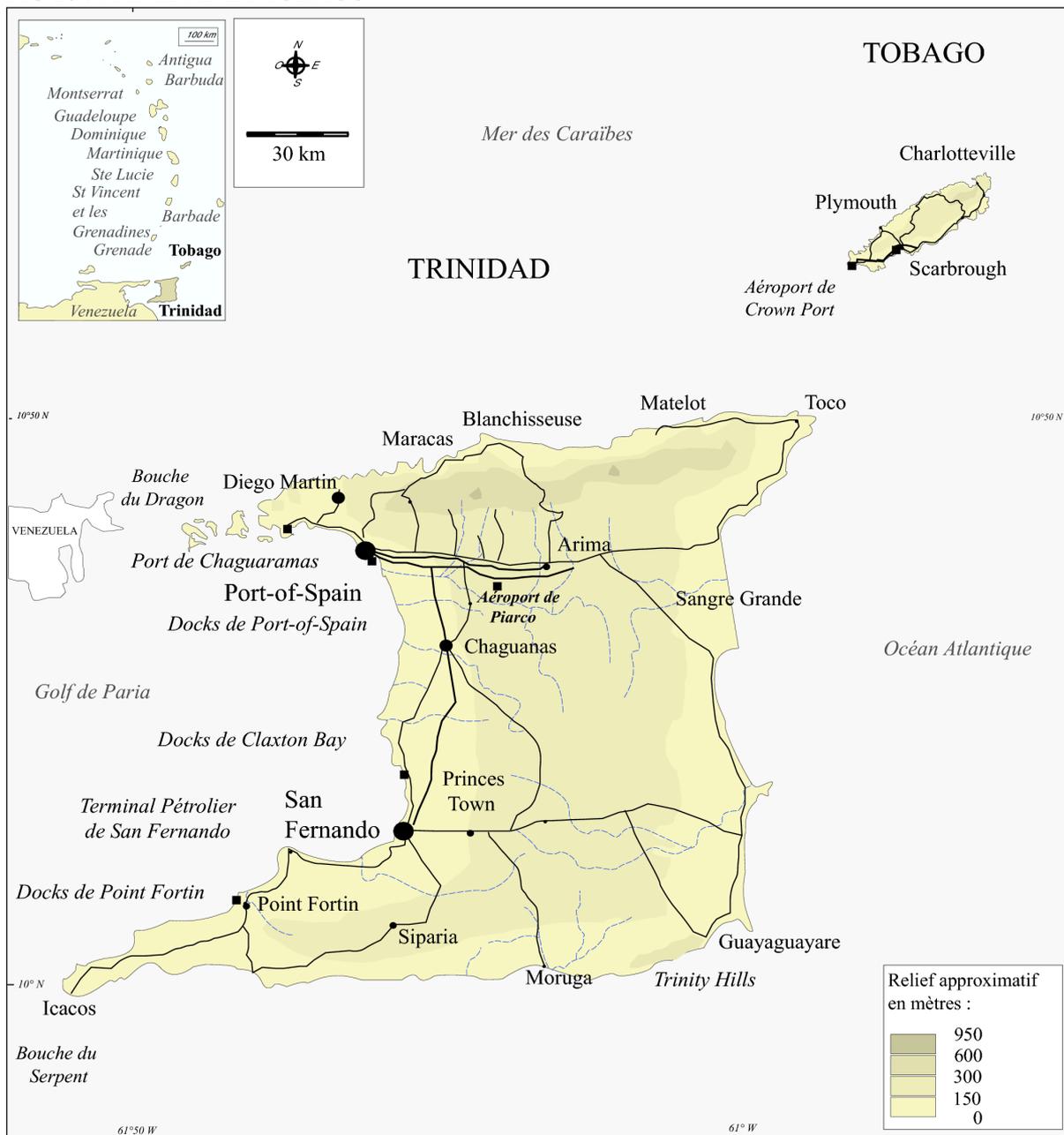
4.2.1. Une tête de pont entre les Amériques et l'Europe.

La République de Trinidad et Tobago (Figure 28) se compose de deux îles principales et d'une douzaine d'îlots s'étirant de la pointe nord-ouest de Trinidad jusqu'à quelques kilomètres seulement des côtes de l'Etat Vénézuélien de Sucre. Ces îlots sont les derniers témoins émergés du pont terrestre qui reliait, il y a douze mille ans, Trinidad au sous-continent sud-américain - avant les dernières variations eustatiques à l'origine de l'insularisation. Cette particularité physique est à l'origine de la richesse particulière de la faune et la flore de l'île, plus comparables à l'archétype amazonien qu'au modèle caribéen insulaire.

L'ensemble des deux îles forme une charnière entre l'espace caraïbe indo-créole auquel l'île principale appartient, l'espace caraïbe créole auquel Tobago se rattache, et l'espace caribéen hispanophone en vue des côtes trinidadiennes.

L'île principale, Trinidad (96% de la population), porte, comme bon nombre de territoires de la région, les marques des trois empires qui se livrèrent bataille pour la possession de cet avant poste abrité du continent sud-américain. La toponymie porte d'ailleurs les traces de la géopolitique de l'île avec une majorité d'appellations d'origines espagnoles (Manzanilla, Rio Claro, Guyaguayre, San Fernando, Arima, etc.), évoquant les trois siècles d'occupation à la suite de l'extermination des Amérindiens qui avaient découvert et occupé l'île cinq mille ans avant l'arrivée brutale des colons européens. Les Britanniques s'approprièrent l'île en 1797 lors de l'entrée en guerre contre l'Espagne. Ils renommèrent étrangement la capitale *Port-of-Spain*. Les « french créoles », békés locaux qui représentent désormais une part importante de l'élite économique, et dont bon nombre arrivèrent après avoir fui la révolution haïtienne, ont laissé des traces de leur arrivée dans les village situés au nord du *Northern Range* (Blanchisseuse, Sans-souci, Matelot, etc.).

FIG 28 : TRINIDAD ET TOBAGO



Paria, ancienne lagune comparable à la grande lagune pétrolière de Maracaïbo devenue un golfe suite aux variations eustatiques de la dernière période glaciaire, abrite des gisements de pétrole et de gaz naturel d'une importance économique et géopolitique majeure pour les deux pays limitrophes. La gestion en roue libre²²⁶ (un proverbe local dit « *oil can't spoil* ») fait de Trinidad le premier

²²⁶ 150 000 barils de pétrole sont puisés chaque jour à Trinidad, ce qui laisserait, en fonction des estimations actuelles des réserves disponibles, 18 ans (à partir de 2005, date des dernières estimations, soit 2023) avant le tarissement de la source. L'exploitation du gaz liquide au rythme actuel et, toujours en fonction des dernières estimations, laisse présager le tarissement de la ressource autour de 2031. (Calculs effectués à partir des chiffres de production et des réserves disponibles fournies par le World Factbook de la CIA, 2006)

exportateur caribéen avec une extraction représentant la part la plus importante des revenus du pays (40% du PNB) né dans le « country boom » des années 1960.

La production est marquée par une collaboration entre la compagnie publique PETROTRIN, troisième employeur de l'île (10% de la population d'après la firme²²⁷) et premier employeur en comptant les emplois indirects, et les « Sœurs » privées BG/Texaco, Exxon-Mobil et BP, qui participent activement aux recherches de nouveaux gisements.

Les principales productions de l'île sont le pétrole et le gaz liquide, mais aussi secondairement des dérivés pétrochimiques, des matériaux de construction en acier, des fertilisants agricoles exportés vers les Etats-Unis (70% des exportations), le Canada, ou vers la Caraïbe - notamment la Jamaïque et Barbade. Les liens maritimes commerciaux avec les États-Unis sont donc prédominants, et les cargos représentent logiquement un des premiers moyens de transport direct des productions illicites vers cette destination.

Trinidad et Tobago présente l'exemple d'une application docile de la théorie des avantages comparatifs, support de la libéralisation économique. La production nationale est particulièrement carencée dans les secteurs de l'alimentation (nécessitant l'importation de produits alimentaires et d'animaux vivants, etc.). Et cela, malgré la présence de vaste plaine propice à l'agriculture, et des machineries pour l'industrie et le transport. Ces manques sont compensés par des importations massives en provenance d'Amérique du Nord, et des pays les plus industrialisés d'Amérique du Sud, au prix d'un endettement surprenant pour un pays pétrolier (près de trois milliards de dollars en 2006, 37% du PNB, pour une population à peine supérieure à un million d'habitants. L'organisation indo-trinidadienne du trafic de drogues illicites était connue pour utiliser ce canal pour faire venir les productions illicites colombiennes transitant par le Suriname et le Guyana par l'intermédiaire d'arrivages maritimes de produits agricoles. Action rendue possible par la domination exercée sur le secteur dans les espaces caribéens indo-créoles²²⁸.

L'île secondaire de Tobago a inspiré Daniel Defoe pour son roman Robinson Crusoe (1719). Comptant seulement une centaine de milliers d'habitants, elle exploite la conjonction entre ses gisements naturels de soleil, intarissables de novembre à mai, ses lagons nourris par la proximité du delta de l'Orénoque, et plus généralement son appartenance au modèle archétypal touristique vendu aux clients européens. Ses plages y sont relativement abritées des pollutions dues aux fuites de pétrole sur les plateformes d'exploitation, ou aux vidanges des tankers ravitaillant les Etats-Unis qui préfèrent généralement déféquer le contenu noir et gluant de leurs entrailles d'acier dans le Golfe de Paria. Ainsi Tobago, 300 km², que l'aéroport « international » de Crown Point relie directement

²²⁷ http://www.petrotrin.com/AboutUs/DEFAULT_ABOUTUS.htm

²²⁸ Créole est ici entendu au sens anglophone, c'est à dire métissé à dominante d'origine africaine.

à Londres, Frankfurt, et plusieurs villes nord-américaines, accueille chaque année la majeure partie du flux touristique du pays. Cette connectivité, corrélée à la petitesse et au manque d'équipement de l'infrastructure aéroportuaire, ont fait de Crown Point un atout majeur pour l'exportation de cocaïne et d'héroïne vers l'Europe via des réseaux de « mules » dilués dans le flux touristique. Cette activité s'est développée dans l'aéroport de Tobago, en parallèle avec l'aéroport Piarco à Trinidad, plus ciblé sur la clientèle caribéenne et/ou d'affaires. L'arrivée aux commandes des autorités aéroportuaires de personnes liés à une puissante organisation criminelle a pu être observée au milieu des années 1990.

L'intégration au Système-Monde, via l'exportation de produits pétroliers et dérivés chimiques et l'importation de produits agricoles, au côté d'une ouverture au tourisme dans le cas particulier de Tobago, représente un atout majeur du pays dans l'intégration plus spécifique à l'organisation transnationale du trafic de drogues illicites. Le positionnement géographique n'est donc pas déterminant, même s'il représente un second avantage non négligeable dans le cas particulier de Trinidad et Tobago.

4.2.2. *Un terreau inégalitaire hérité et préservé.*

*Remember Basil Davis and Guy Harewood and Brother Valentine
Beverly Jones, Brian Jeffers and the others whose lives went down on the line
I wonder if these people
Gave their lives for a hopeless cause
And for these deaths all those responsible
People the verdict is yours
Brother Valentino, "The Roaring Seventies"*

*"I have forgotten my mission.
I have become part of the tapestry of pretence at power.
I who ought to have been the one to disturb this numbing peace have now become keeper of that peace.
I have joined the gang of overseers that help to keep this place a plantation.
Not an new statue had been raised, not an old one razed."*
Lovelace, E., 1996, Salt.

L'historien Eric Williams est à l'origine de la création du *People National Movement* (PNM) en 1956. C'est le parti qui obtiendra la majorité des sièges lors des élections de 1961, et donc les commandes du pays (indépendant à partir de 1962), et ce jusqu'à 1985, quatre ans après la mort de

son leader historique. Les interruptions de pouvoirs du PNM seront, par la suite, de courte durée, et c'est à l'heure actuelle Patrick Manning qui représente le parti à la fonction de premier ministre.

A l'indépendance, les espoirs du peuple tribagonien se tournent vers leurs nouveaux dirigeants, desquels ils attendent un changement radical de leurs conditions de vie. Eric Williams et son discours teinté du marxisme de CLR James, résolument critique vis-à-vis de l'impérialisme colonial, apparaît alors comme la meilleure option. Ceci lui vaudra un soutien populaire sans faille pendant les dix premières années de son règne. Cependant, comme ailleurs dans la Caraïbe, les espoirs suscités par l'indépendance seront rapidement déçus par les difficultés de reconversion et, souvent, par l'« évolution statique » du statut de l'élite coloniale cherchant avant tout à préserver ses acquis. Les « cymbales de l'indépendance » n'ont pas apporté les changements escomptés.

Williams lui-même est un personnage à l'idéologie ambiguë, ambiguïté qu'on retrouve jusque dans son « *capitalisme d'Etat* » qu'il appelait lui-même « *la voie du milieu pour le développement* » (Potter, R., et alii, 2004). Originaire d'une famille aisée – sa mère appartient à la bourgeoisie coloniale de Trinidad – il a étudié dans les écoles des quartiers riches, puis à l'Université à Londres, mais, pour faire campagne, il tente de jouer sur la corde populaire. Il déménage dans le quartier populaire de Woodbrook, change de voiture, etc. S'il se positionne comme un démocrate, son régime discriminatoire, qui laisse de côté les classes pauvres, et plus particulièrement les indo-trinidiens, ne rencontre pendant longtemps aucune opposition. D'autant plus que le leader indien Rudranath Capildeo – qui possède l'aura et l'éducation pour rivaliser avec Williams – est plus préoccupé par sa carrière de maître de conférences à l'Université de Londres. C'est ce qui explique la longueur du règne d'Eric Williams malgré les critiques qui ne manqueront pas d'apparaître (Sumesar-Rai, K., 2005). La principale d'entre elles reposera rapidement sur le dédoublement de personnalité d'un régime se proclamant socialiste et progressiste tout en suivant le chemin néolibéral d'une industrialisation par invitation outrancière, ouvrant grand les portes de l'économie locale aux industries étrangères sur le modèle de la colonie étasunienne de Porto Rico (Potter, R., 2004).

Pas besoin en effet d'être prix Nobel d'économie pour comprendre les limites de l'imitation par un pays indépendant de la politique économique menée par une métropole dans une de ses colonies. D'où le gaspillage des ressources pétrolières sans aucune vision sur le long terme : aujourd'hui la population d'une île potentiellement la plus riche de la région (par son PNB moyen et par ses réserves en pétrole et en gaz naturel) vit dans des conditions semblables à celles des pauvres espaces insulaires des Grandes Antilles comme la Jamaïque.

Expression du commentaire social, miroir au ressentiment populaire, les Calyptos en vogue commencent rapidement à caricaturer le refus du « Docteur » de prendre en compte les aspirations

de la base. Williams y prend rapidement le surnom de « *Deafie* », le « sourdingue », celui qui n'écoute pas son peuple, sans doute à cause de ses problèmes d'audition ironise-t-on²²⁹. Il est pourtant jugé progressiste jusque par les partisans les plus acharnés du mouvement révolutionnaire des années 1970, comme Malcom 'Jai' Kernahan, mais les avancées sociales tardent trop à se matérialiser, et l'engagement de Williams semble hésitant. Dix ans après l'indépendance, les secteurs clefs (pétrole, sucre et banques) demeurent dans les mains de firmes étrangères²³⁰. Trente ans plus tard encore, en 2004, Potter, Barker, Conway et Klak (2004) décrivent un territoire dans lequel « *les capitaux privés, locaux et étrangers, déterminèrent les priorités en terme d'investissements et de développements d'infrastructures* »...



*Eric Williams, « le docteur »,
leader historique du PNM.*

Dès février 1970, des manifestations de dizaines de milliers de personnes remettent en cause le confortable soutien dont avait jusque-là bénéficié le gouvernement. Sous des slogans appelant à l'unité entre travailleurs indo- et afro-trinidiens, les manifestants en appellent à la fin de la domination de la classe blanche liée aux intérêts étrangers. Basil Davis, « *premier martyr de la révolution* », est abattu par la police durant une de ces démonstrations, et plus de 100 000 personnes participent, en son honneur, à une marche funèbre menaçante (Meeks, B., 2000). Les employés du secteur pétrolier se mettent immédiatement en grève et rejoignent les ouvriers agricoles du *Central*. La situation dégénère. Sûr de son aura malgré tout, Williams tente de surfer sur la vague de mécontentement en se déclarant pour le « black power » et en éliminant les ministres blancs de son cabinet (Meeks, B., 2000). Mais il découvre rapidement qu'il est la cible réelle du mécontentement populaire - et décide alors de déclarer l'état d'urgence et de mettre en place le *Public Order Act*. La

²²⁹ Eric Williams est malentendant et il apparaît en permanence avec son appareil d'audition.

²³⁰ Cinquante ans plus tard Exxon-Mobil, Barklay et leurs consoeurs témoignent de l'« évolution statique » de la situation.

police et l'armée reçoivent l'ordre d'arrêter les figures de proue de ce qui devient le plus important mouvement de révolte de la Caraïbe anglophone.

Mais la rébellion gagne progressivement l'armée, notamment par le biais des jeunes officiers recrutés dans les quartiers populaires de St James, et embrase les casernes. Les premiers mutins sont des membres du *Western United Liberation Front* (WULF) créé à St James dans le but de canaliser l'effervescence populaire, qui s'exprimait jusque-là par les violences entre quartiers (dont l'institution trinitadienne du carnaval avec ses affrontements musicaux de *Steel Pan* est un symbole), pour l'orienter vers les responsables des conditions de vie des travailleurs pauvres. C'est en grande partie l'objet du roman de Earl Lovelace « *The Dragon Can't Dance* » (1979) :

“ *‘But why you have to fight one another ?’* ”

He didn't understand that one. It wasn't that he had any personal grudge against Desperadoes. The two bands, Desperadoes and Calvary Hill, existing not more than one mile from each other, peopling different sections of the same slum that ringed this side of the city, two peaks on the same rebelling Hill, had been for years locked in a war that they themselves must have created out of their own need to cultivate and uphold that spirit of rebellion and warriorhood, splitting what must have once been one tribe in that cause more holy and essential than brotherhood for their human hopes and surviving.

In fact, to Fisheye, their warring had become the celebration and consecration of a greater brotherhood – a love that gained its nurture in the fierceness of their warring.

‘Who we will fight then ? Is War Yvonne.’

(...) ‘Fight the people who keeping down black people. Fight the government’

(...) ‘You know you talking sense’, he said to her. ‘You know you really talking sense’.(...) We’s²³¹ the same people catching hell²³² »

Comme le comprend *Fisheye* dans le roman de Lovelace, les travailleurs des différents quartiers de la capitale sont en proie aux mêmes problèmes : et lutter en permanence les uns contre les autres ne

²³¹Noter la conjugaison simple du verbe « être » (*to be*) en créole trinitadien et jamaïcain : *me is, you is, we is*, etc. De manière générale le créole anglophone a conservé de l'anglais un conjugaison simplifiée et rendue plus rationnelle par la suppression des exceptions, comme les -s à la 3e personne du singulier (*he lives*) ou encore les passés irréguliers, par exemple. Paradoxalement, le verbe utilisé – y compris au présent – peut, dans de rares cas, être une forme passée du verbe original en anglais. Ex : *when me left* : quand je pars ; *when me did left* : quand je suis parti. On note aussi dans les phrases précédentes l'absence d'auxiliaire typique des créoles anglophones (ainsi que la suppression de la consonne finale muette) : « *you talkin'* » qui peut aussi s'écrire en jamaïcain « *yuh taakin* ». Le créole jamaïcain traditionnel n'utilisait d'ailleurs pas le présent continu.

²³² Lovelace, E., 1979, p 59

sert que les intérêts de la bourgeoisie locale. Mais la « *révolution de février* » (Meeks, B., 2000), qui symbolise cette union, est finalement brisée lors des négociations avec le gouvernement, sous la menace directe des bateaux de guerre vénézuélien et étasuniens prêt à intervenir. Les manifestations pacifiques n'ont fait qu' ébranler l'Etat tribagonien. La réorganisation politique de l'espace et de sa gestion n'a pas été obtenue par les manifestants et deux puissances étrangères ont montré leur intérêt dans la conservation du statu-quo.

Face à l'échec, le *National United Freedom Fighters* (NUFF) prend alors la relève dans une optique de guérilla. Plusieurs personnalités politiques impliquées dans la répression du mouvement sont kidnappées et assassinées, des postes de police sont pris d'assaut pour leurs armes, des banques étrangères comme la Barclays, symbole de l'esclavagisme, mises à sac... (Daily Express, 1^{er} Juin 1972 ; Daily Express, 1^{er} Juin 1973 ; Daily Express 7-18 Aout 1973). L'armée et la police partent à l'assaut du groupe et une récompense de 50 000 dollars est offerte pour la capture de ses leaders, qui sont abattus un par un.

Les travailleurs ont réussi à s'organiser pour remettre en cause la perpétuation de l'organisation plantalogique après l'indépendance. Ils ont d'abord contesté démocratiquement et ont fait face aux violences policières. Une branche de guérilla a pris le relais avant d'être décimée. L'écrivain trinidadien Earl Lovelace utilise la métaphore du carnaval pour décrire ce cycle d' événements : une fois encore, on a joué la mascarade (du carnaval) (« *play mass* »), sans arriver à dépasser ce stade pour organiser la véritable révolution nécessaire à la réorganisation économique et politique de l'espace. En vérité « *le dragon ne peut pas danser*²³³ »...

On peut suivre l'évolution du ressentiment populaire à travers les productions des calypsoniens. Le célèbre Mighty Sparrow fut l'un des premiers à chanter son soutien au « docteur », avec des titres comme « *William the conqueror* » (1958), et « *Leave the damn doctor alone* » (1960), reflétant sans aucun doute un sentiment d'espoir dans la période ayant précédée l'indépendance. Il chantera son soutien au projet d'imposer les citoyens selon leurs revenus dans « *PAYE* » (*Paye-as-you-earn*, 1958), et soutiendra une fois encore les positions de Williams dans « *Federation – We all is one* » (1959), critiquant sévèrement le refus du parti conservateur jamaïcain (JLP) de mettre en place une Fédération des Indes Occidentales (britanniques).

Au début des années 1970, après près d'une décennie d'indépendance et toujours peu d'avancées sociales, le ressentiment bascule, et les productions des calypsoniens reflètent ce tournant. Brother Valentino un des artistes les plus engagés politiquement, s'adresse ainsi directement à Eric

²³³ Earl Lovelace, 1979 «*The dragon Can't Dance*».

Williams dans « *No Revolution* », au début de l'année 1971, de manière critique par rapport à la réaction violente du gouvernement aux manifestations, mais toujours respectueuse, « *sans faire de révolution* » :

*“But some of the power you exercise
Unfortunately I must criticise
We don't want them trigger happy police
We only wanted to demonstrate in peace
Yet my people was held and charged for sedition
We was marchin' for equality, Black unity and Black Dignity
Dr Williams no, we didn't want no revolution...”*

Après deux années de répression policière ayant entraîné la radicalisation du mouvement, le ton monte dans « *Libération* », on l'est désormais prêt à mourir pour la libération du peuple :

*« Now I quite agree that right now in the country
That my life eh' worth 50 cents
Because some SLR bullets could catch me
And put me clean out of existence
You have authority to use your trigger
And you're getting away with murder
But like you're blind Mr Policeman
This is a family affair as if you don't know
Check out your mind try and understand
Is your own black people you treating so
But if I see the man, I'll do the best I can
To make him understand for Afro-Indian
Be he Coast Guard, Regiment or Policeman
I'll die for my people liberation²³⁴”*

De toute évidence, l'aura de Williams a pâli. Les travailleurs (indiens et créoles) le voient de plus en plus comme le « sourdine » - et de moins en moins comme le « docteur ». Ce qui devrait

²³⁴ Phillip, E.A., 1996, *Life is a stage : the Complete Calypsoes of Brother Valentino*, Port of Spain Trinidad : Zeno Constance

demeurer une « affaire de famille » entre un leader et son peuple tourne à l'émeute à mesure que la police intervient. Les travailleurs ont réalisé que leur vie ne vaut pas cher face aux armes de la police. Le mouvement de 1971 – 1973, à replacer dans le contexte international révolutionnaire de la fin des années 1960, est la conséquence de cette perte de confiance - et la réaction du gouvernement ne fera qu'accroître ce ressentiment. De même les militaires, à l'exception des jeunes insurgés fondateurs du *Block 5*, qui deviendra le NUFF, et la police, ont montré qu'ils étaient prêts à suivre les ordres de l'élite contre leur propre peuple. Une foule de partis concurrents se développe alors, notamment le *United Labour Front* (UNF) mené à partir de 1976 par l'avocat syndicaliste d'origine indienne Basdeo Panday, qui évoluera pour devenir au milieu des années 1980 l'*United National Congress* (UNC). En 1986, cinq ans après la mort d'Eric Williams, et pour la première fois de l'histoire de la République indépendante, le PNM est détrôné au profit de l'alliance baptisée *National Alliance for Reconstruction* (NAR) qui regroupe l'UNC et certains autres partis de l'opposition pour mettre fin au règne sans partage du PNM.

Mais l'alliance ne se montrera pas plus inspirée que le parti du défunt Williams pour apporter les changements attendus et le PNM sera ramené au pouvoir pour les deux mandats suivant, avant l'arrivée au pouvoir de l'UNC de Basdeo Panday de 1995 à 2001.

L'importance de ce mouvement populaire, secouant la Caraïbe lors des indépendances, vis-à-vis du trafic de drogues illicites est capital : les forces réclamant le partage des richesses, face à la montée en puissance d'un système néo-colonial reproduisant le modèle d'exploitation au profit d'une petite élite locale liée aux entrepreneurs privés européens et nord-américains, sont écrasés. L'élite politique et ses services de répression a choisi son camp, celui de la collaboration à un système néolibéral rétro-impérial. C'est sur ce terrain que se développe aujourd'hui le trafic de drogues illicites. Il se nourrit à la fois de la présence massive de populations économiquement désespérées (au point d'accepter les travaux de subalternes dans l'économie du crime), et des garanties financières offertes par l'élite économique, rapidement reconvertie vers les secteurs économiques les plus lucratifs.

4.2.3 L'application d'un néo-libéralisme catalyseur des inégalités héritées

*“That time I am a child in this same penitential island,
in this town where every street corner is a rhum shop
where we have five churches, a Hindu temple, a mosque,
two criquet teams
and a single steelband that we make from oil drums -
That is the part of the oil we get -
The steel – drums that have no use again except for rubbish,
bins that we take and fire and shape and beat to make a music... »*
Lovelace, E., 1996, *Salt*

Sous le vernis idéologique qui distingue à peine les deux partis en lice, les Tribagoniens votent en réalité selon une polarisation ethnique, sur un modèle commun aux espaces indo-créoles (Guyana, Suriname, Trinidad), et ce depuis l'indépendance (Sudama, T., 1983 ; Premdar, R., 1972 ; 2007 ; Harvey, R., 2007 ; Milne, R., 1982). La majeure partie des afro-trinidadiens (qu'on appelle localement les « créoles ») votent pour le parti proposant un premier ministre d'origine africaine (le PNM de l'actuel Patrick Manning), tandis que les indo-trinidadiens votent largement pour l'opposition menée par Rudranath Capildeo (Malik, Y.,K., 1970) lors de l'indépendance, et désormais par Basdeo Panday. Malgré le léger avantage numérique des indo-trinidadiens, le système électoral basé sur le nombre de sièges obtenus par circonscription administrative favorise le PNM dont la base (ethnique) est plus étendue, les indo-trinidadiens restant essentiellement concentrés dans le *Central* (Cf. Carte population).

Derrière cette opposition superficielle qui génère localement l'alternance des privilèges entre les lobbies liés aux différents partis (en terme d'emplois, d'attribution de logements, etc.) (Premdar, R., 2007), les différents mouvements se sont distingués par une politique néolibérale étonnement similaire, basée sur un alignement sans faille sur l'agenda de Washington et sur l'industrialisation par invitation promue par Arthur Lewis. La seule alternative proposée fut l'œuvre du docteur Rudranath Capildeo qui déclara en mars 1963 l'adhésion du parti d'opposition au PNM de E. Williams, le *Democratic Labour Party* (DLP- à polarisation indienne), au socialisme démocratique. Ceci valut au leader historique du mouvement indien son éviction immédiate, puis l'implosion du parti avec la fuite des cadres vers le nouveau Parti Libéral (LP) (Meigho, K., 2003).

Ainsi le département d'Etat américain (gouvernement Bush (2) pouvait-il souligner ses excellents rapports avec les gouvernements successifs, et se féliciter d'une croissance économique importante due à « *des réformes économiques, une politique monétaire stricte, une responsabilité fiscale et les hauts prix du pétrole*²³⁵ ». Le « *climat de l'investissement* » est particulièrement bon, souligne le rapport, en raison de l'élimination de toutes les « *barrières* » depuis 1992, et les investissements étasuniens peuvent ainsi aisément dépasser le milliard de dollars. De nombreuses firmes des Etats-Unis sont d'ailleurs présentes comme ISG, NUCOR et depuis peu de grands groupes européens, Bouygues en tête, qui ont décroché les juteux contrats de modernisation de la capitale (Département d'Etat Américain, 2007). L'année 1992, évoquée dans le rapport, est aussi celle qui marque l'informatisation de l'économie publique de l'île, associée à d'importants contrats avec les firmes nord-américaines (Sookram, S., 2005).

Ces relations cordiales entre la petite République exportatrice de pétrole brut et les Etats-Unis²³⁶ permettent à Trinidad et Tobago de ne pas apparaître sur la liste noire des pays ne s'impliquant pas dans la lutte contre le narcotrafic (où Trinidad et Tobago mériterait une place en haut du tableau, au côté de la République Dominicaine), et, en plus, de continuer à bénéficier d'une aide bilatérale de 3 millions de dollars, destinée en priorité au renforcement de l'arsenal répressif. (Département d'Etat Américain, 2007²³⁷).

Cette association étroite entre les Etats-Unis et Trinidad remonte à la seconde guerre mondiale et une période occultée de l'histoire de l'île. Alors que la guerre est sur le point d'éclater en Europe, les Etats-Unis de Roosevelt négocient auprès des Britanniques la possibilité d'occuper l'île à partir de 1941 pour y installer une base navale idéalement située dans l'Atlantique, à proximité directe de l'Amérique du Sud et du Canal de Panama, et ce d'autant plus facilement que Londres considère de plus en plus la Caraïbe comme le « *slum of the empire* » (Neptune, H., 2007). Cette logique d'extension des Etats-Unis s'inscrit dans le prolongement direct de la reprise des gisements pétroliers vénézuéliens contrôlés par la Grande-Bretagne, amorcée deux décennies plus tôt. La colonie britannique devient une « base colonie » américaine (bien que Londres conserve une présence dans le secteur pétrolier). Cette tutelle est présentée à la population comme une « protection » contre une éventuelle invasion des nazis. Au côté des militaires arrivent des « *yankees* » liés aux industriels nord-américains et les affaires peuvent commencer tout comme

²³⁵ <http://www.state.gov/r/pa/ei/bgn/35638.htm>

²³⁶ On en trouve récemment la trace dans l'imposition par le gouvernement du projet d'implantation d'usines de fabrication d'aluminium pour la multinationale étasunienne ALCOA à l'encontre d'un vaste mouvement populaire relayé par les chercheurs de l'*University of the West Indies*.

²³⁷ <http://www.state.gov/r/pa/ei/bgn/35638.htm>

après la guerre américano-espagnole à Cuba et en République Dominicaine. L'empire américain tisse patiemment sa toile dans la région caraïbe et l'arrivée de bataillons noirs américains bouleverse la suprématie blanche dans l'île, semant un vent de révolte qui conduira à l'indépendance (vis-à-vis de l'empire britannique) (Brathwaite, 1953).

L'observation de la distribution nationale des revenus montre parfaitement cet engagement sur la voie du néolibéralisme « Reagano-tatchérien ». Ainsi, avec 19 700 US\$, le PNB par habitant est, à Trinidad, le plus fort des Antilles, si on exclut les petites dépendances / paradis fiscaux. Il représente près de deux fois le PNB par habitant moyen de la planète (10 000 US\$), plus même que celui de l'Etat américain de Porto Rico (19 100 US\$), plus de deux fois le PNB par habitant de la République Dominicaine (8 000 US\$) et près de cinq fois le PNB par habitant de la Jamaïque (4 600 US\$) (et dix fois le PNB d'Haïti)²³⁸.

Mais Trinidad et Tobago, où l'économie informelle concerne encore 20% de l'activité et 16% de la population d'après l'étude de S. Sookram (2005), apparaît dans le classement des pays les plus inégalitaires de la planète, avec un indice d'inégalité de 40 (selon l'indice Gini des Nations Unies), qui place les deux îles dans le peloton d'Etats comme les Etats-Unis, la Russie, la Macédoine, la Guinée et le Ghana, ou le Turkménistan,²³⁹. Le gouvernement ne produit d'ailleurs pas de statistiques sur la question²⁴⁰ ...

Malgré les annonces officielles faites en début d'année 2007 sur la situation de « plein emploi » (le taux de chômeurs serait alors passé sous la barre des 5% de la population active selon les chiffres fournis par le gouvernement qui, comme bon nombre de ses homologues caribéens, amalgame les emplois formels et informels, ce qui permet toutes les fantaisies), un habitant sur cinq vit sous ce que le ministère du développement social considère comme le seuil de pauvreté. Même la Jamaïque, quatre fois plus pauvre (et pourtant marquée par des inégalités profondes), affiche un chiffre légèrement inférieur (19%). Une société aussi inégalitaire que celle des Bahamas présente un chiffre deux fois moindre (CIA, World Factbook, 2007). Dans un contexte de « plein emploi », la pauvreté particulièrement répandue à Trinidad, contrastant avec l'opulence ostentatoire de certains quartiers de St Augustine, Carenage, Maraval, etc, s'explique avant tout par les salaires : le salaire minimum de 7TT\$/h²⁴¹ (1.10 US\$) demeure en effet un des plus faibles de la région - si on exclut les cas particulier de Haïti et de Cuba. Ces 176 US\$ mensuels représentent à peine plus que le

²³⁸ Calculs effectués à partir des chiffres fournis par la CIA dans le World Factbook 2006.

²³⁹ Human Development Report 2006, <http://hdr.undp.org/hdr2006/statistics/indicators/147.html>

²⁴⁰ CIA World Factbook 2006 <https://www.cia.gov/cia/publications/factbook/geos/td.html> ; Central Statistical Office, Trinidad and Tobago <http://www.cso.gov.tt/>

²⁴¹ Le PNM a inclus dans son projet une augmentation vers 10TT\$ par heure.

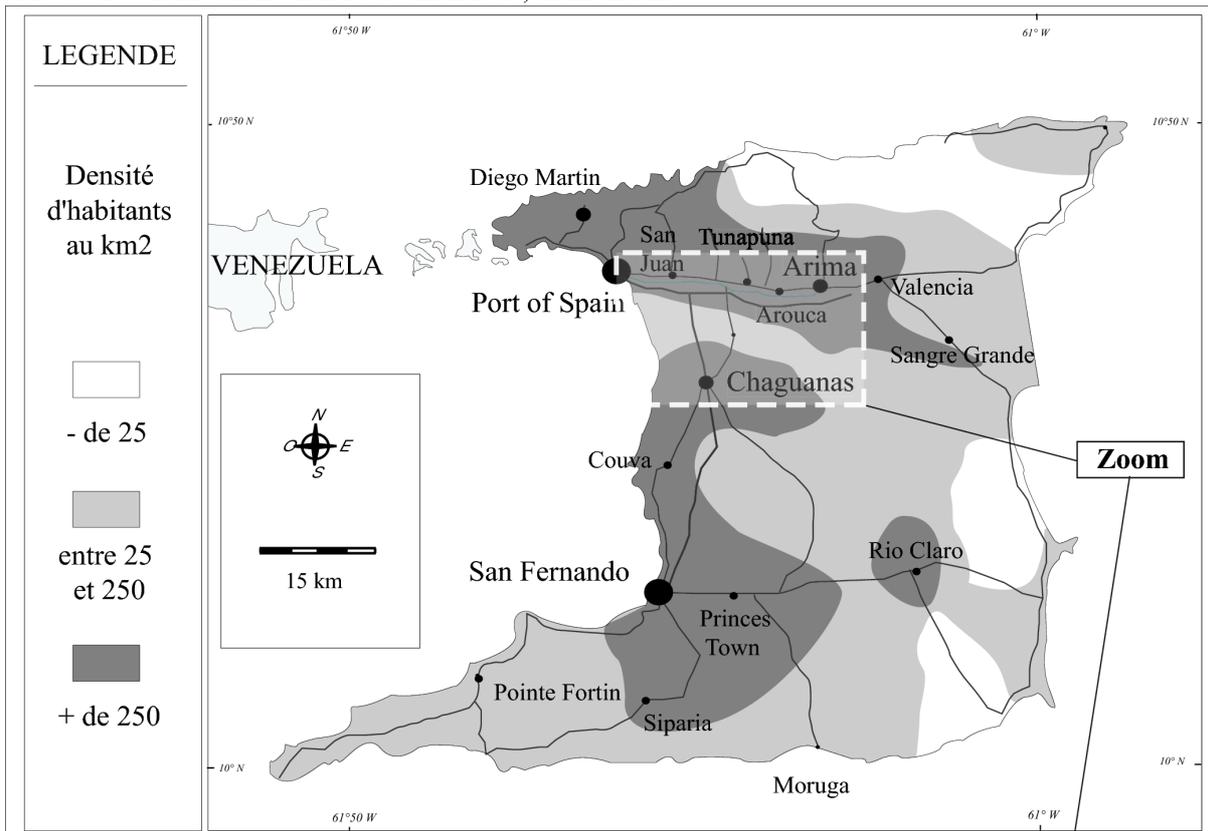
salaire minimum jamaïcain et surinamien (respectivement 136 et 138 US\$ mensuels) alors que le revenu moyen de ces deux pays est quatre à cinq fois inférieur. Les îles voisines (Grenade, St Vincent, la Barbade) affichent toutes des salaires supérieurs malgré des revenus moyens légèrement inférieurs dans le cas de la Barbade, et très nettement inférieurs dans les deux autres cas²⁴².

Les employés doivent le plus souvent compléter leur travail officiel par un emploi informel, ou bien boucler les fins de mois en multipliant les heures supplémentaires le week-end. Au « noir », un travailleur gagnera environ 80 TT\$ (+/- 10 euros) par jour pour des tâches de plomberie, 100TT\$ pour l'électricité, 150TT\$ pour un maçon en cas de tâches physiques (mixage manuel du ciment en particulier), le plus souvent en travail de week-end et de jours fériés, pour compléter ce salaire légal indécemment.

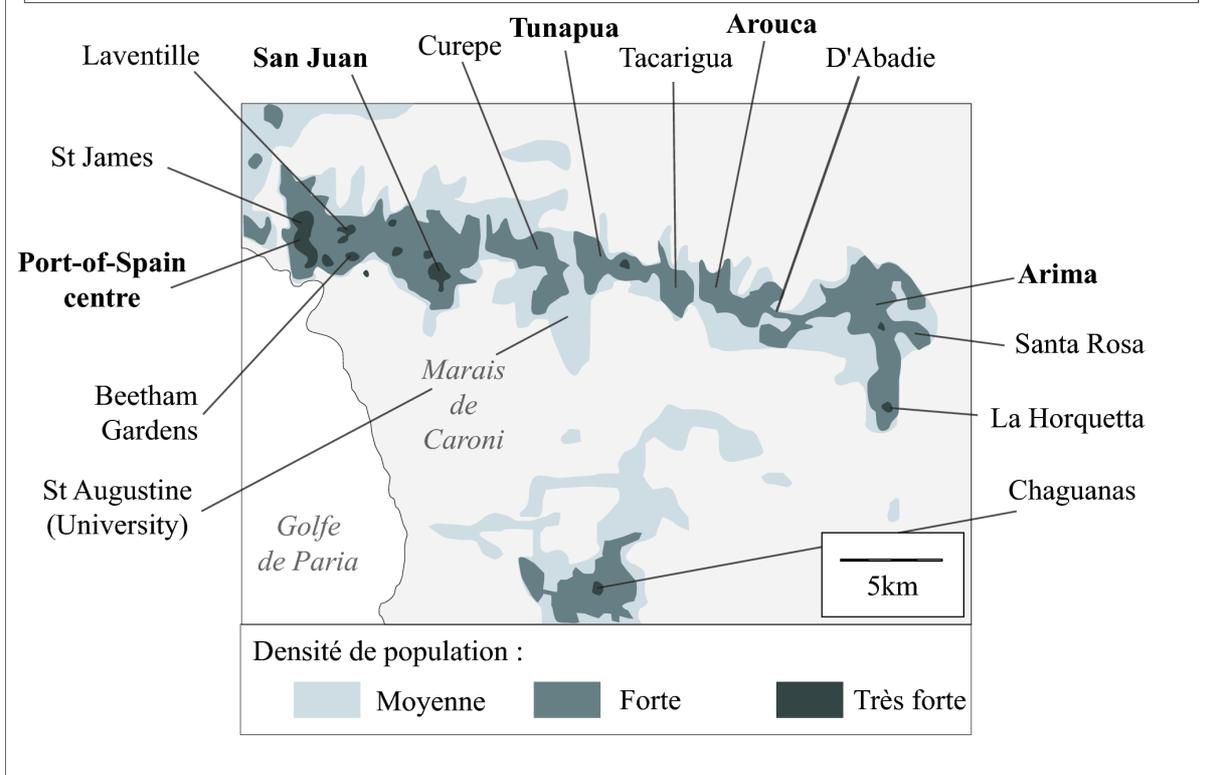
A Trinidad comme dans de nombreux pays périphériques l'exode rural massif a donné lieu à une extension de la ville vers les espaces ruraux, et ce tout le long du « corridor » Est-Ouest. Ce couloir appartient à ce que l'urbaniste Thomas Sieverts nomme « *Zwischenstadt* » (« *in-between City* » dans la traduction anglaise), l'« entre ville », « *un environnement urbain complètement différent, qui apparaît à première vue diffus et désorganisé, d'îlots aux schémas géométriques, une structure sans centre clair, mais avec en réalité avec une multitude d'aires spécialisées, de réseaux et de noyaux moins marqués* » (Sieverts, T., 2003). A Trinidad cette évolution se manifeste par un couloir urbain (Fig n°29). Il s'étend sans discontinuité de Arima (quatrième pôle urbain du pays) à la capitale Port-of-Spain, voire jusqu'à Diego Martin (troisième espace urbain du pays). La croissance démographique couplée à l'exode rural/extension urbaine donne actuellement naissance à un second axe s'étirant vers San Fernando, la seconde ville du pays, à travers la continuité d'espaces proto-urbains de Chaguanas, Couva, etc. Ces couloirs viennent se greffer entre les axes structurant que sont la « route principale » (*main road*, entre Arima - Port-of-Spain), la « route des bus » (*bus road*) et l'autoroute (*highway*). Ils gagnent de plus en plus les axes perpendiculaires qui remontent les vallées du *Northern Range*.

²⁴² Calculs effectués en prenant en compte les chiffres des salaires minimums produits par le Département d'Etat Américain.

FIG N°29 : DENSITES DE POPULATION, TRINIDAD.



DETAIL SUR LE CORRIDOR URBAIN ENTRE PORT-OF-SPAIN ET ARIMA



Source : Département de Géographie, St Augustine, Trinidad

Ces vastes espaces de peuplement extrêmement denses (comme en Jamaïque les habitations sont basses, ce qui oblige à un étalement horizontal et à une densification de l'habitat avec une cohabitation de 3 générations) représentent une aubaine pour le travail informel car les services publics, restreints par les « ajustements » du FMI, n'ont pas suivi le rythme exponentiel de la croissance démographique. En l'absence de transport en commun les taxis privés pullulent aux intersections entre la route principale et les routes de vallées, pour faire le lien entre le minibus public (uniquement sur la route principale et sur la route des bus). Les vendeurs illégaux de contrefaçons diverses (DVD, CD, chaussures, habits, etc.) occupent sans discontinuité les devantures des magasins légaux (qui bien souvent vendent les mêmes contrefaçons) pour fournir des produits adaptés à la fois à la demande et au niveau de vie. Les coins de rue stratégiques sont occupés par les vendeurs de ganja et de crack, etc.

Le prix d'un loyer plancher dans les quartiers desservis par la route (dans des conditions de déclivité décente), l'eau et l'électricité du couloir Est-Ouest s'étend de 500TT\$ mensuels pour un chambre dans une cour avec cuisine et sanitaires commun (jusqu'à 20 personnes par cour) à une dizaine de milliers de dollars pour une maison de quatre pièces. Les prix flambent dans les lotissements modernes de St Augustine, Tacarigua, etc., dans les quartiers huppées de Port of Spain (en bordure de la *Savanah*, sur les hauteurs de Maraval, etc.) et plus encore dans les « *gated-comunities* » (Trincity, Carenage, etc.) où les loyers atteignent plus de 1 000 US\$. Par conséquent, la stratégie de survie la plus basique consiste dans le départ très tardif des jeunes du foyer familial, voire l'absence de départ même après la naissance des premiers enfants.

Le 13 mai 2007, le gouvernement annonce sans sourciller le succès de son « *unité de lutte contre la pauvreté* » (PRU). Les quotidiens locaux titrent sur « *une chute de la pauvreté* » (Sunday Express, 13 mai 2007). Plus vertigineuse que la « chute », annoncée dans une période de large mécontentement général face à l'accroissement des difficultés économiques, est la capacité du gouvernement à abuser à son peuple : le rapport affirme que 35% des habitants vivaient sous la ligne de pauvreté en 2001, au départ du gouvernement UNC, ce qui lui permet de montrer une chute de moitié de « la pauvreté » quand bien mêmes les chiffres pour la période n'ont jamais dépassé 24% depuis 1999²⁴³.

En fait, la mesure de la pauvreté par l'unité gouvernementale rattachée au ministère du développement social se limite à prendre en compte le nombre de personnes vivant avec un revenu inférieur à 655TT\$ par mois (100 euros), qu'il considère comme « *le revenu minimum permettant*

²⁴³ Inter American Bank of Development <http://www.iadb.org/>

de s'assurer des apports nutritionnels de 2400 calories par jour ». Rabaisser le seuil de pauvreté au niveau d'un loyer mensuel pour une chambre sans sanitaires et sans cuisine permet certainement d'arriver à un taux de 17%, ce que le gouvernement en place considère au passage comme une réussite dans un contexte de « plein emploi ». Mais en réalité cette « chute », vertige de trois point de pourcentage perdus par rapport à l'année précédente (de 20 à 17%)²⁴⁴, s'explique non seulement par le seuil scandaleusement bas de la « ligne de pauvreté », mais surtout par l'évolution de ce seuil parallèlement à l'inflation. En 1999 le recensement du gouvernement UNC prenait pour limite le chiffre de 625TT\$ par mois, soit seulement 30 TT dollars de moins que le chiffre retenu par le gouvernement PNM six ans plus tard dans une conjoncture inflationniste de l'ordre de 9% par an. Les chiffres présentés par le gouvernement lient donc un mensonge (les soit disant 34% de pauvreté à la fin du mandat UNC) à une manipulation économique primaire (la non prise en compte de l'inflation galopante dans le calcul), pour masquer une réalité connue de tous : le niveau de vie de la population de Trinidad et Tobago décroît dramatiquement malgré une croissance économique « miraculeuse ». L'*Express* a d'ailleurs lancé une vaste campagne d'informations (relativement) critique sur le niveau réel de la pauvreté à Trinidad le jour de l'annonce du gouvernement (31 reportages journaliers sur des zones urbaines et rurales particulièrement touchées, du 13 mai au 13 Juin 2007).

Le journaliste Andy Johnson conclut sur le rapport : « *Une figure nationale de 17% pour la pauvreté va faire un effet de choc au sein d'une population qui a nettement perçu une forte détérioration de ses conditions de vie durant ces cinq dernières années*²⁴⁵ » (Sunday Express, 13 mai 2007). De son côté Robert Giuseppi, représentant du principal syndicat de l'île (NTU) estime à un plus juste 3200TT\$ par mois (20TT\$/h) le minimum requis pour subvenir aux besoins basiques, regrettant, à l'occasion de la fête du travail, la formation d'une gigantesque classe de « travailleurs pauvres ». D'après les études les plus récentes 60% de la population de Trinidad continue de gagner moins de 4000TT\$ (615US\$) par mois (dont un sur cinq gagnent moins de 700TT\$). De l'autre côté de l'échelle, moins de 20% de la population touche un salaire supérieur à 10 000TT\$. (ibid)

Dans l'île la plus prospère de la Caraïbe indépendante, malgré les rentes pétrolières qui assureraient jusqu'à 80% des besoins de l'île si elles étaient redistribuées justement (Sookram, S., 2005) et malgré les énormes revenus directs et indirects générés par les drogues illicites, trois habitants sur cinq continuent de vivre dans la pauvreté ; et près d'un sur quatre ne pourrait pas même subvenir à ses besoins alimentaires de base sans assistance familiale.

²⁴⁴ CIA World Factbook 2006.

²⁴⁵ L'annonce a en effet suscité une vague de commentaire d'indignation, la majorité desquelles souligne le sentiment général de la détérioration nette des conditions de vie au cours des dix dernières années.

Dans ces conditions, le spécialiste du centre de droit (*Forensic Science Centre*) Glenn Parmassar explique qu'il n'est pas difficile d'expliquer l'importance des fraudes diverses (contrefaçon, falsification, fabrication de fausse monnaie et destructions de preuves, évasion fiscale, etc.) qui feraient perdre aux commerçants jusqu'à un milliard de dollars (TT) par an. « *La seule solution à ce problème* », précise-t-il, « *serait un partage plus équitable des richesses du pays* », car « *l'économie nationale est bâtie de manière à concentrer les richesses dans les mains d'une petite élite* » (Guardian of The Democracy, 24 Mai 2007).

Le partage des revenus miniers nationaux illustre cette gestion libérale caricaturale. Les revenus du pétrole, et désormais du gaz liquide, or noir du XXIème siècle, premières ressources du pays, ont ainsi été détournés lors de la période coloniale pour le compte des Britanniques²⁴⁶, avant de devenir un double privilège d'Etat (indépendant) et des multinationales nord-américaines et britanniques, masqué par une complexe organisation mêlant habilement l'entreprise publique PETROTRIN aux (ex) « sept sœurs » du pétrole.

C'est des inégalités créées par ce détournement que sont nés les mouvements du début des années 1970. L'Etat, dans sa forme actuelle, ne dut sa survie qu'à l'augmentation du cours du brut à partir de 1973. Une véritable bouée de sauvetage, qui a permis au gouvernement d'E. Williams la création d'emplois publics et la légère augmentation des salaires susceptible de calmer superficiellement le mécontentement, sans pour autant remettre en cause l'organisation économique héritée. En juillet 2006 encore, le syndicat des travailleurs des champs de pétrole de Trinidad et Tobago (OWTU) organisera un long mouvement de grève (10 mois) pour réclamer une mise à niveau des salaires avec le coût de la vie, soit un accroissement des salaires de 35%.

Les objectifs affichés du groupe PETROTRIN sont, d'après le site internet du groupe, de « *maximiser les gains tirés de la ressource au bénéfice des actionnaires et du peuple de Trinidad et Tobago.* »²⁴⁷. On notera la place respective des actionnaires (premiers cités) et du peuple de Trinidad et Tobago dans la rhétorique du groupe (public !) qui précise cependant dans sa rubrique « Valeurs » « *qu'il porte le plus haut intérêt à la dignité humaine* »²⁴⁸. Les négociations avec les travailleurs réclamant un niveau de vie décent en 2006 l'ont d'ailleurs démontré. Ainsi malgré des profits bruts pour 2006 de l'ordre de près de 3 milliard de dollars TT (480 millions d' US\$)²⁴⁹, soit

²⁴⁶ Trinidad représentera une réserve de pétrole stratégique pour la Navy lors de la première guerre mondiale, alors que l'essentiel de la flotte fonctionne au fuel.

²⁴⁷ http://www.petrotrin.com/AboutUs/mission_vision_history.htm

²⁴⁸ http://www.petrotrin.com/AboutUs/mission_vision_history.htm#Our%20Values

²⁴⁹ http://www.petrotrin.com/AboutUs/Annual_Report-2001.htm

plus de trois fois la somme versée en salaires pour les employés de la compagnie²⁵⁰, la direction restera sur une proposition d'augmentation de seulement 10% sur trois ans (alors que l'inflation annuelle est estimée à 9% par la Banque Centrale de Trinidad et Tobago²⁵¹)...

A la lecture des comptes on constate que le partage du gâteau s'effectue effectivement en privilégiant le petit cercle représentant l'élite économique de la société et de ses actionnaires qui se partagent les profits (1,314 milliards de dollars TT nets en 2006), avant la masse des salariés et autres personnes bénéficiant « *d'une manière ou d'une autre*²⁵² » des revenus pétroliers, soit un habitant sur dix d'après le groupe (1,240 milliard de dollars TT). Ces 1,2 milliards de dollars de salaires se répartissent donc entre environ 110 000 personnes soit 939 dollars TT par mois et par personne, 160TT\$ de moins que le salaire minimum, sans compter les inégalités inévitables de salaire le long de l'échelle hiérarchique du groupe²⁵³. L'élite politique n'est pas en reste puisque 1,556 milliards de dollars sont prélevés en taxes diverses, qui continuent d'assurer à la population d'une des îles les plus prospères de la Caraïbe des services publics et des infrastructures de transport inférieurs ou égaux à ceux des pays les plus pauvres du bassin (à l'exception du cas particulier d'Haïti)...

Une des conséquences directes de la gestion catastrophique des ressources pétrolières, liée à la stratégie d'industrialisation par invitation, fut l'obligation de se plier aux « ajustements structurels » du FMI, indispensables à la renégociation des remboursements de la dette à partir du début des années 1990 (2milliards de dollars US en 1989, plus de 2,8 milliard en 2006²⁵⁴) (Taimoon, S.,S.,1993), c'est-à-dire l'accentuation des politiques néolibérales progressivement mises en place depuis l'indépendance.

L'explosion de la dette à Trinbago est due à la non modification de la politique britannique de la fin de la période coloniale, consistant à axer les productions de l'île sur le pétrole en négligeant les besoins en produits agricoles puis en équipements divers, qui durent donc être importés au détriment de l'équilibre de la balance des paiements.

La Grande Bretagne se retire en 1962 laissant le soin au pays nouvellement indépendant de gérer la crise liée à la pénurie d'équipements de communication, de soins et de logements (téléphone, électricité, infrastructures de santé, puis routes et logements, etc.). L'ère n'est plus à l'exploitation

²⁵⁰ Les « dépenses administratives » de l'année 2006 s'élèvent selon le rapport 2006 à 1, 240 milliards de dollars TT. http://www.petrotrin.com/AboutUs/Annual_Report-2001.htm

²⁵¹ <http://www.central-bank.org.tt/news/index.php?pid=5001>

²⁵² http://www.petrotrin.com/AboutUs/DEFAULT_AboutUs.htm

²⁵³ Le secteur pétrolier est paradoxalement considéré comme un secteur générateur de hauts salaires par la population, avec des salaires entre dix et vingt milles dollars TT pour les postes qualifiés.

²⁵⁴ CIA World Factbook, 2007

directe des pays périphériques, devenue trop coûteuse, mais à l' « investissement » à l'étranger, et les prêts affluent. Le gouvernement profite de ces opportunités pour industrialiser rapidement la pays (recyclant les industries lourdes en déclin) et pour racheter l'industrie pétrolière tenue par Shell (1974). Il crée une compagnie locale de transport aérien (*British West Indies Airline*, BWIA), construit des autoroutes, un hôpital moderne (Mt Hope, 1982), et le convertit le réseau téléphonique à la fibre optique (1985). Un développement fulgurant... entièrement à crédit ! Les politiciens du moment endossent les bénéfices visibles du « progrès » - les générations futures payeront... Aucune politique de substitution des importations n'a été mise en place ce qui signifie que les rentes pétrolières doivent non seulement rembourser les emprunts (2 milliards de dollars US dès 1986) mais aussi fournir les devises nécessaires à l'importation de la nourriture, des matières premières pour les constructions d'infrastructures, etc. Le prix de ces importations augmente à partir de 1973 en réponse à la hausse du cours du pétrole mais l'ère du boom pétrolier enivre les dirigeants et la population : les quelques Tribagioniens qui ont profité des retombées massives mais très concentrées de l'industrie pétrochimique commencent à voyager, notamment vers les Etats-Unis (3 milliards de TT\$ dépensés en voyage à l'étranger) et à construire des villas de luxe équipés en derniers cris (7,5 milliards de TT\$ dépensés en équipements importés) (Taimoon S., S., 1993). Ce schéma de sur-consommation est commun à tous les pays pétroliers durant l'ère du pétrole cher, et c'est d'ailleurs la même compagnie britannique de conseil économique qui assiste les gouvernements du Moyen Orient et celui de Trinidad et Tobago (Farrel, T., 1986). Dans le même temps les compagnies comme ISCOTT et Texaco se gardent bien de développer les industries de transformation à haute valeur ajoutées dans les périphéries comme Trinidad et Tobago, se contentant d'y puiser les matières premières brutes bon marché et de les exporter vers le cœur de l'entreprise multinationale (Taimoon, S., S., 1993). C'est ce qui explique par exemple que la Guyane française ait arrêté de s'approvisionner en pétrole à Trinidad en 2007, en raison de la très mauvaise qualité de la raffinerie locale.

La chute du prix du pétrole, à partir de 1982, révèle le déséquilibre dramatique de l'économie à crédit de Trinidad et Tobago - qui n'a plus d'autres choix que de se livrer pied et poing lié aux renégociations des remboursement auprès du FMI et de la Banque Mondiale. Ceci n'empêchera d'ailleurs pas Patrick Manning de proposer d'offrir à 7 pays africains l' « expertise » trinidadienne en matière énergétique lors du 8e sommet de l'Union Africaine (2007).

Les conséquences de l' « ajustement structurel » dans la Caraïbe ont été l'objet de nombreuses études. Elles sont désormais largement connues. L'« ouverture économique » caractérisée par l'abaissement des « barrières » protectionnistes (fin des restrictions sur les importations destinées à encourager les producteurs locaux, fin des subventions, etc.) fut associée à la suppression

progressive de toute intervention de l'Etat et à une réduction drastique de son budget, et par la même de ses moyens d'action (Le Franc, E., 1994 ; Davis, O., et Anderson, P., 1987). L'effacement du rôle de l'Etat, notamment dans les anciens commerces publics (distribution d'eau et d'électricité, gestion des ressources minières, etc.), a laissé le terrain libre aux entreprises étrangères en quête de profits faciles (d'autant plus faciles que ces îles sont des marchés captifs où les monopoles sont encore pesants), de matières premières et de travailleurs bon marché. Partout l'ajustement structurel a entraîné le creusement des inégalités, creusement d'ailleurs recherché par le Fonds Monétaire International et la Banque mondiale car censé accroître durablement l'épargne dans le pays (Anderson, P., Witter, M., 1994). Autre conséquence, la disparition des services sociaux censés venir en aide aux « naufragés du développement » (Latouche, S., 1994). Les salaires réels sont tirés vers le bas par la « main invisible » du marché (autrement connue sous l'étiquette d'USAID dans la Caraïbe, Cf. Farmer, P., 2006) pour plus de « compétitivité », et les classes de travailleurs pauvres ne pouvant subvenir à leurs besoins avec leur seul emploi enflent au même rythme que les taudis qui les abritent. L'informel de complément aux salaires indécents explose alors, on ne peut plus logiquement (Anderson, P., Witter, M., 1994) dans ses formes les plus variées : des « vendeuses à la valise » au travail au noir en passant par le petit trafic de drogues illicites. Les femmes pauvres des espaces urbains sont particulièrement touchées (Davis, O., et Anderson, P., 1987) en raison des contraintes familiales qui pèsent particulièrement sur leurs épaules dans la société caribéenne, et le résultat direct des ajustements structurels a été l'explosion de la prostitution de survie (Cabezas, A., L., 1999, Campbell, S., Perkins, A., Mohamed, P., 1999 ; Antonius-Smith, C., et alii, 1999 ; Kempado, 1999). Trinidad et Tobago ne fait pas exception à la règle comme on peut le constater en arpentant *Charlotte Street* ou en consultant les nombreuses annonces publicitaires vantant les mérites des « massages » d'une multitude de « salons » à Trinidad (la prostitution est officiellement interdite à Trinidad et Tobago)..

Trois décennies après l'équipement à crédit du pays, les infrastructures en manque d'entretien montrent d'inquiétants signes de fatigue. Les campagnes comme un grand nombre de quartiers urbains souffrent de pénuries d'eau récurrentes, qui ont inspiré Neil « Iwer » George lors de sa participation au Socca Contest 2005 (avec son célèbre titre « *People Want Water* »). Les coupures d'électricité sont tout aussi régulières, et l'ensemble du pays souffre plus encore d'un très mauvais réseau d'évacuation des eaux pluviales. Quelques minutes d'une pluie soutenue suffisent généralement à paralyser le trafic sur d'importants tronçons autoroutiers (sur l'axe Port-of-Spain San Fernando, à hauteur de Caroni en particulier, où on peut dès lors rencontrer des caïmans) et à

bloquer toute circulation, y compris pédestre, dans la capitale et en plusieurs points du « corridor »²⁵⁵ (et à fermer la bibliothèque de l'*University of the West Indies* pour la journée, et son bien nommé système de recherche informatisé « OPAC » pour le restant de la semaine).

De même que, malgré des précipitations annuelles moyennes de l'ordre de quatre mètres par an, une grande partie de la population souffre toujours de difficultés chroniques d'approvisionnement en eau, Trinidad possède le plus grand gisement d'asphalte naturel au Monde (le *Pitch Lake*, dans la commune de La Brea), mais on continue de conduire à Port-of-Spain, et dans le reste du pays, comme dans les capitales africaines, en se souciant plus des nids-de-poule que des voies de circulation²⁵⁶. On dira d'ailleurs à Trinidad d'un bon conducteur « *qu'il connaît tous les trous de la route...* »

Par ailleurs, au moins 3% de la population vit avec le virus du Sida²⁵⁷ (contre moins de 1 pour 1000 à Cuba) ; et les personnes infectées sont régulièrement confrontées à la faiblesse du système de santé local. On compte ainsi chaque année 1900 décès (%) liés à la maladie, (soit un ratio annuel de décès par personne contaminée de 6.5). Elle est la première cause de mortalité chez les 15-34 ans²⁵⁸, devant l'ensemble combiné des crimes (guerres de gangs et triangles amoureux en tête avec 15% des décès), des accidents de voiture (17%) et des suicides²⁵⁹ (14.5% !). Les hôpitaux sont eux-mêmes particulièrement vétustes et le nombre de places tellement insuffisantes que les patients sont invités à patienter de longues heures, parfois à même le sol. En Décembre 1999, un reportage effectué par les journalistes du *Guardian of Democracy* à l'hôpital public de San Fernando, seconde ville du pays, révèle que de nombreux patients hospitalisés sont allongés sur le sol des couloirs par manque de chambres et de lits. Les praticiens fuient l'hôpital public, qui ne leur offre qu'une trop maigre rétribution, et collectionnent les heures dans les cliniques privées, aggravant par balancier la lenteur du service public en pénurie de personnel qualifié. Le gouvernement, qui doit former une partie de son personnel à Cuba (où le PNB par habitant est près de 5 fois inférieur), recrute massivement en Afrique et en Asie (Nigeria, Inde, etc.) pour combler la fuite vers le secteur privée

²⁵⁵ Pour les rencontres formelles y compris dans le cadre du travail, il est considéré comme normal de se présenter très en retard, voir de ne pas se présenter du tout, en cas de pluies importantes à Trinidad.

²⁵⁶ C'est d'ailleurs un des sujets de railleries qui revient le plus fréquemment à propos de l'intérêt que porte l'Etat à sa population. On en trouve la trace par exemple dans le poème de Paul Keens-Douglas

*"Tell me again
How we have plenty pitch,
An we fix Walter Raleigh boat,
But we can't fix de road"*

²⁵⁷ CIA World Factbook 2006

²⁵⁸ <http://www.cso.gov.tt/statistics>

²⁵⁹ Ce taux est particulièrement remarquable dans le pays le plus « riche » de la Caraïbe indépendante et témoigne notamment de l'absence d'espoir de la situation économique des jeunes créoles du corridor.

et plus généralement vers l'étranger. En 2003, le ministère de la santé fit, par exemple, appel en urgence à 80 docteurs et infirmiers cubains pour combler l'hémorragie (Jamaica Observer, 23 août 2004). Conséquence d'un système de santé désastreux lié à une gestion politique néolibérale en roue libre, l'espérance de vie à Trinidad et Tobago, îles les plus prospères de la Caraïbe indépendante, est de seulement 67 ans, soit en moyenne dix ans de moins qu'à Cuba, et cinq de moins qu'en Jamaïque, îles pourtant touchées par une pauvreté chronique²⁶⁰.

Quand le premier ministre Patrick Manning fut atteint de problèmes cardiaques en 1998 puis en 2004, il quitta d'ailleurs immédiatement l'île pour être opéré à Cuba... (Jamaica Observer, 23 Août 2004).

4.2.4. « Sécuritarisme libéral » d'une inefficacité patente, corruption, et anachronismes coloniaux

Le chiffre mesurant la perception de la corruption, comptabilisé annuellement par l'ONG *Transparency International*²⁶¹, suit, à Trinidad, depuis le début des années 2000, une évolution à mettre en rapport direct avec le dévoilement progressif de l'importance de l'affaire de l'aéroport international de Piarco²⁶². Actuellement, le pays reçoit la note de 3,2 sur une échelle de 1 à 10 où 1 représente un Etat totalement corrompu (1,8 dans le cas d'Haïti, bon dernier du classement). Trinidad se place ainsi parmi les pays les plus atteints de la planète, au niveau de la République Dominicaine, avec une corruption perçue comme légèrement supérieure à la Jamaïque et même à la Colombie...

La police, en pointe du secteur de la corruption, affiche un taux d'élucidation des crimes de l'ordre de 23% (!) pour 2004, 2005, 2006²⁶³ et plusieurs commissions d'enquête ont révélé l'ampleur du problème²⁶⁴. En 1993 le commissaire assistant R. Murray a dénoncé publiquement la présence d'un « cartel » de la drogue au sein des services de police. Cette « révélation » obligea le gouvernement à agir et le premier ministre (PNM) Patrick Manning se vit obligé d'ordonner une commission d'enquête menée par des policiers britanniques de Scotland Yard. Le rapport remis par les officiers britanniques, après plusieurs mois d'enquête sur place, confirme l'existence non pas d'un, mais « *d'au moins deux groupes corrompus distincts* », « *s'étendant de la base jusqu'au*

²⁶⁰ CIA World Factbook 2006

²⁶¹ http://www.transparency.org/policy_research/surveys_indices/cpi/2006

²⁶² Cf. aussi parmi les affaires les plus récentes le stade Brian Lara et le plan de décongestion du trafic dans le « corridor ». (Sunday Express, 13 mai 2007)

²⁶³ Chiffres annuels diffusés dans les dernières éditions de chaque année par le *Guardian of Democracy*

²⁶⁴ Voir Notamment le *Scott Drug Report* de 1986, dont on trouve des citations dans plusieurs éditions du *Guardian of The Democracy* compilées dans Figueira, D., 1997

sommet de la hiérarchie » de la police. Ils tirent leurs principaux bénéfices, poursuit le rapport, « *de la protection des dealers de drogues et des banquiers Whe-Whe*²⁶⁵ » (Compilations de citations du rapport Scotland Yard 1993 dans Figueira 1997). Ces différents rapports précisent que les points d'entrée du pays sont d'importants centres d'activités frauduleuses s'exerçant au grand jour sous le regard de douaniers corrompus et d'autres agents de l'Etat. Mais le rapport de Scotland Yard n'apporte finalement pas beaucoup d'éléments supplémentaires aux dénonciations du rapport Scott de 1986, et aucune mesure n'a été prise entre les deux. Il suggère qu'un tiers des effectifs de la police de Trinidad et Tobago soient démis de leurs fonctions. Avant même que le premier ministre ne prenne une décision sur la question, la majorité des effectifs se mettent en grève pour protester contre « la recolonisation » des services de police...

En attendant le prochain rapport, la situation reste inchangée ; et des affaires sordides resurgissent régulièrement. La dernière en date (au moment de l'écriture de ce chapitre) étant le viol par deux agents de police d'une adolescente emmenée de force après une fouille du domicile familial où elle se trouvait seule en banlieue de Chaguanas au début de l'année 2007 (Guardian of the Democracy, Avril 2007). Dans un rapport intitulé « *les policiers assassins restent impunis* », rendu public le 26 avril 2006, Amnesty International déclare que des « *réformes structurelles au sein des services de police, y compris la mise en place d'un code de conduite basé sur les droits de l'homme, d'une chaîne de commandement transparente et de la condamnation des atteintes aux droits de l'homme, sont nécessaire pour regagner la confiance de la communauté, essentielle pour empêcher et combattre le crime*²⁶⁶. » Le rapport dénonce la mort de 35 personnes abattues par la police entre 2003 et 2005, dont bon nombre au sein des différents commissariats, tandis que dans le même temps, seul un officier fut condamné pour ces « bavures ».

Les débordements sont tellement nombreux qu'un corps civil, le *Police Complaints Authority (PCA)*²⁶⁷, a été créé en 1993 pour rassembler les plaintes à l'égard des services de police. Près de 13 000 plaintes furent déposées entre 1999 à 2004, soit près de 7 plaintes par jour, dimanches et jours fériés inclus !

Le loto illégal « *bush whe/whe* », très répandu dans les campagnes et dans les quartiers populaires de San Juan et dans la ceinture pétrolière (Moruga, etc.), est un exemple révélateur de la situation à Trinidad et Tobago. Pour contourner la croyance particulièrement répandue selon laquelle le loto officiel serait truqué²⁶⁸, croyance que la *National Lotteries Control Board (NLCB)*

²⁶⁵ Loto non officiel largement pratiqué à Trinidad

²⁶⁶ <http://news.amnesty.org/index/ENGAMR490042006>

²⁶⁷ <http://www.pca.gov.tt/>

²⁶⁸ Ce qui semble corroboré par les statistiques qui font état d'un retour anormalement élevé de certains numéros. Voir l'article de N. Seelal dans le *TNT Mirror* du 16 février 2003.

entretient consciencieusement par ses démentis particulièrement maladroits, une grande partie des joueurs préfère confier son argent aux réseaux souterrains. Face au « manque à gagner » estimés à 50 millions de dollars par an pour la NLCB (donc pour l'Etat) plusieurs tentatives de légalisation - c'est-à-dire de taxation - ont été tentées ; mais les 600 points de vente du « *Play Whe* » (imitation légale du *whe/whe*) peinent à convaincre les joueurs qui n'ont qu'une confiance extrêmement limitée dans leur « élite » et les institutions (Seelal, N., 2003, *Cops to Crackdown on bush whe whe*, TNT Mirror 16 Février 2003). Theodore Guerra, ancien ministre de la coalition NAR, s'est illustré en réclamant la décriminalisation du jeu populaire pour éviter la taxation directe des points de vente *bush whe/whe* par des policiers corrompus, sous la menace d'arrestations arbitraires et de confiscations des gains – une dérive devenue courante... Ces illustrent le degré de perception de la sphère légale par la population (qui porte une confiance plus grande dans des inconnus que dans des institutions officielles) tout en montrant la difficulté de stopper toute activité illégale à Trinidad et Tobago. Le fait que la pratique continue malgré la sévérité des peines encourues selon le *Gambling and Betting Act* (3000 TT\$ d'amende ou 12 mois d'emprisonnement pour le simple joueur) montre encore une fois l'étendue de la corruption à tous les échelons du service de police.

L'aéroport de Piarco, achevé en 2001, suscite toujours une gigantesque controverse. Huit personnalités du gouvernement UNC (1995-2001) ont été jugées en 2004 (après le retour au pouvoir du PNM) pour différentes affaires de corruption en rapport avec sa construction. Parmi eux l'ancien ministre des travaux publics et du transport Sadiq Baksh, l'ancien ministre des finances Brian Kuei Tuong, et sa femme, le directeur des autorités aéroportuaires Tyrone Gopee, etc²⁶⁹. Quand aux forts soupçons d'utilisation de ce projet (d'un coût total de 1,6 milliards de dollars) pour blanchir de l'argent appartenant au « cartel » colombien de Vargas, en l'occurrence via un haut représentant du cartel syrien lié au gouvernement, du nom de Calmaquip²⁷⁰, les rumeurs semblent confirmées par la demande d'extradition déposée par les Etats-Unis en 2006 suite au démantèlement du groupe colombien. Alors que le gouvernement ralentit au maximum ces procédures d'extradition pour éviter les fuites d'informations, deux des plus gros financiers de l'UNC, Ish Galbaransingh et Steve Ferguson, ont récemment été inculpés aux Etats-Unis dans le cadre de cette affaire de corruption/blanchiment les politiciens qui leurs sont liés n'ont pas été inquiétés²⁷¹.

Quand à la justice tribagonienne, elle s'illustre par l'affaire Gomez et Gomez (1998). En Mai, deux frères vénézuéliens du nom de Rick et Luis Gomez, liés à un « cartel » de Caracas, sont

²⁶⁹ TNT Mirror 23 Mai 2004.

²⁷⁰ TNT Mirror 6 Decembre 2005.

²⁷¹ TNT Miror 6 Decembre 2005.

arrêtés à Trinidad en possession de 27Kg de cocaïne. Le premier n'en est pas à son coup d'essai puisqu'il est déjà interdit de séjour à Londres où il a l'habitude de débarquer en provenance de Tobago en compagnie d'une équipe de « mules » qu'il recrute sur place. Le 14 Décembre 1999, après un an et demi d'emprisonnement en attente du jugement, le magistrat en charge prononce un non lieu selon les justifications suivantes : « *la condamnation pour drogue est, par nature, un sujet très sensible (...) et un jury doit pouvoir être protégé de la perversité potentielle de son verdict...* » (Cité dans Figueira, D., 2000). La crédibilité des officiers en charge de l'arrestation a été attaquée sévèrement par la défense. Il est en effet difficile au juge de ne pas s'étonner de la différence entre les 27 kilos de cocaïne saisis et les 18 kilos qui sont effectivement arrivés jusqu'au laboratoire d'analyse. On identifie donc à la fois des pressions certaines (le jury doit être protégé) et des fuites majeures au niveau de l'accusation (9 kilos de cocaïne ont disparu). De plus, comme le souligne Daurius Figueira, les trafiquants de drogues illicites peuvent s'offrir des avocats de renom tandis que l'accusation doit faire avec les très modestes salaires de fonctionnaire. Les deux Vénézuéliens seront donc remis en liberté sous la réserve du bail alors que l'accusation (l'Etat) fait appel du verdict. En appel, le 21 janvier 2000 (deux ans après l'arrestation initiale), les deux accusés sont introuvables. Entre temps en prison, Gomez aurait commencé à répéter à qui veut l'entendre le nom de son employeur dans le cabinet de l'UNC... (Figueira, D., 2004)

On identifie dans cette affaire caricaturale les lacunes du système judiciaire tribagonien : lenteur des procédures, pression sur les jurés, disparition des preuves²⁷², délivrance de bail et fuites des personnes concernées. La non présentation des officiers de l'accusation aux procès impliquant des membres important des cartels liés au pouvoir, et la disparition des témoins, figurent également au palmarès, etc. (Figueira, D., 2000).

En 1998 toujours, au cours de son procès, Deochand Ramdhanie, qui s'apprête à être condamné pour avoir monté un important réseau de trafic de cocaïne le liant à de gros commerçants de Guyane, s'évade du tribunal de Princes Town en voiture, quitte immédiatement le pays en pirogue à moteur et se réfugie à Tucupia, de l'autre coté du golfe de Paria, au Venezuela. L'enquête révélera que toute la chaîne judiciaire a été corrompue pour faciliter sa fuite, des policiers en charge de sa surveillance aux officiels en charge du procès qui ont mystérieusement transféré le cas de la cour de San Fernando (seconde ville du pays) vers celle de la petite ville de Princes Town (Figueira, D., 2000). En 1991, un résident de Curaçao est acquitté à Tobago car le juge en charge affirme ne pas pouvoir prouver l'intention de trafiquer les 10 kilos de cocaïne saisis lors de l'arrestation (Figueira,

²⁷² Dans le système judiciaire de bon nombre d'Etats caribéens anglophones, on doit présenter l'ensemble des saisies le jour du procès sous preuve d'irrecevabilité. Cet archaïsme donne un visage cocasse à des jugements comme celui ayant fait suite à la saisie de Monos (Août 2005) pour lequel les services de police ont du assurer la protection, le stockage et le transport de près de deux tonnes de cocaïne avec en phase final le transport à travers le centre ville de la capitale jusqu'à la court de justice...

D., 2000). Le *Dangerous Drug Act* qui a été adopté quelques semaines plus tôt stipule pourtant que toute saisie de cocaïne supérieure à un gramme entraîne automatiquement une condamnation pour trafic...

La situation est bien différente pour les « mules » arrêtées avec moins d'un kilo de cocaïne qui encourent jusqu'à huit ans de prison. On a vu des condamnations à perpétuité pour 1,4 kg de cocaïne et vingt ans de travaux forcés pour seulement 51g de crack. En Juin 1994, N. Mohamed est condamné à douze ans de prison pour seulement quinze grammes de crack (Figueira, D., 2000). En 2005, à Siparia, un homme est condamné à 3 ans de prison pour seulement 100 grammes de ganja (Guardian of the Democracy, 12 Juillet 2005). « *La Loi n'avait pas d'amis* », écrit Earl Lovelace, « *et, parfois, elle devait même renier sa propre sœur, Justice...* » (Lovelace, E., 1979)

Ainsi si les membres des « cartels » ne se sont que rarement inquiétés, les cibles faciles que sont les petits dealers de rue, remplacés dans les minutes suivant leur arrestation, sont jetées en pâture aux médias nationaux et internationaux. Sur l'ensemble des saisies de cocaïne effectuées lors des arrestations en 2005 et 2006, 40% représentent un volume inférieur à 2kg, et 80% inférieur à 10kg. Parmi les personnes arrêtées durant ces deux années, 30% sont des petits vendeurs de rues et autres petits trafiquants, 30% sont des « mules » et seulement 2% des organisateurs d'un rang plus élevé dans la hiérarchie du cartel (en l'occurrence en 2005 deux membres relativement haut placé d'une organisation étrangère nigériane, arrêtés à Piarco)²⁷³. Une étude récente de l'IDB souligne que ces anomalies judiciaires ne sont pas propres à Trinidad mais communes à toute la Caraïbe (IDB, 2000). Dès 1975, le premier ministre M. Manley dénonçait déjà un trafic et un racket perpétré en Jamaïque - et dans la Caraïbe - par les classes pauvres mais pour le compte des classes aisées qui demeuraient, et demeurent, à l'abri. (cité dans Klein, A., et alii, 2004).

Dans l'ouvrage *Caribbean Drugs*, les universitaires jamaïcains dénoncent, de même, la criminalisation des usagers et des petits dealers qui, dans les prisons surpeuplées, contractent des dettes de protection vis-à-vis des gangs, se retrouvant contraints à travailler pour eux à leur sortie. Les trafiquants importants, pour leur part, reprennent leurs activités là où ils les avaient laissés à leur incarcération (Idem).

A Sangre Grande, l'informatisation des services de police (2004) a été célébrée par un assaut et le vol de l'ordinateur central le 25 octobre 2005 (Guardian of the Democracy 26 Octobre 2005).

²⁷³ Calculs effectués à partir du relevé quotidien des saisies et arrestations dans l'*Express* et le *Guardian of the Democracy* entre le 1^{er} Janvier 2005 et le 31 décembre 2006.

La même année, le gouvernement lance sa station de police mobile sur « La Promenade », l'artère la plus animée de la capitale. Un bras articulé permet de suspendre deux policiers vingt mètres au dessus du sol pour observer et avertir en cas d'incidents. L'effet de dissuasion n'est pas terrible : dès le 4 mars suivant, sous la station même, une fusillade se déclenche entre deux gangs rivaux de la colline de Laventille. Un jeune homme est abattu (Guardian of the Democracy 6 mars 2005). 2005 sera l'année la plus meurtrière de l'histoire de la république de Trinidad et Tobago (390 meurtres). Le 21 mars une seconde fusillade éclate sur La Promenade entre forces de police et membres d'un gang de Laventille (Guardian of the Democracy, 22 mars 2005). Le lendemain la police en patrouille autour de la station de bus (*City Gate*) deux cents mètres plus au sud, est mitraillée par les membres du même gang au milieu d'une foule compacte (Guardian of the Democracy, 23 mars 2005). Le 27 mars, le ministre de la sécurité (PNM) déclare pourtant que le problème de la criminalité « *n'est pas si grave que ce que l'on veut nous faire croire* » (Guardian of the Democracy, 27 mars 2005). Face au bain de sang nié par le gouvernement, la population organise une « marche de la mort » le 23 octobre 2005 (cf photographie) et on peut alors observer une foule de corps peints en rouge allongés devant le siège du gouvernement.



La marche de la mort

Entre temps durant l'été, une vague de bombes artisanales frappe la capitale, blessant plusieurs dizaines de personnes dans les rues commerçantes (cf. photographie). Le 11 juillet 2005 (quatre jours seulement après les attentats meurtriers de Londres revendiqués par Al Quaida) le 3 août, le 11 septembre (date anniversaire de l'effondrement du *WTC* à New York) et le 15 octobre. Le 18

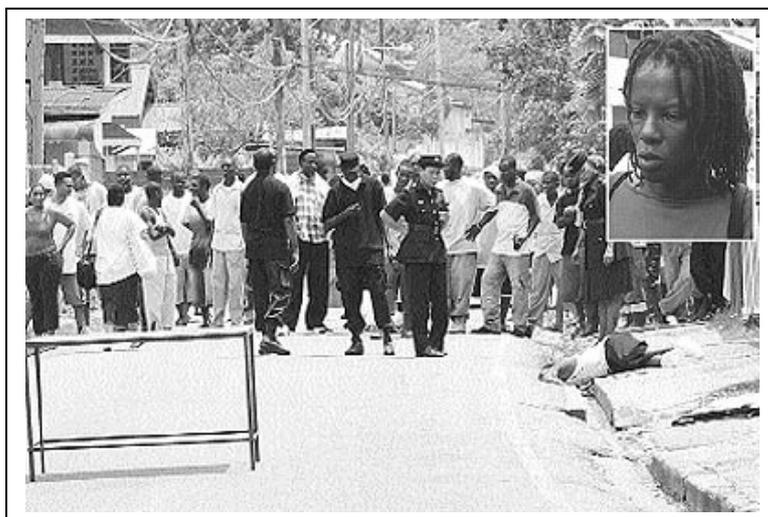
octobre Abu Bakr, leader historique du mouvement *Jaamat al muslimen* (Cf. fin du chapitre), auteur de la tentative de coup d'Etat de 1990, est arrêté, et Patrick Manning déclare triomphalement que « *les coupables des attentats sont connus* ». Le lendemain Abu Bakr est relâché et le cabinet du premier ministre doit revenir sur les déclarations de la veille. (Guardian of the Democracy, 12 juillet, 4 août, 12 septembre, 16 Octobre, 19 et 20 octobre 2005). Deux ans plus tard les motivations et les responsables de ces actes ne sont toujours pas connus publiquement.



Première explosion à Port-of-Spain

Les crimes n'étant pas punis dans quatre cas sur cinq (selon les chiffres de la police), on comprend aisément l'inflation meurtrière ravageant le pays depuis le début des années 2000 dans un contexte de géopolitique narcotique, c'est-à-dire de rivalités territoriales entre les cartels et les gangs qui leurs fournissent les hommes de main. Au classement des pays les plus dangereux de la planète produit par l'ONG *Nation Master*, la jeune République de Trinidad et Tobago décroche la septième place à égalité avec le Brésil et le Venezuela (32 meurtres par an pour 100 000 habitants), juste derrière la Jamaïque (33) et loin devant la Russie (20) et le Mexique (13) ²⁷⁴. Dans le foyers, on s'habitue progressivement aux photographies montrant quotidiennement des cadavres de jeunes créoles dans les ruelles des bidonvilles de la capitale (cf. photographie).

²⁷⁴ <http://www.nationmaster.com/index.php>



*Photographie d'un homme abattu à Diego Martin,
Guardian of the Democracy, 31 mars 2006*

Face aux images de meurtres diffusées en boucle durant les programmes d'information télévisés, la population se retranche et les entreprises de sécurité fleurissent. Si les « *gated communities* » se développent rapidement dans les banlieues huppées de la capitale et à proximité de l'Université, la géographie de la peur étend barbelés et barreaux jusque chez les particuliers les plus modestes. Les étrangers sont souvent étonnés de voir, à Trinidad, barmen et épiciers séparés de leurs clients par d'épais barreaux au travers des comptoirs. De même faut-il généralement ouvrir une grille faite de fers entrecroisés avant de pouvoir passer la porte chez les particuliers, où les terrasses sont entièrement grillagées (dans les zones urbaines et de plus en plus souvent à la campagne). En 1984 déjà Penguin avait gagné le *Calypso Monarch* en chantant « *We Living in Jail* » (cf photographie). Mais l'explosion du nombre de kidnappings et l'accroissement des guerres de gangs depuis le début des années 2000 aggravent cette tendance à l'auto-enfermement. L'espace public se réduit progressivement et ses limites sont autant de frontières de barbelés accentuant le sentiment d'exiguïté propre aux petits espaces insulaires.

Le gouvernement dénonce les « *rivalités entre gangs* » et « *la police prépare de nouveaux plans pour lutter contre le crime* ». De même que les gangs jamaïcains ont payé lourdement à la place de leurs employeurs lors de la période d'éradication des *posses* aux Etats-Unis dans les années 1980 (cf. chapitre suivant), les jeunes hommes créoles des ghettos de Port-of-Spain sont pointés du doigt par le gouvernement, et, par ricochet, la police et la population, sans que leurs employeurs ne soient jamais mentionnés. A l'abri de ce paravent, l'économie du crime est en plein boom à Trinidad et même désormais dans la petite île-soeur de Tobago...



« Nous vivons à Trinidad dans une prison » chantait Penguin...

St Augustine, Juillet 2005.

Cette explosion de la criminalité permet au gouvernement de diriger massivement les fonds publics vers les secteurs répressifs et la surveillance sans s'attirer les foudres populaires. Ainsi pendant l'été 2005 l'Etat fait l'acquisition de trois navettes rapides (1,4 milliard de dollars TT) et du « *Blimp* », un ballon dirigeable équipé – au prix fort..._ d'une cabine pouvant accueillir douze passagers ainsi que des équipements de vidéo surveillance et des radars²⁷⁵. La population n'ayant pas été avertie de la mise en circulation de l'énorme engin volant à la propulsion bruyante, les commissariats et les médias radio et télédiffusés recevront, en août 2005, des centaines d'appels témoignant du passage d'« un missile » au dessus de la côte nord, signe de l'imminence d'une invasion armée. Face à la pression médiatique, le gouvernement se résout finalement à annoncer la mise en service « secrète » du « vaisseau aérien », de la flotte de bateaux rapides, et, bientôt, d'hélicoptères de combat (2006) ainsi que de radars balayant les côtes (2007). Le « *Blimp* » manœuvré par la *Special Anti-Crime Unit* (SAUTT) serait capable, d'après le cabinet du premier ministre Patrick Manning, de « *repérer des caches d'armes, de munitions et de drogues* », « *de poursuivre des kidnappeurs* » et de fournir des informations en temps réel pour « *combattre le terrorisme et les intrusions costales* » (Guardian of the Democracy, 19 Août 2005). Deux ans après sa mise en service, et alors que la SAUTT a été mise à l'écart des services de police pour renforcer

²⁷⁵ Guardian of the Democracy, 15 Août 2005 et 19 Août 2005.

son efficacité (!), le taux de résolution des crimes plafonne à 23%. Le 19 décembre 2006 par exemple, la femme du célèbre businessman indo-trinidadien Rennie Coolman, Vindra Naipaul-Coolman, est kidnappée à son domicile par un groupe d'hommes lourdement armés, encagoulés, et portant des gilets pare-balles. C'est le dernier en date d'une longue série de kidnappings visant la communauté indienne depuis la chute du gouvernement UNC. Le 14 mai 2007, après cinq mois d'enquêtes menées par trois cents hommes de la SAUTT et de la police, ainsi que la venue d'inspecteurs de la police scientifique de *Scotland Yard*, la police locale annonce que Vindra Naipaul-Coolman « *est sans doute morte* » (Guardian of the Democracy, 14 Mai 2007)...



Le premier « blimp » (Skyship 600), fer de lance de la lutte anti criminalité à Trinidad et Tobago...(<http://www.guardian.co.tt/>)

Le premier dirigeable (Skyship 600), qui a coûté 15 millions de dollars (US\$) au contribuable tribagonien, n'a pas pu opérer plus de six mois en raisons de défaillances techniques. Un second « blimp » (l'Aeros 40B) fut donc programmé par le gouvernement pour la modeste somme de 27 millions de dollars (US\$) et fonctionna pour sa part correctement... jusqu'au 20 juin 2006, date à laquelle le gouvernement se résolut à l'achat d'un troisième « vaisseau aérien » d'une valeur 15 millions de dollars (US\$) en raison de nouvelles défaillances techniques survenues sur l'Aeros 40B (Caribbean Net News 20 Juin 2006). Le « Blimp », objet de la risée populaire en raison de sa lenteur, de son bruit, de, ses problèmes techniques et de son inefficacité chronique, constitue le symbole, caricatural, d'une société sécuritaire dont le combat bancal est axé sur l'utilisation abusive des technologies de répression/surveillance. Il aura coûté un total de 57 millions de dollars TT, un tiers des revenus annuels du gouvernement générés par le gaz naturel et le pétrole.

Mais cet achat doit sans doute se comprendre comme une tentative de la part du gouvernement pour montrer à sa population et aux agences étasuniennes une volonté apparente et indiscutable de lutte contre la criminalité (préoccupation numéro un de l'opinion publique et thème de campagne de l'opposition) et le narcotrafic, tout en continuant d'assurer aux trafiquants qui financent le parti, le

gouvernement, et l'économie nationale, une sécurité sans faille. Coûteux rideau de fumée, il constitue en somme un judicieux investissement politique en somme...

Pris sous l'angle de la répression de la criminalité et du trafic, Trinidad est donc un corps difforme. Un bras extrêmement musclé destiné à impressionner les foules s'attache une épaule et un tronc décharnés qui peinent à le soutenir et à l'articuler. La coordination de ce coûteux dispositif est confiée d'un côté à une police notoirement corrompue et, de l'autre, à un Etat infiltré par les cartels de distribution de cocaïne.

4.2.5 Racines multiples, diasporas et anti-nationalisme

*« These (new) bands were the white bands : well-off,
light-skinned boys from prosperous families and
good schools, fellars who in all the years of violence
and struggle had had nothing to do with them,
and now, in the lull of this peace that had spread
throughout the bands, were beginning to come out
in their own steelbands (...).
They were coming now, Fisheye felt,
as if they had a right to this peace, this easy passage.
And yes they had this easy passage in everythin else,
in schools, in jobs, in positions²⁷⁶»*

Lovelace, E., 1979, The dragon can't dance

“Indians jump up in the brew, crying that blackpeople keeping them from getting power.

Everybody bawling.

Everybody is a victim and that is what make everybordy equal.

That is the equality we have here : the equality of victims...

Everybody have a gang to belong to...

And the leaders don't want things to change because confusion keep them in power.

Everyone of them 'fraid of people that are free.”

Lovelace, E., 1996, Salt

Si on considère la région Caraïbe comme un assemblage de trois ensembles distincts caractérisés par des patchworks ethniques relativement similaires, la Caraïbe hispanophone, la Caraïbe créole (au sens anglophone), et la Caraïbe indo-créole, Trinidad et Tobago constitue un

²⁷⁶ Lovelace, E., 1979, p63

intéressant territoire charnière entre les Guyanes indépendantes (Caraïbe indo-créole), c'est à dire Guyana, Suriname et Trinidad) et les Antilles créoles (Petites Antilles indépendantes, certains DOM et Grandes Antilles anglophones) ainsi que, physiquement, comme nous l'avons souligné en début de chapitre, une tête de pont entre Caraïbe hispanique continentale, Guyanes indo-créoles et Caraïbe insulaire. Trinbago, qu'on décrit volontiers comme un Etat caribéen excentré, est donc avant tout un espace charnière au cœur du Monde Caraïbe.

Ainsi, si l'on considère la population, on observe un léger surnombre numérique de la population d'origine indienne (40%) par rapport à la population d'origine africaine (37.5%) et à la population « métissée²⁷⁷ » (20.6%) - ces deux derniers groupes formant ce que l'on nomme à Trinidad le groupe des créoles-. A titre de comparaison la population du Guyana est à 50% d'origine indienne et 36% d'origine africaine, alors que dans une île comme Barbade, 90% de la population est d'origine africaine (CIA, World Factbook, 2007). A une échelle plus fine cependant il est nécessaire de distinguer deux réalités :

- Tobago est une île peuplée essentiellement par une population d'origine africaine, et la partie ouest de l'île est entièrement dédiée au tourisme, ce qui rapproche nettement l'île du modèle créole valable à St Vincent, à la Barbade et dans la majorité des Antilles créoles.
- Trinidad est légèrement dominée par la population d'origine indienne et l'île dépend principalement d'une économie minière (pétrole, gaz) tout comme les économies du Guyana et du Surinam (Bauxite, Or).

Plus en détail l'île principale de Trinidad regroupe, en différentes proportions, tous les groupes ethniques représentés dans la Caraïbe : descendants d'esclaves Africains et de travailleurs indiens, donc, mais aussi commerçants chinois et syriens, une élite blanche descendant des « French Créoles » (les créoles au sens francophone, c'est à dire des populations blanches) ou originaire de Grande Bretagne, plus des petites minorités sud américaines (« *spaniards* »), principalement Vénézuéliens, les descendants des juifs portugais, des Japonais (commerçants en pièces détachées automobiles), des Nigériens appartenant à une importante mafia ouest-africaine, ainsi que les très rares descendants d'Amérindiens groupés sur les hauteurs de Arima.

²⁷⁷ Le recensement est fait selon par l'office national des statistiques à partir des déclarations des personnes interrogées. Il est donc question de perception et de sentiment d'appartenance ethnique car parmi les recensés se déclarant « noirs » une grande partie possède un ou plusieurs parents, grands parents, arrière grand parents d'origine diverse. Il est notable cependant qu'il existe chez un large pan de la société « indienne » un désir de préservation de la « race », et plus généralement un ressentiment entre les différentes communautés.

Il est important de différencier deux tendances opposées, centripètes et centrifuges, distinguant les populations pour qui la nationalité tribagonienne prime, des populations qui se distinguent avant tout par l'appartenance à un réseau ethnique transnational.

Le nationalisme, c'est-à-dire la conscience de former une nation, ancré dans l'expression « *Trini to the bones* » (en croissance depuis la première participation à la coupe du Monde de Football en 2006) est l'apanage de la communauté créole et d'une partie de la communauté indienne. Une Trinidadien d'origine africaine est « *Trini* » bien avant d'être « *West Indian* », mais il se définira rarement comme un Africain de la diaspora²⁷⁸. Chez une majorité d'indotrinidadiens prédomine au contraire un nationalisme indien supérieur ou égal au nationalisme insulaire, et de vastes pans de cette communauté se démarquent par une stricte endogamie (notamment dans les communautés hindoues, qui représentent 22% de la population, et dans les communautés indo-musulmanes qui représentent entre 3 et 4% de la population). Cet hermétisme s'efface progressivement vers les marges chrétiennes de la communauté indienne qui se rapprochent des communautés créoles. Mais dans le cas de la communauté indienne prise dans son ensemble, les liens du sang avec les espaces indiens nationaux et dans les Guyanes voisines semblent en règle générale plus forts que les liens nationaux. *blood is thicker than water...*

La minorité blanche (Britanniques et « French Créoles ») se distingue par un hermétisme de caste privilégiée dont les seuls rapports avec les « castes inférieures » sont des rapports directeur / employé. Les liens sociaux sont beaucoup plus forts avec l'Europe qu'avec le reste de la population, de même que dans la communauté Syro-libanaise qui représente un fragment diasporique d'une nation réticulaire, dont les branches sont très liées entre elles comme avec le territoire mère. C'est ainsi que Jamaica Kincaid décrit la minorité syrienne de son île natale, en écho à un sentiment plus largement dans la Caraïbe :

“ *The Syrians and Lebanese are called “those foreigners” even though most of them have acquired Antiguan citizenship. North American and Europeans are not foreigners ; they are white people. Everybody is used to white people. The Syrians and Lebanese are not “white people”. They have no cultural institutions in Antigua – not even a restaurant. The Syrians and the Lebanese look as if they know that at any time they could be asked to leave, and perhaps they are right (...)*”²⁷⁹

La description faite par Jamaica Kincaid dans sa nouvelle « *A small place* » est celle d'une population de businessmen voyageurs, qui exploitent les possibilités nouvelles offertes par des espaces commerciaux « vierges » de manière entièrement transnationale. L'appartenance ethnique

²⁷⁸ Les communautés Rasta et Baptiste, ainsi que certains petits cercles intellectuels représentent l'exception en la matière. Un indo-trinidadien rasta pourra même se définir comme africain.

²⁷⁹ Kincaid, J., 1986

prime et il existe des liens sociaux beaucoup plus étroits entre les Syriens des différents espaces caribéens qu'entre Syriens et populations locales. En réciprocité Jamaica Kincaid écrit en parlant d'une des plus riches familles syriennes d'Antigua (dont l'ambassadeur et les principaux financiers du gouvernement) « *we hate them* »²⁸⁰.

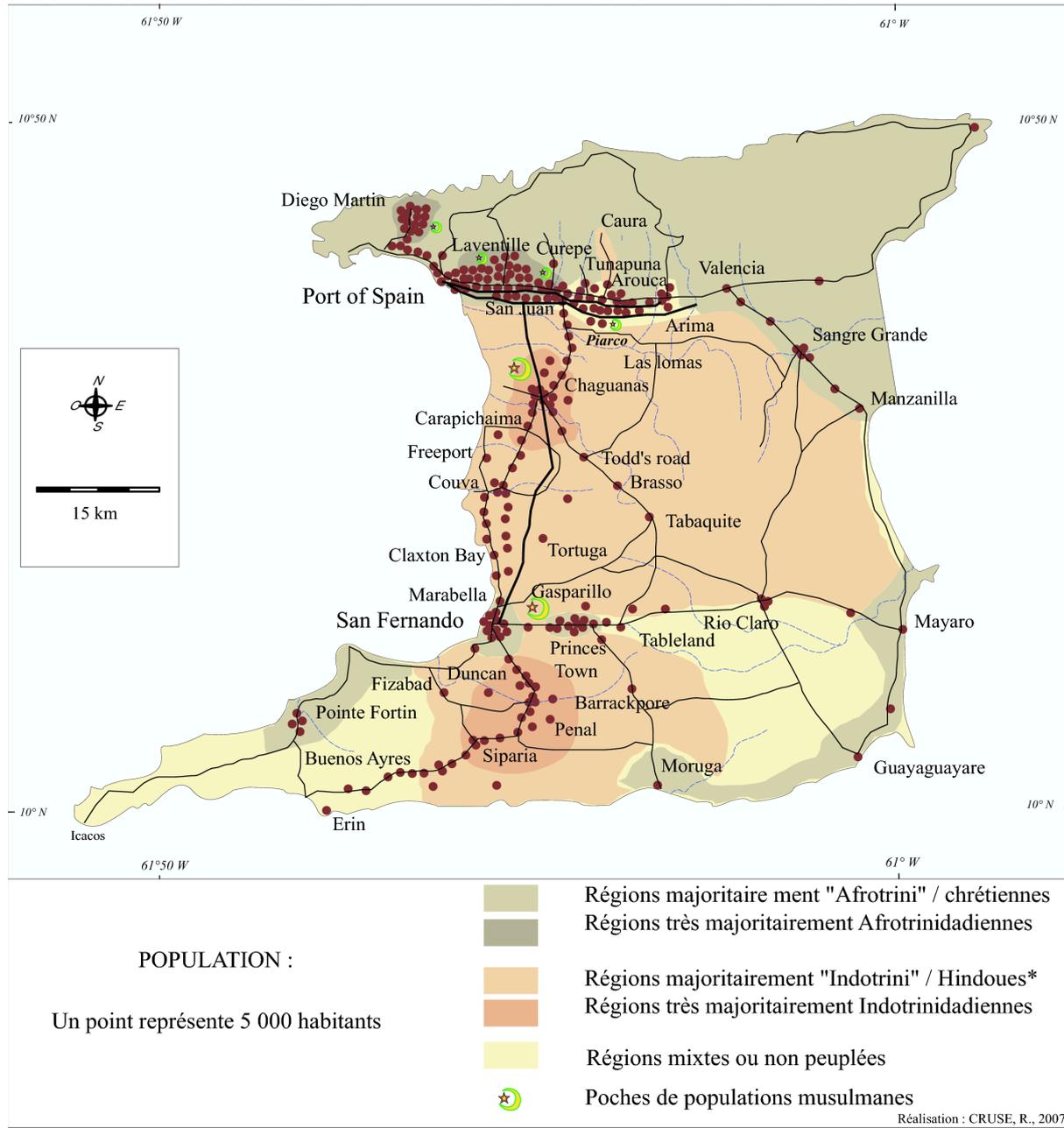
La carte de la répartition de la population permet de prendre conscience de l'ampleur du phénomène (Cf Carte30). La première conclusion qui doit être tirée de cette représentation est l'opposition ville / campagne, qui tend à suivre l'opposition créole / indien, ce dernier étant largement majoritaire dans les plaines rurales sucrières du *Central*, fuies par les anciens esclaves après l'abolition (1834). En milieu rural les créoles sont majoritaires uniquement dans les poches peuplées du *Northern Range* et sur la côte Nord ainsi que dans la ceinture pétrolière du Sud. Les trois principaux espaces urbains (Port-of-Spain, San Fernando, Diego Martin) sont des concentrations de population créoles ainsi qu'une grande partie du *corridor*. Chaguanas, sans conteste la « capitale indienne » de Trinidad, polarise toutes les campagnes indiennes qui s'étendent du marais de Caroni à la forêt de Biche et aux docks de Couva (Claxton Bay). Une seconde poche avec une importante concentration de population indienne se trouve dans l'intérieur peuplé du Sud de San Fernando, en périphérie de la ceinture pétrolière avec, au sud de la seconde ville du pays, une véritable enclave où 90% de la population s'est déclarée lors du recensement de 2000 comme d'origine indienne.

La carte ne représente pas les minorités ethniques au poids économique écrasant que sont les Syriens et les « French créoles »/ Britanniques qui sont minoritaires dans toutes les régions à l'exception des minuscules « *gated-communities* » barricadées de Carenage, Maraval, Trincity, etc. Fondus dans la population des paroisses (parishes) ils représentent environ 2% de la population de la paroisse de Diego Martin et 0,5% de la population de San Fernando. Les Chinois sont aussi présents à San Fernando et dans la région de Diego Martin (environ 1% de la population), ainsi que dans le corridor où ils tiennent bon nombre de commerces, tout comme les Nigériens qui se fondent dans la population noire entre San Juan et Diego Martin.

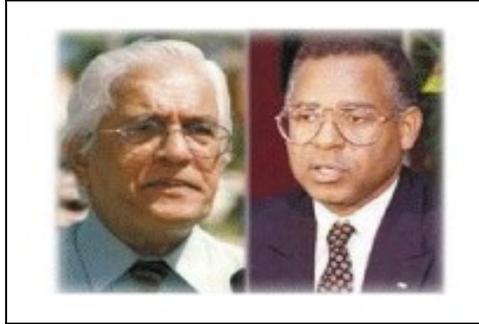
Remarquablement, les taudis de Laventille, John-John, Beetham Gardens, Never Dirty, East Dry River, Gulytown, Belmont, Morvant, etc., la « *colline du calvaire* » surplombant la capitale de la nouvelle de Earl Lovelace, représentent des concentrations denses d'afro-trinidadiens alors que les plus pauvres des Trinidadiens d'origine indienne se retranchent dans les plaines du *Central*, avec dans les deux cas l'héritage d'une perception de l'espace fondée sur la différence de traitement colonial.

²⁸⁰ Kincaid, J., 1986

FIGURE N°30 : COMPOSITION ET REPARTITION DE LA POPULATION DE TRINIDAD



Sources : Recensement du Gouvernement de Trinidad 2000, Recensement 1990, FOCAL, 2007.



Basdoe Panday et Patrick Manning
Représentants du parti à polarisation indienne (UNC)
Et du parti à polarisation créole (PNM)
(Trincenter.com)

La population de Trinidad forme donc un patchwork aux pièces étonnamment discordantes. Si la position hermétique des minorités extrêmement sous-représentées démographiquement mais écrasantes économiquement doit se comprendre comme l'enfermement volontaire de castes privilégiées qui cherchent à préserver et à renforcer leurs acquis, la séparation de plus en plus nette entre les deux « minorités majoritaires » indiennes et créoles relève sans conteste d'une volonté politique qui va dans le sens du « diviser pour régner ». La politique menée durant les trente-cinq dernières années, c'est-à-dire la politique postérieure aux événements de 1970 lors desquels indiens et créoles se sont unis pour faire entendre leur voix commune de travailleurs exploités, fut une politique de division nette de cette masse populaire sur des critères ethniques (les deux partis), pendant que les hauts représentants religieux se chargeaient, par leur prêches de mépris des croyances « concurrentes²⁸¹ », d'affiner le découpage.

Trinidad est désormais un pays qui possède des écoles (mais aussi des hôpitaux) publiques (chrétiennes) qui côtoient des écoles privées représentant chacune des autres communautés (écoles hindoues, musulmanes, adventistes, etc.). Il existe de même des instituts bancaires créditeurs dédiés à chacune des religions (*Hindou Credit Union, Cathedral Credit Union, Muslim Credit Union*, etc.). Le communautarisme ethnique, politique, parfois diasporique, puis religieux, prime nettement sur le nationalisme. Par conséquent il faut considérer l'île de Trinidad comme un palimpseste territorial, avec sous la couche superficielle du nationalisme « *Trini* » (très entretenue par exemple pour la promotion touristique axée autour du carnaval), la coexistence d'une multitude d'appropriations territoriales diasporiques s'intégrant dans des espaces plus vastes : la diaspora chinoise, la diaspora

²⁸¹ La plupart des groupes religieux présent localement font de la conversion régulière de nouveaux adeptes une pierre angulaire de la foi, dans un contexte insulaire limité. Cette remarque ne remet pas en cause la foi des croyants Tribagoniens, mais son utilisation à des fins politiques par l'élite religieuse étroitement liée au monde politique.

syrienne, la diaspora indienne, etc. En ce qui concerne le trafic de drogues illicites, cette caractéristique a pour conséquence directe la connectivité exceptionnelle de Trinidad au reste du Monde, un dépassement total de l'insularité par la connections à une multitude de réseaux diasporiques. Le bon fonctionnement d'un commerce comme celui des drogues illicites est largement fonction de cette connectivité, notamment quand celle-ci relie l'espace en question à plusieurs routes de la drogue (les « anti-routes » de P-A Chouvy), en l'occurrence les Guyanes (diasporas indiennes principalement), le Venezuela (diasporas syriennes, nigériennes, sud américaines, etc.), aux principaux marchés de consommation aux Etats-Unis (diaspora chinoise, etc.) et en Europe (diaspora britannique), par l'intermédiaire des espaces relais caribéens (dominés par les diasporas syriennes et sud américaines).

En conclusion sept points évoqués dans cette première partie doivent être souligné pour comprendre les bases de la géopolitique des drogues illicites à Trinidad et Tobago :

- La République de Trinidad et Tobago forme une charnière géographique majeure, reliant physiquement, économiquement et socialement, les différents blocs du bassin caribéen et, en parallèle, un producteur majeur de drogues illicites (la Colombie) aux deux plus grands marchés de consommation (en valeur) de la planète (l'Europe et l'Amérique du Nord).
- Les Etats-Unis entretiennent des relations ambiguës avec la petite République en raison de leur politique énergétique (sécurisation des gisements pétroliers). De plus, depuis l'éviction de la zone du canal de Panama et le repli sur Tampa en Floride, dans un climat de montée en puissance d'une « gauche » sud-américaine plus ou moins nationaliste (Lula au Brésil, Morales en Bolivie, Chavez au Venezuela, etc.), les alliés doivent être ménagés et Trinidad, à quelques kilomètres des côtes du Venezuela, occupe à ce titre une position géostratégique de première importance. C'est dans ce contexte qu'il faut replacer la géopolitique des drogues illicites dans la région. Les Etats-Unis ont pu utiliser le prétexte de « guerre contre la drogue » pour obtenir la signature par le gouvernement UNC du *Ship Rider Agreement* au tournant du siècle, légalisant la présence des *Marines* dans les eaux territoriales tribagioniennes.
- L'objectif affiché des élites politiques/économiques est la perpétuation d'un pouvoir hérité de la période coloniale, comme l'a montré le refus de réformes suite aux événements des années 1970. Comme nous le verrons dans la seconde partie du chapitre, le commerce de cocaïne fut utilisé, de la même manière qu'en Colombie, pour asseoir cette domination.

- Le refus de réformer en profondeur la société héritée de la période coloniale et l'orientation néolibérale adoptée à l'indépendance par l'élite politique ont entretenu et accru les disparités sociales. L'accroissement des inégalités a créé un terreau très favorable au commerce des drogues illicites, qui repose à la fois sur la disponibilité d'investisseurs potentiels (pour assurer les risques, proposer des façades, disposer des réseaux de transport, etc.), et sur la disponibilité d'une main d'œuvre suffisamment marginalisée économiquement et socialement pour accepter les conditions de travail inhumaines des hommes de main du trafic, et pour fournir un marché de consommation potentiel.
- La structure démographique contribue à la lutte contre l'enclavement de l'Etat bi-insulaire. De nombreux fragments diasporiques relient l'île aux trois continents dans des réseaux qui demeurent relativement opaques. Les minorités ethniques s'intègrent dans leur espace réticulaire diasporique bien avant de s'intégrer dans leur espace national aréolaire, ce qui génère une connectivité particulièrement efficace avec les mafias internationales.
- Les systèmes judiciaire et policier ont conservé une forme archaïque totalement anachronique, et ce d'autant plus que l'Etat qui les gère est infiltré par les groupes de trafiquants. Corrompus à souhait mais avides de chiffre pour des raisons géopolitiques (principalement pour s'assurer de la certification du Département d'Etat des Etats-Unis), ces institutions pratiquent un écrémage raciste et paternaliste en concentrant leur répression sur les cibles les plus faciles, à savoir les jeunes hommes créoles du corridor, hommes de mains et dernier échelon de la hiérarchie des cartels locaux, et périodiquement en bradant un des cartels (lié à l'opposition) aux agences Nord-américaines (Cf. Affaire Dole Chadee)
- Comme l'illustre l'anecdote du loto clandestin « *bush whe whe* », une large part de la population n'accorde une confiance que très limitée à son gouvernement et aux institutions légales, considérant ces structures comme parasitaires. Le glissement vers les secteurs illégaux comme le petit trafic de drogues illicites s'en trouve facilité.

4.3. Cartellisation du trafic de drogues illicites, implication de l'Etat et répression discriminatoire

Les enjeux de la géopolitique des drogues illicites à Trinidad et Tobago demeureraient largement ignorés sans les travaux du chercheur en sciences politiques Daurius Figueira, qui prolonge en la matière la lutte contre l'« Etat Kafir²⁸² » lancée à partir de 1985 par le groupe afro-musulman du *Jaamat al Muslimeen*. Car les afro-musulmans, marginalisés parmi les marginaux du

²⁸² Le Kafir est dans la culture musulmane une personne qui renie ou cache la vérité, par extension un non croyant.

corridor, ont été les premiers à dénoncer la monopolisation (ou cartellisation) raciste du trafic de drogues par les élites tribagioniennes, utilisée dans une optique de préservation des statuts coloniaux au détriment d'une population qui paye chèrement les conséquences de ce trafic. Les minorités noires et pauvres des ghettos de Laventille souffrent en effet de taux d'homicides dramatiques, et de plus en plus des ravages causés par la lutte pour les territoires du crack. Ces communautés sont à la fois marginalisées par l'élite trafiquante, pour les couper de tout financement potentiel de leur révolte sourde, et paradoxalement, la cible quasi-unique de la répression policière (à travers l'emprisonnement des petits dealers de rue, des consommateurs, et des producteurs de ganja). Avec 296 prisonniers pour 100 000 habitants (International Centre for Prison Studies, 2006), Trinidad et Tobago affiche un taux d'incarcération deux fois supérieur au taux colombien (134/100 000), un des taux les plus élevés de la planète²⁸³.

Car le commerce illégal des drogues est marqué, à Trinbago, par une ségrégation stricte des tâches, des revenus, et des risques encourus par les différents groupes ethniques qui y participent. La monopolisation par le « cartel-trust » qui lie les Syriens à l'élite blanche a été fatale à tous les autres groupes ethniques concurrents, notamment le cartel indien qui s'était développé sous l'aile protectrice du gouvernement UNC de 1995 à 2002. A l'ombre de ce commerce illégal d'Etat ne survivent que de petites organisations fondées sur des critères ethniques et basées sur des réseaux diasporiques efficaces.

Les affrontements géopolitiques qui ont marqué l'histoire récente des drogues illicites à Trinidad et Tobago ont révélé un espace du crime composé de gangs de jeunes hommes créoles, basés autour des taudis de la capitale. Après avoir servi d'hommes de main pour les ventes de rue, puis de *gunmen* pour protéger les territoires des différents groupes, et enfin les exécutants de contrats d'assassinats et de kidnappings qui ont marqué la chute du cartel indien, ces gangs (proche du modèle nord-américain de Los Angeles) entrent actuellement dans une nouvelle phase d'autonomisation qui remet en cause jusqu'à la sécurité des têtes du trafic, c'est-à-dire des élites du pays. C'est dans ce contexte qu'il faut analyser la montée en puissance du crime à Trinidad (ainsi qu'à Georgetown et Paramaribo) depuis le début des années 2000, marquée par un pic entre 2005 et 2006 (près de 700 meurtres sur la période) correspondant à l'éradication du groupe indien par le cartel Syrien/blanc. L'utilisation progressive de l'aéroport de Tobago, à partir de 1995, pour acheminer la cocaïne vers l'Europe a entraîné une extension de l'économie du crime vers la petite île qui connaît actuellement sa première vague de criminalité, tout comme l'archipel voisin de St Vincent.

²⁸³ On retrouve sans surprise le taux d'incarcération le plus élevé au Monde aux Etats-Unis (714/100 000) qui pratiquent la même politique répressive discriminatoire dénoncée en 2006 par plusieurs ONG dont *Amnesty International*. Par comparaison le taux français est de 85/100 000.

4.3.1 Historique des drogues illicites à Trinidad

Le golfe de Paria, qui relie plus qu'il ne sépare Trinidad au Venezuela, possède une longue tradition de contrebande (Labrousse, A., 2003). Dans ces eaux qui figurent parmi les plus piratées au monde, les drogues illicites sont en effet apparues avec les premières législations répressives. Du début du siècle jusqu'à 1933 on trafique du whisky entre les eaux vénézuéliennes et trinidiennes. Au début des années 1960 les « *marimberos*²⁸⁴ » colombiens réactivent ce réseau quand les premiers signes de répression se font sentir sur la ligne directe Guajira – Floride, et la *marimba* compressée colombienne afflue massivement dans une île où la consommation, interdite depuis 1930, a filtré à travers les communautés indiennes hermétiques pour se diffuser progressivement à la population créole. Les Etats-Unis n'ont pas encore lancé les campagnes d'éradication en Jamaïque, au Belize, ni même en Colombie, et les cultures de masse ne se sont donc pas encore diffusées à la Caraïbe. Trinidad se spécialise dans une fonction de *hub* mais l'idée de passer à la production fleurira rapidement.

Plus que la ganja, présente dans l'île depuis 1840, la véritable nouveauté des années 1960 apparaît avec le Mandrax, une méthaqualone proche des barbituriques, produite en Colombie, et utilisée avant son interdiction comme relaxant musculaire et somnifère. Les premiers mois l'engouement est tel que le prix double sous l'effet de la demande, passant de 10 cents le comprimé à 25 cents en quelques semaines (Figueira, D., 2004). Cette augmentation est remarquable dans l'histoire du commerce des drogues illicites à Trinidad et Tobago car elle sera la seule : le prix de la cocaïne, apparue au début des années 1980, puis, très rapidement, du crack, et enfin de l'héroïne dans les années 1990, sont en baisse constante suivant de près la dévaluation du dollar TT (de 2.42 contre un dollar US à sa création en 1964 à 6.15 en 2007).

En bas de la colline de Laventille, à Arranguez, haut lieu de la drogue depuis les années 1960 tenue pendant la majeure partie de son histoire par le cartel indien, les balles de crack se vendent, selon le degré de pureté et la clientèle visée, entre 5 et 20 dollars TT.

Le petit vendeur de rue créole aura payé une once de crack (28g), représentant 160 balles de crack, aux alentours de 800TT\$, et il doublera ainsi facilement la mise en vendant des « *Ten ball* » (balles à 10\$). Mais dans la hiérarchie raciste et inégalitaire des cartels de la drogue de Trinidad et Tobago, son fournisseur (blanc, syrien) empochera l'écrasante majorité des bénéfices. Car 6 à 10 kg de cocaïne coupée et cuite en crack sont extraits de chaque kilo de la cocaïne pure à 90% disponible à Trinidad pour un prix unitaire de 3 000 US\$ (18 900TT\$) (pour une commande de plus de dix

²⁸⁴ Trafiquants de marijuana colombiens.

kilogrammes – jusqu'à 2 400 US\$ dans certaines périodes -) (Figueira, D., 2001 ; interview 2009). Deux cent quatre vingt cinq onces de crack (8 kg) coûteront donc au cartel local environ 18 900 TT\$ avant d'être vendus aux dealers de rue pour 228 000 TT\$ (285 x 800TT\$). Ceci représente un bénéfice net par kilogramme de cocaïne pure, vendue sous la forme économiquement (10TT\$ la portion, une heure et demi de travail au salaire minimum) et culturellement (en roc fumable²⁸⁵) consommable localement, de 209 100 TT\$ (33 190 US\$) au minimum. Comme l'a noté le célèbre économiste S. Levitt dans son livre à succès « *Freakonomics* », la répartition des gains tirés du trafic de drogue ressemble à s'y méprendre à celle qu'on observe dans une entreprise capitaliste de vente de hamburgers ou de chaussures de marques (Levitt, S., Dubner, S., 2005)...

A Trinidad, la vente d'un kilogramme de cocaïne en deux cent quatorze onces de crack génère donc immédiatement un revenu supérieur à neuf ans et demi de salaire minimum dans une agence de sécurité ou dans un *fast food*²⁸⁶. La répartition des profits formels se reflète ainsi dans les secteurs illégaux, contrôlés par la même élite triangulaire reliant politiciens, businessmen et trafiquants. Pour les classes pauvres, le glissement de l'espace formel à l'espace illégal est économiquement rationnel. Ce glissement ne permet cependant pas d'échapper à l'organisation économique de l'espace « plantalogique ».

Les saisies des agences gouvernementales affichent des montants ridiculement faibles : 30 kg en 1997 sous l'UNC, 172 kg en 2003 sous le PNM, quand bien même les autorités vénézuéliennes estiment qu'un « petit » groupe comme celui de Miguel Rodriguez (dit « le commandant chinois ») exporte à lui seul douze tonnes de cocaïne par an vers Trinidad. Mais la majeure partie de l'approvisionnement tribagonien est assurée par le « cartel » de Tucupia (Figueira, D., 2001, 2004), qui contrôle le delta de l'Orénoque, en employant les Amérindiens Warao (« *ceux qui vivent sur l'eau* ») - les seuls à pouvoir se déplacer dans le dédale marécageux du fleuve noir (Labrousse, A., 2003).

Dans la période 2005-2006, 80% des saisies sur place représentent des volumes inférieurs à 10kg²⁸⁷ quand les saisies en haute mer sur des cargos chargés à Trinidad impliquent plusieurs tonnes de cocaïne : deux tonnes saisies à bord du cargo *Inge Frank* à son arrivée à Tampa en octobre 1994 (resté en cale sèche les 6 mois précédant le départ dans les chantiers navals de Chaguaramas), quatre tonnes sur un navire en route depuis Point Lisa en 1995, etc. A côté de ces chargements

²⁸⁵ La cocaïne pure prend mal dans les milieux populaires antillais à la fois en raison de son prix élevé, et du mode de consommation (inhalation) – certains suggèrent aussi en raison de sa couleur blanche... Au contraire le crack est relativement peu onéreux et surtout consommable comme une cigarette ou un « spliff » de ganja, par inhalation de la fumée.

²⁸⁶ Tous les calculs présentés ci-dessus sont effectués à partir des prix de vente fournis par Daurius Figueira dans son ouvrage *Cocaïne and Heroin Trafficking, Vol I* (Figueira, D., 2004) et des entretiens ultérieurs avec l'auteur.

²⁸⁷ Calcul effectué à partir des archives quotidiennes du Guardian of the Democracy relatant les saisies.

massifs, des voiliers quittent régulièrement et en toute impunité le port de plaisance de Chaguaramas, chargés de centaines de kilos de cocaïne : en 1994 deux voiliers partis de Trinidad sont arrêtés en mer avec 500 kg de cocaïne, 480 kg répartis sur une flottille arrêtée à Londres après sa traversé de l'Atlantique en 1998... (Labrousse, A., 2003)

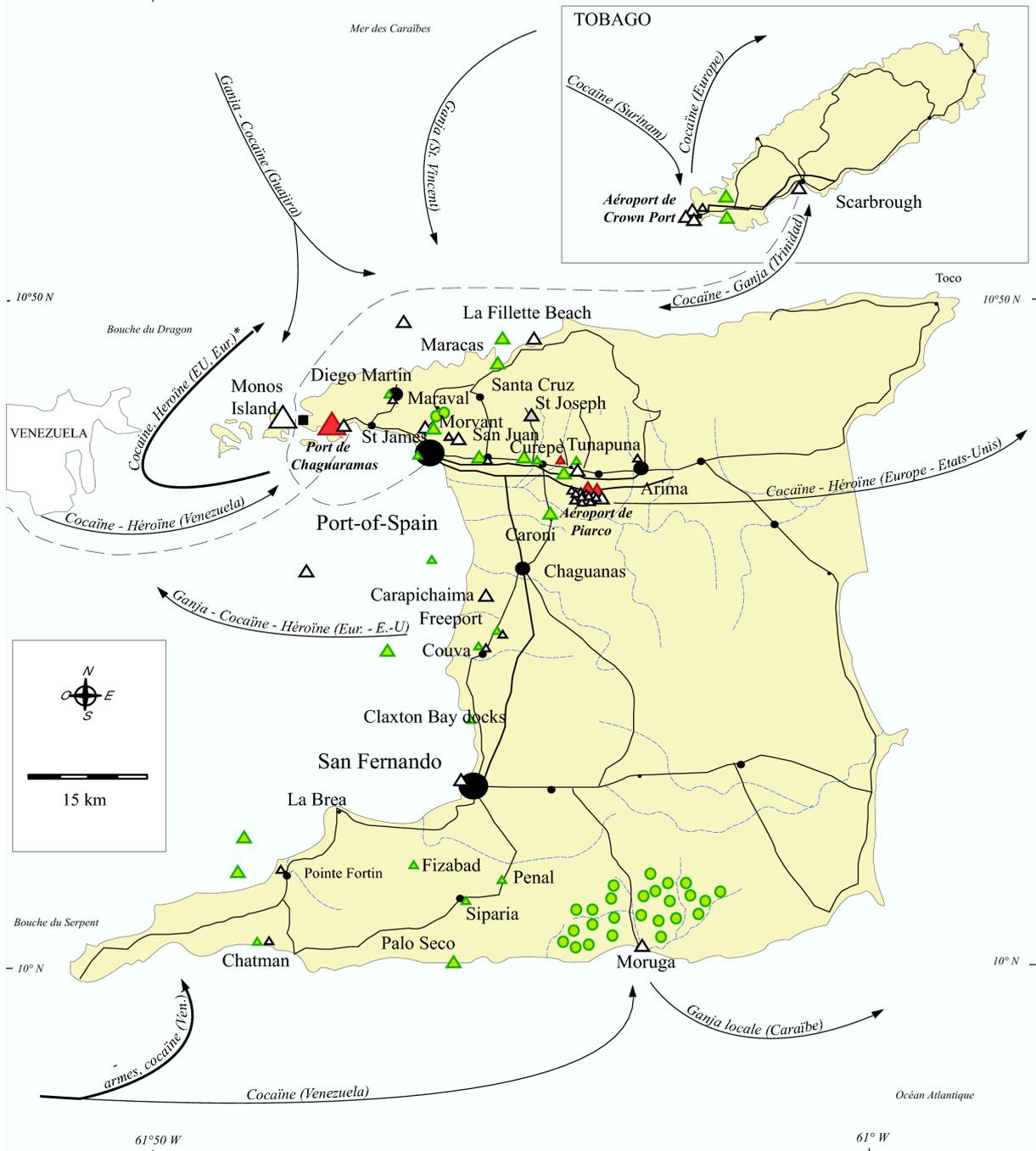
Mais, de 1997 à 2000, sous le gouvernement UNC qui verra le cartel indien s'imposer de manière écrasante dans le pays, les saisies annuelles s'échelonnent entre 30 et 200kg seulement (UNODC 2006), soit moins de 400kg en 4 ans, pas même l'équivalent d'un envoi en voilier vers l'Europe ou les Etats-Unis. En 2001, le PNM revient au pouvoir, et avec lui le cartel syrien (il n'existe pas de cartel afro-trinidadien) ; dès janvier, 510 kg de cocaïne sont saisis à bord d'un cargo de légumes embarquant pour les Etats-Unis pour le compte des trafiquants indiens... Cette saisie marque le lancement de l'assaut du narco-gouvernement PNM contre le groupe indien lié à l' (ancien narco-gouvernement) UNC. La première saisie dans les lignes adverses est supérieure aux saisies combinées effectuées tout au long du règne de Basdeo Panday, dont le slogan électoral était « *reprenons le pays des mains des criminels* »...

Cette cocaïne exportée depuis Trinidad traverse généralement le Golfe de Paria sous le contrôle du « cartel » de Tucupia, relayant le « cartel » colombien de la Vallée du Nord, par envoi de 300kg à 2 tonnes (Figueira, D., 2004, 2005). Ces cargaisons sont réparties sur des navettes rapides, comme les « *balaju* » (Labrousse, A., 2003), qui empruntent en même temps des circuits différents. D'après l'OGD les trafiquants embarquent des enfants à bord pour dissuader les autorités d'ouvrir le feu (Labrousse, A., 2003). De plus en plus, les gardes côtes constatent une sophistication des techniques de déchargement. Un bateau rapide reste très au large, avec l'ensemble de la cargaison, tandis que plusieurs petites embarcations s'affairent à décharger en plusieurs points discrets de la côte nord simultanément (Guardian of Democracy 17 Mai 2005).

Ainsi, alors que les saisies de cocaïne effectuées dans la Caraïbe ont tendance à baisser depuis le début du XXIème siècle (-34% entre 2000 et 2004) (UNODC, 2006), tendance qui pourrait s'inverser rapidement avec l'arrivée sur place des cartels mexicains et les nouvelles routes transcaribéennes vers l'Afrique, les saisies effectuées à Trinidad et Tobago ont été multipliée par 10 de 2000 à 2005, avec la liquidation définitive du cartel indien, sacrifié sur l'autel médiatique, entre les pressions du cartel concurrent syrien et de la DEA²⁸⁸...

²⁸⁸ Calculs effectués à partir des données fournies par l'UNODC en 2006, et par les chiffres présentées par le gouvernement de Trinidad et Tobago suite à la saisie record de Monos Island (1750kg) en août 2005.

FIGURE N°31 : ROUTES ET SAISIES DES DROGUES ILLICITES A TRINIDAD ET TOBAGO (2005-2006)



<p>Pôles Urbains (en nombre d'habitants et services disponibles) :</p> <p>Primaire ●</p> <p>Secondaire ●</p> <p>Tertiaire •</p> <p>Quaternaire •</p>	<p>Axes de communication :</p> <p>Infrastructures routières :</p> <p>routes principales —</p> <p>4 voies / Route Rapide —</p> <p>Rivières - - - - -</p> <p>Liaisons maritimes régulières - - - - -</p>	<p>Saisies 2005 - 2006 :</p> <p>Saisies de drogues illicite :</p> <p>Record : ▲</p> <p>Majeure : ▲</p> <p>Mineure : ▲</p> <p>Type de drogue illicite :</p> <p>Ganja ▲ Eradication de champs ●</p> <p>Cocaïne ▲ Crack ▲</p> <p>Heroïne ▲</p>	<p>Routes de la drogue :</p> <p>— secondaires</p> <p>— principales</p> <p>(*) via Martinique, Guadeloupe, St. Martin, St Maarten, Rep. Dom.</p>
--	--	---	--

Sources : Archives "Guardian of Democracy", 1er Janvier 2005 - 31 Decembre 2006, Labrousse, A., 2003, Figueira, D., 1997 ; 2007 (interview)

On identifie une multitude de points d'entrée du trafic qui obéissent à des logiques spatiales relativement similaires (Carte 31) : la cocaïne arrive par le sud, dans les docks de Point Lisa ou dans la ville reculée de Moruga, par le centre, dans les docks de Claxton Bay près de Couva, elle est larguée dans des baies calmes de la côte nord entre Maracas, Blanchisseuse et Toco, à moins d'entrer directement en pirogue, pour les plus petits envois, à travers le dense réseau fluvial du marais de Caroni. L'endroit idéal est *isolé mais un minimum accessible*. Si possible l'accès doit être restreint, ce qui permet de voir arriver les véhicules de police et de l'armée longtemps à l'avance. Par conséquent le point de largage est d'autant plus adapté qu'il est éloigné des stations des forces de répression. Moruga, au sud, Toco et Blanchisseuse, au nord, sont ainsi des espaces parfaits. L'étendue occupée par la forêt dans ces régions à très faible densité favorise en outre les caches. Le marais de Caroni aussi est idéal car cette interface située face à l'embouchure de l'Orénoque forme un véritable labyrinthe emprunté seulement par les pirogues de pêcheurs. Cependant, dans un contexte de corruption généralisée et d'infiltration par les cartels des structures mêmes de l'Etat, toutes les options sont ouvertes. C'est ainsi que la plus grosse saisie de cocaïne (près de deux tonnes) fut effectuée en 2005 à quelques centaines de mètres seulement du bâtiment des garde-côtes. Dans ce cas, la logique spatiale semble inverse et la cargaison du cartel indien était probablement au contraire sécurisée à proximité de la base militaire.

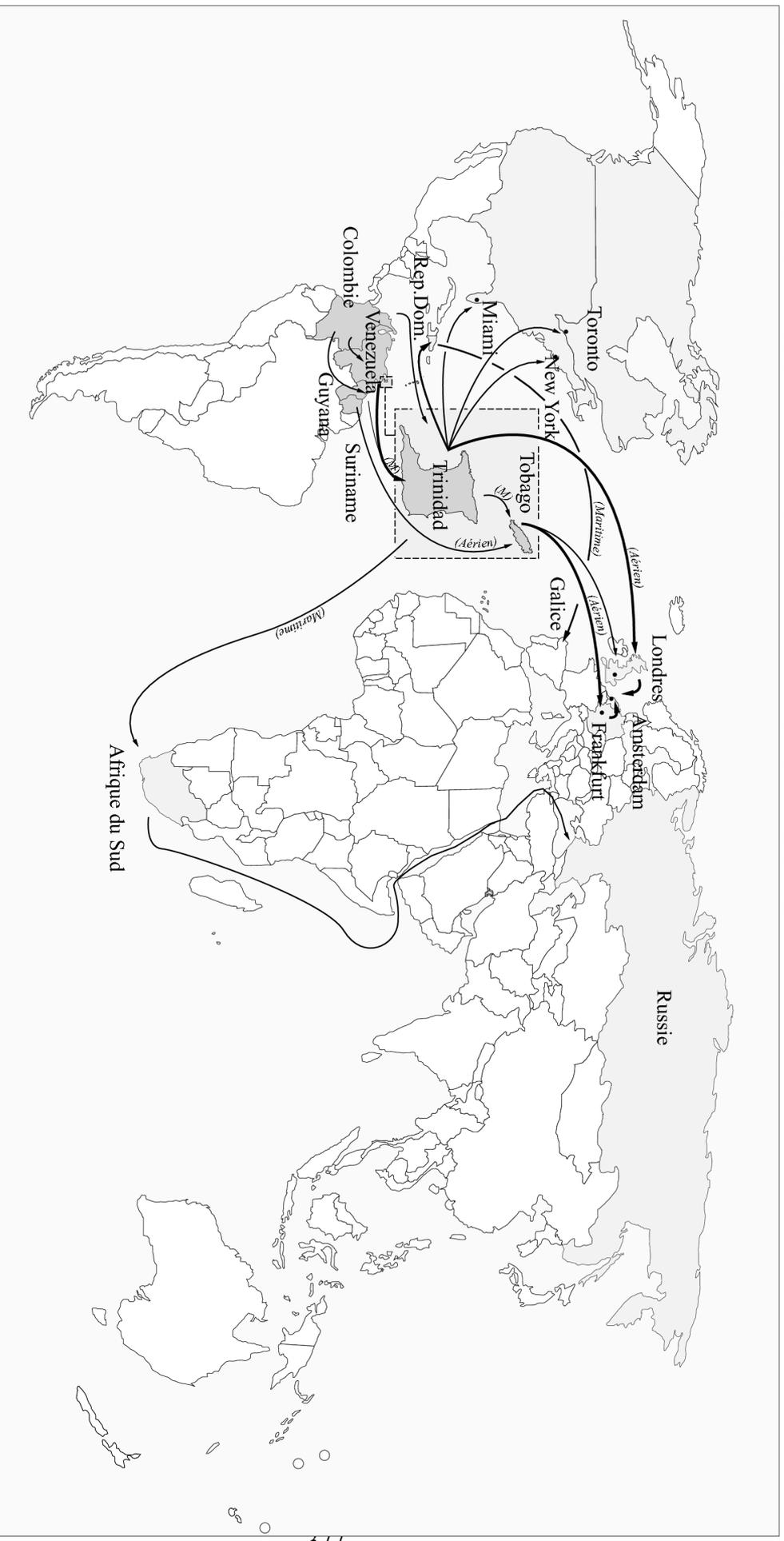
De même, la coutume locale veut qu'on ne révèle pas publiquement le nom du ministre du gouvernement PNM propriétaire du port de Pier I, à Chaguaramas, et de sa ligne directe reliant Guiria, dans le Sucre vénézuélien qui ramène à Trinidad l'essentiel de l'héroïne transitant par le pays, là encore à quelques centaines de mètres de la base militaire. A la sortie du bateau, seul les petits trafiquants vénézuéliens (« *independistas* »), payés quatre à cinq mille dollars pour traverser avec quelques kilogrammes de cocaïne ou d'héroïne sont arrêtés.

La représentation montre le peu de saisies effectuées à l'arrivée et au départ de Trinidad et Tobago, hormis les mules et les colis postaux stoppés avec en moyenne un kilogramme de cocaïne à Piarco (Trinidad) ou à Crown Point (Tobago). Ce dernier aéroport, plus en rapport avec la taille de l'île de Tobago qu'avec le flux quotidien de passagers européens, est récemment devenu un véritable *hub* de la cocaïne tribagonienne, arrivant de Trinidad ou du Surinam, à destination de Frankfurt, Amsterdam et Gatwick à Londres, depuis l'ouverture des lignes directes liées au tourisme tobagonien. Les organisations recrutent de plus en plus fréquemment leurs « mules » en Europe, des femmes blanches de préférence, qui seront chargées d'ingérer environ 96 paquets de cocaïne représentant au total un kilogramme. L'organisateur leur paye généralement le voyage et la semaine de vacances à Tobago plus mille dollars US pour le transport. Ces « mules » Hormis ces « mules »,

qui figurent en bonne position dans la liste des personnes arrêtées et jugées à Trinbago. les arrestations se concentrent sur les petits vendeurs du « corridor ». C'est ce que l'on constate à l'étude de la carte des saisies,

La saisie record de Monos, effectuée en août 2005 est un événement notable de l'histoire des drogues illicites à Trinbago. Fait remarquable, la cocaïne saisie était cachée dans une maison, sur l'île située à quelques centaines de mètres seulement de la base militaire des gardes côtes de Trinidad et Tobago située à la pointe de Chaguaramas, en vis-à-vis direct. Les 1,750t trouvées sur place avec des armes de guerre y ont été déchargées et cachées en toute impunité dans l'une des maisons située au plus près de la caserne. Le 9 septembre, un mois après la saisie, dix officiers parmi les plus hauts placés de la douane nationale, recevaient des menaces de mort, assorties de l'annonce selon laquelle « *le groupe va venir chercher sa marchandise* » (Guardian of the democracy, 10 septembre 2005). Les cinq Vénézuéliens, deux Trinidadiens, et l'Antiguais arrêtés dans la maison de Monos lors de la saisie ont déclaré, au juge ne rien pouvoir dire par crainte pour leur famille. Comme dans le cas de la série de bombes artisanales ayant frappé la capitale en 2005, les responsables n'ont jamais été publiquement dénoncés.

FIG N°32 : RESEAUX DE LA COCAINE TRANSITANT PAR TRINIDAD ET TOBAGO



Sources : D. Figueira, 1997 ; 2000 ; 2003 ; 2007 (interview) ; Labrousse, A., 2003.

Comme le montre la figure (Carte 32), Trinidad et Tobago lie les producteurs colombiens et leurs associés vénézuélien, parfois via le Brésil, le Guyana et la Surinam, à l'Europe occidentale, l'Amérique du Nord, l'Afrique du Sud et la Russie. La République bi-insulaire représente l'exemple type d'un Etat-relais dans le trafic, avec une production marginale (de la ganja en l'occurrence) mais une spécialisation dans le transport. Comme dans le cas de la République Dominicaine, où l'implication de l'armée et des hautes sphères du gouvernement a été révélée par plusieurs affaires d'envergure (Figueira, D., 2004, Labrousse, A., 2003), on pourrait en réalité parler de « narco-Etat-relais ». Dans les deux cas l'enjeu central demeure la perpétuation du pouvoir de l'élite locale, avec, toujours en échange de la certification américaine, des avantages géopolitiques certains. On se rappelle par exemple que la CIA et la DIA purent à deux reprises former les putschistes anti-Aristide en République Dominicaine, et leur y fournir des armes et autres équipements militaires pour mener à bien les deux coups d'Etat (1991, 2004) (DeRienzo, P., 1994 ; Howell, R., 2004²⁸⁹ ; Farmer, P., 2004).

Comme il l'a été souligné plus haut les modalités et les destinations diffèrent entre les îles de Trinidad et de Tobago. Des docks de Trinidad (Point Lisa, Claxton Bay) partent les cargos qui, de plus en plus souvent, sont déchargés des tonnes de cocaïne une fois en mer au profit de navettes rapides qui se chargent de l'étape la plus périlleuse, à savoir l'entrée des marchés consommateurs en Floride, en Galice, etc. Des ports de plaisance de Chaguaramas (Trinidad) et de Pigeon Point (Tobago) partent les flottes de voiliers chargés de centaines de kilogrammes de cocaïne. Ils remontent les petites Antilles jusque dans les DOM de Martinique et de Guadeloupe, dans les dépendances de St Martin/St Maarten, des îles Vierges, ou jusqu'en République Dominicaine, avant de traverser l'Atlantique à destination des côtes de Galice. De l'aéroport de Piarco (Trinidad) et de Crown Point (Tobago) partent les « mules » chargées en moyenne de 1kg de cocaïne ou d'héroïne, en soute (de plus en plus souvent sous forme liquide, dans des bouteilles de rhum ou de shampoing) (Guardian of Democracy, 18 Decembre 2005) ou en paquets ingérés, et les colis postaux avec la complicité des agents corrompus de *TSTT Post*, à destination de Grande Bretagne, de Hollande ou d'Allemagne.

Dans le sens inverse, Trinidad s'intègre progressivement aux réseaux des drogues de synthèses qui quittent la Hollande à destination des confettis du Royaume des Pays-bas que sont Curaçao, Bonaire, Aruba et St Maarten, et l'ancienne colonie du Surinam, en route pour les Etats-Unis (Carte 33). Les réseaux tribagioniens qui ont montré leur efficacité dans le trafic de cocaïne sont revisités par un des groupes de la drogue les moins connus, le groupe japonais, qui le réutilise

²⁸⁹ <http://foi.missouri.edu/newsmgmtabroad/probingusties.html>

via ses façades dans la vente de pièces détachées automobiles (Figueira, D., 2007, Interview). Ce marché est connu pour être contrôlé au Japon par les *Yakusas*, qui semblent prendre progressivement pied à Trinidad. D'après les correspondants de l'OGD sur place, l'organisation trafique aussi de la cocaïne, cachée dans les voitures d'occasion exportées (Labrousse, A., 2003)

FIG N°33 : RESEAUX DES DROGUES DE SYNTHÈSE ILLICITES TRANSITANT PAR TRINIDAD ET TOBAGO



Sources : D. Figueira, 2007 (interview)

4.3.2. La cartellisation ethnique du paysage criminel tribagonien au profit de l'élite « blanche ».

Outre l'organisation criminelle japonaise, évoquée ci-dessus, on distingue six groupes reposant sur une base ethnique, spécialisés dans le commerce de drogues illicites à Trinbago : deux

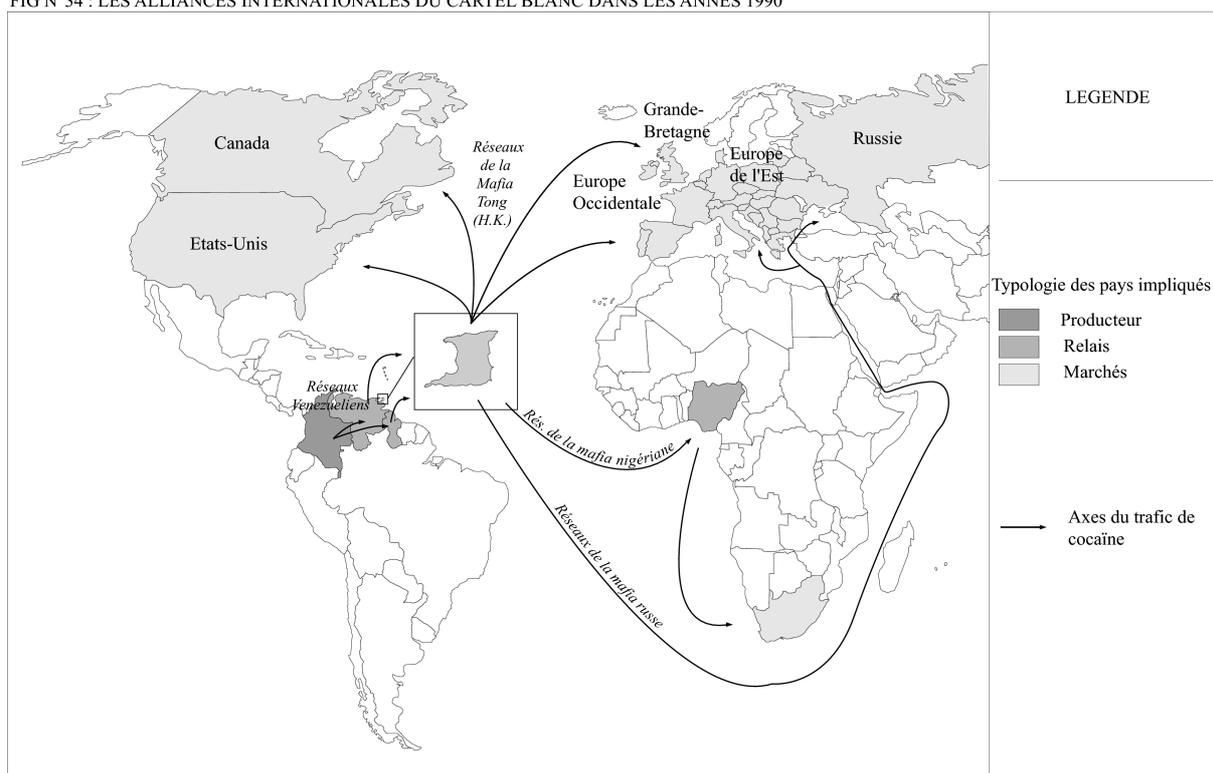
groupes mafieux chinois, un groupe indien, un groupe syrien, un groupe blanc (french créoles et anglo-saxons), et, depuis peu, un groupe nigérian.

Cette organisation à base ethnique du trafic de drogues illicites trouve ses origines dans les inégalités ethnico-économiques héritées de la période coloniale.

Quand les premiers trafiquants vénézuéliens viennent s'installer à Trinidad au début des années 1980 pour établir des contacts pour le compte du « cartel » de Medellín de Pablo Escobar (Figueira, D., 2005), ils se tournent naturellement vers la classe sociale ayant les moyens d'investir dans le trafic de cocaïne de grande ampleur.

Auprès de la minorité blanche, ils rencontrèrent une classe prête à tous les commerces pour perpétuer son pouvoir économique et l'hermétisme de sa caste. Les familles ont fait fortune dans l'exploitation d'esclaves : alors, pourquoi pas la cocaïne ? Les « french créoles », békés locaux, seront ainsi les premiers trafiquants de grande ampleur à Trinidad, se contentant de relayer les productions du « cartel » de Medellín (livrées par ses vassaux vénézuéliens) vers les organisations mafieuses russes, africaines et chinoises (Carte 34). Les mafias russes assurent le transport vers la Russie et l'Europe de l'Est, les Nigériens envoient la cocaïne vers le hub d'Afrique du Sud (mais aussi désormais vers le Golfe de Guinée), et les Tong mettent à profit leurs réseaux diasporiques en Amérique du Nord (Etats-Unis et Canada). Pour s'assurer les faveurs des organisations répressives internationales, le cartel blanc renseigne fréquemment sur les activités des rares vendeurs indépendants qui chargent des vedettes pour la Galice. Sa stratégie spatiale est celle de la monopolisation (cartellisation) et cette monopolisation devient progressivement nécessaire à mesure que la DEA se fait plus pressante, exigeant de voir des têtes de « cartels » tomber. Le trafic de cocaïne est donc le bras illicite du business de la classe blanche de Trinidad, son second allié économique dans sa lutte pour le maintien de la suprématie coloniale. Elle étend l'ombre de sa domination à la fois sur l'espace légal et sur l'espace illicite, reliés entre eux par les façades de blanchiment.

FIG N°34 : LES ALLIANCES INTERNATIONALES DU CARTEL BLANC DANS LES ANNES 1990



Sources : Figueira, D., 2004.

Par mesure de discrétion, et probablement en raison de leur hermétisme social complet, ils ne se livreront jamais à la vente au détail à Trinidad. Ce marché sera remporté par les Syriens dont la situation est légèrement différente. Parmi le flot de familles ayant fui la « guerre du Liban » vers la Caraïbe au milieu des années 1970, ont en effet été envoyés de nombreux « ambassadeurs » des grandes familles mafieuses (les familles Assad, Khaddam, Tlass, etc.) de la vallée de la Bekaa. Leur mission était d'établir des connexions avec les groupes colombiens. Ils pratiquent une extrême endogamie. Les liens du sang avec leurs compatriotes expatriés dans toute la Caraïbe et leurs supérieurs hiérarchiques restés en Syrie, priment. Comme ailleurs dans la Caraïbe, ces familles ont commencé par établir des façades légales dans le commerce, en recyclant l'argent fourni par l'organisation mère. A Port-of-Spain ils tiennent par exemple tout le secteur du textile dans le centre ville commercial. Quand les « French créoles » se lancent dans le commerce international de cocaïne, les Syriens de Trinidad surfent sur la vague naissante du crack et inondent le marché local qu'ils ont créé de toutes pièces en adaptant la cocaïne à la culture psychotrope locale (en la rendant fumable). Ainsi leur fortune croît à un rythme régulier sans aucun obstacle répressif (et par effet de

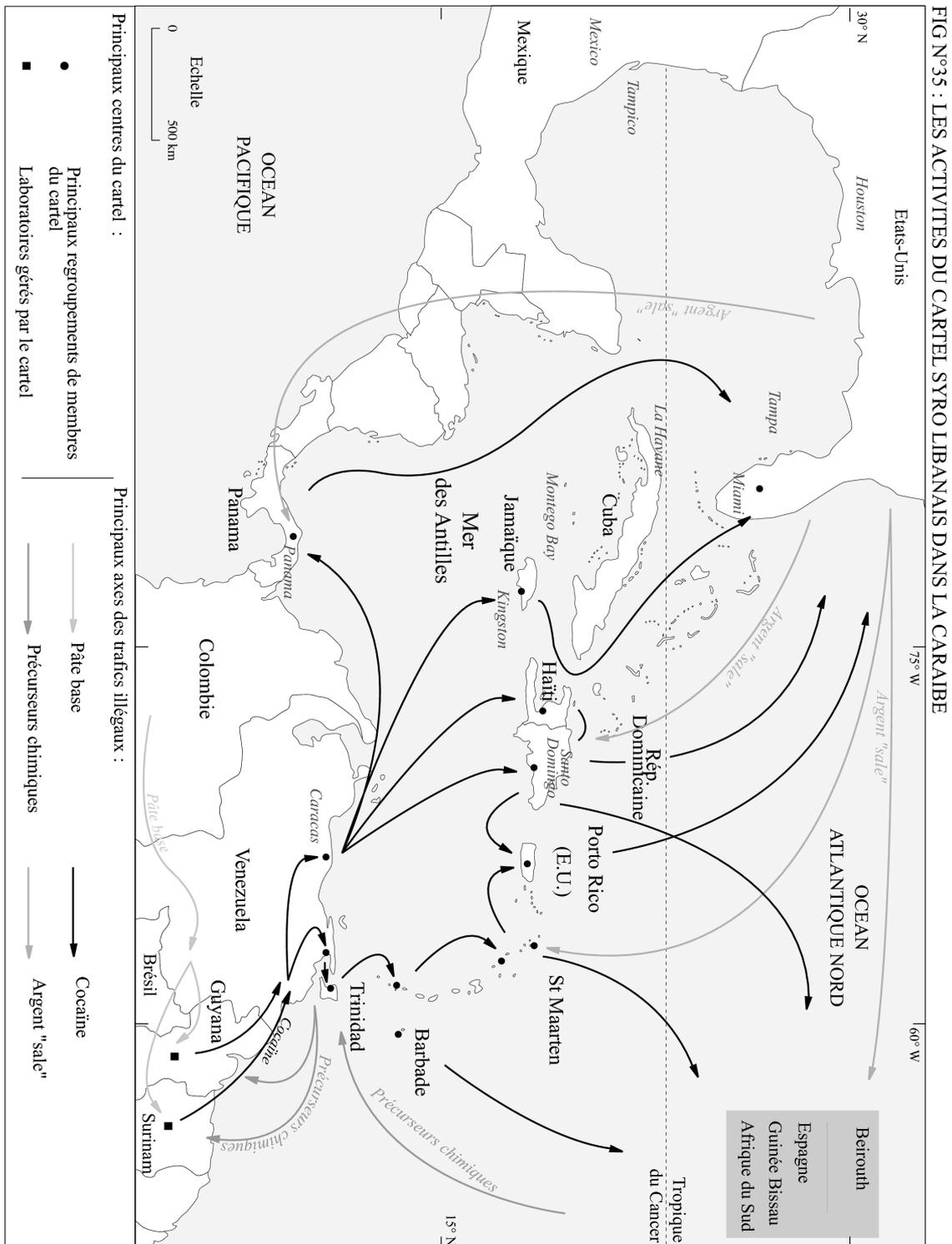
balanciers les ghettos de Port-of-Spain s'enfoncent dans la violence liée à la territorialisation des espaces du crack). Ils investissent massivement les revenus dans les terrains et profitent ensuite de la spéculation, jusqu'à arriver, au milieu des années 1980, à la fois à s'associer avec l'élite blanche et à se connecter à leurs compatriotes au Venezuela, à la Barbade, St Maarten, Haïti, en Jamaïque, au Guyana et au Surinam, et même dans certaines villes des Etats-Unis. Les Syriens montent alors le premier réseau caribéen transnational de distribution des produits colombiens vers les Etats-Unis et rapidement vers l'Europe (cf carte), et ce d'autant plus facilement que la diaspora contrôle les fronts de mer de toutes les îles des Antilles. On les appelle d'ailleurs pour cette raison les « *Bodmè* » en Haïti, et dès 1980 ils peuvent même compter parmi les leurs un premier ministre en Jamaïque (E. Seaga). C'est d'ailleurs avec l'arrivée de ce dernier que la cocaïne remplace la ganja dans les réseaux de trafic des *posses* jamaïcains (Cf Chap. 5).

A Trinidad, au fur et à mesure que leur importance économique et politique croît, ils investissent dans l'industrie chimique naissante et produisent légalement les précurseurs nécessaires à la transformation de la pâte base en cocaïne, que leurs fournisseurs colombiens recherchent avidement : l'urea, l'amonia, etc. Un circuit de distribution illicite vers la Colombie se met en place via le Suriname et le Guyana, ce qui permet, pendant un premier temps, de contourner le Venezuela où les « cartels » de la distribution voient d'un mauvais œil la montée en puissance du groupe syrien. Des laboratoires colombiens sont alors décentralisés dans les marges forestières du Guyana et du Surinam, protégées par l'agitation entretenue, et nourrie en armes, sur fond de rivalités ethniques.

Ces tensions entre Vénézuéliens et Syriens ont atteint leur apogée au début des années 2000, marquée par une série de menaces et de kidnappings, mais les Syriens se sont imposés en raison de leurs liens étroits avec les « cartels » colombiens désormais dominants, notamment le groupe de la vallée du Nord (dont les heures sont comptées). (Figueira, D., 2004).

Les réseaux diasporiques syriens (Carte 35) assurent aussi le blanchiment de l'organisation à travers des « îles-blanchisserie » comme St Maarten et la République Dominicaine, secondairement Trinidad, mais aussi le Panama et Beyrouth. L'archétype de l'« île-blanchisserie » est un espace touristique où il est possible de posséder une façade permettant de justifier des revenus difficilement vérifiables, ce qui est le cas, par exemple, d'un « paradis » du jeu comme St Maarten. (D'où la saturation hôtelière de cette demi-île où, de toute évidence, on ne se soucie guère des taux de remplissage (ni des plans d'urbanisme). Une économie plus variée comme la République Dominicaine permet en outre une multiplication des schémas de blanchiment possibles, tout comme

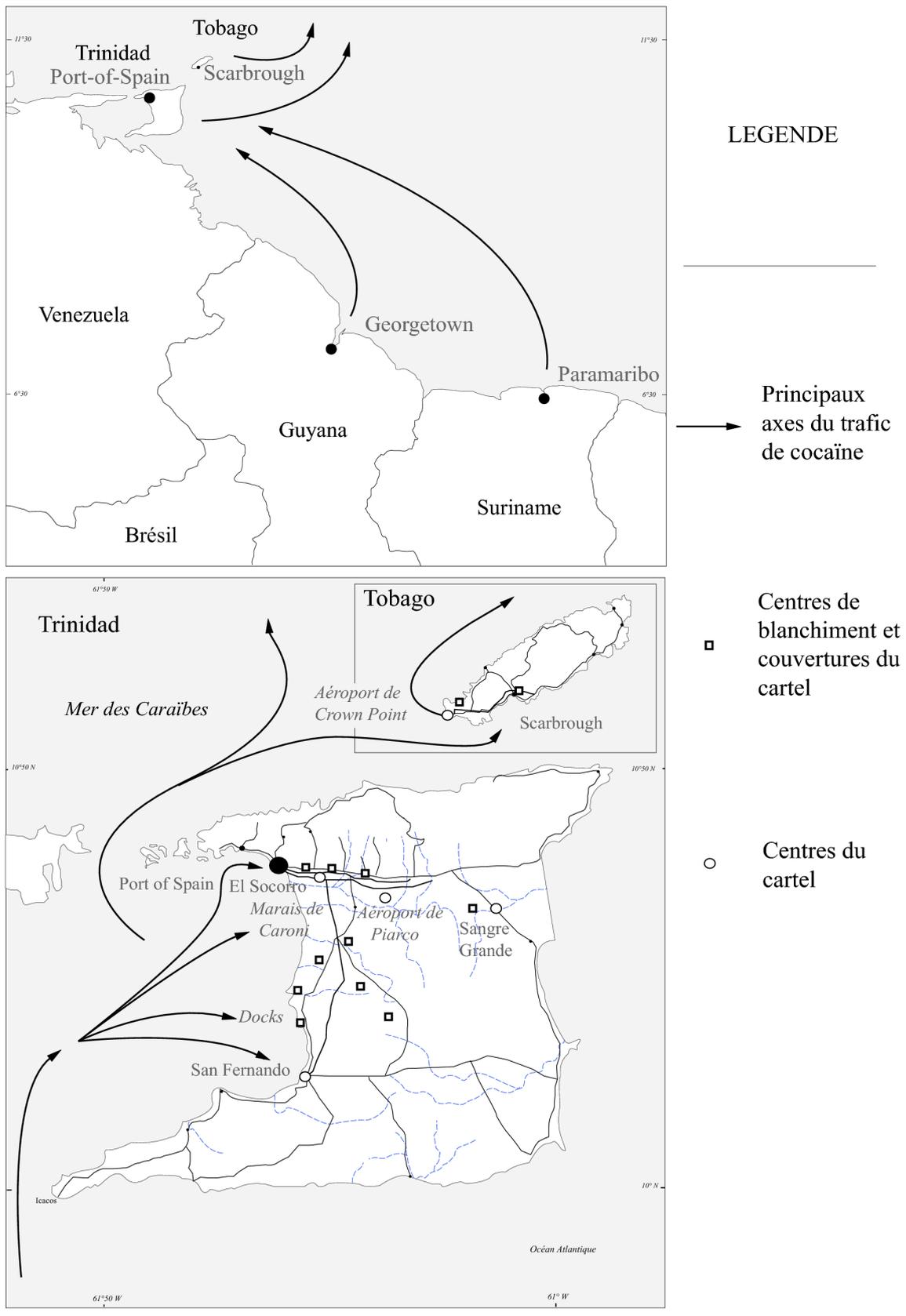
à Trinidad où il est possible de posséder des façades discrètes dans l'espace touristique de Tobago ainsi que dans le secteur pétro-chimique sur l'île principale.



Grâce à leur poids économique et politique, ces deux groupes ont été immédiatement associés aux colombiens, relayant les « minorités majoritaires » indiennes et noires, comme dans l'économie formelle, aux tâches subalternes de déchargement, de surveillance, de protection, etc. Les indo-trinidadiens furent les premiers à se distinguer dans ce rôle d'hommes de main, au point de pouvoir petit à petit importer et vendre eux même quelques kilogrammes de cocaïne, puis des centaines de kilogrammes, puis des tonnes...

L'histoire du clan Boodram, telle qu'elle est relatée par Roopnarine Boodram, frère du célèbre Dole Chadee (Nankisoon Boodram), dans le *Guardian of the Democracy* du 6 janvier 2005 apporte un éclairage sur l'association indienne de trafiquants de drogues illicites. Roopnarine Boodram se lança dans le trafic de ganja en 1974. Il initia son frère Dole au business les années suivantes. En 1984, après plusieurs condamnations pour violences et trafic de ganja, le premier jugement pour trafic de cocaïne tombe et Roopnarine est emprisonné trois ans (*Guardian of the Democracy*, 6 janvier 2005). Ces trois années sont mises à profit par le reste de la famille pour développer l'organisation, en connectant rapidement les parents éloignés de Paramaribo et de Georgetown. Le flot d'argent à blanchir rapidement généré par ce trafic, joint aux séquelles différentielles de la période coloniale, permet aux indo-trinidadiens de prendre l'ascendant sur les créoles, dont les organisations autonomes sont invariablement démantelées. Les commerçants indo-trinidadiens investissent alors massivement ces profits dans l'alimentaire, des docks jusqu'aux supermarchés, et établissent des liens commerciaux étroits avec les Guyanes indépendantes où les populations d'origine indiennes sont majoritaires démographiquement, mais aussi économiquement (Carte 36).

FIG N°36 : RESEAUX DE L'ASSOCIATION DE TRAFIQUANTS DE DROGUES ILLICITES INDIENS



Source : *Figueira, D., 2004*

Autour de San Fernando, en périphérie directe du Trinidad indien, Dole Chadee et Zimmern Beharry deviennent rapidement les cadres d'une organisation indienne bicéphale. La seconde tête, qui emploie les célèbres hommes de main Naim « Nyah » Ali et Teddy « Mice » Khan, se concentre au Nord du marais de Caroni, entre Arranguez et Socorro, pour polariser le *Corridor* et notamment les marchés de consommation des denses ghettos noirs qui s'étendent du marécage de Beetham Gardens à la colline de Laventille.

Cette organisation payera chère son ethnicité populaire et servira de bouc émissaire, livrée par le PNM et le cartel blanc/syrien, sur l'autel médiatique international, et Dole Shadee sera finalement condamné à la peine capitale. Mais une seconde organisation indienne fera son apparition sur les cendres de la précédente avec l'arrivée au pouvoir du parti UNC (parti politique à polarisation indienne) en 1995, cherchant visiblement à renverser l'hégémonie ethnique au profit des indiens, dans les secteurs légaux comme illégaux. Cette organisation est basée sur de nouveaux centres : Sangre Grande et Tobago. C'est à cette époque et sous l'impulsion du second groupe indien que naît à Trinidad le phénomène organisé de l'envoi par « mules », faisant exploser le trafic par les aéroports de Piarco et Crown Point. Le groupe indien sera cependant définitivement anéanti par le retour au pouvoir du PNM, la saisie de Monos (1,7 T) représentant vraisemblablement le dernier acte de cette bataille rangée.

Le cartel blanc/syrien et le groupe concurrent indien formèrent à Trinidad, depuis les années 1980, les deux principaux blocs du paysage criminel en liaison avec le trafic de drogues illicites. Dans l'ombre de ces deux organisations s'activent cependant une foule de gangs et d'organisations criminelles qui fonctionnent elles aussi sur des critères ethniques.

FIG N°37 : LES RESEAUX TONG A TRINIDAD

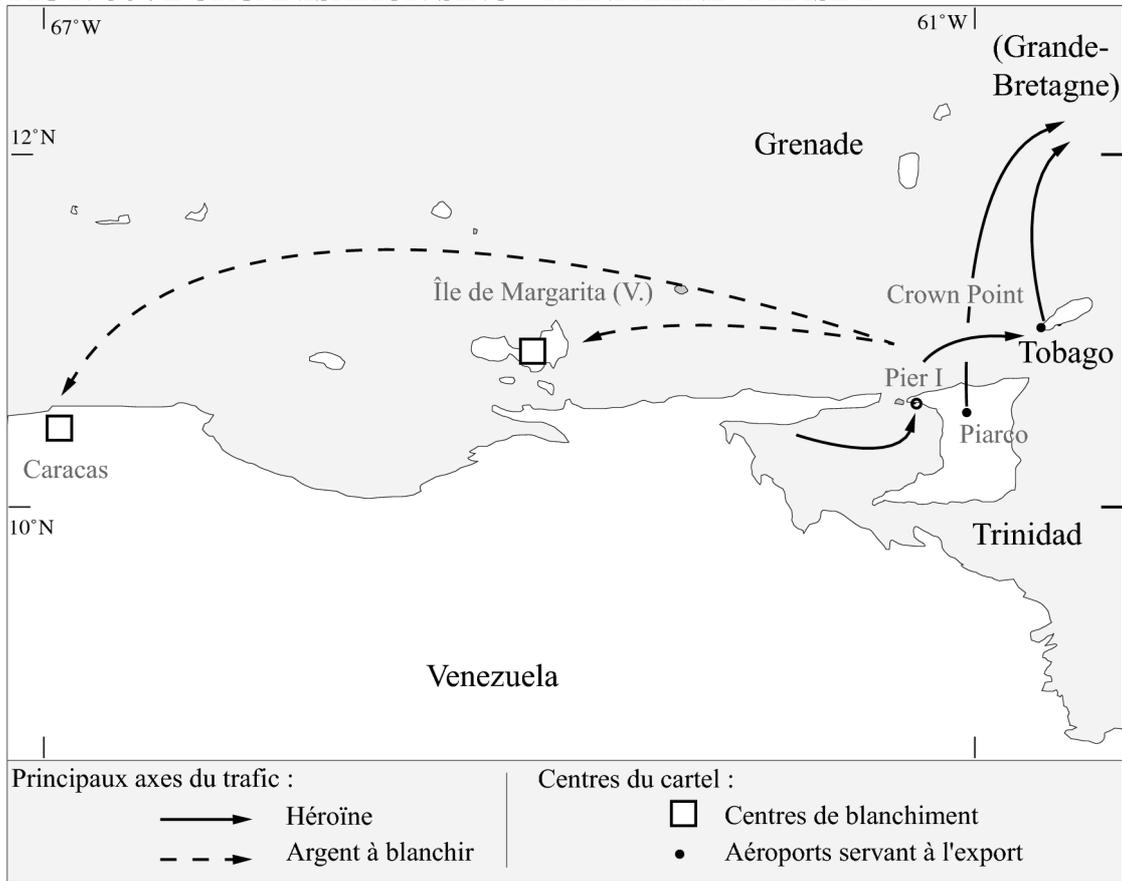


Source : D. Figueira, 2004

On identifie ainsi au sein de la communauté chinoise deux groupes criminels distincts. La branche locale de la mafia Tong (carte 37) assure par exemple ses services à l'organisation mère. Elle tient une place importante comme relais dans le trafic de clandestins chinois vers les Etats-Unis et l'Europe, en les gardant sur place dans l'un des nombreux restaurants et autres commerces tenus par l'organisation dans le *corridor*, le temps nécessaire à la mise sur pied de la seconde partie du voyage. Ce réseau a bénéficié de la politique du gouvernement chinois visant à accroître les échanges commerciaux avec les Antilles, en fournissant prêts, contrats et parfois même travailleurs (comme dans le cas de la construction des stades pour le mondial de cricket de 2007), dans l'objectif de se positionner à proximité du marché des Etats-Unis. De la même manière, les Tong parent

exploiter la densification des échanges entre les deux régions et vers l'Amérique, pour s'immiscer dans le trafic de cocaïne colombienne.

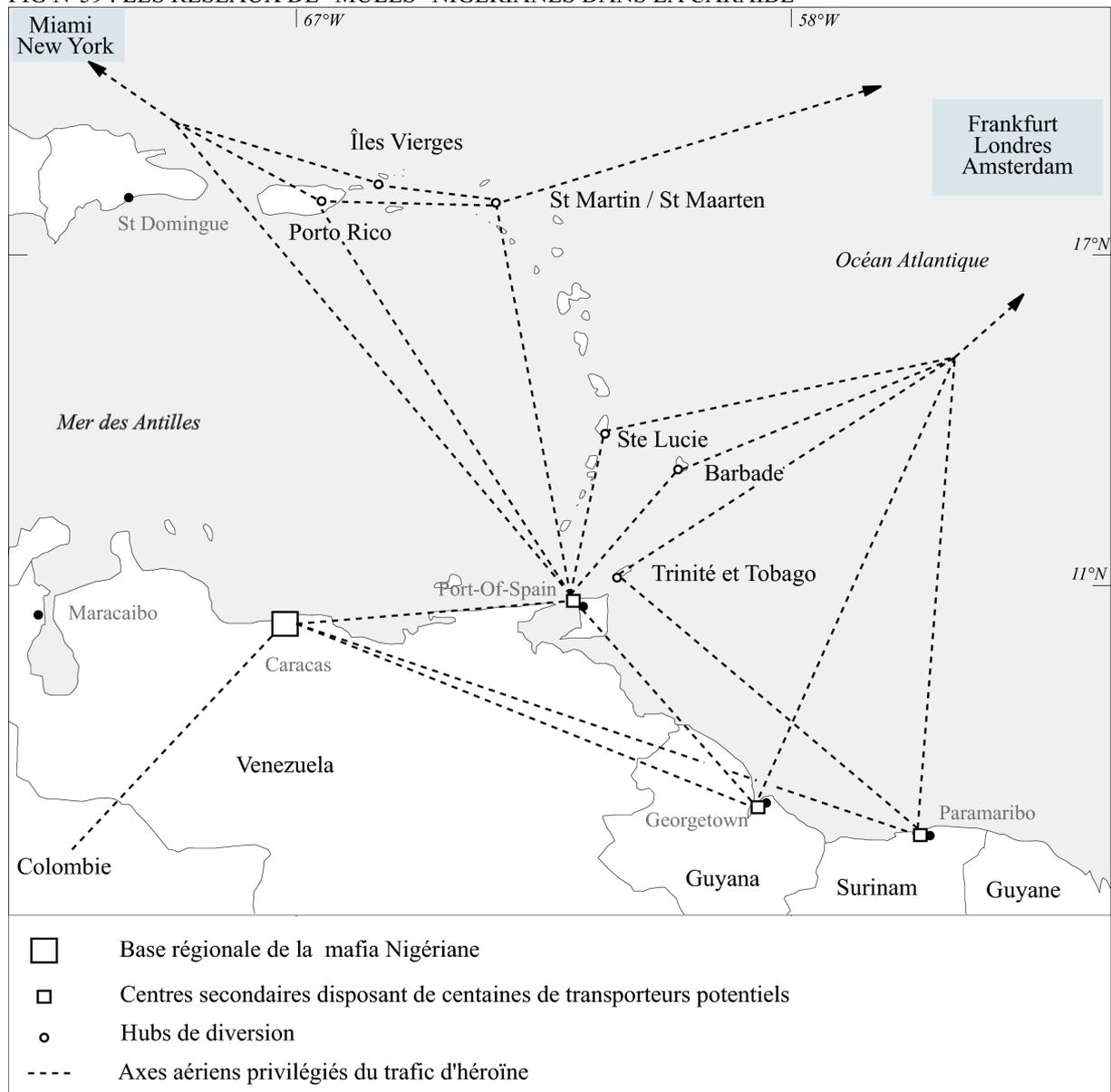
FIG N°38 : L'ORGANISATION SINO - TRINITEENE "PHASE 2"



Sources : Figueira, D., 2004.

Une seconde organisation de la diaspora chinoise, connue sous l'appellation de « Phase 2 », exerce ses talents à une échelle plus limitée (Carte 38). Le groupe se contenterait de petits envois d'héroïne (meilleur rapport poids-bénéfice dans le trafic de drogues illicites) vers l'Europe et les États-Unis. Elle blanchit ses profits dans la communauté de Caracas et dans l'île touristique de Margarita.

FIG N°39 : LES RESEAUX DE "MULES" NIGERIANES DANS LA CARAIBE



Sources : Figueira, D., 2004 ; 2007 (Interview)

La branche régionale de la mafia nigériane se concentre elle aussi sur le marché plus erratique mais beaucoup plus rentable de l'héroïne (carte 39). Les Nigériens furent parmi les premiers trafiquants africains à se tourner vers le trafic mondial de drogues illicites à grande échelle, précisément avec l'héroïne produite en Asie du sud-est. Cette spécialisation remonte au premier choc pétrolier. Depuis, la militarisation du régime a poussé ces groupes à migrer vers les pays voisins du Golfe de Guinée, mais aussi vers les Etats Unis et l'Amérique du Sud (Cruse, R., Figueira, D., Labrousse, A., 2008). Ils sont par exemple bien implantés à Caracas, et quelques centaines de leurs représentants vivaient sur le territoire tribagonien (Figueira, D., 2007), en se fondant dans la population noire du corridor. Là, ils attendent un emploi temporaire de « mule » vers les Etats-Unis et l'Europe au

travers de circuits aériens complexes pour confondre les services de répression. C'est l'organisation qui a actuellement la croissance la plus rapide à Trinidad, et la seule organisation noire à s'imposer sur le marché international des drogues illicites à Trinbago.

Car les créoles tribagioniens sont relégués au rang de consommateurs passifs ou de petits trafiquants indépendants. Toute progression dans la hiérarchie des groupes criminels du transport de drogue transcaribéen est stoppée par une répression concentrée sur ce groupe ethnique, qui remplit les prisons tribagioniennes pour la possession de moins d'un kilogramme de cocaïne, souvent à 10 grammes. Beaucoup tentent cependant de copier l'ascension du groupe de Dole Chadee en se posant comme indépendants. Pour ce faire ils s'appuient sur les petits vendeurs vénézuéliens (*independistas*), leurs homologues de l'autre côté du Golfe, indépendants qui, poussés eux aussi par la misère, traversent la « bouche du dragon » en emportant oiseaux, armes ou cocaïne, espérant une vente à Trinidad. Ceux-là sont non seulement la cible de la répression à la sortie du bateau à Pier I (Chaguaramas), mais ils sont en plus souvent simplement dépossédés de leur marchandise et abattus par les gangs locaux avant d'être jetés à la mer. Car, comme les indépendants tribagioniens, ils ne bénéficient d'aucune protection. Ces indépendants vénézuéliens sont d'ailleurs souvent eux mêmes issue des classes parias, « *metiztos* » ou « *negro* » des côtes pauvres ou des « *barillos* » vénézuéliens.

A Tobago, où le criminalité était, jusqu'à une époque récente, un phénomène inconnu, hors des scènes de ménages houleuses (le célèbre « *Tobago love* »), l'apparition de l'artère névralgique de Crown Point a créé de toutes pièces une économie du crime liée au crack qui reste sur place, en paiement des services rendus (transport entre les îles, stockage, protection, etc.), et des caisses qui échouent sur les plages, témoignages muets de la piraterie sauvage qui frappe aussi les transporteurs de drogues illicites.

On peut donc parler d'une véritable « anti-mafia » noire, reliant les « *barillos* » de Caracas aux ghettos de Port-of-Spain, qui s'entretue dans une optique de survie pour les miettes du trafic de cocaïne abandonnées dans l'orgie criminelle, raciste, et « plantalogique » du cartel blanc/syrien des drogues illicites. L'élite blanche, bâtie sur les fondations du commerce triangulaire, se maintient dans son statut colonial, un demi-siècle après l'indépendance, grâce à la monopolisation du commerce des drogues illicites. La drogue est donc, à Trinidad, comme dans le reste de la Caraïbe, un puissant outil politique servant le maintien des castes blanches au détriment des majorités ethniques créoles (et indiennes dans le cas de Trinidad), par la création d'un cartel monopolisant les services requis localement. Mais la roue tourne...

4.3.3. La colline du calvaire noir de Laventille, pivot majeur de la géopolitique des drogues illicites à Trinidad :

*“This is the hill, Calvary Hill,
where the sun set on starvation
and rise on potholed roads,
thrones for stray dogs that
you could play banjo on their rib bones,
holding garbage piled high like a cathedral,
sparkling with flies buzzing like torpedoes;
and if you want to pass from your yard to the road
you have to be a high-jumper to jump over the gutter full up with dirty water,
and hold your nose.
Is²⁹⁰ noise whole day. Laughter is not laughter ;
it is a groan coming from the bosom of these houses – no – not houses,
shacks that leap out of the red dirt and stone, thin like smoke,
fragile like kite paper,
balancing on their rickety pillars as broomsticks on the edge of a juggler’s nose.
This is the hill, swelling and curling like a machaue²⁹¹ snake
from Observatory Street to the mango trees fields in the back of Morvant,
its guts stretched to bursting with a thousand narrow street
and alleys and lanes and traces and holes,
holding the people who come on the edge of this city to make it home.”
In Lovelace, E., 1979, “The Dragon can’t dance”*

Un certain lyrisme se dégage de la colline de Laventille, ventre enflé de la capitale, la « ville africaine » méprisée par un pays tout entier, pour qui elle a pourtant conçu, enfanté, et nourri les formes les plus reconnues de l’art synchrétique trinitadien. C’est dans ses arrière-cours surpeuplées que les travailleurs las ont en effet recyclé les poubelles en acier et les vieux bidons de pétrole qui forment, entre leurs cases bancales en bois sous tôles et la mer, le premier plan de leur archétype paysager, pour en faire un instrument capable de traduire et de transformer leur souffrance en une mélodie qui allait devenir celle d’un pays. Avant que le Reggae ne sorte des ghettos Kingston Ouest, la colline de Laventille avait accouché du *Steel Pan*, pulsation du carnaval, et du Calypso, intellectualisation poétique et humoristique des ressentiments populaires.

C’est sans doute ce lyrisme qui pousse les tour-opérateurs les plus téméraires à ajouter à leur programme, entre le zoo et le jardin botanique, et quand le climat le permet, la visite de Laventille

²⁹⁰ Noter la contraction possible du « It is » en « Is » en début de phrase dans le créole anglophone de Trinidad.

²⁹¹ Serpent venimeux répandu à Trinidad.

(ou de Trenchtown en Jamaïque) pour le plus grand bonheur de leurs « routards » fortunés, dont l'œil brille à l'idée utopique d'approcher l'épicentre culturel. Ces touristes sont à mille lieues d'imaginer que, de l'autre côté de la lentille de leurs appareils photographiques, les éclairs de leurs flashes vont se perdre dans un dédale de ruelles enfermant les secrets les plus inavouables de la géopolitique de l'île, sur fond de racisme et de paternalisme colonial anachronique.

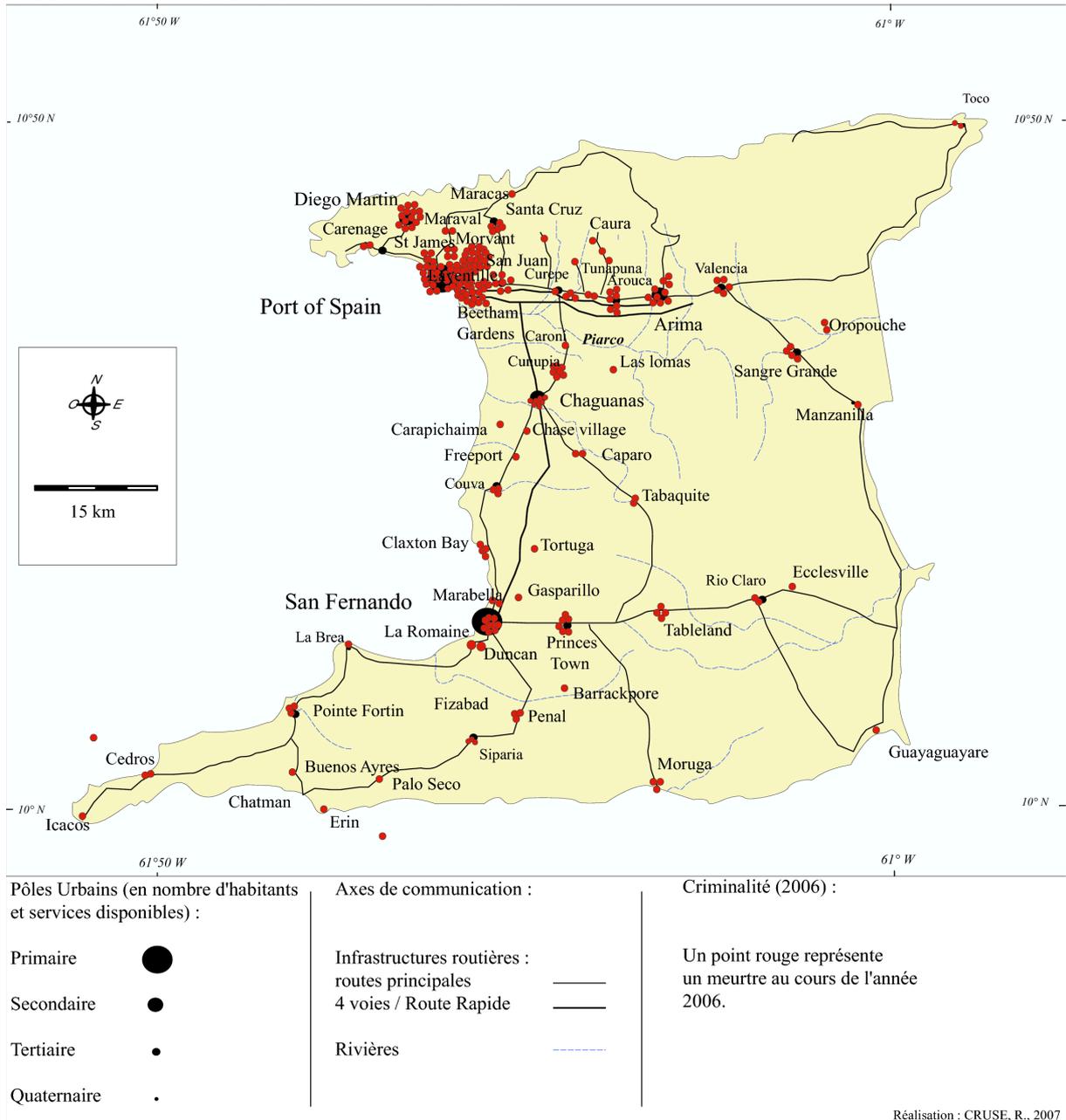
L'économie informelle et criminelle de la « colline du calvaire »

Avant de devenir la « colline du calvaire », Laventille fut la « colline du compromis²⁹² », le refuge des milliers d'hommes et de femmes qui, au jour le jour, luttent pour joindre les deux bouts. C'est de cette boursoufflure de l'espace urbain que sortent les milliers de « higglers », vendeurs informels qui peuplent trottoirs, intersections et devantures de magasins tout le long du corridor, vendant ça et là sachets de pois chiches (*chana*) frits, cachous, encens, chaussures, vêtements et sous-vêtements bon marchés achetés dans les zones franches commerciales de Curaçao, sandales en cuir recyclé (*ras shoes*), colliers artisanaux et bijoux en or, DVD pirates, etc. C'est pour descendre et remonter les pentes de la colline, et pour disparaître dans les rues de la capitale lors des passages de la police, que les adolescents montent sur roulettes un batterie de voiture, des enceintes et un lecteur pour vendre leurs copies pirates des CD en vogue pour la modique somme de 20TT\$²⁹³. Ne reste à ceux qui refusent les emplois de soudeur, maçon, plombier ou employé de *fast food* payés au salaire minimum, et ce *hustle* infernal du secteur informel aléatoire, à tous les ambitieux et les désespérés, que le vaste secteur de l'économie criminelle qui embauche à tour de bras sur la colline. C'est sur cette économie criminelle (avec un taux de meurtres par habitant dramatique), comme sur l'odeur d'une ville sans système d'évacuation, « *la puanteur du déclin* » (Linton Kwesi Johnson, 1980), que s'est construit le sentiment de rejet des classes moyennes vis à vis de la colline, nourri par une répulsion, aussi, pour les contre-cultures remettant en cause l'hégémonie du christianisme colonial.

²⁹² Ces deux expressions sont employées par E. Lovelace pour désigner la colline de Laventille dans sa nouvelle « *The Dragon Can't Dance* ».

²⁹³ Les CD et DVD originaux sont vendus au même prix qu'aux Etats-Unis, soit souvent plus de 100TT\$, l'équivalent de plus de dix heures de salaire minimum...

FIGURE N°40 : HOMICIDES A TRINIDAD EN 2006



Sources : Archives Guardian of Democracy, 1er Janvier - 31 Decembre 2006

Les représentations montrant la répartition géographique des crimes commis dans l'île durant la période la plus meurtrière de l'histoire de la République permettent de prendre conscience de l'ampleur du problème (carte 40). Les localités d' East Dry River, de Never Dirty, Beetham Gardens, Laventille, Morvant, Belmont, et leurs périphéries San Juan ou St James sont noyées dans le sang de leurs propres habitants, généralement les jeunes hommes créoles âgés de 15 à 30 ans. Ce qu'on nomme ici la « Laventillisation » s'étend depuis peu jusqu'à Diego Martin, seconde concentration urbaine du pays, et, de manière plus sporadique, tout le long du corridor.

Par ailleurs, bon nombre de crimes constatés dans d'autres localités, notamment dans le Central, sont le fait de *gunmen* embauchés dans ces mêmes ghettos. L'objectivité pousse donc l'observateur à affirmer que l'impressionnante criminalité de Trinidad est le fait de jeunes hommes noirs issus des gangs de la capitale, ce que la communauté indienne et son parti politique ne manquent pas de souligner, de la même façon que les commerçants indo-guyanais se lamentent du racisme criminel qui les frappe de plein fouet à Georgetown, de la part des gangs noirs de Buxton en particulier. Le succès de la communauté indienne sert parfois à condamner une prétendue jalousie criminelle de jeunes noirs qui refuseraient de travailler au profit d'une vie facile de parasite. Cet argumentaire aussi raciste que bancal a fait son chemin à travers terre, fleuves et océan, de Paramaribo à Port-of-Spain, à travers toute la Caraïbe indo-créole.

Cette analyse ne tient cependant pas compte de la complexité de ces nations inachevées et de la géopolitique des drogues illicites dans la région, dont les entrepreneurs sont en réalité les employeurs des *gunmen* de la colline du calvaire, de Buxton au Guyana, et de de Paramaribo au Suriname.

Comme nous l'avons noté, le marché exceptionnel des drogues illicites à Trinidad et Tobago est l'objet d'une cartellisation, c'est-à-dire d'une lutte géopolitique majeure pour la monopolisation du contrôle territorial de l'ensemble des opérations illégales transitant par le pays par un seul groupe criminel. Comme il l'a été dit plus haut, l'élite blanche (« French créoles » et Britanniques) s'est associée aux « hommes d'affaires » syriens pour former un groupe capable de bloquer toute ascension économique des populations noires et indiennes et ainsi reproduire assez fidèlement l'ancien modèle colonial, à son profit. Mais, à partir des années 1980, les hommes de main indiens arrivent progressivement à bâtir une entreprise illicite capable de concurrencer, à long terme, le monopole ainsi mis en place. Grâce à ses connexions avec le gouvernement PNM, l'élite économique qui le finance fait pression, à partir du début des années 1990, pour éliminer ce groupe indien en formation. L'élimination de Dole Chadee et celle de Zimern Beharry seront les plus célèbres « dommages collatéraux » de cette guerre souterraine (penser aussi à la famille Ramdhanies de Cedros, emprisonnée, aux frères Ramlochan, assassinés tandis que leur sœur est extradée aux Îles Vierges, etc.). Dole Chadee a été envoyé dans les couloirs de la mort par le gouvernement PNM après son arrestation, en 1994, Zimern Beharry livré sur un plateau à la DEA. Ces deux hommes de main du groupe indien, vendus à la DEA comme « têtes » de l'organisation, sont en fait l'offrande faite aux Etats-Unis par le gouvernement, et par le cartel de la drogue syrien/blanc, pour soulager la pression. Le PNM abat ainsi deux oiseaux d'une seule pierre et montre au grand jour son véritable profil d'Etat-Janus. Mais contrairement au à la divinité bi-face de la

mythologie romaine, l'Etat tribagonien semble avoir la capacité de se tourner dans plus de deux directions à la fois, et le groupe indien possède déjà tellement d'attaches politiques que le PNM ne pourra décapiter l'organisation - en livrant ses véritables financiers aux autorités américaines.

L'UNC au pouvoir 1995-2001

Les cartes de la géopolitique des drogues sont redistribuées en 1995 quand la coalition NAR/UNC détrône le PNM de la « Maison Rouge »²⁹⁴. Basdeo Panday s'installe dans le fauteuil de premier ministre et place aussitôt à des postes clés des représentants de l'organisation indienne qui renaît de ses cendres, fortes de ces nouveaux appuis politiques. (plusieurs membres de cabinets ministériels, la direction des autorités aéroportuaires, des postes et télécommunications TSTT, à PETROTRIN, ainsi que dans les agences relayant localement la DEA, etc.) (Figueira, D., 2000). Grâce à ces connexions, et à la prise des postes clés dans les communications, le groupe se connecte rapidement avec le Suriname et le Guyana, via une série d'entreprises de transports de produits agricoles, la *Hindou Credit Union* pour la gestion régionale des fonds du trafic, etc. Le groupe indien prend rapidement la forme d'un proto-cartel régional à vocation monopolistique. Bien entendu, cette ascension se fait au détriment du groupe blanc/syrien, dépossédé des postes clés au gouvernement et dans les secteurs publics, et perdant ainsi une localisation stratégique dans la région caraïbe. La réaction logique du groupe sera dès lors de financer massivement le PNM pour accélérer son retour sur la scène politique. Le temps que passe l'orage, on tente tant bien que mal de pacifier les relations avec le cartel indien, qui envoie ses milices dans les ghettos pour s'imposer en fournisseur. (Figueira, D., 2000)

Mais le gouvernement UNC est trop radical dans sa volonté d'imposer l'indianité aux secteurs de l'économie informelle comme dans le secteur formel. En s'attaquant à la culture créole véhiculée par le Calypso par exemple, il se met définitivement à dos les électeurs noirs potentiellement attirés par son programme sécuritaire - qui s'avère d'ailleurs rapidement être une façade de papier mâché tant la criminalité explose, le trafic de drogues illicites devenant trop voyant, et l'implication du gouvernement trop évidente.

Si l'UNC est aussi notoirement corrompue que le PNM, le groupe est en outre très impopulaire aux yeux de la majorité créole, et cette tendance sera amplifiée par la tentative de Basdeo Panday de transformer le Calypso comme Edward Seaga avait, avant lui, bouleversé le *Dancehall* jamaïcain.

²⁹⁴ Siège du Gouvernement.

Pour le premier carnaval organisé sous le gouvernement UNC, Watchman chantera un « *Panday needs glasses* » (1997) dans lequel le calypsonien se moque ouvertement de la corruption du régime UNC et de son premier ministre, que la rumeur dit enclin à la boisson. L'idée du morceau est celle d'un Basdeo Panday aveugle (rappel historique d'un Docteur William sourd) portant des lunettes noires, qui ne voit pas la corruption sur le chemin qui le mène, en traversant la Maison Rouge, vers une bouteille d'alcool. Les célèbres calypsoniens Crocro, Sugar Aloes, et Pink Panther usent de leurs talents humoristiques pour enfoncer le clou la même année et le premier ministre menace aussitôt de les censurer.

C'est la première fois de l'histoire du Calypso qu'un dirigeant met les pieds dans le plat du commentaire social. Eric Williams par exemple n'a jamais commenté les nombreux calypos le décrivant comme un « sourdingue » (« *Deafie* ») et ridiculisant sa politique, pas plus que Robinson, décrit comme un conducteur incapable de diriger son véhicule. Basdeo Panday tente de faire taire les calypsoniens, qu'il décrit comme appartenant à une tradition raciste anti-indienne²⁹⁵, et de les interdire, au point que Collin Powel, en visite à Trinidad, doit lui conseiller de mettre de l'eau dans son vin face à cette tradition de commentaire social qui fait aussi office de soupape de sécurité pour le ressentiment populaire (Lashley, L., 1998).

Quand Sugar Aloes commente avec humour le comportement de la femme du premier ministre, qu'on voit souvent éponger le front de son mari en public, et huer l'opposition (1998), Basdeo Panday), pratiquant la stratégie de la victimisation, s'insurge contre le prétendu racisme de l'attaque (Sugar Aloes est afro-trinidadien, la femme du premier ministre d'origine indienne). Utilisant comme levier la célèbre *Calypso Monarch Contest*, compétition annuelle sponsorisée par le gouvernement²⁹⁶, Panday est bientôt capable de censurer les artistes qui lui font de l'ombre : Sugar Aloes est exclu de la compétition dès 1999 sous prétexte de « *la possibilité de gêne imposée aux membres de l'audience* ». En 2000 l'UNC enfonce le clou avec un texte de loi intitulé *Equal Opportunuties Bill* qui interdit « *toutes sortes de discriminations* » dans les *dancehalls* et les théâtres (Lashley, L., 2004). Le journaliste T. Joseph, qui a étudié, de longue date, les rapports entre politiciens et calypsoniens, y voit à juste titre un outil à la définition assez vague pour être utilisé comme moyen de pression sur les chanteurs.

Dans le même temps l'UNC récupère la Calypso en instrumentalisant certains artistes dans la campagne de 2000 : deux calypsoniens afro-tribagoniens, Gregory « GB » Ballantine et « M'Ba », sont embauchés pour soutenir la campagne du parti indien. Ballantine chantera par exemple dans

²⁹⁵ Le calypso est une culture urbaine issue des milieux pauvres de la périphérie de Port-of-Spain, un espace majoritairement créole.

²⁹⁶ Cette compétition est restée longtemps un des événements nationaux les plus importants de l'année et les calypsoniens, qui n'ont pour beaucoup pas d'autre sources de revenus que leurs chansons, en profitent souvent pour engrener une partie substantielle de leur salaire annuel.

« *double or nothing* » son enthousiasme pour les mesures prises par le gouvernement UNC, notamment la construction de postes de police et l'introduction d'un salaire minimum (7TT\$/h ...) pendant que M'Ba offrira l'explicite « *Put We back* », le Parti payant les stations de radio pour diffuser ses calypsos (Joseph, T, 24 Nov 2000²⁹⁷).

Malgré les fraudes patentées aux élections de l'année 2000 (bourrage d'urnes, etc.²⁹⁸), aucun calypsonien n'osera aborder ce sujet l'année suivante ; ils se contenteront de blâmer les afro-tribagioniens pour avoir remis au pouvoir l'UNC, légitimant sa victoire. Les commentateurs politiques les plus subtils de la scène Calypso ne sont pas présents lors des compétitions de 2000 et 2001... Crocro, par exemple, qui écrira deux textes sur le déroulement anormal des élections au début de l'année 2001, se verra exclu de la compétition, après onze années de présence ininterrompue - et la compétition sera décrite comme la plus pathétique de l'histoire du *Monarch Contest* (Cf. *Calypso Apathy* dans *Sunday Express*, 4 mars 2001). La popularité qui passe par la présence à ces événements annuels passe donc aussi désormais par des textes moins engagés. La tradition du commentaire social disparaît peu à peu.

Après la campagne sécuritaire qui a porté la coalition au gouvernement, la scène nationale du crime explose. Apparaissent dans les ghettos de milices embauchées par l'UNC, et financées par un détournement habile de l'aide destinée aux chômeurs. Leur mission ? Asseoir la domination du groupe indien dans le corridor en expulsant les fournisseurs syriens. Parallèlement, au sein du groupe criminel indien se joue une guerre pour l'accession au poste laissé vacant par la chute du bouc émissaire Dole Chadee et des autres victimes de la campagne de pressions américaine. En décembre 2001, un commissaire de police affirme que 65 à 70% des crimes commis dans l'île cette année-là sont liés à cette course au pouvoir au sein du groupe criminel indien (cité dans Figueira, D., 2004).

Sur le plan international, le régime de Panday, qui a pourtant choisi de s'établir délibérément en laquais de Washington (en signant le *Shiprider agreement* puis en soutenant les manœuvres d'ingérence régionale des Etats-Unis auprès du CARICOM) s'attire les foudres de l'administration Clinton pour avoir trop ouvertement favorisé le groupe criminel indien, cible unique de la répression américaine depuis 1985, et n'avoir pris aucune mesure, même symbolique, contre le trafic de cocaïne. Trente kilogrammes seulement seront saisis en 1998 (UNODC, 2005)

²⁹⁷ "Lyrics to make a politician cringe" <http://www.trinicenter.com/Terryj/2000/Nov/lyrics.htm>

²⁹⁸ Fraudes qui caractérisent la vie politique depuis l'indépendance de Trinidad et Tobago, dans le plus grand silence de la communauté internationale.

alors qu'un seul envoi vers ou au départ de Trinidad implique en moyenne entre 500 kg et deux tonnes (Figueira, D., 2004).

Par ailleurs l'ampleur du scandale de l'aéroport de Piarco se précise, avec l'implication directe de financiers et de ministres UNC, mise en évidence par les informations révélés par les membres du « cartel » colombien de Vargas arrêtés de 2000 à 2005. Sur fond de fraudes électorales, de mécontentement de la majorité créole, et sous la pression des agences étasuniennes, enfin, l'UNC s'effondre - et le PNM reprend le pouvoir (2001). Les cartes de la géopolitique des drogues sont une fois encore redistribuées.

Le PNM et le cartel blanc/syrien de retour aux commandes en 2001

Conscient de l'effondrement proche du groupe lié à l'UNC, un grand nombre de businessmen indiens qui blanchissent ses revenus refusent de payer leurs dettes, pour limiter le contrecoup de la crise qui pointe. Une vague de kidnappings - pratique jusque là inconnue à Trinidad - se déclenche aussitôt, fauchant la communauté indienne du Central et du Corridor. Des rançons exorbitantes sont exigées - et payées...Mais les victimes, femmes et enfants des businessmen incriminés, le plus souvent, ont été, de façon générale, sauvagement assassinées dans les heures suivant le kidnapping²⁹⁹.

Comme le note à juste titre Kwane Nantambu, et contrairement à une croyance populaire entretenue par le *block out* sur l'information, la vague de kidnappings visant les businessmen indiens n'a donc rien à voir avec une affaire de racisme trinidadien, et ne concerne que la communauté indienne (Nantambu, K., 2004). Cependant, les rares personnes arrêtées dans ces affaires sont des jeunes créoles de Port-of-Spain, quartier où le désespoir économique permet de recruter des soldats pour effectuer ces basses tâches.

L'auto effondrement du groupe indien génère alors un formidable renouveau de l'économie du crime de Laventille à Diego Martin où les gangs se battent désormais pour asseoir le contrôle territorial de leur groupe sur un « block », espérant ainsi bénéficier de contrats de protection ou d'élimination. Le cartel syrien/blanc ajoute sa touche au tableau en recrutant ces mêmes gangs pour abattre des cibles clefs du groupe indien. S'en suit un armement sans précédent des ghettos de Port-of-Spain, nourris par les deux plus puissants groupes économique du pays sur fond de guerre hégémonique pour le contrôle du trafic de drogues illicites. La prise de Monos Island en 2005

²⁹⁹ C'est dans ce contexte qu'il faut replacer les affaires récentes Vindra Naipaul-Coolman, ou l'affaire Ratan par exemple.

marque le coup de grâce porté au cartel indien. Dans les ghettos de Port-of-Spain, les armes sont restées mais le cartel blanc/syrien contrôle toujours le prix de vente du crack en gardant précieusement en main le contrôle de quasiment toute la filière (des ventes à l'once jusqu'à la tonne). Par conséquent les gangs sur-armés ne trouvent plus d'employeurs pour leur assurer un revenu décent et ne peuvent toujours pas tirer de véritables revenus du trafic de cocaïne dont ils sont exclus. Ils vont dès lors s'autonomiser, dans une variante du modèle des *posses* jamaïcains, en pratiquant désormais pour leur compte le kidnapping...

Ces gangs commencent donc à s'attaquer à l'arrogance des trafiquants de drogues, d'abord en rackettant les derniers petits trafiquants indépendants survivants (noirs et indiens) qui sont sauvagement volés, kidnappés et tués. Fait nouveau, les gangs se montrent assez forts pour rançonner directement certaines têtes du cartel blanc/syrien. Celui-ci doit désormais se tourner... vers le gouvernement, pour que celui-ci assure leur protection (Figueira, D., 2004). La police demeurant totalement inefficace en la matière, le gouvernement, comme en Jamaïque, doit serésoudre à faire appel aux *Dons*³⁰⁰ pour ramener le calme, et c'est dans cette optique qu'il faut comprendre le « traité de paix » signé à Laventille entre trois des principaux *Dons* en décembre 2005, célébrés par le titre *Peace Treaty Sign* de Prophet Benjamin³⁰¹. Mais, comme en témoigne la carte de la répartition des meurtres, la trêve sera de courtes durée, brisée dans les premiers jours de janvier 2006. La situation de « dissolution de l'hégémonie » (Meeks, B., 2003) par l'autonomisation des gangs visibles à l'heure actuelle en Jamaïque, menace aussi désormais les élites tribagioniennes.

La relation stratégique entre le cartel blanc/syrien et ses hommes de main et petits distributeurs noirs doit être analysée comme une relation commerciale capitaliste classique, dans l'optique du travail réalisé par Levitt et Dubner et leur analyse des comptes du gang *Black Gangster Disciple Nation* de Chicago. L'étude montre que la répartition des revenus au sein du gang est particulièrement inégalitaire, l'organisateur s'attribuant dans ce cas précis un salaire mensuel supérieur aux salaires combinés des 50 « *foot soldiers* ». Dans une interview, le dirigeant explique qu'il pourrait sans difficulté mieux rémunérer ses « employés » (ils ne gagnent pas même le salaire

³⁰⁰ Les *Dons* (par analogie avec les dirigeants de « cartels » colombien) sont les responsables officieux des espaces informels, en Jamaïque comme à Trinidad. Dans les ghettos peu perméables à la territorialité de l'Etat, ces *Dons* se chargent de faire respecter la loi du ghetto : punition sévère des « parasites » (voleurs à l'intérieur de la communauté) et des violeurs, des « *informers* » (ceux qui « informent » sur les activités illicites en cours dans la communauté) et protection des groupes qui apportent des richesses à la communauté. L'affaire Donald 'Zeeks' Phipps à Kingston en Septembre 1998 montre à quel point ces communautés sont attachées aux *Dons* qui les protègent des dérives violentes. Après avoir tenté de les éliminer, les gouvernements ont tenté le pari audacieux de s'appuyer sur ces dirigeants officieux pour régler la situation dramatique du crime, dont les responsables officiels sont pourtant les premiers responsables.

³⁰¹ Prophet Benjamin est un des représentants de la nouvelle vague de chanteurs commentant l'actualité sociale depuis la censure opérée sur le Calypso. Le style musical de référence du commentaire social est désormais le *dancehall*.

minimum), mais qu'il agit ainsi pour éviter que ceux-ci n'acquière un pouvoir économique suffisant pour remettre en cause son autorité (Levit, S., Dubner, S., J., 2005). A une échelle plus petite, la stratégie du cartel syrien/blanc est tout à fait similaire à l'égard des ses « *foot soldiers* » noirs.

L'autonomisation actuelle de l'économie criminelle de ces ghettos lancés dans une dynamique meurtrière, en parallèle à l'assaut mené par la DEA sur le « cartel » de la Vallée du Nord en Colombie (fournisseurs du cartel syrien de Trinidad) sont à présent les deux plus importantes menaces planant sur le cartel syrien/blanc, et à plus long terme sur ses soutiens financiers et politiques.

N'en déplaise aux plus féroces partisans des théories comportementales racistes en vogue dans la Caraïbe indo-créole, dans les communautés blanches, indiennes, et désormais aussi chez les classes moyennes noires, les *gunmen* tribagoniens ne sont noirs que dans la mesure où les foyers de recrutements potentiels, les ghettos les plus pauvres et désespérés, sont les bidonvilles noirs.

4.3.4. *La criminalisation de la ganja*

*"Yes I'm a ganja planter
call me di ganja farmer
deep down inna di earth where me put di ganja
babylon come and light it up on fire
me a chant
yes im a ganja planter
call me di ganja farmer
deep down inna di earth where me put di ganja
babylon come*

*big stinkin helicopter flow through di air
what dem call it dem call it weedheater
dem never did there³⁰² when me wa totin water
or when me did applying fertilizer
yet outta di sky dem spittin fire
and im a likkle youthman with a hot temper
me dig up me stinkin rocket launcher
and in a di air dispense the helicopter*

³⁰² Noter l'emploi particulier de l'auxiliaire « did » en créole. Il sert à la fois à former le passé, y compris à la forme affirmative et est utilisé dans ce cas présent comme le verbe être au passé à la place de « was » en anglais britannique.

me a chant

(...)

*tru jah jah bless i with nuff a good vibes man
and true mi a di artist with di ganja inna di land
make doctors get nuff medication
and so dem coulda give it to dem sick patients
make di chemists get nuff medication
and so dem coulda brew new medication
make singers get some inspiration
and so dem coulda spread jah message pon di land”*

Marlon Asher, 2005, *ganja Planter*

La ganja est la drogue illicite la plus répandue et la plus utilisée dans l'île. L'énorme succès du titre « *ganja Planter* » de Marlon Asher (2005) en apporte la preuve. Les observateurs de l'OGD sur place ont estimé à 75 000 le nombre de consommateurs (Labrousse, A., 2003), soit un peu moins d'un habitant sur dix, taux deux fois supérieur à celui de la Hollande (5%, Cf. Escotado, A., 1996). Si les indiens l'ont vraisemblablement introduite, la consommation s'est largement diffusée, et elle est désormais l'apanage de la communauté créole, principalement. Comme dans la plupart des cultures caribéennes, la plante est utilisée depuis des générations en infusion pour soigner l'asthme, ainsi que comme décontractant et somnifère. La communauté rasta de Trinidad et Tobago est la seconde plus importante de la Caraïbe après celle de l'île de la Jamaïque. Certains *Ras* consomment les fleurs de la plante femelle de manière rituelle, en pipe à eau (le « *chalice* » biblique), en thé, en épice, ou en « *spliff*³⁰³», et les jeunes créoles en font large usage comme décontractant après les travaux difficiles. Dans les montagnes du *Northern Range* de nombreuses communautés dispersées la cultivent et la consomment tout en pratiquant un commerce local et international. Certains villages de montagnes, le long des vallées de Caura et de St Joseph, par exemple, se sont spécialisés au point qu'une dizaine de jeunes hommes attend en permanence d'éventuels clients aux arrêts de taxi collectif. Ces points de vente sont les meilleurs marchés de l'île, là où la route s'arrête pour devenir une trace partant dans la montagne, laissant progressivement place à un réseau de sentiers et de rivières servant d'axes de communication et de sources pour les planteurs. C'est à ces interfaces que les jeunes créoles du corridor viennent s'approvisionner, se procurant de quelques centaines de grammes à un kilo de ganja, revendue en onces aux responsables des *blocks*, puis en sacs de 10TT\$ aux « soldats » qui tiennent les coins de rue de vente. Les coins s'organisent de manière simple, avec deux à trois jeunes hommes assis

³⁰³ Cigarette de ganja roulée dans une feuille de papier, de papier journal, ou dans une feuille végétale.

attendant les clients en discutant autour d'une bière, les sachets d'un à trois gramme de ganja (10TT\$) étant cachés dans une poubelle ou sous une pierre.

Dans le *Central*, les rares aires forestières abritent de grandes plantations. C'est plus encore le cas des forêts des aires désertes de la ceinture pétrolière, elles aussi (peu) peuplées de créoles. La production, la consommation et le trafic représentent des espaces majoritairement « noirs », ce qui vaut à la plante, dans le reste de la société tribagonienne, un rejet plus marqué que dans la Caraïbe créole. C'est la plante des exclus, des *Bad Johns*, des rastas, des ouvriers peu qualifiés et non pas, comme en Europe et aux Etats-Unis, une plante transcendant l'échelle sociale. C'est surtout la drogue illicite des masses pauvres et sans attaches politiques. Un bouc émissaire parfait.

C'est à ce titre que la politique de l'UNC, favorisant le cartel indien de la cocaïne tout en menant conjointement avec les Etats-Unis une sévère répression sur les producteurs et les consommateurs de ganja de 1995 à 2000 (Campagne du *Weed Heater*), relève d'une répression ouvertement raciste, en prolongement logique de la politique culturelle du parti. Les créoles tribagioniens vivront donc le règne de l'UNC sous la menace constante de ses milices qui tentent de s'imposer dans les ghettos de Port-of-Spain, de sa police extrêmement répressive dans les champs de ganja, et de sa politique culturelle agressive à l'égard de l'institution noire du Calypso.

Comme dans le reste de la Caraïbe (Jamaïque et Bélize dans les années 1980, St Vincent dans les années 1990, etc.) la campagne du *weed heater* à Trinidad permettra au complexe militaro-industriel étasunien de vendre ses produits, mais sera un échec cuisant quant à la cible visée.

Dans un premier temps, les marchés locaux souffriront de pénurie, et des quantités énormes de ganja compressée devront être importées illégalement de Colombie et de St Vincent (Labrousse, A., 2003). Le temps que la production locale reparte, soit entre quatre et six mois, l'île sera inondée de cette ganja bon marché qu'on trouve à tous les coins de rue pour 2 à 3TT\$ le gramme, et les producteurs locaux devront dès lors se spécialiser dans les variétés modifiées à haut rendement en THC. La « queue de renard » (« *Foxtail* ») locale, qui doit son appellation à la coupe très tardive en floraison, quand les pistils de la fleur ont eut le temps de roussir, et quand le niveau de THC est au plus fort³⁰⁴, continuant d'être produite pour l'exportation au côté des variétés hollandaises dérivées

³⁰⁴ La Queue de Renard est à ce titre une exception caribéenne (hors Jamaïque), la tendance étant généralement à la coupe extrêmement précoce, avec une forte perte de qualité, pour assurer les profits face aux menaces du vol ou des descentes de police.

de la *Skunk*³⁰⁵, qui inondent rapidement les marchés caribéens (vendus aux alentours de 10TT\$ le gramme, le même prix que le crack) ou repartent à l'export.

Localement les communautés créoles urbaines se plaindront de cette perte de qualité de l'herbe locale, les variétés les plus prisées partant désormais en priorité à l'étranger pour être vendues dans les métropoles nord-américaines où l'origine « Trinidad » est un gage de qualité – et seule restent sur place les variétés médiocres, coupées précocement et privées d'une partie de leur résine dans le processus de compression destiné à rendre le trafic de ganja moins désavantageux en terme volume/profit.

La répression du trafic de ganja est sans doute le secteur de la géopolitique des drogues à Trinidad où l'hypocrisie est la plus grande et la plus voyante, car les enfants de ministres et de l'élite blanche, et certains ambassadeurs sud américains et leurs familles se retrouvent dans des bars branchés des beaux quartiers, comme le *More Vino* à Woodbrook, pour boire un verre en partageant une pipe à eau chargée de ganja locale pour dix personnes et peuvent, selon leur bon vouloir repartir avec un échantillon de production locale de qualité. A la sortie du bar se pressent les prostituées de luxe extrêmement voyantes de O'Connor Street, métisses qui chargeront cette jet-set locale 800TT\$ (l'équivalent de 22 journées de travail au salaire minimum) pour une « prestation » d'une heure. De l'autre côté de l'échelle sociale, une dizaine de blocks plus au Sud, dans les rues crasseuses du centre ville, les rastas et les *hustlers* qui consomment et vendent la ganja, les prostituées bon marché originaires de la « colline du calvaire » concentrées sur Charlotte Street jusqu'à l'angle de Princess Street, et les *higglers* sont battus par la police, rackettés et/ou emprisonnés...

Face à l'accroissement de la pression sur les champs de ganja, les planteurs multiplient les plantations de plus petites dimension, et installent tout autour des séries de pièges mortels, « *trapgun* » de chasse illégalement importés du Venezuela ou pièges fabriqués artisanalement à l'aide de hameçons de pêche au gros enduits de poison. Ils multiplient aussi les contacts au sein des forces de répression, dont témoignent les découvertes récurrentes de champs abandonnés peu avant les descentes de police (un exemple parmi d'autre dans le *Guardian of Democracy* du 8 Décembre 2005). L'espace type propice aux plantations de ganja est donc désormais un petit espace forestier défriché situé à bonne distance de la route, et même du sentier principal. Ses accès sont piégés et un gardien dort généralement dans un abri construit à proximité durant la période de floraison.

³⁰⁵ La Skunk est un croisement d'origine nord-américaine qui a la particularité de produire des plants de petites taille, à croissance et floraison très rapide et dense. C'est la variété qui a le rapport fleur/plante le plus important et donc le rendement temps/taille le plus avantageux. Son odeur particulièrement forte liée à son taux de THC extrêmement élevée lui value son appellation de « putois ».

La seconde stratégie spatiale est inverse. Elle réside dans le développement des cultures d'intérieur en vogue en Europe et aux Etats-Unis. La première saisie d'un « champ » hydroponique a eut lieu le 12 mai 2005 dans une maison aménagée de St James, en banlieue de la capitale. En plus d'une centaine de kilogrammes de ganja de haute qualité les policiers saisisrent un manuel du planteur d'intérieur et du matériel d'emballage (Guardian of the Democracy, 13 mai 2005). Pour contourner la répression, la formation des planteurs équivaut donc désormais celle des ingénieurs hollandais...

Les résultats directs de la campagne du *Weed Heater* à Trinidad sont donc la diversification des sources du produit, des méthodes et des sites de production, l'accroissement de la qualité de la production locale et encore une fois la diversification la complexification de l'espace de plantation, ainsi qu'une escalade dans l'armement des planteurs. Un échec complet en somme³⁰⁶, que la DEA ne pouvait que prévoir, avec ses quelque vingt années d'expérience, d'empoisonnement des sources et des cultures vivrières locales au Paraquat et de réactions hostiles des populations, du Mexique au Belize, en passant par la Jamaïque et St Vincent, sans jamais aucune « amélioration » sur le fond. Seuls les Etats-Unis, eux-mêmes parmi les tous premiers producteurs mondiaux depuis 1976 (Escohotado, A., 1996) échappent toujours aux campagnes de fumigation.

A Trinidad, cette campagne a souffert d'une forte connotation raciste. Le gouvernement PNM, source des espoirs utopiques des créoles et des réussites bien réelles de l'élite blanche, en lancera une deuxième fin 2005 dans les forêts de Santa Cruz et de Moruga (135 000 plants brûlés autour de Moruga dans une vingtaine de plantations de septembre à décembre 2005) (Guardian of the Democracy 30 septembre 2005, 8 décembre 2005).

4.3. 5. Le *Jamaat Al Muslimeen* à l'assaut de la narco-démocratie : 1985-1990

*« Tout le monde savait la chose impossible à faire.
Jusqu'au jour où est arrivé quelqu'un qui ne le savait pas,
et qui l'a fait. »
Winston Churchill*

*« It have braves here too...
In barracks behind SMG, SLR, M14
But them there for a different scene
The don't say "how" !*

³⁰⁶ Echec si on considère bien entendu que l'objectif affiché, l'éradication des champs de ganja, est l'objectif poursuivit.

They does ask you
How... you come by here ?
How you go get lock up and beat up... that is how
Eh they have a "silly" man leading them
But he smart...
Don't touch Jamaat...
Too hot to handle...
Boom !!!!
Yasin say so..."

Publié dans Tidings Juillet Aout 1986

A Trinidad, la religion correspond à un espace. Les religieux ont en effet leurs lieux de prière particuliers, mais aussi parfois leurs écoles, leurs enseignes de crédit, etc. Souvent ils se regroupent dans leurs lieux de résidence communautaires. On retrouve par exemple en majorité des créoles chrétiens (avec là encore un sous-découpage marqué) dans le corridor, caractérisé par le nombre inimaginable de lieux de cultes chrétiens, des hindous indotrinidadiens dans le centre-ouest, avec de multiples, etc. L'espace religieux tribagonien, comme l'espace ethnique, se compose donc globalement d'entités strictement délimitées et caractérisées par l'hermétisme. Ces entités sont elles-mêmes sous découpées en fonction de la perception du culte et d'une lecture différente des mêmes « livres saints ». Ceci est particulièrement vrai chez les chrétiens, dont la division est plus marquée encore que la celle qui sépare les principales religions de l'île. Parmi les musulmans, deux tendances principales se distinguent, à l'origine en raison du racisme de la communauté indienne ayant rejeté les convertis créoles. Depuis, cette division et la différence entre l'espace des deux communautés ont entraîné, là encore, une lecture différente du Coran.

La naissance du mouvement

L'*Ummah*, la communauté musulmane, représente 5% de la population de Trinidad et Tobago³⁰⁷. Cette communauté marginale est en outre divisée en deux sections distinctes. Les premiers musulmans de l'île furent les Sikh qui importèrent leur culture du sous-continent indien. Ils pratiquent l'« islam indien », variante syncrétique unique produite au contact prolongé de l'Hindouisme dans la péninsule³⁰⁸. C'est un islam, basé dans l'espace du *Central*, qui privilégie l'indianité et rejette fortement la deuxième communauté musulmane de l'île, la communauté noire, dont le *Jamaat al Muslimeen* demeure le plus important représentant dans les ghettos de Port-of-

³⁰⁷ Office central des statistiques de Trinidad et Tobago (<http://www.cso.gov.tt/>)

³⁰⁸ Brinsley Samaroo, 1988, « *Early African and East Indian Muslim in Trinidad and Tobago* »

Spain, à Diego Martin et dans le corridor (Figueira, D., 2002). Outre l'opposition ethnique, on observe donc une différenciation socio-spatiale nette entre la communauté indienne, relativement aisée, localisée dans le centre rural de l'île mère, et la communauté musulmane créole pauvre, basée dans les bidonvilles de l'étirement urbain du corridor.

Les vues de la communauté profondément raciste de l' « islam indien », dont la majorité a apporté publiquement son soutien au régime des Talibans en septembre 2001, sont résumées par un indo-musulman qui décrit dans l'Express la communauté musulmane noire comme une pâle copie teintée d'africanismes (il cite l'exemple de la polygamie) avant de se prononcer ouvertement contre les mariages « interracialisés » et pour la pureté de la « race » (indienne). Les afro musulmans sont, écrit-il, « *un retour en arrière... vers l'Afrique* » (Express, 6 Février 1986). Plus généralement, il est considéré comme établi dans la société tribagonienne que les indiens soient des hindous ou des musulmans, quand les noirs seraient des « afro-saxons » chrétiens. Refusant d'endosser la religion de ses anciens maîtres, une frange de la population noire des aires les plus pauvres du corridor va cependant se tourner progressivement vers l'islam à partir des années 1980, en prolongement du mouvement du *Black Power* né dans les années 1970. Cette orientation religieuse traduit donc, à l'origine, une recherche de retour aux racines et de « nettoyage » des influences des colons.

Si l'islam indien bénéficie de relais politiques au sein de l'UNC, l'islam du *Jamaat al Muslimeen* s'affiche lui ouvertement anti-colonial, comme en témoigne abondamment son organe de presse, le *Faithfull Struggler* :

“Dans l'Islam le combat (Jihad) tient une position antérieure à celle de la prière, du jeûne et de la charité. La foi en dieu et le combat pour la justice sont les choses qui font une personne ou une nation supérieure » (...) « *Il est inutile pour un opprimé ou un colonisé de prier, jeûner et de s'engager dans des œuvres de charité en espérant que l'oppression et l'exploitation quitteront leur société, si ils ne mènent pas un combat actif pour repousser les oppresseurs et les exploités et pour établir un système juste* » (Faithfull Struggler, Vol 1 N°2 cité dans Figueira, D., 2002).

Pour arriver à cette fin, l'organisation tente d'acquérir des terres pour regrouper ses croyants, les sortir des ghettos qui les oppriment, et les faire retourner au travail agricole, soit en collectant assez d'argent pour acquérir ces terrains, soit en squattant des terres inoccupées (Faithfull Struggler, Vol 1 N°6, cité dans Figueira, D., 2002). On constate donc une volonté de territorialisation de l'espace et de sortie d'un espace urbain considéré comme la périphérie du modèle dominé par les descendants des colons.

En 1982 les fidèles dispersés se regroupent sous le leadership de l'imam Abu Bakr, qui squatte une terre en banlieue de Port-of-Spain grâce à ses appuis politiques au PNM. C'est dans cet enclos du n°1, Mucuparo Road, que les afro musulmans prennent officiellement le nom de *Jamaat al Muslimeen*³⁰⁹. Les afro-musulmans, rejetés des mosquées indiennes, affluent alors et la communauté prend rapidement de l'ampleur.

En avril 1985 Abu Bakr déclare lors de l'un de ses meetings, sur le ton populiste qui le caractérise :

« Vous n'êtes que des esclaves. Regardez vous, est ce que l'un d'entre vous possède un des commerce de Frederick Street³¹⁰ ? Avez-vous des terres ? Vous voulez simplement acheter quelques meubles et vous tombez entre les mains des banquiers. Les créoles français, les Syriens, les Portugais et certains Indiens continuent de tout posséder. Mais vous devez dépasser les anciens clivages et vous lier à vos frères indiens pour affronter les oppresseurs. Vous êtes morts, nous allons vous raviver et nous témoignerons alors du changement qui se produira dans ce pays. »
(Express, 3 avril 1985)

C'est donc un islam militant qui se développe en banlieue de Port-of-Spain et de nombreux afro-trinidiens se retrouvent dans le message d'Abu Bakr. Ne se limitant pas aux paroles, il fait pression sur le gouvernement pour casser le monopole des supermarchés et faire ainsi baisser le prix de certains aliments de base. Le mouvement commence à être réprimé, les adeptes sont emprisonnés sous des prétextes futiles, mais Abu Bakr réussit à garder la propriété de Mucuparo Road.

La situation bascule en Juillet 1985 avec une succession rapide d'événements : sous la pression du groupe indo-musulman le *Jamaat* est expulsé de Mucuparo Road, Abu Bakr est emprisonné durant une vingtaine de jours, et la mosquée en construction est détruite. Quelques jours plus tard un membre du *Jaamaat* meurt dans le commissariat central de Port-of-Spain...

Les choses se compliquent encore l'année suivante quand le *National Alliance for Reconstruction* (NAR), menée par le groupe politique indien de Basdeo Panday UNC, détrône pour la première fois de l'histoire le PNM.

Face à l'arrivée au pouvoir des indo-trinidiens le discours du *Jamaat* devient plus radical, Abu Bakr, connu pour ses envolées critiques contre le gouvernement, déclare par exemple à l'Express:

« Nous vivons dans une société opérant en totale contradiction. Nos cours (de justice) sont là pour protéger les riches et protéger un système qui garanti l'oppression du faible par le fort et nous ne

³⁰⁹ Un *Jaamat* est un groupe de croyant dans la culture musulmane.

³¹⁰ Principale artère commerciale de la capitale tenue par les commerçants Syriens.

pouvons pas le supporter. (...) Aussi longtemps que certains continueront à nourrir leur chien avec du steak tandis que des gens dorment dehors, aussi longtemps que certains ont des bateaux rapides alors que d'autre ne peuvent subvenir à leurs besoins primaires comme la nourriture et l'abri, nous devons nous battre... » (Express, du 8 septembre 1985).

Rapidement le *Jamaat* plaide ouvertement pour le droit au port d'arme à feu (Tidings, Juillet/Août 1986, cité dans Figueira, D., 2002) et l'imam menace même ouvertement le gouvernement : « *Dimanche dernier, le ministre de la sécurité nationale a envoyé la police patrouiller autour de l'enceinte. Pour montrer notre désaccord et le fait que nous ne sommes pas effrayés, j'ai envoyé trois ou quatre hommes au domicile de Padmore, Muriel, Jacelon et Mottley. Nous savons où ils vivent. Nous les trouverons toujours. S'ils reviennent essayer d'interférer avec nous, nous allons nous en prendre à eux. Nous ne nous battons pas contre eux quand ils encerclent la mosquée. Nous les prendrons dans leur sommeil... » (Guardian of Democracy, 18 avril 1986)*

La lutte contre la drogue

Avec le NAR arrivent à la Maison Rouge les premiers membres des groupes de trafiquants de drogues illicites qui prennent pied à Trinidad dans la décennie 1980. De plus, la coalition refuse toujours de mettre fin à la domination économique de la caste blanche de l'île, la laissant monopoliser la grande distribution et ainsi fixer des prix artificiellement surévalués. Le *Jamaat* se heurtera par exemple au gouvernement dans sa tentative d'importer du lait meilleur marché pour les enfants (refus de l'autorisation par le gouvernement) avant d'être réprimé quand le groupe manifesterà à Arima contre le prix des livres scolaires et de la nourriture (TNT Mirror, 21 Août 1987). Sur le marché de la drogue, le groupe indien profite de ses appuis au gouvernements pour vendre les rocks de crack à 1TT\$ pièce dans les ghettos de Port-of-Spain (Figueira, D., 2002). Cette phase correspond à un schéma récurrent dans les espaces du crack connu comme l'ère de colonisation, ou d'extension du marché, qui procède par inondation des quartiers pauvre d'un crack très bon marché. La seconde étape consiste ensuite à mettre à niveau les prix une fois la clientèle rendue dépendante du produit.

Selon le rapport Garvin Scott (commandé par le premier ministre PNM dès son retour) « *un phénomène particulièrement dérangeant qui se présente à une fréquence trop forte est la consommation, le trafic et la vente de drogues par la police, ainsi que leur engagement dans la production et la récolte de marijuana, le recyclage de drogues confisquées à des dealers, les opérations de rackets de protection y compris celui des dealers aidés à trafiquer. De même, ces*

policiers sont impliqués de manière évidente dans des actes criminels tels que trafic, la contrefaçon et probablement dans des meurtres. (...) Lamentablement, il n'y a pas le moindre doute sur le fait que de nombreux membres des services de police, dans chacune de ses divisions, et en comptant certains de ses plus anciens agents, sont engagés dans le commerce de drogues illégales d'une façon ou d'une autre ». (Rapport Garvin Scott, 1986)

Le *Jamaat*, qui est implanté dans les ghettos les plus touchés par la vague du crack, va donc choisir de faire le travail de la police dans ces quartiers, en chassant lui-même les petits trafiquants. Il reprend alors la stratégie spatiale du gang des anges noirs de New York, dont les membres quadrillent les rues connues pour abriter les points de vente de drogues illicites et décapitent les dealers (Baker, P, 1997). Les premiers visés sont les trafiquants indiens et les Syriens ex-membres du NUFF qui ont rompu leurs engagements révolutionnaires pour se reconvertir dans le trafic de drogues illicites. En Août 1989, le *Jamaat* organise l'assassinat du célèbre trafiquant indien Teddy « Mice » Khan, et dès lors le groupe est perçu comme une menace sérieuse. Rapidement, alors que le *Jamaat* continue de reprendre des *blocks* et des coins de rue aux trafiquants, l'enceinte de Mucuparo Road devient la cible privilégiée des *drive-by shootings*.

L'organisation déclare ouvertement en novembre 1988 :

« Une guerre a été déclarée aux barons de la drogue syriens et aux policiers corrompus qui maintiennent le trafic de drogue vivant à Trinidad et Tobago. Le grand leader musulman a menacé d'appliquer toutes les stratégies nécessaires pour débarrasser le pays de ces vendeurs de drogues. Abu Bakr, qui voit la cocaïne comme un oppresseur étranger, qui vole des vies et des propriétés affirme qu'il n'a pas d'autre choix que de lui déclarer la guerre » (TNT Mirror 8 novembre 1988)

Le 16 novembre 1988, alors qu'un article du TNT Mirror annonce que le *Jamaat* s'attend à un raid de la part de la police car l'organisation a le sentiment « *qu'elle s'approche de quelqu'un d'important* » dans sa lutte contre la drogue, deux cents officiers de police débarquent à Mucuparo Road, cassent, fouillent, harcèlent, en vain (Figueira, D., 2002). Le 18 novembre, Abu Bakr déclare au TNT Mirror avoir reçu des menaces de mort de la part de la police. Il ajoute : « *nous voyons ce développement de manière très grave et nous sommes donc décidés à utiliser nos ressources locales et internationales pour défendre nos droits. Aucune répétition du meurtre par la police de A. Kareem ne sera tolérée.* »

En Décembre 1988, cependant, après plusieurs raids destructeurs sur le centre du *Jamaat*, l'arrestation de nombreux membres, et la mort de plusieurs de ses jeunes, Abu Bakr exprime sa déception de ne pas voir la population soutenir le mouvement de chasse à la drogue et à ses soutiens

corrompus : « *si les gens veulent une sale nation se noyant dans le trafic de drogue, qu'ils l'aient. Les autorités policières ont ordonné que je sois tué. Mon peuple risque sa vie, les droits de mes femmes sont violés et il n'y a pas une seule voix qui ne s'élève avec nous contre le harcèlement policier. Nous devons payer pour défendre notre nation, en plus de risquer nos vies pour la nettoyer. La fin du programme est liée à l'ingratitude de la police, des politiciens et du peuple* » (TNT Mirror, 2 dec 1988).

Mais la fin de l'action dans les rues ne signifie pas la fin des opérations du *Jamaat*. Le groupe accuse par exemple publiquement le ministre de la santé E Hosein de posséder un container consigné à l'hôpital de Mt Hope contenant une valeur de 28 millions de TT\$ de cocaïne. La police refuse d'enquêter sur l'affaire. Le groupe dénonce ensuite le travail du directeur des autorités aéroportuaires NAR, S. Richardson, dont le mandat a été marqué par l'explosion du trafic via l'aéroport. En 1991 ce dernier fournira un témoignage écrit de bonne conduite en faveur de son voisin, poursuivi en justice après avoir été arrêté à Miami avec 5 kg de cocaïne (Figueira, D., 2002).

Le coup d'Etat

Voyant la survie de ses membres menacée par les pressions policières de plus en plus forte, le *Jamaat* décide d'organiser le renversement du gouvernement NAR. Si l'on considère l'organisation de ce coup d'éclat, il semble très peu probable que le but ait jamais été de prendre le pouvoir et faire de Trinidad une République Islamique. Il paraît plus plausible que ce renversement s'inscrive dans le *Jihad* du groupe contre le trafic de drogues illicites dans l'île, dans le but complémentaire de faire éclater la bulle spéculative maintenant artificiellement le prix des biens de consommation élevés.

En avril 1990, les policiers descendent une énième fois sur Mucuparo Road, avec pour ordre de « *tirer pour tuer* » (Interview d'un *muslimen*, publiée dans le Guardian of Democracy du 22 Mai 1994). Les afro-musulmans se sentent citoyens de seconde zone et toutes leurs démarches pour tenter d'améliorer le sort de la population noire ont été sévèrement réprimées. Pire, leur attaque frontale du trafic de drogues illicites, assaut dont aucun autre groupe n'a eut le courage de prendre la responsabilité, a été étouffé dans le sang publiquement, sans que la population s'en soit émue. C'est à cette époque, déclare l'interviewé, que les raids de la police se sont multipliés. La situation de la Bosnie, où les musulmans ont été exterminés avant que la communauté internationale n'intervienne, est très présente dans l'esprit des *muslimen*.

« Cette lutte s'est jouée sur le terrain, en chassant les petits vendeurs et en éliminant des cibles clés comme « Myce », et au niveau du renseignement en donnant de nombreuses informations à la police qui n'en a jamais tenu compte ». L'interviewé dénonce enfin la « torture » de frères musulmans à Macuripe, qui a poussé le groupe à déclencher les événements de 1990.

Le groupe va alors s'armer aux Etats-Unis dans des shows de démonstration, sous la surveillance discrète du *Bureau of Alcohol, Tobacco and Firearms* (BATF) qui laisse faire, ayant sans doute mesuré que le *Jamaat* n'avait ni la capacité de prendre contrôle du gouvernement, ni le soutien populaire nécessaire, ni d'ailleurs réellement cet objectif. (Figueira, D, 2002).

Le 27 juillet 1990, le <*jamaat* lance un assaut synchronisé sur la station centrale de police, sur la Maison Rouge et sur la principale télévision de l'île, déclenchant, selon le plan prévu, une crise des otages. De nombreux indices portent à croire que les Etats-Unis sont impliqués dans l'assaut, et auraient même dépêché sur place, dans le plus grand secret, un groupe d'hommes entraînés pour aider le mouvement, et, sans doute préparer une contre-insurrection en cas de dérapages. Ceci explique comment un container rempli d'armes achetées par le *muslimen* Bilaal Abdullah dans différents magasins de Miami sous la surveillance du *Bureau of Alcohol, Tobacco and Firearms*, a pu quitter en toute impunité le port de Tampa en direction des docks de Claxton Bay et ainsi armer le groupe (Guardian of the democracy 27 Mai, 5 septembre, 7 Septembre, 30 septembre 1991). Pendant les événements, de nombreux témoins des combats entre les rebelles musulmans et les forces de l'« ordre », barricadés à St James, diront avoir entendu des groupes d'hommes armés avec un fort accent « *Yankee* » (Figueira, D., 2002).

Par ailleurs la qualité du renseignement du *Jamaat* dépasse, lors de ces événements, celle de l'Etat, qui n'a pas saisi la rumeur alors que tous les musulmans ont été avertis à l'avance de ne pas se trouver dans la capitale durant le week-end du 27 juillet. Les *muslimen* investirent la Maison Rouge au moment précis où y sont réunis le Premier Ministre et l'*Attorney General*. Or le *Jamaat*, si il a été capable de mettre sur pied l'opération, n'a pas les moyens d'un tel renseignement (Figueira, D., 2002). Par ailleurs, 40 membres du *Jamaat* ont pu voyager librement pour être formés aux tactiques de guérilla en Libye, à l'aide de visas obtenus à l'ambassade des Etats-Unis à Port-of-Spain (Ibid). Le coup est un chef d'œuvre d'organisation et malgré les morts et la crise des otages, le *Jamaat* négocie sa reddition contre un pardon présidentiel accordé par le président Robinson, en échange de la garantie de libérer les otages. Le procès du leader Abu Bakr dure toujours...

A la fin du week-end, la situation revient à la normale sous le couvre-feu, et on découvre que tous les magasins du centre ville tenus par l'élite syrienne ont été pillés pendant que l'armée et les *muslimen* s'opposaient. L'équipement des ghettos de Port-of-Spain a connu un boom sans précédent...

Les *muslimen* ont frappé très fort en juillet 1990, jouant leur vie à la roulette et condamnant définitivement leur organisation au rejet généralisé et définitif de la population, pour chasser les politiciens corrompus, leurs alliés trafiquants de drogues illicites, et renverser les rapports de force au sein de l'*Ummah* tribagonienne. Dans « *Muslimen Grab for Power* » Selwyn Ryan considère à juste titre que l'action d' Abu Bakr doit être replacée dans le contexte révolutionnaire de la lutte pour l'émancipation des Caraïbes, et dans une longue tradition de résistance à l'ordre colonial et néo-colonial, où il situe assez étrangement Adrian Rienzy (intermédiaire entre les protestataires et les « Massa » qui se rangea finalement du côté des maîtres pendant les émeutes de Juin 1937), Eric Williams, et, cerise sur le gâteau, Basdeo Panday...

Le groupe, victime d'une propagande médiatique visant à faire passer son renversement du gouvernement NAR pour un acte de terrorisme sans cause, continue d'être surveillé et craint par le gouvernement en place, comme le démontre la panique suscitée par l'annonce du départ d'un convoi de voitures quittant le centre du *Jaamat* le 8 septembre 2005 : suite à l'information, la police et l'armée furent dépêchées à Morvant et Laventille et organisèrent des blocages des axes principaux et des fouilles de véhicules. Il s'avèrera qu'Abu Bakr partait en compagnie de ses gardes du corps pour... une émission de radio à laquelle il était invité (Guardian of Democracy, 9 septembre 2005).

Neufs mois auparavant le leader des *muslimen* a déclaré à la radio avoir fait fouetter à la mosquée deux cent vingt jeunes de Laventille en punition de leurs actes criminels (Guardian of the Democracy, 29 janvier 2005). Comme en Jamaïque, la territorialisation d'un Etat de nature parasitique est remise en cause par le pouvoir des *Dons* comme Abu Bakr. mais aucun groupe similaire n'a réussi, ailleurs dans la Caraïbe, à pousser jusqu'aux limites d'un coup d'Etat.

4.3.6. Gestion de l'arrière-cour au niveau du robinet à pétrole : politique des Etats Unis à Trinbago

*« Les Etats-Unis et la Grande Bretagne chevauchent le tigre
selon des intérêts géopolitiques énergétiques évidents »*

D. Figueira, 2004

Avec l'arrestation récente de membres importants du « cartel » de la vallée du Nord colombien, auquel est lié le cartel de la drogue tribagonien (Figueira, D., 2005), le PNM court le risque de voir ses réseaux dénoncés comme ce fut le cas à partir de 2001 pour le gouvernement UNC et son proto-cartel qui étaient, à l'époque, liés au (regretté) « cartel » de Vargas.

C'est dans ce cadre qu'il faut s'interroger sur les raisons de la visite à Trinidad de Robert S. Mueller, directeur du FBI, le 25 octobre 2005. Au cours de ce déplacement, Mueller s'est rendu en République Dominicaine et à Trinidad, c'est-à-dire dans les deux île-hubs du trafic de cocaïne, toujours absentes l'une comme l'autre de la liste rouge du département d'Etat américain dénonçant les Etats jugés comme non coopératifs dans la lutte contre les drogues illicites.

On trouve deux types d'explications à l'absence de Trinidad et Tobago de la liste des Etats non coopératifs.

La première est celle de l'OGD relayée par Alain Labrousse dans son Dictionnaire Géopolitique des Drogues, selon laquelle les agences relais de la DEA et du FBI à Trinidad seraient elles mêmes infiltrées par des trafiquants locaux qui tromperaient l'agence centrale (Labrousse, A., 2003). Cette analyse est soutenue par les observations sur le terrain de Daurius Figueira qui a souligné a plusieurs reprises cette infiltration depuis 1998, ainsi que celle des principales sociétés publiques (PETROTRIN, TSTT, des autorités aéroportuaires, etc.) et des forces répressives (Figueira, D., 1999, 2001, 2004).

Il paraît cependant difficile de croire que ces infiltrations aient suffi pour convaincre Washington que les faibles saisies enregistrées annuellement à Trinidad, celles effectuées sur les « mules » des petites organisations, sont représentatives du trafic réel dans l'île, quand bien même chaque année plusieurs saisies en mer permettent de confirmer l'existence du cartel syrien et des volumes qu'il déplace. De même, les informations émanant du gouvernement vénézuélien font état de centaines de tonnes de cocaïne transportées annuellement vers Trinidad (Figueira, D., 2004). Par ailleurs ces petites saisies (80% inférieures à 10kg et seulement 3% supérieures à 100kg entre 2005 et 2006) sont si grossièrement gonflées (on se contente par exemple de fournir la valeur estimée de la saisie plutôt que son poids et son degré de pureté), qu'on peine à croire que ces manipulations conservent pareil pouvoir d'illusion.

La seconde explication s'appuie sur l'analyse de l'échiquier géopolitique caribéen : Trinidad dispose non seulement de réserves de pétrole et plus encore de gaz naturel hautement stratégiques dans la région, mais, de plus, la petite république, qui a signé le *Shiprider Agreement*, autorisant la présence de la marine des Etats-Unis dans ses eaux territoriales, est située à moins de 10km des côtes vénézuéliennes - et à quelques centaines de kilomètres de sa capitale Caracas... C'est une localisation stratégique qui coupe le Venezuela de l'axe antillais, et qui permet aux Etats-Unis d'isoler le pays en le coinçant entre ces deux îles alliées et le régime pro-américain d' Uribe en Colombie.

Dans le cas de Trinidad, la signature immédiate du *Shiprider Agreement* (*Maritime Counter Narcotics Co-operation Agreement*) par le gouvernement UNC en 1997 relève d'une véritable prostitution étatique, un viol avec le consentement de la victime. Le gouvernement Panday a tout simplement donné son accord à la fin de sa souveraineté militaire sur ses eaux territoriales au profit des Etats-Unis, en échange de la possibilité de continuer en toute impunité à couvrir institutionnellement le cartel indien jusqu'à sa chute en 2001. Même la Jamaïque, malgré un rapport de force beaucoup plus défavorable, et sous la menace de se voir intégrée à la liste des pays non coopératifs du Département d'Etat américain, a pu renégocier le texte initial, et ne signer une seconde proposition revue à la baisse qu'au début de l'année 2004 (Jamaica Gleaner, 7 février 2004). La Barbade s'est tout simplement opposée au texte.

L'Etat Janus tribagonien, écartelé entre ses financiers trafiquants et l'épée de Damoclès de la décertification par les Etats-Unis, a donc trouvé un compromis sur le chemin périlleux de la prostitution étatique aux intérêts de l'élite trafiquante d'un côté, et de intérêts géopolitiques des Etats-Unis dans la Caraïbe de l'autre. Cette prostitution s'est traduite concrètement par la « vente » de la souveraineté sur les eaux territoriales, par l'offrande du bouc émissaire créole que représente la part la plus pauvre de la population tribagonienne, condamnée à payer les pots cassés du trafic de drogues illicites dont elle est pourtant volontairement écartée. Les politiques tribagoniens, relais de l'élite blanche et syrienne, ont donc montré, apportant involontairement une justification a posteriori du bien fondé des manifestations pour une véritable décolonisation des années 1970, qu'ils étaient prêts à vendre leur espace national et le peuple, source de leur légitimité, pour conserver leur pouvoir économique hérité de la période coloniale.

Les Etats-Unis profitent de cette situation pour utiliser cette tête d'Etat corrompue à souhait au profit de leurs objectifs dans la région, notamment au CARICOM où Trinidad et Tobago possède un fort pouvoir représentatif. L'arrivée au pouvoir de Chavez au Venezuela, en 1998, a accentué l'intérêt géostratégique de Trinidad et Tobago sur l'échiquier des Amériques, et les Etats-Unis ont donc tout intérêt à ménager le gouvernement PNM, pour éviter le fameux « effet domino ». En effet, fort de son soutien à Washington obtenu en bradant le pétrole et le gaz trinidadien aux multinationales des Etats-Unis, Patrick Manning offre la collaboration complète de son pays à l'administration Bush. Cette collaboration est une source de tensions permanente entre les deux voisins qu'oppose déjà un différend sur l'utilisation des eaux limitrophes du Golfe de Paria par les pêcheurs. Ces tensions se sont traduites, au début de l'année 2007, par l'annulation à la dernière minute de l'invitation de Patrick Manning au meeting régional organisé par Hugo Chavez à Margarita sur la question énergétique (Sunday Express, 13 Mai 2007)

La collaboration aveugle à l'agenda des Etats-Unis transparaît aussi dans les relations de la République de Trinidad et Tobago avec le gouvernement de Fidel Castro. L'ambassadeur cubain à Port-of-Spain, écrivait récemment dans un courrier des lecteurs généreusement accordé (sur une petite colonne) par le Sunday Express, à propos d'un article paru sur Cuba : « *Nous apprécions toutes les publications de nouvelles sur notre île de Cuba, même quand elles ne sont qu'une copie des médias US, mais la façon dont Ms Muller (la rédactrice de l'article en question, « Socialismo o muerte », ayant écrit son article à Cuba après avoir ouvertement violé les lois d'immigration cubaines) a voyagé dans mon pays ne contribue pas, selon moi à la crédibilité de cet article* » (Sergio Oliva Guerra, Ambassadeur Cubain à Trinidad et Tobago, Sunday Express, 13 Mai 2007).

Quand aux Britanniques, la protection de leurs investissements massifs dans LNg (le secteur énergétique de Trinidad) apparaît périodiquement à travers des crises d'ingérence plus ou moins dissimulées. Ainsi l'arrivée dans l'île du gang jamaïcain *Judgement Yard* (du nom d'un ghetto d'August Town à Kingston), spécialisé dans le transport de ganja jamaïcaine de haute qualité grâce aux réseaux tissés par des artistes originaires du quartier vers Trinidad puis New York et Londres, montra l'implication de la Grande Bretagne dans les affaires de la République. Alors que la présence du *Judgement Yard* est signalée par les spécialistes dès le milieu de l'année 2007, ce n'est que le 12 Juillet 2008 que la presse reprend pour la première fois les soucis du gouvernement britannique quant à une organisation jamaïcaine utilisant des « mules » jamaïcaines en partance de Trinidad, et voyageant grâce à des faux passeports originaires du territoire (Trinidadexpress.com, 12 Juillet 2008³¹¹). Quelques semaines auparavant, le 30 Juin 2008, les douaniers jamaïcains avaient saisis à Kingston un très important chargement de ganja (l'équivalent de 30 millions de JA\$ de ganja selon la police) sur le *Paradaro* en partance pour Trinidad, pour le compte du *Judgement Yard* (Radiojamaica.com, 30 Juin 2008). Le bruit court rapidement dans le ghetto de Laventille que le gouvernement Britannique, comme il l'a déjà fait à plusieurs reprises pour assurer la stabilité de son espace d'investissement, met à prix la tête de l'organisation. Le 21 Juillet, Merlin « Cudjoe » Allamby, jeune père de onze enfants (à quarante ans !) et représentant du *Judgement Yard* à Trinidad, est retrouvé assassiné : s'en suit une longue série de représailles (Guardian of democracy, 22 Juillet 2008³¹²).

4.4 Conclusion :

³¹¹ http://www.trinidadexpress.com/index.pl/article_news?id=161351395

³¹² <http://www.guardian.co.tt/news8.html>

La République de Trinidad et Tobago est une nation inachevée assise sur un espace particulièrement fragmenté: deux îles, de nombreux îlots, et surtout de profondes divisions ethniques, religieuses, sociales et économiques. Comme on l'a vu, l'histoire post-coloniale a dessiné un « *Etat ethnique* » (Premdas, R., 1972) qui assure la perpétuation de son pouvoir par le recours à toutes les activités économiques disponibles – y compris le trafic de narcotiques. Cet « Etat Janus » (Figueira, D., 2004) pratique en outre le dédoublement de ses profils pour répondre à la fois aux attentes de ses principaux financiers, et de la principale puissance régionale. Ce véritable « Narco Etat », au moins depuis la fin des années 1990, « *ne fut jamais neutre, ni représentatif* » (Premdas, R., 2007), mais délibérément orienté vers les intérêts des classes blanches. L'institutionnalisation du trafic de drogues illicites a de ce fait engendré la reproduction de la « plantalogique » qui caractérise les secteurs de l'économie légale à l'économie illégale.

Cette institutionnalisation eut aussi pour conséquence de modifier les logiques spatiales d'organisation du trafic de drogues illicites dans l'île. Les trafiquants de cocaïne purent de plus en plus librement et ouvertement exploiter des espaces visibles (le port de plaisance, l'aéroport, etc.) et réinvestir dans des façades légales, tandis que les producteurs, trafiquants et consommateurs de ganja ont été victimes d'une criminalisation croissante. Ceci entraîna le repli des espaces de production de la ganja dans l'intérieur forestier et plus récemment l'amélioration des techniques et la rationalisation de productions d'intérieur. L'espace du crack demeure sans aucun doute le plus ensanglanté des lieux de la drogue avec l'alternance de la domination des cartels syriens et indiens sur les points de vente en gros, et, au rang inférieur, la lutte violente entre les petits revendeurs créoles les uns contre les autres et contre les gangs musulmans du *Jamaat*.

Un des atouts majeurs de l'approche géographique est l'analyse comparative. Elle éclaire particulièrement le cas tribagonien à travers le recours à deux autres exemples caribéens.

Le Suriname et le Guyana ont connu, pour des raisons diverses, la même ségrégation ethnique et spatiale des tâches et des bénéfices du trafic. Dans les deux cas se sont formés des gangs de jeunes adultes noirs, dans un premier temps embauchés pour effectuer les basses tâches du trafic, cartellisés dans ces deux cas par les élites indiennes qui ont pris l'ascendant pour des raisons historiques sur la classe blanche, puis autonomisés et semant panique et réactions racistes dans les autres communautés (Figueira, D., 2004 ; Brana-Shute, G., 2000 ; Labrousse, A., 2003). Le niveau avancé de la « colombianisation » de l'Etat Guyanien (Guyana) a entraîné la création de violentes polices paramilitaires – les *black colthes* – conçues pour éradiquer ces gangs de jeunes hommes noirs et pauvres à la demande de la narco-élite indienne et des trafiquants colombiens. Le Suriname a même connu la particularité d'une lutte pour la territorialisation des espaces forestiers du trafic de cocaïne

– depuis le Brésil voisin et les laboratoires directement délocalisés par les Colombiens dans la forêt
– entre un Etat militaire (le gouvernement Bouterse) et des groupes plus ou moins autonomes de noirs marrons, cette lutte ayant rapidement tourné à la guerre civile.

En République Dominicaine, comme dans le cas du Suriname de Bouterse et du narco-Etat tribagonien, on assista, de même, à une territorialisation des réseaux de la cocaïne par l'armée et les hauts membres du gouvernement H. Mejia, révélée au grand jour par la saga de l'ancien capitaine de l'armée E. Quirino (Labrousse, A., 2003, Figueira, D., 2004). La demi-île et la république bi-insulaire prirent rapidement le rôle des deux hubs majeurs du trafic dans la région Caraïbe – Patrick Meyzonnier (2000) parle dans le premier cas de véritable « *porte- avions du trafic* ». La République Dominicaine s'imposa finalement, en raison, vraisemblablement, des libertés laissées au gouvernement par les Etats-Unis en récompense de l'aide apportée dans la libéralisation du pays ainsi que du voisin Haïtien. Le soutien inconditionnel des Etats-Unis à la Narco-République est en effet intimement lié à la conservation par le gouvernement Mejia du code du travail datant de 1951, écrit sous R. Trujillo, dictateur installé par l'occupation des *Marines* de 1916 à 1924. Dans ce pays colonisé par les investisseurs étrangers nord américains dès le début du XXème siècle, et qualifié par de lointains économistes de « miracle économique », le salaire réel a baissé depuis les années 1970 avec notamment l'apparition de plus de 30 zones franches étasuniennes employant plus de 200 000 personnes (Itzigsohn, J., 2000 ; Meyzonnier, P., 2000 ; Hartlyn, J., 1998 ; Gage, 1997) . Le secteur tertiaire rappelle en outre le Cuba de Batista, caractérisé par la possession étrangère des hôtels, le très haut niveau de prostitution (on dénombrait une prostituée pour 40 habitants dans le Cuba de Batista et un proxénète pour 1000 !) et le développement de l'espace du jeu (Del Omo, 1979 ; Fernandez, N., 1999). Le code du travail national fut écrit par un dictateur raciste et sanguinaire, n'hésitant pas à faire kidnapper des travailleurs haïtiens près de la frontière lors de la saison de la canne et à les assassiner en masse par la suite (Cruse, R., 2007). Par ailleurs le groupe paramilitaire haïtien FRAPH, qui a renversé le gouvernement démocratique d'Aristide en 2004, a été équipé et entraîné par les Etats Unis en République Dominicaine (DeRienzo, P., 1994 ; Howell, R., 2004³¹³ ; Farmer, P., 2004 ; Chin et *alii*, 2004). Le caractère stratégique de Trinidad, moins marqué, avec l'intérêt d'une petite réserve de pétrole partagée avec les Britanniques, explique vraisemblablement pourquoi l'élite tribagonienne ne peut se permettre les mêmes excès que l'élite dominicaine.

Différents modèles spatiaux (colombianisation marquée par le paramilitarisme, modèle indocréole, modèle dominicain, mais aussi ailleurs « mexicanisation », etc.) sont donc à l'œuvre dans l'organisation des territoires des drogues illicites dans la Caraïbe. Trinidad a évolué vis-à-vis du

³¹³ <http://foi.missouri.edu/newsmgmtabroad/probingusties.html>

trafic à la fois selon un schéma propre aux espaces indo-créoles à double « minorité-majoritaire » (hiérarchisation ethnique des tâches et des bénéfices, formation de gangs de meurtriers noirs, racisme, etc.) et aux espaces possédant une « géostratégie » importante du point de vue du Nord Atlantique (d'où les dérogations tacites pour les narco-gouvernements). D'où cette combinaison unique de narco-Etat-ethnique générant près de 300 meurtres par an.

Cet Etat en équilibre instable continue de jouer le rôle d'appendice d'une métropole lointaine qui ne le contrôle plus complètement mais à qui il doit sa survie (équipement militaire, aide économique, etc.) et dont le rôle s'exprime clairement dans le secteur énergétique. Le gouvernement tribagonien ne possède ni les moyens de s'opposer au trafic, ni les moyens de le contrôler. Pour parvenir à son objectif unique, la perpétuation du pouvoir, il s'allie toujours aux élites économiques blanches et aux trafiquants syriens d'un côté, et aux Etats-Unis de l'autre, tout en continuant à duper maladroitement sa base électorale (créole). C'est un grand écart risqué pour cet Etat-Janus, mais l'abandon du soutien des groupes de la drogue (ses financiers), ou du gouvernement des Etats-Unis (son soutien politique indispensable dans l'arène internationale), signifierait sans aucun doute sa chute immédiate.

Dès le balbutiement, dans l'économie légale de la plantation, les communautés indo- et afro-tribagoniennes luttèrent pour les miettes du festin impérial (Premdas, R., 2007) . *Remake* de la théorie raciste de M. Jeffreys³¹⁴, les afro-tribagoniens ultra marginalisés se retrouvent désormais aux rames d'une galère récoltant d'immenses bénéfices pour les minorités marchandes à peau claire. Malgré la rente pétrolière qui fait virtuellement de Trinidad et Tobago l'Etat le plus riche de la Caraïbe indépendante, Trinidad demeure marquée par l'extension de ses bidonvilles (entre 1/3 et 1/4 de la population urbaine selon les recensements de l'UN *Millenium Development Goal Indicator*) et par l'importance des envois d'argent de la diaspora (130 millions de dollars en 2008 selon l'IDB, pour une population totale de 1,2 Millions), deux indicateurs du niveau de vie beaucoup plus fiables que le PNB.

³¹⁴ M. Jeffreys est un anthropologue sud-africain pionnier dans la construction de la thèse de la présence africaine dans l'Amérique précolombienne. Pour cet *afrikaner* il demeure cependant inconcevable que ses africains n'aient atteint l'Amérique autrement que comme « rameurs » (*paddlers*) pour le compte de marchands arabes. (Jeffreys, M., 1953).

Chapitre 5 : Frictions entre les espaces informels et l'État jamaïcain

“Mi nevah have noh time

Wen mi reach

Fi see no sunny beach

Wen mi reach

Jus people a live in shack

People livin back-to-back

Mongst cackroach an rat

Mongst dirt an dizeez

Subjek to terrorist attack

Political intrigue

Kankstant grief

An noh sign af relief...

An wen mi reach mi sunny isle

It woz di same ole style

Di money well dry

Di bullits dem a fly

Plenty innocent a die

Many rivahs run dry

ganja plane flyin high

Di poor man im a try

Holdin awn bye and bye

Wen a dallah cant buy

A lickle dinnah fi a fly...

Mi know yu couldn tek it dada

Di anguish an di pain

Di suffahrin di prablems di strain

Di strugglin in vain

Fi mek two ens meet

Soh dat dem pickney coulda get

A lickle sometin fi eat

Fi put cloaz pan dem back

Fi put shoes pan dem feet

Wen a dallah cant buy

A lickle dinnah fi a fly

*Mi know yu try dada
Yu fite a good fite
But di dice dem did loaded
An di card pack fix...”*

Linton Kwesey Johnson, *Reggae fi Dada*, 1984

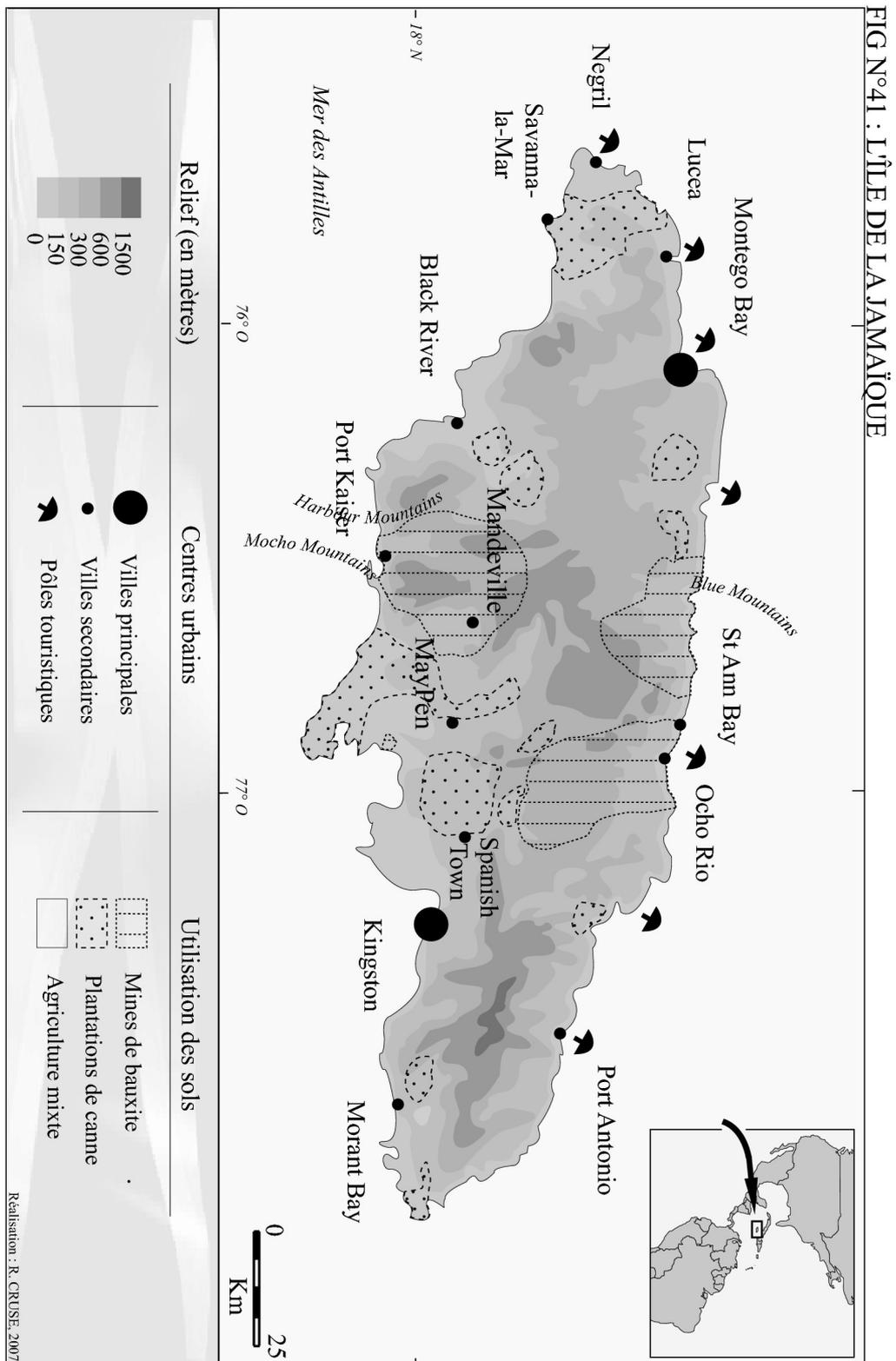
5.1 Introduction

Située géographiquement, économiquement et socialement entre Haïti et Cuba, l'île de la Jamaïque est marquée par la récurrence historique de la violence et de la résistance, sous différentes formes (militaire, économique, culturelle, etc.). La violence est ainsi un sujet de conversation courant en Jamaïque, l'équivalent de la pluie et du beau temps sous les climats européens. Et le positionnement géographique par rapport à cette violence est d'ailleurs un des premiers qualificatifs utilisés pour décrire son habitation (plus ou moins près des affrontements, victime ou non du racket, de balles perdues, etc.) à peu près de la même manière qu'on parle de son exposition à la « *cool breeze* », la brise marine qui rafraîchit les chauds après-midi. L'Etat jamaïcain lui-même fut fondé par des écumeurs des mers en tout genre, Port Royal est longtemps demeuré la région de piraterie la plus redoutée au Monde par les navires marchands pratiquant une piraterie légale, et les gouverneurs britanniques firent venir dans l'île ce que la légende décrit comme les esclaves les plus rebelles, ceux là même qui, partis « marrons », obtinrent autour de Nanny et Cudjoe leur indépendance dans les montagnes bleues un siècle avant l'abolition de l'esclavage dans la Caraïbe Britannique³¹⁵.

Rappelons à ce sujet que tout avait mal commencé pour les envahisseurs européens puisque les Amérindiens Arawak avaient tout d'abord refusé de les nourrir à leur arrivée (1494) sur la « *terre des eaux et des bois* »³¹⁶, et qu'ils seraient même parvenus à les exterminer jusqu'au dernier sans l'annonce d'une éclipse de lune. (Gunst, L., 1995).

³¹⁵ Un traité est signé entre Cudjoe et les autorités britanniques en 1739, plus d'un demi siècle avant la révolution Haïtienne

³¹⁶ Le nom propre « *Jamaica* », traduit en français « Jamaïque », dérive du terme Arawak « *Xamaica* » signifiant la terre des eaux et des forêts.



³¹⁷ Le traité sera rompu par les colons par peur d'une contagion de la révolte sur l'île voisine d'Haïti.

³¹⁸ Les « rebelles » (on dirait « terroristes » à l'heure actuelle) seront tués jusqu'au dernier et Sharpe pendu, mais l'abolition est obtenue trois ans plus tard

Mais, comme dans le cas de Trinidad, évoqué plus haut, et à l'image du reste de la Caraïbe, l'« indépendance » a, en Jamaïque, marqué le début d'une nouvelle période d'exploitation caractérisée par un « glissement statique » du pouvoir de la « plantocratie » vers la « politocratie », démocratie clientéliste parasitaire dirigée par les fils de planteurs, descendants des pirates licites et illicites et autres négriers du commerce triangulaire. La principale caractéristique de ce mouvement semble donc, paradoxalement, que la Jamaïque y a fait du surplace. Une « révolution » au sens étymologique du terme : à l'issue d'une giration complète, retour à l'origine. Même si on ne revient en fait *jamaïs* à l'origine...

Le changement le plus voyant dans la vie des masses noires de descendants d'esclaves (91% de la population³¹⁹) fut le passage d'une vie rurale à une vie proto-urbaine, à partir du début des années 1930, caractérisée par le manque (de logements, de travail, d'infrastructures, d'argent, etc.), ainsi que par le « *scuffling* » (ou « *hustling* »), c'est-à-dire la lutte économique au jour le jour pour la survie hors des circuits formels monopolisés par une élite à peau claire, raciste. La violence d'Etat, jusque là monopolisée par l'armée et la police coloniale, fut, dans un premier temps, renforcée par l'adjonction des milices privées, embauchées par les politiciens des deux bords, pour s'assurer leurs territoires politiques (« *turf politics* ») (Figueroa, M., 1985), les espaces de la mascarade démocratique où les votes s'achètent au bâton et à la carotte. Ces milices naîtront de la guerre froide qui coupera la méditerranée américaine en deux espaces politiques distincts, et bientôt jusqu'à la ville de Kingston, partageant la masse homogène de « *sufferers* » en deux camps rivaux, menés par l'utopie d'une amélioration de leurs conditions de vie. Elles deviendront les gangs connus aux Etats-Unis sous l'appellation à consonance hollywoodienne de « *Posses*³²⁰ ».

La libéralisation forcée de l'économie jamaïcaine sous la pression des recouvreurs de dette occidentaux et de leurs relais locaux (le FMI en surface, et la CIA souterrainement dans le cas de la Jamaïque et localement le parti conservateur JLP), se traduira, comme ailleurs dans les anciennes colonies britanniques, par la fuite de capitaux vers les Etats-Unis et la Grande Bretagne sous forme de bénéfices tirés de l'exploitation des matières premières, de remboursement des intérêts exorbitant – et « flottants » - d'une dette extérieure gaspillée, et d'ouverture forcée aux importations de produits agricoles étrangers bon marché car hautement subventionnés, etc. Dans ce mouvement, la démocratie clientéliste qui avait vu le jour à l'indépendance du pays se transformera en un véritable « Etat-parasite » (Gray, O., 2003), plombant les rares revenus que les Jamaïcains tirent de l'économie formelle. L'*Inter-american Development Bank* (IDB) estime que l'informel s'élève

³¹⁹ CIA World Factbook, 2006.

³²⁰ Les *posses* sont les groupes de bandits dans les westerns Hollywoodiens. L'appellation a été reprise par les groupes de jeunes bandits jamaïcains. On dit aussi *massive*, *crew*, etc.

aujourd'hui à 43% du PNB jamaïcain, tandis que les envois d'argent des expatriés comptent pour 18% (IDB, 2006). Et cela sans compter que bon nombre de commerces et d'industries formelles sont perfusés par les revenus tirés du trafic de drogues illicites dans leur cheminement vers les circuits de l'économie légale (et rackettés par les *posses* à l'autre bout de la chaîne).

C'est pourquoi le commun des Jamaïcains doit se tourner vers les secteurs informels pour faire face à une situation de pseudo-crise économique permanente – crise structurelle liée au schéma de distribution des richesses produites -, reflétant la situation de guerre civile larvée qui anime la sphère sociale, chaque année battant le record de criminalité de l'année précédente. La solution la plus couramment adoptée consiste à se tourner vers le petit informel lié à des activités économiques formelles (le tourisme) ou déjà partiellement informelles (l'économie du *dancehall*) voire complètement illégales (l'économie des drogues illicites, le trafic d'armes, etc).

Les espaces du tribalisme politique, les « garnisons » et leurs « *posses* » seront les premiers abordés dans cette analyse, dans leurs rapports aussi bien avec le monde légal parasitaire (l'Etat tentant de conserver sa domination) qu'avec le monde illégal (les « cartels » colombiens, etc.) et des intermédiaires difficilement classifiables (la CIA.), sans perdre de vue les ambiguïtés des influences territoriales (contrôle des enclaves hors de la territorialité de l'Etat). Entraves inéluctables à la démocratie clientéliste et parasitaire qui les a créés, les gangs de ces « garnisons » sont à la fois la cause et la conséquence de la violence extrême qui frappe l'île, classée troisième pays le plus dangereux au monde par l'ONG Nation Master³²¹ (devancé seulement par la Colombie et l'Afrique du Sud). Mais dans les ghettos surpeuplés de Kingston, Spanish Town, etc., ces groupes prennent aussi en charge la protection économique (ils font office de sécurité sociale, d'employeurs, etc.) et physique (protection contre les descentes de police meurtrières, punitions sévères contre les voleurs, violeurs, etc.) des populations en proie à la violence et à la prédation étatique. L'espérance de vie des jeunes du quartier qui en forment l'ossature est cependant fortement réduite par les rivalités opposant ces milices qui doivent cohabiter dans un espace limité en termes physiques, aussi bien qu'en termes d'opportunités économiques.

Parmi les femmes, particulièrement les femmes pauvres et noires, populations les plus touchées par la crise économique aggravée par les contrecoups du choc pétrolier et par l'intervention dans l'île du FMI au milieu des années 1970, la prostitution est sans doute la manifestation la plus dramatique de l'absence de tout espoir de promotion économique et sociale.

³²¹ <http://www.nationmaster.com/red/graph/crime/crime-murders-per-capita&int=-1>

Cette activité, parfois utilisée (temporairement) de manière émancipatrice par les femmes noires depuis la période esclavagiste³²², prend des formes variées pour répondre à une demande massive, émanant le plus souvent des pays riches (Etats-Unis, Grande Bretagne, Italie principalement), mais aussi d'une vaste clientèle locale, avec son tribut dramatique à la prostitution enfantine, parfois sous la bénédiction de (rares) parents aussi affamés que peu scrupuleux. Les élites, qui n'ont pas de prise (et pas de taxation directe) sur cette activité informelle à fort taux de percolation économique (contrairement à des activités légales comme le tourisme par exemple), multiplient les contraintes législatives qui, en fin de compte, sans limiter le phénomène, permettent aux forces de « l'ordre » d'introduire une forme de « taxation » tout aussi informelle. La situation économique est tellement dramatique que la prostitution prend des formes extrêmement diluées allant jusqu'à ce qu'il est convenu en Jamaïque d'appeler des « arrangements sexuels » (passes contre un emploi, une opportunité quelconque, une aide financière pour envoyer les enfants à l'école, etc.)

L'économie liée à la culture populaire du *dancehall* est sans doute l'activité informelle la plus répandue, sous les formes les plus diverses (production, animation, vente, mode, copies illégales, etc.). C'est cette activité qui permet à un grand nombre de Jamaïcains de vivre sur le fil étroit de l'informel qui sépare le monde légal du monde illégal. L'Etat parasitaire a ses prises sur cet espace qui, non content de générer un des principaux revenus du pays, notamment dans ses interactions avec le complexe touristique, est aussi le catalyseur d'une culture populaire remettant en cause la « jamaïcaneité » telle qu'elle a été définie par les autoproclamées « élites » politico économiques, cette caste caractérisée par une séparation spatiale nette et une endogamie poussée, par la conservation d'un ethnotype blanc/mulâtre (« *brown* » en jamaïcain) ainsi que du langage hérité des colons britannique. Cette caste se concentre en quelque 21 familles « claires » (d'origine britannique, syrienne, ou portugaise) qui comptent pour la moitié des directeurs d'entreprises en Jamaïque (Stolzoff, N., 2003). Le *dancehall* est donc une contre-économie autant qu'une contre-culture, celle de la caste noire et pauvre qui concentre au moins 75% des habitants (Stephens, E., Stephens, J., 1986), et constitue, à ce titre, la principale menace pour l'oligarchie jamaïcaine claire. Le *dancehall*, rejeté par les élites qui n'y voient que la dépravation des masses pauvres (à travers les danses et certains lyrics suggestifs), véhicule à la fois la culture et le mode de vie de la majorité jamaïcaine. C'est un des rares espaces publics dans lequel la langue jamaïcaine même, langage à

³²² Il a été noté par plusieurs chercheurs dont Kempado que certaines femmes esclaves utilisaient leurs corps pour obtenir leur liberté. La vente du corps est donc vécue comme un passage temporaire vers un espace économique et social meilleur, et non comme une activité à long terme, ce qui relie cette période à la période de crise actuelle qui a vu le (re)développement massif de la prostitution à partir de la fin des années 1970.

part entière³²³ et non simple « *broken english* », à droit de cité. Au grand désespoir de la bourgeoisie jamaïcaine qui le rejette dans les sphères informelles, le *dancehall* est, riche de tous ses paradoxes, l'archétype culturel jamaïcain par excellence. Il permet à la majorité de la population de se nourrir et de s'identifier socialement. Après les brillantes analyses de la danse Limbo et de la culture haïtienne par Wilson Harris (Harris, W., 1995), et au milieu d'une foule d'articles et d'ouvrages ressassant les mêmes clichés sur le reggae, le décryptage de la culture jamaïcaine s'impose ici dans ses relations à l'espace et à la société...

5.2 De la géographie politique à la géopolitique de Kingston : « *politricks* », *posses*, et communautés-garnisons

Hungrybelly an' Fullbelly
*Dohn*³²⁴ *walk same pass*³²⁵
Fullbelly always a-tell Emptybelly
 "keepheart".
 James Berry 1984³²⁶

"Me nuh know how we and dem
A go work this out
But someone will have to pay
For the innocent blood
That they shed everyday..."
 Bob Marley, 1980, *We and dem*

Kingston, capitale du pays concentrant plus de 20% de la population recensée dans l'île (plus de 500 000 habitants³²⁷ sur 2,6 millions d'habitants au total en Jamaïque selon la STATIN³²⁸) s'étend le long de la plaine sèche de Liguanea, au pied des imposantes Montagnes Bleues qui ferment la baie. Kingston, au sens strict, désigne le centre historique (Kingston *downtown*), la ville basse et pauvre, et le centre moderne (*New Kingston*), assemblage hétéroclite de buildings

³²³ Il ne viendrait à personne l'idée d'appeler l'américain « *broken english* » bien qu'il diffère fortement de l'anglais britannique, qui n'est lui-même qu'un dérivé du latin sous des influences nordiques. Cependant les Jamaïcains ont, dans leur ensemble, à l'exception des linguistes, repris l'expression « *patwa* » pour désigner leur langage, sans pour autant y attacher la signification francophone (« patois »).

³²⁴ *Don't*

³²⁵ De *Path*, chemin, et *Past*, passé.

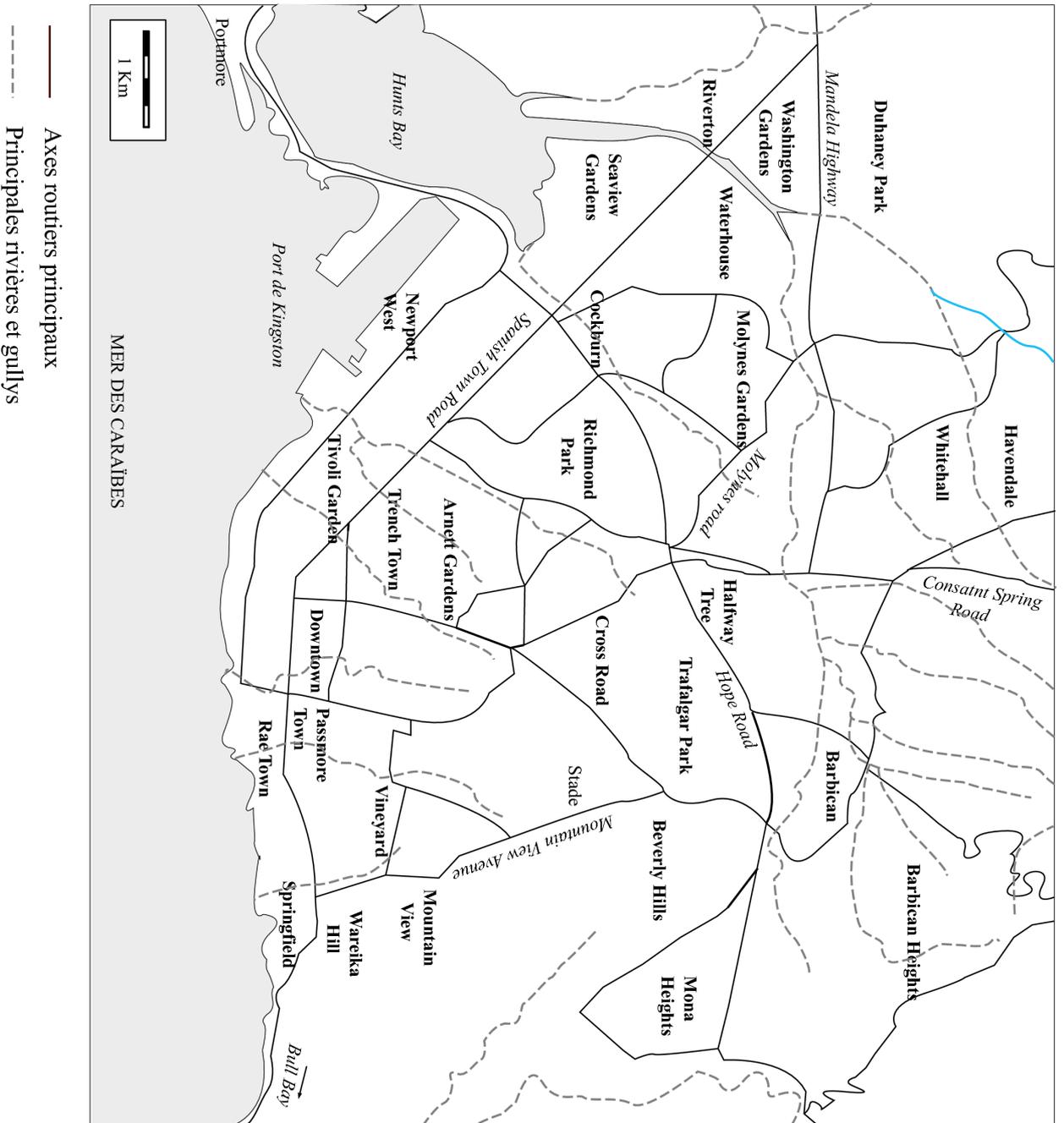
³²⁶ Le poète jamaïcain James Berry revisite ici le proverbe caribéen « *Fullbelly always a-tell Emptybelly : Keepheart !* »

³²⁷ Habitants du KSAC, c'est-à-dire le Kingston réel, qui s'étend bien au-delà des limites administratives de Kingston à proprement parler. Comme pour la Jamaïque plus généralement, la population de Kingston est particulièrement difficile à estimer en raison de l'importance de flux migratoires nationaux et internationaux erratiques et peu enregistrés.

³²⁸ Institut National de Statistiques, <http://www.statinja.com/stats.html#1> . La population jamaïcaine demeure extrêmement difficile à quantifier en raison du flux incessant de migrants allant et venant des Etats-Unis notamment.

relativement modernes et entretenus dans lequel se concentrent les banques, hôtels, commerces, les principales attractions touristiques (Musée Bob Marley, restaurants, jardin botanique, etc.) et les ensembles résidentiels des classes moyenne. Kingston au sens large compte au moins un demi-million d'habitants, dont la majorité sont entassés dans des arrière-cours. Même les immeubles décrépis peinent à faire oublier le caractère rural de la capitale : les rues secondaires sont, jusque dans la ville haute, peuplées de meutes de chiens, de chèvres, de cochons et de poules qui disputent l'ombre des manguiers aux habitants aux heures les plus chaudes de la journée.

FIG N °42 : KINGSTON



Si la ville haute, très peu densément peuplée, peut, à proximité des grands axes (Hope Road, Barbican Road), donner un aperçu trompeur du niveau de vie jamaïcain, la visite du marché de la ville basse et des lotissements environnants, bondés, (Tivoli Gardens, Denham town, etc.), puis des quartiers qui s'étirent le long des axes de Spanish Town Road à l'ouest, Molynes Road au nord, et Bull Bay à l'est ramène l'observateur aux réalités économiques jamaïcaines.

Conséquence de l'exode rural massif qui a frappé le pays à partir du début du XXème siècle la capitale s'étend loin au-delà de ses propres frontières, à tel point que, dès 1923, on rebaptisa l'ensemble de la région côtière enserrée entre la Mer des Caraïbes et les Montagnes Bleues, au nord, et les Montagnes Refuges à l'est (*Harbour Mountains*) l'« aire commune » (« *corporate Area* ») de Kingston – St Andrew. C'est à cette aire, qui s'étend des taudis greffés sur l'axe principal de la route de Spanish Town, aux quartiers de luxe sur les premières hauteurs des montagnes bleues qu'on se réfère lorsqu'on parle de Kingston.

L'entrée de la capitale depuis « le pays » (« *country* ») se fait généralement par Spanish Town Road faisant de cette route en un axe vital entre la capitale et ses campagnes périphériques (ainsi que les villes secondaires de Spanish Town, Mandeville, Montego Bay, etc.), et entre les docks et le centre ville. C'est par cet axe que les productions légales (fruits, légumes, canne, etc.) et illégales (cocaïne, armes, etc.) transitent généralement, hormis la ganja d'exportation qui s'expatrie massivement via des ports secondaires, des pistes pour avionnette improvisées, et l'aéroport de Montego Bay. C'est aussi le long de cet axe vital que se sont fixés les naufragés du développement jamaïcain, donnant naissance aux ghettos parmi les plus denses en activités criminelles qui soient au monde, et transformant, à la longue, Kingston en « *un échiquier composé de zones de guerre et de pièces humaines* » (Gunst, L., 1995).

La politique jamaïcaine du siècle dernier s'est résumée à la prise de contrôle de cette zone stratégique par l'élite jamaïcaine pour limiter les conséquences du changement de régime survenu au milieu des années 1960.

5.2.1. Un demi siècle de « communautés-garnisons » à Kingston : origines et évolution du phénomène.

L'étude des aires de vote homogène qu'on appelle en Jamaïque les « communautés-garnisons³²⁹ » (*garrison communities*), est un sujet en vogue dans le département de sciences sociales du campus de Mona, à Kingston. Le doyen du département, Mark Figueroa, en a fait depuis une dizaine d'années une de ses spécialités en raison de la demande publique de plus en plus pressante d'explications sur la criminalité exceptionnelle qui règne en Jamaïque, et sur la question de l'implication des hommes politiques jamaïcains dans ce phénomène. L'étude des communautés-garnisons est en effet une des principales clefs de lecture de l'espace politique jamaïcain, et la porte d'entrée à l'étude concrète de la violence endémique. Le terme de garnison est en effet passé, à Kingston, dans le langage courant. Il est désormais employé comme synonyme de « ghetto » pour décrire un cadre de vie plus qu'un type urbain au sens propre, le ghetto affichant une grande variété de types d'habitat et de coutumes.

Le sujet demeure sensible et le terrain miné. Le sociologue trinitadien Ken Pryce fut retrouvé noyé dans un endroit peu propice à la baignade des docks insalubres de Kingston, au début des années 1990, alors qu'il menait une étude dans ce domaine. Plus récemment à la suite du très bon ouvrage de Laurie Gunst sur les *posses* jamaïcains (*Born fi dead*, 1995), son principal informateur et guide dans les ghettos de Kingston fut retrouvé assassiné - et la chercheuse américaine est désormais *persona non grata* dans la capitale jamaïcaine. Dans son autobiographie (*Shower Posse*, 2002) l'ancien leader du *Shower Posse* Vivian Blake évite soigneusement de parler des attaches politiques de son gang (son second, Jim Brown, a péri dans l'incendie de sa cellule à Kingston alors qu'il menaçait de révéler ses liens avec le parti conservateur en 1991...). Phillip Baker, dans son exceptionnel ouvrage sur les gangs « jamaïcains » (*Blood Posse*, 1994), évite soigneusement de nommer les responsables politiques impliqués. Toute la littérature universitaire sur le sujet prend exemple sur cet ouvrage en usant et abusant de détours pour éviter de nommer les responsables pourtant bien connus : comme celui que l'on appelle à Kingston le « *Don of all Dons* », Edward Seaga, dirigeant historique du parti conservateur et ancien Premier ministre du pays (1980 – 1989),

³²⁹ On appelle en Jamaïque « communauté garnison », ou « garnison », un ghetto non seulement au sens économique et social – avec une connotation ethnique –, mais aussi politique. La garnison se caractérise par l'homogénéité des votes pour l'un des deux partis concurrents et par la violence démesurée qu'entraîne souvent la conservation de cette homogénéité et éventuellement l'extension aux quartiers voisins.

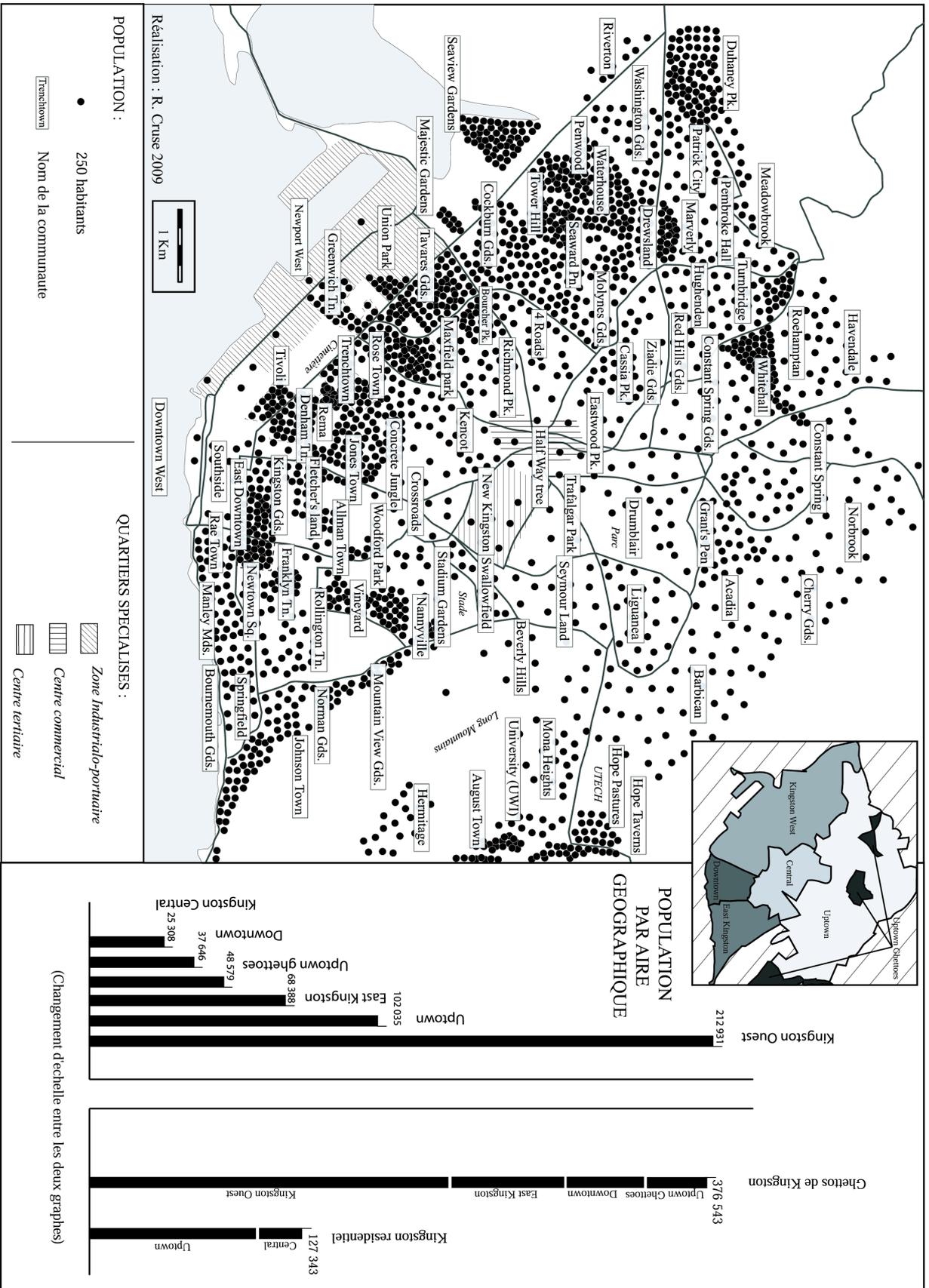
et l'ancienne Première ministre PNP Portia Simpson, pour ne citer que deux exemples parmi les plus célèbres et les plus caricaturaux.

Il existe en Jamaïque un fossé particulièrement profond entre la ville haute (*uptown*, au nord de la ligne Half Way Tree – Cross Roads – Beverly Hill) et ses habitants, ensemble auquel appartient l'Université, la grande majorité de ses étudiants et de ses professeurs, et la ville basse, dans laquelle se concentre la majorité de la population, des problèmes et des communautés-garnisons de Kingston.

La carte n°43 a été réalisée à partir du recensement de 2001, d'un plan de la ville, de photographies par satellite et d'observations de terrain. Deux-tiers des Kingstoniens habitent dans la ceinture de misère de la ville basse. Cette proportion passe même à trois-quart si on ajoute à ce chiffre ce qu'on appelle les « *uptown ghettos* », littéralement les ghettos de la ville haute, qui ont proliféré depuis deux décennies le long des « *gullies*³³⁰ » bordant les beaux quartiers (Gullyside, Whitehall, Stand Pipe, etc.), ou dans les espaces périphériques marginalisés (August Town). Dans un schéma qui n'est pas propre à la Jamaïque, mais certainement plus marqué ici qu'ailleurs, les habitants de la ville haute vivent dans une peur marquée de la ville basse et ne s'y aventurent généralement sous aucun prétexte, hormis le jour, sur les grands axes commerçants où les produits se vendent à moitié prix. Résultat il n'existe à l'heure actuelle aucune carte valable des communautés de la ville basse. Les rares cartographies existantes se contredisent et ne correspondent pas aux communautés telles qu'elles sont vécues par leurs habitants (« communautés sociales »).

³³⁰ Les *gully* sont les espaces d'évacuation d'eau de la ville, construite dans la plaine alluviale inondable de Liguanea. L'échelle d'un *gully* est très variable mais il s'agit généralement d'une large rivière dont le lit est enfermé dans un large coffrage de béton correspondant peu ou prou à son volume de crue. Les *gullies* – vides les $\frac{3}{4}$ de l'année - sont des anti-routes idéales pour les *gunmen* en fuite car inaccessibles aux véhicules de l'armée, ramifiés, et connectés à de nombreux points d'entrées dans les bidonvilles.

FIG N° 43 : PREDOMINANCE DE LA POPULATION DES GHETTOS DE KINGSTON



Sources : Recensement 2001 ; Photographie satellite

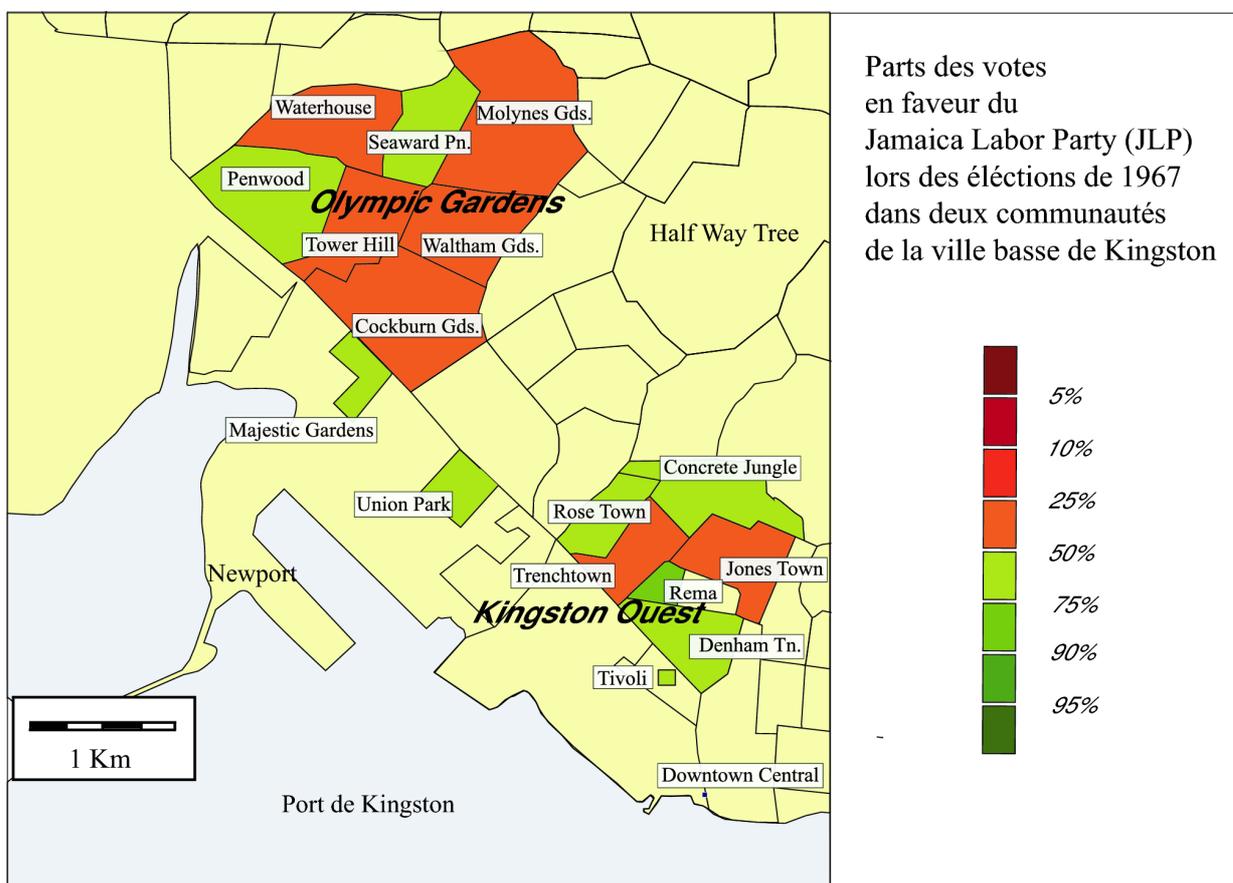
Bien que le phénomène des communautés-garnisons soit relativement facile à analyser, à cartographier, et à expliquer, ces deux contraintes majeures (risque, distance) expliquent pourquoi ce travail n'a encore jamais été réalisé, si on excepte la brillante thèse de la chercheuse britannique Amanda Sives portant sur deux communautés réduites du centre ville, dont une version actualisée était prévue pour 2008, et les travaux empiriques limités de Mark Figueroa. En 2003 les deux chercheurs avaient défini ensemble une communauté-garnison jamaïcaine comme « *un espace où toute personne essayant de s'opposer (...) au parti dominant est en danger grave, qui rend sa résidence dans le quartier extrêmement difficile, voire impossible. C'est une forteresse politique, complètement contrôlée par un parti.* » (Figueroa, M., Sives, A., 2003) Le vote y est homogène, ou quasi-homogène (Figueroa, M., 1985 ; Figueroa, M., Sives, A., 2003 ; Figueroa, M., Harriott, A., Satchell, N., 2007). On parle de syndrome de W. Lynch, du nom d'un ancien planteur qui recommandait aux élites à peau claire d'encourager les divisions au sein des populations noires en accordant des privilèges distincts selon le degré de pigmentation. C'est ainsi que les mulâtres se feront rapidement détester des noirs, et qu'une foule de qualificatifs viendra décrire les subtiles nuances de pigmentation des populations d'anciens esclaves. Traduite dans le champ politique, la stratégie de Lynch est encore celle du « *diviser pour régner* ». En Jamaïque, ce sont deux cousins appartenant à l'élite mulâtre qui vont prendre les rênes des deux principaux partis, divisant durablement la population mais servant toujours l'unique « famille » (au sens large) au pouvoir. Pour enfoncer le clou, l'élite claire parlera rapidement de « guerre tribale » pour décrire les affrontements politiques, par gangs interposés, de la même façon qu'on utilise cette appellation en Afrique pour masquer les enjeux et les acteurs soutenant les différents protagonistes.

La première étape de notre étude fut, en bonne logique, de délimiter le plus précisément possible les communautés de la ville basse. Nous avons utilisé les images satellites (pour délimiter le contour des communautés, les zones vacantes, etc.), des cartes existantes (pour prendre connaissance du plan général), et mené des recherches de terrain dans ces quartiers, interrogeant bon nombre d'habitants (leur perception de la toponymie, diffère souvent de la toponymie officielle.). C'est ce qui donne le résultat exprimé sur la carte de la répartition de la population à Kingston. Celle-ci est sans doute loin d'être parfaite, mais elle représente le travail cartographique le plus précis réalisé à ce jour disponible à l'Université.

Puis, à partir des rapports d'élections, vint la tâche fastidieuse de la cartographie des résultats de vote, non pas par bureau, comme elles sont données par les interminables rapports électoraux, mais par communauté.

Ainsi pour 1967, cinq années après le levée de drapeau, on observe dans Kingston Ouest et dans l'est de St Andrew, les deux premières communautés à souffrir du « tribalisme politique », des victoires électorales variées, avec de 50 à 75% des votes exprimés (Carte n°44). Seule la communauté de Rema, située entre Trenchtown et Denham Town, à deux pas du centre-ville, enregistre déjà des votes supérieurs à 75% pour le candidat du *Jamaica Labour Party* (JLP).

FIG N°44 : REPARTITION DES VOTES LORS DE L'ELECTION GENERALE DE 1967 DANS LES COMMUNAUTES DE OLYMPIC GARDENS ET DE KINGSTON OUEST

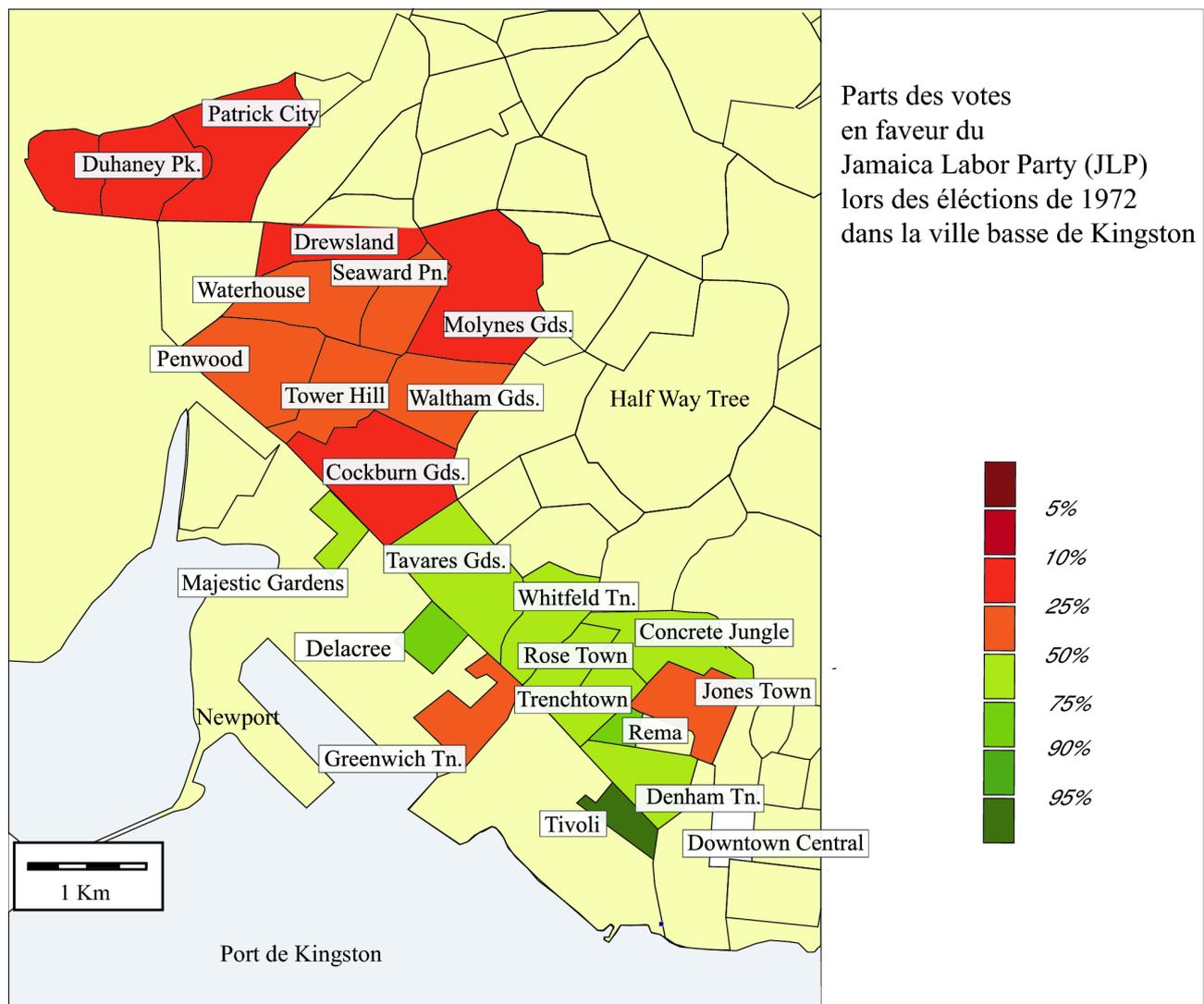


Sources : *General Elections Report 1967*

L'année 1972 marque une étape (Carte n°45). Le parti conservateur s'efface au profit du parti progressiste socialiste de Michael Manley et les schémas de vote prennent un tournant plus marqué. Toute la communauté d'Olympic Gardens vote désormais pour le People National Party (PNP) avec des scores souvent compris entre 75% et 90% des votes exprimés pour le parti de

Norman Manley (Cockburn Gardens, Molyne, etc.). Kingston Ouest est plus partagé globalement pro-JLP, mais les scores révèlent un relativement bon fonctionnement démocratique (entre 50 et 75% des votes exprimés pour le parti vainqueur) à l'exception de la communauté de Rema, et surtout de la garnison de Tivoli Gardens, bâtie et tenue par le leader JLP de Kingston Ouest Edward Seaga (Cruse, R., Rhiney, K., 2009), qui enregistre là plus de 95% des suffrages exprimés. De même Tivoli Gardens est marqué par les taux de participation supérieur à 100% : dans le bâtiment 24, on enregistre 316 bulletins pour 274 inscrits, 137 pour 123 dans le n°4... Le bourrage d'urnes n'est cependant pas propre aux garnisons JLP puisque, à Tavares par exemple, on enregistre aussi des taux de vote allant jusqu'à 160% (Electoral Report, 1972). On observe le même phénomène à Delacree, Greenwich, etc., marquant la domination de gangs politiques sur les bureaux de votes.

FIG N:45 REPARTITION DES VOTES LORS DE L'ELECTION GENERALE DE 1972 DANS L'OUEST DE KINGSTON

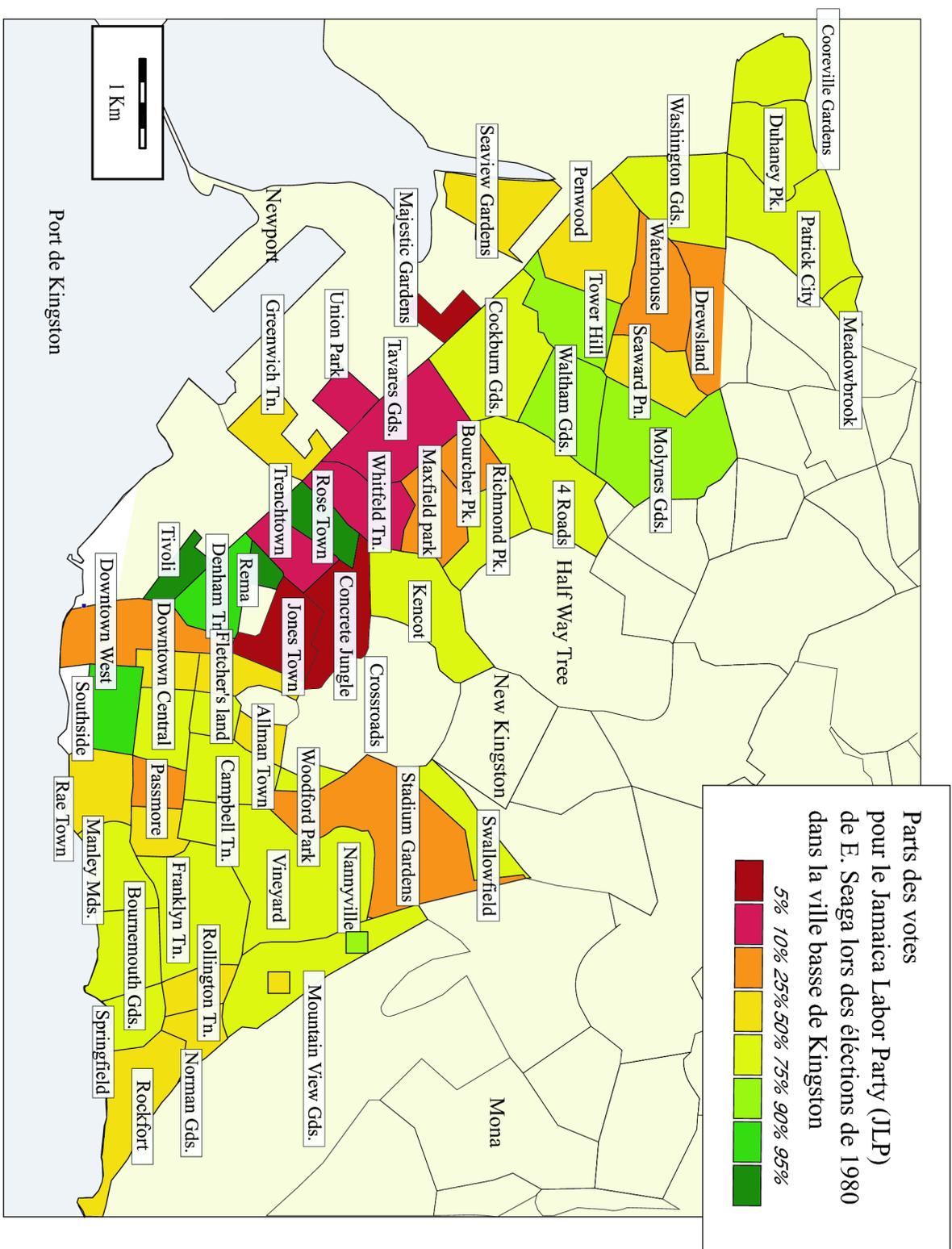


Sources : General Elections Report 1972

Après deux mandats du parti socialiste (1972 – 1976 ; 1976 – 1980) et la période de déstabilisation par la CIA (1975 – 1980) le JLP retrouve le pouvoir à l'issue des élections les plus sanglantes de l'histoire du pays. Olympic Gardens a littéralement retourné sa veste, et seuls demeurent les bastions de Waterhouse (autrement connu comme Moscow...) et de Drewsland. Kingston Est, bastion historique du PNP (quartier représenté par M. Manley, où des lotissements portent le nom de son père...) demeure très mitigé et les taux de votes relativement partagés (entre 50 et 75% pour le parti vainqueur en général) cache des disparités plus fines entre les différents quartiers appartenant à ces communautés (Carte n°46). Le centre-ville est, par contre, définitivement cloisonné par communauté : Concrete Jungle et Jones Town votent à plus de 95% pour le PNP de Michael Manley représenté localement par le ministre du logement Antony Spaulding (il a laissé derrière lui un stade à son nom dans le quartier qu'il a fait construire pour les supporters du parti), tandis que quelques centaines de mètres plus bas Rose Town, Rema et Tivoli Gardens votent à plus de 95% pour le JLP d'E. Seaga (il laissera lui aussi un stade à son nom en bas de Tivoli Gardens après avoir fait construire les lotissements). C'est là que la guerre civile fait alors le plus de victimes, particulièrement aux abords de la route de Spanish Town transformée en véritable ligne de front. Du côté de Tavares Gardens c'est une certaine Portia Miller Simpson, future Première ministre PNP, qui laisse son empreinte en remportant plus de 90% des votes, plus de 95% même dans le ghetto voisin de Majestic Gardens. Les taux de participation dans sa communauté vont de 100 à 120% entre l'école Haile Selassie et l'école de Tavares Gardens...

« Rares sont ceux – à l'exception des quelques politiciens – assez téméraires pour se risquer à traverser cette frontière n'importe où entre les routes principales... » (Eyre, A., 1984) A l'intérieur de ce dédale de micro-territoires extrêmement peuplés zig-zague en effet le « mur de Berlin » : épaves de voitures, troncs d'arbre, groupe de bâtiments brûlés, etc. Sur les murs de ces zones tampons on relève des tags explicites : « *JLP zone, PNP enter at thair owne risk (sic)* » (Hannah Town) ; « *Imperialism means man by man exploitation, comrades we the revolutionary from Arnett garden stand firm with the PNP* » (Zimbabwe) ; « *no CIAga here* » ; « *Manley is man lie* »... Des groupes armés se rassemblent sporadiquement à proximité de ces espaces tampons pour de brèves incursions chez l'« ennemi » durant lesquelles ils abattent des personnalités du quartier, allument des incendies, etc., avant de s'enfuir à travers les arrière-cours et les *gullies*, antiroutes d'un antimonde totalement hors de portée des forces de l'« ordre ».

FIG N°46 : REPARTITION DES VOTES LORS DE L'ELECTION GENERALE DE 1980 A KINGSTON

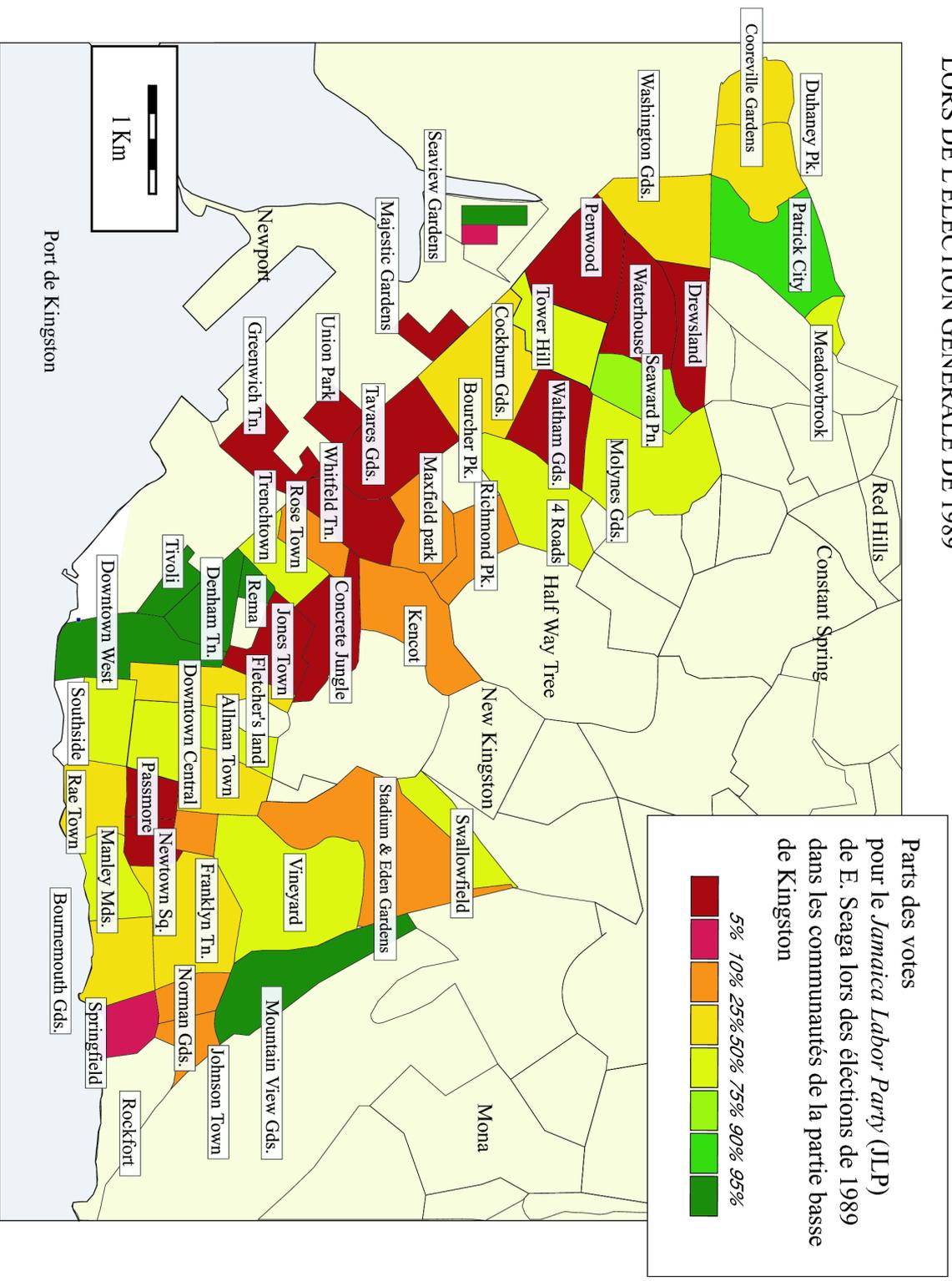


Sources : *General Elections Report 1980*

Après deux mandats désastreux du parti conservateur JLP (1980 – 1984 ; 1984 – 1989), marquées par le rideau de fumée de prêts massifs des instituts de crédits étasuniens sur fond de destruction des champs de ganja qui avaient servi à rembourser la dette durant le règne PNP, ce parti fut ramené au pouvoir dans le même engouement qui avait accompagné son éviction en 1980. Pour la première fois, les organisateurs des élections se soucièrent d'installer les bureaux de vote dans des bâtiments publics (jusque là bon nombre de bureaux de votes étaient tenus par des particuliers, chez eux...). Cette sage mesure n'empêcha pas les habituelles intimidations, bourrages et vols d'urnes, etc. Neuf années au pouvoir permirent cependant au JLP d'E Seaga de sécuriser bon nombre de garnisons : elles votèrent à plus de 95% pour le parti en débâcle quand l'ensemble des Jamaïcains votaient à 56% pour le PNP. E. Seaga réussit par exemple à cimenter autour du JLP la vaste communauté de Kingston Ouest s'étendant de Rema à Downtown West en passant par Tivoli et Denham Town. Face à ce resserrement de l'étau, le bourrage d'urnes devint moins nécessaire et les taux de votes s'alignèrent généralement sur les 100%, les votants se chargeant de déposer des bulletins JLP pour les nombreux non votants. De son côté Portia Simpson bétonnait le Sud-Ouest de St Andrew, recueillant plus de 95% des votes à Tavares, Union Park, Whitefield, Majestic Gardens, Greenwich, Anthony Spaulding gardait la mainmise sur Concrete Jungle et Jones Town (plus de 95% des votes), Jones récoltait le fruit de son labeur dans les garnisons de Waterhouse, Penwood, Drewsland et Waltham Gardens, tandis que le premier ministre Michael Manley faisait un score honorable dans sa propre circonscription de Kingston Est. L'accentuation des contrastes sur la carte révèle l'accentuation du garnisonnement des communautés et celle des tensions, particulièrement dans les communautés tampons situées sur les lignes de front comme Trenchtown, Rose Town, Washington Gardens, etc., ainsi que dans les communautés partagées en deux garnisons distinctes comme Seaview Gardens.

1989 marque aussi la dégradation du climat dans les communautés de l'est de la ville, avec le développement de deux garnisons distinctes entre le sud PNP (Rockfort) et le nord JLP (Mountain View), ainsi que légèrement à l'ouest entre les communautés JLP de Southside et Downtown et les communautés PNP de Passmore et Newtown Square (Carte n°47).

FIG N°47 : REPARTITION DES VOTES DANS LA PARTIE BASSE DE KINGSTON
LORS DE L'ELECTION GENERALE DE 1989



Sources : *General elections report 1989*

Contrairement à ce qu'écrivent conjointement Figueroa et Sives (Figueroa, M., Sives, A., 2003) en s'appuyant exclusivement sur le vote complètement homogène (0 vote pour le parti perdant), la carte réalisée en pourcentage montre que l'élection de 1997 ne marque pas le déclin du garnisonnement politique mais au contraire son accentuation.

La réflexion des deux chercheurs jamaïcains s'expliquait par plusieurs développements survenus au cours des années 1990. Premièrement, une évolution constitutionnelle suite aux élections de 1993, remportées par le PNM, et marquées par une fraude massive. Le comité électoral affirma « *qu'on ne peut pas vraiment déclarer qu'une élection ait eu lieu dans certaines circonscriptions car bon nombre d'urnes ont été volées* » (Kerr, J., 1993). Le conservateur Daily Gleaner se fit alors l'écho des plaintes posées contre des agents de police impliqués dans diverses anomalies du processus démocratique : non respect de l'anonymat du vote, bulletins marqués, scrutins confisqués, urnes transportées par des personnes inconnues, etc. (Daily Gleaner 3 avril 1993). L'opposition émit son propre rapport sur les fraudes et boycotta le Parlement d'avril à juillet, appelant à la démission du directeur des élections et du commissaire de police (Jamaica Labour Party 1993). Mais en réalité le Premier ministre « élu », P.J. Patterson, fut la seule véritable victime des fraudes car celles-ci remirent en cause sa légitimité alors que la majorité des Jamaïcains soutenait incontestablement le PNP. Il se vit dès lors dans l'obligation de réformer le processus électoral avec des peines plus lourdes pour les fraudeurs (5 ans de prison pour les fraudes mineures, etc.), avec l'obligation de refaire les élections dans des circonscriptions en cas de fraude avérée, et en introduisant des photographes indépendants dans les points de vote. Le centre Carter basé à Atlanta reçut une invitation et fut présent pour la première fois en 1997. Un nouveau commissaire de police, un ancien militaire du nom de Trevor McMillan, pris le poste convoité avec pour objectif d'en finir avec la corruption des policiers par les partis politiques. Surtout les policiers furent munis d'un numéro d'identification permettant à la population de dénoncer les officiers corrompus. (Figueroa, M., Sives, A., 2003).

Mais bien plus que toutes ces mesures, c'est la scission du Mouvement Démocratique mené par Bruce Golding du JLP d'Edward Seaga qui affaiblit le mouvement conservateur. Le JLP, déjà mal en point depuis 1989 n'avait plus aucune chance de gagner l'élection de 1997 et donc plus d'intérêt à financer les fraudes, tandis que le PNP avait tout intérêt à limiter ces mêmes fraudes au maximum pour sa crédibilité sur le plan international.

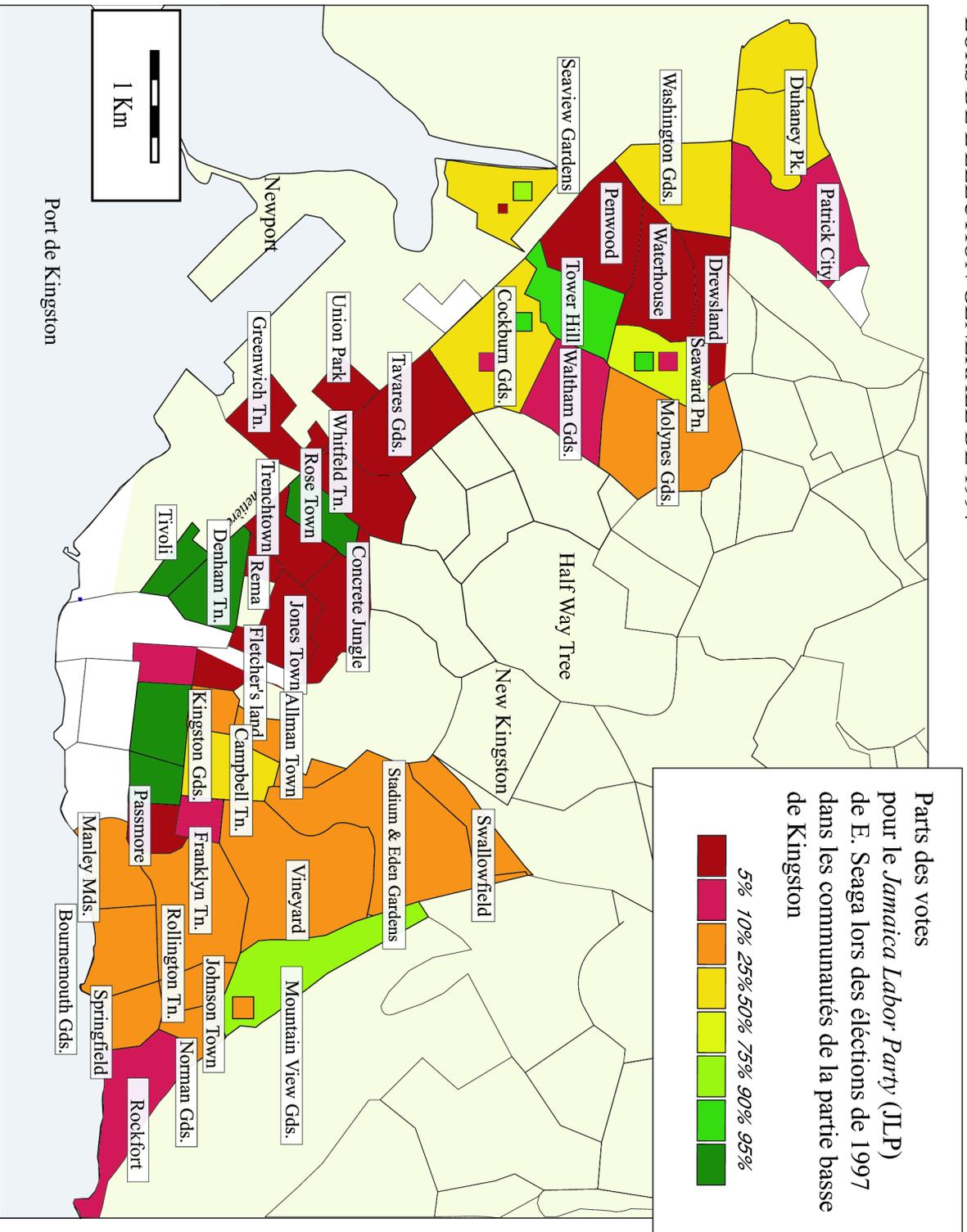
La chute du JLP, et donc de l'aide accordée à ses bastions, entraîna, de février à mars 1995, l'affrontement entre trois de ses anciens bastions : Rema, Denham Town et Tivoli Gardens. Cette

crise marqua la reconversion de gangs financés par le clientélisme politique, en gangs plus autonomes financés par le racket des commerces (notamment le juteux racket de l'immense marché de la ville basse) et le trafic de drogues illicites.

Tout concourrait donc à faire de l'élection de 1997 la date emblématique à partir de laquelle la Jamaïque en finirait avec une histoire politique marquée par le clientélisme et les garnisons que les politiciens locaux ont longtemps tenté de masquer derrière l'étiquette de « guerres tribales ».

Dans la réalité (Carte n°48), les schémas des politologues et autres chercheurs en sciences sociales s'effondrèrent devant l'inertie du phénomène du garnisonnement politique. Jamais dans l'histoire politique jamaïcaine la ville basse n'a, en effet, été si compartimentée qu'en 1997 et les différences de schémas de vote si marqués. L'Ouest de la capitale est désormais une vaste garnison PNP organisée autour des cœurs que représentent d'une part Drewsland, Waterhouse et Penwood, et de l'autre Tavares, Union Park, Withfield, Greenwich Town, Trenchtown, Concrete Jungle et Jones Town. Seules subsistèrent quelques rares et forts bastions JLP autour de Tower Hill, à Rose Town, Tivoli et Denham Town. Les clivages politiques n'ont jamais été aussi marqués, et ce malgré l'introduction de mesures sévères pour limiter le bourrage d'urnes (empreintes digitales et photographie des votants), l'apparition du centre Carter pour surveiller le bon déroulement des élections, et une réduction drastique de la violence le jour de la cérémonie électorale. La déroute lente mais marquée du parti conservateur JLP et les clivages en son sein avaient assuré une large victoire au PNP bien avant la tenue des élections et ce parti avait donc tout intérêt à des élections transparentes. Ainsi pour la première fois de l'histoire du pays les taux de participation ne dépassèrent que très rarement les 100%, dans des cas exceptionnels à Denham Town et à Seaview Gardens.

FIG N°48 : REPARTITION DES VOTES DANS LA PARTIE BASSE DE KINGSTON
LORS DE L'ELECTION GENERALE DE 1997

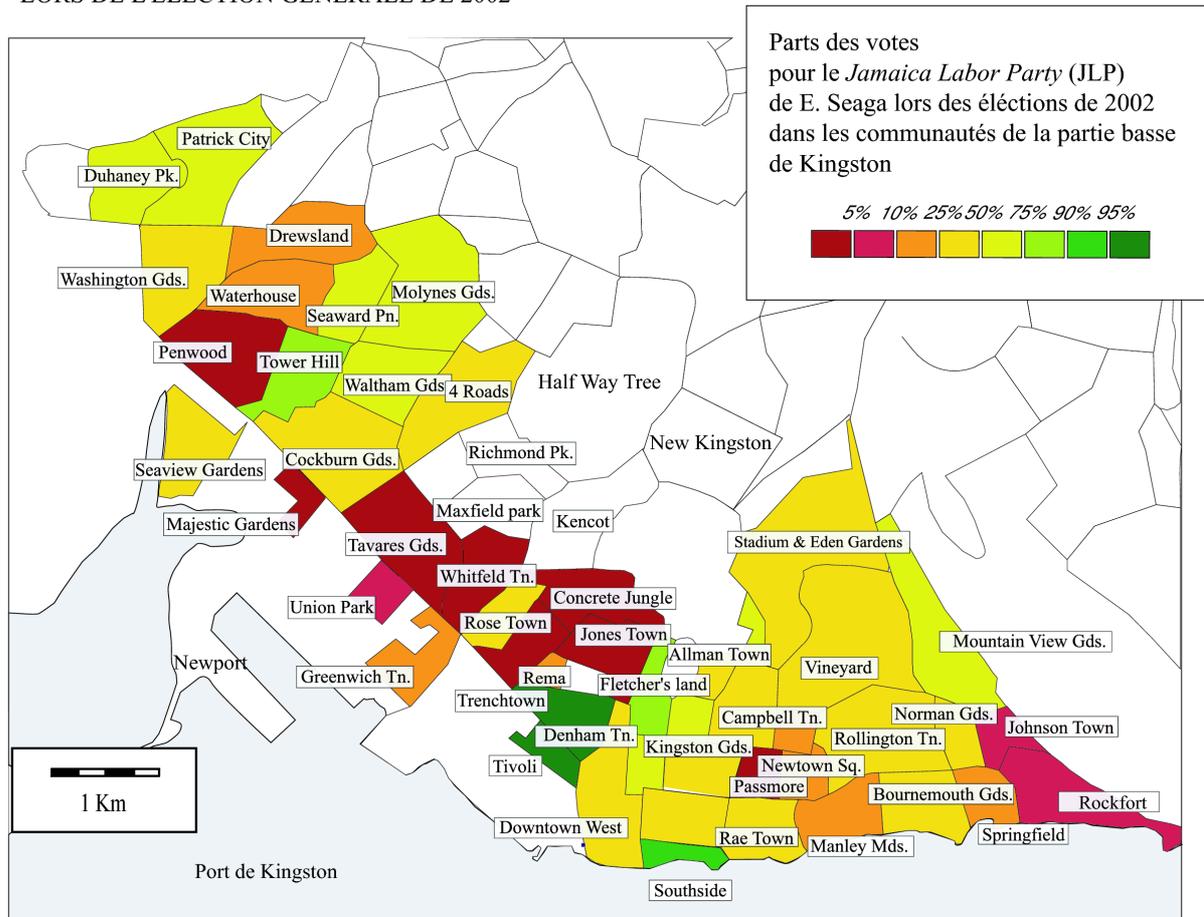


Sources : *General Elections Report 1997*

Dans sa communauté garnison de Tavares Gardens, Portia Simpson (PNP) récolta cependant 15 191 des 15 570 voix exprimés (!) avec des votes pour le parti d'opposition égaux à 0 dans plus d'une urne sur deux relevée (Electoral Report, 1997). De son côté, deux kilomètres plus bas, le remplaçant d'E. Seaga dans la garnison JLP de Kingston Ouest (Tivoli, Denham Town) récoltait 11 442 des 13 586 suffrages exprimés avec un taux de participation supérieur à 90%... Les élections de 1997 soulignent donc l'ancrage des garnisons politiques dans Kingston puisque les observateurs du centre Carter ne témoignèrent pas de pressions majeures le jour du vote autour des bureaux. Trois décennies d'épuration politiques ont conduit à la constitution de véritables bastions dans lesquels on vote pour le parti qui assure à la communauté de rares emplois, des rénovations, et bien d'autres choses...

Le déplacement de la violence vers l'est de la capitale à partir du début des années 2000 fut précédé par l'accentuation du garnisonnement pour le parti PNP autour du ghetto de Rockfort, particulièrement dans la communauté de Rennock Lodge, et le Sud de Johnson Town où les affrontements sont particulièrement violents en raison de la présence de la garnison voisine JLP de Backbush, contrôlant une grande partie de Mountain View (Carte n°49). La partie de la ville basse comprise entre l'aire d'influence de la future Première ministre Portia Simpson (Tavares) et celle du futur Premier ministre JLP Bruce Golding (Tivoli) demeure entièrement garnisonnée à l'exception notable de l'enclave (anciennement JLP) de Rose Town qui peine à garder sa couleur politique au milieu des violentes garnisons PNP environnantes (la communauté est en réalité divisée en deux garnisons distinctes hermétiques comme on le verra plus bas). Dans l'Ouest de la ville basse, la violence frappe toujours fortement la communauté d'Olympic Gardens en raison de la proximité entre garnisons PNP (Penwood, Waterhouse) et JLP (Tower Hill, bas de Seaward Pen) et du rôle d'espace tampon pour les communautés voisines des Cockburn et Waltham Gardens.

FIG N°49 : REPARTITION DES VOTES DANS LA PARTIE BASSE DE KINGSTON
LORS DE L'ELECTION GENERALE DE 2002



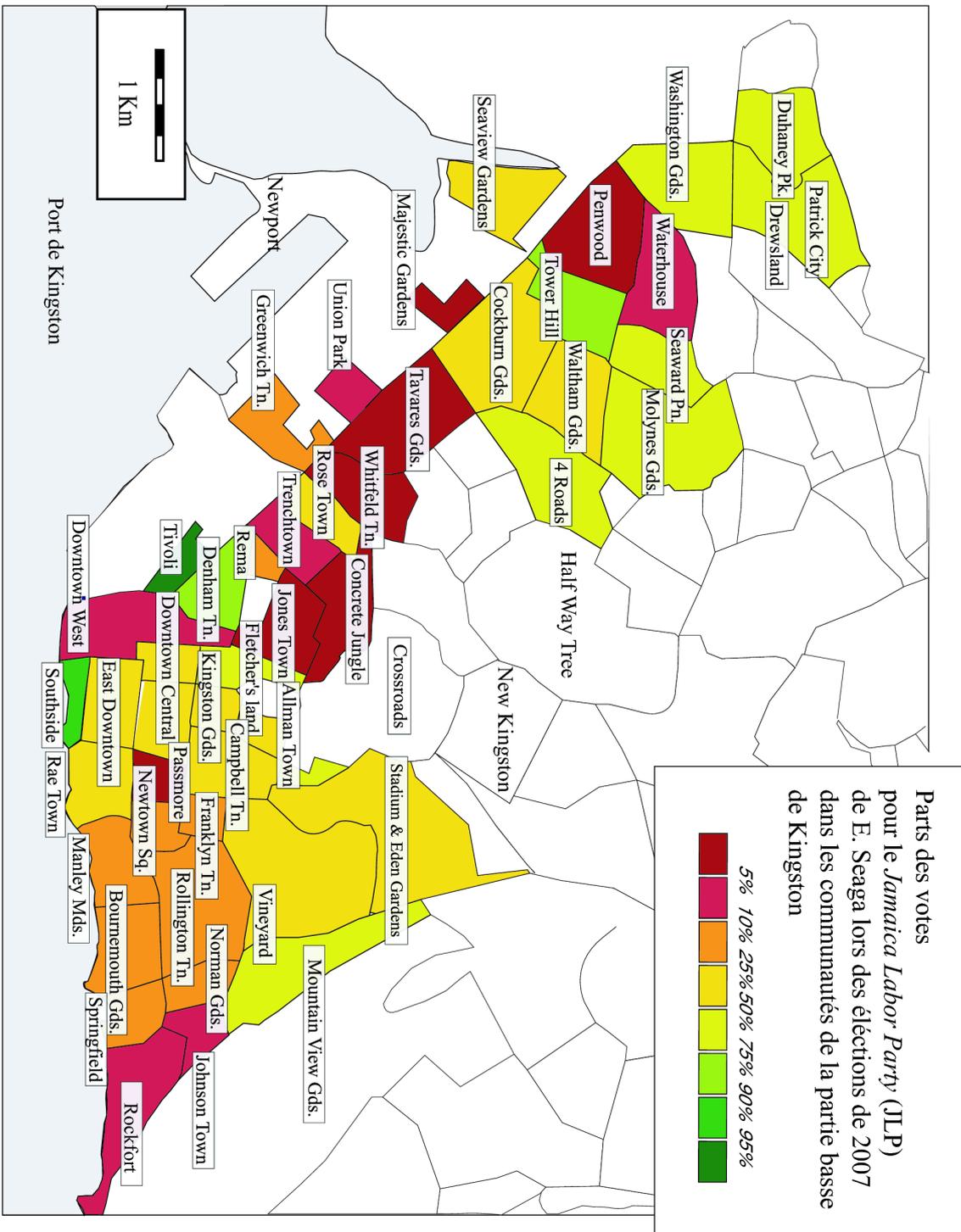
Sources : General Elections Report 2002

Les résultats électoraux pour la dernière élection en date, qui vit le retour à la tête du gouvernement du JLP de Bruce Golding à l'issue d'une campagne particulièrement meurtrière, diffèrent peu des résultats de 2002 (Carte n°50). Contrairement à ce qu'avaient précédemment affirmé des spécialistes comme le sociologue Mark Figueroa (Figueroa, M., Sives, A., 2003) ou l'anthropologue Herbert Gayle, qui s'est publiquement rétracté depuis (en raison de la vague de violence ayant accompagné l'élection de 2007), le tribalisme politique est loin d'appartenir au passé en Jamaïque. Herbert Gayle décrit par exemple le cas de nombreuses écoles jamaïcaines dans lesquelles les gangs se reconnaissent au port du bandana orange, pour les écoliers (dès 6 ans !), dans le cas de garnisons PNP, vert pour les garnisons JLP (voir les comptes rendus de conférences comme celui publié dans le Jamaica Gleaner du 24 Juillet 2008³³¹). Dans son rapport intitulé « *Young Birds that know Storm* » (2008), H. Gayle analyse le vie de 53 jeunes garçons originaires des garnisons de la ville basse de Kingston, décrivant comment les politiciens locaux, les Dons, et

³³¹ <http://www.jamaica-gleaner.com/gleaner/20080724/news/news3.html>

parfois les familles poussent ces jeunes à craindre, haïr, et parfois tuer les personnes soutenant le parti rival (compte rendu dans le Jamaica Gleaner du 27 Juillet 2008³³²). La carte révèle la prévalence des communautés PNP, lorsque l'on observe le tribalisme à l'échelle des communautés, mais l'échelle supérieure montre la présence de nombreuses garnisons de coin de rue tenues par le JLP

FIG N°50 : REPARTITION DES VOTES DANS LA PARTIE BASSE DE KINGSTON
LORS DE L'ELECTION GENERALE DE 2007



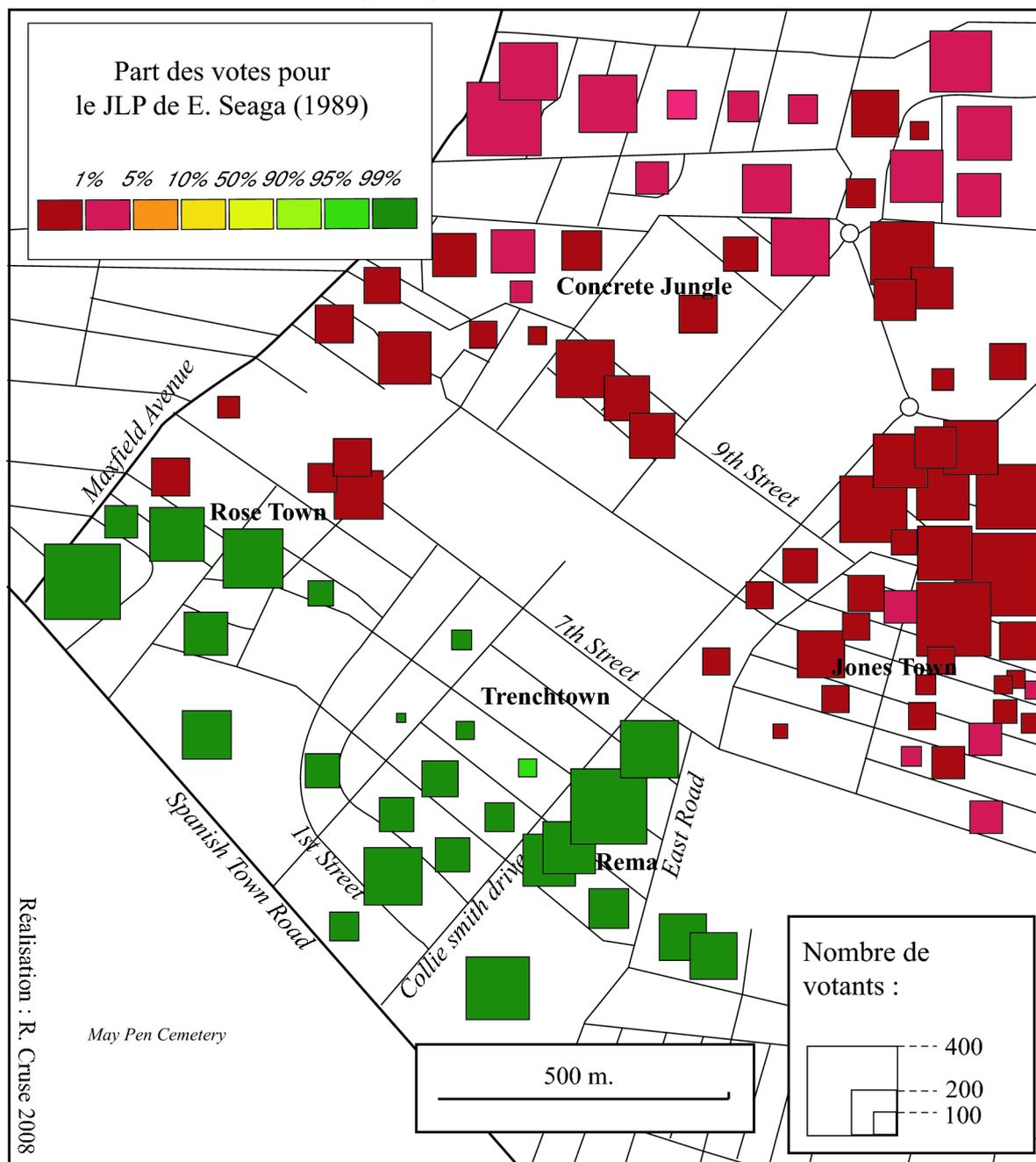
Sources : *General Elections Report 2007*

³³² <http://www.jamaica-gleaner.com/gleaner/20080727/lead/lead3.html>

Deux précisions doivent cependant être apportées quand on aborde la question des frontières entre ces communautés-garnisons, et leurs évolutions (les garnisons sont comme tous les objets géographiques des phénomènes cycliques, et non statiques). La première est que, sous la lutte d'influences, la ligne de front entre garnisons et la limite de la communauté peuvent ne pas correspondre, ou bien cesser de correspondre durant une certaine période (une campagne électorale, etc.). Le premier exemple est celui de Trenchtown durant les années 1980 (Carte n°51), lorsque le JLP tenta d'étendre l'influence de ses garnisons depuis le bastion de Tivoli vers le Nord. Après neuf années de possibilités de redistribution de l'argent public aux mains des cadres JLP, la ligne de front évolua violemment vers le bastion PNP de Jungle. Le quartier de Trenchtown, périphérie PNP du Jungle qui remonte le gully de Collie Smith jusqu'à la 9^e rue est, en 1989, presque entièrement repris par le JLP, et les urnes relevées jusqu'à la huitième rue sont remplies à plus de 99% de bulletins pour les *labourites*. De même, dans la petite communauté voisine de Rose Town - qui a gardé jusqu'à nos jours une division entre Lower Rose Town (JLP) et Upper Rose Town (PNP). Entre les deux, les artisans du développement touristique de Trenchtown peinent à créer une animation autour de la Cultural Yard - où a grandi Bob Marley, dans ce contexte de guerre civile larvée. De même rares sont les personnes prêtes à investir dans l'immobilier, dans un tel contexte, et les maisons délabrées du milieu du siècle sont envahies par la végétation, les friches se multipliant, et les villages de tôles champignonnant dans les espaces vacants. L'espace intermédiaire entre la 7^e et la 9^e rue a gardé, dans sa toponymie, la cicatrice de cette période : le *block*³³³ est dénommé par ses habitants « *Angola* » en souvenir de l'opposition entre forces sud-africaines soutenues par la CIA et les forces communistes soutenues par Cuba. Plus haut, au cœur de Concrete Jungle, on entre dans le « *Top Jungle* » et autour du stade Anthony Spaulding (Ministre du logement sous le gouvernement socialiste de Manley...) dans « *Havana* ». Dessous au contraire on pénètre dans le « *Mexico* » libéral de l'époque.

³³³ On parle généralement de *block* pour désigner un ensemble d'habitations délimité par la route. Le *block* est donc généralement l'échelle inférieure de la communauté (ou garnison/ghetto) et l'échelle supérieure du *corner*, habitations reliées par l'angle d'une rue et d'une ruelle.

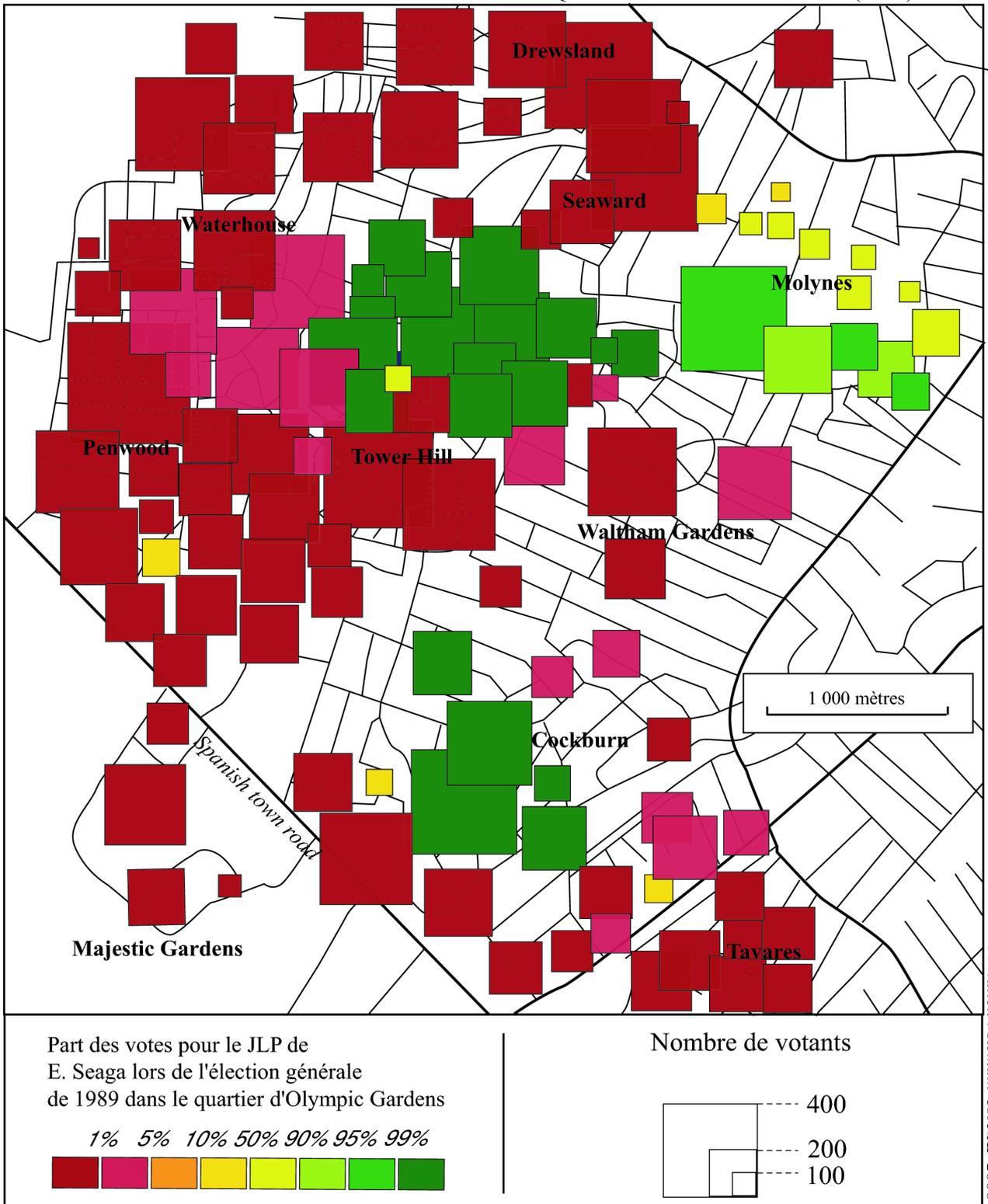
FIG N° 51 : GROS PLAN SUR LES GARNISONS POLITIQUES DE KINGSTON OUEST (1989)



Sources : Electoral Report 1989

Dans la communauté d'Olympic Gardens (Carte n°52), la limite n'est pas aussi linéaire. Depuis sa naissance, la communauté est l'objet de violentes rivalités politiques entre les deux partis qui y possèdent chacun leurs bastions. Comme le montre l'illustration, quelques dizaines de mètres séparent ici le bastion JLP de Lower Seaward et de Tower Hill, où les urnes relevées sont remplies à plus de 99% de bulletins JLP, des bastions PNP supérieurs démographiquement de Drewsland, Waterhouse et de Penwood, où les schémas de votes sont opposés. La communauté de Cockburn Gardens, à l'instar de la communauté de Seaward, est en réalité divisée en deux garnisons opposées...

FIG N°52 : GROS PLAN SUR LES GARNISONS POLITIQUES D'OLYMPIC GARDENS (1989)

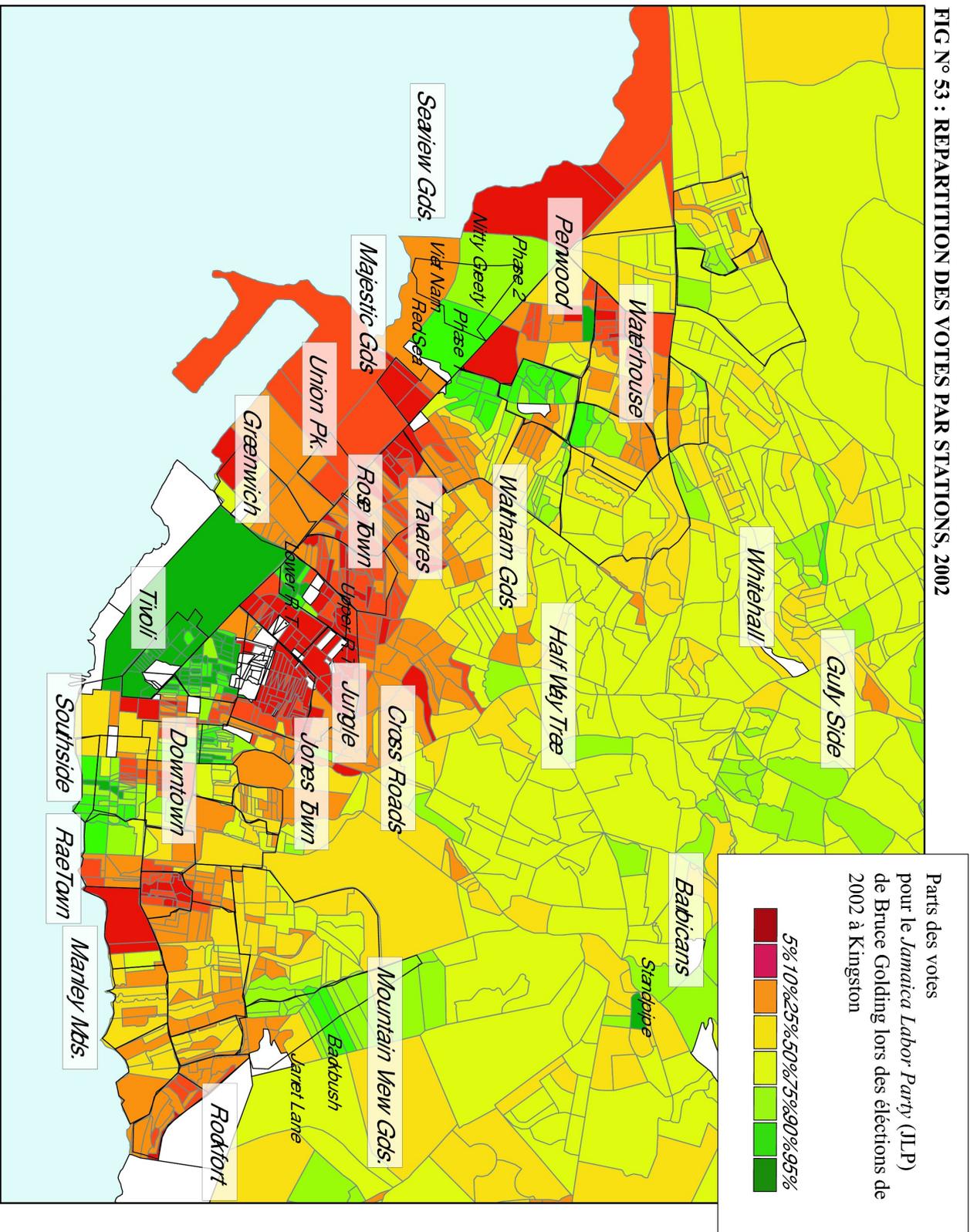


Sources : Electoral Report, 1989

Aussi représentatives soient ces cartes reproduisant les schémas de votes par communauté, elles se heurtent donc à des divisions internes marquées. Ainsi, une communauté apparaissant sur la carte comme relativement hétérogène en terme de résultats de votes (pas de polarisation) comme Rae Town, Cockburn Gardens, Mountain View, etc., peut, en fait, bien souvent, être une zone tampon, où une communauté disputée. C'est pourquoi nous avons affiné l'analyse en traitant les résultats de vote non plus par communautés, mais par bureau de vote (Carte n°53). Nous avons réalisé cette carte au laboratoire de cartographie de l'University of the West Indies de Mona (Kingston) sur demande du doyen de la faculté de sciences sociales Mark Figueroa, et en collaboration avec l'équipe de cartographe de l'unité.

On observe la division politique des communautés en quartiers, puis en coins de rue (*corners*), qui possèdent parfois leur propre garnisonnement. L'exemple type se trouve dans la violente communauté garnison de Mountain View, dans l'Est, où s'opposent entre autres les gangs politiques de *Backbush* (JLP) et de *Jarret Lane* (PNP). Comme nous le verrons plus tard, ces affrontements politiques ne représentent qu'une facette de la criminalité à Kingston, et la géopolitique des gangs jamaïcains intègre aussi les luttes d'influence sur le trafic de drogues illicites locales (*ganja*) et de stupéfiants en transit (cocaïne), sur le trafic d'armes et de migrants clandestins, et sur le racket notamment. Le cas particulier de Rose Town a été explicité plus haut et on note aussi les particularités du ghetto de Seaview Gardens avec des schémas de vote encore plus complexes qui ne peuvent pas même pris en compte à l'échelle des bureaux de vote en raison de l'étroitesse du morcellement politique entre coins de rue comme (le bien nommé) Viet Nam (PNP) et Phase 1 (JLP). Cockburn Gardens présente un profil légèrement différent : c'est désormais une communauté tampon prise entre l'influence de la violente garnison JLP de Tower Hill et l'aire d'influence PNP de l'ancienne Première ministre Portia Simpson autour de 3 Miles (Tavares, Majestic Gardens, etc.).

FIG N° 53 : REPARTITION DES VOTES PAR STATIONS, 2002



Sources : Electoral Report, 2002

Une limite apparaît clairement entre la plaine de Liguanea, c'est-à-dire la partie sud et pauvre de la capitale jamaïcaine, et ce qu'on appelle la ville haute (la partie la plus riche de la ville) : le sud est nettement plus garnisonné. Il penche clairement pour le PNP, qui en bonne logique politicienne, serait le parti censé représenter les intérêts des plus pauvres des Jamaïcains. Plus on remonte la pente, physique autant que sociale, de la capitale plus la dominance du JLP s'installe, particulièrement dans les quartiers les plus riches comme Barbicans. En dehors de ce schéma de base des « taches » plus contrastées s'individualisent au nord-ouest de la ville. Il s'agit de la situation particulière des « *Uptown Ghettos* » de Gully side, où une partie de la criminalité galopante s'explique par la division entre coins de rue PNP (Cubans corner, etc.) et coins JLP (Cassava Piece, etc.), et de Whitehall (bastion JLP). On distingue aussi à proximité de Barbicans le garnisonnement du *Uptown Ghetto* JLP de Standpipe qui affiche 95% de votes en faveur de Bruce Golding.

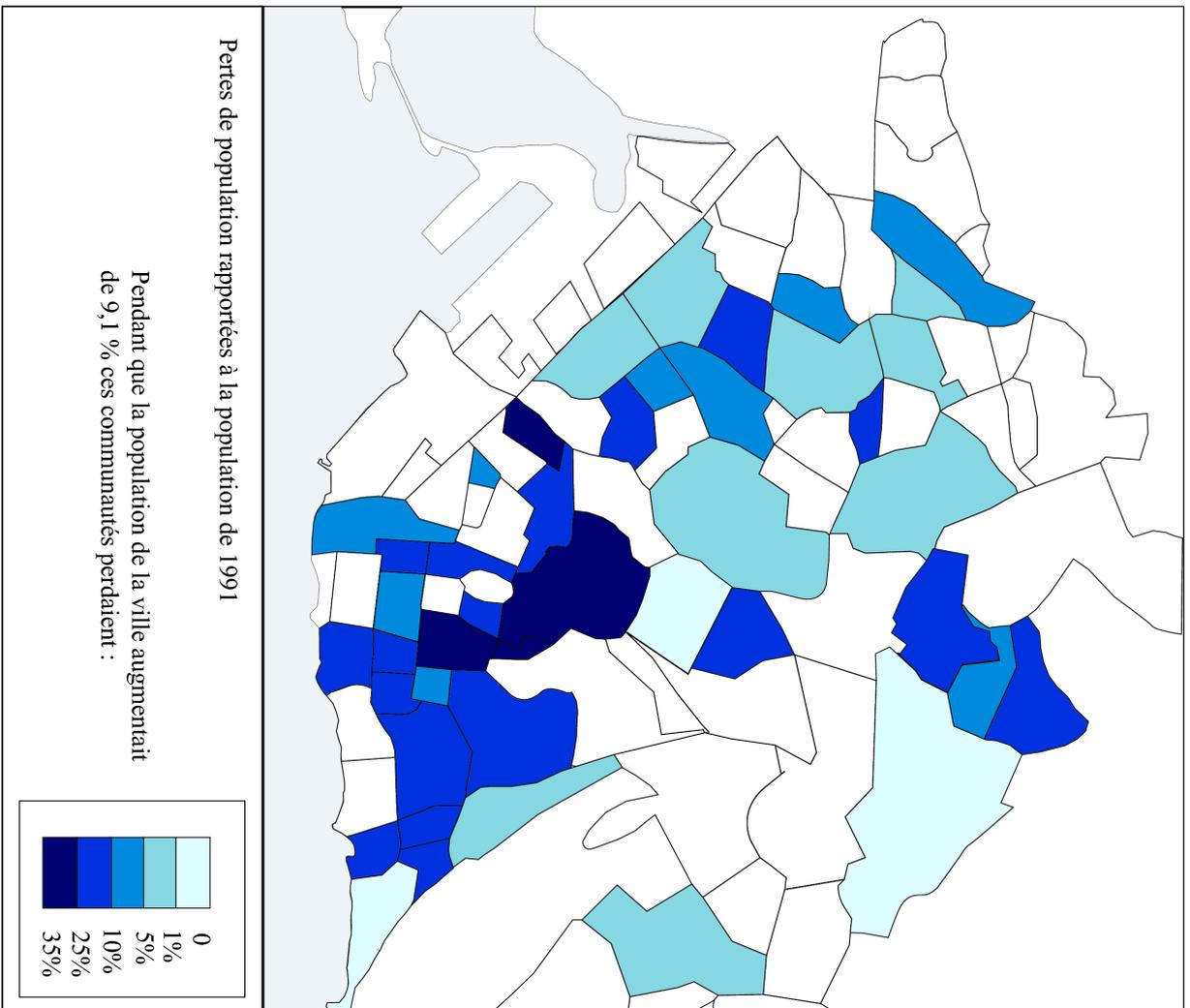
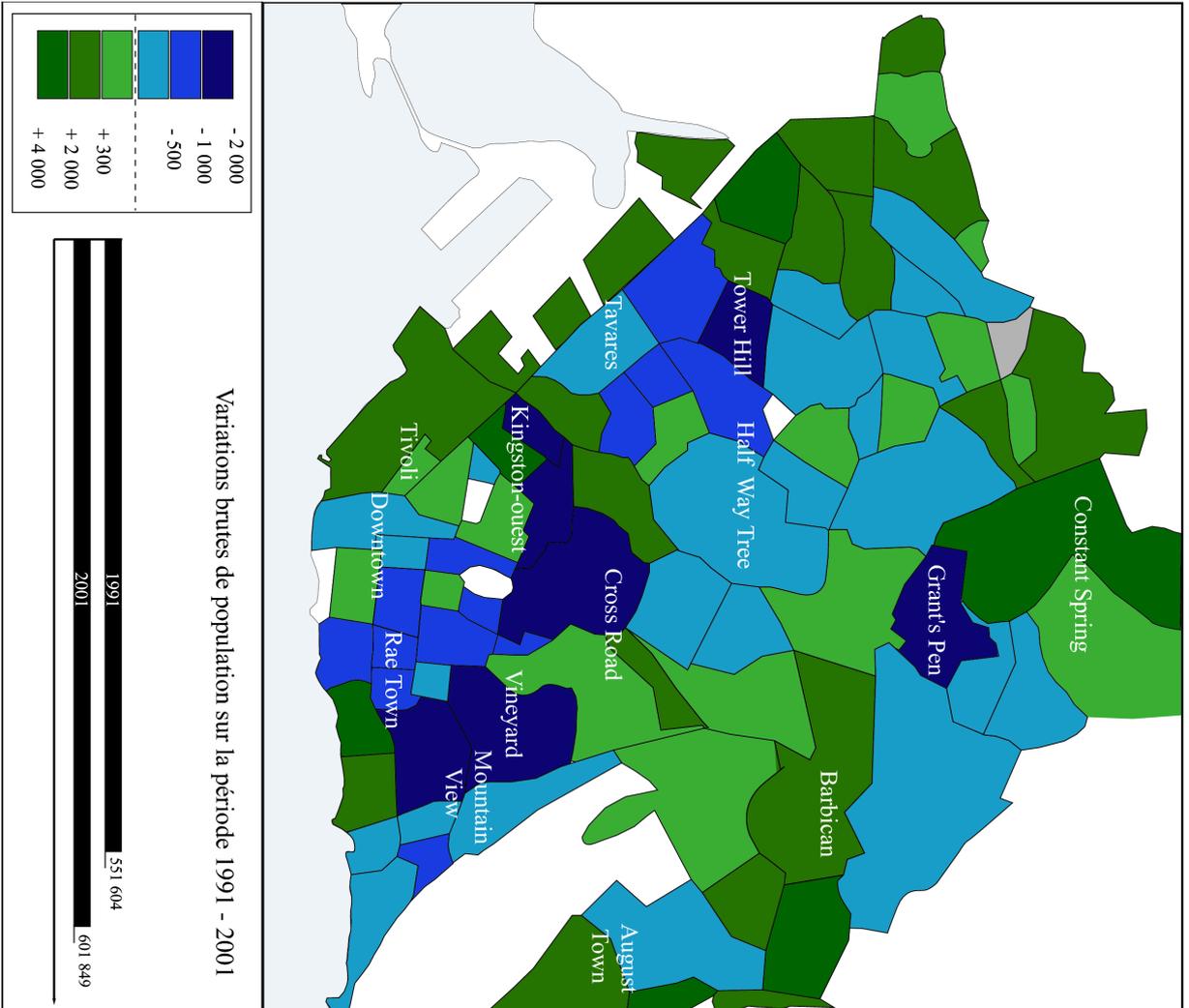
Le Département de Géographie de l'*University of the West Indies* de Kingston a été chargé, en 2007/2008, d'une mission d'analyse des données liées au crime dans la capitale. A partir de ces données, une carte a été réalisée, montrant la répartition spatiale des homicides et des fusillades s'étant produites durant l'année 2007 dans la capitale. Croisée avec la carte représentant le garnisonnement, cette carte montre une étroite corrélation (notamment dans les zones tampons comme Rose Town), même si, comme nous l'avons noté, bien d'autres éléments doivent être intégrés à l'analyse de la criminalité jamaïcaine, et bien que d'autres données soient corrélées au garnisonnement des communautés et puissent expliquer la corrélation avec la criminalité. C'est le cas de la pauvreté notamment, puisque les ghettos les plus pauvres de la capitale s'affichent parmi les espaces les plus garnisonnés (Majestic Gardens, Tivoli, Jungle, etc.). C'est aussi le cas de la densité d'habitants (cf. carte de population à Kingston plus haut), et c'est aussi le cas, en proportion inverse, des taux de scolarisation, et d'équipements publics en tout genre (hôpitaux, policiers par habitants, etc.). Ceci pour dire que, quand le garnisonnement politique peut entrer en compte dans la matrice géopolitique – cette à dire dans la matrice des rivalités territoriales - expliquant le développement exponentiel de la criminalité jamaïcaine (particulièrement en ce qui concerne les homicides), il ne représente qu'un facteur causal parmi d'autres. Ceci pour souligner aussi qu'un puissant garnisonnement politique, y compris pour le parti au pouvoir, n'engendre pas une augmentation significative des taux d'équipements en services publics.

Malheureusement la police jamaïcaine, pourtant généralement prompte à monnayer toutes sortes de services, a refusé la diffusion de ces données hors du projet de recherche en cours au sein de

l'Université de Mona. Nous devons donc ici nous rabattre sur les données disponibles, comme les recensements de population dans la capitale, ainsi qu'une carte relativement vague sur les taux d'homicides dans la ville.

A partir de ces recensements, nous pouvons construire la carte de population analysée plus haut, mais pour ce qui concerne notre point actuel, nous pouvons surtout construire les cartes montrant les mouvements de populations, et plus particulièrement montrant les espaces répulsifs de la capitale. Rappelons ici rapidement que ces données ne sont pas aussi explicites que les données de la criminalité puisque bon nombre de paramètres interviennent dans la construction (dans la perception) d'espaces attractifs et répulsifs. Pour ne citer que les principaux, à Kingston on parlera du prix des loyers (ou de l'absence de loyers dans les zones squattées et occupées gratuitement, soit la majorité des garnisons), de la qualité des équipements (présence d'asphalte sur les route, trous gênant les transport, etc.), de l'accessibilité en transports publics, de la connexion ou non aux réseaux électriques et à l'eau courante, et enfin du facteur qui nous intéresse ici, la violence. Face à la multiplicité des facteurs, il est extrêmement difficile de montrer une corrélation étroite entre garnisonnement et variations négatives de populations comme le montre la comparaison avec la carte n°54. Cependant, une fois que l'on exclut les mouvements négatifs de population liés à l'explosion des prix de l'immobilier dans la ville haute, plus sûre et plus accessible, on distingue une tendance nette à la corrélation. Ainsi la communauté de Rose Town déchirée par les affrontements entre partie haute PNP et partie basse JLP, a perdu, sur la décennie, plus de 35% de sa population, créant un vide entre les deux communautés (qu'on observe sur la carte précédente). De même « Downtown » découpé entre garnisons PNP et JLP perd entre 5% (Downtown Central) et 10% (Fletcher's Land) de sa population sur la période. Les communautés disputées et tampon de Tower Hill et Seaward Pen, dans l'Ouest, obéissent au même modèle démographique. Ces tendances doivent en outre être analysées à la lumière de la forte croissance démographique et migratoire de la capitale du pays (+9,1% au total sur la décennie), croissance qui explique comment d'autres garnisons ravagées par la violence (politique et non politique) continuent de se peupler à un rythme élevé.

FIG N°54 : VARIATIONS DE POPULATION A KINGSTON 1991 - 2001



Sources : Recensements 1991, 2001

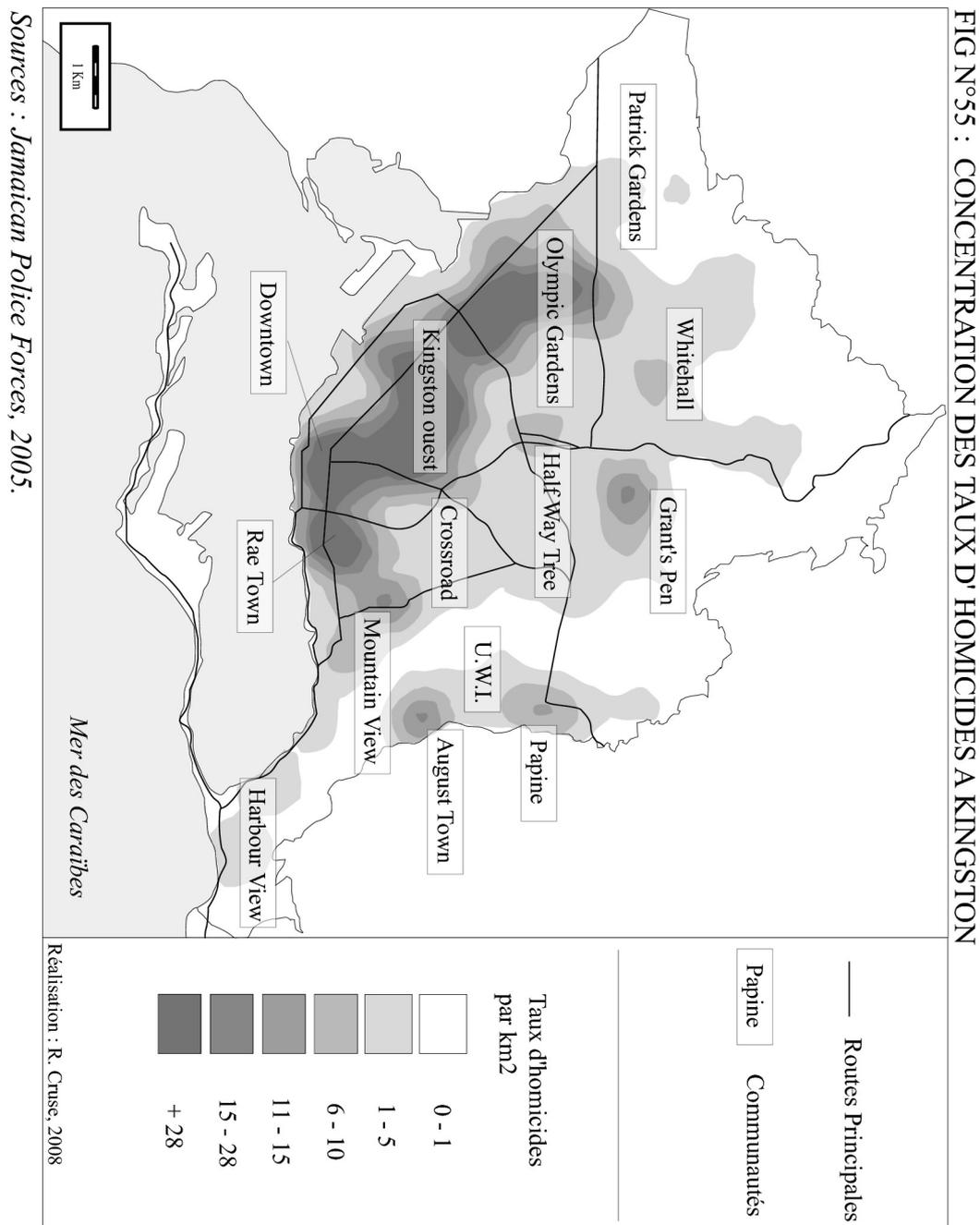
Au contraire, certaines communautés comme l'est de Kingston, où les affrontements purement politiques sont limités à Mountain View, sont frappées par une violence de plus en plus marquée qui ne peut s'expliquer par la politique. Ici comme ailleurs dans l'île se sont développées des rivalités entre gangs ne visant plus les retombées du clientélisme politique mais les recettes du racket du commerce licite comme du trafic de drogues illicites. Les groupes contrôlant ces bénéfices s'opposent ainsi aux gangs politiques du quartier, à la recherche d'une reconversion économique, et de plus en plus aux émigrés qui avaient, avant leur départ pour les Etats-Unis, l'habitude de contrôler ces espaces... Cette description correspond bien aux communautés de Rockfort (Rennock Lodge, Johnson Town, etc.) où les affrontements sont particulièrement violents. C'est aussi le cas du violent ghetto d'August Town, accroché aux rives de la Hope River, derrière l'Université.

Certaines garnisons contrôlées très étroitement par un gang lié à un parti politique représentent, à l'opposé, des communautés relativement sûres pour leurs habitants. Elles offrent ainsi un profil démographique positif malgré un garnisonnement politique marqué. L'exemple type est la communauté de Tivoli Gardens, un des rares quartiers de la ville basse dans lequel on peut dormir fenêtres ouvertes sans barreaux. Voleurs, voleurs et autres petits criminels passent ici devant un tribunal informel de quartier. Un dimanche d'octobre 2008, les policiers de la station voisine de Denham Town ont assisté, impuissants, à deux heures de « *gun salute* » (le commissaire décrit un « barrage de tirs », ajoutant que dans des cas comme celui là il n'a pas les moyens d'intervenir), à l'occasion des funérailles de Christopher « Nunu Puss » Miller (assassiné à St Catherine et présent sur la liste des *most wanted* de la police jamaïcaine), proche du Don de la garnison. La foule lui réserva une place dans le coin renommé le « Parc des héros » réservé aux membres les plus respectés de Kingston Ouest (Jamaican Star Online, 17 octobre 2008³³⁴).

Si nous n'avons pas pu disposer de la carte originale montrant précisément la localisation de chaque homicide et fusillade dans la capitale, nous avons cependant été autorisé à diffuser une carte plus vague, méthodologiquement discutable, mais cependant éclairante pour notre propos (Carte n°55).

³³⁴ <http://www.jamaica-star.com/thestar/20081017/news/news2.html>

Cette illustration montre ce que les techniciens du laboratoire de cartographie de Mona GIS, plus habitués à la cartographie de phénomènes géologiques, ont nommé les « points chauds ».



La carte illustre par analogie le « relief » des homicides perpétrés à Kingston. On y observe très nettement la démarcation entre la ville haute et la ville basse, séparé par la ligne Half Way Tree – Crossroad, ainsi que les « uptown ghettos » évoqués plus haut (August Town, Papine, Grant's Pen, Whitehall). On observe en outre une violence meurtrière étroitement associée au garnisonnement politique, avec des points particulièrement « chauds » dans les zones disputées

(Olympic Gardens, Kingston Ouest, Mountain View, Southside, etc.), ce qui ne veut pas dire que d'autres facteurs n'interviennent pas, mais suffit à montrer le lien entre le tribalisme politique et la violence meurtrière de la capitale. De même il est notable que les espaces les plus denses précédemment identifiés grâce à la carte de population de Kingston, correspondent aussi étroitement aux espaces les plus violents. Si on reprenait l'analyse malthusienne que fait l'anthropologue Jared Diamond du génocide rwandais, on pourrait ainsi évoquer le poids du facteur de la surpopulation. Cet argument, en complément de celui du tribalisme politique, aussi présent au Rwanda mais sur une base ethnique, est discutable dans le cas jamaïcain. Au Rwanda, Jared Diamond (2006) décrit un morcellement extrême des terres agricoles à travers un système d'héritage privant au final une grande partie de Rwandais d'accès à une parcelle suffisamment grande pour permettre la survie, ce qui aurait participé, selon l'anthropologue – dont l'analyse tend à sous estimer le poids de l'histoire (système de castes dans lequel le Tutsi était à l'origine le seigneur, massacres antérieurs, déplacements de population, effet de vase communicant entre Rwanda et Burundi, etc.) - à l'explosion meurtrière.

La situation de Kingston est différente, d'abord parce qu'il s'agit ici, (et dans des proportions bien moins dramatiques) de violences de masse en milieu urbain, ou plus exactement proto-urbain. Cependant un facteur essentiel demeure : l'accès à un emploi permettant la survie économique du foyer fut rapidement menacé à Kingston par l'exode rural d'un côté, et la réduction drastique des possibilités de migration à l'étranger, de l'autre, et plus généralement par la dégradation des conditions économiques malgré une natalité vigoureuse. Par conséquent, on observe au Rwanda et à Kingston un phénomène qui, malgré des différences patentes, possède quelques similarités. Rappelons que l'urbanisation a progressé, à Kingston et dans le monde, à un rythme encore plus élevé que celui présenté dans le célèbre rapport malthusien (« Les limites de la croissance ») du Club de Rome de 1972 (Davis, M., 2006), avec comme conséquence une compétition économique féroce dans les villes du Tiers Monde où l'emploi n'a pas suivi, loin s'en faut, la courbe de la croissance démographique - les spécialisations imposées par le FMI dans les exportations peu rentables ayant encore accru le phénomène.

Une des particularités du « tribalisme politique » jamaïcain est qu'il ne repose directement ni sur des critères ethniques (contrairement au Rwanda, et à des cas caribéens comme le Guyana ou Trinidad), ni sur des critères religieux. Les clivages ne sont, dans la majorité des cas, pas même idéologiques, en tout état de cause depuis que le PNP a renoncé à sa vision socialiste pour se ranger derrière la bannière néolibérale. Les habitants de Tivoli Gardens, par exemple, votent

plus pour « *Bruce* » (Golding) que pour un programme ultra-libéral que le candidat conservateur ne propose d'ailleurs pas : le JLP s'est hissé au pouvoir en 2007 en proposant un accès gratuit aux soins hospitaliers et le gouvernement Golding prévoit désormais d'imposer des barrières douanières élevées sur les importations de nourriture tandis que le PNP avait depuis les années 1990 ouvert en grand les portes du pays aux zones franches et levé les « barrières » douanières...

De même, des rivalités de longue date, des meurtres apolitiques faisant l'objet de vengeances et de contre-vengeances, et une foule d'autres facteurs entrent en compte dans la violence endémique propre aux garnisons de Kingston. Amanda Sives a montré dans sa thèse de doctorat (partiellement publiée en 2008) comment la violence dramatique qui secoue les micro communautés de Tel Aviv et de Southside, qui se partagent une même rue descendant de la route principale vers la mer en centre-ville de Kingston (Downtown), a commencé, à la fin des années 1960, par quelques insultes et une rixe entre un dénommé Tony, tout juste sorti de prison, et un dénommé Barry accusant le premier de s'être livré à des pratiques homosexuelles durant son incarcération. De telles accusations sont extrêmement graves dans la culture jamaïcaine, et la rixe se termina par un coup de couteau entraînant la mort de Tony, déclenchant immédiatement une vengeance, puis la création progressive de deux camps participant aux contre vengeances respectives. Arrive l'indépendance et le développement de la politique du baril de porc et les deux camps s'arment progressivement, se lient chacun à un parti pour s'assurer soutien financier, judiciaire, et fourniture d'armes, et s'entretient de plus en plus régulièrement à l'approche des rendez vous électoraux. Les *posses* se développent dans le quartier sur ce terreau violent et il devient rapidement impossible aux habitants de Tel Aviv d'accéder au front de mer en descendant leur rue à travers Southside, et aux habitants de Southside d'aller prendre le bus sur East Queen Street en remontant la rue passant à travers Tel Aviv...

Comprendre le complexe phénomène de la violence urbaine à Kingston passe donc impérativement par un retour historique aux racines de la politique contemporaine de l'île, et plus particulièrement de sa capitale .

5.2.2 Une circonscription électorale contre du riz au pois : origines et évolutions de la politique clientéliste du « *Pork barrel* » à Kingston.

“But I’ll never forget no way: they crucified Jesus Christ;
I’ll never forget no way: they sold Marcus Garvey for rice.
I’ll never forget no way: they turned their back on Paul Bogle.”
Bob Marley, 1977, *So much Things to say*

1931: *Le riz au pois*

Remonter aux sources du garnisonnement politique, c'est-à-dire de la politique clientéliste jamaïcaine localement connue sous le nom de politique du « baril de porc » (« *Pork barrel*³³⁵ »), implique un retour en arrière. Trente ans avant l'indépendance, les élites blanches jamaïcaines se trouvent confrontées à de premières menaces. On ne vote alors pas encore pour élire un Premier ministre³³⁶, mais seulement pour élire les maires d'arrondissement dans la capitale Kingston. Face à la « menace » que constitue la popularité de Marcus Garvey, qui se présente en tant que « Président provisoire de l'Afrique » dans une circonscription de St Andrew³³⁷, son concurrent Seymour Seymour, le directeur (blanc) de la conservatrice *Jamaica Banana Producers Association*, remporte l'élection *in extremis*. Mais il lui a fallu, pour y arriver, offrir à la population sous-alimentée un bœuf entier grillé accompagné de riz au pois. Hélène Lee, journaliste française auteur de recherches extrêmement détaillées sur l'histoire de Kingston ouest et du mouvement des Ras, raconte avec humour l'histoire d'une vieille cantinière d'une rue de Trenchtown qui a refusé jusqu'à sa mort de vendre en même temps du riz et des pois³³⁸ à la suite de ce scandale (Lee, H., 2004). Les « bobos » de 9 Miles expliquent à qui veut l'entendre que la commune voisine de 7 Miles est noyée sous la poussière et la chaleur depuis les jets de pierre que ses habitants auraient adressés au même Marcus Garvey... Dégoté,³³⁹ Marcus Garvey quittera la Jamaïque quatre ans plus tard pour aller trouver refuge... au cœur de la bête coloniale, en Angleterre, où il mourra en 1940. « *Si quelque chose t'effraye, marche droit dessus* » aimait-il dire (Garvey, A., 1986)...

³³⁵ Métaphore issue du commentaire politique nord-américain désignant une réserve de fonds utilisée à des fins clientélistes. Concrètement la politique du « baril de porc », euphémisme pour désigner un acte de corruption, consiste en l'échange d'un bien public (un logement, un emploi, un « piston », l'attribution de travaux publics à une compagnie, etc.) contre une faveur (généralement une voix en période d'élection, un ensemble de voix, des pressions, bourrages d'urnes, etc.)

³³⁶ On ne votera pas pour élire le premier ministre avant 1962, date de « l'indépendance », et on ne choisit toujours pas la tête de l'État, la Reine d'Angleterre qui utilise toujours son titre de Reine de Jamaïque lors de ses déplacements sur place, et qui possède – sans l'avoir utilisé – le pouvoir de démettre le premier ministre.

³³⁷ Le Sud-ouest de St Andrew est une zone d'extension de la capitale qu'on regroupe sous l'appellation générale Kingston-ouest (qui ne correspond pas *stricto sensu* à la minuscule circonscription électorale de Kingston-ouest).

³³⁸ Le riz aux pois (*rice and peas*) est l'accompagnement traditionnel des plats jamaïcains.

³³⁹ Et par plusieurs peines d'emprisonnement, l'*establishment* blanc jamaïcain ayant vu d'un mauvais œil le retour au pays de ce « héros » de la lutte afro-américaine.

Aussi anecdotique que puisse sembler l'affaire du riz au pois, dont on trouve de nombreuses traces dans la musique jamaïcaine des années 1970, il s'agit d'une des premières manifestations recensées du clientélisme politique jamaïcain, à l'actif du fils de planteur blanc Seymour Seymour qui persiste et signe en lançant la même année la construction du lotissement de Trench Town : un luxe pour les masses de paysans attirés par les lumières de la ville venus s'entasser autour du cimetière (certains Ras, les seuls Jamaïcains à ne pas être effrayés par les « *duppies* », les fantômes des morts, vont jusqu'à habiter dans le cimetière) et sur la décharge publique (le « *Dungle*³⁴⁰ »). Le lotissement représente une véritable assurance électorale pour Seymour Seymour, bien mieux qu'un bœuf grillé. L'enclos à bestiaux devient alors « *Greenwich Park* », mais les habitants n'adopteront jamais ce titre honorifique et lui préféreront *Trench Town*, la ville bâtie autour de la « tranchée » (l'égout central à ciel ouvert), l'ensemble d'arrière-cours où on entasse le « bétail » électoral dont l'importance va croissante avec l'arrivée imminente de l'indépendance. « *Dès lors que les votes peuvent être achetés, qu'importe* » en effet « *la démocratisation des institutions* » (Lee, H., 2004). La démocratisation en vue entraîne donc un changement d'attitude de l'élite coloniale qui prépare sa reconversion en élite locale. Plus question de *Morant Bay bis*, il faut désormais s'acheter les votes.

1938 Naissance des deux premiers syndicats – partis pour se disputer le pork barrel

La fin des années trente, marquée par le contrecoup de la grande dépression américaine, est une période charnière de l'histoire de l'île caractérisée par un exode rural massif (la population de l'aire métropolitaine de Kingston/St Andrew passera de 54 000 à 128 000 habitants de 1921 à 1943), faisant suite au blocage des débouchés migratoires traditionnels vers l'étranger (fin de la construction du canal de Panama, crise de 1929 aux Etats-Unis, etc.). (Post, K., 1978). Infrastructures, emplois, logements, etc., ne peuvent suivre la courbe exponentielle de la croissance de population de la capitale jamaïcaine, et les *ghettos*³⁴¹ s'étendent dans des proportions monstrueuses le long de la route de Spanish Town. Comme l'explique Heddley Jones, président de la fédération des musiciens jamaïcains, qui migra des cantons ruraux de St Catherine vers Kingston en 1933, les possibilités offertes par les campagnes étaient très limitées, mais sans comparaison avec les difficultés qui attendaient les migrants dans la capitale (cité dans Stolzoff, N., 2003). La lutte pour la survie quotidienne y prend un nom : le « *scuffling* » (Post, K., 1978).

³⁴⁰ Littéralement le « tas de merde »

³⁴¹ Les jamaïcains emploient le terme de « *ghetto* » pour décrire les taudis dans lesquels s'entasse la caste la plus défavorisée : les anciens ruraux les plus foncés et les moins acculturés.

Ces difficultés ravivent les plaies de l'exploitation coloniale et des grèves sans précédent embrasent rapidement des champs de canne de Westmorland aux Docks de Kingston ouest, dans un mouvement qu'Hélène Lee nommera la « *révolution jamaïcaine* ». Un long voyage commence par un petit pas³⁴², et si le premier pas sur la longue route vers l'autonomie remonte au marronnage de Nannie et des siens, une nouvelle étape est indiscutablement franchie en 1938. C'est un mouvement de paysans et d'ouvriers qui secoue l'oligarchie jamaïcaine en bloquant à la fois sa plus importante production (le sucre) et son port, symbole de la dépendance totale des îles-colonies.

Mais paradoxalement ce sont deux enfants de l'élite, unis par les liens du sang, qui s'imposent rapidement à la tête du mouvement : les cousins Norman Manley et Alexander Bustamante (né William Clarke).

Le premier est un avocat « brun³⁴³ », de père blanc et de mère noire, éduqué à Oxford (il s'est engagé durant la première guerre mondiale dans l'armée britannique) dans l'aire d'influence du socialisme « fabien »³⁴⁴, dont il défend les valeurs en plaidant pour la cause des travailleurs jamaïcains pendant les émeutes de 1938.

William Clarke est le fils, blanc, d'un planteur écossais et d'une mère amérindienne (Tainos). C'est un baroudeur qui prendra le nom de Bustamante en hommage à un capitaine de navire espagnol croisé dans sa jeunesse. Il a fait tous les métiers. Il fréquente les quais, il sait parler, c'est « *un démagogue de génie* » (Lee, H., 2004). Il donnera, en toute modestie, son nom au premier syndicat de travailleurs qu'il crée pour récupérer le soulèvement populaire : le *Bustamante Industrial Trade Union*. Ce B.I.T.U. glissera progressivement vers la politique pour former le conservateur *Jamaican Labor Party* (JLP). La démarche de Manley est inverse puisqu'il crée d'abord le parti *People National Movement* (PNM) en 1938 avant de créer le syndicat du parti en 1938³⁴⁵ pour contrebalancer le pouvoir du BITU. Le ton est donné : l'un fait dans l'idéologie, l'autre dans le concret. Manley recrute sur un programme, Bustamante en raflant les contrats de constructions pour ses syndiqués. Le *Trade Union Congress* appelle à des mouvements de grève pour l'amélioration des conditions de vie des Jamaïcains, le BITU se chargera de casser ces révoltes en échange de rétributions individuelles...

³⁴² Lao Tse, Tao Te King

³⁴³ Dans la Jamaïque noire, l'appellation « brown man » désigne à 91% une personne à la peau claire.

³⁴⁴ Le groupe socialiste prit l'étiquette de Fabian sur proposition de F. Podmore en référence au général romain Maximus Fabius réputé pour ses stratégies de combat basées sur le harcèlement et la guerre d'usure plutôt que l'affrontement direct. L'origine du groupe remonte au combat pour l'attribution d'un salaire minimum en Grande Bretagne en 1906.

³⁴⁵ C'est le premier parti politique de la Caraïbe anglophone où les « indépendances » ne seront pas accordées avant 1962.

Le symbole du JLP devient le poing de la main fermé hormis l'index et le majeur, tandis que celui du PNP devient le poing fermé. Avec le recul les Jamaïcains y verront la signification suivante : à nous deux on les tient...

1940 Naissance des proto-posses :

Les méthodes des deux cousins sont donc, à l'origine, radicalement différentes. En 1942, on relève les premières traces de violence : le 19 février, Norman Manley affirme, dans le Daily Gleaner, avoir reçu des jets de pierres durant un meeting, lancées sur demande de Bustamante, pendant que des travailleurs de son parti étaient tabassés au coin de la rue (Daily Gleaner, 19 février 1942). Les pierres font écho à la séparation de Bustamante du PNP, désormais dirigé uniquement par Manley, quelques jours plus tôt. Mais, en ces premières périodes électorales de l'histoire des partis jamaïcains, la méthode préférée du clan « Busta » est d'envoyer un membre du BITU à proximité de l'enceinte où se tient le meeting PNP : il sera chargé de chanter « *God save the queen* » pour casser le meeting. Car la foule d'« afro-saxons » reprend invariablement l'hymne à la Reine³⁴⁶ - à tel point que l'orateur doit interrompre son discours (Hart, R., 1996). Rapidement les membres du BITU lancent des tuiles au milieu des meetings PNP, et Manley appelle en contrepartie ses partisans à se munir de balais (le seul ustensile que tout pauvre jamaïcain possède) pour chanter en cœur « *sweep dem out* » aux intrus JLP, joignant parfois le geste à la parole... (Gunst, L., 1995) Les problèmes sérieux commencent avec les premières grèves soutenues par les membres du *Trade Union Congress* (le syndicat du PNP). Bustamante envoie des groupes de dockers du BITU casser ces mouvements et trois personnes sont laissées sur le carreau lors de la grève de Asylum en 1946, puis quatre bombes sont lancées lors de la grève des bus en 1948. Suite aux événements d'Asylum un membre du PNP déclare : « *nous nous opposerons résolument et nous combattrons toutes les tentatives démagogiques des bandits qui essayent de nous maintenir en état de servilité et de supprimer notre liberté d'expression. Nous défendrons nos droits vitaux jusqu'à la mort, et nous allons défendre nos personnes et nos propriétés attaquées* » (Cité dans Sives, A., 2003). Norman Manley se rappelle en 1949 qu'à cette époque le PNP ne pouvait tenir aucun meeting sous la ligne de *Cross Road* (Sives, A., 2003). Pour répondre à la menace conservatrice des membres du BITU, le PNP est obligé de recourir à des groupes de sécurité. Le premier d'entre eux sera le « *group 69* », un *crew* de jeunes hommes basé au 69 Matthews Lane, qu'on appelle lorsque les meetings où les élections ne peuvent se dérouler librement. Le PNP d'inspiration « fabian » entre alors dans le jeu

³⁴⁶ La population jamaïcaine voue alors un dévouement sans limites à la Reine, attribuant les difficultés quotidiennes à son entourage corrompu

violent du JLP conservateur de Bustamante, et le troisième homme fort du parti (PNP) Will Isaacs va jusqu'à déclarer au Daily Gleaner : « *un ou deux crânes brisés représentent bien peu de choses dans le développement d'une nation* » (Daily Gleaner 15 juillet 1949)... Il est démis de ses fonctions immédiatement mais en réalité le mal est fait, un demi siècle de « guerre tribale³⁴⁷ » s'en suivra.

Car il est désormais clair que seuls les membres du syndicat/parti au pouvoir bénéficieront des programmes de logement et d'emplois, les autres seront condamnés à la famine... La géographie de Kingston en sera définitivement bouleversée, les partisans des deux partis ne pouvant même plus vivre dans les mêmes arrière-cours (Hart, R., 1996, interview par A. Sives), puis dans les mêmes quartiers. Même les prisons jamaïcaines ont encore aujourd'hui des quartiers séparés destinés aux partisans et aux hommes de main des deux camps (Blake, D., 2000) . Comble de l'hypocrisie politicienne qui caractérise la Jamaïque, la même année Bustamante et Manley appellent conjointement les Jamaïcains « *à ne pas utiliser la force dans la campagne politique et à se rappeler qu'il est de l'intérêt de tous de préserver la loi et l'ordre, la liberté d'expression et le droit de chacun de voter librement.* » (Daily Gleaner 18 May 1949). Deux mois plus tard un homme est battu à mort lors d'une intervention du « *group 69* » pour empêcher des membres du BITU de bloquer l'accès aux urnes aux partisans du PNP...

Contrairement aux idées reçues, la violence politique naît donc dans la Jamaïque coloniale, à Kingston précisément, dix ans avant l'indépendance, orchestrée par les fils de la plantocratie qui se préparent et luttent pour récupérer le pouvoir. La violence politique est donc, en Jamaïque, un héritage colonial au même titre que la hiérarchie socio-économique raciste.

1949-1965 : Fire for fire, blood for blood : Back O' Wall au coeur de la géopolitique de Kingston ouest à l'apparition de E. Seaga.

Très tôt apparaît le caractère stratégique de Kingston ouest bâti anarchiquement autour de l'axe vital de Spanish Town Road. C'est l'artère qui relie Kingston et son port aux cantons ruraux où sont produits les aliments, la canne et la ganja. C'est le point où vont se fixer les nombreux migrants de l'exode rural, attirés par les promesses de la ville, entre les *gullies* (canalisations d'égout). Kingston-ouest est une zone aussi pauvre que peuplée, ce qui en fait un réservoir potentiel de voix stratégique. Mais en 1949 Kingston ouest est surtout un territoire de rastas, de prophètes en tout genre, et de marxistes endurcis fraîchement débarqués des campagnes jamaïcaines. C'est un

³⁴⁷ Comme en Afrique les médias locaux et internationaux ont rapidement décrit la guerre civile jamaïcaine comme une guerre « tribale », dissimulant ainsi par le vocabulaire l'origine (géo)politique du conflit derrière de prétendus « tribalismes », sans doute liés à l'africanité (perçue par l'élite...) du peuple jamaïcain. Le dernier exemple en date de ces manipulations se trouve au Kenya en janvier 2008.

territoire de pauvres gens qui portent leurs espoirs dans le programme socialiste de Manley, et certainement pas dans le « conservationnisme » de Bustamante. En 1949 c'est d'ailleurs Ken Hill, un radical marxiste du PNP, qui y est élu. Avec l'arrivée imminente de l'indépendance, le Kingston-ouest surpeuplé par les masses oubliées durant la période coloniale devient un réservoir de voix potentielles, une zone stratégique majeure.

C'est pourquoi en 1955 Bustamante va envoyer le secrétaire du BITU, Hugh Shearer, pour « prendre » la circonscription. Celui-ci atteindra son objectif avec l'appui musclé des casseurs du syndicat. Pris dans l'étau entre leurs aspirations socialistes et les gros bras du JLP, les « *sufferers*³⁴⁸ » se retranchent dans leur forteresse de tôles rouillées et d'épineux : « *On se compose une sale gueule (« screw face »), on garde son couteau dans la ceinture, à portée de main. Une race de Rastas bandits se développe : des gars poussés à bout qui ont choisi la force* » (Lee, H., 2004). Pour faire face à Shearer le PNP enverra Duddley Thomson, auréolé d'une réputation d'africaniste, ce à quoi le JLP répond par l'envoi d'Edward Seaga.

Norman Manley devient « Ministre en chef » en 1955, à la place de Bustamante. Il utilise les fonds publics d'une aide accordée suite au cyclone de 1951 (que Bustamante avait précieusement mis à l'abri pour les faire fructifier) pour finir le travail commencé sous la direction du JLP : cherchant une popularité rapide (et la satisfaction de ses amis de l'industrie du bâtiment) le parti a en effet fait construire une multitude de lotissements comme Trench Town, sans prévoir de tout à l'égout.

Le PNP récupère petit à petit le soutien des quatre familles qui tiennent les entreprises de constructions en Jamaïque. En 1958 Manley est convié par le Père Sherlock à une visite du ghetto de « *Back O' Wall*³⁴⁹ » (où est désormais bâti Tivoli Gardens), une enclave regroupant les rastas dispersés lors de la fermeture par la police de la première communauté sur les hauteurs de Spanish Town. Les conditions de vie sont indescriptibles : un robinet pour plus de mille habitants, un médecin pour dix mille, pas d'égouts... (Lee, H., 2004) Manley, qui connaît personnellement plusieurs leaders Rastas, décide d'un emprunt massif et d'un programme de construction de 602 logements neufs. Il n'a pas remis les clefs des 20 premières habitations que son parti perd les élections, et l'opportuniste Bustamante se hisse comme premier dirigeant de la Jamaïque indépendante, dissolvant d'un revers de la main le projet de Fédération des Antilles Anglophones (*West Indies Federation*). Dans le même temps, Seaga prend possession de Kingston ouest, donnant directement l'orientation de sa future carrière politique en faisant raser le ghetto de Back O' Wall...

³⁴⁸ Ou « *Sufferah* » en Jamaïcain. Qualificatif affectif utilisé en Jamaïque pour désigner les marges les plus pauvres de la population.

³⁴⁹ Littéralement « Dos au mur » du cimetière

Des Rastas se couchent devant les bulldozers pour protéger leurs maigres biens, mais Seaga envoie la police noyer la démolition sous les gaz lacrymogènes (Gunst, L., 1995) et, sur les cendres chaudes, fait édifier son bastion imprenable de Tivoli Garden pour loger ses partisans. C'est la première véritable communauté-garnison de Kingston ; aujourd'hui encore la majorité des urnes relevées à Tivoli sont entièrement remplies de bulletins JLP (Figuerola, M., Sives, A., 2003). Le stade de l'équipe de Tivoli porte d'ailleurs le nom du fondateur de la communauté-garnison...

Duddley Thomson tente de se poser en rempart PNP face à Seaga dans Kingston ouest et les deux camps décident alors d'armer leurs troupes et d'ériger des communautés-bastions. Les gangs de Kingston ouest sont nés, ils deviendront bientôt les célèbres *posses* - en changeant d'échelle ...

En 1965, lors de la commémoration des événements de Morant Bay, Seaga, qui n'est certainement pas à sa place, est hué par la foule sous les yeux de Bustamante et de Manley. Il réagit publiquement : « *S'ils pensent qu'ils sont durs (« bad ») je peux ramener les foules de Kingston ouest. On vous prend où vous voulez et quand vous voulez, et ce sera du sang pour du sang, du feu pour du feu*³⁵⁰ » (Edward Seaga, cité dans Gunst, L., 1995).

³⁵⁰ Le « œil pour œil, dent pour dent » jamaïcain

5.2.3. Ganja, armement des gangs locaux et CIA

Nihilist ?
Lumpen³⁵¹ ?
Uptown Bullshit.
Respect I a' deal wid.
Respect me area, respect me brethren, respect me woman.
Diss³⁵² me, an' you mamma, poppa, granny, pickney³⁵³ a' go feel it.
Diss me, an' a one bullet fire.
It no matter. I' ave a dog heart
If me dead, a so man born fi' dead.³⁵⁴
Accepting this offering, Papa Ogun³⁵⁵ sits in his hilltop,
Wondering when his own mortality will be tested.
And in history's dustbin, Marx bides his time³⁵⁶.
Wayne.

Howell, les premiers rastas et la ganja en Jamaïque.

Le recours à la ganja apparaît en Jamaïque comme une pratique culturelle synchrétique. La consommation de la plante était courante dans l'Afrique précoloniale en Ethiopie (Van der Merwe, N., 1975), au Rwanda (Codere, H., 1975) et en Afrique du Nord (Joseph, R., 1975, Khalifa, A., 1975), en Angola ou au Sierra Léone (Akyeampong, E., 2005) par exemple, ce qui a pu créer un terreau favorable et une réceptivité culturelle, aujourd'hui remise en avant par les communautés africanistes, mais la ganja, inconnue dans l'Amérique précolombienne (Escohotado, 1996), n'est apparue en Jamaïque qu'en 1938 avec l'arrivée des travailleurs indiens venus remplacer la main d'œuvre servile (Labrousse, A., 2003). Les modes d'utilisation, la dénomination (le terme ganja utilisé en Jamaïque est lui-même le mot hindou pour désigner la plante) tout comme l'idéologie justificative lient fortement l'utilisation jamaïcaine au sous-continent indien (Comitas, L., 1975).

³⁵¹ « Empoté »

³⁵² Diss = « *disrespect* », manquer de respect.

³⁵³ Patois respectivement pour mère, père, grand-mère et enfants.

³⁵⁴ Nous soulignons : « et si je meurs, de toute façon l'homme est fait pour mourir ». C'est l'œuvre qui inspira Laurie Gunst pour son ouvrage « *Born Fi Dead* » (1995)

³⁵⁵ Dieu de la guerre dans la culture Yoruba (Afrique de l'Ouest) (Gunst, L., 1995) et de même esprit de la guerre dans la religion synchrétique haïtienne (Stepick, A., 1998). Dans cette dernière culture il est représenté sous la forme du Saint Jacques chrétien.

³⁵⁶ *to bide his time* : attendre son heure

Les premières plantations de ganja en Jamaïque remontent à l'année 1907, au moment où les Britanniques décident d'arrêter le commerce de la plante qu'ils monopolisent pour la vente aux travailleurs indiens. La population noire (re)découvre le cannabis seulement au moment où les autorités coloniales en interdisent l'usage (1924), ce qui correspond plus ou moins à la première vague de retour au pays des émigrés que la crise de 1929 a chassé des Etats-Unis, et qui ont introduit l'utilisation de la plante dans leurs communautés (Labrousse, A., 2003). La consommation de ganja par les populations pauvres et noires de Jamaïque vient donc à la fois d'influences indiennes et d'influence étasuniennes.

En 1938 la répression s'intensifie car les autorités britanniques croient voir un lien entre l'utilisation de la plante et les révoltes anticoloniales en Inde, en Egypte et bientôt en Jamaïque *itself*. Cette résistance en Jamaïque est en effet liée au mouvement rasta qui se développe à partir de la fin des années 1930 sous l'aile de deux fondateurs : Leonard Howell et Claudius Henry. Howell, le « Gong », est un homme de la génération de Marcus Garvey (il est de onze ans son cadet) et, comme ce dernier, il a voyagé en Amérique (Panama notamment) et séjourné dans les Etats-Unis du début du siècle marqué par le Jazz et les premiers mouvements noirs, avant de rentrer chassé par la crise (et la police³⁵⁷) en 1932. A son retour, il choisit de s'intégrer à un vaste mouvement qui converge dans l'orbite du Garveyisme tout en lui reprochant le manque de spiritualité de son élan moderniste. Nombreux se tournent alors vers l'empereur Hailé Sélassié qui est couronné « Roi des Rois » en Ethiopie, à la tête du plus vieil empire chrétien d'Afrique - dernier pays résistant à la colonisation européenne. Tout un symbole... Archibal Dunkley se consacre aussitôt aux recherches bibliques sur le *Ras Tafari*³⁵⁸ (Lee, H., 1999), Claudius Henry fonde une église critique, promet le rapatriement vers l'Afrique et lance finalement une tentative de coup d'Etat (Meeks, B., 2000) ; le « Gong » monte la première communauté rasta sur les hauteurs de Spanish Town : si on ne peut pas changer le monde, recréons-en un en périphérie de « Babylone »... (Lee, H., 1999). Dans la communauté, on cultive la terre pour atteindre l'autosuffisance, on plante la ganja³⁵⁹ qu'on fume, boit en décoction, ou utilise comme épice à des fins curatives spécifiques, puis on étend les cultures à des fins commerciales. Tandis que des soldats coiffés de dreadlocks, anachroniques « Mountains

³⁵⁷ Il aurait vendu une boisson à base d'alcool et peut être déjà de la ganja pour soigner les âmes meurtries dans le Harlem du début du siècle.

³⁵⁸ Tête/chef de la création en Amharique.

³⁵⁹ La culture de la ganja, ainsi que le régime végétarien et le goût prononcé pour la méditation font partie de l'héritage indien de la culture syncrétique (ou créole) des Ras. De ce côté la contribution est sans doute à attribuer à Howell qui a fréquenté les milieux indiens de la Jamaïque avant de monter sa propre communauté. Le terme ganja, aujourd'hui encore largement utilisé dans la Caraïbe, n'est autre que le nom hindi de la plante, rappelant aux plus afrocentristes des Ras l'apport indienne à leur culture protéiforme. Howel est, par exemple, un admirateur du Mahatmata Ghandi et il inculquera ses valeurs de résistances pacifique à ses « frères » pour affronter le même oppresseur britannique.

Lions » de la garde éthiopienne, protègent le Pinnacle³⁶⁰, le gang indien *Kaputala*, lointain ancêtre des *posses*, s'attache à la distribution dans les ghettos de Kingston-ouest avant que les milieux politiques n'instrumentalisent eux-mêmes le trafic (Lee, H., 1999). Contrairement aux résultats de ses premières recherches, la journaliste Hélienne Lee découvre que la terre louée à la communauté des *Howellites* appartient à un personnage haut placé du PNM de Manley (Lee, H., 2003), dont on connaît les relations avec certains *elders*³⁶¹ rastas. Ces relations, et la corruption d'officiers de Spanish Town, permettent de contourner la répression jusqu'à 1954, années durant laquelle la production transportée en semi-remorques est escortée par la police (Lee, H., 1999). Lavige et Bernardie ont une vision diamétralement opposée de l'utilisation politique du Pinnacle puisque c'est selon eux le BITU de Bustamante qui profite des retombées du trafic, poussant Norman Manley à le réprimer. (Lavige, L., Bernardie, C., 2003)... En réalité, il apparaît que dès les années 1930, le trafic de ganja est instrumentalisé par les deux syndicats politiques (futurs partis politiques à partir de l'indépendance)...

En 1954 les autorités britanniques envoient l'armée raser le Pinnacle, où sont saisies huit tonnes de ganja³⁶². Les rastas de la communauté se réfugient dans les ghettos de Kingston ouest. Ils y transmettent leur culture anarchisante et leur spiritualité anti-coloniale aux ouvriers sous-payés et aux chômeurs. Howell lui-même est interné dans un asile où on enferme les opposants politiques (l'hôpital psychiatrique de Bellevue, en bord de mer, à Kingston). Il y devient effectivement fou grâce aux efforts de l'administration. Mais son message vivra : à Trench Town, à proximité des ghettos de Kingston ouest qui se peuplent des *Howellites* (plus de deux milles selon Lavige et Bernardie), grandit un jeune homme qui deviendra rapidement « plus dur que le Gong » (« *Tuff Gong*³⁶³ »), et qui portera rapidement son message outre mer : Robert Nesta dit « Bob » Marley.

³⁶⁰ Nom de la communauté *howellite*, référence biblique au sommet du temple de Jérusalem où le Christ aurait été transporté après avoir été tenté par Satan.

³⁶¹ Les « anciens », ceux qui ont subi les persécutions des années trente, durant lesquelles les rastas étaient battus et rasés par les autorités coloniales en punition de leurs discours d'émancipation.

³⁶² Saisie record de l'histoire jamaïcaine.

³⁶³ *Tuff Gong* est le surnom de Bob Marley, et le nom de son label de disques. Dans un de ces vers à double sens qu'il affectionne, il chantera « *je suis plus dur que le Gong* » : plus dur que le pistolet (gong) que les employés des partis politiques braquent sur lui pour le faire se ranger, et plus dur que Howell, qui s'est laissé capturer par la police...



Portrait peint d'Edward Seaga et jalousies en fer contre les balles perdues, Spanish Town Road, entre Denham Town et Tivoli Gardens, Mars 2008

Étrangement, c'est dans le même espace spatio-temporel que s'affirme Edward « CIAGA » Seaga, le futur dirigeant ultra-conservateur et pro-américain du JLP puis, du pays à partir de 1980. Seaga est un personnage extrêmement intéressant qui mériterait pour son oeuvre la prison à vie et une biographie détaillée en guise de pièce à conviction (plus que le poste de *lecturer* qu'il occupe toujours à l'Université jamaïcaine). Celui que Manley appelle dans ses discours « *cette voix étrangère à la Jamaïque* » est en effet jamaïcain par intérêt plus que par naissance. D'origine pour une part syrienne et pour l'autre écossaise, la légende veut que cet américano/jamaïcain soit né dans l'avion qui ramenait sa mère de Boston (Lee, H., 2004) : tout un symbole pour l'homme dont la carrière sera dédiée aux intérêts des Etats-Unis en Jamaïque. Il poursuit des études à Harvard sur les cultes africains, établissant des contacts de plus en plus étroits avec la CIA comme avec de célèbres *obeahmen*³⁶⁴ jamaïcains, dont le redoutable peintre « Kapo ». Face à pareil adversaire, et malgré ses célèbres ceintures en peau de léopard, Dudley Thomson, l'opposant PNP, médaillé de guerre dans l'armée anglaise, avocat défenseur des rebelles *Mau Mau* au Kenya et de la communauté des Emmanuelites³⁶⁵ à Kingston, ne pèse pas lourd dans la balance politique de Kingston ouest. Pour

³⁶⁴ L'*Obeah* est une croyance jamaïcaine très présente dans la culture populaire, source de grandes craintes, équivalente à ce que les Occidentaux appellent Vaudou en Haïti. Aujourd'hui encore on n'abandonne pas une photographie ou une mèche de cheveux de peur de se voir jeter une « *science* », on les soumet aux prescriptions d'un *obeahman* dans les arrière-boutiques des pharmacies du centre ville de Kingston.

³⁶⁵ Le « Prince » Emmanuel est le fondateur de la communauté rasta des « *bobo ashantis* », aujourd'hui encore très présente en Jamaïque, dans la Caraïbe, et sur les scènes musicales internationales où elle est représentée par des artistes

assurer sa domination Seaga utilisera le portefeuille du développement et de l'aide sociale, la carotte, et comme bâton, les armes que la CIA lui fournira pour déstabiliser le régime socialiste du fils Manley (Lee, H., 2004). Seaga n'est certainement pas l'inventeur de la politique du « baril de porc », ni des « communautés-garnisons », mais sa carrière sera entièrement dédiée à leur perfectionnement criminel à son profit personnel, ainsi qu'à celui des compagnies nord-américaines de la bauxite, du sucre et du tourisme. Sans parler de sa politique culturelle axée sur la promotion du sexe et de la violence, qui accompagnera localement la montée de la prostitution et des crimes par armes à feu - dont une large partie lui est directement imputable. Le célèbre *Shower Posse* sera sa milice personnelle, les représentants dévoués de sa communauté-garnison bâtie sur les cendres du ghetto rasta de Back O' Wall : Tivoli Gardens. Seaga est l'héritier direct de Bustamante, le directeur du BITU qui n'a pas hésité à lâcher ses policiers sur une communauté Rasta de Montego Bay, au prix de plusieurs centaines de morts, pour ficeler une magouille immobilière... dotant, au passage, la communauté rasta d'une réputation de violence injustifiée (Lavigne, L., Bernardi, C., 2003).

Les cymbales de l'indépendance

Comme l'a montré l'universitaire Bryan Meeks, de 1962 à 1980 (c'est-à-dire dans les deux décennies suivant l' « indépendance »), et comme cela a été le cas dans toutes les îles de la Caraïbe, les élites locales ont en réalité resserré leur influence sur la société jamaïcaine (Meeks, B., 1996), au beau milieu de l'euphorie créée par les « cymbales de l'indépendance » (Kwesi Johnson, L., 1984). Comme le note avec ironie l'historienne S. Morris « *les changements qui suivirent [l'indépendance] ne concernèrent que la couleur des dirigeants* »... (Morris, S., 2005)

Sous le nouveau et flamboyant drapeau aux trois couleurs rayé d'une croix de St Andrew dorée, la passation de pouvoir n'a pour conséquence directe qu'une domination accrue des élites locales (la croix de St Andrew est d'ailleurs un symbole chrétien, celui de la croix en X sur laquelle a été crucifié le premier apôtre, rappelant les attaches dans le plus ancien Occident du pays décrété « indépendant »). Quiconque avait suivi l'évolution de la politique jamaïcaine durant les 15 années précédant le retrait (partiel) de l'autorité britannique aurait été particulièrement étonné du contraire. Le premier dirigeant de la Jamaïque « indépendante » est d'ailleurs le conservateur blanc Shearer, l'ancien casseur de grève du BITU de Bustamante qui a repris par la force Kingston ouest au PNP... En 1962, on comprend rapidement que la route vers l'émancipation sera encore longue.

comme Jah Mason, Antony B, Sizzla, etc.

C'est dans ce contexte qu'il faut replacer la montée en puissance de Michael Manley - qui va rapidement pousser le parti créé par son père vers un socialisme plus radical. Il est imprégné d'un mélange original de socialisme, de christianisme et de cultes locaux, alors que les Etats-Unis voient en lui un Castro-bis potentiel, ses partisans le comparant, eux, au Josué de la Bible, dans l'espoir qu'il les conduise, à défaut de Terre Promise, vers une société plus égalitaire.

Pendant que Seaga fait campagne en décriant le fossé séparant ceux « qui ont » de ceux qui « n'ont pas », que toute son action à venir s'attachera à approfondir ; Manley Jr., lui, explique aux foules que « *le socialisme c'est l'amour* » (cité dans Gunst, L., 1995). Il enchaîne les allusions bibliques devant les masses chrétiennes et brandit le « bâton de correction », qu'il prétend avoir reçu de l'empereur éthiopien Haile Sélassie en personne, devant le public rasta. On murmure même qu'il tire sur le calice³⁶⁶ avec des « *bredrens*³⁶⁷ » dans certaines arrières-cours de Kingston (Lee, H., 2003). Il promet de réformer en profondeur la société (néo)coloniale, bien conservée sous les deux mandats JLP (Shearer, l'ancien secrétaire du BITU puis Seaga, les deux leaders historiques de Kingston ouest).

Pour lutter contre les idées socialistes, le JLP reste fidèle à sa ligne originelle : le parti envoie les gangs des communautés-garnisons JLP de Kingston ouest casser les meetings ou intimider les électeurs. C'est la grande époque des revolvers artisanaux, confectionnés dans des vieux guidons de bicyclette, des cocktail-molotov et des premières bombes artisanales. Mais la fin des années 1960 est l'ère du changement, c'est celle de la révolution cubaine, du mouvement hippie et du *Black Power*, de la résistance au Viêt-Nam, de mai 1968 en France, etc. - et finalement, donc, de l'arrivée de « *Josué* » au pouvoir en Jamaïque.

1972: Josué vers la terre promise socialiste

Avec la victoire, le PNP récupère le « *baril de porc* » ; presque toutes les communautés-garnisons retournent leur veste et se rangent comme un seul homme derrière Manley, pour profiter des contrats de construction (Gunst, L., 1995). Tony « Red » Welsh, meneur historique du *posse* PNP du Jungle (quartier de Kingston ouest situé au nord de Trench Town rebaptisé suite à la chanson de Marley *Concrete Jungle*) devient le lien direct entre les *posses* PNP et son employeur, Anthony Spaulding, ministre du logement. Son rival, Claudie Massop, numéro un de la

³⁶⁶ Pipe à eau destinée à la consommation de ganja dans la culture Rasta.

³⁶⁷ Des « frères ».

communauté de Tivoli Garden doit, quant à lui, fuir aux Etats-Unis (Gunst, L., 1995). Car seul Tivoli, bastion imprenable qui contrôle les docks, reste dévoué à la cause de Seaga. Entre les deux quartiers s'étendent les sept rues de Trench Town traversées par le mur de Berlin de la guerre « froide » jamaïcaine. C'est à Tivoli que s'organiseront le trafic de cocaïne puis l'entrée des armes qui ramèneront Seaga au pouvoir en 1980. Mais en 1972 l'heure est à l'espoir, et le parti socialiste met immédiatement en route les réformes attendues : le gouvernement ouvre les portes de l'enseignement secondaire aux familles défavorisées et lance le programme d'alphabétisation baptisée JAMAL (Lee, H., 2003). Pour financer ses réformes Manley négocie durement avec les entreprises multinationales qui exploitent la bauxite en demandant plus que les 35 cents par tonne (!) gracieusement offerts par le JLP. Les revenus miniers augmentent immédiatement d'un tiers (Rousseau, P., 1986). Sur les plages de la côte nord touristique, Manley abolit l'Apartheid mis en place avec le consentement du gouvernement conservateur et met fin à la privatisation touristique du littoral³⁶⁸. Le gouvernement Manley va jusqu'à offrir des séjours de courte durée à ses petits employés dans les hôtels de la côte nord pour que les classes noires ne soient plus seulement du côté des cuisines...

A l'élite à peau claire qui s'indigne de ces réformes, Michael Manley lance publiquement : « *Il y a des liaisons directes pour Miami, ceux qui n'aiment pas ma politique peuvent partir* » (cité dans Gunst, L., 1995). Dans les deux aéroports internationaux du pays, on vérifie cependant avec zèle que ces exilés n'emportent pas avec eux leurs richesses : on inspecte jusqu'aux nœuds de cravates et on fait ouvrir les sandwiches à la recherche de billets de banque (Wiggin, B., Interview, 2008³⁶⁹)... Réélu en 1974, Manley maintient la barre à gauche, s'inscrit comme le premier chef d'Etat au monde à bannir les exportations sud africaines, et déclare l'adhésion du pays au socialisme démocratique. Il se rapproche de Castro, de Nyerere et soutient l'Angola, au prix de la fin de l'aide économique américaine, malgré les efforts de Kissinger. La Jamaïque de Manley peut ainsi éviter la première vague d'intervention du FMI dans la région (correspondant à la crise de la dette dite « mexicaine ») et le néo-colonialisme étatsunien doit prendre une forme souterraine : la CIA entre en jeu...

1975 – 1980 la campagne de déstabilisation : CIA armes et guerre tribale

³⁶⁸ Le JLP recréera ces plages privées à son retour en 1981. Elles existent toujours à l'heure actuelle, notamment à Montego Bay où seules les plages situées derrière l'aéroport demeurent publique et gratuites.

³⁶⁹ Interview menée à Havendale le 2 mai 2008.

Longtemps réfuté par Kissinger et l'ensemble des autorités états-uniennes, l'implication de la CIA dans la déstabilisation du régime socialiste est désormais admise. Elle et a été décrite, notamment, par l'ancien agent de la CIA Philippe Agee, dans un article faisant suite à son ouvrage sur son ancien employeur. Elle fait logiquement suite à l'orchestration de la chute du gouvernement Allende au Chili en 1973 et à celle de l'ensemble des régimes progressistes d'Amérique (Guatemala, Costa Rica, Salvador, Nicaragua, Grenade, Équateur, Uruguay, Brésil, Pérou, Guyana, etc.) instaurant les « dictateurs de la dette » dont Pinochet fut l'archétype.

C'est Kissinger qui scelle l'alliance avec le parti d'E. Seaga lors de sa visite en décembre 1975, alors que Manley refuse de céder aux pressions pour l'arrêt du soutien au MPLA angolais qui résiste à la tentative de coup d'Etat organisé par des troupes sud-africaines soutenues, elles aussi, par la CIA (Katz, D., 2003).

P. Agee, sera le premier à dénoncer en 1977 cette intervention dans l'île. Il livrera publiquement aux Jamaïcains le nom et l'adresse des agents infiltrés sur place. Il dénoncera aussi des pratiques de l'agence visant à décupler les effets du choc pétrolier et de faire porter le chapeau de la crise au régime Manley, dont l'agence américaine à d'ailleurs prévu l'assassinat par trois fois. Après le retour de Kissinger aux Etats-Unis le président Jimmy Carter en personne appelle M. Manley pour l'informer qu'il ne peut désormais plus assurer sa sécurité (Interview avec Jimmy Tucker, 2009³⁷⁰) ... Les gros commerçants, pro-JLP, sont invités à ne plus mettre en vente les produits de première nécessité (Gunst, L., 1995) pendant que les docks (bastion JLP/BITU situés derrière Tivoli Gardens) se mettent en grève. Des cargaisons vitales de farine et de riz sont empoisonnées avec un insecticide interdit en Jamaïque (le Parathion), (17 morts en décembre 1975 avec le premier envoi) créant de vives pénuries et des émeutes. Le marché noir explose au rythme de l'inflation. D'autres manipulations sont révélées dans le magazine *Penthouse*, et dans l'ouvrage sur l'histoire des interventions de la CIA de W. Blum: déstabilisation des milieux ouvriers dans l'industrie minière notamment via le bien connu *American Institute for Free Labor Development*, aide financière clandestine à l'opposition, opérations secrètes confiées aux plus célèbres terroristes anti-castristes de Miami comme Luis Possada Cariles, importation d'armes pour l'opposition, etc. (Volkman, E., Cummings, J., 1977 ; Blum, W., 1986). Lourd de symbole, l'assassinat du garde du corps poids-lourd de Michael Manley, Winston « burry boy » Blake, est un des premiers signes annonciateur de l'escalade de la violence à la fin 1975. Lors de son enterrement, des « snipers » canardent la foule depuis le bastion JLP de Tivoli Gardens... (Katz, D., 2003)

³⁷⁰ Interview réalisée à Havendale le 26 février 2009.

Mais l'essentiel de la stratégie consiste en l'organisation de la terreur dans le double but de faire chuter le tourisme dans l'île, avec une chute de 67 millions de dollars jamaïcains dans le secteur (Lundy, P., 1999), privant le gouvernement de sa première source de devises étrangères, et surtout de semer la confusion dans l'électorat de Manley en lui imputant l'origine de la criminalité (Volkman, E., Cummings, J., 1977 ; Blum, W., 1986). A tel point que le Premier ministre socialiste se voit obligé de décréter l'Etat d'urgence en juin 1976. La conjoncture internationale n'arrange rien. Le « choc pétrolier » a été répercuté par les pays de la Triade sur le coût des matières premières (diminution drastique) et des biens manufacturés (augmentations massives) contribuant à une détérioration dramatique des termes de l'échange pour l'ensemble des pays non pétroliers du Tiers-Monde (dont les gouvernements se retrouvent au même moment avec une chute des recettes tirées de l'exploitation des matières premières et une augmentation de la facture des importations de produits manufacturés).

La propagande est organisée sur le modèle chilien par le financement de journaux d'opposition comme le *Daily Gleaner*, qui publie pendant cinq ans une série d'articles décrivant des liens entre Manley et Castro, déclarant régulièrement que les troupes cubaines s'apprêtent à prendre pied dans l'île, que Manley restreint la liberté de la presse, etc. Les groupes évangélistes nord-américains débarquent dans l'île pour saper la base chrétienne du soutien à Manley (la Jamaïque compte le plus fort pourcentage mondial d'églises par habitant) (Blum, W., 1986)...

Pour armer l'opposition la CIA réintroduit l'outil employé au Vietnam (Mac Coy, 1972, 2003) et au Nicaragua (Cockburn, A., St Clair, J., 1998) entre autres : les drogues illicites. L'agence qui a apporté son aide logistique pour le trafic de crack avec Los Angeles aux *Contras* nicaraguayens en lutte contre les sandinistes (Cockburn, A., St Clair, J., 1998), va rapidement mettre son savoir-faire en pratique en ouvrant la route aux *posses* JLP, amenés à s'expatrier pour vendre la cocaïne dans les métropoles des Etats Unis et, en retour, envoyer des armes (dits « *vote getters* ») dans leurs ghettos pour soutenir l'opposition (Gunst, L., 1995).

Si le trafic de cocaïne s'organise facilement en connectant les docks JLP aux réseaux de trafiquants d'extrême-droite (paramilitaires) colombiens à Miami, via les *posses* jamaïcains, les armes sont d'abord introduites par le biais des réseaux aériens de la ganja³⁷¹ et en chargeant les avionnettes du trafic d'herbe de ramener, à leur retour, des caisses d'armes.

³⁷¹ Les circuits traditionnels de la ganja en Jamaïque utilisent les réseaux routiers pour les ventes locales, et des pistes clandestines destinées aux avionnettes pour les exportations. Le chargement en cargo est plus rare.

En réalité, les armes transpirent par tous les pores du territoire. Des barils d'aliments et de vêtements envoyés par les expatriés à Kingston sont par exemple régulièrement chargés d'armes qui débarquent directement dans les docks, aux portes de Tivoli Gardens. Le manager de l'aéroport de Montego Bay de l'époque, Ben Wiggan, me confia lors d'une interview que la compagnie *Evergreen Airways*, depuis connue comme paravent de la CIA, effectuait un vol charter par semaine le samedi matin, durant les quatre années ayant précédées l'élection meurtrière de 1980. Selon la réglementation en vigueur à l'époque, seul un comptage des passagers était effectué à l'arrivée et les bagages n'étaient pas inspectés... (Wiggan, B., Interview, 2008³⁷²)

Face à l'entrée de ces armes de guerre (M16, 357 Magnum, *Desert Eagle*, fusils à pompe, Uzi, etc.) les *posses* PNP peinent à s'équiper, Cuba ayant refusé d'apporter son soutien logistique (Gunst, L., 1995), et la corruption d'officiers de police ne permettant que de récupérer les modèles obsolètes utilisées par les forces de « l'ordre³⁷³ ». Cela n'empêche pas les *posses* PNP contrôlés par Tony « Red » Welsh de tenter de repousser l'influence des *posses* JLP de Tivoli, les lignes de front comme Trench Town devenant l'objet d'une lutte sans merci. Les gangs JLP contrôlent rapidement l'accès à l'artère vitale qu'est la route de Spanish Town. Les travailleurs des aires PNP sont dès lors obligés de contourner la zone pour aller travailler, les bus ne passant plus... Dans les bars *downtown*, on voit des assassinats pour avoir simplement commandé la mauvaise bière au mauvais endroit : une *Red stripe* (à l'étiquette rouge, la couleur socialiste³⁷⁴) dans une enclave JLP ou une *Heineken* (la bouteille verte, couleur JLP) dans un bastion PNP. Deux pour cent des 15 – 27 ans sont abattus chaque année dans les communautés du centre ville (!), 1096 arrières-cours sont détruites (de 1976 à 1982) et un total de 21372 habitants du ghetto sont privés de domicile durant ces évènements. Le plus souvent les habitations sont brûlées durant la nuit et les pompiers tenus à distance par des hommes armés. Parfois les habitants refusant de fuir, quand on leur en laisse l'opportunité, sont abattus (Eyre, L., 1984). Un total de 27 rues du centre-ville disparaissent littéralement pour ne se présenter dès lors que sous la forme de ruines inhabitées envahies par la végétation où l'herbe, arrivant à hauteur de la taille, dissimule les troncs de manguiers dont les branches entrent et sortent par ce qui reste de portes et fenêtres.

³⁷² Interview menée à Havendale, le 2 mai 2008.

³⁷³ Plusieurs rapports d'America's Watch ont dénoncé la violence souvent aveugle dont font usage les services de police jamaïcain responsable d'environ un tiers des meurtres dans l'île (America's Watch, 1986, 1993, etc.)

³⁷⁴ La *Red Stripe* est pourtant une marque locale appartenant à la compagnie Britannique Guinness...

Les jeunes « *enfants barils*³⁷⁵ » (Meeks, B., 2000) qui grandissent au milieu de ces affrontements se construisent une identité à mi-chemin entre Rambo et Bruce Lee, Dirty Harry, Scarface et des héros de Western³⁷⁶ Hollywoodiens (Gunst, L., 1995), les seules références « culturelles » largement disponibles dans le ghetto. Accumulant haine, armes et un détachement surprenant à l'égard de la mort (« *Man born fi dead* ») ils seront bientôt lâchés dans les métropoles nord-américaines, où ils vont rapidement exceller dans la reprise des coins de rue de vente des drogues illicites aux gangs locaux – qui les décriront comme des psychopathes sans foi ni loi, prêts à ouvrir le feu dans une discothèque pleine de monde pour régler un compte...

5.2.4. Les années Seaga : exportation de la violence et du trafic de drogues illicites des *posses*

*“O they tell me of a pie up in the sky
 Waiting for me when i die
 But between the day you’re born and when you die
 They never seem to hear you when you cry
 So as sure as the sun will shine
 I’m gonna get my share now, what’s mine
 And then the harder they’ll come, the harder they’ll fall
 One and all.”*
 (Jimmy Cliff, *The harder they come*)

Le *Shower Posse*, un des plus intéressants gangs jamaïcains, est la milice du bastion JLP de Tivoli Garden, un des *posses* les plus importants de Kingston. C’est lui qui bénéficia le plus de l’armement apporté par la CIA, représentant le parti au pouvoir à partir du retour de Seaga dans le bain de sang de 1980 (750 morts dans la période électorale d’après Michael Manley (Manley, M., 1983). Au point de devenir une véritable armée de miliciens privés, Fort de ces appuis politiques de 1984 à 1987 le *posse* déplacera plus de 150 tonnes de ganja vers les Etats-Unis et près de 10 tonnes de cocaïne (Gunst, L., 1995).

³⁷⁵ Référence aux enfants dont les parents sont partis travailler aux Etats-Unis, renvoyant en retour de la nourriture, des vêtements et des équipements électro-ménagers aux familles ou amis qui sont chargés de les encadrer. Cette génération abandonnée à elle-même donnera les « *dawgs* », les tueurs sans merci.

³⁷⁶ Le terme même de *posse* fait référence aux bandes des Western américains. Le héros du film de Brian de Palma (1983) Scarface est un émigré cubain à Miami qui est venu y fuir le « communisme » cubain avant de se forger un nom dans le business de la drogue grâce à son absence complète de scrupules. Les dirigeants de *posse* comme Vivian Blake s’inspireront de ce film culte.

Il sera l'adversaire direct du *Spangler*, le *posse* PNP de *Concrete Jungle*³⁷⁷, situé à un jet de pierre de l'autre côté de la route de Spanish Town. Les affrontements meurtriers connaîtront une brutale expansion dans les rues de Kingston, et rapidement partout où s'étendent leurs réseaux de distribution des drogues illicites : à Miami, à New York, à Philadelphie... Laurie Gunst a donné une très bonne description de ces gangs après ses recherches à Kingston et aux Etats-Unis mais une source remarquable est surtout constituée de la mémoire écrite du *Shower* (seul *posse* dont on possède des documents internes (Blake, D., 2003).

Lors de son emprisonnement Vivian Blake, chef historique du groupe, confia en effet à son fils le soin d'écrire sa biographie dans une double souci d'autoglorification et de négation des liens avec le parti d'E. Seaga (JLP). La famille de Blake réside toujours en Jamaïque – on parle depuis janvier 2009 de la déportation de Vivian Blake - et il n'a sans doute aucun intérêt à lâcher son ancien employeur qui était jusqu'à récemment toujours à la direction de l'opposition, et donc d'une partie de la police.

Comme à Trinidad et Tobago (chapitre précédent), on tend à présenter les gangs comme des groupes autonomes, masquant les attaches qui les lient à leurs employeurs. Mais la famille Blake est proche des Seaga. Comme il le concède lui-même, le politicien, a, dans sa jeunesse encouragé le jeune étudiant brillant qu'était Vivian à poursuivre ses études tout en continuant de représenter la Jamaïque dans l'équipe nationale de Cricket. C'est grâce à ce sport (et à ce support politique) que Blake débarque à New York en 1973, avant même d'avoir pu connaître la période socialiste. Son engagement au côté du JLP (conservateur) est donc certainement plus déterminé par ses contacts à Tivoli et auprès de la famille Seaga que par des raisons idéologiques. Son autobiographie conte le parcours d'un jeune clandestin jamaïcain qui tente de s'intégrer en multipliant les emplois sous-payés avant de basculer dans l'économie illicite.

Son premier fait d'arme est l'agression pour le voler d'un dealer de Harlem en 1975, alors qu'il vient de perdre son emploi à cause d'un contrôle de papiers inopiné. Ses amis jamaïcains l'introduisent à l'univers des proxénètes dans lequel ils excellent et Blake en gardera un goût prononcé pour la chair. En 1975 il commence à vendre des onces³⁷⁸ de ganja, récupérant cent

³⁷⁷ Un des nombreux lotissements délabrés que l'urbanisme jamaïcain continue de nommer « garden ». Face à face avec le taudis que ses promoteurs politiques nomment « jardin », les habitants ont ironiquement repris le titre de la chanson de Marley : la « loi de la jungle », celle du plus fort, régnant dans le quartier, on la rebaptisé la Jungle de béton... Marley évoquait l'ensemble des « ghettos » de Kingston « downtown » et de Kingston Ouest dans son titre *Concrete Jungle* (1973).

³⁷⁸ Une once correspond à une trentaine de grammes dans le système métrique.

cinquante dollars par vente, puis est rapidement « promu » dans une équipe qui fonctionne sur le modèle type nord-américain : le trafiquant loue un appartement où il stocke des barils de ganja et où trois de ses « soldats » se chargent des ventes au détail. Il gagne rapidement plus de 2 400 dollars par mois en vendant trois à quatre kilogrammes.

Economisant pour ouvrir son propre appartement de vente au sachet (*Nickel-and-dime marijuana spot*) il est rapidement en mesure d'aider sa famille puis d'acheter des visas pour ses amis d'enfance de Tivoli, puis pour son frère Tony. Tous reproduiront ce schéma dès qu'ils en auront les moyens, développant ainsi leur organisation sur place. Des adolescents de 15 à 20 ans débarquent alors régulièrement et Tony Blake finira par monter sa propre branche de l'organisation, spécialisée dans le dépouillement de dealers, qu'il juge plus rentable (c'est la naissance des « *shottas* », ou racketteurs des dealers de drogues aux Etats-Unis, immortalisés par le film jamaïcain du même nom (1997)). Les jeunes de Tivoli n'ont pas froid aux yeux. Ils ont été formés dans la guerre politique. Pour ces adolescents, attaquer un dealer peu armé dans une ville où la police ne tire pas à vue est un jeu d'enfant. Vivian, quant à lui, développe le commerce de la ganja en commençant pas reprendre tous les points de vente des Jamaïcains, qui ne veulent généralement pas être connus de leurs pairs, ce qui complique le deal. Rapidement Vivian et un de ses associés ramènent 100 kilogrammes de ganja par semaine sur des vols en provenance de Miami.

Un proverbe jamaïcain dit : « *in abundance of water the fool is thirsty*³⁷⁹ ». Si les *ghettos youth* sont désespérés, ils ne sont certainement pas stupides : dans cette abondance d'argent facile les jeunes habitués des coins de rue de Tivoli Gardens s'intègrent rapidement aux décors new-yorkais, et affichent outrageusement les symboles de leur réussite. Ils tiennent désormais les coins de rue et les appartements de vente du Bronx, avec leur étalage de bijoux, leurs vêtements de luxe et leurs voitures de sport contrastant avec l'atmosphère sinistre de ces zones urbaines économiquement ravagées.

1979 est une date clef pour l'organisation, c'est l'année où Claudie Massop, *Don* de Tivoli Gardens qui s'était récemment détaché de Seaga en accusant ce dernier de se limiter à remplir le ghetto d'armes, est assassiné par la police (de Seaga...) à Tivoli. Son cadavre est retrouvé troué de 87 impacts de balle ! Vivian Blake organise en son honneur une soirée à Manhattan. Il y investit près de 25 000 dollars pour la communauté d'expatriés de Tivoli. Cinq minutes de silence sont observés

³⁷⁹ « *Quand l'eau abonde l'imbécile a soif* ».

en l'honneur du défunt leader du quartier. Le contrôle change de main et par l'intermédiaire du nouveau Don, Vivian Blake, Seaga repasse à la barre...

Désormais Tivoli Gardens sera dirigé sur place par Lester Lloyd « Jim Brown » Coke, et financée par Vivian Blake depuis les Etats-Unis.

En 1980 Seaga accède au pouvoir. La même année, Blake se souvient dans son autobiographie s'être connecté directement avec la Jamaïque pour se fournir en ganja (il achetait auparavant la ganja aux trafiquants cubains d'extrême-droite de Miami), en passant par l'intermédiaire de Jim Brown, sous l'œil bienveillant des services douaniers. Le *posse* a désormais les clefs de la maison. Il est intouchable. Dès qu'un de ses membres devient trop voyant aux Etats-Unis et est extradé, il est certain du soutien du gouvernement à son retour.

De son épopée chez les proxénètes jamaïcains, Blake a conservé une passion pour les femmes. A partir de 1980, il recrute parmi ses nombreuses « *girlfriends* » les plus dignes de confiance pour passer des valises de 25 kilogrammes de ganja sur les lignes aériennes régulières de Miami vers New York et, rapidement, vers d'autres grandes métropoles des Etats-Unis. Dans le même temps il installe son épouse légitime et ses enfants dans une villa de luxe à Long Island.

En 1981 la police met en place des maîtres chiens à l'aéroport de Miami. Plusieurs passeuses sont arrêtées, des appartements de vente saisis, et V. Blake doit réorganiser son entreprise. Les Jamaïcains sont de plus en plus nombreux à Miami et à New York. Ils y reproduisent le schéma d'affrontement territorial de Kingston à l'échelle des Etats-Unis. Les posses des quartiers PNM volent les posses des quartiers JLP. On règle ses comptes en pleine rue ou dans discothèques, etc. L'activité devient voyante et les Jamaïcains des Etats-Unis sont catalogués sous le stéréotype de gunmen de Kingston-ouest.

Blake tente alors de se reconvertir dans la musique car les Jamaïcains de la vague *Slack*³⁸⁰ comme Shabba Ranks commencent à obtenir leurs premiers *Grammies* aux Etats-Unis. Il rentre donc au pays et se lie à des producteurs jamaïcains comme le célèbre Jack Rubby (d'Ocho Rios). Au moment de repartir à New York avec ses enregistrements, en 1983, il organise l'envoi d'un bateau chargé d'une tonne de ganja et met en place un réseau de distribution basé sur des « mules » recrutées dans la zone touristique, réorganisant verticalement le trafic de la source jamaïcaine

³⁸⁰ De *Slackness*, relâchement. Musique aux allusions sexuelles explicites.

directement au marché américain. Fort de cette nouvelle organisation, V Blake ouvre des maisons de vente à Detroit, Oakland, et Washington - où les Jamaïcains n'ont pas encore laissé leur empreinte sanglante. Pendant ce temps son frère Tony est au cœur de la guerre qui oppose le *Payne Land posse* au *Shower* à Miami... C'est d'ailleurs à cette époque que le *posse* prend le nom de *Shower*, un soir où Tony et son équipe mitraillent un *dancehall* de Miami plein à craquer pour abattre quelques membres du Payne Land en criant « averse » (*shower*).

En 1985 un associé de Blake surnommé « *Modeler* », qui deviendra célèbre, plus tard, dans son île d'origine, à St Kitts, sous le nom de Charles Miller, établit un contact avec un groupe colombien : le *shower* se reconvertit aussitôt... Le rapport poids/profit de la cocaïne étant nettement supérieur, tous les vendeurs du groupe se désintéressent de la nouvelle variété de ganja jamaïcaine sans graine qui inonde le marché (*Sinsemilla*) pour se convertir à la poudre, et bientôt au crack.

Les profits ne multiplient que les rivalités. La guerre des gangs jamaïcains, exportée aux Etats-Unis, sur fond de guerre froide anachronique, s'aggrave. Les *dancehalls*³⁸¹ deviennent les lieux privilégiés d'affrontement car ils représentent des regroupements de Jamaïcains expatriés sur des petites surfaces où la ligne de front réapparaît à l'échelle d'une piste de danse.

En 1987 les premières têtes du *Shower* tombent aux Etats-Unis. La police fédérale a compris que l'extradition n'est pas une solution. Seul Kirk Bruce sera condamné à deux peines de prison à vie pour le meurtre de 103 personnes sur le sol des Etats-Unis !

Vivian Blake a beau tenter d'étendre son réseau, ses heures sont désormais comptées car les *posses* tombent rapidement après les premières arrestations. Les Jamaïcains ont, en effet, très jeunes une culture de la violence organisée et pas ou peu de codes régulant l'activité, contrairement à des espaces de vieille tradition mafieuse comme l'Italie ou l'Europe de l'est. « *Modeler* » par exemple dénonce Blake dans le cadre d'un deal avec le FBI pour ne pas être expatrié en Jamaïque, où il est sous le coup d'une condamnation à mort (pour meurtre de policier). En 1988 Blake apprend qu'il est recherché par le FBI en découvrant sa photo sur CNN, et en 1989 le PNP reprend le pouvoir en Jamaïque...

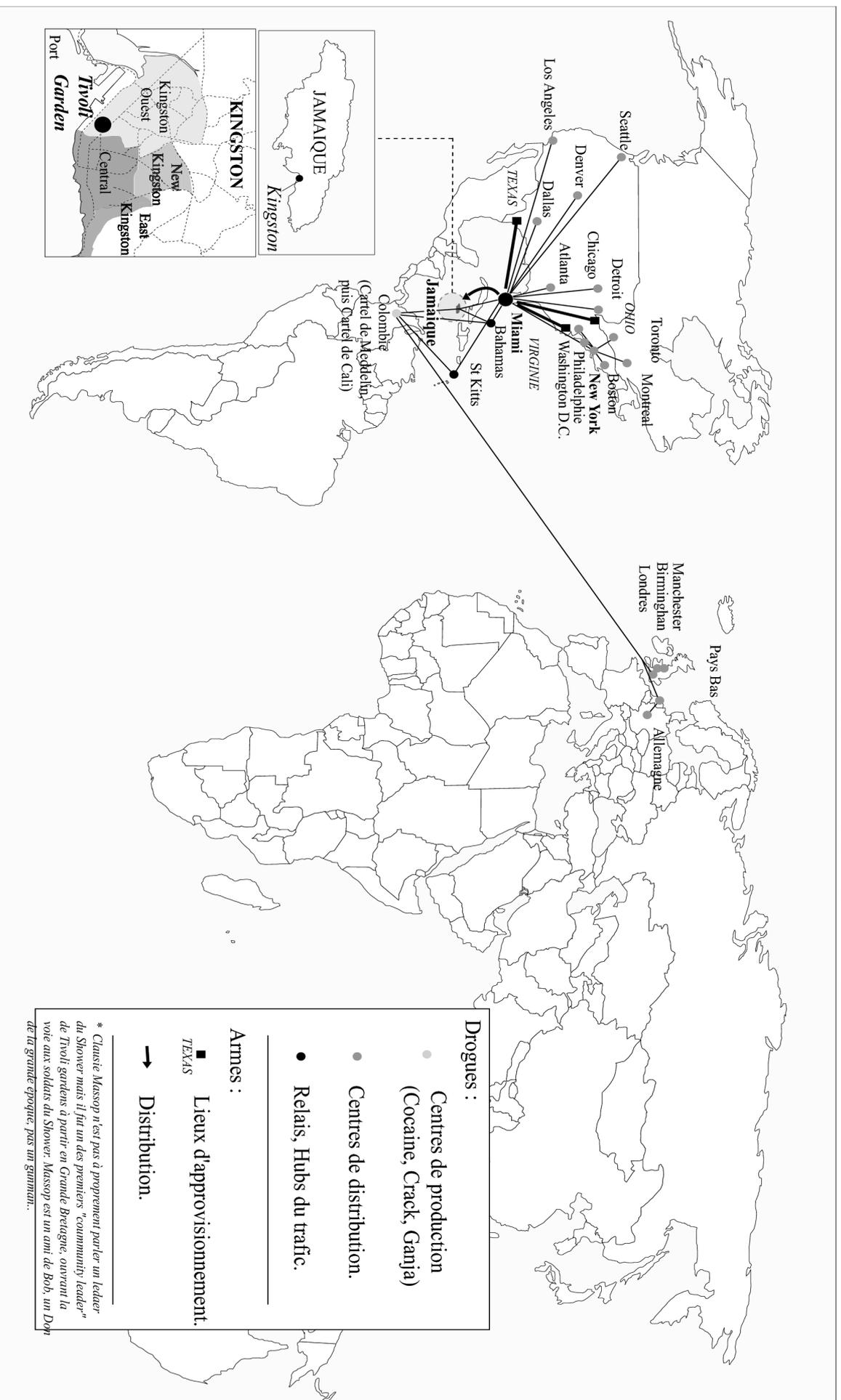
Les conditions sont réunies pour que débute le procès des membres du *Shower* aux Etats-Unis. Blake est alors reconverti dans la vente de motos à Ocho Rios, sur la côte touristique jamaïcaine, où il se terre sous un nom d'emprunt. Mais le retour du PNP signifie la fin de sa tranquillité : le

³⁸¹ Pistes de danse, boîtes de nuit.

Jamaica Herald publie sa photographie en 1989, et 25 000 dollars sont offerts pour son arrestation. Il retourne alors à Kingston, s'installant d'abord à Beverly Hills puis à Portmore. Il se reconvertit en gérant de discothèque et ouvre en décembre 1990 le célèbre « *Cactus* » qui enfantera les compétitions de *dancehall Queens*, compétitions de beautés locales mettant en avant non plus les critères coloniaux, mais une beauté basée sur une jamaïcaneité noire. Le succès l'éloigne du club qui devient trop voyant. Il ouvre plusieurs agences de micro-crédit destinées aux petits entrepreneurs entre 1992 et 1994 à Kingston, Savana-la-Mar, Spanish Town, Montego Bay, May Pen et Clarendon.

En 1992 Jim Brown, numéro deux de l'organisation, meurt dans l'explosion de sa cellule la veille de son extradition vers les Etats-Unis. Il devait alors y être jugé pour 68 meurtres, après avoir été poursuivi 14 fois en Jamaïque pour meurtre sans qu'aucun témoin n'ait osé se présenter à aucun des procès... (Griffith, I., L., 1997) En tête du cortège funéraire de celui qu'on appelle alors le « parrain des parrains » son employeur E. Seaga (Labrousse, A., 2003), qu'on appelle aussi à Kingston le Don of the Dons ... La version non officielle la plus probable est que E. Seaga a piégé son ancien général, au moment où celui-ci risque d'être extradé aux Etats-Unis, et ainsi de révéler ses contacts avec le parti conservateur. E. Seaga aurait suggéré à Jim Brown de mettre le feu à sa cellule en lui promettant que des gardiens le feraient discrètement sortir...

FIG N°56 : LES RESEAUX DE DISTRIBUTION DU SHOWER POSSE DE TIVOLI GARDENS



Drogues :

- Centres de production (Cocaine, Crack, Ganja)
- Centres de distribution.
- Relais, Hubs du trafic.

Armes :

- Lieux d'approvisionnement.
- Distribution.

* Clause Massop n'est pas à proprement parler un leader du Shower mais il fut un des premiers "community leader" de Tivoli gardens à partir en Grande Bretagne, ouvrant la voie aux soldats du Shower. Massop est un ami de Bob, un Don de la grande époque, pas un gamin..

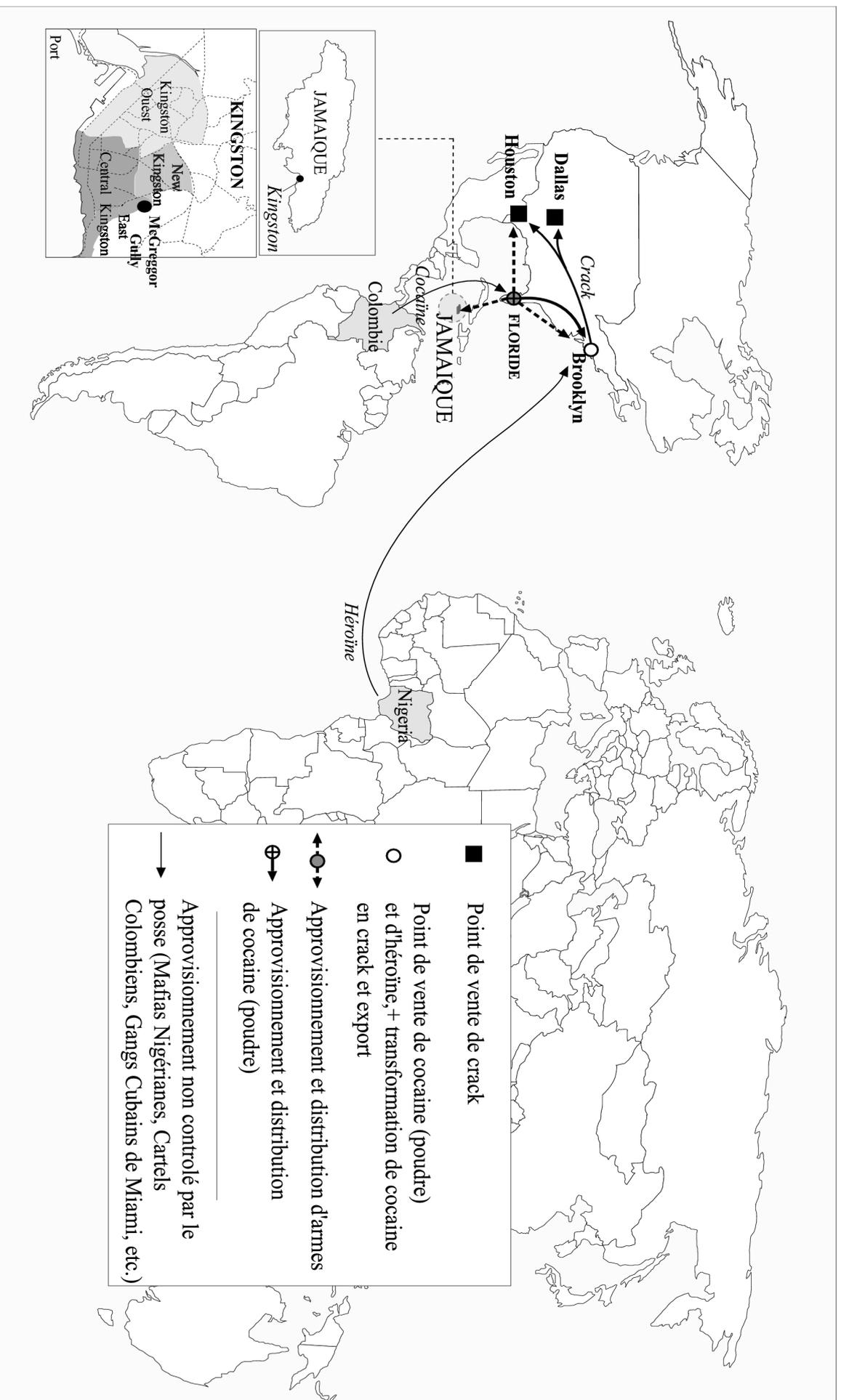
Sources : Gunst, L., 1995 ; Griffith, I., 1997 ; Blake, D., 2002

Deux ans plus tard Vivian Blake est arrêté. Les journaux locaux reprennent les informations du procès du *Shower* en cours aux Etats-Unis : le *posse* est accusé de 1400 meurtres ! Plusieurs artistes feront pression pour sa libération, ainsi que l'*Ethiopian Orthodox Church* et l'association des sound system, sans le moindre succès. Une pétition parmi les *sufferah* qui profitent des retombées du trafic recueille 50 000 signatures pour sa libération et des affiches sont collées dans tous l'île : *Free Vivian Blake*.

Le *shower* ne survit plus que par l'intermédiaire de Cecil « *Modeler* » Connor dont la fin de carrière sera remarquable. Le 19 février il est extradé par des agents de la DEA et interdit de séjour dans son propre pays... Cinq jours plus tard Vivian Blake est condamné à 28 ans de prison.

Comme le montre l'illustration, le *Shower*, organisation développée à partir d'un des espaces les plus pauvres de la région, étendra son réseau vers les Etats-Unis et la Grande-Bretagne où Tony Blake se réfugiera pendant quelques années, lançant les premières fusillades dans les *dancehall* de Brixton et de Nottingham. Miami est un *hub* de première importance par où les drogues illicites entrent sur le territoire des Etats-Unis, et par où les armes sont en retour expédiées vers les docks de Kingston. C'est un étranglement du trafic, un passage obligé et tous les *posses* de Jamaïcains y ont été présents, recréant sur place une ligne de front artificielle entre jeunes nés d'un côté ou de l'autre du « mur de Kingston », ce qui explique l'explosion de la violence qui a particulièrement touché la capitale de l'Etat de Floride. Miami est notoirement contrôlé par la mafia cubaine anti-castriste (Lamrani, S., 2003) et les Jamaïcains se sont appuyés sur ces réseaux lors du passage à l'économie de la cocaïne et du crack dans les années 1980. Certains *posses* comme le *Mc Greggor Gully posse* (carte 57) ont suivi l'évolution du marché des drogues illicites en passant à l'économie de l'héroïne - summum du rapport poids/profit parmi les drogues illicites d'origine végétale.

FIGURE N°57 : LE RESEAU DE DISTRIBUTION DU MC GREGGOR GULLY POSSE EN 1990



Sources : Gunst, L., 1995

Ce deuxième exemple fut mis au jour par les recherches de Laurie Gunst aux Etats-Unis après l'emprisonnement de Delroy Edwards, animateur du groupe. Le *Mc Greggor* fut le premier *posse* à se tourner vers l'héroïne via des intermédiaires nigériens présents à New York. Ces derniers transportent alors l'héroïne asiatique via leur territoire natal, ou par le Ghana à partir de l'arrivée au pouvoir des militaires au Nigéria (Akyeampong, E., 2005). A l'image du *Showers*, le *Mc Greggor* distribue des armes de guerre à travers les Etats-Unis pour assurer la sécurité de ses opérations, et vers la Jamaïque pour assurer la « protection » du ghetto réservoir de voix (le *Showers* est issu du ghetto JLP de Tivoli alors que le *Mc Greggor* est issu d'un petit ghetto PNP de Kingston est bâti autour d'un « *gully* »)

La compétition entre les *posses* jamaïcains engendra, outre une violence extrême (5 000 meurtres leur sont attribués par les autorités des Etats-Unis d'après Gunst, L., 1995), une chute des prix du crack dans les rues des métropoles nord américaines en raison de la concurrence avec des nouveautés du genre « *les deux pour le prix d'un les week-end et jours fériés* ».

Les *posses* ont couru à leur perte au début des années pour avoir trop excellé dans l'orchestration de la terreur nécessaire à l'éviction des gangs nord-américains qui tenaient jusque là les points de vente, criblant leur victimes de balles, leur tranchant la gorge ou les brûlant vivants, démembrant des corps et envoyant des têtes arrachées par la poste en guise d'avertissement (Griffith, I.,L., 1997). Ces démonstrations de violence leur permirent de s'imposer très rapidement dans l'espace des gangs nord-américains (gangs locaux, Mexicains, mafia italienne, etc.), mais la surenchère devint rapidement responsable de leur perte. A la fin des années 1980, alors que monte la vague de procès des *posses*, organisée pour répondre aux inquiétudes de l'opinion publique à la suite de l'augmentation des crimes liés au crack (bien que les victimes soient dans l'écrasante majorité des cas des membres des gangs en compétition, et non pas des passants innocents, comme l'a montré l'économiste Levitt, (Levitt, S., D., Dubner, S., J., 2005), les jeunes Jamaïcains sont tellement ciblés par la répression que les *posses* doivent recruter des « mules » et des vendeurs dans les communautés caribéennes adjacentes (Panaméens, Trinidiens, Guyanais, etc.). Les « Jaméricains³⁸² » sont aussi particulièrement susceptibles d'être recrutés, en raison de leur double système de relations sociales aux Etats-Unis et dans la communauté jamaïcaine (Headley Bernard, D., 1988)

³⁸² Enfants de parents jamaïcains nés aux Etats-Unis.

Le *Showers* fut l'un des premiers *posses* opérationnels aux Etats-Unis car Tivoli Garden demeurera le seul bastion JLP à l'arrivée de Manley en 1972, et ses membres contraints à un exil forcé. Cependant les premiers trafiquants jamaïcains seront expatriés dès la fin des années 1960 par les politiciens cherchant à se débarrasser de leurs hommes de main les plus voyants. Pour les faire partir, ils leur promirent des arrangements avec la douane jamaïcaine pour les fournir en ganja et ainsi leur permettre de vivre dans le luxe auxquels ils aspiraient. Cependant, il semble que les politiciens jamaïcains n'aient pas tenu ces promesses, poussant les jeunes exilés à reproduire dans les rues américaines le schéma de violence qu'ils avaient connu dans leur île natale pour la reprise des points de vente de drogues illicites des gangs (Portoricains, « Yankees », etc.). Les jeunes Jamaïcains, qui n'hésitent pas à ouvrir le feu sur les policiers et font preuve d'une extraordinaire imagination morbide lorsqu'il s'agit de terroriser les gangs rivaux, seront vite considérés comme des « psychopathes », et ce d'autant plus que les divisions internes héritées de Kingston les pousseront rapidement à s'entretuer pour l'argent, pour l'honneur, et pour résoudre des conflits antérieurs non vengés.

A partir de 1974, avec l'apparition dans le complexe système politique jamaïcain de la CIA, le parti de Seaga sera encore plus à même de faire voyager ses « *soldiers* », tandis que les fidèles des bastions PNP n'auront d'autres choix que de s'aligner dans l'escalade à l'armement à Kingston.

Mais on ne peut passer sur la seconde facette de la pièce et Carl Stone a par exemple souligné très tôt la singularité des *posses* jamaïcains, figure ambivalente bâtie en équilibre précaire entre une image de miliciens armés et fanatiques d'un parti plus que de son idéologie, et, de l'autre, de Robin des bois redistribuant dans leurs quartiers les richesses amassées (voir notamment Gunst, L., 1995). Dans leurs quartiers respectifs, les *posses* sont les premiers distributeurs de « *vote getters* » (armes) mais aussi de vêtements, d'argent pour l'éducation et les soins, de matériel Hi-fi... Ils organisent annuellement des fêtes de Pâques et de Noël avec distribution de cadeaux pour la communauté. Ces envois d'argent seront aussi massivement investis dans le secteur touristique (Gunst, L., 1995 ; Lee, H., 2003). Miliciens, trafiquants de drogues, les *posses* représentés localement par les « *Dons* » ou « *community leaders* » remplissent le rôle social de l'Etat dans les ghettos de Kingston ouest : après trois décennies d'« ajustement structurel » par le FMI et sur fond de corruption galopante les « *Dons* » font office de sécurité sociale en redistribuant les profits tirés du trafic de drogues illicites des *posses*, mais aussi de police. La plantocratie locale, puis la CIA et le FMI seront donc les artisans responsables de la formation des *posses* jamaïcains...

En septembre 1998, quand la police arrête le *Don* de Matthews Lane, bastion PNP de Kingston « *downtown* », des centaines de manifestants bloquent immédiatement les rues, brûlent des voitures et installent des barrages de pneus en centre ville, avant de converger vers le poste de police afin d'exiger la libération du prisonnier (Meeks, B., 2003). La population locale explique que, sans la présence du *Don*, on ne dort pas tranquille, car personne d'autre ne s'oppose aux voleurs et aux violeurs dans la communauté... Les chanteurs Cocoa Tea et Louie Culture immortalisent la scène sur la rythmique « *Equal Rights* » (encadré). Les *posses* ont donc pris la place laissée vacante par un Etat laissé impuissant par trente ans du traitement administré par le FMI. Ils territorialisent le patchwork de quartiers sans Etat de Kingston ouest, et de plus en plus vers l'est et le nord...

(Cocoa Tea)

I say from downtown to uptown

Ina every shop has fear

All of the people from down in the ghetto was there

And dem a set roadblock, burning fire cause dem just don't care

Revolutionaries sold cause that s just not fair

Dem a bawl out : Zeeks³⁸³

Bis

The man that set up the history in the street

Dem a bawl out : Zeeks

(Louie Culture)

Well me nah look no sorry nah beg no pity

But if they miss the program I man will lock the city

(...)

Zeeks, Louie Culture and Cocoa tea, Equal Rights riddim, 1998

Les estimations les plus raisonnables évoquent la présence d'une centaine de *posses* jamaïcains dans les années 1990 bien que, comme le montre l'exemple du *Shower*, la terminologie même de *posse* soit suffisamment mouvante et difficile à cerner pour empêcher tout recensement correct. Car certains *posses* sont bâtis sur des noyaux multiples qui agissent à partir d'intérêts et de

³⁸³ Surnom du Don de Matthews Lane.

convictions différentes, tandis que d'autres sont des petits groupes hiérarchisés et dirigés de manière extrêmement autoritaire. Les plus connus dans le Nord caraïbe, en Europe et aux Etats-Unis sont *Allentown, Cats, Cricket Organ, Dog, Delta Force, Dunkirk, Jungle (ou Spanglers), Montego Bay, New Kingston, Nineties, Rats, Rema, Rude boys, Samokan, Solid Gold, Tel Aviv, Tivoli Gardens (ou Shower Posse), Untouchable, Shadow, Wilkinsburg, Wonderland, Junglélites, Apache, Lancelot and Lancelot, Miami boys, Wet skin, Southies, Backbush, Classic* (posse composé exclusivement de femmes), etc. (Brana-Shute, 1993). Une méthode de plus en plus courante d'après la police, qui ne s'attaque généralement dans la Caraïbe qu'aux « mules », est le recrutement sur place de jeunes femmes étrangères séduites ou embauchées pour passer un sac ou deux « pour la famille » (Griffith, I., L., 1997). Les envois de gros sont invariablement liés aux élites économiques et politiques très rarement dérangés. Le nom de Seaga n'est qu'une seule fois apparu au cours de procès des *posses*, en avril 1988, quand Michael Vogel, gros trafiquant jamaïcain de ganja pour le compte de plusieurs *posses*, déclara aux enquêteurs qu'il n'aurait pu trafiquer sans le consentement de l'Etat (JLP) (Gunst, L., 1995). Tout autour de la Caraïbe, les distributeurs n'informent jamais sur leurs employeurs.

Seaga possède par exemple, en plus de sa police, une réputation le liant aux *Obeahmen* les plus craints de Jamaïque. L'*obeah* est omniprésent dans le milieu des *posses*. Ses membres appartiennent aux classes pauvres des ghettos de Kingston-ouest, espaces de survivance de prédilection pour les africanismes divers. Delroy Edwards dépensera, par exemple, 15 000 dollars avant son procès, non pas en frais d'avocat, mais pour les services de *Mother B*, une haïtienne qui, une fois en possession d'un cheveu de la personne à qui l'on souhaite jeter une « science », « peut faire pousser un cocotier dans la tête de la victime »... (Gunst, L., 1995)

5.2.5. 1980-2000: Cocaïne, crack, autonomisation des gangs et déportés : L'après Green Bay

“Me say Green Bay killing (is) a murder
Baw ! oh lord...
Because the babylone³⁸⁴ don't want (to) put it further
Baw ! oh lord...”
Big Youth, 1977, *Green Bay killing*

1975 est une date clef de l'histoire contemporaine de la Jamaïque. Elle marque en effet à la fois le début de la période de déstabilisation du régime socialiste par l'opposition conservatrice, appuyée par la CIA, et la première tentative meurtrière d'éradication des *posses* : le massacre de *Green Bay*.

L'histoire officielle est la suivante : en 1977, un commando de militaires pro-Manley³⁸⁵ aurait décidé, sur ordre supérieur, de s'attaquer au *Skull posse*, milice JLP du bastion de *Southside*, seul coin de rue alors tenu par l'opposition dans tout Kingston Central. Lors des premiers jours de l'année, le commando promet à des membres du *skull* des armes et 300\$ par tête pour protéger un chantier obtenu pour les travailleurs JLP dans le Kingston central PNP. Jusque-là rien que de la politique du « *baril de porc* », classique en Jamaïque. Le 4 janvier, dix membres du *posse* se réunissent pour aller prendre possession des armes et de la somme promises dans une caserne militaire de Kingston Ouest, à Green Bay, mais ils sont pris sous un feu nourri dès leur arrivée sur la base. Cinq d'entre eux parviennent à s'échapper parmi les buissons d'épineux. Ils se réfugient dans une église pendant que l'armée encercle *Southside* pour rattraper les survivants témoins de l'attentat. A la caserne, le Major Robinson prend en photo les cadavres et va préparer la version officielle, sûr que les survivants seront rapidement rattrapés et exécutés : les soldats seraient tombés dans une embuscade aux alentours de midi et ils auraient riposté. Mais les survivants font appel à la police qui ne manque pas l'occasion de mettre des bâtons dans les roues de son concurrent direct et du PNP. Les jeunes abattus étaient en réalité des Ras de *Southside* (et non des *labourites*³⁸⁶) qui cherchaient des armes pour combattre la police (Gunst, L., 1995, Lee, H., 2003). Les ghettos de Kingston ouest se lèvent comme un seul homme, et des dizaines de 45 tours dénonçant le massacre sont pressés pour diffuser la nouvelle censurée par l'Etat. Big Youth chantera “*Green Bay Killing*”

³⁸⁴ Ici : la police

³⁸⁵ Contrairement à la police jamaïcaine, connue pour son attachement au JLP, l'armée est une institution plus mitigée.

³⁸⁶ Partisans de Jamaica Labor Party

et « *Cyaan tek whapp'n in the West*³⁸⁷ » (1978). Du fond de sa cellule, un *gunman* écrit à Bob Marley, exilé à Londres après la tentative d'assassinat dont il a été la victime pendant la campagne de déstabilisation. Il lui demande d'organiser un concert pour unifier les ghettos de Kingston : le « *One love Concert* » (Lee, H., 2003).

La même année Claudie Massop, le Don JLP de Tivoli Garden qui avait dû s'exiler suite à la victoire de Manley aux élections de 1972, rentre en Jamaïque. Il déclare publiquement que la politique de Seaga se limite à l'armement des ghettos pour son compte. Quand la trêve se matérialise, Seaga est d'ailleurs à Miami en train de négocier l'achat d'armes auprès de la mafia anti-castriste. (Gunst, L., 1995). Massop se déplace à Londres pour convaincre Marley de venir sceller la trêve. Ce dernier accepte l'idée, et propose en outre de la financer - selon son manager Don Taylor (Taylor, D., 1995).

Sur la scène du *One Love Peace Concert*, tous les médias se focalisent sur la poignée de main historique entre E. Seaga et M. Manley³⁸⁸, réunis sur scène par Bob Marley (courtisé par les deux camps). Mais le véritable événement politique de la soirée est la montée sur scène, main dans la main, de leurs soldats, les « Don » ennemis des ghettos JLP et PNM (Tony Welsh, Claudie Massop et Bucky Marshall), sur la chanson « *Peace treaty* » de Jacob Miller³⁸⁹ qu'ils chantent ensemble: « *Tivoli*³⁹⁰ *Idren*³⁹¹ *moving on around, ..., Peace deh 'pon de earth again*³⁹², *man stop shout man up and down, Jungle*³⁹³ *Idren moving on around ..., Buckie marshall (is) not partial, brother claudie (Massop)*³⁹⁴ *and Tony (Welsh)*³⁹⁵ *strict Idren and Brethren again, Peace Treaty is goin' on around, southman*³⁹⁶ *jumping up and down around, from Tivoli to Jungle ... »*

Le symbole est fort. Kingston est en effervescence. Pour la première fois depuis des années on traverse la ligne de front. Les *gunmen* des deux partis se réconcilient, ayant remarqué que les seuls à profiter de la situation sont les politiciens et leurs alliés de l'élite à peau claire.

L'Etat perd progressivement le contrôle, remis en question à la fois par des forces exogènes, les intérêts étrangers représentés sur place par la CIA, et par des forces endogènes, les *posses*, créées par et pour les partis politiques jamaïcains...

³⁸⁷ I can't take what happens in the West (of Kingston)

³⁸⁸ <http://www.youtube.com/watch?v=huynn0Nz1O4>

³⁸⁹ <http://www.youtube.com/watch?v=8fG37awzNsI&feature=related>

³⁹⁰ Tivoli Gardens, bastion JLP sur les docks de Kingston.

³⁹¹ Idren = brethren = frère.

³⁹² En anglais britannique : Peace there upon the earth again

³⁹³ Concrete Jungle, bastion PNP faisant face à Tivoli Gardens de l'autre côté de la route de Spanish Town.

³⁹⁴ Homme de main du JLP liant les gangs au parti.

³⁹⁵ Homme de main du PNP liant les gangs au parti.

³⁹⁶ L'homme du sud de Kingston, du ghetto qui forme une barrière au Sud de la ville limitée par le port.

Mais, déjà, sur la scène du *One love concert*, Peter Tosh avait rappelé qu'il n'y aura pas de paix sans justice, le PNP se désolidarise rapidement du mouvement rasta (et inversement), et on apprend rapidement que le JLP a profité de l'événement pour faire rentrer des armes en Jamaïque dans le matériel d'éclairage destiné au concert (Lee, H., 2003).

Les politiciens ne peuvent en effet se satisfaire d'une union des ghettos de Kingston car comme le souligne D'Costa dans un brillant article du *Gleaner*, la peur ancestrales des élites jamaïcaines, reliant la « plantocratie » aux politiciens, repose dans l'expression suivante : « *tant d'entre eux, si peu d'entre nous* » (Article du *Gleaner* cité dans Gunst, L., 1995). On envoie la police exterminer ceux qu'on appelle désormais les « chiens fous » (*mad dawgs*), les miliciens qui abandonnent leurs anciens patrons (l'élite contrôlant l'industrie emploie souvent l'image des chiens mordant la main qui les nourrit pour décrire les voix critiques. L'analogie entre travailleurs pauvres et chiens, d'une part, élite et maître, d'autre part, n'est pas, loin s'en faut, sans rappeler les pires heures de l'histoire caribéenne).

Duddley Thomson, l'africaniste aux ceintures en peau de léopard, se désolidarise des Ras de Kingston ouest en décrétant que « *les victimes de Green Bay n'étaient pas des anges* » et que « *la culture I-man*³⁹⁷ *ne représente pas la Jamaïque* ». Il est à l'origine de l'expression « *mad dawg* », ceux qui appellent selon lui leur propre extermination... La première victime est le *Don* PNP de Wareika Hill qui avait commencé à s'afficher aux cotés de Claudie Massop de Tivoli (JLP), l'artisan de la réconciliation dans les ghettos de Kingston (Gunst, L., 1995). Il est tué par la police dans une embuscade montée par Jim Brown, futur co-leader du *Shower posse* (JLP), qui lui a vendu un faux tuyau concernant une course de chevaux truquée. Claudie Massop lui-même, portant ombrage aux politiciens (et à Jim Brown qui cherche à récupérer le pouvoir à Tivoli), est assassiné par la police en février 1979, alors qu'il rentre d'un match de football à Spanish Town en taxi. Son corps est retrouvé criblé par cinquante balles, les trois autres occupants du taxi constituant les « dommages collatéraux » dans cette affaire. Seul le chauffeur a réussi à fuir en plongeant dans la mer. L'assassinat de Massop marque la fin de la trêve et le début du carnage électoral de 1980.

Seaga s'impose grâce à ses troupes de Tivoli Garden, Jim Brown à leur tête, à l'appui de la CIA, au soutien des officiels étasuniens (promesse de prêts, etc.) et instrumentalisation d'une partie du trafic de ganja (connu pour avoir servi les deux partis). En 1980 entre 700 (Manley, M., 1983) et 900 (Gunst, L., 1995) personnes trouveront la mort dans les affrontements. En avril, 30 hommes en

³⁹⁷ Première personne du singulier dans le langage des Ras.

tenue de combat mitraillent un *dancehall* JLP à la limite entre Southside (JLP) et Tel Aviv (PNP). Le régime socialiste s'effondre « dans une pluie de balle et une rivière de sang » (Manley, M., 1983)...

Les réseaux de la ganja sont déjà bien implantés jusqu'aux rues des métropoles nord américaines et européennes grâce à la présence des *posses*, et l'arrivée de la cocaïne au début des années 1980 coïncide parfaitement avec les lignes de la nouvelle administration conservatrice. Entre partisans d'extrême droite les affaires sont bonnes et la « cartel » de Medellin, ville alors dirigée par un certain Alvaro Uribe, s'associe rapidement aux anti-castristes de Miami qui relayent la production vers les *posses* du JLP (notamment). Mais les liens entre *posses* et partis politiques se dissolvant rapidement, les gangs jamaïcains se tournent alors vers la cocaïne dès l'invention du crack, qui permet de « toucher » les quartiers populaires (de par son prix de vente, son mode de consommation, etc.). Le JLP protège ses soldats en les accueillant à bras ouverts après leur extradition des Etats-Unis (en échange de leur silence) et les Etats-Unis ne peuvent logiquement pas, même dans leur pseudo croisade anti-drogues, dénoncer le JLP, rempart libéral protecteur de leurs intérêts économiques en Jamaïque.

Mais les exilés, plus de 5 000 d'entre eux seront renvoyés en Jamaïque entre 1993 et 1996 (Griffith, I., 1997), vont rapidement poser un problème majeur aux élites jamaïcaines. Habités au train de vie doré que leur assurait la cocaïne dans les métropoles des Etats-Unis et à la sophistication des services répressifs « *ah foreign* » (à l'étranger, aux Etats-Unis), ils se trouvent jetés dans un environnement pauvre sans moyen de recréer leurs fortunes colossales. Les armes abondent. Les commerces et les gros propriétaires de Kingston, c'est-à-dire l'élite chinoise, syrienne et blanche, vivant dans le luxe ostentatoire de Beverly Hills et des alentours, sont des cibles de choix pour le business qui fleurit le plus rapidement à Kingston de 1990 au début des années 2000 : la « protection ». Une « protection rimant avec « extorsion » comme le rappelle une réplique célèbre du film « *Shottas* », retraçant depuis Waterhouse dans les années 1970, la vie de deux jeunes *ghettos youths* de Kingston ouest entre Jamaïque et Miami (Cess, S., 2002, *Shottas*).

Ce film appartient à une remarquablement longue série de productions recyclant l'argent des *posses*, et mettant en scène des acteurs célèbres des ghettos: le deejay Ninja Man, Spragga Benz, Louie Ranking, etc. L'action se déroule toujours entre Kingston-ouest et Miami. Elle exprime de manière explicite la version des ghettos de l'épopée des *posses* : politiciens corrompus (Cess, S., 2002, « *Shottas* »), jeunes *soldiers* livrés au trafic de drogues illicites pour nourrir leur famille (Gumbs, D., 2003, « Rude Boy : the jamaican Don ») et dégénérescence criminelle dans les rues de Miami

(Gumbs, T., Gumbs, R., Moses, D., 2008, « Gangsta Paradise »). Dans le même temps, l'entreprise *Island*, jusque-là spécialisée dans la musique, propose une version des faits plus distante et plus naïve, mettant en scène une police incapable et involontairement complice (Browne, C., 1999, « Thirld World Cop »).

Les exilés sont d'ailleurs très mal accueillis par la population locale (très majoritairement chrétienne), car ils symbolisent souvent l'égoïsme dans un milieu très communautaire (bon nombre ont oublié leurs familles lorsqu'ils ont amassés des fortunes aussi colossales qu'éphémères). Ils représentent aussi l'échec à l'étranger, et sont associés aux « drogues dures » (très mal perçues sur place), notamment au crack, et à la violence endémique qui frappe les habitants de l'île. Un titre de Buju Banton, Deejay numéro un dans l'île depuis le milieu des années 1990 en témoigne :

« Les choses ont changé, maintenant tu te rappelles que la vie est dure, toi qui n'a jamais dépensé ton argent dans la cour (« ah yard », en Jamaïque), toi qui a tout dépensé à l'étranger, tu jetais ton argent par les fenêtres, et maintenant tu vis comme un chien... ». Jouant sur la honte que représente le fait de ne pas rentrer chez soit riche après avoir fait « carrière » aux Etats-Unis dans une société très communautaire, il poursuit *« tu t'es fait déporter et tu rentres avec juste un pantalon, fauché, sans un sous en poche (...). Ta mère vit dans un trou à rats et tu ne lui as jamais acheté une lampe, pas une lettre, pas une ligne, pas un timbre a cinquante centimes, ton père n'a même pas de chaussures ; Quand j'ai entendu que tu étais de retour j'ai eut envie de te renvoyer chez l'oncle Sam ! »*.

De retour dans leurs ghetto, certains se tournent vers une carrière de Robin des Bois, volant à l'extérieur pour redistribuer dans la communauté, mais bon nombre deviennent de violents parasites. Bounty Killer, sans aucun doute l'artiste le plus écouté et respecté « downtown » (où on le surnomme le « gouverneur des pauvres ») chantait pour ceux là en 2001 : *« Héro inutile, tu dis que tu es un « rude boy » et tu terrorises les gens du ghetto tous les jours, tu dis que tu es un « shotta » et que la police te poursuit mais tu n'es qu'un parasite et un petit voleur, tu n'es qu'un imbécile, et vu comme tu vis tu ne verras sûrement pas demain... »* (Petty Thief, 2001). Après l'effervescence de la grande période des *posses* à l'étranger, *« dans le ghetto les pauvres n'ont rien, les politiciens importent les armes, la cocaïne et le crack nourrissent le carnage, quand je prend du recul je me rend compte que rien n'a changé »*, chante Bounty Killer, *« mes poches sont vides alors que je suis volontaire, j'ai besoin d'un sac de riz mais je n'ai pas une pièce, pas moyen d'acheter un bout de poulet, et les balles sifflent dans tous les coins... »* (Down in the Ghetto, 2006). « Jamerica » n'est pas la solution, explique-t-il en s'en prenant aux artistes de la génération Seaga qui se

pavanent dans un matérialisme malsain en prenant modèle sur les Etats-Unis: « *ils envoient le mauvais message aux gens, ils leur parlent de glace quand les gens n'ont même pas de frigo*³⁹⁸ »...

5.2.6 Conclusion

*« Les élections (en Jamaïque) sont saisonnières,
les conflits qu'elles génèrent sont pérennes. »*

A. Harriot, 2003

Les communautés-garnisons, espaces mouvants et évolutifs, sont donc les cicatrices gravées dans le tissu social jamaïcain de trois décennies de recolonisation de l'île par les fils de planteurs, politiciens et gros commerçants locaux et étrangers. Les *posses* seront les employés chargés à la fois de garder le bastion inviolé (rôle vis-à-vis de l'Etat), et de l'entretenir financièrement (rôle vis-à-vis de la population locale). L'effondrement de l'Etat jamaïcain, en partie sous le coup des « ajustements structurels », a facilité le désamarrage de ces gangs de rues du quai politique de leurs employeurs, car l'Etat a progressivement perdu les moyens de financer ces milices avec l'offre sur un plateau des secteurs rentables (gisements miniers et touristiques) aux multinationales nord-américaines sous les deux doubles mandats libéraux.

Ces gangs sont désormais comparables, toutes proportions gardées, aux gangs afro-trinidadiens évoqués plus haut et aux « chimères » haïtiennes, sur lesquelles nous reviendrons. Les uns comme les autres s'émancipent progressivement de leurs attaches hiérarchiques pour travailler à leur compte, ce qui les tourne de plus en plus vers des activités de parasitage économique (racket, kidnapping). Cette rupture d'attaches, danger majeur pour les Etats impliqués, constitue le premier pas vers la fin de l'hégémonie néo-coloniale des élites claires qui ont récupéré le pouvoir laissé vacant à l'« indépendance » : les *posses* symbolisent une des facettes de la lutte entre Etats et nations (ce qui ne veut pas dire que les populations soutiennent dans leur ensemble ces groupes armés).

Géographiquement les *posses* sont particulièrement intéressants en raison de l'évolution de leurs aires d'influence de Kingston à Miami puis à l'ensemble du sous-continent Nord-américain. Ils ont tiré leur force de leurs attaches politiques locales et de leur ancrage rapide aux réseaux des drogues

³⁹⁸ <http://www.bountykiller.com/b2kbirth2aking.html>

illicites facilité par leur « formation » grâce au trafic de la ganja et à la guerre politique (et non « tribale ») de Kingston.

Leur formation se parachevant dans la plus grande école du crime au monde, aux Etats-Unis, ces jeunes « enfants barils » (Meeks, B., 2003) qui ont grandi dans un Kingston en proie à une guerre « froide » dévastatrice, posent désormais un problème majeur à l'élite qu'ils rackettent sans merci à Kingston et le long de l'axe qui mène de la capitale à MayPen en passant par Spanish Town, ainsi que dans la capitale du tourisme qui se passerait volontiers de ce type de publicité. Les luttes pour le contrôle du racket remplacent progressivement l'ancienne lutte politique pour les contrats et les points de vente des drogues illicites (Figueira, D., 2004) à mesure que les *posses* jamaïcains, manquant de discrétion, sont remplacés dans le transport régional par les gangs haïtiens favorisés par leur structure réticulaire de « nation-diaspora ». Et ce d'autant plus que la réorganisation des axes principaux du trafic de drogues illicites colombiennes s'est fait au détriment commercial du pays (Cruse, R., Figueira, D., Labrousse, A., 2008).

Ainsi les commerçants exerçant dans l'axe May Pen – Kingston sont systématiquement rackettés par les gangs qui se muent en agences de sécurité informelles luttant... contre la menace qu'ils représentent eux-mêmes (selon un schéma bien établi). Le gouvernement jamaïcain estime même que ce type de « protection » lui coûterait plus de 5 milliards de dollars jamaïcains par an rien qu'en ce qui concerne ses projets de travaux publics (Figueira, D., 2004).

Sous leurs manières spectaculaires et de leur amour d'Hollywood, les *posses* jamaïcains parviendront à masquer la réalité du trafic caribéen: aucun des organisateurs du trafic parmi les élites britannique et syriennes ne sera jamais inquiété en Jamaïque alors que leurs soldats s'entassent dans les cimetières et les prisons fédérales (Figueira, D., 2004). En 2002, l'*European Monitoring Centre for Drugs and Drug Addiction* (EMCDDA) par exemple, estime encore que les gangs jamaïcains sont les principaux importateurs des trente tonnes d'héroïne et quarantes tonnes de cocaïne qui circuleraient chaque année sur le territoire de la Grande Bretagne : à l'image des gangs d'afro-trinidadiens, les *ghettos youth* jamaïcains sont des boucs émissaires de premier choix quand bien même ils n'empochent qu'une très maigre part des profits du trafic monopolisé, lui aussi par la « politocratie ». C'est pourquoi ces gangs qui sont désormais armés et organisés comme de véritables milices se rabattent désormais, en toute logique économique, sur des activités plus rentables comme la protection/extorsion des commerces tenus par l'oligarchie

blanche/syrienne/chinoise qui les avait jusque là employés comme hommes de main (et ainsi armés et formés à la guérilla urbaine).

Dans le Gleaner, Garth Rattray décrit l'ampleur de l'économie criminelle liée à ces activités : on peut désormais, en Jamaïque, embaucher un jeune louant une arme à la semaine. Un calibre 38 avec munitions coûtera 20 000 JA\$ (200 euros) pour deux semaines, un mercenaire de 12 à 20 ans de 10 000 JA\$ (100 euros) pour l'assassinat d'une petite cible à plus de 500 000 JA\$ pour une personnalité plus importante (Gleaner, 14 Octobre 2003). La fin de la guerre pour les voix initiée lors de l'indépendance ne signifie pas la fin de l'hémorragie meurtrière : en 2004 le taux d'homicides en Jamaïque était le plus fort depuis le début des années 1970 (et chaque année a, depuis, apporté un nouveau record en la matière). Les trafiquants de drogues se plaisent à faire des exemples avec des « *informers* » (informateurs) dont on retrouve les corps mutilés ou brûlés vifs dans l'ouest de Kingston (St Andrew south), à Spanish Town (St Catherine north) et depuis peu dans la capitale touristique à Montego Bay (St James). Sur le modèle des *baby-soldiers* africains un quart des délinquants arrêtés pour crime grave (meurtre, viol, etc.) ont moins de 15 ans. La moitié ont moins de 20 ans (*Jamaica Constabulary Force*, 2003).

Les conflits ouverts entre communautés (échanges de meurtres vengeance un meurtre précédent) ravagent la capitale. Les méthodes brutales de la police et de l'armée n'apaisent pas les esprits. Dans leur chasse au Don Wayne « *Sandokhan* » Smith, les policiers mirent, par exemple, la pression sur la communauté entière de Waterhouse : des femmes âgées et des enfants furent frappés par les officiers pendant que le recherché exécutait tous ceux qui menaçaient d'« informer » (Gray, O., 2003). Comme l'a remarqué le chercheur jamaïcain Anthony Harriot, un des traits particuliers de la violence jamaïcaine est d'ailleurs cette implication des personnes vulnérables dans l'entourage des « cibles », d'où le relativement grand nombre de meurtres touchant des femmes (10% des assassinés en 1997). Le directeur des études gouvernementales sur le campus de Kingston parle d'une culture de la violence immature, en comparaison aux cultures de la violence « matures » des bords de la Méditerranée ou des Etats-Unis, où très peu de familiers sont impliqués (Harriot, A., 2003).

Un problème majeur posé récemment par les anciens membres des posses « jamaïcains » exilés après leur peine aux Etats-Unis réside dans la concurrence qu'ils rencontrent localement, lorsqu'ils tentent de reprendre la place qu'ils ont perdu. Des groupes flexibles de jeunes hommes les ont remplacés. L'explosion récente du (relativement) petit trafic ganja contre arme avec le territoire

voisin d'Haïti, ou, à plus petite échelle, le trafic de ganja vers Trinidad, font l'objet d'une lutte territoriale féroce. Elle se traduit par l'augmentation permanente d'une criminalité qui représente pourtant déjà un record mondial (en terme d'homicides par habitants).

Les *posses* et les *Dons* contribuent cependant beaucoup à l'amélioration du niveau de vie de la population de leurs communautés respectives. Leur élimination n'est pas possible, dans le contexte actuel. Des gangs apolitiques se concurrencent pour la reprise en main de différents trafics illicites et doivent lutter contre les anciens *posses* que les exilés tentent de reprendre en main à leur retour. L'armée et la police, actifs dans la zone qui présente le solde migratoire le plus défavorable de la capitale, entrent dans l'équation de manière particulièrement meurtrière en contribuant largement au carnage, au détriment d'écoliers et de mères de familles victimes de balles perdues. Cette approche les rend particulièrement impopulaires. Les gens sont réticents à livrer les jeunes membres de gangs originaires de leur quartier. Les *road blocks* suite aux « bavures » sont courant sur cette portion de la route vers l'est. La concurrence entre différents gangs et les représentants de l'« ordre » crée une situation particulièrement tendue. Elle explique que les taux d'homicides soient ici beaucoup plus élevés que dans des garnisons parfaitement territorialisées par des *dons* comme Tivoli Gardens.

D'où cette plainte qui émane du fond des arrière-cours de Kingston où vivent des foules anonymes de travailleurs honnêtes, déterminés à s'en sortir envers et contre tout : « *Is three set ah gunman all like me have fi deal wid yu know: gunman, police, and soljah*³⁹⁹ » (Anonyme cité dans Brana-Shute, G., 2007).

³⁹⁹ « *Nous avons à faire à trois types de bandits : les citoyens armés, la police et les soldats* »

5.3. « *Chant Down Babylon* » : Le *dancehall* jamaïcain, espace économique informel et contre-culture populaire.

« *Les îles ont un silence qu'on entend.* »

Italo Calvino

Le 11 décembre 2003, un gigantesque concert gratuit est offert à la communauté de Tivoli Gardens, bastion historique du JLP dans Kingston ouest, par les autorités jamaïcaines (PNP). Une foule compacte se presse dans l'arène du coucher du soleil jusqu'à l'aube, avec, çà et là, des groupes de *dancehall queens*, et de (très) jeunes membres de gangs de Kingston, surveillés de près par les autorités informelles de la garnison. Une cinquantaine d'artistes défilent sur scène, de QQ, vedette locale de dix ans implorant « *take me out a di ghetto* », aux plus anciens comme Errol Dunkley, et Ken Boothe, pionniers du Reggae de la fin des années 1960. Aux alentours de vingt-trois heures, le célèbre chanteur John Holt, autre pionnier du reggae, entame *a capella* son hymne aux planteurs de ganja :

“Police in helicopter, a search fi marijuana.

Police men in the streets, searching fi collie weed.

Soldiers in the field, burnin the Kali weed.

But if you continue to burn up the herbs, we gonna burn down the cane fields”

(Police in helicopter, 1983)

La caméra offre immédiatement le plan large d'un public en liesse, hurlant, sautant, allumant tout objet inflammable imaginable (briquets-torches, aérosols, fusée de détresse, etc.) et au milieu d'un *crew* de jeunes adolescents. Au cœur de la foule, un enfant d'une dizaine d'année pointe une arme de poing vers le ciel, matérialisant la vieille menace anticoloniale⁴⁰⁰ chantée par John Holt.

S'en suit un concert de louanges adressées au « Président » (le Premier Ministre de l'époque P.J. Patterson, organisateur du concert) plutôt inhabituel dans l'île⁴⁰¹, seulement coupé par un jeune

⁴⁰⁰ David D' Costa écrit un bel article au sujet du rapport de force Nation/Etat (population/élite), décrivant la peur ancrée dans la psyché des dirigeants jamaïcains, reliant les plantocratie aux politiciens : « *so many of them, so few of us* », cette disproportion faisant de la terreur un grande tentation pour l'élite. (article cité dans Gunst, L., 1995). La menace des révoltes, et particulièrement celle de brûler les champs de canne, premiers revenus du pays à l'époque coloniale, taraude les dirigeants. Il faut y voire une métaphore de révolte dans le *Police in Helicopter* de John Holt, plus qu'une menace directe sur les champs.

⁴⁰¹ Interrompu par quelques coups en dessous de la ceinture plus habituels, comme les allusions multiples à l'homosexualité présumé du premier ministre qui se voit renommer P-Gay (on appelle généralement le premier ministre par ses initiales en Jamaïque, PJ), etc.

homme de Tivoli qui monte sur scène et arrache le. Personne n'ose repousser le jeune Taru qui décrète aussitôt : « *je sais que les choses sont déjà organisées mais... on est a Tivoli Garden et il n'y a pas de police ici* ». Il entame aussitôt son titre *Good over Evil* :

*“Dem want the ghetto youth to become warriors
Cyann remember how many guns they carry-a (...)
Them bring down cocaine ina dem cargo
But when they see you whith you spliff they want to charge you
Go suck you mothers politicians you all ‘F...(la foule : “faggot”)
Fuck the president
Police and soldiers get the most bun’
Cause instead of serve and protect⁴⁰²
They brutalize the people’ sons
And get pay fi do the right and do the most wrong”*

Une demi-heure plus tard le vétéran Beres Hammond entame “*no disrespect*” et son habituel répertoire romantique adressé aux femmes jamaïcaines, l'ensemble baignant dans un mélange typique de louanges à Jah (Dieu) et de glorification d'une violence métaphorisée par des allusions bibliques contre des ennemis communs. Tous les éléments du *dancehall* jamaïcain sont présent : spiritualité, (contre)culture populaire, armes, commentaire social, glorification de la violence et de l'amour (!), homophobie...

Le *dancehall* est à la fois un espace (le lieu ou se tient la « danse ») et une musique (le style *dancehall*),. Un espace physique autant que sonore, qui existe depuis la période esclavagiste en Jamaïque, la nuit étant l'espace temporel d'expression pour les esclaves, leur musique et leur langue syncrétique, leur espace sonore de liberté. Aujourd'hui encore, les caribéens anglophones disent qu'ils vont se « libérer » (« *free up* ») lorsqu'ils vont danser le vendredi soir. C'est ce que Bob Marley exprime dans son « *Jamming* » : « *ain't no rule, ain't no vow, you can do it anyhow, so jam 'til the jam is through...* » Avant de devenir un style musical en elle-même, la musique passée dans les *dancehall* est la musique du commentaire social : le Mento qui deviendra Ska, Rocksteady, Reggae, et éventuellement « *dancehall* ».

⁴⁰² Moto de la police jamaïcaine.

A la fin des années 1960, au moment du basculement du pouvoir dans l'île, le *dancehall* reflète plus que jamais la société jamaïcaine : la culture syncrétique des *Ras*⁴⁰³, liant tous les apports culturels de l'île dans un seul système de croyances, s'empare du lieu. L'espace physique des colons est immédiatement ré-approprié et réinterprété : l'empire colonial devient la Babylone biblique et les anciens esclaves les Israélites captifs. Bien que les *Ras* soient très minoritaires dans le pays, leur influence est immense jusque dans les cercles chrétiens qui les méprisent ouvertement. Une des raisons principales est à chercher dans l'ardeur avec laquelle certains des *Ras* ont étudié la Bible et l'histoire chrétienne pour déconstruire les mythes véhiculés par les religieux à des fins personnelles. A la différence des chrétiens chez qui un prêtre enseigne ce qu'il vend comme la parole de Dieu (les adeptes sont fermement priés de reverser 10% de leurs maigres revenus à l'Église), les *Ras* se regroupent et « raisonnent » ensemble, discutent de leur compréhension des événements quotidiens, de l'Histoire et de la Bible. De ces discussions constructives émane une véritable déconstruction de l'éducation religieuse occidentale, conservant comme point de départ la Bible... Bon nombre des réflexions émanant de ces « reasonnings » seront mis en musique. Elles coloniseront progressivement l'espace sonore jamaïcain, marquant les esprits.

Pour lutter contre cette décolonisation partielle des esprits pendant que les hautes castes s'attachent à conserver la structure héritée, le politicien et anthropologue/musicologue E. Seaga sera un des plus grand artisan de la guerre hautement (géo)politique contre le « Reggae conscient » (*Conscious Reggae*) qui s'est développé sur la ligne de front, sur le mur de Berlin qui coupe Kingston en deux à l'indépendance.

Entrée dans une nouvelle ère, celle de la dissolution de l'hégémonie des élites politiques/économiques, la Jamaïque commence seulement à percevoir la culture *dancehall* comme un héritage fondamental. En réalité, c'est toute l'histoire de la Jamaïque « indépendante » qui est décortiquée et analysée à travers les différents styles qui ont émergé dans les *dancehalls* jamaïcains. Si l'espace économique, jusqu'au *dancehall* lui même, est resté longtemps accaparé par les élites formelles (même les producteurs, jusqu'à ce que Bob Marley ne monte son propre studio Tuff Gong), l'espace sonore est paradoxalement demeuré un espace de résistance, un espace informel. Les tentatives de prise de contrôle de cet espace de résistance dans les années 1980 ne font que souligner son importance géopolitique (à une échelle locale)...

⁴⁰³ On préférera ici le terme « Ras » au plus couramment utilisé, mais plus vide de sens « Rasta ». En Jamaïque « Ras » signifie le seigneur, la tête, et chaque Ras se considère par analogie comme son propre seigneur et pense par lui même.

5.3.1 Origines du *dancehall* jamaïcain : du Mento des esclaves aux sound system des travailleurs exploités dans la Jamaïque coloniale

*« Il est contraire à la loi pour les esclaves
de battre leurs tambours après dix heures du soir,
Mais ils font bien peu cas de cette loi »*
Abraham, R., Szwed, J., 1983, *After Africa*

Si les ouvrages traitant du Reggae sont légions, on doit l'unique historique documentée de la musique jamaïcaine dans son ensemble, c'est-à-dire de la culture *dancehall* depuis ses origines, aux recherches détaillées de Norman Stolzoff publiées dans « *Wake the Town and Tell the People* » (2003). On lui doit notamment l'idée selon laquelle le *dancehall* serait un phénomène culturel syncrétique jamaïcain né lors de la période esclavagiste, en constante évolution, qui donna naissance au Mento, au Ska puis au Reggae avant de finalement prendre l'appellation générique de *dancehall*, celle du lieu dans lequel on y participe, à partir des années 1980.

Comme le souligne Stolzoff, et comme une seule expérience suffit à s'en convaincre, la participation est un point clef de la consommation musicale – et artistique en général – en Jamaïque, en opposition au modèle passif occidental : le *dancehall* est avant tout un espace de création culturelle et économique. C'est un espace mouvant et évolutif, un espace de liberté et de résistance, un espace d'innovations et finalement d'émancipation, de dissolution progressive de l'hégémonie héritée de la période coloniale.

Les contre danses afro-caribéennes

Le premier style musical syncrétique, ou créole, à émerger dans l'espace noir jamaïcain est le Mento. C'est la sixième forme de Quadrille, danse de cour française dérivant d'une forme issue des campagnes anglaises du 17^e siècle, les cinq premières étant des emprunts directs à la culture musicale européenne transposés dans le bassin caribéen par les planteurs à partir du 18^e siècle. Ces derniers imposeront rapidement à leurs travailleurs serviles la tâche de divertir le public blanc, puis mulâtre, en jouant la musique européenne lors des bals organisés par la plantocratie (White, G., 1982). Le phénomène de métissage culturel particulier que Stolzoff nomme la « *créolisation musicale* » (Stolzoff, N., 2003) n'est pas propre au Mento ni à la Jamaïque : de République

Dominicaine est sorti le Merengue ; le Calypso, lui, est né à Trinidad dans des conditions similaires ; Haïti a son Kompa ; et le cœur des Antilles francophones bat encore au rythme du Zouk. Les esclaves s'appliqueront, dans un premier temps, à s'imprégner de la culture musicale des « *massas*⁴⁰⁴ », qui est synonyme de pouvoir socio-économique (Szwed et Marks, 1988), pour les divertir, avant de créer, à partir de leur propre héritage culturel, une musique à mi-chemin entre la quadrille et les sonorités africaines. C'est ce que Julio Cesar Paulino nommera la création des « contredanses » afro-caribéennes. Dans le cas particulier du Mento, ils ajouteront à la Quadrille européenne leurs instruments africains, ou dérivés d'héritages africains (Banjo, *Rumba Box*, percussions, etc.) (Bilby, K., 1995), leurs rythmiques (les syncopes, ou contretemps en particulier, ainsi que les polyrythmiques) et enfin leurs danses caractérisées par des rotations des hanches prononcées (Stolzoff, N., 2003). Les paroles suivent le même modèle de construction que dans toutes les formes de musique créole caribéennes de l'époque, avec un penchant pour les nouvelles locales, des « *gossips* » (ragots), pour les chansons d'amour et de sexe, et surtout de commentaires satiriques adressés aux « *massas* » - usant et abusant des images et des doubles significations pour échapper à la répression. Ils sont déjà les griots africains transposés de l'autre côté de l'Atlantique (Lee, H., 2003), usant d'un langage imagé pour être compris du public noir - et non par les maîtres... C'est de cette tradition que naît le caractère extrêmement imagé du (langage) jamaïcain actuel, qu'on retrouve dans les lyrics du Reggae des années 1970 puis des formes de *dancehall* des années 1980-2000.

Exposés à la demande pressante des esclaves pour se réunir dans des « danses » les samedis soirs et jours fériés (Pâques et la semaine entre Noël et le 31 décembre), les planteurs se trouvent face à un dilemme : d'un côté ces réunions agissent comme une soupape de sécurité pour limiter le mécontentement - le gouverneur de Porto Rico disait qu' « *un peuple qui s'amuse est un peuple qui ne conspire pas* », cité dans (Lewis, G., 1983) - en permettant aux esclaves de maintenir leur identité culturelle et « *d'exprimer leur humanité distincte* » (!) (Lewis, G., 1983), mais, de l'autre, ces rassemblements nocturnes ne font que souligner le surnombre écrasant des esclaves face à leurs maîtres. Tout comme le carnaval, les planteurs perçoivent ces espaces spatio-temporels de liberté, aussi réduits soient-ils, comme un « antidote à l'hostilité » irréductible qui règne dans ces sociétés esclavagistes (Lewis, G., 1983). 35% des rebellions dans les plantations de la Caraïbe britannique ont été planifiées ou mises en exécution lors des rassemblements de Noël (Stolzoff, N., 2003).

Résistance dans les premiers dancehalls de la période esclavagiste

⁴⁰⁴ De « Master », que le Jamaïcain prononce « Masta » ou Massa ».

Ces premiers *dancehalls* de l'histoire jamaïcaine sont en effet les premiers lieux de « clash » entre la classe des esclaves et la classe des planteurs. Se sont d'abord les lieux de la « *résistance de tous les jours* » (Scott, J., 1990) : pour s'y rendre, il faut parfois s'échapper de la plantation durant la nuit ; on s'y moque ouvertement des maîtres ; on y enseigne comment esquiver le travail, etc. On y planifie aussi des actes de résistance de plus grande ampleur : marronnage, empoisonnements, etc. Plus d'un tiers de ces mouvements sont lancés lors ou à la suite de la période de fête de Noël durant laquelle les esclaves se réunissent durant plusieurs jours de suite.

C'est pourquoi les planteurs, qui ne peuvent pas l'interdire, tentent déjà de contrôler le dancehall des esclaves, que ce soit par la violence ou par des lois limitant le regroupement d'esclaves et le bruit excessif. Des lois qui, aujourd'hui, justifient toujours les descentes de police lors des rassemblements de pauvres jamaïcains dans les *dancehalls* actuels, officiellement interdits dans toute la ville, mais officieusement tolérés sous la ligne Cross Roads – Half Way Tree (dans la ville basse).

Le pont culturel vers le Jazz nord-américain

Contrairement à la vision transmise par les planteurs, G. Lewis a noté que la société esclavagiste ne se composait pas de deux espaces ethniques/sociaux/culturels hermétiques, mais serait mieux décrite comme une société mutuellement dépendante qui devait laisser aux esclaves un espace de liberté, aussi limité fut-il (Lewis, G., 1983).

Dès le début du 19^e siècle De la Beche constate que les esclaves préfèrent déjà ce qu'il nomme la nouvelle école (« *New School* »), la nouvelle forme de Quadrille qu'ils ont inventé, le Mento (De la Beche, H., T., 1825). Ils ont commencé à abandonner les formes entièrement européennes, monopole des blancs et, secondairement, des mulâtres et des esclaves les plus hauts placés dans la hiérarchie de la plantation. Ils ne reprennent plus les musiques et les danses strictement européennes que pour se moquer de leurs « massas », donnant naissance au mythe du « *caribbean mimic man* », largement développé par le riche (indo)Trinidadien V.S. Naipaul (Naipaul, V., S., 1967). Car, en haut de la hiérarchie sociale, on perçoit ces imitations comme des pâles copies (White, G., 1984), une « *marque d'affection désespérante* » (cité dans Stolzoff, N., 2003). Il faudra attendre 1974 pour que Derek Walcott démonte la perception coloniale de la « *mimicry* » chère à V.S. Naipaul (Walcott, D., 1974) et souligne l'ironie du phénomène.

A la fin du XIX^{ème} siècle, les Jamaïcains migrent en masse vers Panama (où ils sont employés à la construction du canal), à Cuba (récolte de la canne) et plus encore aux Etats-Unis. Jusqu'au déclenchement de la crise de 1929 il existe en Jamaïque un fort exode rural qui ne trouve pas de contrepartie équivalente dans les espaces urbains du pays en raison de ces migrations internationales. La crise change radicalement la donne en fermant les portes internationales et le flux de migrants ruraux se concentre désormais autour de la capitale Kingston. De 1921 à 1943 la population de l'aire métropolitaine de Kingston/St Andrew (le KSAC) augmente de 131%, passant de 54 000 à 128 000 habitants (Post, K., 1978). Economiquement, la situation est catastrophique, car la capitale ne peut fournir les emplois, les logements ni même les infrastructures de base nécessaire à cet afflux, et apparaissent les « *Johnny too bad* » immortalisés dans le film « *The Harder they Come* » de Perry Hantzell, ainsi qu'une nouvelle activité économique (informelle) : le « *scuffling* », la débrouille au jour le jour pour s'assurer les apports caloriques minimaux. Culturellement en revanche, c'est une des périodes les plus riches de l'histoire jamaïcaine, car les migrants font rapidement coexister à Kingston les influences caribéennes (le Calypso, le Merengue, le Mambo etc.), noires américaines (le Jazz de la nouvelle Orléans) ainsi que tous les cultes africains des espaces ruraux du pays (Kumina, etc.).

En raison des difficultés économiques, les groupes fleurissent dans le Kingston des années 30, et en raison du « pont culturel » (Stolzoff, N., 2003) en construction vers les Etats-Unis, la musique américaine s'impose rapidement. Le Jazz, qui passe sur les premières radios du pays et qui est enregistré sur des disques vinyles, devient une musique synonyme de modernité dans un environnement en mutation vers l'urbanisation. Les écoles de correction (*Stony Hil Reformatory School*) et les orphelinats (*Alpha Boys School*) de Kingston-ouest forment les meilleurs musiciens du pays, contribuant à la perception générale faisant de la musique une activité réservée aux marginaux - ceux qui n'ont rien de mieux à faire... En réalité, la musique ne permet pas de survivre : on apprend donc en même temps à ces parias de la société jamaïcaine des « véritables » métiers : soudure, construction, etc.

La seconde guerre mondiale et la naissance des sound system

La seconde guerre mondiale commence par renforcer l'influence des Etats-Unis avec l'arrivée dans l'île des militaires nord-américains qui se répartissent entre la base de Sandy Gully et celle de Vernon Fields, avec leurs matériels, radios et émissions radios, phonographes, disques, etc. Les masses noires jamaïcaines finissent de se connecter à travers le « *canal connectif transnational* » (Stolzzof, N., 2003) au reste de la diaspora africaine de la Caraïbe et des Etats-Unis,

pour donner naissance à la « *conscience noire transatlantique* » (Gilroy, P., 1993) qui s'exprime à travers la musique, mais aussi le sport et le cinéma. C'est à cette époque que les premiers *Ras* des collines jamaïcaines prennent conscience que le combat pour l'émancipation jamaïcaine s'intègre dans une lutte émancipatrice bien plus large, qui contribuera au succès international d'artistes comme Bob Marley, Burning Spear, Dennis Brown, Albert Griffith, etc., quelques décennies plus tard. Les concepts d'émancipation, de révolution, de négritude, de « black power », etc., deviennent l'expression de milliers de caribéens sous la plume du Trinidadien CLR James ou du Martiniquais Aimé Césaire, du Haïtien René Depestre, de Padmore, puis du Lucien Dereck Walcott, etc.

La fin de la seconde guerre mondiale marque le début d'une hémorragie migratoire sans précédent en Jamaïque quand la Grande-Bretagne décide de se tourner massivement vers ses colonies à la recherche de travailleurs bon marché pour la reconstruction du pays dévasté par les bombardements de l'armée nazie. Pour la seule année 1950 plus de 150 000 Jamaïcains partiront pour la Grande-Bretagne (Munroe, T., 1972). Parmi ces ouvriers on trouve la grande majorité des musiciens jamaïcains, ceux qui sont restés au pays, plus rares, se dirigeant quant-à eux vers la côte touristique où on les emploie désormais dans les hôtels pour donner un cachet d'authenticité à ces enclaves étrangères. Pour la première fois de l'histoire de la Jamaïque post-colombienne les travailleurs noirs exploités se trouvent privés de leur espace de liberté : le *dancehall* jamaïcain doit s'adapter à cette pénurie de musiciens qui fait monter les coûts d'organisation des danses hebdomadaires (White, G., 1984. ; Barrow, S., et Dalton, P., 1997)

Dans un premier temps on récupère les matériels d'amplification utilisés jusque là pour les campagnes politiques ; et les rares propriétaires de phonographes importés des Etats-Unis font la connections qui donnera naissance aux premiers « *sound system* ». Le *dancehall* jamaïcain bascule de l'ère des groupes de musiciens « live », à celle des « *sound system* », qui se compose seulement du matériel de diffusion (phonographe, lecteur de disque, etc.) et d'amplification et d'un ou deux animateurs. Pour organiser une danse du samedi soir, il suffit désormais d'embaucher un « *sound* », d'acheter des boissons, et de s'installer sur le bord d'une route pour organiser une « *dancehall session* ». En raison du coût, les Jamaïcains les plus pauvres retrouvent dans ces espaces improvisés la liberté limitée gagnée par leurs ancêtres dans les plantations.

Les commerçants, parmi lesquels on retrouve beaucoup de migrants chinois, comprennent rapidement l'intérêt que représente la culture musicale des Jamaïcains, et les premiers gros « *sound systems* » sont, en fait, des magasins sonorisés devant lesquels la foule se rassemble jusqu'à créer ce que les Jamaïcains nomment un « *roadblock* » (Stolzoff, N., 2003). Pour compléter le revenu du

magasin, des sessions payantes sont organisées le week-end, et le niveau sonore devient leur première forme de publicité : plus le son porte loin, plus la foule se rassemble. Plus de bruit est synonyme de plus de clients, et on commence donc à entasser les hauts-parleurs pour attirer les foules vers ces enclaves animées de l'espace sonore vierge de Kingston. Tom Wong, dit « Tom le grand Sébastien », est souvent considéré comme le pionnier du *sound system* en Jamaïque car il fut le premier commerçant à avoir l'idée d'utiliser son matériel hors du magasin pour organiser des sessions payantes.

Heddley Jones, l'actuel directeur de la fédération des musiciens jamaïcains, a, lui, servi pendant la guerre dans l'armée anglaise - où il a été en contact avec les équipements électroniques les plus modernes. Fort de cette expérience, il monte un magasin de réparation d'équipements électroniques à son retour à Kingston, puis passe à la vente de disques d'importation. Il construit rapidement un amplificateur « maison » pour promouvoir ses disques, avec une innovation qui va révolutionner le *sound system* jamaïcain : la capacité d'amplifier séparément les tonalités aiguës, medium et graves (Interview de Heddley Jones, dans Stolzoff, N., 2003). En raison de la qualité du son de son magasin, la foule s'agglutine au point de bloquer la rue : et plus personne ne paye l'entrée pour aller écouter la musique dans les sessions de Wong. C'est le premier « clash » de l'histoire musicale jamaïcaine, et Jones a réussi à « *lock off* » (fermer), bien involontairement, le son de Tony Wong, qui s'équipe aussitôt auprès du constructeur. Dès le début des années 1950 ce dernier devient spécialisé dans la construction d'amplificateurs pour les aspirants « *sound men* » qui prolifèrent dans le vide de l'espace sonore de l'après-guerre.

Comme le montre Norman Stolzoff, la date est importante, car elle permet de démontrer que l'industrie du disque jamaïcaine, catalyseur de l'économie informelle du *dancehall* contemporain, naît de la demande des *sound systems* qui ont émergé dans le vide sonore de l'après guerre, sur les fondations culturelles héritées de la période esclavagiste.

Les musiciens rentreront en Jamaïque à partir du début des années 1960, pour donner naissance à la musique connue internationalement sous l'étiquette « Reggae », mais les « *sound men* » sont déjà durablement implantés dans le paysage musical jamaïcain et ils vont dans un premier temps se nourrir de ce phénomène, en l'enregistrant sur place et en le rejouant, avant de prendre définitivement le monopole de l'espace sonore à partir des années 1980.

5.3.2 « Rebel Music - people riddim », le dancehall de la Jamaïque indépendante sur la ligne de front : espaces juxtaposés et anti-nationalisme du reggae des Ras (1970's)

*“One good thing (a)bout music,
When it hits, you feel no pain.
Hit me with music now,
This is Trench Town Rock...
Is Kingston twelve⁴⁰⁵ grooving now ? ”*
Bob Marley, 1973, *Trench Town Rock*

“We free the people with music”
Bob Marley, 1974, *Trenchtown*

⁴⁰⁵ Code postal de Kingston Ouest.

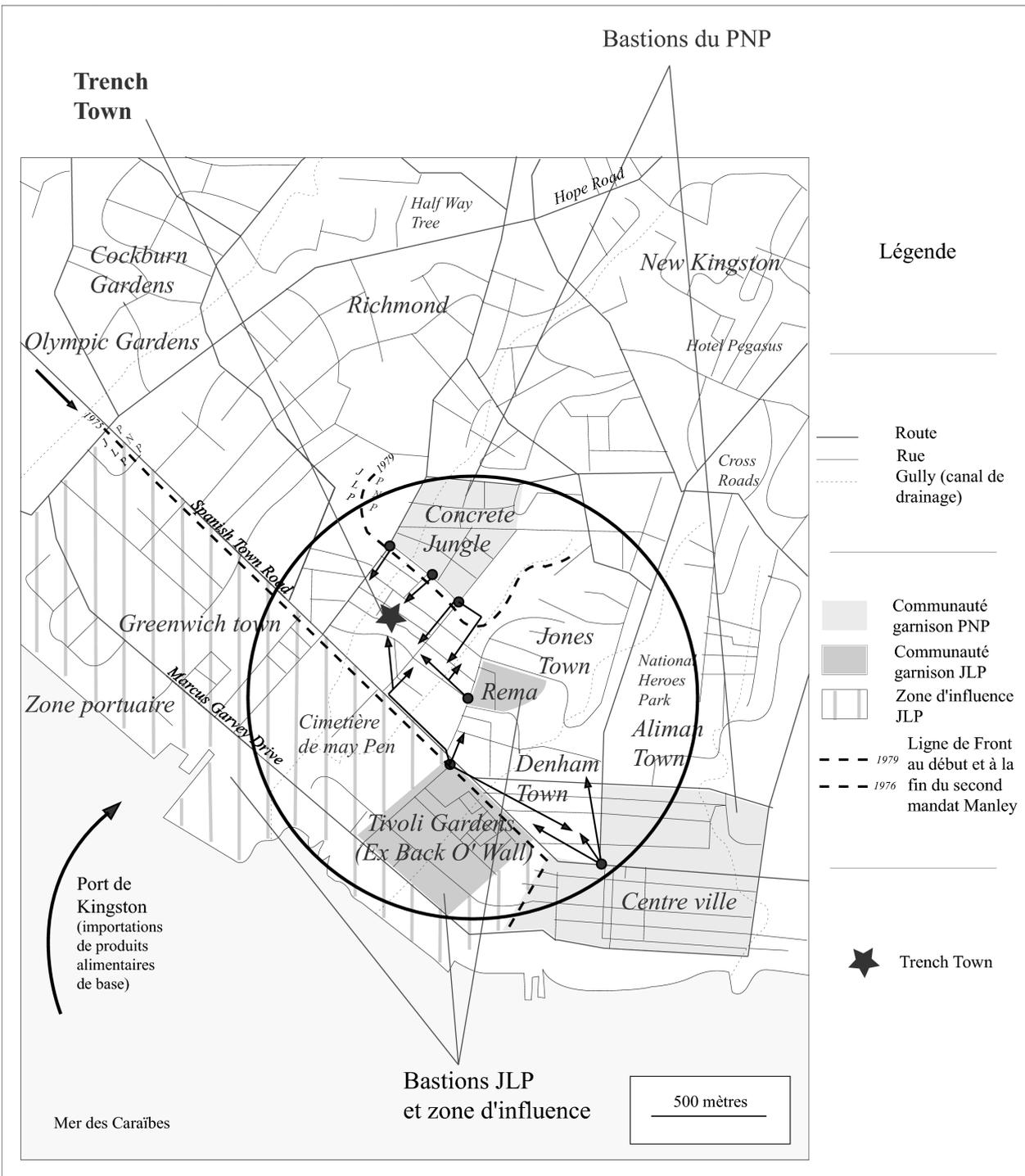
Trench Town Rock

Trench Town, au cœur de Kingston ouest, est l'un des berceaux du Reggae jamaïcain⁴⁰⁶. De la première rue viennent les Wailing Soul, Massive Dread et Bob Marley. Bunny Wailer et Delroy Wilson sont de la seconde rue, Joe Higgs de la troisième, le pionnier Alton Ellis (décédé en 2008) de la cinquième et son homologue Ken Booth du quartier adjacent de Denham Town (Lee, H., 2003)... Les anciens de la Cultural Yard (first street) se souviennent d'avoir vu passer régulièrement Johnny Osbourne et sa guitare, Jacob Miller ; les Tucker et Peter Tosh ont habité le quartier, Rita Marley s'y est installé avec Bob et la célèbre chanteuse Marcia Griffith est diplômée de l'école du quartier. Pour Bunny Wailer, co-fondateur des *Wailers* avec son « *step brother*⁴⁰⁷ » Marley, et frère de la femme du troisième (Peter « Tosh »), Trench Town est tout simplement le « Hollywood jamaïcain »...

⁴⁰⁶ Le calme tout relatif qui règne aujourd'hui à Trenchtown (le jour) permet d'en faire un petit espace touristique qui s'appuie sur l'aura de Bob Marley et de ses célèbres titres comme « Trenchtown Rock ». Plus à l'ouest, le ghetto plus violent de Waterhouse est moins médiatisé alors que d'innombrables artistes (Capleton, Ninjaman, etc.), studios (Black Scorpio) et producteurs (le célèbre) King Jammy) y sont implantés plus ou moins durablement. Plus que Trenchtown, l'épicentre du Reggae se situe donc tout le long de l'axe de Spanish Town Road depuis le ghetto de Back O' Wall (aujourd'hui rasé) jusqu'à Waterhouse (Cf. Carte).

⁴⁰⁷ Bob Marley et Bunny Wailer ont une soeur en commun car la mère de Bob, Cedella, s'est installée à Trenchtown avec le père de Bunny avant de migrer aux Etats Unis.

FIG N°58 : TRENCH TOWN DANS KINGSTON OUEST



Mais, comme l'évoque Bob Marley dans *Natty dread* (1974), et comme nous l'avons montré dans la première partie de ce chapitre, Trench Town est avant tout la ligne de front, un espace charnière dans lequel le « mur de Berlin » se déplace au gré des affrontements entre partisans des deux partis politiques (Cruse, R., Rihney, K., 2009) : dans la chanson, « Natty » remonte la première rue, la seconde rue « pour voir », la troisième, puis parle à un *dread* dans la quatrième rue, remonte

jusqu'à la sixième, mais la septième rue est la limite : la ligne de front (Marley, 1974, *Natty Dread*). Au-delà s'étend Arnett Gardens, que ses habitants ont renommé ironiquement *Concrete Jungle* (« la jungle de béton » plutôt que « les jardins d'Arnett ») en référence à une chanson de Bob. Il s'agit d'une garnison PNP tenue par le *Jungle Posse* du ministre du logement PNP Anthony Spaulding (qui a donné son nom au stade du quartier). A l'est et au sud-est, Rema et surtout Tivoli Gardens sont les bastions JLP -et le stade de football et la rue principale portent le nom d'E. Seaga (Carte 58).

Trench Town est donc un espace tampon : ses habitants, pressés dans l'« étau géopolitique » entre les aspirations territoriales des uns et des autres, seront les « *peacemakers* » à travers leur musique. Le quartier est l'exception. Le seul ensemble du sud-est de St Andrew (autrement dit le sud-ouest de Kingston) à ne pas être entièrement « garnisonné ». D'où la violence exceptionnelle, les jalousies en métal, les guetteurs aux coins de rue... C'est là qu'est né le Reggae, étape de la musique des *Dancehals* jamaïcains née à la fin des années 1960 (évolution suivant le Ska et le Rock Steady, et dans un temps plus long le Mento), et caractérisée par de lourdes lignes de basse héritées du Rythm & Blues qui rappellent la tension du quartier, des cuivres réunissant les influences musicales américaines (Jazz) et cubaines (Boléro, Son, etc.) symbolisant les trompettes du jugement dernier (« *It could be the first trumpett, could be the last* », Marley, *Natural Mystic*, 1973), avec un message d'espoir révolutionnaire sous forme de proverbes et de métaphores rappelant l'origine rurale de la plupart des artistes (et la tradition de métaphores du Mento). Le tempo se rapproche lentement d'un battement de cœur (environ 60/80 BM) caractéristique des musiques rituelles des *Ras* (le Nyabinghi, issu du Burru et du Kumina notamment, qui a été intégrée à la musique jamaïcaine par le géant du Ska Prince Buster dès 1961), car le reggae est selon son plus grand promoteur « *the people riddim* ». La danse du Reggae dira Marley, symbolise « *un homme qui marche, un homme qui travaille* » (Interview, *Rebel Music*, 2002). Chez les *Ras* « *Trod on* », marcher, signifie aussi avancer dans la vie, avancer sur une voie spirituelle, et le Reggae devient la musique d'une nation qui veut progresser par elle-même, libérée de la tutelle anglaise à partir de 1962.

Avant de devenir le ghetto délabré dans lequel évoluera Marley dans les années 1970, Trenchtown est, à sa sortie de terre, au début des années 1940, un beau lotissement d'habitations modernes, avec cuisines en commun et sanitaires (un luxe au pays des « toilettes volantes »). Le projet témoigne de l'esprit du socialisme Fabian (socialisme modéré dont l'emblème est la tortue de la fable de La Fontaine) qui imprègne l'œuvre de Manley (père). Mais l'endroit a été récupéré au dernier moment

par Bustamante pour y loger les fidèles de son syndicat (BITU, futur JLP). C'est la toute première communauté-garnison de Kingston, qui siège, pour les travailleurs du BITU, au beau milieu d'un ensemble de taudis menacés en permanence de destruction, habités par les partisans PNP. Le quartier servira de modèle pour le reste de Kingston-ouest, en termes de construction, mais surtout de politique du « baril de porc ». La ligne de front évoluera au gré des constructions pour se stabiliser sur *Spanish Town Road*, artère vitale par laquelle entrent les produits de la campagne jamaïcaine et des docks de Kingston. Le quartier a connu les politiques partisans avec ses conséquences : le tribalisme politique, la guerre froide, les migrations vers les Etats-Unis et les « *enfants-barils* » (Meeks, B., 2003, le chômage au sein de la vague de l'exode rural, la criminalité, la prostitution et le trafic de drogues illicites, les *posses*, les armes, etc. Ses habitants sont coupés du monde par la pauvreté, enfermés derrière leurs jalousies en métal aux premières loges des maux qui frappent leur univers: décolonisation sur fond de guerre froide, remise en dépendance dans le modèle impérial américain à travers le FMI, endettement massif et « ajustements structurels ». A Trenchtown, à partir des années 1970, ces maux multiples se traduisent par une pathologie unique : la dite « guerre tribale » qui décime les populations d'adolescents ...

Babylone

« *Le reggae cicatrise sur les collines
Les blessures que nous font au rasoir
Les maîtres omnipotents du Monde* »

René Depestre – *Le reggae de Bob Marley*

Dans *Natty Dread*, après une brève évocation du quartier, Marley rappelle que *Natty* est « *prisonnier à Babylone* », « *à des milliers de kilomètres de chez lui* » (*Natty Dread*, 1974). En deux lignes, la représentation spatiale des Ras a été résumée : ils se perçoivent comme des déracinés, des naufragés rescapés d'un long voyage forcé, le passage du milieu, qui les a conduit de leur Terre Mère, le Sion Biblique (Zion), l'Afrique, perçue comme une terre de liberté, vers ce qu'ils nomment Babylone en référence au Royaume de Nabuchodonosor (605-562BC). (on notera la similitude avec la culture syncrétique haïtienne dans laquelle une Guinée mystique constitue la terre mère et le Sion biblique).

Il y a dans cette perception de l'espace née dans les années 1930 avec les premiers Ras voyageurs, beaucoup du rapport « centre/périphérie » de l'analyse marxiste dont ils sont relativement proches. En parler courant chez les Ras la campagne, *Zion*, ce sont les montagnes,

l’Afrique, la périphérie. Babylone c’est la ville, Kingston, la Grande-Bretagne, l’Europe, les Etats-Unis : le Centre.

Ils ont choisi l’appellation Babylone pour décrire un « centre » oppressif d’échelle variée, l’empire colonial qui s’étend d’Europe aux Etats-Unis en passant par les colonies de planteurs jamaïcains, en référence à la Babylone du VI^e siècle avant l’ère chrétienne, celle des grandes conquêtes (Egypte, Juda, etc.) et de la destruction du Temple de Jérusalem (symbolisant dans la métaphore la destruction des cultures traditionnelles) - un « centre » qui déjà bâtissait ses richesses sur l’oppression des peuples « périphériques », la ville biblique symbole de perversion ...

Pour un géographe anarchiste comme Elysée Reclus, l’Eglise est une source d’oppression, et les Ras vont dans le même sens : « *l’Eglise ne parle que de la mort* » mais « *le don de Dieu c’est la vie. Ils ne peuvent rien changer à ça, vous êtes purs... Le péché originel est un mensonge (...). L’église d’un Rasta c’est l’homme lui-même. Ces prêtres sont des imposteurs. La seule bonne chose qu’ils vous annoncent c’est la mort. Parce qu’après tant de souffrances, tout ce qu’ils ont à proposer c’est de mourir et d’aller au Paradis. Toutes ces souffrances pour ça. Non, man, rien ne vaut la vie...* » (Bob Marley, cité dans Lavigne, L., et Bernardi, C., 2003). - Mais dans leur perception politique générale « *la politique et l’église c’est la même chose, ils maintiennent [ensemble] les gens dans l’ignorance* » (ibid). Toutes les institutions (politiques, religieuses, militaires, etc.) ont, en effet, travaillé main dans la main à l’asservissement des Africains déracinés, toutes ces institutions regroupés dans l’espace mi-physique mi-mythique de « Babylone », sont là pour pervertir l’homme – pourtant né pur...

Ce dualisme Babylone/Zion se retrouve de manière diatopique dans la perception de l’espace des Ras évoqué dans le roman « *Children of Sisyphus* » d’ Orlando Patterson : à la base se trouve la division de la société jamaïcaine *Uptown/Downtown* (qu’on retrouve par exemple dans le *Uptown Babies don’t cry* de Max Romeo, 1976). Eux « *n’ont rien à foutre de nous* » chante Marley, « *ils dérivent dans leur voyage vers l’ego, volant dans l’espace à des millions de kilomètres de la réalité* » (Marley, *So much troubles in the World*, 1978). Nous, « *nous construisons [leurs] pénitenciers et [leurs] écoles* », « *nous plantons le maïs⁴⁰⁸* », et nos ancêtres « *ont été esclaves pour construire ce pays* », mais ils continuent à « *nous regarder avec mépris* », à « *manger notre maïs tout en [nous] parlant du Dieu qui règne au-dessus de [leur] tête.* » (Marley, *Crazy Ballheads*,

⁴⁰⁸ À prendre au sens propre et au sens figuré, gagner du maïs c’est gagner de l’argent en Jamaïcain, planter le maïs c’est donc quelquepart faire tourner l’économie.

1976). A l'apogée de l'époque des Ras, à la fin des années 1970, ce dualisme se traduit aussi en termes physiques : « *Natty* », le Ras aux dreadlocks abondantes et à la barbe fleurissante, s'oppose aux « *baldheads* », les têtes rasées, les « *Babylons* ». Ce dualisme se traduit jusqu'aux échelles les plus fines, et Jacob Miller chante par exemple son refus de payer le « *Rentman* » - celui qui se dit « propriétaire » - et qui se contente de vendre une terre ne lui appartenant finalement pas (Jacob Miller, 1972, *Dreadlocks cyaan live ina Tennament Yard*). Pour les Ras la terre est à « Jah »⁴⁰⁹, donc à ceux qui la travaillent et qui l'habitent, pas aux fils de planteurs qui l'ont héritée de la conquête coloniale. Qui ose d'ailleurs venir leur demander de payer un loyer sur une terre qu'ils ne veulent pas habiter ? Le « squat » n'existe pas dans la perception spatiale des Ras, la terre est à Jah, la nature suffisamment généreuse pour ses « enfants » qui se donnent la peine de la travailler. Cette perception diffère fortement de celle qui accompagné la ruée vers l'ouest des Etats-Unis par les « *squatlers*⁴¹⁰ » britanniques : contrairement aux Ras qu'on a amenés de force sur une terre préalablement vidée de ses habitants, eux s'arrogent les terres des « Indiens » dans leur folle course pour l'or. Captifs de « Babylone », les *Ras* rejettent leur île et veulent rentrer en Afrique (dont ils n'ont par ailleurs qu'une perception mythique très faussée) : « *l'histoire de la Jamaïque est gâtée une fois pour toutes ; c'est comme un œuf cassé, on ne peut pas le recoller...* » (Bob Marley, cité dans Lavigne, L., et Bernardi, C., 2003). A tel point que bon nombre refusent toujours de manger le sel qui, dans les vieux mythes de la période esclavagiste, alourdit le corps au moment de « voler » vers l'Afrique⁴¹¹...

Toutes les divisions qui marquent profondément la vie physique et spirituelle des Jamaïcains (Uptown/Downtown, Babylone/Zion), ainsi que les frontières (celles qui séparent la diaspora des insulaires, celles qui séparent Kingston en bastions politiques hermétiques, etc.) engendrent un sentiment d'enfermement, une surinsularisation combattue par le souhait exprimé de « faire tomber les barrières » (« les murs de Babylone »). Dans une de ses chansons les plus connues, Gregory Isaacs lie, par exemple, allusions romantiques, ressentiment contre le violent cloisonnement politique de la capitale et désir de rapatriement (à Zion, en Afrique...) et de fin du système (néo)colonial autour du thème de la frontière : « *If I should reach the border, then I would step*

⁴⁰⁹ Ils ont d'ailleurs renommé la Jamaïque « Jah Mek Yah ».

⁴¹⁰ Jeu de mot d'un journal de Philadelphie de 1790 entre « squater » et « settler ».

⁴¹¹ Le régime sans sel de bon nombre de communautés afro-centristes de l'île est liée, à l'origine, à ce mythe datant de l'époque du marronnage durant laquelle les grands chefs « marrons » étaient réputés pouvoir librement voler et ainsi rentrer en Afrique, généralement à l'approche de leur mort (comme les esclaves haïtiens prenaient un bateau pour la Guinée dans la tradition orale). Le sel était alors perçu comme l'élément inventé par les planteurs pour alourdir le corps des esclaves et les empêcher de rentrer par ce chemin. On retrouve de rares traces de ce mythe dans la tradition orale des noirs « marrons » jamaïcain et l'écrivain trinidadien Earl Lovelace s'en est inspiré pour l'introduction de son ouvrage « *Salt* » (Lovelace, E., 1996, *Salt*, London, Faber and Faber, 259p.)

across, please take me to the border, no matter what the cost, cause I am leaving out of Babylone, leaving out of Rome ».

Une autre métaphore spatiale couramment utilisée par les Ras pour décrire le centre impérial oppresseur est celle de Rome. L'Empire romain représente, tout comme Babylone, un des premiers pas de l'extension impériale occidentale, si on considère le phénomène sur un double axe géo-historique (extension spatiale et temporelle). L'anthropologue américain Paul Baker rappelle dans son brillant ouvrage ethno-historique consacré à la Caraïbe en général, et à la Dominique en particulier, que l'Empire romain, comme la Grèce antique, est basée sur un système dualiste dans lequel le citoyen est indissociable de l'esclave : c'est grâce au travail rural de l'esclave, habitant arraché à sa terre et « importé », tel une matière première, que le citoyen urbain romain (ou avant lui grec) peut se libérer des impératifs de la survie immédiate (la production alimentaire et sa distribution) pour se consacrer à des questions philosophiques (l'Être, le Beau, etc.) et à l'organisation politique de la cité (Baker, P., L., 1994). Le système européen de « libération » du citoyen est donc indissociable du travail forcé du travailleur prisonnier. La métaphore romaine vise aussi à associer le pouvoir de l'Empire occidental au christianisme du Vatican, qui justifia les conquêtes, l'extermination des peuples autochtones ou leur asservissement, au nom d'une idéologie prétendument divine. Dans la vision centre/périphérie des Ras, très proche de la conceptualisation qu'en a fait Immanuel Wallerstein, le centre se nourrit de la périphérie, au propre comme au figuré, et à différentes échelles : le citoyen est libre du fait de l'asservissement de son double, le travailleur forcé, le planteur est riche du fait du travail de ses esclaves/travailleurs exploités, la Grande Bretagne est riche du fait de l'exploitation de ses colonies, Babylone/Rome s'enrichit sur le dos des déracinés de Zion...

Rome comme Babylone sont les images utilisées par les Ras pour ridiculiser la société dite « civilisée » (strictement de la même manière que leurs ancêtres esclaves se réunissaient pour ridiculiser la société blanche de planteurs au cours de ce qu'on appellera les *mimickeries*), cette société qui, rappelle l'anthropologue américain P. Baker, s'épanouit sur un terreau guerrier seul capable de maintenir la proportion de travailleurs forcés nécessaire à la liberté des rares « citoyens ». L'Europe impériale armée de son « idéologie de domination », continue Baker⁴¹², établit, avec son importation de travailleurs forcés, après l'extermination des populations amérindiennes, un système basé sur le schéma gréco-romain d'exploitation, mais à une échelle

⁴¹² Paul Baker, il est sans doute bon de la rappeler, n'est pas un Ras, ni même un philosophe caribéen, mais un anthropologue américain de la Mount Allison University.

incommensurable permettant l'apparition, du capitalisme contemporain -via l'énorme flux de richesses concentrées,. C'est pourquoi les Ras appellent aujourd'hui encore leurs seules armes, « *la foudre, les tremblements de terre, les coulées de soufre et le feu*⁴¹³ » à détruire et brûler Rome. « *Bun down Rome* » chante encore et toujours le DJ bobo Anthony B...

Reggae révolutionnaire et socialisme démocratique : « equal rights and justice for all »

« *Le reggae est la langue première du peuple jamaïcain* »

Michael Manley⁴¹⁴

Bien que leur axiome soit le refus de ce qu'ils nomment « *isms and skisms* », les « ismes » (christianisme, libéralisme, etc.) et les chismes qui divisent le peuple, comme le chante Jacob Miller (« *You (are) going around an dealing with your ism and skism, you (are) going around and dealing with a lot of foolishism, you try to fool the people sometimes...*⁴¹⁵ » Jacob Miller, *Sinners*, 1974), les Ras seront un temps proche du socialisme de Manley (« *le socialisme c'est l'amour* ») dont les promesses se tournent vers un changement social massif, c'est-à-dire une remise en question profonde de l'organisation héritée de la période coloniale. Le mouvement des Ras a, rappelons le, pris une ampleur nationale (en Jamaïque) lors de la crise de 1929. C'est un espace spirituel basé sur une perception du monde correspondant à l'accroissement des inégalités sociales et des difficultés économiques générales, le cheval de bataille de la gauche jamaïcaine. Déjà Leonard Howell, un des fondateurs du mouvement, déclare au Gleaner que lui et ses « frères » vivent une vie socialiste au Pinnacle. Au début, chante Bob Marley, « *sociality was in the air* »... Anita Waters décrira avec justesse comment Michael Manley a habillé son « socialisme démocratique » de symboles rasta pour appuyer sa démarche lors de ses premières campagnes (Waters, A., 1985) bien avant que Portia Miller Simpson ne tente plus vainement de jouer de l'instrumentalisation de la culture des noirs marrons lors des élections de 2007. Manley s'adresse aux Ras en brandissant un bâton (le

⁴¹³ Les Ras répugnent à se servir de la « justice de Babylone » (les armes à feu), le feu, le soufre et les tremblements de terre invoqués sont les manifestations naturelles décrites dans l'Apocalypse, l'annonce du jugement dernier.

⁴¹⁴

⁴¹⁵ Interview disponible avec la vidéo du One love peace concert sur <http://www.youtube.com/watch?v=8fG37awzNsl>

C'est pourquoi parler de « *rastafarianisme* », comme c'est souvent le cas dans les études succinctes, ne permet que de comprendre de manière très superficielle le mouvement. Les « Ras » sont avant tout des anarchistes qui s'occupent de leurs affaires sans jamais dépendre de « Babylone », c'est le sens du terme éthiopien « Ras » : chef, tête. La naissance de véritables « églises » au sein du mouvement depuis l'église de Claudius Henry jusqu'aux camps d'Emmanuelites en vogue dans les années 1990, puis l'église orthodoxe à partir de la visite de l'empereur Ethiope, est à ce titre relativement contradictoire mais le mouvement n'est pas sans contradictions, et chacun est libre de ses interprétations, de sa « *Livity* », de son régime alimentaire, etc.

bâton de correction !) qu'il dit tenir de l'empereur Ethiopien Hailé Sélassié⁴¹⁶ a qui il a rendu visite, et que nombre d'entre eux, à la lumière des rares documents d'histoire qu'ils possèdent⁴¹⁷, considèrent comme le symbole résistant d'un Dieu vivant⁴¹⁸, autant Christ que Ogoun⁴¹⁹, venu libérer son peuple dont les souffrances sont symbolisées par les Israélites bibliques. Juste dans sa stratégie politique, Manley se présente comme un « *black man*⁴²⁰ », armé de son bâton sculpté, entre le Joshua et le Moïse bibliques, prêt à ouvrir la route d'une ère nouvelle aux Jamaïcains. Le Reggae est son arme ultime. Les « tubes » « *Rod of Correction* » de Clancy Eccles comme le « *Better Must Come* » de Delroy Wilson (parmi d'autres) seront ses grands atouts durant la campagne électorale (Barrow et Dalton, 1997, Stolzoff, N., 2003)

Beaucoup d'artistes parmi les Ras encourageront Manley chaque fois qu'il s'engagera sur les traces du grand professeur marxiste guyanien Walter Rodney⁴²¹ dans sa lutte contre l'impérialisme occidental (notamment dans son combat pour la revalorisation de l'exploitation de la bauxite, l'abolition de l'apartheid dans les stations balnéaires de la côte nord, etc.), ou encore quand il favorisera l'éducation des masses pauvres. Dennis Brown chantera « *Sais tu ce que veut dire faire une révolution ? L'égalité entre les hommes est la solution* » (*Revolution*, 1982), Burning Spear « *Sais tu que la vie sociale est la meilleure* » (*Social living*, 1980). Même Bob Marley, qui fait tout pour se tenir à l'écart de la politique de l'île, jouera après certains discours de Michael Manley au cours de la tournée *Smile Jamaica* (1974) en chantant « *pourquoi ne pouvons-nous pas être ce que nous voulons être, être libres* » (*Roadblock*, 1974), et que « *seule une révolution peut amener une solution* » (*Revolution*, 1974⁴²²). Pour soutenir le grand programme d'alphabétisation lancé à son arrivé au pouvoir, Gregory Isaacs chantera « *le tableau est noir, la craie est blanche, ensemble on apprend à lire et à écrire* » (JAMAL) et Prince Jazzbo « *learn and you will earn* »...

⁴¹⁶ Quand le mouvement Rasta naît au début des années 1930 l'Ethiopie est le seul pays africain indépendant (jusqu'à l'invasion italienne), fort d'une tradition chrétienne millénaire. Sur des anciennes cartes qui sont arrivées jusqu'à Kingston, le royaume d'Ethiopie englobe une large partie de l'Afrique. L'aura d'Haile Selassie auprès des Rastas vient à la fois d'une prophétie de Marcus Garvey incitant à se tourner vers le roi noir couronné en Afrique et sur les « Révélation » de la Bible (Revelation, Chapter 5).

⁴¹⁷ Généralement la Bible héritée des colons anglais est une des seules sources historiques disponible.

⁴¹⁸ Les Ras ont perçu le couronnement de l'empereur Abyssin Hailé Sélassié Ier, descendant de la lignée du Roi David et du Roi Salomon, comme le retour du christ, annoncé par la bible sous les titres dont est paré le monarque : roi des rois, seigneurs des seigneurs, et lion conquérant de la tribu de Juda (Cf. *Revelation*).

⁴¹⁹ Dans la mythologie noire caribéenne (et Yoruba), Ogoun est l'esprit du feu (qui occupe une place majeure dans la culture des Ras), et de la guerre. Ogoun est par exemple l'esprit qui aurait inspiré le soulèvement des esclaves Haïtien au début du 19^e siècle

⁴²⁰ Alors qu'il appartient à cette élite claire qu'on appelle Brown en Jamaïque.

⁴²¹ Professeur d'histoire Guyanais (Guyana) d'influence marxiste de l'*University of the West Indies*, réputé pour son discours anti colonial et pour ses cours dans les ghettos de Kingston. Il sera expulsé par le gouvernement JLP en 1968 ce qui donnera lieu aux Rodney's Riot à l'Université et dans la capitale.

⁴²² Cependant conscient d'avoir été instrumentalisé, Marley quitte rapidement la tournée présidentielle et s'exile à Londres.

Pour financer ses réformes, Manley exige que les multinationales de la bauxite étasuniennes payent plus que le prix de 35 centimes de dollar par tonnes généreusement offert par le gouvernement JLP. Les revenus miniers augmentent d'un tiers du jour au lendemain (Rousseau, P., 1986). Ils sont multipliée par dix entre l'arrivée au pouvoir de Manley et le début de l'année 1974⁴²³ (Lundy, P., 1999). En visite à Cuba il déclare l'adhésion du pays au socialisme démocratique et il envoie les « *Mystic Revelations of Rastafari* » représenter le pays au Festival Caribéen. C'est un tournant culturel majeur pour l'île : les « dread », qu'on rasait de force dans les années trente, et qu'on expulsait des bidonvilles de Kingston durant le règne du JLP, deviennent les « Rockers », musiciens rastas à la mode de Kingston à Paris, en passant par Miami et New York. C'est la grande époque des *Wailers*, qui sortent leur premier album international (*Catch A Fire*, 1972), l'époque où Bob Marley, qui rencontre le Premier ministre sans rendez-vous, peut se permettre de « *mettre sa sono à fond pour déranger ses voisins* (des beaux quartiers de Hope Road où sa maison de disques le loge) *dans un style rub-a-dub* » (*Bad Card*, 1980) et d'arracher son sac des mains des douaniers à l'aéroport (Lee, H., 2003). « *La roue a tourné* » (*Slave Master*, 1972) chante-t-il aux planteurs, et la chanson de Bunny Wailer « *I rule my destiny* » devient l'hymne des ghettos de Kingston.

Fort de ce soutien populaire, Michael Manley tourne radicalement le dos aux Etats-Unis en refusant un prêt de 100 millions de dollars conditionné par l'arrêt du soutien aux gouvernements cubains et angolais, et Pablo Moses chante immédiatement sa solidarité avec la décision du Premier ministre : « *On devrait tous être en Angola* ». (« *We shall all be in Angola* », dans l'album « *Revolutionary Dreams*, 1975). Mais en raison du boycott progressif des gisements miniers et touristiques jamaïcains par les Etats-Unis, la dette du pays gonfle à un rythme inquiétant, passant de 123 millions d' US \$ en 1970 à 490 millions en 1976, au moment où le FMI impose un blocus financier temporaire⁴²⁴ sur l'île (Lundy, P., 1999).

En 1975, Tony Welsh, le “*Don Godda*⁴²⁵” PNP de Concrete Jungle, rachète le “*Soul Attorney sound system*” et le rebatise “*Socialist Roots*” (Katz, D., 2003). La police (pro JLP) s'acharne sur l'animation du quartier PNP et les *Deejays* fuient vers Ocho Rios où le célèbre *sound system* de Jack Rubby fleurit, loin de la dite « guerre tribale » de Kingston. Au plus fort de la guerre froide, à l'arrivée de la CIA dans l'île, même les instrumentalistes apportent leur pierre à l'édifice: H. Marquis et Vin « Trommie » Gordon sortent la célèbre version⁴²⁶ « *IMF* » (FMI : Fond Monétaire

⁴²³ Les entreprises nord américaines réagissent en arrêtant progressivement d'exploiter la bauxite jamaïcaine, jusqu'alors premier mondial du secteur , au profit d'autres gisements (Surinam, etc.).

⁴²⁴ L'arrivée au pouvoir de Seaga en 1980 engendre en contrepartie une explosion de la dette qui passe après 7 ans de pouvoir JLP à plus de 4 000 millions de dollars US.

⁴²⁵ de “*Godfather*” : parain

International), Ossie Hibbert arrange « *Kissinger* » au studio Channel One, Joe Gibbs et les *Professionals* sortent un album instrumental intitulé « *State of Emergency* »...

L'engagement des artistes situés dans l'aire d'influence des *Ras* devient problématique pour l'opposition (et ses appuis étrangers), comme le confirmera l'ancien agent de la CIA Philip Agee (Rebel Music, 2003). Bob Marley devient une des premières cibles de la lutte clandestine à l'arrivée de la CIA dans l'île : début 1976, il reçoit la visite d'un agent de la CIA qui le menace de suspendre son visa pour les Etats-Unis s'il ne calme pas le jeu en se distanciant de Michael Manley (Lee, H., 2003). Mais « *rasta ne travaille pas pour la CIA* » (Marley, B., *Rat Race*, 1976), Bob Marley menace l'envoyé de l'ambassade américaine de lui montrer d'où il vient et celui-ci décampe. Le message est cependant pris au sérieux au point qu'un petit *posse* PNP du nom de « *Echo Squad* » est envoyé sur place pour protéger le chanteur (Katz, D., 2003) à quelques jours du *One love concert*, organisé pour sceller la réconciliation des ghettos jamaïcains. Malgré cela, le 3 décembre 1976, un gang de la garnison JLP de Tivoli Gardens, armée par la CIA et le JLP, débarque dans sa villa de la Route de l'Espoir (56 *Hope Road*) et mitraille à l'aveugle (Gunst, L., 1995). Le lendemain deux gros titres du *Jamaican Daily News* se télescopent maladroitement en Une : « *Marley Shot* » et « *JLP Election Manifesto* »... (*Jamaica Daily News*, samedi 4 décembre 1976)

C'est à cette époque que les *dancehalls* deviennent les lieux de règlements de compte entre les communautés-garnisons dans toutes les zones « frontalières » de Kingston et rapidement à l'étranger où les *posses* ont recréé cette ligne de front artificielle. L'espace sonore s'arme lui aussi et les *Ras* cèdent progressivement la place sur les ondes aux « *clash* », combats symboliques entre chanteurs, sound system, etc. Les jeunes leaders de gangs promotionnent par ce biais leur mode de vie sur des rythmiques digitales, évoluant entre l'espace physique de la rue et celui plus imaginaire de la scène. La symbolique des dreadlocks cède la place à celle des chaînes en or...

Ras in « Jah Mek yah⁴²⁷ »

⁴²⁶ Les versions sont les instrumentales sur lesquelles les chanteurs et Deejays jamaïcains posent leurs textes. C'est la face B du 45T, sur lesquelles plusieurs dizaines d'artistes peuvent être enregistrés, et des centaines peuvent s'exprimer librement dans les *dancehalls*.

⁴²⁷ Slang dérivant de la prononciation de « Jamaica », littéralement « jah make here ». « Here » se prononce « yah » en jamaïcain, et comme dans certains langages du Golfe de Guinée, la forme du passé (*made*) n'est pas employée lorsqu'il est évident que l'action se déroule au passé.

Tout a été dit sur les *Ras*, pour le meilleur, et plus souvent pour le pire. Le Hollandais Tim Boekhout Van Solinge a produit, malgré certaines recherches intéressantes, une belle compilation du pire dans son article intitulé « *ganja in Jamaica* » (Boekhout van Solinge, T., 1996) : il y décrit les *Ras* comme des hippies propageant, d'un côté, le « *peace and love* » et de l'autre leur amour de la ganja, « *une plante altérant les propriétés de l'esprit* » et « *renforçant [leur] foi* » (Boekhout van Solinge, T., 1996).

Hors le moto des *Ras* et de leur « *reggaelution* » a été résumé (notamment) par Peter Tosh dans une célèbre interview : « *Nous ne voulons pas la paix. Nous voulons la justice. Quand nous aurons la justice nous parlerons de paix.* » Quant à décrire la ganja comme une plante altérant les propriétés de l'esprit avant d'affirmer qu'elle renforcerait la foi des adeptes, ceci revient à dire que la foi serait proportionnelle au degré d'altération de l'esprit... L'apprenti ethnologue occidental s'est de toute évidence pris les pieds dans le tapis de l'ethnocentrisme, n'apportant qu'un regard très superficiel sur cette culture. Déjà les colons anglais percevaient ce mouvement révolutionnaire comme un regroupement de « *barbus* » afro-centristes, « *criminels, fous alliés et dangereusement violents* » (Nettleford, R., 1972)...

Chez les *Ras*, la ganja est en réalité utilisée à la fois pour se donner du cœur à l'ouvrage avant certains travaux difficiles (Hamid, A., 2002), notamment pendant les pauses quand la pluie tombe, et de manière plus rituelle, dans les groupes, durant les *groundations* (« prises de terre ») et les *reasonnings* (raisonnement) qui peuvent durer entre une soirée et plusieurs semaines. Ces rassemblements lors desquels on « raisonne » ensemble après avoir joué du tambour et fumé de la ganja sont l'équivalent des « danses » d'esclaves de l'époque coloniale. Avant la discussion le « *chalice* » couronné d'un « *dutchie* » rempli d'herbe passe de main en main et chacun tire une fois ou deux sur la pipe à eau (c'est du moins la norme dans certaines communautés. Fumer est prohibé dans d'autres et de nombreux rastas vivent et pensent d'eux-mêmes, hors de toute communauté, donnant tout son sens au terme éthiopien « *Ras* »).

Contrairement à la relation occidentale avec la marijuana, les *Ras* ne recherchent pas la « défonce » (« *stoned* » en anglais par analogie avec une pierre), juste une détente propice à l'ouverture d'esprit. La consommation rituelle ferme les yeux du corps et ouvre ceux de l'esprit en concentrant l'attention sur un point particulier. Mais il est probable que, plus que la ganja (ou le tambour), ces discussions rituelles où sont abordées les difficultés quotidiennes et les possibilités de les résoudre

aussi bien que des réflexions d'ordre plus général, puis métaphysique⁴²⁸, aient amené les travailleurs exploités à mieux cerner leur sort et ainsi y trouver un remède. Plus que la consommation de ganja, qui détend simplement le corps et l'esprit pour rendre ce dernier plus agile – ce qui correspond à une utilisation très ancienne dans l'Hindouisme et le Bouddhisme –, c'est ce temps libre pour l'esprit, qui n'est pas accaparé par le travail (l'absence de temps pour la réflexion, du fait du volume de travaux, étant sans doute la première chaîne mentale), qui permet aux esclaves / travailleurs exploités de la période coloniale ce qu'ils appelleront l'« *Uplifment* », l'élévation, et par ce biais les révoltes. En s'acharnant sur la ganja, les colons s'épuiseront à tenter de couper le doigt qui leur montre la lune... Pour les Britanniques, la ganja est la plante des rebelles, des indépendantistes égyptiens, indiens et bientôt jamaïcains. Même l'administration américaine, affairée saper les bases économiques du régime socialiste de Manley dans les années 1970, se heurte à la ganja qui, dit on, permet au régime de perdurer malgré les pressions exogènes en remboursant la dette extérieure (MacDonald, S.B., 1988).

Hors du rituel, on fume l'herbe pure roulée dans une feuille de papier journal ou différents papiers végétaux (*dandelion* ou maïs), en tirant quelques fois sur le « *spliff* » avant de laisser le reste de côté pour plus tard. C'est un usage culturellement intégré qui correspond, comme le note justement Tim Boekhout Van Solinge, à l'usage du vin en France, et qui explique qu'on rencontre en Jamaïque rarement des personnes « *fortement intoxiquées* » (Boekhout van Solinge, T., 1996).

Résumant bien la majorité des études sur la question, surtout hors de Jamaïque⁴²⁹, Boekhout van Solinge s'est contenté de délimiter la « religion⁴³⁰ » aux 5% d'adeptes généralement estimés. Laurent Lavigne et Carine Bernardi évoquent une proportion très surestimée de l'ordre 10% mais ces recensements sont particulièrement difficiles à conduire en raison de l'influence culturelle des Ras dans les sphères pauvres : dans leur entourage élargi évoluent les « *raggamuffins* » qui se contentent

⁴²⁸ Les « *reasonings* » sont des discussions ouvertes et sans sujet imposé durant lesquelles chacun est convié à se lever à tour de rôle et à exprimer son point de vue sur une ou plusieurs questions (sociales, physiques, spirituelles). On y aborde les problèmes d'éducation, les problèmes rencontrés dans son travail, des réflexions, etc., et chaque membre tente d'apporter une solution ou sa propre réflexion à la personne concernée. La séance se termine lorsque l'ensemble de l'assemblée s'est exprimé. Quand les débats sont clos, on joue alors les tambours Nyabingi et on chante des louanges.

⁴²⁹ Il existe par contre quelques études pertinentes menées à partir de l'*University of the West Indies*, notamment celles de Chevannes, Cooper, etc.

⁴³⁰ Appliquer le terme « religion » au phénomène rasta est une description extérieure, aveuglée par l'ethno-centrisme occidental. Marley disait par exemple ne pas avoir de religion, se contenter de faire les choses naturellement (Whitney, M., Hussey, D., 1982). La plupart des Ras s'accordent pour décrire « Rastafari » comme une « *Livity* », une façon de vivre (une attitude positive envers autrui en toutes circonstances, le respect de la nature, notamment à travers le régime alimentaire, etc.), plutôt qu'une religion. Il est cependant notable que, dans le contexte jamaïcain marqué par la construction permanente de nouvelles pratiques syncrétiques, des « églises » rasta, aussi paradoxales soient elles, sont rapidement nées autour de l'Église orthodoxe éthiopienne puis d'anciens membres de cultes revivalistes ayant intégré, souvent dans les ghettos de Kingston, certains apports Rastas. Ainsi en est-il de Prince Emmanuel Edward, fondateur de la communauté « bobo » désormais internationale (Cf notamment Lorne M., Davidson, W., 2002).

de reprendre leur apparence et leur goût pour le dancehall et la ganja, les « rude boys » (dont bon nombre arborent les dreadlocks, etc.), sans prendre en compte l'impact énorme de cette (contre) culture sur le reste de la société. Il s'est de plus limité aux liens entre Ras et ganja, délaissant un aspect fondamental de cette culture syncrétique jamaïcaine : la propagation d'un message qu'on pourrait résumer non pas comme « *Peace and love* » (Ibid) mais plutôt comme « Amour donc Justice ». Message de soulèvement (*upliftment*) spirituel (contre la religion imposée par les colons) au profit d'une culture extraordinairement syncrétique⁴³¹) message aussi d'émancipation générale, à la fois horizontalement dans l'espace physique et verticalement dans l'espace social. D'où cette (auto) perception comme « *souljah* », (dérivé de la prononciation jamaïcaine du mot « *soldier* ») : les Ras sont *des soldats qui se battent avec leur esprit (soul)* et non avec leurs corps pour ne pas entrer dans un rapport de force défavorable (la plantocratie possédant l'armée et la police). Leur marginalité recherchée par rapport à une société considérée comme « impie », les a conduits progressivement à comparer leur condition à celle des Israélites, retenus captifs à Babylone, dont l'histoire est contée dans la Bible. Dès lors bon nombre d'entre eux adoptent le vœu du Nazaréen, laissant croître librement leurs cheveux et leur barbe, ce qui leur vaut une sur-marginalisation et une nouvelle étiquette : « *dreads* », les affreux. Leur musique, et, par percolation culturelle, l'ensemble de la musique jamaïcaine des « *ghettos youth* » porte la marque de ce dualisme : *We and Them*, nous contre eux, un monde contre son antimonde...

Ils sont, en Jamaïque, les pionniers d'une résistance spirituelle, sociale et physique. Ils rejettent l'île dans laquelle on les a conduits de force, qu'ils assimilent à « Babylone », au profit d'une idéalisation de l'Afrique (« *Zion* », la Terre Mère, le Paradis), dans un mouvement que Stolzoff nomme « *contre-nationalisme* » (Stolzoff, N., 2003) (en opposition avec le nationalisme des classes moyennes et riches de l'époque, basé sur une jamaïcité « afro-saxonne » happée par les systèmes de valeurs européens et tournant le dos aux valeurs africaines) ; mouvement que Chevannes retrouve aussi dans les cultes plus répandus du « *revival*⁴³² » (Chevannes, B., 1994). Leur souci de propagation culturelle explique que la plupart d'entre eux s'attacheront, dans les années 1970, à retranscrire les images du langage jamaïcain, qu'ils utilisent couramment, dans un anglais

⁴³¹ Les premiers Ras ont par exemple intégrés certains éléments du christianisme (la Bible en tête), le message de soulèvement social noir de Garvey, les rites alimentaires hindous, la perception de la vie selon des cycles propre à la philosophie chinoise (ainsi que les arts martiaux chinois comme le Kung Fu), ainsi que, le paradoxe n'est qu'une apparence, un profond anarchisme (Ras veut dire tête, chef, et le Ras a pour point d'honneur de vivre hors de *babylone* et ainsi être son propre chef) et une spiritualité anti religieuse...

⁴³² Les ponts entre les deux mouvements mêlant christianisme et héritages africains sont nombreux. La communauté des rastas « bobo », ou « Emmanuelites » fut d'ailleurs fondée par un ancien adepte du « revival ». Les « bobos », concentrés dans l'est de St Thomas, portent en permanence leurs dreadlocks protégées par un turban noué à la façon dont les femmes adeptes du « revival » nouent les mêmes turbans.

relativement conforme aux normes britanniques (contrairement à la norme qui prévaudra dans le *dancehall* des années 1990). Car les Ras croient dans la force du verbe (« *word and power* ») plus que dans la force des armes pour renverser « Babylone », le « *shitstem* » de Peter Tosh, le système politico-économique dominant, le monde formel, légal... Le Reggae est, selon eux, le meilleur vecteur pour diffuser leur « *rebellion* » car il est basé sur un battement de cœur : la base est représentée par le duo basse-batterie dont le tempo doit être proche de celui de la pulsation cardiaque, sur le modèle de la musique rituelle Nyabinghi. « *Si ca ne vient pas de là, ca ne pénétrera pas le cœur des gens et ça n'atteindra pas leur esprit. Ce qui serait comme entrer par une oreille et sortir par l'autre...* » (Peter Tosh, cité par Lavige, L., Bernardi, C., 2003.)

Leur auto-perception est très largement inspirée par la Bible (la Jamaïque est citée par le livre des records pour avoir le plus grand nombre d'églises par habitants...), ils se perçoivent comme ce que le psaume nome « *les chanteurs et les joueurs d'instruments* » qui ont la charge d'éduquer les nations et de diffuser la droiture (« *Jah send us here to show the way* » chante par exemple Fred Locks dans *True Rastaman*).

Célébrant la supériorité perçue de l'informel et rejetant du même coup l'éducation « formelle » (« *Brainwash education* », l'éducation lavage de cerveau de « Babylone », qui enseigne les valeurs et le langage anglo-saxon) inspirée du modèle colonial, Marley lance au détour d'une interview : « *We nuh⁴³³ have education⁴³⁴, we have inspiration. If I was educated I would be a damn fool...* » (Marley, B., cité dans Rebel Music, 2003)

⁴³³ Négation en jamaïcain, équivalent de don't.

⁴³⁴ Marley fait référence à ce qu'il nomme la « *brainwash éducation* » (Crazy Ballheads, 1976), l'éducation « lavage de cerveau », ethnocentriste, héritée du modèle britannique. C'est une variante du proverbe caribéen : « *Studdyation beats eddication* » : le bon sens tiré de l'étude quotidienne des choses courantes vaut plus que l'éducation formelle.

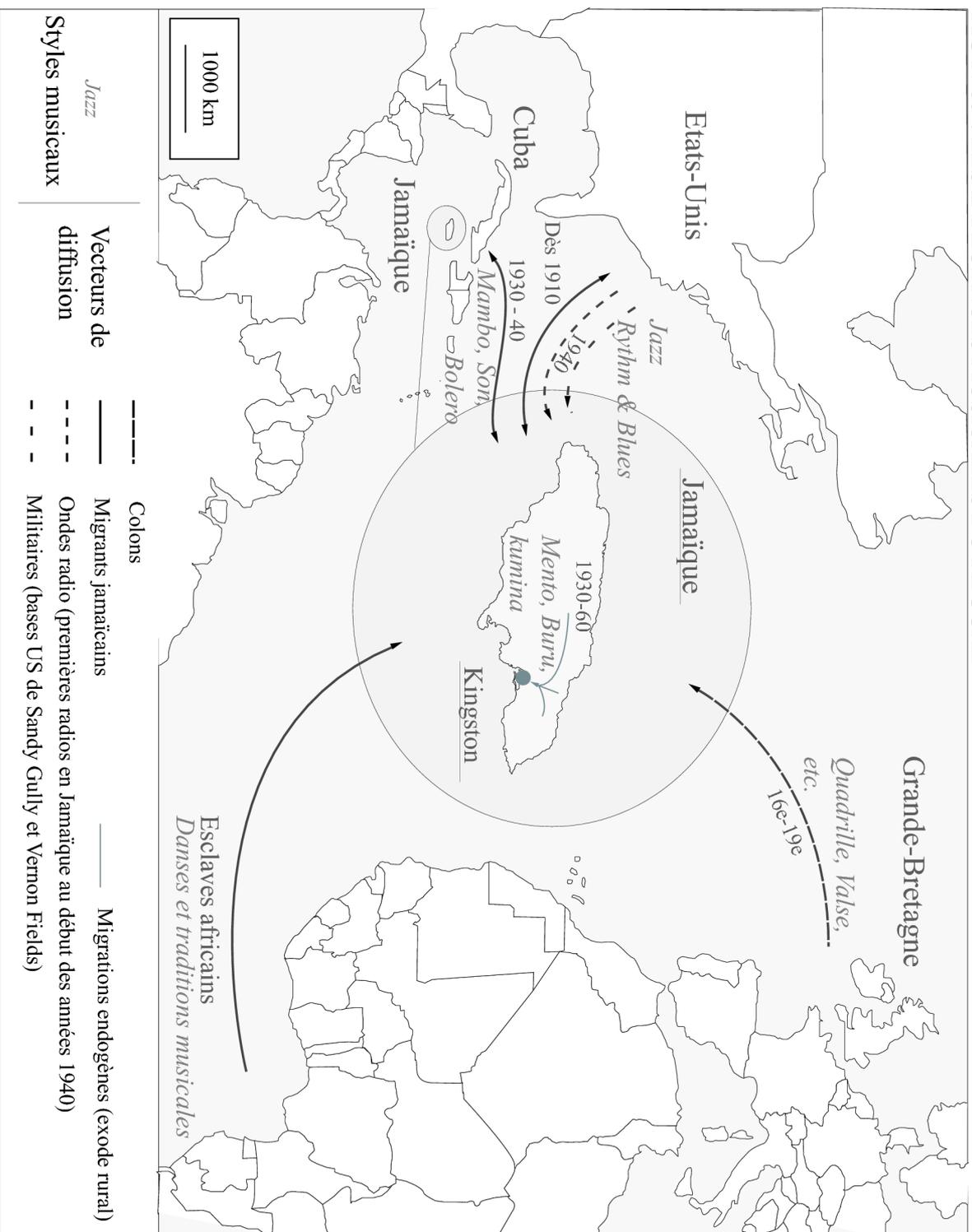
Le genre musical Reggae

Le Reggae est, comme toutes les formes de musique ayant émergé dans les *dancehalls* jamaïcains, une musique créole, c'est à dire une musique syncrétique, dont les influences culturelles sont protéiformes. Tout comme l'ensemble des cultures caribéennes et leurs dérivés musicaux, on peut identifier le reggae comme un « *art de la coexistence créative* » (Harris, W., 1970⁴³⁵) Le style dérivant du Ska, puis du Rock Steady et apparu pour la première fois (au moins de nom) en 1968 dans le « *Do the Reggay* » de Toots and the Maytals, est une variation légère de ce dernier genre, légèrement plus lente, avec des basses plus prononcées et menant désormais la rythmique, tout en laissant un espace important au batteur pour jouer autour à coups de « *rim shots* » (rebords de caisse claire) et de charleston.

Comme le Mento s'était formé dans un premier temps par l'imitation de la Quadrille, le Reggae s'est formé dans l'imitation du *Rythm and Blues* américain dans les premiers studios de l'île à la fin des années 1950. Ce genre laissera au Reggae ses lignes de basses lourdes et amples. Comme le Mento, il a été rejoué avec des instruments, un « feeling » musical (contretemps, etc.) et un style plus africain, auquel sont venus s'ajouter les influences « locales » (la rythmique du Buru, Nyabinghi, kumina, qui viennent des cultes africains de l'île, la tradition de commentaire social, et de textes imagés pour détourner la censure hérités du Mento, etc.), caribéennes (les cuivres du Mambo cubain, le commentaire social du Calypso de Trinidad, etc.) et américaine (les cuivres du Jazz et une part de la rythmique du Rock des classes moyennes) (Cf. Carte migrations et influences musicales). C'est un recyclage effectué par la diaspora africaine rurale tassée dans le Kingston surpeuplé des années 1960/1970, des musiques européennes apportées par les colons, matiniées d'influences rurales du pays, d'influences caribéennes et nord-américaines, tout comme le langage jamaïcain vis-à-vis de l'anglais dans le domaine de la linguistique. Car, comme l'explique Jamaica Kincaid, les descendants d'esclaves ont eu besoin d'une langue propre à leur culture (syncrétique) pour exprimer leur souffrance (afin de pouvoir la dépasser), le crime n'étant pas descriptible dans la langue de l'opresseur selon les propres mots de l'écrivaine d'Antigua (Kincaid, J., 1998).

⁴³⁵ C'est ainsi que Wilson Harris désigne la danse Limbo et la culture du Vaudou Haïtien, mais l'expression s'applique en réalité à la plupart des formes artistiques caribéennes (peinture, musique, danse), et aux cultures sur lesquelles elles reposent (cultes des loas, Ras, etc.), mêlant toujours héritages africains, européens, parfois indiens, amérindiens, etc.

FIG N°59 : LES INFLUENCES MUSICALES DU REGGAE



Sources : Stolzoff, N., C., 2003, Thomas-Hope, E., 2002

Plus qu'une expression de peine, le Reggae des Ras est un « gémissement » aux vertus apaisantes : en même temps qu'on « diffuse le message », on se soulage en extériorisant sa souffrance. Le nom même des « *Wailers* » (qui deviendra par la suite *Bob Marley and the Wailers*) dérive du verbe « *to wail* », « gémir ». Ce « gémissement pour la justice » (Whitney, M., Hussey, D., 1982) des *Wailers* est immortalisé par le poète et célèbre intellectuel Ras Mutabaruka en 1974 :

“Juke box play

... an 'stir it up'

in de ghetto

yout man

'run fi cova'

hot

hot

hotter

'curfew' ina Trenchtown

gun a blaze :

crack

'Trench town Rock'

Juke box playin

... an we sayin

'long time we nuh ave nuh nice time'

yout man

watch your step

mek-kase stop

'screwface'

'lively up yourself'

an 'come reason now'

yout man

watch your ways

'simma down'

stop frown

play music

play in a 'mellow mood'
music is food
in de ghetto
yout man
spread out
stop bungle
inna 'concrete jungle'
watch it
in de ghetto
hot
... hippies smoking pot ?
wha dat ?
yout man
throw wey⁴³⁶ de
molotov bomb
oppressa-man
man vex
who yu gwine⁴³⁷ shoot nex ?
hey you big tree
'small axe'
ready"

Mutabaruka (Mutabaruka, 2002) aborde ici, en reprenant les principaux titres des « Wailers » (entre guillemets dans le texte) et plus largement du dancehall depuis ses origines : amour et allusions plus ou moins ouvertement sexuelles (*'stir it up'*), violence du ghetto (*'curfew'*) et difficultés économiques qui s'impriment sur le visage de ses habitants (*'screwface'*), appel au calme (*'simma down'*) et à la réflexion (*'come reason now'*) pour améliorer son sort, au lieu de se contenter de froncer les sourcils (*stop frown*) et de se transformer soi même en « oppresseur » (*oppressa-man*)... Le dancehall, explique le poète, est la nourriture (*'music is food'*) qui garde le ghetto dans une attitude détendue (*'mellow mood'*), la soupape de sécurité évoquée par Stolzoff (Stolzoff, N., 2003). Mais c'est aussi le bras qui tient la petite hache de la chanson de Marley (*Small Axe*), bien affutée, prête à abattre le « gros arbre » (*Hey you big tree, small axe ready*).

⁴³⁶ « Throw wey » = « throw away »

⁴³⁷ « gwine » : « going to »

Le Reggae comme le (langage) jamaïcain utilisé par le « *dub poet* » Mutabaruka sont les idiomes informels, c'est-à-dire les vecteurs utilisés par les descendants d'esclaves pour décrire leur situation dramatique, de la même manière que leurs ancêtres utilisaient le Mento à la fois comme soupape de sûreté et comme média pour diffuser leurs « *cheer up*⁴³⁸ » et leurs résistances. Mais la culture évolue en permanence au gré des variations économiques, sociales, techniques, politiques, etc., et le Reggae des années 1970 s'est progressivement transformé en une forme plus contemporaine de musique jamaïcaine connue sous l'appellation générale de *dancehall*.

5.3.3 Géopolitique de l'espace sonore : le *dancehall* dans l'ère Seaga

« *The sound reflect what ('s) happenin(g) in the political life
You won't be able to separate music and politics in Jamaica* »
Edward Seaga⁴³⁹

“*Cow never know the use of him tail 'til the butcher cut it off*”
Proverbe Jamaïcain⁴⁴⁰

Le 11 mai 1981, la plus grande flamme internationale du Reggae s'éteint à la clinique des Cèdres du Liban de Miami. Le 21 mai, à Kingston, les funérailles nationales de Robert Nesta « *Bob* » Marley sont ponctuées d'un discours du tout nouveau Premier ministre, E. Seaga qui lui a décerné deux mois plus tôt le « *Jamaican order of the merit* ». Tout juste arrivé au pouvoir après quinze années passées à monter les ghettos de l'ouest de Kingston (sa circonscription) les uns contre les autres pour le profit des fils de planteurs, E. Seaga rappelle avec l'émotion surfaite d'un politicien en campagne permanente que le message de Bob Marley était « *une protestation contre l'injustice et un réconfort pour les opprimés* ». Il cite pour appuyer son propos quelques-uns des titres les plus connus et les moins polémiques comme « *Cheer up* » et « *No Woman No Cry* ».

Mais il se garde bien de déterrer l'ancien « *Mr Brown* », dans lequel Marley demande dès 1973 qui est cet homme clair (« *Mr Brown* ») qui conduit un cercueil dans les bas quartiers de la ville, cet homme qui utilise les fantômes (« *Duppy Conqueror* »), omniprésents dans la culture jamaïcaine, celui dont on ne sait même pas d'où il est ni pour qui il travaille. Serait-il télécommandé de l'extérieur interroge alors le jeune chanteur ?

Lors de cet éloge funèbre, Seaga ne citera pas non plus le célèbre titre que Marley a pourtant enregistré pour lui dans son studio WIRL : « *Small Axe* » (1970). Comme toujours chez Marley la

⁴³⁸ « *Cheer up* » signifie remonter le moral de quelqu'un.

⁴³⁹ Interview dans *Rebel Music* 2003

⁴⁴⁰ Repris dans *Looks is deceiving*, Albert Griffith, *The Gladiators*, 1976.

chanson a plusieurs niveaux de lecture et le « *big tree* », le gros arbre que la petite hache populaire est prête à abattre, résonne oralement comme « *les trois gros* » (*the big three*), qu'on peut comprendre à la fois comme le trio qui anime alors la violente politique clientéliste de la circonscription de Kingston-ouest (E. Seaga, A. Spaulding et D. Thomson) ou bien comme les trois gros producteurs de Kingston (Clément « Coxson » Dodd, Ken Khouri et Byron Lee, travaillant pour le compte de E. Seaga à WIRL) qui s'engraissent sur le dos des chanteurs du ghetto payés à l'enregistrement et non pas sur les ventes⁴⁴¹.

L'histoire politique d' Edward Seaga commence en effet par la musique. A Harvard il a étudié les cultes africains (dont les cultes rastas, kumina, burru, etc.) et enregistré leur musique qui sera éditée dans les collections *Folkway* aux Etats-Unis (Lee, H., 2003). Fin businessman, Seaga a flairé les affaires possibles en vendant à l'étranger la musique jamaïcaine et en revenant à Kingston chargé de disques introuvables dans l'île, revendus à prix d'or aux premiers *sound systems* (Stolzoff, N., 2003). Fin politicien, il a compris que pour pénétrer les communautés surpeuplées de Kingston-ouest, réservoirs de voix des masses pauvres, les réseaux culturels seraient ses plus précieux alliés. On le soupçonne très tôt d'être lié à la CIA - qui s'intéresse elle aussi de très près aux cultes africains (Lee, H., 2003) dans ses aires d'influences (les colonies américaines de la doctrine Monroe). A l'autre extrémité de la corde, il fréquente les *Obeahmen* les plus craints du pays et en retire une aura extraordinaire pour un « étranger⁴⁴² ».

Pour pénétrer politiquement la circonscription de Kingston-ouest, il commence par ouvrir ses oreilles aux voix de ghetto en mettant sur pied un *dancehall* à Denham Town, une garnison JLP située entre Trenchtown et le marché du centre ville. En 1958, alors qu'il entre en politique, il fait construire son propre studio d'enregistrement, le célèbre *West Indies Records Limited*, en rachetant le matériel du tout premier studio de Ken Khouri.

Bustamante hérite du pouvoir à l'indépendance et c'est Seaga lui même qui est chargé de la politique culturelle du gouvernement conservateur : le Ras Joe Higgs lui a donné son premier « carton » commercial avec « *Manny Oh* » mais c'est Byron Lee qu'il choisit pour représenter la Jamaïque à la foire internationale de New York en 1964. Le chanteur de Calypso correspond tout à fait à l'image que Seaga veut promouvoir à l'étranger pour attirer les touristes : un style folklorique (contrairement au Mento local, le Calypso est une musique d'origine trinitadienne...) et festive, aux paroles touchant sous la ceinture... Le ton est donné. Chaque fois qu'il en aura l'occasion, Seaga enterrera la musique de tradition contestataire, au profit des toutes les formes les plus commerciales.

⁴⁴¹ Ces trois producteurs sont considérés par la majorité des acteurs du dancehall jamaïcain comme des voleurs, plusieurs titres sulfureux les dénonçant directement.

⁴⁴² Edward Seaga serait né dans l'avion qui quittait Boston pour la Jamaïque, d'une famille Libanaise/Ecossaise.

A son arrivée au pouvoir en 1980 dans la vague meurtrière de déstabilisation, il encourage les « *gun songs* » et les artistes « *bling bling*⁴⁴³ ». Dans sa communauté-garnison de Tivoli Gardens naissent les *passa passa*, dérivés les plus ouvertement sexuelles des *dancehalls* dans lesquels on « *fait l'amour dans ses vêtements* », selon l'euphémisme évoquant la danse qui s'y pratique (*whining*). Les premiers concours de « Reines de beauté », les *dancehall Queen Contests*, seraient aussi nées sous l'impulsion économique du leader du Shower Posse (la milice de Tivoli), d'après son autobiographie (Blake, D., 2003).

Coïncidence, au moment où P.J. Patterson, lesté d'une réputation d'homosexuel, se présente aux élections de 2000 face à Edward Seaga, une nouvelle vague enflamme les *dancehalls* jamaïcains : l'homophobie. Le phénomène est omniprésent dans la culture jamaïcaine mais jamais il n'avait pris de telles proportions sur les pistes de danse et dans l'espace sonore, et tout laisse à croire que le phénomène est encouragé par l'opposition...

Seaga est donc l'homme qui a le plus contribué au rapprochement de l'espace sonore et de l'espace politique. Conscient que le message naissant dans le Ska des années 1950 portait une contestation sociale profonde, il a tout mis en œuvre pour orienter les musiciens vers les thèmes moins politiques – qu'il préfère... De nombreux artistes jamaïcains ne sortiront de l'anonymat international qu'en enchaînant les lyrics « *slack* » (sous la ceinture), relayés en masse par l'industrie musicale nord-américaine... Le tourisme sexuel explose en sens inverse, reposant en grande partie sur l'exotisation des femmes jamaïcaines inhérente à cette musique. Qu'importe, le parti conservateur n'est pas regardant quant au type de tourisme, la quantité prime sur la qualité. L'enterrement de Marley en 1981 est un symbole fort, on y voit Seaga tentant d'enterrer le reggae « conscient » qui a fleuri dans le Kingston des années 1970 au profit d'un message qui colle mieux à son programme : attirer les « investisseurs étrangers » en vantant une main d'œuvre docile (en l'occurrence en masquant la culture révolutionnaire des *Ras*) et un archétype d'exotisme physique et humain.

Le passage du Reggae conscient des années 1970 au *dancehall* (le style musical) des années 1980 reflète parfaitement le changement de régime du socialisme de Manley à la loi de la jungle du marché libre instauré par Seaga (Stolzoff, N, 2003). Le « *militantisme et les rêves de paradis en Afrique* » cèdent rapidement la place à la pensée matérialiste et court-termiste du « *ici et maintenant* » (Barrow, Dalton, 1997).

⁴⁴³ Ce qui fait du bruit, qui se voit. On traduirait par « *tape-à-l'œil* », matérialiste. On notera la récupération récente du slang jamaïcain pour décrire Nicolas Sarkozy.

Les politiques néo libérales de Seaga seront donc directement responsables, non seulement d'une détérioration économique et d'un accroissement de la violence sans précédent, mais aussi de ce que bon nombre, en Jamaïque comme à l'étranger (la contre culture américaine et européenne en tête), perçoivent comme un appauvrissement culturel caractérisée par l'explosion du « *slackness* » et des « *gun songs* » (On retrouve un équivalent direct de ce phénomène en Haiti avec l'attaque du régime Duvalier contre la culture musicale haitienne et la promotion du « kompa direc » (Gage, 1997). C'est le cas aussi, dans une moindre mesure, à Trinidad avec l'attaque contre le Calypso et la promotion du Soca (Cf. chap. précédent). Dans les trois cas, on assiste à la mise en avant d'un genre musical « léger », basé principalement sur la glorification matérielle et le sexe, au détriment de l'héritage musical contestataire). Mais, comme le note à juste titre Norman Stolzoff, ce changement a des dimensions plus larges, avec les espoirs populaires un temps suscités par le capitalisme (néo)libéral tant vanté par Seaga, à l'issue de dix années de crise économiques sous les couleurs socialistes (Stolzoff, N., 2003). La chercheuse jamaïcienne Carolyn Cooper ajoutera cependant au débat « culture contre Slackness » sa perception du « relâchement sexuel » (le *slackness*) comme une reconnaissance carnavalesque du pouvoir de la sexualité des femmes (Cooper, C., 1989), remettant en cause le puritanisme hérité de la société coloniale (Stolzoff, N., 2003).

Les liens entre le milieu politique et l'espace du *dancehall* sont évidents dans le cas de Seaga, mais il existe de nombreuses autres interactions, notamment au sein du parti conservateur, en soutien de la thèse de l'influence du milieu politique sur les thématiques du dancehall. Olivia « *Babsy* » Grange est par exemple à la fois co-proprétaire de la compagnie d'enregistrement Specs Shang et une des dirigeantes du parti JLP. Dynamic Sound, l'une des trois plus importantes sociétés de fabrication de disques, est dirigée par un proche d'E. Seaga du nom de... Byron Lee (Sonic Sound). La deuxième en est dirigée par son frère...

5.3.4. Poids économique et culturel du *dancehall* jamaïcain

“*Small ax’ fall big tree.*”

Proverbe jamaïcain

L’espace sonore de Kingston, à l’image de son espace économique, demeurera tout au long de l’histoire du pays scindé de manière physique, ethnique, sociale et culturelle. La ville haute et claire s’enferme dans les styles européens sous la prédominance culturelle britannique (la Quadrille de l’ère coloniale). Après la seconde guerre mondiale, quand l’influence des Etats-Unis s’établit (la doctrine Monroe voulant que l’Afrique reste une colonie de l’Europe tandis que l’Amérique toute entière passe sous le contrôle des Etats-Unis), la ville haute s’attache strictement au Jazz, puis au Rock américain pendant que la ville basse s’imprègne du R&B.

La ville basse (« *downtown* »), la partie la plus « chaude » de cet espace urbain, au sens propre comme au sens figuré⁴⁴⁴, est tout l’opposé : si les influences de la ville haute y pénètrent, c’est pour y être aussitôt recyclées dans les formes les plus prisées par cette population pauvre et noire, où les influences culturelles africaines affleurent. C’est là que naissent les formes syncrétiques, c'est-à-dire créoles, du Reggae puis du *dancehall* contemporain, issus de ce brassage, générant une économie qui, au côté de la drogue dont les mercenaires et autres petites mains sont originaires des mêmes quartiers, donnent le ton à toute l’économie jamaïcaine. C’est le domaine de l’activité informelle liée aux retombées de ces deux phénomènes clandestins ou quasi-clandestins liés entre eux et enracinés dans ces « quartiers africains » par leur géohistoire⁴⁴⁵, selon l’expression de Fernand Braudel. Depuis le début de l’histoire jamaïcaine (au sens d’histoire écrite), un monde crée les richesses, un monde les parasite, et Kingston reflète les deux...

Historique :

Le *sound system*, né dans le Kingston des années 1950, demeure le moteur de l’industrie informelle du *dancehall* en Jamaïque. Pour se démarquer les uns des autres, et ainsi attirer le maximum de clients, ces « *sounds* » tentent de se différencier d’abord par la qualité de leurs équipements

⁴⁴⁴ Contrairement aux collines ventées de Beverly Hill, etc., la plaine de Liguanea au fond de laquelle est bâtie la ville basse et pauvre est extrêmement chaude, et la criminalité du pays se concentre de manière dramatique entre ces rangées de tôles délimitées par les vieux manguiers.

⁴⁴⁵ Théorie anti-déterministe stipulant, pour faire simple, que tout lieu (physique, culturel, etc.) se trouve à l’intersection d’un espace spatial et d’un espace temporel, c'est-à-dire qu’il est façonné à la fois par les influences du milieu physique et humain, et par les héritages historiques sur lesquels il repose doublement.

(amplificateurs, enceintes, etc.), puis de leurs animateurs (les DJ), et finalement par leurs collections de disques. Pour ce faire, les géants comme Clément « Coxson » Dodd ou Duke Reid voyagent régulièrement aux Etats-Unis. Ils en ramènent des « spéciales », disques que leurs concurrents n'ont pas, et dont ils s'attacheront à masquer le nom et l'origine pour conserver cette exclusivité. Dans ces danses qui se déroulent dans la ville basse, le R&B domine en quantité, mais c'est le Mento qui « run » (qui dirige, selon l'expression jamaïcaine). Pour s'approvisionner en R&B, Lee Wong, le commerçant chinois pionnier du sound system, passe un accord avec un gérant de maison de passe du port de Kingston : il fait payer les passes en disques aux marins des Etats-Unis, que le propriétaire du *Sound* lui rachète aussitôt (Interview de Bunny Goodyson dans Stolzoff, N., 2003). Finalement, les années 1950 s'achèvent sur une écrasante domination de l'espace sonore, monopolisé par les *sound system* de Coxson et Duke Reid. Ils finissent par devenir importateurs de disques et parviennent ainsi à contrôler les ventes.



Le sound system de Duke Reid durant les années 1950

Photographie www.ethnomusic.ucla.edu

Mais parallèlement, la situation du R&B est plus critique aux Etats-Unis où le genre est littéralement coulé par la vague du Rock. Contrairement aux élites, les Jamaïcains de la ville basse n'adoptent pas ce genre lié aux vedettes de cinéma et aux concerts auxquels ils n'ont pas accès, et l'approvisionnement en *Rhythm and Blues* devient de plus en plus délicat (Chang, K., et Chen, K., 1998), tandis que des opportunistes comme le futur premier ministre Edward Seaga se spécialisent dans le commerce des « spéciales » qu'ils importent des Etats-Unis pour les *sound system* rivaux⁴⁴⁶ (Stolzoff, N., 2003). L'offre se tarit mais la demande perdure, et de ce vide naissent les premiers

⁴⁴⁶ E. Seaga, dont la nationalité et les contacts lui permettent de voyager régulièrement aux Etats-Unis, retrouve une à une toutes les « spéciales » dont les gros sound system effacent les titres en les revendant à prix d'or à leurs rivaux. Car les fans d'une chanson inédite sont les fans d'un *sound system* ; et casser cette exclusivité permet de récupérer des clients...

studios d'enregistrement jamaïcains, dont le célèbre *Studio One* de Coxson, avant la fin des années 1950. Les musiciens locaux y rejouent le R&B américain dont on trouve de moins en moins de disques, et lui donnent rapidement leur accent...

La nouvelle génération de musiciens qui émerge après guerre, formé au jazz dans les grandes écoles de musique de Kingston ouest (l'école Alpha pour orphelins en tête), mais héritière du Mento et des formes rurales du pays crée une nouvelle forme syncrétique, dans un processus culturel protéiforme similaire à celui qui avait donné naissance au Mento pendant la période esclavagiste : le Ska.

Au début des années 1960, c'est l'ancien bras droit de Coxson, du nom de Prince Buster (surnom lui venant des ses victoires en boxe amateur, un bon atout pour un sound system dans le complexe espace sonore de Kingston), qui s'impose en la matière en intégrant à cette musique les percussions Rasta du célèbre Count Ossie, et derrière elles la philosophie idéalisant l'Afrique des Ras et plus largement des cultes revivalistes (Chevannes, 1994), dans un vaste mouvement de « contre nationalisme » (Stolzoff, N., 2003) qui remet en cause la « jamaïcicité » telle qu'elle avait été définie par l'élite coloniale puis post-coloniale.

L'élan et la ferveur de ce mouvement sont telles, dans la ville basse, que les classes aisées ne tardent pas à y voir une source de profit : Chris Blackwell, Edward Seaga, Clement Dodd investissent rapidement dans des studios d'enregistrement destinés, non plus à la seule demande des sound system, mais désormais au grand public. Seaga crée *West Indies Records Limited* (WIRL) en 1958 - et enrregistre dans la foulée « *Manny oh* » de Joe Higgs et Delroy Wilson qui se vend à 25 000 exemplaires. En 1962 et 1964, respectivement, se montent les studios qui enregistreront le plus gros de la vague Reggae dans les années 1970 : *Studio one* de Coxson et *Trojan Records Studio* de Duke Reid (Barrow et Dalton, 1997).

Contre-économie et contre-culture : économie informelle actuelle du dancehall

Dès les années 1940, deux décennies avant l'« indépendance », les masses de « paysans urbanisés » (Gray, O., 1991) découragés par les politiques de leurs classes moyennes à peau claire, se tournent massivement vers le mouvement rasta (Chevannes, 1994). Pour échapper aux travaux aliénants et sous-payés de la capitale, ils fuient en masse vers les communautés comme celle de Howell, sur les hauteurs de Spanish Town, ou bien partent à la recherche d'autres niches économiques plus favorables : le « *higglering* » (vente informelle sur les marchés) et le petit commerce de ganja (Chevannes, 1994). Ils remettent la vengeance contre les « oppresseurs noirs et

blancs » entre les mains de Jah et s'orientent vers un combat spirituel qui sera porté d'abord par leurs séances de « raisonnement » collectif (« *reasoning* ») - puis par leur musique.

Avec l'indépendance naît le mouvement des « *Rudies* », ou « *Rude bwoys* » parmi les populations urbaines pauvres et sous-employées. Comme les Ras, ils se marginalisent eux-mêmes en s'auto-identifiant comme des bandits (Gray, O., 1991), prêts à pirater la nouvelle bourgeoisie dominante. Les plus « *cultural* », ceux qui ont reçu de la rue une éducation suffisante (la « *studyation* » de la vie, différente de l'« *education* » de l'école), deviendront des *Ras* et bon nombre de *Ras* redeviennent parfois « *rude* » face aux « *Babylones* ». Ces « *cultural rudies* » (Stolzoff, N., 2003) vont rapidement voir dans le *dancehall* un moyen de soulèvement (« *uplifment* ») spirituel, social et économique, et ainsi réussir à incarner le combat contre les classes dominantes.

Dès lors les rapports de force culturels s'inversent. La « *dramaturgie du pauvre urbain* » (Gray, O., 2003) s'impose comme le thème central dans l'espace sonore dès le milieu des années 1960, et avec lui l'artiste mi *Ras* mi *Rudy* originaire du ghetto.

A la fin des années 1960 apparaît la technologie de l'enregistrement sur deux pistes distinctes (voix et accompagnement musical), qu'on appelle *riddim* en Jamaïque. Elle permet l'émergence de véritables ingénieurs du son, et la création des versions instrumentales sur lesquelles l'artiste peut poser la version « officielle » puis une version spéciale pour les *Sound Men* qui l'enregistrent. Plus tard plusieurs artistes pourront poser à tour de rôle sur une même version instrumentale (aujourd'hui un minimum d'une dizaine d'artistes pose généralement sur chaque nouvelle version). Les ingénieurs pourront « pétrir » le son et le re-mixer, donnant naissance au Dub⁴⁴⁷. A l'origine une version avec un enregistrement vocal, puis un remix dub, mais aussi une version sur laquelle des « *toasters* » comme U Roy viendront rajouter leur voix sur les temps « morts »... Le métier du « *selector* » est quant-à lui de recréer, à partir de morceaux de couplets et de refrains de différents titres, un ensemble cohérent sur le plan musical et sur le plan du « message », qu'il accentuera par ses commentaires et ses incitations. Peu de matériel mais une créativité maximale sont les deux caractéristiques de l'espace musical jamaïcain et chaque innovation est utilisée au maximum de son potentiel, générant une foule d'emplois informels, dans un premier temps complémentaires, puis, dans de rares cas, suffisant pour s'établir et monter son propre studio, etc.

Durant l'année 1992 seulement, la *Recording Industry Association of America* estime que les 27 millions d'albums de Reggae vendus aux Etats-Unis ont généré un revenu brut de près de 300 millions de dollars (US \$). Le gouvernement PNP ordonne une enquête pour évaluer l'ampleur

⁴⁴⁷ Versions instrumentales remixées, avec accentuation du duo basse-batterie (Drum & Bass), ajout d'échos, etc.

économique de cette économie étrangère aux élites de l'île mais aucun chiffre précis ne peut être établi (Government of Jamaica 1996, Stolzoff, N., 2003). Car cette économie a toujours évolué hors de l'espace économique parasité par l'Etat, hors de ses enregistrements et de ses taxes, d'autant plus que la dernière législation en termes d'imposition (*General Consumption Tax*) prévoit un prélèvement de 15% sur toutes les transactions commerciales (Stolzoff, N., 2003). Du côté souterrain, les « *hustlers* » sont susceptibles d'appliquer leurs propres taxes, à travers le racket, sur leurs confrères « bénis » (*blessed*) qui réussissent. Le film *dancehall Queen* (1997), évoqué plus haut, re-situe le *dancehall* au milieu d'un espace économique caractérisé par la multitude des activités informelles gravitant dans sa périphérie directe : gérants d'établissements, artistes, *selectors* (animateurs de sound system), danseuses (*dancehall Queen*), vendeuses de rue, vendeuses et fabricants de vêtements, vendeurs de nourriture, de ganja, etc. A cette liste, il convient d'ajouter les journalistes, musiciens, producteurs, distributeurs, toute la chaîne de la mode vestimentaire (créateurs, stylistes, fabricants, etc.), vendeurs de disques et employés des radios, l'ensemble de la chaîne cinématographique liée au *dancehall* (production de clips et de films), les publicitaires et gardes du corps des artistes et leurs communautés respectives...

Cette économie informelle se calque souvent sur sa contrepartie formelle en termes de répartition socio/ethniques des activités et des bénéfices : les agents de la ville haute ont progressivement mis la main sur les artistes noirs issus des quartiers pauvres de la ville; ils reproduisent avec ces derniers la relation d'exploitation qui caractérise l'économie formelle. Ceci signifie que, malgré son caractère émancipateur, l'espace économique du *dancehall* est désormais contrôlé par les blancs/bruns et les chinois de la ville haute tandis que les « *ghettos youth* » luttent en bas de la pyramide pour les emplois les moins payés et les plus dangereux, leurs femmes représentant souvent le dernier échelon de cette pyramide sociale. Cependant cet espace économique informel demeure un espace de liberté et d'émancipation économique en comparaison des emplois déshonorants aux rémunérations indécentes de l'espace formel (Stolzoff, N., 2003). Le *dancehall* leur permet de conserver leur culture propre et ne pas reproduire les schémas de subordination perçus comme néocoloniaux comme c'est le cas dans les hôtels et les zones franches qu'offre l'économie légale. Les artistes obtiennent par exemple des visas pour sortir du pays et sont rémunérés en dollars US qui percolent rapidement à travers l'économie (informelle) jamaïcaine nourrissant, au sens propre comme au sens figuré, la majorité des habitants de l'île.

Norman Stolzoff propose une pyramide de l'espace économique du *dancehall* relativement juste, en sept paliers. Elle a le mérite de présenter à la fois la partie émergée de l'iceberg, la plus voyante

malgré son caractère informel (les artistes, les musiciens, etc.), mais surtout l'ampleur des retombées dans l'espace économique des classes moyennes et des élites qui profitent allègrement de cet espace économique informel en le façonnant de manière comparable à l'économie formelle (les taxations de l'informel par les élites politico- économiques) :

- les vendeurs de rue et les « hustlers » : milliers de personnes qui achètent et revendent les produits gravitant dans la sphère du *dancehall*, fournissent des rafraîchissements, de la nourriture, de la ganja lors des sessions, etc. Ce sont les hommes et surtout des femmes parmi les plus pauvres du pays dont les capacités d'investissement, et par conséquent les gains et les possibilités de promotion sociale et économique sont limités à des stocks très étroits (quelques caisses de bières ou quelques centaines de grammes de ganja). Certains se spécialisent dans l'enregistrement des *sound systems* (mix tapes ou video) : les animateurs délèguent en quelques sortes de manière informelle et non dite à ces « hustlers » le soin de faire leur publicité en vendant les enregistrements qu'ils ont effectués gratuitement en se branchant directement sur la table de mixage, dont ils tireront en échange leur subsistance. Entre aussi dans cette classe les « studio flies » (connus comme « waste » depuis leur prolifération) qui tentent de profiter des studios pour se faire enregistrer, faire des « back up » pour des artistes plus réputées, etc.
- Les artistes du *dancehall* : catalyseurs de cette économie informelle, ils en sont les véritables artisans mais dépendent de l'ensemble de la chaîne et du public dont ils tirent leurs revenus. Ce sont les DJ, *selectors*, chanteurs, compositeurs, musiciens, photographes, danseurs, etc. Ils sont les ouvriers qui créent véritablement la richesse culturelle du *dancehall*. Cette classe se compose presque exclusivement d'hommes, provenant généralement des ghettos de Kingston, et pour qui, dans la grande majorité des cas, l'activité permet tout juste une survie économique au jour le jour. Les « stars » tournant en permanence en Jamaïque et à l'étranger (qui peuvent demander jusqu'à 30 000 US \$ pour un seul concert et plusieurs milliers de dollars pour l'enregistrement d'une « *dub plate* » ou « spéciale ») sont les exceptions plus que la règle. Ils reposent sur une base très large d'« *artistes sans noms* » (Stolzoff, N., 2003) qui doivent lutter pour survivre au jour le jour. Les DJ et chanteurs qui n'ont pas atteint la popularité nécessaire à la survie économique passent leur temps dans les studios d'enregistrement des *dub plates* / spéciales où ils essayent de monnayer directement leurs derniers « *tunes* » et plus encore d'établir des connections dans le milieu, activité connue comme le « *flexing*⁴⁴⁸ ».

⁴⁴⁸ Plus largement le flexing est l'art de vivre de l'artiste dancehall, l'art avec lequel il passe à travers les étapes difficiles qui jalonnent invariablement le parcours d'artistes issus des quartiers les plus défavorisés d'un île du Tiers Monde. D'où un refrain courant dans le dancehall : « Mind how you flex ». Le flexing peut se résumer à la stratégie de

- Les producteurs et promoteurs : les producteurs sont des acteurs intermédiaires, les propriétaires de labels. Ils louent des sessions en studios et payent les artistes pour les enregistrer. Ils utilisent ainsi leur potentiel d'investissement pour transformer la production culturelle en production économique. Les artistes qui, dans leur grande majorité, n'ont pas ces moyens économiques d'investissement, sont dépendants de ses intermédiaires sans lesquels ils ne pourraient supporter le risque de l'enregistrement (coût de la session en studio). Cette dépendance est vécue la plupart du temps comme une exploitation par les artistes. Ils considèrent qu'ils sont trop peu rémunérés alors qu'ils « produisent » le bien culturel. Les promoteurs, tout aussi intermédiaires, organisent les soirées, les *dancehalls* au sens premier du terme. Le succès de leurs soirées dépend en grande partie de leur réputation. Ces deux activités sont occupées par des *ghettos youth*, en raison des connexions qu'elles nécessitent dans la ville basse et que les classes moyennes n'ont généralement pas (les artistes sortent à 90% des ghettos les plus durs de Kingston). Se sont donc dans la majorité des cas des jeunes hommes noirs issus des ghettos de Kingston qui ont réussi à accumuler le petit capital d'investissement nécessaire à l'activité. Très peu ont une activité réellement viable sur le plan économique car les ventes locales sont très limitées par la (relativement) faible population de l'île et plus encore par ses moyens financiers (les enregistrements de dancehall se vendent principalement à l'étranger, ou localement sous forme pirate).
- Propriétaires de *sound system* et de studios d'enregistrement : Stolzoff a recensé en Jamaïque plus de 300 *sound system* et une cinquantaine de studios d'enregistrement. Ces derniers sont particulièrement difficiles à recenser en raison de l'accessibilité de plus en plus grande permise par les logiciels informatiques. Un véritable boom touche Kingston en matière de studios d'enregistrement. Cependant, un studio de qualité requiert un investissement hors de portée du commun des Jamaïcains. Par conséquent, leurs propriétaires sont, à l'image des propriétaires de *sound system* (un gros *sound system* concentre plus de 50 000\$ US de matériel, et les géants possèdent jusqu'à trois *sound system* pour jouer simultanément en différents points de l'île), des hommes des classes moyennes du pays plus attirés par les gains de l'activité que par son aspect culturel. Pour rentabiliser le matériel et dégager des profits, les gros « *Sound* » jouent entre trois et sept nuits par semaines, dégagant jusqu'à 1500 US\$ par soirée, 5 000 à l'étranger. Comme dans un commerce capitaliste formel, ou dans un gang classique de drogue à l'américaine (Levitt, S., D., Dubner, S., J., 2005), la répartition des bénéfices est particulièrement inégalitaire. Les « *selectors* » (DJ animateurs du *sound system*, entre 2 et 5 selon les *Sounds*) gagnent entre

survie des classes pauvres, en référence à l' « agilité » nécessaire.

50 et 200\$ par session et les « *box men* » (entre trois et dix homme chargés du déplacement et de l'installation du matériel) 10 ou 20 US\$ par nuit. Sur une soirée, le propriétaire du *sound system*, c'est-à-dire l'investisseur issu des classes moyennes de commerçants blancs, mulâtre ou chinois, engrange donc près des deux-tiers des revenus tirés de l'activité pendant qu'une dizaine de ses employés (qui produisent le travail) se partagent le dernier. Il serait sans doute plus juste d'attribuer un tiers au seul propriétaire, à sa dizaine d'employés, et un tiers destiné à l'amortissement du matériel, à l'achat des disques et des « *dub plates* » ou spéciales. Quant-aux studios d'enregistrement, la plupart sont dédiés à l'enregistrement de ces « *dub plates* », enregistrements d'un titre à un seul exemplaire pour le *Sound* qui le commande, destiné à « assassiner » le *Sound* rival lors des clash⁴⁴⁹ ou à « *big up* » (promotionner) celui qui le joue. Comme il a été dit, les classes moyennes sont les plus à même de posséder un studio et un *sound system*. En raison de l'accumulation de capital que ces activités génèrent bon nombre d'entre eux sont éventuellement capables de posséder un *sound system* et un studio d'enregistrement, pour éventuellement devenir producteurs et ainsi supprimer les intermédiaires et concentrer plus encore les profits, au détriment des classes plus pauvres réduites de plus en plus aux deux derniers échelons de la hiérarchie.

- Managers d'artistes : Les managers représentent la facette formelle du monde des producteurs en se concentrant sur les artistes dont la carrière est internationale. Ils organisent les tournées et les enregistrements avec des compagnies multinationales (Universal, Sony, etc.). Ce niveau est occupé par des classes moyennes et plus encore des « uptown », les élites économiques jamaïcaines car il ne nécessite plus de connections dans les ghettos de Kingston mais parmi les réseaux de l'industrie du spectacle internationale.
- Distributeurs des enregistrements : trois entreprises fabriquent physiquement la majorité des disques produits en Jamaïque : Sonic Sounds, Dynamic Sound et Tuff Gong. Les deux premières sont dirigées par les frères Lee (Byron et Jason) proches d'E. Seaga et la dernière, créée par Bob Marley, est gérée par sa famille. Sonic Sound réalise la majorité de ses bénéfices en vendant sur le marché jamaïcain... du R&B américain acheté par les classes aisées. Le *dancehall* est le domaine des classes pauvres, grande consommatrice indirecte (via les *sound system*, les enregistrements de ces *sound*) et de copies pirates. C'est pourquoi des compagnies comme Tuff Gong doivent leur survie à des accords avec des compagnies étrangères pour distribuer le *dancehall* Jamaïcain sur les marchés occidentaux.

⁴⁴⁹ Soirées lors desquelles entre deux et une dizaine de *sound system* se produisent dans la même enceinte de manière compétitive. La victoire était autrefois attribuée à celui qui arrivait à faire fermer par la foule le rival. On mesure désormais le succès aux applaudissements.

- Investisseurs et businessmen utilisant le *dancehall* pour leur image : les banques investissent très peu dans le *dancehall* en raison du racisme qui anime la société jamaïcaine. La majorité des investisseurs (blancs) sont très frileux quant-à leurs investissements auprès des classes pauvres (noires). Ce qui n'empêche pas des entreprises multinationales gérées localement par l'élite blanche d'utiliser l'image de marque du *dancehall* pour vendre leurs produits. C'est le cas par exemple de Desnoe et Geddes (D&G) qui vend des boissons dans l'île pour le compte de *Guinness* (qui n'hésite pas à employer des artistes populaires pour ses publicités et à sponsoriser les manifestations les plus populaires du *dancehall* comme le Reggae Sumfest, etc).



Enregistrement de dublates au célèbre studio Jack Ruby's de Ocho Rios avec en cabine l'artiste néerlandais (St Eustatius) « Ziggy » et au premier plan le franco (St Martin) dominicain « Jah Call ».

La qualité des studios jamaïcains attire une clientèle internationale d'artistes qui y enregistrent/mixent leurs albums et, pour les plus talentueux, remboursent leurs frais en enregistrant des dubplates pour les sound system locaux. Dans le studio les jeunes artistes d'Ocho Rio défilent en espérant vendre un de leur morceau ou une combinaison pendant ces sessions.

En réalité si elles investissent très peu dans le business qui gravite autour de l'espace du dancehall, les élites blanches en sont les premières bénéficiaires de par les retombées économiques *directes* (revenus tirés des ventes d'albums, etc.) et *indirectes* (attraction touristique, etc.) Si le *dancehall* est considéré comme une menace culturelle par les classes moyennes, il est, de toute évidence, un de leur précieux atouts économiques, ce qui contribue à la perpétuation de l'activité malgré le fait qu'elle souligne, et parfois combat, le dualisme de la société jamaïcaine. De l'autre côté des barbelés, dans la ville basse, les « *sufferah* » y ont trouvé un lieu de création économique vitale, aussi limitée soit-il.

Car le système économique du dancehall est une caricature d'entreprise capitaliste. Comme dans le modèle établi par l'économiste étasunien à succès Levitt pour les carrières cinématographiques, l'économie de la musique jamaïcaine et ses rares⁴⁵⁰ succès (chez les chanteurs, les producteurs et managers connaissent des chemins bien différents) et l'ensemble du secteur sont bâtis sur l'exploitation des masses de jeunes « *hustlers* » de la musique à la recherche d'une issue. Pour un jeune artiste débutant, le premier pas consiste à se procurer des versions instrumentales sur lesquelles poser sa voix. Réunir quatre musiciens (basse – batterie – guitare – clavier, strict minimum pour une instrumentale), coûte si on possède un solide carnet d'adresses 5 000 JA\$ (50 euros) par musicien pour une session d'une demi journée durant laquelle on peut construire et enregistrer trois versions. Le temps passé en Studio coûtera entre 1 500 JA\$ (Cell Block Studio) et 2 500 JA\$ (Tuff Gong, Mickey Bennett's Studio, Big Yard, etc.) par heure selon la qualité, soit 2 000 JA\$ multiplié par 6 heures environ 12 000 JA\$ (120 euros) pour la session d'une demie journée, à laquelle il faudra ajouter les 20 000 (200 euros) dollars pour les quatre musiciens ainsi que 5 000 JA\$ pour l'indispensable chanteur de « *backups* » (harmonies, en français) ; soit au total 37 000 JA\$, 370 euros, pour trois titres. Reste une des étapes les plus importantes de l'enregistrement, le « mix ». Il coûtera entre 10 000 et 20 000 JA\$ pour les trois titres, selon le réseau relationnel et la qualité désirée. La production basique de trois morceaux, en tirant les coûts de production au maximum et en possédant quelques contacts dans le milieu, s'avère donc être d'environ 52 000 JA\$, soit 520 euros, près de trois mois de salaire. Un album complet compte au moins douze morceaux, soit au total quatre fois trois morceaux, grossièrement 200 000 JA\$ (2 000 euros), soit l'équivalent de près de deux ans de loyer pour une chambre *downtown*. Ceci explique que les producteurs de studios prospèrent plus que les artistes, la qualité artistique du produit fini ne jouant pas ou peu sur la rémunération de l'ingénieur, et surtout celle du propriétaire du studio.

Pour l'artiste indépendant le chemin est, de plus, encore long, puisqu'il faut désormais faire connaître cet album au milieu de la foule de produits relativement similaires disponibles sur l'étroit marché jamaïcain, où la vente de CD neufs demeure anecdotique face à la concurrence des « pirates ». La promotion passe par l'exploration de deux pistes : les radios et les télévisions locales dédiées au dancehall.

Si les petites émissions de radio jouent la musique en fonction des goûts et des contacts du programmeur, l'accès aux ondes les plus écoutées est payant (bien que cette pratique soit formellement interdite...). Concrètement, avoir un morceau diffusé une fois pendant trois mois durant chaque émission quotidienne sur Irie FM (première radio de l'île) coûte 50 000 JA\$ (500

⁴⁵⁰ Rares en proportion.

euros) en dessous de table⁴⁵¹. Tant que les principales radios ne jouent aucun titre de l'artiste en question, les organisateurs des nombreux concerts organisés dans l'île estiment lui accorder une faveur en l'invitant sur scène, et il ne sera dès lors pas rémunéré pour sa prestation. Après avoir payé l'équivalent de 2 000 euros de production et 1 000 euros supplémentaire de promotion (deux titres joués pendant trois mois sur une émission radio), soit une année de salaire en Jamaïque, l'artiste ne touche aucune rentrée d'argent s'il ne se produit pas sur scène ou si ses apparitions sur scènes ne sont pas rémunérées... Ce clientélisme est aussi vieux que l'industrie musicale jamaïcaine. Les films *Harder they come* (Henzell, P., 1972) et *Rockers* (Bafaloukos, T., 1978) tournés au début des années 1970 décrivent déjà ce phénomène. Le « Tuff Gong » (surnom de Bob Marley) lui-même devra envoyer des gunmen à la Radio Nationale pour que sa musique soit diffusée et le directeur des programmes passera une nuit dans un coffre de voiture (interview de Ricky Tucker, 2009⁴⁵²)...

Cependant, les énormes revenus générés par le trafic de ganja dans les années 1970, puis de crack dans les années 1980/1990, et le blanchiment et le réinvestissement de ces montagnes de dollars dans l'industrie musicale, ont rendu tous les « gatekeepers » gourmands : les prix des dessous de table se sont envolés. De nombreux studios d'enregistrement ont ouvert leurs portes. Ils diffusent des produits musicaux de qualité médiocre, mais inondent les distributeurs, les stations de radio, puis les stations de télévision de « narcodollars » pour commercialiser leurs produits, donnant naissance à la vague des « bling songs » et des « gun songs », et habituant les intermédiaires de l'industrie à des revenus informels particulièrement élevés. C'est ainsi que des animateurs radio ont pu investir dans la carrière d'artistes et profiter de leur place pour les exposer médiatiquement...

Propriétaires de studios, ingénieurs, producteurs, managers (bon nombre de petits artistes se tournent vers des managers pour tenter de décrocher des shows), publicistes (même principe) et autres gérants de stations de radio se partagent ainsi les sommes considérables dépensés par les milliers d'artistes se trouvant dans la même situation, sans compter les artistes étrangers qui affluent à Kingston (dans une forme de tourisme originale) et qui payent les mêmes services jusqu'à dix fois plus cher. C'est ce qui explique que bon nombre d'artistes ayant, après de longues années de disette, atteint un certain niveau financier, se reconvertissent en managers de studios : Bob Marley avait ouvert la voie avec le studio Tuff Gong situé à proximité des docks, les chanteurs Mickey Melody

⁴⁵¹ Ces chiffres ne sont bien sûr pas officiels, et les médias jamaïcains s'affairent à démentir ce qu'ils nomment des rumeurs sur la corruption dans l'« industrie musicale ». Ces informations sont tirées de notre expérience personnelle dans l'industrie de la culture jamaïcaine.

⁴⁵² Interview réalisée le 26 février 2009 à Havendale, Kingston, Jamaïque.

ou encore Buju Banton ont leurs propres studios à proximité de Red Hills Road, le parolier Mickey Bennett (qui a écrit bon nombre des plus célèbres titres de Dennis Brown, Gregory Isaacs, Third World, etc.) a son studio à Vineyard, etc.

La production musicale jamaïcaine représente un condensé de l'économie du pays. Il existe une concentration des profits entre les mains des « gatekeepers » et, au final, on se retrouve en présence d'une industrie possédée par les classes claires et aisées jamaïcaines et dont la production est « délocalisée » downtown où réside le potentiel artistique. Cette localisation des artistes s'explique à la fois par le poids démographique, plus une population est nombreuse plus la probabilité est grande qu'elle héberge des talents potentiels, et par l'abandon économique dans lequel vivent ces communautés où la musique et le sport représente la seule alternative légale à la misère ambiante (Cruse, R., 2008).

Comme l'explique Levit dans son analyse de l'industrie cinématographique hollywoodienne, la seule raison valable pour les milliers d'artistes de payer des telle sommes et d'endurer la pénibilité de leur travail (horaires, charge de travail en plus d'une activité rémunératrice, etc.) est le mythe entretenu par les rares mais extrêmement voyantes réussites dans le secteur. Des artistes bien implantés comme Buju Banton ou Sizzla vivent constamment entre tournées mondiales et concerts locaux, et gagnent aux environs de 40 000 US\$ par apparition à l'étranger (à multiplier par le nombre de dates par tournée...). Damian « Junior Gong » Marley, le plus jeune fils de Bob Marley, touche des cachets compris entre 60 000 et 80 000 US\$ par apparition. Ajoutons le commerce florissant des *dubplates*, enregistrements arrangés d'un morceau dont les paroles sont modifiées pour vanter les mérites d'un sound system particulier. Ils se vendent jusqu'à 1 000 euros l'unité en Europe à raison d'une dizaine après chaque concert dans une grande métropole. Dans un tel contexte de pauvreté, les artistes jamaïcains entretiennent, le plus souvent de façon luxueuse, une famille élargie ainsi qu'une communauté qui sert au passage de protection contre l'inévitable racket (les limites entre le racket et la protection demeurant souvent floues...).

Il existe des similarités évidentes entre les activités informelles des artistes et celles des prostituées jamaïcain(e)s (et celle des vendeurs de ganja). L'activité est très peu rentable pour la grande majorité des participants. Ils et elles endurent les difficultés en se raccrochant à l'espoir utopique de la percée, la « Gloria » chez les prostituées, le « buss' » chez les artistes. Ces deux activités informelles sont lourdement taxées par les sphères formelles. Dans les deux cas la police joue d'une « illégalité tolérée » pour arrondir ses fins de mois, et cesont des gérants plus ou moins

formels qui, au final, tirent profit de l'ensemble des désespérés prêt à tenter leur chance dans le secteur.

Ces deux activités informelles représentent un investissement plus risqué mais potentiellement plus rentable qu'une activité économique légale dans les bas échelons de la hiérarchie. Un artiste qui « explose » (*bust*) pourra en quelques années s'offrir villas, voitures, voyages et autres luxes dont un travailleur formel ne pourra jamais approcher. Le succès fulgurant compense les années de dur labeur et de misère. C'est ce qui pousse des milliers d'artistes jamaïcains à tenter leurs chance dans une industrie reproduisant encore une fois le modèle de l'économie de plantation, malgré les difficultés, la concurrence, etc. De même c'est ainsi que de nombreuses prostituées endurent des conditions de vie et de travail bien plus difficiles encore dans l'espoir utopique de pouvoir un jour. C'est ainsi que la perpétuation de l'économie de type plantation crée des spirales détournant la population des activités productrices, et renforçant plus encore, au final, la dépendance de ces économies en reconversion sans fin. « *Oh what a rat race*⁴⁵³ » chantait Bob Marley...

Contre culture : culture de la contestation de l'économie formelle

Le *dancehall* est, en plus d'un espace économique, un espace de création culturelle. C'est aussi un lieu où s'exerce la contestation sociale. Il serait vain de vouloir réunir l'ensemble des sujets abordés mais certains grands axes sont dominants : la contestation de l'hégémonie politique des élites héritières de la « plantocratie », la lutte quotidienne pour la survie, la lutte pour la légalisation de la ganja, etc. En Jamaïque nul besoin d'aller vers cette contre-culture, elle vient à vous par le biais des lourdes investissant l'espace sonore des nuits de Kingston, jusqu'au pied des collines huppées où les barbelés électrifiés démontrent leur impuissance à préserver la bourgeoisie locale de cette « menace » culturelle.

Aucun texte récent n'illustre mieux le sentiment général des masses vis-à-vis de leurs dirigeants politiques que le sulfureux « *Bun dem*⁴⁵⁴ » (Littéralement « *Brûle les* », 2001, Intercom Riddim) de Red Rat (Cf. Encadré) :

⁴⁵³ Jeux de mots entre « race de rats », visant dans la chanson les gunmen qui pullulent dans l'île et autres « parasites », et l'expression anglaise « rat race », métaphore ramenant une situation à la course d'un rat de laboratoire dans sa roue. Beaucoup d'effort pour en fait n'aller nulle part.

⁴⁵⁴ Le feu est un élément omniprésent de la culture rasta qui transpire à travers tous les pores de la culture jamaïcaine. « Brûler » quelqu'un est une analogie violente à la destruction créatrice par le feu, qui consume pour recycler. Les Ras prennent un soin particulier au vocabulaire qu'ils emploient. Ils ne souhaitent jamais la mort, négative, destructive, ils « brûlent » les oppresseurs en tous genres dans leur parler courant.

*« Ils veulent que je ferme ma gueule et que je la garde bien cadenassée,
 que je ne dise rien alors qu'ils organisent le racket (...),
 ils ne veulent pas voir les jeunes du ghetto gagner de l'argent,
 mais ils donnent aux jeunes des rachets⁴⁵⁵ et des (armes) automatiques,
 ils leur donnent des munitions et ils leur apprennent à tirer,
 Ils leur lavent le cerveau et ne comprennent pas qu'ils fassent demi-tour et tirent,
 alors qu'est ce que je fais ?
 Je les brûle, on n'a pas besoin des politiciens
 On n'a pas besoin de leurs munitions car ils travaillent pour leurs propres intérêts,
 on n'a pas besoin de leur soutien parce qu'on ne va pas à leur tribunal (...).
 On n'arrêtera pas de bloquer les routes⁴⁵⁶ parce qu'on ne veut plus de leur charge (...).
 On n'est pas des appats⁴⁵⁷, (...)
 attends, passes moi ma machette,
 brûle un politicien parce qu'ils ne veulent pas partager,
 les jeunes du ghetto ont la foi,
 on sait qu'on peut achever (...),
 on n'est pas des pirates, on sait comment créer
 On s'en sort en vendant des caisses de boisson (...)
 et ils veulent encore manger dans notre assiette, viens on va les brûler... »*

Le titre restera en tête des *charts* jamaïcains tout au long de l'année 2001...

Dans « *Nuttin ah Gwaan*⁴⁵⁸ » (2001), le Deejay bobo Anthony B originaire de Portmore, en banlieue de Kingston, accuse ouvertement le gouvernement d'accroître les inégalités sociales⁴⁵⁹, donnant naissance à un système dans lequel les ouvriers travaillent pour un salaire qui ne paye « pas même les factures ». « *Traite les pauvres un peu mieux, aide les à sortir de la pauvreté, car ils représentent la majorité* » chante-t-il, et surtout « *arrête de faire souffrir les gens pour envoyer tes dollars à l'étranger* » Les trente années d'ajustements structurels imposés à la Jamaïque, qui ont ouvertement accrues les inégalités et la pauvreté générale, et débouché sur une des dettes par habitant les plus importante au monde sont ici ouvertement décriées : pour chaque dollar récolté par

⁴⁵⁵ Couteau de fabrication sud-africaine que tout homme jamaïcain de la ville basse a en permanence à portée de main.

⁴⁵⁶ Le « *Road Block* » est le principal moyen d'expression sociale des jamaïcains lors des manifestations.

⁴⁵⁷ « *Bait* ». Insulte classique du vocabulaire jamaïcain désignant une personne passive, naïve, facile à piéger.

⁴⁵⁸ De l'anglais *Nothing is going on* : rien ne marche, rien ne va

⁴⁵⁹ Ce que confirment les observations économiques du pays.

l'Etat jamaïcain, d'après l'IDB, 65 centimes (presque deux -tiers) repartent directement vers l'étranger pour rembourser une dette au mieux illégitime, au vu de la misère patente dans laquelle survivent deux-tiers des Jamaïcains pendant que seuls 10% auront réellement profité de ces « investissements ».

Dans « *Freedom* », en 2005, le chanteur Richie Spice moque les dérives « libérales »: « *ils nous parlent de liberté mais ce que nous voulons c'est les mêmes droits pour tous, ils nous parlent de liberté alors que les jeunes n'ont même pas de quoi se nourrir...* » Les artistes du *dancehall* actuel, dont bon nombre évoluent dans l'aire d'influence que l'universitaire Bryan Meeks nomme la « *Renaissance* »

Red Rat, Bun Dem, 2001, Intercom Riddim,

Dey wan me shut up me mout', zip it up, pon pad lock it

Keep on nuh sayin' nutin bwoy dem a turn racket

Pure suferation and me future dem ah block it

Dem don't wan' see ghetto youth have money ina dem pocket

Gi' de lickle pickey dem ratchet and 'matic

Gi' dem amunition and teach dem ow fi clack it

Corrupt dem brain but di city dem ah lock it

Now yuh vex when dem turn 'round and pop it

So wa me do ?

Bun dem

Wi nuh don need no politician wi nuh need dem amunition

Coz dem deh pon a mission

Bun dem

We nuh need dem support coz we nah go ah court furthermore we nah vote

Bun dem

We nah stop block di road coz we tired a di load

Bun dem

Me nah tek back mi chat coz di fire real hot

Di all ah dem ah bait, wi nuh bait

*Dem don want di ghetto youth go through di gate
Hold on, unu wait, pass me machete, bun a politician cauz none of dem nuh share
Ghetto youth have faith
We know seh we great
We mek it ina life outa sell bockle case
Still we ah nuh pirates
We know ow fi create
God bun dem, dey wan' take di food outa we plate so wi bun dem*

Chorus

*Come mek we bun dem out
Come mek we run dem out
Come mek we stone dem out
Come mek we dun dem out
Play me piano, mi guitar
And drum dem out
Deaf dem bloodklat and dun dem out
Yeow ! red rat...*

*Rasta*⁴⁶⁰ » (Meeks, B., 2003), sont les fers de lance de l'abattage culturel du monopole des élites jamaïcaines, à l'image des *posses* dans la réalité quotidienne. Artistes et miliciens évoluent dans le même courant culturel, parfois contradictoire, qui vise avant tout à l'émancipation claire et définitive, une demi siècle après l'indépendance (on voit cependant pointer en arrière-plan les dérives néocoloniales qui ont marqué l'après-révolution haïtienne). Les politiciens sont montrés du doigt en raison des promesses non tenues mais le *dancehall* a surtout tenu la population informée de leur tendances exterminatoires dans leur course sanglante pour le maintien au pouvoir : crimes, utilisation des services de police pour des vagues de terreur, intimidation, etc (Gray, O., 2003). On verra par exemple les titres traitant du massacre de Green Bay évoqués plus haut,. Le dancehall est

⁴⁶⁰ La « renaissance » des valeurs culturelles des Ras dans la sphère culturelle du dancehall fait logiquement suite à l'effondrement du JLP de Seaga et au retour au pouvoir du PNP, bien que dans une version socialiste édulcorée. Elle est marquée par l'avènement des Deejay et chanteurs comme Buju Banton, Sizzla, et Capleton à partir du milieu des années 1990, puis par une ribambelle d'artistes dont certains utilisent désormais les valeurs des « Ras » pour s'implanter sur le marché, tout comme des prétendus « Ras » s'étaient convertis à la mode « slack » dans les années 1980.

la petite hache populaire de la chanson de Bob Marley, aiguisée pour abattre le grand arbre (néo)colonial...

La ganja est, au côté de la violence politique, l'un des principaux sujets de société en Jamaïque. De nombreuses études sur les vertus de plante ont été publiées dans, notamment sous l'impulsion des chercheurs Vera et Rubin, et le *dancehall* s'en fait ouvertement l'écho : les colons sont arrivés avec leur alcool, mais notre plante est la ganja, l'herbe sainte qui poussait selon la légende sur la tombe de Salomon. Dans un pays où les estimations font état de 60 à 70% de consommateurs, au moins occasionnels, de la plante (Boekhout van Solinge, T., 1996), et alors que sa culture est l'une des dernières à être rentable pour les paysans ruinés par les politiques néolibérales, la question de la légalisation a été posée en haut lieu. Seule la pression des Etats-Unis peut aujourd'hui empêcher cette évolution. Si les Ras des années 1970 ont produit un grand nombre d'appels à la légalisation (ainsi qu'une grande partie des tonnes de ganja exportées), le débat se poursuit dans les *dancehalls* actuels comme en témoigne les textes de Bujuba Banton (*Legalise It*), artiste de la vague de la Renaissance parmi les plus écoutés en Jamaïque. Le refrain rappelle la philosophie des années 1970 : « *pas de cigarettes, pas de cocaïne, d'héroïne ni de morphine ni aucune de vos drogues, la ganja est la plante de notre Père* »... Puis les couplets : « *que l'un d'entre eux la légalise et je la commercialise, cette bonne kaliweed qu'on produit dans la cour* (ndr. en Jamaïque). *Seuls les étrangers nous en empêchent, nous mettent sous pression et nous disent quoi faire, sans pour autant nettoyer leur propre cour ! La Californie et le Texas produisent tous de la ganja...* » A quoi riment tous ces « *exercices d'entraînement à la destruction des drogues qui brûlent les plantations des pauvres gens courageux, qui plantent la marijuana à la fin de leur journée de travail ? Deux tonnes de ganja qui partent en fumée, pour le rasta man, ce n'est rien il suffira de rendre grâce, Mr. le Premier ministre réveillez vous, votre vrai problème est la cocaïne...* »

Daweh Congo chante une anecdote sur un ton humoristique dans *Herb Tree* (1998) pour ridiculiser « Babylone » :

« *Pourquoi tant de controverses pour un pied de ganja ?*

Un pied de ganja que j'avais planté dans ma cour... Quelqu'un l'a vu et a pensé sage de sonner l'alarme.

Alors un vendredi après midi, alors que mon herbe fleurissait, Babylone a cassé la porte de ma chambre pour me dire : « Herb Tree ».

Ils voulaient m'arrêter pour un pied de ganja, (...), un seul pied de ganja, quelle société vampire...

Mais le superintendant appelle ça « high grade⁴⁶¹ » et roule ses yeux pendant un moment... Mes frères et moi avons jeté le thé de ganja dans l'évier, les cendres dans la canalisation et Babylone ne pouvait plus saisir qu'un seul pied de ganja...

Devant un résident de sa majesté (ndr. un juge), qui a pensé pouvoir me juger, j'ai déclaré : je promotionne toutes les herbes et les épices, et pour un pied de ganja, pour sûr je plaide non coupable. De toute façon je n'ai pas d'argent pour payer... »

Interdire la ganja en Jamaïque reviendrait à interdire le vin en France, et plus d'un amateur de *dancehall* a ri à l'idée de ces forces de police déployées pour couper un pied de ganja et arrêter son propriétaire, quand plus de 3 meurtres par jours sont commis dans l'île, les commerces inlassablement rançonnés par les milices politiques démobilisées, les habitants constamment terrorisés par une police corrompue et les voleurs qui n'hésitent pas à démonter les toits pour contourner les barreaux renforçant portes et fenêtres...

Et Sugar Minott d'enfoncer le clou dans son célèbre hymne aux fumeurs de ganja : « *Dem a come inna jeep and helicopter, wan fi kill out di sufferah with ganja, But dem a talk bout dem kill out we ganja, and dem a kill out Jamaica...*⁴⁶² »

Comme les paysans boliviens, les Jamaïcains voient d'un mauvais œil l'emploi massif d'équipements extrêmement coûteux (les hélicoptères, les troupes dédiées à ces missions, les formations, etc.) pour éradiquer une plante appartenant à l'espace culturel local, tandis que les masses pauvres (les *sufferah*, ceux qui souffrent de la pauvreté) n'ont d'autre alternative économique ni d'autre réconfort psychotrope à leurs maux. C'est ce qui conduit John Holt à chanter : « *si vous continuez à brûler nos champs de ganja, nous brûlerons vos champs de canne !* » Au point que même l'éditorialiste du *Gleaner*, Dawn Ritch, appellera à la légalisation de la ganja dans l'île, car il est indécent de consacrer autant de fonds à lutter contre une des plus grandes ressources économiques du pays. D'autant plus que l'usage est désormais répandu tout au long de l'échelle sociale⁴⁶³... (voir par exemple le *Gleaner* du 25 Juillet 2004). L'herbe est consommée jusque chez les personnes âgées des beaux quartiers, et vendue ouvertement sur les étals du marché de la ville basse, à la criée sur la plage de Hellshire en banlieue de Kingston... Selon Dawn Ritch la ganja devrait, au contraire, être un outil de développement social. L'hypocrisie des Etats-Unis, qui

⁴⁶¹ Ganja de bonne qualité

⁴⁶² « *Ils débarquent en Jeep et en hélicoptère, ils veulent abattre le pauvre homme avec sa ganja, mais ils parlent d'éradiquer notre ganja et ils tuent la Jamaïque* »

⁴⁶³ La première propriétaire à m'avoir loué une chambre à Kingston était une femme blanche travaillant dans l'organisation d'événements internationaux autour du campus de Mona, habitant à Beverly Hills et issue de familles portugaise et syriennes, qui entretenait sur son balcon trois arbustes de ganja dont elle infusait les fleurs. pour traiter ses douleurs de dos...

sont les premiers producteurs au monde, est en la matière totalement indécente vis-à-vis des paysans jamaïcains que les politiques libérales ont privés de revenus (et à qui on parle pourtant, sur un air paternaliste, de « cultures de substitutions »)...

Le *dancehall* est donc tout à la fois un espace d'économie informelle, dans le cas de la Jamaïque une contre-économie permettant de lutter contre la prédation que l'Etat exerce sur les activités légales, et de contreculture. Depuis la période esclavagiste on y décrit un train qui viendra bientôt nous emmener dans un endroit où tout est différent, on y moque et imite les colons, les planteurs, les « *boss* » et autres « *big shot* », les « *top ranking* » exploités en tout genre, on se soutient les uns les autres (combien de titres intitulés *cheer up*...) avec humour, on y fomenté des révolutions... Les textes présentés ci-dessus font cependant apparaître une nouveauté révélatrice : le *dancehall* des années 1990/2000 ne s'embarrasse plus du double langage, des métaphores et des allusions pour contourner la censure et les pressions physiques : contrairement aux années 1970, les *ghettos youth* ont désormais leurs propres studios, leurs réseaux internationaux et les fonds qu'ils génèrent (notamment dans le cas des artistes tournant régulièrement à l'étranger), et même leurs armées (les *posses* des quartiers d'origine, qui participent à la construction des studios), le tout dans une indépendance complète à l'égard des structures étatiques. L'hégémonie des élites jamaïcaine prend l'eau comme une vieille barque de pêche, et le *dancehall* est l'un des principaux artisans de ce phénomène.

La violence qui caractérise la société jamaïcaine depuis l'indépendance transpire à travers les larges pores de l'espace du *dancehall*. Elle se retrouve de plus en plus dans les lyrics (Cf *Bun Dem* de Red rat) car les artistes y sont doublement confrontés : originaires des ghettos représentant son épice, ils sont les premières victimes du tribalisme politique et des guerres de gangs, et les plus persévérants font, de plus, rapidement office de « coffre-fort-sur-patte » au milieu de cet espace marqué par une pauvreté extrême. Ils sont dès lors encore plus susceptibles d'en être les victimes. Sans parler de la police dont les descentes brutales sont caractérisées par l'assassinat sans procès des jeunes gens sur lesquels on trouve une arme non déclarée⁴⁶⁴, quand bien même cette dernière est parfois jugée comme nécessaire à la survie dans les zones de collision entre les aires d'influences de différents *posses*. L'espace de la criminalité et l'espace du *dancehall* sont réunis dans le monde informel, liés par des passes nombreuses. De nombreux artistes sont des membres de « *posses* » et bon nombre de « hors la loi » blanchissent leurs revenus illégaux dans l'économie

⁴⁶⁴ Ces exécutions extra judiciaires ne sont qu'un des visages de la discrimination qui touche les jamaïcains jusque dans leur droit au port d'arme, réservé aux classes moyennes et aux riches habitants qui vivent dans la peur des beaux quartiers et qui seuls peuvent se payer les licences et les armes légales.

informelle du dancehall, soit par l'achat de studios d'enregistrement (le célèbre *Fifth Element*), soit par la promotion d'événements dancehall, etc. Certains studios servent uniquement de couverture à des trafiquants de drogues jamaïcains et ne produisent aucun profit de leur activité (mais boostent l'économie informelle du dancehall en réinjectant l'argent des drogues illicites dans le secteur). Le célébrissime Sizzla, bien qu'il s'en défende, est par exemple un des *community leaders*⁴⁶⁵ les plus importants d'August Town, le ghetto qui s'étend derrière l'Université de Mona. Son succès dans les milieux informels et illicites ne manque pas d'éveiller des jalousies dans le quartier. D'où la guerre sanglante qui met en face à face différents quartiers du ghetto (Judgement Yard, Vietnam, etc.), à tel point que des manifestations ont eut lieu en 2006 pour demander le départ de l'artiste du quartier.

Les artistes dont les profits sont majoritairement informels (les sessions d'enregistrement de *dubplates* pour les sound system locaux accompagnent par exemple chaque concert en Europe et aux Etats-Unis, les artistes les monnayent plusieurs centaines d'euros) ne sont pas taxés par l'Etat mais par leurs communautés respectives en raison de la tradition lancée par des Ras comme Bob Marley d'utiliser leurs fortunes pour nourrir leur quartier, au sens propre et au sens figuré. Dans une interview auprès de L. Gunst le poète/chanteur Mutabaruka décrit le harcèlement dont les artistes sont victimes à leur retour de tournées internationales (Gunst, L., 1995), quand ils ne sont pas volés par leurs proches ou rackettés par des *posses* de quartiers rivaux (Bounty Killer volé par sa domestique, Vybz Cartel a vu sa voiture brûler suite à une affaire de racket, etc.).

La violence dans l'espace du *dancehall* est parfois plus symbolique avec les démonstrations de joie imitant le bruit des coups de feu qu'on tire parfois dans les airs (occasionnellement dans le toit de l'établissement) pour marquer son approbation des lyrics d'un DJ... Pour chauffer une foule le DJ appellera son public à lever sa « *gun hand* » dans les airs ou à allumer des briquets « *fi bun battymen*⁴⁶⁶ ». Cette violence est aussi métaphorisée par la culture du clash entre sound system, entre « dancehall queens » (danseuses), et même entre artistes d'un même « crew » (l'unité équivalente au *posse* transposé à l'espace du dancehall : c'est un groupe de jeunes issus d'un même quartier qui se réunit pour affronter ensemble les difficultés jalonnant l'ascension sociale au sein de cet espace informel).

Les tendances les plus récentes montrent une hyperidentification spatiale différant fortement du modèle du reggae des Ras qui s'identifiait à la « terre mère », l'Afrique. Après s'être fortement

⁴⁶⁵ Euphémisme utilisé dans la presse jamaïcaine pour parler des chefs de gangs. Cette activité vaut à Sizzla, qui jouit par ailleurs d'une très confortable notoriété internationale, des turbulences dans ses rapports avec l'Etat jamaïcain (il a été plusieurs fois attaqué pour « langage indécent » en public) et avec le reste de la communauté (un groupe d'habitants d'August Town fait régulièrement pression sur le chanteur pour qu'il quitte l'enclave rasta du quartier dans l'espoir que la violence diminuera).

⁴⁶⁶ Littéralement « pour brûler des homosexuels ».

identifiés à leurs quartiers respectifs, les garnisons, les jeunes *ghettos youth* s'identifient désormais massivement aux quartiers d'artistes en vogue. Depuis un célèbre clash entre les deux principaux DJ de l'île Vybz Cartel et Mavado (2008), les tags à trois lettres délimitant les aires d'influence des partis politiques dans les ghettos sont progressivement recouverts par les tags délimitant les territoires d'influence des deux DJ : « Gaza » tatoue les murs des quartiers soutenant le DJ originaire du quartier de Portmore portant le nom du territoire palestinien dévasté, « Gullyside » les murs des fervents du DJ Mavado originaire du ghetto homonyme. Une violence, largement métaphorisée, se développe dans un premier temps entre les « gazamen » et les « gullymen », rappelant que la « *privatisation de la violence* » (expression de M. Manley dénonçant le recrutement de gangs à des fins politiques dans les années 1970) a créé comme dans les Guyanes indépendantes et à Trinidad un monstre incontrôlable. Le 3 mars 2009 marque le glissement tragique de la violence métaphorisée par les deux artistes sur scènes dans les clash vers le crime, avec l'assassinat par arme à feu, dans un bus bondé, d'un adolescent, après une dispute entre deux groupes de fans des deux Deejays.

On notera le glissement de l'identification des jeunes habitants du ghetto d'un paradigme idéologique - « *Arnett Gardens est anti-impérialiste et tous les partisans du JLP entrent dans le quartier à leurs risques et périls* » pouvait-on lire sur les murs de la communauté de Zimbabwe en 1980 – à un paradigme purement politique (d'étiquette politique plus exactement) dans les années 1990 (« *PNP* » ; « *Portia or Gunshots* », etc.), les deux partis s'étant rejoints autour d'une idéologie libérale et les quartiers étant désormais délimités par les simples tags à trois lettres représentant ces partis. Cet affaiblissement de l'idéologique au profit du pure clientélisme politique s'est traduit par une dépolitisation massive – sans pour autant entraîner la fin du clientélisme politique et le gangstérisme de garnison associé - et l'identification des jeunes habitants du ghetto se fait désormais de plus en plus par rapport à leur culture, la culture du dancehall, qui n'est pas elle non plus sans véhiculer une idéologie (plusieurs idéologies complémentaires et/ou contradictoires le plus souvent). Pour quiconque connaît l'histoire de l'instrumentalisation culturelle à des fins politiques en Jamaïque, il est aussi probable que difficilement démontrable que cette division est une nouvelle fois encouragée par les classes aisées et leurs représentants politiques, comme une actualisation de la stratégie de Lynch⁴⁶⁷, le « *diviser pour mieux régner* » antillais - abordée en début de chapitre.

⁴⁶⁷ Planteur Jamaïcain qui recommandait à ses pairs d'encourager les divisions au sein de la population de couleur en accordant des faveurs liés au degré de pigmentation, qui entraîne des ressentiments entre les nombreux genres (noir, mulâtre, chabin, etc.) distingués dans la région.

En Jamaïque l'espace physique du *sound system* peut être totalement informel (ruines, rue barrée, maison en construction), partiellement informel (squat ou terrain squatté, bar informel) ou licite (salle publique, terrain de football loué pour l'occasion, etc.). La formalisation de l'espace accompagne généralement l'évolution du *Sound* : les débuts sont marqués par l'illégalité et la mauvaise réputation qui lui est associée (dans les beaux quartiers). Classiquement les « petits » sounds se branchent de manière pirate sur le réseau électrique comme on connecte sa maison dans la « garnisons ». L'espace-type du sound system est la ruelle (*lane*) - de préférence suffisamment loin de la connexion avec la route principale pour avoir le temps de voir venir... Toutes les occasions sont bonnes pour sortir ces sound systems plus ou moins informels, et de nombreuses ruelles se spécialisent sur une soirée de la semaine pour limiter la concurrence : « *Early Tuesday* » à Shooters Hill, *Weddy Wednesday* d'Half Way Tree puis « *Passa Passa* » à Tivoli Gardens le mercredi soir, etc., et bien sûr soirées du vendredi et du samedi, le dimanche étant tenu par la soirée « *old school* » de Rae Town.

Au fond de la ruelle, le sound system devient l'espace de prédilection d'une foule d'acteurs informels protégés par la communauté et par le labyrinthe de gullies et de sentiers separent entre les barrières de tôle ondulée et au travers des arrière-cours. Toute la chaîne informelle de la distribution d'alcool est présente des porteurs de caisses aux ramasse-bouteilles en passant par les bars informels. Les vendeurs d'herbe y ressemblent à des vendeurs de cashew avec leurs sacs en papier contenant des pochettes à 20 et 50\$, du tabac frais (*I-leaf*) et des feuilles à rouler. Sur la scène improvisée les artistes du quartier se suivent au micro, y compris de jeunes enfants qui développent, dès leur plus jeune âge, les talents artistiques au contact de la foule. Les Jamaïcains, à la différence des Européens par exemple, ne font pas une consommation passive de ce genre de performances, puisque la foule encourage les meilleurs tirades à coups de revolver, réels ou imités par des cris, ou en tapant bruyamment sur la tôle ondulée, tandis que les femmes des premiers rangs signifient aux moins appréciés le moment de se retirer par le « *clap out*⁴⁶⁸ ». De même que les chanteurs se succèdent, les danseuses s'affrontent sur scène dans des évolutions évocatrices, et de plus en plus de groupes de jeunes hommes viennent affiner leurs talents dans les dernières danses en vogue (*Gully Creeper*, *Sweep*, etc.). Toutes ces activités sont pratiquées comme un loisir mais aussi

⁴⁶⁸ Littéralement « *accompagner vers la sortie en applaudissant* ». Applaudissements ironiques mimant la fin d'un show, signifiant à l'artiste en scène qu'il risque de se faire huer, voire d'essuyer des jets de projectiles divers s'il reste en scène plus longtemps. Pour des artistes plus importants, engagés pour des concerts payants, il est très difficile de se faire réengager après avoir été hué durant un show réputé et le « *clap out* » est donc à prendre au sérieux... De nombreux concerts dégénèrent lorsqu'un artiste réputé refuse de quitter la scène en écoutant le « *clap out* », pierres en jets de bouteilles pleuvant alors sur scène, l'artiste réagissant occasionnellement en jetant à son tour des projectiles, ou comme *Super Cat*, en menaçant la foule de sortir son arme, créant d'immenses mouvements de foules propres aux concerts jamaïcains.

avec en vue l'espoir d'une porte de sortie financière à travers des gains informels (troupes de danseurs ou dancehall Queen engagés pour un clip vidéo, artiste repéré pour un show rémunéré, etc.). Les descentes de police dans ces ruelles, tard dans la nuit, sont l'occasion de confisquer les *rachets* des jeunes hommes, de la ganja, et plus rarement d'arrêter quelques gunmen qui n'auraient pas réussi à fuir à temps ou à se débarrasser de leur « outil » (*tool*). Pour la police ces descentes sont surtout l'occasion de bomber le torse, d'arrondir les fins de mois et de récolter quelques « spliffs »... Avec le succès, le gérant d'un sound system peut investir des espaces publics, et assurer une sécurité formelle. *Stone Love*, le plus gros *sound system* jamaïcain (le gérant possède en réalité quatre sound system complets et une équipe d'une dizaine d'animateurs pour jouer simultanément tous les soirs en différents points de l'île et à l'étranger), est par exemple réputé pour attirer les jeunes femmes des classes moyennes en raison de son aura dans Kingston, de la sécurité à l'intérieur des enceintes, etc. C'est le « *girl sound* », basé dans les beaux quartiers de Barbicans, un *sound* formel qui tourne régulièrement dans le monde entier mais qui est, en retour, de plus en plus délaissé par son public originel du ghetto. Car les prix et la sécurité deviennent des éléments répulsifs pour cette classe, quand bien même ils sont les facteurs d'attraction des classes moyennes...

Hors de Jamaïque, les réseaux musicaux du dancehall soulignent la présence, physique et/ou culturelle, de la « *Jahspora*⁴⁶⁹ » à travers la Caraïbe (et le Monde). Diego Martin (deuxième concentration de population, Trinidad), Bottom Town (périphérie de Kingstown, St Vincent), Ballata (périphérie anglophone de Cayenne⁴⁷⁰, Guyane française), Buxton (périphérie de Georgetown, Guyana), etc., et tous les autres quartiers « populaires » des Antilles ont leurs propres espaces de la nuit, antinomies des « boîtes » de nuits (les *sound* sont tous l'inverse puisqu'ils sont généralement ouverts et en plein air, et tout le monde peut y accéder sans discrimination), clubs et bars réservés (par le prix, la sélection sur l'apparence, les contacts, etc.), dont la réputation suffit généralement à « trier » les clients. Les prix d'entrée sont trois à quatre fois moins chers que dans un établissement légal, on peut y acheter et/ou consommer ganja et parfois crack - là où les établissements légaux sont tenus de concentrer fermement l'ivresse sur les boissons alcoolisées... Dans le monde anglophone et dans les Guyanes la culture jamaïcaine est omniprésente, au côté des variétés créoles locales, contrastant avec la domination culturelle hégémonique de la musique des

⁴⁶⁹ Jeu de mots jamaïcain à partir de « Jah » (Dieu chez les Ras) et « Diaspora » prononcé avec l'accent jamaïcain. C'est la diaspora culturelle et spirituelle des croyants en Jah. Anarchisme, liberté de pensée et différences culturelles liées aux différents espaces en font une diaspora en réalité très diverse dans ses modes de vie, ses croyances et ses rites, mais liée par un même sentiment d'appartenance à une classe de travailleurs pauvres à l'histoire relativement similaire.

⁴⁷⁰ Les périphéries lusitanophones (Chicago, etc.) ne connaissent pas le même phénomène. Les espaces de la nuit y sont accaparés par les bars légaux et illégaux qui fleurissent le long des canaux d'évacuation des eaux usées bordant le marché. La musique y est clairement brésilienne.

Etats-Unis dans les établissements légaux (là encore au cotés de variétés locales, plus conservatrices cependant que celles des *sounds*). Les espaces de prédilection de ces lieux libres de la nuit sont des bâtiments désaffectés, des bars clandestins, des chantiers, des cours de maisons éloignées, des rues et ruelles bloquées à la circulation par les murs d'enceintes, etc. Autant de symboles du contre-pouvoir que forme cette contre-culture. Les conditions de sécurité y sont minimales et les accidents courants, les coups de feu sont une banalité des fins de soirée. La législation locale est largement diluée par le caractère informel de l'activité et par la concentration hétérogène de population, associant honnêtes travailleurs pauvres et *gunmen* des gangs locaux, dealers et vendeuses de rue, etc. L'espace sonore, accaparé par les disques jamaïcains (en format vynil, pressé à Kingston), est monopolisé par la litanie du ghetto, la faim, l'exploitation, la répression, etc. On y « tue » tous les « *duppies* » qui entravent la vie quotidienne par l'ironie et par la métaphorisation de la violence : là encore le sound system Jamaïcain est la soupape de sûreté... C'est en ce sens le défouloir du monde, ou le défouloir de l'Antimonde de Roger Brunet. C'est l'Antimonde de l'Antimonde et la pensée Brunésienne se mord ici la queue... Les jeunes des ghettos environnant retirent les bénéfices de ces soirées qu'ils organisent, dans lesquelles ils jouent, et chantent, sur le modèle jamaïcain, donnant un « accent » local à l'animation. Comme leurs ancêtres esclaves des plantations, la nuit leur appartient pour oublier l'aliénation des journées de labeur et la violence, bien plus que symbolique, du quotidien, et moquer les nouveaux maîtres dans un langage créole compris seulement ou presque des classes pauvres.

L'ensemble de ce réseau forme un véritable maillage transnational dans lequel circulent *sound systems*, artistes, mais aussi styles de chant, danses, modes vestimentaires et capillaires. Les acteurs du dancehall jamaïcain tirent évidemment profit de l'engouement général par les ventes de disques (le support vynil des sound system est difficilement piratable contrairement aux formats CD et MP3⁴⁷¹), les dub plates qu'ils enregistrent régulièrement pour les sound systems locaux (un *sound system* est généralement jugé à la quantité de dubplates, à leurs qualités, leur actualité, etc.) et par les opportunités de shows.

C'est une artère sonore qui lie les ghettos de la Caraïbe et les tient informés de la situation dans les espaces voisins, concourant à la création, lente mais certaine, d'une nation caribéenne pauvre (régionale) remettant partout en cause l'hégémonie de la politicocratie à un rythme croissant, en suivant le modèle jamaïcain qui sert de moteur à ce vaste système.

⁴⁷¹ Le format CD se diffuse de plus en plus cependant dans les sound system, avec l'avantage net du poids.

Pendant que le « monde » (au sens brunésien) caribéen peine à s'associer en raison des rivalités entre bourgeoisies locales, l'Antimonde (toujours au sens brunésien), lui, s'associe de plus en plus étroitement en voyant les similarités économique culturelles qui le relie transnationalement. « *We all came on the same boat...* »

Cet espace est régulièrement attaqué par les forces répressives sous couvert de lois malléables réprimant les « nuisances sonores », les « abus de langage » (un euphémisme !) et l' « errance ». Bounty Killer fut par exemple la victime des lois réglementant les « abus de langage » à Port of Spain le 15 Aout 2004, menotté sur scène par des policiers alors caillassés par l'assistance composée majoritairement des jeunes *ghettos youth* des collines environnantes de Laventile, venus écouter le « *War Lord* » Jamaïcain (« *Bounty Killer arrested* », Guardian of Democracy, 16 Aout 2004). De plus en plus de gouvernements (St Vincent, Barbade, etc.) interdisent ces rassemblements sous couvert de lutter contre le caractère ouvertement sexuel des danses qui s'y pratiquent (le « *whinning* », une rotation des hanches déclinée sous plusieurs formes évocatrices), et plus largement contre cette contre-culture des classes pauvres – marges majoritaires - dans la Caraïbe contemporaine. Le gouvernement jamaïcain tente lui-même parfois de limiter les sorties du territoire pour des artistes sulfureux comme le Deejay Mavado, originaire du ghetto de Gullyside, qui revendique ouvertement son appartenance au gang local et son penchant pour les armes à feu. L'espace du dancehall, lieu de « clash » entre classes (sociales) (et par conséquent d'affrontements ethniques et culturels) a finalement peu changé depuis le XVIIIème^e siècle... Les évolutions les plus notables ne concernent que ses manifestations les plus superficielles (lentes dérives des musiques, danses et modes vestimentaires). Le rôle et l'utilisation de ces espaces, en revanche, demeure, mais l'ampleur du phénomène a beaucoup changé dans le sillon de Bob Marley. L'espace sonore du dancehall demeure aussi l'une des manifestations les plus caricaturales de la visibilité ambivalente de ce que Roger Brunet nome l'Antimonde : le bruit excessif, les tenues et les danses provocatrices, les coups de feu et autres atteintes délibérées et voyantes à l'ordre établi. Et pourtant on ne saurait priver le monde des opprimés de cette soupape, de l'aveu même des officiers de la police jamaïcaine (Stolzof, N., 2003)...

5.4 Conclusion

*“Police and thieves in the street
Frighten the nation with them guns and ammunitions
Police and thieves in the street*

Scaring the nation with them guns and ammunitions (...)

All the crimes committed day by day

No one try to stop it in any way

All the peacemakers turn war officers”

Junior Murvin, 1976, *Police and thieves*.

“Welcome to Jamdown

Poor people dead at random

Political violence cyaan done...”

Damian Marley, 2004, *Welcome to Jamrock*.

Comme l’illustre le magnifique « *Police and Thieves* » de Junior Murvin, sortit dix ans avant les premiers rapports d’*America’s Watch* dénonçant la violence dont fait couramment usage la police Jamaïcaine, la *dancehall* est en Jamaïque, comme dans le reste de la Caraïbe anglophone, la principale plateforme d’information - *de contre-information plus exactement* - qui tient les Jamaïcains informés. Il dénonce les agissements d’une prétendue élite, et ce, de manière évolutive depuis ses formes les plus primitives. Les armées de « marrons » menées par Cudjoe, Nanny et autres annonçaient déjà aux esclaves leur arrivée en jouant, depuis les hauteurs, différentes mélodies sur leurs tambours, et en soufflant dans des cornes de bovins et des coquilles de lambis... A l’heure du néolibéralisme, les griots (« *Banton* » en jamaïcain, d’où le surnom du chanteur le plus populaire de l’île Buju Banton) résistants afro-jamaïcains se transforment aujourd’hui trop souvent en fabricants de CD liés à l’ « *industrie musicale*⁴⁷² », mais les revenus de ces activités continuent de retourner au moins partiellement dans les ghettos les plus défavorisés de l’île.

Le *dancehall*, et l’ensemble du secteur informel, la prostitution, le trafic de drogues illicites, les *posses*, etc., que nous avons décrit dans ce chapitre, représentent les cicatrices ouvertes témoignant de la prédation coloniale et néo-coloniale subie par la plus grande île du Commonwealth caribéen, prise entre les aires d’influence de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis (ainsi que celle des trafiquants colombiens). Comme il a été souligné, l’intervention du FMI en surface, et de la CIA de manière souterraine, parties émergée et immergée du néo colonialisme « libéral » dans les colonies reconverties, sont largement responsables, en Jamaïque, de la dégradation économique, sociale et environnementale ayant suivi l’indépendance. Par conséquent, cette intervention étrangère visant uniquement à l’ouverture de l’économie jamaïcaine aux investisseurs étrangers en spécialisant l’île dans un rôle de fournisseur de main d’œuvre bon marché, de gisement minier et touristique, de

⁴⁷² Appelation du secteur économique de la musique en Jamaïque rappelant que la reproduction d’une économie de plantation modifiée – marquée par la concentration des capitaux et des pouvoirs parmi quelques familles claires –, au secteur industriel s’est depuis les années 1980 étendue au domaine musical, transformant un art populaire enrichissant le centre ville pauvre en une industrie canalisant les profits vers les beaux quartiers.

producteur de vêtements (zones franches) et de poulets bon marché, (en élevage hors-sol et dont seul les pièces invendables ailleurs, cous et pattes, restent pour les marchés locaux) est directement responsable de la situation économique du secteur formel et, par ricochet, de l'explosion du secteur informel.

Les *posses* ont été créés par les hautes castes contrôlant les milieux politiques pour assurer la perpétuation de leur pouvoir durant le glissement de la « plantocratie » à la « démocratie clientéliste » qui, comme à Trinidad et Tobago (et dans le reste de la Caraïbe anglophone), a permis aux fils de planteurs de perpétuer la domination économique et sociale, grâce au soutien des grandes firmes multinationales, au détriment des descendants d'esclaves pour qui l'indépendance aura été synonyme d'explosion de la violence et de douloureuse stagnation économique et sociale.

Cependant ces gangs issus des milieux populaires ne renieront que rarement leurs racines et, sans doute autant par culture, par idéologie que par obligation, entreront dans la longue tradition des « bandits sociaux » analysés par l'historien Eric Hobsbawm, car « *si un brigand typique désire une longue carrière il doit être ou au moins se montrer philanthropique, même si il vole et tue par ailleurs du mieux qu'il le peut. Autrement, il risque de perdre la sympathie populaire et d'être pris pour un voleur ou un tueur commun...* » (Hobsbawm, E., 2000). C'est ainsi que ces gangs se sépareront progressivement de la plupart de leurs attaches au sommet de la pyramide sociale, pour se consacrer à leur enrichissement personnel avec redistribution partielle dans leurs ghettos d'origines. Le film jamaïcain « *Rockers* » (1978) retrace, dès les années 1970, l'épopée déjantée d'un gang de « bandits sociaux », au sens d' Eric Hobsbawm, poussés hors de la loi par une élite prédatrice - gang qui s'attaque aux entrepôts des riches Jamaïcains pour redistribuer le butin dans les ghettos de la capitale - et tous les posses jamaïcains sont connus pour leurs redistributions massives dans leurs ghettos d'origine. Le concert gratuit « *Jamboree* » qui a encore rassemblé plus de 120 artistes jamaïcains le 7 décembre 2008 représente par exemple la célébration annuelle de cette redistribution dans le ghetto de Tivoli Gardens.

Comme l'ont montré les études rétrospectives de Henriques, les prostituées sont, dans la Caraïbe, le marqueur des pics de la crise économique permanente dans laquelle sont maintenues ces populations noires (Henriques, F., 1993). Il est sans doute bon de rappeler que les premiers proxénètes ne furent pas noirs, ni issus des ghettos. Les premiers proxénètes furent les planteurs qui commencèrent à vendre les services sexuels de leurs esclaves aux marins de passage *quand l'économie coloniale sucrière commença à s'effondrer* (Beckles, 1989, Reddock, 1994). Non contents de violer régulièrement ces femmes esclaves, les planteurs leur « enseignèrent » comment

tirer profit de leur corps. Les mulâtresses furent les premières à pouvoir s'émanciper (se « racheter ») grâce à l'argent de la prostitution. Introduite par les colons occidentaux, la prostitution caribéenne, dont les observateurs s'accordent pour dire qu'elle est guidée par une demande en grande partie extérieure corrélée à la situation économique, est aujourd'hui entretenue par la plus importante vague touristique au monde. Comme si les colons avaient, à la longue, entièrement façonné ces espaces insulaires pour en faire leurs antichambres : leurs « îles-coffre-fort » non imposables, îles privées, et réserves naturelles de sexe bon marché...

Le *dancehall* contemporain, dans toutes ses contradictions, est à la fois la conséquence économique et culturelle de ces quatre siècles de colonialisme suivis de cinq décennies de dérives néo coloniales.

Tous ces phénomènes reposent sur une inégalité économique, largement orientée par des caractères physiques (le dégradé d'ethnotypes). Elle se traduit en termes d'espace par de larges disparités : les riches Jamaïcains qui tiennent les rênes du secteur formel s'abritent derrière les forêts de barbelés des hauteurs de Kingston, tandis que les masses pauvres jonglant entre les emplois formels humiliants (zones franches, industrie du tourisme, domestiques, etc.) et tout un dégradé d'activités informelles (vente de rue, petit trafic, vol, *dancehall*, prostitution, milices, etc.) s'entassent de manière croissante dans la jungle de tôles et les lotissements décrépis de la ville basse. Ces espaces urbains surpeuplés se caractérisent par des équipements dignes des cantons ruraux les plus reculés et les moins peuplés, ils ne sont en fait ni vraiment urbains (si ce n'est par les densités), ni vraiment ruraux (avec les inconvénients des deux mais sans les avantages d'aucun), mais des villes de tôle et de parpaing bruts, poussiéreuses, sans électricité ou presque, avec des systèmes d'évacuation rudimentaires et à l'air libre, dans lesquelles chèvres, poules et porcs disputent l'ombre aux « *sufferers* » aux heures brûlantes de la journée, la nuit appartenant aux meutes de chiens errants, aux rats et autres *gunmen* légaux et illégaux habillés de leur « *uniforme de brutalité* » (Marley, B., *Burning and Looting*, 1974). La fumée âcre du crack et les lourds relents de ganja peignent à dissoudre l'odeur des immondices, en l'absence de sanitaires et/ou de réseaux d'évacuation. Comme ailleurs à Kingston, jusque dans les beaux quartiers, le réseau routier mutilé par les mesures d'« ajustement structurel » du FMI, semble avoir péniblement survécu à un bombardement aérien qui ne freine pourtant que rarement les velléités des pilotes de transport en commun. Les foules peuplant ces taudis, naufragés du « développement » jamaïcain, sont de plus handicapées par leur adresse, facteur discriminatoire à l'embauche, et ainsi réduits à lutter pour obtenir les derniers emplois offerts par une économie formelle dont l'objectif affiché est de maximiser les inégalités

sociales, dans l'espoir officiel d'en tirer un catalyseur économique par percolation (par une utopique épargne des ménages fortunés qui préfèrent en réalité investir à Miami...).

Les mythes qui entourent les vastes économies non formelles, *la Gloria* chez les prostituées, l'argent facile des « *community leaders* » et des gros trafiquants de ganja, et la réussite des rares artistes de *dancehall* qui percent sur les marchés internationaux, sont le premier moteur de cet espace mouvant. C'est ce qui explique pourquoi, malgré les dangers et les faibles rémunérations qu'il induit dans les échelons les plus bas (mais les plus peuplés), cet espace continue d'exercer sur les Jamaïcains une attraction sans comparaison avec celle de l'espace formel. « *Cyaan work fi rich* » dit le proverbe, on ne devient pas riche en « travaillant » (de manière formelle)... La seule chance se trouve dans le « *hustling* », la « galère » du petit trafic, de la petite criminalité, de la prostitution de rue, de l'attente sans fin devant les studios d'enregistrement en espérant un utopique contrat, etc. Ces heures perdues sont perçues comme autant de tremplins possibles vers une réussite improbable qui s'affiche pourtant dans les ghettos à travers les grosses voitures des artistes en vogue ou des prostituées parvenues, à quel prix !, jusqu'aux clubs de luxe de la zone touristique, etc. Sans parler des limousines et luxueux véhicules « tout terrain » payés avec l'argent tiré des drogues illicites (750t de ganja et 30t de cocaïne passaient chaque année par la Jamaïque au tournant du millénaire d'après P. Meyzonnier).

Le commun des *hustlers* jamaïcains perçoit sa vie comme une partie intégrante du dernier chapitre de la Bible et se contente de lutter au jour le jour pour la survie économique de son foyer à travers l'Armageddon en cours. Depuis que Marcus Garvey a incité son auditoire à « toujours aller de l'avant, jamais en arrière » (« *Forward ever, backward never* »), la règle, ici, est de naviguer toujours de l'avant vers la Rédemption - à tel point que ces jeunes gens sans peur si ce n'est sans reproches ont supprimé le préfixe « *back* » (en arrière) de leur vocabulaire.

La police jamaïcaine pirate ces eaux informelles et illégales avec une virtuosité criminelle admirable, taxant çà et là les prostituées, quand elle ne les emploie pas directement (Campbell, S., Perkins, A., Mohamed, P., 1999), gérant des « *crack house* » dans la ville basse de Kingston (Meyzonnier, P., 2000), « protégeant » les petits vendeurs de rue et les trafiquants de ganja (comme les gangs « protègent » les commerces de la ville...), et organisant des « descentes » dans les *dancehalls* pour marchander, en dollars jamaïcains, la poursuite de l'activité, sans se laisser trop perturber par la très bourgeoise législation héritée de la période coloniale sur le « trouble de l'ordre public » (un euphémisme pour quiconque à déjà entendu un *sound system* jamaïcain de 20 000 watts

en action devant une foule de 10 000 personnes), sans oublier les lois les plus récentes (2008) interdisant la tenue de « sessions » en ville après deux heures du matin.

Une étude menée par l'Université Law School de Washington DC intitulée « *Killing impunity : fatal police shootings and extra-judicial execution in Jamaica* » avance le chiffre de 700 meurtres perpétrés par la police de 2004 à 2008, dont 272 pour la seule année 2007, soit entre 5 et 6 par semaine (Citée dans le Sunday Gleaner du 16 Mars 2008). Ce qui correspond aux déclarations du groupe « *Jamaicans for Justice* » : il parle de 20 meurtres par mois attribués à la police de janvier 2005 à avril 2007 (Département d'Etat Américain, 2007⁴⁷³). Chaque mois, les policiers jamaïcains abattent donc autant de civils que les civils abattent de policiers en une année (19 en 2007) (Gleaner, 26 Mars 2008). Les policiers jamaïcains patrouillent, il est vrai, armés de fusils automatiques M16⁴⁷⁴, et ne sont responsables officiellement « que » d'un meurtre commis dans l'île sur cinq (1446 meurtres recensés en 2007, quatre par jour). Les policiers jamaïcains ouvrent couramment le feu au milieu de places bondées dans la ville basse (la place centrale Parade par exemple) lors d'accrochages avec les diverses forces en présence (celle de l'Etat, celle des gérants du racket local, etc.) - et la mort de jeunes écoliers coupables de s'être trouvés au mauvais endroit au mauvais moment est désormais un fait divers récurrent.

Outre les « dommages collatéraux » le Département d'Etat Américain, dans ses rapports de 2005 / 2007 sur le (non) respect des droits de l'homme dans le pays, parle d'exécutions extrajudiciaires, dont deux cas commis à l'intérieur même des commissariats où les pratiques de « mauvais traitement » (torture) sont avérés ; de policiers ouvrant le feu sur des manifestants (souvent contre des assassinats par la police⁴⁷⁵ ...), etc. ⁴⁷⁶.

Dans son dernier rapport, intitulé « *laissons les s'entretuer* », Amnesty International va plus loin en accusant le gouvernement de ne pas assurer la sécurité de sa population – dont une très large

⁴⁷³ <http://www.state.gov/g/drl/rls/hrrpt/2007/100645.htm>

⁴⁷⁴ Le fusil d'assaut M16, renommé « Sixpence » ou « John » (bandit), tenu nonchalamment ou posé sur le bord de la fenêtre canon vers l'extérieur, durant les patrouilles, est devenu aux yeux de la population la symbole d'une police aussi dangereuse qu'inefficace, sous-formée, corrompue et coutumière des bavures (un M16 tire par rafale et peut tuer à plus de 500 mètres, facilitant les « dommages collatéraux »), Le 10 mars 2008, à titre d'exemple, un officier a abattu un enfant dans Kingston alors qu'il poursuivait un taxi illégal. Quelques jours plus tôt, à Spanish Town, un officier abattait un enfant par erreur alors que celui-ci allumait un feu d'artifice... Par contraste la kalachnikov (AK-47) est l'arme de prédilection des ghettos, l'opposition entre l'arme américaine et l'arme russe (ou chinoise) n'étant pas sans rappeler la guerre « froide » qui a violemment secoué l'île depuis les années 1970.

⁴⁷⁵ Les policiers sont fréquemment pris à partie avec une grande violence quand ils pénètrent des communautés dans lesquels ils sont responsables, ou tenus pour responsables d'homicides. La justice populaire, sous forme de caillassage, ne les épargne pas...

⁴⁷⁶ <http://www.state.gov/g/drl/rls/hrrpt/2006/78897.htm> ; <http://www.state.gov/g/drl/rls/hrrpt/2007/100645.htm>

majorité est considérée comme un vulgaire groupe de criminels par l'Etat et ses représentants - et ce malgré une « *utilisation abusive de la force, des exécutions extrajudiciaires et la corruption* ». L'association souligne que la force de police est impliquée dans les assassinats politiques et que tous ces maux sont particulièrement accentués dans les vastes « communautés » s'étendant de Kingston Downtown à Spanish Town, où près de la moitié des Jamaïcains vivent et où les milieux politique sont très réticent à l'idée d'intervenir autrement que par la force⁴⁷⁷. (Amnesty International, 2008⁴⁷⁸)

L'ensemble des législations répressives anachroniques représente sans aucun doute le meilleur garant de la perpétuation d'un système de la double paye chez les fonctionnaires de police, la feuille de paie officiellement dérisoire (le chef de la brigade des stupéfiants recevait en 1998 un salaire mensuel équivalent à 460 euros...) et la « mutuelle complémentaire » que représentent les taxations directes sur les secteurs informels et illégaux, à l'image d'une société bicéphale (formelle/informelle) dans laquelle on ne survit pas uniquement du secteur formel. Une contravention se négocie avec l'agent de police comme les vêtements avec les vendeurs informels du marché de la ville basse, et le manque de confiance dans la police est tel que, depuis le début du millénaire, c'est de préférence l'armée qu'on envoie directement pour lutter contre les gangs tout puissants sous la ligne bien connue des Jamaïcains qui relie Constant Spring Road – Half Way Tree – Crossroad, ligne sous laquelle les habitants de la ville haute ne s'aventurent qu'en cas d'extrême nécessité. C'est ainsi que les tanks de l'armée jamaïcaine trouvent leur utilité pour patrouiller dans des ghettos sans eau ni électricité (officiellement, car les employés de la JPS débranchant les connections pirates au réseau font ici comme ailleurs à Kingston parti du paysage urbain)...

Il serait cependant malhonnête d'accorder l'entière responsabilité de la corruption jamaïcaine aux forces de police quand toute la fonction publique est atteinte : de l'ancienne *Prime Minister* P. Simpson, qui réalise des scores électoraux dignes de la démocratie congolaise dans sa circonscription⁴⁷⁹ (elle n'est pas la seule), embourbée dans l'affaire du pétrole nigérian (2007),

⁴⁷⁷ Il est intéressant de noter la réponse du Premier Ministre Golding (JLP) à ce rapport montrant l'abandon total dans lequel vivent la majorité des Jamaïcains : le gouvernement doit, selon lui, consacrer 723 millions de dollars jamaïcains chaque jour pour rembourser la dette (Jamaica Observer, 3 Avril 2008). Mais Le PM Golding n'explique pas où sont passés les emprunts massifs concordant avec le soutien des Etats-Unis au régime de Seaga (JLP, 1980-1989)... On prendra connaissance des méthodes de la police et de l'armée jamaïcaine sur une vidéo des informations jamaïcaines après le meurtre de 5 personnes à Tivoli Gardens en janvier 2008 : <http://www.youtube.com/watch?v=Rjz9V6m9PHk&feature=related>

⁴⁷⁸ <http://www.amnesty.org/en/library/asset/AMR38/001/2008/en/c7546d90-ff39-11dc-b092-bdb020617d3d/amr380012008eng.html>

⁴⁷⁹ Dans sa circonscription de Tavares Gardens P. Simpson a récolté plus de 15 000 voix contre 300 pour le candidat de l'opposition en 1997 pour ne citer qu'un chiffre.

jusqu'aux inspecteurs du permis de conduire (on estime que 70% des hommes jamaïcains ont *acheté* leur permis⁴⁸⁰, d'après une enquête de la *Pan American Health Organisation*, citée dans le *Sunday Gleaner* du dimanche 24 septembre 2006), en passant par les agents de l'immigration, etc. Actes de naissance, papiers d'identité, faux certificats d'assurance, faux contrôles techniques, passeports britanniques et américains⁴⁸¹, etc., s'achètent aussi au marché noir pour peu qu'on puisse aligner quelques milliers de dollars jamaïcains. D'après un sondage réalisé par un média jamaïcain la population perçoit la moitié de son gouvernement comme étant corrompu - et plus de la moitié de ses forces de police (Département d'Etat Américain, 2005⁴⁸²). Sur la route, on soudoie par exemple un officier de police pour mille dollars jamaïcains pour une infraction banale, et ce malgré les lois anti-corruption adoptées sous le gouvernement Golding (2008).

La conséquence la plus visible de cet état de fait est l'absence de confiance totale de la population dans une force de police, qu'elle considère au mieux comme un violent parasite. En langage courant on dit d'ailleurs qu'on se fait « mordre » (*bite*) par la police quand on se fait arrêter). Il est courant de voir un officier de police procédant à un contrôle de routine demander ouvertement de l'argent pour boire un verre (« *drink money* » ou « *waters* ») ou un « *spliff* » avant même d'avoir constaté une infraction minime qui ne manque jamais de se présenter (un conducteur porte rarement sa ceinture de sécurité, les difficultés économiques font qu'on tire toujours un peu sur les certificats d'assurance valables trois mois, il est rare de ne pas trouver au moins une petite quantité de ganja sur un jeune conducteur, etc.) et la « morsure » est rapidement plus lourde en cas d'infraction plus sévère.

Une des conséquences directes du manque de confiance dans les forces de police est qu'il est extrêmement difficile d'amener des témoins devant la cour. C'est donc la justice populaire qui se développe dans les communautés rurales et proto-urbaines. Bien que ces chiffres soient très sous-estimés⁴⁸³, le Département d'Etat Américain relève déjà en moyenne entre 15 et 20 cas par an,

⁴⁸⁰ Le ministère de la santé estime à 2% du PNB le coût des accidents de la circulation en Jamaïque, soit près de 100 milliards de dollars (US\$). La moitié de la flotte de bus public est hors circuit pour cause d'accidents de circulation (*Jamaica Gleaner* 24 septembre 2004). En 2006 le permis de conduire se monayait autour de 8 000 JAS (+/- 80 euros).

⁴⁸¹ L'abject commerce légal des visas américains de court séjour et de travail délivrés par la très luxueuse ambassade des Etats-Unis d'Hope Road donne lieu à un vaste trafic parallèle qui permet soit d'obtenir un entretien plus rapidement, soit d'améliorer ses chances d'être accepté, soit d'obtenir directement un faux. L'obtention légale d'un visa américain passe par une demande monayée environ 100 euros (proche d'un mois de salaire minimum) non remboursable en cas de refus. Un entretien qui s'obtient dans le meilleur des cas dans les trois mois. Il existe, bien sûr, des exceptions lorsque des flux d'infirmières et autres travailleurs domestiques sont demandés. Des agences s'occupent alors de régler rapidement ces tâches administratives...

⁴⁸² <http://www.state.gov/g/drl/rls/hrrpt/2006/78897.htm>

⁴⁸³ La coutume jamaïcaine voulant que personne n'ait jamais rien vu et que les « balances crèvent » (« *informer fi dead* »), il est souvent difficile de remonter aux causes des homicides.

notamment dans la région de Portmore (300 000 habitants), en banlieue de Kingston, particulièrement réputée pour ces phénomènes. Dans la campagne de Trelawni on note ainsi deux morts abattus par la foule après avoir volé du manioc, ou encore trois personnes tuées de la même manière à Papine (Kingston) pour avoir volé une chèvre... Les journaux nationaux rapportent régulièrement le lynchage à mort de personnes ayant été aperçues au volant d'un véhicule chargé de plusieurs chèvres, parfois travesties pour passer inaperçues. Les voleurs attrapés dans la communauté de Portmore subissent généralement la dure loi du coutelas et de ce qu'on appelle en Haïti voisin le « Père Lebrun » (pneu enflammé autour du corps). Des tags sur les murs des coins de rue marquant les entrées des communautés de la ville basse mettent en garde les voleurs, à qui on casse bras et jambes, et les policiers de la station de Denham Town renvoient directement les plaignants vers le Don de la communauté voisine de Tivoli Gardens en cas de plainte... Lorsque la justice populaire rend son verdict, la police ne pouvant arrêter ni des communautés entières, ni, bien souvent, les voleurs, classe généralement ces affaires qui relèvent d'une très forte tradition culturelle jamaïcaine contre le vol⁴⁸⁴. La justice populaire a ses espaces particuliers et dans des cas extrêmes comme Tivoli ses « tribunaux » et sa « cage » pour les condamnés à des peines minimes, son broyeur à viande à Mathews Lane, etc. En contrepartie, ces communautés sont les seuls quartiers de la ville dans lesquels on peut s'offrir le luxe de dormir les fenêtres ouvertes, sans barreaux. Ces espaces sont connus mais les connivences politiques et l'inefficacité patente, mêlées à la corruption endémique des forces de police jamaïcaines, contribuent à leur perpétuation.

La partition de la société jamaïcaine est telle qu'elle s'étend jusqu'au langage, l'anglais « de la Reine » étant de rigueur dans la sphère formelle de la ville haute tandis que le jamaïcain, « langue informelle » locale (le « patwa »), est l'idiome de la sphère informelle, démesurée. Comme l'a été

⁴⁸⁴ Les compagnies d'électricité privée l'ont d'ailleurs bien compris et tentent de jouer sur cette corde pour lutter contre les raccordements pirates sur le réseau électrique. Une vaste campagne de publicité (télévision, journaux, affiches, bus, etc.) intitulée « How come » (« *Since stealing not good how come you stel electricity* ») est lancée en 2007... Cette campagne est doublée d'une autre, plus insidieuse, visant à diviser la population sur le sujet : le 31 mars 2008, la compagnie privée JPS fait publier un article dans le Jamaica Observer dans lequel elle affirme que les pertes liées au vols représentent 13% de l'électricité produite (en 2007), soit 57 millions de dollars (US\$), reportées en grande partie sur les factures des payeurs... 20 000 connections pirates ont été détruites durant l'année 2007, soit près de 55 par jour incluant dimanches et jours fériés ! Mais les Jamaïcains sont prompts et lorsque la JPS débranche les premières connections pirates d'une ruelle tous les habitants mettent rapidement leurs cables à l'abri avant de les réinstaller quelques heures plus tard, et ce d'autant plus facilement que le système de raccordement est ingénieusement conçu : un crochet métallique fixé à l'extrémité du cable personnel permet de poser et de retirer la ligne en un instant. La compagnie NWC se plaint des mêmes problèmes quant à la distribution d'eau potable. Elle appelle le phénomène, qui représentait déjà il y a une dizaine d'année 500 millions de dollars par an, la « *social water* », le privé faisant dès lors du service public en l'absence de choix. La NHT qui fournit des logements bon marché (aux partisans du parti au pouvoir...) observe les mêmes phénomènes. La violence ajoute une pierre à l'édifice bancal, en raison de la fuite de propriétaires de leurs appartements... Trenchtown doit ainsi près de 4 millions à la NHT, Denham Town 25 millions, etc. (Jamaica Observer, 31 mars 2008). Le maire de Kingston se plaint le 30 Janvier 2009 que 9 édifices sur 10 sont construits sans autorisation dans la capitale, en raison d'arrangements entre représentants des communautés et partis politiques. Ces « arrangement » feraient perdre à la mairie des millions de dollars (JA\$) d'après le maire.

fortement relevé la populaire jamaïcaine Louise « Miss Lou » Bennett, et ce à l'encontre des théories de la « *mimicry*⁴⁸⁵ » comme celle développée par le Trinidadien V. Naipaul, que le langage jamaïcain, comme toutes les langues créoles de la Caraïbe, ne représente pas une piètre imitation de l'anglais « *proper* » que les descendants d'esclaves n'auraient toujours pas réussi à assimilé après quatre siècles (théorie éminemment raciste), mais un langage volontairement créé pour permettre aux esclaves originaires de différentes ethnies africaines de se comprendre sans pour autant se faire comprendre des planteurs (forçant, en retour, les planteurs à eux même parler au moins en partie la langue.). Comme le prouvent de nombreux ouvrages sur le sujet, les Jamaïcains en ont conservé les parties les plus logiques de la syntaxe britannique qu'ils ont métissées des formes jugées les plus adaptées de leurs langages d'origine. Ce processus de développement d'un langage parallèle est d'ailleurs très similaire à celui des communautés de « bandits sociaux », décrit par Eric Hobsbawm (2000), avec la création d'un argot sur la base de la langue nationale (l'équivalent de la langue des planteurs) et des imports de migrants (l'équivalent des Africains des Antilles, puis les Indiens, etc.) comme les Gitans en France et en Espagne ou les Juifs en Allemagne au début du XXème siècle. Bon nombre des Africains déracinés pourront en effet grâce à un langage créole commun, composé d'anglais et de langue ashanti principalement,⁴⁸⁶ s'unir pour devenir les « bandits sociaux » de la période coloniale, s'attaquant aux camps pour libérer les esclaves, etc. La vérité est toujours plus complexe que les mythes de Robin des Bois ou de Jesse James (ou leurs équivalents Brésiliens *congaçeiros* ou Indiens *dacoits*) : car certains groupes de « marrons » jamaïcains s'attaquaient aux plantations pour se créer leur propre cheptel d'esclaves ! C'est toute cette ambiguïté qu'on retrouve dans la figure moderne des « *bandits sociaux* » jamaïcains que sont les *posses* originaires de la ville basse, ceux qui peuvent être présentés au sein d'une communauté comme rackettant les riches commerçants (y compris les commerçants de drogues illicites) pour redistribuer aux pauvres du quartier, et dans le quartier voisin comme des meurtriers sans foi ni loi, des « *héros inutiles* » pour reprendre les mots du « gouverneur des pauvres », (autoproclamé) le deejay Bounty Killer. « *Tous les bandits sociaux devraient être des Robins de Bois, mais dans le déroulement des événements, rares sont ceux qui ont l'idéalisme, la générosité et la conscience sociale de vivre leur rôle, et encore moins nombreux sont sans doute ceux qui peuvent se le permettre...* » (Hobsbawm, E., 2000)

Il est bon de noter pour conclure ce propos que, dès le XVIIème siècle, le Père Labat décrivait les batailles sanglantes entre esclaves de différentes plantations, batailles qui étaient attisées par les planteurs dans le but de « diviser pour mieux régner » (Eaden, J., 1970). Il est

⁴⁸⁵ On pourrait traduire par « singerie ».

⁴⁸⁶ D'après Louise Bennett la majorité des apports africains du langage créole jamaïcain viendraient, comme la majorité des esclaves jamaïcains, de l'ethnie Ashanti.

difficile de ne pas faire un parallèle troublant entre cette situation et l'utilisation des jeunes « *ghetto youth* » par les élites jamaïcaines claires et leurs représentants dans la sphère politique.

Pour se faire une idée de l'étendue démographique de la sphère informelle jamaïcaine il est possible d'agréger deux données :

- d'après la Banque de Développement Interaméricaine seul 39% du PNB jamaïcain provient d'activités formelles locales (43% vient d'activités informelles, et 18% des transferts de la diaspora) (*IDB, 2006*)
- d'après le World Factbook de la CIA les 10% de Jamaïcains les plus riches concentrent plus de 30% des revenus du pays (tandis que le décile le plus pauvre se contente de 2,4%) (*CIA, 2007*), faisant de la Jamaïque un des pays les plus inégalitaire au monde au côté des Etats-Unis (30,5% contre 1,8% pour le décile le plus pauvre) dont l'héritage en terme de culture politique libérale se mesure à ce dernier chiffre.

Par conséquent, si l'on admet que le décile le plus riche correspond aux quelques familles responsables de la gestion des entreprises formelles (mais pas seulement) du pays, 90% de la population jamaïcaine doit se contenter des 8,5% de revenus de l'économie formelle restant.⁴⁸⁷ En raison de la monopolisation de ces miettes par les classes moyennes, on peut estimer sans prendre de risques que 70 à 80% de la population jamaïcaine vivent partiellement des revenus de l'économie informelle, ce qui correspond plus ou moins à l'estimation de la classe pauvre jamaïcaine à 75% de la population (*Stephens, E., Stephens, J., 1986*) et aux 75% des habitants de Kingston vivant dans les ghettos de la capitale (cf première partie du chapitre). Si on sépare les élites claires (décile le plus riche) du reste de la population, on obtient pour la Jamaïque un PNB par habitant plus réaliste de 3 220 US\$ par an et par habitant (70% du PNB officiel de 4600 US\$ par an et par habitant, *CIA, 2007*) ; soit un revenu moyen de 268 US\$ par mois, composé pour moitié du salaire minimum (136 US\$ par mois, moins dans les zones franches, selon le Département d'Etat Américain), et pour moitié des compléments obtenus de manière informelle (en réalité, la répartition des revenus étant dans cette catégorie monopolisée par les (rares) classes moyennes, le déséquilibre est plus marqué, avec vraisemblablement entre 40% et 50% de la population ne tirant aucun revenu d'activités formelles). On retrouve cette séparation dans le langage, et une des pires insultes du langage courant (hormis les attaques homophobes) concerne celui qui traitent avec

⁴⁸⁷ Si on considère que l'élite politico économique que représente ce décile peut facilement formaliser toutes ses activités, y compris celle découlant indirectement d'activités informelles (représentant d'artistes auprès des compagnies internationales par exemple) et illégales (leurs casinos, hôtels et resorts blanchissent, ou formalisent, les revenus tirés du commerce illégal).

« Babylone », qu'on peut ici assimiler au secteur formel au sens large : l'« *informer* » (la « balance », celui qui parle de ce qui se passe dans la communauté, etc.). Dans ces conditions, toutes les attaques contre les secteurs informels (lois anti-harcèlement, opérations ponctuelles d'éradication des champs de ganja, descentes sur les dancehall, raids sur les vendeurs de rue, etc.) peuvent être perçues d'une certaine manière comme une lutte des classe jamaïcaine entre l'élite et son bras armé (formel et informel), et la vaste majorité de Jamaïcains pauvres, et ce de manière d'autant plus injuste que le monde formel participe volontairement à l'informalisation des activités licites (zones franches, entraves au droits du travail, etc.).

Le gouvernement jamaïcain est par exemple officiellement conscient, au moins depuis le début des années 1990, que bon nombre de ruraux plantent la ganja en l'absence d'alternative formelle viable ; et que les campagnes d'éradication accroissent encore plus les inégalités de revenus entre espaces ruraux et urbains (le revenu des Jamaïcains ruraux est passé de 84% à 18% du revenu des Jamaïcains urbains après les campagnes d'éradication de 1994) (Jamaican Ministry of agriculture, 1994, *Alternative system for an illegal crop*, Sept 1994). Les programmes d'aide aux cultures de substitution mis en place à la suite de ces campagnes et dont le coût dépasse les 200 millions de dollars ne touchent pas un sixième des personnes concernées, et participent à la transformation du pays en une île productrice de poulet bon marché destiné à la vente aux Etats Unis (Griffith, I., L., 1997). Une fois remboursés la dette et ses intérêts exorbitants (plus de 60 centimes sur chaque dollar créé localement d'après l'IDB) grâce à ces exportations, ne restent sur place que les pattes et cous de poulets vendus dans les épiceries de quartier et les supermarchés...

Cette lutte représente la matérialisation dans un espace limité (l'île) d'un choc géopolitique, puisqu'il y a rivalités de pouvoirs sur un territoire, entre deux forces économiques qui sont à la fois interdépendantes et antagonistes : une élite héritière de la tradition coloniale, et les descendants d'esclaves. L'exemple jamaïcain montre que, contrairement aux idées reçues, la sphère formelle parasite bien souvent la sphère informelle, premier espace de création économique et culturelle de l'île. Difficile de saisir alors où commencent et où s'arrêtent Monde et Antimonde de la conception brunésienne... Comme le montre K. Levitt l'héritage du système inégalitaire et raciste de plantation percole à travers l'économie formelle et les institutions gouvernementales. Les profits accumulés par l'argent des exportations de bauxite et par le tourisme ont été précieusement épargnés par les rares businessmen jamaïcains à en tirer profit, sur les hauteurs de Beverly Hills et très peu réinvestis localement par ces investisseurs frileux et court-termistes : seuls les « plaza » (centre commerciaux) géants vendant des produits importés aux nantis, ainsi qu'aux pauvres essayant

d'imiter leur mode de vie, témoignent de ces investissements contreproductifs (comme la construction de lotissements huppés ou l'importation de voitures de luxe) tandis que la croissance du secteur financier (15% du PNB avant la crise), bien que générant un grand nombre d'emplois, ne fait que renforcer le partage inégal des richesses sur des critères socio-ethniques hérités de la période coloniale (Levitt, K., 1996).

En plus de fournir un emploi aux masses jamaïcaines, le secteur informel adapte, au contraire, l'offre à la demande. On pourrait prendre pour exemple le film au format DVD qui coûte neuf 2 000 JA\$, soit 20 euros, (quand une semaine de salaire minimum n'en représente que 3 500 JA\$) tandis que les vendeurs informels tapissent les trottoirs de la station de Bus centrale de *Half Way Tree* des derniers films en salle pour un prix inférieur à celui d'un DVD vierge (200 JA\$, 100JA\$ dans la ville basse). De plus, les vendeurs informels permettent une dissémination spatiale et temporelle des points de vente particulièrement pratique pour les habitants les moins mobiles, ceux que K. Levitt décrit à juste titre comme « insultés » par le système de transport public symbolisant l'apartheid économique jamaïcain⁴⁸⁸ (Levitt, K., 1996). Le système de transport public ne reflète dans ce sens que l'effondrement plus large de toutes les institutions publiques sous le coup de mesures économiques dictées par des économistes du FMI ne connaissant rien aux sociétés caribéennes : visiter les écoles des ghettos de Kingston ou de la « *Yam Belt* » (Beckford, G., 1972), ou l'hôpital public de la capitale donne un assez bon aperçu de la situation.

L'effondrement du « capital social » accompagne celui de ces infrastructures, et des professeurs payés l'équivalent de 200 euros par mois⁴⁸⁹ peinent, malgré toute leur motivation, à éduquer correctement des masses d'enfants dont bon nombre ne viendront pas le vendredi pour compléter les ressources familiales en vue du marché du lendemain (lire à ce sujet l'article de BBC News du 2 décembre 1999⁴⁹⁰). Comme le souligne l'anthropologue Herbert Gayle, l'école jamaïcaine a d'ailleurs depuis longtemps été détournée de sa fonction originelle et comme le montrent les fouilles régulièrement menées à l'entrée des établissements, les institutions, en raison de leur incapacité à accomplir leur mission première, forment désormais avant tout des gangs de jeunes

⁴⁸⁸ « Le système de transport public de Kingston est une insulte faite à ceux qui en dépendent pour aller à l'école ou au travail. C'est une forme d'apartheid économique conçu uniquement pour les pauvres, ceux qui ne peuvent se payer une voiture. A l'école, à l'hôpital, dans le logement, même histoire. Apartheid économique ». L'auteur décrit avec justesse les foules attendant un bus qui n'arrive jamais sous le soleil chaud ou la pluie battante devant les privilégiés confortablement installés dans leurs voitures climatisées, les ruées pour trouver une place, les accidents causés par la course au (maigre) profit, les passagers entassés comme du bétail, les écoliers laissés sur le côté, etc.

⁴⁸⁹ Les professeurs revendent couramment l'assurance liée à leur profession et diversifient leur activité par l'informel pour arriver à un revenu décent (Levitt, K., 1996).

⁴⁹⁰ http://news.bbc.co.uk/1/hi/programmes/crossing_continents/545301.stm

enfants maniant des armes à feu dès l'âge de huit ans. C'est dans ces écoles qu'on observe le plus clairement la persistance du tribalisme politique que montrent les cartes des communautés-garnisons, avec des gangs de jeunes écoliers, arborant des bandanas vert ou orange (couleurs des deux partis), capables de décrire les qualités de différentes armes à feu avant leur dixième année (Gayle, H., 2008, cité dans Jamaica Observer du 26 Juillet 2008).

Ces observations remettent en questions les études précédentes menées par les chercheurs de l'*University of the West Indies* (H. Gayle, M ; Figueroa, A. Sives, etc.) affirmant que le tribalisme politique décline au profit d'une guerre de gangs articulée autour du racket.

K. Levitt décrit la « *persistance de la culture de plantation à travers un secteur privé frileux recherchant le sans risque et le profit à court terme, un secteur public engagé dans la gestion de la crise et un système politique manipulant les espoirs et les peurs d'une population qui endure patiemment les difficultés, forte de générations de labeurs* ». Les classes moyennes l'ont bien compris et en jouent pour augmenter les profits de leurs commerces sur le dos d'une main d'œuvre sous-payée (Levitt, K., 1996). Dans ce cas précis, il existe une pression exercée par les secteurs formels sur les secteurs informels mais des pressions inverses peuvent aussi s'effectuer.

Le racket en est un bon exemple mais on pourrait aussi citer le cas des compagnies aérienne au contraire légalement « rackettées » par le gouvernement des Etats-Unis lorsqu'elles furent utilisées par les trafiquants locaux, pour les pousser à mettre en place des mesures de contrôle drastiques et, dans le cas de la compagnie Air Jamaica, à la privatisation (Sanders, R., 1990 ; Griffith, I, 1993). En 1986 la compagnie Air Jamaica écope par exemple d'une amende de 657 000 dollars après une saisie de plus de deux tonnes à l'aéroport international de Miami. Tandis qu' Eastern Caribbean suspend ses liaisons jamaïcaines après avoir été contrainte de payer 2 millions et demi de dollars pour les mêmes raison. En 1987 la compagnie Coréenne Evergreen décroche le record avec 135 millions de dollars d'amende en rapport avec ses escales jamaïcaines. En 1988 Sealand suspend à son tour ses liaisons avec l'île caribéenne après la découverte de plus de 5 tonnes de ganja dans un de ses avions. De 1989 à 1991, à l'apogée des posses de jamaïcains aux Etats-Unis, Air Jamaica dut payer un total de 37 millions de dollars d'amendes et la compagnie fut dès lors bradée au secteur privé, rachetée par Gordon Stewart (Griffith, I., L., 1997), en grande partie en raison des attaches entre les deux partis politiques au pouvoir et leurs gangs envoyés aux Etats-Unis. Les deux partis jamaïcains ont en effet largement instrumentalisé le trafic de ganja pour tenter de se débarrasser de leurs « *mad dawgs* », leurs milices devenues incontrôlables. C'est pour ramener un minimum de calme dans la capitale jamaïcaine que les partis enverront les principaux gangs aux Etats-Unis en leur offrant des visas et en leur assurant l'accès à de vastes quantités de ganja via des facilités de

corruption dans les deux aéroports de l'île. La conséquence directe fut de créer un vide, rapidement comblé, sur place, par une nouvelle génération de gunmen qui entreraient en concurrence meurtrière avec les premiers lorsque ceux-ci commenceraient à être massivement chassés des Etats-Unis dans les années 1990.

La violence créée par cet environnement explosif influe aussi sur le secteur du tourisme : lorsque 21 personnes furent tuées en centre ville de Kingston en septembre 2001 le directeur du Ritz de Montego Bay déclara avoir « perdu » deux millions de dollars (US\$) en raison des annulations (Patullo, P., 2005). De manière plus marquée, la surmédiation de la violence durant la période déstabilisation avait fait chuter dramatiquement les revenus liés au tourisme dans l'île. Comme dans le cas des commerces rackettés, des compagnies aériennes condamnées pour avoir transporté involontairement des chargements de ganja, l'industrie touristique pâtit de l'envergure et de la violence des secteurs illégaux.

Si on ne peut pas parler de division par sexe entre secteurs formels et informels, le premier ministre Bruce Golding donnait récemment des chiffres intéressants permettant de souligner l'éloignement de plus en plus grand des jeunes *hommes* de la classe formelle (tendance qui s'accroît proportionnellement à la pigmentation). Par effet de balancier, les femmes représentent une part de plus en plus importante de la fonction publique, et ce renversement de tendance s'observe dans les demandes d'emplois jusque dans les forces de police jamaïcaines, où quatre candidatures sur cinq sont le fait de jeunes femmes quand, à l'inverse, 80% des homicides commis dans le pays sont le fait de jeunes *hommes* (agés de 16 à 25 ans) (Statistiques de la JDF citées dans le Jamaica Observer du 16 Juin 2008).

Les deux sphères, formelle et informelle, ont leurs espaces propres dont la perméabilité fonctionne à sens unique : les *sufferers* et les classes pauvres jamaïcaines se concentrent dans l'axe proto-urbain qui relie Les Harbour Mountains, à l'Est de Kingston, au pied des collines de Spanish Town, serpentant le long de l'axe du même nom jusqu'à l'ancienne capitale espagnole. On retrouve aussi l'équivalent rural de cette classe, sous une forme dispersée dans les cantons du « pays » (la campagne se dit « le pays » (*the country*) en jamaïcain, par opposition à la ville, considérée par la langue comme une réalité plus ou moins aliénante, plus ou moins étrangère, un antimonde en quelque sorte) ainsi qu'un groupe urbain projeté sur la côte touristique. L'espace des élites se limite donc aux franges ventées et moins densément peuplées des hauteurs des principales villes. On observe une certaine perméabilité fonctionnelle en remontant la colline huppée de *Beverly Hills* en fin d'après midi quand les domestiques, jardiniers, gardiens de jour, etc., redescendent le gradient

économique de l'île vers la ville basse de Kingston à laquelle ils appartiennent, tandis que la colline s'enferme derrière ses barbelés électrifiés. La nuit, le ghetto voisin de Wareika pose sur les résidences de luxe une ombre malfaisante. C'est de là que surgissent régulièrement des attaques à main armée. Le relief économique a ici produit un accident faisant cohabiter le sommet de la colline avec le gouffre de la misère du ghetto de Kingston, Vincennes et Cité Soley séparés par quelques rangées de buissons épineux. Le phénomène se répète partout où cohabitent ghettos et quartiers résidentiels riches depuis le couple Mona / August Town dans l'est jusqu'au couple Gullyside / Havendale à l'extrémité opposée de la ville, en passant par Grant's Pen / Constant Spring Road. La plupart du temps les assaillants devront, avant d'atteindre le cœur de la résidence, mettre hors d'état de nuire les agents de rattachés eux aussi au Kingston brûlant de la ville basse par les salaires misérables que leur payent leurs employeurs (les domestiques et les agents de sécurité sont, avec les employés de zones franches, les seuls travailleurs jamaïcains à recevoir légalement un salaire inférieur au salaire minimum en vigueur pour le reste de la population).

La barrière sociale se matérialisant trop souvent par la pigmentation, on tente désormais de forcer l'ascenseur social en s'éclaircissant la peau. Véritable phénomène de société et problème de santé publique, le « *bleaching*⁴⁹¹ » comporte, en Jamaïque, de plus en plus d'adeptes...

Dans le sens inverse, l'imperméabilité est totale, et les classes moyennes ne s'aventurent pour rien au monde derrière les entrées de tôle des principaux quartiers populaires de l'île. La peur des *posses*, des *Dons*, de leurs « *fryers*⁴⁹² », et plus généralement des « *gully creepers*⁴⁹³ » est un élément omniprésent de la vie des classes moyennes qui tremblent chaque nuit lorsque les coups de feu témoignent de violents affrontements entre gangs ou tout simplement de « sessions⁴⁹⁴ » chaudes de la ville basse. Comme l'écrit justement Amanda Sives, en dehors de deux rues commerçantes, les habitants de la ville haute ne s'aventurent qu'en cas d'extrême nécessité dans cette partie de la ville,

⁴⁹¹ De bleach, eau de javel. Plus efficace que les crèmes éclaircissantes et bien plus néfaste, l'eau de javel éclaircit rapidement le teint mais rend la peau extrêmement sensible aux rayons UV. Outre leur teint clair, on reconnaît les « bleached » à la différence de couleur entre le visage et les mains, et au fait qu'ils ne peuvent s'exposer aux rayons du jour, ce qui en fait un phénomène de prédilection de l'espace de la nuit (dancehall)...

⁴⁹² Litt. « petit poulet », « hommes » de main des groupes criminels embauchés à 10/11 ans pour des vols ou des assassinats ciblés en « *rent-a-gun* », c'est-à-dire avec une arme de location clandestine.

⁴⁹³ Métaphore originaire d'un titre populaire de dancehall (puis d'une danse) qui désigne littéralement ceux qui rampent dans les gullys. L'image, qui renvoie à une microfaune tropicale répulsive (cafards, scolopendre, etc.), repose sur le terme de gully, un lit de rivière bétonné qui sert de réseau d'évacuation des eaux de la ville et des déchets, symbole spatial du ghetto qui est le plus souvent construit le long de cet espace répulsif de l'urbanisme tropical. Les jeunes « ghetto youth » s'approprient ce réseau et transforment la répulsion en facteur « attractif » : en 2008 une foule de titres de dancehall comme « *down by the gullyside* » (Mavado, 2008), rappellent que ces espaces font l'objet d'une appropriation particulière dans les ghettos jamaïcains. Ces « antiroutes » sont les axes privilégiés par lesquels les « *gully creepers* » prennent la fuite en courant lors des descentes des « squads » spéciales de la police et de l'armée dans le ghetto, ces espaces demeurant inaccessibles aux jeeps et s'ouvrant en une multitude de points sur les étroites ruelles du quartier. .

⁴⁹⁴ Une session : une danse.

même de jour. C'est la perméabilité spatiale à sens unique typique de ce que Roger Brunet nomme l'Antimonde. Les unités spéciales de la police ne patrouillent qu'*autour* de ces ghettos, essayant malgré tout quelques jets de pierres, ou pire, tandis que seules les jeeps de l'armée, lourdement armées et escortées, s'aventurent sur les routes défoncées qui serpentent à l'intérieur, sur les marges les plus extrêmes du territoire jamaïcain, dans le berceau de sa nation, dans ses bastions culturels. Là, les commerces informels fleurissent de manière plus voyante encore qu'ailleurs, jusqu'aux station-services informelles qui distribuent la même essence que les stations, mais hors taxe⁴⁹⁵. L'arrivée au pouvoir du JLP en 2008 marque un tournant pseudo-sécuritaire, hypocrite, qui voit une concentration de barrages menés conjointement par l'armée et les unités spéciales de la police, arrêtant voitures particulières, taxis collectifs et minibus aux carrefours stratégiques pour procéder à des fouilles musclées durant lesquelles « *rachets*⁴⁹⁶ » et coutelas sont confisqués et *gunmen* battus, abattus ou emprisonnés. L'apparition d'un barrage provoque généralement un grand lâcher de couteaux dans le minibus lorsque tous les jeunes hommes tentent de se débarrasser de leurs armes avant la fouille au corps tandis que les femmes présentes sont fermement priées de rembourrer leurs sous-vêtements de sachets de ganja.

Les habitants de cette partie de la ville perçoivent ceux de la ville haute comme « *stouchy* » (on dirait *molokoy* en créole francophone, « coincé », « mal à l'aise » en français) et sexuellement dépravés, compliments que les habitants de la ville haute renvoient chaleureusement aux « ghettos youths ». Comme le notent Rivke Jaffe, Kevon Rhiney et Cavell Francis dans leur analyse des graffitis urbains, ces jeunes des quartiers pauvres tapissent par exemple les murs de la ville haute d'avertissements contre les pratiques sexuelles jugées déviantes dans la ville basse (homosexualité, sexe oral, etc.), avertissements parfois accompagnés de menaces de morts (Jaffe, R., Rhiney, K., Francis, K., 2009). Depuis leurs quartiers surveillés par une des nombreuses agences de sécurité qui fleurissent dans l'île, les habitants de la ville haute raillent ce qu'ils perçoivent comme la dépravation sexuelle des habitants de la ville basse – quartiers où l'on trouve pourtant la plus grande concentration d'églises (et de pratiquants) par habitant – soit leurs danses et autres soirées en fait jalousement enviées.

L'espace sonore du dancehall possède des caractéristiques étrangement similaires - la perméabilité à sens unique - puisque les quartiers huppés ne peuvent s'abriter des lourdes vibrations émanant de la ville basse durant les week-end et jours fériés, quand bien même l'accès à ces rassemblements

⁴⁹⁵ Le phénomène courant émerge fait tout juste : comme en témoigne un article récent du Jamaica Observer (14 avril 2008) <http://www.jamaica-gleaner.com/gleaner/20080414/lead/lead10.html>

⁴⁹⁶ Le *rachet* est le couteau à cran d'arrêt bon marché que possèdent tous les jeunes hommes de la ville basse. Le cran d'arrêt est articulé par un anneau qu'on passe au doigt pour faire tounoyer le ratchet autour de la main, activité répandue aux heures chaudes de la journée à l'ombre des manguiers et des échoppes informelles, faisant du *rachet* un élément structurant du paysage urbain du ghetto jamaïcain.

informels (qu'ils suivent à la télévision) leur est « interdit » par un code moral et par une peur ancrée dans le psychisme des classes dominantes.

La dissolution de l'hégémonie (Meeks, B., 2003) de la « politicocratie », héritière directe de la « plantocratie » nourrie par les apports syriens et chinois, se manifeste par le troisième taux d'homicide au monde (d'après l'ONG Nation Master), amplement nourri par les inégalités criantes : Jaguars et BMW embouteillent Barbicans Road en début de matinée au moment où montent de la ville basse les innombrables chariots servant d'échoppes aux vendeurs informels de la capitale. La devanture Rolex de Half Way Tree (quartier commercial limitant Uptown, Downtwn et New Kingston), est le théâtre d'affrontements au coutelas opposant entre eux les jeunes écoliers de la ville basse... Aveuglée par un racisme primaire, l'élite claire cherche toujours à expliquer ces violences par une prétendue psychopathologie jamaïcaine (noire/pauvre) endémique (Headley B., 1996), qui rappelle à s'y méprendre celle que les cercles politiques de la bonne bourgeoisie colombienne attribuent à leurs citoyens (Hylton, F., 2006). En 2007 le ministère de la santé jamaïcain préconise d'ailleurs aux jeunes mères de nourrir leurs enfants au sein pour faire baisser le taux de criminalité (le manque de contact maternel dans la tendre enfance étant donc présenté ici comme une des causes de la propension des Jamaïcains pauvres à s'entretuer), tandis qu'en 2008 un chercheur des beaux quartiers recommande de filtrer le plomb dans l'eau de la ville (deuxième argument de poids allant dans le même sens) pour réduire le taux d'homicide (cités respectivement dans le Sunday Gleaner du 24 septembre 2006 et dans le Jamaica Observer du 20 Juin 2008)...

Et tandis que cette caste privilégiée vit derrière d'épais barreaux dans la peur permanente, les ghettos jamaïcains pleurent leurs « Johnny » (de *Johnny too bad*, bandit sociaux), « robin des bois » de la tradition jamaïcaine qu'on appelle aussi *Shottas*, leurs jeunes abattus par par milliers dans des affrontements qui les dépassent. « *Johnny était un bon garçon* » chante Marley (*Johny was*, 1976), « *il est mort à cause du système* ». « *Ce système tue des gens, alors nous devons tuer le système* » ajoute-t-il dans une interview (cité dans Lavigne, L., Bernardi, C., 2003). Tel est l'enjeu de la lutte pour la liberté menée par les Jamaïcains depuis le XVIème siècle - non sans ambiguïtés et contradictions. Le dancehall marque la respiration bruyante des espaces de résistance ambigus que sont les ghettos, et ses formes traduisent l'état d'esprit du moment : au reggae lourd et lent des années 1970 sur lesquelles on posait des paroles en faveur des droits égaux pour tous, ont succédé des rythmiques rapides et vite composés sur lesquels on vomit des « Gun songs » / « Bling songs » pour faire rentrer des dollars rapidement.

Prise dans cet affrontement souterrain complexe, la tête de l'Etat jamaïcain se trouve dans une situation critique et doit réadapter ses orientations à sa marge de manœuvre.

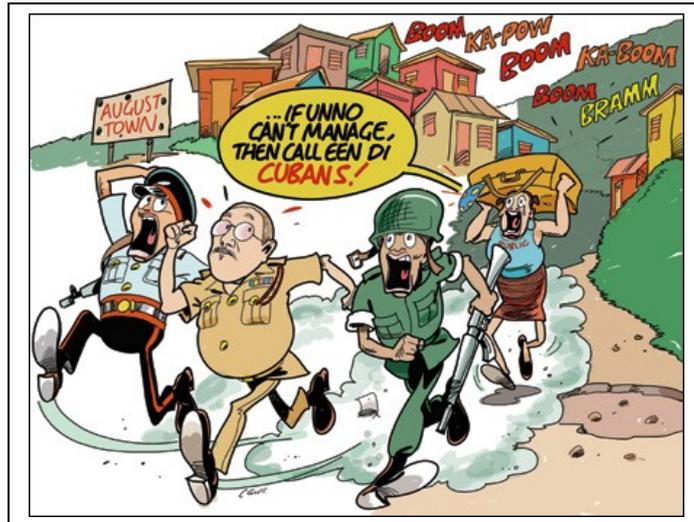
Si les années 1990 ont été marquées par le retour en force du parti populaire (originellement socialiste) PNP, mais sur la base d'un programme néo-libéral très conciliant envers les investisseurs étrangers⁴⁹⁷ (créations de zones franches, libéralisation du taux de change, etc.), 2004 marque un tournant majeur. Au début du mois de Mars, une délégation du gouvernement (PNP) P.J. Patterson représentant le CARICOM s'est en effet rendue en « République » Centre-Africaine pour ramener le président légitime haïtien Jean-Bertrand Aristide, qui y était tenu prisonnier par les gouvernements français et étasunien, suite au coup d'État mené par leurs forces paramilitaires⁴⁹⁸ dans le pays (Chomsky, N., Farmer, P., Goodman, A., 2005). Le gouvernement jamaïcain a alors rappelé, face à la pression écrasante de l'administration Bush, que la Caraïbe est une grande famille, et que le soutien au président élu Aristide devait être perçu comme un soutien à la démocratie dans la région.

P.J. Patterson a depuis perdu sa place à la tête du PNP et du gouvernement après une longue campagne de propagande le présentant comme un homosexuel, avant que le JLP ne repasse au pouvoir en Décembre 2007. Fidèle à sa ligne de conduite, le parti conservateur s'est immédiatement attaqué aux petits planteurs de ganja de l'ouest de l'île et la redistribution du « barril de porc » s'est sans tarder traduite par une explosion du crime : 150 homicides furent commis pour le seul mois de Janvier 2008, soit 5 par jours répartis entre Montego Bay et l'axe Spanish Town – Kingston. Les espaces les plus touchés sont comme souvent les zones de contact entre aires d'influence des partis comme « Gullyside », l'excroissance supérieure du ghetto de Whitehall, espace proto-urbain construit « à cheval » sur un large gully sur les hauteurs de Constant Spring Road. Le gully délimite les aires d'influence politiques matérialisées par les tags en trois lettres sur les murs des deux côtés (JLP à l'Est, PNP à l'Ouest) et les « *shootings* » se succèdent depuis la mort d'un jeune homme originaire de Cassava Piece (nord-est du ghetto) durant la campagne électorale. Le jour on aperçoit les policiers patrouiller à pied dans les ruelles défoncées, doigt sur la gâchette du M16 et encadrés par l'armée ; la nuit, les courses poursuites, les meurtres et les mitraillages se succèdent, à 500 mètres du poste de police de Cassava Piece. Dès son arrivée au pouvoir en 2007, fidèle à sa politique clientéliste, le JLP fit goudronner la partie orientale de la route du ghetto (ouvrant ainsi l'accès aux véhicules de police, au ramassage d'ordures, etc.), accroissant les ressentiments... On

⁴⁹⁷ Comme l'idéologie du parti, la couleur le représentant a été diluée par dix ans d'ajustement structurel passant du rouge à l'orange.

⁴⁹⁸ Les forces paramilitaires responsables du coup d'Etat de 1994 et de 2004 en Haïti se composent de troupes formées sur la base américaine en Equateur, son principal escadron de la mort, la FRAPH, fut créé par la CIA, ses dirigeants vivent en liberté aux Etats-Unis, et ils sont ouvertement subventionnés par l'élite locale dirigée par un citoyen des Etats-Unis du nom de André Apaid. Cf Chapitre 8.

compte 20 morts dans la petite communauté lors des trois premiers mois de 2008 et, conséquence inattendue, l'artiste dancehall Mavado originaire (de la partie PNP) du quartier s'est depuis vu bannir de concerts organisés dans les Petites Antilles et aux Etats Unis en raison de la réputation sulfureuse de son lieu de vie (et en raison de ses lyrics faisant l'apologie de la violence). Le 26 Mars 2008, pour la troisième fois consécutive, il est arrêté par la police en liaison avec un « shooting » antérieur (Thursday Star, 27 mars 2008)



La police et l'armée ne peuvent pénétrer dans le ghetto d'August Town le 8 avril 2007, alors que les affrontements à l'arme lourde opposent les sections (bien nommées) « Vietnam » et « Jungle 12 » du quartier contre le gang de Judgement Yard qui monopolise un important réseau de trafic d'armes et de drogues illicites (ganja locale et cocaïne colombienne passant par conteneurs dans le port de Kingston). La police attendra près de 5 heures pour pouvoir aller ramasser les cadavres, dont un adolescent de 15 ans, et les blessés. (Jamaica Observer, 9 Avril 2008)

Cette vague meurtrière qui se traduit par de régulières explosions de violences opposants police et « rude boys » (et de plus en plus « rude gals⁴⁹⁹») à coups d'armes automatiques, est, de plus, exacerbée par les pressions des Etats-Unis sur le JLP pour mettre un frein aux coopérations entre trafiquants jamaïcains et « chimères » Haïtiennes se traduisant par l'échange ganja contre armes entre les deux pays, et par un trafic de clandestins haïtiens vers la région de Portland, et de ganja jamaïcaine vers les Bahamas et Porto Rico. De longues fusillades éclataient régulièrement en plein jour dans Kingston durant les six premiers mois de l'année 2008, marquant l'accroissement des tensions entre sphères légale et illégale. Cette collaboration étroite entre les bidonvilles jamaïcains et haïtiens remet, en outre, en cause l'hégémonie du trafic des deux côtés, d'où l'accroissement de la répression dans les ghettos jamaïcains depuis le retour du JLP, y compris à Tivoli, bastion historique du parti, où on appelle le premier ministre par son prénom (« Bruce »). Au vu du taux d'homicide attribué à la police on aura compris que les forces de l'« ordre » jamaïcaines sont utilisées comme une forces paramilitaires pour mener ces opérations qui servent aussi les mafias

⁴⁹⁹ Les jeunes femmes des ghettos de Kingston qui représentent la frange la plus défavorisée de la population participent de plus en plus à la violente criminalité de la capitale, qu'il s'agisse des vols à main armés, d'extortion (un « posse » exclusivement composé de jeunes femmes rackettent par exemple des commerçants de St Andrew) ou d'affrontements directs avec la police. Traditionnellement dans la nouvelle culture du crime jamaïcaine ayant émergé à partir de l'indépendance les femmes tenaient un rôle passif (fournissant un abri à des personnes recherchées par exemple), puis elles prirent un rôle de seconds plan dans la perpétuation des crimes eux-mêmes (guetteurs, etc.) avant de prendre véritablement un rôle actif (Cf. Jamaica Observer 13 mars 2008). http://www.jamaicaobserver.com/news/html/20080412T020000-0500_134481_OBS_FEMALE_GUNSLINGERS_.asp

internationales, largement implantées ailleurs dans la Caraïbe, mais qui peinent à intégrer la Jamaïque en raison du « climat de l'investissement » et des nombreuses entraves au bon déroulement de leur trafic (guerre politique, gangs de ghettos, etc.) (Dr Ricker cité dans Patullo, P., 2003). Cette remise en cause des mainmises traditionnelles sur le trafic en Jamaïque, inconnue ailleurs, se manifeste par un surplus de crimes associés : les crimes ont été multiplié par trois dans l'île entre 1991 et 2007.

Deuxième face d'une même pièce, les Etats-Unis profitent aussi de la situation jamaïcaine en recrutant travailleurs domestiques, professeurs et infirmières bon marché (et formés à perte⁵⁰⁰) dans l'île. Les pages de petites annonces du *Gleaner* sont remplies de propositions de ce type pour travailler aux Etats-Unis ; et les Jamaïquains représentent désormais la *seconde* communauté de travailleurs étrangers aux Etats-Unis (après les Mexicains) d'après le *Department of Homeland Security* (cité sur Radiojamaica.com, 14 mars 2008). Avec un salaire minimum (officiel) de 14 000 JA\$ par mois et des loyers planchers (rares) à 9 000 JA\$ on comprend rapidement que les espaces informels et illicites sont encore destinés à croître en Jamaïque, tout comme la violence qui les encadre...

⁵⁰⁰ Pas complètement si on considère le poids croissant des envois d'argent de la diaspora.

Chapitre 6 : Antimondes et frontières en Dominique, sur le Maroni et dans les Grenadines.

*« If I could reach the border
then I would step across,
So please take me to the border,
no matter what the cost,
'cause I am leaving out of Babylon... »*
Greggory Isaacs, *Border*

6.1 Introduction

Ce huitième et dernier chapitre est bâti autour de trois études de cas distinctes qui ont pour point commun l'analyse du rapport à la frontière, un sujet de plus en plus en vogue dans les sciences humaines et particulièrement dans les disciplines touchant de près ou de loin à l'espace politique et, en dehors de la discipline géographique, au concept de « place » (Géographie, Anthropologie et Ethnologie politique, Sciences politiques, etc.). Nous nous intéresserons plus particulièrement dans ce chapitre aux liens entre cette frontière – entre différents types de frontières en réalité – et les antimondes brunésiens.

Entre St Laurent du Maroni et sa symétrique surinamaïse Albina, nous nous attacherons particulièrement au rapport à une frontière linéaire, le fleuve, et à une marge disputée aux territorialités multiples se chevauchant souvent, et s'annulant parfois. On se situe alors dans l'archétype de la zone frontière du type étudié par Baud et Van Schendel, et dans laquelle les arrangements du quotidien sont basés sur de multiples interactions et des relations de face à face. Car les « *projections imaginaires de pouvoir territorial* », « *bien qu'elles apparaissent sur les cartes sous des formes trompeusement précises* » reflètent rarement beaucoup plus que les « *images mentales de politiciens, avocats et intellectuels* » : « *quel soit le degré de clarté avec lequel la carte est tracée sur les cartes officielles, quel que soit le nombre de douaniers en poste et le nombre de postes de surveillance bâtis, les gens ignoreront les frontières à chaque fois que cela les arrangera...* » (Baud, M., Van Schendel, M., 1997). C'est ainsi qu'on observe que, en toute logique, et en raison de l'absurdité de découpages politiques effectués par des esprits profondément étrangers à la région, une frontière artificiellement posée entre l'Europe – via la Guyane Française – et un des

pays les plus pauvres de l'Amérique, sur un axe de communication majeur de la forêt (le fleuve), génère plutôt que la coupure souhaitée un accroissement des interactions et une matrice territoriale extrêmement complexe. Dans ce cas la barrière souhaitée est en réalité polarisante et la porosité son premier attribut.

En Dominique la double frontière Française – au Nord et au Sud - crée un enclavement de fait dans l'espace aréolaire qui reflète un enclavement plus relatif dans l'espace réticulaire : bien qu'extrêmement isolée pour des raisons géographiques, historiques autant que politiques, la Dominique se connecte progressivement – et de manière assez passive – à des flux de migrations, de trafic et de tourisme, notamment à travers l'industrie croisiériste qui y connaît une véritable explosion. En raison d'un isolement perçu comme une tare, ce secteur très peu rentable mais aux nombreux effets pervers, est accueilli comme un sauveur dans la troisième île la plus pauvre des Antilles, en contradiction totale avec une volonté ambiguë de développement d'un écotourisme qu'appelle pourtant à bras ouverts l'environnement local. La frontière vers la France – qu'on peut observer depuis les côtes Dominicaises à travers les départements ultramarins de la Martinique et de la Guadeloupe - se franchit légalement ou « par la porte de derrière » aussi souvent qu'il est possible et nécessaire de le faire pour combler le déficit économique, déficit dont la relativité est souligné par le flux de migrants haïtiens utilisant la faiblesse de l'état Dominicain comme une porte de sortie. De même la Dominique s'intègre-t-elle aux réseaux du trafic de drogues illicites, particulièrement aux réseaux marginaux de la ganja gérés par les pêcheurs de St Vincent à destination des îles françaises et des petites îles du Nord, ainsi que du trafic de cocaïne à destination des portes d'entrées des marchés occidentaux (Îles Vierges, Porto Rico, etc.). La Dominique exploite de plus en plus une position d'aire frontière entre des espaces rendus voisins par le positionnement géographique (les DOM) ou la connexion aérienne ou maritime, aussi limitée soit elle (Haïti, Grande Bretagne, St Vincent, Îles Vierges, etc.).

A Canouan, dans les Grenadines, on observe un autre phénomène géographique d'importance : le grignotage de la souveraineté territoriale d'un état faible – pour ne pas dire inexistant - et l'apparition de nouvelles frontières, se développant tout d'abord sous forme d'enceintes d'hôtels de luxe et s'étendant progressivement, pour finalement adopter le contour côtier des petits espaces insulaires des Grenadines. Dans ce cas, une frontière en annule une autre, un territoire soustrait l'espace d'un autre; Ce phénomène demeure, à défaut d'être secret, discret. Les opérations se déroulent dans le cadre de la loi; loi basée sur la dérogation fiscale, sociale et territoriale, et remettent au final en cause l'existence même d'une véritable territorialité étatique : le

"chef de l'état-archipel" de St Vincent et les Grenadines est, comme dans tout le Commonwealth, la reine d'Angleterre; le pays ne possède pas même d'armée, ses forces de police sont très limitées; les Etats Unis patrouillent les eaux territoriales légalement et brûlent occasionnellement des champs de ganja dans l'île, tandis que les trafiquants de cocaïne utilisent les facilités offertes par la complaisance maritime... En l'absence d'un véritable état pour protéger ses citoyens, St Vincent abandonne ses habitants à la loi du marché dans les champs de bananes frappés par la chute finale des prix au début des années 1990, ainsi que dans les enceintes touristiques discriminatoires; la majorité doit sa survie à la débrouille, et à l'entraide familiale à travers une frontière invisible qui relie l'archipel aux pays source d'envois d'argent de la diaspora, principalement l'Amérique du Nord et la Grande Bretagne. Comme nous l'avons noté, cette frontière est invisible mais les riverains éloignés qui se trouvent de l'autre côté sont omniprésents à l'intérieur même du territoire de St Vincent, à travers les institutions, les incursions armées et les groupes privés. De même, équipés de visas de pêcheurs, les marins de St Vincent et de Bequia naviguent à travers toutes les petites Antilles pour la pêche et le trafic de drogues illicites, étendant cette frontière au delà des rivages des îles voisines avec lesquels les liens relationnels et parfois familiaux sont particulièrement étendus. Les véritables frontières d'un tel état – aussi longtemps que l'on pourra encore parler d'état dans le cas de St Vincent – sont éminemment difficiles à saisir...

Ces trois cas montrent comment les zones frontalières sont des espaces de premiers ordres sur lesquels des pouvoirs – pas seulement politiques, pas seulement formels et qui se chevauchent parfois – sont « *affichés, projetés et contestés* » (Wilson, T., M., Donnan, H., 1999). Entre la démonstration de pouvoir et sa contestation se développent à travers un « *empiètement silencieux* » (Bayat, S., 1997 ; Davis, M., 2006 ; Raeymaekers, T., 2009) des Antimondes Brunésiens dont les formes varient en fonction des rapports de force, et dont les acteurs recréent eux même des Mondes avec leurs propres frontières, aussi perméables et fluctuantes soient elles (Escobar, A., 2001). C'est ainsi par exemple dans ces espaces que « *l'art du faible* », la tactique faite d'une improvisation constante et d'une créativité permanente, une activité subtile mais entêtée, permet de contourner les stratégies du fort, de plier à son vouloir l'espace territorialisé par un pouvoir plus puissant, et de s'opposer aux forces et représentations établies (De Certeau, M., 1984 ; Migdal, J., S., Schlichte, K., 2005). Comme le montre l'« *empiètement silencieux* » sur la territorialité déjà limitée de l'Etat de St Vincent par les stratégies des puissants, des groupes privés solidement soutenus économiquement et politiquement des deux côtés de la frontière de l'Antimonde Brunésien, ce peut être aussi le lieu où se manifeste la domination écrasante du fort et l'humiliation économique et fonctionnelle du faible...

6.2 . A St Laurent du Maroni, sur les rives de la « méditerranée » Guyanaise

*« Everyone knew that their region and their home
was an enormous half-world and half-shadow
composed of empoldered plantations
and a veneer of settlement
against the encroachment of the sea and the river and
- above all -
the jungle reaching far and everywhere. »*
Wilson Harris, 1962, *The whole armour*

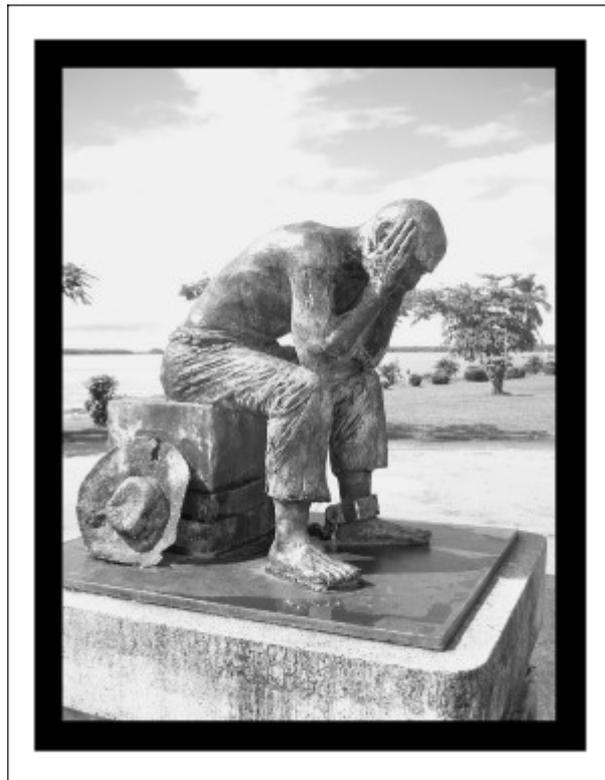
La commune de St Laurent-du-Maroni, construite ex-nihilo⁵⁰¹ ou presque par les bagnards français à l'époque de la déportation (1852-1953), illustre de manière caricaturale les particularités du département français ultramarin de Guyane. Située à l'extrême ouest du plus grand département français, l'ancienne capitale de la Guyane pénitentiaire est bordée à l'Ouest par le grand fleuve Maroni, et au-delà par l'ancienne Guyane Hollandaise, et à l'Est par la forêt tropicale amazonienne percée d'une route unique reliant la sous-préfecture de 19 000 habitants au centre spatial de Kourou qui concentre l'activité du département, et à la préfecture Cayenne qui polarise pour sa part la moitié de la population, puis à la région agricole de cacao, et enfin à la bordure brésilienne. C'est dans l'univers végétal humide de St Laurent que débarquèrent les cinquante deux milles petits voleurs (75% des déportés) assassins (20%), vagabonds, opposants politiques (français et indochinois), proxénètes et « femmes de mauvaises mœurs », faux monnayeurs, et autres déportés au bagne, avant d'être « triés » par catégorie pour les affectations définitives : construction des routes, ouvriers des abattis, prisonniers des îles du salut⁵⁰², malades contagieux envoyés vers l'île des lépreux, etc. La France espérait alors bâtir la Guyane française à la sueur de ce que son gouvernement considérait comme ses plus mauvais éléments, mais les convois maritimes amenant

⁵⁰¹ La commune de St Laurent du Maroni est bâtie sur l'ancien village amérindien de Kamalaguli.

⁵⁰² Les îles du salut représentent un exemple intéressant de ce que Roger Brunet nomme antimonde, particulièrement si on les analyse sur une certaine épaisseur historique. Pour les indiens Galibi, sans doute à cause des courants dangereux qui les entourent, elles sont délaissées et craintes comme un lieu abritant l'Iroucan, l'esprit du mal. En 1765, lors d'une épidémie de fièvre jaune qui décime les colons autour du fleuve Kourou, un petit nombre d'entre eux se réfugie sur ces « îles du diable » et y trouvent un refuge sain, car les moustiques (et les parasitoses qu'ils vectorisent) en sont absents. Les « îles du diable » deviennent les « îles du Salut », sauf la plus petite et septentrionale, dont l'accès par bateau est extrêmement difficile, qui conservera le nom d' « île du diable ». Mais avec la relégation, ce sont les bagnards les plus susceptibles de s'évader qu'on enferme rapidement sur la « Royale », l'île la plus grande, située à l'Ouest de cet archipel (trois îlots). L'île St Joseph devient le lieu de détention des cas difficiles et des malades, les déportés des déportés, dont personne ne veut assumer la paternité (Joseph est le père de Jésus dans la tradition chrétienne mais il ne l'aurait pas directement enfanté), l'île du diable celle des prisonniers politiques (dont le célèbre Dreyfus) ! Îles interdites par la tradition, puis îles refuge, îles bagnes, et désormais îlots en voie de privatisation par l'industrie touristique, les îles du salut sont l'exemple même d'un Antimonde qui évolue avec les changements culturels.

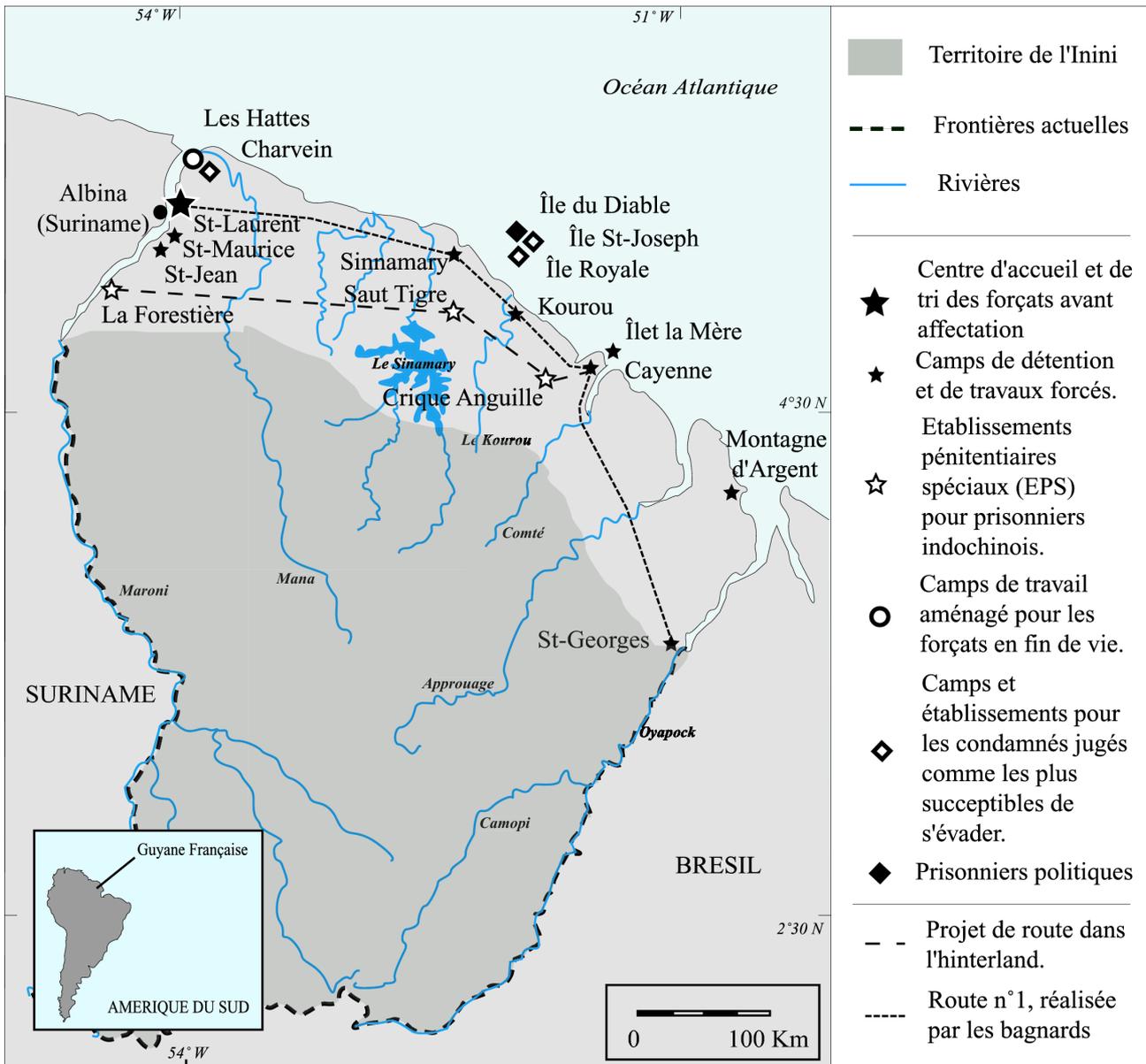
les déportés par lot de cinq cents ne suffirent à combler les places laissées vacantes par les victimes de la fièvre jaune et du paludisme (Pierre, M., 2000). L'Antimonde y fut d'emblée une construction planifiée et St Laurent, à l'instar de la Guyane française, fut bâtie dans le but affiché de cacher les parties (perçues comme) « gangrenées » de la société française, témoignage spatial de l'époque « hygiéniste ». La loi de la déportation (1885), rappelle M. Pierre, est en effet contemporaine du tout à l'égout (1889) (Pierre, M., 2000) et le gouverneur Feuillet⁵⁰³ aime à nommer le flux de déportés le « robinet d'eau sale »... St Laurent est la lointaine décharge sociale de la société bourgeoise française du 19^e siècle, cachée par huit milles kilomètres d'océan et une dense forêt ombrophile, loin en aval d'une de ces « graines du soleil », ces fleuves centraux dans la vie des autochtones amérindiens, dont les flux entrant et sortant, en fonction des marées, sont perçus comme « les conséquences d'une dispute entre » ses deux sources opposées, « le soleil et la lune, dans laquelle la terre serait fatidiquement impliquée » (Harris, W., 1977). D'une pierre deux coups, les bagnards prendront la place des esclaves, affranchis depuis 1848, pour « mettre en valeur » la forêt guyanaise. Entre temps sont arrivés les créoles antillais (venus de l'arc s'étendant de la Guadeloupe à Ste Lucie), attirés par le nouvel eldorado guyanais. Repoussés loin en amont, les amérindiens voient « la semence du soleil dans le ventre de la terre mère » (Harris, W., 1977) transformée en égout socio-économique pollué au mercure par une exploitation aurifère frénétique. Entre les deux lumières du soleil et de la lune, représentant dans la mythologie les deux extrémités sources du fleuve dont la dispute entraîne le flux et le reflux des marées sur la masse d'eau verte, s'étend depuis l'ombre d'un Antimonde fleurissant...

⁵⁰³ Directeur du bagne homologue de Nouvelle Calédonie.



*Le Bagnard de St Laurent, esclave blanc assis dos
au Maroni et face au camp de la transportation.
A l'horizon la frontière du Surinam.*

FIGURE N°60 : LA GUYANE PENITENCIERE



Source : M. Pierre, 2000

De l'autre côté du fleuve Maroni, à quelques centaines de mètres, s'étend aujourd'hui la « ville-frontière » surinamaïse d'Albina, construite par les (esclaves des) Hollandais au 19^e siècle, et qui servit de modèle et de démythification aux français quand à l'installation d'une ville européenne au cœur de l'« enfer vert ». C'est une synapse grossièrement connectée, en saison sèche, à la capitale du Surinam Paramaribo, par l'étroite route de latérite qui constitue là aussi l'unique axe de communication routier du Pays. D'un côté comme de l'autre, ces routes datent de l'époque coloniale, témoignant de l'inadaptation culturelle des européens à cet environnement qu'ils nommèrent rapidement le « tombeau de l'homme blanc⁵⁰⁴ ». Plusieurs générations de

⁵⁰⁴ Après la perte du Canada en 1763, la France tente de peupler sa colonie Guyanaise pour ré-ancrer sa présence sur le continent américain. Mais 80% des dix milles colons originaires de l'Est de la France débarqués à l'embouchure du fleuve Kourou meurent en quelques mois, sous le coup des parasitoses endémiques vectorielles (paludisme, dengue, etc.).

bagnards sont mortes en défrichant les abattis nécessaires à ces routes pénétrantes et certaines voies vers l'intérieur furent finalement abandonnées et rapidement reprises par la végétation.

Car les axes structurants de la forêt sont naturellement les fleuves, autoroutes fluviales des affluents de l'Amazone, et le dense chevelu de leur bassin hydrographique, sur lesquels glissent aisément les pirogues des différentes populations amérindiennes et « amérafriçaines », ces dernières portant encore fièrement la cicatrice esclavagiste par leur appellation commune en Guyane de « noirs marrons⁵⁰⁵ ». Le terme « marron » dérive pourtant de l'espagnol « *cimarron* » qui désigne à l'origine le bétail en fuite regroupé en troupeaux sauvages. Ce terme à connotation raciste regroupe en Guyane les ethnies Saramaka, Ndjuka et Boni (ou Aluku) (et les Paramarika à St Laurent) qui ont cependant finis par l'adopter avec une certaine fierté, en raison de sa connotation émancipatoire. Dès le début du 18^e siècle les nombreux groupes d'esclaves fugitifs utilisaient les fleuves pour mener des raids punitifs sur les plantations du littoral de Guyane Hollandaise⁵⁰⁶, surprenant les colons mal à l'aise sur cette surface. Dès 1761 le gouverneur dû même se résoudre à des accords de paix avec la plupart des groupes de « marrons » pour ne pas remettre en cause la stabilité économique de sa colonie. Seul le grand chef (nommé) « Boni » continuera alors l'organisation de raids dévastateurs sur les plantations, et les militaires hollandais n'auront jamais le dessus sur ses hommes dans le milieu forestier. Face à la pression et aux alliances avec les groupes pacifiés, les « Boni » finissent cependant par se réfugier chez les amérindiens Wayana aux sources du Maroni. Ils ne redescendent le long du fleuve pour s'installer en Guyane Française qu'au début du 19^e siècle. Les jeunes hommes Saramaka⁵⁰⁷ originaires du Surinam furent pour leur part invités par le gouverneur de Guyane (via une demande au gouverneur de la partie hollandaise, et au « *Gran Man* », chef coutumier), pour effectuer des travaux forestiers et le transport fluvial essentiel à la survie de la colonie. Ils rejoignirent alors les premiers groupes de « marrons » qui avaient fuit l'exploitation esclavagiste en traversant le Maroni et en s'abritant dans l'Ouest de la Guyane française déserte (Orru, J.-F., 2001).

C'est donc à contre-courant de toute rationalité que les colons ont divisé l'immense plateau forestier des Guyanes, vaste ensemble de territoires amérindiens et « amérafriçains », en s'appuyant sur ce que représentaient pour eux des facteurs tomogènes, les fleuves imposants aux yeux des européens par leur largeur, leur profondeur, leurs courants, et leur fréquentation par une faune

⁵⁰⁵ On distingue en Guyane la population « créole », pourtant relativement peu métissée, des populations de « noirs marrons » originaires plus ou moins directement du Surinam.

⁵⁰⁶ L'expérience de la poldérisation des hollandais leur permit une « mise en valeur » beaucoup plus poussée de la Guyane, avec par conséquent l'arrivée de beaucoup plus d'esclaves et de colons.

⁵⁰⁷ Les Saramaka sont l'ethnie la mieux représentée politiquement au Surinam, par le puissant lobby de l'*Association of Saramaccan Authorities* qui regroupe l'ensemble des chefs de villages coutumiers. Il est notable que les « noirs marrons » ne représentent que 10% de la population totale du Surinam alors qu'ils sont partout majoritaires dans l'Est du pays hors de la capitale Paramaribo où se concentrent les populations d'origine indienne et les métissés créoles.

mythique de l'« enfer vert » : caïmans, piranhas, serpents d'eau, etc. Par conséquent les administrateurs ont non seulement, comme ce fut le cas lors du partage de l'Afrique à Berlin, surimposé leurs frontières à des espaces autrement territorialisés, mais leurs divisions artificielles de la porte de l'Eldorado s'est en outre effectuée au beau milieu du réseau d'« autoroutes » de ces populations, les fleuves, dont l'importance est soulignée par la toponymie des nombreuses villes portant le nom du fleuve adjacent (Sinamary, Kourou, Oyapoke, etc.). Les bassins hydrographiques au chevelu le plus complet et le plus long, comme celui du Maroni qui occupe le tiers occidental de la Guyane, et sa partie symétrique du côté surinamais, se sont dès lors vu coupés par d'arbitraires divisions.

La première conséquence de ce découpage doublement malheureux fut la création de marges, les frontières étatiques, au beau milieu de centres fluviaux polarisant. St Laurent est une des marges les plus périphériques de la France (c'est, pour ne prendre qu'un exemple, une des dernières régions impaludées de France), et de l'Union Européenne, mais c'est avant tout un important centre régional (c'est la sous-préfecture et la seconde commune de Guyane en terme de population avec près de 20 000 habitants), et ce bien au-delà du simple regain d'activité classiquement généré par les frontières dans les régions ultra périphériques (bases militaires et activités formelles et informelles liées, travailleurs pour les transbordements, trafiquants en tous genre, etc.). De la même manière, son homologue Albina est la seule ville importante située à l'Est de Paramaribo. Entre St Laurent/Albina et Cayenne/Paramaribo s'étend une forêt dense (et une savane sèche autour de Sinamary côté Guyanais), périphérie plus ou moins polarisée par ces villes. La proto-conurbation de St Laurent – Albina est donc, toutes proportions gardées, l'équivalent de Cayenne ou de Paramaribo en terme de polarisation régionale. Si il y a quelques années encore une importante partie des Laurentins se déplaçaient régulièrement pour des achats de nourriture (huile, lait, farine, etc.) et de vêtements à Cayenne, les commerçants d'origine chinoise répondent désormais à l'essentiel de la demande locale à travers leurs franchises (Super U, Leader Price), leurs restaurants et leurs boutiques.

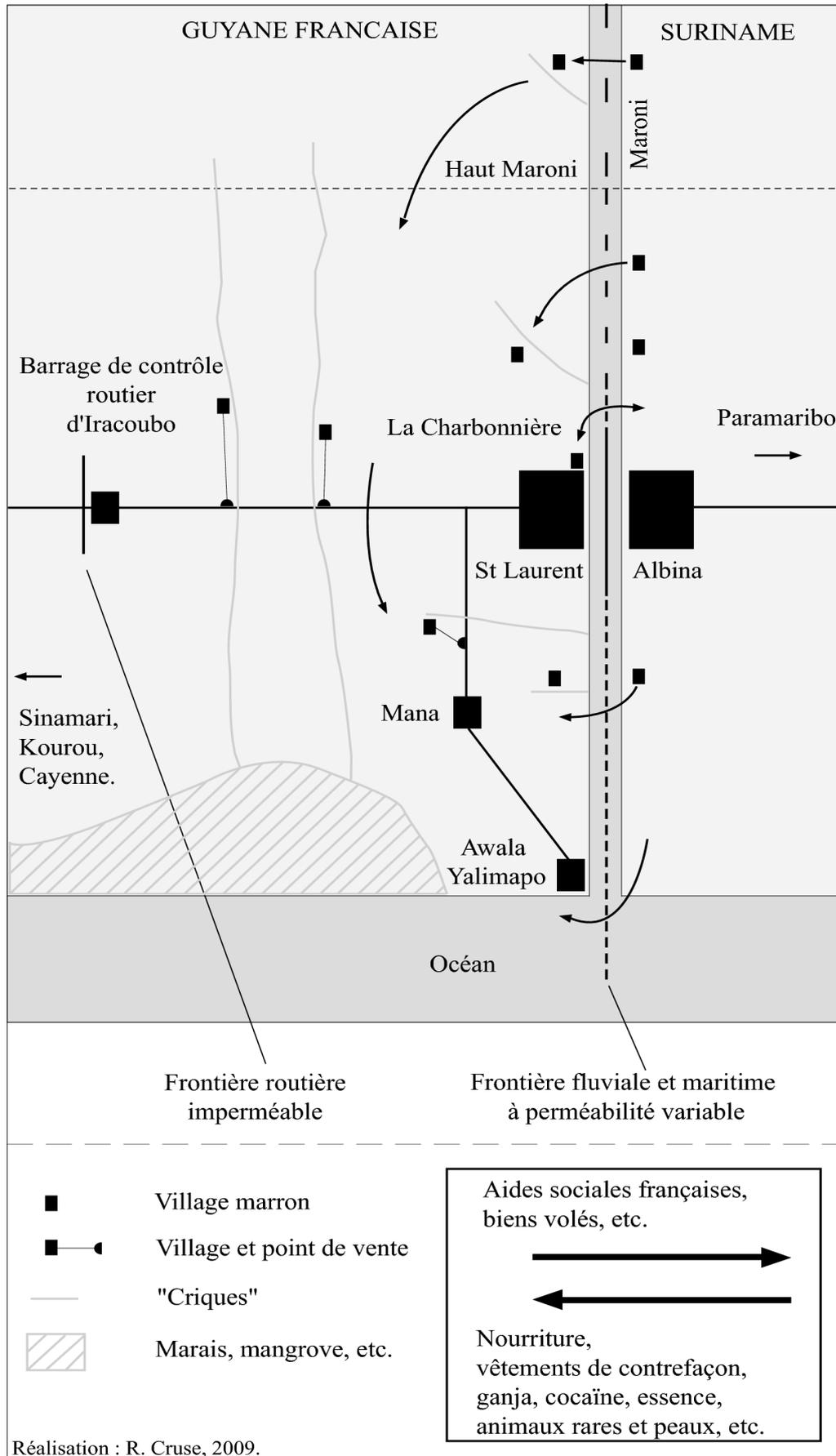
D'autant plus que les habitants de St Laurent (et leurs commerçants) s'approvisionnent désormais de manière privilégiée du côté surinamais, dans une illégalité tolérée par la sévère police militaire, en raison des retombées locales sur cet environnement économique fébrile (le PNB par habitant du Surinam est de 7100 US\$ par an et par habitant et des inégalités profondes existent entre les quartiers prospères de Paramaribo et le reste de la ville, et plus encore, l'immensité forestière et les villes secondaires). Les prix des produits alimentaires vendus par les commerçants chinois, et

vestimentaires contrôlés par la filière indienne, y sont en effet nettement inférieurs aux prix français et il suffit d'utiliser la pirogue familiale ou, le cas échéant, de louer les services d'un des nombreux piroguiers qui opèrent en permanence hors de l'enceinte douanière française, pour deux euros par traversée.

Les surinamais utilisent les mêmes réseaux pour passer facilement du côté français. Ils peuvent alors s'appuyer sur leurs réseaux ethniques (les Saramaka et les Djuka sont par exemple présent sur les deux rives du fleuve) et sur les nombreux franco-surinamais réfugiés durant la guerre du Surinam (1982 – 1990 ; Cf. Chapitre 3) pour s'intégrer localement, tenter de poursuivre vers Cayenne à la recherche d'emplois informels/illégaux, ou simplement tenter une petite vente sur St Laurent (Cannabis, drogues de synthèses importées de Hollande, vêtements de contrefaçons, etc.). Les réfugiés surinamais de la première vague ont généralement cherché les croisements d'axes de communication structurant (Carte 61) : « crique »⁵⁰⁸ et sentier pédestre, « crique » et route, route et fleuve, fleuve et sentier, etc., c'est pourquoi on les retrouve tout le long du Maroni avec des concentrations à St Laurent, Maripasoula et Grand Santi (plus en amont s'étendent les territoires amérindiens) et de manière plus dispersée le long de l'axe routier St Laurent - Mana et de St Laurent – Cayenne, aux intersections des principales criques. Là, ils survivent comme de l'autre côté du fleuve d'une agriculture vivrière, de la pêche, de la chasse et, pour les régularisés, des aides économiques d'insertion. Ils complètent généralement leurs revenus, en vendant au bord des axes routiers leur artisanat (sculptures sur bois précieux, peintures Saramaka, etc.) et occasionnellement une belle prise de poisson ou de gibier dépecé (et plus discrètement des prises interdites comme des peaux de jaguar ou des singes). Les « noirs marrons » de la région naviguent principalement dans des eaux informelles, mais rarement complètement illégales, correspondant à leurs usages traditionnels et à l'indépendance limitée qu'ils ont chèrement gagné (de l'autre côté du fleuve) au 18^e siècle.

⁵⁰⁸ Ruisseau. La crique est le point d'eau nécessaire à toute implantation humaine dans ces zones désertes en terme d'infrastructures et, pour les plus grandes, un axe de circulation relié à la rivière, puis au fleuve. D'où son facteur d'attraction. Le terme « crique » employé en Guyane française à contresens, dérive vraisemblablement de l'anglais « creek », via le *Taki Taki* qui lui emprunte des expressions, qui peuvent aussi bien désigner une petite baie de bord de mer (une crique) qu'un petit ruisseau. Se sont sans doute les marrons du Surinam qui ont apporté en Guyane Française l'utilisation de ces micro-espaces fluviaux et l'appellation sous laquelle ils les connaissaient.

FIG N°61 : ORGANISATION CHOREMATIQUE DE L'HABITAT MARRON EN GUYANE FRANCAISE EN GUYANE FRANCAISE



Les surinamais clandestins récemment arrivés, qui appartiennent aussi à ces ethnies de « marrons », sont poussés vers les eaux illégales par les nécessités de la survie (ils ne peuvent obtenir de permis de travail, d'aide d'insertion, etc., coté français, mais la situation économique est plus dramatique encore coté surinamais ou le PNB/hbt est cinq fois inférieur⁵⁰⁹) ou par la gourmandise qui les pousse à utiliser la frontière comme une protection après de petits méfaits.

C'est dans ce contexte que les agences locales de sécurité prospèrent dans la commune de St Laurent, peu dense et étendue (près de 4 900Km² le long du Maroni) où la criminalité a explosé au tournant du millénaire (l'année 2006-2007 marque cependant un net ralentissement du phénomène). Bon nombre de petits voleurs traversent régulièrement pour des petits « coups » : braquages de commerces ou de particuliers, cambriolages, vols de motos, de pièces automobiles, etc., et repassent aussitôt leur forfait accompli, de l'autre coté du fleuve-frontière. Les habitants des deux rives, noirs marrons comme amérindiens, sont armés pour la chasse au gros gibier (les enfants chassent au fusil dès 8 à 10 ans, gibiers de terre, caïmans, etc.) et la fracture économique engendrée artificiellement par la frontière (un coté touche le RMI, les allocations, les salaires de fonctionnaires français majorés de 40%, etc.), crée un climat d'insécurité propice à l'escalade de la violence, ce qui pousse les voleurs à s'armer lourdement pour accomplir leurs méfaits : canons sciés, fusils à pompe, armes automatiques, et autres héritages de la guerre du Surinam et des trafics transatlantiques et transamazoniens entre la Lybie et la Colombie (Meyzonnier, S., 2000 ; Labrousse, A., 2003). Les gendarmes de St Laurent ne sont pas mieux équipés... Pour éviter les chiens de garde (achetés en contrebande au Surinam...), les voleurs (surinamais et guyaniens dans 75% des cas pour des raisons économiques évidentes⁵¹⁰) s'enduisent les vêtements de graisse de « tigre » (Jaguar) dont l'odeur fait fuir les plus gros des molosses. La fracture crée rapidement des perceptions négatives faites de généralisations hâtives. Les « anglais⁵¹¹ » sont considérés en Guyane comme des fainéants, voleurs, dealers de crack...

Les récidivistes sont nombreux jusqu'à la première arrestation coté français : les « *cow-boy* » des agences de sécurité locales et les gendarmes généralement impuissants se chargent de dissuader les voleurs surinamais de toutes nouvelles tentatives, avant de les « rendre » aux forces de la police militaire d'Albina. Plusieurs ONG surveillant le respect des droits de l'homme ont dénoncé les pratiques de cette force connue pour ses exécutions extrajudiciaires et son taux de

⁵⁰⁹ Le PNB par an et par habitant du Surinam est de 7 100 US\$ quand le PNB par habitant français est de 31 100US\$

⁵¹⁰ Cf Meyzonnier, P., 2000

⁵¹¹ Raccourci guyanais pour rassembler les populations anglophones (Guyaniens, surinamais, Luciens, etc.), souvent clandestines, bien que ceux-ci parlent généralement mieux les langages créoles comme le Taki-taki que l'anglais ou le Hollandais (langage officiel du Surinam)

corruption galopant. Aussi puissante et aussi crainte soit elle, cette unité chargée de l'application de la territorialisation surinamaïse se heurte aux territoires en palimpseste des chefs de village. Coté surinamaïse, hors d'Albina, aucune action n'est entreprise sans l'accord de ses derniers, que se soit pour l'arrestation de criminels ou pour la récupération d'objets volés de l'autre coté du fleuve, même quand les forces françaises tentent des « coups » discrets avec l'accord de leurs homologues surinamaïses⁵¹². Le bassin versant du Maroni est territorialisé à la fois par l'Etat français, de manière plus ou moins marginale, en rive orientale du fleuve, par l'Etat surinamaïse en bordure occidentale, par les chefs de village marrons sur les deux rives, et par les nations amérindiennes autonomes (Emerillons, Arawak, Galibi, etc.) qui possèdent un rapport à l'espace et un semi-nomadisme non conciliable avec les découpages administratifs européens... Cette superposition délimitée par une frontière Etatique a perméabilité variable (Cf. Carte 61) crée paradoxalement une sorte de *no man's land* juridique dans lequel chacun peine à faire respecter sa territorialité. Les forces en présence tendent à s'annuler mutuellement, d'où la présence de trafics illégaux en tous genres : animaux (oiseaux, singes, chiens, etc.) et produits dérivés d'animaux (peaux de jaguar, d'ocelot, etc.) interdits à la vente; or non enregistré (la majorité des transactions en forêt est effectuée, des deux cotés de la frontière, en grammes d'or, y compris dans la plus grande commune de France Maripasoula); drogues illicites (et notamment cocaïne produite pour les « cartels » colombiens dans les laboratoires abrités par la forêt du Guyana et sans doute du Surinam (Figueira, D., 2004) (Patrick Meyzonnieur affirme même que certains laboratoires existaient déjà dans l'intérieur de la Guyane Française); de grosses quantités de cannabis surinamaïse et des drogues de synthèse hollandaises); contrefaçons diverses, etc. Au début des années 2000 on estime que 7 à 8t de cocaïne traversent chaque année le Maroni via les pirogues de contrebandiers... (Meyzonnieur, P., 2000). Jusqu'au début des années 1990, la Guyane ne connaissait pourtant que la consommation anecdotique et culturellement intégrée de cannabis parmi les populations noires (créoles et marrons), d'opium dans la communauté H'mong, et de plantes hallucinogènes utilisées à des fins chamaniques dans la communauté amérindienne. Depuis, la consommation a explosé par débordement des volumes de cocaïne et d'héroïne colombienne et de cannabis mexicain, colombien, surinamaïse, etc., exportée vers l'Europe via les réseaux diasporiques.

⁵¹²Cf. Interview avec Elin Drelon, responsable de la principale agence de sécurité de St Laurent du Maroni. Interviews menées à St Laurent en Juillet 2007 et 2008.



Une habitation de « noirs marron » en périphérie de St Laurent du Maroni, on remarque le symbole transfrontalier des pancartes dans les trois langues parlées autour du fleuve frontière (Français, Taki-taki, Anglais)

Marge économique française, la Guyane représente pourtant un marché riche au sein de son environnement. Les jeunes hommes de St Laurent servent de plus en plus d'intermédiaires vers la métropole : plusieurs affaires récentes tendent à montrer que des intermédiaires locaux exploitent leur intérêt pour les opportunités de travail en France hexagonale, pour les inciter à devenir mules. Au début du mois d'août 2007 quatre jeunes laurentins ont ainsi été arrêtés à l'aéroport international de Rochambeau (Cayenne), durant l'enregistrement pour Paris, en possession de cubitainers remplis d'un mélange de rhum et de cocaïne. Le parquet de Cayenne découvre alors avec étonnement que les trafiquants transportent désormais la cocaïne sous forme liquide (France Guyane 1^{er} Août 2007) (La pratique est pourtant courante depuis plusieurs années dans certaines îles de la Caraïbe comme Tobago). Le lendemain un jeune homme de Kourou est arrêté en possession de 150g de cocaïne qu'il tentait de transporter vers Paris en échange, déclare la police, de 2 000 euros et d'un billet d'avion gratuit (France Guyane 2 août 2007). Le prix payé aux mules, pour des quantités aussi minimes, prouve que la cocaïne pénètre la Guyane française à des coûts proches de ceux en vigueur du Venezuela à Trinidad et au Surinam, de plus ou moins 3 000 US\$ par kilogramme, quand l'équivalent se revend en Europe occidentale entre 26 000 et 56 000 US\$⁵¹³ (Lebleux, D., Quéré, S., Raufer, X., 2007), soit en moyenne plus de 40 500 US\$ de bénéfices (nets...) - plus de 35 US\$ par gramme ! - par kilogramme passé d'un côté à l'autre de cette frontière aérienne⁵¹⁴ ! A la vente au détail, les profits explosent plus encore puisque un kilogramme vendu au prix moyen en France (2007) de 65 euros par gramme (Lebleux, D., Quéré, S., Raufer, X., 2007), vaut 87 000 US\$! La tentation est évidemment grande pour certains jeunes guyanais sous-employés et sans perspective d'avenir économique local, qui voient dans le transport occasionnel une porte de sortie vers la métropole, même si les sommes qu'on leur offre pour cet emploi de mule sont ridicules comparées aux bénéfices réels et aux risques de l'entreprise. Ce d'autant plus que les trafiquants sont connus pour employer de plus en plus de mules sacrifiées dans la tactique du « *shotgun*⁵¹⁵ » (UNODC, 2007) et qu'il n'existe aucune raison de penser que celle-ci soit propre aux liaisons africano-européennes.

Face à la recrudescence des cas, le Conseil Général de Guyane a lancé durant l'été 2007 une vaste campagne publicitaire intitulée « *Votre dernier petit déjeuner* ». Sur l'affiche une jeune femme

⁵¹³ Les sources américaines montent jusqu'à 77 000 US\$ par Kilogramme vendu dans la zone Euro.

⁵¹⁴ Sans compter que la cocaïne est disponible dans la zone caribéenne dans des degrés de pureté proches de 95% (Figueira, D., 2004) alors qu'elle est « coupée » dans la zone Euro pour multiplier les bénéfices.

⁵¹⁵ La tactique du « *shotgun* » consiste à concentrer un grand nombre de mules sur un seul vol. Cette stratégie prend en compte les pertes possibles et le nombre limité de mules que les douanes ne peuvent arrêter sur chaque vol.

noire étiquetée « mule » avale des sachets de cocaïne regroupés dans un bol marqué d'une tête de mort qui rappelle à la fois dangers et piraterie.

D'après le Juge d'instruction du tribunal de Cayenne Eric Fournier⁵¹⁶, un gramme de cocaïne vaut à Cayenne la moitié du prix pratiqué en métropole⁵¹⁷ (soit environ 32 US\$ par gramme de cocaïne pure à plus de 95%) ce qui tendrait à prouver que les contrôles douaniers français sur l'axe St Laurent – Cayenne font fortement augmenter les prix (le kilogramme disponible en gros entre 3 000 et 4 000 US\$ au Surinam se vendrait alors au détail à plus de 32 000 US\$ à Cayenne). Cette explosion des prix sur une distance aussi courte explique la spécialisation de certains « courriers » dans le transport de petites quantités de cocaïne de St Laurent vers le marché de Cayenne. Tous les moyens sont utilisés, de la voiture particulière au taxi collectif en passant par les lignes aériennes intérieures (la liaison quotidienne Maripasoula – Cayenne, notamment). En raison de la proximité et de l'absence de contrôles efficaces des identités, les guyaniens et surinamais sont les premiers employés de ce secteur comme le montrent les fréquentes arrestations (voir par exemple France Guyane, 23 Août 2007)

Même en conservant ces prix au détails – 32 000 à Cayenne contre 87 000 en France -, la marge dégagée sur le transport d'un kilogramme de cocaïne (poids moyen transporté par les mules) de Cayenne vers la métropole s'élèverait à plus de 50 000 US\$. Or ces mules sont en moyenne gratifiées d'un « salaire » de 2 000 à 4 000 US\$, en plus du coût du billet d'avion, par passage de l'Amérique Latine vers l'Europe (Lebleux, D., Quéré, S., Rauffer, X., 2007), soit moins de 10% des profits réels de leur entreprise. Des laboratoires abritées par la forêt Guyanienne (Guyana) à Paris, en passant par St Laurent puis par Cayenne, un kilogramme de cocaïne aura généré plus de 80 000 dollars de bénéfices nets. Les mules fréquemment arrêtées aux aéroports internationaux qui remplissent les prisons caribéennes surpeuplées empochent moins de 4% de cette montagne de narcodollars pour prendre le plus gros des risques. Si on considérait la Guyane Française comme un pays indépendant, le territoire français représenterait le deuxième au monde en terme de taux de prisonniers pour 100 000 habitants juste derrière les Etats-Unis (respectivement 630 et 750), bien loin devant la moyenne mondiale (175) et la France métropolitaine (85)⁵¹⁸ !

Commence alors pour ces employés d'un jour la marche vers l'établissement pénitentiaire vétuste de Matoury (Cayenne) ou le nouvel établissement de Rémire-Montjoly. G. Termini,

⁵¹⁶Interview menée à Cayenne en Août 2007.

⁵¹⁷ Sans prendre en compte le degré de pureté beaucoup plus fort en Guyane.

⁵¹⁸ Chiffres fournis par le Centre d'étude des prisons de l'Université de Londres, <http://www.prisonstudies.org/>

surveillant dans ces établissements de 1992 à 2000, raconte les dysfonctionnements de ce véritable Antimonde (Termini, G., 2004) : dans le premier, la surpopulation est criante (jusqu'à 380 hommes pour 114 places et 36 femmes pour 7 places !), l'hygiène une utopie, et l'administration se complait dans cet état de fait en raison de son double mépris pour les condamnés (et les prévenus) et pour les étrangers Guyaniens⁵¹⁹ et surinamais qui occupent la majorité des places de l'établissement, en plus du racisme primaire qui animerait bon nombre des fonctionnaires métropolitains envers les prisonniers noirs. La nuit, les détenus, livrés à eux-mêmes en raison de l'infériorité numérique des surveillants et de leur manque d'équipement, profitent du relâchement pour régler leurs comptes et pour soulager leurs pulsions. Paradoxalement, si les mondes caribéens demeurent outrageusement homophobes, les murs de la prison cachent de violentes pratiques homosexuelles (dans les quartiers des hommes comme dans ceux des femmes). A tel point que l'administration distribue des préservatifs aux détenus pour contenir les maladies sexuellement transmissibles ! L'ancien surveillant accuse aussi certaines assistantes sociales de se livrer à des formes de prostitution déguisée, lors de leurs visites, sous l'œil bienveillant de surveillants. Environ 30% de la population carcérale se compose ici de toxicomanes, soit plus que le double de la moyenne métropolitaine (Meyonnier, P., 2000).

Les visites trihebdomadaires sont l'occasion pour les familles d'introduire dans les fruits frais (seuls échanges autorisés) de la ganja ou des lames de scie à métaux utilisées pour les tentatives d'évasion. Ces tentatives, au nombre d'une par mois dans l'ancien établissement, sont souvent réussies d'après l'ancien surveillant, en raison de plusieurs facteurs : les outils disparaissent des ateliers sans que les détenus ne soient fouillés, les surveillants de garde la nuit n'interviennent pas dans les dortoirs et préfèrent généralement passer leur service au téléphone, etc. Conscient du sort qui les attend à leur remise à la police militaire d'Albina après leur peine, les clandestins surinamais sont avec les Guyaniens les plus déterminés à s'échapper coûte que coûte. Armés de seules brosses à dent au manche aiguisé ou du fer des mécanismes de chasse d'eau, ces « marrons » contemporains trouvent peu de résistance de la part des fonctionnaires (qui profitent de ces incidents pour réclamer des renforts de personnel à leur administration), et leur habitude de la forêt et l'étendue de leurs réseaux diasporiques les rend irrattrapables une fois le mur d'enceinte franchi. Ils fuient alors rapidement par l'intérieur pour se réfugier de l'autre côté du fleuve frontière, à l'abri du (non-) droit surinamais.

Le Maroni n'est donc une barrière que pour les lointaines administrations européennes. Pour les habitants des deux rives c'est avant tout un centre de gravité de la vie quotidienne. On utilise les

⁵¹⁹ Plusieurs affaires ont fait état de prisonniers Guyaniens dépouillés de leurs fonds par les fonctionnaires durant leur détention.

avantages de chacune des deux rives pour joindre les deux bouts. Dès lors, au lieu de créer une coupure, la frontière accroît la circulation fluviale entre ces deux Guyanes comme en témoigne l'incessant trafic de pirogues entre St Laurent et Albina. Les ondes radio ne sont pas arrêtées par le fleuve et St Laurent capte à la fois la lointaine France Inter et les plus proches fréquences pirates surinamaises, ainsi que les radios guyanaises. Les fêtes populaires (*Reggae Party* d'Albina, Fête de St Laurent, etc.) des deux cotés du fleuves attirent largement la population de la proto-conurbation sans discrimination nationale. Affiches et radios diffusent d'ailleurs les publicités pour ces événements des deux cotés de la frontière.

Le fleuve est au centre de la vie des habitants de St Laurent et d'Albina, ainsi que des centaines de villages dispersés le long des deux rives plus au Sud, à l'intérieur des terres. L'« *éternité verte du fleuve* » (Sepulveda, L., 1992) sert de sanitaires, de bain public, d'aire de loisir, de source d'eau, de station de lavage de voiture, etc. C'est aussi la seule route liant les familles des groupes marrons et amérindiens du fleuve. Les deux rives sont naturellement tournées l'une vers l'autre et, de plus, les habitants de St Laurent sont culturellement, dans leur très grande majorité, aussi proches du Surinam qu'ils sont éloignés de la métropole française... Car les deux rives sont peuplées des mêmes populations de « noirs marrons » et d'amérindiens, séparés seulement par les aléas coloniaux. Jean-Marc Hurault décrit par exemple les migrations de population amérindiennes du littoral comme une pratique courante, lié au départ des jeunes pour se marier, et au « *départ des ménages libérés de leurs obligations de résidence par la mort des parents de la femme* », lors de laquelle la migration se fait « *indifféremment entre les villages de la rive française et ceux de la rive surinamaïse...* » (Hurault, J.-M., 1972). Par essence et par nécessité les groupes amérindiens de l'Amazonie évoluent dans un semi nomadisme forcé : les abattis agricoles ne peuvent être exploités plus de deux années de suite en raison de la pauvreté des sols tropicaux et du lessivage rapide qui s'opère dès lors qu'ils sont défrichés, les fourmis manioc et les rongeurs pullulent plus particulièrement dans les zones défrichés et les constructions rudimentaires des amérindiens sont rapidement envahies par les parasites en tout genre. De plus la tradition du mariage exogame destinée à prévenir l'endogamie, pousse les jeunes hommes à migrer pour se marier. Il est en outre notable que l'arrivée des européens dans la région permit aux amérindiens de l'intérieur de faire des progrès de navigation fluviale considérable avec l'apparition des outils de fer (pour creuser des pirogues), étendant largement les possibilités de migrations aux vastes rivières autrefois répulsives à ces groupes (Hurault, J., M., 1972). Des projets comme la construction du centre spatial de Kourou n'ont réussi à fixer que temporairement certains groupes amérindiens qui ont après quelques années repris le chemin de la forêt. Les groupes de noirs marrons sont au contraire liés à la terre et

possèdent un fort culte des ancêtres qui les lient à des villages fixes. Mais en raison d'une territorialisation ne se souciant guère des pouvoirs européens, des difficultés économiques et du fait des migrations de réfugiés durant la guerre du Surinam, les familles vivant à cheval sur le fleuve sont particulièrement nombreuses. Il est nettement plus aisé de différencier un noir marron Boni, d'un noir marron Saramaka ou Djuka (ne serait-ce que par la langue parlée), que de différencier un noir marron français d'un noir marron surinamais (il est courant qu'un noir marron français ne maîtrise que très mal la langue de Molière, particulièrement chez les adultes), et les contrôles en sont d'autant plus compliqués pour les jeunes recrues qui sont en outre la plupart du temps originaires de la France hexagonale, et complètement étrangères à ces problématiques complexes dépassant de loin la simple pigmentation. Le véritable contrôle d'identité des autorités françaises s'effectue d'ailleurs une centaine de kilomètres plus à l'Est sur la route de Cayenne, sur le pont d'Iracoubo (Carte 61). Face à l'impossibilité de maîtriser les traversées sur les centaines de kilomètres de frontières, les forces de répression se concentrent sur l'entonnoir routier qui, seul, relie le bassin hydrographique du Maroni à Cayenne (les fleuves coulent globalement du Sud vers le Nord dans les Guyanes, et non d'Est en Ouest). Les douanes volantes n'ont jamais aussi bien porté leur nom et s'attachent à contrôler les véhicules de manière aléatoire entre St Laurent et Kourou. Peu de frontières sont aussi floues que cette séparation artificielle, au cœur de la forêt des Guyanes. Et que dire du haut Maroni qui échappe totalement à la territorialisation de l'Etat français. L'opacité verte y est telle qu'on ne connaît pas même le relief du quart nord du département (Barret, J., (Dir.), 2001) !

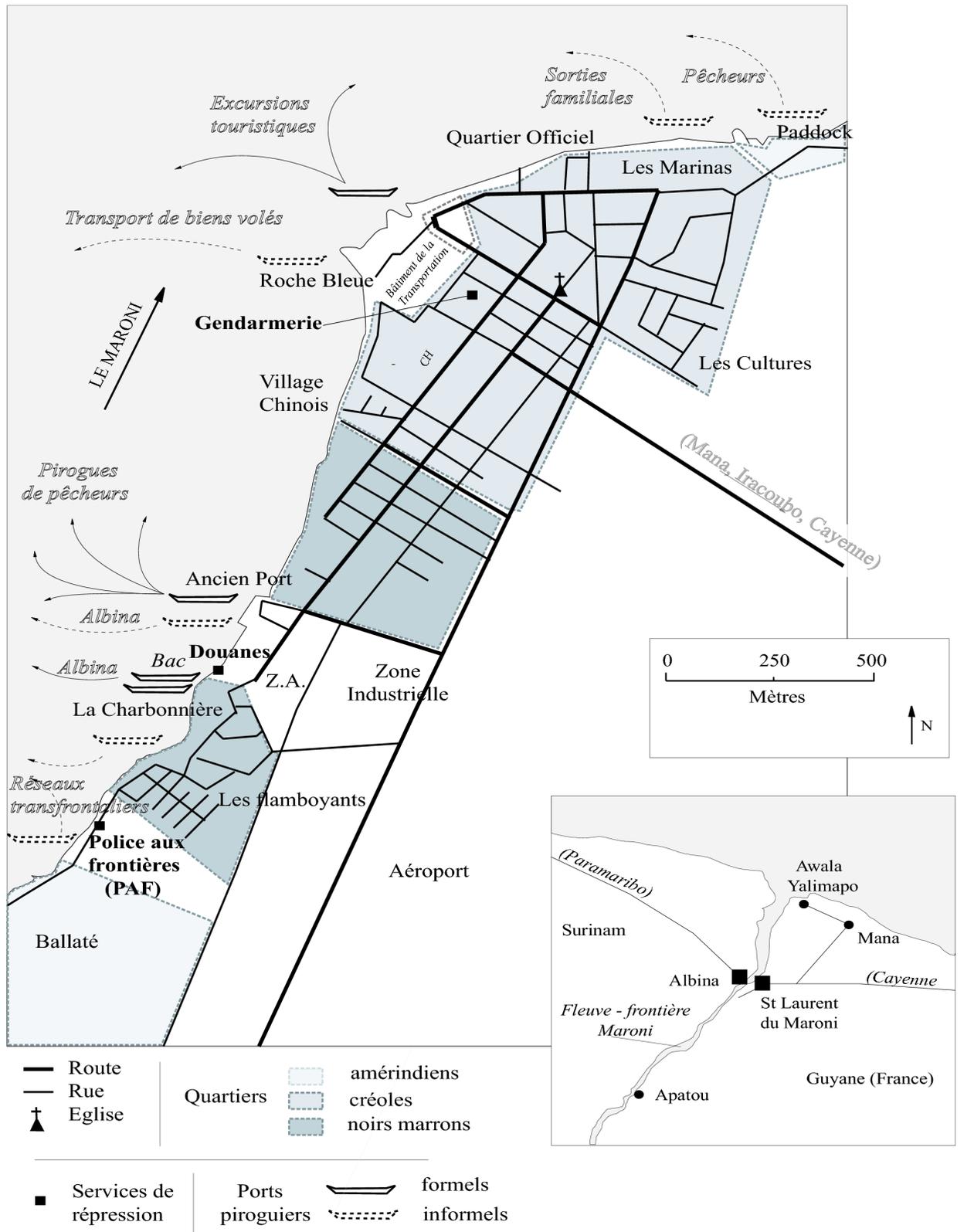
Mais pour ceux qui souhaitent bénéficier des droits accordés aux citoyens français de cet imbroglio territorial, le passage de cette frontière tracée au crayon de bois à travers la forêt ne suffit pas. S'engage alors la longue route pour obtenir un permis de travail ou un certificat de paternité pour obtenir un droit de visite, ou mieux, un mariage qui permettra de devenir, après deux ans de vie (plus ou moins) commune, français. La journaliste Valérie Rodrigue estime en Guyane le coût des mariages arrangés, ou « mariages blancs », à 7 500 euros ! Un véritable business s'organise alors avec ses intermédiaires, ses passeurs, etc. La préfecture de St Laurent reçoit en moyenne une dizaine de demandes jugées « suspectes » tous les mois : des hommes de plus de 70 ans souhaitant se marier avec des jeunes filles surinamaises d'un vingtaine d'années, des couples qui avouent se connaître depuis quelques semaines seulement, des hommes sous le charme de jeunes filles étrangères rencontrées en boîtes de nuit, etc. (France-Guyane 4 et 5 août 2007). Les surinamaises ne sont pas les seules à participer à ce business dans lequel excellent déjà les jeunes femmes dominicaines, brésiliennes, haïtiennes, etc. Dans les clubs de Cayenne, Kourou, St Laurent, etc., la

chasse est ouverte pour la séduction des passeports français. En face, les fonctionnaires métropolitains, seuls ou non, sont nombreux à succomber aux charmes des jeunes filles qui pratiquent ce type de prostitution déguisée sur le long terme. Autre grand classique Laurentin, d'après le responsable des urgences de Cayenne, les traversées de femmes surinamaises au moment de l'accouchement, pour tenter de faire naître le bébé coté français. En phase terminale, elles louent les services d'un piroguier qui les déposent du côté français et prévient les secours. L'hôpital vétuste de St Laurent, qui peine déjà à fournir à ses patients le standing français sous ses latitudes équatoriales, est saturé...

Les gendarmes de St Laurent ont aussi mis au jour l'affaire d'un épicier à qui on avait offert la somme de 10 000 euros pour délivrer un faux certificat de travail à un jeune surinamais. D'autres cherchent des filles-mères et leur « achètent » un faux certificat de paternité pour obtenir un droit de visite (France Guyane 4 et 5 août 2005)...

Les plus désespérés, Haïtiens en tête, se contentent de vivre dans une communauté d'illégaux : ils représentent en Guyane un cinquième de la population, un quart des naissances et 60% des clandestins. (Meyzonnier, P., 2000) La plupart d'entre eux transitent par le Surinam comme ceux visant la Guadeloupe passent par la Dominique.

FIG N°62 : ST LAURENT DU MARONI



Sources : Atlas de Guyane 2001; Drelon, E., 2007 (Interview)

St Laurent s'organise en espaces spécialisés (Carte 62) : le long du fleuve on retrouve tout d'abord les ruines de l'ancien camp de la transportation, puis le « village chinois », autour desquels s'organise le gros du trafic fluvial clandestin vers le Surinam. C'est le point de départ et de retour pour les habitants du bourg qui souhaitent faire des courses au rabais de l'autre côté du fleuve, hors taxes douanières françaises, ainsi que pour certains surinamais qui y dissimulent leur pirogue le temps d'accomplir de petits vols, parfois sur commande. Les jeunes se rassemblent à certains coins de rue pour vendre la ganja surinamaïse et le crack, qu'ils peuvent aisément dissimuler dans les maisons abandonnées qui jalonnent ces rues. Hommes et femmes plus âgés vendent ici de manière informelle essence et riz surinamaïse. C'est le lieu où se produisent le plus de vols à l'arraché et d'agressions à St Laurent.

Quelques centaines de mètres plus au Sud, on retrouve le débarcadère officiel du bac transfrontalier flanqué du bureau de la douane française, où se concentre le flux touristique des français (non laurentins) souhaitant visiter le Surinam, ainsi qu'au retour les rares exportateurs légaux, non rebutés par la taxation en vigueur. Accolé à ce débarcadère s'étend le village « marron » de la Charbonnière, caractérisé par ses maisons en bois au toit haut et pointu. C'est un des quartiers les plus mythiques de St Laurent, créé de toutes pièces par les réfugiés surinamaïse lors de la guerre du Surinam, avec ces ruelles étroites, défoncées et inondées, et ses maisons traditionnelles. La Gendarmerie ne s'y aventure pas après la tombée de la nuit, sauf urgence. Les pirogues s'entassent devant les maisons, et « noirs marrons » transfrontaliers y débarquent en toute sérénité les bidons d'essence en provenance du Suriname qu'ils vendent ici à un prix à faire pâlir la station service « Total » située à l'entrée de la ville. De véritables pirogues-citernes s'improvisent, quittant Albina chargées de vieux tonneaux rouillés pour l' « île aux lépreux⁵²⁰ », puis la crique Balaté, au niveau de l' « hôtel des trois lacs », ou un célèbre gendarme de St Laurent (!) gère ce trafic illicite (sans doute pour couvrir les frais de son immense villa au bord de la crique), qui peut par conséquent se dérouler en plein jour (contrairement au trafic d'essence sur l'Oyapok, le fleuve frontière avec le Brésil, où les échanges se déroulent exclusivement de nuit). Les revendeurs s'abritent dans le quartier de la Charbonnière où il existe des trafics du même genre pour le ciment et autres matériaux de construction. Car ce quartier « marron » (fondé par les Boni et Saramaka réfugiés durant la guerre du Surinam) est au cœur de tous les trafics illicites, le centre névralgique de la prostitution noire à St Laurent, et le point de ravitaillement des petits criminels qui parasitent la

⁵²⁰ La petite île 'St Louis' située à mi chemin entre St Laurent et Albina, sur laquelle l'administration pénitentiaire Guyanaïse regroupait les bagnards lépreux du temps de la déportation. L'île était alors un excellent tremplin pour les évasions vers la partie Hollandaise. La roue a tourné et se sont désormais les surinamaïse qui l'utilisent pour traverser la frontière vers le département français...

ville avant de se fondre dans la population du quartier. C'est aussi le plus grand centre d'animation de la ville avec ses bars, boîtes de nuit et restaurants informels en bois sous tôle vétuste, sa « plage » et sa scène de concert improvisés le long du fleuve.

Plus au Sud s'étend le quartier amérindien de Balaté avec ses propres réseaux transfrontaliers, mais les trafics illicites y sont moindres, généralement plus réduits au petit trafic d'animaux interdits à la chasse et au trafic d'essence illégalement importé du Surinam. En forêt on rencontre ainsi d'improbables stations services improvisées le long des pistes en latérites peu fréquentées (sur la route de St Jean par exemple). C'est à Balaté que la PAF (Police Aux Frontières) a choisit d'implanter ses bureaux, à distance homéopathique du quartier « marron », qui se retrouve de fait encadré par la douane au Nord, et la PAF au Sud, et cependant dans un certain vide juridique. Des deux bureaux, on distingue aisément le trafic dense de pirogues qui se soucie peu des points d'entrée légaux. Les points de débarquement potentiels sur le fleuve sont illimités depuis Awala Yalimapo (800 habitants), sur l'estuaire, à Grand Santi (2000 habitants) et Maripasoula (plus grande commune de France en superficie avec plus de 18 000 km² pour seulement 3700 habitants), sur le haut Maroni, et toute tentative de contrôle de ces déplacements s'avère impossible. D'autant que les jeunes noir-marrons savent dès leur plus jeune âge construire une pirogue, dans un tronc de gommier éventré puis brûlé, pour se déplacer dans ce monde aquatique qui se soucie peu des divisions administratives.

L'Antimonde, au sens qu'en donne R. Brunet, est à St Laurent du Maroni la conséquence directe des incohérences du Monde (occidental) de référence : il est la conséquence directe du découpage artificiel et particulièrement maladroit de territoires amérindiens et « améraficains », et de la volonté illusoire de contrôle par les métropoles de territoires (et de populations) aussi lointaines physiquement que culturellement. Cette coupure purement administrative, qui ne s'appuie sur aucun obstacle physique, est au contraire posée sur le principal et le plus difficilement contrôlable des axes de communications d'un environnement déjà difficile à territorialiser, selon le modèle traditionnel européen (Le découpage par bassin versant se serait par exemple avéré beaucoup plus judicieux dans la logique de colonisation européenne). En raison de la gestion différentielle des anciennes colonies, le Surinam ayant obtenu son indépendance auprès de la Hollande quand la Guyane devenait un département français à part entière, la fracture Nord/Sud qu'on retrouve généralement à travers les grandes méditerranées larges de milliers de kilomètres, est ici projeté sur un fleuve large de quelques centaines de mètres seulement, facilement navigable, polarisant des populations qui le chevauchent au sens propre (en pirogue), comme au sens figuré

(par les familles présentes des deux cotés du fleuve). « *Les partitions contre nature sont par essence instable* », écrivait déjà Elysée Reclus dans sa « Nouvelle Géographie Universelle » à la fin du 19^e siècle... Car elles sont « *anti-naturelles* » (Reclus, E., 1874). En bonne logique, tous les éléments induits par la fracture Nord/Sud qu'on retrouve dans les méditerranées sont présents et concentrés sur cette étroite bande fluviale (qui s'ouvre d'ailleurs à l'embouchure sur la méditerranée américaine) et, si les populations locales naviguent autour d'un environnement familier, dans un rapport d'homéostasie, les forces de répression⁵²¹ sont elles confrontées à l'« enfer vert » de leurs représentations mythiques de l'espace amazonien. A St Laurent plus qu'ailleurs, l'Antimonde est une jungle qui nourrit chichement la population locale, et plus largement les trafiquants allochtones. C'est aussi le terrain électoral de prédilection de certains politiciens en campagne⁵²² (tout aussi exogènes)...

Au-delà du facteur de la coupure, St Laurent du Maroni a été créé de toutes pièces comme une décharge sociétale ultra périphérique. La Guyane Française pénitentiaire permit en effet de supprimer les bagnes maritimes de la périphérie hexagonale (Brest, Rochefort, Toulon, etc.), pour éloigner plus encore les individus pouvant remettre en cause, par leur unique présence, la validité du modèle de société française. Le père fondateur de la Géographie Française, et anarchiste notoire, Elysée Reclus n'échappa lui-même au bague de Nouvelle Calédonie que par le soulèvement de la communauté scientifique internationale derrière Charles Darwin, entre autres (Hénocque, G., 2002). St Laurent est une cicatrice de cette époque sombre (Laurent était le second prénom du gouverneur colonial de Guyane), ainsi qu'un témoignage silencieux, à travers la forte présence des communautés de noirs marrons, du douloureux passé esclavagiste du pays des « Lumières » et de ses voisins.

Sur ce terreau complexe s'est surimposé, à partir de la fin des années 1980, le spectre de l'organisation de distribution transnationale des drogues illicites. En effet à cette époque, les trafiquants colombiens cherchent à diversifier leurs routes d'exportation pour toucher indirectement le marché Nord américain et, plus directement, le prometteur marché d'Europe occidentale où les prix de vente sont doubles. Apparaissent alors les avantages comparatifs exceptionnels des Guyanes : connectivité combinée aux « anti-routes » fluviales transamazoniennes et aux routes maritimes et aériennes vers les métropoles ou anciennes métropoles, absence de territorialisation de la majorité de ces espaces et, dans le cas du Surinam et du Guyana, possibilité d'exploiter des

⁵²¹ Les forces de répression Guyanaises s'organisent sur une discrimination d'origine tranchée : la police (municipale), avec ses pouvoirs limités, est composé uniquement d'habitants originaires du département, mais la Gendarmerie, la douane, et la PAF, sont des services de « métropolitains » (blancs).

⁵²² On se souvient des photographies de Nicolas Sarkozy en pirogue sur le Maroni durant la campagne électorale de 2007, promettant aux Guyanais la fin des migrations clandestines vers leur département...

rivalités politico-ethniques pour entretenir l'économie de la drogue et directement implanter des laboratoires décentralisés (Figueira, D., 2004). D'où la « *genèse froide de clowns économiques dans un environnement multiculturel* » décrite de manière imagée par l'écrivain Guyanien Wilson Harris (Harris, W., 1977) : « *gouverneurs, premier ministres et autres fonctionnaires d'un Etat brutalisé, un Etat obsolète, un Etat économiquement dépendant, venant à ma table recevoir leur salaire de l'histoire. Fantômes avançant pour recevoir leurs devises d'ombre et de lumière* »...

Les Bouterse, père et fils sont de ceux là au Surinam, fantômes politiciens nourris (dans l'ombre) en voies par les oppositions ethniques et en argent par le trafic de cocaïne (le célèbre « *suricartel* » organisant l'export de cocaïne dans les cargaisons de poissons et de riz), principaux artisans de la guerre du Surinam, et qui ont transformé le pays en proie à une crise économique sévère, en une plaque tournante de la cocaïne vers l'Europe, des drogues de synthèse de la Hollande vers les Etats-Unis (Labrousse, A., 2003), et des armes du moyen Orient vers la Colombie et le Brésil .

La Guyane française voisine représente aujourd'hui un territoire exceptionnel dans l'économie des drogues illicites. Car Cayenne se trouve peu ou prou, dans l'espace réticulaire mondialisé, aussi proche de Paramaribo que de Paris (plus ou moins huit heures de voyage dans les deux cas⁵²³). Or la cocaïne se revend 83 fois plus cher d'un côté de cette étroite bande d' « espace-temps » que de l'autre !

St Laurent n'est certainement pas un « tombeau de l'homme blanc », mais là réside les failles émanant des contradictions du système occidental, en particulier d'un prétendu « libéralisme » qui laisse circuler librement les richesses (bien que le flux soit globalement unidirectionnel, contrairement à ce que les chiffres de l'investissement à l'étranger peuvent laisser croire) mais pas les hommes, et qui gonfle artificiellement les revenus pouvant être tirés des plantes à drogue par la prohibition. Le Maroni, par sa position de frontière entre l'Union Européenne ultra marine et l'un des pays les plus pauvres d'Amérique Latine, n'est plus ni la « *semence du soleil* » des amérindiens, ni un « *égout social* » aménagé par les européens, mais une minuscule mer méditerranée dont le flux et reflux symbolisent la respiration de l'Antimonde transfrontalier. « *Car quelque soit l'endroit où se trouve la carcasse, là les vautours se rassemblent* » (Mathieu, XXIV, 28)...

⁵²³ L'aéroport de Rochambeau relie Paris à Cayenne en huit heures de vol. Pour Paramaribo, on compte généralement un peu plus de trois heures pour relier par la route St Laurent, une heure pour traverser le Maroni et accomplir les formalités administratives (temps élastique...), et au moins quatre heures pour rejoindre Paramaribo en taxi collectif ou en véhicule particulier (saison sèche). Il est aussi possible de rallier Paramaribo à la ville frontalière symétrique de Maripasoula sur l'axe du Maroni, et de traverser le fleuve en Pirogue avant de rallier, toujours par les airs, Maripasoula à Cayenne.

6.3. Les villages péri-insulaires dominicains dans la toile de l'Antimonde des petites Antilles : l'exemple de la baie de Cashacrou

*« La Dominique est l'île qui présente le contraste le plus frappant
entre la pauvreté de la grande majorité de sa population,
particulièrement à Roseau,
et la beauté et la fertilité de l'île »*
(Moyne commission 1945)

*« Je commençais à mieux saisir la situation ;
ou du moins le pensais-je.
C'était toujours cette ancienne division
entre ceux des Marrons qui, pour des raisons diverses,
voulaient tirer la communauté vers le grande monde,
et ceux qui, pour d'autres raisons diverses,
voulaient la resserrer et la ramener à leur petit monde »*
Russell Banks, *Le livre de la Jamaïque*

On passe des bords du Maroni à la baie de Cashacrou (Fig 63) d'une vaste plaine d'érosion fluviale, monde horizontal rythmé par les marées qui modifient naturellement le sens de la circulation sur le fleuve, à un relief volcanique abrupt, un monde tendant vers la verticalité où le plat est perpétuellement menacé par l'eau du ciel et de la mer, un monde « *au croisement des routes de l'eau, de la terre et du ciel* » (Harris, W., 1976). Ainsi la route littorale qui relie le village de Scott's Head, à l'extrémité Sud de la baie, au village de Soufrière, à l'extrémité Nord, fut avalée par la mer lors du passage du cyclone Dean (Août 2007), puis déglutie sous la forme d'un amas de blocs erratiquement liés par des souvenirs d'asphalte, rappelant aux habitants de cette région située à l'extrême Sud-Est de l'île de la Dominique, le bien fondé du nom attribué par les amérindiens Karibs à la pointe de la baie : « *Cashacrou* », littéralement la pointe « *qui est mangée par la mer* ». Un point commun notable cependant, lie ces deux espaces antinomiques de la morphogenèse : le canal de la Martinique⁵²⁴ et le Maroni représentent des frontières d'eau, lignes ici plus qu'ailleurs arbitraires et artificielles, délimitant au cœur des Amériques la marge la plus occidentale de la France, de l'Union Européenne, et plus largement du Nord occidental riche. Sans abuser de géographismes, cet effet de frontière Nord/Sud génère, dans un cas comme dans l'autre, bon nombre de trafics illicites généralement liés aux mers méditerranées (qui sont les espaces tampons Nord/Sud par excellence) tels que les trafics de drogues illicites, les migrations clandestines, etc.,

⁵²⁴ Le canal qui sépare/relie la Dominique au département français d'outre mer de la Martinique est appelé en Martinique « canal de la Dominique », en en Dominique « canal de la Martinique ».

avec des conséquences importantes sur le mode de vie des habitants de ces espaces particuliers. Ces deux espaces résument pour ainsi dire en quelques dizaines de kilomètres, le syndrome méditerranéen de la mer des Caraïbes.

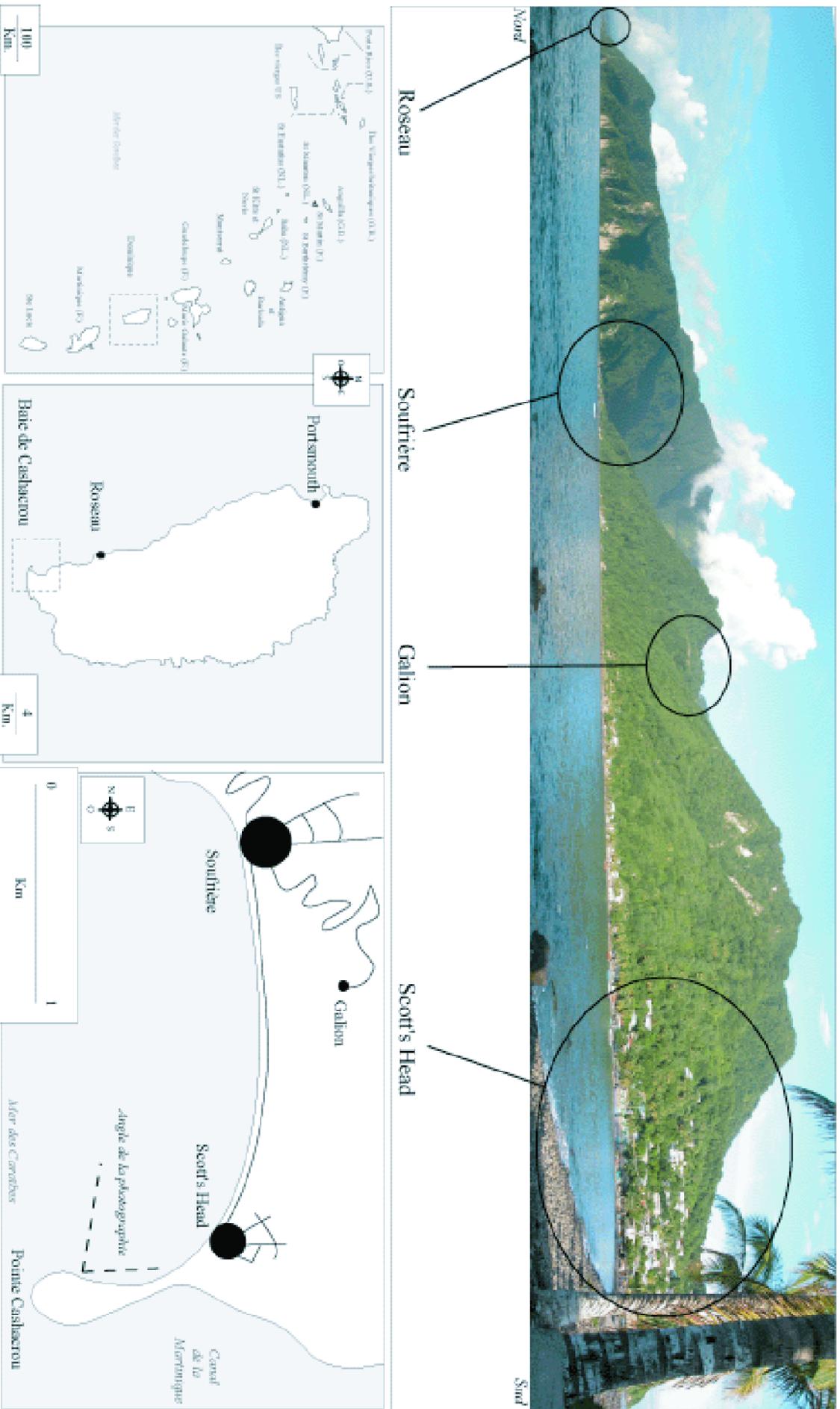
Un autre point commun notable se retrouve dans l'histoire locale des luttes entre les populations autochtones américaines, puis les populations d'esclaves marrons, et des colons européens allochtones. Dans ces deux exemples, les racines de l'Antimonde sont donc globalement les mêmes, le colonialisme et la décolonisation différentielle, et le catalyseur spatial est identique, la frontière « Nord-Sud ».

La Dominique présente cependant la particularité spatiale de se dresser dans un isolement relatif qui accroît son insularité, de par son positionnement entre les départements français de Martinique et de Guadeloupe, et en dehors des principaux flux commerciaux de la région, qu'ils soient légaux ou illégaux. La Dominique n'exporte pour ainsi dire que des bananes, bien que plusieurs pistes de diversifications aient été ouvertes à la fin du 20^e siècle, légalement par le tourisme et les dérivés de noix de coco, les fruits, etc., et illégalement par la ganja.

Dans un climat économique austère entretenu par la sur insularité, les 72 000 habitants du troisième pays le plus pauvre de la zone⁵²⁵ doivent leur survie à un ensemble de pratiques formelles et informelles, étroitement associées, que nous avons observées de manière diatopique dans l'ensemble de l'île et plus précisément dans la baie de Cashacrou. Cet ensemble de pratiques associées s'explique en grande part par le poids du parasitisme étatique, hérité de la période coloniale. La pluri-activité traditionnelle dominicaine offre donc une remise en question des frontières entre les plates formes formelles, informelles et illégales, à partir de la base même de ces définitions, établie par l'Etat, et derrière lui ses mentors.

⁵²⁵ Le PNB dominicain est de 3 800 US\$ par an et par habitant. Seuls Haiti (1800) et St Vincent (3600) présentent des chiffres inférieurs et même Cuba (3900) et la Jamaïque (4600) offrent des résultats économiques supérieurs. Le PNB par habitant d'une île comme Barbade est près de cinq fois plus élevé ! Un tiers de la population Dominicaine vit en outre sous le seuil de pauvreté... (Cf. chiffres bruts du CIA World Factbook 2007)

FIG 63 : VUE PANORAMIQUE ET SITUATION DE LA BAIE DE CASHACROU

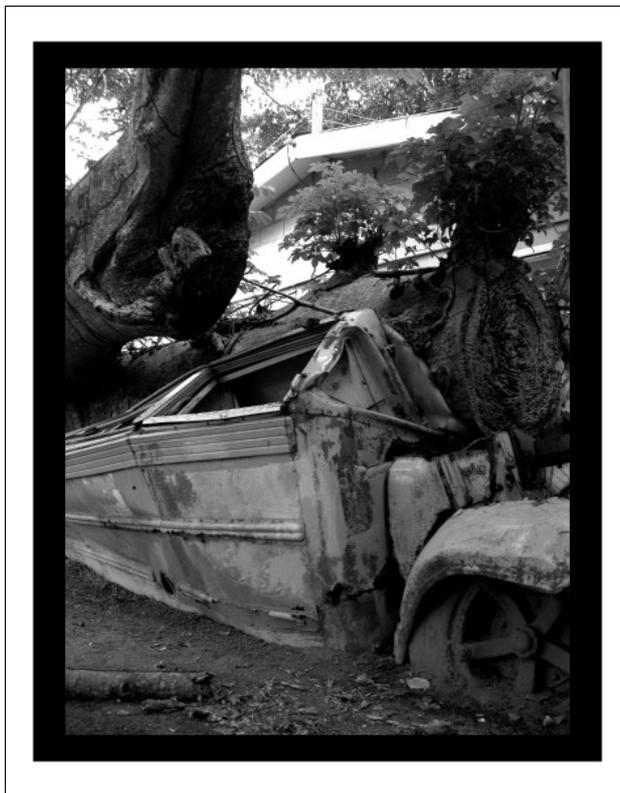


6.3.1. Un antimonde (anti-)colonial : une île refuge

6.3.1.1. *Le cadeau fatal*

La Dominique se dresse comme une forteresse naturelle immergée sous une dense forêt tropicale humide, étagée sur sept massifs volcaniques : c'est une « *île de feu* » (Honeychurch, L., 1984), contenue par l'Océan Atlantique à l'Est, la mer des Caraïbes à l'Ouest, et au dessus par cinq mètres de précipitations par an, sur la moitié centrale de l'île. Résumé succinctement, tel est le « *cadeau fatal* » (Honeychurch, L., 1975) de la Dominique. L'histoire de l'île, écrit l'historien dominicain Lennox Honeychurch, est celle d'« *une bataille entre hommes, mais d'abord et avant tout une bataille entre les hommes et l'île elle-même* ». Car si l'île volcanique tropicale type, la « *bonne île* » de Joel Bonnemaïson, se compose d'un relief (volcanique) et d'une plaine littorale (Bonnemaïson, J., 1990), la Dominique représente une île volcanique à qui manquerait cruellement les replats de bord de mer sur lesquels les colons européens ont généralement organisé la culture du sucre par les esclaves.

Dans son épopée descriptive au cœur des îles à sucre, Waugh commente d'ailleurs ainsi son passage en Dominique : « *c'est l'une des îles les plus malchanceuses* » (Waugh, A., 1949). La « *malchance* » de la Dominique s'explique par la combinaison, rarement si accentuée, entre une topographie strictement opposée aux grandes plantations, et un positionnement à l'Ouest du point de naissance de la ceinture cyclonique Atlantique, et la fréquence et l'ampleur des orages tropicaux (ampleur liée au relief accentué) déversant sur l'île des quantités d'eau capables d'emporter routes et falaises, et de « *transformer des ruisseaux en torrents enragés en quelques minutes* » (Baker, P., L., 1994). Ces deux éléments font la « *terrible beauté* » (Honeychurch, 1975., *The Green Triangle*, cité dans Irvine, A., W., et Christian, J., 1992) de l'« *île haute* » (les Caribs dont on trouve les derniers descendants dans la partie Est, l'ont nommé « *Wai'ukubuli* » (ou wai'ti kubuli selon les versions), littéralement « *haut est son corps* ». Les poètes de l'île utilisent généralement dans leurs vers la magnifique exceptionnalité de la Dominique pour mettre en relief les dramatiques conditions de vie : « *Beauty and disease, beauty and sickness, beauty and horror, that was the island* » (Allfrey, P., S., *The Orchid House*).



*Souvenir de l'ouragan David (1979), symbole des difficultés du climat Dominicain,
parc Botanique de Roseau, Octobre 2007*

6.3.1.2. Le refuge amérindien

Selon toute vraisemblance, la Dominique fut découverte par les amérindiens Ciboney qui établissent une discrète présence (c'est un petit groupe de chasseurs cueilleurs), dans la Caraïbe, à partir de 15 000 ans avant l'ère chrétienne. Dix milles ans plus tard deux autres groupes, meso et néo-indiens (Arawak et Taïnos), remontent du plateau des Guyanes vers les îles des Antilles, poussés par la pression démographique et/ou par la perception d'une vie insulaire plus aisée (ils tirent la majeure partie de leur subsistance de la mer). Claude Lévi-Strauss décrit les Arawak comme un peuple « étrange » et « mystérieux » (Lévi Strauss, C., 1974) : Beaucoup plus organisés que leurs prédécesseurs, ils évoluent dans une société pluricéphale réticulaire, composée de nombreux foyers disséminés sur les rivages caribéens entre le Venezuela et les Bahamas, comprenant entre une famille et jusqu'à quatre milles individus selon les cas. Christophe Colomb dira de ces amérindiens qu'il a directement côtoyé, et qu'il a décrit comme « adorables, dociles, pacifiques, doux et bienséants » (Correspondances citées dans Farmer, 2006), qu'ils ont à leur

arrivée réduit en esclavage les Ciboney (Baker, P., L., 1994) mais il est légitime de soupçonner que ces accusations aient servi à justifier sa propre entreprise auprès de ces autochtones.

Vers -1 200 débarque à St Vincent le peuple des Karima (hommes) et Karifuna (femmes), que les espagnols appelleront les « *Caribales* » (Honeychurch, L., 1975), et que nous connaissons aujourd'hui sous l'appellation de « Carib » (Karib en créole), les mythiques « *caraiibes* » qui ont marqué les esprits européens du 16^e/17^e/18^e au point de laisser leur nom à la mer des Antilles⁵²⁶. Originaires du Guyana, et probablement apparentés aux Yanomamo du Venezuela, les Caribs, forment un peuple plus belliqueux. Pour limiter l'endogamie dans leurs petites communautés, ils assaillent régulièrement les tribus voisines, tuant les hommes et capturant femmes et enfants. Leur organisation plus simple est aussi plus flexible, et rapidement ils étendent leur territoire réticulaire jusqu'aux Iles Vierges (actuelles), au détriment des Arawaks repoussés plus à l'Ouest dans l'archipel des grandes Antilles (et des Taïnos, eux mêmes repoussés par les Arawaks à l'Ouest de Cuba).

Se sont donc les Arawaks que Colomb rencontre lors de ses deux premiers voyages (Bahamas et Haïti actuels) et ceux-ci s'adaptent à ce nouvel ordre de pouvoir en collaborant avec les espagnols et en s'empressant de leurs décrire leurs ennemis Caribs comme de dangereux cannibales. Les espagnols adopteront rapidement ce stéréotype (et du terme « *caribales* » dérivera « *canibales* », les mangeurs de chaire humaine) qui s'est perpétué jusqu'à nos jours, permettant aux colons Espagnols de justifier de leur (tentative de) mise en esclavage du fier peuple des Karima / Karifuna, qui avait en Dominique pris le nom de « kalinago », en s'appuyant sur ce que Wilson Harris décrit comme leurs propres psychés catholiques de l'enfer (Harris, W., 1995). La falsification de l'histoire est une grande créatrice d'Antimonde, au sens Brunésien du terme, c'est-à-dire de monde « caché », « dissimulé », exactement de la même manière que la propagande moderne justifiant les nouvelles entreprises coloniales pour l'accès au pétrole au moyen Orient (le prétendu terrorisme d'Etat), aux matières premières en Colombie (le prétendu *narco*-terrorisme des FARC-EP), à la main d'œuvre servile en Haïti (le prétendu populisme anti-américain d'Aristide), etc. Il est aujourd'hui plus que probable que la cannibalisme des *Caribs* ne soit qu'un pur mythe (Baker, P., 1994), vraisemblablement destiné à la fois à démontrer leur infériorité et ainsi justifier de leur asservissement, notamment devant l'Eglise, mais aussi à prévenir les alliances entre africains marrons et amérindiens comme se fut le cas à St Vincent et dans une moindre mesure en Dominique et sur la côte pacifique de Colombie.

Rapidement Bobadilla succède à Colomb à la tête de l'entreprise colonisatrice espagnole et les Arawaks et les Taïnos sont réduits en esclavage, au coté des *Caribs*, ces « *sauvages bien*

⁵²⁶ Littéralement la mer des îles d'avant (l'Asie), *Ante Insulae*, mieux connue sous le nom de « Mer des Caraïbes ».

proportionnés qui, une fois débarrassés de leurs mauvaises habitudes deviendront les meilleurs des esclaves » (Christophe Colomb, cité dans Major, R., 1870). Les groupes autochtones changent alors de stratégie d'adaptation à leur nouvel environnement et s'unissent pour combattre leur ennemi commun (Figuerdo, 1979).

L'occupation de la Dominique en est bouleversée : Tout d'abord, l'île était utilisée par les *Caribs* comme un tremplin à partir duquel il était aisé d'opérer des raids sur les camps d'Arawaks des petites Antilles, pour s'approprier leurs femmes et leurs enfants. Ces *Caribs* habitaient alors la côte Ouest (la côte Caraïbe, ou côte sous le vent), facile d'accès par la mer avec ses grandes baies abritées (Portsmouth, Cashacrou, etc.), car la mer est leur surface de transport. Mais avec le début du génocide amérindien par les colons espagnols, la Dominique, que ces derniers évitent sauf cas de force majeure (un bateau espagnol pris dans un orage tropical s'y réfugie en 1567, les Caribs les déciment jusqu'au dernier) (Boromé, J., 1966), devient une île refuge pour les populations autochtones. Caribs et Arawak se réfugient dans les lieux inaccessibles par la mer de la côte Est (la côte Atlantique, ou côte au vent) et n'opèrent que des raids éclairs sur les possessions européennes. La mer reste la surface de transport des *caribs*, mais comme elle est aussi désormais la surface de transport de leurs ennemis européens, ils utilisent le relief de l'île comme une barricade. Les archives des Indes à Séville contiennent le récit de 130 attaques *Caribs* uniquement sur Porto Rico de 1558 à 1580 (Baker, P., 1994), soit une attaque tous les deux mois, sur la seule possession espagnole ! Les Caribs remportent avec eux des esclaves européens et africains (Myers, R., A., 1978) (d'après les récits européens... En réalité les cas d'esclavage européen semblent avoir été très rares mais documentés à partir de la fuite de six esclaves espagnols en 1554, quand aux africains ils se sont, dans le cas de St Vincent, métissés harmonieusement à la population amérindienne au point qu'on y parle de la résistance des « *black caribs* »).

La topographie si défavorable aux européens devient alors l'atout majeur des populations amérindiennes caribéennes qui y convergent à partir du milieu du 16^e siècle (Evans, C., 1967). Jusque là, la Dominique attirait uniquement les populations caribs des îles alentours qui convergeaient pour des cérémonies spirituelles vers les sources chaudes de Qualibou (aujourd'hui Soufrière, le Père Du Tertre a notamment écrit plusieurs descriptions des cérémonies qui s'y déroulent), mais la colonisation européenne entraîna un exode massif. Avec eux, les indiens fuyant les îles colonisées rapportèrent les mots espagnols pour décrire les nouveaux objets et le Père Breton qui visite l'île en 1650 confirme l'utilisation des termes « *camicha* » (chemise), « *bouteicha* » (bouteille), « *bonet* » (chapeau), « *carto* » (papier) (Breton, R., (édition de) 1929)... Grâce à leur changement d'occupation de l'espace de l'île les amérindiens sont protégés des européens mais leur influence les pénètre petit à petit. Comme le remarque justement

l'anthropologue P. Baker ce changement de stratégie spatiale accompagne le glissement général vers ce qu'il appelle la « périphérisation » de l'île, ancien centre du Monde amérindien (un des centres de leur espace réticulaire pluricéphale du moins), métamorphosé par l'intégration européenne en une périphérie lointaine et dépendante d'un Monde plus vaste (Baker, P., 1994). Ainsi les Caribs, malgré leur résistance farouche, et d'une certaine manière en raison des besoins de cette résistance face aux colons armés, seront intégrés au Monde européen (et ainsi quasiment exterminés) en raison de leur dépendance grandissante : Rapidement ils échangent avec les nouveaux venus anglais leurs patates douces et leurs plantains, du tabac et des fruits, contre des coutelas et des hachettes pour lutter contre les espagnols...

Mais ces échanges ne scellent en rien une alliance et les britanniques reportent rapidement une première attaque par les Caribs de la Dominique sur leur colonie d'Antigua où les amérindiens auraient tués les colons et brûlés les maisons (Southey, T., 1827). Joseph Boromé rapporte des cas d'esclaves anglais ayant fui de leur captivité chez les Caribs (Boromé, J., 1966) et l'hostilité générale des caribs à l'égard des anglais est telle (d'après leurs récits, les caribs n'ont laissé aucune trace écrite de leur perception de l'hostilité des anglais à leur égard) que les colons tentent de les éliminer.

Pour prendre possession de la Dominique, et ainsi former un puissant bloc au cœur des petites Antilles (Martinique – Dominique – Guadeloupe, en position centrale entre le groupe des îles du Sud de St Lucie à Trinidad et des îles du Nord de Nevis aux Îles Vierges), les français utilisent la même stratégie que les anglais face aux espagnols : ils jouent la carte de l'alliance pour prendre possession de l'île *de facto*. Les français commencent alors à s'installer dans la baie de Cashacrou où ils développent de petites plantations qu'ils travaillent avec un petit nombre d'esclaves africains. On trouve les vestiges dans quelques fondations en pierre de Soufrière et dans deux habitations en pierre de Colibris. Mais de même que face aux anglais, les Caribs tirent les avantages qu'ils peuvent de l'échange, sans pour autant renoncer à leur harcèlement pour évincer tous les colons de « leurs » îles : en 1635 deux groupes de Caribs de la Dominique et de St Vincent s'unissent par exemple, pour un raid meurtrier sur la Martinique française (Bayley, F., 1832). Un demi siècle plus tard, tous les amérindiens des possessions françaises ont été exterminés...

En Dominique, les relations entre colons et amérindiens sont facilitées par le fait que les Caribs ne recherchent pas à occuper la partie Ouest où fleurissent les plantations françaises (du Sud-ouest). C'est d'ailleurs des missionnaires français comme le père Breton, qu'on possède les meilleures descriptions de ces populations (Baker, P., 1994). Par leur intermédiaire on apprend que la réputation de cannibalisme des Caribs vient de deux de leurs coutumes : premièrement ils récupèrent comme trophée les côtes de leurs adversaires morts au combat comme preuve de leur

courage, puis ils « boucanent » les corps pour empêcher toute future vengeance (Labat, J., B., 1931). Jean Baptiste du Tertre perpétue pourtant le mythe en affirmant de manière péremptoire que « *les Caribs ont goûté aux hommes de toutes les nations qui les ont visité* »... (Du Tertre, J., B., 1958). Face au peuple Carib de la Dominique, en fait composé de Caribs, de Taïnos et de femmes captives Arawaks, puis de réfugiés des autres îles, les missionnaires français se transforment en ethnologues ethnocentristes (Le Père Labat décrit les Caribs comme « *les créatures les plus paresseuses que Dieu n'est jamais faite* »), voire en romancier (Le père De Rochefort leur fait dire que la viande de français est la plus succulente...), mais leur entreprise chrétienne est vouée à l'échec face à une culture et une spiritualité bien plus adaptée à leur rapport à cet espace...

6.3.1.3. Une île refuge de marrons

Rapidement l'île de la Dominique ne devient pas comme l'a noté de manière particulièrement européenocentrée L. Honeychurch l'« *île aux deux nations* » (Honeychurch, L., 1984), mais l'île aux quatre nations ; les anglais occupent le Nord auquel ils ont légué leur toponymie (Portsmouth, Hampstead, etc.), les français le Sud (Soufrière, Roseau, Massacre, etc.), les Caribs le centre (Layou, etc.) et l'Est (Calibishie, Sineku, etc.), et les esclaves échappés des camps de l'intérieur montagneux (camps de Congo Ray, Bella, etc.). D'après le Père Labat, les Caribs se considèrent supérieurs aux noirs, qui en retour les considèrent comme des « sauvages » (Labat, J., B., 1931), les deux populations formant des alliances temporaires opportunistes avec leurs ennemis anglais et français (desquels ils sont dépendant pour leur approvisionnement en outils de fers) pour les monter l'un contre l'autre, espérant sans doute ainsi les évincer (Baker, P., 1994). De même que les Caribs, les esclaves n'ont pas les mêmes rapports avec les colons : les anglais veulent convertir contre nature l'île en une plantation de sucre et leurs esclaves meurent par milliers dans cette entreprise, tandis que les français, majoritairement des condamnés de droit commun, vivent et travaillent au côté de leurs esclaves dans leurs petites plantations de café. Par conséquent il y aura logiquement plus de marronnage dans le Nord anglais et les plantations de sucre sont les principales visées par les raids vengeurs (Baker, P., 1994). On identifie cependant deux principales périodes de marronnage en Dominique, la « *Bloody Marron War* » de 1785 et la « *Guerre Nègre* » de 1884 (Douglas, R., 1982), dont les appellations montrent, s'il le fallait, que les marrons ne font pas pour autant allégeance à aucun des deux pouvoirs européens. Ensemble, dans le centre montagneux de l'île, ils créent un Monde « marron » que Mintz nomme la « *paysannerie d'échappés* » (Mintz, S., 1974). Pour se « déperéphériser » (c'est-à-dire à refaire de leur environnement le centre de leur monde et non la périphérie d'un monde plus grand) (Baker, P.,

1994), ils apprennent des caribs l'art de la survie autonome dans l'environnement dominicain, avant de s'en séparer pour fonder des camps marrons autosuffisants... ou presque. Car en réalité, comme leurs voisins Caribs, ils deviennent dépendants pour leurs armes et leurs outils de fer, des ennemis mêmes qu'ils combattent... C'est ce que Baker identifie comme le talon d'Achille des sociétés Marrons d'Amérique : ils sont pour leur survie même, via la guérilla, dépendant de la société de plantation qu'ils combattent. Ainsi, par exemple, les français fournissent les armes aux marrons pour les raids sur les plantations anglaises, et parfois, les assistent directement. En 1778, les marrons profitent de ce que les Français expulsent temporairement les britanniques de l'île, pour descendre piller leurs magasins, leur bétail, et libérer leurs esclaves.

C'est à cette époque que Grand Bay, la baie symétrique à la baie de Cashacrou, projeté sur la côte Atlantique, devient un des hauts lieux de la résistance dominicaine, rôle que la baie et le village éponyme garderont tout au long de l'histoire contemporaine du pays.

Les esclaves affranchis vont rapidement chercher à adopter la même stratégie spatiale que les marrons qui les avaient précédés de quelques années dans la voie vers l'émancipation : dès leur libération ils cherchent à « recentrer » leur monde (Baker, P., 1994), passer d'un modèle de périphérie dépendante à un modèle de petit centre autosuffisant. Les britanniques qui contrôlent toujours l'île, tentent de faire coulisser le système esclavagiste vers un système plus « flexible » de main d'œuvre sans terre, non plus totalement servile mais dépendante d'un salaire de survie, comme ce fut le cas dans le reste de la Caraïbe, mais la majorité des affranchis préfèrent se tenir aussi éloigné que possible de la société blanche parasite. Ils créent alors les communautés autosuffisantes qu'on appelle judicieusement en Dominique les « *villages péri-insulaires* » (Baker, P., 1994) : ils pêchent, élèvent leur volaille et cultivent des jardins dédiés aux cultures vivrières dans des villages insularisés. Les bases du système agricole moderne dominicain sont posées : au Nord les britanniques, puis l'élite mulâtre locale, tenteront de conserver un système (néo) colonial de plantation fonctionnant sur le dos d'une main d'œuvre dépendante (aujourd'hui les clandestins haïtiens), dans le reste de l'île les esclaves affranchis procèdent à une petite agriculture de « jardins » typique de l'île. Tout l'enjeu de la lutte pour le pouvoir dans l'île à la passation des britanniques consistera pour l'élite mulâtre, enfants de pères blancs britannique et de mères esclaves, à faire revenir les anciens esclaves dans les champs de citron vert (1832 – 1930) puis de bananes (1930 - ...).

C'est d'ailleurs à la grande époque du citron vert, quand la Dominique devient le premier exportateur mondial, que les premiers liens entre l'élite claire et les boers se tissent alors que les colons invitent des familles blanches Sud africaines, réputées pour leur sens de l'organisation de la

main d'œuvre noire, à venir organiser les plantations dans les montagnes de l'intérieur de l'île (Baker, P., 1994). Un demi siècle plus tard les politiciens corrompus tentent de monter en Dominique des réserves de pétrole destinées à alimenter le marché sud africain subissant l'embargo lié à l'Apartheid... Mais une maladie affectant les racines des citronniers, trois cyclones dévastateurs et la crise de 1929 déciment les plantations de citrons verts et rapidement l'île est reconvertie par les britanniques en un vaste champ de bananes. Cependant les dominicains ont gardé la cicatrice ouverte de l'esclavage dans les plantations britanniques et les colons ne trouvent en réalité pas assez de travailleurs pour faire tourner leurs plantations. Pour le plus grand malheur de l'élite locale, la banane ne prospère que dans les jardins des travailleurs indépendants, et la bourgeoisie ne doit son contrôle du marché qu'à sa mainmise sur les docks...

6.3.2. Les turbulences géopolitiques de l'« indépendance » dominicaine : genèse d'un nouvel Antimonde

Comme dans le reste de la caraïbe, l'« indépendance » arrive progressivement en Dominique durant les années 1970 (le processus éponyme est amorcé à la fin des années 1960 et officialisé en 1978). Rapidement les jeunes dominicains prennent conscience que le système d'exploitation laissés en place par les britanniques, via l'élite mulâtre qui prend immédiatement le pouvoir à leur départ, ne diffère pas nettement du système colonial dont ils souhaitent se séparer. C'est la décennie du soulèvement de la caraïbe anglophone derrière les leaders universitaires (Walter Rodney, etc.), les politiciens qu'on étiquette comme les « radicaux socialiste » (le NJAC à Trinidad, le PNM de Manley en Jamaïque, La Labour Party Dominicains, etc.) et les effigies de la culture caribéenne créole révolutionnaire (Bob Marley, etc.)... Ce n'est pas un soulèvement contre le système *colonial*, mais contre le système *néo colonial* qui se met en place à travers la Caraïbe anglophone. Sur un fond de mécontentement des paysans (généralement noirs) sans terre face aux riches planteurs (britanniques, mulâtres, etc.) le mouvement du *black power* américain et plus encore le mouvement jamaïcain des Ras, diffusé par l'explosion du reggae dans les années 1970, secoue les fondations fragile de la nouvelle société stratifiée post indépendance.

6.3.2.1. Le glissement géopolitique des années 1970 : vers une nouvelle dépendance

La passation de pouvoir des années 1970 dans la caraïbe représente un événement hautement géopolitique, puisque c'est de rivalité de pouvoir sur un territoire et ses ressources qu'il s'agit

(notamment sa main d'œuvre dans le cas de la Dominique). Comme ailleurs l'élite mulâtre s'impose facilement dans cette lutte car ces enfants de père blancs ont généralement bénéficié d'une meilleure éducation et de plus grandes facilités à l'emprunt et à l'investissement que les descendants d'esclaves. De plus, en raison de la petitesse des plantations, la Dominique n'a pas connu l'arrivée massive de la main d'œuvre indurée indienne comme ce fut le cas ailleurs dans la Caraïbe. La petite élite mulâtre n'eut donc pas vraiment à lutter pour récupérer des britanniques les rênes du pouvoir (contrairement au Guyana par exemple où le rapport de force était nettement plus favorables aux indiens), une fois intégré les bases du système politique : depuis 1951, il faut se faire élire pour garder le contrôle, et pour ce faire, il faut promettre une amélioration des conditions de vie des masses pauvres que sont les électeurs potentiels. Le militant noir Rose Douglas, éduqué au Canada durant le pic du mouvement du « *black power* » (il rentre en Dominique un an après l'assassinat de Martin Luther King), nomme judicieusement cette élite les « *agents de commission* » (Douglas, R., 1982), intermédiaires parasites greffés sur le flux de capitaux extrait par l'ancienne métropole, principalement via le commerce inéquitable de la banane, sur les dos des paysans noirs dominicains. Se sont les tristes « *clowns économiques* » du cirque multiculturel circumcaribéen, décrit par le Guyanien Wilson Harris dans sa nouvelle « *la Genèse des clowns* » (Harris, W., 1977). Munis de terres héritées de leurs pères blancs, les mulâtres sont plus à même de posséder des plantations et ils ont des contacts dans le monde des affaires britanniques : ils représentent des intermédiaires commerciaux parfaits, et en temps que tels, s'enrichissent rapidement et prennent le contrôle du pouvoir de l'île.

Le frein au changement

Ainsi, selon un schéma bien établi dans la région, si les deux partis nés de l'« indépendance » réclament dans leur course aux voies, l'amélioration des conditions de vie des masses pauvres, ils n'en sont pas moins dirigés par la même élite qui possède les terres et les commerces (lors de la décennie du passage de relais, 1.4% des propriétaires terriens possèdent en Dominique 56,4% des terres arables ! Cf. Irvine, A., W., Christian, J., 1992). De ce fait cette élite politico économique n'a aucun intérêt dans un changement brusque du système colonial, comme une redistribution des terres aux paysans par exemple. Pour Nasio Fontaine, figure internationale de la musique dominicaine, les anciens « esclaves » deviennent alors des « otages » (Nasio Fontaine, *Bondage*, album Reggae Power) retenus contre leur gré à la périphérie du Monde occidental.

Ainsi le *Labour Party*, dirigé par (la blanche) P.S. Alfrey, arrive au pouvoir dans les années 1960 sur un programme socialiste certes, mais un socialisme fabien. Alfrey a, comme Manley en Jamaïque, ou Williams à Trinidad, ramené dans ses valises des « convictions » pseudo sociales de ses études en Grande-Bretagne : le changement doit se faire (rappelons qu'on passe d'une situation coloniale à une situation d'indépendance !), mais il doit se faire en douceur, telle est la règle du socialisme « soft » des fabiens calqué sur les techniques de guerre du général romain du même nom. Pour le changement en douceur ils ont réussi, disait Coluche dans un de ses célèbres sketches, « *d'ailleurs on n'a rien senti...* » C'est l'avis général dans la caraïbe anglophone au début des années 1970, expliquant le soulèvement massif qui touche alors les îles anglaises de la Jamaïque à Trinidad, en passant par la Dominique. Les timides réformes de l'éducation et de la santé ne représentent pas assez pour les masses pauvres qui attendent de l'indépendance une véritable réorganisation politique et spatiale et il apparaît bien vite que les partis politiques en lice, aussi socialistes se déclarent-ils, représentent le véritable frein au changement. Les dominicains d'origine libanaises qui arrivent à partir des années 1960 l'ont bien compris, ils sudoient grossièrement le gouvernement Alfrey pour prendre possession des commerces de la capitale alors qu'ils s'installent dans l'île (Irvine, W., Christian, J., 1992). Très proches de la puissante église catholique romaine, la famille Karam devient par exemple préminente à la mairie de Roseau tandis que les familles Nassief et Astaphans récupèrent un à un les commerces et bientôt le port vital, qu'ils partagent toujours avec la famille britannique Withechurch...

L'écrasement du mouvement anti (neo)colonial : le dread act

De l'autre côté, si l'on peut vraiment parler de côtés opposés, se dresse le *Freedom Party* de (la mulâtresse) ultra conservatrice Eugénia Charles, qui séduit les voix, plus limitées en nombre, des héritiers de la plantocratie et de l'élite commerciale. Ensemble, les deux partis musèlent le mouvement contestataire des paysans pauvres réclamant le « pouvoir noir », c'est-à-dire dans le cas de la Dominique (notamment) le pouvoir du peuple (la démocratie donc), en soutenant conjointement le « *Prohibited and Unlawful Societies and Association Act* » (1974) du candidat *labourite* Patrick John (successeur de Alfrey), qui deviendra rapidement connu sur place comme le « *Dread Act* ». L'élite mulâtre réussit le coup de poker de diviser suffisamment le peuple dominicains sur le thème de la « sécurité », faisant passer les revendicateurs sociaux pour des agitateurs, des « criminels », voire des « terroristes », et plus généralement un groupe de « fainéants » qui ne souhaitent pas travailler (l'histoire de la Dominique, et plus généralement de la Caraïbe, est remplie de descriptions par les colons et leurs successeurs des esclaves amérindiens et

noirs, puis des paysans pauvres comme un groupe de fainéants. L'idée est encore très répandue parmi les visiteurs, c'est un des grands mythes censés expliquer la pauvreté caribéenne). Les Ras, dont le nombre explose en Dominique comme dans le reste de la Caraïbe dans cette décennie contestataire, seront les boucs émissaires d'une répression se voulant suffisamment exemplaire pour forcer les travailleurs noirs à retourner travailler dans les champs de bananes : le « *Dread Act* » de 1974 interdit les groupes, associations, syndicats, clubs, mais surtout prive de tous droits les « affreux », dès lors qu'on peut prouver par leur coiffure (*dread locks*, tresses, etc.) ou leurs vêtements, qu'ils sont « *dreads* » (Irvine, A., W., Christian, J., 1994). Dans la pratique un « rasta » (un pauvre paysan arborant soit des tresses, des dreadlocks ou des vêtements aux « couleurs de la libération⁵²⁷) ramassant une noix de coco sur un terrain ne lui appartenant pas, peut être abattu légalement par quiconque le surprendrait. Vingt cinq années plus tôt les Nations Unies avaient pourtant adoptées la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme...

Dans la majorité des cas, ces Ras sont les descendants des marrons qui avaient fondés les camps sur les hauteurs de l'île ; leur crime aux yeux de l'élite est de prôner la coupure de « *Babylone* », ce que Baker nome le recentrage ou la « déperéphérisation » (Baker, P ;, 1994). Concrètement ils souhaitent, comme la majorité des descendants d'esclaves affranchis, vivre en autosuffisance sans dépendre d'un commerce inéquitable avec l'ancienne métropole. Pour casser le mouvement revendicateur du « *black power* », l'élite arrive adroitement, par le « *dread act* », à criminaliser, aux yeux de la loi, et bientôt aux yeux d'une partie de la population, les *dreads* et leur mode de vie autosuffisant. Car suite au passage de la loi, les altercations se succèdent et le premier ministre Patrick John souffle sur les braises chaudes en créant une force chargée de mettre en application sa loi, tandis que les *dreads* sont décrits par la presse comme les responsables de l'agitation. En 1974, il fait passer le sauvage meurtre (jamais élucidé) de deux canadiens et de deux paysans de l'est de l'île pour une action des Ras, et, au pic de la tension entre propriétaires terriens et paysans dans le Sud-est de l'île, dans le foyer de la contestation Dominicaine de Grand Bay, ancien haut lieu du marronnage, les paysans se révoltent et brûlent l'unique plantation tenue par le libanais Nassief (famille des plus gros commerçants de l'île), en réclamant une redistribution des terres. La police intervient brutalement et les habitants de Grand Bay répondent en bloquant la route de la capitale et en pillant le magasin d'Etat. Face à cette agitation, Patrick John se frotte désormais les mains au dessus de la braise chaude et il est élu facilement (les *dreads* ne votent pas, rejetant les deux partis en lice), porté par son programme sécuritaire anti-*dread*, le 24 mars 1975. Sa première mesure est la

⁵²⁷ Le rouge, jaune, vert, symbolisant la terre, le soleil et la végétation, qu'on retrouve sur le drapeau Ethiopien, représentent dans la culture syncrétique caribéenne des Ras et de leurs marges, les couleurs de la libération.

création de la « *Volunteer Defense Force* », un groupe armé destiné à lutter contre les « terroristes », qui sera rapidement connu des dominicains comme une vulgaire bande de jeunes gens désœuvrés fumant de la marijuana (Honeychurch, L., 1984). La ganja est comme souvent dans la Caraïbe post indépendance au cœur de la géopolitique interne, les politiciens, Patrick John en l'occurrence en Dominique, tentant de prendre le contrôle de ce juteux trafic, jusque là monopolisé par les rastas. C'est aussi dans ce contexte de guerre pour le contrôle du trafic de ganja qu'il faut replacer ces affrontements (Figueira, D., 2007, Interview). L'indépendance est donc paradoxalement l'occasion de faire rentrer les cultures illicites comme la ganja dans un système d'exploitation de type colonial, à l'image du commerce de la banane...

Pour écraser définitivement le mouvement, John renforce le « *Prohibited and Unlawful Societies and Association Act* » en y ajoutant le « *licence to kill* », qui donne à tout citoyen le droit d'abattre légalement tout individu suspecté d'être un *Dread*, qui pénétrerait sans autorisation sur une propriété privée ! (Campbell, H., 1987) Les Ras qui vivent paisiblement sur les hauteurs dans les anciens camps marrons, dans de simples huttes de terre, connaissent alors une vague de brutalités sans précédent censée les dissuader de remettre en cause l'hégémonie mulâtre sur le trafic de ganja, et bon nombre d'entre eux sont abattus durant les raids sur les camps, tandis que leurs leaders, comme le célèbre Pokosion, sont emprisonnés (Pokosion entrera dans la légende en s'évadant après la destruction de la prison par l'ouragan David !). Lors de la première tentative de prise d'un de ces camps de l'intérieur de l'île un soldat de la force de volontaires est tué, et Patrick John crée en « représailles » la *Dominica Defense Force* (l'armée Dominicaine) en Novembre 1975 (Honeychurch, L., 1984). Campbell qui a largement suivi le mouvement rasta en Jamaïque et dans le reste de la caraïbe explique justement cette brutalité démesurée, par le gouffre entre « *la position anti-capitaliste de ce mouvement* » et des « *politiciens caribéens agissant comme une courroie de transmission pour les valeurs [et pour les intérêts] Euro-américains* » (Campbell, H., 1985). L'armée Dominicaine est créée en 1975 pour protéger le commerce illicite des dirigeants du pays...

6.3.2.2. Le glissement dans l'aire d'influence des Etats-Unis

Puis Patrick John, qui surfe sur la vague communiste, déclenchée par le retour au pays de Rosie Douglas, en prônant un « socialisme nouveau » en accord avec le nouveau statut de l'île (indépendante depuis 1978), prouve l'étendue de son ouverture d'esprit en vendant directement à des particuliers étrangers de vastes parcelles de terres (et leurs habitants !). Le nombre d'étrangers, principalement états-uniens, impliqués dans la gestion du pays augmente alors paradoxalement avec

l'indépendance (Honeychurch, L., 1982) ! L'escroquerie culmine avec la sécession de tout le Nord de la Dominique (45 miles carrés !), incluant la seconde ville du pays Portsmouth, 40% des terres arables de l'île, et plus d'un tiers de la population, au texan Don Pierson dans le cadre de la « *Dominica Caribbean Free Port Area* » sur laquelle le nouveau propriétaire possèdera selon les termes de l'accord « *tous les droits sur le territoire, les personnes et les entreprises* » ! (Cité dans Honeychurch, L., 1984). Puis John élargit plus encore l'horizon de son « socialisme nouveau » en vendant une parcelle de l'île à l'auto proclamé « mercenaire international » et vendeur d'armes barbadien Sydney Burnett-Alleyne (Honeychurch, L., 1984), destiné à la construction d'un vaste complexe pétro-chimique qui aurait permis à l'Afrique du Sud de contourner les sanctions internationales liées à l'Apartheid (Irvine, A., W., Christian, J., 1992)...

Mais les événements se précipitent avant la construction du dit complexe et la plus longue grève de l'histoire dominicaine (47 jours) paralyse le pays en Mai 1979, alors que Patrick John tente justement... de supprimer le droit de grève. Le gouvernement fait gazer la foule par les militaires qui ouvrent finalement le feu, laissant derrière eux un mort et dix blessés graves ! (Honeychurch, L., 1984) Mais face à l'ampleur de la « petite révolution », Patrick John doit finalement faire reverser des millions de dollars de salaires impayés aux travailleurs exploités (Irvine, A., W., Christian, J., 1992) et annuler la construction du *Free Port* pour apaiser les flammes...

Il s'accroche cependant au pouvoir et il faudra une alliance de l'opposition, de la gauche, de l'église, des commerçants et des syndicats autour du *Committee for National Salvation*, pour parvenir à expulser l'ancien ministre qui crie immédiatement au « coup constitutionnel ».

A son retour au pays en 1977 Rosie Douglas a largement diffusé son idéologie liant communisme et « black power », et la ferveur nationale qui a pris les noirs dominicains lors du soutien cubain à l'Angola face aux forces Sud Africaines soutenues par la CIA, forment la fondation d'un engouement socialiste renforcé par la lutte contre Patrick John, et c'est le socialiste Séraphin Olivier qui est désigné Premier Ministre d'intérim. Il participe début 1979 au sommet de Grenade dénonçant l'impérialisme américain dans la Caraïbe...

6.3.2.3. L'intégration à l'arrière court Etats-unienne : le néo libéralisme d'Eugénia Charles

Mais le vent tourne au retour de Séraphin Olivier en Dominique avec le passage du cyclone David qui détruit les champs de bananes (la production est divisée par deux !) et laisse derrière lui 5 000 blessés et 75 000 sans abris. Les Etats-Unis investissent immédiatement lourdement dans la

reconstruction du pays, et dans une propagande massive contre le communisme cubain. Rapidement Roseau se pare de drapeaux américains symbolisant un retour conservateur.

Un an avant l'arrivée au pouvoir de Edward Seaga en Jamaïque dans un bain de sang, c'est un ouragan libéral qui balaye la Dominique à la fin des années 1970, marquant là aussi la fin de l'ère dite « socialiste » (bien que dans le cas de Patrick John, la façade ait été bien mince...). Eugénia Charles arrive au pouvoir à la tête du parti conservateur porté par cette vague libérale, et resurgissent les vieux argumentaires coloniaux faisant des pauvres, des fainéants à qui il n'est pas convenable de redistribuer les richesses ni les terres (Irvine, A., W., Christian, J., 1992). Miss Charles, qu'on compare vite à Margaret Thatcher, monnaye son séjour au pouvoir en prostituant l'île au profit des Etats Unis, avec semble-t-il un certain soutien populaire, au moins dans la petite élite de Roseau. Au milieu de la foule de protestations qui entoure l'invasion états-unienne de Grenade par exemple, Ms. Charles s'affiche publiquement en soutien à Reagan. Il s'avère par la suite que son gouvernement, alors à la tête de l'Organisation des Etats Est caribéens (OECS), a reçu de l'argent de la CIA pour supporter le coup d'Etat de Grenade en le faisant passer pour une demande urgente des Etats des petites Antilles (Woodward, B., 1987. ; Blum, W., 2005).

Pour satisfaire les « investisseurs étrangers » (états-uniens) en améliorant le « climat de l'investissement », elle fait en outre adopter en force le « *Security Act* » et dans la foulée le « *Treason Act* » de 1984, le premier permettant d'arrêter sans mandat une personne *susceptible* de commettre un crime, le second muselant l'opposition au nom du patriotisme. Aux Nations Unies, la Dominique s'intègre discrètement à l'archipel des micro-Etats satellites des Etats-Unis en suivant dans 90% des cas le vote américain. Dans les cas les plus difficiles à soutenir (lutte contre l'apartheid, contre les armes chimiques) mais contre lesquels les Etats-Unis refusent de s'engager, la Dominique est « absente » (Ibid)...

Face à ces développements « néo-libéraux », les paysans dominicains refusent plus que jamais de travailler sur les plantations de bananes tenues par des étrangers ou par la classe mulâtre, et la majorité d'entre eux retournent à leurs jardins, bien que la terre leur manque toujours. En 1983, 90% des producteurs produisent moins de 15t de bananes par an. En 1984 le nombre des plantations a chuté de 19 à 2, tandis que les bananes de « jardin » demeurent la seule source d'argent régulière dans la plupart des campagnes (Prins, N., 1984). Mais cette culture ne suffit pas à la survie et les paysans développent des cultures vivrières parallèles et, rapidement, diversifient leurs activités : avec les surplus des bonnes années de la banane, on achète un minibus pour transporter les récoltes

des environs, puis des passagers. Puis on construit en dur pour louer aux touristes occasionnels, éventuellement on achète un bateau de pêche qu'on loue, etc. Pour garder le contrôle, l'élite se spécialise, à la manière de la famille Geest, dans le transport des bananes vers la Grande Bretagne (sur des bateaux soumis à la législation du travail de Monrovia⁵²⁸ !) (Baker, P., 1994) : en contrôlant les docks, ils fixent les prix d'achat et les prix de vente et empochent la différence⁵²⁹... Ce même contrôle des docks les incitent à pousser Eugénia Charles vers la promotion d'une activité inconnue dans l'île : le tourisme.

Le second défi du gouvernement de Ms Charles réside dans la résistance souterraine menée par Patrick John et ses anciens officiers qui récupèrent des armes de la DDF en échange de drogues illicites. Les « *dreads* » qui subissent toujours la brutale répression échangent eux aussi de la ganja qu'ils produisent contre les armes des soldats. Eugénia Charles se résout finalement à désarmer ses propres militaires au profit de la force de police qu'elle crée à son arrivée (Baker, P., 1994). En février 1981 la dite police ouvre le feu sur des *dreads* à Giraudel⁵³⁰. Dans les affrontements deux jeunes Ras perdent la vie. L'après midi même, un groupe kidnappe en représailles un politicien blanc du nom de Ted Honychurch, et exige du gouvernement la fin des brutalités policières en échange de la libération de l'otage. Eugénia Charles refuse de « *négozier avec les terroristes* » (cité dans Honychurch 1984) et Ted Honychurch est abattu.

De son côté Patrick John est arrêté, au moment où les fédéraux états-uniens mettent la main en Nouvelle Orléans sur un groupe de mercenaires (huit américains et deux canadiens) liés aux Ku-Klux-Klan et autres groupes néo nazis, alors qu'ils chargent en armes un bateau affrété pour la Dominique. Le procès révèle une association étroite entre le « socialiste » Patrick John, des mercenaires d'extrême droite à la recherche d'un *hub* discret pour le trafic de ganja et d'armes, et un groupe d'investisseurs de Las Vegas désireux d'installer dans l'île des casinos, des hôtels de passe et autres activités de blanchiment. Le plan connu sous le nom d' « opération chien rouge » prévoyait le rétablissement par les mercenaires et les anciens officiers de l'armée de Patrick John, qui aurait en échange nommé les combattants aux postes clefs du gouvernement et, autorisé et protégé les activités des investisseurs de Las Vegas qui financent entièrement l'opération (huit millions de dollars pour les mercenaires et 100 000\$ supplémentaires pour l'invasion) (Affaire

⁵²⁸ Monrovia est la capitale du Libéria, caricature d'Etat ouest-africain pavillon de complaisance.

⁵²⁹ Contrôlant l'ensemble des Docks les Geest profitent aujourd'hui aussi des retombées du tourisme de croisière et du transport maritime de passagers (L'Express de Îles qui relie la Dominique aux DOM français voisins par exemple).

⁵³⁰ Epicentre du mouvement rasta en Dominique, sur les hauteurs de Roseau.

résumée dans *The Chronicle*⁵³¹, 22 avril 2005). Les mercenaires écopèrent de (seulement) un à trois ans de prison et Patrick John de douze, mais il fut acquitté longtemps avant la fin du bail par Eugénia Charles, ce qui lui permis de reprendre son activité (géo)politique en finançant l'actuel parti libéral *United Workers Party* (UWP) et de devenir président de la *Dominica Football Association* – place qu'il occupe toujours à l'heure actuelle - dont les bureaux sont nommés en son honneur.

La particularité de la Dominique, comparée au reste de la caraïbe anglophone, se retrouve dans l'absence de véritable mouvement socialiste dans les années 1970 (la postiche sociale de John étant bien trop faible pour entrer dans cette catégorie) et malgré sa présence durant le soulèvement contre le gouvernement de Patrick John, le socialiste Rosie Douglas attendra plus de deux décennies avant d'arriver au pouvoir. Il est élu le trois février 2000 et laisse immédiatement une image de marque auprès de la population pauvre et des rastas, avec qui il discute volontiers et simplement, dans la rue. On le retrouvera cependant mort d'une crise cardiaque dans sa maison de Portsmouth, huit mois après sa prise de pouvoir. Son successeur Pierre Charles, issu du même parti (*Dominica Labour Party*), mourut d'ailleurs en 2003 de la même pathologie, cédant sa place à (l'actuel PM) Skeritt... Charles et Skeritt s'associèrent de plus en plus étroitement à la Libye de Kadhafi et au Venezuela de Chavez (et la Chine de Wen Jiabao, desquels ils reçurent prêts et promesses d'aide financière⁵³²), marquant un tournant à gauche d'une activité politique jusque là extrêmement conservatrice.

A l'heure actuelle, l'intégration de la Dominique à l'archipel international des banques offshore attire de plus en plus la mafia Russe, dont on retrouve les grands noms sur les registres bancaires de particuliers qui, eux aussi, peuvent posséder des comptes offshore (Figueira, D., 2007). La page Internet officielle du paradis fiscal Dominicain (*Offshore Companies in Dominica*) est d'ailleurs disponible en anglais et en russe⁵³³... Bruce Bagley note dans son essai sur la mafia russe à travers les Amériques que la Dominique n'est qu'une pièce de l'archipel d'« Etats faillis » (*sic*) attirant cette mafia dans la région, notamment par un service rarement offert (qu'on retrouve seulement à Panama, en Uruguay et Paraguay dans la région) de vente pure et simple de citoyenneté (Bagley, B., 2002). Depuis 1991 la Dominique est, tout comme l'ensemble des pays caribéens

⁵³¹ *The Chronicle* et *The Sun* sont les deux principaux journaux quotidiens de l'île.

⁵³² La Venezuela participe par exemple à la reconstruction des routes, la Libye aux écoles, la Chine aux hôpitaux et au premier stade de l'île à Roseau, etc.

⁵³³ <http://www.offshore-companies-in-dominica.com/offshore-tax-haven.html>

réunis par la Banque Centrale Est Caribéenne⁵³⁴ créé en 1983, un paradis fiscal attirant les banques étrangères (la Dominique ne pratique pas de taxations sur ces établissements). La législation est cependant relativement « contraignante » (pour un paradis fiscal) puisque le *Offshore banking Act* de 1997 impose un capital de départ de un million de dollars US (contre près de deux millions pour les banques « Onshore »), huit mille dollars (US) de charges annuelles, un bureau sur place... Le *International Business Companies Act* prévoit des peines de prison et 25 000 US\$ d'amende en cas de fuites d'informations sur les clients du système Offshore. Les peines maximales en cas d'activité illégale avérée ne sont en comparaison que 5 000 EC\$ (1850 US\$)...

L'ouverture imposée à l'économie dominicaine, sous le coup du FTAA et des autres accords de « libre échange » (« commerce inégal » serait une meilleure analogie), s'est donc traduite par la pénétration massive de capitaux étrangers, dans et en dehors du seul système financier. Ainsi le front de mer de la capitale, où débarquent les bateaux de croisière, a été largement racheté par des particuliers étrangers, notamment français, profitant de la législation leur permettant de vendre aux touristes de passage des produits (cigarettes, alcools, montres, parfums, lunettes de soleil, et aussi artisanat local, etc.) hors taxes. Une foule de magasins modernes et climatisés a donc fleuri en bord de mer de la capitale, entre les supermarchés poussiéreux et accablés de chaleur tenus par les « libanais », dans lesquels la marchandise vendue aux dominicains moisit sur les étagères, permettant aux étrangers fortunés d'acheter à prix bradé ce que les locaux payeront au tarif plein. Cafés et restaurants tenus par des étrangers se sont aussi ouverts dans le quartier (Cocorico, etc.). C'est cette partie de la ville totalement superficielle et « offshore » que les touristes visiteront lors de leur passage.

A quelques centaines de mètres de là, la cocaïne pénètre l'île, principalement pour le transit, bien que de plus en plus de consommations de débordement s'observe, notamment dans la banlieue pauvre de Newton, l'antimonde du front de mer huppé, et le premier lieu de transformation de la cocaïne en crack comme en témoigne la présence de plus en plus voyante de crackmen dans le quartier.

⁵³⁴ Huit îles appartiennent à la région du dollar EC : Montserrat, Anguilla, Antigua et Barbuda, la Dominique, Grenade, St Kitts et Nevis, St Lucie et St Vincent et les Grenadines. Toutes sont des paradis fiscaux à divers degrés.

6.3.3. Les villages péri-insulaires de la baie de Cashacrou

Face à ces turbulences géopolitiques émanant de pulsions visibles et souterraines, le peuple dominicain a assimilé depuis l'« indépendance » un fait simple : il n'y a rien à attendre du gouvernement, si ce n'est le strict minimum en terme d'éducation (l'école primaire demeure gratuite et obligatoire)...

6.3.3.1. Les « zones franches touristiques », la monopolisation des profits des activités locales, et la diversification de l'activité

Par conséquent il n'est pas étonnant que peu se soucie, dans la Baie de Cashacrou que nous avons étudié, comme dans le reste du pays, d'exercer une activité formelle ou informelle. Pour dire vrai, les dominicains qui exercent une activité formelle décrivent leur salaire comme « *tout juste suffisant pour payer les factures* ». Reste à se nourrir, à habiller les enfants, à se soigner, à se déplacer, etc.

La pluri-activité alliant économie formelle, pour les chanceux possesseurs d'un emploi reconnu (les recensements gouvernementaux considèrent qu'un quart de la population est au chômage⁵³⁵), et économie informelle, voire illégale, est donc ici une question de survie. Plus que les individus, les ménages diversifient leurs activités et leurs localisations au maximum, alliant si possible un emploi « en ville » (dans la capitale), au moins une activité sur place au village (petit bar, boutique, vente de gaz, pêche occasionnelle et exploitation agricole d'un jardin, construction, etc.) et, quand l'occasion se présente et de manière temporelle, un emploi à l'étranger (DOM, Etats-Unis, St Thomas principalement). Les travailleurs prennent en charge les enfants scolarisés (qui peuvent commencer à travailler dès 15 ans) et les anciens qui ne sont plus à même d'exercer, bien que la plupart des habitants exercent une ou plusieurs activités jusqu'à un âge avancé.

La seconde caractéristique majeure de l'activité économique des dominicains, outre la multiplication des tâches, est le caractère saisonnier des travaux : saison touristique, saison de la pêche, des récoltes, etc. La saison des dorades coryphènes (Février – Mars) occupe par exemple la majorité des jeunes « *hustlers*⁵³⁶ » des deux principaux villages de la baie, Scott's Head au Sud, face à la

⁵³⁵ Chiffres de 2000, CIA World Factbook.

⁵³⁶ « *Hustler* » est un terme difficilement traduisible en Français. Les caribéens anglophones emploient le verbe « to hustle » comme on utilise en français, de manière familière, le verbe « galérer ». Dans la culture noire américaine et anglo-antillaises un hustler est un jeune homme qui enchaîne petits boulots, petits trafics, périodes sans activité, pour arriver à lier les deux bouts. Le *hustling* est la seule activité permanente du secteur informel.

Martinique, et Soufrière au Nord. Durant la saison un pêcheur peut gagner pendant les bonnes semaines jusqu'à 1 000 EC\$, quand un ouvrier agricole engrange péniblement 700 EC\$ dans le mois. De plus le poisson complète l'alimentation fournie par le jardin familial, qui apporte occasionnellement une autre source de revenu, en plus de participer à l'alimentation. Les pêcheurs qui n'ont pas les moyens d'investir dans un bateau – et qui n'ont pas l'opportunité de travailler pour un propriétaire de bateau - construisent généralement des radeaux de fortune en coupant un poteau électrique en trois morceaux (le passage du cyclone Dean à donné naissance à une nouvelle flotte...) sur lequel est cloué un plancher rudimentaire, le tout étant manié par une rame unique au milieu de la réserve naturelle de Scott's Head – Soufrière, internationalement connue pour ses sites de plongée exceptionnels. Les pêcheurs n'ont que faire de cette « réserve touristique » car, contrairement à ce qu'affirment les panneaux à l'entrée des villages de la baie, le tourisme n'est pas l'affaire de tous, et très rares sont les habitants de la baie qui profitent de réelles retombées de l'activité. C'est du moins la perception locale de l'activité, car le gouvernement propose désormais de rembourser aux pêcheurs les barques englouties par les cyclones, grâce à l'argent de la manne touristique. Mais ce tourisme représente un intrus récent dans la vie des habitants de ces villages péri-insulaires puisque la Dominique est un des derniers pays de la région à s'être finalement ouvert à l'activité, suite à l'aggravement de la crise de la banane dans les années 1990.

Scott's Head possède par exemple seulement deux petits restaurants⁵³⁷, généralement déserts, et quelques chambres à louer chez l'habitant guère plus remplies en dehors des périodes de vacances scolaires dans les DOM voisins et lorsque la période du festival créole (Novembre) attire les « british » (dominicains vivant en Grande Bretagne). Soufrière possède un minuscule centre de plongé et un restaurant ouverts la moitié de l'année, etc. En dehors des brefs pics touristiques, le tourisme en Dominique est un tourisme de croisière Nord-américain déversant pour la journée un flot de visiteurs « *all inclusive* » qui ne dépensera sur place que les frais liés aux visites (la Dominique est avec St Vincent et Grenade le pays où les croisiéristes dépensent le moins par personne, avec moins de trente dollars en moyenne)... Les rares « aventuriers » partis à la découverte de la baie sont généralement amenés par bateau directement de la capitale vers les sites de plongée et ne représentent donc strictement aucun gain pour les habitants (les agences du port empochent la mise...). La nourriture étant incluse dans les forfaits, peu d'entre eux s'arrêtent dans les (rares) hôtels et restaurants locaux, ce qui explique un fourmillement d'activité sur le port, dans les petites ruelles longeant les magasins hors taxes tenus par les étrangers, entourant le seul gain possible pour les dominicains : Le transport vers les sites « écotouristiques » et les marchés

⁵³⁷ Ce chapitre a été rédigé en Décembre 2007. Depuis un hôtel restaurant a été implanté à l'entrée du village par un couple Danois.

revendant des T-shirt imprimés (caricaturant si possible une « vie facile » en Dominique) fabriqués en Asie du Sud-est, cartes postales, paréos, etc. L'arrivée d'un bateau de croisière en ville modifie cependant profondément l'atmosphère de la capitale habituellement paisible : la rue principale du port est barrée pour le confort des touristes, ce qui engendre un embouteillage permanent et son concert de klaxons, dont le bruit cumulé couvre l'animation sonore locale sortie pour l'événement (groupes « traditionnels ») ; les guides luttent avec les chauffeurs de taxi pour les clients éventuels descendants du bateau, les vendeurs d'artisanat local prennent possession du marché, les gigolos, mendiants, vendeurs de ganja et autres *hustlers* occupent les rues parallèles à l'abri de la police qui surveille les abords de la passerelle. Les villages de l'île sont désertés par leurs habituels chauffeurs de minibus (qui relient les villages à la capitale ou à Portsmouth où sont concentrés les activités économiques) qui tentent alors de gagner en une journée une semaine de salaire normale en transportant ces visiteurs d'un jour vers les sites touristiques, créant des difficultés majeures pour le déplacement vital du plus grand nombre...

Aucun immeuble ne rivalise en hauteur avec le paquebot qui semble pouvoir à lui seul avaler la population de la petite capitale toute entière. Aucun quartier de la ville ne rivalise en luxe avec cette « *enclave d'ostentation* ⁵³⁸ » ambulante (le *Carnival Glory* est par exemple équipé de 22 bars, quatorze bureaux, une salle de sport de 5 000 mètres carré, quatre piscines et trois restaurants...) et le commun des dominicains méprise en silence ces pâles étrangers peu vêtus qui ne leur adresseront pas leur parole, hormis pour des brefs échanges commerciaux, et qui semblent eux aussi vouloir engloutir la ville et ses habitants dans leurs appareil-photo-aspirateurs.

⁵³⁸ Campbell, S., Perkins, A., Mohamed, P., 1996



L'enclave d'ostentation ambulante et la petite capitale... Kingshill, Roseau, 2007

C'est après son séjour en Dominique que l'éditorialiste du Guardian (Trinidad and Tobago) Polly Pattullo a écrit « *Les derniers Resorts, le coût du tourisme dans la Caraïbe* » (Pattullo, P., 2005). Elle y détaille entre autres les dessous du tourisme de croisière qui explose depuis les années 1990, en particulier dans la caraïbe qui possède la moitié de la capacité mondiale en la matière (en nombre de lits disponibles). En 2003 la Dominique a par exemple « accueilli » 177 000 touristes de croisière, soit quatorze fois le volume reçu en 1986 (La Dominique demeure cependant très loin des trois millions de touristes de croisière annuels aux Bahamas, un million sept cent milles des îles Cayman et des îles Vierges et du million de St Maarten et de la Jamaïque)! Lorsque en 1992 une association d'Etats des petites Antilles (*Organization of Eastern Caribbean States*) se décida à contourner la crise de l'industrie hôtelière causée par ce changement de type de tourisme, en fixant une taxe d'entrée à 10 US\$, les puissants groupes croisiéristes répondirent purement et simplement par le boycott de ces destinations... Comme l'exprima alors le premier ministre de Ste Lucie « *la région ne peut pourtant plus accepter des babioles et des miroirs contre son patrimoine* » (Caribbean Week, Barbados, 26 Juin 1993) et l'ensemble de la communauté du CARICOM décida derrière la Jamaïque d'imposer une taxe commune revue à la baisse à 5US\$ par personne. Aussi démesurément petite soit cette demande, l'industrie croisiériste répondit une nouvelle fois par une menace de boycott pour tenter de faire sortir certaines îles de l'accord. Bob Dickinson de la compagnie *Carnival* refusa cette aumône aux gouvernements, rappelant le caractère néo colonial de

l'industrie en leur crachant au visage : « *Ils ne font pas que mordre la main qui les nourrit, ils veulent en plus le bras tout entier...* » (cité dans Holder, J., 1993). On remarquera au passage la subtile comparaison entre l'employé et un chien et l'investisseur et son « maître » et le peu de cas que font ces employeurs pour masquer le caractère néocolonial de leur entreprise.

Plusieurs îles plièrent finalement sous le poids du lobby croisiériste qui, concentrant le flux touristique depuis la source, fait la pluie et le beau temps de ces économies extrêmement dépendantes des visiteurs étrangers. Comme le fait remarquer le président de l'association des hôteliers de la Barbade, l'industrie croisiériste est pourtant le contraire d'un service pour la région : ils polluent la mer qui est le plus précieux atout de vente de ces espaces, et ne laisse derrière eux que des miettes... (Cité dans Patullo, P., 2005).



Le bateau de croisière C. Columbus, immatriculé à Nassau, sur le Port de Roseau (2007)

Mais comme le montre l'exemple Dominicain, la réalité est plus complexe : le puissant lobby croisiériste marchand directement avec la petite élite de businessmen d'origine britannique (Witchurch) et libanais (Nassief, etc.) qui contrôle le port (on appelle les seconds *Bodmè* en Haïti pour les mêmes raisons). Le tourisme de croisière (177 000 touristes de ce type en 2003 en Dominique), exactement de la même manière que l'industrie de la banane, est donc contrôlée par ces « agents de commission » à l'image d'un entonnoir dont le goulet passerait par les docks tenus par l'élite locale. Et les petites Antilles se métamorphosent, la « République bananière » devenant

progressivement une « République croisiériste »... Telle est la définition exacte du néo colonialisme actuel dans ces petites républiques semi indépendantes : l'exploitation par une petite élite étrangère, aux moins aux intérêts de la nation, des ressources dégagées à la sueur des travailleurs exploités (industrie bananière, canne à sucre, etc.) ou par la prostitution du patrimoine naturel (tourisme de croisière). Dans le cas de l'activité touristique, le passage du colonialisme au néo-colonialisme est souligné par l'arrogance des compagnies croisiéristes (Cf Photographie) ou par des détails comme la reconversion du marché aux esclaves de Roseau en marché d'artisanat ouvert sur les mêmes docks qui amenaient les travailleurs captifs (et desquels se déversent désormais les flux de touristes fortunés). Et les populations locales sont doublement prises au piège de cette industrie car les « chanceux » caribéens qui remontent la filière en s'intégrant aux postes les plus limités de cette industrie (en travaillant sur les bateaux en tant que serveur, hommes/femme d'entretien, etc.⁵³⁹), sont confrontés aux scandaleux salaires minimums minorés permis par l'immatriculation de la luxueuse flotte nord américaine sous pavillon de complaisance⁵⁴⁰ (Cf. Photographie)... En réalité, comme nous l'avons observé dans l'industrie hôtelière des Grenadines à Canouan (Cf. Point suivant), Polly Patullo remarque dans le cas de l'industrie croisiériste que très peu de caribéens sont employés en raison de leur plus fort taux de syndicalisation et des demandes salariales plus élevées que les équipages originaires d'Asie du Sud-est (les Philippines et le Bangladesh représentent pour l'industrie croisiériste de merveilleux filons de main d'œuvre servile). Selon la FCCA les compagnies croisiéristes ont dépensées en 1993 moins de 51 millions de US\$ en achat de produits locaux dont le pétrole représente 58% (seules deux îles caribéennes vendent du pétrole)... En ce qui concerne les productions locales de nourriture (fruits, légumes, lait, pain, etc.) les compagnies dépensent moins de 6US\$ par passager (*Florida Caribbean Cruise Association*, Newsletter Juillet 1994) ! Seule la bière (Jamaïque), les glaces (Barbade) et le papier toilette (Trinidad) consommés à bord sont des produits locaux... Pour les bananes, première production locale, les croisiéristes préfèrent se ravitailler en Amérique centrale où le pouvoir des compagnies étasuniennes est bien connu. Avec onze dollars de dépenses locales par passagers (5 pour la taxe 6 pour l'alimentation), plus les dépenses hors du bateau qui s'échelonnent en 2002 entre 15 US\$ dans des îles comme St Vincent (et la Dominique) et 250 US\$ dans les « îles-centre commercial » (vendant des produits d'import, et le plus souvent en hors taxe !) telles que les Îles Vierges (Caribbean Tourism Organization 2003 cité dans Pattullo, P., 2005), la conclusion est inévitable : si le tourisme de type pré-1990's représentait dans la caraïbe un relent colonial aux avantages

⁵³⁹ Comme dans l'industrie hôtelière de luxe qui existe dans les îles plus ou moins privées, la hiérarchie sociale sur les bateaux dessine des pyramides de tête européenne/nord américaine dirigeant des équipages originaires du Tiers Monde représentés par jusqu'à 50 différentes nationalités. Cf Patullo, P., 2005)

⁵⁴⁰ Pour se justifier auprès de leurs clients les croisiéristes affirment dans leurs brochures que cette immatriculation sous pavillon de complaisance est nécessaire pour offrir des meilleurs tarifs...

économiques discutables, son successeur tenu par l'industrie croisiériste est bien pire encore... Pour réduire encore ses coûts, l'industrie croisiériste rachète désormais directement des îles (des cayes désertes des Bahamas par exemple) et des plages pour éviter de payer les taxes d'entrées, ou bien réserve les tours des îles directement depuis le bateau aux grands groupes locaux tenus par l'élite (Patullo, P., 2005), comme les Astaphans en Dominique !

On observe au sein du gouvernement une certaine rapacité autour de l'activité touristique, bien qu'il soit parfois difficile de distinguer l'appât du gain à court terme de l'incompétence, les deux pouvant s'associer de manière inextricable. C'est ainsi que, dans les secteurs touristiques, le gouvernement ne voit pas d'objection à demeurer un des derniers soutiens de l'Etat Japonais devant la *International Whaling Commission* (pour la pratique de la pêche à la baleine), ce qui vaut au pays une importante aide économique qui s'est traduite concrètement par la construction d'infrastructures pour les petits pêcheurs locaux (qui ne pêchent pas la baleine cependant) à Roseau (12 millions de dollars) et dans l'Est, tout en se présentant comme la première destination écotouristique de la région, notamment grâce à ses sites exceptionnels d'observation des cétacés... Dans le même registre l'ancien ministre E. James ne vit jamais de contradiction entre la construction du produit écotouristique Dominicain basé sur une foule de petites *guest houses* possédées par des locaux (73 000 arrivées en 2003) et le développement d'un tourisme de masse via l'industrie croisiériste, bien que de nombreux entrepreneurs locaux se soient plaints des difficultés de cohabitation entre ces deux formes de tourisme opposées. Le gouvernement se déclare au contraire prêt à abattre deux oiseaux d'une même pierre, et ce d'autant plus que si le tourisme de croisière ne rapporte globalement pas d'argent à la population, il laisse derrière lui des taxes proportionnelles au nombre de visiteurs à l'Etat, aux riches propriétaires du front de mer et aux étrangers qui y tiennent les boutiques, tout en créant une dépendance parmi les chauffeurs de bus et les guides touristiques créés spécialement pour répondre à cette demande (au sein de compagnies tenues par l'élite syrienne ou britannique locale comme les Withchurch). Jusqu'à présent la Dominique a cependant évité le pire grâce à l'UNESCO qui a empêché le projet de route goudronnée desservant le *Boiling lake* – deuxième plus grand lac d'eau bouillante au Monde et première attraction écotouristique de l'île, parmi des visiteurs recherchant « à découvrir la difficile randonnée vers le lac sans un vendeur de T-shirt en vue » - et un projet de télésiège destiné à faciliter l'accès au même lac pour les touristes croisiéristes désirant visiter l'attraction durant les quelques heures de leur visite locale (Patullo, P., 2005). Globalement la tendance récente montre que le tourisme de masse de l'industrie croisiériste étouffe progressivement l'écotourisme dominicain qui seul bénéficie à la population locale. Le Calypsonien Mico décrit ainsi les touristes

descendants du bateau: “*They pass on a bus, they don’t make a stop, don’t stop at a hop, all they know they pass on a bus...*” Ces visiteurs traversent la ville dans leur capsule climatisée, montent vers les chutes de Trafalgar, achètent un T-shirt « *Dominica We Jammin* » (Made in China) à la boutique du site, visitent l’attraction par centaines, avant de retrouver leur capsule climatisée qui les déposera directement sur le port, non sans avoir ralenti devant le caoutchouc et le baobab du jardin Botanique - une route coupe le jardin Botanique pour permettre aux bus touristiques de traverser sans transpirer, pendant que les enfants jouent au cricket sur les pelouses - pour ramener quelques clichés. La visite complète croise la route de quatre Dominicais : le chauffeur du minibus, le guide du minibus, la vendeuse de tickets à l’entrée des chutes et la vendeuse de la boutique de produits importés. Ces vendeuses sont originaires du village de Trafalgar, les compagnies du port ne voyant pas d’intérêt à intégrer cette activité à peine rentable à leur intégration verticale autrement complète de l’activité. « *Le sentiment général* », écrit P. Patullo, « *est que les Dominicais en dehors du groupe de privilégiés (...) sont tenus en dehors du processus* » (Patullo, P., 2005)

Privé de retombées décentes quelques soit l’occupation légale, l’activité des dominicains se diversifie donc progressivement. Dans la baie de Cashacrou par exemple les profits dégagés en exploitant le jardin, situé en périphérie haute des deux villages, et autour du troisième village de la baie, Galion, en plus d’une activité légale « en ville » (à la capitale, Roseau), et de l’argent envoyée par les membres de la famille ayant migré au moins temporairement aux Etats-Unis, au Canada ou en Grande Bretagne, sont réinvestis dans la construction en dur de la maison. Cette construction suit deux étapes qui diffèrent légèrement du modèle méditerranéen : ici on construit d’abord des fondations et le premier étage, comme posé sur des pilotis qui compensent la pente omniprésente, avant éventuellement de construire un appartement à louer sous l’habitation au rez-de-chaussée (alors que le schéma classique méditerranéen et Sud américain repose sur la construction du rez-de-chaussée, puis, quand on en a les moyens, d’un étage à louer, etc.). Le cycle peut se poursuivre en cas de succès, en louant auprès des touristes par exemple (jusqu’à 90 EC\$ par nuit contre 10EC\$ par nuit en location locale), avec une succession de constructions en dur masquant les habitations traditionnelles en bois sous tôles, comme on peut l’observer sur les hauteurs de Rose Hill à Soufrière ou de la Savane à Scott’s Head.

La journée d’un travailleur de Soufrière comme Mr Tavernier inclut trois occupations enchaînées : de 7h à 15h Mr T. travaille « en ville » à la maintenance d’un hôtel deux jours par semaine et en construction à Colibris (hauteurs de Soufrière) trois jours par semaines. De retour à Soufrière en milieu d’après midi Mr T. cultive son jardin pendant deux à trois heures et en rapporte les produits

destinés à l'alimentation et éventuellement à la vente (le samedi matin au marché de Roseau). Puis Mr T. gère la devanture de son habitation reconvertie en bar (billard, tables de dominos) jusqu'à ce que le dernier client ne quitte les lieux. Avec les revenus de ses différentes activités Mr T. a pu s'offrir un groupe électrogène qui fait de son modeste bar, le seul lieu éclairé lors des coupures d'électricité nocturnes, courantes en saison humide. Grâce à son énergie, Mr T parvient à entretenir sa famille (quatre personnes sur place et un fils étudiant en Grande Bretagne) dans une modeste case en bois sous tôle et peut se permettre le luxe de posséder un pick-up qu'il utilise pour aller travailler en ville, ramener les boissons destinées à son bar, et transporter les produits de son « jardin » vers le marché dans les bonnes périodes.

Mme Luis est pour sa part directrice d'une école de Roseau où son mari est aussi enseignant. De retour à Soufrière ils gèrent le seul point de vente de gaz domestique du village et donnent des cours particuliers. Cette réussite relative, visible à leur véhicule 4x4, leur a permis d'agrandir leur maison en dur d'un appartement meublé loué en saison aux touristes de passages entre 20 et 30US\$ par nuit et de penser à construire un autre appartement similaire sur un terrain familial situé sur les hauteurs du village.

D'autres parmi ceux qui arrivent à disposer d'un capital d'investissement plus limité achètent un bateau qu'ils utilisent le week-end et/ou qu'ils louent aux pêcheurs, un minibus qu'ils utilisent de manière formelle ou informelle comme transport collectif reliant les trois villages péri-insulaires à la ville capitale Roseau, etc.

Ces transports collectifs - les véhicules particuliers sont rares hors du petit groupe de retraités de retour de Grande Bretagne-, eux-mêmes soulignent le caractère quasiment insulaire des villages où la vie est encore largement rythmée par (le départ et) l'arrivée des bateaux de pêcheurs *et* de plus en plus des bus reliant la ville. Le lien avec la capitale Roseau, rappelle d'ailleurs un « voyage » (dans la caraïbe anglophone on « roule » en voiture alors qu'on « voyage » en minibus) en bateau : les intempéries (et les tremblements de terre) peuvent empêcher la connexion, quand le ruissellement entraîne des éboulements de terrain bloquant la route unique, et la « navigation » elle-même rappelle à l'estomac fragile, les traversées houleuses du canal de la Guadeloupe. Le slalom latéral entre les nids de poules, larges et profonds, et les roches et autres débris obstruant une partie de la route, les dépassements en courbe et les coups de frein d'urgence qu'ils ne manquent de provoquer, l'odeur du moteur qui chauffe dans les cols mêlée à celle du gasoil brut, et les turbulences créées par des dos d'ânes censés refroidir l'ardeur des pilotes de minibus collectifs, provoquent ensemble, tel un équipage de matelots solidaires, la sensation d'une pénible traversée en canot. D'autant plus qu'entre le temps de charger le minibus en marchandises diverses et en passagers (on ne part

généralement pas avant que le minibus soit remplis aux trois quart en heures creuses), les pauses (boulangerie, grossiste, redressage de tôles froissées, poste, etc.), la durée du trajet d'une quinzaine de kilomètres est longue et aléatoire (entre une demi heure et deux heures...). Le trajet est de plus relativement coûteux, entre 7 et 8 EC\$ aller-retour de jour et 10EC\$ de nuit (comparés à une journée de travail qui peut être rémunéré aussi faiblement que 30EC\$ dans les secteurs informels agricoles qui abondent ou dans la vente en magasin en ville...) créant au sein de la classe que Brathwaite nomme les insulaires (*islanders*) (Brathwaite divise justement la société caribéenne en insulaires/migrants, Cf. Bratwithe, E., K., 1986) deux groupes hermétiques : les insulaires mobiles, travaillant en ville, et les insulaires immobiles, sur-insularisés, errant dans le village à la recherche d'une activité temporaire, le plus souvent en proie aux assauts conjoints de la chaleur, de l'ennui et du *high*.

Les jeunes hommes représentent, à partir de 14-18 ans, l'essentiel de cette classe immobile, employés de manière saisonnière sur les bateaux de pêche, temporairement dans la construction, et plus généralement abandonné au *hustling* contrairement aux jeunes femmes qui semblent mieux se plier aux exigences acculturantes des emplois administratifs et des emplois formels du secteur touristique (Musée, bars, restaurants, clubs, etc.), et ce d'autant plus que l'ambiance masculine du village leur est difficile. Ceci est accentué par le différentiel migratoire (de plus en plus de travaux accessibles aux caribéens en Europe ou aux Etats-Unis sont des travaux féminins) qui crée un net déséquilibre dans la répartition des sexes parmi la population située entre 20 et 30 ans. Les villages deviennent progressivement des lieux masculins, générant bon nombre de conflits autour des rares femmes y demeurant. Les hommes qui travaillent régulièrement jonglent pour leur part entre les emplois de construction, dans la baie ou à Roseau, la petite agriculture de jardins pour les plus travailleurs, des emplois temporaires dans les îles françaises (généralement de manière illicite⁵⁴¹), au Canada ou aux Etats-Unis (de manière plus formelle en raison de la plus grande difficulté d'accès) et le vaste dégradé local d'emplois allant de l'informel à l'illégal. Rares sont ceux qui peuvent définir en deux mots leur travail.

L'organisation spatiale de ces villages est un marqueur net d'activité avec les pêcheurs habitants les cases en bois sous tôle les plus rudimentaires longeant la mer, formant le cœur du village traditionnel, puis les familles entassées dans des maisons rudimentaires en dur de l'étage

⁵⁴¹ L'entrée dans le DOM de Guadeloupe « par la porte de derrière » (*backdoor*, c'est-à-dire sans visa) coûte 500EC\$ en barque de pêche, l'équivalent d'une semaine de travail d'un bon employé en maçonnerie (les journées de travail sont rémunérées entre 50 et 100EC\$ pour ces employés). La Martinique, beaucoup plus proche, se monnaie entre 200 et 300EC\$ au départ du village, soit à peine plus que le coût de la traversée légale sur l'Express des îles. Depuis Scott's Head on aperçoit la Martinique au Sud et, par temps très clair, la Guadeloupe au Nord.

intermédiaire, se composant de propriétaires des petits magasins du village, des bars, et enfin, prenant la place des anciennes constructions traditionnelles des agriculteurs, les vastes habitations en dur avec vue, des entrepreneurs les plus diversifiés dont le ménage contient au moins deux personnes exerçant une activité formelle en ville, et des activités secondaires (jardins, location touristique, etc.). L'étage supérieur de ces luxueuses résidences est accaparé par les ménages retraités ayant travaillé en Grande Bretagne. Cette structure n'est cependant pas encore complètement rigide et les derniers éléments de ce qui peut ressembler à un patchwork de couleur rouille, viennent encore troubler ce schéma, notamment avec les dernières habitations en bois sous tôle des hauteurs habitées par les petits paysans dont les jardins se trouvent en périphérie plus ou moins directe. Le « *flat*⁵⁴² », la mince bande littorale occupée par la route est le lieu de rassemblement principal avec ses bars et ses petits points de ventes de ganja. C'est là que se concentrent durant la journée les « *hustlers* » à l'affût d'une quelconque opportunité économique temporaire.

Parmi les activités informelles pratiquées on retrouve une variante jamaïcaine de l'« accompagnement » des (touristes) « blancs » qui va du petit trafic de ganja au tour guidé de la baie, ou de l'île, et à la liaison économique-amoureuse qu'on appelle en Jamaïque *rent-a-dread* (*rent-a-hustler* serait plus approprié au schéma dominicains). Cette activité est monopolisée par les rares *hustlers* qui allient un certain charme selon les critères occidentaux, un bon sens du contact avec les touristes (qui sont généralement plus que mal perçus), un certain sens du marketing, et la maîtrise au moins partielle de quelques notions de français et/ou de l'accent britannique/américain. L'activité la plus basique et la plus performée est celle qui consiste à servir d'intermédiaire entre le touriste et un revendeur local de ganja, produite localement ou importée de St Vincent, permettant un gain immédiat de quelques dollars (la pratique la plus courante pour ces *hustlers* consiste à acheter un sac de 5\$EC de ganja, environ 10 grammes, et de le revendre entre 25 et 50 EC\$ au touriste. En quelques minutes le *hustler* dégage ainsi l'équivalent d'une demi journée de salaire minimum⁵⁴³). Pour un *tour*, le guide improvisé prendra un vingtaine de dollars pour la visite de la baie (site de plongée, sources chaudes, etc.) et une centaine pour une visite plus lointaine (*boiling lake*, etc.). Les clients de ce genre d'excursion sont généralement « harponnés » directement à Roseau où une foule de guides, formels et informels, guettent les visiteurs à la descente du bateau. Pour ce qui est des relations avec les très recherchées jeunes filles (touristes) blanches, l'art du *hustler* réside dans l'efficacité et la discrétion de l'échange commercial : la touriste ne doit pas avoir

⁵⁴² Déterminé en grande partie par le contexte environnemental et économique, le village dominicains s'organise généralement à l'intérieur d'une route en arc de cercle qui relie, en deux points, l'alignement de cases de pêcheurs aux « jardins » qui occupent l'extérieur du U, au dessus dudit village. D'un point de vue nutritif les habitants du village habitent au confluent des sources de légumes, fruits, légumineuses et protéines.

⁵⁴³ 6.5 EC\$ par heure de travail (2007), soit 1.7 euro par heure, et un salaire mensuel de 280 euro...

l'impression d'un acte commercial, mais le « *hustler* » doit en tirer un bénéfice financier, sous forme de nourriture (restaurant, bars, etc.), d'entrées dans des soirées, de petite aide financière (médicaments, etc.), matérielle (vêtements, etc.) ou sociale (un point de chute éventuel dans un DOM, etc.). Hormis le prestige du « trophée » que représente la jeune fille blanche, l'activité rapporte en réalité peu à ceux qui ne se diversifient pas assez. Les gigolos qui réussissent allient l'activité à des tours plus organisés (ils possèdent un minibus pour ramasser les touristes à la sortie du bateau, les emmener en visite, et les redéposer au bateau) et des contacts dans le milieu hôtelier. Dans les espaces sur-insularisés qui occupent l'écrasante majorité du territoire dominicains, la pluri activité alliant formel, informel et illégal est souvent le seul moyen de survie économique en raison de la brièveté des saisons (pêche, tourisme, récoltes, etc.), de leur irrégularité, et plus généralement du marasme économique ambiant. « *Pasé nou ka pasé* » chantent les *Midnight groovers* de Grand Bay dans leur hymne national officieux, « *misié généwal é misié pwésidan toujou fé kwa chanjé, pasé nou ka pasé, pa fé kwa ou cé changé awien, pasé nou ka pasé, nou vini san awien, nou ka pati san awien*⁵⁴⁴ »...

6.3.3.2. *Le trafic des drogues illicites*

La baie de Cashacrou possède pour les « *hustlers* » un inconvénient local qui peut être tourné en avantage à une échelle plus étendue : la périphéricité marginalisante de la baie à l'échelle nationale et contrebalancée par son ouverture vers le département français de la Martinique et vers le Sud de la Caraïbe. Cashacrou est en effet la première baie abritée dominicaine pour quiconque remonte en bateau depuis la Martinique, Ste Lucie ou St Vincent. Les pêcheurs *vincy* qui s'intègrent à un réseau transnational de délaissés de l'économie formelle, s'étendant de Grenade aux îles vierges, l'utilisent depuis longtemps, de même que Grand Bay sur la côte Atlantique, pour trafiquer leur ganja, ou simplement y faire une escale dans leur commerce de cocaïne vers les petites « îles hubs » dépendantes du Nord, comme St Martin par exemple (facilités dans leur entreprise par les passeports de pêcheurs qui permettent à ces travailleurs des petites Antilles de passer temporairement et légalement dans les îles voisines). Les « *hustlers* » interviewés à Bottom Town (Kingstown, St Vincent) ont déclaré s'y arrêter parfois pour couper le voyage vers le Nord, et éventuellement décharger une partie de leur marchandise illégale dans la baie, ou elle sera réexpédiée pour la Martinique ou pour les petites îles du Nord (Antigua, St Martin, St Thomas, etc.). Ceci est confirmé par des saisies, assez rares en Dominique pour être soulignées, comme celle

⁵⁴⁴ « *Passer, on ne fait que passer, monsieur le général et monsieur le président veulent toujours nous faire croire qu'ils vont tout changer, mais ils ne changent rien du tout, on ne fait toujours que passer, on est venu sans rien on repartira sans rien* »...

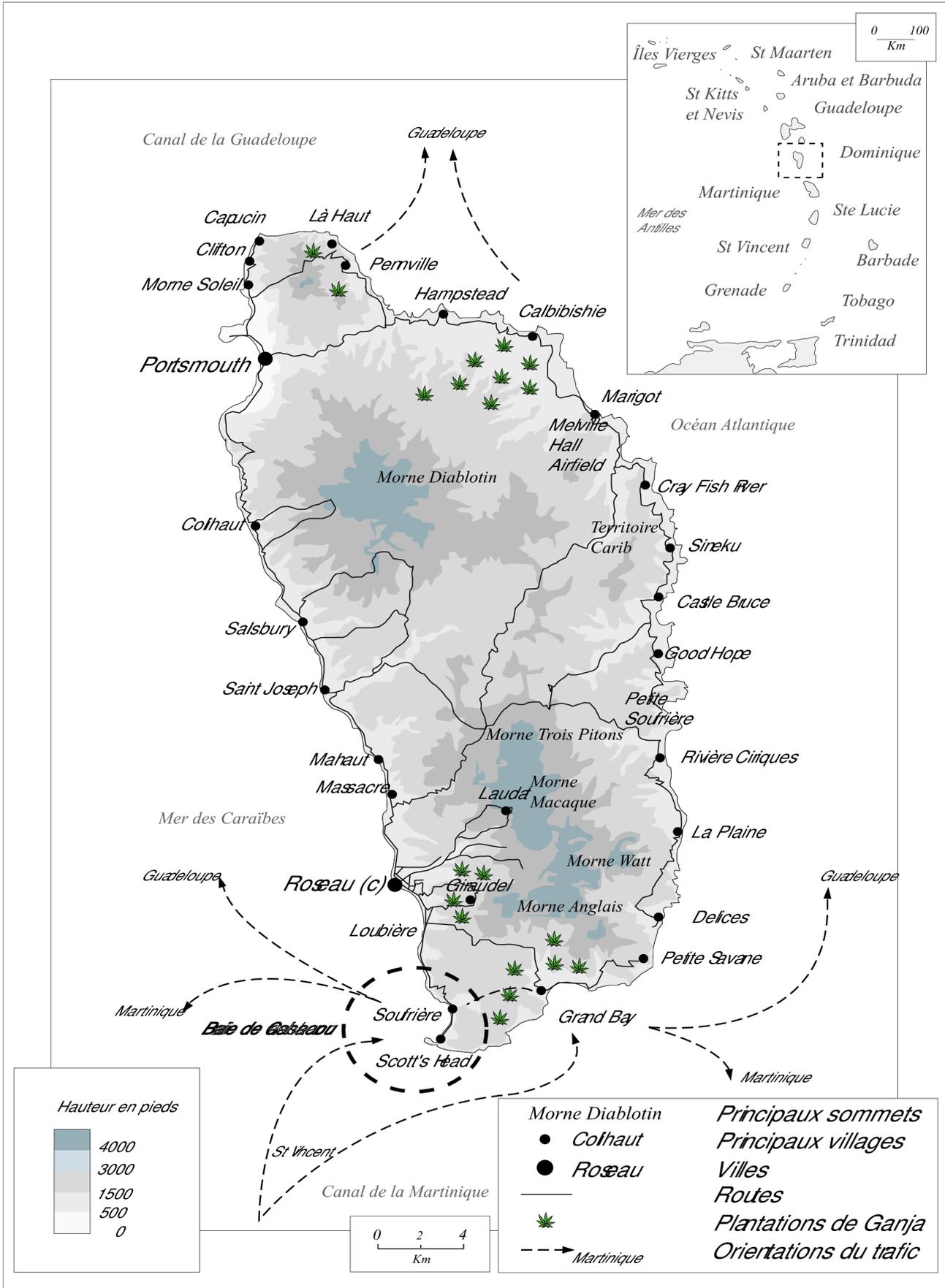
du 20 février 2002 lors de laquelle plus de 200 kilos (!) de ganja « *Vincy* » fut saisie chez les pêcheurs de Scott's Head (The Sun, 21 février 2002). Mais l'exceptionnalité de cette saisie comparée aux volumes transitant par l'île montre que les « *hustlers* », et ils l'affirment eux mêmes, sont peu inquiétés par les douanes locales. Premièrement ces douanes n'ont pas l'équipement pour suivre les bateaux rapides utilisés pour le trafic (les poursuites se font dans l'hilarité générale des jeunes qui les observent depuis le village) et, secondairement, mis à part dans le cas de douaniers luciens qui entretiennent auprès des « *hustlers* » une réputation de dangereux pirates, les services locaux sont généralement au mieux inefficace. La police semble plus insistante (contrairement à la douane la police est présente dans les petits villages de pêcheurs) et bon nombre d'interviewés parle de la part que les officiers requièrent pour fermer les yeux sur le trafic. L'affaire Edgar Berridge révèle d'ailleurs en Dominique plus que le manque de moyens et de volonté, l'implication d'éléments corrompus des forces de police dans le trafic, traités de manière clémente par l'Etat : L'officier E. Berridge a été impliqué dans l'aide à l'évasion de détenus, la vente de faux passeports et de faux actes de naissance à des clandestins Haïtiens (The Chronicle 23 février 2001), le trafic de ganja (il a été arrêté avec plus de 60 kilos de ganja en Novembre 2002) (The Chronicle 29 Novembre 2002) et condamnés quatorze fois à des peines mineures... Les propriétaires de bateau acheminant régulièrement des sacs de ganja dominicaine depuis la baie de Cashacrou vers le Nord de la Martinique (le Prêcheur en particulier), assurent ne pas se soucier des douaniers incapable de lutter contre les 500 chevaux qui propulsent leurs engins entre les deux îles, en quelques dizaines de minutes (la vedette de l'Express des îles prend une heure trente pour la traversée...). Eux même sont rarement des trafiquants à temps plein, ceux que nous avons pu interviewer étant des petits employés du Nord de la Martinique diversifiant leur activité par la pêche, le passage illégal de passagers et de clandestins, et le trafic de ganja, ou plus souvent de simples pêcheurs de la baie cherchant à lier les deux bouts.



*Un demi kilogramme de ganja Dominicaine récoltée dans les environs de Galion,
Soufrière, 2007.*

Le trafic de ganja est donc en Dominique une activité périphérique (Carte 64) qui s'organise autour des espaces ouverts vers la Martinique (Grand Bay, Scott's Head) ou la Guadeloupe (Calibishie, Là Haut). Ceci ne veut pas dire que la ganja ne pousse pas ailleurs, bien au contraire, un grand nombre de paysans entretenant annuellement une petite plantation de moins de 10 pieds pour la consommation personnelle et pour lier les deux bouts par un petit commerce local. Les haut-lieux de la résistance des marrons sont aujourd'hui les localisations abritant les plus grandes communautés rastas et, souvent, les plus grandes plantations de ganja (Grand Bay, Giraudel, etc.). La police qui pénètre difficilement ces espaces mal desservis par le réseau routier, organise deux fois par an des survols en hélicoptère avec des opérations de diffusion d'herbicides, sur les cultures des paysans qui refusent la culture de la banane, dont le commerce est monopolisé par l'élite des « agents de commission » (Douglas, R., 1982). Contrairement à ce qu'écrit Baker (1994) la banane n'est donc pas la seule culture commerciale génératrice de devises en Dominique...

FIG N°64 : L'ORGANISATION PERIPHERIQUE DU TRAFIC DE GANJA EN DOMINIQUE



Sources : Recherches de terrain.

Localement le *spliff* se vend avec sa feuille à rouler (les feuilles à rouler sont interdites à la vente en Dominique et doivent aussi être trafiquées depuis la Martinique voisine) et un morceau de « *I-leaf* », feuille de tabac brut, pour un dollar EC dans les villages de campagne, jusqu'à trois dollars dans la capitale. Bon nombre des *hustlers* entretiennent quelques pieds, là encore saisonnièrement, dans les jardins qui s'étagent au dessus du village. La baie de Cashacrou produit moins que son niveau de consommation et bon nombre de *hustlers* ramènent de la ganja produite en plus grosse quantité dans la baie isolée de Grand Bay, accessible à pied à travers les montagnes en une heure de marche (ou en transport collectif via roseau), ou sur les hauteurs de Loubière. Un kilogramme peut être obtenu pour 300EC\$ avec un bon réseau de relations, moins de 100 euros ! La ganja *Vincy*, considérée comme de moins bonne qualité (le processus de compression utilisé pour réduire les volumes transportés fait perdre à la fleur une partie de son THC. Les variétés utilisées sont en outre de mauvaise qualité et la récolte souvent précoce), est généralement uniquement destiné aux transferts vers les îles françaises voisines. Les autorités maritimes dominicaines sont présentes autour de la baie durant la période touristique pour intercepter les pêcheurs tentant de répondre à la demande en drogues illicites des touristes de passage pendant les fêtes de Noël, du premier de l'an et du Carnaval (mi février). Informés par les autorités françaises, les gardes côtes se cachent derrière la pointe Cashacrou pour arrêter les trafiquants qui préfèrent dans leur grande majorité attendre la saison de la pêche (pic entre Février et Mai avec la migration des dorades coryphènes) pour se dissimuler parmi la flotte de barques. De plus en plus de largages ont lieu sur la côte à falaise du sud de l'île inaccessible par la route, entre le village de Grand Bay et de Scott's head, sur des sites connus des seuls pêcheurs et reliés par des sentiers aux principaux villages du Sud. Depuis la Martinique, les mêmes réseaux servent à importer illégalement du Rhum pour contourner les taxations douanières faramineuses sur les produits d'importation. Certains bars de la baie servent d'ailleurs le rhum arrangé « *under the counter* » à base de rhum français et de ganja dominicaine...

Comme en Jamaïque, l'usage de la plante est tellement intégré culturellement que toute lutte contre la consommation est illusoire. La plante est en plus utilisée socialement d'une manière équivalente à l'usage social de la feuille de coca, comme on peut l'observer sur l'altiplano bolivien et dans les Andes péruviennes : On donne couramment un *spliff* aux amis croisés sur la route, tout comme les boliviens s'échangent les feuilles de coca qu'ils portent dans leurs bonnets multicolores. La loi répressive permet cependant aux policiers de récupérer des « primes » lorsqu'ils surprennent un *hustler* ou un consommateur...

Une nouveauté (relative) dans la baie, et plus généralement dans l'île, réside dans l'apparition de la « *white lady* », le crack qui pénètre petit à petit les sociétés caribéennes des petites Antilles par des « débordements » locaux des stocks trafiqués vers les Etats-Unis. Plus précisément la cocaïne est trafiquée vers les Etats-Unis, à l'échelle des petites Antilles principalement via Trinidad puis les relais anglophones (St Vincent, Ste Lucie, Dominique, etc.) et enfin les *hubs* vers l'Europe et l'Amérique du Nord comme St Martin ou la République Dominicaine, et les petites quantités qui restent sur place sont adaptées au marché local, c'est-à-dire transformé en crack fumable. Le prix de vente de la cocaïne en Dominique montre la petitesse du trafic : un kilo de cocaïne se négocie autour de 15 - 20 000 EC\$, deux fois le prix qu'il coûte en gros à son arrivée à Trinidad ou en République Dominicaine. Ceci tend à prouver ce que les observations de terrain permettent d'affirmer : la Dominique n'est pas (encore) pénétrée par le crack au point de St Vincent et depuis peu St Lucie, où les vagues de crimes parmi la population de jeunes urbains, liées au contrôle du trafic local⁵⁴⁵, sont de bons révélateurs de l'implantation de la « dame blanche » (« *white lady* »). D'un autre côté ceci montre la rentabilité extrêmement forte du trafic intercaribéen de cocaïne vers ces petits espaces où chaque kilogramme rapporte un bénéfice net de 1 500 US\$. Dans la baie de Cashacrou, on trouve du crack en très petite quantité à Scott's Head vendu autour de 20EC\$ le roc (en raison du prix élevé du produit, le crack est aussi vendu ici en demi roc et en quart de roc, pour 5 et 10 EC\$). A titre de comparaison, le même roc de crack coûte désormais quatre fois moins cher à St Lucie et à St Vincent (5EC\$)⁵⁴⁶. En réalité, les trafiquants de cocaïne qui utilisent la baie de Cashacrou sont généralement de jeunes hommes originaires d'un des villages, mais opérant en Guadeloupe ou en Martinique où ils peuvent revendre le produit beaucoup plus cher et dans des volumes beaucoup plus importants. Ils passent occasionnellement à Scott's Head avec leurs vedettes rapides pour les fêtes les plus importantes. Le haut lieu du transit demeure Grand Bay et le village possède ses « ambassadeurs » dans les cités de Fort de France et de Pointe-à-pitre pour la revente. La police Guadeloupéenne descend d'ailleurs de temps à autre directement dans la baie traquer les fuyards, en vertu d'accords franco-dominicains marquant l'impuissance locale face aux familles originaires du village. Grand Bay demeure d'ailleurs le lieu privilégié de mutation des officiers de police dérangeants...

Les interviewés parmi les trafiquants de la baie de Cashacrou racontent comment ils procèdent, remontant de St Vincent en passant les eaux St Luciennes au ralenti – tels des pêcheurs - pour ne pas être pris en chasse par les douaniers luciens qui n'hésitent pas à tirer à vue sur les équipages des

⁵⁴⁵ Comme l'ont montré notamment les études de l'économiste S. Levitt aux Etats-Unis les vagues criminelles liées au crack sont généralement dues aux affrontements entre trafiquants et/ou vendeurs de rue. L'image véhiculée par les médias de violences commises par les consommateurs eux mêmes, poussés par le « manque », décrivent des comportements en réalité marginaux.

⁵⁴⁶ Prix relevés en 2007.

fast boats, puis à plein régime dans les eaux françaises pour ne pas être attrapés par la douane. Tous les interviewés affichent le même rictus à l'évocation des douanes dominicaines... Une seule arrestation récente en mer est reportée ces dernières années à St Joseph Bay le 5 août 1999, avec une saisie totale de vingt kilos de cocaïne et vingt kilos de ganja compressées, transportées par un bateau *Vincy* relativement lent (85 chevaux). Les deux occupants du bateau ont réussi à s'échapper dans la forêt après un accostage acrobatique... (The Chronicle 6 Août 1999)

On doit cependant distinguer deux types de trafics en Dominique comme dans le reste de la Caraïbe. D'un côté l'énorme trafic centré sur la cocaïne colombienne tenu par la mafia syrienne, trafic qui transite par les ports tenus par cette diaspora tout au long de la chaîne antillaise, et de l'autre le petit trafic des « indépendants », centré sur la ganja mais ouvert à la cocaïne, généralement des pêcheurs de ces espaces insulaires. Les trois familles syriennes qui contrôlent les docks de Roseau sont bien connus des Dominicains puisque tous les établissements commerciaux d'importance portent leurs nom, et c'est dans une boîte de conserve achetée dans un de leurs supermarchés qu'un dominicain eut la surprise de découvrir en 2007 un sachet de cocaïne... Les premiers ne sont pour ainsi dire jamais inquiétés en vertu d'accords tacites avec les gouvernements locaux, les seconds servent de boucs émissaires à la fois aux yeux de la population locale et des agences de lutte contre les drogues illicites européennes et nord-américaines.

6.3.3.3. *Les combats de chien*

Une facette importante et croissante de l'économie informelle et illégale de la baie et des autres villages péri insulaires Dominicains concerne les paris illégaux d'argent. Les combats de coq étant depuis quelques temps devenus des attractions touristiques dans la Caraïbe, le nouvel enjeu se tourne vers les combats de chiens. Soufrière compte par exemple une dizaine de pit-bulls dont trois sont élevés pour les combats qui opposent généralement des villages de l'île. L'engouement rappelle les compétitions de football (d'autant plus que l'unique terrain de football/cricket de la baie a été transformé en pâturage bovin par le cyclone Dean) et on parle de l'événement longtemps à l'avance, on prend les paris la semaine précédente, et on commente les résultats longtemps après. Le village bien nommé de Massacre, au Nord de Roseau (Cf. Carte 64), est un haut lieu de ces combats clandestins, et c'est généralement dans les environs que s'affrontent les concurrents. Cette pratique donne lieu au développement d'une véritable économie parallèle allant de la simple vente de chiots (800 à 1000 EC\$), au dressage, en passant par l'élevage et l'entraînement. Roseau possède quelques « centres » clandestins masqués par des clôtures de tôles qui pratiquent l'élevage de ces chiens de combat. A Soufrière, on élève les chiens de manière plus artisanale en les entraînant à porter ou à traîner des charges lourdes (chaîne d'encre, pneus usés, etc. Cf Photographie).

Pour des combats importants, incluant des chiens de bonne réputation, les propriétaires se mettent d'accord sur un prix minimum, autour de 1 000 EC\$ de paris, et organisent la rencontre. On construit alors un ring cerclé de bambous ou de branches de goyaviers le matin de l'affrontement dans un endroit retiré qui sera utilisé jusqu'à ce que la police en prenne connaissance. Généralement la localisation choisie permet à des guetteurs de prévenir de l'arrivée des « *babylons* », ce qui laisse le temps au public de fuir à travers les buissons et de cacher les chiens. Généralement l'endroit se trouve donc à une distance homéopathique de la route, avec d'un côté un accès découvert permettant de voir arriver les intrus, et d'un côté un « *bush* » suffisamment épais et profond pour pouvoir prendre la fuite.

Cette lutte pour le territoire, entre policiers et *hustlers*, symbolise à petite échelle la géopolitique interne des Antilles anglophones où le territoire national est disputé entre

représentants de l'économie formelle (policiers en tête) et de l'économie informelle (planteurs de ganja, dealers, revendeurs de biens légaux en hors taxe, organisateurs de combats de chiens, etc.)



*Pittbull de combat dans un ring improvisé,
aux alentours de Massacre. Décembre 2007.*

Durant le combat, les propriétaires sont généralement soutenus par leurs *soldiers* originaires du même village, qui contribuent à réunir la somme demandée pour le combat – la mise de départ - et à la défendre en cas de différends. Contrairement à la Jamaïque ou Trinidad où l'arrivée massive de la cocaïne s'est accompagné d'un armement lourd des jeunes *hustlers*, la Dominique est restée, en raison de son isolement (relatif), à un stade plus artisanal : les *soldiers* protègent leur investissement avec des couteaux de cuisine, des pics à glace, etc. Là encore les profits rapportés par cette activité clandestine sont maigres et aléatoires : un chiot s'achète aux alentours de 500 / 1 000 EC\$ et il ne sera pas prêt pour le combat avant un an et demi. Les combats se soldent parfois par la mort d'un des chiens, le propriétaire refusant jusqu'au bout de perdre sa mise, et très rares sont ceux qui enchaînent les

victoires comme l'énorme pit-bull blanc MOB, champion en titre du circuit clandestin 2006 – 2007 avec 13 victoires en 13 matchs. L'heureux propriétaire a dégagé sur l'année plus de 10 000 EC\$ de bénéfices sur les paris soit l'équivalent d'un an de salaire dominicains, ce qui lui permet d'investir dans les chiens qui prendront la relève. Mais de manière générale, l'économie clandestine des combats de chiens est dominée par des petits *hustlers* qui utilisent l'animal aussi bien pour protéger leur petit commerce illicite au village, que pour des combats occasionnels, dégagant plus d'aura que d'argent de l'animal.

Le combat demeure un fort lien social dans les villages, regroupant la plupart des jeunes hommes autour de l'événement et créant une chaîne de solidarité (pour le transport, la mise commune, pour cacher l'animal en cas de fuite, couvrir ses partenaires en cas d'arrestations, etc.).

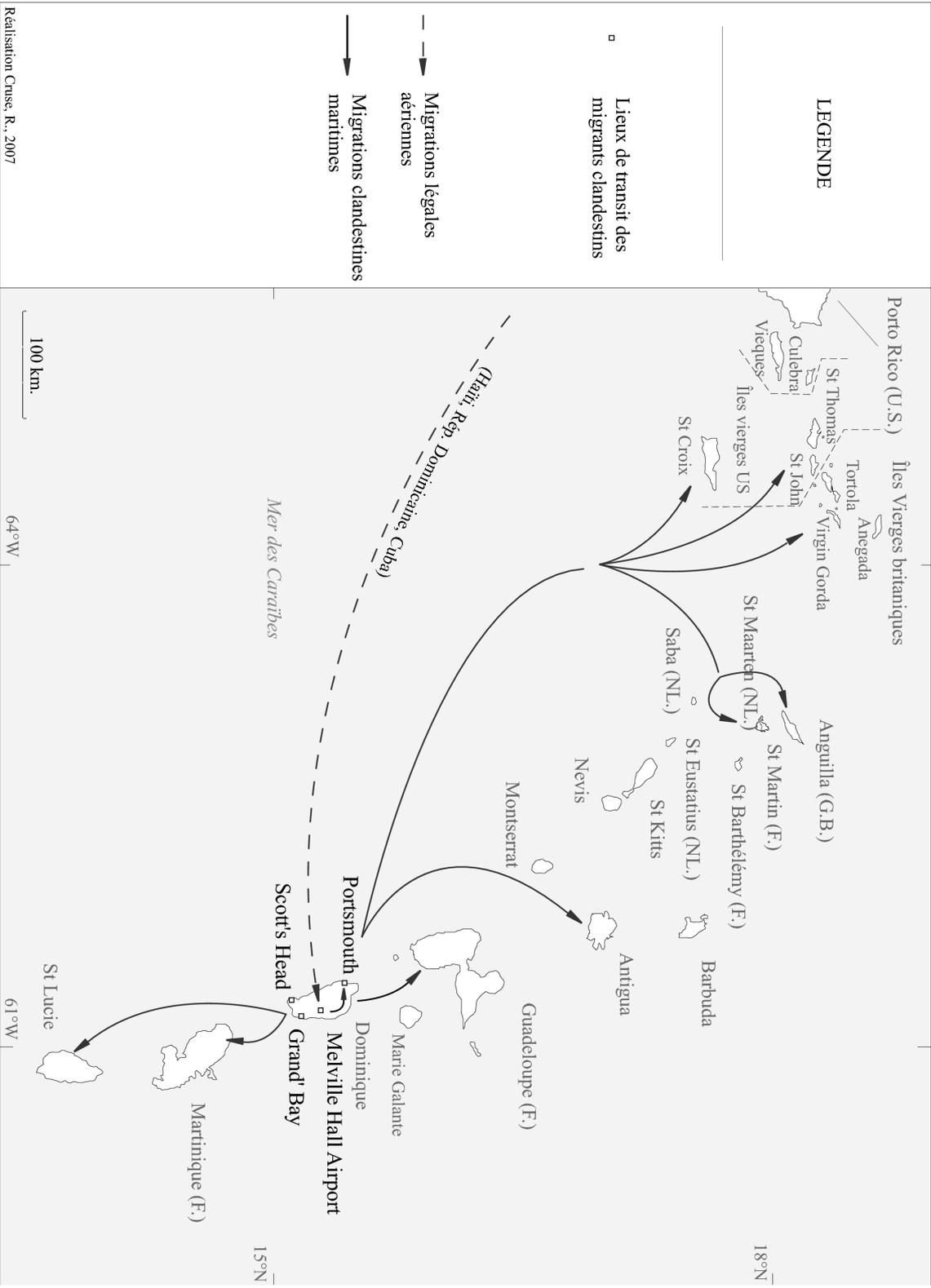
6.3.3.4. Les clandestins Haïtiens

La Dominique est devenue, depuis les débuts du millénaire, une porte de sortie pour les migrants Haïtiens (Carte 65). L'île représente avant tout pour ceux que nous avons pu interviewer, une marche vers les territoires européens du Nord des petites Antilles, en raison de la solidarité exprimé par bon nombre de dominicains à l'égard des « frères » Haïtiens, et de la proximité culturelle (ainsi que, par « effet ballon », en raison du blocage effectué par la marine des Etats-Unis au Nord). Le professeur Neville Duncan, directeur du *Sir Arthur Lewis Institute of Social and Economic Research* (ISER – Mona, Jamaica), à récemment rappelé lors d'un discours tenu en Dominique devant une assemblée d'officiers de la police dominicaine que la réponse internationale, y compris celle du CARICOM, à la (très) longue crise Haïtienne et au flux de réfugiés qu'elle engendre, représente une aberration. Le professeur a conclu sur la responsabilité dominicaine de prendre en charge « *physiquement, matériellement et émotionnellement* » ces migrants fuyant la répression militaire et la crise économique et environnementale. D'autres intervenants ont parlé avec justesse de l'influence de la culture Haïtienne en Dominique (cité dans *The Chronicle*, 21 Octobre 2005), tandis que les propriétaires terriens de Portsmouth ont régulièrement rappelé à l'administration en charge de l'octroi de visas, qu'ils manquent cruellement de travailleurs dans les plantations du Nord de

l'île, et qu'ils souhaitent que le gouvernement organise cette immigration au lieu de la laisser aux mains « *de trafiquants peu scrupuleux* » (cités dans The Chronicle du 26 Août 2005).

Le système dominicain en terme de migrations demeure en réalité relativement similaire au système des trafiquants de clandestins, puisque les Haïtiens qui arrivent sans visa par avion à l'aéroport de Melville Hall ne sont autorisés sur le territoire que contre le paiement d'un bond de 400 US\$ (!), qu'ils ne viendront jamais récupérer puisque aucun d'entre eux ne retourne de son gré dans son pays d'origine. Le gouvernement dominicain taxe donc grossièrement les migrants clandestins, dont bon nombre devraient logiquement relever du statut de réfugiés politiques, sans pour autant leur attribuer un statut légal, ce qui les pousse vers des emplois non déclarés dans le commerce et surtout dans les plantations de bananes du Nord de l'île.

FIG N°65 : LA DOMINIQUE, HUB REGIONAL DES MIGRATIONS CLANDESTINES



Réalisation Cruse, R., 2007
 Sources : *Rapports de polices locales et étrangères cités dans le Chronicle et le Sun (Dominique), 2000 - 2006 ; Figuiera D., 2006*

Les femmes prostituées originaires de République Dominicaine, dans leur vaste réseau transnational, suivent le même parcours que ces Haïtiens, ce qui rend la taxation des migrants un commerce lucratif pour le gouvernement. Ce système parasitaire serait d'ailleurs encore inconnu de la majorité des dominicains, sans le vol à main armée des services de l'immigration de l'aéroport international le 23 décembre 2004, par cinq hommes cagoulés, repartis avec 60 000 US\$ (!) de bonds déposés par les migrants (The Chronicle, 24 Décembre 2004).

De Janvier à Septembre 2004, le département de l'immigration a enregistré 4 415 entrées d'Haïtiens et de Dominicains, soit un total en bonds encaissé de près de 4,7 millions d'EC\$! (The Chronicle, 10 Décembre 2004). En moyenne le gouvernement dominicain encaisserait donc plus de 500 000 EC\$ par mois, soit 12 millions de EC\$ par an, en taxant le flot de migrants utilisant l'île comme une porte de sortie. Le *United Workers Party*, soutenu par le célèbre « socialiste » Patrick John, s'est insurgé dans le Chronicle du 10 Décembre 2004 de cette « *exploitation de la misère haïtienne* »...

Etant donné que les Haïtiens ne sont pas autorisés à ré-embarquer légalement au départ de la Dominique sans papiers en règle, ils ne peuvent repartir que par embarcations non déclarées pour pénétrer clandestinement les côtes françaises de la Martinique, de la Guadeloupe, de St Martin ou bien des territoires états-uniens et britanniques des îles vierges, laissant derrière eux le précieux bond. Depuis 2005, les archives du Chronicle abondent de récits relatant l'arrestation de propriétaires de bateaux dominicains, chargés outre mesure de clandestins haïtiens, dans les eaux françaises, à St Kitts, à Saba, St Maarten, etc. A tel point que plusieurs pays de la zone ont menacé officiellement de ne plus accorder automatiquement de visas aux dominicains (à l'encontre des accords CARICOM qui devraient en principe être tout aussi valable pour les Haïtiens migrant en Dominique).

En juin 2005 par exemple, le gouvernement de St Maarten affréta spécialement un avion de la compagnie *Caribbean Airline,s* pour renvoyer en Dominique cinquante deux Haïtiens clandestins sauvés en mer la semaine précédente alors qu'ils dérivait sur le voilier *Trick Pony*, à 40 miles au large du territoire néerlandais... Le capitaine dominicain s'était courageusement enfuit dans le canot de sauvetage « *pour demander de l'aide* », tandis que le bateau commençait à couler en raison de la surcharge... (The Chronicle, 1er Juillet 2005).

En août 2005 un cas similaire est rapporté avec un voilier prévu pour transporter cinq passagers dérivant dans les eaux néerlandaises de St Maarten, chargé de quarante cinq haïtiens clandestins et deux dominicains ! Le bateau avait mis trois jours pour atteindre St Eustasius où des réparations avaient dû être entreprises avant la traversée vers St Maarten. Le capitaine, maçon de profession cherchant à acquérir un bateau, déclara avoir reçu 2 500 US\$ et la promesse de 2 000 US\$ supplémentaires à son retour de la part du propriétaire John Tavernier, lui-même interdit de séjour dans les eaux néerlandaises pour des raisons similaires... Les Haïtiens déclarèrent pour leur part avoir payé entre 600 et 1000 US\$ par tête pour le voyage en cale, soit un total d'environ 36 000 US\$. Le voilier qui commençait à couler lors de l'intervention de la marine de St Kitts n'était équipé d'aucun gilet de sauvetage... (The Chronicle, 26 août 2005).

Comme le note un journaliste du Chronicle, pour 800 US\$ en moyenne, le voyage des Haïtiens vers le Nord ressemble souvent à la traversée de l'Atlantique dans les bateaux négriers. (The Chronicle, 7 Octobre 2005) Le nouveau passage du milieu...

Les gouvernements des Îles Vierges Britanniques, de St Vincent, d'Antigua, et de la Martinique et la Guadeloupe se sont officiellement plaints des entrées de clandestins Haïtiens venus de Dominique (Chronicle, 7 octobre 2005). Le directeur du bureau de l'immigration à Roseau a confirmé, lors de l'interview que nous avons conduite (Octobre 2007), l'arrivée régulière de migrants Haïtiens et Dominicains (République Dominicaine). Les (riches) habitants de Portsmouth se sont récemment plaints dans *The Chronicle* de la présence massive de « cubains » dans la ville (présence attestée par des arrestations en mer de cubains fuyant la Dominique vers le Nord), et de leur crainte de voir les colombiens leur succéder (The Chronicle 26 Août 2005), mais il est probable que certains Dominicains (notamment les

femmes appartenant au flux massif de prostituées dominicaines) se fassent passer pour des cubains pour tenter d'hériter d'un statut de réfugié politique.



Avec des migrants haïtiens à Scott's Head en octobre 2004.

W., policier de formation (bas à droite), parti après le second coup d'Etat anti-Aristide a depuis réussi à rejoindre des membres de sa famille à New York, R. est employée dans une boutique de Roseau en attendant un départ.

Dans la baie de Cashacrou, comme ailleurs dans l'île, certains propriétaires de bateaux de pêche rapides acceptent parfois de faire passer des Haïtiens en Martinique, à haut coût et à haut risque. Les interviewés font état de prix avoisinant les 800 US\$ par tête pour un « *mouveman* » en petit nombre et une pratique inhumaine courante consiste à jeter les clandestins par-dessus bords plus ou moins près de la côte française, quand bien même la majorité d'entre eux ne sait pas nager. Il est courant que des martiniquais bivouaquant à Anse Couleuvre voient débarquer au petit matin une équipée de ces Haïtiens en provenance de la Dominique...

A Roseau, les Haïtiennes occupent bon nombre des postes de vendeuses dans les petits commerces, permettant aux employeurs locaux de continuer à proposer des salaires aussi maigres que 175EC\$ par semaine (65 US\$!). On les retrouve aussi aux alentours du marché

où elles préfèrent occuper directement le trottoir pour vendre leurs produits agricoles, plutôt que de payer un étal sur le marché lui-même pour 10EC\$ la journée. Le bureau de l'immigration, qui délivre les visas de séjour limités à 100EC\$ l'unité, est un lieu de rassemblement permanent de nouveaux arrivés qui ne maîtrisent pas encore la langue (les habitants de la capitale parlent anglais et non créole comme les habitants des campagnes et les Haïtiens) et ne peuvent donc pas se fondre aisément dans l'environnement dominicain⁵⁴⁷...

La petite élite politico-économique dominicaine profite donc doublement de cette main d'œuvre servile sans droits qui permet de faire tourner les plantations de bananes héritées de la plantocratie, tout en renflouant les caisses de l'Etat à hauteur de plusieurs millions de dollars EC par an, le tout grossièrement emballé dans un discours pseudo humaniste rappelant la pseudo-fraternité des peuples caribéens...

Les interviewés effectuant occasionnellement le transport de clandestins Haïtiens, étiquetés par le gouvernement comme des « trafiquants d'êtres humains », sont généralement de simples pêcheurs, maçons, etc., qui cherchent parfois simplement à assurer un avenir décent à leurs propres enfants en leur offrant une éducation à l'étranger par exemple...

Un bateau de pêche coûte environ 25 000 EC\$ (16 000\$ pour le bateau, 8 000\$ pour un moteur 45 Chvx, soit 3846 heures/deux années⁵⁴⁸ de travail au salaire minimum...) alors que la revente du poisson ne peut excéder 7EC\$/pound. Passer cinq clandestins haïtiens en une nuit vers la Martinique (4 000 US\$) équivaut donc financièrement à ramener au port près de 900 kilos de pêche ... Dernière donnée à ajouter à l'équation, en Dominique comme dans le reste des petites Antilles le poisson se raréfie en raison de la "sur pêche" (principalement exogène⁵⁴⁹) tandis que le flux de haïtiens est entretenu par les multiples régimes militaires qui dirigent successivement le pays depuis plus de deux siècles et qui finissent actuellement la chasse sanglante aux derniers soutiens du mouvement *Lavalas* dans le pays.

⁵⁴⁷ Bien que la majorité des dominicains parlent anglais et créole, la non maîtrise, même partielle de l'anglais est un facteur qui permet d'identifier aisément les nouveaux arrivants.

⁵⁴⁸ Le salaire minimum dominicain est de 6.5 EC dollars par heure. Conversion en prenant en compte des semaines de travail de 40 heures.

⁵⁴⁹ Il est intéressant de noter dans ce domaine que le Japon participe à un programme de « développement » en construisant un port abrité sur la côte au vent pour les pêcheurs locaux...

Comme nous l'avons observé dans le cas du commerce des drogues illicites à Trinidad et Tobago, et de la prostitution en Jamaïque, le trafic d'êtres humains en Dominique est donc d'abord et avant tout un commerce illégal profitant à la petite élite claire dirigeant économiquement et politiquement le pays, tandis que les petites mains noires du trafic récupèrent les miettes des sommes en jeu et l'essentiel des condamnations. Le trafic de drogues illicites a été de même instrumentalisé par la classe politique dès l'indépendance, créant des tensions géopolitiques internes entre gouvernement-parasite et producteurs. Il faut cependant distinguer la ganja produite sur place, principalement dans le Sud-est, et dont le commerce est contrôlée par les petits producteurs, et les bateaux amenant la ganja jamaïcaine, dont le trafic, beaucoup plus rentable (en raison de la qualité du produit), est étroitement contrôlée par l'élite Syrienne qui tient les docks. De même pour la Cocaïne qui arrive massivement et discrètement par conteneurs (Meyzonnier, P, 2000). Seuls les trafiquants indépendants tentant de passer outre de la domination syrienne sont interpellés, ce qui explique la faiblesse des saisies (500 kg de cocaïne et 300 kg de ganja en 2005 d'après UNODC 2007⁵⁵⁰).

La ganja demeure localement assez peu réprimée comme le prouvent les points de vente à proximité voyante du marché de Roseau ou les vastes plantations à peine cachées sur les hauteurs directes de la capitale (Giraudel notamment). Comme ailleurs dans la Caraïbe, la consommation est en réalité tellement ancrée dans la culture que l'empêcher équivaldrait à faire interdire le vin en France ou la bière en Allemagne... Dans la baie de Cashacrou, le petit trafic est extrêmement voyant au bout de la route (à l'extrême opposé du poste de police de Soufrière), à Scott's Head où des bars et des points de vente fonctionnent ouvertement. Le 7 décembre 2007 les douaniers dominicains y ont intercepté un *fast boat* de 500 chevaux chargés de 700 pounds de cocaïne. Le bateau était immatriculé au nom d'un célèbre trafiquant de Scott's Head, prouvant encore une fois qu'il est extrêmement difficile de prospérer dans le trafic de grand ampleur en dehors du réseau syrien.

Les prostituées dominicaines (« *spanish girls* ») qui pullulent désormais dans l'île, en raison du gradient de pigmentation qui les rend particulièrement attractives (les dominicaines sont très claires de peau au milieu d'un environnement noir où l'euroanéité est généralement

⁵⁵⁰ <http://www.unodc.org/unodc/en/data-and-analysis/WDR-2007.html>

considérée comme un atout physique), et de leurs tarifs cassés (les dominicaines chargent la moitié du prix demandé par une prostituée locale, aux alentours de 50EC\$, moins de l'équivalent d'une journée de travail d'un bon travailleur en construction), n'ont pas réussi à s'implanter dans les petits villages péri insulaires de la baie en raison de la résistance de la communauté. Elles sont par contre très visibles à Roseau, dans les bars plus ou moins légaux qui longent la rivière, et plus encore à Portsmouth. La baie de Cashacrou possédant déjà plus de bras que d'emplois possibles entre la pêche et l'agriculture, rares sont les Haïtiens qui s'y installent dans l'attente d'un passage, hormis ceux qui ont déjà réussi à accumuler le capital nécessaire et qui n'attendent plus que le bon jour pour traverser.

L'économie légale, illégale et informelle, cohabite relativement harmonieusement dans cet environnement où on considère la migration comme le seul moyen de « réussite », et les *hustlers* du village saisissent la moindre occasion pour migrer, généralement avant d'être ramenés via une prison de Martinique/Guadeloupe, puis la prison de Roseau suite à une condamnation pour petit trafic. 30% des arrestations en Guadeloupe concernent des Dominicains dont bon nombre y sont bien implantés dans le trafic de crack en raison de leurs forts liens avec la diaspora Dominicaine essaimée dans les petites Antilles (Meyzonnier, P., 2000). La Martinique est par contre contrôlée plus étroitement par les Luciens et Patrick Meyzonier note que toutes les affaires de stupéfiants enregistrées en Martinique impliquent l'île voisine...

Les touristes demeurent émerveillées par le décor « paradisiaque » (l'île leur est vendue par les agences comme « *nature paradise island* ») et les terrains commencent à être rachetés par des étrangers, imprimant une forte inflation sur le prix de la terre, en particulier dans le Nord de l'île qui appartient désormais principalement à des particuliers nord-américains. Là encore, alors que les paysans dominicains manquent toujours de terres, comme le souligne certaines pratiques agricoles (la petite agriculture de jardin, et l'élevage bovin au piquet⁵⁵¹ en particulier), l'élite locale récupère les bénéfices de cette inflation par les ventes de terrain du gouvernement (comme l'a montré l'affaire récente Times Vs. PM Skeriff). Le « cadeau fatal » (Honeychurch, L., 1975) de la Dominique n'est certainement pas sa topographie démesurée,

⁵⁵¹ En raison du manque de terre les paysans possédant des têtes de bétail sont contraints de maximiser leur superficie en ne laissant pas les bêtes paître en liberté mais en les laissant en permanence attaché à un piquet, souvent sur les talus et les bas coté des routes, ce qui permet de dépasser les normes généralement acceptées en terme de têtes par hectare, et ainsi rentabiliser au mieux l'exploitation de ces petites surfaces.

c'est l'héritage de la plantocratie coloniale représenté par l'influence étrangère en association avec la petite élite qui tient encore et toujours le pouvoir politico-économique au détriment de la population dominicaine, en « *luttant contre les pauvres plutôt que de lutter contre la pauvreté* », comme le chante la chanteuse dominicaine Nelly Stharre (Stharre, N., 2005, *Moon Men*).

6.4. De la déterritorialisation fiscale à la gangrène territoriale : St Vincent et les Grenadines face aux investissements étrangers.

*« Gonflé d'incertitude de fables, et de hasards
Flotte l'archipel
Décousu et nul ne se trouve
Chaque île dérivant pour son compte
Certaines très loin au bout du passé
D'autres en lisière du monde blanc
Féérique et machinal
Et quelques unes perdues dans leur recherche aveugle d'une issue. »*
Roger Durand. Poésies, « le chant du kava », Port-Vila 1971.

*« Les parfums des tropiques et la fraîcheur des êtres sont viciés
par une fermentation aux relents suspects,
qui mortifie nos désirs et nous voue à cueillir des souvenirs à demi corrompus.
Aujourd'hui où des îles [...] noyées de béton sont transformées
en porte-avions pesamment ancrés au fond des mers du Sud...
Ce que d'abord vous nous montrez, voyages,
c'est notre ordure lancée au visage de l'humanité. »*
Claude Levy Strauss, Tristes Tropiques.

Difficile d'imaginer, lorsque l'on débarque du cargo sur le port de Kingstown, que les façades décrépite des petits immeubles de la minuscule capitale de St Vincent abritent les énormes opérations financières d'un des paradis fiscal les plus opaques du Monde. Le pays au PNB par habitant le plus pauvre de la région, correspond plus à l'image d'un des pires

pavillons de complaisance de la planète qui, au côté de Panama, Chypre, le Cambodge et Malte, constitue l'essentiel des bateaux perdus en mer chaque année.

La submersion sous une mer de drogues illicites, cocaïne colombienne et ganja locale en tête, ne sont un mystère pour personne, pas même pour le Département d'Etat Américain qui répugne pourtant habituellement à égratigner les pays alliés. Son rapport de 1999 déclare que la stabilité du pays est sérieusement mise à l'épreuve par la drogue et le crime qu'elle engendre, notamment à travers la corruption du monde politique. En Dominique on estime déjà que la ganja est en voie de supplanter, en importance dans les revenus nationaux, la production des bananes (qui dans les deux cas représentent le premier participant au PNB) et que dire alors de St Vincent, le second producteur caribéen derrière la Jamaïque, où les cultures de ganja occuperaient selon le rapport du Département d'Etat des Etats-Unis (1995) un tiers des surfaces cultivées ?

Dans une déclaration citée par Alain Labrousse, les policiers français de l'Office du Contrôle International des Stupéfiants (OCRTIS) décrivent St Vincent comme un « *territoire gangrené par la drogue, le blanchiment et la corruption* » (Labrousse, A, 2003). Telle est en effet l'enjeu des évolutions récentes de St Vincent et les Grenadines, la gangrène progressive d'une territorialité qui peine à lutter et même plus simplement à affirmer une volonté de lutte, l'essentiel de la « *poli-ti-kay*⁵⁵² » bénéficiant ou du trafic, ou du blanchiment ou des deux à la fois... L'encyclopédie Wikipédia prend d'ailleurs la liberté de décrire St Vincent et les Grenadines comme une Nation (et non comme un territoire !)⁵⁵³...

Il existe pourtant bien un archipel, composé de 32 îles s'étendant sur 399 km² (St Vincent concentre 89% du territoire terrestre, les 31 autres îles et îlots représentant à peine 11% de la surface totale) entre St Lucie au Nord, Barbade à l'Est et Grenade au Sud, reconnu internationalement comme appartenant à, et relevant donc de la juridiction de l'Etat de St Vincent et les Grenadines. Paradoxe d'un Monde libéral c'est à la fois le territoire le plus démuné du Commonwealth caribéen et un des Etats par lequel transite l'un des plus importants volume d'argent sous forme numérique (via les banques off-shore et les

⁵⁵² Jeu de mot Haïtien désignant le petit monde politique, littéralement la petite « *kay* » (maison en créole).

⁵⁵³ http://en.wikipedia.org/wiki/Saint_Vincent_and_the_Grenadines

compagnies d'investissement, via les dépenses somptuaires des touristes des Grenadines et des croisiéristes, etc.) et sous forme de drogues illicites. St Vincent représente une parfaite illustration du petit état, sans moyen, dépassé par les débordements d'influences des anciens empires, Grande Bretagne en tête, des Etats-Unis, des trafiquants de drogues régionaux (colombiens, trinitadiens, etc.) et des mafias internationales qui y blanchissent leurs fonds au coté d'entrepreneurs plus ou moins légaux investissant dans le rachat des îlots des Grenadines pour les transformer en Edens touristiques cerclés de barbelés...



Le fort (britannique) de Kingstown et ses canons pointés sur la baie, rappelant la domination étrangère qui marque toujours la géopolitique de l'archipel.

Comme en Dominique, la colonisation a été à St Vincent plus tardive qu'ailleurs. Ce n'est qu'en 1719 que les français prennent possession de l'île principale, en raison de la résistance farouche des amérindiens caraïbes qui occupaient l'île au relief tourmenté,

rapidement rejoints par les esclaves marrons en fuite depuis les îles alentour de St Lucie, Barbade et Grenade⁵⁵⁴. Ces derniers furent accueillis par les amérindiens et leur métissage donna naissance au groupe de « *black caribs* » (appellation européenne) dont on trouve encore les derniers représentants sur la côte Atlantique (moins de deux pour cent de la population) de l'île mère, et qui furent parmi les plus grands résistants caribéens à la colonisation⁵⁵⁵.

L'île, mise en culture (café, tabac, coton, indigo, etc.) après l'introduction d'esclaves africains devint rapidement l'objet d'une rivalité avec le gouvernement anglais qui obtient brièvement la souveraineté de 1763 à 1779, avant de la reprendre définitivement au gouvernement Français à l'occasion du traité de Paris en 1783.

Les « *blacks caribs* » se révoltèrent à plusieurs reprises contre ces oppresseurs, et 5 000 des survivants des violentes répressions coloniales furent finalement déportés par les britanniques sur l'île de Roatan, au large du Honduras, à l'extrême opposé de la mer des Caraïbes.

Après la fin de l'esclavage, en 1834, des travailleurs seront amenés depuis l'île Portugaise de Madère (1840-1850), puis d'Inde (1861-1880) pour combler le déficit dans les plantations. De même, comme ailleurs dans la Caraïbe anglophone, les travailleurs locaux obtiendront des améliorations très lentes de leur condition de vie en passant sous différents statuts coloniaux, amenant progressivement un gouvernement local (lié à la Grande Bretagne) en 1877, puis le droit de vote au suffrage universel (pour choisir parmi les candidats proposés par la couronne britannique) en 1951, mais les « cymbales de l'indépendance » ne résonnèrent pas avant 1979. Trinidad et Tobago a alors déjà connu 17 ans d' « indépendance », Barbade 13 ans, Grenade 5 ans avant que l'archipel de St Vincent et les Grenadines ne soient « libérés » (Haïti est alors indépendant depuis plus de 180 ans !).

L' « indépendance » est marquée à St Vincent comme ailleurs par une réorganisation superficielle du système de plantation, au profit de l'élite blanche / syrienne (moins de 7% de

⁵⁵⁴ Il existe une croyance locale forte en l'arrivée de noirs africains et de métissage avec les Amérindiens longtemps avant l'arrivée des colons. Cette croyance est soutenue par des publications détaillées comme celle d'Ivan Sertima (1976)

⁵⁵⁵ Le modeste musée abrité par le fort de Kingstown est riche en représentations de l'arrivée des marrons et de l'accueil des Caribs.

la population), tout en gardant comme modèle le système colonial de monoculture, axé sur la culture de la banane (à l'heure actuelle 60% de la population active travaille encore et toujours dans le secteur bananier contribuant à 50% du PNB national !). Le prix des matières premières agricoles diminuant rapidement depuis la fin de la seconde guerre mondiale, avec des pics plus accentués lors des « chocs » pétroliers, l'économie Vincy plonge dans une crise marquée par un endettement deux fois plus important que le budget de l'Etat. Les organisations internationales gérant le recouvrement de dette profitent de la situation économique désespérée pour y implanter un système dérogatoire sans limite, qui s'étend du système bancaire à la possession de terre, en passant par le tourisme. Cette dernière activité est très tardive à St Vincent, comme à la Dominique, ne pénétrant réellement l'île mère qu'au début des années 1990 avec l'effondrement définitif du prix des bananes. Sans expérience en la matière et fort d'une solide tradition de corruption officielle bien entretenue par le trafic de drogues illicites locales et colombiennes, l'Etat brade son territoire (certains parlent alors de « prostitution territoriale » à St Vincent) aux géants nord américains croisiéristes, en échange de modiques droit d'accostage. Le touriste descendant du bateau de croisière ne trouve cependant pas à St Vincent son bonheur en terme de « *malls* » et autres zones franches commerciales et n'y dépense en moyenne qu'une quinzaine de dollars, contre plus de 250 aux Îles Vierges (Patullo, P., 2000). Comme à la Dominique ou à St Lucie, ces miettes des profits gigantesques de l'industrie croisiéristes multipliés par 160 000 visiteurs annuels (2004⁵⁵⁶, soit 2,4 millions de US\$ par an) font l'objet d'une vive lutte entre les milliers de chauffeurs de bus, les petits *hustlers*, et plus généralement les vendeurs d'articles bon marché (T-shirt, casquettes, etc.) produits à l'étranger et les restaurateurs s'approvisionnant eux aussi, pour satisfaire cette clientèle internationale (les touristes ne mangent pas de *provisions*⁵⁵⁷ mais du riz, etc.), en grande partie à l'étranger. Le décalage entre la demande touristique des croisiéristes et les possibilités offertes par une île comme St Vincent (ou la Dominique) est soulignée par la proportion de touristes ne descendant pas même du bateau (entre 30 et 50% !), préférant y profiter du confort offert par l'enclave de luxe ambulante (terrains et sales de sport, piscine, « jardin tropical » (!), mur d'escalade, bars, restaurants, etc.). Qui dit luxe

⁵⁵⁶ <http://www.state.gov/r/pa/ei/bgn/2345.htm>

⁵⁵⁷ Racines comme la patate douce, le manioc, les dasheen, etc., qui constituent la base de l'alimentation locale

dit déchets et plusieurs plages de St Vincent sont désormais impraticables à la baignade en raison de la pollution par ces géants des mers et par la flotte de bateaux de tourisme (attirée autant par le cadre que par les possibilités offertes par l'immatriculation locale). Comme tous les secteurs de l'économie vincentienne, le tourisme s'organise sur le principe de la dérogation et de l'enclave, au profit de quelques commerçants et politiciens locaux qui gèrent le juteux commerce des droits de quais.

Les pièces de un *Eastern Caribbean dollar* (EC\$) portent encore et toujours l'effigie de la Reine d'Angleterre, et, au dos, les bateaux des colons esclavagistes et génocidaires partis diffuser la « civilisation » à l'aide de leur poudre à canon. A l'heure actuelle, la Reine Elizabeth II demeure d'ailleurs officiellement, comme dans le reste du Commonwealth, le chef de l'Etat... indépendant !

Le gouverneur F.N. Ballantyne la représente localement et seule la troisième marche de la hiérarchie est réservée à l'héritier (blanc) d'une riche famille vincentienne, Ralph E. Gonzalves, dit « le camarade » en raison de convictions pseudo marxistes (CIA World Factbook, 2006 ; Labrousse, A., 2003). Le pays n'a pas même d'armée et l'inefficacité patente de sa modeste force de police a contribué à faire de St Vincent le plus gros producteur et exportateur régional de ganja (et de résine) depuis les années 1990.

6.4.1. Drogues illicites

Contrairement à l'île de Trinidad où les champs doivent être réduits en dimension, surveillés et protégés par des pièges (voir remplacés par des productions d'intérieur en hydroponie), les champs de ganja de St Vincent s'étendent sur des surfaces de plus en plus grandes, sur la côte sous le vent (*Leeward Coast*), notamment sur les pentes du volcan dans le Nord très faiblement peuplé et on a progressivement enlevé les pièges avec la disparition des risques, un seul surveillant armé étant le plus souvent laissé en charge de la protection des cultures. D'autant plus que l'opération *Weed Heater* mené par les *marines* des Etats-Unis (!) depuis 1991 dû être stoppé par le gouvernement en raison des protestations massives des agriculteurs Vincy : L'anthropologue Hymie Rubenstem qui a suivi les débats, a estimé les ventes annuelles de ganja Vincy à 40 millions de dollars US, plus que la principale production locale

légale (les bananes), et une consommation répandue parmi la moitié de la population de l'île, expliquant la réaction aux opérations d'éradication lancées par les Etats-Unis à la fin des années 1990. Les deux millions de pieds de ganja (!) brûlés durant la première phase de l'opération (fin 1991) (Griffith, I.W., 1997), puis les sept millions de pieds (!!) brûlés lors de la campagne aérienne de février 1995 (US Bureau for International Narcotics Control and Law Enforcement Affairs (INL), 1995) marquèrent un énorme manque à gagner pour les paysans qui se révoltèrent alors contre cette lutte de « *Babylone* » contre « *la guérison des nations*⁵⁵⁸ ». D'autant plus que le Département d'Etat Américain est déjà conscient que la culture de la ganja représente à St Vincent, le premier secteur économique ! (Cité dans Griffith, I., W., 1997) Observant la partie la plus visible du trafic, chez les pauvres pêcheurs et paysans de la côte Ouest, Rubenstem décrit judicieusement l'organisation du trafic comme une assemblée de proches et d'amis, plutôt que comme un « *gang de la drogue* » (cité dans Brana-Shute, G., 2000). Ces observations judicieuses au niveau des employés et des petits indépendants, et valables ailleurs dans la Caraïbe, doivent cependant être nuancées par l'organisation mafieuse de la tête du trafic, avec la participation lourde de groupes Trinidiens influents dans le milieu politique des deux îles (Labrousse, A., 2003) et la mainmise d'un ancien premier ministre local.

Le « ghetto » de *Bottom Town*, en périphérie Ouest de Kingstown, représente une des principales concentrations des exportateurs (ou du moins un point de rencontre) sur l'île-mère, qui ont reconverti leurs barques de pêche en navettes rapides capables d'atteindre Ste Lucie en moins d'une heure (voire en quelques dizaines de minutes pour les puissants 500 chevaux). Mais le centre névralgique du trafic se trouve juste en face, sur l'île de Bequia, où les marins entretiennent une longue tradition de contrebande (Figueira, D., 2007). Ils délivrent à la demande, des centaines de kilos de ganja compressée, livrés dans des sacs de toile de jute, directement dans les villages de Sans-soucis, Matelot, Blanchisseuse, Maracas sur la côte Nord de Trinidad, à Grand Bay sur la côte Sud-est de la Dominique et dans un grand nombre d'autres villages de pêcheurs des petites Antilles jusqu'aux îles vierges. Les îles françaises

⁵⁵⁸ La ganja est considérée comme une herbe médicinale souvent dénommée « *healing of the nation* » dans tous les pans défavorisés de la caraïbe anglophone où l'influence des Ras est diffuse.

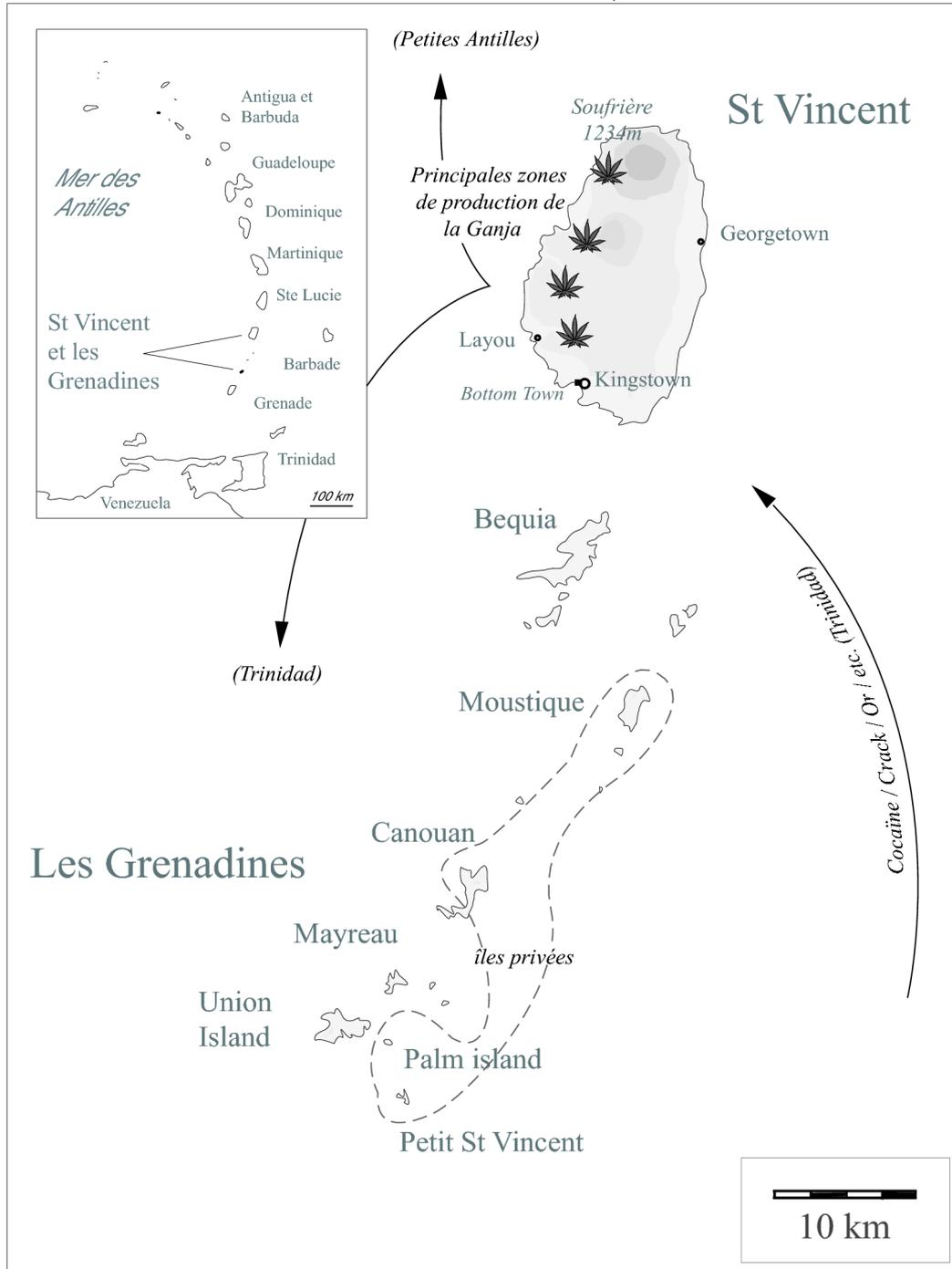
sont des lieux particulièrement recherchés pour leur monnaie à très forte valeur et pour déjouer la protection des côtes mieux assurées qu'ailleurs, la production transite par les îles voisines de Ste Lucie et de la Dominique (Toutes les affaires de stupéfiants en Martinique remontent jusqu'à St Lucie d'après P. Meyzonnier, tandis que la police de Guadeloupe intervient désormais directement à Grand Bay en Dominique pour aller interpellier les vendeurs de Crack...).

De l'autre côté, vers le Sud, au retour de Trinidad, ces commerçants illégaux ramènent pour rentabiliser la longue et dangereuse traversée du crack destiné au petit marché local en progression rapide, et toutes sortes de produits pouvant être revendus à St Vincent, des bijoux en or, des vêtements de marque⁵⁵⁹ et même du poisson de rivière (poisson chat, Tilapia, etc.)⁵⁶⁰. La filière locale de la ganja représente donc une source majeure de devises pour un large pan délaissé de la société « *Vincy* ». Mais tous les trafics sont étroitement contrôlés à St Vincent par la famille de l'ancien premier ministre James Mitchell, même si les groupes liés au nouveau premier ministre Ralph Gonzales tenteraient actuellement de prendre le devant (Figueira, D., 2007).

⁵⁵⁹ Il existe à Trinidad d'importants réseaux de blanchiment d'argent via des façades commerciales et l'habillement en devient particulièrement bon marché.

⁵⁶⁰ L'année 2007 est cependant marquée par un changement de tendance avec une concentration des exportations de ganja vers les Etats-Unis, la ganja jamaïcaine comblant les brèches à Trinidad, sous l'impulsion de *posses* de Kingston travaillant pour le compte des « cartels » chinois et Syriens, et de plus en plus dans le reste de la Caraïbe.

FIG N°66 : ST VINCENT ET LES GRENADINES, GANJA ET ÎLES PRIVÉES



Abandonné par une économie formelle se résumant peu ou prou aux champs de bananes (39% des exports), à la construction et à l'industrie touristique dans les Grenadines (22% de chômage d'après les dernières statistiques officielles), un grand nombre de jeunes hommes rejoigne cette économie illicite qui entre actuellement (2007) dans sa phase violente avec l'explosion de la première vague de crimes liée à la géopolitique du crack. Le 27 avril 2007, l'hebdomadaire local *The Vincentian* fait par exemple état d'une série de fusillades déclenchées dans les rues de la petite capitale en plein jour. Un jeune homme de 24 ans, Mozart Laidlow, fut le premier abattu de cette guerre pour le contrôle des points de vente du crack à Kingstown, lançant une série de violence sans précédent dans l'île (*The Vincentian*, 29 avril 2007). Autour de Paul's Avenue les résidents sont désormais habitués au claquement des revolvers le soir et de nombreux commerçants du quartier se plaignent de la baisse de leur fréquentation depuis le début des événements (*Ibid*).

Dans l'espace laissé vacant par une économie formelle incapable d'embaucher sa population active, l'économie du crime s'étend progressivement selon un modèle commun à de nombreux petits espaces insulaires de la Caraïbe, situés sur la route des flux de cocaïne vers les marchés occidentaux et leurs délocalisations offshore dans les enceintes touristiques, et à proximité du flux d'armes de sens contraire destiné à la protection de ces économies illégales.

6.4.2. *Les îles privées*

Autant qu'un choix économique rationnel et le reflet d'une préférence pour le travail lié à la terre et/ou à la mer, la participation des jeunes hommes à cette économie des drogues illicites doit aussi être comprise comme une résistance face au caractère néo colonial de l'économie légale, notamment dans le domaine touristique. En effet, travailler dans les *resorts* privés des îles touristiques (qui se vantent d'être les premiers employeurs privés de l'archipel) nécessite à la fois l'acceptation d'une servitude indécente (la répétition du rôle de servant de « maîtres » blancs), et l'acculturation. Tous les symboles d'appartenance à la culture locale sont strictement exclus de ces enclaves déterritorialisées : coiffures, vêtements, langage, etc. Travailler dans l'industrie touristique revient avant tout à laisser les traces culturelles visibles au vestiaire, pour servir aux visiteurs une pseudo culture aseptisée sur fond de roulements de

tambours africains et d'un bon calypso encourageant à la consommation alcoolique. Travailler dans l'industrie touristique à St Vincent passe aussi par l'acceptation de la règle économique des expatriés qui veut que pour travail égal, un employé local soit moins payé qu'un expatrié caribéen, lui-même moins payé qu'un expatrié européen ou Nord-américain. Mais en général le problème ne se pose pas dans ces termes, le travail des uns n'étant pas égal à celui des autres.

La vie des travailleurs des *resorts* est très différente de celle vantée par les vendeurs de produits touristiques : journées de travail de 12 heures, semaines de 6 jours et demi, 360 jours par an, et logement dans des conditions souvent plus qu'indécentes⁵⁶¹, sans même parler du rift qui sépare ces conditions du luxe débordant dans lequel sont maintenus les riches occidentaux qui débarquent en jet privés dans ces îles... toutes aussi privées.

Petit Saint Vincent et Moustique sont en effet des îles entièrement privées (tandis que Palm Island est louée par le gouvernement dans un bail de 99US\$/an pour 99 ans à Rob Barret ! Patullo, P., 2005), et, même dans le cas de Petit St Vincent et de Palm Island, des île-hôtels. Cette dernière nuance distingue une île entièrement possédée par un hôtel, le Casuarina Beach de Rob Barret à Palm Island, d'une île découpée entre plusieurs hôtels comme c'est désormais le cas à Moustique (*Cotton House, Firefly, Mustique Villas*). Dans tous les cas, et contrairement à ce qu'affirme encore certaines brochures touristiques, un habitant de St Vincent comme un visiteur étranger doit justifier de sa présence sur place (réservation d'hôtel ou certificat de travail) ou, dans le cas des îles les plus « libres », s'acquitter d'un passe d'entrée journalier coûtant généralement près d'une centaine de dollars US !

L'île de Canouan offre un intéressant cas d'étude dans la mesure où le phénomène de privatisation est en cour, l'île devenant progressivement la propriété du banquier Suisse Raffles, à travers l'hôtel qui porte son nom. Ce phénomène est très récent et en expansion rapide. Une communauté d'environ sept cents personnes vivait jusqu'à la fin des années 1990

⁵⁶¹ Ces constatations ont été effectuées après enquête auprès des employés de l'hôtel Raffles sur l'île de Canouan.

sur cette île aride, de la pêche et des échanges commerciaux avec les îles voisines. Un modeste hôtel, le *Canouan Beach Hotel*, situé en bordure de l'aérodrome, représentait jusqu'alors la seule opportunité touristique de cette île dont les quelques plages de sable blanc ne parviennent pas à masquer l'uniformité d'une végétation buissonnante sèche, dense et fort peu variée (une espèce de légumineuse sèche, basse et piquante représente l'essentiel de la formation végétale), et la chaleur écrasante que l'absence d'arbre et de relief rend plus difficile à supporter.

La situation change avec l'implantation du Raffles Resort cinq étoiles et son développement fulgurant au début des années 2000. Rapidement la barrière de l'hôtel coupe l'île en deux parties inégales, ne laissant qu'un tiers de la superficie au domaine public, qui concentre les 590 travailleurs du site dans des habitations construites avec une anarchie et une absence totale de réflexion contrastant avec les villas en bois du *resort* conçues par les plus grands architectes italiens. Le « village », comme on appelle la partie réservée aux habitants, est non seulement hideux, même derrière les couches de peinture bon marché qui collent aux vêtements, généreusement offertes par les gérants du *resort* pour paraître vivable depuis le hublot du jet privé de la compagnie (à tel point que l'hôtel a dû faire construire une route spéciale, contournant toute l'île, pour amener ses visiteurs à l'hôtel sans passer par les lieux de résidence des employés) mais aussi extrêmement chaud. A midi les chèvres et des chiens faméliques se disputent l'ombre rachitique des murs en béton brut et des piles de parpaings qui s'entassent ça et là, entre les deux rues qui matérialisent le « village ». Le géographe déambulant dans ce royaume tropical de parpaings bruts ne peut que repenser aux paroles d'Elysée Reclus qui fait de l'homme un « *agent géologique* » transformant la surface des continents : « *l'homme digne de sa mission assume par cela même une part de responsabilité dans l'harmonie et la beauté de la nature environnante* » (Reclus, E., 1864). A Canouan, l'investisseur millionnaire s'assure d'une beauté anti harmonique pour le confort de ses clients fortunés, par exemple en déplaçant pierre par pierre une chapelle britannique du 18^e siècle, et loge ses employés dans une décharge urbanistique. L'île de Canouan est en ce sens une métaphore révélant le monde néolibéral qui nous ramène aux bidonvilliens employés dans les zones franches d'une capitale quelconque du Tiers monde pour fabriquer les chaussures de

luxe de leurs voisins du Nord se vautrant dans une bulle de luxe... Quand aux pêcheurs, qui alimentent les restaurants de luxe de l'hôtel en produits de la mer bon marchés, ils ont été relogés, pour ne pas dire repoussés, dans une petite pêcherie en bois cachée du regard de tous sur la côte Sud, à l'opposé des plages les plus propices à la baignade qui sont entièrement monopolisées par l'hôtel. Ces plages sont publiques, conformément à la législation en vigueur, mais leur accès est impossible autrement que par l'entrée de l'hôtel, facturée 80 US\$!

La stratégie de privatisation est un investissement à long terme et la compagnie Raffles n'en est pour l'instant qu'à la première étape. Les Vincentiens sont découragés de venir sur place, à moins d'être appelés pour travailler, et le poste de police occupe le seul bâtiment neuf et étincelant du « village », témoin peu discret des amitiés entre les investisseurs étrangers et les forces de répression. Ce bâtiment donne directement sur la jetée, cordon ombilical de l'île grâce au Ferry bi-hebdomadaire qui apporte nourriture et eau indispensable à la survie du territoire pelé.

Le terrain acheté par la compagnie est beaucoup plus grand que la partie effectivement dédiée aux 156 chambres de grand luxe (prix plancher entre 300 et 400 US\$ la nuit), à sa piscine (vendue comme la plus grande piscine d'eau douce de la Caraïbe, dans l'île la plus sèche des Antilles !), son casino (Le Monte Carlo...) et ses restaurants. Car Raffles vend directement les hauteurs de la grande baie ouverte sur le Nord à des acheteurs fortunés occidentaux, après constructions de villas en bois de grand luxe (prix plancher à plus de trois millions de dollars US pour le modèle de base). Les possibilités de blanchiment sont dans un tel projet, infinies... Sur les hauteurs du Resort, dont le vert tendre contraste avec le brun des buissons secs qui recouvrent le reste de l'île, trône le gouffre à eau douce portant le nom de *Trump International Golf Club*, un 18 trous avec vue imprenable sur les Grenadines, oasis d'eau dessalée au milieu du désert...

Alors que les habitants du « village », c'est-à-dire les employés directs et indirects du *resort* et leurs familles, restent parfois plus de trois jours sans eau courante en raison des coupures, la station de désalinisation de l'hôtel produit chaque jour 600 000 gallons d'eau douce destinés à

rafraîchir l'épiderme des touristes fortunés et à entretenir leur terrain de golf dessiné par un célèbre paysagiste italien. Au « village », à la sortie du robinet, l'eau brune donne souvent l'impression d'avoir filtré à travers les dix huit trous avant de parvenir jusqu'à la cuisine ou la salle de bain des employés du *resort* qui, quand ils en ont la possibilité, lavent discrètement leur linge à l'eau claire de l'hôtel, réservant cette eau saumâtre au lessivage des sols.

La distribution des tâches dans l'hôtel offre un résumé spatial de l'organisation internationale du travail et de la répartition des bénéfices qu'il génère, témoignant du « développement » local apporté par ce genre d'investissement étranger : les « *Vincy* » construisent les chalets de luxe et les nettoient 350 jours par an pour un salaire proche du minimum syndical (200 US\$ par mois à St Vincent), tandis que les « *expat* » principalement européens et payés en dollars US, conçoivent les villas et planifient le nettoyage, l'entretien et le remplissage. Les « *expat* » de seconde zone, Trinidiens, Jamaïcains, *Bajans*, etc., occupent les postes intermédiaires (réceptionniste, masseur, vendeur dans les boutiques de luxe, responsable de l'informatique, etc.) pour des salaires suffisamment attractifs pour les faire quitter leur île natale, mais très loin des standards des employés occidentaux (les plus hauts postes à responsabilité confiés à ces « *expats* » de seconde zone, formés en équivalent d'un Bac +5 dans les universités caribéennes et étasuniennes, sont rémunérés autour de 1 000US\$ par mois, l'équivalent de deux nuits dans le *resort*...). Le bureau des réservations téléphoniques est une étrange enclave, blanche et climatisée, emplie de l'accent parfaitement britannique des *expats* (blancs) anglais et afrikaners (sud-africains) : on vient à Canouan pour être dépaysé paysagèrement. Ni plus, ni moins.

Cette situation rappelle les balbutiements de l'industrie touristique en Jamaïque, à l'époque où les postes occupés par les locaux étaient répartis selon le degré de pigmentation, où les jamaïcains étaient chassés des plages à touristes par ce qu'on appelle communément sur place l'Apartheid (plages et zones payantes), tandis que les visiteurs blancs des Etats-Unis amenaient dans leurs bagages leurs comportements racistes (Patullo, P., 2005). Tout n'a pas changé radicalement en Jamaïque mais les choses ont évolué et les jamaïcains sont désormais des employés de choix parmi les recrues caribéennes jusque dans les *resorts* des grenadines en raison de leur expérience.

Le *Turn over* exceptionnel témoigne des conditions de travail dans ces enclaves de luxes où les contrats de deux ans ne sont généralement pas renouvelés par les employés eux-mêmes... De leur côté, les employeurs se plaignent fréquemment de la main d'œuvre « locale », jugée beaucoup trop « agressive » et « revendicatrice », en comparaison des travailleurs asiatiques de l'hôtel du même nom à Singapour. Et ce d'autant plus que le coût de la main d'œuvre caribéenne (environ 13% du prix d'une chambre en moyenne dans la Caraïbe) est jugée extrêmement répulsif par ces investisseurs qui possèdent des branches en Amérique Latine (9%) et en Afrique (6% !) par exemple. De plus en plus des « *expats* » des resorts des Grenadines comme le Raffles sont donc désormais embauchées directement en Asie du Sud-est, à Maurice, etc., de la même manière que les hôtels cubains de la fin du 19^e siècle bannissaient de leurs établissements la main d'œuvre locale...

Paradoxalement, alors que les gérants s'affairent à acculturer les habitants travaillant dans l'enceinte de l'hôtel, à cacher les autochtones en les relogant dans les parties les plus éloignées de l'île, en décourageant les nouveaux arrivants et en incitant une immigration massive de travailleurs blancs européens⁵⁶², un énorme travail de marketing est fait pour que les « visiteurs » (le terme « touriste » est réservé aux classes plus populaires) ressentent un dépaysement suffisant lié à un exotisme surfait... A côté d'idées aussi extravagantes que l'acheminement pierre par pierre d'une église britannique du 17^e siècle pour donner une pseudo profondeur historique à cet espace vierge, les tôles du toit de l'aéroport sont rapidement recouvertes de feuilles de palmes qui évoquent inmanquablement les îles... pacifiques ! La route construite spécialement pour acheminer les touristes fortunés (les visiteurs...) vers le complexe, via la côte Atlantique, est la seule route non goudronnée de la petite île (il a fallu pour y parvenir dégoudronner la première portion !). Parvenir à l'« authenticité » standardisée telle qu'elle est définie par l'industrie touristique est un travail de longue haleine qui passe paradoxalement par l'acculturation des populations locales, l'absence d'amélioration de leurs conditions de vie et leur marginalisation, ainsi que la

⁵⁶² Recrutés directement en Europe ou aux Etats-Unis, on leur « offre » le billet d'avion et les responsables de l'hôtel ont leurs circuits personnels pour s'occuper des routines administratives qui, ici comme dans le reste de la Caraïbe, sont généralement longues et pénibles.

détérioration de leur milieu... Les rejets des hôtels et des yachts de luxe sont une des premières menaces sur l'environnement dans les Grenadines, ayant rendu bon nombre de plages de l'archipel impropre à la baignade ! (CIA, World Factbook, 2006)

Mais le principal problème posé par ces installations, en grande partie financée par le blanchiment d'argent international, c'est-à-dire par des lacunes internationales de territorialité contagieuses, est le problème de la souveraineté. L'accès à la partie Nord de l'île de Canouan, et aux îles entières de Moustique, Petit St Vincent, Palm island, etc., est conditionné à l'obtention d'un passe payant ou à la réservation d'une villa ! Même les *Vincy* n'ont pas accès à bon nombre de leurs îles ! Palm Island n'est pas la propriété de l'Etat de St Vincent mais celle de Rob Barrett (via un bail de 99 ans). Petit St Vincent est réservé aux clients des vingt deux très luxueux chalets et aux Yachts de passage... Comme les plantations des géants de l'agroalimentaire européens et nord américains les îles privées sont passées au travers du processus d' « indépendance » sans être affectés...

Un hôtel comme le Raffles de Canouan représente un investissement gigantesque de 100 millions de dollars autour duquel on retrouve de nombreuses banques suisses, italiennes et bon nombre d'institutions offshore, dont plusieurs sont par ailleurs déjà poursuivies pour des affaires de blanchiment ou pour des escroqueries couvertes par le gouvernement local (un détournement de fonds publics de l'ordre 175 millions de francs entre autres...), comme c'est le cas pour la *New Bank Ltd.* (Meyzonner, P., 2000). Des grands noms italiens figurent à la fois parmi les soutiens financiers des partis politiques et parmi les affaires de blanchiment d'argent... L'argent de la criminalité internationale, et particulièrement du trafic de drogues, transcende l'Etat *vincy* dont le budget annuel de 500 millions de dollars (cinq fois le coup de l'hôtel Raffles !) est contrebalancé par une dette deux fois plus élevée...

Moustique est un cas tout aussi intéressant. L'île fut achetée aux autorités britanniques en 1958 pour 45 000 £ par un riche héritier écossais du nom de Colin Tennant (3^e baron Glenconner depuis 1983), qui en offrit 4 hectares (10 acres) à la princesse Margaret en cadeau de mariage. Comme c'est la mode dans la Caraïbe basculant dans l' « indépendance » (1960 –

1970), la population est vendue avec la terre (Cf. aussi les ventes de Patrick John en Dominique)...

Très rapidement le coût d'entretien de l'île, qui attire très peu de visiteurs en raison de son équipement touristique rudimentaire (pas de jetée, etc.), dépasse la fortune personnelle du baron écossais qui doit finalement s'ouvrir à un partenariat avec un groupe privé, *The Mustique Company*, qui l'évincera progressivement de ses terres. L'entreprise prévoit l'ouverture à un tourisme de luxe, en restreignant dès le début le nombre de constructions sur l'île, à 140. En 1969 l'aéroport est inauguré peu avant la compagnie aérienne privée (*Mustique Company*), l'île devient rapidement un des premiers hauts lieux de la jet set internationale, attirant aussi bien familles princières que rock stars internationales (David Bowie, Mike Jagger, etc.). Les opportunités de blanchiment d'argent croisent alors celles d'évasions fiscales.

Vendue par les autorités coloniales britanniques à un citoyen anglais, puis à un groupe privé britannique, Mustique n'a jamais connu l'indépendance, ce qui ne l'empêche pas d'appartenir sur le papier au territoire de St Vincent...

Cent millions de dollars furent investis par la compagnie privée pour rendre l'île habitable selon les critères occidentaux (désalinisation de l'eau de mer, installation de l'électricité et d'un centre médical, etc.), bien que demeurant extrêmement dépendante (aucune nourriture n'est produite sur place !). Les promoteurs de l'île se vantent d'être le second employeur du pays après l'Etat, et d'avoir ainsi « *un impact majeur sur le développement de l'économie de St Vincent* » (Brochure touristique Grenadine Air Alliance Magazine, édition 2004/2005). Face au mécontentement général dans la région caraïbe, avec la réalisation progressive de l'absence de retombées décentes du tourisme, hormis pour les richissimes investisseurs étrangers, les politiciens et les gros commerçants locaux, l'argument indécrottable a été retiré des brochures suivantes... On se contente désormais plus humblement de vanter la tranquillité et les « *jardins magnifiquement entretenus* » (Brochure touristique Grenadine Air Alliance Magazine, édition 2006-2007), gardant la rengaine humanitaire pour les clients fortunés. La

prononciation du nom de l'île s'accompagne généralement d'un rictus de mécontentement de la part des habitants, « *de island a' de rock stars and dem* »...

St Vincent et les Grenadines représente donc un étrange espace archipélagique symbolisant la servitude territoriale de la Caraïbe aux intérêts économiques étrangers : les *marines* des Etats-Unis y interviennent sporadiquement pour brûler la première culture du pays qui permet pourtant aux paysans un « *upliftment* » économique et social et l'organisation complète de la filière de commercialisation (contrairement à la banane dont le commerce est contrôlé par l'élite locale et les puissants groupes fruitiers nord américains), tandis que des particuliers américains et britanniques se vendent et revendent ces îles... « indépendantes » ! En bon paradis fiscal, l'île abrite aussi des établissements dits « *off shore* » qui sont autorisés à offrir toutes les facilités d'évasion fiscale et de dissimulation de l'origine des fonds, à travers le *International Bank Act* qui impose un secret professionnel plus opaque même qu'aux îles Cayman (!), à condition de ne travailler qu'avec les étrangers (d'où l'expression *off shore*). Le pavillon de complaisance Vincy ne sert pas plus les barques de pêche des autochtones... Les britanniques puis les Etats-uniens ont modelés cet archipel comme une antichambre périphérique où ils peuvent cacher leurs revenus et se couper de leur propre environnement, sans pour autant entrer dans un environnement caribéen (d'où les îles privées). Le Monde politique n'échappe pas aux influences extérieures et les élections de 2001 furent l'occasion d'un affrontement (géo)politique entre le « *New Democratic Labour Party* » (NDLP), poids lourd du trafic de drogues illicites dans l'archipel, et l'opposition menée par le « *Unity Party Labour* » du docteur Ralph Gonzales, avocat des génois dirigeant la banque *Nano and Sons* et *New Bank Ltd.* ayant perdu leur licence un an avant l'élection (la licence fut généreusement raccordée par le nouveau premier ministre).

L'affaire de la *New Bank* (2000) a révélé l'échange de bons procédés entre politiciens, accordant des licences aux banques les plus douteuses, et banquiers accordant des prêts aux ministres du gouvernement, voir, selon le directeur de la *New Bank*, l'extorsion pure et simple d'argent aux banques sous la menace de la suppression de licence ! Armando Nano, directeur de la *New Bank* lié à l'extrême droite turque et au front national français, et personnage influant de la « *poli-ti-kay* » de St Vincent (il a soutenu financièrement plusieurs campagnes

électorales, son fils a été consul de St Vincent au Paraguay, etc.) a été condamné à 4 ans de prison dans une affaire concernant une escroquerie liant Italie et Pérou. La ministre du tourisme du gouvernement Gonzales n'est autre que la directrice locale de sa *New Bank ltd* (Labrousse, A., 2003), soulignant si il le fallait encore les liens qui unissent le trépied gouvernement – secteur touristique – blanchiment d'argent.

Toutes les tentatives *vincy* de « recentrage » de leurs activités économiques ont été écrasées successivement, seule subsistant pour les paysans pauvres la filière de la ganja qui est actuellement reprise en main... Comme dans le reste de la Caraïbe, si les jeunes hommes noirs des quartiers pauvres demeurent les petites mains voyantes du trafic, les organisateurs sont à rechercher dans la petite élite claire : à St Vincent c'est le fils du premier Ministre (James Mitchel) ayant précédé Ralph Gonzales qui est connu comme la tête d'une organisation limitée par l'ambition du cartel voisin de Trinidad. Ces deux organisations déplacent le plus gros de la cocaïne transitant discrètement par St Vincent, et amènent les armes du Venezuela, ramenant au retour de la ganja *Vincy* pour combler la demande Trinidadienne attisée par les campagnes de *weed heater*.

La Géopolitique de l'archipel entre donc dans un système d'influences complexes et souvent souterraines entre les différents pouvoirs en présence, autochtones et allochtones : population pauvre locale, élite politico-commerciale locale, organisations criminelles Trinidadienne (et derrière elle colombienne) des drogues illicites, politiciens locaux aux dents longues et banquiers en tout genre, pouvoirs économiques coloniaux et néocoloniaux britanniques et Etats-uniens...

6.5. Conclusion

Antimondes et frontières entretiennent des relations fécondes comme le montrent les trois exemples développés dans ce chapitre.

Il est important de distinguer, d'un côté les Antimondes brunésiens se développant sur la fracture politico-économique en fournissant des services adaptant les demandes des deux rives et profitant de bénéfices permis par le différentiel de prix des deux côtés de la ligne

imaginaire, et ce d'autant plus que ces lignes sont dans la Caraïbe tracées sur ce qui représente des barrières dans la culture européenocentrée – fleuves et bras de mer – mais d'efficaces surfaces de transport dans le milieu caribéen. Comme nous l'avons vu, ces frontières recréent des phénomènes propres aux méditerranées et sont marquées par tous les maux liés au différentiel économique : trafic de stupéfiants, migrations clandestines, commerce illégal, violence, etc.

De l'autre côté, on observe à travers l'exemple de St Vincent – on aurait pu parler indifféremment des Îles Vierges, des Bahamas, etc. - comment certains Antimondes brunésiens sont eux même créateurs de frontières par leur tendance à l'enclavement, enclavement tout relatif cependant, et jouant des faiblesses de la territorialité d'états faibles et de leur soif de devises. Ces barrières sont moins imaginaires que les premières et beaucoup plus visibles à travers murs, barbelés et agents de sécurité. Ceci accentue le sentiment d'enfermement propre à certains insulaires pour qui les difficultés d'échapper à leur petit environnement sont déjà grandes, qu'on pense à la mascarade de la course à un visa pour les Etats-Unis par exemple, et qui se voient en outre de plus en plus dépossédés de leur propre territoire à travers une gangrène liée à la privatisation et à l'industrie touristique. D'où cette remise en question populaire du progrès lié à ce type de « développement », aussi longtemps que l'accroissement des richesses nationales est étroitement associé à la perte territoriale dans des espaces déjà densément peuplés et extrêmement petits :

« Like an alien

In we own land

I feel like a stranger

And I sensing danger

We can't sell out whole country

To please foreign lobby

What's the point of progress

Is it really success ?

If we gain ten billion

But lose the land we live on... »

(Calypso à succès du chanteur St Lucien Mighty Pep intitulé « Alien »)

Conclusion

*« Can I write
of lovers
makin love
in parks
with moon shine caressin
their faces ? (...)
All of this I can write*

*but now
I write...*

*I write
of people
bein shot down in parks
with blood washin their faces
... of negroes and
coloureds
shoutin their freedom songs
in tall anti-freedom
buildins*

All of this I write. »

Mutabaruka, « *Two poems on what I can write* »

En nous appuyant sur la conceptualisation de Roger Brunet, nous avons défini l'antimonde comme l'ensemble des espaces informels (bidonvilles, espaces de l'économie informelle, etc.), illégaux (espaces des drogues illicites, de la prostitution, des migrations clandestines, etc.) et dérogatoires (zones franches, paradis fiscaux, prisons, etc.).

Nous avons cependant noté que rien n'est plus relatif que l'espace de l'antimonde, puisque la même activité peut être pratiquée légalement, illégalement et de manière dérogatoire selon les espaces qui lui servent de support. La prostitution est par exemple illégale dans la majorité des pays du monde, bien qu'elle soit largement pratiquée, mais l'économie des *call-girls*, et parfois des salons de massage, est très souvent tolérée dans une brèche dérogatoire, et légale en Hollande et dans les hôtels spécialisés de Curaçao, pour ne citer que l'exemple du Royaume des Pays-Bas. Pareillement,

une même entreprise peut exercer à la fois dans les trois secteurs selon les situations et, encore une fois, selon le support spatial.

Pars ailleurs nous avons constaté que l'antimonde est un espace mouvant. Plus qu'un « espace de l'ombre » c'est un « espace ombre » dont les contours s'adaptent en permanence à ceux du monde antinomique. Rien de plus révélateur en la matière que l'adaptation permanente des réseaux de transport des drogues illicites ou des migrants clandestins qui évoluent au gré de l'amélioration des systèmes répressifs.

Il est cependant important de rappeler que l'antimonde est tout sauf la *Granma*⁵⁶³ du système économique dominant ; pas de « revanche du Sud » dans le trafic des drogues illicites, pas de lyrisme dans les « toilettes volantes » du bidonville, pas de miracle économique dans le secteur informel, pas de liberté dans les zones franches

L'antimonde contemporain est l'ombre du mythe du progrès, du développement, et de la liberté du système néolibéral. Il est le continent de misère des esclaves d'un système basé sur la conception grecquo-romaine de la liberté – la liberté des uns au détriment de celles des autres (Baker, P., 1994). Paradoxalement, il est aussi l'îlot de luxe des privilégiés du système. L'antimonde est en partie la roche subissant les assauts du soleil brûlant du proverbe haïtien, en partie la roche profitant de la fraîcheur du fond de la rivière ; il est en partie l'espace des exploités du système Monde, en partie les mailles dissimulées du réseau économique des riches et des puissants. Ces deux antinomiques se rencontrent, ça et là, dans la zone franche industrielle, et dans sa version touristique dont les enceintes hermétiques dissimulent la perpétuation et la recréation de pratiques coloniales, creusant le lit des rivières de souffrance, de désespoir économique et de déchirements familiaux qui iront féconder les champs de l'économie de la survie. Cette survie qui s'accroche aux pentes des capitales du Tiers Monde, prend des formes à géométrie variable, dans le vaste dégradé qui pousse les chariots des vendeurs ambulants de l'économie informelle vers la prostitution à multiples visages, et autres profondeurs d'une économie illégale et/ou inhumaine, territoire disputé des proxénètes, des passeurs et des forces de l' « ordre », espace des extracteurs qui pataugent dans les bacs de produits corrosifs pour extraire la cocaïne des feuilles de la *Pachamama*, et des bidonvilliens naufragés du développement qui s'entretuent pour les miettes du trafic de crack... Ce dégradé à ses maillons faibles et ses maillons forts, ses liens, ses banques, ses impasses sombres et ses synapses ralliant les espaces de la légalité.

⁵⁶³ Nom du rafioteur qui amena en 1956 du Mexique les frères Castro, Che Guevara et 80 hommes partis allumer un *foco* révolutionnaire dans la Sierra Maestra du Cuba dictatorial et colonial des Etats-Unis, et de leur pantin en uniforme F. Batista.

Contrairement à une idée générale qui ferait des antimondes des espaces parasites, on comprend alors que les antimondes sont aussi souvent des espaces parasités. Reste à faire la différence entre les réels antimondes parasites (zones franches, paradis fiscaux, etc.) et les antimondes parasités (bidonvilles, espaces de production des drogues illicites, etc.).

L'analyse géographique et géopolitique des antimondes caribéens nous a presque toujours ramené à l'opposition fondamentale entre Etats et Nations. L'Etat contre la Nation, la Nation contre l'Etat. D'où une nécessaire référence à « *la société contre l'Etat* », ouvrage majeur de l'ethnologue Français Pierre Clastres (Clastres, P., 1974). Clastres analyse froidement les mécanismes de la vision faussée des observateurs occidentaux sur le monde amérindien, et plus loin encore, la démente du « *projet* » d'exploitation de l'environnement « *cartésien dont on commence* » alors « *à peine à mesurer les conséquences écologiques* ». L'intérêt majeur de cette étude par rapport à notre sujet, est de montrer comment des sociétés sans Etat ont pu parvenir à assurer leur subsistance pendant des milliers d'années tout en conservant parfaitement leur environnement, et en ne s'astreignant à des travaux jugés comme pénibles que deux mois tous les quatre ans. Une fois ces deux mois passés, à défricher un espace territorialisé par la faune et la flore des tropiques humides, ces amérindiens vouaient leur temps à des occupations éprouvées avec plaisir - pêche, chasse, etc. - , et à « *leur goût passionné pour la guerre* ». A l'inverse, l'étude des espaces de l'antimonde révèle toute la « *plantalogique* » (Heron, A., T., 2003) d'un Etat parasite dont le bénéfice est fonction de l'excédent de travail procuré par sa population. On demeure donc dans la méditerranée américaine dans le cadre d'une société contre l'Etat, un Etat contre la Nation. Sans tomber dans un « *Rousseauisme* » primaire (le « *bon sauvage* »...), ces espaces de l'antimonde sont autant de manifestations de la domination écrasante du premier sur la deuxième.

Cette domination est cependant toute relative dans l'organisation globale de l'espace caribéen où nous avons vu dans le troisième chapitre que les Etats locaux pouvaient être décrits comme « *Janus* » (Figueira, D., 2003), « *agents de commission* » (Douglas, R., 1986), ou même simplement « *comédiens* » (Greene, G., 1966) ou encore clowns (Harris, W., 1976), pour ne pas dire pantins. Le positionnement de ces Etats est encore en effet celui d'intermédiaires entre intérêts étrangers et populations locales, dont l'objectif unique demeure la perpétuation du pouvoir politique et économique hérité à travers la réorganisation de l'économie de type plantation. Grâce à ces États intermédiaires, on peut désormais facilement exploiter la main d'œuvre antillaise sans même avoir à la voir (Farmer, P., 2006), ce qui permet de déléguer aux Etats locaux le soin de traduire les politiques macroéconomiques néolibérales favorables aux économies du Nord Atlantique (le

« centre ») auprès de la population. Après plusieurs dizaines d'années de mise en application de ces politiques à coup de corruption et de *makouts* en tous genre (*Tigres* cubains, *paramilitaires* colombiens, *makouts* haïtiennes, etc.), la tendance est aujourd'hui à ce que nous avons appelé la « façade démocratique », au besoin protégée par les armées locales et dans les cas les plus extrêmes (Haïti) les mal nommés « *peace keepers* » des Nations Unies.

Tout comme le dualisme centre / périphérie ne doit pas masquer la diversité des situations des Tiers Monde, l'expression lutte Etat/Nation ne doit pas faire oublier que les hétérogènes Nations caribéennes sont elles mêmes parfois inachevées, et généralement divisées en groupes antagonistes et parfois concurrents. Ceci est particulièrement vrai dans le cas des espaces « indo-créoles » où les rivalités géopolitiques prennent souvent la forme d'une lutte ethnique pour le contrôle de l'espace. Cette lutte transcende l'opposition entre un Etat représentant les classes claires et la Nation dans son ensemble. De leur côté les États caribéens sont caractérisés d'un côté, à l'échelle nationale, par la « partiarchie » (Coppedge, M., 1995) - ou division de l'espace politique entre deux partis très superficiellement opposés -, et de l'autre, à l'échelle internationale par leur soumission totale à la *corporatocratie* (Perkins, J., 2004) – la domination spatiale des firmes multinationales basées dans les centres du Nord Atlantique.

Rappelons à ce moment précis où s'articule le glissement des dominations exogènes du bassin caribéens, que la région a été façonnée de toute pièce, au cours d'un long processus historique, comme un espace complémentaire : complémentaire à l'alimentation de l'Europe puis à l'ensemble du Nord Atlantique, complémentaire à son accumulation de capital, complémentaire pour son épargne et pour déroger à ses lois (Zones Franches, Pavillons de complaisance), complémentaires pour s'y échapper et passer des vacances « coupées » du monde (enclaves). Nous avons donc ici affaire à une dépendance dépendante, c'est à dire une périphérie se nourrissant uniquement des restes que lui attribue sa relation au centre. Comme nous l'avons vu, une des constantes de la région est la lutte féroce entre Etats et Nations au sujet de cette dépendance, les partisans de l'auto-suffisance ou plus simplement d'une redistribution moins inégalitaires des richesses ayant été marginalisés économiquement, politiquement et spatialement jusqu'au fin fond de la *selva* colombienne, dans les mornes de la Dominique, dans les vallées creusées des Montagnes Bleues et du pays Cockpit en Jamaïque, sur leur fleuve qui porte leur nom au Suriname... C'est au milieu de ces espaces de résistance que se sont affirmées beaucoup de vocations de « Robin des Bois », vocations souvent déçues à terme par la difficulté inhérente au personnage du « bandit social » décrit par E. Hobsbawm (2003), d'où l'ambiguïté des positions de certains fronts des FARC – qui, entre autres dérives, ont été jusqu'à faire sauter une église afro-colombienne durant la messe -, ou

encore de certains groupes de marrons jamaïcains ayant recréés des sociétés esclavagistes dans leurs territoires indépendants (ce qui rappelle le cas du Liberia), en s'abritant derrière l'aura magico-héroïque des Nanny et autres Cudjoe. Le summum de l'ambiguïté de ces positions fut atteint à divers moments avec l'arrivée au pouvoir de la « *Révolution noiriste* » du tristement célèbre docteur Duvalier en Haïti, l'implosion du régime de Maurice Bishop à Grenade, la guerre du Suriname menée par le colonel Bouterse contre les groupes de noirs marrons, le « marxisme-ethnique » et autoritaire Guyanien, et la lente dérive du régime castriste à Cuba, ainsi que celle de la résistance des Forces Révolutionnaires Armées Colombiennes (FARC-EP) en Colombie.

En raison de l'échec cuisant de ces espaces à acquérir une véritable indépendance (sauf dans le cas de Cuba, mais à quel prix !), la région s'enfonce dans son modèle de véritable « demi espace », un espace à qui il manque un double. Aimé Césaire dira lui même dans ses mémoires, devoir s'échapper de cette terre où il manquait quelque chose. Ceci se traduit spatialement par le poids des migrations et des envois d'argent de la diaspora. La migration a marqué l'espace caribéen profondément ainsi que ses mentalités. En témoigne l'apparition d'un véritable « *Etat d'émigration* » (Gamlen, A., 2008), ou plus exactement d'une « Nation d'émigration » dont la survie est assurée, jusqu'à hauteur de la moitié dans les cas extrêmes, par les envois d'argent de la diaspora, et dont les frontières sont repoussées jusqu'aux marges des communautés de *Little Haïti* à Miami ou de Brixton à Londres, pour citer les cas haïtiens et jamaïcains. En l'absence d'opportunités décentes sur place, M. Byron a montré comment la migration cimente paradoxalement la présence de l'Antillais - on préfère ici Antillais à l'ethnocentrique *West Indian* utilisé par les auteurs anglophones - dans son île : seule la migration ou presque permet par exemple aux populations de pêcheurs/agriculteurs/constructeurs d'accumuler le capital nécessaire à l'achat d'un terrain sur place, pour ceux qui se refusent à la loterie du squat. Seule la migration temporaire permet de remporter la lutte pour l'espace gagnée localement par les élites économiques claires. L'ascension sociale est ici elle aussi liée à l'appartenance ethnique d'un côté, et à des réseaux familiaux de l'autre, et seule la migration – légale ou illégale – permet de grimper les échelons. Cette ascension n'est pas sans présenter ses propres paradoxes puisque le schéma social est identique dans les espaces d'immigration que sont les Etats Unis ou la Grande Bretagne par exemple. Là, notre migrant occupe les emplois du bas de la pyramide, il est ouvrier ou employé du bâtiment, elle est infirmière ou aide domestique. Mais le simple fait d'avoir émigré promet en retour une ascension sociale dans l'espace d'émigration... (Byron, M., 2007).

Pour les autres, ceux que l'immobilité cloître dans les basses sphères de la pyramide sociale antillaise, reste la survie au jour le jour du *hustling* et les mirages de l'espace des drogues et de la

prostitution. Comme nous l'avons vu, ces deux espaces sont étroitement contrôlés par les « *Etats Janus* » qui surfent sur leurs retombées tout en réprimant sévèrement des boucs émissaires tirés au sort parmi la population.

Nous avons remarqué à plusieurs reprises que la multiplication des territorialisations d'un même espace (les ghettos de Kingston où les territorialités des *Dons*, des gangs sans attache, et de l'Etat se superposent, ou encore la frontière guyano-surinamaise ou les territoires des noirs marrons recourent les territoires des deux Etats, etc.) génère souvent et paradoxalement une sorte de « *no man's land* » où le nombre de couches d'appropriation de l'espace crée une véritable opacité géographique. Par ailleurs ces observations nous ont amené à constater la relativité totale du concept de marge, notamment lorsqu'elle est appliquée à l'antimonde de manière générale – nous avons vu qu'entre 60 et 70% de la population mondiale évolue au moins partiellement dans cet espace -, ou encore à des espaces comme les frontières. L'étude des antimondes révèle que les frontières sont des régions, au sens vague, bien plus que des lignes. Ainsi on en arrive au paradoxe de St Laurent et D'Albina, marges territoriales si il en est, périphéries éloignées de leurs espaces respectifs, qui sont aussi et avant tout des espaces polarisant dans leur sous ensemble régional. A une échelle plus étendue, nous avons constaté une similarité avec les régions méditerranéennes, d'où la métaphore de la « méditerranée guyanaise » : les méditerranées sont les frontières majeures de la fracture Nord/Sud, mais bien plus que des lignes de démarcation, ces frontières sont avant tout des régions de passage, de trafics, d'échanges, reliées des deux cotés par les surfaces de transport que sont les isthmes, les « presqu'isthmes » comme l'archipel antillais, et la mer elle même. La marge est donc elle aussi un centre dans certaines conditions...

L'antimonde auquel nous avons consacré nos recherches est l'espace d'une souffrance; une souffrance dissimulée derrière l'archétype paysager du paradis occidental, le cocotier incliné par les alizés sur une plage de sable corallien, et l'enclave de luxe sertie de piscines d'eau douce, de terrains de golf et de facilités financières. Là, on souffre le jour, sous le soleil brûlant, et on revit la nuit, lorsque l'obscurité jette un voile pudique sur les amas d'immondices, les épaves convoitées par les plantes grimpantes, les ruelles défoncées, le béton brut tenté par la dislocation et la tôle trouée par la rouille, lorsque les *sound system* battent la pulsation des musiques créoles et que le rhum et la ganja apaisent les plaies autour des tables de cartes et de dominos. Comme nous l'avons vu, l'espace sonore lui même est fondé sur l'inégalité de répartition, inégalité qui marque aussi bien ses thèmes de prédilection que sa chaîne de production. Culturellement pourtant, la résistance caribéenne a créé de magnifiques formes artistiques, qu'on parle de la musique (Reggae, Son, Calypso, etc.), de

peinture (peinture « Vaudou », etc.), et même de littérature (Walcott, Lovelace, Césaire, Depestre, Victor, etc.), et même, si l'on peut les classer ici, les langages poétiques composés des apports africains et européens.

Il est difficile d'être optimiste pour le déroulement des événements futurs dans la région. Si les rapprochements amorcés entre les gouvernements Caribéens et celui de Hugo Chavez – via la diplomatie pétrolière vénézuélienne - ne se traduisent pas rapidement par un changement radical de priorités politiques localement, il est clair que l'ensemble de la région Caraïbe suivra le modèle de violence jamaïcain, avec une vitesse proportionnelle à la pénétration du trafic de drogues illicites et aux degrés d'enclavement des économies légales (tourisme, industrie, etc.). Ces dérives sont déjà largement visibles à Trinidad, au Guyana, et au Suriname, où les taux d'homicides augmentent fortement d'année en année, mais aussi dans des petits espaces comme St Vincent ou Ste Lucie. En Colombie, il reste à savoir comment l'administration Obama s'apprête à se positionner vis à vis du « clan » Uribe, et éventuellement de ses successeurs. La paramilitarisation de la société a d'ores et déjà atteint un stade avancé, la guérilla divisée et affaiblie montre un visage de plus en plus meurtrier et la probabilité d'existence d'un immense gisement pétrolier amazonien ne laisse présager aucune amélioration rapide de la situation dramatique du pays. De même en Haïti, où aucune stabilité n'a été trouvée depuis le renversement du régime – de moins en moins populaire – de Jean Bertrand Aristide par les Etats Unis, leurs autoproclamées Forces Révolutionnaires pour l'Avancement et le Progrès en Haïti (FRAPH), et probablement la France. La conjonction entre drames écologiques à répétition, ineptie politique, dépendance totale liée à des orientations macro économiques dévastatrices, et infiltration de l'Etat par des trafiquants de drogues illicites notoire, ainsi que quelques néo-duvaliéristes, ne laisse présager aucune sortie de crise, même à moyen terme. Ce Tiers d'île combine un modèle de violence situé à mi chemin entre la guérilla rurale colombienne et les *posses* proto-urbains jamaïcains, sur fond de pauvreté chronique et de corruption généralisée. La capitale Port-au-Prince est en passe de devenir un immense bidonville dont les derniers « *bodmè* » syriens et mulâtres s'échappent pour la sécurité précaire de banlieues sous surveillance quasi-paramilitaire. En face, en République Dominicaine, le positionnement futur de l'administration Obama vis-à-vis du « narco-Etat » est là aussi capital. Cependant, même purgé de son noyau narco-trafiquant, l'Etat Dominicain demeurerait vraisemblablement un « modèle » néolibéral caractérisé par la misère chronique de ses bidonvilles, et plus encore des *bateyes* haïtiens. En Jamaïque l'assaut contre les espaces informels et la corruption lancé par le gouvernement de Bruce Golding s'est – sans surprise - avéré un échec. Année après année la criminalité jamaïcaine progresse. Dans l'espace politique de la « partiarchie », le PNP s'effondre derrière Portia Simpson

après un net tournant néolibéral, tandis que le JLP progresse au contraire grâce à l'aura de son représentant (en partie due à ses déclarations homophobes sur une chaîne de télévision britannique et à la démagogie de son émission de radio hebdomadaire) et à un abandon (très progressif) du consensus de Washington (avec notamment la mise en place d'un programme de santé gratuite). La crise financière a cependant durement frappée l'île au point de voir les budgets publics une fois encore drastiquement réduits. Seule lueur d'espoir le maillot jaune d'Usain « *lightening* » Bolt, qui peut cependant toujours courir...

De larges pans de la jeunesse jamaïcaine, particulièrement chez les hommes, sont sur-marginalisés économiquement et pris dans le gouffre qui sépare leurs aspirations au matérialisme étasunien qui s'affiche partout, et les salaires de l'économie de plantation modifiée du pays. Comme des crabes dans un sceau, des jeunes hommes sans éducation et strictement sans aucune perspective d'avenir décent, ont accès à de larges quantités d'armes distribuées par les partis politiques pour le contrôle de leurs garnisons, par les *posses*, et par les trafiquants de drogues illicites. La mort a, en Jamaïque, le visage dur et froid, un long corps mince, et fauche largement autour de ses cibles. Tous les jamaïcains vivent dans une peur panique de cette violence aveugle et du racket qui y est associé, avec pour seule compensation une foi à toute épreuve, d'imposant mais inefficaces systèmes de sécurité, et un armement massif. Le nombre grandissant d'armes légales possédées par les personnes craignant cette violence, génère fort logiquement un accroissement du cercle vicieux et, paradoxalement, certains ghettos jamaïcains situés totalement en dehors de la territorialité de l'Etat comme Tivoli Gardens sont en voie de devenir les enclaves les plus sûres du pays. Ce n'est un paradoxe qu'en apparence en Jamaïque, les « frontières » de ce quartier soustrait à la territorialité étatique sont faites de murs peints au visage des politiciens E. Seaga et Bruce Golding...

Les villages et les espaces proto-urbains de la Caraïbe anglophone et francophone montrent un engouement croissant pour le mode de vie et le langage de ces ghettos jamaïcains, le *hustling*, les armes, etc. Une explosion de violence déjà largement amorcée dans certains espaces de St Vincent, Ste Lucie et de la Dominique – ainsi que par contagion diasporique en Martinique, en Guadeloupe et en Guyane - est à craindre pour ses prochaines années, violence qui renforcera plus encore l'enclavement des industries prospères localement, souvent de propriété étrangère, entraînant un cercle vicieux difficilement maîtrisable. Des projets sont pourtant en cours d'élaboration, un vaste programme de développement éco-touristique et d'agriculture biologique en Dominique par exemple, laissant une lueur d'espoir.

Deux problèmes majeurs se posent à l'heure actuelle. Le premier est celui du contrôle par les Etats-Unis, et secondairement par les empires européens sur le déclin, des secteurs clés de l'économie

formelle caribéenne. Les rares cas de possession locale de l'industrie (chaîne touristique *Sandals* en Jamaïque par exemple) se sont soldés par une reproduction du vieux modèle de l'économie de plantation (puissante intégration verticale au profit de l'élite locale avec une très maigre percolation économique en dehors). Plus que le contrôle étranger, le problème majeur est donc la perpétuation de la « plantalogique » économique caractérisée par des écarts colossaux entre revenus tirés des diverses industries locales, et salaires reversés aux travailleurs (ces salaires percolant ensuite à travers la société et ses multiples réseaux informels). Dans ce contexte l'accent mis sur l'éducation par bon nombre de gouvernements est un leurre, se traduisant au bout du compte soit par la formation d'une main d'œuvre qualifiée de zone franche ou par la formation à perte d'une population migrante qui ne rapportera à l'État caribéen que par les envois d'argent lourdement taxés, et très dépendants des économies et des politiques migratoires des États-Unis et de la Grande Bretagne. Les îles caribéennes sont ici des métaphores qui révèlent le monde, pour reprendre l'expression de Joel Bonnemaïson.

Deuxièmement, on voit mal à l'heure actuelle, comment l'accroissement de la déstabilisation déjà fort avancée de ces espaces par la cocaïne colombienne, pourrait s'atténuer. A la source, la perpétuation du pouvoir de l'élite colombienne blanche/chrétienne/conservatrice repose en effet plus que jamais sur le contrôle par les mêmes groupes paramilitaires qui reprennent progressivement en main une part croissante de la production et du trafic de drogues illicites. Ces mêmes groupes utilisés par l'armée pour faciliter les campagnes d'aspersion au dérivé de *Round Up* du Sud-colombien, encore largement aux mains de la guérilla, bénéficient de l'amnistie de la loi dite de « *Justice et paix* » pour couvrir le carnage humain que représente la protection de ce trafic et surtout des intérêts étasuniens dans le pays. Soutenus donc par l'Etat, et indirectement par les États unis, l'expansion de ces groupes et leur infiltration progressive de la société colombienne se reflètent dans l'augmentation des volumes de cocaïne, et de plus en plus d'héroïne, trafiqués.

Tant que ces deux obstacles majeurs ne seront franchis, aucune alternative réelle ne semble probable pour ces espaces.

La compréhension des espaces de l'antimonde caribéens demeure aujourd'hui incomplète, malgré l'accumulation récente de travaux allant dans ce sens, notamment grâce aux efforts dispersés de chercheurs de l'arc anglophone.

Nous avons par exemple produit dans cette thèse une introduction à l'analyse du très riche et complexe espace sonore caribéen. Cet espace informel où chaque île, comme dans le domaine linguistique, a recréé ses propres formes artistiques en métissant une multitude d'héritages communs, est un espace privilégié de confrontation entre États et Nations. N. Stolzoff (2003) et A.

Gage (1997) ont produit des travaux remarquables qui effleurent cette problématique, respectivement sur la musique Jamaïcaine et la musique Haïtienne. Beaucoup reste ici à faire pour mieux cerner l'influence de la musique sur l'espace et son contrôle à travers les différentes variantes de la politique, de ce que l'on appelle en Haïti le « *kouidyay* ».

Il est important par ailleurs de continuer dans la lancée amorcée par P. Patullo (2003) pour démythifier l'espace touristique. Le jeune chercheur en Géographie Jamaïcain Kevon Rhiney produit actuellement une thèse de grande qualité soulignant l'absence d'effet d'amorçage économique du tourisme d'enclave dans son île. Ces recherches doivent être étendues et nous devons nous intéresser étroitement aux liens entre ces enclaves et les antimondes de la prostitution, de la drogue, de l'économie informelle...

De même des analyses critiques et détaillées de ces espaces informels caribéens sont nécessaires. Nous travaillons actuellement dans ce sens avec le département de Sciences Sociales de l'*University of the West Indies*, à Mona, en nous penchant sur une facette qu'est l'épineux problème du « garnisonnement » politique et des violences urbaines, mais beaucoup reste à faire sur ce sujet, en Jamaïque et plus encore dans les espaces caribéens où la violence explose actuellement (Suriname, Trinidad, etc.). Il existe par ailleurs un besoin pressant de mieux connaître les espaces de l'économie informelle dans la région, des réseaux de vente à la valise jusqu'à la prostitution – espaces qui ont fait l'objet de recherches introductives mais où beaucoup reste à faire -, et de diffuser le lien étroit qui relie l'extension de ces espaces et les politiques irresponsables pratiquées (à crédit !) par les « façades démocratiques » caribéennes. Comme pour l'espace du tourisme, un important travail de démythification existe dans le domaine des espaces de l'économie informelle qui ont été promu sous l'égide néolibérale comme la célébration de l'auto-entrepreneuriat, la créativité des classes pauvres...

De même beaucoup reste à faire pour mettre en lumière les facettes les plus obscures de l'espace des drogues illicites dans la région, et notamment en ce qui concerne le noyau dur liant étroitement élites économiques, élites politiques et groupes criminels de trafiquants. Ces phénomènes modifient sensiblement l'espace, jusqu'aux paysages caribéens, contribuant notamment à l'érection d'arsenaux répressifs omniprésents, à la multiplication des bases militaires, des prisons, et aux barreaux de la géographie de la peur. Nous participons dans ce sens à une équipe établie autour du département de criminologie de l'*University of the West Indies* de St Augustin (Trinidad).

L'étude des antimondes est appelée à se développer à mesure que croissent partout ces espaces, à une vitesse vertigineuse. La géographie et la géopolitique des bidonvilles deviennent par exemple un sujet incontournable, à mesure que la planète - passée du stade rural au stade urbain au tournant du millénaire – tend désormais paradoxalement vers son stade « proto-urbain ». Selon les Nations

Unies un citadin sur trois est en fait déjà un « bidonvilien », Mike Davis (2006) à montré comment l'urbanisation phénoménale de la fin du 20e siècle a en fait largement été absorbée par ces espaces, et les prévisions de l'UNHABITAT annoncent avec un pessimisme argumenté une croissance quasi-exponentielle de la population proto-urbaine.

Les espaces de l'exclusion – active et passive – sont eux mêmes amenés à continuer à se développer à une vitesse fulgurante, à mesure que les gigantesques inégalités de revenus se creusent en ancrant de solides fondations à une violence diffuse. Marginale aujourd'hui, la géographie des antimondes est condamnée à devenir essentielle...

Table des figures

- Fig.1 : Typologie de quelques espaces de l'Antimonde.
Fig.2 : La complexité de l'antimonde dans ses rapports à la loi.
Fig.3 : Part de la population active engagée dans une activité informelle dans le tiers monde.
Fig.4 : Pavillons de complaisance.
Fig.5 : Les zones franches dans le monde.
Fig.6 : Zones franches (hors Asie) par nombre d'employés.
Fig.7 : Paradis fiscaux et dépendances dans les méditerranées.
Fig.8 : Le cannabis sans le monde.
Fig.9 : Diffusion des cultures de cannabis dans la Caraïbe.
Fig.10 : Chorème représentant la production de ganja dans l'île tropicale type.
Fig.11 : Production de cannabis en Jamaïque et occupation du sol.
Fig.12 : Production de cannabis en Jamaïque et milieu physique.
Fig.13 : La cocaïne dans le monde.
Fig.14 : Saisie d'héroïne dans les Amériques.
Fig.15 : La cocaïne dans le bassin caribéen au début du XXI^e siècle.
Fig.16 : Communication du département d'état Américain sur les flux aériens pirates suspects d'être liés au transport de drogues illicites.
Fig.17 : le blanchiment d'argent dans le monde.
Fig.18 : Trafic d'armes dans la Caraïbe.
Fig.19 : Territoires à fort taux d'emprisonnement dans le monde 2007.
Fig.20 : Les espaces du squat.
Fig.21 : Chorème: Les méditerranées.
Fig.22 : Chorème: La méditerranée Américaine.
Fig.23 : Les avantages comparatifs, de la théorie à la pratique.
Fig.24 : Chorème: Organisation de l'espace dans l'île Caraibéenne.
Fig.25 : La dette.
Fig.26 : Indice de développement humain 2007 dans la Caraïbe.
Fig.27 : Envois d'argent par la communauté d'émigrés vers le pays natal par habitant 2006.
Fig.28 : Trinidad et Tobago.
Fig.29 : Détail sur le corridor urbain entre Port-of-Spain et Arima.
Fig.30 : La population de Trinidad.
Fig.31 : Routes et saisies des drogues illicites à Trinidad et Tobago (2005-2006).
Fig.32 : Réseaux de la cocaïne transitant par Trinidad et Tobago.
Fig.33 : Réseaux des drogues de synthèse illicites transitant par Trinidad et Tobago.
Fig.34 : Les alliances internationales du cartel blanc dans les années 1990.
Fig.35 : Les activités du cartel Syro-Libanais dans la Caraïbe.
Fig.36 : Réseaux du cartel Indien.
Fig.37 : Les réseaux Tonga-Trinidad.
Fig.38 : L'organisation Sino-Tinitéenne "phase 2".
Fig.39 : Les réseaux de "mules" Nigérianes dans la Caraïbe.
Fig.40 : Homicides à Tinidad en 2005.
Fig.41 : L'île de Jamaïque.
Fig.42 : Kingston
Fig.43 : Prédominance de la population des ghettos de Kingston.
Fig.44 : Répartition des votes lors de l'élection générale de 1967 dans les communautés de l'Olympic Gardiens et de Kingston Ouest.
Fig.45 : Répartition des votes lors de l'élection générale de 1972 dans l'Ouest de Kingston.
Fig.46 : Répartition des votes lors de l'élection générale de 1980 à Kingston.

- Fig.47 : Répartition des votes dans la partie basse de Kingston lors de l'élection générale de 1989.
Fig.48 : Répartition des votes dans la partie basse de Kingston lors de l'élection générale de 1997.
Fig.49 : Répartition des votes dans la partie basse de Kingston lors de l'élection générale de 2002.
Fig.50 : Répartition des votes dans la partie basse de Kingston lors de l'élection générale de 2007.
Fig.51 : Gros plan sur les garnisons politiques de Kingston Ouest (1989).
Fig.52 : Gros plan sur les garnisons politiques d'Olympic Gardens (1989).
Fig.53 : Répartition des votes par station de vote.
Fig.54 : Variations de population à Kingston 1991-2001.
Fig.55 : Concentration des taux d'homicides à Kingston.
Fig.56 : Les réseaux de distribution du Shower Posse de Tivoli Gardens.
Fig.57 : Le réseau du Mc Greggor Gully Posse en 1990.
Fig.58 : Trench Town dans Kingston Ouest.
Fig.59 : Les influences musicales du Reggae.
Fig.60 : La Guyane pénitentiaire
Fig.61 : Organisation des réseaux fluviaux à St Laurent du Maroni
Fig.62 : Vue panoramique et situation de la baie de Cashacrou (avec photographie de l'auteur)
Fig. 63 : L'organisation périphérique du trafic de ganja en Dominique.
Fig. 64 : La Dominique, hub régional des migrations clandestines.
Fig. 65 : St Vincent et les Grenadines, ganja et îles privées.

Table des photographies

- Image 1 : Zone franche St Lucie (photographie de l'auteur).
Image 2 : Sealand.
Image 3 : Couverture de la revue Patria Grande Avril 2002.
Image 4 : Eric William « Le docteur » leader historique du PNM.
Image 5 : La marche de la mort. (Guardian)
Image 6 : Première explosion à Port-of-Spain. (Guardian)
Image 7 : Photographie d'un homme abattu à Diego Martin. (Guardian of the Democracy)
Image 8 : « Nous vivons à Trinidad dans une prison » (Photographie de l'auteur).
Image 9 : Le « Blimp ».
Image 10 : Basdoe Panday et Patrick Manning.
Image 11 : Portrait peint d'Edward Seaga (Photographie de l'auteur).
Image 12 : Le sound system de Duke Reid durant les années 1950.
Image 13 : Studio Jack Ruby (Photographie de l'auteur)
Image 14 : image
Image 15 : le bagnard de St Laurent (Photographie de l'auteur).
Image 16 : Une habitation de noir marron à St Laurent (Photographie de l'auteur).
Image 17 : Souvenir du cyclone David (Photographie de l'auteur).
Image 18 : Le bateau et la capitale (Photographie de l'auteur).
Image 19 : Le bateau de croisière C. Colomb (Photographie de l'auteur).
Image 20 : Un demi kilogramme de ganja dominicaine (Photographie de l'auteur)
Image 21 : Pitt-Bull de combat dans un ring (photographie de l'auteur).
Image 22 : Migrants haïtiens à Scott's Head (photographies de l'auteur).
Image 23 : Le fort de Kingstown, St Vincent (photographie de l'auteur).

Références bibliographiques :

Plus de 600 références bibliographiques sont citées dans cette thèse, pour deux tiers en anglais en raison de notre concentration sur les espaces du Commonwealth. Un tiers des références sont de langues françaises et deux occurrences sont en espagnol.

AFP, 2008, *La cocaïne saupoudre les pays de transit dans les Caraïbes*, dépêche du 5 février 2008 citée dans Haïti Info.

Agee, P., 1975, *Inside the company : the CIA diary*, Londres, Penguin Books, 629p.

Ahmad, A., 1980, “*The neo fascist state : notes on pathology of power in the Third World*”, International Foundation for Development Alternatives n°19, p15-26

Alternatives économiques, 2008, *Les États-Unis battent un record d'inégalités vieux de 80 ans*, <http://alternatives-economiques.fr/blogs/gadrey/2008/04/29/les-etats-unis-battent-un-record-d%e2%80%99inegalites-vieux-de-80-ans/>

Americas Watch, 1989, *The Killings in Colombia*, New York

Amin, S., 1970, *L'accumulation à l'échelle mondiale*, *Anthropos*, 592p.

Amnesty International, 2005, *2005 Report, Haïti*, <http://web.amnesty.org/report2005/hti-summary-eng>

Anderson, P., Witter, M., 1994 in *Consequences of Structural Adjustment : a review of the Jamaican experience*, Kingston, Jamaica, Canoe Press, 202p.

Antonius-Smith, C., et alii, 1999, “Gold and Commercial Sex, Exploring the link between small-scale gold mining and commercial sex in the rainforest of Suriname”, in Kempadoo, K., (Ed), *Sun, sex, and gold. Tourism and sex work in the Caribbean*, New York, Oxford, Boulder, Rowman & Littlefield Publishers, p237-259

Askolovitch, C., Barret, A.-L., 2009, *Taubira : « On frôle l'apartheid social »*, Le Journal Du Dimanche, 14 février 2009, http://www.lejdd.fr/cmc/societe/200907/taubira-on-frole-l-apartheid-social_187665.html

Aspect, A., et alii, 2004, *Demain la physique*, Paris, Odile Jacob, 378p.

Aurin, M., 2000, *Chasing the dragon : the cultural metamorphosis of opium in the United States, 1825 – 1935*, *Medical Anthropology Quarterly*, 14(3)

Austin, D., 1984, *Urban Life in Kingston, Jamaica : the Culture and Class Ideology of two Neighborhoods*, New York, Gordon and Breach

Avilés, W., 2006, *Paramilitarism and Colombia's low intensity democracy*, *Journal of Latin American Studies*, 38 (2) p 379-408

Bagley, B., 2002, *Globalization and transnational organized crime : the russian mafia in Latin america and the caribbean*, University of Miami, School of International Studies, http://www.cide.edu/investigadores/bruce_bagley/GLOBALIZATION%20.pdf.

Baud, M., Van Schendel, M., 1997, *Toward a comparative study of borderlands*, *Journal of World History*, 8(2), p211-242

Bairoch, P., 1974, *Révolution industrielle et sous-développement*, Walter de Gruyter, 381p.

Bailly, A., Ferras, R., 1997 *Eléments d'épistémologie de la géographie*, Paris, Armand Collin, 189p.

Bajada, F., 2003, “*The Size and Development of the Shadow Economies in the Asia-Pacific*. Working Paper 0301, Department of Economics, Linz University

Baker, P., 1997, *Blood Posse*, St Martin Griffin, New York, 392p.

- Baker, P., L., 1994, *Centring the periphery : Chaos, order, and the ethnohistory of Dominica, Jamaica, Barbados, Trinidad & Tobago*, University of the West Indies Press, 249p
- Baneth-Nouailhetas, E., 2006, *Le postcolonial : histoire de langues*, Hérodote n°120 (1), p48 - 76
- Barongo, R., 1980, *Neocolonialism and African politics : a survey of the impact of neocolonialism on African political behaviour*, Canadian journal of African Studies, p601
- Barret, J., (Dir.), 2001, *Atlas illustré de la Guyane*, Laboratoire de Cartographie de la Guyane, Institut d'Enseignement Supérieur de Guyane, Cayenne, 215p
- Barrow, C., 1996, *Finding the support : strategies for survival*, Social and Economic Studies, 35, p131-176.
- Barrow, S., et Dalton, P., 1997, *Reggae : the rough guide*, London, Rough Guides, 384p.
- Barrow-Giles, C., Joseph, S., D., 2007, *General elections and voting in the english speaking caribbean 1992-2005*, Kingston, Miami, Ian Randler Publishers, 193p.
- Bauman, Z., 2002, *Le coût humain de la mondialisation*, Paris, Hachette Littérature, 204p.
- Bayat, A., 1997, « *Un-civil Society : the politics of the 'informal people'* », Thrid World Quarterly, 18 :1
- Bayley, F., 1832, *Four years Residence in the West Indies, during the years 1826-1829*, London, William Kidd
- BBC News, 2007, <http://news.bbc.co.uk/1/hi/health/7098340.stm>
- Beckford, G., 1999, *Persistent poverty, underdevelopment in plantation economies of the Third World*, Kingston, UWI Press, 308p.
- Bednik, A., 2008, *Bataille pour l'uranium au Niger*, Le Monde Diplomatique, Juin 2008, <http://www.monde-diplomatique.fr/2008/06/BEDNIK/15976>
- Bégot, M., Buléon, P., Roth, P., 2000, *Emergences caraïbes, éléments de géographie politique*, L'Harmattan, Paris.
- Bellegrade Smith, 2004 (1990), *Haiti : the breached citadel*, Canadian Scholar Press, 300p.
- Benet, S., 1936, *Le chanvre dans les croyances et les coutumes populaires*. Comtes rendus de scéances de la société des Sciences et des lettres de Varsovie
- Benet, S. 1975, "Early diffusion and folk use of Hemp", in Rubin, V., (Ed.), *Cannabis and Culture*, La Hague, Paris, Mouton Publishers, p38-48
- Benoist, J., 2006, « L'esclavage au delà du sucre : couleur et société à St Barthélémy », in Benoist, J., *Le Monde créole : peuplement, société et condition humaine XIIIe- XXe siècles*, Paris, Les Indes Savantes, 152p.
- Benjamin, A., 2007, *Freedom of expression and the birth of the Starbroek News*, Guyana Publications Incorporated, Georgetown, 180p.
- Berber, M., 2007, *Les dépenses militaires mondiales augmentent*, RFI, juin 2007
- Bernal, R., 1992, *Debt, drugs, and development in the Caribbean*, Trans Africa Forum, 9, p83 – 92
- Bernardie-Tahir, N., 2004, *L'île et l'illicite, les nouvelles formes du relais maltais dans l'antimonde méditerranéen*, Mappemonde N°75 (3-2004)
- Bernardie-Tahir, N, Taglioni, F., 2005, *Dynamiques contemporaines des petits espaces insulaires*, Paris, Kartala

- Bhoendradatt, T., 1998, *The informal sector, micro, small and medium-sized enterprises and job creation in the caribbean*, XIIIe meeting of directors of international technical cooperation : “the informal economy as a source for employment in the region”, Bridgetown, Barbados, Publication of th University of the West Indies Institute of Business, St Augustin, Trinidad, 30p.
- Bilby, K., Manuel, P., Largey, M., 2006, *Jamaica in Caribbean currents : caribbean music from rumba to reggae*, ed P. Manuel, Philadelphie, Temple University Press, 336p.
- Blackstone, W., 1769 (Ed. 1979), *Commentaries on the laws of England : a facsimile of the first edition of 1765 – 1769*, Vol 1., University of Chicago Press, 496p.
- Blake, D., 2002, *Shower Posse, the most notorious Jamaican criminal organisation*, New York, Diamond Publishing, 403p.
- Blum, W., 1986, *The CIA, a forgotten history*, Zed Books, Londres, 428p.
- Blum; W., 2000, *Roque State. A guide to the World’s only superpower*, Maine, Monroe, Common Courage Press, 320p.
- Blum, W., 2005, *Killing hope, US military and CIA interventions since World War II*, 500p.
- Boyd, D., 1998, *Economic Management, Income Distribution and poverty in Jamaica*, New York, Praeger Publishers, 172p.
- Boekhout van Solinge, T., 1996, *Ganja in jamaica*, *Amsterdams Drug Tijdschrift*, n°2, December 1996, pp. 11-14.
- Boino, P., 1998, *La pensée Géographique d’Elysée Reclus*, Itinéraire N°14
- Bolan, H., I., 2004, *The influence of ethnicity on the formulation and the implemantation of foreign policy in Trinidad and Tobago and Guyana*, University of the West Indies Thesis, St Augustin Campus, Trinidad, Institute of International Relations, 153p
- Bonnemaison, J., 1991, *Vivre dans une île, une approche de l’îlèité océanienne*, L’Espace Géographique N°42, RECLUS, p119-125)
- Bonnerandi, E., Richard, X., 2006, L’antimonde de la demande d’asile, *Géographie et Culture* N°57, p29-48
- Boot, M., 2002, *The Case for American Empire, the Most Realistic Response to Terrorism is for America to Embrace is imperial Role*, *Weekly Standart*, 15 Octobre 2002
- Böröcz, J., Kovacs, M., (Eds) , 2001, *Empire’s new clothes : Unveiling EU enlargement*, *Central Europe Review*, Shropshire
- Boromé, J., 1966, *Spain and Dominica, 1493-1647*, *Carribbean Quaterly* 12, N°4 p 30-46
- Braeckman, C., 2008, *Manœuvres spéculatives dans un Katanga en reconstruction*, *Le Monde Diplomatique*, Juillet 2008, <http://www.monde-diplomatique.fr/2008/07/BRAECKMAN/1606>
- Brana Shute, G., 1990, « the US and Suriname », in Sedoc-Dahlberg, B., 1990, *The Dutch Caribbean, prospect for democracy*, Gordon and Breach, 191 – 202
- Brana-Shute, 1993, « *Jamaican Posse Gangs in the US* » Washington DC et Headley, *Jamaican organized crime*, www.trinitydc.edu/.../depts/Interdisc/International/caribbean%20briefings/Caribbean%20Paper%20Series.pdf
- Brana-Shute, G., 2000, *Narcocriminality in the caribbean, big problems in small places*, www.trinitydc.edu/.../depts/Interdisc/International/caribbean%20briefings/Caribbean%20Paper%20Series.pdf
- Brathwaite, L., 1953, *Social stratification in Trinidad*, UWI Press, St Augustine.
- Brathwaite, E.,K.,1986, *Roots : Essay*, Havana, Casas las Americas.

- Braudel, F., 1949, *La Méditerranée et le Monde méditerranéen à l'époque de Philippe II*, Paris, A. Colin
- Braudel, F., 1988, *La dynamique du capitalisme*, Paris, Flammarion, 120p.
- Breton, R., (édition de) 1929, « Dictionnaire Caraïbe-Français », in Abbé Renard, *Les Caraïbes de la Guadeloupe, 1635-1656*, Paris, Librairie G. Flicker
- Brossard, E., 1993, *The clash of the giants, Petroleum research and Venezuela's Intevep*, Intevep, 211p.
- Brunet, R., 1986. *Zones franches et paradis fiscaux*, Paris, Fayard/Reclus, 79 p.
- Brunet, R, Dolfus, O, 1990, *La géographie Universelle, Mondes nouveaux*, Paris, Hachette/RECLUS, 551p.
- Brunet, R., Dolfus, O., , 1990, *L'univers des îles dans La Géographie Universelle, Mondes nouveaux*, Paris / Montpellier, Hachette / Reclus, 518p.
- Brunet et alii (dir), 1992, *Les mots de la géographie, dictionnaire critique*, Paris, RECLUS, 518p.
- Brunet, R., 1998, *L'antimonde, Du goulag soviétique à l'extension de la criminalité organisée. Une géographie des zones d'ombre du monde actuel*, Compte-rendu de débat, association des cafés géographiques 1998-2005, www.cafe-geo.net
- Bulard, M., 2008, *Finance, puissances... le monde bascule, Washington perd l'initiative*, Le Monde Diplomatique, Novembre 2008, <http://www.monde-diplomatique.fr/2008/11/BULARD/16445#nh1>
- Burac, M., Godart, H., Taglioni, F., 2003, *Le bassin Caraïbe dans les Amériques : intégration régionale ou continentale ?* Mappemonde n°72, p.12-15
- Bureau International du Travail, 1993, *Rapport de la conférence, Rapport de la XV^e conférence internationale des statisticiens du travail*, 19-28 Janvier, Genève
- Buttimer, A. 1972, « Social space and the planning of residential areas » in Lowenthal, D. (Ed) *Environment and behavior*, p282-87
- Buzenot, L., 2008, « Coopération commerciale et zones franches dans la Caraïbe », in Taglioni et alii (Dir), in *Coopération et intégration, perspectives panaméricaines*, Paris, L'Harmattan
- Byron, M., 2007, « Collateral and achievement : land and Caribbean migration », in Besson, J. et Alii (Eds.), *Caribbean land and development revisited*, Kingston, Jamaica, Ian Randler publishers p243-253
- Cabezas, A.,L., 1998, « Discourses of prostitution : the case of Cuba », in Kempadoo, K., (Ed), *Global Sex Workers : Rights, resistance and redefinition*, New York, Routledge, p79-86
- Cabezas, A., L., 1999, "Women's Work is Never Done, Sex Tourism in Sosua, The Dominican Republic", In Kempadoo, K., (Ed), *Sun, sex, and gold. Tourism and sex work in the Caribbean*, New York, Oxford, Boulder, Rowman & Littlefield Publishers, 356p
- Caldeira, T., 2000, *City of Walls : Crime, Segregation, and Citizenship in Sao Paulo*, Berkeley, University of California Press
- Campbell, H., 1985, *The Rastafarians in the Eastern Caribbean*, Rastafari, Caribbean Quaterly monograph series, Kingston, University of the West Indies Press
- Campbell, H., 1987, *Rasta and Resistance : from Marcus Garvey to Walter Rodney*, Trenton, NJ Africa World Press
- Campbell, D., 2002, *American navy 'helped venezuelan coup'*, The Guardian, 29 avril 2002, <http://www.guardian.co.uk/world/2002/apr/29/venezuela.duncancampbell>
- Carré, F., De Séguin, A., 1998, *Mexique, Golfe, Caraïbes, une méditerranée américaine ?* », Paris, PUF, 250p

- Carroué, L., 2002, *Géographie de la mondialisation*, Paris, Armand Collin, 255p
- Castaneda, C., 1972, *L'herbe du diable et la petite fumée, Une voie Yaqui de la connaissance*, Paris, Le soleil noir, 316p.
- Castel, R., 1995, *Les métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*, Paris, Fayard, 490p.
- Cazes, G., 1989, *Les nouvelles colonies de vacances ? Le tourisme international à la conquête du Tiers-monde*, Paris, l'Harmattan, « Coll. Tourismes et sociétés, 335p
- Chang, K., et Chen, K., 1998, *Reggae Routes : The story of jamaican music*. Temple University Press, 246p.
- Chapaux, V., 2008, *Réussite, fragilité, faillite : les états de l'Etat dans les discours politiques et les discours des « experts »*, Association Belge de Sciences Politiques – Communauté française de Belgique, <http://www.absp-cf.be/documents/Chapaux.pdf>
- Charmes, J., 2000, *Informal sector, poverty and gender*, Background Paper for the World Development Report 2000/2001, Banque Mondiale, Washington
- Charmes, J., 2004, *Les origines du concept de secteur informel et la récente définition de l'emploi informel*, 33p.
- Chavagneux, C., 2008, *Y a-t-il une fuite des riches français à l'étranger ?*, Alternatives Economiques, <http://alternatives-economiques.fr/blogs/chavagneux/2008/05/26/y-a-t-il-une-fuite-des-riches-francais-a-l-%e2%80%99etranger/>
- Chavagneux, C., Rinuy, M.-S., 2009, *Enquête exclusive : la présence des entreprises du CAC40 dans les paradis fiscaux*, Alternatives Economiques, http://www.alternatives-economiques.fr/enquete-sur-le-cac40-et-les-paradis-fiscaux_fr_art_633_42326.html
- Chevannes, B., 1994, *Rastafari, Roots and Ideology*, Kingston, University of the West Indies Press, 312p.
- Chin, P. et alii (Eds), 2004, *Haiti, a slave revolution, 200 years after 1804*, International Action Center, New York, 222p.
- Chomsky, N., 2003, *Hegemony or survival*, Metropolitan Books, 288p
- Chomsky, N., Farmer, P., Goodman, A., (Eds.) 2004, *Getting Haiti right this time, the US and the coup*, Monroe, Common Courage Press, 180p.
- Chomsky, N., 2004, "The "noble phase" and "Saintly glow" of US foreign policy" in Chomsky, N., Farmer, P., Goodman, A., (Eds.), 2004, *Getting Haiti right this time, the US and the coup*, Monroe, Common Courage Press, p1-9
- Chomsky, N., 2006, *Failed States : the abuse of power and the assault on democracy*, Metropolitan Books, 314p
- Chomsky, N., 2007, *Le lavage de cerveaux en liberté*, Le Monde Diplomatique, août 2007, <http://www.monde-diplomatique.fr/2007/08/CHOMSKY/14992>
- Chouvy, P.-A., 2001, *L'importance du facteur politique dans le développement du triangle d'or et du croissant d'or*, Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien, N°32, juillet-décembre 2001.
- Chouvy, P.-A., 2002, *Les Territoires de l'Opium : Conflits et trafics du Triangle d'Or et du Croissant d'Or*, Olizane, 544p.
- Chouvy, P.-A., Laniel, L., 2004, « De la géopolitique des drogues illicites », in Lacoste, Y., *Géopolitique des drogues illicites*, Revue Hérodote n°112.
- Chouvy, P.-A., 2004b., *Drugs and the financing of Terrorism*, Terrorism Monitor, Vol 2, October 21, 2004.
- Chouvy, P.-A., 2008, Production de cannabis et de haschich au Maroc : contexte et enjeux, L'Espace Politique, N°4, <http://www.espacepolitique.org/revue.php>

- CIA, 1965, *Annex A – Colombia Survey Team Recommendations for US Actions*, cité dans Stokes, D., 2005
- Clark, R., 2004, “Haiti’s Agonies and Exaltations” in Chin, P. et alii (Eds), *Haiti, a slave revolution, 200 years after 1804*, International Action Center, New York., p1-17.
- Clarke, C., 1966, *Population pressure in Kingston, Jamaica. A study of unemployment and overcrowding*. Transactions of the Institute of British Geographers, 38 (1), p165 – 182
- Clastres, P., 1974, *La société contre l’Etat*, Editions de Minuit, 186p.
- Cockburn, A., St Clair, J., 1998, *Whiteout*, Verso, 408p.
- Comité Invisible, 2007, *L’insurrection qui vient*, Editions La Fabrique, 65p., http://www.lafabrique.fr/IMG/pdf_Insurrection.pdf
- Connan, J., 2009, *USA : Des juges ripoux au service des prisons privées*, le Figaro, 17 février 2009, <http://www.lefigaro.fr/international/2009/02/17/01003-20090217ARTFIG00353-usa-des-juges-ripoux-au-service-de-prisons-privees-.php>
- Conway, D., 1998, « Misguided directions, mismanaged models, or missed paths ? », in Klak, T., (Ed.), *Globalization and neoliberalism : the Caribbean context*, Rowman & Littlefield, Lanham, Maryland, p29-50
- Cornia, G.,A., Jolly, R., Stewart, F., 1987, *Adjustment with a human face : Volume 1 : Protecting the vulnerable and promoting Growth*, Oxford University Press, 408p.
- Cooper, F., 2002, *Africa since 1940 : the past of the present*, Cambridge, Cambridge University Press, Cambridge Africa Collection, 232p.
- Corbin, A., 1988, *Le territoire du vide, l’occident et le désir de rivages (1750-1840)*, Paris Flammarion, 400p.
- Corbit, K., 2006, *National Lawyers Guild calls on Haiti’s elected government to release political prisoners remaining from the Latortue dictatorship*, <http://www.nlginternational.org/news/article.php?nid=39>
- Corbridge, S., 1993, *Debt and Development*, Blackwell, Oxford
- Coronel, G., 1983, *The nationalization of the Venezuelan oil industry, from technocratic succes to political failure*, Toronto, Lexington Books, 293p
- Corva, D., 2008, *Neoliberal globalization and the war on drugs : transnationalizing illiberal governance in the Americas*, Political Geography, 27 (2), p176-193
- Courtwright, T.D., 2001, *Forces of habit : Drugs and the Making of the modern world*, Harvard.
- Couvrat, J.,F., Pless, N., 1989, *La face cachée de l’économie mondiale*, Paris, Hatier, 355p.
- Cresswel, T., 1996, *In Place / out of place : geography, ideology and transgression*, Minneapolis, University of Minnesota press
- Croix Rouge, 2007, *Hoping for change in Haiti’s Cité Soleil*, International Red Cross, http://www.redcross.int/EN/mag/magazine2006_2/10-11.html.
- Croes, R., Alam, L., M., 1990, D., « The decolonization of Aruba within the Netherlands Antilles », in Sedoc-Dahlberg, B., *The Dutch Caribbean – prospects for democracy*, Gordon and Breach, p81 - 102
- Cruse, J.-P., 1997, *Les combines des voleurs et comment s’en défendre*, Editions du Rocher, 280p.
- Cruse, R., 2006, *Les îles de l’Antimonde*, Géographie et Culture N°57, p71-86

- Cruse, R., 2007, "Coopérations informelles au coeur de l'Antimonde Caraïbe", in Taglioni, F., Théodat, J.-M., *Coopération et intégration, perspectives panaméricaines*, Paris, L'Harmattan.
- Cruse, R., 2008, *Médailles d'or jamaïcaines*, Le Monde Diplomatique, Août 2008.
- Cruse, R., Figueira, D., Labrousse, A., 2008, *Evolutions récentes de la géopolitique de la cocaïne*, L'Espace Politique, 4, 2008-1.
- Cuellar, F., R., 2005, *The profits of extermination, how U.S. Corporate power is destroying Colombia*, Monroe, Maine, Common Courage Press, 142p
- Danielou, A., 1992, *Mythes et dieux de l'Inde, le polythéisme hindou*, Paris, Champs Flammarion, 643p.
- Danticat, E., 2003, "No greater shame", in Chin, P. et alii (Eds), *Haiti, a slave revolution, 200 years after 1804*, International Action Center, New York
- Davis, M., 2006, *Planet of slums*, Londres, Verso, 230p.
- Davis, O., et Anderson, P., 1987, *The impact of crisis and ajustment on low income urban women in Jamaica in the invisible adjustment*, Vol 2., UNICEF
- Davis, S., et Simon, P. 1983, *Reggae International*, Alfred a Knopf, 323p.
- De Brie, C., 2000, *Descente aux enfers des paradis, dans l'archipel de la criminalité financière*, Le Monde Diplomatique, Avril 2000, http://www.monde-diplomatique.fr/2000/04/DE_BRIE/13640
- De Certeau, M., 1984, *The practice of everyday life*, University of Carolina Press, Berkeley
- De la Beche, H., T., 1825, *Present Conditions of the Negroes of Jamaica*, cité in Abraham, R., et Szwed (eds), J., 1983, *After Africa*, New Haven, Yale University Press, 350p.
- Delaigue, A., 2008, *Paul Krugman, prix nobel d'économie 2008*, <http://econoclaste.org.free.fr/dotclear/index.php/?2008/10/13/1406-paul-krugman-prix-nobel-d-economie-2008>
- Del Omo, R., 1979, *The Cuban revolution and the sruggle against prostitution*, Crime and social justice 12, p34-40
- Delpirou, A., Mackenzie, E., 2000, *Les cartels criminels, Cocaïne et héroïne : une industrie lourde en Amérique Latine*, Paris, Presses universitaires de France, 240p.
- Depestre, R., 2004, *Adresse aux Haïtiens d'aujourd'hui*, Le Monde Diplomatique, Avril 2004, <http://www.monde-diplomatique.fr/2004/04/DEPESTRE/11130#nh5>
- Depestre, R., 2006, *Rage de vivre, Œuvres poétiques complètes*, Paris, Seghers, 523p.
- DeRienzo, P., 1994, *Haiti's nightmare, the cocaine coup and the CIA connection*, The Shadow N°32, <http://globalresearch.ca/articles/RIE402A.html>
- Desse, M., et Hartog, T., 2003, *Zones franches, offshore et paradis fiscaux, l'antimonde légal*, Mappemonde N°4, p21-24
- De Soto, H., 1989, *The other path*, New York, Harper and Row
- Dew, E., 1994, *The trouble in Suriname, 1975 – 1993*, Library of Congress, 240p
- Diamond, J., 2006, *Effondrements, comment les sociétés décident de leur disparition ou de leur survie*, Paris, Gallimard.
- Dodman, D., 2004, *Feelings of Belonging? Young people's views of their surroundings in Kingston, Jamaica*, Children's Geographies 2 (2), p185 - 198

- Dolfus, O., 1997, *La mondialisation*, Paris, Presses de Sciences-Po
- Douglas, R., 1982, *Chains or Change*, Dominica, Roseau, 136p.
- Douglas, D., G., 1997, *Situational Analysis needs assessment and proposed models for treatment and rehabilitation of drug abusers*, Kingston
- Dromard, T., 2009, Antilles, un îlot anti-concurrentiel, Challenges, 26 février 2009, http://www.challenges.fr/magazine/evenement/0157-018972/antilles_un_ilot_anticoncurrentiel.html
- Dresse, M., et Hartog, T., 2003, *Zones franches, offshore et paradis fiscaux, l'antimonde légal*, Mappemonde N°4, p21-24
- Dreher, M., 1982, *Working men and Ganja, marihuana use in rural Jamaica*, Institute for the study of Human Issues, Philadelphia, 215p.
- D'Souza, D., 2002, *In praise of American Empire*, Christian Science Monitor, 26 avril 2002
- Dulles, F., 1954, *America's rise to World power, 1898-1954*, New York, Harper Torchbooks
- Duménil, G., Lévy, D., 2004, « Neoliberal dynamics : towards a new phase ? », In Van der Pijl, K., Assassi, L., Wigan, D., (Eds), *Global Regulation : Managing crisis after the imperial turn*, New York, MacMillan, p41-63
- Dunkel, G., 2003, US embargoes against Haïti, from 1806 to 2003 in Chin, P. et alii (Eds), *Haiti, a slave revolution, 200 years after 1804*, International Action Center, New York
- Dupuis, M.-C., 1998, *Finance criminelle : comment le crime organisé blanchit l'argent sale*, Paris, PUF, Coll. : « criminalité internationale », 230p.
- Dupuy, A., 1989, *Haiti in the world economy : class, race, and underdevelopment since 1700*. Boulder, Westview Press.
- Du Tertre, J., B., 1958, « Concerning the Natives of the Antilles », in McKusick, M., et Verin, P. (traducteurs), *Histoire Générale des isles de S. Christophe, de la Guadeloupe, de la Martinique et autre dans l'Amérique*, vol. 4, p1 – 42
- Einstein, A., 1949, *Why Socialism ?* Monthly Review,1, <http://monthlyreview.org/598einstein.php> .
- Epstein, J. 1990, *Agency of fear : opiates and political power in America*, Verso, NY
- Escobar, A., 2001, *Culture sits in places : reflections on globalism and subaltern strategies of localization*, Political Geography, 20(2), p139-174
- Escotado, A., 1996, *A Brief History of drugs, from the stone age to the stoned age*, Inner Traditions, Vermont, 168p.
- Evans, C., 1967, "The lack of archeology on Dominica", in Rippley, B., (Ed), *Proceedings of the 2nd international congress for the study of pre colombian cultures in the lesser Antilles*, Barbados, Barbados Museum and Historical Society, p93-102
- Farge, A., 1992, *Vivre dans la rue à Paris au XIII^e siècle*, Paris, Folio, 248p
- Farmer, P., 2003, *Haïti, l'embargo et la typhoïde. Le profit contre la santé*, Le Monde Diplomatique, Juillet 2003, <http://www.monde-diplomatique.fr/2003/07/FARMER/10230>
- Farmer, P., 2004, "What happened in Haiti ?" in Chomsky, N., Farmer, P., Goodman, A., (Eds.), *Getting Haiti right this time, the US and the coup*, Monroe, Common Courage Press, p11-36
- Farmer, P., 2006, *The uses of Haiti*, Monroe, Common Courage Press, 478p.
- Fass, S., M., 1990, *Political Economy in Haïti : the drama of survival*, New Brunswick, Transaction.

- Fields G., 1975, *Rural-Urban Migration, Urban Unemployment and Underemployment and Job Search Activity in Less Developed Countries*, Journal of Development Economics, Juin 1975
- Figueira, D., 1997, *Cocaine and the economy of crime in Trinidad and Tobago*, HEM Enterprises, Freeport, Trinidad, 94p.
- Figueira, D., 2000, *The performance of the criminal justice system of Trinidad and Tobago in its war on illicit drugs – 1993 – 1999*, UWI Paper, St Augustin, Trinidad, 33p.
- Figueira, D., 2002, *Jihad in Trinidad and Tobago, July 27, 1990*, New York, Writer Club Press, 192p.
- Figueira, D., 2004, *Cocaine and Heroin Trafficking in the caribbean*, Vol I, Trinidad, Guyana, Jamaica, New York, Iuniverse Inc., 213p.
- Figueira, D., 2006, *Cocaine and Heroine trafficking in the Caribbean, Vol 2, The case of Haiti, the Dominican Republic and Venezuela*, New York, IUniverse, 147p.
- Figuroa, M., Sives, A., 2003, “Garrison politics and criminality in Jamaica, Does the 1997 election represent a turning point ?”, in Harriott, A., (Ed.), *Understanding crime in Jamaica, new challenges for public policies*, Kingston, University of the West Indies Press, p63-89.
- Figuroa, M., Harriott, A., Satchell, N., 2007, “The political economy of Jamaica’s inner city violence”, in Jaffe, R., *The Caribbean City*, Ian Randles Publishers, Kingston, 400p.
- Fine, B., Saad-Filo, A., 2003, *Marx’s Capital fourth edition*, Pluto Press, 216p.
- Fitzgerald, G., 1990, *Dispatches from the Drug War*, Common Cause Magazine, p13-19
- Flutsy, S., Dittmer, J., Gilbert, E., Kuus, M., 2008, *Interventions in banal neoimperialism*, Political Geography, 27 (6), Août 2008, p617 – 629
- Foreign Affairs Division, 1975, *Instances of use of US Armed Forces Abroad, 1798 – 1945*, Congressional Research Service, Library of Congress, US Government Printing Office, Washington D.C. cité dans Blum, W., 2005
- Foucault, M., 1975, *Surveiller et punir, naissance de la prison*, Paris Gallimard, 320p
- Foucault, M., 2001, « *Des espaces autres* », dans « *dits et écrits II (1976 – 1988)* », Paris Gallimard, p.1571-1575
- Fouda, D., 2008, *La Lettre du Continent*, n°542, 5 juin 2008
- France 24, 31 octobre 2007, interview accordée à Ulysse Gosset, <http://www.france24.com/france24Public/fr/archives/debats/20071030-Talk-de-Paris-paul-biyapresident-cameroun.php>
- Frémont, A., 1976, *La région, espace vécu*, Paris, Flammarion
- Friman, R., H., 1996, *Narco Diplomacy : Exporting the US war on Drugs*, New York, Cornell University Press, 170p.
- Gage, A., 1997, *A day for the hunter, a day for the prey, popular music and power in Haïti*, Chicago, University of Chicago Press, 276p.
- Galéano, E., 1978 (2001), *Les veines ouvertes de l’Amérique Latine*, Paris, Pocket, 447p.
- Galeano, E., 1998 (Réed de 1988), *Memory of fire III, Century of the wind*, New York, W.W. Norton & Company, 315p.
- Gamlen, A., 2008, *The emigration state and the modern geopolitical imagination*, Political Geography, 27 (8), p840 – 856
- Gay, J.-Ch., 1995, *Les discontinuités spatiales*, Paris, Economica, Coll Geo poche, 112p.

- Gay, J.-Ch., 2006, "Transport et mise en tourisme du Monde", Cahiers de Géographie, Collection EDYTEM, N°4, p11-22.
- Gay, J.-Ch, dans Equipe MIT, 2009 (à paraître), *Le tourisme, acteurs lieux et enjeux*, T2., Paris, Belin.
- Gély, S., 2002, « L'île comme concrétisation ambivalente de l'utopie, de Platon à Thomas More », in Pelletier, M., *les îles du mythe à la réalité*, Toulouse, Editions du CTHS, p67-80
- Geoff, S., 2004, *Colombia, a brutal history*, SAQI, Londres, 384p
- George, H., 1879 (Ed. 2006), *Progress and poverty : an inquiry into the cause of industrial depressions and of increase of want with increase of wealth : the remedy*, New York, Cossimo Classics, 420p.
- Gibson, K., 2003, *The cycle of racial oppression in Guyana*, New York, University Press of America, 97p
- Giles, D., 1999, *Measuring the hidden economy*, the economic journal, 109 : 456, p370-382
- Gilroy, P., 1993, *The black Atlantic : modernity and double consciousness*, Cambridge, Mass : Harvard University Press, 255p.
- Goodman, A., Scahill, J., 2004, "Haiti's lawyer : US is arming Anti-Aristide Paramilitaries", in Chin, P. et alii (Eds), *Haiti, a slave revolution, 200 years after 1804*, International Action Center, New York
- Gootenberg, P., 1999, *Cocaine : Global Histories*, New York, Routledge, 215p.
- Gootenberg, P., 2004, "La filière coca du licite à l'illicite : grandeur et décadence d'une marchandise internationalisée", in *Géopolitique des drogues illicites*, Hérodote N°112, 1^{er} trimestre 2004
- Gottmann, J. (dir.), 1980, *Centre and periphery, Spatial variations in politics*, Beverly Hills, Sage Publications
- Government of Jamaica, 1996, *National Industry Policy – Growth and prosperity : the way forward*.
- Gray, O., 1991, *Radicalism and social change in Jamaica, 1960-1972*, Knoxville : University of Tennessee Press, 289p.
- Gray, O., 2003, *Badness-Honour*, in Harriott, A., Ed, *Understanding crime in Jamaica*, New Challenges for Public Policy, Kingston, UWI Press, p. 13-47.
- Greene, G., 1966, *The comedians*, Penguin Classics, 288p.
- Greene, R., 2000, *The 48 laws of power*, Penguin Books, 448p.
- Gregory, D., 2004, *The colonial present : Afghanistan, Palestine, Irak*, Blackwell, Oxford
- Gregory, S., 2007, *The devil behind the mirror, Globalization and politics in the Dominican Republic*, London, Los Angeles, Berkeley, University of California Press, 283p.
- Griffith, I, 1993, *Some security implications on Commonwealth Caribbean Narcotics operations*, Conflict Quarterly 13, Spring, p25-45
- Griffith, I., 1997, *Drugs and security in the Caribbean, Sovereignty under siege*, Penn State Press, 295p.
- Griffith, I., L., 2004, *Caribbean sécurité in the age of terror : Challenge and change*, Ian Randle Publishers, 584p.
- Guevara, E., 1961, *Cuba : Historical exception or vanguard in the anticolonial struggle ?* Discours prononcé le 9 avril 1961, <http://www.marxists.org/archive/guevara/1961/04/09.htm>
- Guevara, E., 1965, *Discours prononcé lors de la conférence Afro-Asiatique tenue à Alger le 24 février 1965*, <http://www.marxists.org/archive/guevara/1965/02/24.htm>
- Gunst, L., 1995, *Born Fi Dead, a journey through the jamaican posse underworld*, Owl Book, NY, 246p.

- Gurrey, B., 2009, *Guadeloupe : Un pré-rapport détonnant sur la filière pétrolière*, le Monde, 9 février 2009, http://mobile.lemonde.fr/societe/article/2009/02/09/guadeloupe-un-prerapport-detonnant-sur-la-filiere-petroliere_1152592_3224.html
- Gutiérrez, G., 2004, *The power of the poor in History*, Wipf & Stock Publishers, 256p.
- Haiti Progress Staff, 1990, "Crushing Victory for Aristide despite Bazin maneuvers", in Chin, P. et alii (Eds), *Haiti, a slave revolution, 200 years after 1804*, International Action Center, New York
- Halimi, S., 2008, *Quand le « Wall Street Journal » en appelle à l'Etat*, Le Monde Diplomatique, Novembre 2008, <http://www.monde-diplomatique.fr/2008/11/HALIMI/16457#nb1>
- Hamid, A., 2002, *The Ganja Complex, Rastafari and Marijuana*, Lexington Books, NY, Oxford, 210p.
- Harel, X., 2006, *Pillage à huit, comment une poignée d'initiés siphonne le pétrole africain*, Paris, Fayard
- Harel, X., 2007, *La corruption aime l'ombre*, Tax Justice focus, le bulletin trimestriel du réseau pour la justice fiscale, n°3, volume 3
- Harris, W., 1962, *The whole armour*, Londres, Faber and Faber, 134p.
- Harris, W., 1970 (ed. de 1995), *History, fable & myth in the Caribbean*, New York, Calaloux Publications, 50p.
- Harris, W., 1976, *Genesis of the clowns*, Londres, Faber and Faber Limited, 149p.
- Harris, R., Wahba, M., 2002, *The urban Geography of low-income housing : Cairo (1946 - 1996) exemplifies a model*, International Journal of Urban and Regional Research, N°26, mars 2002, p. 51-67
- Hart, K., 1973, *Informal Income Opportunities and Urban Employment in Ghana*, Journal of Modern African Studies, Vol 11, N°1
- Hart, R., 1996, Interview in Sives, A., 2003, "The historical roots of violence in Jamaica, the Hearne Report 1949", in Harriott, M., *Understanding crime in Jamaica, New challenges for public policies*, Kingston, Jamaica, UWI Press, p49-61
- Harriot A., 2003, *Social Identities and the escalation of homicidal Violence in Jamaica*, in Harriot, A., (ed) *Understanding crime in Jamaica, new challenge for public policies*, Kington Jamaica, UWI Press, p89-112.
- Harvey, D., Sibley, D., 1995, *Geographies of exclusion : society and difference in the West*, Londres, Routledges
- Harvey, D., 2000, *Spaces of Hope*, Edinburgh University Press
- Harvey, D., 2005, *Spaces of neoliberalization : towards a theory of uneven geographical development*, Franz Steiner Verlag, Stuttgart, 132p.
- Harvey, D., 2007, *A brief history of neoliberalism*, Oxford, Oxford University Press, 246p
- Harvey, R., 2007, *Caliban and the Yankees, Trinidad and Tobago and the US occupation*, University of North Carolina Press, 259p.
- Headley, B., D., 1988, « « War ina Babylone » : Dynamics of the jamaican drug economy » Social Justice 15, N°3, p61-86
- Headley B., 1996, *The Jamaican crime scene, a perspective*, Howard university press, Washington DC, 164p
- Heinl, N., et Heinl, R., 1978 (2nd etition révisée 2005), *Written in blood, the story of the Haitian people 1492 – 1995*, University Press of America, 882p
- Hénocque, G., 2002, *Elisée Reclus*, Editions libertaires, Graines d'Ananar, Oléron, 48p

- Hernandez, A., B., 2002, *L'Empire de la liberté*, Paris, Syllepse
- Hernandez, R., 2002, *The mobility of workers under advanced capitalism*, New York, Columbia University Press.
- Hindess, B., 2004, « Liberalism : what's in a name », in Larner, W. (Ed), *Global Governmentality*, Routledge, Londres
- Hobsbawm, E., 1985, *Workers, Worlds of Labor*, Pantheon, 369p
- Hobsbawm, E., 2000, *Bandits*, New York, The New Press, 225p
- Holder, J., 1993, *Getting the most from the cruise tourism for the Caribbean*, adress to the conference at Cooper Lybrand International, Barbados.
- Houssay-Holzschuch, M., 2006, *Antimondes, Géographie sociale de l'invisible*, in *Geographie et Culture* n°57, printemps 2006, p3-8
- Howard, D., 2005, *Kingston : A Cultural and Literary History*, Kingston, Ian Randle Publisher
- Huntington, S., 1997, *The Erosion of American National Interest*, Foreign Affairs, Septembre 1997, <http://www.foreignaffairs.org/19970901faessay3794/samuel-p-huntington/the-erosion-of-american-national-interests.html>
- Hurault, J.-M., 1972, *Français et Indiens en Guyane*, Paris, Union Générale d'Éditions, 437p.
- Hylton, F., 2006, *Evil hour in Colombia*, London, Verso, 170p.
- IDB, 2000, *Challenges of capacity development. Towards sustainable reforms of Caribbean Justice sector*, Vol 1.
- Illitch, I., 2004, *Ivan Illitch : Œuvres complètes*, Vol I, Paris, Fayard
- Illitch, I., 2005, *Ivan Illitch : Œuvres complètes*, Vol II, Paris Fayard
- International Labour Office (ILO), 1972, *Employment, Incomes and Equality. A Strategy for increasing productive employment in Kenya*, Genève
- ILO, 2008, *Income inequalities in the age of financial globalization*, International Institute for labour studies, Geneva, 181p, <http://www.ilo.org/public/english/bureau/inst/download/world08.pdf>.
- Inter-American Development Bank (IDB), 2006, *IDB Country Strategy Jamaica*, document of the IDB, 26p.
- Inter American Development Bank (IDB), 2007, *Remittances to Haiti topped \$1.65 billion in 2006* says IDB fund, IDB Press release, 2p.
- Inter American Development Bank (IDB), 2007b., *Remittances to Latin America and the caribbean to top \$100 billion a year by 2010*, IDB fund says, IDB Press release, 1p.
- Inter American Development Bank (IDB), 2007c., *Beyond Small Change, making migrants remittances count*, IDB publication, Washington, 432p.
- Inter American Development Bank (IDB), 2007d., *Remittances to Latin America and the caribbean 2006*, Washington, IDB publication, 1p.
- International Human Rights Law Clinic, 2002, *Unwelcome Guests : A Study of Expulsions of Haitians and Dominicans from Haitian Descent from the Dominican Republic to Haiti*, Berkeley, University of California
- IQuébec, 2006, *Pétrole contre nourriture : des irakiens déposent une plainte collective contre PNB-Paribas*, <http://web.iquebec.com/actu/economie/60735>)

- Isacson, A., Olson, J., Haugard, L., 2004, *Blurring the lines*, Latin American Working Group, Center for International Policy and Washington Office on Latin America
- Itzigsohn, J., 2000, *Developing poverty, the State, labor market deregulation, and the informal economy in Costa Rica and the Dominican Republic*, Pennsylvania State University Press, 197p.
- Jacquiau, C., 2007, *Max Havelaar ou les ambiguïtés du commerce équitable*, Le Monde Diplomatique, Septembre 2007, <http://www.monde-diplomatique.fr/2007/09/JACQUIAU/15101>
- Jaffe, R., Rhiney, K., Francis, C., 2008, *Contested Spaces, Contesting Identities ? Graffiti, Space and Power in Kingston, Jamaica*, Paper Presented at the annual meeting of the association of American Geographers, Boston, Massachusetts, April 15 – 19, 2008
- Jagan, C., 1966, *The West on Trial*, Londres.
- Jamaica Labour Party 1993, *Report on election malpractices : general elections*, 30 Mars 1993, Kingston JA, JLP, 156p.
- James, C.L.R., 1963, *The black Jacobins, Toussaint Louverture and the San Domingo revolution*, Vintage books edition, Random House, New York, 423p.
- James, C.,L.,R., 1950 *State Capitalism and World Revolution*, Londres, Charles H Kerr publisher, 140p.
- James, G., A., 1997, *International Drug Trafficking control and the real addiction in the capitalist world system : an alternative approach for the analysis of the global drug traffic crisis*, International Relations Ph.D Thesis, St Augustin, Trinidad, University of the West Indies, 524p.
- Jelsma, M., 2001, *Vicious circle, the chemical and biological « war on drugs »*, Transnational Institute, Amsterdam, Mars 2001.
- Kagan, R., 1986, *The Benevolent Empire*, Foreign Policy, Washington DC, été 1998, cité dans Blum, W., 2005
- Kaldor, M., 1999 (Réed 2007), *New and old wars : organized violence in a global era*, Stanford University Press, 256p.
- Kay, C., 1989, *Latin american Theories of Development and Underdevelopment*, London, Routledge
- Katz, D., 2003 *Solid Foundation : an oral history of Regge*, New York, Bloomsburry, 393p.
- Kerr, J., 1993, *General elections 1993 : Report of the Ombudsman for political matters*, Kingston Jamaica, 126p.
- Kerns, W., Fleurimond, 2003, “The Haitian flag – birth of a symbol”, in Chin, P. et alii (Eds), *Haiti, a slave revolution, 200 years after 1804*, International Action Center, New York,, p1-17.
- Kinlocke, R., 2008, *Fear of crime, Demographic Identity and gated communities in the Kingston Metropolitan Area*, Paper presented at the annual meeting of the association of american geographers, Boston, Massachusetts, April 15 - 19
- Kissinger, H., 2002, Chicago Tribune, 11 aout 2002
- Klak, T., 1995, *A framework for studying Caribbean industrial policy*, Economic Geography, 71(3), p297-317
- Klak, T., 1998a., *Is the neoliberal industrial export model working ? An assessment from the eastern Caribbean*, European Review of Latin American and Caribbean Studies, 65 ; Potter et alii, 2004
- Klak, T., 1998b., *Gobalization and Neoliberalism : the Caribbean Context*, Rowman & Littlefield, Lanham, Maryland
- Klein, A., Day, M., Harriot, A., 2004, *Caribbean Drugs*, Londres, New York, Zed Books
- Kleinfeld, D., 2004, *International practical tax planning*, Vol I, New York, Practical Law Institute, 1648p.
- Krugman, P., Obstfeld, M., 2000, *International Economics – Theory and Policy*, 5e édition

- Kuhn, T., 1962, *La structure des révolutions scientifiques*, Paris, Flammarion
- Labat, J.-B., 1728 (Réédition de 2001), *Nouvelle relation de l'Afrique Occidentale*, Adamant Media Corporation, 420p
- Labat, J., B., 1931, *The memoirs of Père Labat, 1693 – 1705*, London, Constable and Co
- Labrousse, A., Verschave, F.-X., 2002, *Les pillards de la forêt, exploitations criminelles en Afrique*, Marseille, Agone
- Labrousse, A., Delpirou, A., 1986, *Coca-Coke, La découverte*, Paris.
- Labrousse A., 1991, *La drogue, l'argent et les armes*, Paris Fayard
- Labrousse, A., 1992, « Drogues et droits de l'homme dans le Tiers-Monde », p81-91.
, in *Drogues et droits de l'Homme*, F. Caballero (dir), collection les empêcheurs de penser en rond, Paris, 153p
- Labrousse, A. 1996, « Colombie-Pérou. Violence politique et logique criminelle », in Ruffin J.-C. (ed), 1996, *Economies de guerres civiles*, Paris, Hachette/Pluriel.
- Labrousse, A., 2003, *Dictionnaire géopolitique des Drogues*, De Boeck, Bruxelles, 745p.
- Labrousse, A., 2004a., « Le rôle de la drogue dans l'extension territoriale des FARC-EP, 1978-2002 » in *Géopolitique des drogues illicites*, Hérodote N°112, 1^{er} trimestre 2004.
- Labrousse, A., 2004b., *Géopolitique des drogues*, Paris, PUF, coll. « QSJ », n°3693, 127p.
- Labrousse A., *Géopolitique et géostratégies des drogues*, Paris, Economica, 1996
- Labrousse A., *Drogues un marché de dupe*, Paris, Alternatives, 2000
- Lacoste, Y., 1965, (1985, 1989, 2001) *Géographie du sous-développement*, Presses Universitaires de France, *Quadrige*
- Lacoste, Y., 1981, *Elisée Reclus*, Herodote N°22, Editorial.
- Lacoste, Y. 1986, « Géographie et géopolitique », in Auriac, F., Brunet, R., 1986, *Espaces, jeux et enjeux*, Paris, Fayard, p288-294.
- Lacoste, Y., 1996, *Vingt ans de géopolitique, 1976 – 1996*, Paris, La Découverte, revue Hérodote, 93p.
- Lacoste Y., 2001, *Géopolitique de la méditerranée*, Paris, La Découverte, Revue Hérodote, 203p.
- Lacoste, Y., 2003, *De La géopolitique aux paysages, dictionnaire de la Géographie*, Paris, Armand Collin, 413p.
- Lacoste, Y., 2004, « Le cancer des drogues illicites », Hérodote N°112, 1^{er} trimestre 2004, *Géopolitique des drogues illicites*.
- Lacoste, Y., 2008 , « La Géographie, La Géopolitique et le raisonnement géographique », Hérodote 130 (3), *Géographie, guerres et conflits*, p17-42
- Lafeber, W., 1993, *Inévitable révolutions*, Norton & Company, 452p.
- Laguerre, M., S., 1976, *Belair, Port-au-Prince : from slave and maroon settlement to contemporary ghetto*, Anthrosource, Latin American Anthropology Group Contributions, Vol 1., p26-37.
- Lamrani, S., 2003, *Le Lobby cubain aux Etats-Unis de 1959 à nos jours*, Université Sorbonne Nouvelle, mémoire de DEA, 89p.
- Langer, J., 1979, *International practical tax planning*, Vol II, New York, Practical Law Institute,
- Latin American Bureau, 1984, *Guyana Fraudulent Revolution*, Nottingham, Russel Press, 106p

- Latouche, S., 1984, *Faut-il refuser le développement ?*, Paris PUF.
- Latouche, S., 1989, *L'occidentalisation du monde : essai sur la signification, la portée et les limites de l'uniformisation planétaire*, la Découverte.
- Latouche, S., 1991, *La planète des naufragés*, La Découverte
- Laugston, R., M., Sibbles, M., 1975, *A critical and historical analysis of the dangerous drugs legislation of Jamaica as it relates to Ganja*, Master of Law In Society, Mona, Kingston Jamaica, University of the West Indies, 36p.
- Lavige, L., Bernardi, C., 2003, *Tendance Rasta*, Paris, Musique & Cie, 329p
- Lebleux, D., Quéré, S., Rauffer, X., 2007, *La cocaïne en expansion en Europe*, European Coalition for just and Effective Drug Policies (ENCOD), www.encoded.org/info/LA-COCAINE-EN-EXPANSION-EN-EUROPE.html
- Lecoq, D., 1997, « Les îles aux confins du Monde » in *Îles des merveilles : mirage, miroir, mythe*, colloque de Cerisy, Ed. D. Reig, L'Harmattan, p13-32
- Lee, H., 1999, *Le premier rasta*, Etonnants voyageurs, Flammarion, 367p.
- Lee, H., 2004, *Voir Trench Town et mourir*, Paris, Flammarion, 395p.
- Le Franc, E., (Ed.), 1994, *Consequences of Structural Adjustment : a review of the Jamaican experience*, Kingston, Jamaica, Canoe Press, 202p.
- Lemoine, M., 2004, *Haiti : Titide's downfall, from prophet of the slums to controlling ruler*, Le Monde Diplomatique, English Edition, <http://mondediplo.com/2004/09/09haiti>
- Leservoisière, L., 1990, *Les Paradis Fiscaux, Que sais-je ?*, Paris PUF
- Levitt, K., 1996, *From decolonization to neoliberalism, what have we learned about economical development ?*, Georges Beckford Foundation, Kingston 5, 28p.
- Levy, C., 1980, *Emancipation, Sugar and federalism : Barbados and the West Indies, 1833-1876*, Gainesville : University of Florida Press
- Lévy, J., Lussault, M. (dir.), 2003, *Dictionnaire de Géographie et de l'espace des sociétés*, Paris, Belin, 1032p.
- Levi-Strauss, C., 1952, *Le racisme devant la science*, Paris Unesco
- Levy Strauss, C., 1990 (ed. originale de 1962), *La pensée sauvage*, Agora, Press Pocket, 347p
- Levitt, S., D., Dubner, S., J., 2005, *Freakonomics, a rogue economist explores the hidden side of everything*, HarperCollins Publisher, New York, 320p
- Lewis, A., 1950, *The industrialization of the British West Indies*, Caribbean Economic Review, 2, p1-39
- Lewis, A.W., 1954, *Economic Development with Unlimited Supply of Labour*, The Manchester School of Economic and Social Studies, vol. 22 n°2.
- Lewis, G., 1983, *Main currents in Caribbean Thought : the historical evolution of caribbean society in its ideological aspects, 1492-1990*, Baltimore John Hopkins University press
- Lewis, A.W., 1954, *Economic Development with Unlimited Supply of Labour*, The Manchester School of Economic and Social Studies, vol. 22 n°2
- Lewis, A., W., 1955 (Ré-édition 2003), *Theory of Economic Growth*, Londres, Routledge.

- Leymarie, P., 2009, *Comment les armées se préparent au combat urbain*, Le Monde Diplomatique , mars 2009, <http://www.monde-diplomatique.fr/2009/03/LEYMARIE/16937>
- Liley, P., 2003, *Dirty Dealing, the untold truth about global money laundering, international crime and terrorism*, London ; Kogan, 272p.
- Lloyd, B., Levitt, K., Girvan, N., 1968, *Export propelled industrialization in an ideal type of accounting framework for plantation economy further modified*, The Caribbean, Vol III.
- Lloyd-Evans, S, Potter, R., B., 1992, *The informal sector of the economy in the Commonwealth Caribbean* , Bulletin of Eastern Caribbean Affairs 17, p26-40
- Lloyd-Evans, S, Potter, R., B., 2002, *Gender, Ethnicity and the informal sector in Trinidad* , Ashgate, Aldershot
- Lobe, J., 2003, *Pentagon moving swiftly to become « Globocop »*, Foreign Policy in focus, 12 Juin 2003, <http://www.fpif.org/commentary/2003/0306globocop.html>
- Locke, J., 1690 (Ed. 1980), *Second treatise of government*, Hackett Publishing Company, coll politicoologia, 148p.
- Lomnitz, L., 1975, *Como Sobreviven los marginados*, Mexico, SigloXXI Editores
- Lorne M., Davidson, W., 2002, *Ites of reasoning on Rastafari*, St Andrew Stony Hill, Berhanena Selam Printing Press, 298p.
- Losson, C., 2007, *La diplomatie Française en pleine hypocrisie*, Libération, 28 septembre 2007
- Lovelace, E., 1979, *The dragon can't dance*, New York, Persea Books, 240p.
- Lovelace, E., 1996, *Salt*, London, Faber and Faber, 260p.
- Low, S., M., 2001, *The edge and the center : gated communities and the discourses of urban fear*, American Anthropologist 103 (1), p45-58
- Low, S., et Lawrence - Zuniga, D., 2003, *the anthropology of space and place : locating culture*, Oxford, Blackwell Readers in Anthropolgy
- Lumpe., L., 2002, *US Foreign Military Training : Global Reach, Global Power, and Oversight Issues*, May 2002, http://www.foreignpolicy-infocus.org-papers-miltrain-index_body.html
- Lundhal, M., 1983, *The Haitian economy : man land and markets*, New York, St Martin's Press.
- Lundy, P., 1999, *Debt and adjustment : social and environmental consequences in Jamaica*, Studies in Green, London, Ashgate, 256p.
- Lusanne, C., Desmond, D., 1991, *Ripe dream blues : racism and the war on drugs*, Boston, South End Press,
- McAllister, S., D., Christian, R., T., Horowitz, M., P., Garcia, A., Desprez, P., Y., 2007, « *Cannabidiol as a novel inhibitor of id-1 gene expression in agressive breast cancer cells* », Mol. Cancer Ther, California Pacific Medical Center Research Institute <http://www.ncbi.nlm.nih.gov/pubmed/18025276>
- Maccaglia, F., 2005, *Gouverner la ville : approche géographique de l'action publique à Palerme*, Thèse, Paris, Université Paris X-Nanterre, non publiée
- Major, R., 1870, *Selected Letters of Christopher Columbus with other originals documents relating to his four voyages to the New World*, London, Hakluyt Society
- Malik, Y.,K., 1970, *Socio-Political Perceptions and attitudes of East-Indians Elites in Trinidad*, The Western Political Quarterly 23(3) p 552-563

- Mars, P., Young, A., 2004, *Caribbean Labor and politics : legacies of Cheddi Jagan and Michael Manley*, Wayne State University Press, 266p.
- Massiah, J., 1989, *Women lives and livelihoods : a view from the commonwealth Caribbean*, World development 17.7, p965-977
- Mc Afee, K., 1991, *Storm signals, structural adjustment and development alternatives in the Caribbean*, Boston, South end press.
- McCoy, A., 2003, *The politics of heroin : CIA complicity in the global drug trade*, Lawrence Hill & Co, 734p.
- McCullough, D., 1977, *The path between the seas : the creation of the Panama canal 1870-1914*, Simon and Schuster, NY
- MacDonald, S.B., 1988, *Dancing on a volcano: the latin american drug trade*, New York, Praeger, 350p.
- McDowell, E., 1998, *Jamaica sweep off its welcome mat*, New York Times, 21 Juin, p21-24.
- MacFarquhar, N., 2008, *Upheaval on Wall Street stirs anger in UN*, International Herald Tribune, Paris, 24 septembre 2008
- Mahmud, S., Duyar-Kienast, U., 2001, *Spontaneous Settlements in Turkey and Bangladesh : Preconditions of emergence and environmental quality of gecekondu settlements and bustees*, Cities N°18, p272-294.
- Majeed, H., 2005, *Forbes Burnham, National Reconciliation and National Unity 1984 – 1985*, New York, Global Communities Publishing, 150p
- McKinley, W., 1892, *Speech in Boston*, the 4th of October 1892, MA William McKinley Papers, Library of Congress
- Mallaby, S., 2002, *The reluctant imperialist : Terrorism, Failed States and the case of the American Empire*, Foreign Affairs, 81(2)p2-7
- Mamou, Y., 2009, *Dans les paradis fiscaux, 20% des dépôts proviennent des pays en voie de développement*, Le Monde, 29 Juin 2009.
- Mangin, P., 1990, « *Le Libéralisme, l'utilitarisme et l'économie politique classique dans l'interprétation d'E. Halevy* », La découverte, Revue du Mauss n°10
- Manley, M., 1983, *Struggle in the periphery*, Londres, Writers and Readers, 259p
- Mapping the Media in the Americas, 2007, <http://www.mediamap.info/website/Colombiaarcmap/viewer.htm>
- Marcovitz, E., Myers, H.,J., 1944 (drogues)
- Marshall, D., 2002, *The new world group of dependency scholars : reflection on a Caribbean avant-garde movement*”, in Desai, V., Potter, R. (eds), *The companion to development studies*, Edward Arnold, London, p102-107
- Marshall, D., 2003, « *Governance and Re-regulation of offshore financial centers : (re)framing the confines of legitimate Debate and protest* », in Barrow-Giles, C., *Living at the borderlines : issues in Caribbean Sovereignty and Development* ; Kingston, Ian Randle Publishers, 554p
- Marty, P., Lepart, J., 2006, *La nature : un antimonde ?*, Géographie et Culture N°57, p86-102
- Maurel, C., 1980 (1992), *L'exotisme colonial*, Robert Laffont, 206p.
- Mayorga, L., Velasquez, P., 1999, “*Bleak Pasts, Bleak futures, Life paths of thirteen young prostitutes in Cartagena, Colombia*”, in Kempadoo, K., (Ed), *Sun, sex, and gold. Tourism and sex work in the Caribbean*, New York, Oxford, Boulder, Rowman & Littlefield Publishers, 356p
- Meeks, B., 1996, *Radical Caribbean*, Kingston, University Press of the West Indies, 176p.

- Meeks, B., 2000, *Narratives of resistance, Jamaica, Trinidad, the Caribbean*, Kingston, Jamaica, UWI Press, 240p.
- Meigho, K., 2003, *Politics in a half made society : Trinidad and Tobago, 1925-2002*
- Meyzonnier, P., 2000, *Trafics et crimes en Amérique centrale et dans les Caraïbes*, Paris, PUF, Ed. Criminalités internationales, 144p.
- Mezzerà, J., 1987, « *Abundancia como efecto de la escasez* », *Nueva Sociedad* 90, p106-117
- Mezzerà, J., 1992, *Subordinación y Complimentaridad : El Sector Informal Urbano en America Latina* », *Crítica y comunicación*, N°9, Lima Organización internacional del trabajo
- Michon, P., 2006, *Canary Wharf : un monde sans antimonde*, *Géographie et Culture* N°57, p123-140)
- Migdal, J. S., Schlichte, K., 2005, « Rethinking the state » in Schlichte, K., (Ed.), *The Dynamics of state. The formation and crisis of state domination*. Aldershot, Ashgate
- Milhaud, O., Morelle, M., 2006, *La prison entre Monde et Antimonde*, *Géographie et Culture* n°57, p.9-28.
- Mill, C., 1997, *Smadditizin*, *Caribbean Quaterly*, Vol 43, N°2, Juin, p54 – 55
- Milhaud, O., Morelle, M., 2006, *La prison entre Monde et Antimonde*, *Géographie et Culture* n°57, p.9-28.
- Milne, R., 1982, *Politics in ethnically bipolar States*, Vancouver : University of British Columbia Press.
- Mintz, S., 1974, « The origins of reconstituted peasantries », in Mintz, S., (Ed) *Caribbean Transformations*, Chicago, Aldine, p146-156
- Monga, C., 2001, « 1 FCFA = 0,00154 euro, macroéconomie du masochisme », in Ben Hammouda, H., *L'avenir de la zone franc : perspectives africaines*, Paris, Karthala
- More, T., 1516 (Ed. Révisée 2006), *Utopia*, Filiquarian Publishing, 128p.
- Morel, E., Mejia, M., 1998 (bidonville)
- Morris, S., 2005, *St Kitts : a plantation society 1624-1999*, UWI Thesis, 242p.
- Mullings, B., 1999, “*Globalization, Tourism, and the International Sex Trade*”, in Kempadoo, K., (Ed), *Sun, sex, and gold. Tourism and sex work in the Caribbean*, New York, Oxford, Boulder, Rowman & Littlefield Publishers, p55-80
- Munroe, T., 1972, *The Politics of Constitutional Decolonization*, Kingston : Institute of Social and Economic research, 223p.
- Musset, A., 1998, *L'Amérique centrale et les Antilles : une approche géographique*, Paris, Armand Collin, 192p.
- Musset, A. et alii, 2006, *Géopolitique des Amériques*, Nathan, 335p.
- Musto, D., 1987, *The American Disease : the origin of US Narcotic Control*, Oxford University Press
- Mutabaruka, 2002, *The first poems / The next poems*, Kingston, Paul Issa publications, 119p.
- Mycos, M., 2006, *The retreat of the upper and middle class to gated communities in the post structural adjustment era : the case of Trinidad*, *Environment and Planning*, 38 (1), p131 – 148
- Myers, R., A., 1978, “Ethnohistorical vs. Ecological Considerations : the case of Dominica’s Amerindians” in Benoist, J., B., Mayer, F., (Eds) *Proceedings of 7th International Congress for the study of Pre-colombian Cultures of the lesser Antilles*, Caracas, Venezuela, p325-341
- Naipaul, V., S., 1967, *The mimic Men*, New York, Mc Millan, 200p.

- Nettleford, R., 1972, *Identity, Race and Protest in Jamaica*, New York, William Morrow, 220p.
- Nettleford, R., 1993, « Inward Stretch outward reach : a voice from the Caribbean », in Barrow-Giles, C., 2003, *Living at the borderlines : issues in Caribbean sovereignty and development*, Kingston, Ian Randle Publishers, 554p.
- Nelson-Pallmayer, J., 1997, *School of Assassins*, New York, Orbis Book.
- Neptune, H., 2007, *Caliban and the Yankees, Trinidad and Tobago and the US occupation*, University of North Carolina Press, 259p.
- Neuwirth, R., 2006, *Shadow Cities*, Routledge, 335p.
- Nkrumah, K., 1965, *Neo-colonialism, the last stage of imperialism*, London, Thomas Nelson & sons
- National Intelligence Council, 2000, *Global Trends 2015*, Washington, Décembre 2000, cité dans Chomsky, N., 2006
- Navarro, J., C., 1995, “In search of the lost past : consensus lost in the 1980’s and 1990’s”, in Mc Coy, J., et alii (ed.), *Venezuelan Democracy under stress*, North South Center, p13 – 32
- Norton, A., 1978, *Shanties and Skyscrapers : Growth and Structure of Modern Kingston*, Working paper n°13, Kingston ISER
- NSA Archives, 2004, *US Intelligence listed president Uribe among « important Colombian narco-traffickers » in 1991*, Georges Washington University online archives
- O’Connell, J., Taylor, J., 1999, “Fantasy Island, exploring the demand for sex tourism”, in Kempadoo, K., (Ed), *Sun, sex, and gold. Tourism and sex work in the Caribbean*, New York, Oxford, Boulder, Rowman & Littlefield Publishers, p37-54
- Ohmae, K., 1985, *Triad Power*, Free Press, 240p.
- Ong, A., 1991, *The gender and labor politics of postmodernity*, Annual Review of Anthropology, 20, p279-309
- Orru, J.-F., 2001, dans Barret, J., (Dir.), 2001, Atlas illustré de la Guyane, Laboratoire de Cartographie de la Guyane, Institut d’Enseignement Supérieur de Guyane, Cayenne, 215p
- O’Shaughnessy, H., 1984, *Grenada : Revolution, invasion and aftermath*, Londres
- Ospina, H., 2007, *Les relents narco paramilitaires du président Uribe*, RISAL, <http://risal.collectifs.net/>
- Ott, K., 2002, *The underground economy in Croatia*, <http://www.ijf.hr/ops/PDF/ijf-ocp12.pdf>.
- Pantin, D., 1989, *The Colombian nightmare : drugs and structural adjustment*, Caribbean Affairs, Octobre – Novembre 1989, p141 – 145
- Pattullo, P., 2005, *The last resorts, the cost of tourism in the caribbean*, Latin American Bureau, Londres, 274p
- Pajaud, D., Lorenz, J., 2002, « Les îles dans l’imaginaire de l’homme : fondements géologiques », in Pelletier, M., *les îles du mythe à la réalité*, Toulouse, Editions du CTHS, p80-86
- Perez, B., 2007a, *Ces syndicalistes assassinés qui hantent les multinationales*, 28 Juillet 2007, www.lecourrier.ch)
- Perez, B., 2007b., Evo Morales : « la Bolivie n’a plus de maîtres, mais des partenaires », interview de Evo Morales, Genève, www.lecourrier.ch/index.php?name=NewsPaper&file=article&sid=436900&layout=article
- Perez Sainz, J.P., 1998, *The new faces of informality in Central America*, Journal of Latin American Studies, 30, 1 p 157-179

- Perkins, J., 2004, *Confessions of an economic hit man*, Plume Book, 303p.
- Perlman, J., 1976 *The myth of marginality : urban poverty and politics in Rio de Janeiro*, Berkeley and Los Angeles, University of California Press
- Peters, R., 1996, *Our Soldiers, Their cities*, Parameters, p43-50
- Pierre, M., 2000, *Bagnards, la terre de la grande punition. Cayenne 1852-1953*, col mémoires, Ed : Autrement, Paris, 262p.
- Pissarides, C., et Weber, G., 1989, *An expenditure-based estimate of Britain's black economy*, journal of public economics, 39(1) p17-32
- Plant, R., 1987, *Sugar and modern Slavery : A Tale of two Countries*, London, Zed Books, 177p.
- Platteau, J. P., 1978, « *Les économistes classiques et le sous développement* » PUF, Paris, Tome 1.
- Plummer, B., 1988, *Haiti and the great powers, 1902 – 1915*, Baton Rouge, Louisiana State University press
- Portes, A. et Walton, J., 1981, *Labor, class and the international system*, New York, Academic Press
- Portes, A., 1983, *The informal sector : definition, controversy, and relations to the national development*, Review 7 (Summer), p151-174
- Portes, A., Castells, M., Benton, L., 1989, *The informal economy, study in advanced and less developed countries*, John Hopkins University Press, 325p
- Portes, A., Schauffler, R., 1993, *Competing perspectives on the Latin American informal sector*, Population and development review n°19, p33-60
- Portes, A., 1994, « *When more can be less : labor standarts, development and the informal economy*, in Rakowsky, C. (Ed.), *Contrapunto : the informal sector debate in Latin America*, Albany, State University of New York Press, p113-130
- Portes, A., Itzigsohn, J., 1997, « *Coping with Change : the politics and economics of urban poverty* », in Portes, A., (Ed.) *The urban caribbean : transition to the new global economy*, Baltimore, John Hopkins University Press
- Post, K., 1978, *Arise Ye Starvelings : The Jamaican Labor rebellion of 1938 and its aftermath*, Vol 2, La Hague : Martinus Nijhoff, 223p.
- Potter, R., 2001, *Urban Castries, St Lucia revisited : global forces and local responses*, *Geography*, 86, p329-336
- Potter, R., Binns, J., Smith, D., 2004, *Geographies of development*, second edition, Pearson, 510p
- Powell, C., 2002, *Testimony to the Senate Foreign Relations Committee*, 5 février 2002
- Potter, R., Barker, D., Conway, D., Klak, T., 2004, *The Contemporary Caribbean*, Pearson Education, 496p
- Pourtier, R., 2001, *Afriques noires*, Hachette, Paris
- Premdas, R., 1972, *Elections and campaigns in a racially bifurcated State*, Journal of Interamerican Studies and World Affairs, 12(1)
- Premdas, R., 1996, *Ethnic conflict and Religion : the christian challenge of reconciliation*, Université de Notre Dame, Institute of Peace studies.

- Premdas, R., 2007, *Trinidad and Tobago, Ethnic conflict, Inequality and public sector governance*, UNRISD, 198p.
- Prins, N., 1984, *Notes on the Dominica banana industry*, Mimeo, Kingston, Jamaica.
- Program on International Policy Attitudes (PIPA), 2005, *News releases*, 6 avril 2005, cité dans Chomsky, N., 2006
- Proudhon, P., J., 1840 (Ed. 2000), *Théorie de la propriété*, L'Harmattan, Col. Les introuvables, 246p.
- Quijano, A., 1974, *The marginal pole of the economy and the marginalised force*, *Economy and Society*, 3.)
- Rabe S., 1982, *The road to OPEC : US Relations with Venezuela, 1919 – 1976* Texas Pan American Series ; Chomsky, N., 2006
- Reclus, E., 1864, *De l'action humaine sur la géographie physique. L'homme et la nature*, *Revue des deux mondes*, XXXIVe année, tome 54, p762-771
- Red Thread Women's Development Programme (RTWDP), 1999, « Givin' Lil' Bit fuh Lil' Bit », *Women and Sex Work in Guyana*, in Kempadoo, K., (Ed), *Sun, sex, and gold. Tourism and sex work in the Caribbean*, New York, Oxford, Boulder, Rowman & Littlefield Publishers, p 263-289
- Reddock, R., 1994, *Women, labour and politics in Trinidad and Tobago*, London, Zed Books.
- Reifer, T., Sudler, J., 1996, « The interstate system », in Hopkins, T., Wallerstein, I., (Eds.), *The age of transition : Trajectory of the World –System 1945-2025*, Atlantic Highlands, London
- Renard, J.-P., (Dir.) 1997, *Le géographe et les frontières*, Les Rendezvous-vous d'Archimède, 300p.
- Renelagh, J., 1986, *The agency : the rise and decline of the CIA*, New York, Schuster, 854p
- Rengert G., 1996, *The geography of illicit drugs* », Westviews
- Revelli, P., 2008, *Zone Franche*, *Le Monde Diplomatique*, Juin 2008, <http://www.monde-diplomatique.fr/2008/06/REVELLI/15975>
- Reyniers, A., 1995, *Les populations Tziganes et leurs mouvements dans les pays d'Europe centrale et orientale et vers quelques pays de l'OCDE*, Paris, OCDE
- Reuters, 2006, *Un juge fédéral juge recevable une plainte contre PNB-Paribas*, <http://www.paradisfj.info/spip.php?article43>
- Rhys, J., 1979, *Smile please : An unfinished autobiography*, New York, Harper and Row
- Ricardo, D., 1817 (ed de 1999), *Des principes de l'économie politique et de l'impôt*, Paris, Flammarion, 508p.
- Rist, G., 1996, *Le développement, histoire d'une croyance occidentale*, Presses de Sciences Po, 426p.
- Rivière, P., 2008, *Violences urbaines en Afrique du Sud*, *Le Monde Diplomatique*, Jeudi 22 mai 2008, <http://www.monde-diplomatique.fr/carnet/2008-05-22-Violences-en-Afrique-du-Sud>
- Roberts, B., 1989, *Employment Structure, life cycle, and life chances : forma land informal sectors in Guadalajara*, in Portes, A., Castells, M., Benton, L., *The informal economy*, Baltimore, John Hopkins University Press, p41-55
- Raeymaekers, T., 2009, *The silent encroachment of the frontier : A politics of transborder trade in the Semliki Valley (Congo-Uganda)*, *Political Geography*, Vol 28(1), January 2009, 55-65

- Rodney W., 1972, *How Europe Underdeveloped Africa*, Dar Es Salaam, Tanzania Publishing House, 316p.
- Rosière, S., 2007, *Géographie politique et Géopolitique, une grammaire de l'espace politique*, ellipses, 426p.
- Rosière, S., et alii, 2008, *Dictionnaire de l'espace politique : géographie politique et géopolitique*, A. Collin, 319p.
- Rostow, W., 1960 (Ré-ed. 2000), *The stages of Economic Growth: a non communist manifesto*, Cambridge University Press, 324p.
- Rotella, S., Kraul, C., 2007, *Blitzkreig : cocaine's invasion of West Africa*, Los Angeles Times, 11 avril 2007, article disponible en ligne sur <http://www.sharedresponsibility.gov.co/index.php?idcategoria=677>
- Rubin, V., Comitas, L., 1976, *Ganja in Jamaica, the effects of marijuana use* (sponsorisé par le Center for studies of narcotic and drug abuse and the national institute of mental health), Anchor books, Garden City NY, 214p.
- Rubin, V., (Ed), 1975, *Cannabis and Culture*, Mouton Publishers, The Hague, Paris, 600p.
- Rusche, G., Kirchheimer, O., 2003, *Punishment and social structure*, Transaction publishers, 268p.
- Russel, B., 1918, *Roads to freedom, socialism, anarchism and syndincalism*, Londres, Spokesman Books, 161p.
- Russel, W., 1999, *Flags of inconvenience : unions campaigns against some foreign ship registry*, New York Times, 22 Mai 1999.
- Ruffin, F., 2008, *Partage des richesses, la question taboue*, Le Monde Diplomatique, Janvier 2008, <http://www.monde-diplomatique.fr/2008/01/RUFFIN/15507>
- Ruffin, F., 2008b, *Un monde complexe ?*, Le monde diplomatique, Juin 2008, <http://www.monde-diplomatique.fr/2008/06/RUFFIN/15961>
- Rutledge, I., 2005, *Addicted to Oil*, Tauris, 288p.
- Safa, H., 1995, *The myth of the male breadwinner : women and industrialization in the caribbean*, Boulder, Westview press.
- Safa, H., 1999, *Free markets and the marriage market : structural adjustment, gender relations and working conditions among women workers*, Environment and planning, 31, p291-304
- Sainz Perez, J., P., 1994, *El dilemna del Nahual : Globalizacion, exclusion, y trabajo en Centro America*, San José, FLASCO
- Samuelson, P., Stolper, W., 1941, « Protection and Real Wages », *Review of Economic Studies*, 9: 58-73
- Samuelson, P., 2004, *Where Ricardo and Mill Rebut and Confirm Arguments of Mainstream Economists Supporting Globalization*, Journal of Economic Perspectives, été 2004.
- Sanders, R., 1990, *Narcotics, Corruption and development : the problems in the smaller islands*, Caribbean affairs 3, March april p79-92
- Sanguin, A.-L., 2007, Périphicité et ultrapériphicité insulaires dans l'Union Européenne, l'Espace Politique, n°2, <http://www.espacepolitique.org/numero2.php>
- Santos, M., 1975, *l'Espace partagé : les deux circuits de l'économie urbaine des pays sous-développés*, Paris

- Sassen-Koob, S., 1989, « New York city's informal economy », in Portes, A., Castells, M., Benton, L., *The informal economy*, Baltimore, John Hopkins University Press, p60-74
- Say, J. B., 1843, *Cours complet d'économie politique pratique*, Bruxelles, Société Typographique Belge, 1ere partie, chapitre XIII
- Searle, C., 1983, *Grenada, the Struggle against destabilization*, Londres
- Seecharan, C., 2005, *Sweetening bitter Sugar, Jock Campbell, the Booker Reformer in British Guyana*, Kingston, Miami, Ian Randle Publishers, 673p
- Seelal, N., 2003, *Cops to Crackdown on bush whe whe*, TNT Mirror 16 Février 2003
- Senzaki, N., 2005, *Cent Kôans zen*, Paris, Albin Michel, 283p.
- Servant, J.-Ch., 2006, *A Travers les Bidonvilles de la planète*, Le Monde Diplomatique, Juin 2006, <http://www.monde-diplomatique.fr/2006/06/SERVANT/13560#nb3>
- Servant, J.-Ch., 2008, *Affrontements très politiques au Kenya*, [Le Monde Diplomatique, Février 2008.](http://www.monde-diplomatique.fr/2008/02/SERVANT/13560#nb3)
- Sertima (Van de), I., 1976, *They came before Columbus*, New York, Random House Trade Paper backs, 280p.
- Sévilla, J., 2003, *Historiquement correct. Pour en finir avec le passé unique*, Paris, Perrin
- Schneider, F., Ensto, D., 2003, *The shadow economy : an international survey*, Cambridge, Cambridge University Press ; Schneider
- Schut, P.-O., 2006, *Les usages des grottes au fil du temps. De l'Antimonde à l'intégration au Monde*, Géographie et Culture N°57, p103-122
- Scott, J., 1990, *Domination and the art of resistance ; hidden transcripts*, New Haven, Yale University press, 269p.
- Sepulveda, L., 1992, *Le vieil homme qui lisait des romans d'amour*, Paris, Point, 120p
- Shaohua, C., Ravallion, M., 2004, *How have the poorest fared since the early 1980's*, The World Bank Research Observer, Vol 19., N°2, 168p.
- Schmallegger, F., Smykla, J., 2002, *Corrections in the 21st Century*, new York, MacGraw-Hill, 736p.
- Simons, G., 2004, *Colombia, a brutal history*, SAQI, London, 384p.
- Singa Boyenge, J.-P., 2007, *Base de données du BIT sur les Zones Franches d'Exportation*, <http://www.ilo.org/public/french/dialogue/sector/themes/epz/epz-db.pdf>
- Sives, A., 2003, "The historical roots of violence in Jamaica, the Hearne Report 1949", in Harriott, A., *Understanding crime in Jamaica, New challenges for public policies*, Kingston, Jamaica, UWI Press, p49-61
- Smith, A., 1776 (édition de 2000), *Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations*, Economica, 414p.
- Smith, Roger S. Smith (2002). *The Underground Economy: Guidance for Policy Makers?* The Canadian Tax Journal, 50, 1655-1661
- Sookram, S., 2005, *The hidden economy and tax evasion in Trinidad and Tobago*, Ph.D. Thesis, University of The West Indies, St Augustin, Trinidad, 240p.

- Southey, T., 1827, *Chronological History of the West Indies*, Vol 3, London, Longman, rees, Orme, Brown and Green
- Spinoza, B., (édition de) 1994, *Éthique*, Paris, Gallimard, 398p
- Sri Aurobindo, (réed. 1999), *The Human Cycle, Psychology of the Human development*, Lotus Press, 280p
- Sri Aurobindo, (réédition) 2006, *The Life Divine*, Sri Aurobindo Ashram, Pondichery, 1130p.
- Standing, G., 1989, « The « British experiment », adjustment or accelerated decline ? », in Portes, A., Castells, M., Benton, L., *The informal economy*, Batimore, John Hopkins University Press, p279 – 297
- STATIN, 1996, *Labor Force Survey*, the labor force, Kingston
- Stearn, W., 1975, “Classement du Cannabis Sativa”, in Rubin, V., (Ed), 1975, *Cannabis and Culture*, Mouton Publishers, The Hague, Paris, p13-20.
- Stephens, E., Stephens, J., 1986, *Democratic socialism in Jamaica : the political movement ans social transformation in dependant capitalism*, London, Macmillan, 448p.
- Stepick, A. et alii, 1984, “The roots of Haitian migration” in Foster, C., Valdman, A., (eds) *Haiti today and tomorrow : an interdisciplinary study*, Laham, University Press of the America.
- Stepick, A., 1998, *Pride against prejudice, Haitians in the United States*, Boston, Allyn and Bacon, 134p.
- Stewart T. S., 1993, *Debt crisis in the periphery as continuity of the imperialist thesis : the specificity of the industrializing commonwealth Caribbean*, St Augustin, PHD Thesis, Institute of international relations, University of the West Indies (UWI), Trinidad and Tobago, 433p.
- Steinsleger, J., 2006, *Qui est Alvaro Uribe Velez ?*, RISAL, www.risal.collectif.net
- Stokes, D., 2005, *America's other war, terrorizing Colombia*, Zed Books
- Stolzoff, N., C., 2000, *Wake the town and tell the people, dancehall culture in Jamaica*, Durham, Londres, Duke University Press, 290p.
- Stone, C., 1990, *Extracts and Summary of the National Survey on use of drugs in Jamaica*, Jamaica Nurse, 29, p54 - 57
- Stratfor, 2002, *The American Empire*, 27 Juin 2002, cité dans Stokes, D., 2005
- Suarez, L., M., 2006, *The tears of Hispaniola*, Miami, Florida University Press, 223p.
- Sudama, T., 1983, *Class, Race and State in Trinidad and Tobago*, Latin American Perspectives, 10(4) p 75-96
- Sumesar-Rai, K., 2005, *The relationship and the creation and sustenance of a just society in multi-ethnic States : Trinidad and Tobago, Guyana, Suriname*, University of the West Indies Thesis, Faculty of Social Sciences, St Augustin Campus, Trinidad, 560p.
- SURVIE, 2008, *Démocratie, business et dictatures, l'Afrique prise au piège français*, 33p.
- Taglioni, F., 1995. *Géopolitique des Petites Antilles. Influences européenne et nord-américaine*. Paris, Éditions Karthala, 324 p.
- Taglioni, F., 1997. "Géopolitique et insularité : l'exemple des Petites Antilles" in Sanguin, A.-L. (dir.). *Vivre dans une île. Une géopolitique des Insularités*. Paris, L'Harmattan, Collection "Géographie et Cultures", p. 175-189
- Taglioni, F., 1998a, "L'Association des États de la Caraïbe dans les processus d'intégration régionale : une nouvelle donne ?" in Mainet, G. (dir.), *Îles et littoraux tropicaux*. Nantes, Ouest Éditions, p. 465-472

- Taglioni, F., 1998b, "Les enjeux internationaux et régionaux dans la Caraïbe depuis la fin de la guerre froide". *RAMSES 1999, Coopérations et confrontations dans les Amériques*, Paris, IFRI/Dunod, p. 117-127.
- Taglioni, F., 2000, "Les méditerranées eurafricaine et américaine : essai de comparaison" *in* Sanguin, A.-L. (dir.), *Mare Nostrum, dynamiques et mutations géopolitiques de la Méditerranée*. Paris, L'Harmattan, Collection "Géographie et Cultures", p. 73-88
- Taglioni, F., 2002, « Les dynamiques de coopération entre l'Europe et la Caraïbe » *in* van Eeuwen, D. (dir.), *L'Amérique latine et l'Europe à l'heure de la mondialisation*. Paris, Éditions Karthala, p. 263-290
- Taglioni, F., 2003, *Recherches sur les petits espaces insulaires et sur leurs organisations régionales*, Paris-Sorbonne, HDR, 3 Vol.
- Taglioni, F., Théodat, J.-M., (Dir.), 2008, *Coopération et intégration, perspectives panaméricaines*, L'Harmattan, Géographie et Culture, 275p.
- Tarrier, M., 2009, Vos ancêtres les Gaulois : petite anthologie de la pensée raciste en France, La revue des ressources, <http://www.larevuedesressources.org/spip.php?article1208>
- Taylor, D., 1995, *Marley and me*, Barricade books, 256p
- Termini, G., 2004, *Les dessous de la détention en Guyane*, Matoury, RGI éditions, 95p
- Thibault, C., 2006, *Refuge et antimonde frontalier, les camps de déplacés indochinois aux frontières de la Thaïlande*, Géographie et Culture N°57, p49-70
- Tokman, V., 1989, *Economic development and labor market segmentation in the latin america periphery*, Journal of inter American studies and World affairs, 31
- Todaro M., 1969, *A Model of Labour Migration In Less Developed Countries*, American Economic Review 59 (1), pp.138-148
- Thomas, C., 1988, *The poor and powerless : economic policy and change in the Caribbean*, Monthly Review Press, New York
- Thomas, T., 2002, *Slumlords : Aerospace power in urban fights*, Aerospace power Journal, Spring 2002, p1-15
- Tonry, M., 1995, *Malign Neglect*, New York, Oxford University Press
- Tournier, M., 1972, *Vendredi ou les limbes du Pacifique*, Paris, Gallimard 288p
- Trouillot, M.-R. 1986, *Les Racines Historiques de L'Etat Duvalierien*, Port-au-Prince: Deschamps
- Trouillot, M., R., 1990, *Haïti, Sate against Nation, origins and legacy of Duvalierism*, New York, Monthly Review Press, 282p.
- UN-HABITAT, 2003, *Slum of the World : the face of urban poverty in the new millenium*, Nairobi, United Nations Workpaper, 94p.
- UN-HABITAT, 2006, *Annual report*, Nairobi, United Nations Paperwork, Human settlment program, 32p.
- UNODC, 2006, *Cannabis, why we should care*, World Drug Report
- UNODC, 2007, *Cocaine Trafficking in West Africa, the threat to stability and development (with special reference to Guinea-Bissau)*, UNODC publications, decembre 2007, 41p, http://www.unodc.org/documents/data-and-analysis/West%20Africa%20cocaine%20report_10%2012%2007.pdf .
- US State Department, 2006, *Confessions – or fantasies – of an economic hit man ?*, <http://web.archive.org/web/20070520144410/http://usinfo.state.gov/media/Archive/2006/Feb/02-767147.html>

- Vasagar, J., 2004, *Bulldozers go in to clear Kenya's slum city*, Guardian, 20 avril 2004
- Verne, J., 1863, *Voyage au centre de la terre*, Paris, Hetzel, 372p
- Vernon, R., 1966, « International Investment and international trade in the product cycle », in *Quarterly Journal of Economics*, vol. 80, pp. 190-297
- Verschave, F.-X., 2002, *Nappes de pétrole et d'argent sale : trois aspects de la Mafrafrique*, CAIRN Mouvements n°21-22
- Victor, G., 2002, *La piste des sortilèges*, Châteauneuf, Vents d'ailleurs, 509p.
- Victor, G., 2003, *A l'angle des rues parallèles*, Vents d'Ailleurs, 190p.
- Volkman, E., Cummings, J., 1977, *Murder as usual*, Penthouse Magazine.
- Vulliamy, E., 2002, *Venezuela coup linked to Bush team*, The Observer, 21 avril 2002, <http://www.guardian.co.uk/world/2002/apr/21/usa.venezuela>
- Walker, J., M., Huang, S., M., 2002, *Pharmacology and Therapeutics*, in Cannabinoid analgesia, Août 2002, Brown University, p 127-135, <http://www.ncbi.nlm.nih.gov/pubmed/12182960>
- Wallerstein, I., 2008, *Le capitalisme touche à sa fin*, Le Monde, 12 Novembre 2008, http://www.lemonde.fr/web/imprimer_element/0,40-0@2-1101386,50-1105714,0.html
- Wargny, C., 2001, *En Haïti, la drogue comme substitut au développement*, Le Monde Diplomatique, Juin 2001, <http://www.monde-diplomatique.fr/2001/06/WARGNY/15322>
- Waters, A., 1985, *Race, Class and Political Symbols : Rastafari and Reggae in Jamaican Politics*, New Brunswick, N.J. Transaction Books, 352p
- Waugh, A., 1949, *The Sugar Islands : A Caribbean Travelogue*, New York, Farrar, Straus
- Weeks, W., 1996, *Building the continental Empire*, Ivan Dee
- White, G., 1982 « *Traditional Music Practise in Jamaica and its influence on the birth of modern jamaican popular music* » ACIJ Newsletter
- White, G., 1984, « *The development of jamaican popular music Part 2 : the Urbanization of the folk* », in ACIJ Research Review N°1 Kinsgton : African-caribbean Institute of Jamaica
- Walcott 1974, *The caribbean : culture of mimicry* journal of interamerican studies and world affairs, 16(1) p 3-13
- Whitney, M., Hussey, D., 1982, *Bob Marley, reggae king of the world*, Kingston 16, Kingston Limited Publishers, 202p.
- Williams, E., 1970, *From Columbus to Castro : History of the Caribbean*
- Williamson, J., 1990, « What Washington means by policy reform », in Williamson, J., (Ed.), *Latin American Readjustment : how much has happened*, Washington, Institute for International Economics, <http://www.iie.com/publications/papers/paper.cfm?researchid=486>
- Wilson, P., 1969, *Reputation and respectability : A suggestion for Caribbean Ethnology*, Man 4.1, p70-84
- Wilson, T., M., Donnan, H., 1999, *Borders : frontiers of identity, nation and state*, Oxford
- Woodward, B., 1987, *VEIL : The secret war of the CIA 1981 – 1987*, New York
- World Bank 1994, *Jamaica, a strategy for growth and poverty reduction*, Country economic memorandum, Washington DC, The World Bank

Yarborough, W., 1962, *Headquarters United States Army Special Warfare Center, Subject : Visit to Colombia, South America, by a team from special warfare center*, Fort Bragg, Supplement Colombian Survey Report, février 1962, cité dans Stokes, D., 2005

Yelling, J., A., 1986, *Slums and slum Clearance in Victorian London*, Unwin Hyman, London Research Series in Geography, N°10, 176p.

Youngers, C., Rosin, E., (Eds), 2005, *Drugs and Democracy in Latin America*, Washington Office on Latin America, Lynne Rienner

Zaharna, R., Villabos, J., 2000, *A public relations tour of Embassy Row : the Latin Diplomatic Experience*, Public relations Quarterly, 45, p33-37

Ziegler, J., 2008, *Réfugiés de la faim*, Le Monde Diplomatique, Mars 2008, <http://www.monde-diplomatique.fr/2008/03/ZIEGLER/15658>

Zinn, H., 2005, *A People's History of the United States*, Harper Perennial Modern Classics, 768p.

Zinn, H., 2006, *L'impossibilité de la neutralité, Autobiographie d'un historien militant*, Agone, Col. Mémoires sociales, 374p

Zito, M., 2003, *Prison Privatization: Past and Present*, from the International Foundation for Protection Officers, 1er Octobre 2006, http://www.ifpo.org/articlebank/prison_privatization.html